

3 1761 11713964 2



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761117139642>

1
C 24
-32

Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88



Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent des*

Legal and Constitutional Affairs

Affaires juridiques et constitutionnelles

Chairman:
The Honourable JOAN NEIMAN

Présidente:
L'honorable JOAN NEIMAN

Thursday, July 21, 1988

Le jeudi 21 juillet 1988

Issue No. 88

Fascicule n° 88

Second proceedings on:

Deuxième fascicule concernant:

Consideration of Bill C-58, An Act to provide for the implementation of treaties for mutual legal assistance in criminal matters and to amend the Criminal Code, the Crown Liability Act and the Immigration Act, 1976

L'étude du projet de loi C-58, Loi portant mise en œuvre des traités d'entraide juridique en matière criminelle et modifiant le Code criminel, la Loi sur la responsabilité de la Couronne et la Loi sur l'immigration de 1976

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

THE STANDING SENATE COMMITTEE ON
LEGAL AND CONSTITUTIONAL AFFAIRS

Chairman: The Honourable Joan Neiman

Deputy Chairman: The Honourable Nathan Nurgitz

and

The Honourable Senators:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (or Frith) |
| Cogger | *Murray (or Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES
AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

Présidente: L'honorable Joan Neiman

Vice-président: L'honorable Nathan Nurgitz

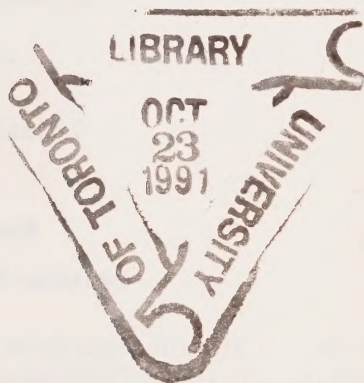
et

Les honorables sénateurs:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (ou Frith) |
| Cogger | *Murray (ou Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Membres d'office*

(Quorum 4)



ORDER OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Wednesday, July 13, 1988:

“Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Ottenheimer, seconded by the Honourable Senator Barootes, for second reading of Bill C-58, An Act to provide for the implementation of treaties for mutual legal assistance in criminal matters and to amend the Criminal Code, the Crown Liability Act and the Immigration Act, 1976.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—

Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Ottenheimer moved, seconded by the Honourable Senator Barootes, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

The question being put on the motion, it was—

Resolved in the affirmative.”

ORDRE DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 13 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Ottenheimer, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-58, Loi portant mise en œuvre des traités d'entraide juridique en matière criminelle et modifiant le Code criminel, la Loi sur la responsabilité de la Couronne et la Loi sur l'immigration de 1976.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu pour la deuxième fois.

L'honorable sénateur Ottenheimer propose, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, JULY 21, 1988
(125)

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met at 9:38 a.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Joan Neiman, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Doyle, Fairbairn, Gigantès, Hébert, Neiman, Nurgitz, Lewis and Spivak (8).

Other Senator present: The Honourable Senator Flynn (1).

In attendance: From the Library of Parliament: Katharine Dunkley, Monique Ménard, Research Officers.

*Witnesses:**From the Department of External Affairs:*

Paul Dubois, Director, Economic Law and Treaty Division and

André Farand, Economic Law and Treaty Division.

From the Department of Justice:

M. Daniel A. Bellemare, General Counsel, Director, Criminal Law Policy Section.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 13, 1988, resumed consideration of Bill C-58, An Act to provide for the implementation of treaties for mutual legal assistance in criminal matters and to amend the Criminal Code, the Crown Liability Act and the Immigration Act, 1976.

The witnesses made an opening statement and answered questions.

At 11:00 a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

Le greffier intérimaire du Comité

Andrew N. Johnson

Acting Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 21 JUILLET 1988
(125)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à 9 h 38, sous la présidence de l'honorable sénatrice Joan Neiman (présidente).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Doyle, Fairbairn, Gigantès, Hébert, Neiman, Nurgitz, Lewis et Spivak (8).

Autre sénateur présent: L'honorable sénateur Flynn (1).

Aussi présentes: De la Bibliothèque du Parlement: M^{mes} Katharine Dunkley et Monique Ménard, attachées de recherche.

*Témoins:**Du ministère des Affaires extérieures:*

MM. Paul Dubois, directeur, Direction du droit économique et des traités et

André Farand, Direction du droit économique et des traités.

Du ministère de la Justice:

M. Daniel A. Bellemare, avocat général, directeur, Section de la politique en matière de droit pénal.

Suivant son ordre de renvoi en date du 13 juillet 1988, le Comité poursuit son étude du projet de loi C-58, Loi portant mise en œuvre des traités d'entraide juridique en matière criminelle et modifiant le Code criminel, la Loi sur la responsabilité de la Couronne et la Loi sur l'immigration de 1976.

Les témoins font une déclaration préliminaire et répondent aux questions.

À 11 h 00, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

ATTESTÉ:

EVIDENCE

Ottawa, Thursday, July 21, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs, to which was referred Bill C-58, to provide for the implementation of treaties for mutual legal assistance in criminal matters and to amend the Criminal Code, the Crown Liability Act and the Immigration Act, 1976, met this day at 9.30 a.m., to give consideration to the bill.

Senator Joan Neiman (Chairman) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, we called this particular meeting on rather short notice to continue our study of Bill C-58 and I am grateful to Mr. Paul Dubois, who is the Director of the Economic Law and Treaty Division of the Department of External Affairs, and Mr. André Farand, who is with him in the same division, for being able to be with us this morning. As I mentioned informally, I am sorry that our government speaker on this bill in the Senate is not present, nor is Senator Frith, because he is at another meeting. However, I think he will be able to put some questions to us that will be able to help us with this. If you will proceed, Mr. Dubois.

M. Paul Dubois, directeur du droit économique et des traités, ministère des Affaires extérieures: Je vous remercie, madame le président. Tout le plaisir est pour moi d'être parmi vous ce matin. J'aimerais faire une petite déclaration au tout début si vous le permettez et j'essaierai de répondre aux questions du comité par la suite.

Le projet de loi C-58 sur l'entraide juridique en matière criminelle vise essentiellement à assurer que le Canada puisse donner suite à ses obligations internationales en ratifiant des traités d'entraide juridique en matière criminelle. Le Canada, comme ses partenaires sur la scène internationale, s'est engagé à combattre la criminalité à l'intérieur de ses frontières, que cette criminalité soit entièrement canadienne ou qu'elle ait une dimension internationale. Il est indispensable que le Canada puisse coopérer avec les autres États afin de s'attaquer de façon efficace au crime international, tel que le commerce des narcotiques, le crime organisé, les infractions transfrontières par l'électronique, le lessivage de monnaie, etc.

Il s'agit aujourd'hui de se doter de la possibilité d'accroître la coopération internationale, non pas en créant de nouveaux crimes dans notre Code criminel, mais en permettant aux autorités canadiennes chargées de l'application de votre droit pénal de pouvoir collaborer de façon plus étroite et efficace avec les autorités étrangères en facilitant l'obtention d'éléments de preuve, de témoignages ou de documents par voie d'assignation ou de perquisition, pourvu qu'ils se trouvent sur notre territoire et que la requête étrangère rencontre les critères établis dans le traité reliant l'État requérant au Canada.

Cette assistance canadienne sera prêtée sur une base de réciprocité aux États étrangers avec lesquels nous serons liés par voie de traité bilatéral ou multilatéral. Le Canada a négocié un tel traité avec les États-Unis d'Amérique, lequel fut signé lors du sommet de Québec, le 18 mars 1985 et qui entrera en vigueur lorsque les deux pays seront en mesure de le ratifier.

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 21 juillet 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, chargé d'étudier le projet de loi C-58 portant mise en œuvre des traités d'entraide juridique en matière criminelle et modifiant le Code criminel, la Loi sur la responsabilité de la Couronne et la Loi sur l'immigration de 1976, se réunit aujourd'hui, à 9 h 30, pour en délibérer.

Le sénateur Joan Neiman (présidente) occupe le fauteuil.

La présidente: Honorables sénateurs, cette séance a été convoquée presque à la dernière minute afin de poursuivre l'étude du projet de loi C-58. Je suis reconnaissante à M. Paul Dubois, Directeur du droit économique et des traités, aux Affaires extérieures, et à M. André Farand, qui travaille à la même division, d'être venue ici ce matin. Comme je l'ai mentionné officieusement, il est regrettable que le porte-parole du gouvernement au Sénat en la matière ne soit pas des nôtres, tout comme le sénateur Frith, dont la présence est requise à une autre réunion. Cependant, je crois qu'il pourra nous soumettre quelques questions qui nous seront utiles. Monsieur Dubois, si vous voulez bien commencer.

Mr. Paul Dubois, Director of the Economic Law and Treaty Division, Department of External Affairs: Thank you, Madam Chairman. The pleasure is all mine to be with you this morning. I'd like to make a brief statement to start off with, if I may, and then I'll try to answer the Committee's questions.

The basic aim of Bill C-58 on mutual legal assistance in criminal matters is to make sure that Canada can follow through on its international obligations by ratifying mutual legal assistance treaties in criminal matters. Canada, like its partners on the international scene, is committed to fighting crime within its borders whether that crime be purely Canadian or whether it has an international dimension. It is indispensable for Canada to be able to co-operate with other countries in order to attack effectively such international crimes as drug trafficking, organized crime, transborder offences committed electronically, laundering of money, and so on.

Today what needs to be done is to give ourselves the ability to increase international co-operation not by creating new crimes for our Criminal Code but by enabling the Canadian law-enforcement authorities to collaborate more closely and effectively with foreign law-enforcement authorities, by making it easier to obtain, by search or subpoena, evidence, testimony or documents located on our territory, provided that the application by another country meets the criteria set down in Canada's treaty with that country.

Canada's assistance will be offered on a reciprocal basis to foreign countries with whom we are linked by a bilateral or multilateral treaty. Canada negotiated a treaty of this kind with the United States, which was signed at the Quebec City summit on March 18, 1985, and which will come into force as soon as both countries are in a position to ratify it. Another

[Text]

Un traité d'entraide en matière criminelle entre le Canada et le Royaume-Uni a été signé le 22 juin 1988 par les premiers ministres Mulroney et Thatcher. Des négociations sont en cours avec la Suisse, la France, l'Italie, la République fédérale d'Allemagne, l'Australie, les Bahamas et les Îles Caïmans. Dès que le Canada se sera doté d'une loi lui permettant d'accorder la coopération recherchée, les responsables intensifieront leurs efforts afin de conclure des traités d'entraide juridique en matière criminelle avec la plupart de nos partenaires d'Europe de l'Ouest, ainsi qu'avec d'autres pays avec lesquels il serait utile d'accroître la coopération sur ce plan, notamment avec les Caraïbes et en Asie.

Plusieurs pays ont développé ou continuent de développer un réseau de traités bilatéraux en matière d'entraide juridique. Des efforts ont aussi été déployés au plan régional et multilatéral. Ainsi, les pays du Conseil de l'Europe se sont dotés d'une convention régionale européenne qui sert de base à tous leurs traités bilatéraux.

Le Commonwealth s'est doté d'un «schème» afin de faciliter une telle coopération. Le Canada a préféré jusqu'à maintenant fonctionner sur une base bilatérale, compte tenu de l'importance des moyens juridiques impliquant la perquisition mise à la disposition de l'État requérant. En donnant son aval au principe du «Commonwealth scheme», le Canada a précisé que les mesures coercitives de coopération ne seront disponibles que dans la mesure où il y aura un traité formel entre le Canada et le pays du Commonwealth concerné.

À titre complémentaire, mentionnons que le Canada participe en ce moment de façon active aux travaux visant à développer des conventions multilatérales pour combattre le trafic des drogues et le terrorisme, conventions dont l'une des composantes principales est justement l'établissement d'un régime d'entraide juridique en matière criminelle. Il n'est pas exclu qu'au cours des prochaines années, le Canada doive étudier le bien-fondé d'étendre son action au plan multilatéral en matière d'entraide juridique à l'égard d'autres activités criminelles importantes.

Le cas échéant, le Canada s'assurera que le régime établi par ces conventions, auxquelles il voudrait éventuellement s'associer, contiennent toutes les mesures de protection appropriées. En effet, les moyens juridiques importants prévus dans le projet de loi C-58 ne doivent être utilisés que lorsque le Canada aura déterminé que les demandes d'entraide provenant d'un autre État sont légitimes et bien-fondées et qu'elles respectent sa souveraineté et ses autres intérêts vitaux.

Les traités que le Canada entend négocier sont susceptibles de varier selon les particularités propres à chacun des pays contractants et pourront contenir l'une ou l'autre ou l'ensemble des mesures d'assistance prévues dans le projet de loi. Ils viseront tous à atteindre l'objectif fondamental de combattre efficacement le crime lorsque celui-ci comporte des dimensions inter-étatiques. Le Canada veut, ce faisant, s'assurer que ses valeurs juridiques et ses traditions soient respectées. C'est pourquoi le Canada conserve la faculté de ne pas donner suite à une demande lui étant adressée dans l'éventualité où celle-ci n'est pas conforme à l'ordre public canadien ou à ses intérêts essentiels. Il s'agit d'une mesure de garantie nécessaire qui

[Traduction]

mutual assistance treaty in criminal matters was signed between Canada and the United Kingdom on June 22, 1988, by Prime Ministers Mulroney and Thatcher. Negotiations are underway with Switzerland, France, Italy, West Germany, Australia, the Bahamas and the Cayman Islands. As soon as Canada has legislation enabling it to extend the sought-after co-operation, those responsible will step up their efforts to conclude mutual legal assistance treaties in criminal matters with most of our Western European partners as well as with other countries with which it would be useful to have increased co-operation in this area, in particular the countries of the Caribbean and Asia.

A number of countries have developed, or are currently developing, a network of bilateral treaties in the area of mutual legal assistance. Efforts have also been made at the regional and multilateral levels. The countries of the Council of Europe, for example, have reached a European regional agreement that serves as a base for all their bilateral treaties.

The Commonwealth also has what it calls a "scheme" that facilitates this kind of co-operation. So far Canada has preferred to operate bilaterally, given the scope of the legal means that imply the right to search, placed at the disposal of the applicant country. In giving its approval in principle of the "Commonwealth scheme", Canada stipulated that coercive measures would not be available within a co-operative framework of this kind unless there were a formal treaty between Canada and the Commonwealth country concerned.

As a complement to all this, we should note that Canada is currently an active participant in work aimed at developing multilateral conventions to combat drug trafficking and terrorism, conventions which contain as a principal element a mutual legal assistance provision in criminal matters. It is not impossible that in the next few years Canada will find itself obliged to consider the possibility of extending its multilateral action in the area of mutual legal assistance to include other widespread criminal activities.

If necessary, Canada must ensure that the system set up by these conventions, to which it may eventually wish to become a party, contains all the appropriate protective measures. The extensive legal means provided in Bill C-58 must only be invoked when Canada has determined that the applications for assistance from another country are legitimate and well-founded, and that they respect Canadian sovereignty and its other vital interests.

The treaties that Canada intends to negotiate are likely to vary according to the individual peculiarities of the various contracting countries, and may contain one or some or all of the mutual assistance measures provided for by this Bill. They are all designed to achieve the fundamental objective of fighting effectively crime with international dimensions. In so doing, Canada wishes to make sure that its legal values and traditions are respected. That is why Canada reserves the right to reject a request made to it if that request is not in accordance with Canadian public order or in its interests. This is a necessary guarantee that will appear in all our treaties, in order to prevent any abuse of them that a foreign state might

[Text]

apparaîtra dans tous nos traités afin d'éviter tout abus que voudrait en faire un État étranger. Cette clause est vitale car elle constituera la clé de voûte qui permettra au Canada de faire respecter les principes fondamentaux reliés à sa souveraineté et à son ordre public interne.

Le sénateur Gigantès: Monsieur Dubois, voulez-vous répéter ce dernier paragraphe car je voudrais mieux le comprendre? Je vous remercie.

M. Dubois: D'accord, sénateur.

Je disais que les traités que le Canada entend négocier sont susceptibles de varier selon les particularités propres à chacun des pays contractants et pourront contenir l'une ou l'autre ou l'ensemble des mesures coercitives prévues dans le projet de loi.

Ils viseront tous à atteindre l'objectif fondamental de combattre efficacement le crime lorsque celui-ci comporte des dimensions inter-étatiques. Le Canada veut, ce faisant, s'assurer que ses valeurs juridiques et ses traditions soient respectées. C'est pourquoi le Canada conserve la faculté de ne pas donner suite à une demande lui étant adressée, dans l'éventualité où celle-ci n'est pas conforme à l'ordre public canadien ou à ses autres intérêts essentiels.

Il s'agit d'une mesure de garantie nécessaire qui apparaîtra dans tous nos traités afin d'éviter tout abus que voudrait en faire un État étranger. Cette clause est vitale car elle constituera la clé de voûte qui permettra au Canada de faire respecter les principes fondamentaux reliés à sa souveraineté, et à son ordre public interne.

Aucun État ne peut prétendre appliquer son droit pénal de façon extra-territoriale au Canada. Le traité constitue la seule voie de coopération formelle pour l'application de mesures coercitives au Canada à l'égard d'un acte criminel commis à l'étranger.

Je tiens à souligner que nos traités d'entraide juridique respectent les positions défendues par le Canada, positions basées sur les principes existant du droit international concernant l'application territoriale du droit criminel de chaque État. Aucune mesure d'exécution criminelle émanant d'un État étranger ne peut s'appliquer au Canada. Ce serait là une atteinte à notre souveraineté.

Toutefois, cet État aura dorénavant la possibilité de bénéficier de l'appui canadien en formulant une requête dans le cadre du traité. Cette requête, si acceptée, sera exécutée exclusivement selon les normes juridiques canadiennes.

À l'inverse, le Canada pourra aussi bénéficier de l'entraide étrangère en évoquant le traité et dans le respect des lois étrangères pour l'exécution de la requête sur le territoire de l'État requis.

Il y a lieu d'ajouter, en terminant, que les traités d'entraide juridique ne visent pas à remplacer ou altérer la coopération que les agences chargées du respect de nos lois pénales ont établie avec leurs partenaires à l'étranger. Ce traité est plutôt le toit formel sur l'édifice informel de la coopération existante et il s'inscrit dans le cadre des principes juridiques existants au Canada.

Je vous remercie.

[Traduction]

wish to attempt. It is a vitally important provision, because it allows Canada to ensure respect for the fundamental principles linked to its sovereignty, to its own internal public order.

Senator Gigantès: Mr. Dubois, could you repeat that last paragraph, because I'd like to understand it a bit better. Thank you.

Mr. Dubois: Certainly, Senator.

I said that the treaties that Canada intends to negotiate are likely to vary according to the individual peculiarities of the various contracting countries. They may contain one or some or all of the coercive measures provided for by this Bill.

All the treaties are designed to achieve the fundamental objective of fighting effectively crime that has an international dimension. In so doing, Canada wants to ensure that its legal values and traditions are respected. That is why Canada reserves the right to reject a request if that request is not in accordance with Canadian public order or its other essential interests.

This is a necessary guarantee that will appear in all our treaties, in order to prevent any abuse of them that a foreign state might wish to attempt. It is a vitally important provision, because it allows Canada to ensure respect for the fundamental principles linked to its sovereignty, to its own internal public order.

No foreign power can claim to apply its criminal law extraterritorially, on Canadian soil. The treaty is the only formal means of co-operation on the application of coercive measures in Canada in the case of a criminal act committed abroad.

I want to stress that our mutual legal assistance treaties respect the positions defended by Canada, positions based on the existing principles of international law regarding the territorial application of criminal law by each state. No foreign criminal law can have force in Canada. That would be an infringement of our sovereignty.

However, foreign countries will now have the possibility of benefiting from Canada's support by submitting a request under the provisions of their treaties. This request, if approved, would be carried out exclusively according to Canadian legal standards.

Inversely, Canada could also benefit from foreign legal assistance by invoking the treaty, and our request would be carried out on the territory of the country in question and according to its laws.

In conclusion, it should be added that mutual legal assistance treaties are not intended to replace or alter the co-operation that our law-enforcement agencies have established with their counterparts abroad. Such treaties are rather the formal roof over the informal structure of existing co-operation, and they fit within Canada's existing legal principles.

Thank you.

[Text]

Le président: Je vous remercie, monsieur Dubois. Sénateur Gigantès, vous avez des questions?

Le sénateur Gigantès: Monsieur Dubois, c'est dans ce domaine de la coopération entre nos policiers et ceux d'un autre pays où je vois des choses dangereuses. J'ai des exemples personnels que je pourrais vous citer où les colonnels grecs, parce que je leur étais opposé sur le plan politique, ont fourni de fausses informations. Ils ont créé un dossier bidon qu'ils ont refilé aux autorités américaines.

Heureusement, dans ce temps-là j'avais des amis tels le sénateur Robert Kennedy et monsieur Hubert Humphrey qui pouvaient me défendre. Ils ont fait la même chose ici au Canada. J'ai eu beaucoup de peine et de difficulté à cause de cette collaboration entre flics, un domaine assez dangereux.

Est-ce que vous dites que nous ne courrons pas le danger de voir nos lois et nos habitudes dérangées par ce projet de loi? Comment est-ce que nous nous protégeons contre la tendance de nos policiers de croire leurs confrères dans d'autres pays? Dans les 59 pays que j'ai visités, s'il y a une chose que j'ai trouvée absolument similaire partout, c'est bien l'attitude des flics. Que cela soit dans des pays communistes, fascistes ou démocratiques, les flics semblaient pareils. C'est un grand lien qu'a l'humanité!

M. Dubois: Le projet de loi que l'on a devant nous ne vise pas à changer le niveau ni la qualité de coopération entre corps policiers de différents pays.

D'ailleurs, il y a une disposition spécifique qui dit que nos traités que l'on va négocier (c'est ce que l'on essaie de faire avec le projet de loi, de mettre en vigueur en droit domestique nos obligations en vertu du traité) ce traité n'affecte en rien les arrangements administratifs qui existent entre corps policiers, entre d'autres corps constitués qui sont chargés de l'application de certaines lois, par exemple lorsque l'on parle des autorités fiscales, de Revenu Canada et du IRS aux États-Unis ou dans d'autres pays...

Le sénateur Gigantès: Cela, ça va.

M. Dubois: ... ou des autorités douanières ou policières auxquelles vous référiez spécifiquement.

Il existe depuis longtemps des ententes administratives entre ces corps constitués. Ces ententes vont continuer de fonctionner comme elles l'ont fait jusqu'à maintenant.

Toutefois, il faut reconnaître, je pense, que ces ententes administratives ont des limites. Les policiers peuvent, dans le cadre d'une coopération, s'échanger certaines informations. Ils ne peuvent pas, dans l'état actuel du droit, réussir à obtenir de façon coercitive des éléments de preuve qui pourraient être utiles lors de poursuites qui sont intentées dans l'autre juridiction.

C'est principalement pour couvrir cet aspect que l'on a négocié des traités avec un nombre d'États qui partagent le même objectif, d'ailleurs. C'est afin de pouvoir coopérer non seulement au niveau des forces policières qui s'échangent du renseignement qui peut être tout à fait légitime selon leurs ententes mais lorsque les poursuites sont sur le point d'être intentées, et qu'une enquête est en cours, que l'on puisse obtenir l'entraide des autorités judiciaires de l'État requis pour aller chercher un témoignage d'un témoin réticent, par exemple, qui ne voudrait

[Traduction]

The Chairman: Thank you, Mr. Dubois. Senator Gigantès, do you have questions?

Senator Gigantès: Mr. Dubois, it is in the area of co-operation between our police and the police of other countries that I see dangers. I have personal examples that I could cite you, where the Greek colonels supplied false information about me because I was politically opposed to them.

Luckily I had friends at that time like Senator Robert Kennedy and Mr. Hubert Humphrey who were able to defend me. But I suffered a lot of distress and difficulty because of that collaboration among cops, which can be quite a dangerous thing.

Are you saying that we run no risk of having our laws and our customs upset by this Bill? How are we to protect ourselves against the tendency of our policemen to believe their colleagues in other countries? In the 59 countries I have visited, if there is one thing I found absolutely the same everywhere, it is the attitude of the cops. In communist countries, fascist countries, democratic countries, cops always seem to be the same. It's one of humanity's great bonds!

Mr. Dubois: The Bill before us is not intended to change the level or quality of the co-operation among police forces in different countries.

It contains a specific provision to the effect that the treaties we negotiate (that's what we're trying to do with this Bill, put into legal force domestically our obligations under these treaties) will not in any way affect the administrative arrangements that exist between police forces, between other official bodies that are responsible for the application of certain laws, for example the tax authorities: Revenue Canada and the IRS, in the United States or other countries, for example, or—

Senator Gigantès: That kind of thing is all right.

Mr. Dubois: ... or the customs authorities or the police authorities to whom you're referring.

There have been administrative arrangements among these official bodies for a long time. Such agreements will continue to operate as they have up to the present.

But we have to recognize, I think, that these administrative arrangements have limits. The police may co-operate by exchanging certain information. They cannot, as the law now stands, use coercive measures to obtain evidence that could be useful in prosecutions in some other jurisdiction.

It is mainly to cover this aspect that when we negotiate treaties with a number of countries that share the same objectives, so that we could co-operate not just through our police forces—which do exchange information, and this can be perfectly legitimate under the terms of their administrative arrangements—but we could also, when prosecutions were about to be launched, when an investigation was underway, we could obtain assistance, mutual assistance through the legal authorities in a given country, for getting testimony from a

[Text]

pas donner son témoignage. Alors, on pourrait essayer d'obtenir son témoignage dans une mesure coercitive.

Est-ce que je réponds à votre question, sénateur?

Le sénateur Gigantès: Non, ma question est la suivante: qu'est-ce qu'il y a dans cette législation pour protéger un Chilien tout à fait convenable mais qui s'oppose à monsieur Pinochet? Il vient ici et pour lui faire des difficultés, la police de Pinochet fabrique, construit, invente un dossier totalement bidon accusant cet homme d'être un trafiquant de drogues et elle refile ce dossier à notre Gendarmerie royale.

La Gendarmerie royale voit le dossier, il y a des photocopies, il y a de différentes informations qui paraissent véridiques. Alors, la Gendarmerie royale a tendance, comme tous les autres policiers, à croire les policiers.

Peut-être quelqu'un qui n'est pas un criminel se verrait dans la fâcheuse situation d'être considéré comme un criminel par nous parce qu'il a été calomnié pour des raisons politiques par la police de son propre pays.

M. Dubois: Sénateur, je pense que dans votre hypothèse le point central ici est le fait qu'une fabrication d'éléments de preuve par les autorités policières de l'État requérant, si l'on avait un traité avec le Chili, par exemple . . .

Le sénateur Gigantès: Oui, monsieur.

M. Dubois: Alors, ce serait les autorités policières qui auraient fabriqué les éléments de preuve et les passeraient au Canada pour des fins d'obtenir d'autres éléments de preuve. Il ne s'agit pas, en vertu du traité ici, d'obtenir l'extradition d'individus ou quoi que ce soit. Il s'agit d'obtenir des éléments de preuve pour des poursuites au Chili strictement, dans un premier temps.

Dans un deuxième temps, ce ne sont pas les autorités policières qui vont requérir des autorités policières canadiennes la coopération ou l'entraide. C'est plutôt que l'autorité policière chilienne devra solliciter l'aide locale de son ministère de la Justice qui lui passera pas le ministère de la Justice . . .

Le sénateur Hébert: C'est pas mal proche parent!

M. Dubois: C'est proche parent peut-être dans une certaine perspective mais il y a quand même une distinction fondamentale entre les autorités policières de notre système . . .

Le sénateur Gigantès: Peut-être dans notre cas mais pas dans le leur.

M. Dubois: D'accord, mais je voulais juste établir le chaînon de la responsabilité. De sorte que, lorsque la requête sera reçue au Canada, elle sera reçue par le ministère de la Justice ici qui lui analysera la requête, comme vous dites peut-être fabriquée, inventée ou quoi que ce soit. Le ministère devra alors décider si cette requête tombe à l'intérieur des paramètres du traité entre le Canada et le Chili, traité que l'on n'a pas de toute façon.

Ace moment-là, une fois que l'on analyserait la requête, le Canada a toujours la possibilité de dire: écoutez, premièrement, ce n'est pas un crime au Canada, donc nous ne sommes pas prêts à coopérer. La double criminalité serait un aspect.

L'autre aspect qui peut-être est plus fondamental, est celui de dire: les valeurs que vous défendez dans votre pays ou ce

[Traduction]

witness, for example, who may be reluctant to give us that testimony. So we can try to obtain the testimony by invoking a coercive measure.

Am I answering your question, Senator?

Senator Gigantès: No, because my question is as follows: What is there in this legislation that would protect a Chilean, a perfectly respectable Chilean who opposes General Pinochet? He comes to Canada, and to make trouble for him the Pinochet police fabricate, construct, invent, a totally bogus dossier accusing him of being a drug trafficker and they fob this dossier off on the Mounties.

The Mounties look at the dossier, there are photocopies, there are all sorts of information that looks like the real thing. The Mounties, like all policemen, tend to believe what another policeman tells them.

Someone who isn't a criminal at all could find himself in the awkward position of being considered a criminal by us because he had been calumniated for political reasons by the police of his home country.

Mr. Dubois: Senator, I think the essential point in your hypothesis is that evidence fabricated by the Chilean police, if we had a treaty with Chile—

Senator Gigantès: Yes.

Mr. Dubois: So it would be the police there fabricating evidence and passing it on to Canada with a request for further evidence. There is no question under these treaties of extraditing anybody. Their purpose is to obtain evidence that is required for legal action strictly in Chile, in the first place.

In the second place, it wouldn't be the police who would be asking Canadian police for co-operation or mutual assistance. The Chilean police would have to apply to their own Ministry of Justice, and it would contact our Department of Justice—

Senator Gigantès: There isn't much difference!

Mr. Dubois: From a certain perspective there isn't much difference, perhaps, but nonetheless there is a fundamental distinction in our system between the police and—

Senator Gigantès: In our system, perhaps, but not in theirs.

Mr. Dubois: All right, but I just wanted to trace the channels of responsibility. So when the request is received in Canada, it is received by the Department of Justice, which analyses it, and it may as you say be fabricated, invented or whatever. The Department then decides whether this is a request that comes under the provisions of our treaty with Chile (we don't have a treaty with them as it happens).

At that point, once the request has been analysed, Canada can always say, "Look, first of all, you're talking about something that isn't a crime in Canada, so we're not prepared to cooperate." Dual criminality would be a consideration.

The other, perhaps more fundamental aspect, is that we can say, "The values you defend in your country or the information

[Text]

que vous essayez d'obtenir est contre les valeurs canadiennes, contre l'ordre public canadien et nous refusons de coopérer. C'est toujours disponible et possible. Dans tous nos traités nous avons une clause qui nous permet de refuser dans n'importe quel cas, la coopération. Cela est important.

Mais vous avez peut-être raison qu'à la limite, si on ne pouvait pas percer le voile de la requête et que de bonne foi l'on croyait qu'il s'agit d'une requête tout à fait légitime, il y a peut-être un risque que sur la base des relations diplomatiques, le pays en question abuse du traité.

Dès l'instant où l'on se rendrait compte qu'ils abusent du traité, forcément on a des remèdes pour y remédier ultérieurement mais peut-être pas pour le cas spécifique. On aurait peut-être manqué le bateau, si vous le voulez, dans un cas spécifique. Ceci voudrait dire que l'on devrait soit, dorénavant être beaucoup plus critique lorsque l'on recevrait des requêtes de ce pays-là ou les rejeter en bloc ou dénoncer le traité. C'est toujours possible.

Je pense que c'est la réponse au cas ultime que vous me présentez comme exemple.

Le sénateur Flynn: Le sénateur Gigantès veut changer la nature humaine des policiers et c'est un peu plus difficile!

M. Dubois: Cela n'est pas prévu dans le traité'.

Le sénateur Gigantès: J'aimerais qu'il y ait un peu plus de surveillance parce qu'on a tendance, dans tous les pays, d'embaucher des brutes dans les corps policiers. Ils ne sont pas tous ainsi, mais il y a une petite minorité là-dedans qui est tyrannique, dictatoriale et brutale. Ce sont ces gens-là qui causent des problèmes.

Je veux, à chaque étape, dans chaque législation, avoir de la vigilance contre ces abus.

Le sénateur Flynn: Qu'est-ce que vous suggérez, sénateur Gigantès?

Le sénateur Gigantès: Qu'est-ce que je suggère? On n'est pas arrivé aux suggestions mais je vais y penser.

Le sénateur Flynn: Vous êtes mieux d'y penser!

Le sénateur Neiman: Sénateur Hébert, vous avez des questions?

Le sénateur Hébert: Monsieur Dubois, vous avez mentionné, entre parenthèses en répondant au sénateur Gigantès, que le Chili n'était pas sur votre liste?

M. Dubois: Absolument, sénateur.

Le sénateur Hébert: Mais est-ce qu'il existe déjà ou il y a de prévu une liste de pays, juste à titre d'exemple? Si elle est longue je ne veux pas l'entendre au complet. Il serait intéressant de savoir quelle sorte de pays l'on considère comme valables sur le plan de ces échanges d'information.

M. Dubois: Il existe présentement (je pense que je l'avais mentionné dans mon petit laïus du début) certains pays avec lesquels on a soit entamé ou conclu des négociations. Juste pour fin de clarification, l'Australie, les Bahamas . . .

[Traduction]

you're trying to obtain, is contrary to Canadian values, goes against Canadian public order, and we refuse to co-operate." That's always an option. In all our treaties we have a clause that allows us to refuse our co-operation in any case at all. That's important.

But you may be right, in that if we failed to see through the request and in all good faith thought that it was legitimate, there might be a risk that on the basis of diplomatic relations the country in question might abuse the treaty.

As soon as we realize that a treaty is being abused, of course there are remedies, but they apply to the treaty as a whole, not to an individual case. We might slip up in a particular case. This would mean that we would either have to be much more suspicious when we received requests from such countries or that we ought to refuse them en bloc, or reject the treaty. That's always possible.

I think that's the answer in the case you suggested.

Senator Flynn: Senator Gigantès would like to change the human nature of policemen, and that's a little difficult.

Mr. Dubois: It's not covered by the treaty.

Senator Gigantès: I would like there to be a bit more surveillance, because there is a tendency in all countries to recruit thugs in the police forces. They aren't all thugs, but there's a small minority who are bullies and brutal. They're the ones who cause the problems.

I would like to see protection against such abuses at every stage of the legislation.

Senator Flynn: What do you suggest, Senator?

Senator Gigantès: What do I suggest? We haven't got to the stage of suggestions yet, but I'll think about it.

Senator Flynn: Good idea.

Senator Neiman: Senator Hébert, you have questions?

Senator Hébert: Mr. Dubois, I believe you mentioned parenthetically in replying to Senator Gigantès that Chile is not on your list?

Mr. Dubois: That's right, Senator.

Senator Hébert: But is there already a list of countries, or is such a list planned? If it's very long I don't want to hear the whole thing, just a sampling. It would be interesting to know what sort of country we consider worth having this kind of exchange of information with.

Mr. Dubois: There are currently, as I think I mentioned in my rather long-winded introduction, certain countries with which we have either concluded or undertaken negotiations. Just for purposes of clarification, there is Australia, the Bahamas—

[Text]

Le sénateur Hébert: Je vais vous poser une question, pour être plus court. Est-ce qu'il y a des États totalitaires parmi ceux-là?

M. Dubois: Non, pas du tout.

Le sénateur Hébert: Ce sont toutes des démocraties?

M. Dubois: Ce sont tous des États démocratiques avec lesquels le Canada entretient une relation et qui démontrent qu'il y a peut-être un intérêt de coopérer plus étroitement avec ces pays qu'avec d'autres. Vous avez notamment, l'Australie, les États-Unis et la Suisse, par exemple.

Deux des problèmes principaux que l'on essaie de clarifier sont ceux de la drogue et du lessivage de monnaie. Alors, cela invite des juridictions justement comme la Suisse, les Îles Caïmans et les Bahamas où il existe des lois locales qui permettent de faire de l'évasion fiscale.

Le sénateur Hébert: Si vous parlez du problème de la drogue, cela doit forcément inclure des pays comme la Bolivie et la Colombie qui sont des démocraties un petit peu à gros grain, pour dire le moindre.

Ce sont des États policiers qui se disent démocratiques et où en fait la police est entre les mains de la mafia de la drogue, comme c'est le cas en Colombie. Je ne vois pas ce qu'il donnerait d'avoir des échanges d'information provenant de policiers colombiens.

On peut penser à d'autres pays aussi, si l'on parle des réseaux de drogue. Vous avez le «triangle d'or», le Laos et la Birmanie qui ne sont pas des pures démocraties à ce que je le sache non plus.

Le sénateur Gigantès: Vous avez aussi le problème de la drogue au Bahamas avec l'implication des membres du gouvernement dans le commerce de la drogue; ceci a fait scandale là-bas.

M. Dubois: Pour l'instant et sûrement pour l'avenir aussi, il n'y a aucune intention de conclure des traités de cette nature avec des États où il n'y a pas un certain volume de coopération qui existe déjà de façon informelle entre les forces policières.

Deuxièmement, il est bien évident que l'on n'ira pas conclure de tels traités avec des régimes qui ne sont pas considérés par le gouvernement du Canada comme étant des régimes démocratiques, des régimes avec lesquels l'on pourrait collaborer de façon normale. Dans ces traités l'on veut s'assurer que l'on a la clause absolument importante du pouvoir de refuser la coopération lorsque l'ordre public canadien pourrait être en danger.

Le sénateur Hébert: J'aurais une autre question pour terminer car je sais qu'il y a d'autres sénateurs qui ont des questions à vous poser.

Vous venez de dire: nous n'avons pas l'intention, ce n'est pas notre but, etc. Les intentions sont toujours bonnes mais il peut se trouver un jour qu'il y ait des gens moins bien disposés que vous ou votre ministère actuel. Il faut que la loi empêche que cela soit basé sur des intentions, n'est-ce pas, cher collègue, sénateur Flynn?

Le sénateur Flynn: C'est la pire situation. Il s'agit de rationaliser le système d'échange et d'entraide dans le combat contre le crime. Le gouvernement jugera chaque cas à son mérite.

[Traduction]

Senator Hébert: To keep it short I'll ask you a question. Are there any totalitarian states among them?

Mr. Dubois: No, none at all.

Senator Hébert: They're all democracies?

Mr. Dubois: They are all democratic states with which Canada has relations and with which closer co-operation may be more useful than with certain other countries. In particular you have Australia, the United States and Switzerland, for example.

Two of the main problems we're trying to clear up are drug trafficking and the laundering of money. So that suggests jurisdictions such as Switzerland, the Cayman Islands, the Bahamas, where there are local laws that make tax evasion possible.

Senator Hébert: If you include the drug problem that necessarily suggests countries like Bolivia and Colombia, which are pretty poor examples of democracy, to put it mildly.

They are police states that call themselves democracies and where in fact the police are controlled by organized crime and the drug barons, as they are in Colombia. I don't see what value there would be in exchanging information with the Colombian police.

Then there are other countries too with drug connections. There's the Golden Triangle—Laos and Burma, which aren't one-hundred-per-cent democracies either, as far as I know.

Senator Gigantès: There is also a problem of drugs in the Bahamas, too, with members of the government involved in the traffic, which caused a scandal there.

Mr. Dubois: For now and surely for the future as well, Canada has no intention of concluding treaties of this kind with states where we don't already have a certain volume of informal co-operation between our police forces and theirs.

Secondly, it's obvious that there will not be treaties of this kind with régimes that the Canadian government does not consider democratic, *with which Canada* does not normally collaborate. In these treaties we want to make sure that we have that all-important clause entitling us to refuse to co-operate when the Canadian public order might be endangered.

Senator Hébert: I have one last question, because I know there are other Senators with questions for you.

You just said, "WE don't intend, it's not OUR purpose" and so on. The intentions are always good, but if the Act allows, there may come a time we have people less well-intentioned than you and your current Department. The legislation must guard against intentions, as I'm sure my dear colleague Senator Flynn would agree.

Senator Flynn: That's a worst-case scenario. We're talking about rationalizing our system of exchange of information,

[Text]

Vous dites peut-être que... Il est évident qu'en vertu de n'importe quelle législation, il peut se commettre des erreurs de jugement.

Le sénateur Hébert: C'est que j'ai une vieille méfiance face à la police.

Le sénateur Flynn: On la connaît bien votre méfiance, elle est caractéristique.

Senator Doyle: A moment ago, sir, you said that the legislation does allow us to refuse to give certain information that may be requested. Is it enough for the protection of Canadian citizens that the act permits the possibility of allowing to refuse a request? Should the act not set out quite straightforwardly in what circumstances a request will be accepted or refused?

I am thinking here particularly where the offences under investigation are of matters which are not a crime in this country but may be in another country. This act does allow the Canadian police, the Canadian authorities, to conduct investigations of people residing in Canada for offences that are not offences in this country. In other words, you or I could be investigated for goodness knows what crime that may be added to the list at one point in time, even though no one who would say, that what we were doing was illegal here. In that case a dossier could be built in another country in which we might have to do business some day, or want the freedom of travel or some of the other privileges that Senator Gigantès was talking about a moment ago, and find that those are denied to us as a result of investigations conducted by our own police force.

Mr. Dubois: No, I do not think that that is the case, and I will try to explain why I think that.

First, the reasons for refusal are not mentioned specifically in the act because they are mentioned elsewhere, namely, in the treaty, where it really counts. We want to have the flexibility to negotiate with each country and to be able to put it clearly at the international level to Italy, Germany, or whatever country we are negotiating with, that "Here are the reasons that we can refuse and the reasons that you can refuse."

Senator Doyle: but we are not seeing the treaty.

Mr. Dubois: We have given to the committee copies of the treaties that have been negotiated. For example, there is the one with the United States.

Senator Doyle: Yes; those are the ones that have been negotiated—and I have seen the one that we negotiated with the United States—but each treaty will be drawn up with each country.

Mr. Dubois: Yes.

Senator Doyle: It may be different.

Mr. Dubois: Maybe slightly different, but within the parameters of Bill C-58. In order for Canada to be able to eventually

[Traduction]

about mutual assistance in the fight against crime. The government will judge each case on its merits.

You're saying "What if". Obviously under any legislation errors of judgement may be committed.

Senator Hébert: I've never had very much faith in the police.

Senator Flynn: We're familiar with your mistrust, it's characteristic.

Le sénateur Doyle: Il y a quelques minutes, monsieur, vous disiez que la loi nous permet de refuser de transmettre certaines informations demandées. Cette possibilité protège-t-elle suffisamment les droits des Canadiens? Ne vaudrait-il pas mieux que la loi définisse très clairement les circonstances dans lesquelles une telle demande sera acceptée ou refusée?

Je songe ici, en particulier, au cas où l'infraction faisant l'objet d'une enquête n'est pas un crime dans notre pays, bien qu'elle le soit dans un autre. La loi permet aux corps policiers canadiens, aux autorités canadiennes, d'enquêter sur des résidents du Canada au sujet d'infractions qui ne sont pas considérées des crimes ici. En d'autres mots, on pourrait faire enquête sur vous ou moi, pour Dieu sait quel motif qui serait ajouté à la liste ultérieurement, même si, au Canada, nos faits et gestes ne sont pas illégaux. Dès lors, un autre pays où nous pourrions vouloir nous rendre pour affaires ou dans lequel nous voudrions la liberté de nous déplacer ou certains autres privilèges que mentionnait le sénateur Gigantès il y a quelques minutes, pourrait monter un dossier contre nous et nous refuser ces libertés et privilèges sur la foi d'enquêtes menées par nos propres forces policières.

M. Dubois: Non, je ne crois pas que ce soit possible et je vais essayer de vous expliquer pourquoi.

Tout d'abord, la loi ne précise pas les motifs de rejet des demandes parce qu'ils sont mentionnés ailleurs, notamment dans le document authentique, le traité. Nous voulons nous réserver une marge de manœuvre dans les négociations avec chaque pays et pouvoir établir clairement, au niveau international, auprès de l'Italie, de l'Allemagne ou de tout autre pays avec lequel nous négocions les raisons pour lesquelles nous pouvons refuser et pour lesquelles ils peuvent également le faire.

Le sénateur Doyle: Cependant, nous ne voyons pas le traité.

M. Dubois: Nous avons remis au Comité copie des traités qui ont été négociés. Ainsi, vous trouverez celui qui a été conclu avec les États-Unis.

Le sénateur Doyle: Oui, nous avons là ceux qui ont été négociés—et j'ai lu celui qui a été signé avec les États-Unis—mais il y aura un traité par État.

M. Dubois: Oui.

Le sénateur Doyle: De sorte que certains pourraient différer de celui-ci.

M. Dubois: Ils comporteront peut-être quelques différences mais respecteront toujours les limites fixées par le projet de loi

[Text]

ratify any one of the treaties that we will negotiate in the future, or the ones that we have negotiated up to now, we have to ensure ourselves that, at the domestic level, we have the legislation to support those allegations. This is what Bill C-58 does for us. You will see a number of provisions in Bill C-58—

Senator Doyle: I see what you are after.

Mr. Dubois: We could not, for example, come with a treaty that would be at variance with the basic principles of Bill C-58 and say, "Oh, we can now ratify it." If we wanted to ratify it in any given case we would have to amend the legislation.

Senator Doyle: But Bill C-58, sir, as I understand it, would, if it was applied to the U.S. treaty, ratify and be in agreement, *in sympatico*, with that.

Mr. Dubois: That is right.

Senator Doyle: I have read the treaty that we have signed with the United States and I find in there the provision for investigation in this country of crimes that are not crimes in Canada.

Mr. Dubois: Correct.

Senator Doyle: That is exactly what I am talking about.

Mr. Dubois: On the specific point of the issue of dual criminality, or the absence of dual criminality in the case of the United States, there are a number of points to be brought to bear.

First, up to now we have never negotiated any treaty where the principle of dual criminality is not applied. The only exception is the United States.

Senator Doyle: That is right.

Mr. Dubois: That is the first point. I want to make that clear first.

The Chairman: Why?

Mr. Dubois: We have been prepared to go further with the United States because we have common values with the United States and we share a lot of the same democratic values. It is our closest neighbour, and that is where the bulk of criminal activities on the North American continent are going on. We want to be able to assist our American colleagues as we would expect them to assist us—it works both ways. Not by assisting them in tracking criminals who have committed crimes that are not crimes in Canada and are totally adamant to Canadian mentality—it is not that that we are aiming at at all—but crimes, for example, in a parallel bill to this one, Bill C-61, about money laundering, which will become a criminal offence if the bill is approved by Parliament.

Money laundering is a crime in the United States; it is not a crime right now in Canada. If there is clear evidence that some people are doing some money laundering related to drug trafficking, and the objectives are exactly the same as the ones that we are trying to tackle here in Canada, we would want to be able to receive the facts and try to define an offence that would be compatible under Canadian law. If we are satisfied

[Traduction]

C-58. Pour que le Canada puisse ratifier un des traités que nous négocierons ou que nous avons négociés jusqu'ici, nous devons nous assurer que nous disposons d'une loi intérieure l'y habilitant. C'est ce qu'accomplit le projet de loi C-58. Vous constaterez un certain nombre de dispositions, dans ce projet de loi—

Le sénateur Doyle: Je vois où vous voulez en venir.

M. Dubois: Nous ne pourrions, par exemple, négocier un traité qui déroge aux principes fondamentaux du projet de loi C-58. Impossible de le ratifier sans modifier la loi.

Le sénateur Doyle: Cependant, le projet de loi C-58, si j'ai bien compris, ratifierait le traité avec les États-Unis et serait compatible avec celui-ci.

M. Dubois: C'est exact.

Le sénateur Doyle: À la lecture du traité signé avec les États-Unis, j'ai découvert une disposition qui permet d'enquêter ici sur des faits qui ne sont pas des crimes au Canada.

M. Dubois: Vous avez bien lu.

Le sénateur Doyle: Voilà exactement ce qui m'inquiète.

M. Dubois: Pour ce qui est de la double criminalité, ou son absence dans le cas des États-Unis, un certain nombre de points peuvent être invoqués.

D'abord, jusqu'à maintenant, nous n'avons jamais négocié de traité où le principe de la double criminalité ne s'appliquait pas. La seule exception est celui que nous avons signé avec les États-Unis.

Le sénateur Doyle: C'est exact.

M. Dubois: Voilà le premier point. Je veux l'établir bien clairement.

La présidente: Pourquoi cette exception?

M. Dubois: Nous étions disposés à aller plus loin avec les États-Unis car nous avons des valeurs en commun avec eux ainsi que bien des principes démocratiques. Ce sont nos plus proches voisins, et c'est là que se commettent la majorité des actes criminels sur le continent nord-américain. Nous voulons pouvoir aider nos collègues américains, tout comme nous nous attendrions à ce qu'ils nous rendent la pareille—c'est une voie à double sens. Il ne s'agit pas de les aider à retrouver des personnes ayant commis des actes qui non seulement ne sont pas des crimes au Canada mais sont tout à fait étrangers à la réalité canadienne—ce n'est pas ce que nous recherchons du tout—mais plutôt de les aider à documenter des crimes comme le blanchissage, qui deviendra une infraction criminelle au Canada si le projet de loi C-61 est adopté.

Le blanchissage est un crime aux États-Unis; il n'en est pas un pour l'instant au Canada. Si l'on possède des preuves que certains individus essaient de passer de l'argent tiré du trafic de la drogue, et le but de ces transactions est exactement le même que ce que nous essayons d'enrayer ici au Canada, nous voudrions pouvoir connaître les faits et essayer de définir l'infraction d'une manière compatible avec nos lois. Si nous

[Text]

that there is no incompatibility, we would want to assist the United States. That is what the provision is saying. That provision is put in to be able to assist the other side for crimes that are technically defined in their own criminal code or equivalent, which are not necessarily the case here.

Senator Doyle: I have no problem with wanting to get rid of all the bad eggs who are producing, selling and enslaving people with drugs—and that is not too strong a word; I would tar and feather them—but what we are talking about here is not a heinous offence. We are not talking about our mutual disregard for people who engage in that kind of business.

Mr. Dubois: That is right.

Senator Doyle: What we are talking about here is an act and what it says about the law and what we shall and shall not do. If our law is not sufficient to deal with the drug trade, I would assume that we would change the list of offences that are offences in this country, not say that we will go along and investigate what the United States considers to be offences even though we do not. Am I making my point? It is like having the cart before the horse. I cannot understand a law that says you will be investigated by the police of this country for something that is not a crime in this country simply to serve the needs of some other nation. I am obtuse.

Mr. Dubois: You may be justified in your concern. We, too, are concerned, and I think that everybody is concerned about the potential for assistance for crimes that are adverse to Canadian thinking and Canadian philosophy. For example, if we assisted a foreign state which has a military government in torture, that would be outside the parameters of this article. This article, as I said, applies only to the United States and, of course, the United States does not fall into that category. Second, the clause allows us to go one step further where we have a commonality of views but not, let us say, the technical equipment. It is not meant to apply to issues in which the United States and Canada have a difference of policy or view.

Let me give another example using the United States. As you know, Canada has a number of difficulties with the United States on issues of export control. Say the United States decided to pass a law to make it a crime for other countries, including Canada, to deal with Cuba. If the Americans tried to use the treaty route to persuade us to investigate Canadian citizens for crimes under this new act regarding Cuba, when our policy is to maintain normal relations with Cuba, obviously such a request would be turned down. This is why in our treaty with the United States we have included Article V(1)(b) which says that the requested state may deny assistance to the extent that the request is contrary to the requested countries' public interest as determined by its central authority. So anything against our policy would be turned down, and there is no question about that.

Senator Doyle: I hear what you are saying, but surely you have some recollection, some knowledge of how the United

[Traduction]

sommes convaincus qu'il n'y a pas incompatibilité, nous voudrions aider les États-Unis. Voilà ce que dit la disposition. Son inclusion nous permettra d'aider l'autre pays à mettre la main sur des personnes ayant commis des crimes qui sont techniquement définis dans leur propre code criminel ou l'équivalent, mais pas forcément ici.

Le sénateur Doyle: Ce n'est pas que j'hésite à débarrasser le pays des sombres individus qui produisent et vendent des drogues et réduisent les habitués à l'esclavage—et je vous assure que le terme n'est pas trop fort—j'en ferais des objets de réprobation publique. Mais nous ne parlons pas ici d'un crime odieux. Il n'est pas question ici du mépris qu'ont les deux pays à l'égard de ceux qui font ce genre de commerce.

M. Dubois: Vous avez raison.

Le sénateur Doyle: Ce dont il est question ici, c'est d'une loi et de ce qu'elle dispose. Si la loi ne nous permet pas de sévir contre le commerce de la drogue, je suppose que nous changerions la liste de ce qui est considéré une infraction ici, plutôt que de marcher main dans la main avec les États-Unis et d'enquêter sur ce qui est considéré là-bas comme un crime mais qui, chez nous, est parfaitement légal. Me fais-je bien comprendre? Cela revient à mettre la charrue devant les boeufs. Je ne comprends pas une loi qui permet que l'on fasse l'objet d'une enquête policière ici pour quelque chose qui n'est pas un crime, simplement pour répondre aux besoins d'un autre État. Vous m'excuserez, mais je suis obtus.

M. Dubois: Vous pourriez avoir raison de vous inquiéter. Nous aussi sommes préoccupés par la question et je crois que tout un chacun craint que nous n'ayons à prêter main-forte à nos voisins pour des crimes qui, au Canada, n'en sont pas. Par exemple, si nous aidions un État dont le gouvernement militaire pratique la torture, nous dépasserions les bornes de l'article de loi. Cet article, comme je l'ai dit, ne s'applique qu'aux États-Unis où, bien sûr on ne pratique pas la torture. Secundo, l'article du projet de loi nous permet d'aller un peu plus loin lorsque nous partageons les mêmes vues mais que nous n'avons pas, par exemple, le matériel technique. Il n'est pas destiné à s'appliquer à des questions que le Canada et les États-Unis ne voient pas du même œil.

Permettez-moi de vous donner un autre exemple utilisant les États-Unis. Comme vous le savez, le Canada n'est pas toujours du même avis que les États-Unis lorsqu'il s'agit du contrôle des exportations. Si les États-Unis décidaient d'adopter une loi interdisant à d'autres pays, y compris au Canada, de traiter avec Cuba et que les Américains tentaient de se servir du traité pour nous persuader de faire enquête sur des citoyens canadiens pour des crimes au sens de cette nouvelle loi, alors que nous avons pour politique d'entretenir des relations normales avec Cuba, de toute évidence, nous rejeterions la demande. Voilà pourquoi nous avons inclus, dans notre traité avec les États-Unis, l'article V1.b), aux termes duquel l'État auquel de l'aide est demandée peut refuser l'entraide lorsque l'exécution de la demande est contraire à son intérêt public, tel que déterminé par son Autorité centrale. Ainsi, toute demande contraire à notre politique serait immédiatement rejetée.

Le sénateur Doyle: J'ai bien saisi, mais vous vous souviendrez sûrement de la façon dont les États-Unis ont par le

[Text]

States has in the past—and I cannot speak for the last year or two—dealt with the broad category of security. Many times our police have been asked to provide a great deal of information about private individuals, because somehow those individuals are said to be brushing up against the security laws of the United States. They want to know such things as whether the individual can be appointed to a sensitive job or whatever. Very often we find that the requests for those investigations had nothing to do with security whatever, that they were requests made because they wanted all the information they could get against the particular individual for this, this or this. I wish I could trust the FBI or CIA, but I have come to the conclusion that I cannot, and it gives me great comfort to know that the laws of my country will not allow them to intrude into my life.

Mr. Dubois: I think you can rest assured that this will not be the case because the so-called rule of “speciality” applies. In other words, the requesting state can only use the information obtained from the requested state for the purpose stated. It cannot use that information for other purposes, whatever they may be, immigration purposes or whatever. Article IX of the treaty covers this point, and that is the kind of guarantee we have in the treaty.

If you are concerned about a breach of treaty, that is a different matter. We operate on the basis that each country that binds itself to a treaty will respect its international obligations. I think we have to assume that the treaty was made in good faith.

Senator Gigantès: Madam chairman, I would like to pick up on the point raised by Senator Doyle with regard to putting the cart before the horse. What we have here is an attempt to get blanket legislation to approve things subsequently. I think that, first, there should be a treaty and then implementing legislation afterwards, when Parliament has seen the terms of the treaty, not the other way around. I do not think that we even need to assume that the executive branch of the U.S. Government or even Congress has any intention of infringing on Canadian rights. However, do you really believe that if we give a bunch of information to the FBI or the CIA they will be wonderful little boy scouts and only use it for the purpose specified, or that our RCMP will be good little boy scouts, too? You may trust them, but I do not.

Mr. Dubois: Trust in the contracting partner is quite a different issue. In international law, we always trust—

Senator Gigantès: You may trust the contracting partner, but what about the minions? You may trust the President of the United States, but do you trust FBI agents not to go against the wishes of the president surreptitiously? We have the history of J. Edgar Hoover building up files, for example, to blackmail politicians, or for matters that having nothing to do with the security of the United States, for pursuing his various prejudices such as trying to find out the names of the girl friends of Martin Luther King to learn about his affairs to

[Traduction]

passé—je ne parle pas de l'année dernière ou de l'année précédente—traité de la question assez générale de la sécurité. Combien de fois nos forces policières ont-elles été priées de fournir une foule de renseignements au sujet de particuliers, parce qu'aux États-Unis, ces personnes sont censées contrevenir d'une quelconque façon à leurs lois de sécurité. Ils veulent savoir, entre autres, si la personne est digne de confiance pour un poste délicat. Bien souvent, nous découvrons que ces requêtes n'ont rien à voir avec des questions de sécurité, mais qu'elles visent plutôt à tout savoir sur un particulier afin de pouvoir s'en servir contre lui. J'aimerais pouvoir faire confiance au FBI ou à la CIA, mais, avec le temps, j'en ai conclu que c'est impossible. Savoir que les lois de mon pays me protègent contre leur intrusion dans ma vie privée me réconforte énormément.

M. Dubois: Je crois pouvoir vous assurer que cela ne sera pas le cas car la règle présumée de l'acte scellé s'applique. En d'autres mots, l'État requérant ne peut utiliser l'information ainsi obtenue qu'aux fins énoncées. Il ne peut s'en servir à d'autres fins, quelles qu'elles soient, qu'il s'agisse d'immigration ou de quoi que ce soit. L'article IX du traité est précis à cet égard. Voilà le genre de garantie que nous avons.

Par contre, si ce qui vous inquiète est une rupture de traité, alors la question est bien différente. Nous devons tenir pour acquis que le pays prenant des engagements par traité respectera ses obligations internationales. Il faut supposer que le traité a été signé de bonne foi.

Le sénateur Gigantès: Madame la présidente, j'aimerais revenir sur le point soulevé par le sénateur Doyle lorsqu'il disait que c'était un peu comme mettre la charrue devant les bœufs. Le projet de loi que nous avons devant nous ici consiste à demander la permission d'approuver d'avance des mesures, sans savoir ce qu'elles seront. J'estime qu'il devrait d'abord y avoir un traité, puis la loi de mise en vigueur, lorsque le Parlement aura pu prendre connaissance du traité, non pas l'inverse. Je ne crois pas que nous ayons même besoin de supposer que l'appareil exécutif du gouvernement des États-Unis, voire le Congrès, ait l'intention d'enfreindre les droits des Canadiens. Cependant, êtes-vous réellement convaincue que, si nous transmettons des renseignements au FBI ou à la CIA, cette agence se comportera comme un petit ange et qu'elle ne s'en servira qu'aux fins énoncées, ou même que notre propre GRC sera blanche comme neige? Peut-être leur faites-vous confiance, moi pas.

M. Dubois: La confiance faite à l'autre partie contractuelle est une toute autre question. En droit international, il faut toujours présumer de la bonne foi—

Le sénateur Gigantès: Vous faites peut-être confiance à l'autre partie contractuelle, mais que faites-vous des sous-titres? Ainsi, vous pouvez faire entièrement confiance au président des États-Unis, mais avez-vous la certitude que les agents du FBI ne lui joueront pas dans le dos? Nous connaissons tous la triste histoire de J. Edgar Hoover qui montait des dossiers, par exemple, pour faire chanter des hommes politiques ou à des fins n'ayant rien à voir avec la sécurité des États-Unis, répondant plutôt à ses préjugés raciaux comme essayer de

[Text]

blackmail him. This is an example of the kind of mentalities we deal with. Should we assume that if we give them information they will be Simon pure and only use it for what they said they wanted it? I think Canadian citizens need more protection.

Mr. Dubois: I would like to come back to your point of putting the cart before the horse with regard to treaties being negotiated and the legislation being passed afterwards. We would end up in a situation where our negotiating team would find it impossible to negotiate because Parliament in its sovereign activities might, while giving certain indications as to direction prior to the treaty, change its mind later on. We do not want to be in a situation in the international scene where we are giving out signals that are unclear. We must try to move on common ground with partners who share our values. In this context I think it is useful to remind ourselves of the European convention of 1959 which deals specifically with mutual assistance in criminal matters. All these European countries have their domestic legislation in place which allows them to negotiate treaties around the world. The same is true for Australia. They have all passed legislation with certain parameters, and that is what we are asking Parliament to do here, not to give blanket approval to negotiate agreements which go in all directions. The parameters in the act are clear, and we must remain within them, nothing less, nothing more. So it has to be within the parameters. Then we can be certain that our negotiations will be fruitful and will not be, if I may say, questioned thereafter. The concern you have is if the negotiating team were going around the world and including obligations over and above what the bill is doing. The answer to that legally is that we could not do that because then we would not have domestic legislation to implement those obligations.

Senator Gigantès: Let me just ask—

The Chairman: May I allow someone else a question, please?

Senator Gigantès: Of course.

The Chairman: Senator Flynn?

Le sénateur Flynn: Je considère que les activités policières ont été un domaine très fertile, très exploité par les écrivains et certains journalistes. Les excès de la police, que ce soit au niveau de la coopération internationale ou simplement à l'intérieur d'un pays ont toujours existé. On peut écrire des romans à ce sujet. On constate que le sénateur Gigantès pourrait nous en écrire plusieurs.

Mais ici cette loi indique les lignes générales ou les conditions générales des traités qui peuvent être conclus avec un autre État concernant l'entraide dans le domaine de la recherche du crime.

Le sénateur Doyle vous a posé la question. Est-ce qu'il existe un cas spécifique où les États-Unis ont eu la permission de faire des recherches ici à l'égard d'un crime qui existe aux États-Unis mais qui n'existe pas au Canada?

M. Dubois: Pas à ma connaissance, jamais ceci ne s'est produit. Il y a plusieurs bonnes raisons pour cela. Premièrement, on n'a pas de traité. Par contre l'envers de la médaille est très

[Traduction]

découvrir le nom des petites amies de Martin Luther King afin de pouvoir le faire chanter. Voilà le genre de mentalité qu'il faut craindre. Devrions-nous supposer que, lorsque nous leur transmettons des renseignements, ils seront blancs comme neige et ne s'en serviront qu'aux fins énoncées? Je crois que les Canadiens méritent une bien meilleure protection.

M. Dubois: J'aimerais revenir à cette analogie de la charrue devant les bœufs, au fait que l'on aimerait que les traités soient négociés avant l'adoption de la loi de mise en vigueur. Si nous agissions ainsi, nos équipes de négociation seraient incapables d'agir parce que le Parlement, dans l'exercice de ses pouvoirs souverains, pourrait, après avoir donné certaines instructions, revenir sur sa décision. Nous ne voudrions pas transmettre sur la scène internationale des signaux équivoques. Il faut essayer de trouver des terrains d'entente avec des partenaires qui partagent nos valeurs. Dans ce contexte, je crois qu'il serait utile de se rappeler de la convention européenne de 1959, qui traite précisément de l'entraide en matière pénale. Tous ces pays d'Europe ont en place une législation qui leur permet de négocier des traités dans le monde entier, l'Australie aussi d'ailleurs. Ils ont tous adopté des lois établissant certains paramètres, comme nous demandons au Parlement de faire, non pas de nous donner carte blanche. Les paramètres établis dans la loi sont précis, et nous devons les respecter, ni plus ni moins. Il faut s'y conformer. Nous pouvons alors être certains que nos négociations porteront fruit et qu'elles ne seront pas, si je puis m'exprimer ainsi, mises en doute par la suite. Ce qui vous inquiète, c'est l'éventualité d'une équipe de négociation qui parcourerait le monde et contracterait des obligations supérieures à ce qu'autorise le projet de loi. Juridiquement, nous ne pourrions le faire parce qu'il n'y aurait pas, au pays, de lois mettant en vigueur ces obligations.

Le sénateur Gigantès: Permettez-moi de demander—

La présidente: Puis-je autoriser quelqu'un d'autre à poser une question, je vous prie?

Le sénateur Gigantès: Bien sûr.

La présidente: Le sénateur Flynn?

Senator Flynn: I consider the activities of the police to have been a fertile field, ploughed and reploughed by writers and certain journalists. Police excesses, whether at the level of international co-operation or simply inside one country, have always existed. Novels can be written about them. Plainly Senator Gigantès could write us several.

But this piece of legislation here indicates the general outlines or conditions for treaties that may be concluded with another country with respect to mutual legal assistance in the investigation of crime.

Senator Doyle put this question to you: Is there a specific case where the United States has been given permission to investigate something that is a crime in the United States but is not a crime in Canada?

Mr. Dubois: Not to my knowledge, no, never. There are a number of good reasons for that. First, we don't have a treaty. On the other hand, the flip side of the coin is very important.

[Text]

important. Historiquement, si on essaie de voir pourquoi on a négocié le traité et quelles en sont ses origines. Il faut se rappeler que nous étions à l'époque de l'affaire de la banque de la Nouvelle-Écosse aux États-Unis. On a fait face du côté américain à plusieurs tentatives de leur part de signifier des subpoenas «transfrontaliers». Les Américains essayaient de faire comparaître des citoyens canadiens qui étaient au Canada. Le Canada s'y toujours objecté et ce de façon très dure.

Ce n'est que depuis 1985 et d'ailleurs le sénateur Doyle l'a mentionné tantôt à juste titre, ce n'est que depuis quelques années qu'on a remarqué une tendance moins forte de la part des États-Unis d'agir de façon extraterritoriale si j'ai bien compris ce qu'il disait.

La raison en est qu'en 85, on a négocié le traité concernant l'assistance d'entraide juridique avec les États-Unis. On a aussi négocié en même temps pour la période intérimaire une espèce d'arrangement administratif qui n'est pas un traité. Il s'agit du «subpoena working group». Ainsi le ministère de la Justice américain s'est mis d'accord avec nous pour canaliser si on veut les subpoenas émis à travers les différentes juridictions aux États-Unis directement aux entités juridiques canadiennes «outre-frontières». On a pu s'asseoir avec eux et essayé de régler ce problème. On voulait éviter qu'il y ait des subpoenas transfrontaliers dans l'espoir d'avoir un jour le traité.

Alors les Américains reconnaissent tranquillement le principe de droit international en matière d'«extraterritorialité» à l'effet que chaque État a une limite en droit criminel et cette limite est sa frontière.

Le sénateur Flynn: C'est le même principe qui s'applique en matière d'extradition.

M. Dubois: Oui grosso modo, c'est cela. Le traité fournira justement la voie unique. Cette voie n'existe pas présentement mais elle existera pour les Américains. On devra dorénavant dire aux Américains: messieurs, vous devez utiliser le traité. Le traité est la voie pour obtenir notre assistance. Vous n'émettrez pas des subpoenas au-delà de la frontière pour obtenir le témoignage de Pierre, Jean, Jacques à Chicoutimi ou à Vancouver. Il faut utiliser le traité. Les autorités canadiennes étudieront la requête, porteront jugement et décideront si elle rencontre l'intérêt canadien. Elles diront aux Américains oui c'est très bien, nous sommes heureux de coopérer. On le fera selon la procédure canadienne.

Ensuite on demandera au Procureur général de la province concernée d'entamer les procédures prévues par la loi pour obtenir cette information d'une façon correcte et normale. On n'utilisera plus des menaces en disant: monsieur, si vous ne comparez pas à Washington, vous aurez peut-être des difficultés à voyager aux États-Unis, etc.

Le sénateur Flynn: Actuellement, les principes qu'on trouve dans ces accords ou ces traités ne sont pas régis par une loi.

M. Dubois: C'est exact.

Le sénateur Flynn: En d'autres termes, le gouvernement négocie ces ententes selon son bon plaisir. Suite à l'adoption de cette loi-là, il sera obligé de se conformer aux règles présentées dans cette loi. Au moins à cet égard c'est un progrès.

[Traduction]

If we look back and try to see why the treaty was negotiated and what its origins were, you have to bear in mind that at the time we were in the middle of the Bank of Nova Scotia episode in the United States. On the American side there were a number of attempts to serve subpoenas across the border. The Americans tried to make Canadian witnesses appear, Canadian citizens resident in Canada. Canada always set its face very firmly against this.

It wasn't until 1985—and Senator Doyle mentioned it just now—it wasn't until just a few years ago that the United States started showing less of a tendency to act extraterritorially, is what I understood him to say.

The reason for this is that in 1985 we negotiated a treaty with the United States governing mutual legal assistance. At the same, a sort of interim administrative arrangement was negotiated, which was not a treaty. This set-up is known as the "Subpoena Working Group", by virtue of which the American Justice Department came to an arrangement with us to channel, if you will, the subpoenas in the various American jurisdictions directly to the Canadian legal authorities over the border. We were able to sit down with them and try and settle, and prevent, the problem of transborder subpoenas, in the hope that one day there would be a treaty.

So gradually the Americans are recognizing the principle in international law with respect to territoriality, to the effect that there is a limit to every country's *jurisdiction* in matters of criminal law, and that limit is its border.

Senator Flynn: That's the same principle as in extradition.

Mr. Dubois: Yes, that's it, basically that's it. Once the treaty is ratified, it will provide a single channel. There's no such channel at the moment, but that's what there'll be for the Americans. Then we'll be able to say, "You have to act through the treaty. The treaty is the route to take to get our help. You won't issue subpoenas from your side of the border to obtain the testimony of Pierre and Jean and Jacques who are living in Chicoutimi or Vancouver. You have to do as the treaty says." The Canadian authorities will then study the request, reach a decision and decide if it is in the Canadian interest. Then they'll say to the Americans, "Yes, that's fine, we'll be happy to co-operate." It will be done according to Canadian procedures.

The Attorney General of the province in question will be asked to initiate the procedures provided in law to obtain the requested information in the proper and usual manner, not with threats like "if you don't show up in Washington you may have trouble the next time you try entering the United States" and that sort of thing.

Senator Flynn: At the moment the principles underlying the agreements or the treaties are not governed by any legislation.

Mr. Dubois: That's right.

Senator Flynn: In other words, the government negotiates these treaties however it pleases, whereas once this Bill is passed, it will be obliged to obey the rules set down in the Bill. So that at least is progress.

[Text]

M. Dubois: Oui.

Le sénateur Flynn: Ce n'est pas absolument nécessaire.

M. Dubois: Oui.

Le sénateur Flynn: Mais c'est un progrès.

The Chairman: Mr. Dubois, I am a little concerned with the lack of specificity, if you will, or safeguards, in the treaty and in the bill itself. The bill is based, to a large extent, on our trust, or, as you have put it, because we have shared values with the United States. I do not think that is good enough. I am sure Canadians share a great number of values with the Americans, but I do not think that our law should be based on that sharing of values. It seems to me there are a number of important lacunae in the bill, that there is a lack of oversight.

You have said that, to your knowledge, you do not believe that anyone in Canada has been investigated for something which is an offence in the United States, but not an offence in Canada. This bill will not permit anybody to verify that comment, or to monitor that because there is no oversight in the bill, there is no reporting authorities, there is no one responsible to Parliament.

Your administrative arrangements under clause 6, for instance, will be made privately. There is no criteria set down for the reasons for refusal. In the treaty, under the heading "Limitations on Compliance", it says that the request can be refused by the requested state if it is "contrary to its public interest." "Public interest" is defined as "any substantial interest related to national security or other essential public policy."

But each country has its own definition of what that may be. There is no commonality here. I understand that that is inevitable, but I think that, as Canadians, we must ensure that if we are going to pass laws that those laws at least provide for some oversight by Parliament or some other responsible authority.

Mr. Dubois: Perhaps I was not clear in my explanation. First of all, you mentioned the issue of public interest and that that concept may vary from one state to another. That is true. However, the protection is not really there; the protection comes from the article in the treaty itself, and I refer you to Article V of the treaty, where it says that it is not the test that will be made by both parties; it is always the requested state and only the requested state. It states:

The Requested State may deny assistance to the extent that—

And subparagraph (b) states:

—is contrary to its public interest—

So if we believe that there is a situation where the U.S. Justice Department requested assistance from Canada, then it is us and only us who will make a decision as to whether or not it meets our public interest. It is not the U.S. public interest but the Canadian public interest and only the Canadian public interest. That is one safeguard.

[Traduction]

Mr. Dubois: Yes.

Senator Flynn: It isn't absolutely necessary.

Mr. Dubois: True.

Senator Flynn: But it's a step forward.

La présidente: Monsieur Dubois, je m'inquiète un peu du manque de précision ou, si vous préférez, de garantie dans le traité et dans le projet de loi comme tel. Le projet de loi repose, dans une grande mesure, sur la confiance, ou comme vous l'avez confirmé, sur les valeurs que nous partageons avec les États-Unis. Je ne crois pas que cela suffise. Je suis convaincue que les Canadiens partagent un très grand nombre de valeurs avec les Américains, mais je ne crois pas que nos lois devraient se fonder sur ce seul critère. Il me semble que le projet de loi comporte un certain nombre de lacunes assez importantes, qu'il ne prévoit pas de droit de regard.

Vous avez dit qu'autant que vous le sachiez, personne au Canada n'a fait l'objet d'une enquête pour des actes qui seraient une infraction aux États-Unis, non pas ici. Le projet de loi ne permet pas à quiconque de vérifier ce commentaire ni d'assurer un suivi puisque personne n'a droit de regard, aux termes du projet de loi, que des liens hiérarchiques ne sont pas prévus, que personne n'est responsable devant le Parlement.

Vos ententes administratives, en vertu de l'article 6 du projet de loi, par exemple, seront de nature privée. Le projet de loi ne fixe aucun critère pour refuser les demandes. Dans le traité, sous le titre «Restrictions à l'entraide» il est précisé que la demande peut être rejetée par l'État requis si elle est contraire à son intérêt public. Or, cette expression est définie comme tout intérêt majeur relatif à la sécurité nationale ou toute autre politique essentielle de l'État.

Chaque pays donnera sa propre interprétation de cette définition. Il n'y a pas de point commun ici. Je comprends que c'est inévitable, mais je crois qu'en tant que Canadiens, nous devons nous assurer que si nous adoptons des lois, celles-ci donneront au Parlement ou à une autre autorité un certain droit de regard.

M. Dubois: Peut-être me suis-je mal expliqué. D'abord, vous parlez de la question d'intérêt public et de sa définition, qui pourrait varier d'un pays à l'autre. C'est vrai. Cependant, ce n'est pas là que vous trouverez la protection; elle est ailleurs dans le traité, je vous réfère ici à l'article 5, où il est précisé que la décision ne sera pas prise par les deux parties, mais plutôt par l'État requis et uniquement par lui. L'article est très précis:

L'État requis peut refuser l'entraide lorsque . . .

Et à l'alinéa b):

. . . l'exécution de la demande est contraire à son intérêt public . . .

Ainsi, si le Département de la Justice des États-Unis demandait l'aide du Canada, nous serions les seuls à décider si nous agissons dans notre intérêt public en accédant à cette demande. Ce n'est pas l'intérêt des États-Unis qui prime, mais uniquement celui du Canada. Voilà une garantie.

[Text]

The other safeguard I have not mentioned is found in Article VII of the treaty, which relates to execution of requests. It is quite clear that any request that will have to be executed will be executed in accordance with the laws of the requested state.

Paragraph 2 of Article VII states:

A request shall be executed in accordance with the law of the Requested State and, to the extent not prohibited by the law of the Requested State, in accordance with the directions stated in the request.

That is where you will find the judicial authority, the Canadian law, coming into play, and the respect of that law is embodied in the treaty. It is not that a request would come and there would be no control; there is built into the treaty a red light to the other partner states saying, "When you send a request, do not forget we will try to assist you; but we will assist you within the limits of our laws, not according to your standards but according to our standards", and those standards are the standards of the requested state.

The Chairman: Which article has precedence: the articles to which you have referred, or Article I, which states, as the definition of an "offence", as follows:

—an offence for which the statutory penalty is a term of imprisonment of one year or more, or an offence specified in the Annex;

All the United States or any other state has to say to us is "This would carry a penalty of one year or more." Is that it?

Mr. Dubois: No.

The Chairman: Are we bound to comply with that?

Mr. Dubois: Absolutely not.

Senator Doyle: Then may I insert paragraph 3 of Article II, which states:

Assistance shall be provided without regard to whether the conduct under investigation or prosecution in the Requesting State constitutes an offence or may be prosecuted by the Requested State.

Mr. Dubois: That is right. That is the particular aspect we were discussing before with regard to the United States, and we are prepared to assist for offences that are not offences in Canada. But even that, which is a particular article we have with the United States, and only the United States, is qualified by the rest of the treaty, namely, under Article VII once we have agreed to assist under Article V, "public interest", then we execute that request in accordance with Canadian law, not in accordance with United States law.

Senator Doyle: But you do execute it.

Mr. Dubois: That is the basic element.

Senator Doyle: It does not contradict paragraph 3?

Mr. Dubois: It is not meant to contradict it, either.

[Traduction]

Une autre, que je n'ai pas mentionnée jusqu'ici, se trouve à l'article VII du traité qui porte sur l'exécution des demandes. Il est très clair que toute demande devra être exécutée en conformité avec la loi de l'État requis.

Ainsi, au paragraphe 2, on lit:

Une demande est exécutée conformément à la loi de l'État requis, et conformément aux instructions énoncées dans la demande dans la mesure où la loi de l'État requis ne s'y oppose pas.

C'est là qu'entre en jeu l'autorité judiciaire, la loi canadienne. Le respect de cette loi est incarné dans le traité. Ce n'est pas comme si nous acceptions la demande, sans exercer de contrôle. Le traité dit d'avance à l'autre État signataire que, lorsqu'il enverra une demande, nous tenterons d'y accéder, mais que nous agirons strictement dans les limites de notre loi, non pas selon ses normes, mais selon les nôtres.

La présidente: Quel article prime, ceux que vous avez mentionnés ou l'article 1, qui dispose, sous la définition d'"infraction":

... une infraction pour laquelle la loi prévoit une peine d'emprisonnement d'au moins un an, ou une infraction mentionnée à l'Annexe;

Tout ce que les États-Unis ou un autre pays doivent nous dire, c'est qu'une peine d'emprisonnement d'au moins un an s'applique à l'infraction, n'est-ce pas?

M. Dubois: Non.

La présidente: Sommes-nous tenus d'acquiescer aux demandes d'aide?

M. Dubois: Absolument pas.

Le sénateur Doyle: Puis-je vous citer le paragraphe 3 de l'article 2:

L'entraide est accordée sans égard à ce que le fait faisant l'objet d'une enquête ou poursuite dans l'État requérant constitue ou non une infraction ou puisse ou non être poursuivi dans l'État requis.

M. Dubois: C'est exact. C'est l'aspect du traité dont nous avons déjà discuté et nous sommes prêts à aider les États-Unis à poursuivre les personnes coupables d'un acte qui ne constitue pas une infraction au Canada. Nous avons conclu un article de ce genre seulement avec les États-Unis et il ne peut s'interpréter qu'au regard du reste du traité, et notamment de l'article VII. Une fois que nous avons accepté d'accorder notre aide aux termes de l'article V où il est question de «l'intérêt public», nous exécutons la demande conformément à la loi canadienne et non à la loi des États-Unis.

Le sénateur Doyle: Mais nous l'exécutons.

M. Dubois: C'est ce que stipule le traité.

Le sénateur Doyle: Cela ne contredit-il pas le paragraphe 3?

M. Dubois: Ce n'est pas censé le contredire.

[Text]

Senator Doyle: Then what does it do? What it says in paragraph 3 is whether the thing is an offence in Canada or not, that information shall be given, or that cooperation shall be forthcoming from Canada. That is what paragraph 3 says.

Mr. Dubois: No. Paragraph 3 of Article II states:

Assistance shall be provided without regard to whether the conduct under investigation or prosecution in the Requesting State constitutes an offence or may be prosecuted by the Requested State.

Whether it is or not, we shall assist. That is the general scope of the treaty, but the intention is to assist even if it is not an offence in Canada.

But then whenever a specific request comes in, we will look at the request and say, "This is a request for an offence that is also an offence in Canada." So paragraph 3 that you just quoted does not apply.

Senator Doyle: One says "shall" and the other says "may".

Mr. Dubois: We may refuse.

Senator Doyle: But it says "You shall do such and such." That is what the treaty says.

Mr. Dubois: That is correct. The intention of the parties is to assist one another even if the offences are not crimes in the two jurisdictions. That is the intention, but, having said that, the intention is that we will cooperate,, we shall cooperate. Having said that we have put in some "balises".

Senator Doyle: An escape hatch. We might say: "We have done this but we are not going to give you the information because we disagree that it will be useful." That is what is there. But that does not mean that that is going to happen.

The other is the "shall" clause, but there may be circumstances in which we will not assist. But we are allowing that there will be circumstances in which we will.

Mr. Dubois: Absolutely.

Senator Doyle: Even though it is not an offence in this country. That is the only thing I am worried about. I am worried about that single thing. I am not worried about J. Edgar Hoover looking over my shoulder.

Mr. Dubois: But the ambiguity is between Article II and Article V, although I do not think there is any ambiguity. The ambiguity you see is, on the one hand, that we commit ourselves to assist even if it is not an offence in Canada. In Article V we say that there are limitations. What I think is a little unclear in the text, possibly, is how the discretion is going to be exercised. The point is that we have the ability to deny, although we may not want to exercise that discretion.

Senator Doyle: I was involved in another piece of legislation yesterday regarding the powers that were being given to an

[Traduction]

Le sénateur Doyle: Alors qu'en est-il? Le paragraphe 3 énonce que l'entraide sera accordée que le fait en cause constitue ou non une infraction au Canada.

M. Dubois: Non. Le paragraphe 3 de l'article 2 énonce ceci:

L'entraide est accordée sans égard à ce que le fait faisant l'objet d'une enquête ou poursuite dans l'État requérant constitue ou non une infraction ou puisse ou non être poursuivi dans l'État requis.

Qu'il s'agisse ou non d'une infraction au Canada, nous devons fournir l'aide demandée. C'est la portée générale du traité dont l'objet est bien d'aider les États-Unis à poursuivre les personnes ayant commis des actes que ceux-ci constituent ou non des infractions au Canada.

Nous étudions cependant chaque demande pour voir s'il s'agit d'une infraction reconnue au Canada. Le paragraphe 3 que vous venez de citer ne s'applique donc pas.

Le sénateur Doyle: Un article dit que l'entraide «est» accordée et l'autre qu'on «peut» le refuser.

M. Dubois: Nous pouvons refuser d'accorder notre aide.

Le sénateur Doyle: Mais le traité dit qu'il faut faire ceci et cela.

M. Dubois: Les signataires du traité sont censés s'entraider même si les infractions visées ne constituent pas des infractions dans leur pays respectif. Ceci étant dit, nous pouvons collaborer dans certaines limites.

Le sénateur Doyle: Vous avez prévu une porte de sortie. Nous pouvons dire ceci: «Nous avons fait ce que vous nous demandiez, mais nous ne vous fournirons pas cette information parce que nous ne pensons pas qu'elle vous sera utile contrairement à ce que vous croyez.» Cela ne signifie pas que c'est ce que nous ferons.

Il y a aussi la question de l'article qui dit que l'entraide «est» accordée, mais nous pouvons décider de refuser notre aide dans certaines circonstances. Il y a des circonstances où nous l'accorderons.

M. Dubois: C'est exact.

Le sénateur Doyle: Même si l'infraction dont il est question ne constitue pas une infraction au Canada. Voilà tout ce qui m'inquiète. Je ne crains pas que J. Edgar Hoover regarde par-dessus mon épaule.

M. Dubois: S'il y a ambiguïté, c'est au sujet de l'article II et de l'article V, bien que je n'en vois aucune. Vous vous inquiétez parce que nous nous engageons, d'une part, à aider les États-Unis à poursuivre une personne qui aurait commis un acte qui n'est pas une infraction au Canada alors que, d'autre part, nous fixons des limites à notre aide à l'article V. Là où le texte n'est peut-être pas très clair, c'est au sujet du pouvoir discrétionnaire qui peut être exercé. Nous pouvons refuser notre aide, mais il se peut que nous ne voulions pas exercer ce pouvoir discrétionnaire.

Le sénateur Doyle: J'ai étudié hier un projet de loi qui conférerait des pouvoirs à une certaine personne. Selon le ministère

[Text]

individual. The argument used by the Department of Justice was that he would never use that power. Knowing the person who was involved in that particular job today, I had to agree that he would not, but we enacted the bill that gave him the power. If we are going to say that you can be investigated and that people can be subpoenaed and witnesses can be compelled, all sorts of things can happen for something that is not a crime in their own country, it mystifies me.

The Chairman: Senators, we have had listening to our questions and the answers which our witnesses have been trying to satisfy us with Mr. Daniel Bellemare, who is the Director of the Criminal Law Policy Section in the Department of Justice, and he might be able to assist us with some of these questions.

Senator Gigantès: Will the person under investigation here in Canada by American authorities be notified, and will that person be given a chance to say, "Wait a minute, this is an attempt to frame me"? In the legislation that we established, CSIS, we said that any person that is denied promotion or something like that on security grounds must be informed in writing within 10 days and have the right to confront not the accusers but the accusation. Is there any provision in this that will allow someone who thinks that he is being framed—and might be framed—to say, "They are trying to frame me"?

The Chairman: Senator Lewis, were your questions in the same area that Senator Doyle was just discussing?

Senator Lewis: No.

The Chairman: Perhaps we can deal with the questions that Senator Doyle and Senator Gigantès have asked before we move on to another area. Mr. Bellemare, would you like to add to our confusion here and try to clarify it for us?

M. Daniel Bellemare, avocat général, directeur de la section de droit criminel, ministère de la Justice: Il est important de mentionner d'une façon préliminaire que le but du projet de loi C-58 est de créer quatre types d'assistance qu'on peut appeler des mesures d'exécution forcée. Ces mesures ne peuvent pas être accordées actuellement en vertu du droit canadien à un pays étranger.

Par contre plusieurs mesures peuvent être accordées actuellement à des policiers étrangers comme on l'a mentionné en vertu d'ententes informelles. Les ententes informelles n'ont pas besoin d'être écrites. Cela peut simplement être le policier de Windsor qui appelle son collègue de Detroit pour savoir si une telle personne demeure à tel endroit. Cela peut être aussi simple que cela.

Le traité va fournir un cadre formel à cette entraide. Alors le policier canadien, qui par exemple enquête disons sur une accusation de meurtre au Canada et qui, selon ses informations, a des raisons de croire que l'arme du crime se trouve au Texas (pour prendre un exemple avec les Américains) formuler au ministère de la Justice du Canada une demande pour qu'une perquisition soit menée au Texas afin de découvrir cet arme-là.

La demande passe du ministère de la Justice canadien au ministère de la Justice américain. Les mots utilisés dans le traité et dans le projet de loi sont les autorités centrales. A ce moment-là si la demande canadienne est acceptable au terme

[Traduction]

de la Justice, ces pouvoirs se seront jamais invoqués. Connaissant le titulaire actuel de ce poste, je sais qu'il ne les invoquera jamais, mais nous avons tout de même adopté un projet de loi qui lui confère ces pouvoirs. Comment peut-on accepter de faire enquête, d'émettre des assignations et de convoquer des témoins à l'égard d'une infraction qui n'est pas considérée comme une infraction au Canada.

La présidente: Sénateurs, M. Daniel Bellemare, directeur de la Direction de la politique en matière de droit pénal du ministère de la Justice a écouté nos questions et les réponses que nos témoins y ont données. Peut-être peut-il nous éclairer un peu plus sur le sujet de l'entraide en matière pénale.

Le sénateur Gigantès: Avisera-t-on la personne qui se trouve au Canada que les États-Unis font enquête à son sujet pour qu'elle ait la chance de dire: «Attendez un instant, c'est un coup monté»? Dans la loi créant le CCRS, il est dit qu'une personne à laquelle on refuse la protection pour des motifs de sécurité doit être informée dans les dix jours qui suivent pour qu'elle puisse se défendre non contre les accusateurs, mais contre l'accusation. Protège-t-on les personnes contre les coups montés?

La présidente: Sénateur Lewis, votre question porte-t-elle sur le même sujet que celle du sénateur Doyle?

Le sénateur Lewis: Non.

La présidente: Il faudrait peut-être répondre aux questions qu'ont posées les sénateurs Doyle et Gigantès avant de changer de sujet. Monsieur Bellemare, voulez-vous essayer de clarifier le tout pour nous?

Mr. Daniel Bellemare, General Counsel, Director, Criminal Law Policy Section, Department of Justice: It is important to point out as a preliminary that the purpose of Bill C-58 is to create four types of assistance, which we can call compulsory measures of assistance. They are measures that as Canadian law now stands cannot be extended to a foreign country.

On the other hand, there are a number of measures that can be extended to foreign police forces at this time under the terms of informal arrangements. Informal arrangements don't have to be written down. They may be as simple as the Windsor police chief calling his counterpart in Detroit to find out if a certain person lives at a certain address. They can be as simple as that.

The treaty will provide a formal framework for this mutual assistance. For example a Canadian policeman who's investigating a murder, say, in Canada and has reasons to believe on the basis of information received that the weapon is now in Texas (to take an example using the Americans) could make a request to the Canadian Department of Justice for a search in Texas to recover the weapon.

The request would go from the Canadian Department of Justice to the American Justice Department. They are what the treaty and the Bill call the central authorities. Then, if the Canadian request is acceptable under the terms of the treaty,

[Text]

du traité et si les Américains acceptent d'y donner suite comme c'est leur droit aussi, à ce moment-là le Canada bénéficie à l'égard des Américains d'une obligation internationale. C'est le ministère de la Justice américain qui prendra les mesures nécessaires pour que le policier canadien en bout de ligne reçoive (si l'arme est effectivement aux États-Unis) l'arme dont il a besoin pour mener son enquête. Cette méthode s'applique vice et versa.

Quant à la double criminalité à laquelle le sénateur Doyle a fait allusion, il est exact que dans le traité avec les Américains, il est prévu que la double criminalité n'est pas un élément essentiel ou un «pré-requis» pour fournir l'assistance, cela est exact.

Je pense qu'il faut mentionner que la notion de double criminalité a été développée dans le contexte de l'extradition. Cette notion existe depuis de nombreuses années. Sauf que l'on note quelque chose: même dans le domaine de l'extradition maintenant on tend à s'éloigner de cette notion de double criminalité. On comprend pourquoi il est important d'avoir cette notion dans le contexte de l'extradition parce que le but de l'extradition est de forcer une personne à se rendre dans un pays, à l'amener dans un autre pays afin qu'elle y subisse un procès. C'est le but de l'extradition.

On comprend que c'était drôlement important dans ce contexte de s'assurer que l'infraction pour laquelle on requerrait la présence de la personne dans l'État étranger constituait aussi au Canada une infraction. Sauf qu'en matière d'entraide juridique, le but n'est pas du tout le même qu'en matière d'extradition. Le but de l'entraide juridique est un échange d'information. C'est une assistance internationale qu'un pays accepte parce qu'il est souverain de fournir à un autre pays avec lequel il a conclu un traité.

Dans la mesure où personne ne sera transféré dans un autre pays contre son gré et dans la mesure où les enquêtes qui seront menées au Canada par les autorités canadiennes seront des enquêtes pour des crimes commis aux États-Unis en fonction de critères canadiens, à ce moment-là cela nous a mené à développer d'autres mécanismes ou d'autres modes de contrôle que celui de la double criminalité. Ces critères n'étaient pas assez flexibles pour s'appliquer au Canada.

D'abord, il doit y avoir un traité. C'est la condition fondamentale pour que le projet de loi C-58 s'applique. Pour revenir à l'exemple du Chili dont on a parlé tantôt, dans la mesure où il n'y a pas de traité avec ce pays, le projet de loi C-58 ne peut pas s'appliquer. D'autre part, lorsqu'il y a un traité, par exemple avec les Américains, le ministre de la Justice doit s'assurer que la requête étrangère est conforme aux dispositions du traité, à savoir si on a formulé une requête en fonction des critères qui y sont contenus. Est-ce que l'infraction pour laquelle on demande assistance est prévue dans le traité? Dans le traité, il y a une définition du mot infraction.

Il faut que l'infraction soit punissable d'une peine d'emprisonnement d'un an ou plus aux États-Unis. L'autre question que doit se poser le ministre est la suivante: est-ce que le fait d'accorder l'entraide ou l'assistance requise contreviendrait à l'intérêt public canadien?

[Traduction]

and if the Americans agree to follow through (and they too have the right to agree or refuse), then Canada benefits from an international obligation on the Americans' part. The American Justice Department will take the necessary steps so that the Canadian policeman at the end of the line gets the weapon (if in fact it was in the United States) he needs to go on with his investigation. The process works in both direction.

As for the dual criminality to which Senator Doyle alluded, it is true that the treaty with the Americans provides that dual criminality is not an essential element or a prerequisite for providing assistance, that's true.

I think it should be noted that the notion of dual criminality was developed in the context of extradition. It has been around for many years. Apart from the fact that something is being offered ?, even in the area of extradition, the trend now is away from the notion of dual criminality even in the context of extradition. It is understandable that this would be an important concept in the context of extradition, because the purpose of extradition is to force a country to send someone living in that country to another country to stand trial. That's the purpose of extradition.

It's easy to see why it would be very important in that context to make sure that the offence for which a foreign state wanted to get its hands on someone was also an offence in Canada. But as far as mutual legal assistance is concerned, the purpose is not at all the same as in cases of extradition. The purpose of mutual legal assistance is an exchange of information. It is international assistance, where one country agrees, because it is a sovereign state, to provide something to another country because they have a treaty.

Since in such cases no one will be transferred to another country against his will, and since the investigations in Canada, although they are investigations into a crime committed in the United States, will be carried out by the Canadian authorities, according to Canadian criteria, control mechanisms or standards have been developed, apart from dual criminality, which wasn't flexible enough to apply to Canada.

First, there has to be a treaty. That's the fundamental condition for applying *the provisions of Bill C-58*. To revert to the example of Chile that was brought up earlier, since there is no treaty with Chile, *the provisions of Bill C-58* could not apply. On the other hand, when there is a treaty, for example the one with the United States, our Minister of Justice has to ensure that any American request conforms to the terms of the treaty, that is to say the request has been formulated on the basis of the criteria set down in the treaty. Is the offence in question an offence within the meaning of the treaty? And there's a definition in the treaty of the word "offence".

It has to be an offence punishable by a term of imprisonment of at least one year in the United States. The other question the Minister has to ask himself is, will the provision of this assistance be contrary to the Canadian public interest?

[Text]

Quels seront les critères du ministre pour déterminer ce point? Évidemment, l'on sait que l'intérêt public canadien peut varier d'une époque à l'autre. C'est le gouvernement en bout de ligne qui établira cette distinction.

Prenons un exemple. Je pense que l'absence de double criminalité, le fait que la demande par l'État étranger pour une assistance au Canada ne corresponde pas à un crime canadien sera un des critères que le ministre considérera pour accorder l'assistance. Je dirais même plus, dépendant de la nature coercitive de l'assistance qui est demandée, l'absence de double criminalité pourra devenir un critère très important.

Je vais vous en donner un exemple. Si on enquête aux États-Unis sur un citoyen qui aurait craché sur un trottoir. Prenons pour acquis que ce crime comporte une peine de prison de plus d'un an, c'est-à-dire que le crime se qualifie au sens du traité...

The Chairman: Mr. Bellemare, we have only a few moments left. I would like to deal directly with questions senators may have, and, in particular, the question that was raised by Senator Gigantès. If we have more time, we can get more background information. Will a person under investigation be advised? Is that protection to be provided for?

M. Bellemare: Souvent la personne qui fera l'objet d'une enquête ne sera même pas au Canada. L'infraction sera commise aux États-Unis.

Le sénateur Gigantès: Pour un citoyen canadien sous investigation par les Américains, est-ce qu'on va lui dire que les Américains demandent des informations à son sujet? Est-ce qu'on lui permettra de dire non je ne veux pas, je pense que les Américains se trompent. Est-ce qu'il pourra se défendre comme Canadien devant les autorités canadiennes contre une accusation mal comprise aux États-Unis?

M. Bellemare: Cela dépend de la nature de l'assistance qui est demandée. Par exemple, si on procède à une perquisition...

Le sénateur Gigantès: Je ne parle pas de perquisition. Nous fournissons de l'information qu'on ne va pas chercher dans la maison de ce citoyen canadien aux autorités américaines. Est-ce que le citoyen canadien sera notifié ou est-ce que cela se fera à son insu?

M. Bellemare: Vous parlez d'information déjà en possession des corps de police canadiens.

Le sénateur Gigantès: C'est ça.

M. Bellemare: Actuellement, dans la mesure où cette information ne contrevient pas aux lois canadiennes, elle peut être échangée. Le projet de loi C-58 ne modifie en rien cette pratique.

Senator Lewis: I appreciate that the purpose of this bill really is not to give legislative authority for the agreements or treaties. The treaties are made between governments and, if there is a treaty in place, this bill is what will apply.

[Traduction]

On what criteria will the Minister base his answer to that question? Obviously the Canadian public interest may vary from one era to the next. Ultimately it is up to the government to establish the distinction.

Let's take an example. I think the absence of dual criminality, the fact that a foreign state is asking Canada for assistance in a matter that does not have a corresponding Canadian crime, would be one of the criteria the Minister would consider before offering assistance. I would even go so far as to say that depending on the coercive nature of the assistance requested, the absence of dual criminality would become a very important criteria.

I'll give you an example. If the Americans were investigating a case where someone had spit on the sidewalk, assuming this crime carried with it a prison term of one year, i.e. that it was an offence within the meaning of the treaty—

La présidente: Monsieur Bellemare, il ne nous reste que quelques instants. J'aimerais qu'on réponde aux questions qu'ont posées les sénateurs et, en particulier, à celle du sénateur Gigantès. Si nous avons encore du temps, vous pourrez nous fournir des renseignements supplémentaires. Si une enquête est menée sur une personne, l'en informera-t-on? Lui offre-t-on une protection?

Mr. Bellemare: Often the person who is the subject of the investigation won't even be in Canada. The offence will have been committed in the United States.

Senator Gigantès: A Canadian citizen here, under investigation by the Americans, would he be informed that the Americans were asking for information about him? Would he be permitted to say, "No, I don't want them to have that information, I think the Americans have made a mistake"? Would he be able to defend himself, as a Canadian, before the Canadian authorities, against a misguided accusation by the United States?

Mr. Bellemare: That would depend on the type of assistance requested. For example, if a search were carried out—

Senator Gigantès: I'm not talking about searches. We would provide information to the Americans that didn't come from a search of a Canadian citizen's house. Would that Canadian citizen be notified or would it be done without his knowledge?

Mr. Bellemare: You're talking about information already in the possession of a Canadian police force?

Senator Gigantès: Yes.

Mr. Bellemare: At present that is already possible, as long as *revealing*? the information doesn't contravene Canadian law. Bill C-58 doesn't change that practice at all.

Le sénateur Lewis: Je comprends que le projet de loi ne vise pas à autoriser la signature d'ententes ou de traités. Ce sont les gouvernements qui signent des traités et c'est ce projet de loi qui s'appliquera s'il y a déjà un traité.

[Text]

I am somewhat concerned about clause 3 of the bill, which provides that in the event of any inconsistency between the provisions of this act and the provisions of another act of Parliament, this act will prevail. Will this act supercede the provisions of the Constitution Act, 1982, for example, and the Charter of Rights and Freedoms? That is what it seems to say.

Mr. Bellemare: L'article 52 de la Loi constitutionnelle prévoit que la Constitution est la loi suprême du Canada. Alors évidemment le projet de loi C-58 est sujet aux dispositions de la Charte des droits et libertés.

Senator Lewis: I have one other short question. I take it that the clauses referring to the transfer of detained persons apply only to persons who are in custody, that they do not apply to individuals who are not in custody.

Mr. Bellemare: Those who are not in custody are free to go or not to go.

Senator Lewis: I suppose that if proceedings have started while someone is in custody and his term of prison runs out, he will be let out of detention and the proceedings under this act would fail.

Mr. Bellemare: Yes, that would constitute grounds to refuse.

Senator Spivak: Could we get back to the question of what has been called "oversight"? I am not familiar with that term. When there is a request for access to information under this act, for example, it has to be proven by the Minister of Justice; is that right? In any event, that is not public knowledge. What is the accountability?

Perhaps I can come to my question by way of an example. Is it still a crime to be a communist in the United States? Let us take that sort of example, where it might very well be that a request could easily be acquiesced to without public knowledge. How do you contemplate that that will be dealt with?

Mr. Bellemare: Le traité ne prévoit rien à cet effet et la loi non plus. Le policier américain qui voudra et obtenir ces informations qui existeraient dans les dossiers canadiens aurait un double choix. Il pourrait utiliser les dispositions du traité ou il pourrait demander l'information en vertu d'une entente informelle qui existe actuellement. Le fait est qu'actuellement, en vertu de la loi existante, même en l'absence du projet de loi C-58, on pourrait obtenir certaines informations.

The Chairman: Can you tell me how much further this bill goes in offering mutual assistance to the contracting countries than is the actual practice now in existence under these informal agreements to which you have referred?

Mr. Bellemare: Under the current informal agreements, what can be done is limited. It is limited to non-compulsory measures of assistance; in other words, any measures of assistance which do not require recourse to the courts. However, you have rogatory commissions under section 43 of the Canada Evidence Act which is a type of assistance that is currently available. However, it is not available from police to police; it is available from the court of one country to another country.

Therefore, in a nutshell, Bill C-58 creates or expands the scope of the cooperation to four different types of compulsory

[Traduction]

Je ne préoccupe de l'article 3 du projet de loi, lequel prévoit que les dispositions du projet de loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi fédérale. Les dispositions de ce projet de loi l'emporteront-elles sur les dispositions de la loi constitutionnelle de 1982, par exemple, et sur la charte des droits et libertés? C'est ce qu'on semble dire.

Mr. Bellemare: Section 52 of the Constitution Act provides that the Constitution overrides all other Canadian legislation. So plainly Bill C-58 is subject to the provisions of the Charter of Rights and Freedoms.

Le sénateur Lewis: J'ai une autre petite question à poser. Je présume que les articles portant sur le transfert des personnes détenues ne s'appliquent qu'aux personnes qui sont en détention.

Mr. Bellemare: Celles qui ne sont pas en détention sont libres d'aller ou pas aux États-Unis.

Le sénateur Lewis: Si un détenu est libéré avant l'aboutissement des poursuites intentées contre lui aux États-Unis, je présume qu'on ne pourra plus le transférer.

Mr. Bellemare: Nous pourrions en effet refuser de la transférer.

Le sénateur Spivak: Pourrions-nous revenir à la question de «l'omission». Je me demande à quoi on fait allusion. Toute demande d'information présentée en vertu de cette loi doit être approuvée par le ministre de la Justice, n'est-ce pas? Il ne s'agit pas de renseignements publics. Qui est responsable?

Permettez-moi de vous donner un exemple. Le fait d'être communiste constitue-t-il toujours un crime aux États-Unis. On pourrait facilement acquiescer à une demande d'aide dans un cas semblable sans que le public en soit informé. Que se passerait-il dans un cas pareil?

Mr. Bellemare: The treaty does not provide for anything in that regard, nor does the Bill. An American policeman who wanted information in Canadian files would have two choices. He could either use the provisions of the treaty, or he could ask for the information under an existing informal agreement. The fact is that currently, under the existing legislation, even without Bill C-58, certain information can be obtained.

La présidente: Pourriez-vous me dire dans quelle mesure ce projet de loi offre une aide plus poussée aux pays signataires que celle dont ils profitent dans le cadre des accords non officiels auxquels vous avez fait allusion?

Mr. Bellemare: Ce que nous pouvons faire actuellement dans le cadre des accords non officiels se limite aux mesures d'aide non obligatoire. Il s'agit des mesures qui n'exigent pas le recours aux tribunaux. La Loi sur la preuve au Canada permet toutefois la création de commissions rogatoires. C'est une mesure à laquelle peuvent recourir les tribunaux des deux pays, mais non les forces policières.

En résumé, le projet de loi C-58 élargit la portée de la collaboration qui existe actuellement et permet le recours à quatre

[Text]

measures of assistance: for example, search warrants for offences that may not have been committed in Canada. At the present time, under the Criminal Code, a search warrant cannot be obtained in Canada for an offence which has been committed outside of Canada.

Bill C-58 also provides for an exchange of court exhibits. It provides for the transfer of a person in custody, providing that that person agrees to his or her transfer to the foreign state for the purposes of cooperation. It also provides for the creation of a new means of investigation known as the evidence gathering order, which is very similar to the rogatory commissions now provided for in the Canada Evidence Act. Therefore, Madam Chairman, these are the four types of compulsory measures of assistance which this bill creates.

The Chairman: You are telling me that it is the bill that creates those measures. In light of that, do we still need a treaty, or would the bill have been sufficient?

Mr. Bellemare: The only purpose that this bill serves is to provide for the mechanics. It is the executive who decide what measure of assistance will be made available to a foreign state. With respect to the Americans, these four types of measures have been made available. However, it is very possible that with respect to another state Canada might agree to provide only one of these types of measures. Therefore the treaty will provide for only that one measure and the other three measures will not be available to that particular country. Therefore the authority is given in the treaty, whereas the bill provides for the mechanics. In other words, this is "how-to" legislation which will enable Canada to offer the assistance that is provided for in the treaty.

The Chairman: So what you are telling us, I think, is that the bill provides the outer parameters of the assistance, no matter which country we enter into a treaty with.

Mr. Dubois, you have just concluded a treaty with the United Kingdom. Is that treaty similar or the same as the one that we have with the U.S.?

Mr. Dubois: No; it is, in fact, much more limited than the one that we have with the U.S.

The Chairman: Limited in what way?

Mr. Dubois: In the U.S. right now they do not have the legislation for the full scope of mutual legal assistance, as Mr. Bellemare was just explaining. What they have right now is legislation that is focusing on drug trafficking. Therefore we have limited to drug trafficking right now the treaty with the United Kingdom. Therefore the definition of "offence" does not include all offences; it is limited to drug trafficking. That is one limitation. Another is that there has to be dual criminality. In other words, it has to be an offence in both jurisdictions, and not just in the U.K.

Senator Doyle: In other words, we trust the Americans a distance further?

Senator Flynn: The distance is shorter, that is all.

[Traduction]

types de mesures d'aide obligatoire. Les mandats de perquisition délivrés dans le cadre d'enquêtes portant sur des infractions qui peuvent ne pas avoir été commises au Canada en constituent un exemple. Le Code criminel ne permet pas actuellement la délivrance de mandats de perquisition à l'égard d'une infraction qui a été commise à l'extérieur du Canada.

Le projet de loi C-58 permet également aux tribunaux des deux pays d'échanger des pièces à conviction. Aux fins d'entraide, il permet le transfert dans un État étranger de personnes en détention pourvu que celles-ci y consentent. Il prévoit aussi la création de nouveaux moyens d'enquête comme les ordonnances d'obtention d'éléments de preuves qui sont semblables aux commissions rogatoires prévues actuellement par la Loi sur la preuve au Canada. Voilà donc, madame la présidente, les quatre types de mesures d'aide obligatoires créés par le projet de loi.

La présidente: Si c'est le projet de loi qui crée ces mesures, avons-nous toujours besoin d'un traité?

M. Bellemare: Les projets de loi ne visent qu'à créer les moyens d'entraide. C'est au gouvernement qu'il incombe de décider quelles mesures il mettra à la disposition des États étrangers. Ces quatre types de mesures ont été mises à la disposition des Américains. Il est possible que le Canada n'offre qu'un de ces types de mesures à un autre État. Le traité le précisera. Le traité autorise donc le gouvernement à mettre ces moyens à la disposition de l'État étranger tandis que le projet de loi crée ces moyens. Autrement dit, le projet de loi énonce comment le Canada peut procéder pour accorder l'aide juridique prévue dans le traité.

La présidente: Selon vous, le projet de loi définit donc le cadre de l'aide que nous sommes prêts à offrir quel que soit le pays avec lequel nous comptons conclure un traité.

Monsieur Dubois, vous venez de conclure un traité avec le Royaume-Uni. Est-il semblable à celui que nous avons conclu avec les États-Unis?

M. Dubois: Non, il prévoit une aide beaucoup plus restreinte que celle qui est offerte aux États-Unis.

La présidente: Dans quel sens est-elle plus restreinte?

M. Dubois: Comme M. Bellemare vient de l'expliquer, les États-Unis n'ont pas pour l'instant de loi qui leur permet de profiter de toute la gamme de mesures d'aide juridique qui leur est offerte. Leur loi est axée pour l'instant sur les mesures de lutte contre le trafic des drogues. Nous avons donc limité pour l'instant les mesures d'aide que nous offrons au Royaume-Uni à la lutte contre les drogues. Par conséquent, la définition donnée au mot «infraction» ne comprend pas toutes les infractions, mais seulement celles qui ont trait au trafic des stupéfiants. Voilà une restriction. En outre, l'infraction doit être une infraction reconnue dans les deux pays.

Le sénateur Doyle: Autrement dit, nous faisons davantage confiance aux Américains.

Le sénateur Flynn: Un peu plus seulement.

[Text]

The Chairman: Senator Gigantès?

Senator Gigantès: Madam Chairman, I will be brief. I think I have an answer. In short, people can be investigated without being warned, and they do not get the chance to defend themselves and say that they are being investigated for a charge that may be false or may not be justified. It will not, in effect, be the Minister of Justice who makes the decision; it will be his officials.

In this country, Parliament—and in Australia, the Australian Parliament—has the supervision over regulations and statutory instruments. In Australia, that is the prerogative of the Senate. In Canada, it is a joint committee of the Senate and the House of Commons, but since the members of the House of Commons seldom turn up, it is something that the senators do. That committee gives a certain oversight over what officials do, and officials do tend to go beyond the spirit of the law in order to make their lives easier.

This area in which you are working, where you do not notify a possible suspect and, since you are working mostly with confidential dossiers, you might be making regulations that we would consider beyond the spirit of the law.

Further, I do not see, either in this bill or in the treaty, enough chance given to Parliament to make sure that officials obey the spirit of the law in Canada rather than pandering to their own administrative convenience and their friendships with police forces elsewhere.

M. Bellemare: Je pense qu'il faut préciser que la responsabilité prévue par la loi est celle du ministre. D'autre part, il ne faut pas oublier que pour les mesures d'exécution forcée, ce sont les Cours supérieures des provinces qui en dernière analyse vont décider d'accorder ou non la mesure d'assistance requise.

Différents paliers de protection existent et sont inclus dans le projet de loi C-58. Avant d'accorder un mandat de perquisition, il faudra satisfaire ou convaincre un juge de la Cour supérieure que la méthode utilisée, l'«evidence gathering order» ne sera pas aussi efficace. Je pense qu'il y a des protections ou des garanties politiques au niveau du ministre. Il y a aussi des garanties juridiques au niveau des tribunaux en plus de garanties prévues par la Charte. Comme je l'ai mentionné tantôt, le projet de loi C-58 est sujet aux dispositions de la Charte.

Le sénateur Gigantès: Relativement à l'échange d'information, il n'y a pas de garantie dans le projet de loi qu'un juge pourra y voir.

M. Bellemare: Dans la mesure où le policier canadien peut, sans violer une loi canadienne, transmettre une information, vous avez raison. Mais les policiers, même en transmettant cette information, doivent respecter les lois du Canada.

Le sénateur Gigantès: Est-ce qu'il y a une loi au Canada qui interdit le transfert d'information d'un policier à l'autre, de façon spécifique?

M. Bellemare: Il faudrait que je vérifie.

Le sénateur Gigantès: Je vous prierais de le faire, j'aimerais beaucoup le savoir.

[Traduction]

La présidente: Sénateur Gigantès?

Le sénateur Gigantès: M^{me} la présidente, je serai bref. Je crois que j'ai compris. En résumé on peut, sans la prévenir, faire enquête sur une personne. Cette dernière ne pourrait donc pas se défendre au cas où l'accusation portée contre elle serait injustifiée. Ce ne sera pas le ministre de la Justice qui prendra la décision, mais ses fonctionnaires.

Au Canada, comme en Australie, c'est le Parlement qui revoit les règlements et les textes réglementaires. En Australie, c'est la prerogative du Sénat. Au Canada, cette tâche revient à un Comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, mais comme les députés participent rarement à ses travaux, ce sont les sénateurs qui remplissent ici aussi cette fonction. Ce Comité nous éclaire sur ce que font les fonctionnaires et ceux-ci ont tendance à interpréter la loi de façon très large pour se faciliter la vie.

Dans le domaine qui nous occupe, comme on n'avertira pas le suspect éventuel et que les dossiers sont pour la plupart confidentiels, il est possible qu'on adopte des règlements qui, à notre avis, dépasseraient l'esprit de la loi.

En outre, rien dans ce projet de loi ni dans le traité n'assure le Parlement que les fonctionnaires respecteront l'esprit de la loi et ne chercheront pas plutôt à se faciliter la vie ou à rendre service à des forces policières étrangères avec lesquelles ils sympathiseraient.

Mr. Bellemare: I think it should be made clear that the law makes the Minister responsible. And we mustn't forget that with respect to compulsory measures of assistance, it is the provincial superior courts that in the last analysis are going to decide whether or not a requested measure will be approved.

There are various levels of protection that exist and that are included in Bill C-58. Before he granted a search warrant, a Superior Court judge would have to be satisfied, or convinced, that an evidence-gathering order would not be just as effective. I think there are safeguards, or political guarantees, built in at the Ministerial level. There are also legal guarantees at the level of the courts, in addition to the guarantees provided by the Charter. As I mentioned just now, Bill C-58 is subject to the provisions of the Charter.

Senator Gigantès: As far as exchanging information is concerned, there is no guarantee in the Bill that a judge would be involved.

Mr. Bellemare: To the extent that a Canadian policeman may without violating a Canadian law transmit information, you're right. But the police do after all have to respect the law of the land.

Senator Gigantès: Is there a Canadian law specifically forbidding the transfer of information from one police force to another?

Mr. Bellemare: I'd have to check.

Senator Gigantès: I wish you would, I'd very much like to know.

[Text]

Senator Flynn: I want to return to the point raised by Senator Gigantès with respect to information being given to the person who is being investigated. I take it that the reality is that this person will be notified in the same way she would be notified if it concerned an offence created in Canada. For instance, if you obtained a listening device—

Mr. Bellemare: Senator, do you mean a wiretap?

Senator Flynn: Yes, a wiretap. There are certain provisions which would apply in the case of a wiretap as they would in all cases. However, if you are not obliged to divulge the information to a Canadian citizen, then you are not obliged to divulge information to a person being investigated on behalf of another country. That is quite clear. There is nothing extraordinary there.

Senator Gigantès: That is the whole point. Why should we not?

Senator Flynn: You do not inform someone that you intend to investigate him.

Senator Gigantès: My main concern is that this type of bill may concern things which are not criminal here in Canada but which are frowned upon in the U.S. For example, I think communists should be in jail, but there are others who do not. However, it is a crime in the U.S. to be a communist.

Senator Flynn: You heard the definition of mutual legal assistance to acts that, if committed in Canada, would be indictable offences.

The Chairman: Senators, we will now adjourn.

The committee adjourned.

[Traduction]

Le sénateur Flynn: J'aimerais revenir sur le point soulevé par le sénateur Gigantès au sujet de l'information qui est donnée à la personne faisant l'objet de l'enquête. Je présume que cette personne sera avisée de la tenue d'une enquête à son sujet de la même manière qu'elle le serait si elle avait commis une infraction au Canada. Ainsi, si l'on se sert d'un appareil d'écoute...

M. Bellemare: Sénateur, faites-vous allusion à l'écoute électronique?

Le sénateur Flynn: Oui. Certaines dispositions s'appliquent lorsqu'on a recours à l'écoute électronique. Si l'on n'est pas tenu d'informer un citoyen canadien qu'il fait l'objet d'une écoute électronique, on ne doit pas être tenu de le faire dans le cas d'une personne étrangère. Cela me semble évident. Il n'y a rien de surprenant là-dedans.

Le sénateur Gigantès: Tout est là. Pourquoi ne pas aviser la personne qui fait l'objet de l'enquête?

Le sénateur Flynn: On ne dit pas à une personne qu'elle fait l'objet d'une enquête.

Le sénateur Gigantès: Je crains simplement que ce projet de loi nous oblige à aider les États-Unis dans leurs enquêtes lorsque le crime en question n'est pas un crime au Canada. J'estime qu'il faudrait emprisonner les communistes, mais d'autres ne sont pas de cet avis. Le fait d'être communiste constitue cependant un crime aux États-Unis.

Le sénateur Flynn: Vous avez entendu comme moi nos témoins nous dire que l'aide juridique mutuelle sera accordée à l'égard d'actes qui, s'ils étaient commis au Canada, seraient considérés comme des infractions.

La présidente: Sénateurs, nous allons mettre fin à notre séance.

Le Comité suspend ses travaux.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of External Affairs:

Paul Dubois, Director, Economic Law and Treaty Division;

André Farand, Economic Law and Treaty Division.

From the Department of Justice:

Daniel A. Bellemare, General Counsel, Director, Criminal
Law Policy Section.

Du ministère des Affaires extérieures:

Paul Dubois, directeur, Direction du droit économique et des
traités;

André Farand, Direction du droit économique et des traités.

Du ministère de la Justice:

Daniel A. Bellemare, avocat général et directeur, Section de
la politique en matière de droit pénal.



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing Senate
Committee on*

*Délibérations du comité
sénatorial permanent des*

Legal and Constitutional Affairs

Affaires juridiques et constitutionnelles

Chairman:
The Honourable JOAN NEIMAN

Président:
L'honorable JOAN NEIMAN

Tuesday, July 26, 1988
Thursday, July 28, 1988

Le mardi 26 juillet 1988
Le jeudi 28 juillet 1988

Issue No. 89

Fascicule n° 89

Third and fourth proceedings on:

Troisième et quatrième fascicules concernant:

Consideration of Bill C-58, An Act to provide for the implementation of treaties for mutual legal assistance in criminal matters and to amend the Criminal Code, the Crown Liability Act and the Immigration Act, 1976

L'étude du Projet de loi C-58, Loi portant mise en œuvre des traités d'entraide juridique en matière criminelle et modifiant le Code criminel, la Loi sur la responsabilité de la Couronne et la Loi sur l'immigration de 1976

INCLUDING:

The twenty-fifth, twenty-sixth and twenty-seventh reports of the Committee

Y COMPRIS:

Les vingt-cinquième, vingt-sixième et vingt-septième rapports du Comité

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



THE STANDING SENATE COMMITTEE ON
LEGAL AND CONSTITUTIONAL AFFAIRS

Chairman: The Honourable Joan Neiman

Deputy Chairman: The Honourable Nathan Nurgitz

and

The Honourable Senators:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (or Frith) |
| Cogger | *Murray (or Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

Ex Officio Members

(Quorum 4)

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES
AFFAIRES JURIDIQUES ET
CONSTITUTIONNELLES

Présidente: L'honorable Joan Neiman

Vice-président: L'honorable Nathan Nurgitz

et

Les honorables sénateurs:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (ou Frith) |
| Cogger | *Murray (ou Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

Membres d'office

(Quorum 4)

ORDER OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Wednesday, July 13, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Ottenheimer, seconded by the Honourable Senator Barootes, for second reading of Bill C-58, An Act to provide for the implementation of treaties for mutual legal assistance in criminal matters and to amend the Criminal Code, the Crown Liability Act and the Immigration Act, 1976.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Ottenheimer moved, seconded by the Honourable Senator Barootes, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

ORDRE DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 13 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Ottenheimer, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-58, Loi portant mise en œuvre des traités d'entraide juridique en matière criminelle et modifiant le Code criminel, la Loi sur la responsabilité de la Couronne et la Loi sur l'immigration de 1976.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Ottenheimer propose, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, que le projet de loi soit déféré au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JULY 26, 1988

(126)

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met at 4:55 p.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Joan Neiman, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Doyle, Fairbairn, Lewis, Neiman, Nurgitz, Robertson, Spivak and Stanbury (8).

In attendance: From the Library of Parliament: Katharine Dunkley and Monique Ménard, Research Officers.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

Witnesses:

From Osgoode Hall Law School:

Dr. Sharon A. Williams, Associate Professor of Law.

From the Department of Justice:

Daniel Bellemare, General Counsel and Director, Criminal Law Policy Section.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 13, 1988, resumed consideration of Bill C-58, An Act to provide for the implementation of treaties for mutual legal assistance in criminal matters and to amend the Criminal Code, the Crown Liability Act and the Immigration Act, 1976.

The witness made an opening statement and answered questions.

At 6:10 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, JULY 28, 1988

(127)

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met *in camera* at 8:50 a.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Joan Neiman, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Doyle, Frith, Hébert, Neiman and Spivak (5).

Other Senator present: The Honourable Senator Flynn (1).

In attendance: From the Library of Parliament: Katharine Dunkley and Monique Ménard, Research Officers.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 13, 1988, resumed consideration of Bill C-58, An Act to provide for the implementation of treaties for mutual legal assistance in criminal matters and to amend the Criminal Code, the Crown Liability Act and the Immigration Act, 1976.

The Committee considered a draft report.

It was *agreed*,—

THAT, the report on Bill C-58 be adopted without amend-

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 26 JUILLET 1988

(126)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à 16 h 55 sous la présidence de l'honorable sénatrice Joan Neiman (présidente).

Membres du comité présents: Les honorables sénateurs Doyle, Fairbairn, Lewis, Neiman, Nurgitz, Robertson, Spivak et Stanbury (8).

Également présents: De la Bibliothèque du Parlement: Katharine Dunkley et Monique Ménard, attachées de recherches.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Témoins:

De la «Osgoode Hall Law School»:

M^{me} Sharon A. Williams, professeur associé en droit.

Du ministère de la Justice:

Daniel Bellemare, avocat général, directeur, Section de la politique en matière de droit pénal.

Conformément à son ordre de renvoi du 13 juillet 1988, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-58, Loi portant mise en œuvre des traités d'entraide juridique en matière criminelle et modifiant le Code criminel, la Loi sur la responsabilité de la Couronne et la Loi sur l'Immigration de 1976.

Le témoin fait une déclaration préliminaire et répond aux questions.

À 18 h 10, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

LE JEUDI 28 JUILLET 1988

(127)

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à huis-clos à 8 h 50 sous la présidence de l'honorable sénatrice Joan Neiman (présidente).

Membres du comité présents: Les honorables sénateurs Doyle, Frith, Hébert, Neiman et Spivak (5).

Autre sénateur présent: L'honorable sénateur Flynn (1).

Également présents: De la Bibliothèque du Parlement: Katharine Dunkley et Monique Ménard, attachées de recherches.

Conformément à son ordre de renvoi du 13 juillet 1988, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-58, Loi portant mise en œuvre des traités d'entraide juridique en matière criminelle et modifiant le Code criminel, la Loi sur la responsabilité de la Couronne et la Loi sur l'Immigration de 1976.

Le Comité étudie une ébauche de rapport.

Il est *convenu*,—

QUE le rapport sur le projet de loi C-58 soit adopté sans

ment but with observations, and that the Chairman do so report to the Senate as the 27th report of the Committee.

At 9:30 a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

modification mais avec des commentaires et que la présidente le présente au Sénat sous forme de 27^e rapport du Comité.

À 9 h 30, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

ATTESTÉ:

Le greffier suppléant du Comité

Andrew N. Johnson

Acting Clerk of the Committee

REPORT OF THE COMMITTEE

WEDNESDAY, July 20, 1988

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs has the honour to present its

TWENTY-FIFTH REPORT

Your Committee, to which was referred the motion of the Honourable Senator Nurgitz, dated June 28, 1988 relating to certain amendments to Bill C-55, An Act to amend the Immigration Act, 1976 and to amend other Acts in consequence thereof, has, in obedience to the Order of Reference of Thursday, July 14, 1988, examined the said motion and now reports as follows:

Your Committee recommends that the Senate concur in the amendments made by the House of Commons to its amendments 1(b), 3, 4, 9(a) and 11 to the Bill C-55, An Act to amend the Immigration Act, 1976 and to amend other Acts in consequence thereof;

That the Senate do not insist on its amendments 1(a), 2, 5, 6(a), 7, 8, 9(b) and (c), 10, 12(a) and (b);

That the Senate agree to the further amendments made by the House of Commons to clauses 14, 18 and 29; and

That the Senate agree to the further amendment made by that House, adding a new clause after line 31 on page 56.

Although the Committee is recommending to the Senate that the motion be adopted, we continue to be concerned that the protections afforded to claimants who are to be returned under the safe country provisions are inadequate. Consequently, we communicated our concerns once more to the Minister, who has responded that she understands the significance of the protections required and wishes to allay the fears that have been expressed.

Our dialogue has resulted in a letter from the Minister to the Leader of the Government in the Senate which reads as follows:

Senator the Honourable Lowell Murray, P.C.
The Senate
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

Dear Senator Murray:

There continues to be some concern that the recent amendment, in the House of Commons, of the proposed section 48.01(1)(b) [Bill C-55] of the Immigration Act,

RAPPORT DU COMITÉ

Le MERCREDI 20 juillet 1988

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a l'honneur de présenter son

VINGT-CINQUIÈME RAPPORT

Votre Comité, auquel a été déferée la motion de l'honorable sénateur Nurgitz, en date du 28 juin 1988 au sujet de certains amendements au Projet de loi C-55, Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et d'autres lois en conséquence, a, conformément à l'ordre de renvoi du jeudi 14 juillet 1988, étudié ladite motion et en fait maintenant rapport comme il suit:

Votre Comité recommande que le Sénat agréé les amendements apportés par la Chambre des communes à ses amendements 1b), 3, 4, 9a) et 11 au Projet de loi C-55, Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et d'autres lois en conséquence:

Que le Sénat n'insiste pas sur ses amendements 1a), 2, 5, 6a), 7, 8, 9b) et c), 10, 12a) et b);

Que le Sénat agréé les autres amendements apportés par les Communes aux articles 14, 18 et 29; et

Que le Sénat agréé l'autre amendement apporté par cette Chambre, ajoutant un nouvel article après la ligne 33, à la page 56.

Bien que le Comité recommande au Sénat l'adoption de la motion, il craint toujours que les protections offertes aux requérants que l'on doit renvoyer conformément aux dispositions relatives au pays sûr, soient insuffisantes. Nous avons donc, une fois de plus, fait part de nos préoccupations à la Ministre qui nous a répondu qu'elle comprend l'importance des mesures de protection réclamées et souhaite apaiser les craintes qu'on lui a exposées.

Notre dialogue a débouché sur une lettre que la Ministre a adressée au leader du gouvernement au Sénat et dont la teneur suit (traduction):

L'honorable sénateur Lowell Murray, c.p.
Sénat du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur le Sénateur,

Des craintes subsistent toujours au sujet de la récente modification par la Chambre des communes, de l'alinéa 48.01(1)b) du Projet de loi C-55, Loi

1976, would not provide the refugee claimant with adequate protection against "going into orbit". Some observers doubt that the language of the Bill makes it clear enough that a person who is returned to a third country could go into and remain in the country to which he or she would be sent from Canada. The proposed subparagraph (ii) of that section requires that the claimant would be ineligible to pursue a claim in Canada if he or she were of a class of persons who, *inter alia*, "would be allowed to return to that country".

The Department of Justice has given an opinion that that phrase would provide for the person being allowed in, under whatever status the country may choose to give. Nonetheless, I have considered a means of alleviating the concern without jeopardizing the Bill. I am prepared to propose a Miscellaneous Statute Law Amendment that would amend the words I quoted above, by substituting "would be given lawful authority to be in that country".

Since these words would not change the substance of the provision and since we could expect that the change would be acceptable to all parties in both Houses of Parliament, I am confident that such a change could be made quickly, either later in this session, or in the fall. Implementation of Bill C-55 is not likely to occur before four to six months after Royal assent. Therefore it would not be difficult to have this change assented to and ready for proclamation concurrently with Bill C-55.

Should the Parliamentary schedule not accommodate passage of a Miscellaneous Statute Law Amendment Act by the date of proclamation of Bill C-55, or if objections are raised in the consideration of such a Bill, case presenting officers will be instructed to argue that persons who would not be given lawful authority to be in a third country can not be returned there. Further, adjudicators and Refugee Division members will be informed of the legal opinion of the Department of Justice. This policy will ensure that no claimant is put at risk in the interim.

I am advised that no further work on the implementation of Bill C-55 can be done until the Bill is passed by Parliament and receives Royal assent. I can see no reason to delay approval of Bill C-55, or of Bill C-84.

Yours sincerely,

Barbara McDougall

modifiant la Loi sur l'immigration de 1976. On soutient que cette modification n'accorderait pas une protection suffisante à ceux qui revendiquent le statut de réfugié, contre le risque de devoir errer indéfiniment. Certains observateurs doutent que les termes utilisés dans le projet de loi précisent suffisamment qu'une personne retournée à un tiers pays pourra s'y rendre et y demeurer lorsqu'elle quittera le Canada. Le sous-alinéa (ii) de cette disposition prévoit que le requérant ne pourra pas revendiquer le statut de réfugié s'il fait partie d'une catégorie de personnes qui, entre autres, «ont l'autorisation d'y entrer».

Le ministère de la Justice a émis l'avis que cette phrase vise toute personne autorisée à retourner, peu importe le statut que lui reconnaîtra le pays où elle rentre. J'ai envisagé néanmoins un procédé visant à apaiser cette crainte sans pour autant compromettre le projet de loi. Je suis disposée à proposer l'adoption d'une loi corrective qui remplacerait les termes cités plus haut par ce qui suit: «l'autorisation légale d'y entrer».

Du fait que ces mots ne modifient pas la teneur de la disposition et que l'on peut s'attendre que tous les partis représentés dans les deux Chambres avaliseront ce changement, il sera possible d'y procéder rapidement, plus tard au cours de cette session ou bien à l'automne prochain. Le Projet de loi C-55 n'entrera vraisemblablement en vigueur que quatre à six mois après qu'il aura reçu la sanction royale. Par conséquent, il ne sera pas difficile de faire approuver la modification en question et de la proclamer en même temps que le Projet de loi C-55 lui-même.

Au cas où le calendrier des travaux parlementaires ne permettrait pas l'adoption d'une loi corrective à la date de proclamation du Projet de loi C-55, ou si des objections surviennent durant l'étude d'une telle loi, des instructions seront données aux agents chargés de la présentation des dossiers, leur demandant d'invoquer l'argument que les personnes qui ne seraient pas légalement autorisées à demeurer dans un pays tiers, ne peuvent être retournées dans ce pays. De plus, les arbitres et la section du statut seront informés de l'opinion légale du ministère de la Justice. Cette politique fera en sorte qu'aucun requérant ne s'exposera, dans l'intervalle, à un danger.

On m'informe qu'aucune procédure visant l'application du Projet de loi C-55 ne pourra être engagée avant que cette mesure ne soit adoptée par le Parlement et ne reçoive la sanction royale. Je ne vois donc aucune raison de retarder l'adoption du Projet de loi C-55 ou C-84.

Veuillez agréer, Monsieur le Sénateur, l'expression de ma considération distinguée.

(s)Barbara McDougall

The Committee welcomes the Minister's commitment and accepts the proposed amendment, which we believe will offer the increased protection that is necessary in order to avoid putting refugee claimants at risk. With this amendment, the Committee understands that the possibility of claimants being returned (for example, to the transit lounge of an airport) to a "safe country", from where they might be quickly sent elsewhere, is greatly diminished. The Minister also promised that, if difficulties arise in the amendment of the law, she would instruct case presenting officers to argue that persons who would not be given lawful authority to be in a third country can not be returned there. As she has stated in the above-quoted letter, "This policy will ensure that no claimant is put at risk in the interim".

The Committee is pleased that the Minister is equally concerned that the provision be clarified so that refugee claimants are not put into "orbit". As she stated in the House of Commons on 3 June 1988:

"this provision will not be used to put people in orbit between countries, as we want assurances that the people we send to third countries will be accepted there or will have access to that country's refugee determination system."

It is with this understanding that the Committee recommends adoption of the motion.

Respectfully submitted,

Le président

JOAN B. NEIMAN
Chairman

Le Comité est heureux que la Ministre ait pris cet engagement et il accepte la modification proposée qui, à son avis, accorde le surplus de protection nécessaire pour que les requérants ne soient pas exposés à un danger. Cette modification signifie, pour le Comité, que la possibilité que des requérants soient retournés, (par exemple, au salon des passagers en transit d'un aéroport) vers un «pays sûr» d'où ils pourraient être rapidement acheminés ailleurs, est ainsi largement réduite. La Ministre a également promis qu'elle donnerait des instructions aux agents chargés de la présentation des dossiers leur demandant d'invoquer l'argument que les réfugiés qui ne peuvent pas légalement demeurer dans un pays tiers ne pourront être retournés dans ce pays. Comme elle le déclare dans sa lettre précitée: «Cette politique fera en sorte qu'aucun requérant ne s'exposera, dans l'intervalle, à un danger».

Le Comité est satisfait de voir que la Ministre se soucie de bien clarifier cette disposition afin que les requérants ne soient pas contraints à errer indéfiniment. Comme elle l'a déclaré à la Chambre des communes le 3 juin 1988:

«cette disposition ne sera pas utilisée pour déplacer des gens d'un pays à l'autre, puisque nous voulons avoir l'assurance que les personnes que nous enverrons dans les tiers pays sûrs seront accueillies et auront accès au processus de reconnaissance du statut de réfugié.»

C'est à cette condition que le Comité recommande l'adoption de la motion.

Respectueusement soumis,

WEDNESDAY, July 20, 1988

Le MERCREDI 20 juillet 1988

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs has the honour to present its

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a l'honneur de présenter son

TWENTY-SIXTH REPORT

Your Committee, to which was referred the motion of the Honourable Senator Nurgitz, dated July 13, 1988 relating to certain amendments to Bill C-84, An Act to amend the Immigration Act, 1976 and the Criminal Code in consequence thereof, has, in obedience to the Order of Reference of Thursday, July 14, 1988, examined the said motion and now reports as follows:

Your Committee recommends that the Senate concur in the amendments made by the House of Commons to its amendment 3 and earlier amendment 5(a) to the Bill C-84, An Act to amend the Immigration Act, 1976 and the Criminal Code in consequence thereof;

That the Senate do not insist on its amendments 2(a) and (b) and earlier amendments 5(b) and (c); and

That the Senate agree to the further amendment made by that House to clause 8.

The Committee notes that one of the conditions which circumscribes the power of the Minister to direct a ship not to enter Canada's waters is that "the country [of embarkation] would allow the passengers to return to that country...." This phrasing is very similar to the safe country wording in Bill C-55 about which the Committee had serious reservations. As we stated in our twenty-fifth report, we were concerned that the words "allowed to return" did not afford sufficient protection for claimants to ensure that they did not go "into orbit."

In connection with Bill C-55, our concerns were addressed by the commitment of the Minister to amend the law at an early date and, if difficulties arise in doing so, to instruct immigration officials to interpret the law so that no claimant is put at risk in the interim period. Because similar wording is found in Bill C-84, the Committee expects that the same action will be taken with respect to this Bill as well.

Respectfully submitted,

Le président

JOAN B. NEIMAN
Chairman

VINGT-SIXIÈME RAPPORT

Votre Comité, auquel a été déférée la motion de l'honorable sénateur Nurgitz, en date du 13 juillet 1988 au sujet de certains amendements au Projet de loi C-84, Loi sur l'immigration de 1976 et apportant des modifications corrélatives au Code criminel, a, conformément à l'ordre de renvoi du jeudi 14 juillet 1988, étudié ladite motion et en fait maintenant rapport comme il suit:

Votre Comité recommande que le Sénat agréé les amendements apportés par la Chambre des communes à son amendement 3 et l'amendement antérieur 5a) au Projet de loi C-84, Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et apportant des modifications corrélatives au Code criminel;

Que le Sénat n'insiste pas sur ses amendements 2a) et b) ainsi que les amendements antérieurs 5b) et c); et

Que le Sénat agréé à l'autre amendement apporté par cette Chambre à l'article 8.

Le Comité note que l'une des conditions limitant le pouvoir de la Ministre d'interdire à un navire d'entrer dans les eaux canadiennes est que «ce pays [d'embarquement] permettrait aux passagers d'y retourner». Cette phrase se rapproche beaucoup de ce qu'on peut lire dans le Projet de loi C-55 au sujet des pays sûrs à l'égard de quoi le Comité a formulé de sérieuses réserves. Comme nous l'avons dit dans notre vingt-cinquième rapport, nous craignons que les mots «autorisation d'y retourner» ne protègent pas suffisamment les requérants contre le risque de devoir «errer indéfiniment».

En ce qui concerne le Projet de loi C-55, la Ministre a tenu compte de nos préoccupations et s'est engagée à modifier bientôt le texte de loi. Si, ce faisant, des difficultés venaient à surgir, elle donnerait aux agents de l'immigration l'ordre d'interpréter la loi de façon qu'aucun requérant ne s'expose, dans l'intervalle, à un danger. Du fait que des termes semblables figurent dans le Projet de loi C-84, le Comité s'attend à ce que celui-ci fasse l'objet de la même procédure de modification.

Respectueusement soumis,

THURSDAY, July 28, 1988

Le JEUDI 28 juillet 1988

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs has the honour to present its

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a l'honneur de présenter son

TWENTY-SEVENTH REPORT

VINGT-SEPTIÈME RAPPORT

Your Committee, to which was referred Bill C-58, An Act to provide for the implementation of treaties for mutual legal assistance in criminal matters and to amend the Criminal Code, the Crown Liability Act and the Immigration Act, 1976, has, in obedience to the Order of Reference of Wednesday, July 13, 1988, examined the said Bill and now reports the same without amendment but with the following observations:

Votre Comité, auquel a été déféré le Projet de loi C-58, Loi portant mise en oeuvre des traités d'entraide juridique en matière criminelle et modifiant le Code criminel, la Loi sur la responsabilité de la Couronne et la Loi sur l'immigration de 1976, a, conformément à l'ordre de renvoi du mercredi 13 juillet 1988, étudié ledit projet de loi et en fait maintenant rapport sans amendement mais avec les commentaires suivants:

Recognizing the importance of having a regime of mutual legal assistance in Canada in order to combat international crime more effectively, your Committee is prepared to recommend the passage of Bill C-58 without amendments. At the same time, we express serious concern about endorsing such open-ended legislation. This Bill would apply to future as well as existing mutual legal assistance treaties signed by the government of Canada. It provides no mechanism by which Parliament could screen executive arrangements whose application may affect the rights and liberties of people within our borders.

Conscients de l'importance que revêt pour le Canada un régime d'entraide juridique en matière criminelle en vue de lutter plus efficacement contre la criminalité sur le plan international, votre Comité est disposé à recommander l'adoption du Projet de loi C-58, sans amendements. Parallèlement, le fait d'appuyer une mesure législative aussi ouverte nous préoccupe beaucoup. Cette loi s'appliquera en effet aux traités d'entraide juridique en matière criminelle aussi bien actuels que futurs auxquels le gouvernement du Canada est partie. Elle ne prévoit aucun mécanisme permettant au Parlement d'examiner les décisions prises par le pouvoir exécutif et dont l'application pourrait porter atteinte aux droits et libertés des individus se trouvant au Canada.

Respectfully submitted,

Respectueusement soumis,

Le président

JOAN B. NEIMAN
Chairman

EVIDENCE

Ottawa, Tuesday, July 26, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs, to which was referred Bill C-58, to provide for the implementation of treaties for mutual legal assistance in criminal matters and to amend the Criminal code, the Crown Liability Act and the Immigration Act, 1976, met this day at 4:55 p.m., to give consideration to the bill.

Senator Joan Neiman (Chairman) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, we are very pleased to have with us here today Professor Sharon Williams from Osgoode Hall Law School, who will be able to give us some fresh ideas on some of the sections of Bill C-58, as well as her opinion of what this bill and the treaties are all about.

Professor Williams tells me that she has a plane to catch at seven o'clock, and since she has waited a couple of hours already, I think we won't detain her too long.

Perhaps you could go right ahead with your presentation, Professor Williams.

Dr. Sharon A. Williams, Associate Professor of Law, Osgoode Hall Law School: I would just mention to the Clerk that unfortunately I was contacted on short notice and did not get the material until late Friday afternoon. I have a brief statement to make, but it is in my own hand-writing.

The Chairman: That will be fine.

Dr. Williams: Thank you, Madam Chairman. This is my first experience before a senate committee or, in fact, any committee in Parliament, and I am very honoured to have had the invitation from your office.

What I will try to do over the next few moments is essentially outline some of the issues in the bill where I feel I have something to say. There are other issues in the bill which I would not hold myself out to have expertise on, and I would rather simply not address those.

That being said, quite clearly, in this age of cosmopolitanism, rapid travel, rapid communication, computer technology, mass migration of peoples, there is also quite rapid movement of criminal elements in society which are increasingly becoming more organized, more mobile, and their activities as a result more complex. So that over the last number of years — in fact, since the Europeans in 1959 produced their multilateral Convention on Mutual Assistance — I think the thought has been in the minds of governments, unilaterally, bilaterally and collectively, that cooperation is necessary to deal with crime that, in one shape or form, transcends the political boundaries of any one state.

The aforementioned phenomena — rapid communication and travel, and so on — I think have quite clearly produced new and increased opportunities for criminal activities. And if one goes back to some of the writing that has been done in this area, one sees clearly that the impetus behind the European

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 26 juillet 1988

[Traduction]

Le comité sénatorial permanent des Affaires juridiques et constitutionnelles auquel a été renvoyé le projet de loi C-58, Loi portant mise en œuvre des traités d'entraide juridique en matière criminelle et modifiant le Code criminel, la Loi sur la responsabilité de la Couronne et la Loi sur l'immigration de 1976, se réunit aujourd'hui à 16 h 55 pour étudier le projet de loi.

Le sénateur Joan Neiman (présidente) occupe le fauteuil.

La présidente: Honorables sénateurs, nous avons le plaisir d'accueillir aujourd'hui la professeure Sharon Williams de la Faculté de droit d'Osgoode Hall, qui nous communiquera quelques idées neuves sur certaines dispositions du projet de loi C-58, et nous dira ce qu'elle pense du projet de loi et de l'utilité des traités.

Mme Williams doit prendre l'avion à 7 heures et comme elle a déjà attendu une heure ou deux, je pense que nous devons faire diligence.

Vous pourriez peut-être commencer votre exposé immédiatement, professeure Williams.

Mme Sharon A. Williams, professeure de droit associée, Faculté de droit d'Osgoode Hall: Je signalerai simplement au greffier que je n'ai été prévenue qu'à la dernière minute et que ce n'est que vendredi après-midi que j'ai reçu la documentation. Je vais vous faire un bref exposé à partir de mes notes rédigées à la main.

La présidente: Cela ira très bien.

Mme Williams: Je vous remercie, madame la présidente. C'est la première fois que je témoigne devant un comité du Sénat, même devant un comité parlementaire, et je suis très honorée d'avoir reçu une invitation.

Mon exposé consistera essentiellement à vous parler de certains aspects du projet de loi que je suis en mesure de commenter. Je m'abstiendrai de le faire pour d'autres dispositions parce que j'estime n'avoir pas la compétence nécessaire.

Ceci dit, à une époque où le cosmopolitisme, la rapidité des déplacements et des communications, l'informatique, les migrations sont choses courantes, les éléments criminels de la société ne perdent pas leur temps pour s'organiser, s'adapter, et il s'en suit que leurs activités deviennent plus complexes. Au cours des dernières années — en fait, depuis que les Européens ont rédigé une convention multilatérale sur l'assistance mutuelle en 1959 — les gouvernements se sont rendus compte que la collaboration à la fois unilatérale, bilatérale et générale était nécessaire pour lutter contre la criminalité qui d'une façon ou d'une autre, transcende les frontières politiques des États.

Ces différents phénomènes de la vie contemporaine — la rapidité des communications et des déplacements, et le reste — ont de toute évidence engendré de nouvelles occasions pour les éléments criminels. Si on se remémore certains ouvrages qui ont été publiés à ce sujet, on constate que ce qui a motivé le

[Text]

scheme, the impetus behind the work of the Commonwealth states, is that there are certain types of crimes which are so serious that, in fact, they pose a serious threat to the stability of states. I know there have probably been mentioned to you before in some of the other witnesses' statements such crimes as major drug trafficking, illegal arms trafficking, large-scale insurance frauds, export control violations, fraudulent international business transactions, and the like.

That all being said, what I would suggest is by way of introduction into the heart of what I'm going to say.

The view has been taken that, in order to deal with complex crimes which have an international element of one description or another, one does have to encourage states to go beyond a strict territorial principle of jurisdiction. We've seen this here in Canada ourselves. The recent 1985 Decision of the Supreme Court of Canada in *The Queen vs. Libman* is illustrative of this point that the Supreme Court is willing to go beyond simply seeking to take jurisdiction over crimes which are committed in toto in Canada, but is prepared to take jurisdiction over crimes so long as a substantial element of the constituent, or rather a substantial amount of the constituent elements of the offence occur here in Canada.

I would suggest, and I am of the view that one has to use flexible bases of jurisdiction over the criminal offence that go beyond the strict territorial principle.

Secondly, one has to encourage states, with respect again to serious international crimes, either to extradite to a state that has jurisdiction over the offence or, if that is impossible, to prosecute themselves.

Last, but certainly not least, states should cooperate in extending mutual assistance to one another in criminal matters. So, number three is obviously the issue in front of us in Bill C-58.

I would start off by saying that I think — and this is a personal view, obviously — that it is strikingly apparent that there is a need for effective law enforcement in the area of serious international crimes. However, and sometimes this is lost in the woodwork perhaps, it is also evident that this need for effectiveness has to be balanced with a public interest in preserving and protecting civil liberties.

With this balance in mind, I would submit that in the two areas which I am going to talk about for a few moments, I feel that Bill C-58 meets these concerns. I think, at first blush, the concerns which are mentioned in the second appear troublesome, but I feel when one looks to the bottom line, that Bill C-58 meets these concerns in a realistic fashion.

The concerns which I will therefore address, which I felt are met in the bill, are, first of all — I know it has been raised, I noticed in the earlier discussions here and also in the House of Commons Committee — that the lack of a double criminality or duality of offences provision in the bill has been raised by some as problematic. I would add to that that one not only should address the double criminality issue, but should almost attach to it the question of the safeguarding of individual liberties by the courts. And I will address that as my first issue.

The second issue that I would like to address is in two parts also. First of all, the prospective nature of the legislation: as we

[Traduction]

programme européen, ce qui a motivé les efforts des pays du Commonwealth, c'est que certains types de crimes sont tellement graves qu'ils mettent en péril la stabilité des États. D'autres témoins vous ont sûrement déjà expliqué que ces crimes portent sur le trafic des stupéfiants, le trafic illégal des armes, les fraudes à grande échelle dans les assurances, la violation des règlements d'exportation, les transactions internationales frauduleuses, et autres choses du genre.

Je pense que cette brève introduction nous amène au cœur des sujets que je veux aborder.

D'aucuns estiment que pour lutter contre la criminalité qui a des ramifications internationales, il faut encourager les États à dépasser le principe de la stricte compétence territoriale. Ce point de vue a été préconisé au Canada. Je pourrais vous rappeler à ce sujet une décision de la Cour suprême du Canada rendue en 1985 dans l'affaire *la Reine c. Libman*. La Cour suprême est non seulement disposée à exercer sa compétence pour des crimes qui ont été commis exclusivement du Canada, mais elle est aussi prête à s'occuper des crimes dont un élément essentiel, ou plutôt une partie importante des éléments du crime ont eu lieu au Canada.

D'après moi, il faut faire preuve de souplesse en matière de compétence pour les infractions criminelles qui ne respectent pas strictement le principe de la territorialité.

En second lieu, pour lutter contre la criminalité internationale, il faut encourager les États soit à procéder à l'extradition vers le pays concerné ou si cela est impossible, à tenter des poursuites eux-mêmes.

Enfin, mais ce n'est sûrement la moindre des choses, les États devraient se prêter mutuellement assistance pour lutter contre la criminalité. C'est donc de cet aspect dont il est question dans le projet de loi C-58.

Je dirais donc—et naturellement il s'agit d'un point de vue personnel—qu'il est urgent que la loi soit appliquée avec le plus de vigueur possible pour lutter contre les crimes internationaux. Cependant—et il arrive parfois qu'on l'oublie—il est aussi important que cette application impérative aille de pair avec l'intérêt général afin de préserver les libertés civiles.

À cet égard, dans les deux aspects que je vais aborder dans quelques instants, je crois que le projet de loi C-58 tient compte de ces préoccupations. À première vue, les objectifs dont il est question au second point semblent difficiles à atteindre, mais je crois qu'en fin du compte, le C-58 propose des solutions réalistes.

Les problèmes dont je vais vous parler, des problèmes que tente de résoudre le projet de loi—jésais qu'il en a déjà été question dans vos délibérations précédentes et également au comité de la Chambre des communes—ont trait à l'absence de la double criminalité ou à la disposition du projet de loi concernant la dualité d'infractions. Je crois qu'il faut non seulement tenir compte de la question de la double criminalité mais aussi de la protection des libertés individuelles par les tribunaux. C'est la première question dont je veux vous parler.

La deuxième que j'aborderai est divisée également en deux parties. D'abord, la nature anticipatrice de la loi: il ne s'agit

[Text]

know, it isn't simply to implement the Canada-U.S. or Canada-U.K. bilateral treaties, but it is a piece of legislation which is intended to implement future treaties that have yet to be signed by the parties.

The second part of my second issue, connected with this, is whether the Minister's decision in relation to a whole gamut of matters in the Act is in fact reviewable, and if so, by whom.

Before going to the first one, I promise you I will be brief so that I can try and respond to your questions and concerns rather than acting as the professor, and going on at far too great length.

As to the first matter, the double criminality and the safeguarding of individual civil liberties by the courts here in Canada — I know, again from reading the transcripts of the meetings here, that this has been discussed by yourselves — what I would stress is that, as you know, the requirement of dual criminality, double criminality, is recognized in extradition matters as a very important safeguard. I would suggest to you that something which sometimes is not mentioned is that the reason why it is important in extradition matters is not only to say, "Well, we're not going to send somebody back if what they did is not an offence here in Canada". It isn't solely from that point of view that it is important in extradition matters, it is also important because, I would suggest to you, it helps to allow the Canadian extradition judge to be convinced that, yes, there is a *prima facie* case against the fugitive. And without that, the fugitive, of course, will not be returned to the requesting state.

But, as we all know, Bill C)58 is not dealing with extradition. We are not here concerned with the question of sending somebody back to a foreign country for the purposes either of prosecution and punishment or, if they are a fugitive convict, simply for the carrying out of sentence. Rather, as we know, we are looking to mutual assistance and cooperation in gaining evidence, and so on.

So I would suggest that we should look to the rationale behind the legislation, and not simply take a concept which is important to extradition and import it into this particular area.

By way of comparative analysis, I would refer to you what I am sure has already been done by others, which is the 1959 European Convention on Mutual Assistance vis à vis the Council of Europe countries, in force as of 1962. If one looks to that Convention, one sees that Article III has no requirement of double criminality as to letters rogatory re witnesses and production of documents. In Article V(1) of that Convention, Research and Seizure of Property, there is no such requirement for double criminality unless a state makes a reservation.

I think it has to be stressed at this juncture that in the bill, my concerns were allayed by the fact that clause 2(2)(a) shows that Canada may refuse to give effect to a request for reasons of security, sovereignty or public interest, and we see that in Article V(1)(b) of our treaty with the United States.

Clearly, we have a discretion to refuse to give assistance. Clearly, the assistance is not automatic. Now, some might say, "That's a very fragile shield." But, I think, in terms of our

[Traduction]

pas simplement de mettre en œuvre des traités bilatéraux entre le Canada et les États-Unis ou entre le Canada et le Royaume-Uni, il s'agit d'une mesure qui pourra donner effet à des traités que nous pourrions conclure avec d'autres pays à l'avenir.

Dans la deuxième partie de mon deuxième point, j'examinerai si la décision du ministre dont il est souvent question dans le projet de loi, sera contestable et si oui, de quelle manière.

Avant de passer au premier point, je vous promets d'être brève afin d'avoir le temps de répondre à vos questions, au lieu de faire un exposé magistral comme les professeurs.

Pour ce qui est de la première question, la double criminalité et la protection des libertés civiles par les tribunaux au Canada — ayant lu vos délibérations je sais que vous en avez déjà discuté vous-mêmes — la nécessité de la double criminalité est considérée comme une mesure de protection importante dans les affaires d'extradition. On oublie parfois de mentionner une chose: la raison pour laquelle c'est une chose importante dans les affaires d'extradition ne se résume pas à dire que nous refusons d'extrader quelqu'un s'il n'a pas commis d'infraction ici au Canada. Ce n'est pas uniquement de ce point de vue que c'est une chose importante, c'est une chose importante parce qu'elle permet aux juges Canadiens de se convaincre que l'intéressé a véritablement commis un crime. Si le juge n'en est pas convaincu, la personne en question ne sera pas extradée.

Pourtant, le projet de loi C-58 ne traite pas d'extradition. Ses dispositions ne portent pas sur l'extradition d'une personne vers un pays étranger pour faire l'objet de poursuites ou de châtiments ou, s'il a déjà été condamné, simplement afin qu'il expie sa peine. Il s'agit plutôt d'assistance mutuelle et de collaboration pour recueillir des éléments de preuve, et le reste.

Ce dont il faut tenir compte ce sont des objectifs du projet de loi et non seulement considérer un concept qui est important dans les questions d'extradition et l'appliquer dans le cas qui nous intéresse.

Pour vous situer, je vous renvoie un document — comme d'autres l'ont déjà fait sans doute, soit la Convention européenne d'assistance mutuelle de 1959 qui concerne le Conseil des pays d'Europe, entrée en vigueur en 1962. L'article III de la convention n'exige pas la double criminalité dans le cas des commissions rogatoires concernant des témoins ou la production de documents. À l'article V(1) de la convention, concernant les perquisitions et les saisies, la double criminalité n'est pas requise à moins qu'un état fasse une réserve.

Je pense qu'il convient de signaler à ce moment-ci qu'heureusement, selon l'alinéa 2(2)(a), le Canada peut refuser de donner suite à une requête pour des raisons de sécurité, de souveraineté ou d'intérêt général, si cette réserve existe déjà à l'article V(1)(b) du traité avec les États-Unis.

Il est certain que nous avons le droit de refuser de prêter notre concours. L'assistance n'est pas automatique. Certains y verront une réserve très fragile. Je pense pourtant que dans les

[Text]

international relations, one sometimes has to rely on the fragile shield of parties acting in good faith, and also future governments and executives of one's own country acting in good faith.

I think the major difference between Bill C-58 and what we have at the moment in the existing scheme of rogatory commissions is that, as we know, Bill C-58 applies to mutual cooperation before the pre-trial stage. In my mind, I think this is perfectly reasonable in the circumstances of the case. Bill C-58, as I read it, at any rate, does not allow for what I will call "fishing expeditions". The judge who, as the legislation points out, must be a Superior Court Judge in Quebec, a Judge of the Trial Division or branch of the Supreme Court in Ontario and the other provinces, Queen's Bench Division in Manitoba, and so on, has to be satisfied that there are reasonable grounds to believe that an offence has been committed within the jurisdiction of the requesting state, and that evidence concerning its commission or whereabouts of a suspect are to be found in the requisite provision.

In reading this, I feel personally that this is a reasonable safeguard for the rights of the individual. We do not have a j.p. or a magistrate dealing with this, we have a judge of the Superior Court, the Supreme Court of the provinces, which of course also are competent courts — or rather courts of competent jurisdiction for the purposes of Section 24(1) of the Charter of Rights and Freedoms. Again, to my mind, that level of judicial scrutiny speaks for itself.

Again, the legislation does allow for the possibility of appeal from those decisions to the Court of Appeal of the provinces on matters of law.

Going on to the second issue, and then heading rapidly into my conclusions as to the prospective nature of Bill C-58 and whether one can review the decision either to engage in new treaties or, in fact, review the exercise of the Minister's discretion to accede to a request as being not in violation of the public interest of Canada, what I would say first of all is that the bill's purpose is obviously to implement into Canadian law, domestic law, treaties dealing with mutual assistance. That is self-evident. It is not restricted to those treaties existing at the present time.

In the area of international criminal cooperation, that is not a novel proposition. Generally speaking, here in Canada, as we know, when the executive, as part of the Royal prerogative, goes off to an international conference in any far-flung place in the world and, whether it's a bilateral or a multilateral agreement, it is part of the Royal prerogative. They don't have to get the consent of Parliament, of the provincial legislatures, even if it is a matter of provincial competence under the Constitution Act 1867. However, as we know, when it comes to implementing that treaty into Domestic law, unless it is a very special type of treaty such as a treaty of peace or something of that description, we need to have the enabling legislation.

In the international criminal area, we basically have an exception to that basic rule here in Canada. The mutual assistance provision is not novel, as I said. One simply has to turn to the provisions contained in our Extradition Act, which goes back to the end of the nineteenth century — and that legislation has worked pretty well in practice, at least as far as I'm

[Traduction]

relations internationales, il arrive parfois qu'il faut se contenter de la bonne foi des parties de même que de la bonne foi des gouvernements et de leurs dirigeants.

La grande différence entre le C-58 et le système actuel de commissions rogatoires, c'est que le projet de loi porte sur la collaboration mutuelle avant le procès. Cela me paraît tout à fait raisonnable dans les circonstances. Si je comprends bien, le projet de loi veut prévenir ce que j'appellerai les «mesures de diversion». Le juge concerné, qui sera un juge de la Cour supérieure du Québec, un juge de la section de première instance de la Cour suprême en Ontario et dans d'autres provinces, un juge de la Cour du banc de la Reine au Manitoba, et le reste, doit être raisonnablement convaincu qu'une infraction a été commise qui relève de la compétence de l'État requérant, et que les preuves concernant la commission du crime ou les allées et venues d'un suspect, figureront dans la disposition requise.

J'estime qu'il s'agit là d'une mesure de protection raisonnable concernant les droits de la personne. Il ne s'agit pas d'un juge de paix ni d'un magistrat quelconque, mais d'un juge de la Cour supérieure, de la Cour suprême des provinces, de même que des tribunaux compétents—qui ont la compétence requise pour l'application de l'article 24(1) de la Charte des droits et des libertés. À mon avis, l'examen judiciaire à ce niveau est suffisant.

Par ailleurs, le projet de loi offre la possibilité d'en appeler de ces décisions auprès de la Cour d'appel des provinces.

Pour ce qui est du deuxième point et pour en arriver rapidement à mes conclusions concernant la nature anticipatrice du C-58, ou encore s'il est possible de revoir la décision de conclure de nouveaux traités, ou d'examiner si la décision du ministre d'accéder à une requête n'est pas contraire à l'intérêt général du Canada—l'objectif premier du projet de loi est de donner force de loi à des traités portant sur l'assistance mutuelle. La chose est assez évidente. On ne se limite pas aux traités déjà existants.

Il ne s'agit pas d'une proposition nouvelle dans le domaine de la collaboration internationale contre le crime. D'une façon générale, ici au Canada, quand des membres de l'exécutif vont assister à une conférence internationale dans un pays quelconque, qu'ils concluent une entente bilatérale ou multilatérale, cela fait partie de la prérogative royale. Ils ne sont pas obligés d'obtenir le consentement du Parlement ni des législatures des provinces, même si la chose relève de la compétence des provinces selon la Loi constitutionnelle de 1867. Cependant, quand il s'agit de donner force de loi à ce traité, à moins qu'il s'agisse d'une entente très spéciale comme un traité de paix ou quelque chose du genre, il faut voter une loi habilitante.

Dans le domaine de la criminalité internationale, il existe ici au Canada une exception à cette règle fondamentale. Je le répète, la disposition d'assistance mutuelle n'est pas nouvelle. Il suffit de se rappeler les dispositions de notre loi sur l'extradition qui remonte à la fin du 19^e siècle—sauf erreur, cette loi a donné d'assez bons résultats en pratique—qui prévoit la mise

[Text]

concerned — which provides that it is to implement all extradition treaties that Canada enters into, future as well as those in existence in 1870 — I forget the exact date that the Act came into force.

So for years we have had exactly what I think the concern being raised here now is, and that is that the Canadian Government has entered into new extradition agreements, and there is no need for them to seek parliamentary approval or implementation because the Extradition Act does it once and for all in its present form.

Having surveyed that the extradition process seems to have worked well, we haven't had the Canadian Government running off and entering into extradition treaties with states whose criminal justice systems we don't feel are more or less equivalent to our own. We haven't had problems of states making requests which are questionable in the circumstances of the case basically because there is an attitude of what international lawyers call *pacta sunt servanda*: you are going to fulfill your obligations in good faith.

I think we have to ask ourselves the question: what if a future Canadian Government entered into a new mutual assistance treaty? Let's say, the legislation here is enacted as is. So the legislation will implement future mutual assistance treaties just in the same way as the Extradition Act implements all extradition treaties or amendments to extradition treaties.

I think what we would see if a future Canadian Government was to enter into a new mutual assistance treaty or amend an existing treaty in such a way as to, in fact, contravene the provisions — any one of them — in the Act, then quite clearly, our Domestic case law, almost since time immemorial, would clearly tell us that our courts would give primacy to the domestic statute. It's quite clear, so I won't bother citing the cases at this juncture.

What we have, in that respect, is in fact Bill C-58 being different from the Extradition Act because the Extradition Act has something very special contained in Section III of that statute. It provides — and this, I think, is quite a novel provision — that where the Extradition Act (and this is my paraphrase) and the Extradition Treaty conflict, in some shape or form, the Extradition Treaty will be given primacy by our courts.

We don't have that here in Bill C-58. We have that extra safeguard in many respects that the Act will prevail over the Treaty based on our existing construction of treaties and statutes here in Canada.

The last point I wanted to raise with you is as to review of either the decision to enter into a new treaty with a state that some might, for one reason or another, find undesirable, or secondly, review of the Minister's decision to accept the request as being not against the public interest. I would stress first of all that, based on clause 7(1) of Bill C-58, the Minister, as we know, is responsible for implementation of treaties in the administration of the Act. Clearly, there is the responsibility to be questioned in Parliament.

Secondly, and this is more the point I wanted to stress, the conduct of foreign policy, including therefore mutual assist-

[Traduction]

en œuvre de tous les traités d'extradition conclus par le Canada et les traités futurs—cela se passait en 1870, et j'ai oublié à quel moment précis la loi est entrée en vigueur.

Ainsi, depuis des années, nous avons eu précisément ce que nous recherchons ici, à savoir que le gouvernement canadien a pu conclure de nouveaux accords d'extradition, et qu'il n'est pas obligé de les faire approuver par le Parlement parce que la Loi sur l'extradition contient des dispositions à cet effet.

Le système d'extradition semble avoir bien fonctionné jusqu'à présent, le gouvernement canadien évitant de conclure des traités avec des États dont le système de justice criminelle lui semblait peu compatible avec le nôtre. Il n'y a pas eu d'États non plus qui ont fait des requêtes qui paraissaient douteuses dans les circonstances, car il existe une attitude en droit international qu'on résume par ces mots: *pacta sunt servanda*: vous devez remplir vos obligations de bonne foi.

La question qu'il faut se poser est la suivante: qu'arrivera-t-il si le gouvernement du Canada conclut un nouveau traité d'assistance mutuelle? Supposons que le projet de loi est adopté dans sa forme actuelle. La loi ne ferait que mettre en œuvre les futurs traités tout comme la Loi sur l'extradition donne force de loi à tous les traités ou modifications des traités d'extradition.

Je pense que si à l'avenir le gouvernement canadien conclut ou modifie un traité d'assistance mutuelle qui irait à l'encontre des dispositions de la loi—une disposition quelconque—bien sûr, dans ce cas-là selon notre jurisprudence, nos tribunaux accorderaient la priorité à la loi nationale. Comme la chose est évidente, je ne veux pas vous énumérer une liste de cas possibles.

À cet égard, le projet de loi C-58 est différent de la Loi sur l'extradition car celle-ci contient des dispositions très spéciales à la partie III. On y prévoit—je crois qu'il s'agit là d'une disposition tout à fait nouvelle—que chaque fois qu'il y a divergence entre la Loi sur l'extradition et un traité d'extradition, les tribunaux devront accorder la préséance au traité d'extradition.

Le C-58 ne renferme pas de dispositions semblables. Il existe une protection supplémentaire, soit que la loi prévaut sur le traité conformément aux dispositions actuelles des traités et des lois du Canada.

Il y a une dernière question que je voudrais repasser avec vous: c'est l'examen de la décision de conclure un nouveau traité avec un État qui pour une raison ou pour une autre, serait indésirable pour certains et, en deuxième lieu, l'examen de la décision du ministre d'accepter une requête qui ne lui semble pas contraire à l'intérêt général. D'abord, conformément au paragraphe 7(1) du C-58, le ministre est responsable de la mise en œuvre des traités. Bien sûr, le ministre doit en rendre compte devant le Parlement.

En second lieu, et c'est surtout là-dessus que je veux insister, la conduite de la politique étrangère qui englobe naturellement

[Text]

ance treaties, is subject to the scrutiny of the courts even though it entails the Royal prerogative and treaty-making is solely in the hands of the executive.

In the Operation Dismantle case, a case of 1985 before the Supreme Court, the present Chief Justice of the Supreme Court, Chief Justice Dickson, stated that the Executive Branch of the Canadian Government is bound to act in accordance with the dictates of the Charter of Rights, and even disputes of a political or foreign policy nature may properly be cognizable by the courts. Therefore, mutual assistance treaties can well be scrutinized. It isn't simply a fact that once we have them, we have them, under the present legislation. There is the possibility, in any given case, for one of the parties in any litigation before the courts concerning a particular treaty to get the court to scrutinize it and to make sure that it is in keeping with conceptions of civil liberties as contained in the Charter.

My last conclusion here is that I think what Bill C-58 is trying to do is strike a proper balance. As I mentioned at the outset, it is trying to strike a balance between eradicating serious international crime or crime with foreign elements, and on the other hand, have some safeguards for civil liberties.

In my mind, I think it is practical, realistic, and that it does contain sufficient safeguards to prevent future abuse. There is no obligation on Canada to assist where it would be contrary to Canadian public interest, in other words, investigative activity inappropriate in Canadian terms. Thank you.

The Chairman: Thank you, Professor Williams. Senator Stanbury.

Senator Stanbury: Professor Williams, thank you very much for coming. We appreciate that it is a bit of a strain to be called upon and asked to present yourself and your ideas so quickly.

There are not too many things that I would like to ask you about.

You have a rather trusting view of governments, I think, and of authorities that perhaps is not shared by everybody in the room. I think you are inclined to assume that the actions of the authorities will be perhaps more in line with the intent of the legislation than they necessarily will be.

One of the areas that is of a little concern is section 3(1). In the case of inconsistency, the proposed Act would be paramount to other federal enactments except laws which limit or restrict the disclosure of information.

Can you pinpoint for us what kind of enactments it would be paramount to?

They exclude the disclosure of information, laws which limit or restrict the disclosure of information.

What other legislation would be thought of as being overridden?

Dr. Williams: I must say that that is a question which deals with rights of privacy. I'm not seeking to just not answer the question here, but this is one of those areas in which I wouldn't hold myself out to be expert. My areas of interest are solely related to the international criminal aspects, and I would hope

[Traduction]

les traités d'assistance mutuelle, est sujette à l'examen des tribunaux même si cela suppose que la prérogative royale et la conclusion de traités relèvent uniquement de l'exécutif.

À l'occasion de la requête d'Operation Dismantle que la Cour suprême a examinée en 1985, l'actuel juge-en-chef, le juge Dickson, a affirmé que le pouvoir exécutif du gouvernement du Canada était tenu de se conformer aux prescriptions de la Charte des droits et que même les conflits de nature politique intérieure ou étrangère, pouvaient relever de la compétence des tribunaux. Voilà pourquoi les traités d'assistance mutuelle peuvent faire l'objet d'un tel examen. Il ne suffit pas simplement d'affirmer qu'ils sont déjà prévus dans la loi actuelle. L'une ou l'autre partie à un litige concernant un traité quelconque peut demander au tribunal de déterminer si le traité en question respecte les libertés civiles protégées par la Charte.

Pour conclure, je dirais que le projet de loi C-58 vise à établir un équilibre raisonnable. Comme je l'ai dit au début, d'une part il veut favoriser la lutte contre le crime international ou le crime ayant des ramifications à l'étranger, et d'autre part il cherche à maintenir la protection des libertés civiles.

Le projet de loi me paraît donc une mesure réaliste et concrète qui contient suffisamment de sauvegardes en prévision d'abus éventuels. Le Canada ne sera pas tenu de prêter son aide si cela n'est pas conforme à l'intérêt général, soit des enquêtes qui ne seraient pas conformes aux intérêts du Canada. Je vous remercie.

La présidente: Je vous remercie, professeure Williams. Sénateur Stanbury.

Le sénateur Stanbury: Professeure Williams, je vous remercie d'avoir répondu à notre invitation. Nous nous rendons bien compte des contraintes que suppose une invitation de dernière minute.

J'aurais seulement quelques éclaircissements à vous demander.

Nous ne partageons peut-être pas tous la confiance que vous semblez accorder au gouvernement et aux autorités. Vous semblez disposée à croire que les autorités agiront conformément à la loi, beaucoup plus que dans la réalité.

Je me reporte maintenant au paragraphe 3(1). En cas d'incompatibilité, le projet de loi l'emportera sur les autres lois fédérales sauf celles qui limitent ou restreignent la communication de renseignements.

Pouvez-vous nous préciser dans quels cas la loi pourra l'emporter?

Cela exclut la divulgation de renseignements, les lois qui limitent ou restreignent la communication d'informations.

Quel type de législation serait assujéti à la loi?

Mme Williams: Je crois que c'est un aspect qui se rattache aux droits à la vie privée. Ce n'est pas que je cherche à éluder la question, mais c'est là un des aspects avec lequel je ne suis pas très familière. Je m'intéresse exclusivement aux aspects du crime international et j'espère que d'autres témoins ont pu répondre à votre question.

[Text]

that others before me have answered, in some respects, the concern that you address.

Senator Stanbury: I'll leave that then. But we are a little concerned about the paramountcy of the legislation, and what we are committing ourselves to in advance.

Senator Spivak: Without regard to what it says in terms of the substance, does this mean though on the bald face of it, that, other than the things specified, all other Acts, this prevails?

It says, "In the event of any inconsistency". This would mean that, other than these, everything else is inferior in some way and can be overridden by this Act. It's like the Free Trade Agreement which everybody talks about.

But what does that really mean?

The Chairman: It means what it says.

Senator Spivak: It sounds as though this provision could be used to override anything if there is not good faith between the parties.

The Chairman: But if you look at subsection 2, Senator Spivak, that gives another odd cast to it because it says, "Nothing in this Act or a treaty shall be construed so as to abrogate or derogate from an agreement, arrangement or practice" entered into between Canadian authorities and a foreign authority.

That, to me, is a rather strange provision too because it seems to, in turn, override the provisions of subsection (1). In other words, an informal arrangement that would perhaps be unknown even to Parliament could override the text of a treaty or the text of this Act. So it would seem, if you read the two sections together; is that not right?

Dr. Williams: I would say that, presumably, clause 3 was divided into two parts because the first part is dealing with inconsistency with other domestic acts, and then the second part is dealing with these other arrangements, as such.

If I might ask a question: have you been given any indication from any of the other witnesses, perhaps those more versed in the drafting or the history of this, as to this?

Senator Spivak: That was my next question; you anticipated it. I mean, I have not followed the proceedings so carefully.

Have any of the previous witnesses said anything about these two sections?

The Chairman: I don't think this question has been asked before, has it, Senator Stanbury?

Senator Stanbury: I don't believe it has. That's our fault.

The Chairman: Senator Lewis, do you recall?

Senator Lewis: We did ask it at a hearing, but I have forgotten who the witness was.

Senator Spivak: Do we not have representatives of the Department here?

The Chairman: Mr. Bellemare is here.

[Traduction]

Le sénateur Stanbury: Passons alors à autre chose. Mais nous nous inquiétons quelque peu de la primauté de la loi et ce à quoi nous nous engageons à l'avance.

Le sénateur Spivak: Quels que soient les objectifs visés par le projet de loi, doit-on conclure que sauf dans les cas précisés, cette loi l'emporte sur toutes les autres?

On peut lire ce qui suit: «Les dispositions de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi fédérale...». Si je comprends bien, cela veut dire que toutes les autres lois, sauf les exceptions précisées, sont assujetties à celles-ci. C'est un peu comme l'Accord de libre-échange qui fait tant parler de lui.

Qu'est-ce que cela signifie au juste?

La présidente: Les termes sont suffisamment clairs.

Le sénateur Spivak: On pourrait toujours avoir recours à cette disposition pour se tirer d'affaires si les parties ne sont pas de bonne foi.

La présidente: Mais voyez un peu ce qu'on dit au paragraphe 2, sénatrice Spivak: «Ni la présente loi ni un traité n'ont pour effet de porter atteinte aux autres accords, arrangements ou pratiques de co-opération entre une autorité compétente canadienne et une organisation ou autorité étrangère ou internationale.»

Cette disposition me paraît assez bizarre parce qu'elle semble contredire les dispositions du paragraphe précédent. Autrement dit, toute entente non officielle dont le Parlement pourrait même ignorer l'existence, pourrait l'emporter sur le texte d'un traité ou de la présente loi. C'est ce que l'on pourrait conclure en lisant ces deux dispositions. Qu'en pensez-vous?

Mme Williams: On a cru bon de diviser l'article 3 en deux parties, la première traitant des incompatibilités avec d'autres lois canadiennes et l'autre, avec d'autres accords.

Vous me permettrez de vous demander ceci: D'autres témoins, peut-être mieux au courant des antécédents de la loi, vous ont-ils renseignés à ce sujet?

Le sénateur Spivak: C'était justement la question que je voulais vous poser. En fait, je n'ai pas suivi les délibérations de très près.

D'autres témoins ont-ils déjà fourni des précisions au sujet de ces deux dispositions?

La présidente: Je ne pense pas que cette question ait été soulevée précédemment, n'est-ce pas, sénateur Stanbury?

Le sénateur Stanbury: Je ne le pense pas. Nous aurions dû le faire.

La présidente: Vous vous en souvenez, sénateur Lewis?

Le sénateur Lewis: Nous avons posé la question mais j'ai oublié qui étaient les témoins.

Le sénateur Spivak: N'y a-t-il aucun représentant du ministère ici?

La présidente: M. Bellemare est ici.

[Text]

Senator Lewis: But that was just dealing with the Constitution Act and the Charter.

Senator Stanbury: There seems to be an awfully wide exemption.

The Chairman: Mr. Bellemare, would you like to comment on that particular section? Does it mean what it appears to mean right there, the plain words of it?

Mr. Daniel Bellemare, General Counsel and Director, Criminal Law Policy Section, Department of Justice: Subsection 1, Madam Chairman, deals with any inconsistency with other Acts of Parliament. I think the best example is the Criminal Code. If there are any inconsistent provisions concerning search warrants in the Criminal Code, provisions of the Code which are inconsistent with those of C-58, C-58 would prevail over the provisions of the Criminal Code.

The Chairman: Why do we have that? What is the point in having a Criminal Code if we then enact other legislation that can override it? Why don't we have a general Criminal Code respecting search and seizure or telewarrants, or whatever it is?

Mr. Bellemare: You have several federal statutes.

The Chairman: I know we do. I'm saying, why.

Mr. Bellemare: Well, it's difficult for me to answer that question. I can answer concerning C-58, and the reason is that the search warrant contained in C-58 is a very special search warrant, for instance, which will be issued by a Superior Court judge as opposed to a justice of the peace.

The reason for that is because of the nature of the assistance that will be provided, and it may also apply to a crime which has not been committed in Canada as opposed to the regular search warrants issued under the Criminal Code.

Senator Doyle: Is that what we used to call a Writ of Assistance?

Mr. Bellemare: No, it is not.

Senator Doyle: It sounds very similar.

The Chairman: It sounds very similar, you are right, Senator Doyle.

Professor Williams mentioned this, but even going before a judge of a Superior Court, do we have the same criteria that there would be reasonable and probable cause for issuing a warrant because here, we don't have to have an offence that has actually been committed. The warrant can be issued on the affidavit or testimony of the requesting state.

Will that criteria be included in it: there must be reasonable and probable cause? It doesn't appear to be there, and you are saying that it would override the Criminal Code.

Mr. Bellemare: I would submit that the criteria contained in section 12 of Bill C-58 are more demanding, if you will, than

[Traduction]

Le sénateur Lewis: Mais la question portait uniquement sur la loi constitutionnelle et la charte.

Le sénateur Stanbury: Il semble y avoir une exception d'une très vaste portée.

La présidente: Monsieur Bellemare, voudriez-vous commenter cet article en particulier? Est-ce qu'il a bien le sens qu'il semble avoir à première vue, à la première lecture?

M. Daniel Bellemare, avocat général et directeur de la politique en matière de droit pénal, ministère de la Justice: Le paragraphe 1, madame la présidente, traite de toute incompatibilité avec toute autre loi adoptée par le Parlement. Je crois que le meilleur exemple est le Code criminel. Si le Code criminel contient des dispositions quelconques concernant les mandats de perquisition qui sont incompatibles avec celles énoncées dans le C-58, alors les dispositions du C-58 l'emporteraient sur celles du Code criminel.

La présidente: Pourquoi avons-nous une telle disposition? À quoi sert d'avoir un Code criminel si nous adoptons ensuite d'autres lois qui en annulent les dispositions? Pourquoi n'avons-nous pas dans le Code criminel une disposition générale concernant tous les mandats de perquisition ou les télémandats ou quoi que ce soit d'autre?

M. Bellemare: Il y a plusieurs lois fédérales.

La présidente: Je le sais. Ce que je demande, c'est pourquoi.

M. Bellemare: Il m'est difficile de répondre à cette question. Je peux y répondre en ce qui concerne le C-58, et la raison est que le mandat de perquisition prévu au C-58 est un mandat très particulier qui serait délivré par un juge d'une cour supérieure, par opposition à un juge de paix.

La raison d'une telle disposition tient à la nature de l'aide qui sera offerte; en outre, le mandat peut aussi s'appliquer à une infraction qui n'a pas été commise au Canada, par opposition au mandat de perquisition ordinaire délivré aux termes du Code criminel.

Le sénateur Doyle: Est-ce que c'est ce que l'on appelait autrefois un mandat de main forte?

M. Bellemare: Non, ce n'est pas la même chose.

Le sénateur Doyle: Cela y ressemble beaucoup.

La présidente: Vous avez raison, sénateur Doyle, c'est très semblable.

Le professeur Williams y a fait allusion, mais même si l'on doit s'adresser à un juge d'une cour supérieure, ce dernier doit-il se fonder sur les mêmes critères, à savoir qu'il doit y avoir des motifs raisonnables et probables de croire qu'il y a lieu de délivrer un mandat de perquisition? En l'occurrence, il n'est pas nécessaire qu'une infraction ait été commise. Le mandat peut être délivré en se fondant sur les déclarations sous serment de l'État étranger qui en fait la demande.

Exigera-t-on qu'il y ait des motifs raisonnables et probables? Cela ne semble pas se trouver dans le projet de loi, et vous dites que ce dernier l'emporterait sur le Code criminel.

M. Bellemare: Il me semble que les critères énoncés à l'article 12 du projet de loi C-58 sont plus exigeants, si l'on peut

[Text]

those of the Criminal Code. And if I may quote subsection (1) of section 12, it reads:

A judge of a province to whom an application is made under subsection 11(2) may issue a search warrant authorizing a peace officer named therein —

as opposed to any peace officer, as is the case in the Criminal Code:

— to execute it anywhere in the province, where the judge is satisfied by statements under oath that there are reasonable grounds to believe that

(a) an offence has been committed with respect to which the foreign state has jurisdiction;

So, you have there the requirement for the offence being committed.

(b) evidence of the commission of the offence or information that may reveal the whereabouts of a person who is suspected of having committed the offence will be found in a building, receptacle or place in the province;

That's very similar to that of the Criminal Code.

And finally, paragraph 12(1)(c) makes that search warrant a last resort means of investigation in that you have to satisfy the judge that "it would not, in the circumstances, be appropriate to make an order under subsection 18(1)." This means that the evidence gathering order would not be appropriate under the circumstances.

So, the principle is the evidence gathering order, but if the judge is satisfied that it would not be appropriate in the circumstances then, and only then, can he issue the search warrant under subsection 12(1).

The Chairman: You have answered part of the question for me to a degree because it says "reasonable grounds", but not "reasonable and probable grounds".

But then to go back to subsection 3(2), it apparently overrides anything in subsection (1), including those extra precautions you were talking about because you can have informal arrangements.

Mr. Bellemare: With respect, Madam Chairman, the purpose of subsection 3(2) is declaratory in nature. The only purpose of that subsection is to specify that those working informal arrangements that are now in existence between either police officers or police forces which, in themselves, do not contravene the law of Canada, are untouched and remain untouched by C-58.

The purpose of C-58 is to build upon these agreements in providing a more formal framework for providing the assistance.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Bellemare. I think we had better go back to questioning Professor Williams about areas in which she can help us.

Senator Doyle.

[Traduction]

dire, que ceux du Code criminel. Si je peux citer le paragraphe 1 de l'article 12, je lis ceci:

Le juge saisi de la requête peut délivrer un mandat de perquisition autorisant l'agent de la paix qui y est désigné . . .

Non pas n'importe quel agent de la paix, comme c'est le cas dans le Code criminel.

. . . à l'exécuter en tout lieu de la province, si le juge est convaincu par les déclarations faites sous serment qu'il existe des motifs raisonnables de croire à la fois:

(a) qu'une infraction qui relève de la compétence de l'État étranger a été commise;

On précise donc qu'une infraction doit effectivement avoir été commise.

(b) que des éléments de preuve de l'infraction ou des renseignements susceptibles de révéler le lieu où se trouve une personne soupçonnée de l'avoir commise seront trouvés dans un bâtiment, contenant ou lieu situé dans la province;

Cela ressemble beaucoup au texte du Code criminel.

Et enfin, l'alinéa 12(1)(c) fait du mandat de perquisition une méthode d'enquête de dernier recours puisqu'il faut convaincre le juge «qu'il ne serait pas opportun, dans les circonstances, de recourir à une ordonnance d'obtention d'éléments de preuve».

Donc, on utiliserait en principe une ordonnance d'obtention d'éléments de preuve, mais si le juge est convaincu que cela ne serait pas opportun dans les circonstances, alors, et alors seulement, il peut délivrer un mandat de perquisition aux termes du paragraphe 12(1).

La présidente: Vous avez répondu partiellement à ma question; en effet, le projet de loi dit «motifs raisonnables», mais non pas «motifs raisonnables et probables».

Mais pour revenir au paragraphe 3(2), il semble l'emporter sur toute autre disposition du paragraphe (1), y compris les précautions supplémentaires dont vous parliez, puisque l'on précise qu'il pourrait s'agir d'arrangements officieux.

M. Bellemare: En fait, madame la présidente, je crois que le paragraphe 3(2) vise uniquement à préciser que les arrangements officieux qui existent actuellement entre des agents de police ou des services de police et qui, en eux-mêmes, ne contreviennent pas à la loi canadienne, demeurent en vigueur et ne sont pas touchés par le C-58.

Le C-58 vise à étoffer ces arrangements en établissant un cadre de travail plus officiel pour fournir cette aide mutuelle.

La présidente: Merci beaucoup, M. Bellemare. Je crois que nous ferions mieux de revenir au professeur Williams et de l'interroger sur les points au sujet desquels elle pourrait nous être utile.

Sénateur Doyle.

[Text]

Senator Doyle: Thank you, Madam Chairman. First of all, my apologies for being late. This point may have come up.

We understand that the treaty with the United States provides for — and this bill would provide for future treaties — the investigation by our police of offences which are not necessarily offences in Canada. We do not have that same arrangement in our Treaty with the United Kingdom.

By your understanding, why the difference in the arrangements between the two sovereign entities, why the provision of it for unnamed countries, and even on a temporary basis where the countries concerned are not gazetted?

Dr. Williams: First of all, I think, in terms of the more recent of the two treaties, the one with the United Kingdom, which I luckily had a chance to look at before coming in — this is the first time that I've actually seen it, today — we do have, as you rightly say, Senator Doyle, the provision for discretionary double criminality.

It does say, as Article VIII points out, "Assistance may be refused when . . .", and then goes on with a double or dual criminality type of provision. So it isn't mandatory double criminality, but solely discretionary double criminality.

It is my belief from a few conversations that I have had with people who know something about the "travaux préparatoires" leading up to this particular treaty that the double criminality is there basically because the British wanted it. What we seem to be having, and we only have the two treaties to compare and contrast at the moment, is a situation where — and again, I'm just speculating here — our negotiators and the American negotiators, with respect to our treaty with them, did not consider double criminality to be a necessary safeguard in the circumstances of our relationship.

With the United Kingdom — and again, this is just speculation — it appears that it was felt that discretionary double criminality was necessary. Perhaps that might well be because, from what I gather, the Commonwealth scheme provides for a discretionary double criminality, and that might well have been behind the British view if indeed I am right in my speculation.

The other reason why I would suggest that, in actual fact, I am rather pleased to see the discretionary double criminality in Article VIII is because what we have in the treaty with the British is something which is, in many respects, a bit more open-ended than our treaty with the Americans. At least with the treaty with the Americans, we do have in the definition of "offence", a minimum punishability requirement of the treaty only referring to offences for which a statutory penalty is a term of imprisonment of one year or more.

When you look to the new treaty with the British, first of all, "offence", paragraph (c) of Article I, is really just totally open-ended, no minimum punishability. Again, the "travaux préparatoires" presumably could help us, or the negotiators would be able to help us and shed some light. My speculation

[Traduction]

Le sénateur Doyle: Merci, madame la présidente. Premièrement, je voudrais m'excuser d'être en retard. On a peut-être déjà parlé de ce point.

On sait que le traité avec les États-Unis prévoit la possibilité que nos services de police fassent enquête sur des infractions qui ne sont pas nécessairement des infractions au Canada, et le projet de loi prévoit qu'il pourrait en être de même dans de futurs traités. Nous n'avons pas d'arrangements semblables dans notre traité avec le Royaume-Uni.

À votre avis, pourquoi cette différence dans les arrangements avec ces deux pays souverains, pourquoi le prévoit-on pour des pays non spécifiés et même, de façon temporaire, pour des pays dont le nom n'a pas encore été publié dans la Gazette?

Mme Williams: Premièrement, pour ce qui est du plus récent des deux traités, celui avec le Royaume-Uni, que j'ai heureusement eu la chance d'examiner avant de venir, et c'était d'ailleurs la première fois que je le voyais aujourd'hui, nous avons effectivement, comme vous le dites, sénateur Doyle, la possibilité de la double criminalité.

On lit à l'article VIII que l'aide peut être refusée si . . . , et le reste constitue une disposition prévoyant la double criminalité. Cette double criminalité n'est donc pas obligatoire, mais uniquement discrétionnaire.

J'ai eu quelques conversations avec des gens qui sont au courant des travaux préparatoires ayant précédé la conclusion de ce traité, et je crois comprendre que la double criminalité y figure essentiellement parce que les Britanniques y tenaient. Nous n'avons que deux traités que nous puissions comparer pour le moment, mais il semble que la situation soit la suivante, et je précise que ce ne sont que spéculations de ma part: Nos négociateurs et les négociateurs américains, lorsqu'ils ont négocié le traité qui nous lie à ce pays, ne considéraient pas que la double criminalité était une garantie nécessaire, compte tenu des relations entre nos deux pays.

Dans le cas du Royaume-Uni, ce n'est qu'une hypothèse, mais il semble que l'on estimait que la double criminalité discrétionnaire était nécessaire. C'est peut-être bien le cas, car si je comprends bien, le régime du Commonwealth prévoit la double criminalité discrétionnaire et c'est peut-être ce qui explique le point de vue des Britanniques si mes spéculations sont effectivement fondées.

L'autre raison pour laquelle je suis en fait plutôt heureuse de voir que la double criminalité discrétionnaire est prévue à l'article VIII, c'est que les dispositions du traité conclu avec les Britanniques sont à bien des égards un peu plus générales que celles de notre traité avec les Américains. Au moins, dans le traité avec les Américains, nous avons prévu dans la définition de l'infraction une exigence minimale quant à la sanction applicable à l'infraction en précisant que le traité s'applique uniquement aux infractions pour lesquelles la loi prévoit une peine d'emprisonnement d'un an ou plus.

Si l'on examine le nouveau traité conclu avec les Britanniques, tout d'abord on trouve dans la définition de «infraction», au paragraphe (c) de l'article I, une définition tout à fait générale ne prévoyant aucune sanction minimale. Encore une fois, les travaux préparatoires pourraient nous en apprendre davan-

[Text]

from a very quick reading just before this meeting might well be that we felt that perhaps one could have this more open-ended definition because it was balanced by the double-criminality requirement.

In the American treaty, we had the one-year minimum punishability. So, therefore, perhaps it wasn't necessary in the circumstances of the case.

Just as a corollary to that, I would draw your attention to Article III of the treaty with the United Kingdom, which I think is important to tie in with this because, as you can see, it provides that the "Parties undertake to consult each other as soon as practicable about providing assistance as defined in Article II in respect of offences other than offences related to drug trafficking", et cetera. Then it says, "In the event of reaching agreement on changing the scope of this Treaty, the Parties shall so notify each other through the diplomatic channel."

My interpretation of that is that this Article would allow, or would enable, perhaps is the better word, the two states' Parties to provide for mutual assistance related to all types of offences as defined in Article I(c), subject to the discretionary double-criminality rule simply by exchanging diplomatic notes.

So, what we have here is something really quite different. Sorry to go on a little bit on this one, but I think this is an interesting Article in the U.K. Treaty. In normal treaty parlance, usually, when one would have a treaty with a foreign state, and then amend it — and using extradition as the best example because the statutes are so similar — if we have an extradition treaty, let's say, with the United States, and we amend that treaty, as we did in February, 1987, we will amend it — and usually we will call that amendment a protocol — it would be necessary to publish that amendment or protocol in the Canada Gazette.

If my reading of Article III is correct, I would suggest that such a change with the British would not have to be put into the Canada Gazette, which adds something onto the other point, I think.

Senator Doyle: May I ask just one more question on the same point. We were told here this afternoon that one of the things that a judge must be satisfied with before he can provide warrants is some evidence that an offence has been committed. That's one of the reasons why he will be given the warrants that he asks for.

Does that include an offence that is not an offence in this country?

That is, if we are told that the country we are dealing with outlaws cumquats, and somebody was caught eating them, we know that that is a fact. Is that a good enough reason for a court here to provide a warrant?

It meets the definition: an offence has been committed, but not an offence in Canada. This is something that has bothered me from the beginning. I'm afraid I harp on it too much.

[Traduction]

tage, ou encore les négociateurs eux-mêmes pourraient éclairer notre lanterne à ce sujet. J'en ai lu le texte très rapidement avant la séance, et je crois que l'on a peut-être estimé que cette définition plus générale était contrebalancée par l'exigence concernant la double criminalité.

Dans le traité avec les Américains, nous avons cette sanction minimale d'un an. On peut donc supposer que la double criminalité ne s'imposait pas en l'occurrence.

Je voudrais en passant attirer votre attention sur l'article III du traité avec le Royaume-Uni qu'il est important à mon avis de rattacher à ce point; en effet, comme vous pouvez le voir, cet article prévoit que les parties s'engagent à se consulter dans les plus brefs délais pour ce qui est de l'entraide à fournir, tel que définie à l'article II, pour les infractions autres que celles ayant trait au trafic de drogues, etc. On ajoute ensuite qu'au cas où l'on s'entendrait pour modifier la portée de ce traité, les parties devraient s'en aviser mutuellement par la filière diplomatique.

Mon interprétation de cette disposition est que cet article permettrait, ou peut-être devrais-je dire rendrait possible aux deux États participants de s'offrir une aide mutuelle relative à toutes les catégories d'infractions définies à l'article I(c), sous réserve de la double criminalité discrétionnaire, par un simple échange de notes diplomatiques.

Donc, il s'agit ici de quelque chose de tout à fait différent. Je regrette de m'étendre quelque peu là-dessus, mais je crois que c'est un article intéressant qui figure dans ce traité avec le Royaume-Uni. Habituellement, on procède autrement pour modifier un traité conclu avec un État étranger. On pourrait prendre l'extradition comme exemple puisque les règles sont tellement semblables. Donc, si nous prenons par exemple le traité d'extradition avec les États-Unis, pour modifier ce traité, comme nous l'avons fait en février 1987, il faut mettre au point un amendement que nous appellerions généralement un protocole et il faut publier cet amendement ou ce protocole dans la Gazette du Canada.

Si mon interprétation de l'article III est exacte, il me semble qu'il ne serait pas nécessaire de publier un éventuel changement du traité avec les Britanniques dans la Gazette du Canada, ce qui ajoute quelque chose à l'autre point, il me semble.

Le sénateur Doyle: Je voudrais poser une autre question sur le même point. On nous a dit cet après-midi que pour délivrer un mandat, un juge doit d'abord être convaincu qu'une infraction a été commise. C'est l'une des raisons pour lesquelles on peut obtenir le mandat demandé.

Cela s'applique-t-il à une infraction qui n'est pas une infraction dans notre pays?

Disons par exemple que dans un pays donné, les kumquats sont interdits, et que quelqu'un se fait prendre à en manger. C'est un fait établi, mais est-ce une raison suffisante pour obtenir un mandat d'un tribunal?

C'est conforme à la définition dans le sens qu'une infraction a bel et bien été commise, mais il ne s'agit pas d'une infraction au Canada. C'est un point qui me tracasse depuis le tout début. Je crains d'insister quelque peu lourdement là-dessus.

[Text]

Dr. Williams: I think, in one of the previous debates, you had a question about having a drink at two o'clock in the morning, or was that one of the other senators? It's in the same vein, I think.

Senator Doyle: That's right.

Dr. Williams: Quite clearly, the legislation, in that it does not provide for double criminality, does exactly what you say that, as long as it is felt that while we are not contravening the public interest of Canada by assisting in such matter, the legislation allows us to go on and do it. So it just goes back to the lack of double criminality.

Senator Doyle: We all know that the public is getting "Mr. Big", as they say on the television. So the deeds of all of the people who might be in his orbit — well, I'll leave it. I'm sorry.

Dr. Williams: There could be certain offences where the boot could be on the other foot. We might have something here in Canada, as well. The one example that comes to my mind is the provision in section 251 of the Criminal Code, Parental Child Abduction, which is a serious problem.

Certain states in the United States do not recognize that as being a criminal offence. In the circumstance where one parent does whisk a kid away down to the States, we would have that situation arising; and then, quite clearly, it would be up to the United States to decide whether it was in their public interest to do the same thing.

There are many other examples. From the U. S. side, there are Rico Statutes and Bank Acts and all of these other things which I know have been mentioned to you. I think they are going to be the rare cases. But, quite clearly, yes, they do exist, and it is the public interest safeguard. And as you commented earlier, it's whether or not you feel that that is too fragile a shield to rely on, or is it sufficient? My view was and still is that it is sufficient.

Senator Stanbury: I think we might differ on that. It is a matter of experience, and what we have observed the authorities being willing to do when they want to justify a particular action. And if there is nothing in the legislation that prevents them from acting in that way, or gives them the discretion to act in that way, then the chances are that they will use it.

But, in any event, you have explained what it does mean, and I think the answer to that, Senator Doyle, is, yes, the problem exists.

I don't think I have any other questions, Madam Chairman. I'm not sure who else might have.

The Chairman: Senator Lewis, did you have any other question?

Senator Lewis: Apparently, we have in Canada only two treaties, but I was wondering whether, if you know, in other countries, do they have a similar type of legislation as is proposed here?

Dr. Williams: I had not seen a copy of the Australia draft. If I hadn't been meeting with you until the middle of August, I

[Traduction]

Mme Williams: Je crois que dans l'une des séances précédentes, vous avez posé une question au sujet de quelqu'un qui prendrait un verre à 2 heures du matin, ou bien était-ce un autre sénateur? C'est dans la même veine, je crois.

Le sénateur Doyle: C'est exact.

Mme Williams: De toute évidence, la loi prévoit exactement ce que vous énoncez puisqu'elle ne prévoit pas la double criminalité, c'est-à-dire qu'elle nous permet d'apporter notre aide dans un tel cas dans la mesure où nous ne contrevenons pas à l'intérêt du Canada en ce faisant. Nous en revenons donc à l'absence de la double criminalité.

Le sénateur Doyle: Nous savons tous que le grand public n'échappe pas à la surveillance du «superflic», comme on dit à la télévision. De sorte que les faits et gestes de tous ceux qui pourraient se trouver dans son orbite—mais je vais m'en tenir là. Je m'excuse.

Mme Williams: Dans le cas de certaines infractions, la situation pourrait être inversée. L'exemple qui me vient à l'esprit est l'article 251 du Code criminel concernant l'enlèvement des enfants par les parents qui pose un grave problème.

Aux États-Unis, certains états ne reconnaissent pas qu'il s'agit d'une infraction criminelle. Dans les circonstances où un parent enlève un enfant quelque part aux États-Unis, nous aurions cette situation qui se présenterait; dans un tel cas, il est évident qu'il incomberait aux États-Unis de décider s'il est dans leur intérêt d'en faire autant.

Il y a bien d'autres exemples. Aux États-Unis, il y a les règlements RICO et la législation bancaire et une foule d'autres lois dont on vous a parlé. Je crois que le cas se posera rarement. Mais il est certain que cette possibilité existe effectivement et que cela permet de garantir l'intérêt public. Comme vous l'avez dit précédemment, il s'agit de décider si l'on estime que c'est une protection trop fragile ou suffisante. Mon opinion est que c'est suffisant.

Le sénateur Stanbury: Nous différons peut-être d'opinion là-dessus. C'est une question d'expérience; cela dépend de ce que l'on a observé quant à ce que les autorités sont prêtes à faire pour justifier une mesure en particulier. Et s'il n'y a rien dans la loi qui les empêche d'agir de cette façon ou s'il y a une disposition qui leur permet de le faire, alors il est probable qu'elles le feront.

Quoi qu'il en soit, vous avez expliqué de quoi il retourne et je crois que la réponse à votre question, sénateur Doyle, est que le problème existe effectivement.

Je ne crois pas avoir d'autres questions, madame la présidente. Je ne sais pas si d'autres sénateurs veulent intervenir.

La présidente: Sénateur Lewis, aviez-vous d'autres questions?

Le sénateur Lewis: Apparemment, le Canada a conclu seulement deux traités, ainsi je me demandais si, à votre connaissance, d'autres pays ont adopté une législation semblable à celle dont nous sommes saisis?

Mme Williams: Je n'ai pas vu d'exemplaires du projet de loi à l'étude en Australie. Si je n'avais pas eu à vous rencontrer

[Text]

would have run off and done my homework, and been able to cite things all over the place to you. But, from what I gather — and this is just from secondary sources that I've seen the Australian legislation referred to; you might well have had the opportunity to read it — it does have quite a long list of reasons why assistance may be denied. But I haven't had the opportunity of going through it, unfortunately.

As we know, the British legislation, at the moment, is simply limited to drug trafficking. Therefore, that's why the present treaty with them is so limited for the moment.

The European Convention that I mentioned to you makes it basically discretionary in some respects, and doesn't mention it all, leaves it out in other respects. I can refer you to a couple of treaties, rather than domestic legislation, which do not have double criminality. In fact, the treaty entered into in 1987 between the United States and the United Kingdom on behalf of the Cayman Islands has no provision for double criminality, only that the offence must be punishable by imprisonment of at least one year, et cetera.

The U.S.-Swiss Treaty, it's my recollection, has basically no double criminality, with one exception. As such, I noted Article VII(1). But I do not have any other domestic pieces of legislation, as such, unfortunately.

The Chairman: Did you have any other questions, Senator Lewis?

Senator Lewis: No, that's fine, thank you.

The Chairman: Senator Spivak.

Senator Spivak: Speaking of balance, did you say, or did I not understand you correctly, that it is section 2(a) which offers the protection of Charter rights, for example?

Dr. Williams: What I was indicating there was the definition in section II of the Act — which is what you are referring to —

Senator Spivak: Yes.

Dr. Williams: — the definition of “judge” — is that the point you were referring to?

Senator Spivak: No, 2(2)(a), the denial of assistance.

Dr. Williams: I'm sorry, I was referring back to the first page.

Senator Spivak: Is that the only place in the Act that would give that balance?

Dr. Williams: In my reading of it, it's the only subparagraph which refers to those words “public interest”.

Senator Spivak: So the other seemingly sweeping provisions do not constitute a balance — too much on the other side, that is, the ability to fight international crime, which is a good objective. You are saying that you think that is sufficient, but it is hard to see how.

[Traduction]

avant la mi-août, je me serais empressée d'étudier mes dossiers et j'aurais pu vous défilier toutes sortes de citations. Mais d'après ce que j'ai cru comprendre à partir de sources indirectes qui ont pris connaissance de la législation proposée en Australie, laquelle vous avez peut-être d'ailleurs eu l'occasion de lire, celle-ci comporte effectivement une longue liste de raisons pour lesquelles l'aide peut être refusée. Mais je n'ai malheureusement pas eu la possibilité de la lire attentivement.

On sait que pour le moment, la législation britannique fait état uniquement du trafic de drogues. C'est pourquoi le traité actuel avec ce pays ne comporte que cette seule exception pour le moment.

La Convention européenne que j'ai mentionnée tout à l'heure fait en sorte que c'est presque discrétionnaire à certains égards; c'est précisé dans certains cas alors que dans d'autres il n'en est pas question. Je pourrais vous faire état non pas de lois nationales, mais de certains traités qui ne prévoient pas la double criminalité. En fait, le traité conclu en 1987 entre les États-Unis et le Royaume-Uni au nom des îles Cayman ne prévoit nullement la double criminalité, précisant seulement que l'infraction doit être punissable d'au moins un an d'emprisonnement, etc.

Le traité entre les États-Unis et la Suisse, si j'ai bonne mémoire, ne prévoit pas essentiellement la double criminalité, à une exception près. Je fais allusion à l'article VII(1). Malheureusement, je ne saurais citer d'autres lois de pays étrangers.

La présidente: Avez-vous d'autres questions, sénateur Lewis?

Le sénateur Lewis: Non, j'ai terminé, merci.

La présidente: Sénatrice Spivak.

Le sénateur Spivak: A propos d'équilibre, avez-vous dit que c'est l'article 29a) qui offre la protection de la Charte des droits, ou ai-je mal compris?

Mme Williams: Je parlais de la définition qui figure à l'article II de la Loi; est-ce bien ce dont vous parlez?

Le sénateur Spivak: Oui.

Mme Williams: La définition de «juge» — est-ce le point auquel vous faites allusion?

Le sénateur Spivak: Non, le paragraphe 2(2)(a), le refus d'accorder l'entraide.

Mme Williams: Je m'excuse, je me reportais à la première page.

Le sénateur Spivak: Est-ce le seul endroit dans le texte de loi où l'on trouve cet équilibre?

Mme Williams: Si j'ai bien lu, c'est le seul paragraphe où l'on trouve l'expression «l'ordre public».

Le sénateur Spivak: Donc, les autres dispositions qui semblent très générales ne font pas contrepoids, c'est-à-dire qu'elles vont trop loin dans l'autre sens, notamment la possibilité de lutter contre le crime international, ce qui est un objectif louable. Vous dites qu'à votre avis cela est suffisant, mais il est difficile de comprendre pourquoi.

[Text]

What is the public interest? What is the definition of "the public interest"? Would that include the rights of citizens, as defined by law?

The Chairman: It is defined in the Treaty, Senator Spivak. It means "any substantial interest related to national security or other essential public policy".

Senator Spivak: Where are you reading from?

The Chairman: Article I of the U. S. Treaty, which is appended to the back of this legislative summary that you have.

Dr. Williams: Forgive me for harping on the Extradition Act, but the parallels are there, and at least the Extradition Act does have a track record to look to. The language in the implementing statute is flexible enough to allow for our dealing with different states in different ways. Hence, with one, we might have double criminality, with another, we may not.

Just as with extradition, our treaties are not always going to be similar. With some countries, there may be provisions for non-extradition of citizens, with others, there is not such a provision. With some, there is more restricted schedule of offences than with others. I would suggest that's why the language here is fairly general, as you say.

Senator Spivak: Yes, but is it really a definition of public interest? Is it not really a totality to say "other essential public policy", in a way? I mean, it doesn't define the word "public", it just repeats it.

But, on the other hand, if that were in the legislation, for example, "essential public policy" would certainly include the Charter of Rights and Freedoms. You couldn't argue that it was excluded.

Dr. Williams: In any case, because of Section 52 of the Charter of Rights and Freedoms, the Charter is supreme to everything, treaties, statutes, everything else.

The Chairman: It is, in spite of Section III of this.

Dr. Williams: That's right. As we know, this or the Crown prerogative can't override anything in the Charter of Rights because of Section 52.

The Chairman: If there are no further questions, Professor Williams, may I thank you on behalf of the committee for coming to speak to us on such short notice. We are very pleased to have had you here, and to hear your views on it. Thank you very much.

Senators, we will now adjourn.

The committee adjourned.

[Traduction]

Qu'est-ce que l'ordre public? Comment définir cette expression? Cela comprend-il les droits des citoyens, tels que définis par la loi?

La présidente: C'est défini dans le Traité, sénatrice Spivak. Cela signifie toute considération d'importance liée à la sécurité nationale ou à d'autres instruments de politique publique essentiels.

Le sénateur Spivak: Qu'est-ce que vous lisez-là?

La présidente: L'article 1 du traité avec les États-Unis, qui figure en annexe au résumé législatif que vous avez en main.

Mme Williams: Excusez-moi de revenir à la Loi sur l'extradition, mais on peut tracer un parallèle intéressant puisque cette loi comporte une jurisprudence que nous pouvons examiner. Le libellé de la disposition de mise en œuvre est suffisamment souple pour nous permettre de traiter avec divers pays de façon différente. Par exemple, nous pourrions avoir la double criminalité avec un pays alors qu'il n'en serait pas question dans le cas d'un autre pays.

Tout comme pour l'extradition, nos traités ne seront pas toujours identiques. Avec certains pays, il peut y avoir des dispositions prévoyant la non-extradition de citoyens tandis que les traités conclus avec d'autres pays ne prévoieraient rien de tel. Dans certains cas, la liste des infractions serait plus limitée que dans d'autres. Il me semble que c'est la raison pour laquelle cette disposition est formulée de façon assez générale, comme vous le faites remarquer.

Le sénateur Spivak: Oui, mais s'agit-il vraiment d'une définition de l'ordre public? D'une certaine manière, cela couvre absolument tout. En effet, le mot «public» est tout simplement repris dans la définition, et non pas expliqué.

D'autre part, si cela figurait dans la loi, cela comprendrait certainement la Charte des droits et libertés. On ne pourrait soutenir que c'est exclu.

Mme Williams: Quoi qu'il en soit, à cause de l'article 52 de la Charte des droits et libertés, la Charte l'emporte sur toute autre loi, traité, texte réglementaire ou quoi que ce soit d'autre.

La présidente: C'est effectivement le cas, malgré l'article III de ce projet de loi.

Mme Williams: C'est exact. Chose certaine, ni ce projet de loi ni aucune autre initiative de la Couronne ne peut annuler une disposition quelconque de la Charte des droits, à cause de l'article 52.

La présidente: S'il n'y a pas d'autres questions, professeure Williams, je vous remercie au nom des membres du comité d'être venue pour parler à si brève échéance. Nous sommes très heureux d'avoir pu entendre votre opinion sur la question. Je vous remercie beaucoup.

Sénateurs, nous levons la séance.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From Osgoode Hall Law School:

Dr. Sharon A. Williams, Associate Professor of Law.

De «Osgoode Hall Law School»:

M^{me} Sharon A. Williams, professeur associé en droit.

From the Department of Justice:

Daniel A. Bellemare, General Counsel, Director, Criminal
Law Policy Section.

Du ministère de la Justice:

Daniel A. Bellemare, avocat général, directeur, Section de la
politique en matière de droit pénal.



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent des*

**Legal and
Constitutional Affairs**

**Affaires juridiques
et constitutionnelles**

Chairman:
The Honourable JOAN NEIMAN

Présidente:
L'honorable JOAN NEIMAN

Monday, August 15, 1988

Le lundi 15 août 1988

Issue No. 90

Fascicule n° 90

First proceedings on:

Premier fascicule concernant:

Consideration of Bill C-82, An Act
respecting the registration of lobbyists

L'étude du Projet de loi C-82, Loi sur
l'enregistrement des lobbyistes

Third proceedings on:

Troisième fascicule concernant:

Consideration of Bill C-61, An Act to amend the
Criminal Code, the Food and Drugs Act and the
Narcotic Control Act

L'étude du Projet de loi C-61, Loi modifiant le Code
criminel, la Loi des aliments et drogues et la
Loi sur les stupéfiants

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

THE STANDING SENATE COMMITTEE ON
LEGAL AND CONSTITUTIONAL AFFAIRS

Chairman: The Honourable Joan Neiman

Deputy Chairman: The Honourable Nathan Nurgitz

and

The Honourable Senators:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (or Frith) |
| Cogger | *Murray (or Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Pursuant to Rule 66(4), membership of the Committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator MacDonald for that of the Honourable Robertson. (*August 15, 1988*).

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES
AFFAIRES JURIDIQUES ET
CONSTITUTIONNELLES

Présidente: L'honorable Joan Neiman

Vice-président: L'honorable Nathan Nurgitz

et

Les honorables sénateurs:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (ou Frith) |
| Cogger | *Murray (ou Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Membres d'office*

(Quorum 4)

Conformément à l'article 66(4) du Règlement, la liste des membres du Comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur MacDonald substitué à celui de l'honorable sénateur Robertson. (*le 15 août 1988*).

ORDERS OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Wednesday, July 27, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Doyle, seconded by the Honourable Senator Barootes, for the second reading of the Bill C-82, An Act respecting the registration of lobbyists.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Doody moved, seconded by the Honourable Senator Barootes, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Wednesday, July 13, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Nurgitz, seconded by the Honourable Senator Spivak, for the second reading of the Bill C-61, An Act to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Nurgitz moved, seconded by the Honourable Senator Spivak, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

ORDRES DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 27 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Doyle, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-82, Loi sur l'enregistrement des lobbyists.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Doody propose, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 13 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Nurgitz, appuyé par l'honorable sénateur Spivak, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-61, Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Nurgitz propose, appuyé par l'honorable sénateur Spivak, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, AUGUST 15, 1988

(128)

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met at 4:00 p.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Joan Neiman, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Buckwold, Doyle, Fairbairn, Gigantès, Hébert, MacDonald (Finlay), Neiman, Nurgitz, Spivak and Stanbury (10).

In attendance: From the Library of Parliament: Katharine Dunkley, Peter Niemczak and Margaret Young, Research Officers.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

*Witnesses:**From the Department of Consumer and Corporate Affairs:*

Tom Gussman, Senior Policy Analyst, Legislative Review Branch;

David B. Watters, Director, Legislative Review Branch.

From the Defence Counsel Association of Ottawa:

Robert Wakefield, Past President;

Michael Neville, President.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, began consideration of Bill C-82, An Act respecting the registration of lobbyists.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 13, 1988, resumed consideration of Bill C-61, An Act to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act;

The witnesses from the Department of Consumer and Corporate Affairs made statements and answered questions on Bill C-82.

The witnesses from the Defence Counsel Association of Ottawa made statements and answered questions on Bill C-61.

At 6:50 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

Le greffier du Comité

Paul C. Bélisle

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 15 AOÛT 1988

(128)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à 16 heures sous la présidence de l'honorable sénatrice Joan Neiman (présidente).

Membres du comité présents: Les honorables sénateurs Buckwold, Doyle, Fairbairn, Gigantès, Hébert, MacDonald (Finlay), Neiman, Nurgitz, Spivak et Stanbury (10).

Également présents: De la Bibliothèque du Parlement: Katharine Dunkley, Peter Niemczak et Margaret Young, attachés de recherche.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

*Témoins:**Du ministère de la Consommation et des Corporations:*

Tom Gussman, analyste principal des politiques, Direction de la révision législative;

David B. Watters, directeur, Direction de la révision législative.

De la Defence Counsel Association of Ottawa:

Robert Wakefield, ancien président;

Michael Neville, président.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le comité entreprend l'étude du projet de loi C-82, Loi concernant l'enregistrement des lobbyistes.

Et conformément à son ordre de renvoi du 13 juillet 1988, le comité reprend l'étude du projet de loi C-61, Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur les aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants.

Les témoins du ministère de la Consommation et des Corporations font des déclarations et répondent aux questions sur le projet de loi C-82.

Les témoins de la Defence Counsel Association of Ottawa font des déclarations et répondent aux questions sur le projet de loi C-61.

À 18 h 50, le comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

ATTESTÉ:

EVIDENCE

Ottawa, Monday, August 15, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs, to which were referred Bill C-82, respecting the registration of lobbyists, and Bill C-61, to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act, met this day at 4.00 p.m. to give consideration to the bills.

Senator Joan Neiman (Chairman) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, we are very pleased to have with us this afternoon from the Department of Consumer and Corporate Affairs Mr. David Watters, Director of the Legislative Review Branch, and Mr. Tom Gussman, Senior Policy Analyst in the Legislative Review Branch. We will hear a short overview of the Bill C-82, and then there will be time for questions. Mr. Watters?

Mr. David B. Watters, Director, Legislative Review Branch, Department of Consumer and Corporate Affairs: Thank you very much, Madam Chairman. What I would like to do is spend perhaps five or eight minutes giving an overview of the legislation, and then I am at your disposal.

With respect to the background, this particular bill really has its origin in a series of private members' bills—in fact, approximately 20 of them—that were put before the House of Commons between 1969 and 1985. Then in September of 1985, a statement was made by the Prime Minister that the government intended to introduce legislation to monitor lobbying activity. Following that, a discussion paper was made available to the public. In fact, that discussion paper formed the basis for consideration by a standing committee of the House of Commons in February of 1986. This committee, known as the Cooper committee, reported in January of 1987 and its report contained a series of all-party recommendations in terms of proposed legislation.

That legislation was then reviewed by a house committee in the spring of 1988 and a report was made by that house committee in May of this year. Finally, on July 25 of this year, the legislation received third reading in the House of Commons and was referred to the Senate.

With respect to the legislation itself, this bill contains 15 clauses and I would like very quickly to go through the main features of the bill. On page 1 of the bill, there is a general preamble and short title. There then follows a series of definitions which are built upon later in the bill. The most important of these definitions is probably that of "public office holder", which is given on page 2 of the bill. It is a fairly broad definition. It includes a member of the Senate or the House of Commons; it includes Governor-in-Council appointees; it includes officers, directors or employees of federal boards or commissions. Therefore, it is an extremely wide definition that has been given to the term "public office holder".

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le lundi 15 août 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial des affaires juridiques et constitutionnelles auquel ont été présentés le projet de loi C-82 concernant l'enregistrement des lobbyistes et le projet de loi C-61 visant à modifier le Code criminel, la Loi sur les aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants, s'est réuni aujourd'hui à 16 h pour étudier ces projets de loi.

Le sénateur Joan Neiman préside la séance.

La présidente: Messieurs les sénateurs, nous avons le vif plaisir d'accueillir parmi nous cet après-midi M. David Watters, directeur de la Direction de la révision législative et, M. Tom Gussman, Analyste supérieur, Politiques, de la même direction de Consommation et Corporations Canada. Nous passerons rapidement sur le projet de loi C-82, et ensuite nous aurons du temps pour les questions. Monsieur Watters, vous avez la parole.

M. David B. Watters, directeur, Direction de la révision législative, Consommation et Corporations Canada: Je vous remercie, madame la présidente. Ce que j'aimerais faire, c'est consacrer peut-être cinq ou huit minutes à donner une vue d'ensemble de la Loi, et ensuite, je serai à votre disposition.

En ce qui concerne l'historique, ce projet de loi en particulier a, en fait, son origine dans une série de projets de loi de députés (en fait, environ une vingtaine), qui ont été présentés à la Chambre des communes entre 1969 et 1985. Puis, en septembre 1985, le Premier ministre a fait savoir que le gouvernement avait l'intention d'adopter une loi pour contrôler les activités de lobbyisme. En suite de quoi, un document de Travail a été mis à la disposition du public. En fait, un comité permanent de la Chambre des communes s'est appuyé sur ce document pour en faire un objet d'étude en 1986. Ce comité, connu sous le nom de comité Cooper, a présenté son rapport en janvier 1987; ce rapport contenait une série de recommandations de tous les partis portant sur la loi envisagée.

Ce projet de loi a été ensuite étudié par un comité de la Chambre au printemps 1988 et un rapport a été rédigé par ce comité en mai de cette année. Enfin, le 25 juillet, le projet de loi a été adopté en troisième lecture par la Chambre des communes et il a été renvoyé devant le Sénat.

En ce qui concerne le projet de loi en soi, ce projet de loi contient 15 articles et j'aimerais passer rapidement sur les principales caractéristiques du projet de loi en soi. À la première page du projet, figurent un préambule d'ordre général et un titre abrégé. Ensuite vient une série de définitions dont le projet de loi traite par la suite. D'après moi, la plus importante de ces définitions est probablement celle du titulaire d'une charge publique qui est décrit à la page 2^e du projet de loi. Il est défini de manière assez générale. Cette définition comprend les sénateurs et les députés, des personnes nommées par le gouverneur en conseil, des administrateurs, des dirigeants ou des employés d'offices ou de commissions du gouvernement fédéral. Le terme «titulaire d'une charge publique» renferme donc beaucoup de choses.

[Text]

There are a couple of other definitions in this portion of the bill. The only other one that really is of significance is that of "subsidiary corporation". That is defined for situations where perhaps the client or the company is a numbered company, and that does not tell you very much. One really must go beyond the fact that it is a numbered company in order to identify the principal or the person who has formed it. Therefore, that particular provision helps in that regard.

On page 3 of the bill, clause 3 states that this act is binding on Her Majesty. Then in clause 4 there is a series of restrictions or situations where the bill would not apply. In that clause 4, there is a statement that the bill does not apply to "any of the following persons," when they are acting in their official capacity, and there are then listed members of the legislature of a province; employees of the government of a province and the administration of the civil and municipal affairs of a city. The reason for those provisions is that when those individuals are performing those jobs in their official capacity, the nature of their work entails, in fact, making representations to other levels of government. Therefore, it was viewed as being inappropriate to regard these people as lobbyists while acting in their official capacity. That is therefore the reason for that section.

If you continue on down, you will see that members of the council of a band are included in that category because, under the Indian Act, they have a status which approaches that of a municipality. Also, in subclause (a) there is exclusion for diplomatic agents and consular officers: In other words, diplomats. Again, when they are performing their duties in their official capacity, part of those duties is, in fact, to make representations to governments. Therefore, it was felt inappropriate to require registration of these individuals as lobbyists.

Then in clause 4(2) on the same page, there is listed a series of activities which are not regarded as falling within the definition of lobbying activities. Included are oral or written submissions made to a committee of the Senate or the House of Commons. Again, it was felt here that it was the business of the Senate and the House of Commons to hear representations from individuals, and therefore it would not be appropriate to require an additional registration for individuals who are appearing before such committees.

Finally, in clause 4(2)(b) there is an exemption in terms of submissions made to a public office holder in relation to the enforcement, interpretation or application of any legislation. It was felt that this kind of representation in relation to a particular fact situation was part of the normal, ongoing business of government. In a circumstance such as this, there is no attempt to change the law; what you are trying to do is to get a sense of how it would apply to a particular fact situation—for example, someone who is representing a client in terms of an Old Age Security application and is trying to get an interpretation of the law in relation to his client. Therefore these kinds

[Traduction]

Cette partie du projet de loi contient quelques autres définitions. La seule autre qui ait réellement de l'importance est celle de la filiale. Celle-ci est définie pour des situations dans lesquelles, peut-être, le client ou la personne morale est une société désignée par un numéro, et cela ne vous dit pas grand chose. On doit vraiment aller plus loin que le fait qu'il s'agit d'une Société désignée par un numéro afin d'identifier le directeur ou le fondateur. Par conséquent, cette disposition particulière aide à cet égard.

À la page 3^e du projet de loi, l'article 3 précise que la présente loi lie Sa Majesté. Ensuite, à l'article 4 vient une série de restrictions ou situations dans lesquelles le projet de loi ne s'appliquerait pas. Dans cet article 4, on stipule que la loi ne s'applique pas aux actes accomplis par les personnes suivantes, dans le cadre de leurs attributions, et on énumère ensuite les députés provinciaux, les employés d'un gouvernement provincial et les membres chargés de la conduite des affaires municipales d'une administration locale. La raison d'être de ces dispositions est que, lorsque ces personnes remplissent ces fonctions dans le cadre de leurs attributions, de par la nature de leurs fonctions, en fait, elles font des représentations à d'autres paliers du gouvernement. Par conséquent, on a considéré qu'il ne convenait pas de traiter ces personnes comme des lobbyistes lorsqu'elles agissent dans le cadre de leurs attributions. C'est donc la raison d'être de cet article.

Si vous continuez à lire le projet de loi vous verrez que les membres d'un conseil de bande sont inclus dans cette catégorie parce que leur statut se rapproche de celui d'une municipalité, en vertu de la Loi sur les Indiens. De plus, à l'alinéa a) on exclut les agents diplomatiques et les fonctionnaires consulaires, en d'autres termes, les diplomates. Là encore, lorsqu'ils remplissent leurs fonctions dans le cadre de leurs attributions, une partie de ces fonctions consiste, en fait, à faire des représentations aux gouvernements. Par conséquent, on a estimé qu'il ne convenait pas d'exiger leur enregistrement à titre de lobbyistes.

Ensuite, au paragraphe 4(2) de la même page suit la liste d'une série d'activités qui ne sont pas considérées comme entrant dans la définition des activités de lobbyisme. Y sont comprises les communications orales ou écrites présentées à un comité du Sénat ou de la Chambre des communes. Là encore, on a estimé que le Sénat et la Chambre des communes devaient écouter les représentations des particuliers et que, par conséquent, il ne conviendrait pas de demander aux particuliers qui témoignent devant ces comités de solliciter un enregistrement supplémentaire.

Enfin, à l'alinéa 4(2)(b) figure une exemption portant sur les communications faites au titulaire d'une charge publique concernant l'exécution, l'interprétation ou l'application d'une loi. Il a été estimé qu'une communication de ce genre portant sur un fait en particulier fait partie des affaires normales et régulières du gouvernement. Dans ce cas, on n'essaie pas de changer la loi; ce qu'on essaie de faire, c'est de savoir comment elle s'appliquerait à une situation en particulier. Par exemple, quelqu'un représente un client relativement à une demande de prestations de sécurité de la vieillesse et essaie d'obtenir une interprétation de la loi pour son client. Par conséquent, ces

[Text]

of day-to-day activities are excluded from the general ambit of lobbying.

The main provision is contained in clause 5 on page 4 of the bill, which talks about the first of the two tiers or categories into which lobbyists are placed. Tier I relates to professional lobbyists. By that I mean a lobbyist who is representing a third party and is being paid by that third party. Therefore, the lobbyist has a client and is representing the interests of that client in approaching a public office holder.

This is distinguished from the Tier II lobbyists, who are described in clause 6, where the lobbyist is really an employee of a corporation or an organization and really all he is doing is representing the interests of his corporation in approaching the public office holder. That, then, is the distinction that is made.

In the case of the Tier I professional lobbyists described in clause 5, there exists a third-party relationship between the lobbyist and the client whom he is representing. This section talks about the nature of the attempts to influence public office holders and sets out the subject matter that is regarded as falling within the ambit of requiring registration. For example, subclauses (1)(a) and (1)(b) relate to the development of legislation and also the introduction, passage, defeat and amendment of bills; subclause (1)(c) relates to regulations made pursuant to these bills; (d) concerns the development of policy or programs; (e) concerns the awarding of monetary grants and (f) relates to the awarding of contracts.

People who engage in the activity of lobbying public office holders for pay are then required to register, and the information in that registry is then identified in clause 5(2), beginning at the bottom of page 4, and includes such things as the name and business address of the individual; the name and address of the client and the proposed subject matter of the lobbying activity. Those are the basic details of information that are required to be noted in the registry.

With respect to the Tier II lobbyist, as described on page 5, clause 6, the distinction is that these lobbyists have been called "in-house" lobbyists. In effect, again, they are people who are lobbying on behalf of their corporation. The key element here is that it must be a significant part of the duties of such an employee to lobby governments. Therefore, the situation is avoided where, for example, in representing a bank, a whole series of employees contact government with respect to a range of matters. The distinction is drawn between those individuals and the vice-president of public relations of the same bank, whose job it is to make approaches to government on a continual basis.

In this clause, the informational requirements are less strict than they are for the Tier I lobbyists. For example, as described in clause 6, the only identification necessary is the name of the employee and the organization with which he is employed. Therefore, in these circumstances, it is not necessary to indicate the subject matter of the lobbying activity.

Clause 7 of the bill refers to the fact that the information that is filed is required to be certified. Clause 8 and the following two clauses set up the registry of lobbyists under the authority of the Registrar General of Canada. It delineates the

[Traduction]

activités de routine sont exclues de la portée générale du lobbying.

La principale disposition se trouve dans l'article 5 de la page 4 du projet de loi qui a trait à la première des deux catégories dans lesquelles on classe les lobbyistes. La 1^{ère} catégorie porte sur les professionnels. J'entends par là un lobbyiste qui représente un tiers et qui est rémunéré par ce tiers. Par conséquent, le lobbyiste a un client et il représente les intérêts de ce client lorsqu'il pressent le titulaire d'une charge publique.

C'est ce qui les distingue des lobbyistes de la 2^e catégorie qui sont décrits dans l'article 6; là, le lobbyiste est, en fait, un employé d'une société ou d'une organisation et il représente les intérêts de sa Société lorsqu'il pressent le titulaire d'une charge publique. Voilà donc la distinction qui est faite.

Dans le cas des lobbyistes professionnels de la 1^{ère} catégorie décrits dans l'article 5, il existe une relation de tierce partie entre le lobbyiste et le client qu'il représente. Cet article traite de la nature des tentatives visant à influencer les titulaires d'une charge publique et il énonce les conditions qui stipulent l'enregistrement. Par exemple, les alinéas (1)a) et (1)b) portent sur l'élaboration de lois et aussi sur le dépôt la modification, l'adoption ou le rejet de projets de loi; l'alinéa (1)c) porte sur l'adoption de règlements en vertu de ces projets de loi; l'alinéa d) a trait à l'élaboration de politiques ou de programmes; l'alinéa e) porte sur l'octroi de sommes d'argent et f) sur l'octroi de contrats.

Les personnes qui se livrent au lobbying auprès de titulaires d'une charge publique contre rémunération doivent se faire enregistrer, et les renseignements consignés dans le registre sont exposés dans le paragraphe 5(2) qui commence au bas de la page 4; on mentionne par exemple le nom et l'adresse de l'établissement de l'intéressé, le nom et l'adresse du client et l'objet de l'intervention envisagée. Ce sont là les détails essentiels à noter dans le registre.

En ce qui concerne les lobbyistes de la 2^e catégorie, décrits à la page 5, dans l'article 6, la différence est que ces lobbyistes ont été appelés lobbyistes «internes». En effet, là encore, ils agissent pour le compte de leur employeur. Il faut noter ici que ces activités de lobbying auprès des gouvernements doivent être une partie importante des fonctions de l'employé en question. Par conséquent, on évite la situation dans laquelle, lorsqu'on représente une banque, toute une série d'employés entrent en contact avec le gouvernement au sujet de toute une gamme de questions. On fait la distinction entre ces personnes et le vice-président du service des relations publiques de la même banque qui est chargé de contacter le gouvernement régulièrement, dans l'exercice de ses fonctions.

Dans cet article, les exigences sont moins rigoureuses que pour les lobbyistes de la 1^{ère} catégorie. Par exemple, comme le stipule l'article 6, il suffit de donner le nom de l'employé et de l'organisation qui l'emploie. Par conséquent, dans ce cas, il n'est pas nécessaire d'indiquer l'objet de l'activité de lobbying.

L'article 7 du projet de loi stipule que l'auteur d'une déclaration est tenu de l'attester. L'article 8 et les deux articles suivants placent le registre des lobbyistes sous l'autorité du registraire général du Canada. Ils soulignent que le public peut

[Text]

fact that the registry will be open to public inspection and the fact that a fee will be prescribed for the use of the service on a cost-recovery basis. Clause 11 then describes the fact that an annual report would be required to be filed for each year and that this report would be laid before the Houses of Parliament.

Clause 12 then provides the regulation-making authority.

Clause 13 then begins to deal with the issue of offences. Here, there are two categories of offences. The first is less onerous than the second and it deals with circumstances in which there is a failure to comply with the provisions of the bill, in which case, upon summary conviction, there would be a fine which cannot exceed \$25,000. There is no jail term or penalty in this particular provision. However, under clause 13(2), if the individual knowingly makes a false and misleading statement, then the penalties are more severe. Upon summary conviction, there would be a fine of up to \$25,000 or six months in jail. By way of indictment, there would be a fine of up to \$100,000 and two years in jail.

Clause 14 provides for a review by Parliament after the expiration of a three-year period following the coming into force of the law and a requirement to furnish a report to Parliament. That can take up to a year and can be furnished to a committee of both Houses.

Clause 15 indicates that the act would come into force on a day or days to be fixed by proclamation. This provision ensures that there would be adequate time to inform the public and those who would be affected by the legislation of its requirements. It may take a few months to do that.

Thank you very much, Madam Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Watters. Are there any questions?

Senator Nurgitz: I am curious about the question of people, such as members of this committee, who might be lobbied. From time to time we are heavily lobbied by special interest groups on subject matters before us. What are the obligations on us to ascertain if the group is indeed registered? I can think of a whole variety of almost absurd situations. I would like an answer to that question.

I would also like to know how the bill applies to a person who is lobbying out of his own self interest. If a piece of legislation would be adverse to an individual, is he entitled to lobby? I am serious about this for the moment. We had situations where we were passing laws that affected prostitution in this country and there were members of the committee who were asked, for instance, to delay the passage of the bill by people who were engaged in that kind of work. Should that senator ask, "Are you registered?" I know Senator MacDonald had quite an interest.

Mr. Watters: I will try to answer your second question first, senator. The act does not apply to an individual who is lobby-

[Traduction]

consulter le registre moyennant l'acquittement de droits réglementaires. L'article 11 précise ensuite qu'un rapport annuel devra être présenté chaque année et que ce rapport devra être déposé devant chaque chambre du Parlement.

Puis l'article 12 précise l'autorité en matière d'adoption de mesures réglementaires.

L'article 13 commence alors à traiter des infractions. Ici, nous trouvons deux catégories d'infractions. Celles de la première catégorie sont moins graves que celles de la seconde et elles portent sur les cas où une personne a contrevenu à la loi; dans un tel cas, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, le coupable encourt une amende maximale de 25 000 \$. Aucune peine d'emprisonnement n'est prévue pour ces cas. Cependant, le paragraphe 13(2) précise que si la personne a donné sciemment des renseignements faux ou trompeurs, les peines sont plus sévères. Par procédure sommaire, elle pourrait être condamnée à une amende maximale de 25 000 \$ ou à un emprisonnement maximal de six mois. Par mise en accusation, le coupable pourrait se voir imposer une amende maximale de 100 000 \$ et un emprisonnement maximal de deux ans.

L'article 14 prévoit un examen par le Parlement au début de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur de la loi et l'obligation, pour le comité chargé d'effectuer cet examen, de présenter un rapport au Parlement. Cet examen peut prendre jusqu'à un an et il peut être confié à un comité mixte.

L'article 15 stipule que la loi entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation. Cette disposition permet de s'assurer qu'il y aura suffisamment de temps pour informer le public et les personnes visées par la loi des obligations qu'elle comporte. Ce qui peut prendre quelques mois.

Merci beaucoup, madame la présidente.

La présidente: Merci, monsieur Watters. Y a-t-il des questions?

Le sénateur Nurgitz: Je suis curieux de savoir ce qui se passerait dans le cas de personnes, comme les membres du présent comité, qui pourraient faire l'objet de lobbyisme. De temps à autre, des groupes d'intérêt exercent beaucoup de pressions sur nous à propos de questions qui sont étudiées par notre comité. Quelles obligations avons-nous de nous assurer que le groupe est bien enregistré? Je peux penser à une foule de situations presque absurdes. Je voudrais une réponse à cette question.

Je voudrais aussi savoir dans quelle mesure le projet de loi s'applique à une personne qui fait du lobbyisme dans son propre intérêt. Si une partie d'une loi est défavorable à une personne, cette dernière a-t-elle le droit de faire du lobbyisme? Je suis très sérieux à propos de cette question pour le moment. Quand nous avons adopté des lois visant la prostitution dans ce pays, il y a eu des cas où des membres du comité se sont fait demander, par exemple de retarder l'adoption du projet de loi, par des personnes du milieu. Ce sénateur devrait-il demander «Êtes-vous enregistré?» Je sais que le sénateur MacDonald était assez intéressé.

M. Watters: Je vais commencer par essayer de répondre à votre seconde question, Sénateur. La loi ne s'applique pas à

[Text]

ing on his own account. You really have to have that third party relationship, either where a client is paying you to lobby or where a substantial part of your duties to your employer or corporation or association requires you to lobby the government on their behalf. The intent is not to have a situation where an individual is prevented from approaching his member of Parliament or his senator.

Senator Nurgitz: What about the situation where a lawyer counsels a client as to how to lobby, and where to lobby and who to lobby as opposed to doing it for him?

Mr. Watters: If a lawyer were doing that and if the lawyer himself were not in direct face-to-face discussion with a public office holder, then that kind of activity would not be caught by the scheme. In a sense, he is providing information to a client.

In terms of your first question, I think I have forgotten part of it.

Senator Nurgitz: That was in terms of the obligation to enquire of people who lobby us. As an example, we just finished six months of dealing with the immigration and refugee matters, during which we were approached by a wide range of groups—for example, various church groups.

The Chairman: They were volunteers. Is that not different?

Senator Stanbury: They were lobbying on behalf of a third party.

Senator Nurgitz: Yes. They were making an effort to influence us to change legislation. I assume that they were Canadian citizens clearly lobbying for potential refugees or potential immigrants.

Mr. Watters: There is no obligation in this bill for you to make an enquiry of the lobbyist. The onus is on the lobbyist to comply with the statute. Again, the concern was that there not be an additional burden placed on an MP or a senator to conduct a rigid screening of any individual coming into his or her office.

Senator Nurgitz: If someone is bothering a senator or an MP consistently for change and the senator or MP knows that that person is not registered, what is the obligation in those circumstances?

Mr. Watters: I would ask the particular group if they were, in fact, lobbying and if it appeared to me, on the face of it that the kind of influence they were bringing to bear on me was such that it would fall within the ambit of this legislation, then I would inform the registrar of the lobbyist system so he could take whatever action he deemed appropriate.

Senator Doyle: You say that the law does not apply to people who can persuade or lobby, who are not paid for that service; is that correct?

[Traduction]

une personne qui fait du lobbying pour son propre compte. Vous devez réellement être en relation de tierce partie, il faut soit qu'un client vous paye pour faire du lobbying, soit qu'une partie considérable des fonctions que vous exercez pour votre employeur, pour une société ou pour une association vous oblige à faire du lobbying auprès du gouvernement, en son nom. Le projet de loi n'a pas pour but de créer une situation qui empêcherait un particulier de communiquer avec son député ou son sénateur.

Le sénateur Nurgitz: Que se passe-t-il dans le cas où un avocat donne des conseils à un client sur la façon de faire du lobbying, sur l'endroit où il doit le faire et sur la personne à qui il doit s'adresser, par opposition au cas où cet avocat fait du lobbying lui-même pour son client?

M. Watters: Si un avocat agit de la sorte et si l'avocat lui-même ne communique pas directement avec un titulaire d'une charge publique, ce genre d'activité ne serait pas visé par la loi. En un sens, il fournit des renseignements à un client.

Pour revenir à votre première question, je pense que j'en ai oublié une partie.

Le sénateur Nurgitz: Elle portait sur l'obligation que nous avons de nous renseigner à propos des personnes qui font du lobbying auprès de nous. Par exemple, nous venons de finir une période de six mois pendant laquelle nous nous sommes intéressés aux questions concernant les immigrants et les réfugiés au cours de cette période, un large éventail de groupes, par exemple, divers groupes religieux, se sont adressés à nous.

La présidente: C'étaient des organismes sans but lucratif. Est-ce qu'il n'y a pas une différence?

Le sénateur Stanbury: Ils faisaient du lobbying pour le compte d'un tiers.

Le sénateur Nurgitz: En effet. Ils faisaient un effort pour nous faire changer la loi. Je suppose que c'étaient des Canadiens qui faisaient clairement pression pour d'autres réfugiés ou d'autres immigrants potentiels.

M. Watters: Le projet de loi ne vous oblige pas à faire une enquête sur le lobbyist. C'est un lobbyist à respecter la loi. Là encore, on n'a pas voulu imposer à un député ou à un sénateur le fardeau supplémentaire d'avoir à faire une enquête serrée sur un particulier qui vient le trouver dans son bureau.

Le sénateur Nurgitz: Si quelqu'un ne cesse d'importuner un sénateur ou un député pour apporter des changements à la loi et si le sénateur ou le député sait que cette personne n'est pas enregistrée, à quoi est-il obligé dans ces circonstances?

M. Watters: Je demanderais au groupe en question s'ils font du lobbying et s'il m'apparaissait que leurs activités, leurs pressions à mon endroit sont visées par la loi, alors je préviendrais le registraire afin qu'il prenne les mesures qu'il jugerait bon.

Le sénateur Doyle: Vous dites que la loi ne s'applique pas aux gens qui peuvent exercer des pressions ou faire du lobbying, qui ne sont pas rémunérés pour ce service; est-ce bien cela?

[Text]

Mr. Watters: Yes, that is correct.

Senator Doyle: Am I correct that the bill does not include them.

Mr. Watters: Yes, you are correct.

Senator Doyle: If you are a member of a church group and you think something is good, you can argue for it.

Senator Nurgitz: If that person is employed by the church and draws a salary, that would change the situation.

The Chairman: He would not be paid to do that. Many of these church organizations are volunteer organizations. I am not talking about the executive director of a particular group. This clause states that it applies to a person "... who, for payment, ..." That payment would apply to that particular duty. An executive director of an organization has a variety of duties, not just lobbying a government. Would there not be a difference in that instance, Mr. Watters?

Mr. Watters: My interpretation of the points being made by all three speakers is that they are correct. I think yours, Madam Chairman, was focused on strictly voluntary representation, in which case they would not be required to register. As I understood the concern raised by Senator Nurgitz, it was in relation to someone in the employ of an organization where a substantial portion of his or her duties, such as being the executive director or the vice-president of a public affairs corporation, would be required to register under the second tier of the general provision.

In terms of your comment, however, Madam Chairman, the issue really is one of something that is ancillary to the duties of an executive director of an organization where, in running the organization, a portion of those duties is going to be to make representation from time to time to government and whether that would be excluded. It would be a matter of fact, in that case, whether or not it was a substantive portion of the duties of the particular officer of the association.

Senator Fairbairn: Who makes that judgment?

Mr. Watters: Ultimately, advice would be provided by the registrar of the lobbyist system. I mentioned the fact that there would be a delay in the proclamation date of this legislation. The intention is that the registrar will develop a series of guidelines to provide some specific advice to the public in general, because this is a new system, and to those who are affected by it. There would be guidance from the registrar in the first instance.

Senator Buckwold: We seem to be discussing who is paid for this particular service and who is not. As an example, if my lawyer, Senator Nurgitz, writes a letter to a member of parliament on my behalf, for which he sends me his usual bill, perhaps \$1,000, is he a lobbyist?

Mr. Watters: Again, I think it would depend on the circumstances.

Senator Buckwold: Let us assume that he does not make a habit of this and this is something he does in the course of his

[Traduction]

M. Watters: En effet.

Le sénateur Doyle: J'ai raison de penser que le projet de loi ne les englobe pas?

M. Watters: En effet.

Le sénateur Doyle: Si vous êtes membre d'un groupe religieux et si vous pensez qu'une mesure pourrait leur profiter, vous pouvez faire des pressions à ce sujet.

Le sénateur Nurgitz: Si cette personne est employée par l'église et si elle est rémunérée, cela changerait la situation.

La présidente: Il ne serait pas rémunéré. Un grand nombre de ces organismes religieux sont sans but lucratif. Je ne parle pas du directeur exécutif d'un groupe en particulier. Dans l'article, il est stipulé que cela s'applique à tout individu «qui, moyennant paiement»... La personne serait rémunérée pour cette fonction en particulier. Le directeur exécutif d'un organisme a toute une gamme de fonctions, pas seulement le lobbying du gouvernement. Est-ce qu'il n'y aurait pas une différence dans ce cas, M. Watters?

M. Watters: J'estime que les trois intervenants ont raison. Je pense, madame la présidente, que votre intervention était axée sur la représentation strictement bénévole et, dans ce cas, l'enregistrement n'est pas nécessaire. Si je comprends bien la préoccupation de monsieur le sénateur Nurgitz, il pensait à l'employé d'un organisme dont une bonne partie des fonctions, par exemple à titre de directeur exécutif ou de vice-président d'une société d'État, l'obligeraient à se faire enregistrer en vertu de la deuxième catégorie de la disposition générale.

En ce qui concerne vos remarques, madame la présidente, la question porte en fait sur quelque chose qui est auxiliaire aux fonctions d'un directeur exécutif d'une organisation et, dans sa gestion, une partie de ses fonctions consisterait à faire des représentations de temps en temps au gouvernement, et la question est de savoir si cela serait exclu. Dans ce cas, la question est de savoir si c'est une partie importante des fonctions de ce cadre de l'association.

Le sénateur Fairbairn: Qui est-ce qui décide cela?

M. Watters: C'est le registraire qui aurait le dernier mot. J'ai signalé qu'il y aurait un retard dans la proclamation de cette loi. Le registraire devait élaborer une série de lignes de conduite pour donner une orientation au public en général, parce qu'il s'agit d'un nouveau système, et pour renseigner les personnes concernées. L'orientation viendrait d'abord du registraire.

Le sénateur Buckwold: Il semble que nous parlions de ceux qui sont rémunérés pour ce service et de ceux qui ne le sont pas. Prenons un exemple, monsieur le sénateur Nurgitz, si mon avocat écrit une lettre à un député pour mon compte, pour lequel il m'envoie sa note de frais habituelle, peut-être de 1 000 dollars, est-il un lobbyiste?

M. Watters: Là encore, je pense que cela dépendrait des circonstances.

Le sénateur Buckwold: Supposons qu'il n'en fasse pas une habitude et que cela rentre dans ses fonctions. Je veux parler

[Text]

duty. I am referring to the type of professional who, once every ten years, may write a letter pointing out something because his client is concerned about something that is fairly technical and feels that he should have a professional write the letter. We receive these letters all the time. If that man is paid for writing that letter, is that man a lobbyist?

Mr. Watters: It would depend on the nature of the letter. For example, if the letter were not advocating a change in the law or a new program or was with respect to the wording of a contract but was merely in the nature of trying to seek clarification in relation to a particular fact situation, then those circumstances would be considered.

Senator Buckwold: Let us take it further. Let us say that he supports, on my behalf, a change in the proposed legislation. Let us assume that this is an irregular occurrence. He would point out that his client had asked him to point out a weakness in a particular bill and suggest that it be revised. Would that professional be required to register as a lobbyist although he might do this only once every five years?

Mr. Watters: In the situation you have described that would be the result, because, in that circumstance, the lawyer, in representing his client, is not merely seeking interpretation of the law, but may be arguing for a particular change in the law.

Senator Buckwold: I am describing a casual occurrence as opposed to our normal interpretation of a lobbyist as someone who parks on an MP's doorstep, who has an office in Ottawa, and who is carrying on his normal pressure tactics. Are you suggesting then that anybody who writes a letter suggesting a change in legislation on behalf of a client and who is paid for that, even if it is a very casual occurrence, has to register?

Mr. Watters: Yes.

Senator Buckwold: That is a difficult situation to consider.

The Chairman: I gather that the Canadian Bar Association is concerned about the scope of these provisions and how it would affect them. That seems to me to be extremely broad.

Senator Buckwold: I would be very concerned, because we get this all the time on a professional basis. Someone may be paid a modest sum because he is a client of a company or an individual.

Senator Doyle: Would that be the case if Senator Nurgitz wrote a letter saying, "My client has asked me to draw to your attention that clauses 4, 5 and 6 of this bill would be not in good keeping with the spirit of the legislation. He wishes you to hear certain witnesses and he wants you to understand certain ramifications. Yours very truly."? He is merely conveying the message of his client and not necessarily adding any advocacy of his own. I would suppose that there are a good many letters that are written in that way.

Mr. Watters: I would tend to think that, yes, that would be—

[Traduction]

du type de professionnel qui, une fois tous les dix ans, peut écrire une lettre faisant mention d'une question en particulier parce que son client est préoccupé à ce sujet, qu'il s'agit d'une question assez technique et qu'il estime qu'il doit faire écrire la lettre par un professionnel. Nous recevons ces lettres constamment. Si cet homme est payé pour avoir écrit cette lettre, est-ce que c'est un lobbyiste?

M. Watters: Cela dépendrait de la nature de la lettre. Par exemple, si la lettre ne recommandait pas un changement à la loi, ou un nouveau programme, ou si elle ne portait pas sur le libellé d'un contrat, mais si on essayait seulement d'obtenir un éclaircissement à propos d'une certaine situation, se sont là les circonstances dont il faudrait tenir compte.

Le sénateur Buckwold: Poussons l'exemple plus loin. Supposons qu'il appuie, en mon nom, un changement à la loi envisagée. Supposons que cela arrive rarement. Il ferait remarquer que son client lui a demandé de faire mention d'une faiblesse dans un projet de loi en particulier et il suggérerait une révision. Demanderait-on à ce professionnel de se faire enregistrer comme lobbyiste même s'il n'agit ainsi qu'une fois tous les cinq ans?

M. Watters: Dans la situation que vous avez exposée, c'est ce qui arriverait car, dans ce cas, l'avocat, en représentant son client, ne se contente pas de demander une interprétation de la loi, mais il peut demander un changement à la loi.

Le sénateur Buckwold: Je décris un cas fortuit par opposition à notre interprétation normale d'un lobbyiste comme de quelqu'un qui s'installe à la porte d'un député, qui a un bureau à Ottawa et qui exerce des pressions normales. Est-ce que vous voulez dire que quelqu'un qui écrit une lettre recommandant un changement à la loi, pour le compte d'un client, et qui est rémunéré pour cela, doit se faire enregistrer, même s'il s'agit d'un cas fortuit?

M. Watters: Certainement.

Le sénateur Buckwold: C'est une situation difficile à admettre.

La présidente: Je crois comprendre que l'Association du barreau canadien s'inquiète de la portée de ces dispositions et de la façon dont elles les affecteront. Cette portée me semble extrêmement large.

Le sénateur Buckwold: Cela me préoccuperait beaucoup, car nous avons tout le temps ce genre de choses, dans notre pratique. Quelqu'un peut recevoir une rémunération modeste parce qu'il est client d'une société ou d'un particulier.

Le sénateur Doyle: Est-ce que ce serait le cas si monsieur le sénateur Nurgitz écrivait une lettre disant: «Mon client m'a demandé d'attirer votre attention sur le fait que les articles 4, 5 et 6 de ce projet de loi ne respectent pas l'esprit de la loi. Il souhaite que vous entendiez certains témoins et il voudrait que vous compreniez certaines ramifications. Veuillez agréer...»? Il ne fait que transmettre le message de son client sans nécessairement l'appuyer. J'imagine que de nombreuses lettres sont écrites dans ce but.

M. Watters: Je serais porté à croire que oui, ce serait—

[Text]

Senator Doyle: All of us write some of those. We get letters saying, "Would you tell the Minister of Labour something?". You then say, "I have sent your letter to the Minister of Labour who has asked me to tell you that he is very grateful for your advice and will give it full consideration", and we sign it. In that case you are not really being a party to the advocacy.

Mr. Watters: In the situation you described where the lawyer would be indicating in the letter that sections X, Y and Z of a particular statute should be changed, reflecting the situation of his client, I think that would fall within the ambit of this because there is an attempt to suggest that changes should be made to the existing law in this particular instance.

Senator Doyle: But the advocacy does not belong to the writer of the letter; it belongs to the person who directed it be written.

Mr. Watters: I understand that.

Senator Stanbury: What is the fee for registering?

Mr. Watters: There is no fee for registering.

Senator Stanbury: I thought it said there was.

Senator Doyle: Only for copying.

Mr. Watters: There is a recovery fee when one requests copies of information from the registry.

Senator Buckwold: If someone was employed in a company, as a treasurer for example, and wrote to his member of Parliament of behalf of his company that he did not like the proposed legislation and suggested changes, would he be a lobbyist? He would be doing it in the course of his duties, but nevertheless receiving payment from his company.

Mr. Watters: The question would be whether for not this is a significant part of his duties.

Senator Buckwold: We are not talking about Tier II. Tier II used the word "significant", but Tier I does not.

Mr. Watters: You are talking about an employee of a corporation?

Senator Buckwold: Yes. Say an oil company or a bank has a treasurer, and they direct that officer of the company, who is paid by the company to—although it is not part of his normal duties—write a letter to his member of Parliament or to a cabinet minister urging some changes.

Mr. Watters: Is he advocating these changes on behalf of the corporation he works for?

Senator Buckwold: Yes.

Mr. Watters: Yes, he is a Tier II lobbyist.

Senator Buckwold: Although he is an employee of that company and he is just carrying out his normal duties? That means virtually anyone who communicates with the government in a professional way about legislation should register.

[Traduction]

Le sénateur Doyle: Nous en écrivons tous. Nous recevons des lettres où l'on nous demande de transmettre quelque chose au ministre du Travail. Nous répondons en disant que la lettre a été envoyée au ministre du Travail qui nous a demandé de dire qu'il les remercie de leurs conseils et qu'il en tiendra dûment compte; ensuite nous apposons notre signature. Nous n'appuyons pas forcément la recommandation.

M. Watters: À propos de l'avocat qui signale dans la lettre que les article X, Y et Z d'une loi devraient être modifiés et qui communique le point de vue de son client, je crois que ce genre de situation serait du ressort du projet de loi parce qu'il s'agit d'une tentative, dans ce cas-là, de proposer que des changements devraient être apportés à la loi actuelle.

Le sénateur Doyle: Mais la recommandation ne vient pas de la personne qui a écrit la lettre, mais de celle qui lui a demandé de l'écrire.

M. Watters: Je comprends cela.

Le sénateur Stanbury: Quels sont les frais d'enregistrement?

M. Watters: Il n'y a aucun frais.

Le sénateur Stanbury: Je pensais que le projet de loi en prévoyait.

Le sénateur Doyle: Seulement pour obtenir des copies.

M. Watters: Des frais sont appliqués à toute demande de copie de renseignements contenus dans le registre.

Le sénateur Buckwold: Si une personne à l'emploi d'une société comme trésorier, par exemple, écrit à son député au nom de cette société pour lui dire que le projet de loi lui déplaît et qu'il propose des changements, serait-elle un lobbyiste? Cela ferait partie de ses fonctions, mais elle recevrait tout de même un paiement de sa société.

M. Watters: L'important serait de savoir si c'est une partie importante de ses fonctions.

Le sénateur Buckwold: Il n'est pas question de la 2^e catégorie. Le terme «important» est employé pour la 2^e catégorie, mais pas pour la première.

M. Watters: Vous voulez parler d'un employé d'une société?

Le sénateur Buckwold: Exactement. Prenons l'exemple d'une société pétrolière ou d'une banque qui demande à son trésorier qui est un de ses agents et à qui elle verse un salaire d'écrire une lettre à son député ou à un membre du Cabinet, même si cela ne fait pas partie de ses fonctions habituelles, pour demander certains changements.

M. Watters: Préconise-t-il ces changements au nom de sa société?

Le sénateur Buckwold: Oui.

M. Watters: Oui, il est un lobbyiste de la 2^e catégorie.

Le sénateur Buckwold: Même si cette personne est un employé de cette société et qu'elle ne fait que s'acquitter de ses fonctions courantes? Cela signifie que presque tout le monde qui communique avec le gouvernement à titre professionnel à propos d'une loi devrait s'enregistrer.

[Text]

Mr. Watters: If I can correct the answer I gave, senator, I think you had described that in the course of his duties it was not normal for him to be lobbying government. In those circumstances he would not be a Tier II lobbyist.

Senator Buckwold: What do you mean by "payment"? For example, as I have seen happen often, a group in my home town of Saskatoon pays the transportation costs for someone to come to Ottawa to lobby on their behalf. He is not given any money, but is told to go, and his airfare will be paid. Would that be payment? What is the definition of payment?

Mr. Watters: We are looking at a situation in which you are talking about a money transaction taking place. In other words, there is a fee. You may have a contingency fee with your lawyer or he may be on a retainer or a circumstance in which you have contracted with a professional lobbyist to make a representation for you. It may be a fixed amount per month. Those are the circumstances that we are primarily getting at.

Senator Buckwold: Their expenses were paid. They stayed in a hotel, their meals were paid and their transportation was paid.

Mr. Watters: Let me check on that.

I have a representative from the Department of Justice here who was just giving me some advice on that, senator. I think the distinction that would be drawn is that someone whose travel expenses are being paid for by the organization is perhaps not himself being paid. He does not get any money himself. He is being paid by the association to perform a particular job. In terms of actually receiving money himself, he is not. I could see a distinction being drawn there, in that, under those circumstances, that might not be a paid relationship.

Senator Buckwold: Again, you are equivocating. You said, "that might not be." I think we should know, because very often a group will come to lobby, paid by their organization.

Senator Doyle: They are not always paid by their organization. I know of instances where a corporation has paid for a delegation of farmers who were arguing a policy that that corporation thought was to its advantage.

Senator Buckwold: The Wheat Pool, for example, might pay someone to come to Ottawa. I think we should get this fairly clear, because it happens quite often.

Again, you have said, "might not be." I would like to hear a yes or no. You have a definition of "payment", which does not cover this business of having expenses paid rather than payment as salary or for services rendered.

Senator Doyle: There can be sizeable amounts of money involved. People appear as representatives of one organization, and their costs are being sustained by another.

Senator Buckwold: Are you able to give us a direct answer on that?

[Traduction]

M. Watters: Sénateur, permettez-moi de préciser la réponse que je vous ai donnée. Vous avez dit, je crois, que le fait de faire du lobbying auprès du gouvernement ne faisait pas partie de ses fonctions. Alors cette personne ne serait pas un lobbyiste de la 2^e catégorie.

Le sénateur Buckwold: Qu'entendez-vous par «paiement»? Prenons par exemple, et cela se produit couramment, un groupe de ma ville natale de Saskatoon qui paie le coût du transport de quelqu'un qui se rendra à Ottawa pour faire du lobbying en son nom. Cette personne ne reçoit pas d'argent, mais elle doit se rendre à Ottawa et son billet d'avion sera payé par le groupe. Est-ce que ce serait un paiement? Qu'entend-on par paiement?

M. Watters: Il s'agit d'une situation comprenant une transaction financière. Autrement dit, il y a des frais. Il peut s'agir des dépenses spéciales ou des honoraires de votre avocat ou d'un contrat passé avec un lobbyiste professionnel pour qu'il vous représente. Cela peut être un montant fixe chaque mois. Voilà le genre de situation qui nous intéresse avant tout.

Le sénateur Buckwold: Les dépenses ont été payées. La chambre d'hôtel, les repas, le coût du transport ont été payés.

M. Watters: Donnez-moi un instant.

Sénateur, je viens de consulter un représentant du ministère de la Justice à ce sujet. Ce qu'il faut conclure, c'est qu'une personne dont les frais de voyage sont payés par l'organisme ne touche peut-être pas elle-même de l'argent. Elle ne reçoit aucune somme elle-même et l'organisme la paie pour qu'elle s'acquitte d'une fonction précise. Pour ce qui est de toucher lui-même de l'argent, il n'en touche pas. Il pourrait y avoir une différence en ce sens que, dans une telle situation, il ne s'agit peut-être pas d'un travail rémunéré.

Le sénateur Buckwold: Encore une fois, vous usez de faux-fuyants. Vous dites «peut-être». Nous aimerions plus de précision parce que, très souvent, un organisme paie un groupe pour qu'il fasse du lobbying.

Le sénateur Doyle: Ce n'est pas toujours l'organisme qui paie. Je sais que, parfois, une société délègue des agriculteurs et les paie pour qu'ils défendent une politique que la société croit l'avantager.

Le sénateur Buckwold: La coopérative des producteurs de blé, par exemple, pourrait payer quelqu'un pour qu'il se rende à Ottawa. Nous aimerions plus de précision parce que c'est une situation courante.

Vous avez encore dit «peut-être». J'aimerais un oui ou un non. Vous utilisez une définition du terme «paiement» qui ne couvre pas la question des dépenses payées comparativement à un paiement à titre de salaire ou pour services rendus.

Le sénateur Doyle: Il peut s'agir de sommes importantes. Des gens représentent un organisme et leurs dépenses sont payées par un autre.

Le sénateur Buckwold: Pouvez-vous nous donner une réponse claire à ce sujet?

[Text]

Mr. Watters: Payment would refer to a payment being received for the performance of the task by the lobbyist. I do not think that would cover a situation where only the expenses of an individual are being paid in terms of coming to Ottawa.

Senator Buckwold: That is what I wanted to get on the record.

Mr. Watters: I would like to add that there is a requirement for regulations pursuant to the statute. A number of these important details such as you have just raised would be covered by these regulations.

Senator Fairbairn: There is not a precise definition of a lobbyist in the bill. Instead, you have developed these two tiers. What is the reason for that? Is it because this word is incapable of a precise definition?

Mr. Watters: "Lobbyist" is defined in the bill, but as a relationship. There are really two distinct relationships that are looked at: the professional lobbyist representing a third party and the tier two lobbyist, where an employee is representing the corporation or the association that he works for. Flowing from each of these are different obligations. For example, the information requirements relative to filing as a lobbyist are different depending on whether you fall into the Tier I category or the Tier II category.

My impression is that the lobbyist is defined, but it is defined in relation to those distinct categories, either representing a client as a third party or representing a corporation or an association as an employee of that corporation or association.

Senator Fairbairn: Why was it felt necessary to have the two tiers? In a sense you are talking of someone who is being paid for what they do, whether it is as part of a corporation or an association or as a third party relationship. In having them, I am puzzled by why you have a different reporting mechanism. Why would it be any less important for the public to know the subject matter of a person who was spending a significant portion of their time lobbying on behalf of an association as an employee compared to the subject matter of a third party?

Mr. Watters: In looking at the distinction between the Tier I and Tier II categories and the reason for it, if lobbyists approach a public office holder on behalf of a third party, initially you do not know who they are representing. It really can be anybody. If a professional lobbyist is coming into your office on behalf of a client, it is important to determine very quickly who that client is.

In looking at a Tier II situation in which an employee is representing his organization, if it is the Vice-President, Public Affairs of a major oil company or a bank, in effect their business card indicates who they are representing. There is nothing hidden. There is no element of a lack of transparency in that relationship. It is very clear who they are representing, because the client, in effect, is the corporation that they work for.

In terms of someone who is an employee of an organization and who is lobbying on behalf of that corporation, it was felt that there is a proximity between the employee and the corpo-

[Traduction]

M. Watters: Il y a un paiement pour l'accomplissement d'un travail par le lobbyiste. À mon avis, cela n'a pas trait à une situation où seulement les dépenses d'une personne seraient payées pour qu'elle se rende à Ottawa.

Le sénateur Buckwold: C'est ce que je voulais faire établir.

M. Watters: J'aimerais dire que des règlements devraient accompagner la loi. Bon nombre des questions importantes que vous venez de soulever y seraient traitées.

Le sénateur Fairbairn: Le projet de loi ne définit pas clairement ce qu'est un lobbyiste. Il renferme plutôt ces deux catégories. Quelle en est la raison? Est-ce parce qu'il est impossible de bien définir le terme?

M. Watters: Le projet de loi définit le terme «lobbyiste» en termes de relation. En fait, il y est question de deux genres de relation: le lobbyiste professionnel représentant un tiers et le lobbyiste de la 2^e catégorie où un employé représente la société ou l'association dont il est à l'emploi. Des obligations différentes s'appliquent à chacun. Par exemple, les renseignements requis d'un lobbyiste qui désire s'enregistrer sont différents pour la 1^{ère} catégorie et pour la 2^e catégorie.

À mon avis, le terme «lobbyiste» est défini, mais par rapport à ces deux catégories, selon que le lobbyiste représente un tiers qui est son client ou une société ou une association en tant qu'employé de cette société ou de cette association.

Le sénateur Fairbairn: Pourquoi ces deux catégories ont-elles été jugées nécessaires? D'une certaine façon, il s'agit toujours de quelqu'un qui est payé pour ce qu'il fait, que ce soit en tant qu'employé d'une société ou d'une association ou en tant que représentant d'un tiers. C'est pour cette raison que je m'interroge sur le bien-fondé des renseignements différents qui sont requis dans les deux cas. Pourquoi serait-il moins important que le public connaisse les visées d'une personne dont une bonne partie du temps est consacrée à faire du lobbyisme en tant qu'employé d'une association comparativement aux visées d'un tiers?

M. Watters: Arrêtons-nous un peu à la différence entre les catégories de lobbyiste et à sa raison d'être. Lorsqu'un lobbyiste contacte un fonctionnaire au nom d'un tiers, il est impossible de savoir, à prime abord, qui il représente. Il peut représenter n'importe qui. Lorsqu'un lobbyiste professionnel se présente à votre bureau au nom d'un client, il est important de déterminer sans tarder qui est ce client.

Lorsqu'il s'agit de la 2^e catégorie où un employé (par exemple, le vice-président des affaires publiques d'une grande société pétrolière ou d'une grande banque) représente son organisme, sa carte d'affaires dit bien qui il représente. Rien n'est gardé secret. Tout est clair dans ce type de relation. Il est très évident qui il représente parce que le client est en fait la société dont il est à l'emploi.

Pour ce qui est de l'employé d'un organisme qui fait du lobbyisme au nom de sa société, nous avons cru qu'il y a une certaine proximité entre l'employé et la société ou l'organisme. Il

[Text]

ration or the organization. Therefore, there is less of a requirement for information about the subject matter of the lobbying activity. For example, if it is a vice-president of public relations of an oil company, you have the general idea as to the nature of the kind of lobbying that will take place on behalf of that corporation.

Senator Fairbairn: But only a general idea, whereas the other person is compelled to be specific. An executive of an oil company, if that was their job, could be talking about any number of things. Was there no feeling that that was important for the public to know?

Mr. Watters: The distinction that was drawn is that a lobbyist coming in can be representing anybody. Therefore, there is a requirement for more information about the nature of that client and the subject matter of the representation. Someone who is coming in on behalf of a corporation whose title or job it is to approach government—and very often these people are fairly well known and designated in the public affairs department or in the government affairs department of corporations—their business cards contain most of the information that a public office holder would need in order to have knowledge of what they are approaching him about.

Senator Fairbairn: I am interested in the Tier II aspect. To get back to a line of questioning of Senator Buckwold's, if I understood you correctly, you said that if a person in a corporation or an association was making contact on an issue with a public office holder and this activity was not a significant part of their regular job and this was not something they were mandated to do as a general part of their job then this would not fall into the definition in terms of registering?

Mr. Watters: That is correct.

Senator Fairbairn: In that sense, if this was not a significant part of what that person in the association or corporation did in terms of approaching public office holders, but if they were told that on a particular issue they were to devote a period of time, for the life of a piece of legislation, dogging public office holders, would that not constitute lobbying for that particular period of time, even though it was not their general job to do that?

Mr. Watters: The way you have described that situation is that will be a significant part of their duties for a period of a year or 18 months. In other words, the corporation has assigned to them the responsibility for following a piece of legislation as it goes through the House and the Senate and to make representations about the corporation's interest in it. I would tend to think that that would be viewed as being a significant part of the duties of that particular individual.

Senator Fairbairn: For that particular time, even though they were not in the government relations department?

Mr. Watters: That is right.

Senator Stanbury: I believe I heard you say that regulations would clarify a number of the matters we have been discussing. Can you tell me, are these regulations already drafted, or

[Traduction]

est donc moins important d'être renseigné sur le but visé par le lobbyiste. Par exemple, s'il s'agit d'un vice-président des relations publiques d'une société pétrolière, on peut se faire une idée assez juste du genre de lobbyisme qu'il fera au nom de cette société.

Le sénateur Fairbairn: Mais seulement une idée assez juste, tandis que l'autre personne est obligée de dévoiler ses intentions. Un cadre d'une société pétrolière, si c'était là son travail, pourrait aborder diverses questions. N'avez-vous pas cru que c'était important que le public sache cela?

M. Watters: Nous avons fait la distinction suivante. Un lobbyiste professionnel peut représenter n'importe qui. Le public doit donc être mieux tenu au courant de l'identité du client et du but de la représentation. Pour ce qui est de la personne qui représente une société et qui a comme mandat ou fonction d'entrer en contact avec les fonctionnaires—très souvent, ces gens sont assez connus et ils sont à la tête des services de relations publiques ou d'affaires gouvernementales des sociétés—sa carte d'affaires renferme tous les renseignements qu'un fonctionnaire doit connaître pour déterminer les raisons de sa démarche.

Le sénateur Fairbairn: J'aimerais en savoir plus sur la 2^e catégorie en approfondissant une des questions posées par le sénateur Buckwold. Si je vous ai bien compris, n'avez-vous pas dit que, si un employé d'une société ou d'une association entre en contact avec un fonctionnaire à propos d'un problème précis et que cette activité ne constitue pas un élément déterminant de son travail habituel et qu'il n'en avait pas reçu le mandat dans le cadre de ses fonctions, ce lobbyiste ne serait pas tenu de s'enregistrer?

M. Watters: C'est exact.

Le sénateur Fairbairn: Donc, si les relations avec les fonctionnaires ne constituaient pas une partie importante du travail de cette personne au sein de l'association ou de la société, mais que, pour une question précise, elle devait consacrer une partie de son temps, correspondant à la période d'étude d'un projet de loi, à harceler les fonctionnaires, cette personne ne ferait-elle pas du lobbyisme au cours de cette période, même si cela ne faisait pas partie de ses fonctions habituelles?

M. Watters: Vous venez de dire que l'activité de lobbyisme constituera une partie importante des fonctions de cette personne pendant un an ou 18 mois. En d'autres termes, la société lui a confié la tâche de suivre un projet de loi pendant qu'il est débattu à la Chambre des communes et au Sénat et de faire des représentations sur les intérêts de la société. Je serais tenté de dire que cette activité constituerait une partie importante des fonctions de cette personne.

Le sénateur Fairbairn: Pendant cette période de temps, même si cette personne ne fait pas partie du service des affaires gouvernementales?

M. Watters: C'est exact.

Le sénateur Stanbury: J'ai cru vous entendre dire que des règlements permettraient de tirer au clair un certain nombre des questions que nous avons abordées. Pouvez-vous me dire si

[Text]

are they at a point in drafting where there is some reasonable indication of what they will cover?

Mr. Watters: Unfortunately not, senator. We have started the drafting of them but—

Senator Stanbury: “Unfortunately” is the right word because, with respect to this particular bill, it looks to me as though the need to see the regulations is particularly great, because there is so much that is unsaid.

I am very much concerned about the legislation. However, I am not concerned about registering professional lobbyists. I do not think you would have any difficulty in getting agreement amongst legislators that there is a need for such legislation. We agree in principle with what is being done. The problem arises when you start trying to define the area in question and narrow it down.

What I am concerned about in this case is that, with all of the doubts we have in our minds, and therefore certainly the doubts that exist in the minds of the public as to who is or is not a lobbyist and under what circumstances, it seems to me that what we are doing is giving a real bonus to the existing lobbying firms. By that I mean the particular firms that are already set up within the country as government lobbyists, as they claim to be, and also certain law firms who practice in Ottawa or have particular government contacts. In my opinion, everyone else will be scared stiff to make any representations to governments, or to senators or to Members of Parliament.

Take, for example, the case of a lawyer in Toronto who is approached by a client, using the example that Senator Buckwold used, and asked to make representation on a particular matter. It is not his normal business to be making representations to governments or to officials, but he is asked to do so and he says: “Boy, I am not going to get into trouble on that lobbyist bill. I had better turn you over to my associate in Ottawa who will make that representation on my behalf, because he is a professional lobbyist.”

It seems to me that what you are doing is instilling into the public of Canada the fear that they are not allowed to talk to their government, except through specific people who will then charge them a great big fee.

Mr. Watters: I would like to make a couple of comments, senator. In the process of looking at the approach that has been taken here, there have been extensive discussions with the Canadian Bar Association and I think that they do understand the nature of the legislation contained herein. The approach that has been taken has been designed, I think, to avoid the situation that you have talked about in terms of inhibiting the access of people to government. Therefore, as an example in terms of the Tier I lobbyist or the lawyer who will be lobbying on behalf of his client, the registration for that can take place, in effect, after the lobbying activity has commenced. I believe there is a ten-day grace period that is contained within the statute. Therefore, in terms of a business situation that is emerging, or perhaps in a case where a lawyer wants to repre-

[Traduction]

ces règlements sont déjà rédigés ou si l'on en est à un point de leur rédaction où on a une bonne idée de ce qu'ils viseront?

M. Watters: Malheureusement non, sénateur. Nous avons commencé à les rédiger mais—

Le sénateur Stanbury: «Malheureusement» est bien le mot juste parce que, pour ce projet de loi particulier, il me semble qu'il serait très important de voir les règlements, tant de choses n'étant pas précisées.

Je suis très préoccupé par la loi. Cependant, je ne m'inquiète pas de l'enregistrement des lobbyists professionnels. Je ne pense pas que vous éprouviez quelque difficulté que ce soit à convaincre les législateurs que cette loi s'impose. Il y a cependant un problème quand on commence à définir ce qui est visé pour ensuite le préciser.

Ce qui me préoccupe dans ce cas est que, avec tous les doutes que nous avons à l'esprit et, par conséquent, avec certainement tous ceux qui existent dans l'esprit du public pour ce qui est de savoir qui est ou n'est pas un lobbyiste et dans quelles circonstances, il me semble qu'en fait nous avantageons grandement les entreprises de lobbyisme existantes. Par cela je veux parler des entreprises, au pays, qui sont déjà constituées pour faire du lobbyisme auprès des gouvernements, comme elles prétendent le faire, et aussi de certains cabinets d'avocats établis à Ottawa ou qui ont des relations particulières au gouvernement. Selon moi, toutes les autres personnes auront une peur bleue de faire des démarches auprès du gouvernement, ou des sénateurs ou des députés.

Prenons, par exemple, le cas d'un avocat de Toronto à qui un client s'adresse, pour employer l'exemple donné par le sénateur Buckwold, afin de lui demander d'entreprendre des démarches relatives à un sujet particulier. Normalement, cet avocat n'entreprend pas de démarches auprès de l'administration ou des hauts fonctionnaires, mais on lui demande de le faire et il se dit «bien, je ne vais pas avoir de difficulté avec ce projet de loi sur les lobbyistes. Je fais mieux de communiquer avec mon associé d'Ottawa qui entreprendra les démarches en mon nom, parce qu'il est un lobbyiste professionnel.»

Il me semble que ce que vous faites est de faire pénétrer dans l'esprit des Canadiens, la crainte qu'ils n'ont pas le droit de s'adresser à leur gouvernement, sauf par l'intermédiaire de personnes particulières qui leur demanderont alors des honoraires élevés.

M. Watters: Je voudrais faire quelques commentaires, sénateur. Quand nous avons étudié la méthode qui a été adoptée ici, nous avons eu de longues discussions avec l'Association du barreau canadien et je pense que les représentants de cet organisme ont compris la nature des mesures contenues dans le projet de loi. La méthode utilisée a été conçue, je pense, pour éviter la situation dont vous avez parlé, situation qui empêcherait les personnes de s'adresser au gouvernement. Par exemple, dans le cas d'un lobbyiste de la 1^{re} catégorie ou de l'avocat qui effectuera du lobbyisme au nom de son client, l'enregistrement de ces personnes peut se faire, en fait, une fois que le lobbyisme a commencé. Je crois que le projet de loi prévoit une période de 10 jours. Par conséquent, pour ce qui est des situations commerciales qui se présentent, ou peut-être dans le cas

[Text]

sent his client very quickly, there is not a period of time that he would have to wait before he can go to Ottawa, knowing that he is safe in terms of making his representations and having registered. There are, in fact, provisions such as that to ensure that access can be immediate on behalf of a professional lobbyist or on behalf of a lawyer representing his client.

Senator Stanbury: It seems to me that we will find that many people who are now making representations to governments will be very much concerned about making such representations in the future. There is one little example that comes to mind. However, I have not yet had an opportunity to study the bill thoroughly, so I may be out in left field with this example. I am thinking of a situation of which I was aware a few years ago where an American company had some 250 franchise dealers in Canada. When the company had a problem with the government, it would tell its franchisees to go to their MP and make sure that he understood how important the issue in question was for the franchisee. I suppose you might say that, because each franchise dealer was only supporting his own interests, he is not then a lobbyist. However, he is really making representations on the instructions or under persuasion from a third party who has a very great interest in the way in which something is done. How does that fit into this whole question of who is a lobbyist and who is not?

Mr. Watters: I think you are right that the franchise dealer, in going to his local MP and making representation, is not engaged in lobbying. With respect to the fact that there is an American parent that is, in effect, encouraging its franchisees in Canada to carry out that activity, there is no way of capturing that kind of situation.

If, however, that American parent were to hire a lobbyist or lobbying firm in Canada to then make representations to the government, to MPs, senators and so on, then that would be a lobbying activity and would be caught within the ambit of the bill.

Senator Stanbury: What would happen if they merely hired someone to coordinate the approach of their franchisees?

Mr. Watters: If that individual himself then engaged in activity with a public office holder and was being paid for that activity, then yes, that would be lobbying.

Senator Stanbury: Thank you.

Senator MacDonald (Halifax): Mr. Watters, clause 5(e) talks about the awarding of any monetary grant or contribution or other financial benefit and (f) talks about the awarding of any contract by or on behalf of Her Majesty. What about a grant from DRIE or from the Atlantic Canada Opportunities Agency? Does that fall within the ambit of either of these sub-clauses?

[Traduction]

d'un avocat qui désire, très rapidement, entreprendre des démarches pour son client, cette personne n'a pas à attendre un certain temps avant de pouvoir aller à Ottawa, elle sait qu'elle ne court aucun risque pour ce qui est d'entreprendre les démarches et de s'enregistrer. En fait, des dispositions de ce genre existent afin de permettre un accès immédiat dans le cas d'un lobbyiste professionnel ou d'un avocat qui représente son client.

Le sénateur Stanbury: Il me semble que nous trouverons que de nombreuses personnes qui entreprennent actuellement des démarches auprès du gouvernement seront très inquiètes pour ce qui est d'entreprendre de telles démarches à l'avenir. Un exemple me vient à l'esprit. Cependant, comme je n'ai pas encore eu l'occasion d'étudier le projet de loi à fond, il se peut que mon exemple ne soit pas le plus pertinent qui soit. Je pense à une situation dont j'ai eu connaissance il y a quelques années où une société américaine avait 250 magasins en franchise au Canada. Quand cette société avait un problème avec le gouvernement, elle disait à ses franchisés d'aller voir leur député et de s'assurer que ce dernier comprenait l'importance de la question à leurs yeux. Je suppose que l'on pourrait dire que, parce que chaque franchisé ne faisait que défendre ses intérêts, il n'était pas un lobbyiste. Cependant, il entreprenait réellement des démarches suivant les instructions ou à la demande d'un tiers qui était très intéressé à la façon dont les choses se déroulaient. Comment cette situation peut-elle être classée quand on se pose la question à savoir qui est un lobbyiste et qui n'en est pas un?

M. Watters: Je pense que vous avez raison de dire que le franchisé, qui rencontre son député et entreprend des démarches auprès de lui, ne fait pas de lobbyisme. Pour ce qui est de la société-mère américaine qui, en fait, encourage ses franchisés au Canada à effectuer ces démarches, il n'existe pas de moyen qui permette de faire tomber les cas de ce genre sous le coup de la loi.

Cependant, si cette société-mère américaine embauchait un lobbyiste ou une société de lobbyisme au Canada pour leur faire entreprendre des démarches auprès du gouvernement, des députés, des sénateurs et ainsi de suite, cela constituerait une activité de lobbyisme qui serait dans le champ d'application du projet de loi.

Le sénateur Stanbury: Qu'arriverait-il si cette société se contentait d'embaucher quelqu'un pour coordonner l'action de ses franchisés?

M. Watters: Si cette personne elle-même entreprenait alors des démarches auprès d'un titulaire d'une charge publique, et qu'elle était payée pour faire ces démarches, alors, oui, ce serait du lobbyisme.

Le sénateur Stanbury: Merci.

Le sénateur MacDonald (Halifax): M. Watters, l'alinéa 5e) mentionne l'octroi de sommes d'argent, à titre de subventions ou de contributions, ou d'autres avantages financiers semblables et l'alinéa 5f) mentionne l'octroi de contrats par Sa Majesté ou en son nom. Qu'en est-il d'une subvention du ministère de l'Expansion industrielle régionale ou de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique? Une telle

[Text]

Mr. Watters: Yes it does.

Senator MacDonald (Halifax): Let us say, for the sake of argument, that there is a firm in Halifax called McGinnis and Wilson. I am a private citizen, living in Halifax, and I, personally, do not want to wade through the myriad of opportunities to obtain grants from the government. Therefore I hire this firm and I am going to pay them for something which may continue for an extended period of time in order for me to get the grants or any number of things. As you know, there are just hundreds of opportunities. Does that firm, McGinnis and Wilson, have to register in order to do that work for me and is it a "per location" registry?

Mr. Watters: No.

Senator MacDonald (Halifax): You say "no"? Supposing they are a public relations firm. As a matter of fact, they happen to be a law firm. Is there any difference?

Mr. Watters: No. If I understand the factual situation you have described, a company in Halifax has hired a firm to make representations for them, or on their behalf, in relation to the potential awarding of government contracts or grants.

Senator MacDonald (Halifax): Yes.

Mr. Watters: In that situation, where they are making representations on behalf of a client, trying to influence or to bring certain factors or view points or arguments to the attention of decision makers in government, they would be engaged in lobbying activity.

As I understand the additional question you asked, it was whether they would have to register on every occasion where they made an approach on behalf of their client, this firm in Halifax? The answer is that the registration is for a period of time rather than transaction-by-transaction. If their activities took place within the period of a year, they would register once as being a lobbyist and as having a particular firm as a client.

Senator MacDonald (Halifax): But they must register?

Mr. Watters: They must register, yes.

Senator MacDonald (Halifax): All lawyers must register if they fit into a description which I just gave or one similar to that?

Mr. Watters: Yes. If they fit within those facts then, they would be lobbying on behalf of a client.

Senator Stanbury: May I ask, is it the firm that registers, be it a public-relations or law firm or whatever, or does each individual who might be involved register?

Mr. Watters: It is the individual in relation to a particular client who would register, senator. It would not be the firm that would register.

[Traduction]

subvention se trouve-t-elle dans le champ d'application de l'un ou l'autre de ces alinéas?

M. Watters: Oui, c'est le cas.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Disons, aux fins de la discussion, qu'il existe, à Halifax, une société appelée McGinnis and Wilson. Je suis un particulier qui habite Halifax et je n'ai pas l'intention de m'attaquer personnellement à l'étude de la myriade d'occasions que j'ai d'obtenir des subventions du gouvernement. J'engage donc cette société et je vais la payer pour entreprendre des travaux qui pourront se poursuivre pendant une longue période afin que j'obtienne des subventions ou d'autres choses. Comme vous le savez, il existe des centaines d'occasions de ce genre. Cette société, McGinnis and Wilson, doit-elle s'enregistrer afin d'effectuer ce travail pour moi et s'agit-il d'un enregistrement «par emplacement»?

M. Watters: Non.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Vous dites «non»? Supposons qu'il s'agit d'une société de relations publiques. En fait, il s'agit d'un cabinet d'avocats. Y a-t-il une différence?

M. Watters: Non. Si je comprends la situation factuelle que vous avez décrite, une société de Halifax a embauché une entreprise afin de faire des démarches pour elle ou en son nom dans le but d'obtenir éventuellement des contrats ou des subventions du gouvernement.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Oui.

M. Watters: Dans le cas où ils font des représentations au nom d'un client, en vue d'exercer une influence ou pour signaler certains éléments ou points de vue ou arguments à l'attention de ceux qui prennent les décisions au gouvernement, ils exercent des activités de lobbying.

Si j'ai bien compris l'autre question que vous avez posée, vous voulez savoir s'ils ont dû s'enregistrer chaque fois qu'ils sont intervenus au nom de leur client, ce cabinet à Halifax? Alors voilà: les lobbyistes s'enregistrent pour une période de temps et non à l'occasion de chaque activité de lobbying. Si toutes leurs activités ont eu lieu durant l'année, ils se sont enregistrés une seule fois comme lobbyistes au nom de ce cabinet particulier qui était leur client.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Mais ils doivent s'enregistrer, n'est-ce pas?

M. Watters: Effectivement, ils doivent s'enregistrer.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Tous les avocats doivent s'enregistrer si leur situation correspond à celle que je viens de décrire ou à une situation similaire?

M. Watters: Oui. Si leur situation correspond à la situation décrite précédemment, ils font du lobbying au nom de ce client.

Le sénateur Stanbury: Puis-je vous demander si c'est l'entreprise qui doit s'enregistrer, qu'il s'agisse d'une entreprise de relations publiques ou d'un cabinet d'avocats, etc., ou est-ce que chaque personne qui pourrait intervenir doit s'enregistrer?

M. Watters: C'est la personne même qui représente un client particulier qui doit s'enregistrer et non l'entreprise, monsieur le sénateur.

[Text]

Senator MacDonald (Halifax): But, again, are they forever on the docket if they register? You said that it is not a per-occasion registry. This may go over a period of two years; as a matter of fact, that is common.

Senator Nurgitz: They register annually.

Senator MacDonald (Halifax): Do they register annually?

Mr. Watters: Yes.

Senator MacDonald (Halifax): So any law firm doing business of that kind with the government must register every year?

Mr. Watters: It would be the individuals in the law firm who are engaging in that kind of practice, yes.

Senator MacDonald (Halifax): What about one of those "factory" firms in Toronto? Can you name one, senator Stanbury?

Senator Stanbury: McCarthy and McCarthy have 150 registered.

Senator MacDonald (Halifax): They would have writer's cramps registering.

Mr. Watters: If all of the lawyers in that firm were engaged in lobbying on behalf of different clients, then they would have to register; that is correct.

Senator MacDonald (Halifax): Is the Canadian Bar happy with that?

Mr. Watters: It is aware of the approach, senator.

Senator Stanbury: Anybody who has been involved in a law firm can quite easily see the difficulties. All you have to do is look at the bad experience of the bench recently to realize that a great many lawyers do not know the law. If a real estate lawyer, who never has any contact with government people, is asked by a client to write to somebody with whom he has some contact, to tell him about a problem and to make representations, then that fellow will not think at all about registering as a lobbyist. If he does think about it, he will say to himself, "Gee, I did not know anything about this lobbying business. I had better not do that. I had better find somebody who is registered."

Senator Spivak: I have a general question. What were the circumstances regarding the system of lobbying that this bill hopes to redress? I notice one of the statements in the preamble is:

And whereas a system for the registration of paid lobbyists should not impede free and open access to government.

Mr. Watters: Yes.

Senator Spivak: Is that open access for paid lobbyists or for people in general? I cannot really tell from this exactly what ills you were hoping to cure.

Mr. Watters: The concern was really twofold. The first was a concern that the lobbyists who were approaching public

[Traduction]

Le sénateur MacDonald (Halifax): Mais, permettez-moi d'insister, une fois enregistrés, le sont-ils pour toujours? Vous avez mentionné qu'ils n'ont pas à s'enregistrer à chaque occasion. Ils peuvent donc être enregistrés pour une période de deux ans; d'ailleurs, cette pratique est courante.

Le sénateur Nurgitz: Ils doivent s'enregistrer chaque année.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Le font-ils?

M. Watters: Oui.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Ainsi, tout cabinet d'avocats qui s'adonne à des activités de cette nature avec l'État doit s'enregistrer chaque année?

M. Watters: En effet, les avocats du cabinet qui s'adonnent à ces activités doivent s'enregistrer chaque année.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Et que dire de ces cabinets où les lobbyistes «foisonnent» à Toronto? Pouvez-vous en nommer un, Sénateur Stanbury?

Le sénateur Stanbury: McCarthy et McCarthy, dont 150 avocats sont enregistrés.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Ils auraient la crampe de l'écrivain à force d'enregistrer des avocats.

M. Watters: Si tous les avocats de ce cabinet faisaient du lobbyisme au nom de différents clients, ils devraient s'enregistrer, c'est exact.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Le Barreau canadien est-il heureux de cette situation?

M. Watters: Il est au courant de la procédure, monsieur le sénateur.

Le sénateur Stanbury: Quiconque a travaillé dans un cabinet d'avocats peut facilement comprendre les difficultés. Vous n'avez qu'à vous rappeler la mauvaise expérience du banc récemment pour constater qu'un grand nombre d'avocats ne connaissent pas la loi. Si un avocat en droit immobilier, qui n'a jamais de contacts avec les gens du gouvernement reçoit un client qui lui demande d'écrire à un fonctionnaire avec qui il a des relations pour lui parler d'un problème et faire des représentations, il ne lui viendra pas à l'esprit de s'enregistrer comme lobbyiste. Si par hasard cette idée lui traverse l'esprit, il se dira: «Et bien, je ne savais rien de cette histoire de lobbyisme. Je ne peux faire cela. Je ferais mieux de trouver quelqu'un qui est enregistré.»

Le sénateur Spivak: J'ai une question d'ordre général à poser. Quelles sont les situations que ce projet de loi vise à redresser concernant le système de lobbyisme? L'un des énoncés dans le préambule a attiré mon attention, à savoir:

Vu le fait que l'enregistrement des lobbyistes rémunérés ne doit pas faire obstacle à cette liberté d'accès.

M. Watters: Oui.

Le sénateur Spivak: Cette liberté d'accès concerne-t-elle les lobbyistes rémunérés ou les gens en général? Je ne vois pas très bien, par cet énoncé, quelles lacunes vous souhaitiez corriger.

M. Watters: En fait, le problème était double. D'abord, on était préoccupé du fait que les lobbyistes qui intervenaient

[Text]

office-holders were not identifying the clients they represented, and a feeling that there should be a requirement to do that. The second concern was that the public did not have access to information that described who was approaching the government about a range of issues. It was felt that this kind of a registry would open up access to journalists and to the public in general, if they wanted this kind of information.

Senator Spivak: So it was not to redress the situation where some lobbyist was paid a sum of money by a local fisherman to see the minister of Fisheries? That is not contemplated? It is not the substance of the lobbying that is visualized here? Am I correct that that is not one of the things that would be proscribed or proscribed?

Mr. Watters: I would have to know more about the factual situation to know if payment was made.

Senator Spivak: Would it not be illegitimate for a person who made his living as a lobbyist to make any sort of representation or request on behalf of a client to a minister? I am wondering about the range of activity that is contemplated in this bill. It may not be viewed in our democratic society as legitimate or illegitimate and I want to know whether that would constitute an impediment to free and open access to government. What are the things that might impede that? It says that the system of registration of lobbyists should not impede free and open access to government.

Mr. Watters: With respect to the two purposes I cited earlier, they relate to the question of information being provided about lobbying activity. That really is the extent of the legislation in the proposed bill. It does not get into the additional matter of trying to regulate lobbying activity or trying to indicate that certain kinds of lobbying activity are inappropriate.

Senator Spivak: What is meant by "... a system for the registration of paid lobbyists should not impede free and open access to government"?

Mr. Watters: What it means is that, in developing the bill, there is a balance between trying to get information to make it available to public office-holders and to the public but not going so far as to begin to impede the access of lobbyists to government.

Senator Spivak: It is the lobbyists that we do not want to impede; is that correct?

Mr. Watters: Yes.

Senator Spivak: That was the question I asked in the first place.

Mr. Watters: If an individual were regarded as being a lobbyist on his own behalf, you do not want to impede his access to an MP or senator. There is an exclusion of that kind of activity from being regarded as a lobbying activity. It is in the nature of those kinds of provisions that you draw that balance between ensuring you get information about lobbying but not

[Traduction]

auprès des titulaires d'une charge publique n'indiquaient pas les clients qu'ils représentaient, alors qu'on estime que cette mesure devrait être obligatoire. Puis, on était préoccupé du fait que la population n'avait pas accès aux renseignements concernant l'identité des personnes qui intervenaient auprès des titulaires d'une charge publique au sujet de diverses questions. On était d'avis que ce genre de registre ouvrirait l'accès aux journalistes et au grand public qui souhaitent obtenir ce genre de renseignements.

Le sénateur Spivak: Le but visé n'était donc pas d'éviter, par exemple, qu'un pêcheur local paye un lobbyiste pour que celui-ci lui ménage une rencontre avec le ministre des Pêches? Cela n'est pas envisagé? Il n'est pas question de l'essence même du lobbyisme, en l'occurrence? Dois-je comprendre qu'il ne s'agit pas là d'une des choses qui était prescrite ou proscrire?

M. Watters: Il faudrait que j'en sache davantage au sujet de la situation réelle pour déterminer s'il y a eu rémunération.

Le sénateur Spivak: Ne serait-il pas illégitime qu'une personne qui gagne sa vie comme lobbyiste fasse toutes sortes de représentations ou de demandes au nom d'un client auprès d'un ministre? Je pense à toute la gamme d'activités visées dans ce projet de loi. Dans notre société démocratique, ces activités pourraient ne pas être considérées comme légitimes ou illégitimes, et j'aimerais savoir si cela ferait obstacle à la liberté d'accès aux institutions de l'État. Qu'est-ce qui pourrait faire obstacle à la liberté d'accès aux institutions de l'État? Il est dit dans le projet que l'enregistrement des lobbyistes ne doit pas faire obstacle à la liberté d'accès aux institutions de l'État.

M. Watters: En ce qui concerne les deux objectifs que j'ai mentionnés précédemment, il visent la question des renseignements fournis au sujet des activités de lobbyisme. Voilà la portée réelle de la législation contenue dans le projet proposé. C'est là que s'arrête le but du projet de loi; il ne s'agit pas de réglementer les activités de lobbyisme ou d'essayer de souligner que certains types d'activités de lobbyisme ne sont pas appropriés.

Le sénateur Spivak: Que signifie l'énoncé suivant à savoir que «l'enregistrement des lobbyistes rémunérés ne doit pas faire obstacle à la liberté d'accès aux institutions de l'État»?

M. Watters: Cet énoncé signifie que le projet de loi vise à assurer un certain équilibre, c'est-à-dire faire en sorte qu'on puisse obtenir des renseignements pour les diffuser aux titulaires d'une charge publique et au public sans exagérer au point d'entraver l'accès des lobbyistes aux institutions de l'État.

Le sénateur Spivak: C'est la liberté d'accès des lobbyistes mêmes que nous ne voulons pas entraver, exact?

M. Watters: Oui, c'est exact.

Le sénateur Spivak: C'est la question que je posais au début.

M. Watters: Si une personne est considérée comme un lobbyiste intervenant en son propre nom, il n'est pas question d'empêcher qu'elle ait accès à un député ou à un sénateur. Ce genre d'activité est exclue, c'est-à-dire qu'elle n'est pas considérée comme une activité de lobbyisme. C'est par l'essence de ce genre de dispositions que vous visez à assurer cet équilibre,

[Text]

going so far as to impede the access of lobbyists to government.

For example, there was an earlier question in terms of the timing of registration and I mentioned, with respect to the Tier I lobbyist, that he can register after the fact. If someone wants to make representation through an adviser to government, you are not going to impede that person. He can go immediately to an MP or a senator, or to another public office holder, and only later can he register in terms of the registration system.

Senator Spivak: Am I correct in assuming that the free and open access to government being talked about here is in relation to paid lobbyists? What is the relationship between paid lobbyists, registration, information and anyone who wants to phone an MP?

Mr. Watters: The bill relates only to paid lobbyists, so it is a question of how you define that in terms of who is not a paid lobbyist. By designating the element of payment being made, you are excluding a category of people such as individuals or volunteers who make representations on behalf of a local community group. They are not receiving any payment for that and, therefore, should not go through the process of registration. Thereby you are not inhibiting the access of those individuals to government.

The Chairman: There is obviously more interest in this bill than I anticipated when I set up our meeting for today. We have other witnesses to hear at five o'clock in relation to Bill C-61. Following that, we will perhaps ask the department officials to come back.

I may tell you that the Canadian Bar Association and another group of lobbyists have asked to appear on this matter; so we will be holding a meeting on Thursday morning to continue our study of this bill.

I believe Senator Doyle and other senators have asked for a second round. Is it your wish that we should continue now and impose on our other witnesses?

Senator Buckwold: If our witnesses will be returning, I will ask my questions then.

The Chairman: We will ask those questions on another occasion, Mr. Watters.

Mr. Watters: That is fine, thank you.

The Chairman: We will conclude this portion of our hearings now. I thank you for your appearance, Mr. Watters.

Honourable senators, we are pleased to have back before our committee two representatives from the Defence Council Association of Ottawa, Mr. Robert Wakefield, who is the past president, and Mr. Michael Neville. You may recall that they appeared on a previous bill that we were studying, and they are now here to give us their views with respect to Bill C-61.

[Traduction]

c'est-à-dire faire en sorte d'obtenir des renseignements au sujet des activités de lobbyisme sans exagérer au point d'entraver l'accès des lobbyistes aux institutions de l'État.

Par exemple, une question a été posée précédemment au sujet du moment de l'enregistrement et j'ai mentionné, au sujet du lobbyiste de la première catégorie, qu'il peut s'enregistrer après coup. Si une personne veut faire des représentations par l'intermédiaire d'un conseiller auprès du gouvernement, vous n'allez pas l'empêcher de le faire. Elle pourra s'adresser immédiatement à un député ou à un sénateur ou à un autre titulaire d'une charge publique et s'enregistrer plus tard selon les modalités du système d'enregistrement.

Le sénateur Spivak: Dois-je comprendre que la liberté d'accès aux institutions de l'État dont il est question ici est celle des lobbyistes rémunérés? Quel est le lien entre les lobbyistes rémunérés, l'enregistrement, l'information et quiconque désire téléphoner à un député?

M. Watters: Le projet de loi ne vise que les lobbyistes rémunérés, alors tout dépend de votre définition de lobbyiste rémunéré et de lobbyiste non rémunéré. En spécifiant l'élément de la rémunération, vous excluez une catégorie de gens tels que les personnes ou les bénévoles qui font des représentations au nom d'un groupe communautaire local. Ils ne sont pas rémunérés pour leurs activités et, par conséquent, ne devraient pas avoir à s'enregistrer. Ainsi, vous ne faites pas obstacle à la liberté d'accès de ces personnes aux institutions de l'État.

Le président: Ce projet de loi suscite manifestement plus d'intérêt que je ne l'avais prévu lorsque j'ai préparé notre réunion d'aujourd'hui. Nous avons d'autres témoins à entendre à 17 h concernant le projet de loi C-61. Après cette réunion, nous pourrions peut-être demander aux représentants ministériels de revenir.

Je peux vous dire que l'Association du barreau canadien et un autre groupe de lobbyistes ont demandé de témoigner à ce sujet, alors nous tiendrons une réunion jeudi matin pour continuer à étudier ce projet de loi.

Je crois que le sénateur Doyle et d'autres sénateurs ont demandé un deuxième tour. Préférez-vous continuer maintenant au risque d'abuser de la gentillesse de nos autres témoins?

Le sénateur Buckwold: Si nos témoins reviennent, je poserai mes questions à ce moment-là.

Le président: Nous poserons ces questions à une autre occasion, monsieur Watters.

M. Watters: D'accord, merci.

Le président: Nous terminerons ici cette partie de nos débats. Je vous remercie de votre témoignage, monsieur Watters.

Honorables sénateurs, nous avons le plaisir d'accueillir devant notre comité deux représentants de la *Defence Council Association of Ottawa*, M. Robert Wakefield, qui en est l'ancien président et M. Michael Neville. Vous vous rappellerez sans doute qu'ils ont déjà comparu lors de l'étude d'un autre projet de loi; ils sont maintenant présents pour nous donner leur point de vue sur le projet de loi C-61.

[Text]

I understand that each has a presentation to make, so we can proceed; and I do apologize for not being able to start on time. We will try to give you as much time as possible.

Mr. Robert Wakefield, Past President, Defence Council Association of Ottawa: Senators, thank you very much for the invitation. We had the opportunity to circulate among our colleagues the bill that is before you to solicit opinions, but I hope you can appreciate that during the summertime it is very difficult to find enough lawyers to get a broad spectrum of opinion. I tried to contact as many people as I could to get their ideas, to coordinate them and to present them to you today. You have probably heard, or will hear, many of the same things from other people, so to keep it brief I will try to highlight the consensus of the opinions. If there are any particular areas on which you would like us to expand, perhaps we can do so in response to questions.

The profession as a whole looked at this bill and thought if this bill had a personality or was a person, it would remind them of the patient who went in for a sex change and woke up on the operating table asking themselves, "Am I a man or am I a woman?" or perhaps somewhere in between. This bill creates the same kind of problem. Lawyers who look at it do not know, at first blush or even upon examination, whether this is a criminal law bill, a civil law bill or some kind of income tax bill whose main purpose is expropriation of the property of citizens.

It is difficult to assess, but one of the first challenges that is going to be advanced when people come to deal with it in the criminal courts will be the constitutional basis, as to whether or not it is a proper creation of the provinces in the field of property and civil rights or it does actually have a legitimate criminal law orientation.

The basis for that view is from looking at it and determining if it is a bill that deals with racketeering, organized crime, the mafia, et cetera. There is no reference. A major criticism is that in the definition of economic offences, drug offences, and under all of the listed offences, there is absolutely no reference to any degree of organization or on-going continuation of offences, to any broader spectrum other than a simple shoplifting. A simple shoplifting, as I look at it, will trigger the consequences of this bill and the kind of investigation that follows.

The second thing that lawyers would consider is this: Was the bill in its present state designed simply to provide economic discouragement to people who commit offences? Lawyers would have difficulty with that, because even substantial jail sentences and other types of penalty that are involved in the criminal process do not seem to deter the commission of crime. It would tax the imagination to think that a criminal is sitting around some place reading this bill and saying to himself, "I will cease and desist my criminal activity immediately because they will take away the proceeds or the profits of my crime somewhere down the line." That is not to say that it is not a valid social objective, to cease the profits of crime. I never

[Traduction]

Il semble que chacun ait un exposé à faire, alors nous allons commencer. Je m'excuse de n'avoir pu vous entendre à l'heure fixée. Nous ferons en sorte de vous donner le plus de temps possible.

M. Robert Wakefield, ancien président, Defence Council Association of Ottawa: Messieurs les sénateurs, je vous remercie de votre invitation. Nous avons fait circuler le projet de loi en question parmi nos collègues pour obtenir leur point de vue, mais vous comprendrez sûrement qu'en plein été il a été difficile de trouver suffisamment d'avocats pour avoir un échantillon très diversifié. J'ai toutefois tenté de communiquer avec le plus de personnes possible pour recueillir leurs idées, coordonner le tout et vous le présenter aujourd'hui. Vous avez certainement entendu les mêmes choses ou vous les entendrez probablement encore, par conséquent je serai bref et je tenterai de m'en tenir aux opinions qui ont fait l'unanimité. Si vous souhaitez obtenir plus de détails sur certains sujets, nous pourrions répondre à vos questions.

De façon générale, les avocats qui ont pris connaissance du projet de loi se sont dits d'avis qu'on pourrait le comparer à un patient qui se réveillerait après avoir subi une intervention au cours de laquelle il aurait changé de sexe et demanderait s'il est un homme ou une femme, ou quelque chose d'intermédiaire. Ce projet de loi crée ce genre de problématique. Les avocats consultés ont indiqué ne pas savoir de prime abord, et même après examen, s'il s'agit de droit criminel, de droit civil ou d'un projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu dont le but principal serait l'expropriation de biens appartenant à des particuliers.

Il est difficile de trancher, mais l'un des premiers problèmes qui se posera lorsqu'il faudra l'utiliser devant des cours criminelles sera le fondement constitutionnel, c'est-à-dire si c'est une œuvre légitime des provinces dans le domaine des biens et des droits civils ou si ce document est vraiment de nature criminelle.

Pour en juger, il faut l'examiner et déterminer si ce projet de loi traite de racket, de crime organisé, de mafia, etc. Il n'y a pas de point de repère. L'une des principales critiques est la suivante: La définition d'infraction d'ordre économique, d'infraction relative aux drogues et de toutes les autres infractions ne fait absolument pas mention d'organisation ou de répétition des infractions dans une perspective plus large que le simple vol à l'étalage. Un simple vol à l'étalage, si j'ai bien compris, enclenchera les mécanismes prévus dans le projet de loi et le genre d'enquête qui s'ensuit.

Une autre question que les avocats pourraient soulever est celle-ci: Le projet de loi tel qu'il se présente à l'heure actuelle a-t-il simplement but d'exercer un effet dissuasif sur le plan économique à l'endroit des personnes qui commettent des infractions? Les avocats auraient des problèmes avec cela étant donné que même de lourdes sentences d'emprisonnement et autres types de sanctions visant les personnes impliquées dans des affaires criminelles ne semblent pas exercer la force de dissuasion voulue. Il faut avoir beaucoup d'imagination pour croire qu'un criminel va lire la loi et se dire: «Je ne commettrai pas de délit parce que le produit de mon crime me sera éventuellement enlevé.» Cela ne signifie pas qu'il est sociale-

[Text]

could conceive of any arguments that are contrary to the social purpose of the bill, which is to discourage criminal activity and to cease the illegal profits. The question is how we should go about it, and that is what seems to have caused concern among those in the profession.

After reading through the bill, I took the view that it was designed by policemen and constructed by the prosecutorial authorities to give them every advantage and every conceivable leg-up they could find in order to pursue the ill-gotten gains. Perhaps they might argue that it is necessary to track down these kinds of proceeds and this kind of money because it will be well hidden. On the other hand, it is not restricted to organized crime or international conspiracies. It can be levied against your ordinary kid who sells a few grams at the Art Centre or somebody who is arrested for any of the enumerated offences.

The characteristic that upset the lawyers was that there seems to be an attack in this bill on the presumption of innocence. The standards of the proceedings are so low as to invite the presumption that there is something tainted and something wrong, and that it is very easy to get the process started against an individual. It undermines the accused's traditional right in criminal proceedings to remain silent and to not have to account. You will see that once the warrants are issued, and once the seizures are made, in most cases in order to get the property back or have access to it the person who has been the subject of the warrant will be required to come forth and give some kind of disclosure as to where he got the property and how he received it, and must satisfy someone on that basis. In that sense it almost becomes an investigative tool for police authorities.

Clearly, when you look at the scheme of things, if the police had evidence that a person committed a crime, they would charge him with a crime and proceed. These proceedings will be left for those people who the police cannot prosecute on any substantive offence but are left with a suspicion that they have done something. They will then attempt to invoke this legislation in order to make a seizure of profit, thereby compelling disclosure and some of the other proceedings that are triggered here.

There is a reverse onus that appears throughout the act, which again undermines the confidence in lawyers in how it is going to be used, and also tends to show that it has basically a civil orientation, where people have to come forward and justify a particular position. The reverse onus is throughout almost all of the recovery provisions.

I was speaking earlier with John MacIsaac from the Department of Justice. One of the other concerns that we have is the question of whether there is any liability on the prosecutorial authorities for costs and damages. I know there is a provision here that requires an undertaking from the Attorney General before any proceedings can proceed. However, I do not know that the legislation is clear that that might extend, after everything is said and done, for damages done to reputation, for loss of business income, or for damage done to assets that have been held in limbo as a result of the seizure and somehow

[Traduction]

ment inacceptable de saisir les gains tirés d'une activité délictueuse. Je ne peux d'ailleurs concevoir aucun argument défavorable à l'objectif social du projet de loi; c'est-à-dire lutter contre les activités criminelles et de saisir les profits obtenus illégalement. C'est la façon de procéder qui est mis en cause dans notre milieu professionnel.

Après lecture du projet de loi, j'en suis venu à la conclusion qu'il avait été élaboré par l'administration policière et les responsables des poursuites judiciaires de façon à leur donner tous les moyens nécessaires pour saisir tous les biens mals acquis. On peut soutenir qu'il est nécessaire de prendre les mesures nécessaires pour découvrir tous ces profits et tout cet argent bien cachés. Par ailleurs, cette recherche ne se limite pas au crime organisé ou aux conspirations internationales. On peut l'appliquer à un jeune qui vend quelques grammes de drogue ou quelqu'un qui est arrêté pour n'importe quel délit.

Ce qui préoccupe les avocats c'est qu'il semble y avoir une atteinte à la présomption d'innocence. Les normes pour tenter des poursuites sont si basses qu'il y a quasi présomption d'activité illicite; il est donc très facile d'amorcer le processus, ce qui va à l'encontre du droit traditionnel accordé par le droit criminel de se taire, de ne rien dire. Vous verrez qu'une fois les mandats émis et les saisis faites, pour récupérer ses biens ou y avoir accès, il faudra, dans la plupart des cas, la personne visée devra se présenter et révéler certaines choses sur la provenance de ses avoirs et la façon dont ils ont été obtenus, de façon à convaincre la personne qui posera les questions. En ce sens, ce mécanisme devient un outil d'enquête pour les policiers.

De toute évidence, si les services policiers avaient la preuve qu'une personne a commis un crime, une accusation serait portée. De telles procédures seront laissées aux cas de personnes que les policiers ne peuvent inculper d'un délit majeur, mais sur lesquels pèsent la présomption qu'ils ont commis un délit. On invoquera alors la loi pour saisir des gains ce qui obligera les personnes visées à divulguer certains renseignements, puis on entamera des procédures.

Le fardeau de la preuve est inversé ce qui nuit à la confiance que l'on peut porter aux avocats sur la façon de l'utiliser et donne du poids à la théorie de l'orientation civile, selon laquelle il faut se présenter et justifier un point particulier. Le fardeau inversé se retrouver dans presque toutes les dispositions relatives à la récupération des biens.

Je me suis entretenu avec John MacIsaac du ministère de la Justice. L'autre question qui se pose est celle de savoir s'il y a responsabilité de la part de ceux qui intentent les poursuites en ce qui a trait aux frais et aux dommages. Je sais qu'il y a une disposition en vertu de laquelle il doit y avoir engagement du procureur général avant que des procédures soient entamées. Toutefois, la loi ne semble pas préciser si cette règle peut être appliquée, une fois que tout sera terminé, aux préjudices causés à la réputation, à la perte de revenus d'affaires ou aux

[Text]

deteriorated during the period of time that they were before the courts.

If the accused is adjudicated against in some fashion and found guilty, there will be no difficulty with that. It will be the case where a charge is laid, the accused is acquitted and a judge comes to the conclusion that there was not enough basis to attack his assets—to seize them or restrain them—but significant and substantial loss has occurred in the meantime. We did not see that the bill properly addressed that concern.

Given the low standards to invoke the provisions—that is, information and belief in that type of thing—perhaps because of the low standards with which the bill can be invoked there should be greater protection for the accused by way of costs and damages in the appropriate case where he can make them out.

Dealing with the bill section by section, the French text has a note of organization to it. When you look at section 420.1, the definition section, “infraction de criminalité organisée” at least has some word that resembles organized crime. “Enterprise crime” does not quite create that connotation. As I have said, nowhere else in the act is there any reference to a more sophisticated or higher level of organization.

The other thing that a number of lawyers mentioned in looking at the bill was that the real economic crimes, or the more grandiose economic crimes, in this country seem to be committed contrary to other acts: the old Combines Investigation Act; which is now the Competition Act, certain environmental offences that produce profit, notwithstanding the offence; the Income Tax Act. Many of them have their own remedies, but it seemed to the lawyers who reviewed this that if the target were those large profits obtained from the commission of offences, perhaps some of those other acts would better have been included. I do not know whether or not that was canvassed by the legislative committee.

Another concern and a significant one was the extraterritoriality of some of the definitions. The definition of “proceeds of crime” and the definitions with respect to the laundering offence creates significant problems. Proceeds of crime can be derived from an act which is legal in the country in which it occurs but is a crime in Canada. Bookmaking readily comes to mind. If your uncle in England is running a bookmaking service and he sends you money or comes to visit you, the funds that he has, that were derived from his legitimate bookmaking enterprise in England, may fall the subject of this act. If a person owned a number of shares in a hotel in Las Vegas that allowed gambling in Las Vegas and was, in fact, a betting house or a gaming parlour, those might be subject to attack. What about a resident of the United States who works in that industry in either Atlantic City or England or wherever gambling is legal and wants to come to this country and bring his assets with him? Is he going to have his pocket picked at the border, as it were, with respect to the wealth and the assets gained there?

One of the common answers to all of these types of objections, of course, coming from the Crown—the prosecutorial authorities—is simply to “trust us.” It is not one that gives me

[Traduction]

dommages causés aux biens saisis qui se seraient endommagés pendant les procédures.

Si l'accusé est inculpé et jugé coupable, il n'y aura pas de problème. Cependant, si des accusations sont portées, que la personne est acquittée et que le juge conclut qu'il n'y avait pas matière suffisante pour prendre des mesures concernant ses biens—saisie ou restriction—et que des pertes substantielles ont été occasionnées. Il ne semble pas que le projet de loi tienne compte de ce problème.

Étant donné les normes peu élevées établies pour que ces dispositions s'appliquent, c'est-à-dire la dénonciation et les croyances raisonnables, il faudrait peut-être qu'il y ait une meilleure protection donnée à l'accusé par voie de dommages et intérêts le cas échéant.

Si l'on examine le projet de loi article par article, la version française fait allusion au crime organisé. Dans la définition donnée à l'article 420.1, il est fait mention de «l'infraction de criminalité organisée» ce qui est approchant. En anglais, «Enterprise crime» n'a pas la même connotation. Comme je l'ai dit, nulle part dans la loi il n'est fait mention d'une structure plus complexe ou d'un niveau supérieur d'organisation.

Un certain nombre d'avocats ont, en outre, mentionné après examen du projet de loi que les véritables crimes économiques ou les crimes économiques de plus grande envergure commis dans ce pays sont des violations d'autres lois: l'ancienne Loi relative aux enquêtes sur les coalitions qui est devenue la Loi sur la concurrence; certaines infractions environnementales permettent de générer des profits, nonobstant l'infraction, et la Loi de l'impôt sur le revenu. La plupart de ces lois proposent leurs propres correctifs, mais il a semblé aux avocat qui ont examiné le projet de loi que si l'on voulait s'attaquer aux profits importants obtenus en commettant des crimes, il aurait été préférable d'inclure quelques-unes de ces lois. Je ne sais pas si cette possibilité a été envisagée par le comité législatif.

Un autre problème d'importance est celui de l'extraterritorialité de certaines définitions. La définition des «produits de la criminalité» et celles qui ont trait au recyclage créent de graves problèmes. Les avoirs que l'on considère comme des produits de la criminalité peuvent avoir été obtenus dans un pays où l'activité considérée ici comme illégale, est légale. On pense tout de suite aux paris. Si votre oncle d'Angleterre administre un service de «bookmaking» et vous envoie de l'argent ou vous rend visite, son argent a été obtenu grâce à une entreprise légitime en Angleterre qui pourrait être considérée comme illégale par la loi. Si quelqu'un possède des actions dans un hôtel de Las Vegas où il est possible de jouer à l'argent, où l'on trouve des machines et des jeux de hasard, les gains obtenus pourraient être jugés illégaux. Que ce passerait-il si un Américain travaillant dans l'industrie des jeux de hasard à Atlantic City ou un Anglais ou un citoyen de tout autre pays où les jeux de hasard sont légaux voulait s'installer ici avec son argent? Est-ce qu'on lui videra les poches à la frontière et saisira-t-on ses biens?

L'une des réponses à toutes ces questions est bien sûr, de la part de la Couronne—partie poursuivante—faites-nous simplement confiance. Cette solution ne me satisfait pas, pour des

[Text]

a lot of comfort, for obvious reasons. I, as a citizen, would much rather see my rights spelled out and the controls on government spelled out, rather than leave them to some individual civil servant or police officer's discretion as to what should be done.

The other argument advanced, other than the obvious factual one, of course, was the question of the Supreme Court of Canada's position on extraterritoriality. In fairness, I did not have an opportunity to do much research with respect to that position. It is my understanding that the Supreme Court of Canada fairly recently has said that to attract Canadian criminal jurisdiction, some substantive element of the offence must occur in Canada. There must be some kind of social impact on Canada, this Canadian social process, which I do not see being assured in any way in the definition of "proceeds of crime" or the attempt to extend territoriality and jurisdiction with respect to those matters.

The special warrants provision created some problems. There are parts of that provision that clearly parallel the search warrant sections of the Criminal Code which are well established and have been scrutinized many times in the past, but there are parts that show a departure. The standard reasonable grounds to believe is the basis of it, and I notice from looking back to some of the other submissions there was a question of whether there should be reasonable and probable grounds. Then the debate ensues as to whether "probable" is surplussage or whether it is included in "reasonable".

The wording that I find preferable is that contained in section 455 of the Criminal Code, that an informant must make an oath under an order to lay a charge. The wording used in that section of the Criminal Code is that he has reasonable grounds to believe, and does believe. There is a difference between having reasonable grounds that could lead to belief, and actually believing it. In other words, an individual could be in possession of reasonable grounds, or evidence that tended to show, but evidence that the individual did not think was reliable. That very often happens to police officers when they are dealing with informants or complainants who they know have some complicity or involvement in an offence. The police officer may not believe what is being told to him, but, at the same time, it could still afford reasonable grounds if it were dressed up properly in an affidavit or an application to a judge.

That led us to what we felt was another serious omission here, and that was whether or not this application should require a disclosure of a history of the application. In other words, had any earlier attempts been made to obtain warrants? This would also apply to restraining orders. The question was whether any other previous attempts had been made with respect to that accused person or that person under investigation, or with respect to that property. There is then the whole problem of corporate names and the shifting around. However, since there will be no one there to counter the evidence, we feel that a judge should be able to hear whether any previous application had been made to another judge who may have refused it for one reason or another. It is to discourage

[Traduction]

raisons évidentes. En tant que citoyen, je préférerais que mes droits soient clairement énoncés et que les mécanismes de contrôle gouvernementaux soient définis au lieu d'en laisser la discrétion à des fonctionnaires ou à des policiers.

L'autre argument soulevé, outre les aspects factuels, est celui du point de vue de la Cour suprême du Canada sur l'extraterritorialité. En toute honnêteté, je n'ai pas eu le temps de faire beaucoup de recherches sur le sujet. Je crois savoir que la Cour suprême du Canada a récemment soutenu que pour que la Loi criminelle canadienne puisse s'appliquer, une partie importante des délits doivent avoir été commis au Canada. Il doit y avoir des répercussions sociales pour le Canada et l'intégrité sociale du Canada ne semble aucunement garantie par la définition de produits de la criminalité ou les dispositions visant à accroître la territorialité et les compétences en la matière.

La disposition relative aux mandats spéciaux a soulevé certains problèmes. Certaines parties de cette disposition s'apparentent aux articles concernant les mandats de perquisition du Code criminel qui sont bien établis et qui ont été examinés en profondeur à plusieurs reprises dans le passé, mais il y a néanmoins certaines différences. Elle est fondée sur le principe du motif raisonnable, et je constate après avoir pris connaissance des autres mémoires qu'on s'interrogeait pour savoir s'il devait y avoir des motifs raisonnables ou probables. Le débat se poursuit ensuite sur la question de savoir si la notion de «raisonnable» constitue un enrichissement du sens ou si elle est comprise dans le concept de «raisonnable».

En ce qui me concerne, je préfère la formulation de l'article 455 du Code criminel selon lequel un dénonciateur doit prêter serment lorsqu'il porte une accusation. La formulation utilisée dans cet article du Code criminel est qu'il a des motifs raisonnables de croire et qu'il croit effectivement. Il y a une différence entre avoir des motifs raisonnables qui pourraient porter à croire et croire effectivement. En d'autres termes, une personne pourrait avoir des motifs raisonnables ou des preuves qui tendent à démontrer, mais des preuves qu'elle ne considère pas comme fiables. C'est très souvent la situation dans laquelle se retrouvent les policiers qui ont affaire à des dénonciateurs ou des plaignants qu'ils savent complices ou impliqués dans une affaire. Le policier peut ne pas croire la déposition mais, en même temps, celle-ci pourrait lui fournir des motifs raisonnables si elle était présentée convenablement dans un affidavit ou une requête à un magistrat.

Cela nous a mené à ce que nous considérons comme une autre omission sérieuse, à savoir si cette requête devrait être accompagnée de l'historique de la requête. En d'autres termes, faudrait-il également aux injonctions restrictives. La question était de savoir si d'autres mesures antérieures avaient été prises à l'égard de l'accusé ou de la personne faisant l'objet d'une enquête ou encore des biens en question. Il y a ensuite toute la question des noms de sociétés et des transferts. Toutefois, puisque personne ne pourra réfuter la preuve, nous estimons que le juge devrait être en mesure de savoir si des requêtes ont déjà été présentées à un autre magistrat qui aurait pu les refuser pour une raison ou une autre. Cela vise à décourager la pratique courante qu'ont les avocats de la défense de rechercher le

[Text]

the common practice that defence lawyers are always being accused of, namely "judge-shopping". However, as we all know, lawyers will be lawyers and crown lawyers also indulge in judge-shopping.

I am sure the situation would be undesirable where an application was presented by a crown officer, was refused, and then the crown officer simply went to another judge without telling the second judge that an earlier application had been made. We felt that it was an appropriate enough safeguard that disclosure of that type of information should be contained in any application under that clause or for restraining orders.

Mr. Michael J. Neville, Lawyer, Burritt, Grace and Neville, Ottawa: A similar restriction or a restriction of that type is found in, for example, the wiretap legislation where a safeguard against that type of judge-shopping for a wiretap order is built into the legislation. If an application is made, or successive applications are going to be made, each succeeding judge must be told that the prior application was made and what the result was. That prevents the very problem that Mr. Wakefield was discussing.

Mr. Wakefield: The other thing with which we were concerned in that clause is that there is no time limit placed on the execution of the warrant. There is a time limit later that pops up when goods are seized, whereby the authorities have six months to bring an application before a judge to decide what to do with those goods. While we are on that subject, I think there was unanimous agreement among the profession that six months was a long time, particularly when we are always hearing the assurance from the Attorney General that this provision will only be used in big cases where there are lots of money and things involved. Of course, the more money and the larger the asset, hopefully the more quickly the matter would be resolved. Six months seems like a long time; 30 days might be an appropriate time within which an application could be made. Also, the application could simply be to extend the time period; but at least the matter comes before a court within a reasonable time.

However, that limitation applies only once a seizure has been made. This situation is a different story and in section 420(12) what we are concerned with is that the warrant could be granted and not used for some considerable period of time; that with respect to the position of the person who could possibly have his goods seized or searched, it would not be unreasonable for a judge—and it should perhaps be statutory—to impose a time limit so that the warrants do not stay outstanding for an indefinite period.

Mr. Neville: I think that is most important when you bear in mind that if the matter is left open-ended, it becomes, in effect, tantamount to the old writs of assistance whereby law officers could walk around with the warrant of seizure indefinitely. If the police have a concurrent electronic surveillance application pending, for example, against one or more targets, and information is being gathered, sitting in their back pocket is one of the seizure warrants. As information comes over the

[Traduction]

juge le plus favorable. Comme nous le savons tous, cependant, les avocats seront toujours des avocats, et les procureurs de la Couronne s'adonnent également à cette pratique.

Je suis convaincu qu'il ne serait pas souhaitable qu'un agent de la Couronne puisse présenter une requête à un juge après que celle-ci ait été présentée et refusée par un premier juge sans dire au second juge que cette requête avait déjà été présentée auparavant. Nous estimions que la divulgation d'informations de cette nature dans une requête présentée en vertu de cet article ou dans une requête d'injonction constituait une garantie suffisante.

M. Michael J. Neville, Burritt, Grace et Neville, Ottawa: On trouve une restriction semblable ou de même nature dans, par exemple, la législation concernant l'écoute électronique dans laquelle il existe déjà une garantie qui empêche la recherche d'un juge disposé à accueillir une requête d'écoute électronique. Si une requête ou des requêtes successives sont présentées, chaque juge successif doit être informé des requêtes antérieures ainsi que de l'issue de la requête. Cela permet de prévenir le problème dont parlait monsieur Wakefield.

M. Wakefield: L'autre question qui nous préoccupe dans cet article est qu'il n'y a pas de limite de temps qui est fixée pour l'exécution du mandat. Il y a une limite de temps qui est imposée ultérieurement lorsque des biens sont saisis et, ainsi, les autorités ont six mois pour présenter une requête à un juge qui décidera de ce qu'il faut faire des biens saisis. Tandis que nous parlons de cette question, je crois que les membres de la profession étaient tous d'accord pour dire qu'un délai de six mois était très long, surtout lorsqu'on entend constamment le procureur général répéter que cette disposition en sera appliquée que dans les causes impotantes où les enjeux monétaires et autres sont considérables. De toute évidence, plus il y a de biens et d'argent en cause, plus il serait souhaitable que l'affaire soit réglée rapidement. Le délai de six mois paraît très long; un délai de 30 jours pourrait être approprié pour la présentation d'une requête. En outre, la requête pourrait ne porter que sur la prolongation du délai, mais au moins l'affaire serait portée devant les tribunaux dans un délai raisonnable.

Il reste néanmoins que cette contrainte ne s'applique que lorsqu'il y a une saisie. La présente situation est tout à fait différente, et ce qui nous inquiète dans le paragraphe 420(12) c'est que le mandat pourrait être accordé mais non exécuté pendant une période considérable, c'est la situation dans laquelle se trouverait une personne qui pourrait faire l'objet d'une saisie ou d'une perquisition, il ne serait pas déraisonnable pour un juge—et cela devrait peut-être être obligatoire—de fixer une échéance de façon à ce que les mandats ne demeurent pas en vigueur pendant une période indéfinie.

M. Neville: Je crois que cela devient très important lorsqu'on songe au fait que si le délai n'est pas défini de façon précise, cela s'apparente alors aux anciens mandats de main-forte en vertu desquels les policiers pouvaient se promener avec un mandat de saisie de façon indéfinie. Si, en plus, les policiers ont présentée une requête de surveillance électronique devant les tribunaux, par exemple, contre une ou plusieurs personnes, et qu'ils recueillent de l'information, ils ont toujours en main

[Text]

wiretap about possible properties or moneys being moved around, the police simply step in. That may seem socially viable, but it is clearly, I would suggest, inconsistent with the provisions of the Charter under section 8 for unreasonable search and seizure, and would be tantamount to an open-ended search situation.

Also, the authorizing judge, having initially granted that order, would be faced with a much different set of circumstances when the seizures were actually made. For example, if there is no time limit, the authorizing judge may not realize that, in implementing that order, electronic surveillance would also be part of it. If he had done so, other restrictions would perhaps have been placed on it.

In our view, it is simply too open-ended to leave this matter such that you can obtain the order or the warrant, and then just hold it. The practice that prevails in search warrants is that a timeframe is defined and placed on the warrant, and that timeframe is usually a matter of days. The only restriction that presently exists is that section 444 is incorporated which says:

Seizures are to be made by day unless otherwise provided . . .

However, there is no other specific time restriction.

Mr. Wakefield: I think that concern and some of the other concerns on limitations reflect a belief that there should be some certainty in the criminal law process and that there should be definitions on that process. It should not be an unending process that can go on forever and ever. For example, there is no limitation period between the commission of the offence or when these proceeds of crime might arise, and when the authorities might come to know or suspect that an individual has the proceeds of crime. It can go on almost in perpetuity. There has always been an appreciation in the logic of the law that says that things should be confined to certain period of time and that if you cannot do something within a reasonable period of time, then the opportunity might be lost. This is simply to prevent unending sagas of prosecutions and investigations.

The application may be made *ex parte*. The civil law standard for *ex parte* applications—I have forgotten the Latin expression for it—contains the wording that they must be in the utmost good faith. The standard, under the civil law for obtaining an injunction *ex parte* or some other remedy *ex parte* is extremely high; higher than is reflected in any of the wording that I have seen in any of these provisions for seizure and restraining orders.

While discussing this legislation, one of my colleagues speculated that the use of the term "*ex parte*" will bring with it all of the baggage and the standards of civil procedure. However, if this is a civil remedy, then it should perhaps be provincial legislation; if it is criminal law, then it will not necessarily import all of the civil traditions with it, and that should be spelled out in the legislation. I have already alluded to the requirement under proposed section 420.12(6) that:

[Traduction]

les mandats de saisie dont ils peuvent se prévaloir. Dès qu'ils peuvent obtenir de l'information au moyen de l'écoute électronique au sujet de transferts de biens ou d'argent, ils n'ont plus qu'à intervenir. Cela pourrait paraître acceptable sur le plan social, mais cela demeure néanmoins contraire aux dispositions de l'article 8 de la Charte relative aux perquisitions et aux saisies abusives et cela équivaudrait à un pouvoir illimité de procéder à des perquisitions.

En outre, le juge qui aurait accordé le mandat au départ se retrouverait devant une situation tout à fait différente lorsque les saisies auraient effectivement lieu. Par exemple, si aucun délai n'était fixé, le juge pourrait ne pas se rendre compte que la surveillance électronique ferait partie de l'exécution du mandat. S'il l'avait su, il aurait probablement imposé d'autres restrictions.

À notre avis, la situation est trop indéfinie, et il ne faut pas laisser les choses tel qu'on puisse obtenir un mandat et le conserver jusqu'à ce qu'on souhaite l'exécuter. Dans le cas des mandats de perquisition, la pratique consiste à définir le délai et à l'indiquer sur le mandat, et il s'agit habituellement d'un délai de quelques jours. La seule restriction qui figure actuellement dans l'article 444 est la suivante:

Un mandat doit être exécuté de jour à moins de dispositions contraire . . .

Il n'existe cependant aucune autre restriction relative au délai.

M. Wakefield: Je crois que cette préoccupation ainsi que d'autres préoccupations concernant les limites à imposer témoignent de la croyance qu'il devrait y avoir quelque certitude en droit pénal et que les procédures devraient être définies. Il ne devrait pas s'agir d'un processus interminable qui se poursuit indéfiniment. Par exemple, il n'y a pas de limite de temps entre la perpétration d'un crime et le moment où apparaissent les produits du crime ou encore le moment où les autorités peuvent savoir ou soupçonner qu'un individu est en possession des produits du crime. Il y a toujours eu une certaine logique qui a prévalu en droit selon laquelle les choses devaient avoir lieu dans un certain temps et que s'il était impossible de faire quelque chose dans une période raisonnable, la possibilité de le faire pourrait alors être perdue. L'objet de cette restriction est seulement d'empêcher la tenue de procès et d'enquêtes interminables.

La requête peut être faite *ex parte*. En droit civil, la norme en ce qui concerne les requêtes *ex parte*—et j'ai oublié l'expression latine utilisée pour désigner cette réalité—veut qu'elle soit faite en toute bonne foi. En droit civil, la norme régissant l'obtention d'un injonction *ex parte* ou une autre demande *ex parte* est extrêmement élevée, en fait, elle est plus élevée que ce que j'ai vu dans la formulation de toutes ces dispositions relatives aux saisies et aux injonctions.

Lors d'une discussion concernant cette législation, l'un de mes collègues a émis l'hypothèse que l'usage du terme «*ex parte*» amènera tout le baggage et les normes qui ont cours en procédure civile. Toutefois, s'il s'agit d'une mesure civile, cela devrait peut-être relever des provinces; si c'est une question pénale, alors cela n'amènerait pas nécessairement toutes les traditions qui ont cours en droit civil et cela ne devrait pas être

[Text]

... the Attorney General ... give such undertakings as the judge considers appropriate with respect to the payment of damages or costs, or both, in relation to the issuance and execution of the warrant.

That has the potential to be extremely narrow in its construction. It could be as narrow as court costs that go with obtaining a warrant and the costs of kicking the door down and removing whatever it is you are removing and the minor damages that occur as a result of that. As I indicated earlier, when we looked at this legislation, we felt that if the legislation goes through basically as it is set out, one of the best safeguards that could be given to the rights of individual accuseds would be a requirement that a judge, at the end of it all, could award damages, whether they are punitive or general, together with specific costs and costs on a solicitor-client basis. I know that makes the stakes rather steep for the Attorney General, but our response to that was simply that it should be expensive if you make a mistake. The consequences of this kind of seizure could be the absolute devastation of any businessman. One has only to ponder for a second what happens to a business when the Mounties or the Ontario Provincial Police show up at the bank with a search warrant to seize documents and records, and also seize the inventory of the business. We are looking at a long time before it is all sorted out. It was the consensus that it would be economic ruin in a lot of cases, although not in every case. The prospect was there. We felt that a judge should have the ability to redress that without the accused or the subject of the seizures having to go through a long, involved civil process. That remedy should be available at the conclusion of these proceedings. I do not think the legislation clearly provides for that.

Senator Nurgitz: Would the civil remedy of malicious prosecution not be available to someone in that situation?

Mr. Wakefield: That is what we thought was one of the clever tricks of this legislation. As the law now exists in Canada, you cannot sue the Attorney General for malicious prosecution.

Senator Nurgitz: I know that. However, you could certainly sue the perpetrator of the proceedings.

Mr. Wakefield: We all know that the perpetrator will be the police or a crown attorney. The police would be the ones who would come to the Crown with the evidence, saying, "We know so and so has been up to this. We have just not been able to catch him. We want you to bring this application." It will be at the instance of the police, but it is all done in the name of the Attorney General. The Supreme Court of Canada may change the state of the law in their ruling on the Nelles case should they rule that the Attorney General does not need the right to be malicious in order to carry out his duties. On the other hand, they may uphold the existing state of the law and say

[Traduction]

défini dans la législation. J'ai déjà fait allusion à l'exigence prévue au paragraphe 420.12.6 proposé selon laquelle:

... le procureur général ... prenne les engagements que le juge estime indiqués à l'égard des dommages et des frais que pourrait entraîner le mandat.

L'interprétation de ce paragraphe pourrait être extrêmement stricte. Elle pourrait englober les frais inhérents à l'obtention d'un mandat et les coûts résultant du défonçage d'une porte et de l'enlèvement des articles ainsi que des dommages mineurs occasionnés par ces interventions. Comme je l'ai déjà indiqué, lorsque nous avons examiné ce texte de loi, nous estimions que, si la loi était adoptée telle qu'elle est formulée, l'une des meilleures protections qui pourrait être accordée aux individus accusés serait une disposition selon laquelle le juge, à la fin des procédures, pourrait accorder des dommages, qu'il s'agisse de dommages-intérêts punitifs ou de dommages-intérêts généraux, de même que des dépens précis et les honoraires d'avocats. Je sais que cela rend l'enjeu très coûteux pour le procureur général mais, à cela nous répondons simplement que les erreurs devraient être coûteuses. Les conséquences d'une saisie semblable pourraient être terribles pour un homme d'affaires. Il suffit pour s'en convaincre de songer une seconde à ce qui arrive à une entreprise lorsque des agents de la Gendarmerie Royale du Canada ou de la police provinciale de l'Ontario se présentent à une banque avec un mandat de perquisition afin de saisir des documents ou des dossiers et saisissent en même temps le stock de l'entreprise. Il faut alors beaucoup de temps avant que toute l'affaire soit réglée. Tous étaient d'accord que cela entraînerait la ruine économique dans de nombreux cas, mais pas nécessairement dans tous les cas. Le risque existe. Nous étions d'avis qu'un juge devrait pouvoir réparer la situation sans que l'accusé ou la personne qui a fait l'objet des saisies soit soumise à des procédures civiles longues et complexes. Cette mesure de réparation devrait exister à la fin des procédures. Je ne crois pas que la législation le prévoit de façon claire.

Le sénateur Nurgitz: La mesure civile de poursuite malveillante ne serait-elle pas accessible à une personne dans cette situation?

M. Wakefield: C'était, à notre avis, l'une des astuces de cette loi. En vertu de la loi canadienne actuelle, il est impossible de poursuivre le procureur général pour poursuite malveillante.

Le sénateur Nurgitz: Je le sais. Mais il est certainement possible de poursuivre la personne qui a intenté les poursuites.

M. Wakefield: Nous savons tous que c'est la police ou le procureur de la Couronne qui aura intenté les poursuites. C'est la police qui présenterait la preuve à la Couronne en disant: «Nous savons que telle et telle personne a commis tel et tel acte. Nous n'avons cependant pas été capables de le prouver. Nous souhaitons présenter cette requête.» Les mesures seront prises à la demande de la police, mais le tout sera fait au nom du procureur général. La Cour suprême du Canada peut changer la loi dans sa décision relative à l'affaire Nelles si elle devait décider que le procureur général ne doit pas être malveillant afin de s'acquitter de ses fonctions. Par ailleurs, elle

[Text]

that he needs the right to be malicious. It is rather a strange situation.

Senator Nurgitz: All I really wanted to ask about was your concern that seizure of bank records and arrest would ruin a businessman. If that same businessman were merely charged with possession of stolen property or with being a principal to a theft crime in some fashion, it would involve the same search and seizure of records. Would that not provide the same kind of ruination for that businessman?

Mr. Neville: The difference, senator, is that, ion a seizure for a fairly focussed type of offence like that—unless it is a wide-ranging fraud, which may go to the heart of the business anyway—the information for a search warrant would be equally focussed on a specific item or items of property and may well have less impact than a restraining order like this, which, in effect, puts a freeze on the accused's or the target's use of virtually of his assets.

Senator Nurgitz: Surely to goodness, though, after the OPP have come in to your bank and acted on an ordinary charge of theft or any other sort of property-related crime—

Mr. Neville: One may well experience difficulties. There is no question about that. That is one of the hidden—or maybe not so hidden—injustices in our system.

Senator Nurgitz: Is there nothing in the Criminal Code that provides any kind of costs or restoration or damages for lost reputation?

Mr. Wakefield: Not at the present time.

Mr. Neville: That struck a very sensitive nerve with myself and other criminal defence lawyers. There is a great ground swell, a great clammer of public opinion, and great pressure by various groups for the kind of legislation we discussed with you in the spring, such as the so-called victim's package and other legislation that clearly is police-oriented. There is yet to be much of a groundswell to compensate the innocent person who is acquitted and whose life is ruined financially and otherwise. There has been no groundswell for that.

Senator Nurgitz: The point I want to make is that the position here, under Bill C-61, is no different from that under the code.

Mr. Neville: That effect may be the same, although I am not quite sure I agree with you. In many instances of a raid on bank records or business records it may well put the person effectively out of commission, as will this. In a certain number of those instances, that will not happen because all that is taken is some narrow range of property that does not put the person, necessarily, out of business.

[Traduction]

peut maintenir la loi actuelle et déclarer qu'il doit avoir le droit d'être malveillant. C'est une situation plutôt étrange.

Le sénateur Nurgitz: La seule question que je souhaitais vous poser avait trait à la préoccupation que vous avez soulevée selon laquelle la saisie de dossiers bancaires et l'arrestation pouvaient entraîner la ruine d'un homme d'affaires. Si le même homme d'affaires était simplement accusé de recel ou d'avoir pris part à un vol de façon quelconque, cela entraînerait la même perquisition et la saisie des dossiers. Est-ce que cela n'entraînerait pas également la ruine de cet homme d'affaires?

M. Neville: La différence, M. Le Sénateur, est que le cas d'une saisie pour un type de crime relativement défini comme celui-là—à moins qu'il ne s'agisse d'une vaste fraude qui atteindrait de toute façon le cœur même de l'entreprise—l'information nécessaire à l'obtention d'un mandat de perquisition serait également définie et porterait sur un ou des biens particuliers et aurait peut-être moins de répercussions qu'un injonction restrictive comme celle-ci qui, en fait, a pour effet de geler tous les actifs de l'accusé ou du suspect.

Le sénateur Nurgitz: Mais sûrement après que les agents de la police provinciale de l'Ontario se seraient présentés à votre banque et auraient porté une simple accusation de vol on d'autres crimes économiques quelconques.

M. Neville: De toute évidence, il pourrait connaître certaines difficultés. C'est bien évident. C'est peut-être là une des injustices cachées—ou pas vraiment cachées—de notre système.

Le sénateur Nurgitz: N'y a-t-il rien dans le Code criminel qui prévoit des frais ou une réparation ou des dommages-intérêts pour la perte d'une réputation?

M. Wakefield: À l'heure actuelle, il n'y a rien de semblable.

M. Neville: Cela a touché une corde sensible chez-moi et chez d'autres criminalistes. Il y a tout un tollé, un grand soulèvement de l'opinion publique, énormément de pressions qui sont exercées par divers groupes afin d'obtenir le type de loi dont nous avons discuté avec vous au cours du printemps, comme l'ensemble des dispositions relatives aux victimes et d'autres dispositions qui sont clairement axées sur la police. On doit encore s'attendre à un raz de marée de l'opinion publique pour dédommager la personne innocente qui est acquittée et qui est ruinée sur tous les plans. Jusqu'à présent, il n'y a eu aucun raz de marée.

Le sénateur Nurgitz: Ce que je veux dire, c'est que le point de vue dans ce cas, conformément au projet de loi C-61, est le même que le point de vue adopté conformément au Code, avant que nous n'adoptions ce projet de loi.

M. Neville: Le résultat peut être le même, mais je ne suis pas tout à fait certain d'être d'accord avec vous. En effet, dans bien des cas de perquisition dans des dossiers bancaires ou des dossiers commerciaux, la personne risque réellement d'être mise «hors rang», tout comme par ceci. Toutefois, dans un certain nombre de cas, cela ne se produira pas, parce qu'on ne confisque qu'une partie des biens, ce qui ne ruine pas nécessairement la personne en question.

[Text]

The difference here is that on a mere allegation, perhaps based on relatively loose hearsay, a police informer may obtain a restraining order. Then virtually all assets are frozen and nothing can be done with them. This is in the face of a mere allegation of crime, not proof of crime beyond a reasonable doubt. There is quite a difference. This sets up a statutory framework in which you cannot touch a dime of what you already possess on a mere allegation, perhaps by a malicious informer.

Mr. Wakefield: With an actual charge under the Criminal Code, whether it has to do with fraud or some other charge, you are dealing with an actual offence. Sometimes in this legislation you are not. You are dealing with the suspicion that they are the proceeds of crime.

Senator Nurgitz: In terms of a charge of fraud, under the code, it is based on information having been filed and sworn by a person saying that on reasonable and probable grounds an offence has been committed. That is all. Is that not another kind of suspicion?

Mr. Wakefield: It is based on reasonable grounds to believe and does believe that an offence has been committed. That does not trigger any consequences for a third party. For example, if you were a bank manager and you read in the newspaper that your client was charged with theft, shoplifting or fraud, you might run to examine your client's situation as it relates to the bank.

Senator Nurgitz: You "might"?

Mr. Wakefield: Obviously it depends on the circumstances.

Senator Nurgitz: I want to know which banker you deal with.

Mr. Wakefield: The other situation, with respect to the provisions of this legislation, is where the bank, if it takes security for a loan, or something like that, may be affected by having proceeds or securities seized from it. An ordinary charge under the Criminal Code does not trigger liability on any third party, whereas, under this proposed legislation, third parties would be drawn in. I am speaking of third parties who may have recently purchased, in good faith, goods from the person who is being investigated. The family of the person who is being investigated under this proposed legislation would have to go cap in hand to the courts and ask for money to live on. That does not happen under an ordinary Criminal Code offence. It triggers quite different considerations which are much broader than the offences under the Criminal Code.

Earlier in my presentation I believe I started to discuss the provision that the Attorney General should provide damages. The standard is low for invoking the procedures and they are much broader and far more devastating in their application; and that is why it is a departure from the Criminal Code.

[Traduction]

La différence vient de ce que, en se basant sur une simplement allégation obtenue plus ou moins par oui-dire, un informateur de la police peut obtenir une injonction. Ensuite, on bloque pratiquement tout l'actif de la personne et l'on ne peut plus rien faire. Précisons que cela se produit en cas d'allégation de crime et non en présence de preuves évidentes dudit crime. Il y a une différence considérable. Cela crée un cadre qui empêche, en raison d'une simple allégation, attribuable peut-être à un informateur mal intentionné, de toucher un sou de ce que l'on possède déjà.

M. Wakefield: S'il y a une accusation en bonne et due forme, conformément au Code criminel, qu'on ait affaire à une fraude ou à toute autre situation, il y a réellement délit. Cependant, parfois, dans ce cadre de ce projet de loi, il n'y a pas délit; on soupçonne l'existence de produits de la criminalité.

Le sénateur Nurgitz: Pour ce qui est d'une accusation de fraude, conformément au Code, elle est basée sur des informations déposées, sous serment, par une personne et disant qu'on a des raisons raisonnables et probables de penser qu'un délit a été commis. C'est tout. N'a-t-on pas affaire, dans ce cas, à un autre type de soupçon?

M. Wakefield: On se base sur des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu infraction et, de fait, on estime que l'infraction en question a été commise. Cela n'entraîne aucune conséquence pour un tiers. Ainsi, à supposer que vous soyez un directeur de banque et que vous lisiez dans le journal que votre client a été accusé de vol, de vol à l'étalage ou de fraude, vous pourriez examiner la situation de votre client dans la mesure où elle concerne la banque.

Le sénateur Nurgitz: Vous pourriez, dites-vous?

M. Wakefield: Pourriez ou devriez, tout dépend des circonstances.

Le sénateur Nurgitz: Je voudrais savoir à quel banquier vous avez affaire.

M. Wakefield: En ce qui concerne les dispositions de cette loi, l'autre situation est celle dans laquelle si une banque accepte un nantissement pour un prêt ou une autre opération du même genre, elle peut voir les produits de la criminalité ou le nantissement saisis. Une accusation ordinaire, conformément au Code criminel, n'engage aucunement la responsabilité d'un tiers, quelconque, tandis que, conformément à ce projet de loi, les tiers seraient tenus responsables. Je veux parler des tiers qui ont peut-être acheté récemment et en toute bonne foi des biens à la personne qui fait l'objet de l'enquête. Or, conformément au projet de loi, la famille de ladite personne devrait se présenter en cour, chapeau bas, et quémander de quoi vivre. Une telle situation ne se présente pas dans les cas d'infraction au Code criminel. D'autres considérations, très différentes, entrent en ligne de compte; des considérations beaucoup plus larges que celles qui ont trait aux infractions au Code criminel.

Il me semble que, plus tôt, j'ai commencé à parler de la disposition voulant que le procureur général verse des dommages intérêts. Normalement, dans ce cas, les normes relatives à l'application de cette procédure sont peu élevées, et leur application est beaucoup plus large et plus lourde de conséquences; c'est pourquoi cela constitue une dérogation au Code criminel.

[Text]

The proposed section 420.13 is the provision dealing with the low standard, the *ex parte* application based on information and belief. The general feeling is that there should be a higher standard and the judge should have the right, and he obviously would, to refuse simply because it is *ex parte*.

The same general criticisms would apply once again and they are: it is *ex parte*; there is no requirement to disclose previous applications; there should be a higher standard than information and belief; the difficulties, as Mr. Neville pointed out, are hearsay evidence and the fact that no time limits are prescribed on this.

There is a provision that somebody who had been served or restrained could ask for a copy of the order. I would refer to the top of page 6 of the bill, specifically, paragraph (c) of the proposed subsection 420.12(4) which states: "cause a copy of the report to be provided, on request, to the person from whom the property was seized . . ." We feel, in those circumstances, that there is no reason why a copy should not be given to him right then and there. Why should a person have to request it? This is in keeping with the spirit of the bill which, it seems to me, is to make things as difficult as possible for the citizen whose goods are being seized. Why would they not give him a copy? They are going in, they are locking up his bank account, his business and his apartment building, and you would think they would put this piece of paper in his hand which would explain why there were doing what they are doing and what their authority is. One would assume that would not be asking too much but, no, he has to request it, otherwise he will not receive it. This shows the spirit of the prosecutorial zeal that went into drafting the legislation.

I would now refer to the provisions for restoration or limited restoration under the proposed section 420.14. These become quite convoluted. I really had difficulty with this, and I am still not sure I understand who has to do what and how they have to go about it to bring an application to get things back.

I will deal with the easiest paragraph first which is paragraph 4(c) on page 10 which states that, for the purpose of this, the applicant can go and receive reasonable living expenses, legal fees and business operating expenses. This immediately creates a contradiction. If the authorities are convinced that these are the proceeds of crime, I do not understand why any of it would be returned, except that there might be a recognition of a fear that the assets will be lost to them if something is not done to provide funds to operate a business. If you do not water the flower while the process is ongoing, it will be dead by the time you seize it and you will have destroyed your own prize. It could be that it is simple economics. You have to keep the enterprise going by providing reasonable business operating expenses.

Mr. Neville: I think there is another explanation. This is all part of the attempt to have this legislation survive a Charter

[Traduction]

L'article 420.13 du projet traite de la norme moins élevée à savoir l'application *ex parte*, basée sur une connaissance indirecte des faits. Selon la plupart des gens, la norme devrait être plus élevée et le juge devrait avoir le droit de refuser, ce qu'il ferait évidemment, tout simplement parce qu'il y a procédure *ex parte*.

Les mêmes critiques d'ordre général s'appliqueraient une fois de plus dans ce cas; les voici: il y a requête *ex parte*; on ne doit pas faire connaître les applications antérieures; il devrait y avoir une norme plus élevée que la connaissance indirecte des faits. Les difficultés, comme l'a souligné M. Neville, sont la preuve par oui-dire et le fait qu'on n'a fixé aucune limite de temps à cet égard.

On prévoit cependant qu'une personne à laquelle on a siprifié une ordonnance simple ou une ordonnance de blocage peut demander une copie de l'ordonnance en question. Je me reporte à la partie supérieure de la page 6 du projet de loi, plus précisément au paragraphe 420.12(4) qui s'énonce comme suit: «Faire remettre, sur demande, un exemplaire du rapport au saisi . . . » Dans ces conditions, nous estimons qu'il n'y a aucune raison de ne pas remettre de copie à la personne en question sur-le-champ. D'ailleurs, pourquoi une personne devrait-elle demander cette copie? Cela correspond bien à l'esprit de ce projet de loi qui, il me semble, essaye de rendre la vie aussi difficile que possible aux citoyens dont les biens ont été saisis. Dès lors, pourquoi ne pas donner une copie de l'ordonnance? Ils arrivent, ils bloquent son compte en banque, ferment son entreprise et l'immeuble où il habite; on pourrait penser qu'ils lui remettraient un morceau de papier expliquant pourquoi ils agissent ainsi et en vertu de quoi. Ce serait, semble-t-il, la moindre des choses, mais, non, la personne doit demander une copie de l'ordonnance, sinon il n'en reçoit pas. Cela montre le zèle des juges, au moment de la rédaction du projet de loi.

Je voudrais maintenant passer aux dispositions relatives à la restitution complète ou limitée des biens, conformément à l'article 420.14. Ces dispositions deviennent très compliquées. J'ai eu beaucoup de difficulté dans ce cas, et je ne suis toujours pas certain de comprendre qui doit faire quoi et comment on doit obtenir restitution.

Je vais commencer par l'alinéa le plus facile, à savoir l'alinéa 46, page 10, selon lequel, à cette fin, la personne peut recevoir un montant raisonnable de frais de subsistance, de frais juridiques et de frais d'exploitation. Dès l'abord, il y a contradiction. En effet, si les autorités sont convaincues qu'il s'agit là des produits de la criminalité, je ne comprends pas pourquoi on rembourserait une partie de ces produits à moins qu'on ne veuille admettre qu'on a peur de perdre tout l'actif si l'on ne prend aucune mesure pour verser des fonds permettant d'exploiter l'entreprise. Si l'on l'alimente pas une entreprise pendant toute la procédure, l'entreprise «mourra» avant qu'on ait pu saisir les biens et l'on n'atteindra pas son but. Il peut s'agir simplement des lois au commerce. En effet, pour que l'entreprise puisse fonctionner, on doit assurer un montant raisonnable de dépenses d'exploitation.

M. Neville: A mon avis, il y a une autre explication. Tout cela fait partie de la tentative de mettre ce projet à l'abri de

[Text]

challenge. This legislation is the equivalent of the RICO legislation in the United States which is coming under significant challenge under their Constitution as providing for unreasonable search and seizure and as interfering with the right to retain and instruct counsel. These provisions are put in there as a way, in my view, to allow this legislation to be salvaged under section 1 of the Charter as a reasonable limit.

Section 8 precludes on a reasonable search and seizure, and there are other rights flowing from section 7, such as, fundamental justice and the right to counsel under section 10. If you build in a little bit of a buffer such as this, it may make the legislation defensible in the Supreme Court of Canada, should it get that far, as a reasonable limit, because these little safeguards are built in. These little safeguards, with all due respect, are not only nonsense, they are grossly insulting, in my view, to the legal profession.

This necessity under the proposed subsection 420.14(4), which is at pages 9 and 10 of the bill, that the accused, undoubtedly through counsel, has to go in front of a supreme court or district court judge and beg for his legal fees from money that has already been ticketed by the state as illicit, I find offensive. The offences that are covered as an enterprise crime, among others, include murder, attempted murder and conspiracy to commit murder. Speaking for myself, I do not relish the thought of having to appear in front of Mr. Justice X for my client charged with conspiracy to commit a contract killing for \$100,000, which somehow has been seized, and beg for \$50,000 so I can defend him from blood money. That is what it amounts to. It is nonsense. It says, "meeting the reasonable business and legal expenses of a person referred to in subparagraph 1".

What has been discovered in the United States, as a result of their comparable legislation, is that those accused of certain types of offences could not retain counsel. They could not get a lawyer to take on their cases because they did not know when the Internal Revenue Service or other people would descend on their bank and seize the trust account to get the retainer. They built this gimmick in here so that you can go to a judge to get that part of the money. This is absolute nonsense.

I, as a lawyer, do not relish the thought of appearing in front of a judge and saying, "I would like \$50,000 of this coke trafficker's proceeds so I can defend him" or "I want \$50,000 of this execution killer's contract money" because that is what it is here for.

Senator Nurgitz: So are we better off without it?

Mr. Neville: Senator, I find something socially bizarre that the lawyer is coming forward and asking to be granted, under the fiat of a judge, money that the state has already *prima facie* designated as illicit.

Senator Nurgitz: I hear you.

[Traduction]

toute contestation fondée sur la Charte. Ce projet de loi correspond en effet au projet de loi RICO aux États-Unis qui va être largement mis en cause, dans le cadre de la Constitution américaine, pour deux raisons: parce que la perquisition et la saisie qu'il permet ne sont pas raisonnables et parce que ce projet empêche d'exercer le droit de choisir un avocat. A mon avis, ces dispositions ont pour but de sauver le projet de loi canadien et l'article 1 de la Charte constitue la limite raisonnable dans ce cas.

L'article 8 permet de ne pas recourir à une ordonnance de perquisition et de saisie et d'autres droits émanant de l'article 7, à savoir le droit à la justice fondamentale et le droit de choisir un avocat, conformément à l'article 10. Si l'on se crée un petit tampon comme celui-ci, cela peut permettre de défendre le projet de loi en Cour suprême, s'il arrive jusque-là, parce que les garde-fous en question seront en place. Or, permettez-moi de vous dire très respectueusement que ces garde-fous sont non seulement aberrants, mais qu'ils constituent, à mon avis, une insulte grossière aux juristes.

Ce que je trouve grave, c'est le fait que, conformément au paragraphe 420.14(4) du projet de loi, qui se trouve aux pages 9 et 10, l'accusé, sans aucun doute représenté par son avocat, doit comparaître devant un juge de la Cour suprême ou un juge d'une cour de district, pour «mendier», afin qu'on prélève le montant de frais juridiques sur une somme que l'État a déjà taxée d'illicite. Les offences qui tombent dans la catégorie du crime organisé, regroupent entre autres, le meurtre, les tentatives et complots de meurtre. Pour ma part, ce ne serait pas de gaieté de cœur que je me verrais tenu de paraître devant M. le Juge X, pour défendre mon client accusé d'avoir comploter pour commettre un meurtre pour la somme de 100 000 \$, somme qui aurait été saisie, et d'avoir à demander 50 000 \$ de ce prix du sang pour le défendre. C'est à quoi cela se résume. C'est insensé. Selon le texte la chose serait permise «pour payer les dépenses et frais juridiques raisonnables d'une personne».

Si l'on compare nos lois avec celles des États-Unis, on constate que là-bas les personnes accusées de certains crimes ne peuvent retenir les services d'un avocat. Elles ne peuvent retenir les services d'un avocat pour les défendre, parce qu'elles ne savent pas à quel moment le Bureau d'impôts sur le revenu ou autres organismes du genre pourraient aller à la banque et saisir l'argent gardé en fiducie. Ici, on a introduit ce stratagème pour pouvoir demander à un juge de libérer une partie de cet argent gelé pour verser une avance à l'avocat. C'est absolument insensé.

Pour ma part, comme avocat, je ne vois pas comment je pourrais me présenter devant un juge et lui dire «Je voudrais 50 000 \$ de l'argent de ce traficant de cocaïne pour le défendre» ou encore «Il me faudrait 50 000 \$ de l'argent reçu par ce tueur à gages» parce que cet argent doit servir à cette fin.

Le sénateur Nurgitz: Vous croyez donc qu'il vaudrait mieux supprimer cet article?

M. Neville: Monsieur le sénateur, je trouve qu'il y a quelque chose de très bizarre, du point de vue social, qu'un avocat aille demander qu'on lui verse, avec l'autorisation d'un juge, l'argent que l'état a, de prime abord, désigné illicite.

Le sénateur Nurgitz: Je vois.

[Text]

Mr. Neville: That is what this is. This is in here so that the Department of Justice can defend the legislation by saying that it does not interfere with the rights under section 10; but the corollary is that the lawyer is being put in the position of asking for illicit monies already designated as such.

Senator Nurgitz: My colleague is suggesting if we did not have that section, you would rather defend them for no money at all.

Mr. Wakefield: That is called legal aid.

Senator Nurgitz: My question was serious. Are you better served without that in it?

Mr. Neville: I think the legislation is *prima facie* wrong, because it confiscates the property of someone who has not been convicted of anything. That is what they want to do, and that is clearly and fundamentally violative of a great many basic legal principles, some of which are enshrined in the Charter.

Interestingly enough, what is not enshrined specifically in the Charter is property rights. Here is where we get into problems. Where does it fit in? Does it come under section 7? I do not know, but there is something fundamentally offensive to a common law lawyer that you can penalize someone before he has been convicted of anything. The way you try to make it defensible is to build in these little sops to those who are offended by saying, "We will give you a little piece so you can defend yourself." There is something wrong with that. I personally do not relish the thought of asking for that kind of money.

Senator Nurgitz: Just so I understand, you would rather not have that in so that your opportunity for a Charter challenge would be better. I think that is really what you are saying.

Mr. Neville: Senator, I would like to come at it from a different point of view.

Senator Nurgitz: In the long run.

Mr. Neville: I would like to look at it from the positive side rather than the negative. I think the legislation is inherently and conceptually wrong. I say that this is a way to try to make it survive a Charter challenge, particularly under section 1 by making this a reasonable limit by putting in these little tidbits.

Senator Nurgitz: But you say in any event it will not survive that?

Mr. Neville: I hope not.

Mr. Wakefield: On Mike's point that property is not mentioned in the Charter, property rights are guaranteed in the Bill of Rights, section 1(a), and the Bill of Rights still survives by application of section 26 of the Charter. It may well be that the constitutional challenge I referred to earlier on a provincial basis will rely on section 1(a) of the Bill of Rights. I do not have it with me, but there is that aspect of it as well, although it is an odd provision. Here we are looking at something which is offensive, and, when you look at the proposition, it is hard to say yes or no to the provisions of legal fees. Yet, when you go

[Traduction]

M. Neville: C'est ce dont il s'agit. Cette clause est là afin de permettre au Ministère de justifier cette loi en disant qu'elle n'enfreint pas les droits aux termes de l'article 10, mais la corollaire est que l'avocat est forcé de demander qu'on lui verse de l'argent qui a été déclaré illicite.

Le sénateur Nurgitz: Mon collègue semble croire que si cette clause n'existait pas, vous préféreriez défendre ces criminels pour rien.

M. Wakefield: C'est ce qu'on appelle l'aide juridique.

Le sénateur Nurgitz: Je posais une question sérieuse. Serions-nous mieux avec ou sans cette clause?

M. Neville: Je crois qu'à prime abord la loi est mauvaise parce qu'elle confisque la propriété d'une personne qui n'a pas été reconnue coupable de quoi que ce soit. C'est ce que l'on veut faire et c'est clairement et fondamentalement une violation d'un grand nombre de principes juridiques de base, dont quelques-uns sont enchassés dans la Charte.

Il est assez intéressant de remarquer que les droits de propriété ne sont pas inscrits de manière précise dans la charte. C'est là où l'on rencontre des problèmes. Où devraient être inscrits ces droits? Selon les dispositions de l'article 7? Je ne sais vraiment pas, mais il y a quelque chose de fondamentalement répugnant à un avocat qui pratique en common law de savoir que l'on puisse pénaliser quelqu'un avant même qu'il ait été déclaré coupable. Vous essayez de rendre la chose défendable en donnant des miettes à ceux que la chose outrage en leur disant: «Nous allons vous en donner une petite partie pour que vous puissiez vous défendre.» Il y a quelque chose qui ne va pas là-dedans. Personnellement, je n'aime pas demander cette sorte d'argent.

Le sénateur Nurgitz: Si je comprends bien, vous préféreriez que cette clause ne soit pas inscrite, afin que puissiez mieux contester la Charte. Je crois que c'est ce que vous dites.

M. Neville: Sénateur, j'aimerais y arriver d'une autre façon.

Le sénateur Nurgitz: Avec le temps.

M. Neville: J'aimerais considérer la chose du point de vue positif plutôt que négatif. Je crois que le concept de la loi est mauvais en lui-même. Je dis que c'est là une façon de lui permettre de survivre à une contestation de la Charte en lui conférant un caractère limitatif par l'introduction de ces petites bribes.

Le sénateur Nurgitz: Mais ne dites-vous pas que cette loi ne survivra pas malgré tout?

M. Neville: J'espère que non.

M. Wakefield: Si l'on se rapporte au point soulevé par Mike, c'est-à-dire à savoir que les droits de propriété ne sont pas inscrits dans la Charte, ces droits sont garantis dans la Déclaration des droits, à l'article 1 (a) et la Déclaration des droits continue de subsister grâce à l'application de l'article 26 de la Charte. Il se pourrait bien qu'au niveau des provinces, la contestation dont j'ai parlé plus tôt, s'appuie sur l'article 1 (a) de la Déclaration des droits. Je ne l'ai pas en main, mais il y a cet aspect à considérer même s'il s'agit d'une disposition plus ou moins étrange. Nous sommes en face de quelque chose qui

[Text]

back a few steps, the mistake is up the line. The scheme or the concept is what is wrong.

Mr. Neville: You will notice that, to make this appear more palatable, they put in sub 5 that the seeking of the legal expenses is on an in camera hearing without the Attorney General present. That is going to become a haggling process between Mr. Justice X and I as to whether I get \$10,000 or \$20,000 to defend the drug trafficker or the contract killer. That is what it is.

Senator Nurgitz: Surely that is fairer to you than your sitting in with Mr. Justice X and Joe Blow Crown Attorney who wants to know what your real interest is, wink, wink, nod, nod, and why you have such a great concern about drug traffickers and contract killers.

Mr. Wakefield: Exactly, and I think that is what lawyers find so offensive. It seems that the presumption is that lawyers will not care where the money comes from and that they do not have the moral stamina to say, Look, I am not interested in making an application for the proceeds of a contract killing. "I'm not interested in going after the cocaine money here. You do what you want with the money. I'm defending a client on the basis of a principle, an inadmissible statement, a wrong search and seizure, and I don't want to go begging for money which might ultimately be determined to be proceeds of crime. I'm not interested in doing that. I'm not interested in lowering myself to that position." Personally, that is my reaction to it and I find it offensive that it would show up in such a piece of legislation as to entice the profession to go grovelling for the proceeds of crime because they are greedy.

Senator Nurgitz: But you do not need to go and apply.

Mr. Wakefield: That is right.

Mr. Neville: No, you can work for nothing. That is the option.

Senator Nurgitz: Let us not get into moral stamina of lawyers because in this committee you will not do well.

Senator Doyle: It is like a church that takes money, while they argue that it is really not the right thing to do, but the money is all God's and the work is all the devil's.

Mr. Wakefield: But they do not identify the source and there is no adjudication as to the accuracy of that suspicion.

While it is a suspicion, and nobody really knows, that is one thing; but when there is an adjudication of it, then it is exact and you are left with the reality at the end of it.

Senator Nurgitz: Would you be happier to have an application for release of funds for the purposes of defending made in the presence of the Attorney General or his representative?

[Traduction]

nous choque et si nous considérons la proposition, il est difficile de prendre une décision à l'égard des honoraires d'avocat. Cependant, si nous prenons un léger recul, il appert que l'erreur remonte bien loin. C'est le concept ou le procédé qui est mauvais.

M. Neville: Vous remarquerez que pour rendre la chose plus acceptable, on mentionne dans le sous-alinéa 5 que l'établissement des honoraires se fera en audience à huis clos sans la présence du Procureur général. Cela veut donc dire que je devrai marchander avec M. le Juge X à savoir si je recevrai 10 000\$ ou 20 000\$ pour défendre le trafiquant de drogues ou le tueur à gage. C'est ce que cela veut dire.

Le sénateur Nurgitz: Sûrement, ce serait plus juste pour vous que d'avoir à discuter avec M. le Juge X et l'avocat de la Couronne M. Untel qui voudraient savoir qu'est ce qui vous intéresse réellement, et pourquoi vous vous préoccupez tellement des trafiquants de drogue et des tueurs à gages.

M. Wakefield: Exactement, et c'est ce que je crois que les avocats trouvent si répugnant. On semble présumer que les avocats se soucient peu de l'origine de l'argent, qu'ils n'ont pas la force d'âme de dire, «Je ne suis pas intéressé à demander le profit d'un meurtre à forfait.» Je ne suis pas intéressé à recevoir les profits de la vente de cocaïne. Faites ce que vous voudrez de cet argent. Je défends un client en partant d'un principe, d'une déclaration irrecevable, d'un perquisition et saisie non justifiées, et je ne veux pas qu'on m'abaisse de l'argent qui, en dernière analyse, serait jugé être le profit du crime. Je ne suis nullement intéressé. Je ne veux pas m'abaisser à ce point.» C'est mon opinion personnelle et je trouve impensable que cette disposition figure dans un article de la loi, et en quelque sorte incite les avocats à s'avilir à ce point parce qu'ils sont cupides.

Le sénateur Nurgitz: Mais vous n'avez pas à demander cet argent.

M. Wakefield: C'est vrai.

M. Neville: Non, vous pouvez travailler pour rien. C'est le choix que vous avez.

Le sénateur Nurgitz: Ne nous penchons pas sur la force d'âme des avocats parce que ce n'est pas la raison d'être du comité.

Le sénateur Doyle: C'est comme une église qui prend l'argent en disant que ce n'est pas bien mais qui dit en même temps que tout l'argent appartient à Dieu et que tout le travail est fait par le diable.

M. Wakefield: Mais l'église n'identifie pas la source de l'argent et il n'y a pas de jugement quant à l'exactitude de ce doute.

Quand il ne s'agit que d'un soupçon et que personne ne connaît la vérité, c'est une chose, mais lorsqu'il y a eu jugement et que le doute a été prouvé fondé, vous devez faire face à la réalité.

Le sénateur Nurgitz: Seriez-vous plus heureux, si la demande visant à libérer les fonds nécessaires à la défense devait être faite en présence du Solliciteur général ou de son

[Text]

Are you not better off the way it is if there is going to be a section to deal with this?

Mr. Neville: I agree. In terms of the nuts and bolts of how it has been fleshed out, certainly that is preferable to having a Crown attorney sitting there while you haggle over the pennies of your fee. The fact you are there, having to ask a judge for money that has already been *prima facie* designated as illicit in one form or another—

Senator Nurgitz: That is not your position when you go in.

Mr. Neville: But it is the very basis of the seizure. The underlying premise of this seizure has been that this is the proceeds of an enterprise crime or designated drug offence, including murder. That is the premise on which the money has been frozen.

Mr. Wakefield: Presumably there will be a factual adjudication of that allegation at some stage.

Senator Nurgitz: Gentlemen, the premise of every prosecution is that the accused is guilty. That has nothing to do with your job. The position you take is the opposite. Why suddenly do you have high horses?

Mr. Neville: Let us put it this way. If a drug trafficker came to retain me and told me specifically, "I just sold a pound of cocaine. Here's the \$30,000. By the way, I am charged with another charge; here's your fee," and I touch that money, I am looking to be prosecuted and disbarred.

Senator Nurgitz: I hope so.

Mr. Neville: In this bill we have made it statutorily permissible. It is sort of like going to confession. You get absolution and you get the benefit of the money as well.

Senator Nurgitz: I do not know how that part works.

Mr. Wakefield: As one of the cynics said, given the relationship of Mr. Buxbaum and Mr. Greenspan in Toronto, all you have to do is find out how much money was seized. If they seized \$100,000, you go in and say, "My retainer is \$100,000." Given a \$1 million fee for defending Helmut Buxbaum, who is to say that the whole seizure will be cleaned out on that application.

Senator Doyle: Well, he was taking drugs.

Mr. Neville: It seems to us that there is something bizarre about a statutory provision that has as its underlying premise the bar seeking to be paid from money that the state has officially designated and seized as illegal. It is just bizarre, and it is only there, in our view, to try to help this legislation survive more fundamental challenges under the Charter.

Senator Nurgitz: I am hearing you on a good part of what you are saying, but you are troubling me on the part we are at now.

The state declares that it has reasonable grounds to believe the accused is guilty. The state invokes whatever it can to back

[Traduction]

représentant? Si l'on doit y consacrer un article, n'est-il pas mieux de laisser les choses telles qu'elles sont présentement?

M. Neville: Je suis d'accord. Si l'on considère le libellé de l'article c'est le seul choix que nous avons. Cela vaut certainement mieux que d'avoir à argumenter le montant de nos honoraires en présence d'un avocat de la Couronne. Le fait reste qu'il nous faut demander à un juge de l'argent qui de prime abord a été, sous une forme ou une autre, déclarée illicite—

M. Nurgitz: Ce n'est pas votre idée lorsque vous vous présentez.

M. Neville: Mais c'est le principe même de la saisie. La prémisses de la saisie est qu'il s'agit du profit du crime organisé ou d'un délit ayant trait au trafic de la drogue, ou même d'un meurtre. C'est cette prémisse qui a donné lieu au gel de l'argent.

M. Wakefield: Il y aura probablement un jugement concret à l'égard de cette allégation à un certain moment.

Le sénateur Nurgitz: Messieurs, la prémisse de toute poursuite est que l'accusé est coupable. Cela n'a rien à voir avec votre profession. Vous adoptez une attitude tout à fait opposée. Pourquoi montez-vous soudainement sur vos grands chevaux?

M. Neville: Laissez-moi vous expliquer. Si un trafiquant de drogue vient me voir pour retenir mes services et qu'il me dit: «Je viens de vendre une livre de cocaïne. Voici les 30 000\$. En passant, je suis également accusé d'un autre délit, voici vos honoraires,» si je prends cet argent, je risque d'être poursuivi et radié du barreau.

Le sénateur Nurgitz: Je l'espère bien.

M. Neville: Ce projet de loi rend le procédé admissible. C'est un peu comme aller à confession. On reçoit l'absolution tout en gardant l'argent illicite.

Le sénateur Nurgitz: Je ne sais pas comment concilier tout cela.

M. Wakefield: Comme disait un cynique, parlant du lien qui existait entre M. Buxbaum et M. Greenspan de Toronto, tout ce qu'il vous faut savoir c'est le montant de la somme saisie. Si elle est de 100 000\$ vous n'avez qu'à vous présenter et dire: «Mes honoraires sont de 100 000\$. Si l'on tient compte du fait que les honoraires pour défendre Helmut Buxbaum s'élevaient à 1\$ million, qui peut dire si toute la somme saisie y passera.

Le sénateur Doyle: Il faut dire qu'il prenait de la drogue.

M. Neville: Il nous semble qu'il y a quelque chose de bizarre dans une disposition légale dont la prémisse sous-jacente est que le barreau doit chercher à obtenir, en manière de paiement, l'argent que l'état a désigné officiellement illicite, et officiellement saisi comme tel. Il est bien étrange, à notre avis, et c'est uniquement sur ce point, de tenter d'aider cette loi à surmonter d'autres contestations fondamentales en vertu de la charte.

Le sénateur Nurgitz: Je partage votre avis sur une bonne partie de votre exposé, mais le sujet dont nous traitons présentement me préoccupe.

L'État déclare qu'il a des motifs raisonnables de croire l'accusé coupable, et pour étayer sa preuve, invoque tout ce

[Text]

that up, to substantiate it, to prove it. It provides the forum for where it is done. The premise of that case is the guilt of the accused, otherwise you would not be there. It is not based on innocence. There is a presumption of innocence, but the premise of it is guilt. Yet you defend people—as I have done—and take the opposite position, as you would with seized goods.

Mr. Neville: You have lost me.

Senator Nurgitz: I am troubled by why you do not want to make applications affecting X fund because a Crown attorney with the fiat of the Attorney General has said that those are ill-gotten gains from drug trafficking.

Mr. Neville: They have already obtained a judge's order. We are dealing with section 420.14, where there has been a seizure under section 420.12 or a restraining order under section 420.13, which has been obtained on the basis of satisfying a Supreme Court or District Court judge, presumably on a balance of probabilities, that what has been seized is illicit, as proceeds of one of the listed offences, inclusive of which is murder. That is the premise on which the accused—who is then facing presumably a collateral charge, whether it be trafficking, murder or conspiracy to commit murder—is saying to the state, as represented by a judge, “I can't afford to defend myself on this charge of contract murder. I want Mr. Neville to defend me. I can't afford to pay him because this state has seized all my money,” as *prima facie* proceeds of an enterprise offence. I, as the desired counsel, must then go in front of another Supreme Court judge and say, “I need \$50,000 to defend this man on a contract killing, and the money that has been designated as seized is the money from which I wish to be paid.”

Senator Nurgitz: Based on an *ex parte* application.

Senator Stanbury: But one of your brother judges has said that it is illicit money?

Mr. Neville: That is right.

Senator Nurgitz: After hearing one side of the case?

Mr. Neville: There is no provision *prima facie* to challenge that. I am telling you that these things will obviously operate concurrently. Obviously, the outcome of whether that is what the money was might be the end of the trial.

Senator Doyle: In the same instance, if this process had not begun and the man was still possessed of his \$50,000 but still facing a murder charge and you accepted his \$50,000, it is the same \$50,000 that you would have received if you had made application under the new law.

Mr. Neville: The difference is that if he is charged under the present legislation with contract murder and I want \$50,000 to defend him and he puts it on my desk, and I have no idea where it has come from, then I have no problem.

[Traduction]

qu'il peut. L'État fournit le prétoire où se déroulent ces débats. Ce cas part de l'hypothèse qui veut que l'accusé soit coupable, sinon vous ne seriez pas là. La conjecture n'est pas l'innocence de l'accusé, bien qu'il y ait présomption d'innocence, la prémisse est la culpabilité de l'accusé. Vous défendez les gens, quand même—comme je l'ai fait—et prenez une attitude différente, comme vous le feriez dans le cas de biens saisis.

M. Neville: Je ne vous suis plus.

Le sénateur Nurgitz: Ce qui me préoccupe, c'est que vous ne voulez pas demander les fonds affectés à la défense de X parce qu'un avocat de la Couronne a, avec l'approbation du Procureur Général, déclaré que cette somme provient de gains mal acquis suite au trafic de drogues.

M. Neville: Ils ont déjà obtenu une ordonnance du juge. Nous discutons de l'article 420,14 alors qu'une saisie a été faite en vertu de l'article 420,12 ou d'une injonction stipulant que les biens saisis sont illicites parce qu'il s'agit des produits d'un des délits de criminalité, y compris le meurtre; injonction qui aura été obtenue pour plaire à un juge de la Cour Suprême ou d'une cour de district, possiblement en raison de prépondérances de probabilités. C'est l'hypothèse sur laquelle l'accusé qui est probablement accusé également d'un délit connexe, qu'il s'agisse de trafic de drogues, de meurtre ou de complot pour commettre un meurtre, se base pour dire à l'État, représenté par un juge, «Je n'ai pas les moyens pour retenir les services d'un avocat pour me défendre de cette accusation de meurtre à forfait. Je voudrais que M. Neville prenne ma défense. Je ne peux pas le payer parce que l'État a saisi tout mon argent, à titre de commencement de preuve d'un délit de crime organisé. C'est donc dire que moi-même, à titre d'avocat recherché, dois me présenter devant un autre juge de la Cour Suprême et lui dire: «J'ai besoin de 50 000\$ pour défendre cet homme accusé d'avoir commis un meurtre à forfait, et je veux être payé à même la somme qui a été saisie.»

Le sénateur Nurgitz: Fondé sur une demande «it ex parte».

Le sénateur Stanbury: Mais l'un de vos collègues a dit qu'il s'agissait d'argent illicite.

M. Neville: C'est bien ça.

Le sénateur Nurgitz: Après avoir entendu une version du cas?

M. Neville: Il n'y a pas de disposition de *prime abord* qui permet de contester ce fait. Je vous dis que ces choses se feront de pair, de toute évidence. Il est clair que si la conclusion est qu'il s'agit bien et bien de l'argent du crime, il se pourrait bien que le procès se termine là.

Le sénateur Doyle: Dans un cas semblable, si le processus n'a pas été entamé et que l'homme est toujours en possession de son 50 000\$ et qu'il doit faire face à une accusation de meurtre et que vous avez déjà accepté son 50 000\$, c'est le même argent que vous auriez reçu si vous aviez eu à le demander en vertu de la nouvelle loi.

M. Neville: Avec toutefois cette différence; si cet homme est accusé de meurtre aux termes de la loi existante et si, lorsque je lui demande 50 000\$ pour le défendre, il dépose cette

[Text]

Senator Doyle: What you really are concerned with here are the tender feelings of the defence counsel, not the rights of the accused or the rights of the state.

Mr. Neville: I think it is bizarre, with all due respect, that we are now permitting the bar to come asking for money that is ticketed as blood money in the case of a murder case or other serious crimes. I think it is ridiculous. It is only in there to make the legislation defensible.

Senator Doyle: Is there anything about the bill you do like?

Mr. Neville: Not much.

Mr. Wakefield: Its overall objective is laudable.

Senator Doyle: You said earlier that you would rather see your rights spelled out. You have told us what is wrong with the legislation, but you have not spelled out any rights.

Mr. Neville: There are sections that nobody would quarrel with. Nobody has any trouble with the section regarding laundering of illegal monies. It is virtually covered by present legislation in another form, in any event.

In order to get to the point of proving to the degree necessary that it is ill-gotten gains, it is effectively reachable under income tax legislation anyway because it is income.

Senator Nurgitz: But not the whole amount.

Mr. Neville: What they are after here is trying to freeze it and trace it, and simply add a little bit of clout. But there is plenty of clout there without having to throw out basic principles, not the least of which is the presumption of innocence.

Senator Nurgitz: I am troubled with this whole notion that you do not want to go in because the Crown has said that this is drug money.

Senator Stanbury: It is not the Crown. It is the judge.

Mr. Neville: They have persuaded the judge, on a balance of probabilities, that it is illicit money.

Senator Nurgitz: On a very weak standard, something less than required under the code.

Mr. Neville: We do not know what the standard is.

Mr. Wakefield: At that point there seems to be some comfort in the fact that there has been no final adjudication. What you are saying to the lawyers is "Do not worry about what ultimately happens." What I was talking about earlier is that when the case goes ahead, you take the blood money from the contract killing; you take \$50,000 for legal fees. The trial goes ahead and the man is convicted. The evidence is that \$100,000 was paid to him for a contract killing. He did the killing and the lawyers got \$50,000 and the government got \$50,000. I am not comfortable with that. I do not want to be the guy with the \$50,000.

[Traduction]

somme sur mon bureau et que je n'ai aucune idée où il a obtenu cette somme, je n'ai aucun problème.

Le sénateur Doyle: En fait, ce qui vous préoccupe réellement c'est la sensibilité des avocats de la défense et non pas les droits de l'accusé ni ceux de l'État.

M. Neville: Avec tout le respect que je vous dois, il me semble étrange qu'on permette au barreau de demander l'argent entaché de sang dans le cas d'un meurtre ou de crimes tout aussi graves. Je pense que cela est ridicule. Cette clause n'est là que pour justifier la loi.

Le sénateur Doyle: Y a-t-il quelque chose dans le projet de loi qui vous plaît?

M. Neville: Pas beaucoup.

M. Wakefield: Dans l'ensemble ses objectifs sont louables.

Le sénateur Doyle: Vous nous avez dit il y a quelque temps que vous aimeriez voir vos droits précisés. Vous nous avez dit ce qui ne vous plaisait pas dans le projet de loi, mais vous n'avez pas défini vos droits.

M. Neville: Il y a dans ce projet de loi des articles avec lesquels personne n'aurait à redire. Personne ne contredit l'article visant le recyclage des produits de la criminalité. De toute manière, ce crime est traité d'autre façon ailleurs dans la loi actuelle.

Afin d'en arriver à prouver de manière irréfutable qu'il s'agit d'argent mal acquis, le gouvernement peut en fait contrôler la situation parce qu'il s'agit d'un revenu.

Le sénateur Nurgitz: Pas toute la somme cependant.

M. Neville: Ce qu'on essaye de faire ici, c'est de geler cet argent, d'en établir l'origine et de donner plus de force de frappe à la loi. La loi a déjà suffisamment de force de frappe sans qu'il faille rejeter les principes de base, dont la présomption d'innocence n'est pas le moindre.

Le sénateur Nurgitz: Ce qui tracasse à ce sujet c'est que vous ne voulez pas vous y mêler parce que la Couronne a dit qu'il s'agissait du profit du trafic de la drogue.

Le sénateur Stanbury: Non pas la Couronne, le juge.

M. Neville: On a convaincu le juge, en raison de prépondérances de probabilités qu'il s'agissait d'argent illicite.

Le sénateur Nurgitz: Fondé sur un critère très faible, bien moindre que ne l'exige le Code.

M. Neville: Nous ne savons pas quel est le critère.

M. Wakefield: A ce point, il semble un peu rassurant de savoir qu'il n'y a pas eu de jugement final. Ce que vous dites aux avocats est de ne pas s'inquiéter de ce qui pourrait éventuellement arriver. Ce que je voulais dire précédemment est que, une fois la cause entendue devant les tribunaux, vous prenez l'argent du crime; vous prenez 50 000 \$ pour les honoraires d'avocat. Le procès se poursuit et le prévenu est reconnu coupable. Il en ressort que l'individu a touché 100 000 \$ pour exécuter un meurtre. Il a commis le meurtre et les avocats obtiennent 50 000 \$ et le gouvernement obtient également 50 000 \$. Ç me rend mal à l'aise rien que d'y penser. Je n'aimerais pas être l'individu qui a les 50 000 \$.

[Text]

Senator Nurgitz: Go back to Senator Doyle's hypothesis. A man walks into your office and says: "I am charged with a contract killing. Please defend me." During the course of the case, the Crown proves that he received \$100,000 to kill "X" and out of the \$100,000 in his account he took \$50,000 and wrote a cheque out to Mr. Neville. How do you feel then? Do you feel a little better?

Mr. Wakefield: I feel terrible. The authorities would be after you for that money and I think any lawyer, once he realized what would happen, would be happy to send it back to wherever it belonged.

Mr. Neville: I would be very uncomfortable if someone satisfied me to my full belief that someone had handed over illegal proceeds to me. I am not interested in that kind of money.

Senator Doyle: Is it a normal practice that lawyers do send money back where their clients are convicted of having acquired the money illegally?

Mr. Neville: No.

Mr. Wakefield: Generally there is not that adjudication—

Mr. Neville: Which money?

Senator Doyle: The money you were just talking about, the \$50,000 that you would send back so it would not be on your conscience. I am asking, is that a general practice among lawyers?

Mr. Neville: Senator, when a client retains me with a sum of money, if that money comes in the normal fashion by way of certified cheque or cash or whatever with no ticket attached to it that, "By the way, I stole this," then I have no prior knowledge of where that money came from.

Senator Doyle: But you know how he worked, and you know how he got it. If that is all the money that the poor felon had, then we all know where he got it.

Mr. Neville: Perhaps you know, senator, but I do not. Perhaps his father gave it to him. I have no idea where he got it. It is not for me to ask where the money comes from.

Senator Gigantès: I would generally side with what you are saying, but what I seem to be hearing is that ignorance is bliss.

Mr. Wakefield: That may have an odd twist to it, senator, but in fact there is no adjudication. If you take an organized crime figure who is living and operating in Toronto or Hamilton—and many names come to mind—that man is paying his mortgage to the bank; he is paying his taxes, he is paying the city money, paying everybody money, but there is no factual determination that that money is the proceeds from organized crime, although there is a suspicion. But everyone takes that money, including lawyers. It is not a happy situation but it is a reality, and reality seems to dictate that there is not a great deal else you can do about it. Who am I to say: "I don't like how you make your money."? I suppose in many cases, that is what happens. This may come as a shock to the public, but lawyers do decide that they just do not want to deal anymore

[Traduction]

Le sénateur Nurgitz: Reprenons l'hypothèse du Sénateur Doyle. Un individu entre dans votre bureau et vous dit: «On m'accuse d'être un tueur à gages. Je voudrais que vous me défendiez.» Au cours du procès, la couronne fait la preuve que le prévenu a reçu 100 000 \$ pour tuer «X» et qu'il a tiré un chèque à l'ordre de M. Neville sur son compte de 100 000 \$. Qu'est que vous en pensez? Vous sentez-vous un peu mieux.

M. Wakefield: Je me sens très mal à l'aise. Les autorités essaieraient de récupérer cet argent et je pense que tout avocat, ayant mesuré la gravité de la situation, serait heureux de renvoyer cet argent où il se doit.

M. Neville: Je serais très mal à l'aise si quelqu'un me convainquait hors de tout doute qu'on m'a remis de l'argent provenant d'activités illégales. Cet argent ne m'intéresse pas.

Le sénateur Doyle: Est-ce c'est pratique courante parmi les avocats de renvoyer l'argent lorsque leurs clients sont trouvés coupables d'avoir acquis l'argent illégalement?

M. Neville: Non.

M. Wakefield: En général, on ne statue pas—

M. Neville: Quel argent?

Le sénateur Doyle: L'argent dont nous venons tout juste de parler, les 50 000 \$ que vous renverriez afin qu'ils ne pèsent pas sur votre conscience. Je vous ai demandé si c'est pratique courante parmi les avocats?

M. Neville: Sénateur, lorsqu'un client retient mes services en me versant une somme d'argent et qu'il me paie de la façon normale au moyen d'un chèque certifié ou en argent comptant ou de quelqu'autre manière sans accompagner ce paiement de la mention «Veuillez noter que cet argent est volé», je n'ai aucune raison de douter de la provenance de cet argent.

Le sénateur Doyle: Mais vous savez quel genre de travail il faut et comment il gagne son argent. Si c'est là tout l'argent que ce pauvre bougre a, alors nous savons comment il se l'est procuré.

M. Neville: Peut-être que vous, sénateur, vous le savez, mais pas moi. Peut-être son père le lui a-t-il donné. Je ne sais pas du tout d'où provient cet argent. Je n'ai pas à demander d'où vient cet argent.

Le sénateur Gigantès: Normalement, je serais d'accord avec vous, mais j'ai l'impression que vous dites tout simplement «Qui ne sait rien, de rien ne doute».

M. Wakefield: Cette attitude peut sembler erronée, sénateur, mais en fait, rien n'a été établi. Prenez le cas d'une personnalité du crime organisé qui habite et exerce ses activités à Toronto ou à Hamilton, et plusieurs noms me viennent à l'esprit. Cet homme paie son hypothèque à la banque, il paie ses taxes; la ville et tout le monde reçoivent son argent, mais on n'a pu déterminer d'après les faits que l'argent provient du crime organisé bien qu'il y ait des soupçons. Mais tout le monde prend cet argent, même les avocats. Ce n'est pas une situation bien agréable mais c'est une réalité, et la réalité semble nous indiquer qu'il n'y a pas grand chose que nous puissions y faire. Qui suis-je pour me permettre de dire: «Je n'aime pas la façon dont vous gagnez votre argent»? Je suppose que dans bien des cas, c'est ce qui se produit. Les gens peuvent être

[Text]

with a particular type of person or a particular client with whom they have dealt for many years but whose credibility is lost. They know what he is about and they just say "Look, I am finished. Go to another lawyer." That happens, senators.

Senator Gigantès: Yes, and he kneecaps you.

Senator Doyle: But can you not see what the government is trying to do with this legislation? The government is saying: "We are going to hold on to all of that money and only allow enough of it out to pay for necessities," one of the necessities being the defence of the accused person himself, otherwise you would have another case to make.

Mr. Wakefield: Effectively, senator, we are saying that the approach is wrong to make the seizure in advance of conviction.

Senator Doyle: But if you do not make the seizure, then all of the money may be dissipated here, there and in another way, and perhaps to another country, or even laundered.

Mr. Neville: Speaking for myself, I would rather see basic principles maintained at the loss of a few extra dollars. Also, I would rather not be put into the position, personally, of seeking that kind of money.

Senator Gigantès: Madam Chairman, I understand "principle" when you stick to principle. Where I find it difficult is when you start saying ignorance is bliss.

Mr. Neville: Senator, that is not what we said.

Senator Gigantès: You know that this is a criminal; you know that the money—

Mr. Neville: Just a minute.

Senator Gigantès: But if it has not been actually labelled with a little label that "this is criminal money", then it is all right, and if it has been labelled then it is not?

Mr. Neville: Senator, I do not know that anyone is a criminal until either he has clearly and unequivocally admitted it to me or a court has said he is. That is the difference.

Senator Gigantès: Are you saying that if there is sufficient evidence that someone is a criminal, if you are totally satisfied that a client is guilty, you will not defend him?

Mr. Neville: No, senator.

Mr. Wakefield: No, senator. We may not take his money if we are satisfied that it was drug money or the proceeds of crime. That is what we are saying. We would still defend him, however, or defend the principles that are involved. However, we would not necessarily take the money. I think you were the one, senator, who raised the example of the church and the Income Tax Department. We are in exactly the same boat as the church and the Income Tax Department. The Income Tax

[Traduction]

surpris, mais il arrive que des avocats décident de ne plus représenter un certain type de personnes ou un client en particulier qu'ils ont représenté pendant des années mais qui a perdu toute crédibilité. Ils savent de quoi il retourne et ils disent tout simplement: «Voilà, c'est fini. Allez voir un autre avocat.» Cela se produit, sénateurs.

Le sénateur Gigantès: Oui, et il vous brise les jambes.

Le sénateur Doyle: Mais ne voyez-vous pas ce que le gouvernement tente de faire avec cette législation? Le gouvernement dit: «Nous allons conserver tout cet argent et permettre de n'en retirer qu'un montant suffisant à payer pour les essentiels de l'individu,» et un des besoins essentiels du prévenu est sa défense, sinon il faudrait faire une autre représentation.

M. Wakefield: En fait, sénateur, nous affirmons que c'est une approche erronée de saisir l'argent avant la condamnation.

Le sénateur Doyle: Mais si vous n'effectuez pas la saisie, alors tout l'argent peut être éparpillé à droite et à gauche et de toute autre manière et peut même quitter le pays ou être recyclé.

M. Neville: Quant à moi, je préférerais voir les principes de base maintenus même au prix d'encourir une perte de quelques dollars supplémentaires. De plus, je préférerais ne pas me retrouver personnellement dans la position de devoir obtenir cet argent.

Le sénateur Gigantès: Madame la Présidente, je comprends le mot «principe» quand on s'en tient à son sens. Mais j'ai de la difficulté à comprendre lorsqu'on commence à dire «Qui ne sait rien, de rien ne doute».

M. Neville: Sénateur, ce n'est pas ce que nous avons dit.

Le sénateur Gigantès: Vous savez que c'est criminel; vous savez que l'argent—

M. Neville: Juste une minute.

Le sénateur Gigantès: Mais si on n'a pas vraiment établi que l'argent est de provenance criminelle, alors ça va, mais si on a établi une telle provenance, alors ça ne va pas?

M. Neville: Sénateur, je ne sais pas si un individu est un criminel à moins qu'il m'ait avoué clairement et sans équivoque en être un ou à moins que la cour en ait décidé ainsi. C'est la différence.

Le sénateur Gigantès: Affirmez-vous que dans le cas où il y a suffisamment de preuves pour établir qu'un individu est un criminel ou si vous êtes tout à fait convaincu qu'un client est coupable, vous n'allez pas le représenter?

M. Neville: Non, sénateur.

M. Wakefield: Non, sénateur. Nous pouvons ne pas accepter son argent si nous sommes convaincus que cet argent provient du trafic de la drogue ou d'activités criminelles. C'est ce que nous affirmons. Nous assurerions quand même sa défense ou nous assurerions la défense des principes impliqués. Toutefois, nous n'accepterions pas nécessairement l'argent. Je crois que c'est vous, sénateur, qui avez apporté l'exemple de l'église et du ministère du Revenu. Nous sommes exactement sur le même bateau que l'église et le ministère du Revenu. Le minis-

[Text]

Department will take the money. They do not care where it came from—and I mean that they literally do not care.

Senator Stanbury: In that way, they are like the church.

Mr. Neville: Senators, just returning to some of Mr. Wakefield's earlier points relating to some of the other problems that the legislation leads to, if you look at the definition section for the offences, they list the fun and games offences: Obscenity cases, gaming, betting, bawdy houses, prostitution—the morality department offences. A great number of those offences are lucrative. In other words, they generate lots of money. They are illegal activities in Canada for the most part. However, they are not illegal activities in a great many jurisdictions, some of which Mr. Wakefield has mentioned such as Nevada and other existing jurisdictions.

The definition of enterprise crime offence and of proceeds of crime includes situations where the act or omission outside Canada, if it had occurred in Canada, comes within the definition. However, in the jurisdiction in which the income has been generated, many of these activities are purely and totally legal. Gambling and prostitution-related offences are all legal in a great many jurisdictions, and therefore the revenue is perfectly legitimate revenue. Yet under this legislation it is subject to confiscation and prosecution. In my opinion, there has to be something fundamentally wrong with a situation where the proceeds of business conducted under the rule of law in one state is purely legal but is subject to confiscation or prosecution under this legislation in Canada. That is absolutely clear on the wording of that legislation.

If you look at page 3 of Bill C-61, you will note that section 159 (corrupting morals) is listed therein. Actually section 159 deals primarily with obscene publications. Subsection 185(1) (keeping gaming or betting house): That description applies to every gambling institution in the State of Nevada or on many tropical islands. Section 186 (betting, pool-selling, book-making, et cetera): There are a number of betting offences that are totally legal in a great many jurisdictions in the world. Section 193 (keeping common bawdy-house): Basically, that means running a brothel. That is totally legal conduct in a great many jurisdictions. Section 195 (procuring) is a section that deals not only with procuring. One of the subsections of section 195 is living off the avails of prostitution, a totally legal activity in a great many jurisdictions. Yet they appear in this legislation under the definition of "enterprise crime offences".

Under the definition of "proceeds of crime" we read that:

'proceeds of crime' means any property, benefit or advantage,—

You will note, senators, that it is not even the property per se, but an advantage, whatever that is—

[Traduction]

rière prendra l'argent. Peu lui importe la provenance de cet argent et je dis bien, peu lui importe.

Le sénateur Stanbury: C'est dans cette mesure que le ministère ressemble à l'église.

M. Neville: Messieurs les sénateurs, revenons sur quelques points mentionnés un peu plus tôt par M. Wakefield et ayant trait à certains des autres problèmes soulevés par la législation. Si vous regardez l'article qui définit les délits, on trouve une liste des délits suivants: obscénité, tenue de maisons de jeu, de pari et de débauche, prostitution, tous des délits relatifs aux mœurs. Un grand nombre de ces délits sont lucratifs. En d'autres mots, ils rapportent beaucoup d'argent. Ce sont pour la plupart des activités illégales au Canada. Toutefois, ces activités ne sont pas illégales en d'autres parties du monde comme au Nevada et en d'autres endroits mentionnés par M. Wakefield.

La définition d'infraction de criminalité organisée et de produits de la criminalité comprend les situations dans lesquelles un acte ou une omission survenu à l'extérieur du Canada, est couvert, au Canada, par la définition contenue dans la loi. Toutefois, à l'endroit d'où ces revenus proviennent, un grand nombre de ces activités sont purement et simplement légales. Les délits relatifs au jeu et à la prostitution ne constituent pas des délits dans bien des endroits dans le monde et par conséquent les revenus tirés de ces activités sont parfaitement légitimes. Par contre, en vertu de la présente législation, ces revenus pourront être saisis et l'individu qui touche ces revenus pourra être poursuivi. A mon avis, il y a quelque chose de fondamentalement erroné lorsque les bénéfices d'une affaire exploitée conformément à la loi d'un état sont parfaitement légaux mais qu'en vertu de la loi canadienne ils peuvent être saisis ou que la personne qui retire ces bénéfices peut être poursuivie. Ce sens est parfaitement clair d'après la lettre de la loi.

Si vous vous reportez à la page 3 du projet de loi C-61, vous remarquerez que l'article 159 (corruption des mœurs) fait parti de ce projet de loi. En fait, l'article 159 traite surtout des publications obscènes. Au paragraphe 185(1) (tenue d'une maison de jeu ou de pari), la description s'applique à toutes les maisons de jeu de l'état du Nevada ou d'un grand nombre d'îles tropicales. Il y a un grand nombre de délits relatifs au pari décrits à l'article 186 (gageure, book-making, etc.) qui sont tout à fait légaux dans de nombreux endroits dans le monde. La section 193 (tenue d'une maison de débauche) se réfère fondamentalement à l'exploitation d'un bordel, ce qui est totalement légal dans un bon nombre d'endroits. L'article 195 (proxénétisme) est un article qui ne traite pas uniquement de proxénétisme. Un des paragraphes de l'article 195 traite de quiconque vit des produits de la prostitution, ce qui est une activité tout à fait légale dans un bon nombre d'endroits dans le monde. Cependant, tous ces délits apparaissent dans la loi sous la définition «infractions de criminalité organisée».

Sous la définition «produits de la criminalité» on lit:

«produits de la criminalité» bien, bénéfice ou avantage,—

Vous remarquerez, sénateurs, que ce n'est pas le bien en soi, mais l'avantage, quel qu'il soit—

[Text]

—within or outside Canada, obtained or derived directly or indirectly as a result of . . .

(b) an act or omission anywhere that, if it had occurred in Canada, would have constituted an enterprise crime offence or a designated drug offence.

Senators, that says to me that if you have, as Mr. Wakefield has pointed out, significant business investments in Nevada involving gambling casinos, brothels or the like, the proceeds of any of those businesses are subject to seizure and prosecution under the Criminal Code, even though all of the conduct in the obtaining of that money is legal. Gentlemen, there has to be something fundamentally wrong with that.

The Chairman: Mr. Neville, it is a long time since I studied law or had anything to do with it, but I thought there was a principle in international law whereby Canada, for instance, would recognize the validity or legality of certain laws or acts in other jurisdictions, even though they might not be legal or valid in our jurisdiction.

Mr. Neville: You are probably right, senator, certainly within the civil context. Unfortunately, on the wording of this proposed legislation, it would appear to be the opposite. What is being proposed here is the confiscation of substantial assets where the root activity at the place of earning is not illegal.

The Chairman: My recollection is with regard to civil laws, such as the marriage laws.

Senator Stanbury: Your old conflict-of-laws course.'

The Chairman: Yes, very old. Surely, that would extend to criminal law. If it does, then perhaps these provisions are simply in contravention of recognized, international, legal principles.

Mr. Neville: They may be.

Senator Doyle: Can any of us recall a case where a person, after a quicky divorce in Reno, remarried and was then charged with bigamy in Canada?

The Chairman: Yes.

Senator Doyle: Can you remember a case?

The Chairman: I think we studied that.

Senator Doyle: I cannot recall cases being prosecuted. We all recognized that she had her divorce in Reno and that, in the eyes of the church, she certainly was not home free, but I cannot remember anybody being prosecuted criminally for bigamy.

The Chairman: I do not know about criminally, Senator Doyle.

Senator Doyle: I am speaking of criminal prosecutions, not civil.

The Chairman: I think there have been suits by the other spouse.

Senator Doyle: Suits on the legality, not on criminality.

[Traduction]

—qui est obtenu ou qui provient, au Canada ou à l'extérieur du Canada, directement ou indirectement: (. . .)

(b) soit d'un acte ou d'une omission qui, au Canada, aurait constitué une infraction de criminalité organisée ou une infraction désignée en matière de drogue.

Sénateurs, je comprends d'après cette définition que si vous possédez, comme M. Wakefield l'a souligné, des investissements commerciaux importants au Nevada dans des casinos, des bordels ou autre établissement semblable, les produits de n'importe laquelle de ces affaires sont susceptibles d'être saisis et vous vous exposez à être poursuivi en vertu du Code criminel, même si toutes les activités permettant d'acquérir cet argent sont légales. Messieurs, ça n'a vraiment aucun sens.

La présidente: M. Neville, il y a longtemps que j'ai étudié le droit ou que je me suis même occupée de droit, mais je croyais qu'il y avait un principe en droit international en vertu duquel le Canada, par exemple, reconnaît la validité ou la légalité de certaines lois en vigueur dans d'autres endroits du monde, même si celles-ci ne sont ni légales ni valides dans notre pays.

M. Neville: Vous avez sans doute raison, Monsieur le sénateur, certainement dans le contexte du droit civil. Malheureusement, la formulation de ce projet de loi semble tout le contraire. On propose en effet la confiscation de biens importants dans des cas où l'activité commerciale de base n'est pas illégale.

La présidente: Je me souviens mieux du droit civil, notamment les lois sur le mariage.

Le sénateur Stanbury: Votre ancien cours sur les conflits des lois!

La présidente: Oui, très ancien. Cela s'étendrait sûrement au droit pénal. Le cas échéant, ces dispositions sont tout à fait contraires aux principes juridiques internationaux reconnus.

M. Neville: Cela se peut.

Le sénateur Doyle: Est-ce que l'un d'entre nous se rappelle le cas d'une personne qui ayant obtenu un divorce éclair à Reno, s'est remariée et fut accusée de bigamie au Canada?

La présidente: Oui.

Le sénateur Doyle: Vous rappelez-vous un cas en particulier?

La présidente: Je crois que nous avons étudié cet aspect.

Le sénateur Doyle: Je ne me souviens pas de poursuites en pareils cas. Nous avons tous reconnu qu'elle avait obtenu son divorce à Reno et qu'aux yeux de l'Église, elle n'était certainement pas libre, mais je ne me souviens pas qu'elle ait fait l'objet d'une poursuite pour bigamie au criminel.

La présidente: Quant à une poursuite au criminel, je l'ignore, sénateur Doyle.

Le sénateur Doyle: Je parle de poursuites au criminel, non pas au civil.

La présidente: Je crois que le conjoint a intenté des poursuites.

Le sénateur Doyle: Poursuites visant à déterminer la légalité, non pas la nature criminelle.

[Text]

The Chairman: You may be right. I cannot really say.

Mr. Neville: This clearly appears to taint with criminality items of property legitimately earned. On the plain wording, they appear to be covered. In our view, there is something fundamentally wrong with that.

Senator Doyle: That is what I wanted to ask.

Mr. Neville: We seem to have got off on a long discussion about the position of lawyers, coming back to the so-called relief provisions, there are other anomalies arising out of them that make no sense. For example, at page 10 of your bill, subsection (6) on the left hand side provides for an order under (4)(b). I do not see anything that could be called a (4)(b) order in the present draft. However, assuming you can stretch the words somehow to find one, it is quite circular. If you look at (4)(b), it tells you to look at subsection (6). If you look at subsection (6), it talks about (4)(b) orders, but (4)(b) does not provide for an order. If anybody can figure that out, good for you. In any event, assuming that it has some meaning in the English language, what this provides is that the person aggrieved by the issuing of a warrant or a restraining order can have the order or warrant lifted. You go in front of a judge and it appears that he can make such an order if the warrant should not have been issued or if the restraining order should not have been made. Let us assume the bag of money is sitting in the court room on the return of the motion and you convince the judge that the order should never have been made because it was obtained by a fraud or some other deception on the issuing judge, and the judge says, "You are right," and they hand you the stuff. You walk out the door and you are arrested because you are still in possession of illegal property. I do not know what the purpose of that is, because if you look at subsection (7) on the next page, the only protection against a charge under section 312, which is possession of stolen or illegal property, is where the order is under subsection (4)(c), which is the order regarding business or legal expenses. So if you talk about relief without a remedy, this is a classic. You persuade a judge that the issuing judge has been deceived or has somehow issued an invalid order, the order is quashed, the property is *prima facie* returnable, you walk out the door and you are arrested as you are walking out with it. How someone thought this was a saving provision escapes me, because there is absolutely no protection for anybody. You are simply getting a court endorsement on getting rearrested.

Mr. Wakefield: Before you leave section 414, the standard imposed in subsection (6)(b) at page 10 just dazzled most of my colleagues. That was the creation of a person who appears innocent for restitution. That is another category of a person who can claim return of the goods. It is someone who appears innocent of any complicity in the enterprise crime offence or designated drug offence or of any collusion in relation to such an offence. It was an unknown standard, basically, to lawyers. The notion of innocence might best be left for babies who have not reached the age of two. You are not charged with any offence and you are not being investigated. You go to court and identify your goods. Do you appear innocent? It seems to shift the onus back again to the applicant who has demon-

[Traduction]

La présidente: Peut-être avez-vous raison. Je ne saurais dire.

M. Neville: Cela semble entacher de crime des biens légitimement acquis. Selon la formulation simple, ils semblent couverts. Selon nous, au fond, il y a là quelque chose de faux.

Le sénateur Doyle: J'allais poser la question.

M. Neville: Il semble que nous ayons entrepris une longue discussion sur la position des avocats. Revenant aux dispositions dites de redressement, d'autres anomalies en découlent et qui ne font aucun sens. Par exemple, à la page 10 de votre projet de loi, au paragraphe 6), côté gauche, il est question d'un jugement en vertu de 4) b). Je ne vois en 4) b) du présent projet, rien qui puisse être qualifié de jugement. Toutefois, en supposant qu'on puisse étendre le sens des mots pour en trouver un, on tourne en rond. Voyons 4) b), on nous renvoie à l'alinéa 6). Reportons-nous maintenant à l'alinéa 6); il y est question des jugements en vertu de 4) b), mais le paragraphe 4) b) ne prévoit pas de jugement. Si vous vous y retrouvez, tant mieux. En supposant que cela ait du sens, on prévoit que la personne lésée par l'émission d'un mandat ou d'une ordonnance, pourrait faire retirer ce mandat ou cette ordonnance. Elle se présente devant le juge et il semble que ce dernier pourra rendre un tel jugement s'il s'avère que le mandat ou l'ordonnance n'aurait pas dû lui être signifié. Supposons que le sac d'argent soit devant le tribunal lors du dépôt de la motion et que vous convainquiez le juge que le jugement n'aurait jamais dû être rendu parce que le juge qui a rendu le jugement avait été induit en erreur, et que ce dernier dise «vous avez raison» et remette le paquet. Vous êtes libéré et vous vous retrouvez de nouveau sous arrêt, étant toujours en possession de biens illégaux. Je ne saisis pas, parce que si l'on se reporte au paragraphe 7) à la page suivante, la seule façon de prévenir une accusation en vertu de l'article 312, soit possession de biens volés ou illégaux, se trouve au paragraphe 4) c) où il s'agit du jugement relatif aux dépenses commerciales ou légales. Il s'agit donc d'un exemple classique de redressement sans remède. On réussit à persuader un juge que le juge qui a rendu jugement a été trompé ou qu'il a rendu un jugement non valide, le jugement est cassé et à première vue, le bien devrait être remis, puis vous passez la porte avec le bien pour être de nouveau arrêté. Qu'on ait pu croire qu'il s'agissait là d'une disposition de protection, cela me dépasse, parce qu'elle ne protège absolument personne. Tout ce qu'on obtient, c'est une nouvelle arrestation, avec la permission du tribunal.

M. Wakefield: Avant de laisser la section 414, le critère imposé au paragraphe 6) b), page 10, a tout simplement abasourdi la plupart de mes collègues. Il s'agit de la création, pour fin de restitution, d'une personne qui semble innocente. C'est une autre catégorie de personne apte à réclamer la remise des biens. C'est quelqu'un qui ne semble coupable ni de complicité en matière de crime organisé ou d'infractions relatives aux drogues, ni de collusion relative à de tels délits. Ce critère n'était pas vraiment connu des avocats. La notion d'innocence ne devrait être appliquée qu'aux bébés qui n'ont pas encore atteint l'âge de deux ans. On n'est accusé d'aucun crime ni soumis à une enquête. La personne n'a qu'à se présenter devant le tribunal et à identifier les biens. Semble-t-elle innon-

[Text]

strated ownership or lawful entitlement and then he has to go one step further. Why isn't the wording "... would be entitled to its return unless the Crown can show some complicity ..."? Why should the onus be on the person who owns the goods and who wants them back? He has already been inconvenienced.

This was one of the concerns that most people felt would probably not survive the constitutional challenge with respect to the onus and the type of onus that it is.

Mr. Neville: This type of phrase appears in several subsections further on dealing with restoration. The "appears innocent" phrase resurrects itself several times further on.

I should like to return to the business of seeking legal expenses. One of the concerns about these hearings is the solicitor-client privilege. In order to outline, for example, why a fee should be at a certain level, I think there is a great danger of, in effect, being in a position of violating the solicitor-client privilege. It is hard to envisage every conceivable situation, but you could end up getting into several debates with the judge as to why it will cost a specific fee. In order to do so, you may have to tell that judge what your instructions are, about certain witnesses having to be located and so on. In effect, the lawyer is justifying his fee by revealing his defence product. To me there is something wrong with that.

Mr. Wakefield: The proposed section 420.15 contains the provision that, when the property has been held for six months or restrained for six months, if the Attorney General brings an application, he can keep it for longer. The criterion for keeping it further is that "it may be" required. It is hard to imagine a lower standard than "may be." I am specifically referring to subsection 420.15 on page 11 at approximately line 31. It is such a low standard and it goes back to what we were talking about earlier, which is the spirit of the bill, the weight of the bill, and the fact that it is really civil law and not criminal law.

Mr. Neville: Under the section dealing with the forfeiture of proceeds of crime, which is the proposed section 420.17 at pages 12, 13 and on, a number of aspects concern us.

You will notice in subsection (1) the provision for forfeiture is triggered by a conviction or a discharge which, by definition, is not a conviction although, in fairness, it does include a finding of guilt. You will notice that the judge need only be satisfied, for the purposes of that type of forfeiture, on a balance of probabilities, that they are the proceeds of enterprise crime in relation to the actual property being sought to be seized.

Under subsection (2), where the evidence does not connect the target property to the offence in question but otherwise connects it to a crime, the standard of proof is beyond a reasonable doubt. There are two different standards for forfeiture orders under subsection (1) and subsection (2).

Senator Nurgitz: Under subsection (1) it is clear that you still need to satisfy "beyond a reasonable doubt" to get the

[Traduction]

cente? Le demandeur qui a fait la preuve de son droit de propriété doit donc de nouveau décharger son fardeau de preuve avant de franchir une nouvelle étape. Pourquoi donc ne pas ajouter «... aurait droit de recouvrer... à moins que la Couronne puisse prouver complicité...»? Pourquoi le fardeau de la preuve incomberait-il au propriétaire des biens qui désire les recouvrer? Il a déjà été incommodé.

C'est l'un des points qui, selon la majorité, ne résisterait vraisemblablement pas au débat constitutionnel relatif au fardeau de la preuve et à ce type de fardeau.

M. Neville: Des phrases de ce genre se retrouvent plus loin dans divers paragraphes des textes traitant de restitution. L'expression «semble innocent» revient plus loin, à maintes reprises.

Revenons, si vous le voulez bien, à la question des dépenses judiciaires. L'un des problèmes soulevés à l'égard de ces débats se rapporte à la question de privilège entre procureur et client. L'établissement, par exemple, du barème des honoraires, risquerait de contrevenir à la question de privilège entre procureur et client. Il est difficile de concevoir l'ensemble des situations; on pourrait en effet arguer longuement avec le juge quant à la justification d'un honoraire donné. On pourra, en certains cas, avoir à dévoiler au juges des instructions reçues quant aux témoins à citer, et ainsi de suite. De fait, pour justifier ses honoraires, l'avocat révélerait certains éléments de sa défense. Selon moi, il y a là quelque chose de faux.

M. Wakefield: Selon une disposition du projet d'alinéa 420.15, dans le cas d'un bien détenu ou sous le coup d'une injonction depuis six mois, le Procureur général pourrait faire une demande et être autorisé à conserver le bien plus longtemps encore. Le critère applicable étant qu'il «pourrait être» requis. Il est difficile d'imaginer une exigence moindre que «pourrait être». Je parle spécifiquement du paragraphe 420.15, page 11, ligne 31 environ. Il s'agit d'un critère si peu exigeant et qui revient à ce qu'on a vu plus tôt, soit l'esprit de la loi, le poids de la loi et le fait qu'il s'agit en réalité de droit civil et non pas de droit pénal.

M. Neville: Un certain nombre des points visés par l'article sur la confiscation du fruit du crime, soit le projet 420,17, pages 12, 13 et suivantes nous intéressent.

Vous remarquerez au paragraphe 1), la prescription relative à la confiscation est déclenchée par une condamnation ou un acquittement qui, par définition, n'est pas une condamnation bien qu'en toute justice, il y ait eu verdict de culpabilité. Vous remarquerez qu'il suffit, dans les cas de confiscation, que la prépondérance des probabilités permette au juge de conclure que les biens visés par la saisie sont le produit du crime organisé.

En vertu du paragraphe 2), où la preuve ne rattache pas le bien visé au délit en question mais plutôt à un crime, le critère de la preuve doit être, hors de tout doute. Deux critères se rapportent aux ordres de confiscation, en vertu des paragraphes 1) et 2).

Le sénateur Nurgitz: En vertu du paragraphe 1), il est clair que pour obtenir une condamnation, il faut satisfaire au critère «hors de tout doute». Pour obtenir le produit, il faut apporter la

[Text]

conviction. To take the proceeds requires proof only on a reasonable probability. That is a civil test.

Mr. Neville: Yes. Under subsection (2) the evidence does not satisfy the court that, whatever the crime was, it is not connected to the property but otherwise the property is proceeds of crime—whatever that means. The test for confiscation then is beyond a reasonable doubt.

You will have a double trial. You will have a trial on an alleged offence resulting in a finding of guilt, and then, if you want a confiscation order, you cannot connect the proceeds that are targeted to the crime of which the accused is found guilty, but to some crime in the air, and you have to reprove that beyond a reasonable doubt.

Senator Stanbury: You would just prove that he was living a life of crime.

Mr. Neville: I guess it is a lifestyle allegation. This will result in the most complex, protracted sentencing hearings imaginable. The sentencing hearings are going to be longer than the trials in many instances.

Mr. Wakefield: There has also got to be more at stake.

Mr. Neville: I am not going to jump into that one.

Mr. Wakefield: We all know what happens: As the stakes go up the issues that are contested increase as well.

Under the proposed subsection 420.17 (1), where there is a balance of probability for forfeiture of the goods after conviction, I think that runs smack into the Supreme Court of Canada decision in *Gardner*, which was a sentencing decision in which it was said that everything in a criminal case requires proof beyond a reasonable doubt.

We are back to where we started. Is this civil law or criminal law? This offends the criminal law in a number of ways. We cannot understand how to attack it properly because it is like the sex change victim: we do not know what kind of legislation it is, and that is the problem the courts are going to have.

Mr. Neville: The next problem that arises, if you follow through one step to the next, is that you then get into what you would call the “triple jeopardy situation.” You will now have satisfied the court under subsection (1). There is a conviction or a finding of guilt. You connect the property to the crime but under subsection (3) the property—

- (a) cannot, on the exercise of due diligence, be located,
- (b) has been transferred to a third party,
- (c) is located outside Canada,
- (d) has been substantially diminished in value or rendered worthless, or
- (e) has been commingled with other property that cannot be divided without difficulty

[Traduction]

preuve d'une probabilité raisonnable. C'est là l'exigence au civil.

M. Neville: Oui. En vertu du paragraphe 2), le tribunal ne se satisfait pas de la preuve selon laquelle, quelqueait été le crime, il ne se rattache pas au bien mais, d'autre part, le bien est le fruit du crime—comprenez qui pourra. L'exigence relative à la confiscation est donc «hors de tout doute».

Vous aurez deux procès. Le premier se rapportant à un délit présumé qui donnera lieu à un verdict de culpabilité, et ensuite, pour l'obtention d'un ordre de confiscation, vous ne pouvez rattacher le produit visé au crime dont l'accusé a été trouvé coupable mais à un crime qui doit être prouvé hors de tout doute.

Le sénateur Stanbury: Vous prouveriez simplement qu'il s'agissait d'un criminel habituel.

M. Neville: Je crois qu'il s'agit d'un allégué concernant un style de vie, donnant lieu à l'audience de détermination de la peine la plus complexe et la plus longue imaginable. Souvent, l'audience de détermination de la peine sera plus longue que le procès.

M. Wakefield: L'enjeu doit être plus considérable également.

M. Neville: Je vais passer sur ce point.

M. Wakefield: Nous connaissons tous le dénouement: Les questions en litige augmentent au même rythme que les enjeux.

En vertu du paragraphe 420,17 1) projeté, soit la prépondérance des probabilités de confiscation des biens après la condamnation, selon moi, nous nous retrouvons en plein dans la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire de *Gardner*; il s'agissait d'une décision de détermination de la peine selon laquelle, dans les causes au criminel, tout doit être prouvé hors de tout doute.

Nous voici revenus au point de départ. S'agit-il ici de droit civil ou de droit pénal? Cela contrevient au droit pénal de bien des façons. Nous ne savons pas vraiment de quelle façon attaquer la question parce qu'elle est semblable à celle des transsexuels. Nous ne savons pas de quel droit cela relève; c'est la question que les tribunaux auront à résoudre.

M. Neville: Passant au prochain problème, en suivant les étapes, on se retrouve devant ce qu'on pourrait qualifier de «cas de triple incrimination». Vous aurez convaincu le tribunal en vertu du paragraphe 1). Il y a eu condamnation ou verdict de culpabilité. Le bien est rattaché au crime, tandis qu'en vertu du paragraphe 3), il y a—

- (a) impossibilité, malgré des efforts en ce sens, de retrouver le bien;
- (b) remise à un tiers;
- (c) situation du bien à l'extérieur du Canada,
- (d) diminution importante de valeur; ou
- (e) fusion avec un autre bien qu'il est par ailleurs difficile de diviser.

[Text]

The option that is then given to the judge at the top of the next page is that instead of a forfeiture order, he may impose a fine in an amount equal to the value. What we now have is this: In each of these instances, given the increased use of the Income Tax Act provisions as another way of going after criminals, which is legitimate, you have potential income tax liability which, if prosecuted by indictment, carries a minimum penalty of at least a year; you then have conviction for the root offence carrying with it the penalty that draws; you then have the confiscation order resulting where property fits in subsection (3), which cannot be obtained, so you have the provision for a fine; and then you move, wonderfully enough, into subsection (4) where, if the fine is not paid, you not only get into more jail sentences, you get into a minimum jail sentence.

Senator Nurgitz: So far, I like it.

Mr. Neville: That subsection states that there shall be the imposition of a jail term of not less than six months, not less than 12 months, not less than 18 months, and not less than two years. If ever there were a debtor's prison mandatorily installed, this is it. There are minimal penalties of as high as five years. This is on top of the root penalty conviction, and whatever sentence it may have led to; any parallel prosecutions under the income tax act, which are not infrequent and which are growing in number; the restitution orders which may follow, and other provisions; the forfeiture order which, presumably, cannot be complied with; and then you tack on as much as a minimal penalty of five years which, as is stated in paragraph (b); is to be served consecutively. It does not say imposed consecutively, but served consecutively.

Senator Doyle: But you are not dealing with an ordinary debtor.

Senator Nurgitz: That is right. In order for this guy to get his five years, he has to have been in a good crime business to have made \$1 million.

Mr. Neville: Right.

Senator Nurgitz: Where I come from, that is serious money.

Mr. Neville: Assuming it is trafficking in narcotics or a major fraud, I would suspect that the sentencing range is going to be anywhere from 3 to 15 years.

Senator Gigantès: That is too little for drug trafficking.

Mr. Neville: At some point there is a cap on everything. The penalty for trafficking in a serious level of narcotics is life. The Narcotics Control Act for hard drugs already carries a penalty of life imprisonment.

Senator Gigantès: So if it is life imprisonment, you add a few years to it. So what? If he is a wholesaler in drugs or even a minor wholesaler in drugs: put him in a hole and forget him. Let him rot.

Mr. Neville: Drugs are inflammatory. Let us talk about fraud and property offences.

[Traduction]

En haut de la page suivante, la solution qui s'offre au juge, au lieu d'un ordre de confiscation, serait d'imposer une amende d'un montant égal à la valeur du bien. Ce qui se résume à ceci: dans chaque cas, compte tenu de l'application de plus en plus fréquente des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu comme autre moyen légitime de poursuivre les criminels, on fait face à des obligations à l'égard de l'impôt sur le revenu qui, en cas de poursuite par mise en accusation, entraîne une peine d'une année au minimum; il y a aussi la condamnation relative au débit principal qui entraîne la peine prévue; également, l'ordre de confiscation en vertu du paragraphe 3) qui ne peut être obéi de sorte qu'il y aura imposition d'une amende; et enfin, on nous reporte, à tort évidemment, au paragraphe 4) où sont prévues, en cas de défaut de payer l'amende, non seulement d'autres peines, mais une peine minimum en prison.

Le sénateur Nurgitz: Jusqu'ici, je suis d'accord.

M. Neville: Ce paragraphe énonce l'imposition de peines de prison comme suit: non moins de six mois: non moins de 18 mois; et non moins de deux ans. Voilà un exemple patent de l'installation péremptoire d'une prison pour créanciers. Les peines peuvent atteindre cinq ans au minimum. Et encore, en plus de la peine imposée à l'égard du délit principal et de toute sentence ayant pu en résulter, les poursuites parallèles en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, relativement fréquentes et dont le nombre augmente, les ordres de restitution qui peuvent en découler et autres prescriptions de la loi, les ordres de confiscation auxquels on ne peut vraisemblablement se soumettre; ajoutons à cela une peine de cinq ans au minimum qui, tel qu'énoncé à l'alinéa (b) doivent être purgées consécutivement. Le texte ne dit pas imposées consécutivement mais bien purgées consécutivement.

Le sénateur Doyle: Mais vous n'avez pas affaire à un débiteur ordinaire.

Le sénateur Nurgitz: C'est vrai. Pour que cet homme puisse obtenir ses cinq années, il a sûrement fallu qu'il se trouve un emploi criminel très payant qui lui donne 1 million de dollars.

M. Neville: C'est exact.

Le sénateur Nurgitz: Dans notre milieu, c'est beaucoup d'argent.

M. Neville: Supposons qu'il s'agisse de trafic de stupéfiants ou de fraude à grande échelle, la période d'emprisonnement varierait entre 3 et 15 ans.

Le sénateur Gigantès: Ce n'est pas assez long pour un crime relié à la drogue.

M. Neville: Dans un certain sens, il y a un plafond pour tout délit. On parle de condamnation à vie dans les cas de trafic de stupéfiants à grande échelle. La loi sur les stupéfiants prévoit une peine d'emprisonnement à vie pour les drogues dures.

Le sénateur Gigantès: Si c'est une peine d'emprisonnement à vie, ajoutez quelques années de plus. Alors? s'il est un fournisseur de drogues même un petit fournisseur, mettez-le au trou, oubliez-le et laissez-le pourrir.

M. Neville: Les drogues sont incendiaires. Parlons des fraudes et des délits reliés à la propriété.

[Text]

Mr. Wakefield: You might have a better example with the Amway fraud of a few years ago, where Amway was convicted of fraud in the Provincial Court of Ontario for many millions of dollars for not declaring duty on some goods that it brought into the country. I do not know what it settled for, but it settled for a substantial fine.

The Chairman: It is still fighting that.

Senator Nurgitz: Was that under the Code or was that under some customs provisions?

Mr. Wakefield: It was widely regarded as one of Mr. McMurtry's better moves. He beat the federal government to the customs charge by laying a provincial fraud charge so that the Province got the money for the fine rather than the federal government.

Mr. Neville: We feel that this is layering incarceration upon incarceration for no apparent purpose. It is simply numbers because the offences—

Senator Doyle: It is a great place to keep a drug trafficker for a long time.

Mr. Neville: Bearing in mind, senator, that the range of sentencing for major drug traffickers is at the high end of the scale as it is. People who are major drug traffickers in hard drugs are frequently sentenced to terms of 20 years, or in that vicinity, and I see no particular purpose that would be served, save and except for—

Senator Doyle: That is why they let a lot of them out.

Mr. Neville: . . . public relations purposes, in adding another five years.

Senator Doyle: That is why so many of them are out again so quickly, because people do not see the sense in keeping them in.

The Chairman: That is another subject, Senator Doyle.

Mr. Wakefield: One of the foundations upon which this bill was sold to the legislative committee was that it would be used against exactly the people you were talking about. There is no guarantee that that is where it is going to be used. My experience with police is that when given the power, they will use it, and they do not make a great inquiry into the subtlety of it. In my professional opinion, once it is passed, it will be only a matter of time before someone invokes these provisions against a shoplifter.

Senator Nurgitz: We have provisions that deal with the permanent locking up of what they used to call habitual criminals, now called—

Mr. Neville: Dangerous offenders.

Senator Nurgitz: —dangerous offenders. Here is an opportunity for police to lock them up and throw away the key for a lot less serious offences than this. How many times in Canada was that invoked last year?

Mr. Wakefield: Usually those people are doing substantial sentences already, and that is often why the dangerous offender or the additional penalty is not sought. This act tar-

[Traduction]

M. Wakefield: La fraude commise par la société Amway, par exemple, il y a quelques années. La Cour provinciale de l'Ontario avait condamné cette société pour une fraude évaluée à plusieurs millions de dollars parce qu'elle n'avait pas déclaré de droits sur certains biens qu'elle avait importés au pays. Je ne connais pas le montant de l'amende, mais elle était importante.

La présidente: L'affaire est toujours devant les tribunaux.

Le sénateur Nurgitz: Était-ce en vertu du code criminel ou en vertu de certaines dispositions des douanes?

M. Wakefield: De l'avis de tous, M. McMurtry a réussi là un de ses meilleurs coups. Il a fait tomber l'accusation du gouvernement fédéral relative aux douanes en portant une accusation provinciale de fraude afin que la province récupère l'argent de l'amende plutôt que le gouvernement fédéral.

M. Neville: Nous estimons qu'ils n'ont fait que cumuler les incarcérations sans raison apparente. Ce ne sont que des chiffres parce que les délits . . .

Le sénateur Doyle: C'est un bon endroit pour garder un trafiquant de drogues pendant longtemps.

M. Neville: N'oublions pas, Monsieur le sénateur, qu'en terme de condamnation les gros trafiquants de drogue se situent au haut de l'échelle. Les trafiquants importants de drogues dures sont souvent condamnés à 20 ans et je ne vois aucun motif pour qu'ils soient exemptés, ni dispensés . . .

Le sénateur Doyle: C'est la raison pour laquelle ils en laissent sortir un grand nombre.

M. Neville: . . . Les relations publiques proposent d'ajouter cinq autres années.

Le sénateur Doyle: C'est pourquoi un grand nombre d'entre eux sont libérés si rapidement. Les gens ne voient pas le bien-fondé de les garder en prison.

La présidente: C'est un autre sujet, sénateur Doyle.

M. Wakefield: Une des raisons pour lesquelles le projet de loi a été vendu au comité législatif était qu'il serait utilisé contre les gens dont vous parlez. Rien ne garantit que c'est pour cette raison qu'il sera utilisé. D'après mon expérience, si vous donnez des pouvoirs à la police, elle l'utilise et ne fait pas grand cas des subtilités. D'un point de vue professionnel, j'estime que dès que le projet de loi sera adopté on se servira très rapidement des dispositions contre quelqu'un qui fait du vol à l'étalage.

Le sénateur Nurgitz: La loi a des dispositions qui régissent l'emprisonnement permanent de ceux que nous appelons les criminels d'habitude, maintenant connus sous le nom de . . .

M. Neville: Délinquants dangereux.

Le sénateur Nurgitz: . . . Délinquants dangereux. La police a la possibilité de les mettre en prison et de les oublier pour des délits beaucoup moins graves que celui-ci. Combien de fois a-t-on parlé de cela au Canada l'année dernière?

M. Wakefield: Habituellement, ces personnes purgent déjà des peines assez longues, et c'est pourquoi on ne parle pas souvent des délinquants dangereux ou de peines plus longues.

[Text]

gets people who are probably not going to be convicted, and that is what we are concerned about.

We have pretty reliable criminal law in this country, that if the police suspect someone, they go out, they get some evidence, they charge them, they convict them and put them in jail, seize the proceeds as evidence and make the orders of restitution. But there has to come an end to it. Put them in jail for 5 or 10 years, despite the fact that some of you think that it is not a long time. Even short jail sentences are long. Perhaps that is a matter of philosophy. We can deal with crime without the unending provisions of this bill.

Senator Nurgitz: We hear your complaint with regard to that.

Mr. Wakefield: My next point goes to show something, I suppose, of the drafting and the spirit that we are talking about. Section 420.22 says that where property is forfeited, any person who claims an interest may make an application to get it back, other than a person who is charged with an enterprise crime offence or a designated drug offence that was committed in relation to the property forfeited. They use the word "charge." Perhaps they mean convicted. I would have no problem with the word "convicted." What if they were acquitted? They cannot even make an application. This bars them from bringing an application to get their property back.

In the second part of that section a person is barred from bringing in an application under circumstances that give rise to a reasonable inference that title or right was transferred from the person for the purpose of avoiding forfeiture. They should be able to bring the application. They may not succeed in many circumstances, but leave it to a judge. That part says you cannot bring the application. Then, when we go over one page, it seems that somebody has authority to determine whether or not you fit into that category by bringing an application. It lost me there. It is going around in circles. The first part says that you cannot bring an application which would seem to be unfair, and the second part says that whether you are a person who fits into that category will be determined by an application brought to a judge. It is extremely confusing. Again, there is a reverse onus.

Mr. Neville: There are two other provisions that perhaps deserve comment and the time of this committee when you have more time than tonight.

Section 420.19 is like the net worth approach to income tax prosecutions, and I have no idea how this is ever going to be implemented. For purposes of the two types of orders—the basic forfeiture order under 420.17, or the absconding offender order under section 420.18, or the debt offender, which is another interesting point—the court may infer property was

[Traduction]

Cette loi vise des personnes qui ne seront probablement pas déclarées coupables et c'est ce qui nous préoccupe.

Nous avons une loi criminelle assez fiable dans notre pays de sorte que si la police soupçonne quelqu'un, elle fait son enquête, obtient des preuves, l'accuse, le condamne et le met en prison, saisit le produit du crime et fait une ordonnance de restitution. Mais il faut qu'il y ait une fin. Les jeter en prison pour 5 ou 10 ans même si certains d'entre vous pensent que ce n'est pas très long. Même les courtes peines d'emprisonnement sont longues. C'est peut-être une question de philosophie. Nous pouvons punir les actes criminels sans les dispositions interminables de ce projet de loi.

Le sénateur Nurgitz: Nous tenons compte de votre plainte à ce sujet.

M. Wakefield: La question que je vais maintenant traiter fait ressortir en partie, je suppose, cette question de la rédaction de la loi et cet esprit dont nous parlons. L'article 420.22 stipule que toute personne qui prétend avoir un droit sur un bien confisqué, à l'exception de celle qui est accusée de l'infraction de criminalité organisée ou de l'infraction désignée en matière de drogue commise à l'égard du bien confisqué, peut demander restitution de ce bien. On utilise le terme «accusée de» plutôt que l'expression «reconnue coupable de». Cette dernière expression serait préférable, car qu'arrive-t-il si la personne «accusée» est acquittée? Elle ne peut même pas présenter une demande. Cela l'empêche de demander restitution de son bien.

Dans la seconde partie de cet article, il est mentionné qu'une personne qui a obtenu un titre ou un droit sur le bien d'une personne dans des circonstances telles qu'elles permettent d'induire que l'opération a été effectuée dans l'intention d'éviter la confiscation du bien ne peut présenter une demande de restitution de ce bien. Les personnes qui se trouvent dans cette situation devraient pouvoir présenter une demande. Elles n'obtiendraient peut-être pas gain de cause dans la majorité des cas, mais cela serait laissé à la discrétion du juge. Or, cette partie stipule qu'aucune demande ne peut être présentée. Une page plus loin, il semble que quelqu'un soit autorisé à déterminer si oui ou non vous appartenez à cette catégorie de personne une fois que vous avez présenté une demande. Je m'y perds. Tout cela est contradictoire. La première partie stipule que vous ne pouvez présenter une demande, ce qui semble injuste, et la seconde, qu'un juge décidera après l'audition de votre demande si vous appartenez à cette catégorie de personnes. Tout cela est extrêmement confus. Mais là encore, le fardeau de la preuve est inversé.

M. Neville: Il y a deux autres dispositions que le comité devrait examiner lorsqu'il aura plus de temps que ce soir. L'article 420.19 s'apparente à l'estimation de la valeur nette dans le cas des poursuites pour fraude fiscale. Je me demande vraiment comment cette clause sera appliquée.

En ce qui concerne les deux catégories d'ordonnance—l'ordonnance de confiscation simple aux termes de l'article 420.17 ou l'ordonnance à l'égard d'une personne réputée s'être esquivée aux termes de l'article 420.18—ou le contrevenant qui ne s'est pas acquittée de sa dette, ce qui est une autre question intéressante, le tribunal peut déduire que des biens ont été

[Text]

obtained or derived where evidence establishes that the value, after the offence, of all property of the person alleged to have committed the offence exceeds the value of the property of that person before the offence. So it is like a net worth assessment in income tax prosecutions. How that is ever going to be implemented is beyond me, but that is how the whole assessment process is going to be triggered. If anyone can figure that section out and how they will prove it, good luck.

Senator Nurgitz: That may be another matter, but you fail to say, "from sources unrelated to the enterprise crime or designated drug offence committed by that person cannot reasonably account for such an increase in value".

Mr. Neville: It says only the income of that person from sources unrelated, not other assets owned, gifts received, or whatever. The net effect of that will be to shift the onus of proof to the accused, which is not heard of from a sentencing standpoint normally in criminal law. It may be acceptable in income tax prosecutions or in civil reassessments, but not in penal provisions that can result in likely incarceration. That is the net effect of this. How they will do it, evidentiarywise, I cannot imagine. But at some point, if they can get the ball rolling, effectively it will require the accused to disprove. Again, that will run into some problems under the Charter.

More indicative than even the section Mr. Wakefield mentioned about the attitude that is reflected here is seen in section 420.26 of the bill, which says:

(1) Where any document is returned or ordered to be returned, forfeited or otherwise dealt with under . . .

various subsections, but the most important phrase here is "returned or ordered to be returned,"—in other words, the state had no business to it—

. . . the Attorney General may, before returning the document or complying with the order, cause a copy of the document to be made and retained.

That is absolutely offensive. It means that the documents that were seized should never have been seized, because a return order has been made, but the Attorney General may make copies and retain them. Then those copies have evidentiary value under subsection 420.26(2). I guess that if they figure out six months later they have made a mistake, they still have the copies. So they made a mistake or did something wrong to get the order, and they have been told to give it back and make a copy in case they made a mistake about making a mistake.

This is contrary to existing jurisprudence under the Charter, where a seizure has been struck down as violating section 8 and copies are not permitted. In my view, this is a legislative attempt to get around the case law which truly upholds the rights under section 8. The state gets no benefit when it vio-

[Traduction]

obtenus ou proviennent de la perpétration d'une infraction de criminalité organisée lorsque la preuve démontre que la valeur du patrimoine de la personne accusée de cette infraction après la perpétration de l'infraction dépasse la valeur de son patrimoine avant cette perpétration. C'est comme l'estimation de la valeur nette dans le cas des poursuites pour fraude fiscale. Je me demande comment ces dispositions seront appliquées, mais c'est ainsi que tout le processus d'estimation sera déclenché. Si quelqu'un comprend quelque chose à cet article et sur la façon dont la preuve sera établie, chapeau.

Le sénateur Nurgitz: C'est peut-être là une autre question, mais vous omettez de dire: lorsque le revenu d'autres sources non reliées à des infractions de criminalité organisée ou à des infractions désignées en matière de drogue ne peut raisonnablement justifier une telle augmentation de valeur.

M. Neville: L'article ne fait mention que du revenu de sources non reliées, non des autres biens ou des cadeaux reçus. Il en résultera inévitablement une inversion du fardeau de la preuve pour l'accusé, ce qui ne s'est jamais vu du point de vue de la détermination de la peine en droit criminel. Ce serait peut-être acceptable dans le cas de poursuites pour fraude fiscale ou de réimpositions, en droit civil, mais non dans le cas de dispositions pénales qui peuvent entraîner l'incarcération. C'est inévitablement ce qui arrivera. Comment vont-ils s'y prendre, du point de vue de la preuve, je l'ignore. Mais, à un moment donné, s'ils réussissent à faire démarrer les choses, il faudra en réalité que l'accusé démontre la fausseté des dires. Là encore, cela ira à l'encontre de la Charte.

L'article 420.26 du projet de loi est encore plus représentatif de l'attitude reflétée ici que l'article mentionné par M. Wakefield. Il est dit, à l'article 426:

(1) Le procureur général peut faire et conserver une copie des documents saisis avant de se conformer à une ordonnance de confiscation ou de restitution rendue en vertu de divers paragraphes.

Mais l'expression la plus importante ici est «ordonnance de confiscation». En d'autres termes, l'État n'a rien à dire.

. . . le procureur général peut, avant de restituer le document ou de se conformer à l'ordonnance, faire faire une copie du document et la conserver.

C'est est tout à fait inadmissible. Cela signifie que les documents saisis n'auraient jamais dû l'être puisqu'une ordonnance de restitution a été émise, mais le procureur général peut faire deux copies du document et les conserver. Et ces copies ont une valeur probante aux termes du paragraphe 420.26(2). Je suppose que, 6 mois plus tard, s'ils s'aperçoivent qu'ils se sont trompés, ils ont encore les copies en main. Ils ont fait une erreur ou commis une faute quelconque pour recevoir l'ordonnance; on leur dit de rendre le document et d'en faire une copie pour le cas où ils se seraient trompés d'avoir commis une erreur.

Cela est contraire aux décisions passées qui ont été rendues en vertu de la Charte, selon lesquelles la saisie viole l'article 8 et les copies sont interdites. À mon avis, il s'agit là d'une tentative de contourner, par voie législative, des décisions passées qui ont vraiment confirmé les droits aux termes de l'article 8.

[Text]

lates section 8. This is an attempt to give it to the state by making it statutory. I would not think that this will survive after section 8.

In my view, this is more indicative of the spirit of the legislation than almost any other section.

The Chairman: Mr. Neville, are you not making an assumption that just because the document is returned, or ordered to be returned, that it was illegally seized in the first place? There may have been a very good reason for seizing it. The authorities may then decide that they need this particular document for the on-going business of this firm and give it back to them, but they make a copy. It does not necessarily follow that because a document was returned it should not have been seized in the first place. There may have been a valid reason for it.

Mr. Neville: Speaking for myself, if the state were to seize something from me and it decides on its own behest that it should not have done this, and must give it back—more importantly, if it gets litigated and the state is told, “You should not have done this. This is wrong”—then to allow this type of thing to happen, in my view, is fundamentally wrong.

The Chairman: You are saying the state is going to say, “You shouldn’t have done this. This is wrong.” I am saying that the state may order it to be returned because it can make a copy and it has served its purposes and is necessary for the person to carry on business.

Mr. Neville: That may be one purpose of this section, but it goes much further than that.

Mr. Wakefield: Its operative effect is that it can outflank an illegal search or an improper search, or a search that the courts strike down, by making copies of the documents and then retaining them. It still has prohibitive force and effect later on, even though the courts have said that the search was illegal.

Senator Nurgitz: Section 446 of the Criminal Code on ordinary search looks to me to have identical wording. Subsection 446(13) of the Criminal Code says:

Where any document is returned or ordered to be returned, forfeited or otherwise dealt with under subsection (1), (9) or (11), the Attorney General may, before returning the document or complying with the order, make or cause to be made, and may retain, a copy of the document.

Mr. Neville: The Charter is interposed between this section in the Code and this one. There has been a significant body of case law under section 8 of the Charter whereby judges have said, “No, the prosecuting authorities cannot have copies because that is simply doing indirectly what we have said you should never have done in the first place directly.”

Senator Nurgitz: Why has subsection 446(13) not been struck down?

Mr. Neville: In fact, in practice that, in effect, is what is happening. The state is not being permitted to have copies.

[Traduction]

L’État ne tire aucun avantage de la violation de l’article 8. Cela vise à donner un avantage à l’État, en l’enchâssant dans la loi. Je ne pense pas que tout cela subsiste après l’article 8.

À mon avis, cela est plus représentatif de l’esprit de la loi que tout autre article.

La présidente: Monsieur Neville, vous supposez ici que si le document est restitué ou fait l’objet d’une ordonnance de restitution, c’est qu’il a été saisi illégalement. Or, il a peut-être été saisi pour de très bonnes raisons. Puis, les autorités peuvent décider de le restituer à la société parce que celle-ci en a besoin pour ses activités courantes, mais après en avoir fait une copie. Cela ne signifie aucunement qu’un document restitué n’aurait jamais dû être saisi initialement. Il a peut-être été saisi pour d’excellentes raisons.

M. Neville: À mon avis, si l’État saisit un document qui m’appartient, puis juge lui-même qu’il n’aurait pas dû le saisir et me le remet, plus particulièrement si la question est mise en litige et si l’État se fait dire «Vous n’auriez pas dû faire cela. Cela n’est pas bien», et que l’on permet que ce genre de choses se produise, cela est mal.

La présidente: Vous voulez dire que l’État va dire: «Vous n’auriez pas dû faire cela. Cela n’est pas bien». Je pense que l’État peut ordonner que le document soit restitué parce qu’ils peuvent en faire une copie et qu’il a rempli le but visé et qu’il est nécessaire à la personne concernée pour ses affaires courantes.

M. Neville: C’est peut-être un des buts visés par cet article, mais cela va beaucoup plus loin.

M. Wakefield: Dans la pratique, si une recherche est illégale ou inappropriée ou si elle est jugée inacceptable par le tribunal, ils peuvent contourner la situation en faisant des copies du document et en les conservant; ces copies sont admissibles en preuve ultérieurement, même si le tribunal a déclaré que la recherche était illégale.

Le sénateur Nurgitz: L’article 446 du Code criminel sur la recherche ordinaire me semble libellé de la même façon. Le paragraphe 446(13) du Code criminel stipule ce qui suit:

«Lorsqu’un document est remis ou lorsqu’il est ordonné qu’un document soit remis ou confisqué ou qu’il en soit autrement disposé en vertu du paragraphe (1), (9) ou (11), le procureur général peut, avant de remettre le document ou de se conformer à l’ordonnance, copier ou faire copier ce document».

M. Neville: La Charte s’interpose entre cet article du code et celui-ci. À propos de l’article 8 de la Charte, il existe un nombre considérable de précédents dans lesquels les juges ont dit: «Non, la partie plaignante n’a pas le droit de faire des copies, car cela consiste simplement à faire indirectement ce que nous avons dit que vous n’auriez jamais dû faire directement».

Le sénateur Nurgitz: Comment se fait-il que le paragraphe 446(13) n’ait pas été aboli?

M. Neville: En fait, c’est ce qui passe dans la pratique. L’État n’a pas le droit de faire des copies. Le fait qu’ils en

[Text]

Now, the fact that it probably has all kinds of them hidden away somewhere is neither here nor there, but this type of legislation, in my view, is wrong, and it is no better whether it is under section 446 or section 420.26.

The Chairman: In answer to Senator Nurgitz's question, this committee has found, in studying earlier legislation, sections that it thought were offensive and were wrong, and it was argued that identical sections were already in the Criminal Code or some other piece of legislation. The committee then found that those sections had been struck down by the Supreme Court of Canada, but that the Department of Justice or the proper department had not got around to removing them from the relevant legislation.

Mr. Wakefield: That provision shows the spirit of the law. What it is really authorizing, in my opinion, is a subtle investigative tool. It is allowing the police, on the pretext of seizures under subsections 12 and 13—the very low standard—to put the accused, or whoever they are investigating, in a position where they have to open up their books and their records. They will get copies of them in any event. All of this becomes part of the investigative tool and, I think, underlying it all, strikes me as being its basic purpose.

The Chairman: Mr. Wakefield and Mr. Neville, we thank you very much for appearing before the committee. You have given us a great deal to think about.

On Wednesday afternoon the Criminal Lawyers Association is appearing, so we may be getting a reinforcement of at least some of the views that have been expressed today.

The committee adjourned.

[Traduction]

aient probablement de toutes sortes cachées quelque part rend la situation ambiguë, mais ce genre de loi est à mon avis inacceptable, qu'il s'agisse de l'article 446 ou de l'article 420.26.

La présidente: En réponse à la question du sénateur Nurgitz, le comité a découvert, en étudiant des lois antérieures, des articles que nous avons jugé inadmissibles et inacceptables, et il a été avancé que des articles identiques se trouvaient déjà dans le Code criminel ou dans d'autres lois. Nous nous sommes ensuite aperçus que ces articles avaient été abolis par la Cour Suprême du Canada, mais que le ministère de la Justice ou le ministère concerné ne les avait pas encore supprimés de la loi.

M. Wakefield: Cette disposition démontre l'esprit de la loi. Ce que la loi autorise vraiment, à mon avis, est un outil subtil d'enquête. Elle permet à la police, sous prétexte de saisies aux termes des paragraphes 12 et 13, d'exercer une pratique peu recommandable, c'est-à-dire forcer l'accusé ou la personne sur laquelle elle fait enquête d'ouvrir ses livres et ses registres. La police obtient, de toute façon, des copies qui feront partie de l'outil d'enquête. C'est, à mon avis, le but véritablement visé par cette disposition.

La présidente: Messieurs Wakefield et Neville, nous vous remercions beaucoup de vos témoignages. Vous nous avez donné matière à réflexion.

Mercredi après-midi, le comité entendra le témoignage de la Criminal Lawyers Association, qui confirmera peut-être, en partie du moins, quelques-unes des vues exprimées aujourd'hui.

Le comité s'ajourne.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Consumer and Corporate Affairs:

Tom Gussman, Senior Policy Analyst, Legislative Review Branch;

David B. Watters, Director, Legislative Review Branch.

From the Defence Counsel Association of Ottawa:

Robert Wakefield, Past President;

Michael Neville, President.

Du ministère de la Consommation et des Corporations:

Tom Gussman, analyste principal des politiques, Direction de la révision législative;

David B. Watters, directeur, Direction de la révision législative.

De la «Defence Counsel Association of Ottawa»:

Robert Wakefield, ancien président;

Michael Neville, président.



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent des*

Legal and Constitutional Affairs

Affaires juridiques et constitutionnelles

Chairman:
The Honourable JOAN NEIMAN

Présidente:
L'honorable JOAN NEIMAN

Wednesday, August 17, 1988

Le mercredi 17 août 1988

Issue No. 91

Fascicule n° 91

Fourth proceedings on:

Quatrième fascicule concernant:

Consideration of Bill C-61, An Act to amend
the Criminal Code, the Food and Drugs Act
and the Narcotic Control Act

L'étude du Projet de loi C-61, Loi
modifiant le Code criminel, la Loi des
aliments et drogues et la Loi sur les
stupéfiants

First and complete proceedings on:

Seul et unique fascicule concernant:

Consideration of Bill C-145, An Act to
amend various Acts to give effect to the
reconstitution of the Quebec Provincial
Court, Court of the Sessions of the Peace
and Youth Court as the Court of Quebec

L'étude du Projet de loi C-145, Loi
modifiant plusieurs lois pour donner
effet à la réorganisation judiciaire du
Québec

WITNESSES:
(See back cover)

TÉMOINS:
(Voir à l'endos)

THE STANDING SENATE COMMITTEE ON
LEGAL AND CONSTITUTIONAL AFFAIRS

Chairman: The Honorable Joan Neiman

Deputy Chairman: The Honourable Nathan Nurgitz

and

The Honourable Senators:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (or Frith) |
| Cogger | *Murray (or Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Pursuant to Rule 66(4), membership of the Committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator Robertson for that of the Honourable Senator MacDonald. (*August 17, 1988*)

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES
AFFAIRES JURIDIQUES ET
CONSTITUTIONNELLES

Présidente: L'honorable Joan Neiman

Vice-président: L'honorable Nathan Nurgitz

et

Les honorables sénateurs:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (ou Frith) |
| Cogger | *Murray (ou Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Membres d'office*

(Quorum 4)

Conformément à l'article 66(4) du Règlement, la liste des membres du Comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur Robertson substitué à celui de l'honorable sénateur MacDonald. (*le 17 août 1988*)

ORDERS OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Wednesday, July 13, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Nurgitz, seconded by the Honourable Senator Spivak, for the second reading of the Bill C-61, An Act to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Nurgitz moved, seconded by the Honourable Senator Spivak, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Wednesday, August 17, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Honourable Senator Flynn, P.C., moved, seconded by the Honourable Senator Walker, P.C., that the Bill C-145, An Act to amend various Acts to give effect to the reconstitution of the Quebec Provincial Court, Court of the Sessions of the Peace and Youth Court as the Court of Quebec, be read the second time.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Flynn, P.C., moved, seconded by the Honourable Senator Walker, P.C., that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

ORDRES DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 13 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Nurgitz, appuyé par l'honorable sénateur Spivak, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-61, Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Nurgitz propose, appuyé par l'honorable sénateur Spivak, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 17 août 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Flynn, C.P., propose, appuyé par l'honorable sénateur Walker, C.P., que le Projet de loi C-145, Loi modifiant plusieurs lois pour donner effet à la réorganisation judiciaire du Québec, soit lu la deuxième fois.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Flynn, C.P., propose, appuyé par l'honorable sénateur Walker, C.P., que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, AUGUST 17, 1988
(129)

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met at 3:50 p.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Joan Neiman, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Doyle, Hébert, Neiman, Nurgitz, Robetson, Spivak and Stanbury (7).

Other Senators presente: The Honourable Senators Flynn and Haidasz (2).

In attendance: From the Library of Parliament: Katharine Dunkley, and Margaret Young, Research Officers.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

Witnesses:

From the Criminal Lawyers' Association:

David McCombs.

From the Department of Justice:

David Stephens.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 13, 1988, resumed consideration of Bill C-61, An Act to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act;

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated Wednesday, August 7, 1988, began consideration of Bill C-145, An Act to amend various Acts to give effect to the reconstitution of the Quebec Provincial Court, Court of the Sessions of the Peace and Youth Court as the Court of Quebec.

Mr. McCombs made statements and answered questions on Bill C-61.

Mr. Stephens made statements and answered questions on Bill C-145.

It was agreed,—That Bill C-145 be reported to the Senate without amendment.

At 5:00 p.m., the Committee proceeded *in camera*.

At 5:10 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 17 AOÛT 1988
(129)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à 15 h 50, sous la présidence de l'honorable sénatrice Joan Neiman (présidente).

Membres du comité présents: Les honorables sénateurs Doyle, Hébert, Neiman, Nurgitz, Robertson, Spivak et Stanbury (7).

Autres sénateurs présents: Les honorables sénateurs Flynn et Haidasz (2).

Également présents: De la Bibliothèque du Parlement: Katharine Dunkley et Margaret Young, attachées de recherche.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Témoins:

De l'Association des avocats en droit pénal:

David McCombs;

Du ministère de la Justice:

David Stephens.

Conformément à son ordre de renvoi du 13 juillet 1988, le Comité poursuit l'étude du projet de loi C-61, Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants;

Conformément à son ordre de renvoi du mercredi 17 août 1988, le Comité entreprend l'étude du projet de loi C-145, Loi modifiant plusieurs lois pour donner effet à la réorganisation judiciaire du Québec.

M. McCombs fait des déclarations et répond aux questions sur le projet de loi C-61.

M. Stephens fait des déclarations et répond aux questions sur le projet de loi C-145.

Il est convenu,—Que l'on fasse rapport au Sénat du projet de loi C-145 sans modification.

À 17 heures, le Comité poursuit ses délibérations *à huis clos*.

À 17 h 15, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ:

Le greffier du Comité

Paul C. Bélisle

Clerk of the Committee

EVIDENCE

Ottawa, Wednesday, August 17, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs, to which was referred Bill C-61, to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act, met this day at 3:45 p.m. to give consideration to the bill.

Senator Joan Neiman (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, we are pleased to have with us this afternoon Mr. David McCombs from the Criminal Lawyers' Association. Some of you may know that he was good enough to attend in anticipation of testifying on this a few weeks ago; but then we got involved in a long session in the Senate and Mr. McCombs had to leave. He has made a special trip back to appear before the committee today, and for that we are grateful.

As you can see, we are here early today, Mr. McCombs, in compensation for your being delayed here so long on the last occasion. I will let you proceed with your presentation on Bill C-61.

Mr. David McCombs, Director, Criminal Lawyers' Association: Thank you.

Senators may not know anything about which association I represent. It is the Criminal Lawyers' Association of Ontario, which has approximately 500 members in Ontario. The views that I am expressing here today are those that are supported by the board of directors of that association. I am one of those directors.

I do not want to bore you with a big preamble of lofty observations, but I want to stress this: There is often a perception that somehow criminal lawyers are the poor cousins in the profession, that perhaps we are the ones with the least integrity, and so on. I do not think that is the perception of members of this committee. It is quite clear that that is not the case. Indeed, many of our finest jurists have been drawn from our profession.

We are not here as a knee-jerk reaction to this bill because it will probably mean that sometimes we will not get paid. We are not here for that reason at all. We are here, first, to say that the principle which says that criminals should not profit from their ill-gotten gains is one that the Criminal Lawyers' Association of Ontario endorses. We are here because, as an association of lawyers who are in court on a daily basis, we see a lot of serious practical problems with this legislation.

With great respect to the people who have drafted the legislation, and who have been kind to us in exchanging views and sharing information with us—and I want to preface my remarks by saying that—we think there are areas of this legislation that have not been carefully thought through. We think they have been vaguely drafted and that the legislation is rife with unfairness and has the potential of being unfair. It is those areas on which I would like to focus.

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mercredi 17 août 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, auquel a été déposé le projet de loi C-61, Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants, se réunit aujourd'hui à 15 h 45 pour en étudier la teneur.

La sénatrice Joan Neiman (*présidente*) occupe le fauteuil.

La présidente: Honorables sénateurs, nous sommes heureux d'accueillir cet après-midi M. David McCombs de la *Criminal Lawyers' Association*. Certains d'entre vous savent peut-être qu'il avait été assez bon de venir il y a quelques semaines pour témoigner; nous avons malheureusement ce jour-là siégé longtemps au Sénat et il a dû repartir. Il s'est déplacé de nouveau spécialement pour comparaître devant le Comité aujourd'hui et nous l'en remercions.

Comme vous pouvez le constater, nous nous réunissons tôt aujourd'hui, monsieur McCombs, pour compenser le long retard que nous vous avons imposé la dernière fois. Je vous laisserai donc présenter votre exposé sur le projet de loi C-61.

M. David McCombs, membre du Conseil d'administration, Criminal Lawyers' Association: Merci.

Il se peut que les sénateurs ne connaissent pas l'Association que je représente. Il s'agit de la *Criminal Lawyers' Association of Ontario*, qui compte quelque 500 membres en Ontario. Les opinions que je vais exprimer ici aujourd'hui sont partagées par le conseil d'administration de cette association, dont je fait partie.

Je ne voudrais pas vous ennuyer avec un long préambule d'observations condescendantes, mais permettez-moi d'insister sur un point: on perçoit souvent les criminalistes, sans trop de justification, comme les parias de la profession, comme peut-être les moins intègres, par exemple. Je ne crois pas que ce soit le cas des membres de ce Comité. C'est très évident qu'il n'en n'est pas ainsi. En fait, un grand nombre de nos meilleurs juristes ont été des criminalistes.

Notre présence n'est pas une réaction instinctive dictée par la crainte que ce projet de loi nous prive éventuellement d'une partie de nos revenus. Nous ne sommes pas ici du tout pour cette raison. Nous nous présentons devant vous pour vous dire premièrement que la *Criminal Lawyers' Association of Ontario* souscrit au principe selon lequel les criminels ne devraient pas tirer profit de leurs biens mal acquis. Nous sommes ici à titre de représentants d'une association d'avocats qui plaident en cour tous les jours et qui appréhendent que ce projet de loi n'entraîne un tas de problèmes pratiques de taille.

Avec tout le respect que nous devons aux rédacteurs de ce projet de loi, qui ont eu l'amabilité d'échanger avec nous des points de vues et des renseignements—et je dis cela en guise d'introduction—nous estimons que certaines parties de ce projet de loi n'ont pas été examinées dans leurs menus détails. Nous croyons que celles-ci ont été vaguement rédigées, que la mesure législative est parsemée d'injustices et qu'elle risque d'être inéquitable. C'est sur ces points que j'aimerais insister.

[Text]

This legislation has, as its purpose, from there is the way I read it, two things: First, the preservation of property, which the state thinks was obtained by crime, pending the determination in court of the question of guilt. That is its first purpose, namely, to hang onto the property until it is known whether the guy that is thought to be a crook is found really to be a crook. Secondly, if it is proved that he is a crook and that the property came from his crimes, then the property will be taken away from him.

Our association has no quarrel with those objectives. They are valid federal objectives and we would fools to come here to try to suggest otherwise. However, this legislation goes beyond those objectives for the reasons I have stated, namely, that they are vague and potentially unfair.

I know how busy members of the Senate are, and I am not so naive as to think that you have all spent hours in preparation for my attendance here today, but Mr. Gold, who also is a director of the Criminal Lawyers' Association, appeared on April 14 before the House of Commons legislative committee on Bill C-61 and made a number of submissions on behalf of the Criminal Lawyers' Association.

I do not propose to go over the same ground again. If members of this committee are interested in those submissions, I have them here. I will probably be referring to them from time to time, but I realize that this week, for example, you have had a visit from the Ottawa Defence Lawyers' Association, and you have had written submissions from the Canadian Bar Association. So I will try not to go over the same turf again and will try to make as much use of the time that I have as I can.

There were specific criticisms levelled at that time. Some of those criticisms have been answered by Mr. McIsaac and others in informal discussions. So we will not deal with some of them. But we raised some fundamental problems. Quite frankly, in our view the, changes that were made to the bill after April 14 were so minor that they were just window dressing, with the possible exception of the legislation dealing with kicking out the Crown when you go in to talk to the trial judge about what you should be paid or whether you should be paid out of the money that has been restrained. It was important that the Crown not be present.

Since the amendments have already been made I will not waste a lot of time on it, but it is fundamental that the communications made by a client to his lawyer be privileged. If those communications have to be disclosed in circumstances where your opponent in a courtroom will know them, the whole system will not work. So that change was extremely important.

I am jumping ahead of my notes here. If you will bear with me when I pause, it is probably saving you a lot of talk by me.

[Traduction]

Après avoir lu ce projet de loi, j'en dégage deux objectifs: premièrement, le projet de loi veut assurer la protection des biens qu'on présume avoir été acquis avec le produit d'une infraction criminelle en attendant que le tribunal se soit prononcé sur la culpabilité de l'accusé. C'est là son premier objectif, à savoir, garder les biens tant qu'il n'a pas été déterminé que le présumé escroc a bel et bien été reconnu comme tel. Deuxièmement, s'il est prouvé que cette personne est un escroc et que les biens proviennent de la perpétration d'une infraction criminelle, ils peuvent alors être confisqués.

Notre association n'a rien à redire à ces objectifs. Il s'agit d'objectifs valables de la loi fédérale et nous serions stupides de venir ici pour tenter de laisser croire qu'il en est autrement. Cette mesure législative outrepassé toutefois ses objectifs pour les raisons que j'ai données, à savoir, parce qu'ils sont vagues et risquent d'être injustes.

Je sais combien les sénateurs sont occupés et je ne suis pas assez naïf pour croire que vous avez tous passé des heures à vous préparer à ma venue ici aujourd'hui, mais M. Gold, qui est également membre du conseil d'administration de la *Criminal Lawyers' Association*, a comparu le 14 avril devant le Comité législatif des Communes chargé du projet de loi C-61 et a fait un certain nombre de recommandations au nom de la *Criminal Lawyers' Association*.

Je n'ai pas l'intention de les reprendre ici. Si les membres de ce comité sont intéressés à en prendre connaissances je les ai ici. Je m'y référerai probablement de temps à autre, mais je me rends compte que cette semaine, par exemple, vous avez reçu un représentant de la *Ottawa Defence Lawyers' Association* ainsi que des mémoires de l'Association du Barreau canadien. J'essaierai donc de ne pas reprendre les mêmes questions et d'utiliser le mieux possible le temps que vous me consacrez.

Des critiques précises ont déjà été formulées. M. McIsaac et d'autres personnes ont répondu à certaines d'entre elles dans le cadre de discussions non officielles. Nous en laisserons donc quelques-unes de côté. Nous avons toutefois soulevé quelques problèmes fondamentaux. En toute franchise, selon nous, les changements qui ont été apportés au projet de loi après le 14 avril étaient à ce point mineurs qu'ils n'étaient qu'une façade à l'exception peut-être de la disposition prévoyant le retrait de l'avocat de la poursuite lorsque vous allez vous entretenir avec le juge pour discuter de la somme qui devrait vous être versée ou pour lui demander si vous devriez être rémunéré au moyen de l'argent qui a été retenu. Il était important que la poursuite ne soit pas présente.

Comme les modifications ont déjà été apportées, je n'y consacrerai pas beaucoup de temps, mais il est essentiel que les communications entre un client et son avocat demeurent confidentielles. Si ces communications doivent être divulguées en présence de votre adversaire au tribunal, tout le système s'effondrera. Ce changement revêtait donc une très grande importance.

Je saute plusieurs pages de mes notes ici. Si vous êtes patients lorsque je m'arrête, cela vous évitera probablement beaucoup de verbiage de ma part.

[Text]

I propose to go through the legislation and deal with the sections on a clause-by-clause basis where we have major concerns.

Clause 420.11 is what could be called the money laundering section. Arguably, it does not mean anything more than is already found in section 312 of the Criminal Code, which is the section that says that if you are in possession of property obtained by crime you are guilty of a crime yourself. This is another way of saying it. Our concern is with respect to this concept of dual criminality to which I hope that this committee will give careful consideration.

What the clause said in paragraph (b) is that if there was an act or omission which, if it had occurred in this country would be a crime, then the property is forfeitable.

Concerning this we say, that if a person arrives in Canada with property or money that he or she has obtained lawfully in the country of his or her origin in circumstances where, if that had been the case in Canada it would be a crime, that property can be forfeited.

I guess the examples you have already heard are those of the owner of a brothel from Nevada, where the brothel is lawful; the dealer in erotic material from Copenhagen, where material that would be obscene by our standards is lawful in that country; or perhaps, more innocuously, the proprietor of a book-making outfit from England, where that activity is lawful, who comes here with his money. This legislation permits the state to go after it. That turns our idea of fairness on its head.

This was one of our most firmly held concerns when Mr. Gold appeared before the committee of the House of Commons.

A number of recent decisions of the Supreme Court of Canada talk about the fact that where legislation is potentially unfair, it must then be struck down whether or not it is unfair in connection with the circumstances of the particular case before the court. If the authorities are saying, "Trust us, we will not do that," then, in my respectful submission, that is not good enough. It is there, the legislation permits it, and it is wrong.

The concept of dual criminality is not unique—I am not the first one to dream it up, by any means. You cannot extradite someone to another country to face a crime which is not one that we recognize here. If a person is here and is wanted in Iran, where he will be beheaded for theft, we will not send him there. We require that that country respect our laws. What we are suggesting here is really the flip side of that, in my submission.

As I understand the answer the government makes, it is along these lines. It says, "Come on, McCombs, this idea is nothing new. It is found in section 312." Section 213 is, of course, existing legislation and says:

312. (1) Every one commits an offence who has in his possession any property or thing or any proceeds of any property or thing knowing that all or part of the property or thing or of the proceeds was obtained by or derived directly or indirectly from . . .

[Traduction]

Je propose donc que nous examinions la mesure législative et que nous étudions les articles qui nous posent des problèmes importants un à un.

L'article 420.11 est ce que l'on pourrait appeler l'article ayant pour objet de "blanchir l'argent". On peut soutenir qu'il ne veut rien dire d'autre que ce que l'on trouve déjà à l'article 312 du Code criminel, qui dispose que le fait d'être en possession de biens criminellement obtenus vous rend vous-même coupable d'un crime. C'est une autre façon de le dire. Ce qui nous inquiète, c'est ce concept de double criminalité sur lequel, j'espère, ce comité se penchera attentivement.

Ce que dit l'article à l'alinéa /b/) c'est que s'il s'agissait d'un acte ou d'une omission qui, au Canada, aurait constitué un crime, les biens sont alors confiscables.

À cet égard, nous soutenons que si une personne arrive au Canada avec des biens ou de l'argent qu'elle a obtenus légalement dans son pays d'origine, dans des circonstances où, au Canada, on aurait jugé que leur acquisition constituait une infraction, ces biens peuvent être confisqués.

Je suppose que les exemples qu'on vous a déjà donnés sont ceux du propriétaire de bordel du Nevada, où ce genre d'établissement est légal; le vendeur de matériel érotique de Copenhague où le matériel que l'on considérerait obscène au Canada serait légal dans ce pays; ou peut-être, plus innocemment, le preneur aux livres venant d'Angleterre, où cette activité est légale, qui vient ici avec son argent. Cette mesure législative permet à l'État de courir après cette personne. Voilà qui bouleverse notre conception de la justice.

Il s'agissait de l'une de nos principales préoccupations lorsque M. Gold a comparu devant le Comité de la Chambre des communes.

Un certain nombre de décisions récentes de la Cour suprême du Canada parlent du fait que lorsque la mesure législative risque d'être injuste, il faut alors déterminer si elle est injuste par rapport aux circonstances entourant l'affaire que le tribunal doit juger. Si les autorités disent: «Fiez-vous à nous, nous ne ferons pas cela», alors, avec tout le respect que je vous dois, ce n'est pas suffisant. C'est là, la loi le permet, et c'est mal.

Le concept de la double criminalité n'est pas unique—je ne suis pas le premier à l'imaginer, pas le moins du monde. On ne peut extraditer une personne dans un autre pays pour un crime que nous ne reconnaissons pas ici. Si une personne est ici et est recherchée en Iran, où elle sera décapitée pour vol, nous ne l'enverrons pas dans ce pays. Nous exigeons que ce pays respecte nos lois. Ce que nous proposons ici est vraiment le contraire de cela, à mon avis.

Si je comprends, le gouvernement répond de la façon suivante. «Allez, McCombs, ce concept n'est pas nouveau. On le trouve déjà à l'article 312 du Code criminel.» Voici quelle est la teneur de l'article 312 actuellement en vigueur:

312. (1) Commet une infraction, quiconque a en sa possession un bien, une chose ou leur produit sachant que tout ou partie d'entre eux ont été obtenus . . .

[Text]

(b) an act or omission anywhere that, if it had occurred in Canada, would have constituted an offence punishable by indictment.

In effect, the government is saying that because we already have that kind of provision in other sections of the code, there is nothing wrong with putting it in here.

Our point of view is that 312(1)(b) is unconstitutional. It has not been used, to my knowledge, and therefore the issue as to its constitutionality has not been decided. I will concede that the authorities do not use this particular section very often, if ever, but what I am saying to the members of this committee is: Let us not compound the problem by putting another unconstitutional provision into the Criminal Code.

Also, I would ask the committee to instruct its employees and research staff to study this particular area carefully and determine whether or not the arguments against its constitutionality are strong ones. I am respectfully of the view that members of the committee will come to the conclusion that it is unconstitutional and should be discarded. Therefore, I suggest that we not include it in this bill. There is no need for it, in any event.

Senator Stanbury: I am sorry, but when you say there is no need for it, what do you mean by that?

Mr. McCombs: I cannot imagine circumstances in which legislators would want to grab property that someone had obtained lawfully in another country. I do not know that the legislators would want to see that. On the other hand, I can imagine prosecutors wanting to see that happening. However, if it is not part of the legislative intention, then why put it in?

Senator Spivak: Can you tell me the rationale behind that statement? Why would the prosecutors want to have it there? What is the rationale?

Mr. McCombs: I am not sure that I am the right person to ask, because quite frankly I would be speculating. I have never really looked at the situation from that point of view.

Senator Spivak: I figure that there must be an argument on the other side.

Mr. McCombs: I suppose one of the arguments is the one that Mr. McIsaac put to me during a discussion that we had earlier today. He said: "Suppose you had a country such as Columbia, where a military coup occurs; suppose further that you then have a corrupt military government in that country that includes drug dealers, that the government repeals all of its drug legislation, and then some drug warlord shows up in Canada with billions of dollars and wants to set up shop here." I think Mr. McIsaac would ask rhetorically: "Would we want to let him do that, or would we want to seize his property?"

I concede that hypothetically that kind of thing could happen. However, I think it is such a remote possibility that if it ever did happen, a special law could be enacted to deal with it. In my opinion, there are existing laws in place that could deal

[Traduction]

b) par une action ou omission en quelque endroit que ce soit, qui aurait constitué, si elle avait eu lieu au Canada, une infraction punissable sur acte d'accusation.

De fait, le gouvernement a tout simplement conclu qu'étant donné que cette disposition existe dans d'autres parties du Code, elle pouvait fort bien figurer ici.

Or, à notre avis l'alinéa 312(1)b) est anticonstitutionnel. Pour autant que je sache, il n'a jamais été invoqué et sa constitutionnalité n'a jamais été confirmée. Bien sûr, les autorités n'ont pas fait appel très souvent à cette disposition, si seulement c'est arrivé, mais mon point de vue est le suivant: Ne compliquons pas les choses en introduisant une autre disposition anticonstitutionnelle dans le Code criminel.

Par ailleurs, j'inviterais le comité à demander à ses chercheurs d'examiner cette question attentivement pour déterminer si les arguments mettant en doute sa constitutionnalité sont bien fondés. En toute déférence, je suis convaincu que les membres du Comité concluront que la disposition est invalide et qu'elle ne devrait pas être retenue. Voilà pourquoi, à mon avis, elle ne devrait pas figurer dans le projet de loi. Du reste, on peut fort bien s'en passer.

Le sénateur Stanbury: Je m'excuse, mais quand vous dites qu'on peut bien s'en passer, que voulez-vous dire au juste?

M. McCombs: Je ne peux imaginer aucune circonstance où le législateur voudrait qu'on se saisisse d'un bien que quelqu'un se serait procuré légalement dans un autre pays. Je doute que ce soit là l'intention du législateur. Par contre, il est facile d'imaginer que des procureurs souhaiteraient le faire. Cependant, si telle n'est pas l'intention du législateur, pourquoi mettre cette disposition?

Le sénateur Spivak: Pouvez-vous m'en donner la raison? Pourquoi des procureurs voudraient-ils se prévaloir d'une telle disposition? Quelle en est la raison?

M. McCombs: Je ne sais pas si je suis en mesure de répondre à votre question, parce que je ne peux que vous livrer des spéculations. Je n'ai jamais examiné la situation de ce point de vue.

Le sénateur Spivak: Il doit y exister un argument à l'appui.

M. McCombs: Je suppose que l'on pourrait invoquer l'argument que M. McIsaac m'a exposé plus tôt aujourd'hui. IL m'a dit ceci: Supposons qu'il se soit produit un coup d'État dans un pays, en Colombie, par exemple; supposons également qu'un gouvernement militaire corrompu s'installe au pouvoir dans lequel on retrouve des trafiquants de drogues, et que ce gouvernement annule toutes ses lois anti-drogue; supposons également que l'on voie arriver au Canada un de ces barons de la drogue désireux de fonder un commerce ici. Je pense que la question hypothétique de M. McIsaac est la suivante: est-ce que nous le laisserions faire, ou est-ce que nous devrions confisquer ses biens?

Bien sûr, c'est une situation hypothétique que l'on peut imaginer. Je pense qu'il s'agit là d'une possibilité très faible et que si jamais cela arrivait, il serait toujours possible de voter une mesure spéciale. À mon avis, il existe déjà des lois en vigueur

[Text]

with a situation such as that, and we could throw him out. I frankly cannot think of any other situations in which this provision could be applied.

The Chairman: Perhaps I should give you one. There is one example contained in the briefing notes that have just been prepared, although they have not yet been translated. This is really a summary of the evidence that was given before the legislative committee on this particular question of double criminality. The question was obviously put to the minister on his appearance before that committee and the notes read as follows:

Mr. Hnatyshyn asserted that section 312 of the Criminal Code had a similar provision, and that it had not been used to apprehend people. He pointed out that it is conceivable that a South American government could repeal all of its drug control legislation. The proceeds from those activities would not be forfeitable in Canada if the bill were changed to require the activity to be a crime in the country where it took place.

Senator Spivak: Madam Chairman, could you repeat that? "The proceeds would not be recoverable?"

Mr. McCombs: They would not be recoverable if that provision was taken out of the bill.

The Chairman: Mr. Hnatyshyn is saying that if we removed this section, we would then not be able to seize all of these proceeds.

Senator Stanbury: All we could do is throw the man out of the country.

Senator Spivak: But, surely, the point is that we are not entitled to that money in any event. What we are entitled to do is to prosecute the man if he continues his activities here.

The Chairman: Yes, in Canada.

Senator Spivak: Yes, but it cannot be the case that we are ever entitled to the money.

The Chairman: I would agree with you, senator.

Senator Spivak: It does not make any difference whether it is a bad or good example, they both mean the same.

Mr. McCombs: For my money, the argument that the government presents on this point just does not wash with me. Perhaps it will with members of the committee, but I do not see it.

Senator Stanbury: In any event, if we are to tailor our law to deal with every hypothetical possibility, not just in this case but in all of the other cases that one might think of, it would destroy what we know as a body of law that we have come to depend upon. If we start to attempt to deal with every hypothetical question, we simply destroy the basic principles of our own law.

Mr. McCombs: I do not quarrel with that at all, senator. I concede that that is the case. I suppose what I am trying to say is that you do not need subsection (b) to further the principles

[Traduction]

qu'on pourrait invoquer en de pareilles occasions et qui nous permettraient d'expulser notre milliardaire. Honnêtement, il m'est impossible d'imaginer d'autres situations où cette disposition pourrait s'appliquer.

La présidente: Peut-être que je pourrais vous en donner une. On cite un exemple dans les notes d'information qu'on nous a préparées mais qui n'ont pas encore été traduites. En fait, c'est le résumé de témoignages entendus par le Comité législatif en ce qui concerne la double criminalité. La question avait été posée au ministre lors de son témoignage et je vous lis un passage des notes:

M. Hnatyshyn a affirmé que l'article 312 du Code criminel incluait une disposition semblable, qui n'avait jamais servi pour appréhender quelqu'un. Il a dit qu'il était inconcevable qu'un gouvernement d'Amérique du Sud supprime toute sa législation anti-drogue. Les recettes de ce genre d'activités ne pourraient être confisquées au Canada si on modifiait le projet de loi de manière à exiger que les activités en question constituent un délit criminel dans le pays où elles se sont déroulées.

Le sénateur Spivak: Madame la présidente, pouvez-vous répéter cela? «Les recettes ne seraient pas récupérables . . .»

M. McCombs: Elles ne seraient pas récupérables si cette disposition disparaît du projet de loi.

La présidente: M. Hnatyshyn affirme que si nous supprimons cette disposition, il nous serait alors impossible de confisquer le fruit de ces activités.

Le sénateur Stanbury: Tout ce que nous pourrions faire serait d'expulser le personnage.

Le sénateur Spivak: Mais bien sûr, car nous n'avons pas droit à cet argent de toute manière. Nous pouvons seulement poursuivre ce personnage s'il reprend ses activités ici.

La présidente: Oui, au Canada.

Le sénateur Spivak: Oui, on ne pourra jamais dire que nous aurions le droit de garder l'argent.

La présidente: Je partage votre avis, sénatrice.

Le sénateur Spivak: Qu'importe s'il s'agit d'un bon ou d'un mauvais exemple, les conclusions sont les mêmes.

M. McCombs: En ce qui me concerne, l'argument que le gouvernement fait valoir à ce sujet ne me convainc pas. Peut-être qu'il convaincra les membres du Comité, mais pas moi.

Le sénateur Stanbury: Quoi qu'il en soit, si nous devons perfectionner nos lois de façon à prévoir toutes les situations hypothétiques, non seulement dans ce cas-ci, mais pour toutes les autres que nous pourrions imaginer, ce serait une façon de mettre en cause l'importance que nous attachons à nos lois. Si nous essayons de tenir compte de toutes les situations possibles, c'est le fondement même de la loi qui est remis en question.

M. McCombs: Je n'en doute pas, sénateur. Cela ne fait aucun doute. En somme, il n'est pas nécessaire de recourir à l'alinéa (b) pour affirmer les principes sur lesquels repose notre droit criminel. Non ce n'est pas nécessaire.

[Text]

upon which our criminal law is founded. You just do not need it there.

The Chairman: I think we will have to deal with this, honourable senators. You will receive a copy of this summary in any event and then we will speak to the officials and to the minister in due course with regard to that particular subsection, because obviously it is of considerable importance.

Mr. McCombs: Madam Chairman, the next point that I wanted to deal with is less important than many of the others, but it is next in order, so I will deal with it now. It is a small point but one that I submit is significant. Clause 420.12(1) is the clause that authorizes a judge to issue a warrant to allow a peace officer to go and seize property at a particular location. The clause requires:

... that there are reasonable grounds to believe that there is in any building, receptacle or place any property in respect of which an order of forfeiture may be made ...

and so on. The part that we are mainly quarrelling with is contained in the last four lines of that subsection where it says:

... and any other property in respect of which that person or peace officer believes, on reasonable grounds, that an order of forfeiture may be made under that subsection.

A wrong-minded police officer—and I think it is fair to say that such police officers do exist—could obtain a warrant from a judge to seize particular items that, on reasonable grounds and to the satisfaction of the judge, should be seized. He goes in front of the judge and says: “Judge, we think this particular person has this much money under his mattress in his house that he obtained through drug dealing and we want to go and get it. We think that is so because we have heard on the wiretap that that is where he hides it.” The police officer then obtains his search warrant under this section. However, when he arrives at the premises, he sees a television set and a whole host of other things. He then gets a truck and pulls up in front of the house with two or three other police officers and loads the truck with everything that the man owns, right down to his jockey shorts.

A police officer in such circumstances should be made to go back to the judge and obtain a warrant for all of the items that he intends to seize, and the best way to deal with that situation is to take that part right out of that subsection. There is no need for it to be there. The reason it is included is to make the police officer's job a little easier. In special cases where there is significant property seen by the police officer on the premises, the premises can be secured during the period of time that it takes to go back, see the judge and ask for a further warrant to seize the gold bars or whatever the police officer found in the house.

Believe you me, Madam Chairman—and I say this with respect—the police will read that legislation and they will say to themselves: “This means we can pretty much do what we like. Once we get that warrant, we can take anything that we think was obtained as the proceeds of crime. Mr. X has not done an honest day's work in the last ten years, therefore we

[Traduction]

La présidente: Je pense qu'il faudra régler cette question, honorables sénateurs. On vous remettra sûrement une copie de ce résumé et ensuite, nous saisissons en temps et lieu les fonctionnaires et le ministre de cet aspect particulier, car cela en vaut sûrement la peine.

M. McCombs: Madame la présidente, la prochaine question que je veux aborder est moins importante que beaucoup d'autres, mais comme elle est la prochaine sur la liste, je vais vous en parler tout de suite. Ce n'est qu'un détail, mais je crois qu'il en vaut la peine. Le paragraphe 420.12(1) permet à un juge de décerner un mandat autorisant un agent de la paix à saisir des biens dans un lieu donné. Cette disposition exige:

... qu'il existe des motifs raisonnables de croire que des biens pourraient faire l'objet d'une ordonnance de confiscation ... et se trouvent dans un bâtiment, contenant ou lieu ...

... et le reste. Ce qui nous préoccupe surtout, ce sont les quatre dernières lignes du paragraphe, soit:

... ainsi que tout autre bien dont cette personne ou l'agent de la paix a des motifs raisonnables de croire qu'il pourrait faire l'objet d'une telle ordonnance.

Un policier mal avisé, et je pense pouvoir dire en toute honnêteté que ce genre de policier existe, ce policier pourrait donc obtenir d'un juge un mandat l'autorisant à saisir certains biens, s'il a des motifs raisonnables de croire que ces biens devraient être saisis et que le juge en soit convaincu. Il lui suffit de se présenter devant le juge et de lui dire: «Votre Honneur, nous pensons que cet individu cache sous son matelas de l'argent qu'il a obtenu par des transactions liées à la drogue; nous voulons nous rendre chez lui pour mettre la main sur cet argent. Nous pensons l'y trouver car l'écoute téléphonique nous a appris que c'est là sa cachette.» Le policier obtient alors un mandat de perquisition aux termes de cette disposition. Cependant, lorsqu'il arrive sur les lieux, il voit un téléviseur et une foule d'autres objets. Il va alors chercher un camion qu'il ramène devant la maison; avec deux ou trois collègues, il peut charger le camion de tout ce que possède l'individu, jusqu'à ses caleçons.

Dans de telles circonstances, le policier devrait être tenu de se présenter à nouveau devant le juge afin d'obtenir un mandat pour tous les articles qu'il compte saisir; la meilleure solution en ce cas serait de supprimer ce membre de phrase du paragraphe. Il est inutile de l'y laisser. Il s'y trouve simplement pour faciliter le travail des policiers. Si une fois sur place le policier trouve une quantité de biens, on peut garder les lieux le temps qu'il retourne demander au juge un mandat l'autorisant à saisir les lingots d'or ou autre biens qu'il aura trouvés dans la maison.

Croyez-moi, madame la présidente, et je dis cela avec tout le respect que je leur dois, les policiers liront le projet de loi et l'interpréteront ainsi: «Le projet de loi nous laisse beaucoup de latitude. Une fois que nous avons obtenu le mandat, nous pouvons prendre tout ce que nous croyons être des produits de la criminalité. Au cours des dix dernières années, M. X n'a

[Text]

think that everything he owns has been obtained with the proceeds of crime, so we are going to take everything he owns.” In my submission it is not necessary, and I would ask members of the committee to seek from advisers to the committee a good reason why that provision needs to be there.

The next point was dealt with by the people, but it was bothersome to the board of directors of the association. Proposed subsection 420.12(4) says that when a warrant is executed under this section you must give a copy of the warrant upon request to the person from whom the property is seized. It is the “on request” part that I do not like because, bureaucracy being what it is, you can get the run-around. I am not suggesting sinister motives on the part of individuals, but I can envisage a circumstance where you would hear, “Oh, that is not my job; talk to so and so.” The owner of the property should receive a copy as of right within about two weeks. For example, when a policeman wants a search warrant, he must swear out an affidavit and go before a judge and say, “I want to search Joe Blow’s car. Here is a sworn affidavit telling you why I want to do so.” The courts have now said that we are entitled to that affidavit, that we cannot make full answer in defence unless we have that affidavit. However, trying to get that affidavit is like pulling hen’s teeth. No one wants to give it to you, and it takes hours of our time to get it. It is not fair. Please do not put that provision in this legislation. Why cannot the authorities just give us the damn thing?

The Chairman: Are you suggesting that the provision should read “shall be provided?”

Mr. McCombs: Yes. There may be times when the authorities will say, “It might prejudice our investigation.” For example, a drug dealer may be in Peru, and you do not want him to know that you have just cleaned out his safety deposit box because you are waiting for him to come back to arrest him. In answer to that possibility, I suggest we add words such as “except in circumstances where the judge is satisfied that it is not in the interests of justice.”

Next I would like to deal with proposed section 420.13, the restraining order problem. The practical effect is that once the warrant is executed a restraining order can be issued, which effectively ties up the property until a determination of guilt or innocence is made. The standard which must be met before that property can be tied up is too low. The judge need only be satisfied that there are reasonable grounds to conclude that the property is property in respect of which a forfeiture could be made. The judge need merely ask of himself or herself, “Are there reasonable grounds to believe that a forfeiture could be made?” If it is felt that there are reasonable grounds, the judge is empowered to tie up millions of dollars of property over very extended periods of time. Granted the bill contains

[Traduction]

jamais fait une journée de travail honnête; en conséquence, nous croyons qu’il a obtenu tout ce qu’il possède grâce aux produits de la criminalité; nous allons donc saisir tous ses biens.» À mon avis, cette disposition est inutile, et j’invite les membres du comité à demander à leurs conseillers de leur fournir une bonne raison justifiant son inclusion.

Le prochain point dont je vais parler a déjà été abordé par d’autres, mais il préoccupe le conseil d’administration de l’Association. Le paragraphe 420.12(4) du projet de loi dispose que lorsqu’on exécute un mandat décerné en vertu de cet article, il faut remettre, sur demande, un exemplaire du mandat à la personne dont les biens sont saisis. C’est l’expression «sur demande» qui me gêne, car l’appareil gouvernemental étant ce qu’il est, on obtient parfois des réponses évasives. Je ne dis pas que les fonctionnaires ont de sinistres intentions, mais j’imagine très bien une situation où l’on dirait: «Oh, ce n’est pas mon travail; adressez-vous plutôt à un tel ou un tel.» Le propriétaire des biens devrait recevoir son exemplaire dans les deux semaines qui suivent ou à peu près. Ainsi, lorsqu’un policier veut obtenir un mandat de perquisition, il fait une déclaration par écrit sous serment, se présente devant un juge et lui explique qu’il veut fouiller la voiture de Jean Tremblay. Il lui présente sa déclaration sous serment, laquelle explique les raisons pour lesquelles il veut agir ainsi. Les tribunaux ont maintenant établi que nous avons le droit d’obtenir cette déclaration écrite sous serment et que nous ne pouvons présenter une défense complète à moins d’avoir cette déclaration. Cependant, essayer d’obtenir cette déclaration équivaut à chercher une aiguille dans une botte de foin. Personne ne veut vous la remettre et il faut des heures pour l’obtenir. C’est injuste. De grâce, ne laissez pas cette disposition dans le projet de loi. Pourquoi diable les autorités ne peuvent-elles pas nous donner simplement ce que nous leur demandons?

La présidente: Voulez-vous dire qu’il faudrait reformuler la disposition en précisant que cet exemplaire «doit être remis»?

M. McCombs: Oui. Les autorités diront peut-être, en certaines occasions, que cela pourrait nuire à leur enquête. Prenons l’exemple d’un trafiquant de drogue qui se trouve au Pérou; on ne veut pas qu’il sache que l’on vient de vider son coffre à la banque car on attend son retour pour l’appréhender. Pour parer à ce genre d’éventualité, je propose d’ajouter le membre de phrase suivant: «sauf dans des circonstances où le juge est convaincu que cela n’est pas dans l’intérêt de la justice».

J’aimerais maintenant parler de l’article 420.13 c’est-à-dire du problème des ordonnances de blocage. Dans les faits, une fois qu’un mandat est exécuté, une ordonnance de blocage peut-être rendue; celle-ci gèle les biens jusqu’à ce qu’un verdict de culpabilité ou d’innocence soit rendu. Le critère à respecter pour que les biens puissent être gelés n’est pas assez rigoureux. Le juge doit simplement être convaincu qu’il existe des motifs raisonnables de croire que les biens peuvent faire l’objet d’une confiscation. Il doit simplement se demander s’il y a des motifs raisonnables de croire que l’on puisse procéder à une confiscation. Si c’est le cas, il peut geler pendant de très longues périodes des biens d’une valeur de plusieurs millions de dollars. Il est vrai que le projet de loi contient d’autres disposi-

[Text]

other provisions which allow the order to be varied. I am saying that the test should be made on the balance of probabilities and not on the test of whether or not there are reasonable grounds. We have made this submission already, and I have been told it has been studied and rejected. Our association wishes to place on record the fact that there is the potential for grave unfairness. For example, the substantial assets of a business could be tied up for a very extended period of time on this very low test of whether or not there are reasonable grounds for forfeiture. We suggest that there be a hearing where evidence is presented and upon which the judge must decide whether on the balance of probabilities the restraining order will be issued. If the balance of probabilities indicates that the order will be issued, then by all means tie the property up, but do not tie up the property simply because a police officer steps into a witness box and provides merely reasonable grounds.

There is a hierarchy of burden in criminal law. There is the business of reasonable grounds to believe, which is what is in the existing legislation, when it comes to search and seizure, and then there is the idea of the balance of probabilities. Some of the statutory presumptions talk about balance of probabilities. Our law is clear that before you can impose criminal sanctions there must be proof beyond reasonable doubt. We are not suggesting that there should be proof beyond reasonable doubt, but that there should be, at least, a balance of probabilities.

With respect to notice of the restraining order, once again, the other side has the option of giving notice. A judge may require that notice be given unless it would result in dissipation of evidence. I would ask that the provision be put the other way around and say that it is mandatory to give notice except where certain conditions precedent are met. In other words, put the onus on the other side to satisfy the judge that notice should not be given. I can envisage situations where an individual learns months later that he is the subject of a restraining order. For example, he might show up at his safety deposit box only to find that he cannot open it and to learn that there has been a hearing. I can see cases where it would be in the interests of justice not to tell the other side. For example, there may be the concern that the individual will run off with the money, or whatever. However, let us put the onus on the investigators to satisfy a court that that notice provision should be met.

The next provision is kind of complicated. I refer to proposed subsection 420.14(6), which deals with how you vary restraining orders. There are two situations in which a judge can vary a restraining order. Let us say that a person has been charged with one of the enumerated criminal offences. In this circumstance, to get a variation, you have to satisfy the judge that the warrant should not have been issued or that the restraining order should not have been made. The second circumstance is where a person appears to be innocent. In other words, a third party is affected and says, "I did not know anything about the property being from the proceeds of crime." If the person appears to be innocent, then the judge does not have to be satisfied that the warrant should not have been issued.

[Traduction]

tions permettant de modifier l'ordonnance. Ce que je veux dire, c'est que le critère devrait être celui de la prépondérance des probabilités et non celui des motifs raisonnables. Nous avons déjà présenté une proposition en ce sens; on m'a dit qu'elle avait été étudiée et rejetée. Notre association tient à souligner, aux fins du compte rendu, les risques de graves injustices. Ainsi, les énormes actifs d'une entreprise pourraient être bloqués pendant très longtemps si le critère à respecter consiste simplement à déterminer s'il y a ou non des motifs raisonnables de confisquer les biens. Nous proposons la tenue d'une audience au cours de laquelle des témoignages seront présentés et à l'issue de laquelle le juge devra décider, selon la prépondérance des probabilités, s'il rendra une ordonnance de blocage. Si, selon la prépondérance des probabilités, une ordonnance doit être rendue, on pourra alors bloquer les biens sans hésitation, mais pas simplement parce qu'un policier vient à la barre des témoins présenter des motifs raisonnables.

Il y a une hiérarchie du fardeau de la preuve en droit pénal. Il y a le principe des «motifs raisonnables de croire», sur lequel s'appuie le projet de loi à l'étude, lorsqu'il est question de perquisitions et de saisies, et celui de la prépondérance des probabilités, sur lequel s'appuient certaines lois. Notre droit est clair: avant de pouvoir appliquer des sanctions pénales, il faut avoir des preuves au-delà de tout doute raisonnable. Nous ne préconisons pas la preuve au-delà de tout doute raisonnable. Nous ne préconisons pas la preuve au-delà de tout doute raisonnable, mais au moins la preuve selon la prépondérance des probabilités.

Parlons maintenant des avis concernant l'ordonnance de blocage; une fois encore, l'autre partie a le choix de donner ou non cet avis. Le juge peut demander qu'on avise la personne en cause sauf s'il estime que le fait de donner cet avis risque d'occasionner la disparition des preuves. Selon moi, la disposition devrait être inversée et stipuler qu'il est obligatoire de donner cet avis sauf dans certaines circonstances. En d'autres termes, c'est l'autre partie qui devrait avoir à convaincre le juge de l'inopportunité de donner un avis. Imaginez qu'un individu apprenne des mois plus tard qu'il est sous le coup d'une ordonnance de blocage. Il pourrait, en se rendant à sa banque, découvrir qu'il ne peut ouvrir son coffret et apprendre qu'il y a eu une audience. Je conçois que, dans certains cas, il soit dans l'intérêt de la justice de ne pas en informer l'autre partie. On pourrait, par exemple, craindre que l'individu prenne la fuite avec l'argent, etc. Laissons toutefois aux enquêteurs la charge de convaincre le tribunal au sujet de ces avis.

La prochaine disposition dont je veux parler est assez compliquée. Il s'agit du paragraphe 420.14(6), qui traite de la façon dont on modifie une ordonnance de blocage. Un juge peut modifier ce genre d'ordonnance dans deux situations. Si une personne est accusée d'une infraction criminelle désignée, il faut, pour obtenir une modification, convaincre le juge que le mandat n'aurait pas dû être délivré ou que l'ordonnance de blocage n'aurait pas dû être rendue. La deuxième situation est celle où une personne semble innocente, en d'autres termes, celle où un tiers est en cause et déclare qu'il ne savait pas que les biens étaient des produits de la criminalité. Si la personne semble innocente, le juge n'a pas à être convaincu que le mandat n'aurait pas dû être délivré. Évidemment, le fardeau de la

[Text]

That, of course, puts the onus on the party making the assertion and it is very often very difficult to accomplish that. This is a very nebulous concept which has been injected into this legislation.

I am suggesting that you consider what would happen if there were an application to vary the order that is reasonable and the judge agreed that it should be varied. He cannot do that unless he is satisfied that the warrant should not have been issued or that the restraint order should not have been made. On the other hand, the judge could find himself in a situation where he would like to agree with the applicant but he cannot because the legislation says that he cannot interfere unless the warrant should not have been issued or unless the restraint order should not have been made. If he feels, based on the information available at the time, that the warrant should have been issued, then he can do nothing although he may feel that the applicant has been treated unfairly. He cannot do anything about it. In my submission, that is not fair. The test should be whether the interests of justice require that a variation be made.

The second part about appearing to be innocent creates a class of black sheep who, by perception, seem to have property for an unsavoury purpose and it casts the onus on them to satisfy the court, on a balance of probabilities, that they are innocent. The burden should be on the Crown.

A partial answer to my complaint about the judge having his hands tied in circumstances where he wants to vary the order may be that the proposed subclause 420.14 provides a review process. Three categories of property are contemplated by this bill: Property seized by warrant; property subject to a restraining order; and property seized by a police officer. Earlier I was complaining about a police officer being given powers beyond those in the warrant. I would submit that, in the proposed subclause 420.14, there is no allowance for that consideration and that there should be. This area needs to be cleared up. I hope I can make this point clearer afterwards and, hopefully, an answer can be given by the committee. This review area does cause me a lot of concern in terms of where the proof lies or where the burden lies and what the burden should be.

The Chairman: You are getting back to paragraph (a) which talks about a warrant or an order which should not have been made, but it does not refer to the third category that you referred to earlier where a police officer can pick up anything else that he believes, on reasonable grounds, might be feloniously acquired.

Mr. McCombs: Perhaps a simple answer is that the officer is there purporting to act under a warrant; so that is covered. However, I feel we should clear this up, because otherwise we will tie up the courts with litigation. Perhaps we should tailor the words somewhat. I am sure it is just an oversight.

The Chairman: That would be tidied up if the government accepted your argument on the other proposed section, which

[Traduction]

preuve incombe alors à la partie qui fait cette affirmation et la preuve est souvent très difficile à établir. On a inséré dans la loi un concept très nébuleux.

Songez à ce qui arriverait si l'on présentait une demande de modification d'ordonnance qui soit raisonnable et que le juge reconnaisse qu'elle devrait effectivement être modifiée. Il ne pourrait le faire à moins d'être convaincu que le mandat n'aurait pas dû être délivré ou que l'ordonnance de blocage n'aurait pas dû être rendue. Le juge pourrait se trouver dans une situation où il ne demanderait pas mieux que d'accéder à la demande, mais où il ne pourrait le faire parce que la loi le lui interdit sauf s'il appert que le mandat n'aurait pas dû être délivré ou que l'ordonnance de blocage n'aurait pas dû être rendue. Si le juge estime que le mandat devait être délivré compte tenu des renseignements disponibles à l'époque, il ne peut rien faire, même s'il estime que le demandeur a été traité injustement. Il ne peut absolument rien faire, et à mon avis, c'est injuste. Le critère à prendre en considération ici devrait être de déterminer s'il est dans l'intérêt de la justice de modifier l'ordonnance.

La deuxième partie de la disposition traite de ceux qui semblent innocents; elle crée une catégorie de moutons noirs qui semblent avoir en leur possession des biens à des fins louches; c'est à eux qu'il incombe de convaincre le tribunal de leur innocence, selon la prépondérance des probabilités. Cette responsabilité devrait incomber à la Couronne.

Le mécanisme de révision prévu à l'article 420.14 résoud peut-être partiellement le problème des juges qui ont les mains liées lorsqu'ils veulent modifier une ordonnance. Le projet de loi traite de trois catégories de biens: ceux qui sont saisis au moyen d'un mandat; ceux qui font l'objet d'une ordonnance de blocage et ceux qui sont saisis par un policier. J'ai dénoncé précédemment le fait qu'un policier ait des pouvoirs plus étendus que ceux prévus dans le mandat. J'estime que l'article 420.14 ne permet pas de parer à cette éventualité et qu'il le devrait. Cette question doit être éclaircie. J'espère que je pourrai apporter des éclaircissements ultérieurement et que le Comité trouvera une solution. Cette forme d'examen me préoccupe beaucoup parce que je me demande quel type de preuve est exigé et à qui elle incombe.

La présidente: Vous revenez au paragraphe où il est question d'un mandat de perquisition qui n'aurait pas dû être délivré ou qu'une ordonnance de blocage qui n'aurait pas dû être rendue, mais ce paragraphe ne fait pas référence à la troisième catégorie dont vous avez parlé plus tôt, celle des biens qu'un agent de la paix peut saisir s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont été acquis illégalement.

M. McCombs: C'est peut-être simplement parce qu'on présume que l'agent de la paix exécute un mandat; donc, cette intervention est sous-entendue. J'estime toutefois qu'il faudrait clarifier cette question, sinon les tribunaux seront dans l'embarras. Nous devrions peut-être formuler la disposition autrement. Je suis sûr que c'est simplement un oubli.

La présidente: On réglerait le problème si le gouvernement acceptait votre argument au sujet de l'autre projet d'article,

[Text]

would be to not allow a policeman to pick up extra goods when he is acting under a warrant.

Mr. McCombs: Yes. He may have to go back and get another warrant.

The Chairman: If he got a warrant, then everything would be all right under this section to that extent; is that correct?

Mr. McCombs: I agree with that.

One of the main concerns of the Criminal Lawyers' Association relates to the whole purpose of the proposed legislation and its forfeiture provisions in section 420.17. I read these provisions several times before I thought I understood what they meant, but I still do not have total confidence that I understand them.

The proposed subsection 420.17(1) says that once you are found to be guilty, the court may then order forfeiture of your property if it is satisfied on the balance of probabilities that the property was the proceeds of crime and that those proceeds were from that particular crime.

If you are found guilty of doing something and the judge is satisfied on a balance of probabilities that the money or the property that is the subject of the application is from that crime, then it is forfeited. We quarrel with "the balance of probabilities" idea. A man has to be found guilty of an offence beyond a reasonable doubt, but, when it comes to taking his property, the judge only requires to be satisfied "on the balance of probabilities" that that is where the property came from. That is just unfair. It turns the criminal law on its head.

Perhaps I can jump ahead to subsection (4). Let us say that the proceeds have been commingled with other property, so that the judge cannot put his hands on the property. In those circumstances, the judge has the power to impose a fine. If he believes that the amount of money acquired was \$1 million, he can impose a fine of \$1 million. Subsection (4) says that he can impose a sentence of up to ten years as an alternative; so there is a penal consequence to these forfeiture orders. This penal consequence is based on a balance of probabilities. The Supreme Court of Canada, in *Regina v. Gardner*, said you cannot do that. I understand that that was put before you the other day. The situation in that case is a bit different, but I say that the principle is the same. If I can bore you for a minute, I will tell you what that case said.

Let us suppose that you are convicted of a bad crime such as a robbery. The Crown is saying, "Not only did you commit robbery, but you pistol-whipped the victim," and the accused is saying to his lawyer, "Yes. I robbed that individual but I never touched him. I did not pistol-whip anybody." The distinction is important because it determines whether he is going to jail for two years or five years. The Supreme Court of Canada says there must be a hearing to determine the issue of whether or not that aggravating fact exists. If it does then the person shall be sentenced accordingly. However, the Supreme Court of Canada decided that the Crown must prove that aggravating

[Traduction]

selon lequel il faudrait interdire à un agent de la paix de saisir d'autres biens que ceux prévus quand il exécute un mandat.

M. McCombs: Oui. Il lui faudrait en obtenir un autre.

La présidente: S'il en obtenait un autre, il n'y aurait plus de problème avec cet article, n'est-ce pas?

M. McCombs: Oui.

Le *Criminal Lawyers' Association* est bien préoccupé par l'objectif général du projet de loi et de ses dispositions sur la confiscation, énoncées à l'article 420.17. Je les ai lues plusieurs fois avant de les comprendre, et encore je ne suis pas tout à fait sûr d'en avoir bien saisi le sens.

Le paragraphe 420.17(1) du projet de loi dispose qu'une fois que l'accusé a été jugé coupable, le tribunal peut ordonner que ses biens soient confisqués, s'il est convaincu, selon la prépondérance des probabilités, qu'ils sont le fruit du délit en question.

Si un accusé est jugé coupable d'un délit et que le juge est convaincu, selon la prépondérance des probabilités, que l'argent ou les biens qui font l'objet de la demande ont été obtenus en rapport avec cette infraction criminelle, ils sont alors confisqués. Nous contestons l'idée de «la prépondérance des probabilités». Pour qu'il y ait verdict de culpabilité, il faut avoir la quasi-certitude que l'accusé est coupable, mais quand il s'agit de confisquer ses biens, il suffit que le juge soit convaincu «selon la prépondérance des probabilités» que ces biens ont été obtenus en rapport avec le délit. C'est injuste. C'est contraire au droit criminel.

Je passerai tout de suite au quatrième paragraphe. Disons que les produits du délit ont été fusionnés d'autres biens, si bien que le juge ne peut les confisquer. Dans ces circonstances, le juge a le pouvoir d'imposer une amende. S'il estime que la somme d'argent obtenue était d'un million de dollars, il peut imposer une amende d'un million de dollars. Le paragraphe (4) prévoit qu'il peut infliger, à défaut du paiement de l'amende, une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à dix ans; donc, les ordonnances de confiscation peuvent aussi avoir des conséquences pénales. L'imposition d'une peine est fondée sur la prépondérance des probabilités. La Cour suprême du Canada a indiqué, dans l'affaire de la «Reine c. Gardner» qu'on ne pouvait agir ainsi. Je crois comprendre qu'on vous en a parlé l'autre jour. Cette affaire est un peu différente du cas qui nous occupe ici, mais je dirais qu'en principe elle y est semblable. Si vous me permettez d'être ennuyeux pour un instant, je vous exposerai la situation.

Imaginons qu'une personne soit accusée d'avoir commis un acte répréhensible, comme un vol. La Couronne prétend qu'en plus d'avoir volé, l'accusé a frappé la victime avec son arme, tandis que l'accusé déclare à son avocat qu'il a bien volé, mais qu'il n'a jamais touché la victime. C'est une nuance importante, parce qu'elle déterminera si l'accusé devra purger une peine d'emprisonnement de deux ou de cinq ans. La Cour suprême du Canada décide qu'il faut tenir une audience pour déterminer s'il y a des circonstances aggravantes et dans l'affirmative, l'accusé sera condamné en conséquence. La Cour détermine aussi que la Couronne doit prouver qu'il y a des cir-

[Text]

fact, not on a balance of probabilities but beyond a reasonable doubt.

I say that this legislation with respect to forfeiture carries a potential penal consequence. We are speaking not only about property forfeiture; we are speaking about going to jail for up to 10 years, depending on the amount of money involved. In that circumstance, you must require proof beyond a reasonable doubt before you can impose that penal consequence. That is one of the cornerstones of the system of criminal justice and what the Supreme Court of Canada said in the Gardner case.

Senator Doyle: May I ask a question at this point?

The Chairman: You may as well have things clarified as you go along, Senator Doyle.

Senator Doyle: First, the accused has to be convicted of an offence?

Mr. McCombs: Yes.

Senator Doyle: Let us use the example of the drug dealer, as we have been all along. We know that he has been acquiring income from the sale of drugs.

Mr. McCombs: Right.

Senator Doyle: If the punishment is to fit the crime, the amount of property seized should bear a relationship to the profits he is likely to have made.

Mr. McCombs: Yes.

Senator Doyle: So we seize his house, and we say that it is reasonable to suppose that the million dollars are about what he made, that since he was involved in various deals, but we cannot specifically prove that he used the money from that specific deal to buy that specific house.

Mr. McCombs: Yes.

Senator Doyle: We know that he made a million bucks out of the deal; we know he has a million-dollar house; but if we have to prove that he bought that house with the proceeds of that one particular deal, then, surely, the court will never be able to acquire a penny farthing's worth of property.

Mr. McCombs: I understand, senator, and I agree with your concern. Let us suppose he is convicted on the fact situation that you have proposed.

Senator Doyle: Yes.

Mr. McCombs: The Crown says, "We know he has a million-dollar house. He should not be allowed to have that house." He says, "Wait one second. I bought that million-dollar house when I inherited money from my mother," or, "My mother gave me that house." The judge then has a hearing to determine whether or not he is satisfied, on a balance of probabilities, that the Crown is correct. The judge may say, "I believe the Crown is probably right—"only probably right—"so I am going to order the house forfeited." I agree that it is no different from saying, "I am going to put you in jail and fine you a million dollars." He has the power to do that. The difference under this bill is that it provides additional penal consequence.

[Traduction]

constances aggravantes, non pas selon la prépondérance des probabilités, mais hors de tout doute raisonnable.

Les dispositions du projet de loi sur la confiscation peuvent effectivement donner lieu à l'imposition de sanctions pénales. Il n'est pas question uniquement de la confiscation de biens, mais de peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans, selon la somme d'argent en cause. Dans ces circonstances, il faut établir la preuve hors de tout doute raisonnable qu'il y a culpabilité avant d'imposer une peine d'emprisonnement. C'est une des pierres de touche du droit pénal et c'est ce que la Cour suprême du Canada a déclaré dans l'affaire Gardner.

Le sénateur Doyle: Puis-je poser une question à ce sujet?

La présidente: Il vaut mieux obtenir les précisions voulues au fur et à mesure, sénateur Doyle.

Le sénateur Doyle: D'abord, l'accusé doit être condamné pour un délit?

M. McCombs: Oui.

Le sénateur Doyle: Prenons le cas d'un trafiquant de drogue, comme nous l'avons fait depuis le début. Nous savons qu'il tire un revenu de la vente des drogues.

M. McCombs: C'est exact.

Le sénateur Doyle: Si la peine doit être proportionnée au délit, la quantité de biens confisqués doit être en rapport avec les profits qu'il est présumé avoir réalisés.

M. McCombs: Oui.

Le sénateur Doyle: Donc, nous confisquons sa maison et nous disons qu'il est raisonnable de prétendre qu'il a dû réaliser des profits d'environ un million de dollars, mais, étant donné qu'il a participé à différentes transactions, nous ne pouvons prouver avec certitude qu'il a utilisé les produits de ce délit pour acheter cette maison.

M. McCombs: En effet.

Le sénateur Doyle: Nous savons que la transaction lui a rapporté un million de dollars et qu'il possède une maison qui vaut un million de dollars; mais s'il faut prouver qu'il a acheté la maison avec les produits de la transaction en question, il est certain que le tribunal ne pourra jamais rien lui confisquer.

M. McCombs: Je comprends vos craintes, sénateur, et je suis d'accord avec vous. Imaginons qu'il soit condamné pour le délit que vous avez proposé.

Le sénateur Doyle: Oui.

M. McCombs: La Couronne affirme savoir qu'il possède une maison valant un million de dollars et qu'il ne devrait pas l'avoir. L'accusé déclare avoir acheté cette maison avec l'argent que lui a laissé sa mère ou encore que sa mère la lui a donnée. Le juge tient une audience pour se convaincre que, selon la prépondérance des probabilités, la Couronne a raison. Le juge n'a qu'à être convaincu qu'il est probable qu'elle ait raison, et seulement probable, pour ordonner que la maison soit confisquée. Je conviens que c'est comme décider de lui infliger une peine d'emprisonnement et une amende d'un million de dollars. Il a le pouvoir de le faire. Ce qui est différent avec le projet de loi à l'étude, c'est qu'il prévoit, en plus, l'imposition de sanctions pénales.

[Text]

Senator Doyle: That is the intent of the bill.

Mr. McCombs: That there be a penal consequence in addition?

Senator Doyle: That there be consequences, whether penal or some other type. This particular bill is obviously saying there should be something else.

Now, regarding this million-dollar house, if there were a civil action and it was proved that the guy had taken the million bucks away from somebody by fraud, and he happened to own a million-dollar house, whether it was his mother's or his, he would be required to sell that house and pay his debt.

Mr. McCombs: That is right. I understand that.

Senator Doyle: This bill is not dealing with a civil action. It deals with criminal actions. If he made his money from some kind of foul vice I do not find it as heinous as you perhaps do to say, "Once we have convicted you—but not until we have done that—and once we have satisfied ourselves that there is a reasonable probability that, whether you acquired it from your mother or from whomever, you still hold onto this house, because you have been living off the avails of this terrible crime, you must forfeit it."

Mr. McCombs: I respectfully suggest that we are not talking about the same thing. As I understand the present law—never mind this bill—if a judge thinks a man has taken a million dollars by reason of a crime, he can deal with it by way of imposition of a fine. However, under this bill, he can say, "You have committed the crime of trafficking in heroin. I am satisfied that you have profited to the tune of \$1 million. I am going to put you in jail for a length of time and I am going to impose a fine of \$1 million upon you because you should not be in the position of profiting from that." The judge can do that now.

Senator Doyle: Yes.

Mr. McCombs: He can also give a sentence as an alternative to the fine. He can say, "If you do not pay the \$1 million fine, you are going to jail for this much longer." All I am saying is that—

Senator Doyle: May I finish what you have just been saying? The judge can impose extra time to be served if the accused does not pay his fine.

Mr. McCombs: Yes.

Senator Doyle: However, the man may say, "I will serve the extra time, but I am not going to give you any money." The money then still sits out there and the ill-gotten gains can go to his ill-gotten wife or anybody else.

Senator Spivak: Ill-gotten wife?

The Chairman: Let us not carry this too far, Senator Doyle.

Senator Doyle: This act says that if you made some money and got yourself a million-dollar house, "we are going to take the house away from you," hot, cold or on Tuesday.

Mr. McCombs: And we do not care.

[Traduction]

Le sénateur Doyle: C'est l'intention du projet de loi.

M. McCombs: De prévoir aussi des sanctions pénales?

Le sénateur Doyle: Entre autres. De toute évidence, le projet de loi laisse entendre qu'il doit y avoir autre chose.

Maintenant, au sujet de la maison d'un million de dollars, si un procès au civil prouvait que l'accusé avait acquis un million de dollars frauduleusement, et qu'il avait une maison d'un million de dollars, que ce soit la sienne ou celle de sa mère, il devrait la vendre pour payer sa dette.

M. McCombs: C'est exact. Je comprends.

Le sénateur Doyle: Le projet de loi ne traite pas de procès au civil, mais au criminel. S'il avait acquis cet argent en rapport avec un acte criminel, je ne crois pas qu'il serait odieux, comme vous pouvez peut-être le penser, d'exiger une fois que l'accusé aura été jugé coupable, mais pas avant, et une fois qu'on aura obtenu la certitude, selon la prépondérance des probabilités, que la maison est toujours à lui, qu'il l'ait obtenue de sa mère ou de quelqu'un d'autre, que cette maison lui soit confisquée parce qu'il vit du produit de son délit.

M. McCombs: Avec votre respect, je crois que nous ne parlons de la même chose. D'après ce que je comprends de la loi actuellement en vigueur—je ne parle pas du projet de loi pour l'instant—le juge qui estime que quelqu'un s'est procuré un million de dollars de façon criminelle peut lui imposer une amende. Maintenant, d'après le projet de loi, le juge pourrait décider de condamner à une peine d'emprisonnement et à une amende d'un million de dollars un trafiquant d'héroïne, s'il est convaincu que son trafic lui a rapporté un million de dollars et qu'il n'aurait pas dû en tirer profit. Le juge pourrait agir ainsi.

Le sénateur Doyle: Exactement.

M. McCombs: Il peut aussi imposer une peine à la place de l'amende. Il peut dire: «A défaut de payer un million de dollars d'amende, vous serez incarcéré pendant tant d'années de plus». Ce que je veux dire, c'est que . . .

Le sénateur Doyle: Puis-je terminer votre dernière phrase? Le juge peut allonger la peine si l'accusé ne paie pas son amende.

M. McCombs: Exactement.

Le sénateur Doyle: Mais le contrevenant peut aussi dire: «Très bien, je vais purger la peine supplémentaire, mais vous n'aurez pas d'argent», avec la conséquence que l'argent demeure entre ses mains et le risque que les gains mal acquis aillent à son épouse mal acquise ou n'importe qui.

Le sénateur Spivak: Une épouse mal acquise?

La présidente: Il ne faudrait pas aller trop loin, sénateur Doyle.

Le sénateur Doyle: Cette loi dit que si le contrevenant a réalisé des gains et qu'il s'en est servi pour acheter une maison d'un million de dollars, le tribunal peut trouver le moyen de l'en départir.

M. McCombs: Nous n'y voyons pas d'objection.

[Text]

Senator Spivak: Perhaps I am the only one who is a little mixed up, but could I just get the principle established here? You are saying that because the proposed section 420.17(4) carries penal consequences, then the test is not on a balance of probabilities but beyond all reasonable doubt, which is the same for every crime in the Criminal Code; is that right?

Mr. McCombs: Yes. That is what I said.

Senator Spivak: I understand that. Would it not be better if it were not from that particular crime? What difference does it make which crime?

Mr. McCombs: Do you mean what difference does it make whether he got the house from his mother or not?

Senator Spivak: Yes, because is not the important thing that we know he committed the crime rather than establishing which proceeds are from which crime? Do you understand my point?

Mr. McCombs: I think I do.

Senator Spivak: Surely, the important thing originally is that he committed the crime beyond all reasonable doubt and then that would meet his argument. It would have been beyond all reasonable doubt and, therefore, it is fair game.

Mr. McCombs: Do you mean that the determination of guilt has been decided beyond a reasonable doubt and now the property is fair game?

Senator Spivak: Yes, it is then okay to take his mother's house. The determination of guilt should not be "probable guilt", but "guilt beyond all reasonable doubt."

Mr. McCombs: I am trying to think of a good answer to what Senator Doyle has suggested. You are really giving the judge two kicks at the accused; he is being allowed to sentence him to jail and fine him, and, alternatively, incarcerate him further for not paying the fine without Bill C-61. Bill C-61 gives the judge the additional power to forfeit, and where the money has been co-mingled, to impose a fine and to require a further imprisonment of up to ten years. I do not quarrel with any of that. I am saying that if the additional penal sanctions are going to be allowed beyond those which now exist, I say that that should be done in line with what the Supreme Court of Canada said in Gardner—that is, let "beyond a reasonable doubt" be the test.

Nobody is quarrelling with the idea that a heroin trafficker should be allowed to have his family live in a big mansion while he is in penitentiary.

Senator Doyle: Would you say, then, that the alternative to the bill is simply to increase the penalties for those particular offences?

Mr. McCombs: No, because the power is already there to impose a life sentence and an unlimited fine.

[Traduction]

Le sénateur Spivak: J'ignore si je suis la seule à être un peu perdue, mais pourrais-je connaître le principe qui sous-tend tout cela? Vous dites que, parce que le paragraphe 420.17(4) proposé entraîne l'imposition de sanctions pénales, le critère sur lequel on devrait s'appuyer n'est pas la prépondérance des probabilités mais bien l'exclusion de tout doute raisonnable, comme pour toutes les infractions visées par le Code criminel, n'est-ce pas?

M. McCombs: Exactement. C'est bien ce que j'ai dit.

Le sénateur Spivak: Je vois. N'aurions-nous pas avantage à ce que la propriété n'ait pas été acquise avec le produit de ce crime? En quoi le type de crime importe-t-il?

M. McCombs: Vous demandez-vous si le fait d'acquérir cette maison de sa mère ou non fait une différence?

Le sénateur Spivak: Oui, car n'importe-t-il pas plus de savoir s'il a commis le crime que d'établir quels biens ont été achetés avec quels produits du crime? Me saisissez-vous?

M. McCombs: Je crois que oui.

Le sénateur Spivak: Le plus important, certes, est d'établir d'abord, hors de tout doute raisonnable, si le contrevenant a commis le crime; après cela, celui-ci n'aurait plus rien à redire. La preuve serait établie hors de tout doute raisonnable et, par conséquent, il n'y aurait pas d'injustice.

M. McCombs: Voulez-vous dire qu'une fois la culpabilité établie hors de tout doute raisonnable, la confiscation de cette propriété ne créerait pas d'injustice?

Le sénateur Spivak: Oui, on pourrait alors saisir la maison de sa mère. La preuve de culpabilité ne devrait pas être fondée sur des probabilités, mais établie hors de tout doute raisonnable.

M. McCombs: J'essaie d'imaginer une réponse qui pourrait satisfaire le sénateur Doyle. Le projet de loi donne réellement au juge deux mécanismes pour punir l'accusé; il peut lui infliger une peine d'emprisonnement et lui imposer une amende, ou lui infliger une peine d'emprisonnement plus longue s'il néglige de payer l'amende. Or, le projet de loi C-61 permet aussi au juge de faire saisir les biens du contrevenant, et si les fonds ont été fusionnés, de lui imposer une amende et une peine supplémentaire pouvant aller jusqu'à dix ans. Je n'y vois pas d'objection. Ce que je veux dire, c'est que si le législateur a l'intention d'ajouter des sanctions pénales qui n'existent pas déjà dans la loi, il devrait le faire, selon moi, en conformité avec la décision rendue par la Cour suprême dans l'affaire Gardner, c'est-à-dire en exigeant que la preuve soit établie hors de tout doute raisonnable.

Personne ne met en doute le droit d'un trafiquant d'héroïne de permettre à sa famille de vivre dans un château pendant qu'il est incarcéré.

Le sénateur Doyle: Seriez-vous prêt à dire alors qu'au lieu de ce projet de loi, on pourrait tout simplement accroître la sévérité des peines, dans le cas de ces délits?

M. McCombs: Non, car les juges peuvent déjà imposer des peines à vie et des amendes illimitées.

[Text]

Senator Doyle: Surely the aim of the bill is to provide some kind of strong medicine in these particular kinds of cases.

The Chairman: I think the witness agrees with you, Senator Doyle. The only point is that it is another penalty to which he is objecting; it is an additional penalty over and above the penalties already provided, and for any penalty for a criminal sanction the test should be "beyond a reasonable doubt". As long as they abide by that test, then at least we are satisfying the possible objections of the Supreme Court of Canada.

Senator Doyle: With respect, Madam Chairman, I do not see a circumstance, unless one had receipts for everything, where it could be proven beyond a reasonable doubt that a specific house was acquired by a specific means. I am talking about visible property.

The Chairman: I should not be getting into this, but even in the example you used in the fraud case no one could prove that that particular house was acquired as a direct result of the fraud. The person, in order to pay the penalties involved, has to sell the house. Perhaps that is what you are getting at, that you are not seizing the house, *per se*; you are saying "You will have to come up with something extra, and if that means selling your house or your yacht, that is the way it is."

Senator Doyle: If a man is sentenced to life, why should he worry about another ten years?

The Chairman: We have a couple of well-known criminals in our penitentiaries these days who are very much concerned with what is happening to their money on the outside.

Mr. McCombs: We still have the parole system.

The other part of the proposed section 420.17, that the association finds perhaps most disturbing, relates to a person who is acquitted. This legislation empowers the court to make a forfeiture order even if the accused is acquitted, if the court is satisfied beyond a reasonable doubt that the property is proceeds from crime.

The Chairman: That would involve a separate hearing. Are you saying that there is one hearing as to the accused's culpability, and that after he is acquitted, if he is acquitted, there is then another hearing to determine whether the property is the proceeds from crime; and then the finding has to be beyond a reasonable doubt?

Mr. McCombs: I do not think it is clear from that section whether or not there will be a separate hearing, or not because it is so vaguely worded.

The proposed subsection 420.17(2) says that if, at the end of the day, a person has been found guilty, and the Crown is saying that it wants to forfeit property other than the property that was the subject of the particular prosecution, this legislation would permit that and imposes the requirement that that be beyond a reasonable doubt.

We say that we are entitled—and the courts have stressed this very much, especially since the Charter—to make full

[Traduction]

Le sénateur Doyle: Évidemment, le projet de loi a pour but, au fond, de punir sévèrement ce type de crime.

La présidente: Je crois que le témoin est d'accord avec vous, sénateur Doyle. La seule chose, c'est qu'on ajoute ici une peine, ce qu'il n'approuve pas; elle s'ajoute à celles déjà prévues, et quel que soit le type de délit, le critère servant à établir la preuve devrait être l'exclusion de tout doute raisonnable. Tant qu'on respecte ce critère, au moins, on ne risque pas d'être débouté par la Cour suprême.

Le sénateur Doyle: Sauf votre respect, madame la présidente, j'arrive mal à imaginer une circonstance où, à moins de conserver des reçus pour le moindre achat, il serait possible de prouver hors de tout doute raisonnable que tel ou tel bien a été acquis avec telle ou telle ressource bien précise. Je parle de biens officiellement connus, bien entendu.

La présidente: Je ne devrais pas aborder ce sujet, mais même dans l'exemple de cette affaire de fraude que vous avez citée, personne n'a réussi à prouver que la maison avait été acquise précisément avec le produit de la fraude. Pour verser son amende, le contrevenant doit vendre la maison. Vous voulez peut-être dire que la maison n'a pas besoin d'être saisie; dès l'instant où il doit payer une amende supplémentaire, le contrevenant est obligé de vendre sa maison ou son bateau. C'est ainsi.

Le sénateur Doyle: Si un accusé se voit imposer une peine d'emprisonnement à vie, pourquoi devrait-il craindre une peine supplémentaire de dix ans?

La présidente: Nos pénitenciers comptent actuellement un certain nombre de criminels bien connus qui se préoccupent pas mal de ce qui arrive à leur argent ailleurs qu'en prison.

M. McCombs: Notre régime de libération conditionnelle est encore en vigueur.

L'autre volet de l'article 420.17 proposé qui inquiète peut-être le plus notre association concerne l'accusé qui est acquitté. Le projet de loi autorise les tribunaux à émettre des ordonnances de confiscation même si l'accusé a été acquitté, s'ils jugent hors de tout doute raisonnable que la propriété a été acquise avec les produits d'une activité criminelle.

La présidente: Il y aurait alors un autre procès. Dites-vous qu'il y aura un procès pour juger de la culpabilité de l'accusé et qu'une fois qu'il aura été acquitté, si jamais il est acquitté, il y aura un autre procès pour déterminer si la propriété a été acquise avec les produits d'une activité criminelle et qu'alors la preuve devra être établie hors de tout doute raisonnable?

M. McCombs: Je ne crois pas que cet article dise expressément qu'il y aura un autre procès, car il est plutôt vague à ce chapitre.

Le paragraphe 420.17(2) proposé dispose que si, une fois que le contrevenant a été jugé coupable, la poursuite souhaite confisquer une propriété autre que celle visée par l'accusation proprement dite, la loi le lui permettra pourvu que la preuve soit établie hors de tout doute raisonnable que son acquisition résulte des produits de l'activité criminelle.

Selon nous, nous avons le droit—et les tribunaux l'ont invoqué avec vigueur, surtout depuis l'adoption de la Charte—de

[Text]

answer and defence in relation to the charge the accused faces. Here we will have the additional problem of making full answer and defence with respect to this added spectre of other property that might be disclosed in the case to have been the proceeds from crime.

We are saying that it is laudable that they have obviously recognized the problem by requiring that it be beyond a reasonable doubt. We are also saying that the legislation does not help us as to whether there will be a hearing separate from the trial, whether we are supposed to have notice that the Crown will be trying to do this to the accused. It is so vague and unspecified that it dilutes the burden requirement. The accused may decide to get in the witness stand to answer the particular charge against him and make utterances in that context which provide evidence that other crimes have been committed.

It is understandable that we do not want to see the accused walk away with property, but what we have done is to force him to incriminate himself. Again, that has penal consequences because the court is empowered, by subsection 420.17(4) to impose penal consequences if the property or money is not forthcoming.

Again, this is an end run around the way things have been done in the past. It may be that, as a matter of policy, the legislators are saying: "We are sick and tired of all of this. We just want to see to it that these people don't profit from their crimes." But I predict, with respect, that this proposed subsection is going to run into all sorts of constitutional problems because it really causes two trials to take place at the same time. The accused is testifying but he does not know to which charge he is answering. If he answers to one charge, he may say things that are harmful with respect to the other charge.

If you are requiring that the Crown prove beyond a reasonable doubt that this other property is the proceeds of crime, why not make the Crown use the existing section 312 which says that if you know you are in possession of property obtained by crime you are guilty of an offense. Why add it as an appendage to a proceeding in another criminal prosecution all together? You are prosecuting the accused for a drug offence, and then, at the end of the day, you are wanting to take his house because he is a fraudsman as well. Charge him with fraud. Have a trial.

Senator Doyle: But you said yourself a moment ago that you may seize the property if the property was gained by another act, and it does not have to be proven that that specific property was the fruit of his crime.

Mr. McCombs: Under?

Senator Doyle: Under this bill. There has to be a reasonable probability.

Mr. McCombs: That is under subsection 1.

Senator Doyle: That is different from the law as it applied to fraud.

Mr. McCombs: If the property is obtained by that particular crime, yes.

[Traduction]

plaider afin de réfuter une accusation portée contre quelqu'un. Dans ce cas-ci, nous devons plaider à nouveau pour protéger les autres propriétés de l'accusé que le tribunal pourrait soupçonner avoir été acquises avec des produits de criminalité.

Il est heureux, selon nous, qu'on ait reconnu sans équivoque que cela risquait de poser des problèmes en exigeant que la preuve soit établie hors de tout doute raisonnable. Le libellé de cette disposition nous ne nous aide pas à savoir s'il y aura un autre procès, pas plus qu'à savoir si la Couronne voudra infliger ce fardeau supplémentaire à l'accusé. Le libellé de cet article est si vague et peu précis que cela diminue tout le poids de l'exigence relative au fardeau de la preuve. L'accusé décidera peut-être d'aller à la barre pour répondre de l'accusation portée contre lui et il fera peut-être alors des révélations qui prouveront que d'autres délits ont été commis.

On peut comprendre qu'on ne veuille pas voir des contrevenants profiter des produits de la criminalité, mais nous le forçons à s'incriminer. Je le répète, cette disposition a des conséquences pénales, car elle permet aux tribunaux, de par le paragraphe 420.17(4), d'imposer des sanctions pénales si les biens ou l'argent n'ont pas été rendus.

Encore une fois, c'est, je crois, une conséquence de la façon dont on a agi par le passé. Peut-être que le législateur a voulu faire cesser une situation qui perdure depuis trop longtemps et faire en sorte que les criminels ne profitent plus de leurs crimes. Mais je vous prédis, avec tout le respect que je vous dois, que ce paragraphe va entraîner toutes sortes de litiges constitutionnels, car il nous oblige vraiment à plaider deux causes en même temps. En effet, l'accusé témoigne sans savoir contre quelle accusation il se défend. S'il opte pour l'une des deux, son plaidoyer peut, sans qu'il le veuille, aller dans le sens de l'autre accusation.

Si vous exigez que la Couronne prouve hors de tout doute raisonnable que cet autre bien est le produit de la criminalité, pourquoi ne pas exiger qu'elle invoque l'article 312 du Code qui stipule que: «Commets une infraction, quiconque a en sa possession quelque chose, sachant que cette chose a été obtenue *criminellement*». Pourquoi l'ajouter à la procédure suivie lors d'un autre procès au criminel? C'est un peu comme si vous poursuiviez un accusé pour possession de drogue et qu'à la fin de la journée, vous vouliez confisquer sa maison parce qu'il s'agit d'un fraudeur également. Accusez-le de fraude. Intentez-lui un procès en ce sens.

Le sénateur Doyle: Mais vous venez de dire vous-même qu'il peut être possible de confisquer le bien si celui-ci a été acquis par une autre action et qu'il n'est pas nécessaire de prouver que ce bien est le fruit de la criminalité.

M. McCombs: Aux termes de quoi?

Le sénateur Doyle: Aux termes de ce projet de loi. Il doit y avoir une probabilité raisonnable.

M. McCombs: C'est au paragraphe 1.

Le sénateur Doyle: La fraude n'est pas traitée de la même manière dans la loi.

M. McCombs: Si le bien est obtenu par ce genre de criminalité, oui.

[Text]

Senator Doyle: That is right. That is the difference as I see it, whether it is justifiable or not.

Mr. McCombs: That is the difference. Even though they have added the requirement of reasonable doubt, when you are talking about different property, you are joining two unrelated prosecutions, both with penal consequences: the prosecution that he is charged with—for example a drug offence—and the prosecution—I call it a prosecution because I submit that is what it is—related to the potential forfeiture of the property that has nothing to do with the drug offence.

Senator Doyle: But before he can confront this second difficulty, it has to be established, by all of the rules in the book, that have always been there, that he indeed was a drug trafficker, since he is the particular kind we are picking out here, and that he indeed made his living that way—whether we can prove that he went out and bought this glass or if he went away and bought that microphone. We know he acquired and lived by that form of income, and we are providing, in that second confrontation that he has with the courts, that they can seize it even though it cannot be established specifically that by his deed he acquired that particular piece of property or wealth.

Mr. McCombs: I see the intention, and I agree that if that—

Senator Doyle: I am guessing too.

Mr. McCombs: If that were the fact situation, then that is a desirable legislative intention, but its application covers a lot of other potential situations. We can always dream up something that seems unfair, and I do not want to go through that exercise with you. I can think of one situation that I can share with you involving keeping a common bawdy house: whether or not the person who was a registered nurse and also a registered masseuse was keeping a common bawdy-house by engaging in certain what I guess are euphemistically called “extras”. This particular individual had been in business for many years, and the issue at the trial was: Does that constitute keeping a common bawdy house to provide these kinds of extras which are relatively innocuous but which represent sexually-oriented activity?

The court said that in resorting to that place for the purpose of engaging in indecent activity, at least partly for that purpose, “you are guilty of keeping a common bawdy house”. At the trial, the accused testified and called psychiatrists and others to say that there was nothing wrong with this. The judge disagreed with it. The accused said, “I have been doing this for ten years”. Can the judge say, “You have been engaging in crime for ten years and your business has been successful, so we will take all of your assets that have increased in value over that ten-year period”? I say that the legislation says “yes”. Maybe it should.

But I am saying that if that is going to be property that is not related to the particular crime that the person is charged with, then it is not enough to require that it be proof beyond a reasonable doubt, because you are then marrying two different proceedings together and forcing the person to incriminate

[Traduction]

Le sénateur Doyle: C'est juste. C'est à mon avis ce qui fait la différence entre ce qui est justifiable et ce qui ne l'est pas.

M. McCombs: En effet. Même si l'on a ajouté l'exigence du doute raisonnable, lorsqu'il s'agit de biens différents, on associe ni plus ni moins deux types de procès différents, les deux pouvant entraîner l'imposition d'une peine: un premier procès pour possession de drogue, par exemple, et puis un autre procès—je dis bien procès parce qu'à mon avis c'est cela—qui pourrait entraîner la confiscation de biens n'ayant rien à voir avec l'infraction liée à la drogue.

Le sénateur Doyle: Mais avant de pouvoir lui intenté un deuxième procès, on doit établir, en bonne et due forme, que l'accusé est bel et bien un trafiquant de drogue, soit le genre de délinquant que nous poursuivons ici, et qu'il en fait son gagne-pain—que nous puissions prouver ou non que l'argent ainsi gagné lui a permis de s'acheter tel verre ou tel microphone. Nous savons qu'il a acquis des biens et qu'il a assuré sa subsistance avec ce genre de gagne-pain et nous affirmons dans ce second procès qu'on peut lui confisquer ces biens même si l'on ne peut établir de façon certaine que ses acquisitions ou sa fortune résultent des actions pour lesquelles on lui a intenté un premier procès.

M. McCombs: Je vois où vous voulez en venir et je conviens que si ce...

Le sénateur Doyle: Je ne fais que supposer moi aussi.

M. McCombs: Si telle était la situation, ce serait une intention législative louable, mais son application couvrirait une foule d'autres situations possibles. On pourrait toujours essayer de penser à quelque injustice mais je ne veux pas me lancer dans cette recherche avec vous. Un exemple me vient quand même à l'esprit. Je pense à une maison close dont la tenancière, une ancienne infirmière doublée d'une masseuse autorisée, se rendait coupable par les extras «qu'elle accordait». Cette dame avait été en affaires pendant des années et à l'issue du procès, on s'est demandé si elle tenait effectivement une maison close du fait qu'elle accordait des extras, qui étaient relativement inoffensifs mais tout de même à caractère sexuel.

Le tribunal a déclaré qu'en se servant de cet endroit pour s'adonner à des activités indécentes, du moins partiellement à cette fin, la personne était coupable de tenir une maison close. Au procès, l'accusée a témoigné et a fait comparaître des psychiatres et d'autres spécialistes pour dire qu'il n'y avait rien de mal à ce qu'elle avait fait. Devant le mécontentement du juge, l'accusée a déclaré qu'elle tenait ce commerce depuis dix ans. Le juge peut-il vraiment décréter que puisque cette personne a agit criminellement pendant dix ans et que ses affaires ont été florissantes, elle doit être dépossédée de tous ses avoirs, qui ont augmenté en valeur pendant cette période de dix ans? Selon ce projet de loi, la réponse serait «oui». Je ne dis pas que ce soit à tort.

Mais comme ce seront là des biens qui ne seront pas reliés au crime commis par l'accusée, il n'est pas suffisant alors d'exiger que ce soit une preuve hors de tout doute raisonnable, parce qu'on associe ainsi deux différents types de procès et on force la personne à s'incriminer elle-même. Lorsqu'elle témoi-

[Text]

himself. When they give evidence in relation to the crime they are charged with, they may make utterances with respect to something else.

For example, say part of the evidence adduced by the prosecution is that they know he is guilty because on such and such a day he flew to Columbia, he came back the next day and he deposited \$1 million in his bank account the next morning. That evidence was heard. The accused then gets up and says, "That is not from that; that is from a fraud that I committed". At the end of the day, the judge can say, "We are going to take that money too". No one is quarelling that they should not, but I am saying that there should be a separate hearing for that separate offence.

It is complicated to try to find an answer. I realize that I am not giving you an answer. I am asking the question: Is it fair the way it is now? I submit that it is not. Why not leave it the way it is and leave that section out. Section 312 is there.

Senator Stanbury: I have a lot of questions, but I think you have done an excellent job even though you made it complicated in one way; but you have clarified some of these things about which we had considerable misunderstanding.

One of our witnesses said that this act could be applied to a shoplifter, for instance. We keep talking about drugs. That is the sexy thing to talk about from the point of view of the purpose of the bill.

Mr. McCombs: No one wants to see these heroine traffickers living off it.

Senator Stanbury: We agree in principle, and we would like to see these guys—I suppose that even girls are involved with these matters—penalized properly. The suggestion has been made that this bill applies much more broadly, and the discussions we have been having about drug offences, and so on, could apply to a shoplifter.

Mr. McCombs: That is right. I know that argument has been made, and I guess the government's answer is "trust us; we are not going to do that". But sooner or later, it will be done.

Senator Stanbury: We have had a whole series of bills where the officials have come to us and said, "I understand there may be a bit of a problem there, but you may be sure that we would never take action in such a situation". We dealt with this in connection with the immigration bills. I think that at some point today you said that the Supreme Court had—

Mr. McCombs: The potential for unfairness?

Senator Stanbury: —made it clear that that was quite improper; that we should not be passing legislation which is trusting people.

Mr. McCombs: I should clarify what I understand they said. They said that where the law has the potential to punish a person who is morally innocent, then the law must be struck

[Traduction]

gne en rapport avec le crime dont elle est accusée, elle peut se compromettre sous un autre chef.

Par exemple, en raison du témoignage amené par la poursuite, on sait que l'accusé est coupable parce que tel ou tel jour, il a pris l'avion pour la Colombie, il est revenu le lendemain et a déposé un million de dollars dans son compte en banque le surlendemain matin. Ce témoignage a été entendu. L'accusé se lève alors et dit que ce n'était pas le mobile, que c'était plutôt à cause d'une fraude qu'il avait commise. À la fin de la journée, le juge peut déclarer qu'il va confisquer l'argent également. Tout le monde semble dire le contraire, mais je soutiens qu'il devrait y avoir un procès distinct pour juger cette autre infraction.

Ce n'est pas facile de trouver une réponse. Je vois bien que je ne vous aide pas. Je pose plutôt la question suivante: Cette disposition est-elle juste? À mon avis elle ne l'est pas. Pourquoi ne pas laisser les choses comme elles sont et oublier cet article, puisque nous avons déjà l'Article 312 du Code.

Le sénateur Stanbury: J'ai une foule de questions à poser, mais vous avez réussi à y répondre assez bien, même si parfois vous avez compliqué un peu les choses; vous avez néanmoins éclairci de nombreux points qui étaient tellement obscurs pour nous.

Un de nos témoins a déclaré que le projet de loi pourrait s'appliquer au vol à l'étalage, par exemple. Or, nous ne cessons de parler de drogues. C'est vraiment la question qui ressort de notre étude.

M. McCombs: Personne ne veut que ces trafiquants d'héroïne restent impunis.

Le sénateur Stanbury: Nous sommes d'accord en principe, et nous souhaiterions que ces gens soient dûment pénalisés. Certains ont reproché au projet de loi d'être trop vague, et même les discussions que nous avons eues au sujet des infractions liées aux drogues etc., pourraient s'appliquer au vol à l'étalage.

M. McCombs: En effet. Je suis au courant de cet argument, et je présume que le gouvernement en guise de réponse peut demander qu'on lui fasse confiance, car il sait faire la distinction. Mais tôt ou tard, l'erreur sera commise.

Le sénateur Stanbury: À l'occasion de l'étude d'une foule de projets de loi, des hauts fonctionnaires sont venus nous dire qu'il était bien conscients du problème d'interprétation qui existait, mais qu'on devait leur faire confiance car ils ne prendraient jamais telle ou telle mesure. Cela s'est produit à l'occasion du projet de loi sur l'immigration. Je pense qu'à un moment donné aujourd'hui vous avez dit que la Cour suprême avait...

M. McCombs: La possibilité de se tromper?

Le sénateur Stanbury: ...préciser que c'était tout à fait inapproprié; qu'il ne fallait pas adopter des lois lorsqu'une part de confiance intervenait.

M. McCombs: Permettez-moi de préciser qu'à mon avis, ce qui a été dit, c'est que lorsqu'une loi risque de punir une personne moralement innocente, cette loi doit être balayée peu

[Text]

down, whether or not, in the particular fact situation before it, that is the state of affairs. There is the B.C. reference case on section 94 of their highway traffic law. In that case, British Columbia had passed a law that said you could be convicted of driving under suspension and locked up for it even though you did not know your licence was under suspension. The Supreme Court of Canada said that a law like that is unconstitutional. I say that there is also potential for unfairness in this bill.

Other of our concerns were expressed by Mr. Gold when he appeared before the Commons committee, and that evidence is available to members of this committee. I chose, however, on behalf of the association, to deal with those areas that I have already raised.

Honourable senators, I recognize that it is late in the day. If there are any further questions I will try to answer them. I hope that I have been of some assistance to the committee.

Senator Stanbury: I think Mr. McCombs' evidence has been extremely helpful, Madam Chairman. There are many aspects of the bill that others have questioned, but, as he said, I think he has probably covered the ones that are of the most concern. Perhaps we can leave it at that.

Mr. McCombs: If I may, I will say this before I go. The double criminality problem is the one that I would earnestly ask members of this committee to carefully consider. In addition, proposed section 420.17 presents a complicated problem. I appreciate that there are strong policy arguments the other way, but it will cause situations of extreme unfairness in the real world because it will allow the seizure of property that has nothing to do with the prosecution of the case. That is what is wrong with this provision. There are other ways to achieve the objective of taking property away from crooks besides marrying the seizure up to the particular criminal prosecution of the day.

Those are the two aspects of this bill to which I hope senators will give the most consideration.

The Chairman: We will keep your message in mind, Mr. McCombs.

Honourable senators, we shall proceed to deal with Bill C-145 this afternoon. Its sponsor, Senator Flynn, is here. We understand that this bill is uncomplicated. Mr. Stephens from the Department of Justice has appeared on very short notice this afternoon to assist the committee, and I thank him for doing so. Mr. Stephens, could you provide to the committee members the background to this bill?

Mr. David Stephens, Senior Counsel, Judicial Affairs, Department of Justice: Honourable senators, by way of background, the province of Quebec has adopted legislation integrating three inferior courts, the Provincial Court, the Court of the Sessions of the Peace and the Youth Court, into a new Court of Quebec. I might mention that these are three courts established by the province, whose judges are both appointed and paid by the province of Quebec. There are no federally established courts involved, nor are there any federally appointed judges involved. A number of federal statutes, how-

[Traduction]

importe la situation. On peut citer par exemple l'affaire jugée par suite de l'application de l'article 94 de la loi sur la circulation routière de la Colombie-Britannique. Dans cette affaire, la Colombie-Britannique avait adopté une loi selon laquelle une personne pouvait être accusée de conduite sans permis et être emprisonnée, même si elle ignorait que son permis avait été suspendu. La Cour suprême du Canada a décrété qu'une telle loi était anticonstitutionnelle, et je prétends qu'il y a aussi une possibilité d'injustice dans ce projet de loi.

Certaines autres de nos préoccupations ont été exprimées par M. Gold lorsqu'il a comparu devant le Comité de la Chambre, et les membres de ce comité-ci peuvent consulter ce témoignage. J'ai choisi, toutefois, au nom de l'Association, de traiter des questions que j'ai soulevées.

Honorables sénateurs, il se fait tard. Si vous avez d'autres questions à poser, j'essaierai d'y répondre. J'espère avoir été d'une quelconque utilité au comité.

Le sénateur Stanbury: Je pense, madame la présidente, que le témoignage de M. McCombs nous a été extrêmement utile. Certains se sont attaqués à bien d'autres aspects du projet de loi, mais comme M. McCombs le dit, je pense qu'il a probablement traité de ceux qui nous préoccupaient le plus. Nous pourrions peut-être en rester là.

M. McCombs: Si vous le permettez, j'ai encore quelque chose à ajouter avant de vous quitter. Je prierais les membres du comité de se pencher attentivement sur le problème de la double criminalité. En outre, l'article 420.17 proposé semble apporter une complication de plus. Je comprends qu'il y ait de forts arguments politiques en sa faveur, mais il créera beaucoup d'injustice lors des procès parce qu'il autorisera la confiscation de biens qui ne sont nullement liés aux poursuites. C'est ce que je reproche à cette disposition. Il y a d'autres façons de confisquer les biens obtenus criminellement au lieu de lier la confiscation à d'autres poursuites.

Ce sont là les deux aspects du projet de loi sur lesquels, je l'espère, les sénateurs se pencheront tout particulièrement.

La présidente: Nous n'oublierons pas votre recommandation, monsieur McCombs.

Honorables sénateurs, passons cet après-midi à l'étude du projet de loi C-45. Son parrain, le sénateur Flynn, est ici. Nous croyons savoir que le projet de loi n'est pas compliqué. Monsieur Stephens, du ministère de la Justice, a comparu presque sans préavis cet après-midi pour aider le comité et je l'en remercie. Monsieur Stephens, pourriez-vous situer le projet de loi pour le comité?

M. David Stephens, avocat général, Affaires judiciaires, ministère de la Justice: Honorables sénateurs, en guise d'information générale, la province de Québec a adopté une loi regroupant trois tribunaux d'instance inférieure à savoir, la Cour provinciale, la Cour des sessions de la paix et le Tribunal de la jeunesse, en un nouveau tribunal, la Cour du Québec. Je souligne que ces trois cours sont de juridiction provinciale et que leurs juges sont nommés et rémunérés par la province de Québec. Aucun tribunal fédéral ni aucun juge nommé par le gouvernement fédéral n'est concerné. Néanmoins, un certain

[Text]

ever, refer by name to the courts that are affected by this reorganization.

The purpose of this bill, then, is to amend those statutes to remove references to the existing courts and to replace those with references to the Court of Quebec. The amendments are set out in the schedule that forms the largest part of the bill. The balance of the provisions, which are few, indeed, are simply transitional or provide for the coming into force of the bill. That will likely be on a date to be agreed upon between the two governments.

The Chairman: Have you any questions, Senator Flynn?

Senator Flynn: No.

The Chairman: This bill seems to be extremely straightforward.

Senator Flynn: If senators read subclause 2(3) of the bill, they will know exactly what it does. If, for example, in a federal law, the Sessions of the Peace Court or the Youth Court or the Provincial Court is mentioned, this bill will cause the name to be replaced by the Court of Quebec. After the proclamation of this bill there will only be one court.

The Chairman: As far as we are concerned, there is nothing of substantive concern in here, then.

Senator Flynn: There is no principle involved. My understanding is that this bill is really for purposes of flexibility. The aim of the Quebec legislation is to allow the chief judge to distribute his judges between the three former jurisdictions or occupations more easily.

The Chairman: That seems to be straightforward. Honourable senators, shall we report this bill without amendment?

Hon. Senators: Agreed.

The Chairman: On behalf of the committee, I thank you very much for appearing this afternoon, Mr. Stephens.

The committee continued *in camera*.

[Traduction]

nombre de lois fédérales mentionnent les cours qui sont touchées par cette réorganisation.

Le projet de loi a donc pour objet de modifier ces lois de manière à supprimer les renvois au nom des cours existantes et à les remplacer par l'appellation de Cour du Québec. Les modifications sont comprises dans l'annexe qui forme la majeure partie du projet de loi. Le reste des dispositions, qui sont peu nombreuses, n'ont qu'un caractère provisoire ou encore concernent le moment de l'entrée en vigueur du projet de loi. Il entrera probablement en vigueur à une date dont les deux gouvernements devront convenir.

La présidente: Avez-vous des questions, sénateur Flynn?

Le sénateur Flynn: Non.

La présidente: Ce projet de loi semble être tout ce qu'il y a de plus simple.

Le sénateur Flynn: Si les sénateurs lisent le paragraphe 2(3) du projet de loi, ils en comprendront exactement l'objet. Dans les cas où une loi fédérale renvoie à la Cour des sessions de la paix, au Tribunal de la jeunesse ou à la Cour provinciale, le projet de loi remplace ces noms par l'appellation Cour du Québec. Après la proclamation du projet de loi, il n'y aura plus qu'une seule cour.

La présidente: En ce qui nous concerne, il n'intervient ici aucune question de fond.

Le sénateur Flynn: Aucun principe n'est en cause. D'après ce que je comprends, le projet de loi vise simplement à assurer une plus grande flexibilité. La loi adoptée par le Québec a pour objet de permettre au juge en chef de répartir plus aisément ses juges entre les trois anciens tribunaux ou anciennes fonctions.

La présidente: Cela semble clair. Honorables sénateurs, ferons-nous rapport du projet de loi sans amendement?

Des voix: D'accord.

La présidente: Au nom du comité, je vous remercie beaucoup d'avoir comparu cet après-midi, monsieur Stephens.

Le comité poursuit à huis clos.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Criminal Lawyers' Association:
David McCombs.

De l'Association des avocats en droit pénal:
David McCombs;

From the Department of Justice:
David Stephens.

Du ministère de la Justice:
David Stephens.

11
C 24
182



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent des*

Legal and Constitutional Affairs

Affaires juridiques et constitutionnelles

Chairman:
The Honourable JOAN NEIMAN

Présidente:
L'honorable JOAN NEIMAN

Thursday, August 18, 1988

Le jeudi 18 août 1988

Issue No. 92

Fascicule n° 92

Second proceedings on:

Deuxième fascicule concernant:

Consideration of Bill C-82, An Act
respecting the registration of lobbyists

L'étude du Projet de loi C-82, Loi sur
l'enregistrement des lobbyistes

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

THE STANDING SENATE COMMITTEE ON
LEGAL AND CONSTITUTIONAL AFFAIRS

Chairman: The Honourable Joan Neiman
Deputy Chairman: The Honourable Nathan Nurgitz

and

The Honourable Senators:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (or Frith) |
| Cogger | *Murray (or Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Ex Officio Members*
(Quorum 4)

Pursuant to Rule 66(4), membership of the Committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator MacDonald for that of the Honourable Senator Nurgitz. (*August 18, 1988*)

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES
AFFAIRES JURIDIQUES ET
CONSTITUTIONNELLES

Présidente: L'honorable Joan Neiman
Vice-président: L'honorable Nathan Nurgitz

et

Les honorables sénateurs:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (ou Frith) |
| Cogger | *Murray (ou Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Membres d'office*
(Quorum 4)

Conformément à l'article 66(4) du Règlement, la liste des membres du Comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur MacDonald substitué à celui de l'honorable sénateur Nurgitz. (*le 18 août 1988*)

ORDER OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate,
Wednesday, July 27, 1988:

“Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Doyle, seconded by the Honourable Senator Barootes, for the second reading of the Bill C-82, An Act respecting the registration of lobbyists.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Doody moved, seconded by the Honourable Senator Barootes, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.”

ORDRE DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 27 juillet
1988:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Doyle, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-82, Loi sur l'enregistrement des lobbyistes.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Doody propose, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, AUGUST 18, 1988
(130)

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met at 9:05 a.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Joan Neiman, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Buckwold, Doyle, Fairbairn, Gigantès, MacDonald (Halifax), Neiman, Spivak and Stanbury (8).

Other Senator present: The Honourable Senator Flynn (1).

In attendance: From the Library of Parliament: Katharine Dunkley and Margaret Smith, Research Officers.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

*Witnesses:**From the Canadian Bar Association:*

Mr. Lawson Hunter;
Mr. John Giokas.

From the Department of Consumer and Corporate Affairs:

Mr. David B. Watters, Director, Legislative Review Branch;

Mr. Tom Gussman, Senior Policy Analyst, Legislative Review Branch.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, resumed consideration of Bill C-82, An Act respecting the registration of lobbyists.

Mr. Lawson Hunter made a statement and with the other witness answered questions.

Mr. David B. Watters made a statement and with the other witness answered questions.

At 11:30 a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

Le greffier suppléant du Comité

Line Gravel

Acting Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 18 AOÛT 1988
(130)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à 9 h 05, sous la présidence de l'honorable sénatrice Joan Neiman (présidente).

Membres du comité présents: Les honorables sénateurs et sénatrices Buckwold, Doyle, Fairbairn, Gigantès, MacDonald (Halifax), Neiman, Spivak et Stanbury (8).

Autre sénateur présent: L'honorable sénateur Flynn (1)

Également présents: De la Bibliothèque du Parlement: M^{mes} Katharine Dunkley et Margaret Smith, attachées de recherche.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

*Témoins:**De l'Association du barreau canadien:*

M. Lawson Hunter;
M. John Giokas.

Du ministère de la Consommation et des Corporations:

M. David B. Watters, directeur, Direction de la révision législative;

M. Tom Gussman, analyste principal des politiques, Direction de la révision législative.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité poursuit l'étude du projet de loi C-82, Loi sur l'enregistrement des lobbyists.

M. Lawson Hunter fait une déclaration et, avec l'autre témoin, répond aux questions.

M. David B. Watters fait une déclaration et, avec l'autre témoin, répond aux questions.

À 11 h 30, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ:

EVIDENCE

Ottawa, Thursday, August 18, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs, to which was referred Bill C-82, respecting the registration of lobbyists, met this day at 9:00 a.m. to give consideration to the bill.

Senator Joan Neiman (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, continuing our examination of Bill C-82, we are pleased to have with us this morning representatives from the Canadian Bar Association, Mr. Lawson Hunter, whose name I am sure is familiar to many of us, and also Mr. John Giokas of the Canadian Bar Association. Mr. Hunter, I believe you are going to give us the presentation on behalf of the Bar.

Mr. Lawson Hunter, QC, Special Committee on Lobbyists, Canadian Bar Association: Thank you, Senator Neiman. The Canadian Bar Association would like to thank the committee for giving us the opportunity to appear and present our views. Unfortunately, Roger Tassé, who is the Chairman of the Bar's committee examining this bill, was unable to be with us this morning, so I have had to substitute for him as best I can.

The Bar has been involved in the development of this legislation since it was first conceived by the government and has appeared before the committee of the other place examining the bill. The Bar has had some concerns about how this type of legislation could practically be applied, but it has not been opposed in principle to the development of appropriate legislation to inform the public as to the activities of people who are making representations to the government.

There were a number of concerns that the Bar had when the bill was first introduced, and a number of those have been amended in the version which you see now after their consideration in the other place. In particular, we had concerns that the original bill would affect the rights of lawyers or other people to represent clients before the federal government in matters affecting individual rights, which we thought was inappropriate, and an amendment has been adopted which covers that aspect of it.

We had further concerns that the original bill as introduced in the House of Commons would legitimize certain activities which otherwise would be illegal under the Criminal Code, which we did not think was an appropriate posture to take; and that has also been deleted.

We thought that some of the penalties that were being imposed for non-compliance were inappropriate, and amendments have been made to alleviate most of our concerns in that area. There are, however, some areas of the legislation which the Bar still thinks raises some concerns, and they are listed in our brief. I can run through those for you. It starts on page 3.

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le jeudi 18 août 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, qui a été saisi du projet de loi C-82 sur l'enregistrement des lobbyistes, se réunit aujourd'hui, à 9 heures, pour étudier ce texte de loi.

Le sénateur Joan Neiman (*présidente*) préside la réunion.

La présidente: Honorables sénateurs, nous poursuivons aujourd'hui notre étude du projet de loi C-82 et nous avons le plaisir d'accueillir des représentants de l'Association du barreau canadien, soit M. Lawson Hunter, dont le nom est familier à bon nombre d'entre nous, j'en suis sûre, et M. John Giokas, aussi de l'Association du barreau canadien. Monsieur Hunter, c'est vous, si je ne m'abuse, qui allez nous présenter le point de vue du barreau.

M. Lawson Hunter, c.r., Comité spécial sur les lobbyistes, Association du barreau canadien: Merci, madame la présidente. Je tiens, au nom de l'Association du barreau canadien, à remercier les membres du Comité de nous permettre de comparaître devant vous pour vous faire part de nos vues. Malheureusement, M. Roger Tassé, président du Comité du barreau chargé d'examiner le projet de loi, était dans l'impossibilité d'être ici avec nous ce matin. J'essayerai donc de le remplacer de mon mieux.

Le barreau a participé à l'élaboration de ce texte de loi, et ce depuis la première ébauche présentée par le gouvernement, et il a comparu devant le comité de la Chambre des communes chargé d'examiner ce texte. Le mode d'application du projet de loi, voilà ce qui, au départ, préoccupait le barreau qui, par contre, ne s'est jamais opposé en principe à l'élaboration d'une législation conçue en vue de fournir au public de l'information sur les activités de quiconque fait du lobbying auprès du gouvernement.

Le barreau avait des réserves vis-à-vis du texte original qui a été déposé à la Chambre. Mais ce texte a par la suite été modifié et a abouti à la version que vous avez maintenant devant vous. Nous nous opposons, plus particulièrement, aux dispositions du projet de loi original touchant le droit des avocats ou d'autres personnes de représenter des clients auprès du gouvernement fédéral relativement à des questions se rapportant aux droits des personnes. Ces dispositions étaient inacceptables selon nous, et le texte a été modifié en conséquence.

De plus, nous craignons que le projet de loi, dans sa version originale présentée à la Chambre des communes, ait pour effet de légitimer certaines activités autrement illégales en vertu du code criminel. Nous jugions les dispositions touchant cet aspect de la question inacceptables, et elles ont été éliminées.

Enfin, nous étions d'avis que certaines des peines prévues, en cas de non-respect des dispositions du projet de loi, étaient inacceptables, et le texte a été modifié à notre satisfaction, dans une large mesure. Toutefois, certaines dispositions du projet de loi continuent de préoccuper le barreau. Ces sujets de préoccupation sont énoncés dans notre mémoire. Je vais maintenant les passer en revue avec vous. Le texte pertinent commence à la page 3 de notre mémoire.

[Text]

Our first concern is that the bill as drafted excludes the information-gathering function of lobbyists. In our view, that is a very important aspect of influencing government decisions, and we do not see the justification for excluding that type of activity and only including the activities of people who directly advocate positions to government officials, as opposed to those who would argue that phone calls eliciting information, however leading the questions may be, as put to the public officials, are not done in an attempt to influence policy. So we have a concern that the information-gathering function which goes on actively in Ottawa is not covered by this legislation.

Senator Buckwold: To be realistic, where would you differentiate in making inquiries about certain government programs, and so on?

The Chairman: Do you have a definition, Mr. Hunter?

Mr. Hunter: We have not formally put language together which would cover this. I am not convinced that it could not be done—speaking from my days in the government when I drafted legislation. I grant the senator that it is difficult to be precise in this area, but, quite frankly, many things in this bill are very imprecise, and I am not sure that including the information-gathering function, particularly when the individual knows the use to which that information is going to be put, could tie it down to a specific project or policy.

Clearly if people are gathering information from government sources for the purpose of reporting generally on activities that are going on in Ottawa, there may be a distinction between that type of activity and where someone is approaching a government official knowing that the purpose of his call is to gather information with respect to a particular government contract and what considerations are ongoing into the determination of that contract. So the purpose for the call is different there than it is if you are calling generally to say, "When is the government going to do something about a particular legislative program?"

Senator Buckwold: Would you agree with me that it would be very difficult to control that? For example, if a real estate agent in Plunkett, Saskatchewan wants to know what is happening on the rental of a building and phones someone he knows, is he a lobbyist? Under your definition, you would like to see him as one.

Mr. Hunter: That is another one of our concerns. Unfortunately, we think the bill as it is, because it covers every public office holder basically, is going to catch that real estate agent. For example, if someone—for example, a lawyer in Caraquet, New Brunswick—was unhappy with the Department of Fish-

[Traduction]

Notre première réserve touche au fait que le projet de loi, tel que rédigé, exclut les fonctions de collecte d'informations des lobbyistes. À notre point de vue, il s'agit là d'un aspect très important des activités visant à influencer les décisions du gouvernement, et nous ne voyons pas pourquoi le projet de loi ne s'appliquerait pas à ce type d'activités, mais s'appliquerait seulement aux activités des gens qui défendent directement certaines positions devant des représentants du gouvernement. Nos vues sont contraires à celles de ceux qui prétendraient que des appels téléphoniques faits en vue d'obtenir de l'information, que ce soit le caractère insidieux des questions posées au titulaire d'une charge publique, n'ont pas pour objet d'exercer une influence sur la politique. Nous craignons donc que les activités de collecte d'informations, qui ont cours à Ottawa, ne soient pas visées par le projet de loi.

Le sénateur Buckwold: En termes réalistes, quelles distinctions établiriez-vous entre des demandes de renseignements faites en vue d'obtenir de l'information sur des programmes du gouvernement et d'autres demandes de renseignements faites dans une autre optique?

La présidente: Pouvez-vous nous fournir une définition, monsieur Hunter?

M. Hunter: Nous n'avons pas arrêté de définition à ce sujet. Je ne suis pas convaincu que cela ne pourrait pas être fait—si j'en juge par mon expérience au gouvernement, lorsque je travaillais à l'élaboration de textes de loi. Je concède qu'il est difficile d'être précis dans ce domaine. Bien franchement, toutefois, il y a beaucoup d'imprécisions dans le projet de loi, et je ne suis pas sûr que l'inclusion des activités de collecte d'informations—dans les cas plus particulièrement où la personne concernée sait à quoi va servir l'information recueillie—pourrait limiter l'application du projet de loi à une politique ou à un projet spécifique.

Chose certaine, il est possible d'établir une distinction entre l'activité de collecte d'informations de la personne qui s'adresse à un représentant du gouvernement pour être capable de fournir à son tour de l'information générale sur les activités qui ont cours à Ottawa et l'activité de la personne qui entre en contact avec un représentant du gouvernement en vue, sciemment, d'obtenir de l'information concernant un contrat du gouvernement et les critères qu'on retiendra pour son adjudication. Dans un tel cas, la personne qui demande de l'information ne souhaite pas simplement savoir quand le gouvernement va passer à l'action concernant un programme législatif particulier.

Le sénateur Buckwold: Seriez-vous prêt à admettre avec moi qu'il serait très difficile d'exercer un contrôle là-dessus? Si, par exemple, un agent immobilier de Plunkett, en Saskatchewan, voulait obtenir de l'information concernant la location d'un immeuble et qu'il téléphonait à quelqu'un de sa connaissance pour obtenir l'information souhaitée, cet agent d'immeuble serait-il un lobbyiste? Souhaiteriez-vous que la définition de lobbyiste s'applique à cet agent d'immeuble?

M. Hunter: Vous touchez là un autre de nos sujets de préoccupation. Malheureusement, nous pensons que le projet de loi, dans sa forme actuelle, parce qu'il inclut tous les titulaires d'une charge publique, s'appliquerait dans un cas comme celui que vous avez cité. Si quelqu'un, par exemple, un avocat de

[Text]

eries' policy on the enforcement of some regulation with respect to fishing net sizes, and he approaches an administrator in that part of the country and says, "I think the policy that you are adopting here is not very good and you should amend that" that very low level official in that type of conversation arguably is caught by this bill. So there are a lot of uncertainties.

Senator Buckwold: He would have to be representing a client.

Mr. Hunter: Yes, he would have to be representing a client.

Senator Gigantès: Where would you put a newspaper person who is in charge of a column called "Action Line", where you might call this person and say that the government is giving you a hard time on a particular issue, and this person calls the government and asks questions and gets your problem solved? Does that person become a lobbyist under this act?

Mr. Hunter: If he calls the government and solves your problem, then I would say that he is a lobbyist in the most normal sense of the word.

Senator Stanbury: What if he is not paid for it?

Mr. Hunter: If he is not paid for it, then he would not be caught by this bill.

Senator Doyle: If he is only being paid by the newspaper, surely, then, the newspaper is paying him to do his job, not to satisfy the desires of the so-called clients that might exist.

Senator Spivak: Mr. Hunter, in your opinion, what sorts of information-gathering activities are we trying to avoid under the objectives of this bill? What are we trying to accomplish here?

Mr. Hunter: Quite frankly, what concerns me is that this bill does not cover those who are commonly understood to be the lobbyists in Ottawa, and there are well-known Ottawa firms about which people talk. I think the public would be surprised to hear that this bill, which purportedly is to cover these lobbyists, does not cover them. I have said, in appearances before the committee of the other place—and this brings us to another point here with respect to the two-tier process—that this bill is really going to catch itinerant lobbyists, those people who from time to time, on behalf of a client, have a relationship with the government. It will not catch the people who lobby all the time, which, again, strikes me as a little unusual.

Senator Spivak: Catch them in what?

Mr. Hunter: In making sure that their activities are publicized.

Senator Spivak: But how does that "not impede free and open access to government", which is what is stated here as being desirable? One of the objectives of this bill is to know

[Traduction]

Caraquet, au Nouveau-Brunswick, voulait contester une politique du ministère des Pêches touchant l'application d'un règlement concernant les dimensions des filets de pêche et qu'il entrerait en contact avec un agent du gouvernement de cette partie du pays pour signifier son désaccord avec la politique envisagée et demander qu'elle soit modifiée, la conversation entre ce fonctionnaire de très bas niveau et l'avocat pourrait être considérée comme l'une des situations visées par le projet de loi. Beaucoup de points restent à éclaircir, donc.

Le sénateur Buckwold: Il faudrait que l'avocat représente un client.

M. Hunter: Oui, c'est bien ça.

Le sénateur Gigantès: Qu'en est-il du journaliste en charge d'une section intitulée «Ligne d'action» à qui vous téléphoneriez pour lui dire qu'une certaine politique du gouvernement vous ennuie beaucoup. Si ce journaliste téléphonait à un agent du gouvernement pour lui poser des questions et qu'il obtenait qu'une solution soit apportée à votre problème, serait-il un lobbyiste au sens du projet de loi?

M. Hunter: S'il fait appel à un agent du gouvernement et qu'il résout votre problème, je dirais alors qu'il est un lobbyiste au sens le plus normal du terme.

Le sénateur Stanbury: Et s'il n'est pas rémunéré pour cette tâche?

M. Hunter: S'il ne reçoit aucune rémunération, il n'est pas visé par les dispositions du projet de loi.

Le sénateur Doyle: S'il ne reçoit de rémunération que du journal qui l'emploie, il est alors payé pour faire son travail de journaliste, et non pour satisfaire les souhaits de supposés clients.

Le sénateur Spivak: M. Hunter, à votre avis, quels types d'activités de collecte d'informations le projet de loi vise-t-il à éviter? Qu'essayons-nous d'obtenir?

M. Hunter: Bien franchement, ce qui me préoccupe c'est que le projet de loi ne s'applique pas aux personnes auxquelles on attribue communément un statut de lobbyiste à Ottawa. Je pense ici à certains organismes bien connus à Ottawa. Le public serait surpris d'apprendre que le projet de loi, qui a spécifiquement pour objet de réglementer l'activité de ces lobbyistes, ne s'applique pas à ces derniers. J'ai déjà dit, lors de comparutions devant le Comité de la Chambre—et cela soulève cette autre question des deux niveaux d'examen—que le projet de loi va toucher, en réalité, les lobbyistes itinérants, c'est-à-dire les personnes qui de temps à autre entrent en contact avec un représentant du gouvernement, au nom d'un client. Le projet de loi ne s'appliquera pas aux activités des lobbyistes «de carrière», ce qui, encore une fois, m'étonne un peu.

Le sénateur Spivak: Quelles seront les répercussions du projet de loi sur les activités des lobbyistes?

M. Hunter: Ces derniers devront fournir des renseignements sur leurs activités.

Le sénateur Spivak: Cela ne fait-il pas obstacle à la liberté d'accès aux institutions de l'État, liberté jugée souhaitable? Le projet de loi a notamment pour objectif de permettre à ceux

[Text]

who is attempting to influence government. Another objective is that a system for the registration of paid lobbyists should not impede free and open access to government.

Mr. Hunter: Those are not necessarily entirely consistent.

Senator Spivak: No.

The Chairman: Have you a view on how we can reconcile those two?

Senator Spivak: Have you a view on how the knowledge of the information-gathering function of lobbyists will in some way not impede the free and open access to government? Or do I have a mistaken impression, as I was told yesterday, of what this objective means? In my view it means free and open access to government by paid lobbyists.

Mr. Hunter: I did not interpret it that way. I have interpreted it to be a general principle, which is something the Bar accepts, that this bill should not be used as a means of inhibiting the people of this country in approaching the government in any way they feel is appropriate. If they feel that they cannot make their cases effectively themselves and that they would like to have someone do it on their behalf, this bill should not have a chilling effect on their ability to do so.

Senator Spivak: Could you make the connection for me between the free and open access to government and what is in this bill with regard to a system for the registration of paid lobbyists? You look puzzled.

Mr. Hunter: Yes, I am, senator. I am not quite sure what your question is.

Senator Spivak: I would like to know what, in your opinion, there is in this bill that implements its objective.

Mr. Hunter: On the general proposition of free and open access, the bill is an attempt not to overreach, which would result in the chilling effect that I mentioned a moment ago. This is the question: Does it go so far as to create a chilling effect on the ability or desire of individuals, corporations or organizations to talk to the government? On the other objective of wanting to ensure that the interchange between the private sector, individuals and government is open to sufficient scrutiny to ensure that the administration of the government and of the laws of Canada is not being done in an inappropriate way, that is where the registration comes in.

Senator Spivak: I think I understand. You are now talking about free and open access to government on the part of people who use an intermediary, someone to intercede on their behalf, and you are saying that the objective is not to put a chilling effect on that activity.

Mr. Hunter: There is nothing in this bill that imposes any chilling effect on an individual wishing to approach the government directly on his own behalf.

Senator Spivak: So this objective, "not to impede the free and open access to government", refers to the activities of lob-

[Traduction]

que la question intéresse de savoir qui cherche à exercer une influence auprès du gouvernement. De plus, le projet de loi stipule que l'enregistrement des lobbyists rémunérés ne doit pas faire obstacle à la liberté d'accès aux institutions de l'État.

M. Hunter: Ces objectifs ne sont pas tout à fait compatibles.

Le sénateur Spivak: Non.

La présidente: Voyez-vous un moyen de les réconcilier?

Le sénateur Spivak: Pouvez-vous concevoir que les connaissances que les activités de collecte d'informations procurent aux lobbyists puissent ne pas entraver de quelque façon la liberté d'accès aux institutions de l'État? Il est possible que je me méprenne, comme on me l'a dit hier, sur l'objectif visé. À mon avis, l'objectif visé est de permettre aux lobbyists rémunérés d'avoir librement accès aux institutions de l'État.

M. Hunter: Mon interprétation diffère. Il s'agit selon moi d'un principe général, un principe que le barreau accepte, selon lequel le projet de loi ne doit pas servir à empêcher les gens de ce pays de communiquer avec le gouvernement de la façon qu'ils peuvent juger appropriée. Si les gens estiment qu'ils ne peuvent pas défendre leur cause eux-mêmes avec efficacité et qu'ils veulent demander à quelqu'un de les représenter, il ne faut pas que le projet de loi les en empêche.

Le sénateur Spivak: Pourriez-vous m'expliquer le rapport entre la liberté d'accès aux institutions de l'État et les dispositions du projet de loi concernant l'enregistrement des lobbyists rémunérés? Vous semblez perplexe.

M. Hunter: Je le suis, monsieur le sénateur. Je ne suis pas sûr de bien comprendre votre question.

Le sénateur Spivak: J'aimerais savoir quelles dispositions du projet de loi, selon vous, font obstacle à cet objectif.

M. Hunter: Relativement à la proposition générale de liberté d'accès, le projet de loi n'est pas trop strict, car trop de rigueur provoquerait un effet de «refroidissement» semblable à celui dont je viens de parler. Toute la question est là: le projet de loi est-il strict au point de faire obstacle à la capacité ou à la volonté des personnes, des corporations ou des organismes d'entrer en communication avec des représentants du gouvernement? D'autre part, le projet de loi vise aussi à assurer que les échanges entre le secteur privé, les particuliers ou le gouvernement sont soumis à une surveillance suffisante et qu'il est donc possible de veiller à ce que le gouvernement soit administré de façon appropriée et à ce que les lois du Canada soient appliquées correctement. C'est là que l'enregistrement entre en ligne de compte.

Le sénateur Spivak: Je crois comprendre votre point de vue. Vous parlez maintenant de la liberté d'accès au gouvernement laissée aux gens qui ont recours à un intermédiaire, à quelqu'un qui intercede en leur nom, et vous dites que le projet de loi n'a pas pour objet d'entraver ce genre d'activité.

M. Hunter: Aucune disposition du projet de loi n'empêche qui que ce soit d'entrer en communication avec un représentant du gouvernement directement, en son propre nom.

Le sénateur Spivak: L'objectif touchant la préservation de la liberté d'accès aux institutions de l'État renvoie donc aux acti-

[Text]

byists in promoting the interests of people who do want such access to government. Is that how you see it?

Mr. Hunter: In a sense I suppose you are right, because that derives from the notion that some individuals or organizations feel that other people are better able to represent them to the government. That is, presumably, their right.

Senator Buckwold: The witness has opened up a surprising area, and I have in mind his statement that this bill does not affect the professional lobbyists, that it is the itinerant lobbyists, using his words, that it will cover. Apparently the professional lobbyists will not be affected. That is quite a startling statement. Mr. Hunter, could you explain that further?

Mr. Hunter: It flows from the first two points that we make in our brief, senator, the first being that the bill, as it now stands, excludes information-gathering activities of any description, and I agree that there is some concern as to how it is defined, in terms of what you want to catch. In our view, however, there are clearly information-gathering activities of people who are paid either on an itinerant basis or on a retainer basis to look out for the interests of particular clients in Ottawa. That sort of information-gathering function is not covered, and many of the largest associations in Ottawa maintain that all they do is gather information and that, therefore, they are not caught by this bill. Therefore, they will not have to register.

Our second point has to do with the two-tier system. If you are an employee of a national association and your full-time job is to lobby the government, for want of a better definition, then you do not have to disclose what you are lobbying for; all you have to do is say that once a year you lobby. There is not much disclosure, in that case, about the activities of those people who are professional lobbyists.

Senator Doyle: Surely the legislation does not allow a person in that position to lobby for anything and everything that comes to hand. He is there to lobby for the firm or association for which he works. He is not able to go out and do a job on the side for another company that hires him.

Mr. Hunter: You are quite right, sir.

Senator Doyle: Say, for example, that he works for a certain company. I assume that, in dealing with the president of Widgets Inc., for example, he is a lobbyist whether he is registered as such or not. I understand that he is going to speak for Widgets and if, down the line, the assistant personnel manager does not speak for Widgets, then he probably should be fired by Widgets. So I assume he speaks for Widgets and is a lobbyist.

[Traduction]

vités des lobbyistes touchant la promotion des intérêts des gens qui veulent avoir accès au gouvernement. Est-ce ainsi que vous voyez les choses?

M. Hunter: Dans un sens, je suppose que vous avez raison. Cela tient au fait que certains individus ou organismes estiment qu'il vaut mieux recourir à quelqu'un d'autre, capable de les représenter auprès du gouvernement. C'est leur droit, je présume.

Le sénateur Buckwold: Le témoin nous lance sur une piste étonnante. J'ai à l'esprit l'une de ses affirmations concernant le fait que le projet de loi ne touche pas les lobbyistes professionnels, mais les lobbyistes itinérants, pour reprendre une expression de son cru. Apparemment, les lobbyistes professionnels ne sont pas touchés par le projet de loi. Cette affirmation est assez étonnante. Monsieur Hunter, pouvez-vous expliquer davantage votre point de vue?

M. Hunter: Cette affirmation se fonde sur les deux premiers points que nous défendons dans notre mémoire, monsieur le sénateur. Le premier de ces points tient au fait que le projet de loi, tel que rédigé maintenant, exclut les activités de collecte d'informations de tous ordres, et je conviens ici qu'il faudrait s'entendre sur une définition, de la liste des activités visées. À notre avis, toutefois, certaines personnes, rémunérées pour ce qu'elles font, s'adonnent à des activités de collecte d'informations, sur une base régulière ou non, en vue de défendre les intérêts de certains clients à Ottawa. Ce type d'activité n'est pas couvert par le projet de loi, et bon nombre des associations les plus importantes à Ottawa maintiennent qu'elles ne font rien d'autre que recueillir de l'information et qu'elles ne sont donc pas visées par le projet de loi. Ces associations échappent aux dispositions concernant l'enregistrement des lobbyistes.

Le deuxième point que nous défendons touche au système du double examen. Si vous travaillez pour le compte d'une association nationale et que votre emploi à temps plein consiste à mener des activités de lobbying auprès du gouvernement, j'utilise cette expression à défaut d'une autre plus appropriée, vous n'êtes alors pas tenu de déclarer vos motifs; vous pouvez vous contenter de déclarer qu'une fois par année vous vous adonnez à des activités de lobbying. Les lobbyistes professionnels n'ont pas beaucoup de choses à déclarer concernant leurs activités.

Le sénateur Doyle: Chose certaine, le texte de loi ne permet pas à une personne de s'adonner à des activités de lobbying pour n'importe quoi. Le lobbyiste travaille pour le compte d'une société ou d'une association. Il ne peut pas travailler par ailleurs pour le compte d'une autre compagnie.

M. Hunter: Vous avez bien raison, monsieur.

Le sénateur Doyle: Mettons, par exemple, qu'un lobbyiste travaille pour une certaine compagnie. Je présume que le travail qu'il accomplit pour le compte, par exemple, du président de *Widgets Inc.*, est du travail de lobbyiste, qu'il y ait enregistrement à ce titre ou non. Je comprends qu'il va défendre les intérêts de Widgets et si le directeur adjoint du personnel ne plaide pas la cause de Widgets, ce bureau devrait probablement le licencier. Je présume donc qu'il plaide pour Widgets et que c'est un lobbyiste.

[Text]

When someone comes before me and says, "I represent the law firm of Thompson, Smith and Brown, and we think that this thing that you are doing about the lobby law is terrible," I want to know which client he is speaking for.

Mr. Hunter: That is a good point. When I was in the government, on occasion lawyers would come to me and say, "We think you should be doing this, that or the other thing," without disclosing the name of their client. Quite frankly, as an official, I always said, "That's very interesting, but until I know whom you are acting for, I am not going to pay much attention to what you tell me." I resented people doing that. I think there is a control over that sort of activity.

Senator Doyle: But now, the gentleman will have to register that he is lobbying on behalf of someone else, be he solicitor or defrocked priest?

Mr. Hunter: Yes, if he is being paid.

Senator Doyle: So when I say to a lawyer, "Who is your client?", he will give me an answer.

Mr. Hunter: I can think of only one occasion, either in the administration of the act that I was in charge of administering or in the development of legislative proposals, where a law firm said to me, "We want to talk to you about this bill without telling you who our client is." I resented that.

If that is the sum total of the incidents of that sort of thing happening, and if that is what this bill is designed to do, it is overkill. However, that is not what this bill is designed to do. This bill is not designed to get at the few instances where a law firm or someone else may talk to a public official and not disclose whom he is representing.

Senator Doyle: The opposite is more likely to occur. Again, let us go back and deal with Widgets, where the lawyer who is retained or the public relations man who is retained to represent them will be the best man in the field. He will be the man who has the most experience appearing before committees like this one. So he is familiar to every member of the committee by the time he gets here. We know he is the man we are going to hear from whenever Widgets is involved in legislation. He is the man who is a specialist in committees, if you will, and he becomes almost *ex officio* to that committee because he is so well known.

It depends on which way you are looking at it. You are looking at it as an ex-government official, and I am looking at it as an ex-lobbyist.

Mr. Hunter: I hope I am looking at it on both sides.

Senator MacDonald (Halifax): At first blush, Mr. Hunter, it would appear that your first point has nothing whatever to do with the CBA, that your office is not being gored with this?

[Traduction]

Lorsqu'une personne vient me dire: «Je représente le cabinet d'avocats Thompson, Smith et Brown; nous estimons que ce que vous faites concernant la Loi sur le lobbying est épouvantable», je veux savoir au nom de quel client elle parle.

M. Hunter: C'est une remarque judicieuse. Lorsque je travaillais au gouvernement, parfois, des avocats venaient me dire que, selon leur client, je devrais faire ceci ou cela, sans donner le nom du client en question. Très franchement, je vous avouerai que le haut fonctionnaire que j'étais alors répondait inmanquablement: «Tout cela est très intéressant, mais tant que je ne saurai pas qui vous représentez, je ne ferai pas vraiment attention à ce que vous me direz.» J'étais irrité lorsque des avocats procédaient de cette façon; j'estime qu'on peut exercer un contrôle sur ce genre d'activité.

Le sénateur Doyle: La personne devra donc maintenant s'inscrire comme lobbyiste pour une autre personne, qu'il s'agisse d'un notaire ou d'un prêtre défroqué, par exemple?

M. Hunter: Oui, en effet, si elle est payée pour le faire.

Le sénateur Doyle: Alors, lorsque je demanderai à un avocat qui est son client, il me le dira.

M. Hunter: À une seule occasion, dans le cadre de l'application de la loi dont j'étais chargé ou de la rédaction de projets de loi, un cabinet d'avocats m'a dit qu'il voulait parler avec moi de ce projet de loi, mais sans révéler l'identité de son client; je n'étais pas du tout d'accord avec cette façon de procéder.

Si tel est le nombre de fois où ce genre d'incident peut se produire et que tel est le but de ce projet de loi, la mesure est nettement excessive. Toutefois, ce n'est pas le but du projet de loi. Ce dernier n'a pas pour objectif de traiter des rares cas où un employé d'un cabinet d'avocats ou une autre personne s'adresse à un haut fonctionnaire sans indiquer qui est son client.

Le sénateur Doyle: On a plus de chances de se trouver dans la situation inverse. Mais revenons à Widgets; l'avocat ou le spécialiste en relations publiques dont cette entreprise retient les services sera le meilleur dans son domaine. Ce sera la personne qui aura le plus d'expérience du travail devant des comités tels que celui-ci. Par conséquent, elle sera familiarisée avec chacun des membres de ce comité au moment où elle arrivera ici. Nous savons que ce sera la personne qui représentera Widgets chaque fois que cette entreprise aura affaire aux textes de loi. On peut dire que c'est un «spécialiste en comités»; cette personne est tellement connue qu'elle en devient presque un membre *ex officio* de ce comité.

Tout dépend de votre optique; vous considérez la situation en tant qu'ex-haut fonctionnaire, alors que je la considère en tant qu'ex-lobbyiste.

M. Hunter: J'espère pourtant considérer la situation des deux points de vue.

Le sénateur MacDonald (Halifax): À première vue, monsieur Hunter, il semblerait que votre première remarque n'a absolument aucun rapport avec l'ABC et que cela n'a aucune conséquence néfaste pour votre bureau?

[Text]

Mr. Hunter: That is correct, in the sense that we do not do that. What we do resent is the fact that lawyers are being singled out as itinerant lobbyists, and the people who really do the lobbying are not being caught by the bill. So it is a question of policy fairness from our point of view.

Senator MacDonald (Halifax): The interesting thing is that six of the largest law factories in this country have partners who do nothing but gather information for their clients.

Mr. Hunter: We are missing out. We are the seventh largest, I guess.

Senator MacDonald (Halifax): What about the letters that Mr. Turner used to send out from MacMillan Binch and are now being done by another since he has left that particular firm? There is a lot of that going on in the large firms. They send letters out and they say, "Here is what the government is doing." The reason they know what the government is doing is because they go around and ask everyone in Ottawa.

The Chairman: Under your definition you would not have an objection to that?

Mr. Hunter: No.

The Chairman: It is a question of definition.

I have been informed—and you have confirmed this morning—that some of our well-known lobbying firms here in Ottawa characterize themselves as information-gathering organizations. Let us take an activity such as the lobbying that has gone on with respect to the nuclear submarine contract. It would seem to me that whatever firms are engaged in representing clients on behalf of that particular contract would have to register as such, if they are seeking that specific contract?

Mr. Hunter: It depends what they are doing. You would look at section 5 of the bill, and you would say: Has that individual undertaken to arrange a meeting with a public office holder or communicate with a public office holder in an attempt to influence? The point that people make is they say, "I will go to the people in the frigate program. I know who all of the employees are in DSS and DND who are working on the frigate program, and I want to know where they are in the process. How close are you to a decision? Can you tell me whether regional considerations are going to be significant in your decision?"—all in a situation where they are not disclosing who their client is. They are just saying, "In the sense of access to information, we want to know where the government is in making a decision on this important matter." All they are doing is gathering information. They are not—and I think this is a position I have heard some people take—communicating with the government in an attempt to influence. They are merely eliciting information from the government which they will then turn over to their client.

I do not disagree with this as an approach. It is not for me to say whether it is right or wrong as a way to advance the position of their client. They may say to their client, "We gather from what we are being told that Quebec is in ascendancy and New Brunswick is in descendancy. You bloody well better get in there and you'd better talk to X, Y and Z and you'd better

[Traduction]

M. Hunter: C'est exact, dans la mesure où nous ne faisons pas ce genre de chose. Ce qui nous irrite, c'est le fait qu'on dise de certains avocats que ce sont des lobbyistes itinérants alors que les gens qui font réellement du lobbying ne sont pas prévus dans le projet de loi. Selon nous, la politique adoptée doit être équitable.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Ce qu'il est intéressant de constater, c'est que, dans six des plus gros bureaux d'avocats de ce pays, certains des associés ne font que rassembler de l'information pour leurs clients.

M. Hunter: Pas nous... nous sommes le septième cabinet d'avocats en importance, il me semble...

Le sénateur MacDonald (Halifax): Qu'en est-il des lettres que M. Turner avait l'habitude d'envoyer lorsqu'il travaillait chez McMillan Binch et que quelqu'un d'autre envoie depuis qu'il a quitté cette entreprise? C'est pratique courante dans les grands cabinets d'avocats. Ils envoient des lettres indiquant ce que fait le gouvernement. Ils sont au courant parce qu'ils se rendent à Ottawa et posent des questions à tout le monde.

La présidente: Selon votre définition, vous n'auriez pas objection à cela?

M. Hunter: Non.

La présidente: C'est une question de définition.

On m'a informée—et vous l'avez confirmé ce matin—que certaines des entreprises de lobbying qui sont très connues ici, à Ottawa, se définissent comme des «organismes qui rassemblent de l'information». Prenons, par exemple, une activité telle que le lobbying pour l'entente relative au sous-marin nucléaire. Il me semble que les entreprises qui représentent des clients pour les besoins de cette entente particulière devraient dire qu'elles le font, si elles cherchent à conclure l'entente?

M. Hunter: Tout dépend de ce qu'elles font. Vous liriez l'article 5 du projet de loi et vous vous demanderez si cette personne a entrepris d'obtenir un entretien avec le titulaire d'une charge publique ou de communiquer avec une telle personne pour exercer une quelconque influence. Or, les gens disent ce qui suit: «Je vais aller voir les gens qui travaillent dans le cadre du programme des frégates. Je sais quels employés d'ASC et du MDN y participent et je veux savoir où ils en sont. Vont-ils bientôt prendre une décision? Peuvent-ils me dire s'il vont tenir largement compte des régions dans cette décision?» Mais ils ne révèlent pas l'identité de leur client. Ils se contentent de dire: «Pour ce qui est de l'accès à l'information, nous voulons savoir quand le gouvernement rendra une décision sur cette question importante.» Ils recueillent de l'information. Ils n'entrent pas en contact avec le gouvernement pour exercer une influence quelconque—je pense avoir entendu certaines personnes exprimer cette opinion. Ils essaient tout simplement d'obtenir du gouvernement des renseignements qu'ils communiqueront ensuite à leur client.

Je ne suis pas complètement opposé à cette approche. Il ne m'incombe pas de décider si c'est un moyen correct ou incorrect d'aider leur client. Ils diront peut-être à ce dernier: «D'après ce qu'on nous dit, nous pensons que le Québec esquisse une courbe ascendante alors que le Nouveau-Brunswick esquisse une courbe descendante. Dépêchez-vous donc de venir ici et de

[Text]

make these points.” So they map out the strategy, the points, the people, and they say to the client, “I’m not going to go with you. You go and do it yourself.”

The question is: Is that sort of activity done in a way that the public officeholder knows who that person is representing? He may know from other sources or he may have somehow found out that that firm is representing this particular bidder. Is that really a type of communication in an attempt to influence? In the view of a lot of people, that type of activity is not caught, and that is what we are talking about.

The Chairman: Perhaps I am incredibly naive, but I cannot believe that in a contract of that importance, using that example, anyone would really believe that the activity did not go merely beyond the fact of getting specific bits of information and transmitting them to someone else for action in whatever way. To me, the whole concept of getting involved with government departments that would be concerned about various facets of that contract would have to be caught.

I do not disagree that this is not entirely clear. If it is a matter of definition you are absolutely right that the legislation has to be more clearly defined in order to cover those areas. But there is another broad area too, Mr. Hunter.

For example, I am aware of firms that represent large multinational corporations in certain areas—whether it is hi-tech, scientific instruments or something like that. They regard themselves as lobbyists in a sense. Their job is to gather information in the first instance—to find out if the government will be involved, whether it is looking at that sort of thing, or if it is thinking of buying something new in this area—and pass that back to their clients. In other words, they could say, “It looks as if the government might be interested in buying this kind of field range instrument,” or whatever it might be.

In your view, should the general retainer, to watch out for a company’s interests in a particular area and to transmit that back to them, be part of it?

Mr. Hunter: Obviously there is a serious definitional problem, because you do not want to catch too much that is innocent.

On the one hand, you can define activities which clearly are being done for the purpose of influencing directly or indirectly. This bill appears to catch only the direct.

Concerning your example, the other thing that worries me about this bill—perhaps the departmental officials may have a different view of this, and, if they do, they can correct me—in relation to the two-tier business is that large companies can afford to hire full-time people to look after their interests. Those people have to register only once a year and say they are engaging in this activity on behalf of their employer. Small companies that are desirous of obtaining government contracts cannot afford to hire full-time people. For example, one of the activities that is registerable is any communication in an

[Traduction]

parler à telle et telle personne en lui donnant les explications nécessaires.» Ils déterminent donc la stratégie, les points de vue à faire valoir, les gens à voir, après quoi ils disent à leur client: «Je n’irai pas avec vous; à vous d’y aller tout seul et de faire ce que vous avez à faire.»

La question qui se pose est la suivante: exerce-t-on cette activité d’une manière telle que le titulaire d’une charge publique sait qui l’avocat représente? Il a peut-être appris d’autres sources ou découvert d’une manière quelconque que le cabinet en question représente ce soumissionnaire particulier. Je me demande cependant si l’on peut parler, dans ce cas, de communication «afin d’influencer.» Cependant, bon nombre de gens estiment que ce type d’activité n’est pas prévu par la loi et c’est précisément ce dont nous parlons.

La présidente: Je suis peut-être terriblement naïf, mais je ne peux pas croire que, dans une entente d’une telle importance, pour utiliser votre exemple, quelqu’un pourrait réellement penser qu’on s’est contenté de réunir des bribes d’information et de les communiquer à une personne qui les utilisera d’une manière quelconque. À mon avis, c’est tout le concept de cette entente que la loi devrait prévoir.

Je pense, moi aussi, que cela n’est pas tout à fait clair. C’est une question de définition. Vous avez probablement raison. La loi devrait être plus précise de façon à englober cela, mais il y a une autre catégorie d’activité encore plus vaste, M. Hunter.

Par exemple, certaines sociétés représentent de grandes entreprises multinationales dans différents secteurs, qu’il s’agisse de haute technologie, d’instruments scientifiques ou autre chose du genre. Elles se considèrent comme des lobbyists dans un sens. Elles sont chargées dans un premier temps de recueillir de l’information pour déterminer si le gouvernement sera participant, s’il s’intéresse à ce genre de choses ou s’il veut acheter dans ce secteur, pour ensuite transmettre les renseignements à leurs clients. Autrement dit, elles pourraient tenir les propos suivants: «Il semble que le gouvernement puisse être intéressé à acheter tel ou tel instrument.»

Est-ce que la provision versée pour s’occuper des intérêts d’une entreprise dans un secteur donné et lui transmettre de l’information devrait, selon vous, être prévue?

M. Hunter: De toute évidence, il y a un grave problème de définition, parce que nous ne voulons pas que la loi s’applique à trop d’activités.

On peut définir clairement les activités faites dans le but d’influencer directement ou indirectement. Le projet de loi s’intéresse seulement à l’influence directe.

Pour en revenir à votre exemple, ce qui me préoccupe dans ce projet de loi—et les représentants ministériels ne seront peut-être pas du même avis et ils pourront me corriger, le cas échéant—en ce qui a trait aux activités à deux volets, est que les grandes sociétés peuvent se permettre d’engager du personnel à temps plein pour s’occuper de leurs intérêts. Ces personnes doivent s’inscrire une seule fois par année et indiquer qu’elles font ce genre d’activité au nom de leur employeur. Les petites entreprises qui veulent obtenir des contrats gouvernementaux ne peuvent se permettre d’engager du personnel à temps plein. Par exemple, on peut enregistrer toute communi-

[Text]

attempt to influence "the awarding of any contract by or on behalf of Her Majesty in right of Canada."

In the last example that I gave, if a small company that cannot afford to have a full-time employee looking after its interests has someone else who says, "Look, I would like you to talk to the government about whether it will be awarding the contract for bullets for the army this year or next year. Obviously, they always need bullets. The question is: Are they running out, and will they be awarding the contract this year or next year?" It will have to register, whereas the big guy who may be in the bullet business will not have to register. That raises these sort of itinerate activities as well.

The Chairman: Perhaps we should let you proceed.

Senator Doyle: It is not a terrible process to register. It does not cost you anything. What about this great advantage that the man who is the president of his own company has over the little fellow who just needs a small piece of information? All he has to do is go down, write his name out, say, "I am representing Widgets Incorporated," and he has done his part.

Mr. Hunter: Every time. Every time he makes a phone call.

Senator Doyle: I would think that he would only make one call for the man from Widgets. No matter whether the widgets business went on for six months or six years, he would register once and say, "I am representing Widgets."

Senator Stanbury: That is not what the bill says.

Mr. Hunter: No.

Senator Doyle: It does not say each phone call. You show me where it says that.

Senator MacDonald (Halifax): Mr. Hunter, while we are looking that up, you say that:

This activity, one of the six examples of registerable lobbying activity... is the only one not to have been included—

Are you referring to this book here, the government's white paper, or another one? I cannot find the six examples of lobbying activity to which you refer in your first paragraph. Can you help me? Do you know where it is?

The Chairman: It is not the white paper, it is blue. Was it December 1985?

Mr. Hunter: December 1985.

Senator MacDonald (Halifax): December 1985? There is no date here.

Mr. Hunter: It is not the committee report.

The Chairman: Do you know?

Mr. Hunter: Quite frankly, I do not have it with me. I do not know whether the departmental officials have it.

Does Senator MacDonald have the December 1985 reference?

[Traduction]

cation destinée à influencer «l'octroi de contrats par Sa Majesté du Chef du Canada ou en son nom.»

Revenons au dernier exemple que j'ai donné. Si une petite entreprise ne peut engager une personne à temps plein pour s'occuper de ses affaires mais qu'elle demande à quelqu'un d'autre de s'adresser au gouvernement pour savoir si des contrats seront accordés pour l'achat de balles cette année ou l'année prochaine. Il est certain que le gouvernement a toujours besoin de munitions, mais il faut savoir si le stock sera bientôt à court et si un contrat sera accordé prochainement. Cette personne devra s'inscrire alors que l'enregistrement ne sera pas nécessaire dans le cas du gros bonnet de l'industrie des balles. Là encore, il y a la question des activités itinérantes.

La présidente: Peut-être devrions-nous vous laisser continuer.

Le sénateur Doyle: Ce n'est pas bien compliqué de procéder à l'enregistrement. Cela ne vous coûte rien. Quel est le grand avantage que possède un président de compagnie par rapport à l'individu qui a seulement besoin d'un peu d'information? Tout ce qu'il a à faire c'est de se rendre là, d'inscrire son nom et de dire: «Je représente la société Widgets».

M. Hunter: Chaque fois. Chaque fois qu'il fait un appel téléphonique.

Le sénateur Doyle: Il me semble qu'il n'aurait qu'un seul appel à faire dans le cas de Widgets. Que Widgets poursuive ses activités six mois ou six ans, un seul enregistrement serait nécessaire et il n'aurait qu'à dire: «Je représente Widgets».

Le sénateur Stanbury: Ce n'est pas ce qui est prévu dans le projet de loi.

M. Hunter: Non.

Le sénateur Doyle: Il n'est pas indiqué qu'il faut le faire pour chaque appel téléphonique. Montrez-moi où on dit cela.

Le sénateur MacDonald (Halifax): M. Hunter, étant donné qu'il est question de cela, vous avez dit que:

C'est l'un des six cas de lobbying qui peut être enregistré... et que c'est le seul qui n'a pas été inclus—

Faites-vous allusion à ce document, le Livre blanc du gouvernement ou à quelque chose d'autre? Je ne peux trouver les six exemples de lobbying auxquels vous faites allusion dans votre premier paragraphe. Pourriez-vous m'aider? Savez-vous où je peux trouver cela?

La présidente: Ce n'est pas un livre blanc, il est bleu. En décembre 1985 peut-être?

M. Hunter: Décembre 1985.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Décembre 1985? Il n'y a pas de date inscrite.

M. Hunter: Ce n'est pas le rapport du comité.

La présidente: Le savez-vous?

M. Hunter: Franchement, je ne l'ai pas avec moi. J'ignore si les représentants ministériels l'ont.

Le sénateur MacDonald a-t-il le document de décembre 1985?

[Text]

Mr. David E. Watters, Director, Legislative Review Branch, Department of Consumer and Corporate Affairs: I think that is the reference in here.

The Chairman: Does that apply? Is that part of it? Senator Gigantès, put your question to the witness if you wish.

Senator Gigantès: If you go before a cabinet committee, a House of Commons committee or a Senate committee, to speak on behalf of a particular cause that interests one of your clients, that is not lobbying?

Mr. Hunter: If you went before a cabinet committee, which would be unusual, it would be caught. But if it were before this committee, as we are doing today, where the proceedings are a matter of public record, then it would not be caught, because there is already this ability as to what is going on. At least, I presume that that is the rationale. There is no reason to require registration of something that is public knowledge.

The Chairman: Yes.

Senator Buckwold: But, on the other hand, if you made an oral representation to Senator Flynn on the golf course that did not involve enforcement, interpretation or application—for example you said to him, "God, you have to make some changes in this thing because it will adversely affect something," you would be a lobbyist,—

Mr. Hunter: Yes.

Senator Buckwold: —even though it was said in a casual oral conversation.

Mr. Hunter: If I was doing it on behalf of the client.

Senator Buckwold: That is right.

Mr. Hunter: If I were just saying that I am interested—

Senator Buckwold: I am suggesting that if you had a client and you made that casual approach, you would be engulfed under the rules of this bill.

Mr. Hunter: The interpretation would be that it would probably fall under clause 5(1)(a), which states:

the development of a legislative proposal by the Government of Canada or by a member of the Senate or the House of Commons,—

If I were persuasive enough, and Senator Flynn thought that it was a good point, and he wanted to introduce a legislative proposal to deal with this point, then that would be caught.

Senator Flynn: Would I be prevented from talking to you on the golf course about the same problem?

Mr. Hunter: I do not think so.

Senator Flynn: I do not like the idea of having members of Parliament described as public officeholders.

Senator Gigantès: Are we not?

Senator Flynn: We have had problems with that definition under the Criminal Code.

Mr. Hunter: Yes.

[Traduction]

M. David E. Watters, directeur, Direction de la révision législative, Consommation et Corporations Canada: Je crois que c'est cet ouvrage.

La présidente: Est-ce exact? Est-ce que ça en fait partie? Sénateur Gigantès, vous pouvez poser votre question au témoin si vous le désirez.

Le sénateur Gigantès: Si vous vous présentez devant un comité du Cabinet, de la Chambre des communes ou du Sénat pour défendre une cause donnée dans l'intérêt d'un de vos clients, n'est-ce pas du lobbying?

M. Hunter: Si vous vous présentez devant un comité du Cabinet, ce qui est inhabituel, la loi s'appliquerait. Mais si vous vous présentiez devant le comité, comme nous le faisons aujourd'hui, comme tout est public, la loi ne s'appliquerait pas étant donné la façon de procéder. En tout cas, je crois que c'est le raisonnement suivi. Il n'est pas nécessaire de demander l'enregistrement de quelque chose qui est du domaine public.

La présidente: Oui.

Le sénateur Buckwold: Par contre, si vous discutez avec le sénateur Flynn au club de golf, il n'est pas question de sanction, d'interprétation ou d'application. Par exemple, vous faites du lobbying si vous dites: «Il faut vraiment que vous apportiez certaines modifications sinon il y aura des conséquences fâcheuses dans tel secteur.»

M. Hunter: Oui.

Le sénateur Buckwold: Même si cela s'est fait de façon fortuite au fil d'une conversation.

M. Hunter: Si cela est fait au nom d'un client.

Le sénateur Buckwold: C'est exact.

M. Hunter: Si vous vous contentez de dire que vous êtes intéressé—

Le sénateur Buckwold: Je suis d'avis que si vous avez un client et que vous avez la conversation dont il a été question précédemment, les dispositions du projet de loi s'appliquent.

M. Hunter: Je suppose. C'est probablement l'article 5(1)(a) qui s'appliquerait:

l'élaboration de propositions législatives par un gouvernement fédéral ou par un sénateur ou un député,—

Si j'étais assez persuasif et que le sénateur Flynn estimait que l'argument est juste et voulait présenter une proposition législative portant là-dessus, cela serait prévu par la loi.

Le sénateur Flynn: Serais-je autorisé à aborder le même problème au club de golf?

M. Hunter: Je ne crois pas.

Le sénateur Flynn: Je n'aime pas beaucoup qu'on considère les membres du Parlement comme des titulaires d'une charge publique.

Le sénateur Gigantès: Ne le sommes-nous pas?

Le sénateur Flynn: Nous avons eu quelques problèmes avec la définition donnée par le Code criminel.

M. Hunter: Oui.

[Text]

Senator Flynn: I think there has been given a wrong interpretation under the Criminal Code, which is now confirmed by this bill, that members of Parliament are also "public officeholders". However, I do not think so.

Senator Gigantès: Are we not?

Senator Stanbury: But it should not be included in that category.

Senator Gigantès: Why not?

The Chairman: There should be a separate category.

Senator Flynn: Yes. There should be no reference to it. We should not be subject to limitation under this.

The Chairman: You are saying that you do not think that we should be included.

Senator Flynn: We should not be included in the definition of public office holder. If there are certain kinds of behaviour that are forfeited for members of Parliament, it should be elsewhere.

Senator MacDonald (Halifax): It is elsewhere.

Senator Flynn: It is elsewhere, but under the Criminal Code, despite the fact that the Code makes a difference between a public officeholder and a member of Parliament, the Supreme Court has decided that a member of a legislative body is a public officeholder, and I think that was wrong at that time. I think it is wrong again to make it clear that we are considering it on the same level as a public officeholder. The minister is a public officeholder, but that is something else. When you are simply a member of Parliament, you are not. Our responsibility is to see to the legislation and the surveillance, and so on. We should know what we should do regarding the rules.

The Chairman: I would like Mr. Hunter to proceed with his brief, and then we will return to questions.

Mr. Hunter: We have talked about most of the points that we raised in our brief. The four issues we outlined were that it excludes the information-gathering function which, in our view, could be defined as being attempts to influence; that the two-tier system is unfair in its obligations. I have alluded to the matter of how focused the bill is. We think it should cover every public officeholder in every corner of this country, no matter how junior that person is; and administratively, if for no other reason, it is going to make the system very difficult to apply, and it will probably be more honoured in the brief than in the observance because people will be unaware of the obligations that the bill may impose upon them.

There has been some language in the bill which is vague and ambiguous. There have been amendments made which we believe have improved the situation, but the bill is still not entirely clear as to how one interprets it. The example you gave, Madam Chairman, about the information-gathering function: is that caught or is it not caught? Arguably you could say that it is, although other people take the position

[Traduction]

Le sénateur Flynn: Je crois qu'une interprétation erronée a été donnée en vertu du code criminel et a été confirmée par le projet de loi, c'est-à-dire que les membres du Parlement sont bel et bien des titulaires d'une charge publique. Toutefois, je ne suis pas de cet avis.

Le sénateur Gigantès: Ne le sommes-nous pas?

Le sénateur Stanbury: Il ne faudrait pas être inclus dans cette catégorie.

Le sénateur Gigantès: Pourquoi pas?

La présidente: Il faudrait qu'il y ait une catégorie distincte.

Le sénateur Flynn: Oui. Il ne devrait pas être fait mention de cela. Nous ne devrions pas être assujettis à de telles restrictions.

La présidente: Vous dites que vous ne pensez pas que nous devrions être compris.

Le sénateur Flynn: Nous ne devrions pas être compris dans la définition de «titulaire d'une charge publique». Si certains comportements des députés doivent être prohibés, ce devrait être prévu ailleurs.

Le sénateur MacDonald (Halifax): C'est prévu ailleurs.

Le sénateur Flynn: C'est prévu ailleurs, mais en vertu du Code criminel, même s'il y a une distinction dans le Code entre un titulaire d'une charge publique et un député, la Cour suprême a conclu qu'un membre d'une assemblée législative est un titulaire d'une charge publique, et je crois que ce fut une erreur. Je crois que la décision de les considérer clairement comme des titulaires d'une charge publique est encore une erreur. Le ministre est titulaire d'une charge publique, mais c'est autre chose. Lorsque vous êtes un simple député, vous ne l'êtes pas. Nous sommes chargés de voir à la législation et au contrôle, et ainsi de suite. Nous devrions savoir ce que nous pouvons faire et ce qu'il ne faut pas faire en vertu des règles.

La présidente: J'aimerais que Monsieur Hunter présente son mémoire et que nous revenions ensuite aux questions.

M. Hunter: Nous avons parlé de la plupart des points soulevés dans notre mémoire. Nous avons souligné quatre questions: il exclut la fonction de collecte de renseignements qui, à notre avis, peut être définie comme une tentative d'influence; le régime de deux catégories est inéquitable du point de vue des obligations qu'il impose. J'ai fait allusion au fait que le projet de loi est très restreint. Nous pensons qu'il devrait s'appliquer à tous les titulaires d'une charge publique, dans tous les coins du pays, peu importe leur rang; et, du point de vue administratif, sinon pour d'autres raisons, l'application du régime sera très difficile et il sera probablement plus respecté dans le mémoire que dans la réalité parce que les gens ne connaîtront pas les obligations que leur impose le projet de loi.

Certaines parties du projet de loi sont rédigées de façon vague et ambiguë. À notre avis, les modifications qui lui ont été apportées ont amélioré la situation, mais le projet de loi n'est toujours pas clair en ce qui a trait à l'interprétation qu'il faut en faire. L'exemple que vous donniez, Madame la présidente, la collecte de renseignements; est-ce compris ou non? On pourrait dire que c'est, mais d'autres diront le contraire. Il y a donc encore des ambiguïtés dans le texte du projet de loi.

[Text]

that it is not. So there are still some ambiguities in the language of the legislation.

You have to remember that there is a three-year review clause in the bill; and, at the end of three years, both Houses of Parliament are to create a committee to study the administration of it, and within a year make a recommendation as to any changes. That provision provides experience to decide whether these ambiguities, and the other features of it, are important enough or have created sufficient difficulties that it should be amended.

The Bar's position in the final analysis is that we are not opposed to the appropriate legislation with respect to lobbyists. We think that some of the amendments that were made in the other place helped to ensure that the normal activities of lawyering, if you will, are not caught because we were very concerned initially that they were. We have concerns about its fairness in breadth and scope and about the continuing ambiguity, but it is probably workable as it is. We think it could be improved, but we are not going to tell you that it cannot be passed as it is now as an attempt to try to deal with a situation which probably does need public legislation.

Senator Stanbury: Mr. Hunter, when you say they have made an amendment which makes normal lawyering unfettered, what amendment was that?

Mr. Hunter: It is clause 4(2)(b).

This Act does not apply in respect of any oral or written submission made to a public office holder by an individual on behalf of any person or organization with respect to the enforcement, interpretation or application of any Act of Parliament or regulation thereunder by that public office holder and with respect to that person or organization.

The example we were worried about was an immigration case where deportation may be about to happen, and the possible deportee wants to use a lawyer to speak to the Minister of Immigration to argue his case. We were concerned, the way the bill was worded previously, that that could not be done in confidence, and that the lawyer could not then protect that individual's rights. There might be security or he might be subject to physical threats; and within ten days of any such thing happening, the lawyer was going to have to disclose publicly who his client was, et cetera. We think this clause protects the rights of individuals with respect to the enforcement and/or administration of a law.

There is one ambiguity in that section which I am not sure is significant, but it is the fact that ties back in the end. It says:

... the enforcement, interpretation or application of any Act of Parliament or regulation thereunder by that public office holder ...

To use an example with which I am familiar, I used to be the Director of Investigation and Research under the now Competition Act. Under that act, the only person who has decision-making authority is the director, but the director has a staff of 200 people. Most of the discussions that go on between the lawyers on behalf of their clients and that law enforcement

[Traduction]

Il faut se souvenir de la période de trois ans prévue dans le projet de loi; à la fin des trois ans, la Chambre des communes et le Sénat devront mettre sur pied un comité pour étudier l'application de la loi et, dans l'année qui suit, recommander les modifications nécessaires, le cas échéant. Cela devrait permettre d'évaluer, avec le recul, si ces ambiguïtés et les autres caractéristiques sont assez importantes ou si elles ont entraîné assez de difficultés pour justifier la modification de la loi.

Au bout du compte, le Barreau ne s'oppose pas à l'adoption d'une loi efficace sur les lobbyistes. Nous croyons que certaines des modifications apportées ailleurs ont permis d'exclure les activités normalement associées à l'exercice du droit; à l'origine, nous craignons qu'elles ne soient visées. Nous nous préoccupons du caractère équitable de sa portée et de son champ d'application ainsi que des ambiguïtés qui la caractérisent encore, mais elle peut probablement être mise en vigueur dans sa forme actuelle. Nous pensons qu'elle pourrait être améliorée, mais nous ne vous dirons pas de ne pas l'adopter ainsi; ce pourrait être la solution à une situation qui doit probablement faire l'objet d'une réglementation.

Le sénateur Stanbury: Monsieur Hunter, lorsque vous parlez d'une modification excluant l'exercice normal du droit, de quelle modification s'agit-il?

M. Hunter: Il s'agit du paragraphe 4(2)(b)

La présente loi ne s'applique pas dans les cas suivants: ... communication orale ou écrite entre un mandataire et un titulaire d'une charge publique portant sur l'exécution, l'interprétation ou l'application, par celui-ci, d'une loi fédérale ou d'un règlement d'application de celle-ci à l'égard de la personne ou de l'organisation mandante.

L'exemple qui nous préoccupait est celui d'un dossier d'immigration où la déportation de l'intéressé est imminente et celui-ci veut faire appel à un avocat pour présenter son dossier au ministre de l'Immigration. Nous avons peur que, compte tenu du texte antérieur du projet de loi, l'avocat ne puisse agir confidentiellement et, par conséquent, protéger les droits de son client. Il peut y avoir une question de sécurité ou le client peut avoir reçu des menaces; et dans les dix jours qui suivent, l'avocat aurait dû révéler l'identité de son client, *etcetera*. Nous estimons que cette disposition protège les droits des personnes à l'égard de l'exécution ou de l'application d'une loi.

Cette disposition comporte une ambiguïté qui n'est peut-être pas importante mais qui accroche. La voici:

... l'exécution, l'interprétation ou l'application, par (le titulaire d'une charge publique), d'une loi fédérale ou d'un règlement d'application de celle-ci ...

Je vais vous donner un exemple que je connais bien: j'étais directeur des enquêtes et recherches dans le cadre de l'application de ce qui est devenu la *Loi sur la concurrence*. En vertu de cette loi, le directeur est la seule instance décisionnelle mais son personnel comprend 200 personnes. La plupart du temps, lorsque les avocats discutent avec cet organisme chargé de

[Text]

agency—because that basically is what it is—do not take place with the director; they take place with his staff.

If I went to a person on the staff of the director on behalf of my client and said, “Look, you have this inquiry going on. No one knows anything about it in public because these things are all done in confidence. We would like to talk to you about how to resolve this matter” can I rely on that section if I speak to someone who is not the actual decision-maker? Other than that, I think this section is important, and certainly the Bar views it as a significant improvement.

Senator Stanbury: Would you say then that an immigration lawyer—and we have had a number of them appearing before us recently—who writes or contacts someone in the government on various aspects of immigration policy and for individual clients, whatever their concern might be, is exempted from filing ten returns for those ten letters that are the ten contacts that he makes in a day?

Mr. Hunter: It depends on what he is doing. Our concern is when he is dealing with an individual case which relates to the application of the Immigration Act, and he is representing an individual who has rights under the statute. We did not think that sort of thing should be viewed as lobbying. Quite frankly, if he is just interested in this area of law and wants to appear before your committee and make his views known to you—presumably lawyers have the right to have views as well as anyone else about the law—in that sense, he is acting on his own behalf. He is not acting for anyone else. If he is appearing for any group to advocate legislative policy changes to the Department of Immigration, then he is caught, and we think he should be. We have no difficulty with the idea of a lawyer going to a department of government on behalf of his client, recommending the sort of amendment he thinks ought to be made to the law. And that is lobbying—it is not a nasty word.

Senator Flynn: It is, sometimes.

Senator Stanbury: Your perception, then, is that this amendment means that the ordinary tax lawyer or accountant could converse openly with tax people in government as long as he is not proposing changes?

Mr. Hunter: Exactly. It really does relate to enforcement. Compliance in the tax area is important. Obviously, there are all kinds of contacts between lawyers, accountants and everybody else on behalf of their clients in trying to understand how the law is interpreted. Those should not be viewed as lobbying activities, in our view. Many of those contacts require a high degree of confidentiality, and there is a public interest in maintaining the confidentiality of the exchanges between government enforcement individuals and the private sector. In our view, this overrides the public interest in having disclosure. We think this clause really helps in that regard.

As I have said, my only concern about it is whether the public officeholder is to be the one who actually makes the decision or enforces the law or whether it can just be someone who generally has responsibility in that part of government.

[Traduction]

l'exécution de la loi, puisque c'en est un, ils ne s'adressent pas au directeur mais bien à son personnel.

Si je m'adresse à un membre du personnel du directeur, pour le compte de mon client, et que je lui dis: «Écoutez, cette enquête est en cours chez vous, et personne n'est au courant dans la population parce que c'est confidentiel. Nous aimerions vous en parler pour régler la question. Puis-je compter sur cet article si je m'adresse à quelqu'un qui n'a pas le véritable pouvoir décisionnel?» Pour le reste, je pense que cette disposition est importante et que le Barreau est du même avis.

Le sénateur Stanbury: Est-ce que cela signifie que l'avocat spécialisé en immigration—et nous en avons entendu un certain nombre récemment—qui communique, par écrit ou autrement, avec quelqu'un du gouvernement au sujet de la politique de l'immigration et au nom de différents clients, peu importe leur problème, n'est pas tenu de remplir dix déclarations pour ces dix lettres que sont les dix démarches qu'il fait chaque jour?

M. Hunter: Cela dépend de ce qu'il fait. Nous parlons du cas où il s'occupe d'un dossier en particulier qui porte sur l'application de la *Loi sur l'immigration* et il représente une personne ayant des droits en vertu de cette loi; nous ne pensons pas que ce devrait être considéré comme du lobbying. En toute franchise, s'il s'intéresse tout simplement à ce domaine du droit et s'il veut témoigner devant votre comité pour vous faire part de son opinion, je présume que les avocats ont droit à leur opinion autant que quiconque en la matière, à ce moment-là, il agit en son propre nom. S'il témoigne pour le compte d'un groupe, en vue d'obtenir des modifications à la politique législative du ministère de l'Immigration, il est alors visé par la loi, qui nous semble justifié. Nous ne voyons aucun obstacle au fait qu'un avocat se rende auprès d'un ministère du gouvernement au nom de son client, recommander la sorte de modification qui, selon lui, devrait être apportée à la loi. C'est cela du lobbying—et ce n'est pas un vilain mot.

Le sénateur Flynn: Ce l'est parfois.

Le sénateur Stanbury: Selon vous, donc, cette modification signifie que l'avocat fiscaliste ou le comptable pourrait communiquer ouvertement avec les responsables du fisc au sein du gouvernement, pourvu qu'il ne propose pas de modification?

M. Hunter: Exactement. Elle porte sur l'exécution. L'application en matière de fiscalité est importante. Manifestement, il y a toutes sortes de contacts entre les avocats, les comptables et les autres intervenants qui, pour le compte de leurs clients, tentent de comprendre quelle interprétation est donnée à la loi. Selon nous, ces démarches ne devraient pas être considérées comme des activités de lobbying. Bon nombre de ces contacts doivent se faire de façon très confidentielle, et il y a un intérêt public à maintenir ce caractère confidentiel des échanges entre les représentants du gouvernement chargés de l'application de la loi et le secteur privé. À notre avis, cet impératif prime sur l'intérêt public dans la divulgation. Nous pensons que cette clause est utile à cet égard.

Comme je l'ai déjà dit, mon seul souci porte sur la question de savoir si le titulaire d'une charge publique doit être la personne qui prend la décision ou qui applique la loi ou s'il peut

[Text]

The Chairman: On that point, Mr. Hunter, I have a supplementary question. Under clause 5, the activities that need to be registered include the development of legislative proposals, such as this bill, itself. Under paragraph (c) of that clause there is reference to the making or amending of any regulation within the meaning of the act, which means that you have to register if you are going to ask for an amendment to a regulation. There appears to be nothing to cover a request to amend an existing act. Paragraph (a) covers a new bill or new legislation, but if an act is already in existence and has been for umpteen years, and if a lawyer or chartered accountant acting on behalf of some client recommends some sort of change, that does not seem to be covered, unless I am missing something.

Mr. Hunter: If it is caught, it would presumably have to be caught under paragraph (a).

The Chairman: That is not clear, then, because paragraph (a) refers to new legislation, not existing acts.

Mr. Hunter: You have pointed out another ambiguity, Madam Chairman. Paragraph (b) does not cover existing legislation either, because it talks about amending a bill but not an existing act. I suppose, however, you could argue that anything that would result in the introduction of a bill in Parliament is "a legislative proposal."

The Chairman: I am simply saying that if a lawyer or accountant is requesting that the government take a look at a certain section of the Income Tax Act, which section has already been there for a number of years, it does not seem to be covered. The Income Tax Act is not "a legislative proposal".

Mr. Hunter: I suppose the argument one must make is that, if it is to be changed, it will be changed by way of a bill to amend, which would be "a legislative proposal".

Senator Fairbairn: One area of the bill that concerns and confuses me is the whole question of the two tiers. I am not yet persuaded that, because one works for an identified organization, group or person, therefore one automatically knows what the nature of the representations would be. You might want to comment a little further on the matter of not having to identify the subject matter of representations.

One other thing also puzzles me, and that is the exclusion, in the part of the bill regulating Tier II lobbyists, of any reference to government contracts as being part of what must be identified.

Mr. Hunter: Are you looking at clause 6 of the bill, senator?

Senator Fairbairn: Yes. In that clause mention is made of "attempting to influence any of the matters referred to in paragraphs 5(1)(a) to (e)", which, of course, stops short of the

[Traduction]

tout simplement s'agir d'une personne qui est généralement responsable de ce domaine au sein du gouvernement.

La présidente: À ce sujet, M. Hunter, j'ai une question supplémentaire. En vertu de la clause 5, les activités qui doivent faire l'objet d'un enregistrement incluent l'élaboration de propositions législatives, comme le présent projet de loi. En vertu de l'alinéa (c) de cette clause, il est fait mention de la prise ou de la modification de tout règlement au sens de la loi, ce qui signifie que vous êtes tenu de vous enregistrer si vous demandez qu'on apporte une modification à un règlement. Il ne semble y avoir aucune disposition portant sur une demande visant à modifier une loi déjà en vigueur. L'alinéa (a) vise un nouveau projet de loi ou une nouvelle loi, mais si une loi est déjà en vigueur, parfois depuis nombre d'années, et qu'un avocat ou un comptable agréé agissant au nom d'un client recommande une modification quelconque, cela ne semble pas être prévu, à moins que quelque chose ne m'échappe.

M. Hunter: Si cela est prévu, il faudrait que ce soit en vertu de l'alinéa (a).

La présidente: Cela n'est pas clair, alors, puisque l'alinéa (a) parle de nouvelles propositions législatives, et non de lois déjà en vigueur.

M. Hunter: Vous venez de montrer une autre ambiguïté, madame le président. L'alinéa (b) ne vise pas non plus les lois déjà en vigueur puisqu'il parle de la modification d'un projet de loi mais non d'une loi en vigueur. Je suppose toutefois qu'on pourrait prétendre que ce qui donne lieu au dépôt d'un projet de loi devant le Parlement constitue une «proposition législative».

La présidente: Ce que je dis tout simplement c'est que si un avocat ou un comptable demande au gouvernement d'examiner un article donné de la Loi de l'impôt sur le revenu, article qui est déjà en vigueur depuis bon nombre d'années, cela ne semble pas être visé. La Loi de l'impôt sur le revenu n'est pas du nombre des «propositions législatives».

M. Hunter: Je suppose que l'argument à faire est le suivant: s'il faut lui apporter une modification, cela se fera par le biais d'un projet de loi modificative, qui lui serait une «proposition législative».

Le sénateur Fairbairn: Il est une partie du projet de loi qui m'inquiète et me confond, et c'est toute la question des deux catégories. On n'a pas encore réussi à me convaincre du principe selon lequel parce qu'une personne travaille pour une organisation, un groupe ou une personne identifiés, la nature des communications serait automatiquement connue de tous. Voudriez-vous commenter un peu plus sur le fait de ne pas être tenu d'identifier la nature des communications.

Il est une autre chose qui me rend perplexe, et c'est l'exclusion, dans la partie du projet de loi régissant les lobbyistes de la 2^e catégorie, de toute mention de contrats du gouvernement parmi les sujets qui doivent être identifiés.

M. Hunter: Parlez-vous de la clause 6 du projet de loi, sénatrice?

Le sénateur Fairbairn: Oui. Dans cette clause, le libellé mentionne «afin de tenter d'influencer l'une des questions visées aux alinéas 5(1)(a) à (e),» ce qui, bien sûr, n'inclut pas

[Text]

awarding of any contract by or on behalf of Her Majesty in right of Canada. I would like your views on the particular point that would not be equally as important for Tier II lobbyists as it is for Tier I.

Mr. Hunter: This point has been amended in the committee of the House of Commons. There was the provision that the Bar wanted, and it is the one to which I referred, about making activities legitimate. It provided that one had to register if one were paid to lobby the government about the appointment of a judge. We thought that that was covered by section 114 of the Criminal Code. We thought that it was not appropriate even to imply that it was legitimate for people to be paid to obtain an appointment, and that was dropped.

The Chairman: Even if there were an amendment in the committee of the house, however, the original bill also excluded contracts.

Senator Fairbairn: I am immensely puzzled by this. If anyone, no matter whether he is a lobbyist or in government, gets into the glue, it is often involving something like contracts. I am puzzled as to why he should be identified as having to be specified under Tier I but not under Tier II.

Mr. Hunter: Quite frankly, senator, I do not know the answer to your question. I suppose you could think of a situation in which a major seller of goods to the government had employees whose sole function was to relate to the contracting process. Then, apparently, they would not have to register. They would only have to register if they were doing any of the things mentioned in paragraphs 5(1)(a) to (e), not something related to government contracts. I am not sure why such contracts are not listed there.

On your general question about Tier II, I guess that is part of our concern. Part of the purpose of the bill is to have more public knowledge about who is doing what to whom with respect to the passage of a particular piece of legislation, for example.

So if the function of the bill in part is to make more public the activities of people who are advocating positions to the government, then surely there is an interest in the specifics of the particular proposal, and you are not going to get in on Tier II people.

Senator Fairbairn: I am puzzled by it, because in connection with work I did in another phase of my life I was constantly called by people who could be defined as lobbyists of one sort or another wanting to know the state of items in the government's legislative program. I can remember often being startled that someone who was from a clearly identified company, or working on behalf of a clearly identified company, would have a particular interest in a piece of policy or legislation that I would not normally have identified with the individual. I always said that I did not know, in any event, so that was easy; but I am using this as an example.

[Traduction]

l'octroi de contrats par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom. J'aimerais avoir votre avis sur les raisons qui pourraient faire que ce sujet particulier n'ait pas pour un lobbyiste de la 2^e catégorie l'importance qu'il a pour un lobbyiste de la 1^{re} catégorie.

M. Hunter: Ce point a été modifié par le comité de la Chambre des communes. Il y avait une disposition que le Barreau avait demandée, et c'est celle que j'ai mentionnée, qui prononce la légitimité de certaines activités. La disposition prévoyait l'obligation pour une personne de s'enregistrer si elle était payée pour faire du lobbying auprès du gouvernement au sujet de la nomination d'un juge. Nous pensions que cela était déjà visé par l'article 114 du Code criminel. Nous pensions qu'il n'y avait même pas lieu de suggérer implicitement qu'il est permis que des personnes soient rémunérées pour obtenir une nomination, et cela a été abrogé.

La présidente: Même si une modification a été apportée par le comité de la Chambre, il n'en demeure pas moins que le projet de loi original excluait aussi les contrats.

Le sénateur Fairbairn: Cette question me laisse très perplexe. Lorsqu'une personne, peu importe qu'elle soit un lobbyiste ou un employé du gouvernement, s'engage dans une entreprise délicate, cela tourne souvent autour de quelque chose comme des contrats. Je ne comprends pas pourquoi cette personne devrait être tenue de s'enregistrer si elle fait partie de la 1^{re} catégorie, mais non si elle fait partie de la 2^e.

M. Hunter: Franchement, sénatrice, je ne connais pas la réponse à votre question. Je suppose que vous pouvez penser à une situation où un important vendeur de biens au gouvernement a des employés dont la seule fonction est de s'occuper du processus des contrats. Apparemment, ces employés ne seraient pas tenus de s'enregistrer. Il ne leur faudrait s'enregistrer que s'ils accomplissent l'une des activités mentionnées aux alinéas 5(1)(a) à (e), soit des activités qui ne sont pas liées à des contrats gouvernementaux. Je ne sais pas vraiment pourquoi ces contrats ne sont pas mentionnés ici.

Quant à votre question générale sur la 2^e catégorie, je crois que cela fait partie de notre propos. Un des objectifs du projet de loi est d'obtenir plus de connaissance publique sur qui fait quoi à l'égard de l'adoption d'une loi, par exemple.

Donc, si le projet de loi a notamment pour objet de rendre davantage publiques les activités des gens qui recommandent des positions au gouvernement, il y a alors sûrement intérêt à connaître les détails d'une proposition particulière, et ce n'est pas de lobbyistes de la 2^e catégorie que l'on peut l'apprendre.

Le sénateur Fairbairn: Cela me laisse perplexe étant donné le travail que je faisais à une étape antérieure de ma carrière, en effet, j'étais constamment sollicité par des gens que l'on pourrait qualifier de lobbyistes d'un type ou d'un autre qui désiraient savoir où en étaient certains éléments du menu législatif du gouvernement. Je me rappelle avoir souvent ressenti une certaine surprise lorsqu'une personne clairement associée à une compagnie ou travaillant pour le compte d'une compagnie clairement identifiée démontrait un intérêt particulier pour quelque politique ou texte législatif que je n'aurais pas normalement associé à l'individu en question. De toute façon, j'ai

[Text]

It does not necessarily fit that because a person hands you a card and says that he or she is associated with an organization, the public would necessarily know the subject matter of the representation. It could be quite removed from what you thought.

Mr. Hunter: That is correct.

Senator Stanbury: In discussing Senator Fairbairn's question, it seems to me that in a competitive world there might well be an argument that people who are acting on behalf of their own company would not want to lay on the public record all the contracts they were going after, in order that their competitor would not know what it is they were doing. I can understand where the pressure comes from in order to overcome that. So long as we are running a competitive economy, I suppose that to some extent there is a public interest involved.

That leads me to the question of lawyer-client relationships. I notice that is not among your concerns here, but it has been mentioned and I wonder if you might comment. You are the best people to comment on it.

Mr. Hunter: It is fair to say that there are a number of lawyers in this country who are concerned about the solicitor-client privilege breach that occurs with this bill. Under the Code of Ethics of the Law Society of Upper Canada, for example, it is improper for a lawyer to disclose the name of his client unless it is otherwise publicly known.

In the final analysis, the bar is not taking the position that that is a serious problem with this type of legislation. If Parliament says that you shall disclose the name of your client, presumably that will override the Code of Ethics of any of the provincial law societies. Of course, the privilege is with the client and not with the lawyer. If a client approaches a lawyer to represent him before the government, the lawyer will have to disclose to the client that he will have to file a form that indicates whom he is representing and whatever information is required in the form. The client at that point will have to decide whether he wants to use a lawyer.

From the competition point of view, that is one of the things that concerns some lawyers. They say that they have to do it as itinerant lobbyists, but, if you go to their competitors who are not lawyers, then they may be able to avoid all of this. With respect to the solicitor-client privilege, our view is that that is not a reason to exclude all lawyers from the application of this type of legislation.

Senator Stanbury: The other aspect, on which we have spent very little time, is your third point in the summary of recommendations:

Only representations made to senior management civil servants and senior elected and appointed officials and their staffs should be registerable.

[Traduction]

toujours répondu que je ne le savais pas, ce n'était donc pas un problème, mais je souligne la chose à titre d'exemple.

Il ne s'ensuit pas nécessairement que parce qu'une personne vous remet une carte en vous disant qu'elle a des liens avec une organisation, le public saurait nécessairement quel est l'objet des démarches. La réponse pourrait bien être toute autre que ce à quoi l'on pensait.

M. Hunter: C'est exact.

Le sénateur Stanbury: En réfléchissant à la question de la sénatrice Fairbairn, il me semble que, dans un monde concurrentiel, on pourrait bien être fondé de dire que les gens qui représentent leur propre compagnie ne sont pas désireux de faire connaître à tous les contrats qu'ils sollicitent, pour ne pas que leurs concurrents sachent ce qu'ils font. Je peux imaginer d'où viennent les pressions exercées en vue d'éliminer cela. Tant que nous fonctionnons dans un système économique fondé sur la concurrence, je suppose qu'il y va, dans une certaine mesure, de l'intérêt public.

Cela m'amène à la question des rapports avocat-client. Je remarque que cela ne fait pas partie de vos sujets de discussion ici, mais comme on en a fait mention je me demandais si vous ne pourriez pas formuler des commentaires à cet égard. Vous êtes les gens les mieux placés pour le faire.

M. Hunter: Il est juste d'affirmer qu'un certain nombre d'avocats au pays sont préoccupés par l'accroc au secret professionnel que constitue le présent projet de loi. Selon le Code de déontologie de la Société du barreau du Haut-Canada, par exemple, il est incorrect pour un avocat de dévoiler le nom de son client sauf si celui-ci est par ailleurs connu du public.

En dernière analyse, le barreau n'est pas d'avis qu'il s'agit là d'un problème grave dans le cas d'un tel type de loi. Si le Parlement déclare qu'il faut divulguer le nom du client, on peut présumer qu'une telle disposition aura préséance sur celles des codes de déontologie des diverses sociétés du barreau provinciales. Si un client demande à un avocat de le représenter auprès du gouvernement, l'avocat devra informer le client qu'il doit remplir une formule indiquant le nom de la personne qu'il représente et tous les autres renseignements demandés dans la formule. À ce stade, le client devra décider s'il désire faire appel aux services d'un avocat.

Du point de vue de la concurrence, c'est l'une des choses qui préoccupent certains avocats. Ils affirment qu'ils ont à le faire en qualité de lobbyists itinérants, mais si l'on s'adresse à leurs concurrents qui ne sont pas avocats, on peut alors éviter ce problème complètement. En ce qui concerne le secret professionnel, nous sommes d'avis qu'il ne constitue pas une raison d'exclure tous les avocats de l'application de ce type de texte législatif.

Le sénateur Stanbury: L'autre aspect auquel nous avons consacré peu de temps est le troisième point qui figure au sommaire de vos recommandations:

Seules les soumissions effectuées auprès des hauts fonctionnaires et aux représentants élus et nommés ainsi qu'à leur personnel sont sujets à l'enregistrement.

[Text]

You did indicate that you felt that going down to the very junior levels would foul-up the process and perhaps create a mountain of paper.

Mr. Hunter: Our view is that it is really the decision-makers who are being communicated with who should be the prime objective. The more junior people are not in a position to influence government policy. Therefore the bill extends further than it needs to and, also, it will catch activities at a local and junior level, potentially. Lawyers and other people may not be aware of their obligation. It is not desirable to pass legislation knowing that the chances that it can be complied with, not through any malice or forethought, is not great. There is a risk that that will happen with the breadth of this bill.

Senator Stanbury: It is a real problem in the administration of the bill. We have seen examples of forms that have to be filled out and warehouses filled with the forms. No one can possibly handle the volume and, therefore, the whole operation is useless. That is what worries me about that aspect of the bill.

Mr. Hunter: An answer to that, because we may be overly concerned about it, is that in three years time there would be a review of the administration aspect.

Senator Stanbury: To see how many warehouses are filled.

Senator MacDonald (Halifax): The last paragraph that Senator Stanbury refers to is one that is particularly fascinating for me. I am particularly interested, of course, in matters that involve Cape Breton Island. When people come to me and indicate that they have run into a roadblock, et cetera, I find, when I call the bureaucracy to find out where their application is, that junior-level people are dealing with enormous amounts of money. I do not know how you are going to handle that.

I am always surprised when they are talking about millions of dollars, and they are not talking about the person who is in charge of the office but about those who are well down the scale. The person who is in charge often does not know the file.

Mr. Hunter: I think that is a fair comment. There is delegated authority in certain financial matters to people who are certainly not in Ottawa. It may be appropriate to include some of those people on the financial side.

The other possibility, if you are worried about grants or contributions or contracts, would be that you put in a regulatory power that says it covers people who have authority above a certain amount, rather than just everyone. So if you are talking to someone who has the ability to decide whether to buy pencils for the immigration office in Caraquet—I will use that town since I am from New Brunswick—it does not strike me as necessary to worry too much about that; but I take your point. There certainly is important authority delegated to officials outside of Ottawa and not at the most senior levels.

[Traduction]

Vous avez dit estimer que si on entendait faire appliquer la loi aux titulaires de postes très subalternes on ferait échec au processus tout en créant une montagne de papier.

M. Hunter: Nous sommes d'avis que ce sont plutôt les responsables décisionnaires qui font l'objet de sollicitations qui devraient être les premiers visés. Les gens qui occupent des postes très subalternes ne sont pas dans une position qui leur permet d'influencer la politique du gouvernement. En conséquence, le projet de loi a une portée trop grande et il risque de s'appliquer à des activités de nature locale et de caractère subalterne. Il est possible que les avocats et d'autres personnes ne soient pas au fait des obligations qui leur incombent. Il n'est pas souhaitable d'adopter une loi tout en sachant que les chances qu'elle soit respectée ne sont pas très grandes et ce, même en l'absence de malice et de préméditation de la part des contrevenants. Il y a des risques que cela se produise étant donné la portée du projet de loi.

Le sénateur Stanbury: Il s'agit là d'un véritable problème en ce qui a trait à l'application du projet de loi. Nous avons vu des exemples de formules qui doivent être remplies ainsi que des entrepôts remplis de formules. Il est virtuellement impossible de traiter un tel volume de documents et, par conséquent, toute l'opération est inutile. Voilà ce qui me préoccupe relativement à cet aspect du projet de loi.

M. Hunter: Pour répondre à cette question, puisqu'il est possible qu'on s'en inquiète indûment, disons que dans trois ans on procédera à une évaluation de la question de l'application.

Le sénateur Stanbury: Pour voir combien d'entrepôts on aura remplis.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Le dernier paragraphe dont fait mention le sénateur Stanbury me fascine particulièrement. Il va de soi que je m'intéresse de façon particulière aux questions qui touchent l'île du Cap Breton. Lorsque des gens viennent me voir et me disent qu'un obstacle s'est dressé sur leur chemin, et cetera, je m'aperçois que des employés subalternes s'occupent d'énormes sommes d'argent. Je ne sais comment vous allez faire face à ce problème.

Je suis toujours surpris de constater qu'il est question de millions de dollars et qu'ils me parlent de quelqu'un qui occupe un poste plutôt bas dans la hiérarchie. Souvent, la personne qui est en charge du bureau n'est même pas au courant du dossier.

M. Hunter: J'estime qu'il s'agit là d'une remarque assez juste. Il y a, à l'égard de certaines questions financières, une délégation de pouvoirs à des gens qui ne se trouvent certainement pas à Ottawa. Peut-être serait-il indiqué d'inclure certaines de ces personnes en ce qui a trait aux questions financières.

L'autre solution, si vous êtes inquiet à l'égard des subventions, contributions ou contrats, consisterait à mettre en place un pouvoir de réglementation applicable non pas à tous mais uniquement aux personnes qui disposent d'un pouvoir décisionnaire au-delà d'un certain montant. Ainsi, dans le cas d'une personne qui a le pouvoir d'acheter des crayons pour le bureau de l'immigration de Caraquet—si j'utilise le nom de cette ville c'est que je viens du Nouveau-Brunswick—il ne m'apparaît pas nécessaire de s'en inquiéter outre mesure, mais je prends néanmoins note de votre remarque. Il y a certes une impor-

[Text]

Senator Spivak: You mentioned that lobbying for the appointment of someone to a judicial post was not within the purview of paid lobbyist activities and was covered under the Criminal Code. Did I understand you correctly?

Mr. Hunter: My point was that to be paid by someone to obtain an appointment to a court is a criminal offence. Therefore, the original version of this bill said that if you were paid to obtain an appointment you had to make it public. So not only is it criminal; we are going to have to confess.

Senator Spivak: Do you think there are other matters that are not within the purview of paid lobbyist activities and that not indicating them is an omission from the bill? I notice, for example, you have a question here on page 6:

Is the undertaking for payment to arrange a meeting with a public office holder a registerable activity by itself or must the proposed meeting relate to . . .

and so on. Do you think that it is a proper function of a paid lobbyist to arrange meetings with public officeholders? That seems to be implied in your question. There are two questions, really.

Mr. Hunter: If you are asking me whether I think that type of activity should be registerable, my answer is, in many instances, yes. It amazes me how unsophisticated and naive many people in this country are about how to talk to the government. I am sure you are aware of this.

Senator Spivak: Yes. I am aware of that, but I was not aware that paid lobbyists can, for payment, arrange meetings with public officeholders. That comes as a surprise to me.

Mr. Hunter: Are you saying that it is not proper or that you are surprised that they do it?

Senator Spivak: I am surprised that they do it and that this is seen as something that someone would pay for.

Mr. Hunter: Oh, they do it.

Senator Spivak: It seems to me that that sort of activity is not exactly consistent with our democratic principles and with free and open access to government. It is perhaps necessary in complicated matters which require information gathering and all these things for which the ordinary person has neither the time nor is equipped. However, I am surprised that people would pay to arrange a simple meeting with a public official. Obviously, I am from the west, where we do not do those sorts of things.

[Traduction]

tante délégation de pouvoirs à des responsables qui travaillent à l'extérieur d'Ottawa et n'occupent pas les postes plus élevés dans la hiérarchie.

Le sénateur Spivak: Vous avez mentionné que le fait d'effectuer du lobbying en vue d'obtenir la nomination d'une personne à un poste dans la magistrature ne faisait pas partie des activités des lobbyistes rémunérés et était visé par le Code criminel. Vous ai-je bien compris?

M. Hunter: Ma remarque était que le fait d'être payé par quelqu'un afin d'obtenir une nomination à une cour constitue une infraction de nature criminelle. Par conséquent, dans la version originale du projet de loi, on disait que si quelqu'un était payé afin d'obtenir une nomination il devait révéler la chose. Donc, non seulement c'est criminel, mais nous allons devoir nous confesser.

Le sénateur Spivak: Pensez-vous qu'il y ait d'autres questions qui ne rentrent pas dans les activités des lobbyistes rémunérés et que le fait de ne pas les indiquer est une omission du projet de loi? Je remarque, par exemple, que vous avez une question ici à la page 6:

Le fait d'être rémunéré pour obtenir un rendez-vous avec le titulaire d'une charge publique est-il en lui-même une activité enregistrable ou le rendez-vous proposé porte-t-il sur . . .

etc. Pensez-vous qu'il rentre dans les fonctions d'un lobbyiste rémunéré de ménager des entrevues avec des titulaires de charges publiques? C'est ce que votre question semble impliquer. Il y a deux questions, en fait.

M. Hunter: Si vous me demandez si je pense que ce genre d'activité doit être enregistré, ma réponse est que oui, dans beaucoup de cas. Je suis dans l'étonnement de voir à quel point les gens de ce pays sont naïfs lorsqu'il s'agit de parler avec le gouvernement, et je suis sûr que vous l'avez remarqué vous-même.

Le sénateur Spivak: En effet, mais je ne savais pas que des lobbyistes pouvaient, contre rémunération, ménager des entrevues avec des titulaires de charges publiques. Cela me surprend beaucoup.

M. Hunter: Voulez-vous dire que cela ne se fait pas, ou que cela vous surprend?

Le sénateur Spivak: Je suis surpris qu'ils le fassent et que ces démarches soient considérées comme un service rémunéré.

M. Hunter: C'est cependant ainsi.

Le sénateur Spivak: Il me semble que ce genre d'activité ne s'accorde pas très bien avec nos principes démocratiques et avec la liberté d'accès aux représentants du gouvernement. C'est peut-être nécessaire dans des questions compliquées pour lesquelles il faut recueillir des informations, ce que le citoyen ordinaire n'a ni le temps ni les aptitudes nécessaires de faire. Toutefois, je suis surpris que des gens versent de l'argent pour obtenir une simple entrevue avec le titulaire d'une charge publique. Évidemment, je viens de l'Ouest où l'on ne fait pas ce genre de choses.

[Text]

Mr. Hunter: I can think of a number of reasons why it happens. First of all, people have no idea whom to phone. They do not know what level to phone.

Senator Spivak: They just have to consult a telephone book.

Mr. Hunter: It is not that simple. Even if they did think they could find the right person to phone, they may be concerned that the person they phoned will not know who they are and so will not answer their phone call or will not agree to have a meeting with them. If they go to someone who knows a lot of people in that department, he may phone and arrange a meeting for them but he may not attend. He will just say, "These people have a problem and they would like to meet with you. Can you arrange to meet with them?" People get paid to do that.

Senator Doyle: Madam Chairman, I take same position as Senator Spivak regarding the question of information gathering. I do not myself know how you could suggest to us that we could provide for that in a way that would not contradict the Charter, which provides for freedom of the press and, thus, for freedom of information. In my mind there is nothing untoward in anyone obtaining information. Surely the concern has to be with the point at which the information is converted into advocacy and the message is returned to the government officials who created it, to try to influence them. I may want to retire from the Senate and launch a newsletter. Many companies do publish newsletters, as you are well aware, on what happens in Ottawa. It is part of their general public relations service. They appeal to vanity. That is what they are there for because a lot of the information is retreaded and old hat and all the rest. People say, "I get a private newsletter and I know that Robert Stanfield is going to leave the leadership of the opposition."

Senator Stanbury: He is?

Senator Doyle: I should not have repeated it. That is perhaps a small exaggeration, but I have seen some very old stuff saying, "For your eyes only," or, "only for the president of the company." He buys a newsletter and, after he reads it, says, "My God, he's at widgets again." He is telling me the Minister of Widgets is about to change section C to section Z. I must get up there and do something about it." Surely, no wrong has been done in alerting the president of this company to the fact that widgets are back on the burner again. The President of the widget company cannot sit up here in Ottawa asking every member of the security police, "Have you heard any more about widget meetings?" So he goes to his expert who says, "Yes. They are going to be discussing widgets." He then says, "We must get a battle plan." There is nothing wrong with that. They devise a battle plan. The possibility for wrongdoing only begins when they arrive here at the gate. That is where we want to know who they are. This bill merely tells us who they are.

Senator Gigantès: Madam Chairman, I should like to ask Senator Doyle a question. Are you suggesting, sir, that the leaders of our free enterprise system are so naive that, while they dominate the country and compose the government to a large extent, they can be so easily conned?

[Traduction]

M. Hunter: Je peux penser à plusieurs raisons qui l'expliquent. Tout d'abord, les gens n'ont aucune idée à qui téléphoner. Ils ne savent pas à quel palier du gouvernement il faut s'adresser.

Le sénateur Spivak: Ils n'ont qu'à consulter un annuaire.

M. Hunter: Ce n'est pas si simple. Même s'ils croient avoir trouvé un interlocuteur responsable, ils peuvent se demander si la personne qu'ils ont appelée saura qui ils sont et ne prendra pas leur appel ou si elle acceptera un rendez-vous. S'ils s'adressent à quelqu'un qui connaît beaucoup de gens dans ce ministère, il peut téléphoner et prendre un rendez-vous pour leur compte, mais il se peut qu'il n'y assiste pas. Il se contentera de dire: «Voilà des gens qui ont un problème et ils aimeraient vous rencontrer. Êtes-vous d'accord?» Il y a des gens qui sont payés pour cela.

Le sénateur Doyle: Madame la présidente, je suis du même avis que M. le sénateur Spivak au sujet des informations à recueillir. Je ne vois pas moi-même comment vous pourriez nous dire que nous pourrions rendre ce service d'une manière qui ne soit pas en contradiction avec la Charte qui garantit la liberté de la presse et, par conséquent, la liberté d'information. À mon avis, il n'y a rien d'incongru à essayer d'obtenir des informations. Sûrement, il faut se préoccuper du moment où les informations sont converties en appui d'une cause et où le message est retourné aux instances gouvernementales qui l'ont appuyée, pour essayer de les influencer. Il se peut que je quitte le Sénat et que je lance un bulletin. Comme vous le savez bien, de nombreuses compagnies publient des bulletins sur ce qui se passe à Ottawa, cela fait partie de leurs services de relations publiques. Ils font appel à la vanité des gens. C'est leur raison d'être parce qu'un grand nombre des nouvelles sont démarquées et périmées, etc. On dit: «Je reçois un bulletin privé et je sais que Robert Stanfield ne va plus diriger l'opposition.»

Le sénateur Stanbury: C'est vrai, ça?

Le sénateur Doyle: Je n'aurais pas dû le répéter. C'est peut-être une petite exagération, mais j'ai vu de très vieux bulletins intitulés: «Confidentiel», ou «À l'attention exclusive du président de la compagnie». Il achète un bulletin et, après l'avoir lu, il dit: «Mon Doux, il est encore à bidule! Il me dit que le ministre des Bidules va faire passer la section C à Z. Je dois y aller et m'en mêler.» Sûrement, cela n'a pas fait de mal d'attirer l'attention du président de cette compagnie sur le fait qu'on recommence à s'occuper des bidules. Le président de la compagnie bidule ne peut pas demander à tous les membres de la sécurité d'Ottawa: «Avez-vous appris quelque chose à propos des réunions de bidules?» Donc, il va trouver son expert qui lui dit: «En effet, ils vont débattre des bidules.» Il dit alors: «Nous devons tracer un plan de campagne». Il n'y a rien de répréhensible là-dedans. Ils tirent un plan d'action. La possibilité des torts ne commence que lorsqu'ils arrivent à la porte. C'est là que nous voulons savoir à qui nous avons affaire. Ce projet de loi nous dit seulement qui ils sont.

Le sénateur Gigantès: Madame la présidente, je voudrais poser une question à M. le sénateur Doyle. Est-ce que vous voulez nous faire croire que les dirigeants de notre système de libre entreprise sont si naïfs que, alors qu'ils dominent le pays

[Text]

Senator MacDonald (Halifax): I would say yes.

Senator Doyle: Most of the queries we get are from socialists who are trying to find out how they can do it. At any rate, all I am saying is that, to try to govern the seeking of information is an impossible dream. Once we start to supply the information, then the government has a right to say, "We want to know who these people are."

Mr. Hunter: Our concern there is that that is such a vague standard. You can present very innocent examples of information gathering that clearly are nothing that the government or anybody else should be very interested in. I can think of other examples where, for example, a lobbyist goes to a government official, who knows he represents a particular client on a particular matter. I will use the example of a contract again. He says to that government official, "Do you know that Mr. X has met with Mr. Y and that there is likely going to be a problem related to this aspect of this contract?" Arguably, he can say, "All I am doing is eliciting information. I am asking him a question. I am not telling him anything." That, of course, is nonsense. Through the guise of asking a question, his purpose is not to get information but to convey information and to communicate with him. If people take the position that all you have to do is to keep asking questions and you will not fall within the provisions, then there is a big loophole in this law.

Senator Doyle: One hopes, of course, that people who are in possession of that kind of sophisticated information will be smooth enough and well briefed enough that they will not disclose what they should not. That is a problem that could only be cured or complicated by setting down regulations on the behaviour of lobbyists, which is something this bill does not attempt. It only says that we are going to find out who they are.

Mr. Hunter: Quite frankly, I wish you had not brought that up, because you are absolutely right. This bill does nothing whatsoever to control the integrity of the lobbying profession. I was recently involved in a situation where I was representing a client who was interested in a government matter. He went to a firm to see whether he could obtain some help from them in this matter, and they told him there was nothing they could do for him because the matter was resolved. It was all over. I knew that that was not the case, because from my information-gathering activities I knew where the matter stood. But two days later we found out that that firm represented my client's major competitor in that business. Quite frankly, in my view that is outrageous. Lawyers could not do that without being subject to sanction by the Law Society. However, there is nothing to prevent unscrupulous people in this profession.

Senator Flynn: I am not too sure.

Mr. Hunter: You are not sure that they could not?

[Traduction]

et qu'ils composent le gouvernement dans une large mesure, on peut les tromper aussi facilement?

Le sénateur MacDonald (Halifax): Je le pense, en effet.

Le sénateur Doyle: La plupart des demandes de renseignements que nous recevons proviennent de socialistes qui essaient de savoir comment ils peuvent s'y prendre. De toute façon, ce que je veux dire, c'est que c'est rêver en couleurs que de régler la recherche des informations. Dès que nous commençons à donner les informations, le gouvernement a le droit de dire: «Nous voulons savoir qui sont ces gens.»

M. Hunter: Ce qui nous inquiète, c'est que c'est une norme tellement vague. Vous pouvez donner des exemples très innocents de recherche d'informations qui n'intéressent évidemment ni le gouvernement ni personne d'autre. Je peux penser à d'autres exemples où, par exemple, un lobbyiste va trouver un haut fonctionnaire qui sait qu'il représente un client en particulier sur une certaine question. Je vais prendre à nouveau l'exemple d'un contrat. Il dit à ce haut fonctionnaire: «Est-ce que vous savez que M. Dupont a rencontré M. Durant et qu'il va probablement y avoir un problème à propos de cet aspect du contrat?» Bien sûr, il pourrait dire: «Je ne fais que rechercher des informations. Je lui pose une question. Je ne divulgue rien.» Évidemment, cela ne tient pas debout. Sous prétexte de poser une question, il ne vise pas à obtenir des informations, mais à en donner et à communiquer avec lui. Si les gens pensent qu'il faut se contenter de poser des questions et qu'ainsi on n'est pas visé par les dispositions de la loi, alors il y a une grosse lacune dans cette loi.

Le sénateur Doyle: On espère naturellement que les gens qui possèdent ces informations pointues seront suffisamment éclairés pour ne pas révéler ce qu'ils doivent taire. C'est un problème qui ne pourrait qu'être résolu ou compliqué si l'on réglemente le comportement des lobbyistes, ce que ce projet de loi n'essaie pas. Il dit seulement que nous allons savoir qui ils sont.

M. Hunter: Peut être tout à fait franc, je regrette que vous ayez soulevé cette question parce que vous avez entièrement raison. Ce projet de loi ne fait absolument rien pour contrôler l'intégrité des lobbyistes. J'ai eu récemment affaire à un client qui était intéressé par une question gouvernementale. Il a consulté une société pour voir s'ils pourraient l'aider et ils lui ont répondu qu'ils ne pouvaient rien faire pour lui parce que la question était réglée. Point final. Je savais que ce n'était pas le cas, parce que, d'après mes recherches d'informations, je savais où l'affaire en était. Mais, deux jours après, nous avons découvert que cette société représentait le principal concurrent de mon client dans cette affaire. Pour être tout à fait franc, je trouve que c'est trop fort. Des avocats ne devraient pas pouvoir agir ainsi sans encourir les sanctions de l'Association du barreau. Toutefois, il n'y a rien pour barrer le chemin à des gens sans scrupules dans cette profession.

Le sénateur Flynn: Je n'en suis pas si sûr.

M. Hunter: Vous n'êtes pas sûr qu'ils ne pourraient pas être poursuivis?

[Text]

Senator Flynn: I do not think that kind of behaviour would be attacked in a civil suit; but that is only my opinion.

Senator MacDonald (Halifax): I do not want to take us off track on something that is irrelevant, but this is in relation to a matter brought up earlier by Senator Spivak and just now by Senator Gigantès.

It is an absolute fact—on a serious note—that the most naïve people in Canada who need the greatest amount of help with the Government of Canada are the chief executive officers of our largest corporations. It is absolutely amazing. Every time I hear about the ability to be able to buy off government policies by contributions to political parties, it makes me ill. They are all there shown as having given \$50,000, \$25,000—enormous amounts of money. That and 30 cents will get them a cup of coffee! It is pathetic.

Senator Gigantès: I am grateful. This is on the record, is it not? Thank you I will use it in the book I am writing. I have always thought so, but I am glad to hear from one of the breed.

Senator MacDonald (Halifax): Another point which was brought up by Senator Spivak—and I do not think it was fully answered—was the question of making the appointments. Consulting firms are proud of the fact that the first thing they put in the window is the fact that they do not represent the person who is giving them money; they tell them how to do it. They all sing that same song, “We do not represent them, we tell them, show them and guide them”—which, I suppose, includes making a phone call on their behalf. They seem to steer away from the fact that they actually represent the client in totality.

The Chairman: May I ask one final question? In the definition of “public officeholder” under paragraph (b) it states:

a person who is appointed to any office or body by or with the approval of the Governor in Council or a Minister of the Crown—

I gather this covers every appointed member of a minister's exempt staff. I assume that it would also cover every so-called patronage appointment that is made with the approval of the minister. I gather that we have thousands of those by all the boards that we have been dealing with recently. For example, there is the director of the Blue Water Authority, which we will be dealing with shortly. All those would be caught under that definition, and many people who are trying to deal with government would not realize that those people would be included. Is that not right?

Senator Stanbury: Yes.

The Chairman: What do you think, Mr. Hunter?

Mr. Hunter: Again, it is broad. It includes everyone. The opening language of it states that:

“Public office holder” means any officer or employee of Her Majesty in right of Canada—

That is the general definition.

The Chairman: Yes.

[Traduction]

Le sénateur Flynn: Je ne pense pas que ce comportement donnerait lieu à des poursuites judiciaires, mais c'est seulement mon opinion.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Je ne voudrais pas m'écarter de notre sujet, mais c'est à propos d'une question soulevée auparavant par M. le sénateur Spivak et à l'instant par M. le sénateur Gigantès.

C'est tout à fait vrai, et je suis sérieux, que les gens les plus naïfs au Canada qui ont le plus grand besoin d'aide lorsqu'ils ont affaire au gouvernement du Canada sont les dirigeants de nos corporations les plus importantes. C'est tout à fait étonnant. J'en suis malade lorsque j'entends parler de la possibilité d'acheter des politiques gouvernementales en donnant des contributions aux partis politiques. Ils sont connus pour avoir donné 50 000 \$, 25 000 \$, des sommes énormes. Avec ça et 30 cents ils auront une tasse de café! C'est pathétique.

Le sénateur Gigantès: Je vous remercie de confirmer ce que je viens de dire. J'en ferai usage dans le livre que je suis en train d'écrire. J'avais toujours pensé de cette façon, mais je suis heureux de l'entendre d'un connaisseur.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Un autre point qui a été soulevé, et je ne pense pas qu'il ait été complètement couvert par M. le sénateur Spivak, c'est la question de fixer les rendez-vous. Les experts-conseils sont fiers de donner de la publicité au fait qu'ils ne représentent pas la personne qui les paie, ils lui disent comment s'y prendre. Ils chantent tous la même chanson: «Nous ne les représentons pas; nous leur donnons des conseils», ce qui, je suppose, implique de téléphoner pour leur compte. Ils semblent ne pas vouloir admettre qu'en fait, ils représentent bien le client.

La présidente: Puis-je poser une dernière question? On trouve à l'alinéa (b), dans la définition de «titulaire d'une charge publique»:

aux personnes nommées à des organismes par le gouverneur en conseil ou un ministre fédéral

Je suppose que cela couvre tous les membres nommés du personnel exonéré d'un ministre. Je suppose que cela couvrirait également toute nomination due au favoritisme faite avec l'approbation du ministre. Je pense que nous en avons des milliers d'après les commissions que nous avons reçues récemment. Par exemple, voici le directeur de l'administration du pont Blue Water à qui nous aurons bientôt affaire. Toutes ces personnes répondraient à cette définition et de nombreuses personnes qui essaient de traiter avec le gouvernement ne se rendraient pas compte que ces gens-là sont inclus, n'est-ce pas?

Le sénateur Stanbury: En effet.

La présidente: Qu'en pensez-vous, M. Hunter?

M. Hunter: Là encore, la définition est large. Elle englobe tout le monde. Au début du projet de loi, on lit:

«titulaire d'une charge publique» Agent ou employé de Sa Majesté du chef du Canada...

C'est la définition générale.

La présidente: En effet.

[Text]

Mr. Hunter: It includes everyone. These provide more specifics, but it clearly includes people who would not be employees. Often those people are part-time workers and are not employees in the legal meaning of the word, but they are caught because of paragraph (b).

Senator MacDonald (Halifax): It is worse than that. You have approximately 4,000 Governor in Council appointments and if they include ministerial appointments, as opposed to GIC appointments, you are into another 6,000.

Senator Stanbury: It includes the Canadian Armed Forces and the RCMP. So if you are talking to a soldier on the street you are in the same position.

Mr. Hunter: It depends on what you are saying to him.

Senator Stanbury: I appreciate that. That is taken as read, but there is a technical breach. It does not matter what influence the person has if you are making a representation for the purpose of influencing him.

Senator Flynn: The problem is whether it will be useful or not.

Senator Stanbury: But if it is useful—

Senator Flynn: It is a representation made to him.

Senator Stanbury: All kinds of useless representations are made, we know that.

The Chairman: Mr. Hunter, I want to thank you on behalf of the committee for appearing this morning, although I will not add that I think you have made our task any easier considering what we should do with this bill. Thank you.

Mr. Hunter: Thank you.

The Chairman: Honourable senators, we are pleased to have back with us again from the Department of Consumer and Corporate Affairs, Mr. Watters, Director, Legislative Review Branch and Mr. Thomas Gussman, Senior Policy Analyst, Legislative Review Branch.

Gentlemen, you have had an opportunity to hear questions and answers this morning. If you feel that there is anything in the discussion that went on this morning that requires clarification before our members get into specific questions, please address those matters.

Mr. Watters: Thank you very much. I am at the disposal of the committee.

I could make some general comments in relation to the four major points that were raised by the Canadian Bar Association, if that would be helpful. Otherwise, I am at the disposal of the committee.

The Chairman: I think you might as well, yes.

Mr. Watters: The first point that the Canadian Bar Association made was the fact that this scheme excludes information gatherers. Their inclusion was considered carefully at the time of the development of the bill.

As Senator Doyle has pointed out, the concern is that an information gatherer can be a person performing that function in relation to a variety of roles. It would be difficult to distinguish among them.

[Traduction]

M. Hunter: Cela comprend tout le monde. Cette définition est plus détaillée, mais elle comprend clairement des gens qui ne seraient pas des employés. Souvent ces gens sont des travailleurs à temps partiel et ne sont pas des employés dans le sens légal du terme, mais ils sont inclus à cause de l'alinéa (b).

Le sénateur MacDonald (Halifax): C'est pire que cela. Vous avez environ 4 000 nominations par le gouverneur en conseil, et si elles comprennent les nominations ministérielles, par opposition aux nominations par le gouverneur en conseil, vous arrivez à 6 000 en plus.

Le sénateur Stanbury: Cela comprend les Forces canadiennes et la GRC. Ainsi, si vous parlez à un soldat dans la rue, vous êtes dans la même position.

M. Hunter: Cela dépend de ce que vous lui dites.

Le sénateur Stanbury: Je m'en rends compte. C'est pris au pied de la lettre, mais il y a une faute technique. L'influence de la personne n'a pas d'importance si vous faites une représentation dans le but de l'influencer.

Le sénateur Flynn: Le problème est de savoir si cela sera utile ou non.

Le sénateur Stanbury: Mais si c'est utile . . .

Le sénateur Flynn: C'est une représentation qui lui est faite.

Le sénateur Stanbury: Nous savons qu'on fait toutes sortes de représentations inutiles.

La présidente: M. Hunter, je désire vous remercier de votre témoignage, au nom du comité, bien que je ne puisse dire que vous nous ayez facilité la tâche, en ce qui concerne ce projet de loi. Je vous remercie.

M. Hunter: Je vous remercie, madame la présidente.

La présidente: Messieurs les honorables sénateurs, nous avons le plaisir d'accueillir à nouveau M. Watters, directeur de la Direction de la révision législative et M. Thomas Gussman, analyste supérieur des politiques, de la même direction de Consommation et Corporations Canada.

Messieurs, vous avez eu l'occasion d'écouter des questions et des réponses ce matin. C'est le temps de dire si vous estimez que des points des débats de ce matin ont besoin d'éclaircissements avant que nos membres ne posent des questions précises.

M. Watters: Je vous remercie, madame la présidente, je suis à la disposition du comité.

Je pourrais présenter des remarques d'ordre général sur les quatre principaux points qui ont été soulevés par l'Association du barreau canadien, si cela pouvait être utile. Autrement, je suis à la disposition du comité.

La présidente: Je pense que vous pourriez aussi bien.

M. Watters: Le premier point soulevé par l'Association du barreau canadien était le fait que ce projet exclut ceux qui recherchent les informations. Leur inclusion a fait l'objet d'un examen attentif au moment de l'élaboration du projet de loi.

Comme M. le sénateur Doyle l'a fait remarquer, celui qui recueille des informations peut aussi remplir toute une variété de rôles. Il serait difficile de les distinguer.

[Text]

For example, there are many newsletters about the operations of government that are made available to the private sector and to CEOs of corporations, telling them about what is going on in government. Those services gather information and provide a useful service in relation to their particular broad client groups. Our feeling is that this kind of information gathering is not lobbying.

We have common situations of members of the public who are phoning up, perhaps on behalf of associations, trying to get information. There are university professors, for example, getting information on behalf of organizations, and so on. We want to be careful not to inhibit the right of people to approach government and, in fact, obtain information about its operation. Therefore, we might look at a situation where someone who wants to lobby government approaches an individual and says to him: "I want you to try and get some information about the development of this particular policy affecting energy." The individual then uses his network to obtain some information about what is happening in government relative to that particular issue. He passes that information on to his client and the client may not do anything with it. The problem, then, is that initially, when the potential lobbyist is obtaining that information, we do not know whether or not there will be a subsequent attempt to influence a public officerholder. This really goes back to the point Senator Doyle made when he drew the distinction between obtaining the information and then the subsequent use of that information, or the conversion of the information for a particular purpose, and then that individual going to a public officeholder with the intention of trying to influence him.

These, then, were some of the very real difficulties that we encountered in trying to envision a situation where one would capture information-gathering as lobbying. Again, there are some Charter concerns that also form the basis for this kind of an issue, and a feeling that getting information from the government is very much part and parcel of the democratic process. Therefore one would want to be very careful before introducing any kind of constraint on that activity.

The second issue raised by the Bar Association was in connection with the Tier I and the Tier II system. Again, the reason for the distinction between the two different categories of lobbyists is that Tier I clearly represents a situation where the lobbyist is representing someone else. In the Tier II situation, on the other hand, the lobbyist is a member of the organization on whose behalf he is making his lobbying effort. Perhaps I could draw the analogy to an individual who is excluded in a situation where he is lobbying on his own behalf. We can then think of a corporate entity in the sense of an individual having the right to approach government with respect to concerns that it has. This, in part, is one of the reasons for that distinction between Tier I and Tier II. In effect, these organizations are, in a sense, self-lobbying. That is, their employees are approaching government on behalf of their organizations. Therefore there seems to be a clear distinction between that situation where the lobbyist is representing a third party and the situation where the organization, through its employees, is lobbying government. I think that is the fundamental basis for the distinction there.

[Traduction]

Par exemple, de nombreux bulletins sur les opérations du gouvernement sont mis à la disposition du secteur privé et des administrateurs en chef de corporations pour leur faire savoir ce qui se passe au gouvernement. Ces services recueillent des informations et ils sont très utiles à leurs groupes de clients. Nous estimons qu'il ne s'agit pas là de lobbying.

Il arrive souvent que des particuliers nous téléphonent, peut-être pour le compte d'associations, pour essayer d'obtenir des informations. Par exemple, il y a des professeurs d'universités qui obtiennent des informations pour le compte d'organismes, etc. Nous ne voulons pas faire obstacle au droit des gens d'approcher le gouvernement et, en fait, d'obtenir des informations sur ses opérations. Par conséquent, nous pourrions envisager la situation dans laquelle quelqu'un qui veut influencer le gouvernement dit à un particulier: «Je voudrais que vous obteniez des informations sur l'élaboration de cette politique en particulier qui a des effets sur l'énergie.» Cet individu utilise alors son réseau pour obtenir des informations à ce sujet qu'il transmet à son client, et il se peut que le client ne s'en serve pas. Le problème est que lorsque le lobbyiste éventuel obtient ces informations, nous ne savons pas s'il s'en suivra des tentatives en vue d'influencer le titulaire d'une charge publique. Nous en revenons au point soulevé par M. le sénateur Doyle lorsqu'il a fait la distinction entre le fait d'obtenir une information et l'utilisation qu'on en fait par la suite, ou l'utilisation de cette information pour un but en particulier et, ensuite, ce lobbyiste essaie d'influencer le titulaire d'une charge publique.

Ce sont donc là certaines des difficultés très réelles que nous avons rencontrées en essayant d'imaginer une situation où l'on envisagerait la recherche d'informations comme étant du lobbying. Là encore, il y a des préoccupations au sujet de la Charte et l'on pense que le fait d'obtenir des informations du gouvernement fait partie du processus démocratique. Par conséquent, on hésiterait beaucoup avant d'apporter des limitations à cette activité.

La deuxième question soulevée par l'Association du barreau canadien porte sur le système des catégories I et II. Là encore, on fait la distinction entre ces deux différentes catégories de lobbyists parce qu'il est évident que la catégorie I représente une situation dans laquelle le lobbyiste représente quelqu'un d'autre. D'autre part, le lobbyiste de la catégorie II est membre de l'organisme pour le compte duquel il entreprend le lobbying. Je pourrais peut-être le comparer à un particulier qui est exclu parce qu'il fait du lobbying pour son propre compte. Nous pouvons ensuite penser à une corporation dans le sens d'un particulier qui a le droit de contacter le gouvernement au sujet de ses préoccupations. C'est l'une des raisons de la distinction entre les catégories I et II. En effet, ces organismes sont, en un sens, leurs propres commettants. C'est-à-dire que leurs employés contactent le gouvernement pour le compte de leurs organismes. Par conséquent, il semble y avoir une nette distinction entre le lobbyiste qui représente un tiers et l'organisation qui, par l'intermédiaire de ses employés, fait du lobbying auprès du gouvernement. Je crois que c'est la base de cette distinction.

[Text]

The third issue that the Canadian Bar Association raised was in relation to the breadth of scope of the definition of "public officerholder" from the point of view that it would include a great many junior-level people in the public service. That was the particular example that was raised. As one senator commented, the problem here is that, in looking at what happens very often in a lobbying situation, representations are made to middle and junior-level public servants in an attempt to try and influence decisions that they themselves can take, or of which they form a key part in terms of making representations up through the system to a minister. It was felt that, in order to capture that very real situation of lobbying taking place at those junior levels, one would have to capture within the definition of "public officerholder" all employees of the crown.

The fourth concern that the Canadian Bar Association raised was in relation to some of the language of the bill. They focused, for example, on the issue of "in an attempt to influence" as stated in one of the provisions. Again, the language in the bill is meant to convey the common sense interpretation of someone who is communicating with a public officerholder. Then that public officerholder has a decision to take. They can recommend or go with approach A or approach B. The lobbyist is trying to persuade the public officerholder that choice A, perhaps, would be preferable from the point of view of the interests he is representing. Therefore we feel that that particular provision of the statute is clear.

Madam Chairman, I think those were the four general issues that our association raised. I would be pleased to comment on any other aspects of the bill as well.

Senator Stanbury: What bothers me most about the information-gathering part of it—and I quite understand the arguments that both you and Senator Doyle have made—is the fact that the lobbyists who are the most effective, the most powerful, the most influential, the most profitable, the most integrated with our system, in the sense of being ever-present, ingratiating and the most effective at building friendships within the system, and so on, are the companies which say they are just information-gathering organizations. However, what I have just said is a fact. They are all based in Ottawa; they are constantly doing the very thing that we are talking about in this bill, and yet we do not touch them with this bill. They have managed to stay on the fringe and therefore are not touched by this bill; but the fact is that we are not doing anything about lobbyists, *per se*, in Canada.

The itinerant lobbyists, as the lawyers call them, have never been a problem in Canada. The problem lies with the big, powerful lobbyists that do an effective job, and those are the people that we do not touch at all with this bill.

Mr. Watters: Perhaps I could comment on that, senator. While it is true that if an individual were gathering information only, he would not be required to register in that particular situation, what we find very often is that that situation only prevails for one particular client. It may well be that for many other clients that that particular individual has, he is, in fact,

[Traduction]

La troisième question soulevée par l'Association du barreau canadien avait trait à la portée de la définition du «titulaire d'une charge publique» du point de vue que cela comprendrait de nombreux subalternes dans la fonction publique. C'est l'exemple qui a été donné. Comme l'un des honorables sénateurs l'a fait remarquer, le problème est que, comme il arrive très souvent en cas de lobbying, des représentations sont faites à des fonctionnaires au niveau moyen ou subalterne pour essayer d'influencer les décisions qu'ils peuvent prendre eux-mêmes ou pour lesquelles ils forment un chaînon jusqu'au ministre. On a estimé que pour tenir compte de cette situation très réelle on aurait à faire rentrer tous les employés de la couronne dans la définition du «titulaire d'une charge publique».

La quatrième préoccupation de l'Association du barreau canadien porte sur le langage du projet de loi. Ils ont parlé, par exemple, des tentatives en vue d'influencer mentionnées par l'une des dispositions. Là encore, le projet de loi vise quelqu'un qui communique avec le titulaire d'une charge publique. Ce titulaire a une décision à prendre; il peut recommander ou adopter une méthode A ou une méthode B. Le lobbyiste essaie de persuader le titulaire d'une charge publique que le choix A serait peut-être préférable sous l'angle des intérêts qu'il représente. Nous estimons donc que cette disposition du projet de loi est claire.

Madame la présidente, je crois que ce sont là les quatre questions d'ordre général soulevées par notre association. Je serais heureux de faire des remarques sur n'importe quel autre aspect du projet de loi, également.

Le sénateur Stanbury: Ce qui me préoccupe le plus au sujet de la recherche d'informations, et je comprends très bien vos arguments et ceux de M. le sénateur Doyle, le fait est que les lobbyistes qui sont les plus efficaces, les plus influents, ceux qui connaissent le mieux notre système, qui ont le plus d'entre-gent etc. sont précisément les compagnies qui prétendent s'occuper seulement de recueillir des informations. Cependant, ce que je viens de dire est un fait. Ils sont tous basés à Ottawa; ils font tout le temps ce dont nous parlons dans ce projet de loi, et cependant, ce projet de loi ne les atteint pas. Ils ont réussi à demeurer sur la bande et, par conséquent, ce projet de loi ne les concerne pas; mais le fait est que nous ne faisons rien au sujet des vrais lobbyistes, au Canada.

Les lobbyiste itinérants, comme les appellent les avocats, n'ont jamais posé de problème au Canada. Le problème est causé par les lobbyistes qui ont du poids et qui ont des résultats, et ce sont là précisément ceux que le projet de loi n'atteint pas.

M. Watters: Je pourrais peut-être m'expliquer là-dessus, monsieur le sénateur. S'il est vrai que si un particulier se contente d'obtenir des informations, il n'aurait pas à se faire enregistrer, ce que nous constatons très souvent c'est que cette situation ne s'applique qu'à un client en particulier. Il se pourrait bien que, pour un grand nombre de ses autres clients, il

[Text]

making representations, arranging meetings or attending with his client to plead or argue his case. Therefore in those situations those individuals would be caught by this legislation. They would not be caught in the circumstances where they were only gathering information but they would be required to register in relation to other clients where, in fact, they were arranging meetings or communicating directly with a public officeholder.

I also understand that some of the firms have indicated that they realize they will be caught by the legislation and, in fact, they see nothing wrong with that. As I understand it, in the United States it is almost an advertising or promotional element to be included in the lobbyists' register, because it identifies to people that you are in that game, that you are making representations to government.

Senator Stanbury: The situation in the U.S.A. is so different that I am not sure we can comment on it, although it looks like we are moving in that direction.

The other problem that occurs to me is that the distinction between Tier I and Tier II lobbyists, whereby one has to be disclosed and one does not, is a pure invitation for people to set up a "rent-a-lobbyist" system. People who have something that they want to discuss with government and do not want to declare the purpose of their interest will find someone who fits the description, either within their industrial association or someone who has the clearance of being a Tier II lobbyist, and who will make the representations on their behalf without having to disclose their activities in that regard. The bill is silent as to whether or not they have to be paid for their activities. In fact, it does not make any difference whether or not they are paid for it, in those circumstances. So I just see it as a clear invitation for a rent-a-lobbyist program. Have you any concerns about that?

Mr. Watters: One of the concerns that had been mentioned was in relation to a smaller-sized Canadian business firm. From the point of view of the president of that firm, is he going to have to register because he makes representations to Ottawa? It would depend on the fact situation, but, generally speaking, no. The president's job is to run the firm. Incidental to that job on occasion he may be required to make representations to Ottawa, but it is only going to be in a larger firm where you are going to find the requirement and need for a vice-president of public affairs or public relations to register. So in the situation of the smaller firm, it will be infrequently that the president would have to register as a lobbyist.

Senator Stanbury: I do not think that is much of an answer, but I appreciate that you have given us what you can. Have you had any opinion from the Department of Justice regarding the difference between Tier I and Tier II that might be raised in terms of Charter protection, the discrimination between two different kinds of people or the rights to equal protection and benefit under the law?

Mr. Watters: No. This has not arisen as an issue in the past. In looking at the effective differences, in relation to the information that is provided into a registry and for the Tier II lobbyists, the same information is provided with the exception of

[Traduction]

fait des représentations, prend des rendez-vous ou aide son client à plaider sa cause. Par conséquent, dans ce cas, ces individus tomberaient sous le coup de la loi. Ils ne seraient pas visés dans les cas où ils se contentent de recueillir des informations, mais ils devraient se faire enregistrer par rapport à d'autres clients, lorsqu'ils prennent des rendez-vous ou communiquent directement avec le titulaire d'une charge publique.

Je comprends également que certaines de ces sociétés se rendent compte qu'elles seront touchées par la loi et, en fait, elles ne voient pas d'inconvénient à cela. D'après ce que je sais, aux États-Unis, c'est presque une publicité de figurer dans le registre des lobbyists parce que les gens savent ce que vous faites, vous faites des représentations au gouvernement.

Le sénateur Stanbury: La situation est si différente aux États-Unis que je ne suis pas sûr que nous puissions en parler, bien qu'il semble que c'est ce que nous allons faire.

L'autre problème qui me revient à l'esprit est que la distinction entre les lobbyists des catégories I et II selon laquelle l'un doit se déclarer et l'autre non encourage les gens à établir un système de lobbyisme. Les gens qui veulent débattre d'une question avec le gouvernement et qui ne veulent pas déclarer l'objet de leur intérêt trouveront quelqu'un qui correspond à la description, soit à l'intérieur de leur association industrielle, soit quelqu'un qui est autorisé à être un lobbyist de la catégorie II et qui fera les représentations pour leur compte sans avoir à révéler leurs activités à cet égard. Le projet de loi ne stipule pas s'ils doivent être payés ou non pour leurs activités. En fait, elle ne fait aucune différence sur le point de savoir s'ils sont rémunérés. Donc, je vois que c'est la porte ouverte à un programme de lobbyisme. Est-ce que cela vous inquiète?

M. Watters: Une des préoccupations mentionnées a trait à une petite compagnie canadienne. Du point de vue du président de cette compagnie, va-t-il devoir se faire enregistrer parce qu'il fait des représentations à Ottawa? Cela dépendrait de la situation mais, en général, la réponse est non. Le président doit diriger la compagnie. À l'occasion, il peut être appelé à faire des représentations à Ottawa, mais ce n'est que dans les compagnies plus importantes qu'il sera nécessaire de faire enregistrer un vice-président des affaires publiques ou des relations publiques. Donc, dans le cas des petites compagnies, ce n'est que rarement que le président devra se faire enregistrer en tant que lobbyist.

Le sénateur Stanbury: Je ne pense pas que cela répond bien à la question, mais je me rends compte que vous avez répondu dans la mesure du possible. Avez-vous eu une opinion émanant du ministère de la Justice concernant la différence entre les catégories I et II qui pourrait poser des difficultés en ce qui concerne la protection accordée par la Charte, la discrimination entre deux différentes sortes de gens ou les droits à une égale protection et à des avantages égaux en vertu de la loi?

M. Watters: Non. La question ne s'est pas posée dans le passé. Si l'on examine les différences réelles, l'une portant sur l'information qui est donnée dans un registre et pour les lobbyists de la catégorie II, la même information est donnée à

[Text]

that element of the subject-matter. There is an easier system for the registration requirements for the Tier II lobbyists as opposed to a Tier I lobbyist.

Senator Stanbury: As you know, we have had the admonition of the Supreme Court of Canada several times that we are to take care in not developing and passing legislation which is offensive to the Charter or to the Constitution. It seems to me that if something of this kind arises, it might well create a problem for the legislation after it gets into force. He might be wise to ask you to get an opinion on it, particularly if it has not been considered before.

Mr. Watters: The legislation was developed by the Department of Justice, who do look at—

Senator Stanbury: They do not always think of everything either.

Senator Gigantès: There does seem to be a consensus of the lawyers on this committee that the large lobbyists are left untouched.

Senator Spivak: Would you please specify who you mean by the large lobbyists? Do you mean corporations or the large firms who have nothing other than that as their purpose?

Senator Gigantès: Whatever my legal colleagues complain about that the large lobbyists are not touched.

Senator Fairbairn: They call themselves consulting firms.

Senator MacDonald (Halifax): I am sorry. I did not hear your question. There seems to be a consensus about what?

Senator Gigantès: There seems to be a consensus that the large lobbyists are not caught in the net of this legislation, but the small ones are.

Senator Spivak: That is not exactly right.

The Chairman: Have you a question for Mr. Watters?

Senator Gigantès: Did the large lobbyists lobby to achieve this result?

Mr. Watters: No.

Senator Gigantès: “No”, you do not know or “no”, they did not?

Mr. Watters: They did not lobby me.

Senator Gigantès: Are you aware that they might have lobbied anyone else?

Mr. Watters: No, I am not aware.

Senator Gigantès: So this is a freebie they get. They did not ask for it.

Mr. Watters: In looking at the issues, senator, of the information gatherers—that is an individual who gathers information under this scheme—that is not considered lobbying. It is only when that person attempts in a paid relationship to influence a public officeholder that lobbying occurs, and we feel that that definition will catch lobbyists.

[Traduction]

l'exception de cet élément du sujet. Il existe un système plus facile en ce qui concerne l'enregistrement pour les lobbyistes de la catégorie II par opposition aux lobbyistes de la catégorie I.

Le sénateur Stanbury: Comme vous le savez, à différentes reprises, la Cour suprême du Canada nous a avertis de nous abstenir d'élaborer et d'adopter des lois qui fassent obstacle à la Charte ou à la Constitution. Il me semble que s'il se présente une difficulté de ce genre, cela pourrait créer un problème, la loi une fois adoptée. Nous ferions bien de vous demander d'obtenir une opinion à ce sujet, en particulier si la question n'a pas été envisagée auparavant.

M. Watters: La loi a été élaborée par le ministère de la Justice qui examine . . .

Le sénateur Stanbury: Ils ne pensent pas toujours à tout non plus.

Le sénateur Gigantès: Il semble que tous les avocats membres de ce comité reconnaissent que les gros lobbyistes ne sont pas touchés.

Le sénateur Spivak: Voudriez-vous préciser ce que vous entendez par les gros lobbyistes? Voulez-vous parler des corporations ou des grosses sociétés dont c'est la seule fonction?

Le sénateur Gigantès: Ce dont mes collègues du barreau veulent parler, ceux qui ne sont pas touchés.

Le sénateur Fairbairn: Ils s'intitulent experts-conseils.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Excusez-moi. Je n'ai pas entendu la question. Il semble y avoir un accord général sur quoi?

Le sénateur Gigantès: Il semble y avoir un accord général pour reconnaître que les gros lobbyistes passent à travers les mailles du filet, mais pas les petits.

Le sénateur Spivak: Ce n'est pas tout à fait vrai.

La présidente: Avez-vous une question pour M. Watters?

Le sénateur Gigantès: Les gros lobbyistes ont-ils exercé leur influence pour obtenir ce résultat?

M. Watters: Non.

Le sénateur Gigantès: Vous voulez dire que vous n'en savez rien, ou qu'ils ne l'ont pas fait?

M. Watters: Ils n'ont pas fait pression sur moi.

Le sénateur Gigantès: Vous vous rendez compte qu'ils auraient pu faire pression sur quelqu'un d'autre?

M. Watters: Non, je n'en sais rien.

Le sénateur Gigantès: C'est donc un cadeau qu'on leur a fait. Ils ne l'ont pas demandé.

M. Watters: Monsieur le sénateur, à propos de ceux qui recueillent des informations. Dans ces conditions, ce n'est pas considéré comme du lobbying. Ce n'est que lorsque cette personne est payée pour exercer des pressions sur le titulaire d'une charge publique qu'on peut parler de lobbying et nous pensons que cette définition-là va attraper les lobbyistes.

[Text]

Senator Flynn: I have a question, and I do not know if it has been touched in a previous meeting. It refers to clause 3, which says:

This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

Why a province and what do you accomplish by that?

Mr. Watters: The intention is to ensure that we catch provincial crown corporations within the ambit of the act.

Senator Flynn: Why?

Mr. Tom Gussman, Senior Policy Analyst, Legislative Review Branch, Department of Consumer and Corporate Affairs: It is conceivable that Ontario Hydro could have an employee or an outside professional lobbying on that corporation's behalf for certain changes to federal legislation. It is binding on all Crowns, and then the federal people, the provincial members, their staff and their employees are excused in clause 4. So you are left with paid—

Senator Flynn: The device to achieve seems to me a bit curious because in the following clause you exempt members of the legislature employed by the government of a province, *etcetera*. I do not know why you go around it. If you really want to achieve what you said, it seems to me that you should have said clearly, because from the way it sounds here it would be applicable only to Her Majesty in the right of a province except possibly the government.

Mr. Watters: Senator, the concern is that there is no exemption for employees of the government of a province when acting in their official capacity. There is a recognition that part of the job of the employees of the government and members of the legislature of the province is, in fact, to make representations to the federal government about the proposed policies, programs, and so on. This is not regarded as being—

Senator Flynn: You have not received any objection regarding that?

Mr. Watters: No.

Senator Flynn: I am not sure that you can do that in this way, but you have done it, and I am drawing it to the attention of the committee.

The other point I wanted to raise is that, so far as I am concerned, being a member of the Senate I am covered by the definition of public officeholder. If you were not so explicit, I would not consider myself a public office holder. Because I come under that definition, is someone who is acting on behalf of somebody else prevented from making representations to me with regard to proposed legislation unless they register as a lobbyist? I receive a lot of letters with regard to legislation. It seems to me that the provision does not cover the problem related to enforcement, interpretation or application under the act, but "enactment", which is really our first responsibility, seems to be covered or restricted. In other words, people cannot approach me to lobby for something unless they are registered.

[Traduction]

Le sénateur Flynn: J'ai une question et je ne sais pas si on en a parlé lors d'une réunion précédente. Elle porte sur la clause 3 qui stipule:

La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Pourquoi une province et qu'est-ce qui en ressort?

M. Watters: On vise les corporations de la Couronne provinciales.

Le sénateur Flynn: Pour quelle raison?

M. Tom Gussman, analyste supérieur des politiques, Direction de la révision législative, Consommation et Corporations Canada: On peut imaginer que Ontario Hydro pourrait avoir un employé ou un professionnel de l'extérieur qui fasse du lobbying pour le compte de cette corporation en vue d'apporter certains changements à la législation fédérale. Cela lie toutes les couronnes, et ensuite les fonctionnaires fédéraux, les députés provinciaux et leur personnel sont excusés dans la clause 4. Ainsi, il reste ceux qui sont rémunérés . . .

Le sénateur Flynn: Cette disposition me semble un peu curieuse parce que, dans la clause suivante, vous exonérez des membres de la législature employés par le gouvernement d'une province. Je ne sais pas comment vous vous en sortez. Si vous voulez vraiment réaliser ce que vous dites, il me semble que vous auriez dû l'exprimer clairement parce que, de la façon dont c'est exprimé ici, ce ne serait applicable qu'à Sa Majesté du chef d'une province, sauf peut-être le gouvernement.

M. Watters: Monsieur le sénateur, ce qui nous préoccupe est qu'il n'y a pas d'exonération pour les employés du gouvernement d'une province dans le cadre de leurs attributions officielles. On reconnaît qu'une partie des fonctions des employés du gouvernement et des membres de la législature d'une province consiste, en fait, à faire des représentations au gouvernement fédéral à propos des politiques et des programmes envisagés, etc. Ceci n'est pas considéré comme étant . . .

Le sénateur Flynn: On ne vous a pas présenté d'objection à ce sujet?

M. Watters: Non.

Le sénateur Flynn: Je ne suis pas sûr que vous puissiez agir ainsi, mais c'est ce que vous avez fait, et j'attire l'attention du comité là-dessus.

L'autre point que je voulais soulever, pour mon compte, c'est qu'à titre de membre du Sénat, je suis couvert par la définition du titulaire d'une charge publique. Si vous n'étiez pas si explicite, je ne me considérerais pas comme un titulaire de charge publique. Étant donné que j'entre dans cette catégorie, est-il interdit à quelqu'un qui agit pour le compte de quelqu'un d'autre de me présenter une demande en ce qui concerne un projet de loi sauf s'il est enregistré comme lobbyist? Je reçois beaucoup de lettres concernant la loi. Il me semble que cette disposition ne traite pas des problèmes reliés à la mise en vigueur, à l'interprétation ou à l'application de la loi, mais le texte de celle-ci, qui constitue véritablement notre principale responsabilité, semble être restrictif. En d'autres termes, une personne ne peut me demander de faire du lobbying pour elle que si elle est enregistrée.

[Text]

Mr. Watters: If people were writing to you or making representations on their own behalf, they would not be lobbying. However, if someone who is being paid by a client were to approach you to make representations to you, then he or she would be considered a lobbyist.

Senator Flynn: Occasionally I receive letters from lawyers or letters from associations on behalf of clients or groups making representations. Under the bill these people or organizations could no longer make such representations unless they register as lobbyists?

Mr. Watters: That is right.

Senator Flynn: Why?

Mr. Watters: In effect they are attempting to influence you as a public officeholder.

Senator Flynn: But I want to know what people have on their minds. I do not like this idea of putting members of Parliament—I am not speaking of ministers—

Mr. Watters: The purpose of the legislation focuses on two elements. One is to ensure that additional information is available to the public officeholder about who is making the representation to the public officeholder through a lobbyist. The second is to provide information to the Canadian public, to provide more accessibility and openness about who is approaching government on what kinds of issue.

Senator Flynn: What should I do when I receive a letter that makes representations on proposed legislation? Will I have to check to determine whether or not the person is registered, and if he or she is not, announce it?

Mr. Watters: There is no obligation on you as a public officeholder to clarify.

Senator MacDonald (Halifax): Let us be very clear on this point. I consider it as part of my job to encourage anybody who wants to locate industry in the eastern part of Nova Scotia. It is fairly well known that I am familiar with some of the programs which assist in that effort. I am approached constantly by companies wanting my assistance in getting grants and any number of different things in that area, and I consider it to be part of my job. I am covered by the Senate and the House of Commons Act with respect to my deportment in such matters. I receive my salary as a member of Parliament. Is there any mystery here? Am I supposed to inquire about these companies or say, "How dare you come to me without a permit."

Mr. Watters: There is no requirement on you to ask that question.

Senator Flynn: I do not think that "public officeholder" should include a member the Senate or of the House of Commons.

Senator Fairbairn: Let us go back to a question I raised earlier with regard to government contracts in terms of Tier I lobbyists and Tier II lobbyists. Senator Stanbury has suggested that it is merely a matter of confidentiality in a competitive system. What is the rationale with regard to these provisions?

[Traduction]

M. Watters: Une personne qui vous écrit ou qui vous présente une demande pour son propre compte ne fait pas de lobbying. Toutefois, une personne qui est payée par un client et qui vous présente une demande doit être considérée comme un lobbyiste.

Le sénateur Flynn: Il m'arrive à l'occasion de recevoir des lettres d'avocats ou d'associations pour le compte de leurs clients ou de leurs groupes qui me présentent des demandes. Aux termes du projet de loi, ces personnes ou ces organisations ne pourraient plus me présenter de telles demandes à moins de s'enregistrer comme lobbyistes?

M. Watters: C'est exact.

Le sénateur Flynn: Pourquoi?

M. Watters: Parce qu'elles tentent de vous influencer en tant que titulaire d'une charge publique.

Le sénateur Flynn: Mais je désire savoir ce que les gens pensent. Je n'aime pas cette idée de faire pression sur les députés—je ne parle pas des ministres—

M. Watters: Le projet de loi a un double but. Premièrement, il vise à permettre au titulaire d'une charge publique de connaître qui lui présente une demande par l'intermédiaire d'un lobbyiste. Deuxièmement, il vise à informer le public canadien, à lui faire connaître de façon plus ouverte qui présente quelles demandes à l'État sur quels sujets.

Le sénateur Flynn: Que devrais-je faire lorsque je reçois une lettre qui me présente une demande relative à un projet de loi? Vais-je devoir vérifier si oui ou non la personne est enregistrée et, dans la négative, le publier?

M. Watters: Vous n'êtes pas obligé, en tant que titulaire d'une charge publique, de chercher à clarifier la situation.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Soyons très clairs sur ce point. Je considère que cela fait partie de mon travail d'inciter à le faire n'importe qui qui souhaite implanter une industrie dans l'est de la Nouvelle-Écosse. Il est de notoriété publique que je connais certains des programmes qui facilitent ce genre d'implantation. Il y a constamment des entreprises qui viennent me voir pour me demander de les aider à obtenir des subventions et toutes sortes de choses dans ce domaine et je considère que cela fait partie de mon travail. Mon comportement à cet égard est couvert par la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes. Je reçois un salaire de député. Y a-t-il un mystère là? Est-ce qu'on s'attend à ce que je me renseigne sur ces entreprises ou que je leur dise «comment osez-vous vous présenter devant moi sans permis».

M. Watters: Vous n'êtes pas obligé de poser cette question.

Le sénateur Flynn: Je ne pense pas que les sénateurs ou les députés devraient être considérés comme des «titulaires de charge publique».

Le sénateur Fairbairn: Revenons à une question que j'ai soulevée plus tôt relativement aux marchés de l'État et aux lobbyistes de catégorie I et II. Le sénateur Stanbury nous a suggéré qu'il s'agissait là seulement d'une question de

[Text]

Mr. Watters: The rationale here basically refers to sales people. The government awards a range of all kinds of contracts, some extremely small, on a regional basis across the country. It was felt that it would be inappropriate to require salesmen across the country who sell to regional offices paper-clips, pens or pencils, and so on, to register before being able to do so. That is why there is that exclusion. It becomes a different matter if, for example, a large contract is involved and if a firm hires a lobbyist, a third party, as many of them do when it comes to major government contracts, to lobby for them in Ottawa or somewhere else in the country to get that contract. Then the lobbyist must be registered and the particular firm must be indentified as a client of that lobbyist.

Senator Fairbairn: Is that not casting a wide net?

Mr. Watters: In what sense?

Senator Fairbairn: It seems to me that in order to accommodate at one end of the scale, you are creating something at the other end of the scale whereby it would really be in the interests of the firm simply to designate somebody within the firm.

Senator Doyle: There are many firms which have both a public affairs man and a hired representative from "Tweedle, Beadle and Smith", because he is known for his contacts in these matters, to be a consultant or adviser. So the firm has a two-pronged means of meeting the government or the government agency when there is a matter of some importance before them. Sometimes companies have both their own representative and their hired gun.

Senator Fairbairn: But not always.

Senator Doyle: No. They may have one or the other or neither. They may decide that the president will go down, pound his fist and say, "Look, I want you to do this because we are good for the country." Who knows, he may be the most effective.

Senator Buckwold: Madam Chairman, this matter has been brought to the attention of the committee by our researchers from the Library of Parliament. The witness has indicated that the difference between Tier I and Tier II insofar as what they can and cannot do is that Tier II is excluded from attempting to influence the granting of a contract. Is that correct?

Mr. Watters: Yes.

Senator Buckwold: You have also said that the rationale is that you do not want some salesman being prohibited from soliciting, for example, a local purchasing office. As I read the provision, any representations have to be made to a public officeholder. A public officeholder does not include the kind of person you are talking about unless he is a member of the Senate or the House of Commons or any person on the staff of such a member; a person appointed to any office or body by or with the approval of the Governor in Council or a minister of the Crown, other than a judge or the Lieutenant Governor of a

[Traduction]

confidentialité dans un régime de libre concurrence. Quelle est la justification de ces dispositions?

M. Watters: Dans ce cas, la justification vise essentiellement les vendeurs. L'État adjuge toutes sortes de marchés, certains extrêmement petits, région par région à travers le pays. On a estimé qu'il ne serait pas approprié de demander à des vendeurs qui vendent à des bureaux régionaux des trombones, des stylos ou des crayons par exemple de s'enregistrer pour pouvoir le faire. C'est pourquoi il y a cette exclusion. La question est bien différente si, par exemple, un gros contrat est en jeu et si une entreprise engage un lobbyiste, comme bon nombre d'entre elles ont l'habitude de le faire pour des marchés importants avec l'État, pour la représenter à Ottawa ou ailleurs au pays et l'aider à obtenir ce contrat. Dans ce cas, le lobbyiste doit être enregistré et l'entreprise en question doit figurer comme client de ce lobbyiste.

Le sénateur Fairbairn: Est-ce que ce n'est pas un peu exagéré?

M. Watters: Dans quel sens?

Le sénateur Fairbairn: Il me semble que pour résoudre un problème d'un côté vous en créez un autre de l'autre, de sorte que les entreprises auront tout intérêt à désigner un de leurs employés pour les représenter.

Le sénateur Doyle: Bon nombre d'entreprises ont recours aux services d'un relationniste interne et d'un expert-conseil ou d'un conseiller qui est connu pour ses contacts dans ce domaine. De cette façon, l'entreprise dispose de deux moyens pour atteindre l'État ou l'organisme d'État pour les questions importantes qui l'intéressent. Parfois, les intérêts d'une entreprise sont représentés à la fois par un de ses employés et par un conseiller de l'extérieur.

Le sénateur Fairbairn: Mais pas toujours.

Le sénateur Doyle: Non. Une société peut avoir un représentant d'une espèce ou de l'autre ou pas du tout. Elle peut décider que son président va aller voir l'administration et lui dire: «Je veux que vous fassiez ceci parce que c'est dans l'intérêt du pays.» Qui sait, c'est peut-être lui qui va se montrer le plus efficace.

Le sénateur Buckwold: Madame la présidente, cette question a été portée à l'attention du comité par nos recherchistes de la bibliothèque du Parlement. Le témoin nous a affirmé que la différence entre les lobbyistes de catégorie I et II est que ces derniers ne peuvent pas tenter d'influer sur l'adjudication d'un marché. Est-ce exact?

M. Watters: Oui.

Le sénateur Buckwold: Vous avez également déclaré que le but de cette disposition est de ne pas empêcher les petits vendeurs d'offrir leurs services, par exemple, à un bureau d'acquisition local. Comme je comprends cette disposition, toutes les demandes doivent être présentées à un titulaire de charge publique. Un titulaire d'une charge publique n'est pas le type de personne dont vous parlez, à moins d'être membre du Sénat ou de la Chambre des communes ou d'être une personne faisant partie du personnel d'un tel membre; une personne nommée à un poste ou à un organisme par ou avec l'approbation du

[Text]

province; an officer, director or employee of any federal board, commission or other tribunal; a member of the Canadian armed forces or a member of the Royal Canadian Mounted Police. Where does it say in this bill that a salesman going to the regional office of the Department of Supply and Services is approaching a public officeholder?

Mr. Watters: In the very beginning of that definition, senator, the bill indicates that "public officeholder" means any officer or employee of Her Majesty in right of Canada. That captures all public servants. This is why the Canadian Bar Association questioned whether there should be some sort of limitation placed on that, to which I responded that much lobbying does take place at junior levels in the government. The lobbyist will start at the junior level and work his way up.

Senator Buckwold: I accept that, but I go further to say that to try to handle that particular aspect of it is to open up a method to achieve your purposes that is very broad indeed. You are excluding from Tier II anyone who might be trying to influence the granting of a government contract. That really means, then, that if a lobbyist is classified under Tier II, this bill will miss many people involved in the granting of government contracts. Allow me to repeat what a Tier II lobbyist does. Clause 6 of the bill states:

Where a significant part of the duties of an employee of a person or organization is to communicate—

He could even be a full-time employee. General Motors, for example, could have somebody in its offices who does this sort of work, and he would qualify as a Tier II lobbyist, as I interpret the bill. He then has a right to try to influence any of the matters referred to in paragraphs 5(1)(a) to (e) without being made to register as a lobbyist.

Mr. Watters: Here we have tried to distinguish the various forms of lobbying activity one from another. Approach it from this point of view, senator: If all salesmen were required to register as lobbyists, there would be a tremendous number of individuals involved.

Senator Buckwold: But would it not be easier to try to describe that aspect of it rather than to have the whole thing wide open? Would it not be better to eliminate what is covered under 5(1)(f) for Tier II lobbyists?

Mr. Watters: Effectively, senator, that is what has been done. That paragraph has been eliminated for Tier II lobbyists. It is only if someone who wants to influence the awarding of a contract hires a third party as a lobbyist that he will be caught. That lobbyist will be caught under Tier I of the bill.

Senator Buckwold: What I am saying is that this bill does not cover a wide group of people who can influence the grant-

[Traduction]

gouverneur en conseil ou d'un ministre de la Couronne, autre qu'un juge ou le lieutenant-gouverneur d'une province, un fonctionnaire, un directeur ou un employé d'un office, d'une commission ou d'un tribunal quelconque; un membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Où est-il spécifié dans le projet de loi qu'un vendeur fait une démarche auprès d'un titulaire d'une charge publique lorsqu'il se présente au bureau régional du ministère des Approvisionnements et services?

M. Watters: Au tout début de cette définition, monsieur le sénateur, le projet de loi dit que «titulaire d'une charge publique» désigne tout représentant ou tout employé de Sa Majesté la Reine du Canada. Ceci couvre tous les fonctionnaires. C'est la raison pour laquelle l'Association du Barreau canadien s'est demandé s'il devait y avoir des restrictions à ce sujet, ce à quoi j'ai répondu en disant qu'il y avait beaucoup de lobbying aux niveaux subalternes du gouvernement. Le lobbyiste part du niveau subalterne pour gravir les échelons.

Le sénateur Buckwold: D'accord, mais j'irais jusqu'à dire qu'en tentant de prendre en main cet aspect particulier de la chose, vous introduisez une méthode à très grande portée pour atteindre vos objectifs. Vous excluez de la catégorie II quiconque pourrait tenter d'influencer l'octroi d'un contrat gouvernemental. Cela signifie en fait que, si un lobbyiste fait partie de la catégorie II, plusieurs des personnes en cause dans l'octroi de ces contrats ne seront pas couvertes par ce projet de loi. Permettez-moi de répéter ce que fait un lobbyiste de catégorie II. La clause 6 du projet de loi dit:

Tout employé d'une personne physique ou morale ou d'une organisation dont une partie importante des fonctions comporte la communication—

Il peut même s'agir d'un employé à plein temps. Par exemple, General Motors pourrait avoir dans ses bureaux quelqu'un qui fait ce genre de travail et qui serait considéré comme lobbyiste de catégorie II si j'ai bien compris le projet de loi. Il a alors le droit de tenter d'influencer toutes les questions mentionnées aux alinéas 5(1)(a) à (e) sans être contraint de s'inscrire comme lobbyiste.

M. Watters: Nous avons tenté de distinguer les unes des autres les diverses formes de lobbying. Plaçons-nous du point de vue suivant, monsieur le sénateur: si tous les vendeurs devaient être inscrits comme lobbyistes, cela ferait un nombre considérable de personnes.

Le sénateur Buckwold: Est-ce qu'il ne serait pas plus facile de tenter de décrire cet aspect de la chose plutôt que de l'examiner d'un bout à l'autre? Est-ce qu'il ne serait pas préférable d'éliminer ce qui est couvert par l'alinéa 5(1)(f) pour les lobbyistes de catégorie II?

M. Watters: Effectivement, monsieur le sénateur, c'est ce qui a été fait. Cet alinéa a été éliminé pour les lobbyistes de catégorie II. C'est seulement lorsque quelqu'un qui désire influencer l'octroi d'un contrat engage une tierce partie comme lobbyiste qu'il sera pris. Ce lobbyiste sera classé comme lobbyiste de catégorie I.

Le sénateur Buckwold: Ce que je dis, c'est que ce projet de loi ne couvre pas un groupe étendu de personnes pouvant

[Text]

ing of government contracts. It seems to me that this bill excludes anyone who is qualified as a Tier II lobbyist from registering. You are saying that he has every right to try to influence the granting of government contracts without registering as a lobbyist.

Mr. Watters: Yes, that is correct.

Senator Buckwold: Every large company has a department known as "Government Relations" or something equivalent to that. Those people would not be considered professional lobbyists; they would fall under the category of Tier II lobbyists and would have the right to influence the granting of a contract without having to register. Is that what you want?

Mr. Watters: I think, in terms of finding the right balance, that it is. If a contract is significant enough, I believe that the firms will hire a third party, a lobbyist, to make the representations on their behalf.

Senator Buckwold: I would argue with you on that one. I would think that many of these companies who have their own employees making representations to governments will continue to do so. They will not necessarily go to Tier I lobbyists.

Mr. Watters: There is a system now in place in the Department of Supply and Services that identifies all of the government contacts in the country. Perhaps Mr. Gussman could elaborate on that.

Mr. Gussman: The Department of Supply and Services has a list, which is updated every 48 or 72 hours, of all government contracts that are up for tender. This includes a list of potential suppliers and who is bidding on these contracts. This list is publicly accessible, or, at least, is accessible to anyone in the National Capital Region. If the purpose of Bill C-82 is to disclose, under Tier II lobbyists, those who, as a significant part of their duties, attempt to influence the awarding of government contracts, that information is already disclosed under the Department of Supply and Services register. This is not an attempt to control the process.

Senator Buckwold: All I am saying is that in trying to achieve that objective you are leaving the door wide open to negate the very purpose of the bill.

Senator Spivak: I have a brief question, gentlemen, which, perhaps, has already been covered in this whole discussion of Tier I and Tier II. If so, I must have missed it. I am speaking about the subject matter of the communications. Would you explain again why it is so essential for the subject matter of the communications not to be disclosed under Tier II but is to be disclosed under Tier I? Would you give your rationale for that?

Mr. Watters: Yes. Under Tier I, where a lobbyist is representing a client who might be unknown, there is an obligation on the lobbyist to identify not only who his client is but also the subject matter over which the lobbying is to be carried out. It may well be that in being approached by the lobbyist you are aware of who he is. He may be well known around town as a lobbyist because he may quite frequently be involved in mak-

[Traduction]

influencer l'octroi des contrats gouvernementaux. Il me semble que ce projet de loi empêche quiconque qui est qualifié comme lobbyiste de catégorie II d'être enregistré. Vous dites qu'il a le droit de tenter d'influencer l'octroi des contrats gouvernementaux sans s'inscrire comme lobbyiste.

M. Watters: Oui, c'est exact.

Le sénateur Buckwold: Toutes les grosses sociétés ont un service de relations avec le gouvernement ou quelque chose de ce genre. Ces personnes ne seraient pas considérées comme des lobbyistes professionnels. Elles entreraient dans la catégorie des lobbyistes de catégorie II et auraient le droit d'influencer l'octroi d'un contrat sans devoir être enregistrées. Est-ce cela que vous désirez?

M. Watters: Oui je crois, pour ce qui est de trouver l'équilibre approprié. Si un contrat est suffisamment important, je crois que les sociétés engageront une tierce partie, un lobbyiste, pour faire les représentations en leur nom.

Le sénateur Buckwold: C'est un point que je voudrais contester. Je serais porté à penser que plusieurs de ces sociétés qui ont des employés faisant des représentations auprès des gouvernements continueront de la même façon. Elles ne vont pas nécessairement avoir recours à des lobbyistes de catégorie I.

M. Watters: À l'heure actuelle, il y a au ministère des Approvisionnement et Services un système où sont enregistrés tous les contrats gouvernementaux au pays. M. Gussman pourrait peut-être nous donner plus de détails à ce sujet.

M. Gussman: Le ministère des Approvisionnements et Services a une liste mise à jour à toutes les 48 ou 72 heures de tous les contrats gouvernementaux pour lesquels il y a une demande de soumissions. Cette liste donne les noms des fournisseurs potentiels et des soumissionnaires. Elle est accessible au public ou, du moins, aux résidents de la région de la capitale nationale. Si le projet de loi C-82 a pour objet d'identifier comme lobbyistes de catégorie II ceux dont les fonctions consistent en bonne partie à tenter d'influencer l'octroi des contrats gouvernementaux, cette information est déjà rendue publique dans le registre du ministre des Approvisionnements et Services. Ce n'est pas une tentative de contrôler le processus.

Le sénateur Buckwold: Tout ce que je dis, c'est qu'en tentant d'atteindre cet objectif vous exposez ce projet de loi à n'avoir aucun effet.

Le sénateur Spivak: J'ai une bonne question, messieurs, qui a peut-être déjà été examinée dans cette discussion sur les catégories I et II. Si c'est le cas, la chose m'a échappé. Je voudrais parler des communications. Auriez-vous l'obligeance d'expliquer de nouveau pourquoi l'objet des communications ne doit pas être dévoilé avec la catégorie II, mais doit l'être avec la catégorie I? Pourriez-vous justifier cela?

M. Watters: Oui. Avec la catégorie I, où un lobbyiste représente un client pouvant être inconnu, le lobbyiste est obligé non seulement de nommer son client, mais également de dévoiler l'objet du lobbying. Il se peut qu'en étant pressentie par le lobbyiste, vous sachiez de quoi il s'agit. Il peut être bien connu comme lobbyiste parce qu'il fait assez souvent des recommandations auprès de fonctionnaires. En premier lieu, il sera

[Text]

ing representations to public officeholders. First, it will be important to know who his clients are and, secondly, in relation to those clients, what is the subject matter of his approaches to government.

In relation to the Tier II lobbyist, and I characterize this as being close to self-lobbying on behalf of a corporation or organization, obviously the corporation or organization does not lobby for itself; it lobbies through its employees. In such a case, the employee working for the corporation or organization has a less stringent requirement—it has really been called the “business card information” requirement, which would just identify who he is and the fact that he works for a particular firm. In general, knowing that relationship between the employee and his firm, that will give you an idea as to the kind of concern he may have. It is felt that, in contrast to a situation where you do not know who the client is—the Tier I situation—the requirement for the identification of the subject matter is not as necessary.

The Chairman: On that point, Mr. Watters, not too long ago, with respect to Bill C-22, the drug bill, I do not think anyone was so naive as to believe that the patent drug firms did not lobby in every way possible through, probably, paid lobbyists or through vice-presidents of public affairs companies to achieve the controversial bill that was passed. They also had, as was referred to, a vice president in charge of public affairs. Those people were very active and very obvious.

The fact remains that I still think, whether or not you agreed with the contents of that bill, that it was important to know the specific sections of the Patent Act on which they lobbied. For example, they undoubtedly lobbied in respect of the extension of the patent provisions. That was a specific area within a broad context.

Surely, not only would vice presidents of companies be involved, but also directors. In fact, I had an informal discussion with some of my colleagues yesterday evening and an example was given of a situation where, a director of a particular firm is asked to come to Ottawa to make representations. I am not referring to a vice president in charge of public affairs, but a director who may happen to know a few people or, indeed, the minister. He may set up a meeting in order to give the firm's message. That director could have his expenses paid, but that would not be considered lobbying. However, if he submits a letter to the firm involved claiming his director's fees for the dates he was in Ottawa—which, I gather, is a common occurrence—he is being paid his director's fees to which he is entitled when, generally, working on behalf of that firm. Should he also then be required, in that particular kind of an instance, to register as a lobbyist? Why would it not be important to have the particular subjects that he deals with identified when he is in Ottawa? I do not see why an attempt is being made to differentiate between those two types of activity.

[Traduction]

important de savoir qui sont ses clients et, en second lieu, par rapport à ces clients, quel est l'objet de son intervention auprès du gouvernement.

Pour ce qui est du lobbyiste de catégorie II, et je dirais que dans ce cas il s'agit de self-lobbying pour une corporation ou un organisme, évidemment la corporation ou l'organisme ne font pas de lobbying pour eux-mêmes; ils font le lobbying par le truchement de leurs employés. Dans ce cas, l'employé au service de la corporation ou de l'organisme est soumis à des exigences moins strictes—on les a appelées les exigences du type «information de carte d'affaires»—et il lui suffirait de s'identifier et de nommer la société pour laquelle il travaille. En général, lorsque vous connaissez la relation entre l'employé et son employeur, vous avez une bonne idée de ce qui l'intéresse. On pense que, contrairement à la situation où l'identité du clien est inconnue—la situation de la catégorie I—l'obligation de dévoiler l'objet n'est pas aussi importante.

La présidente: A ce chapitre, M. Watters, il n'y a pas très longtemps, en ce qui a trait au projet C-22, le projet de loi sur les médicaments, je ne crois pas que personne soit assez naïf pour croire que les sociétés qui fabriquent des médicaments brevetés ne font pas de pression par tous les moyens possibles, par l'intermédiaire, probablement, de lobbyistes payés ou des vice-présidents de compagnies d'affaires publiques pour faire adopter ce projet controversé. Ils avaient également, comme on l'a dit, un vice-président chargé des affaires publiques. Ces gens sont très actifs et ne se cachent pas.

Il n'en demeure pas moins, que l'on soit d'accord avec le contenu de ce projet ou non, qu'il est important, selon moi, de connaître les articles précis de la Loi sur les brevets au sujet desquels ils ont fait des pressions. Par exemple, ils ont de toute évidence fait des pressions pour l'extension des dispositions sur les brevets. C'est là un point spécifique dans un contexte plus large.

Certes, non seulement les vice-présidents des compagnies sont impliqués, mais également les directeurs. En fait, j'ai eu une discussion informelle avec certains de mes collègues hier soir et on m'a donné l'exemple d'un directeur d'une société particulière à qui on demande d'aller à Ottawa pour y faire des représentations. Je ne parle pas d'un vice-président chargé des affaires publiques, mais d'un directeur qui pourrait très bien connaître quelques personnes ou même le ministre. Il peut organiser une rencontre pour faire passer le message de la compagnie. Ce directeur peut faire payer ses dépenses, mais cela n'est pas considéré comme du lobbying. Toutefois, s'il présente une lettre à la société en question dans laquelle il réclame des jetons de présence pour les journées qu'il a passées à Ottawa, ce qui, d'après ce que sais, est fréquent, on lui paie les jetons auxquels il a droit quand, en général, il travaille au nom de cette société. Devrait-il être tenu également, dans ce cas particulier, de s'enregistrer comme lobbyiste? Pourquoi ne serait-il pas important de déterminer les sujets particuliers qu'il aborde lorsqu'il est à Ottawa? Je ne comprends pas pourquoi on tente de faire une différence entre ces deux types d'activité.

[Text]

Senator Spivak: Some of these companies, such as multinational companies, are involved in a very wide range of activities. In terms of dealing with chemicals and pharmaceuticals, it may be even more important to know what representations are being made.

Mr. Watters: You raise the issue of the subject matter and what is disclosed in that particular area. You were suggesting a fairly extensive disclosure, getting down to identification of clauses of bills.

The Chairman: I think there should be something more than saying that you have registered on behalf of a particular company with respect to Bill C-22, period. What does that mean? There is nothing informative about that. Obviously a pharmaceutical company will be interested, for one reason or another, in Bill C-22. What is the point of having this kind of legislation? What are we achieving?

Senator Doyle: What more do you want? If a person says that he is the director of the "Widget Chemical Company" and he wants to speak to a committee on Bill C-22 because he hopes that the bill will be passed, and you then bring him to Ottawa, I think you are entitled to ask him about his bona fides—that is, where he comes from and which division of the company he represents—because otherwise you will have to specify in the law itself a list of things that he must declare at the time that he says, "I am a director of this company. These are what my other duties are." I am trying to get a picture of what you are after.

The Chairman: I am not after anything, Senator Doyle. It gets back to our question of definition and whether we feel that this is too broad and too vague. I agree that you can overdo any section of the law.

Senator MacDonald (Halifax): I do not know of a director of a company who does not spend 80 per cent of his time dealing with other matters. I do not know why the word "director" was used.

The Chairman: That was an example raised with me last night and that is why I used that word now.

Mr. Watters: Perhaps I could respond to your question about subject matter and then get on to the issue of a director.

We had a look at the systems in place in each of the states of the United States and we found a wide range in terms of what information you can capture in relation to subject matter. Some do not ask for any information on subject matter at all, and others—for example, Hawaii—has 12 different categories. "Employment" is a category and "formal education" is another category. We have examples of other states. In New Jersey, "beaches", "boating", "cemeteries", "firemen" "first aid" are all categories. Those are the kinds of systems that they have in terms of registration systems for lobbyists.

What we have done is to use an approach in which you would follow the structure of the activities that are identified. In other words, in an attempt to influence, six categories are laid out, whether it be development of a legislative proposal,

[Traduction]

Le sénateur Spivak: Certaines de ces compagnies, comme les compagnies multinationales, ont une multitude d'activités très variées. Pour ce qui est de traiter des substances chimiques ou pharmaceutiques, il pourrait même être plus important de savoir quelles sont les représentations qui sont faites.

M. Watters: Vous soulevez la question du sujet et de ce dont on parle dans ce cas particulier. Vous proposez que l'on en dévoile une grande partie et d'aller même jusqu'à identifier les articles des projets de loi.

La présidente: Je pense qu'on devrait en savoir un peu plus que le simple fait que l'on a agi au nom d'une compagnie particulière au sujet du projet de loi C-22, point final. Qu'est-ce que cela signifie? Il n'y a là rien d'informatif. De toute évidence, toute compagnie pharmaceutique est intéressée, pour une raison ou une autre, au projet de loi C-22. Quelle est l'utilité de ce genre de loi? Que visons-nous?

Le sénateur Doyle: Que voulez-vous de plus? Lorsque quelqu'un dit qu'il est directeur de la compagnie chimique «Bidule» et qu'il veut adresser la parole devant le comité sur le projet de loi C-22 pour plaider en faveur de l'adoption de ce projet et qu'on l'invite à Ottawa, je crois qu'on a le droit de lui demander des références, c'est-à-dire d'où il vient et quelle division de la compagnie il représente parce que, autrement, il faudra préciser dans la loi elle-même une liste de choses qu'il doit déclarer au moment où il dit «Je suis un directeur de cette compagnie, voici mes autres fonctions.» J'essaie de mieux comprendre ce que vous cherchez.

La présidente: Je ne cherche rien, sénateur Doyle. On en revient à notre question de définition et de savoir si nous pensons que c'est trop large et trop vague. Je suis d'accord avec vous que l'on peut surfaire tout article de la loi.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Je ne connais aucun directeur de compagnie qui ne passe pas 80 p. 100 de son temps à s'occuper d'autres choses. Je ne sais pas pourquoi on a utilisé le mot «directeur».

La présidente: Il s'agit d'un exemple que l'on m'a soumis hier soir et c'est pourquoi j'ai utilisé ce mot.

M. Watters: Peut-être pourrais-je répondre à votre question à propos du sujet des représentations pour ensuite m'attaquer à la question du directeur.

Nous avons examiné les systèmes en vigueur dans chacun des États américains, et nous avons constaté qu'ils variaient beaucoup pour ce qui est des informations que l'on peut recueillir à propos de la matière traitée. Dans certains États on ne demande aucun renseignement sur la matière et dans d'autres, par exemple en Hawaii, on note à ce sujet douze catégories différentes. «Emploi» est une de ces catégories et «scolarité» une autre. Nous avons des exemples pour d'autres États. Au New Jersey, on trouve des catégories comme «plages, navigation de plaisance, cimetières, lutte contre les incendies» et «premiers soins». C'est là le genre de système qu'ont les Américains pour ce qui est de l'enregistrement des lobbyistes.

Nous avons adopté une approche dans laquelle on suit la structure des activités identifiées. En d'autres mots, dans une tentative d'influencer, six catégories sont établies, qu'il s'agisse de l'élaboration d'un projet de loi, de l'amendement d'un pro-

[Text]

the amendment of a bill, regulation, policy or program, monetary grant or contract, and you would then relate that to subject matters which would have to be identified. You could soon build up to a fairly complex scheme.

It is a balancing question as to how far you go. As one senator mentioned, if you had an open-ended form that had to be filled in, you would have to provide guidance to those who are going to fill out that form as to how far they should go. You would get a significant variation in terms of the responses given in terms of the public knowing, in terms of a particular matter, who has been approaching government. You would have an enormously difficult job in trying to identify all of those lobbyists who are approaching government on the same issue.

This is a difficult question and the approach that has been taken is one of trying to find the right balance to get sufficient information for use by the public and also the public officeholder. It does not, in fact, go as far as getting into the details, because that would add tremendous complexity to the system. In terms of the experience of other jurisdictions, it has not worked effectively.

Perhaps Mr. Gussman could respond to the issue of directors.

Mr. Gussman: I think Senator MacDonald gave the answer I would give. There is nothing inherently unusual about directors who obtain fees as directors—not for lobbying—to sit on a board and give guidance to a corporation. It is normally not a significant part of one's duties as a director of "ABC Widget" to attempt to influence government on the matters listed in this bill. Directors are necessarily within the scheme, except if they accept money for the purpose of performing one of the influence functions aside from their director's fees.

Senator Gigantès: Gentlemen, in case you are ever asked in French what a widget is, it is a bidule, in the masculine.

Senator Buckwold: I gather there are some significant differences between this legislation and the legislation in the United States involving lobbyists. Why have we not been able to learn from them or vice versa?

Mr. Watters: The proposed legislation here is different. First, the U.S. legislation is targetted at Congress and on legislation before Congress. The approach here is broader than that. We think it is more realistic in terms of the purpose of giving the public access to a better understanding of who is making representations to government because it goes beyond legislation and looks at the development of legislation and at the bills in their amendment. It then goes further in terms of the programs and policies that are being developed by government which, of course, as you know, can be extremely significant in looking at contracts and at the provision of grants or other kinds of monetary benefits. So it is much more comprehensive in scope.

[Traduction]

jet, d'un règlement, d'une politique ou d'un programme, de subventions monétaires ou de contrats, et puis on relie cela à la matière en question qui doit être identifiée. On peut ainsi finir par construire un système passablement complexe.

Jusqu'où aller, c'est une question d'équilibre. Comme l'a mentionné un sénateur, si l'on a un formulaire ouvert à remplir, il faut donner à ceux qui le remplissent une idée de jusqu'où ils doivent aller. On obtiendrait ainsi des variations importantes dans les réponses données pour ce qui est de la connaissance par la population, au sujet d'une question particulière, de qui a communiqué avec le gouvernement. Il serait extrêmement difficile de tenter d'identifier tous ces lobbyistes qui approchent le gouvernement à propos de la même question.

C'est une question difficile et l'approche qui a été adoptée consiste à essayer de trouver un juste équilibre pour obtenir suffisamment d'information pour le public ainsi que pour le détenteur d'une charge publique. Il ne s'agit pas en fait d'aller chercher des détails, parce que cela viendrait compliquer énormément le système. Compte tenu de l'expérience acquise dans l'autres domaines de compétence, cela n'a jamais fonctionné efficacement.

Peut-être que M. Gussman pourrait répondre en ce qui concerne les directeurs.

M. Gussman: Je pense que le sénateur MacDonald a fait la réponse que j'aurais faite moi-même. Il n'y a rien en soi d'inhabituel au sujet des directeurs, qui sont payés à titre de directeurs et non de lobbyistes pour siéger au sein de comités et donner des conseils à une société. Normalement, ce n'est pas vraiment la tâche d'un directeur de chez «ABC Bidule» que de tenter d'influencer le gouvernement sur les points énumérés dans ce projet de loi. Les directeurs restent nécessairement dans leur domaine de compétence, sauf s'ils acceptent de l'argent pour exercer une influence en plus de leurs jetons de présence.

Le sénateur Gigantès: Messieurs, si jamais l'on vous demande ce que signifie en français un «widget», disons que c'est un bidule, et que c'est au masculin.

Le sénateur Buckwold: Si je comprends bien, il y a quelques différences importantes entre cette loi et la loi américaine concernant les lobbyistes. Pourquoi n'avons-nous pas pu tirer des leçons de ce qu'ils ont fait ou vice versa?

M. Watters: Le projet de loi canadien est différent. D'abord, la loi américaine vise le Congrès et les lois qui doivent être adoptées par le Congrès. L'approche ici est plus large. Nous la croyons plus réaliste pour ce qui est de mieux faire comprendre au public qui fait des représentations auprès des gouvernements, parce que cela va au-delà de la loi et examine l'élaboration de la loi ainsi que les projets de loi et leur amendement. Le projet va également plus loin pour ce qui est des programmes et des politiques qui sont mis au point par le gouvernement ce qui, bien sûr comme vous le savez, peut être extrêmement important, et examine les contrats et l'octroi de subventions ou d'autres types d'avantages monétaires. La portée du projet est donc beaucoup plus large.

[Text]

Secondly, the legislation does not include a requirement to identify the fees that are paid by a client to a lobbyist. In the United States there is this kind of requirement. The view was that this approach would be a more interventionist kind of approach for a government to take. That would begin to go beyond the focal point in terms of the provision of information to the public officeholder and to the public, and would get into the matter of the regulation of lobbyists. It is not the intention of this statute to regulate lobbyists but to ensure that information is provided.

Those are probably the two main differences.

Senator Buckwold: I am not trying to discuss the pros and cons of it. I was only looking at it for information.

The Chairman: Senator Buckwold, we have here a copy of the U.S. act. It is much narrower than this legislation.

Senator Buckwold: There is the difference that they disclose fees in the United States.

The Chairman: However, it has only to do with the passage and defeat of legislation, and it does not cover, for example, a congressman's staff.

Senator Buckwold: My next question, which has already been answered, is: Why did we not ask people to disclose the fees they were being paid? I do not think that works very well in the United States.

Senator MacDonald (Halifax): One of the most puzzling questions by Senator Gigantès, picked up by Senator Stanbury, was the statement that the lawyers here appear to agree that the biggest information gatherers—

Senator Gigantès: I said the largest lobbyists are not caught by this net.

Senator MacDonald (Halifax): I do not believe that is an accurate statement. I would like to get that clear. I do not know what you are getting at.

Senator Gigantès: Could you ask the same question of Senator Stanbury?

Senator MacDonald (Halifax): Senator Stanbury made a remark that some of the biggest information-gatherers have escaped the net.

Senator Stanbury: That is what they call themselves. I cannot give you the list, but all you have to do is to think of the largest consulting firms in Ottawa whose business it is, they say, to collect information so they will be in a position to advise their client how to approach government. That is how they say they operate.

The fact is that they have an army of people who are in and about the departments of government far more than any other lobbyist in the country. They are in and out of the offices of government all day, every day, and are ingratiating themselves, and making friends; and, as Lawson Hunter said, every time they ask a question they are certainly finding a way of making clear who their client is. I am not suggesting that we

[Traduction]

En deuxième lieu, la loi n'exige pas de déclarer les sommes qui sont payées par un client à un lobbyiste. Aux États-Unis, il y a des exigences de ce genre. Cette approche semblait plus interventionniste de la part d'un gouvernement. Cela irait un peu au-delà du sujet d'intérêt pour ce qui est de fournir des informations aux détenteurs de charges publiques et à la population et ressemblerait à une réglementation du lobbying. Ce n'est pas l'intention de la loi de réglementer les lobbyistes, mais d'assurer que les renseignements nécessaires sont fournis.

Ce sont probablement là les deux grandes différences.

Le sénateur Buckwold: Je n'essaie pas d'évaluer le pour et le contre. Je n'essayais que d'obtenir des informations.

La présidente: Sénateur Buckwold, nous avons ici un exemple de la loi américaine. Sa portée est beaucoup plus étroite que la présente loi.

Le sénateur Buckwold: Il y a certes la différence qu'aux États-Unis on demande de déclarer les honoraires.

La présidente: Toutefois, la loi ne porte que sur l'adoption ou la non adoption d'une loi et ne couvre pas, par exemple, le personnel du représentant au Congrès.

Le sénateur Buckwold: La question suivante, à laquelle on a déjà répondu, et sur laquelle j'aimerais qu'on s'attarde est la suivante: pourquoi n'avons-nous pas demandé aux gens de déclarer les honoraires payés? Je ne crois pas que cela fonctionne très bien aux États-Unis...

Le sénateur MacDonald (Halifax): L'une des questions les plus embarrassantes posées par le sénateur Gigantès et reprise par le sénateur Stanbury est une affirmation avec laquelle les avocats ici semblent d'accord selon laquelle les plus gros cueilleurs d'informations—

Le sénateur Gigantès: J'ai dit que les plus gros lobbyistes n'étaient pas pris dans ce filet.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Je ne crois pas que cette affirmation soit exacte. J'aimerais que ce soit clair. Je ne comprends pas à quoi vous voulez en venir.

Le sénateur Gigantès: Pourriez-vous poser la même question au sénateur Stanbury?

Le sénateur MacDonald (Halifax): Le sénateur Stanbury a fait observer que certains des plus gros cueilleurs d'information avaient échappé au filet.

Le sénateur Stanbury: C'est comme ça qu'ils s'appellent eux-mêmes. Je ne peux vous donner la liste, mais il suffit de passer mentalement en revue les grandes sociétés de consultants à Ottawa dont le but est de, comme ils disent, recueillir des informations de façon à pouvoir conseiller leurs clients sur la façon d'aborder le gouvernement. C'est là la façon dont ils disent fonctionner.

Le fait est qu'ils ont une armée de personnes qui gravitent autour des ministères du gouvernement, beaucoup plus que tout autre lobbyiste au pays. Ils ont leurs entrées dans les bureaux du gouvernement à longueur de journée, tous les jours de l'année, ils gagnent leur confiance et se font des amis. Chaque fois qu'ils posent une question, comme l'a dit Lawson Hunter, ils trouvent certainement une façon de bien identifier qui est

[Text]

can easily cover it by way of definition, but the fact is that all of those firms operating in Ottawa every day, in large numbers and with larger effect than anybody else in the country, are not covered by this bill.

The Chairman: These are not questions for our witnesses.

Senator MacDonald (Halifax): If we leave the impression that Senator Stanbury has just given, we would leave a vast misunderstanding.

The first point that was brought up by the Canadian Bar Association was that it agreed totally with Senator Doyle's position, which is that there is nothing wrong with the matter of information gathering. That is why they shied away from putting it into the particular bill. It is the conversion of this information for a fee that is wrong. That is what these people are doing, and they are caught; they are not escaping anything. If they want to collect information, they can put it in a vault and no one will ever see it again, which is a great labour of love.

Senator Stanbury: Senator MacDonald, there is a difference between perception and reality.

The Chairman: We will be hearing from some of the so-called information gatherers next week and we will get their opinion.

The committee adjourned.

[Traduction]

leur client. Je ne veux pas dire que l'on peut facilement couvrir cela par une définition, mais le fait est que toutes ces sociétés qui ont pignon sur rue à Ottawa en grand nombre et qui ont plus d'influence que quiconque au pays ne sont pas couvertes par le projet de loi.

La présidente: Ce ne sont pas là des questions pour nos témoins.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Si on reste sur l'impression que le sénateur Stanbury vient juste de donner, on prête le flanc à un gros malentendu.

Le premier point soulevé par l'Association du barreau canadien est leur accord total avec la position du sénateur Doyle, selon laquelle il n'y a rien de mal à vouloir recueillir des informations. C'est pourquoi ils n'ont pas osé l'inscrire dans le projet particulier. C'est la collecte de cette information pour un salaire qui est mal. C'est ce que font ces gens et ils sont pris; ils n'échappent à rien. S'ils veulent recueillir des informations, ils peuvent les cacher dans un coffre-fort et personne ne les verra plus, ce qui est un grand travail d'amour.

Le sénateur Stanbury: Sénateur MacDonald, il y a une différence entre la perception et la réalité.

La présidente: Nous entendrons certains de ces soi-disant cueilleurs d'information la semaine prochaine et ils nous feront part de leur opinion.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Canadian Bar Association:

Mr. Lawson Hunter;
Mr. John Giokas.

From the Department of Consumer and Corporate Affairs:

Mr. David B. Watters, Director, Legislative Review Branch;

Mr. Tom Gussman, Senior Policy Analyst, Legislative Review Branch.

De l'Association du barreau canadien:

M. Lawson Hunter;
M. John Giokas.

Du ministère de la Consommation et des Corporations:

M. David B. Watters, directeur, Direction de la révision législative;

M. Tom Gussman, analyste principal des politiques, Direction de la révision législative.



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing Senate
Committee on*

*Délibérations du comité
sénatorial permanent des*

**Legal and
Constitutional Affairs**

**Affaires juridiques
et constitutionnelles**

Chairman:
The Honourable JOAN NEIMAN

Président:
L'honorable JOAN NEIMAN

Tuesday, August 23, 1988

Le mardi 23 août 1988

Issue No. 93

Fascicule n° 93

Third proceedings on:

Troisième fascicule concernant:

Consideration of Bill C-82, An Act
respecting the registration of lobbyists

L'étude du Projet de loi C-82, Loi sur
l'enregistrement des lobbyistes

WITNESS:
(See back cover)

TÉMOIN:
(Voir à l'endos)

THE STANDING SENATE COMMITTEE ON
LEGAL AND CONSTITUTIONAL AFFAIRS

Chairman: The Honorable Joan Neiman

Deputy Chairman: The Honourable Nathan Nurgitz

and

The Honourable Senators:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (or Frith) |
| Cogger | *Murray (or Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Pursuant to Rule 66(4), membership of the Committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator Nurgitz for that of the Honourable Senator MacDonald. (*August 23, 1988*).

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES
AFFAIRES JURIDIQUES ET
CONSTITUTIONNELLES

Présidente: L'honorable Joan Neiman

Vice-président: L'honorable Nathan Nurgitz

et

Les honorables sénateurs:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (ou Frith) |
| Cogger | *Murray (ou Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Membres d'office*

(Quorum 4)

Conformément à l'article 66(4) du Règlement, la liste des membres du Comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur Nurgitz substitué à celui de l'honorable sénateur MacDonald. (*le 23 août 1988*).

ORDER OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate,
Wednesday, July 27, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Doyle, seconded by the Honourable Senator Barootes, for the second reading of the Bill C-82, An Act respecting the registration of lobbyists.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Doody moved, seconded by the Honourable Senator Barootes, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

ORDRE DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 27 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Doyle, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-82, Loi sur l'enregistrement des lobbyistes.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Doody propose, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, que le projet de loi soit déposé au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, AUGUST 23, 1988
(132)

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met at 11:05 a.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Joan Neiman, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Doyle, Fairbairn, Hébert, Neiman, Robertson and Spivak (6).

In attendance: From the Library of Parliament: Katharine Dunkley, and Margaret Smith, Research Officers.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

*Witness:**From Policy Concepts:*

Errick F. Willis.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, resumed consideration of Bill C-82, An Act respecting the registration of lobbyists.

Errick F. Willis made a statement and answered questions.

At 12:05 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 23 AOÛT 1988
(132)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à 11 h 05 sous la présidence de l'honorable sénatrice Joan Neiman (présidente).

Membres du comité présents: Les honorables sénateurs Doyle, Fairbairn, Hébert, Neiman, Robertson et Spivak (6).

Également présents: De la Bibliothèque du Parlement: Katharine Dunkley, et Margaret Smith, attachées de recherche.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

*Témoin:**De «Policy Concepts»:*

Errick F. Willis.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité poursuit l'étude du projet de loi C-82, Loi sur l'enregistrement des lobbyists.

Errick F. Willis fait une déclaration et répond aux questions.

À 12 h 05, le comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ:

La greffière suppléante du Comité

Line Gravel

Acting Clerk of the Committee

EVIDENCE

Ottawa, Tuesday, August 23, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs to which was referred Bill C-82, respecting the registration of lobbyists, met this day at 11:00 a.m. to give consideration to the bill.

Senator Joan Neiman (Chairman) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, we are pleased to welcome Mr. Errick Willis from Policy Concepts of Toronto who I understand has a prepared presentation for us.

Mr. Errick F. Willis, Policy Concepts: Thank you very much, Madam Chairman. Honourable senators, Policy Concepts is a corporation engaged in the practice of public affairs and public policy consulting which, from time to time, engages in lobbying in the service of its clients.

We, the principals of Policy Concepts, support the thrust and purpose of Bill C-82. It is our view that the work that we and others in the field do should not only be conducted in an environment of the utmost openness and integrity but that it should be seen to be so conducted by the Canadian public.

Notwithstanding our support of the bill, we do have some specific practical concerns about the present wording which, if we are correct in our interpretation, would give rise to some serious problems in its implementation. With the greatest of respect, we would point out the following areas of concern and, where applicable, suggest alternatives for the consideration of the honourable members of the committee.

Our first concern is that in clause 2(1) of the bill, the definition of "public office holder", although very comprehensive, does not expressly apply to one who is required to devote less than the whole of his or her time to the performance of his duties. There are numerous bodies to which appointees are part time and which may be very influential in such areas as the determination of the awarding of substantial grants of public funds.

We would suggest that where the circumstances of clause 5(1) or clause 6(1) prevail, the fact that the "public office holder" is part time ought not to preclude the application of the statute. Unless there are reasons why this particular wording was included in the bill, we would propose that the wording be amended to narrow the exclusion and to cover such circumstances as identified above.

Our second concern is that if one reads clause 5(1) together with clause 5(2)(d), we believe that the implications of the present wording are truly burdensome, both for those charged with the responsibility of the administration of the statute and for those seeking to practise in compliance with it.

Clause 5(1) applies to everyone who "... undertakes to arrange a meeting with a public office holder or to communicate with a public office holder ..." under the circumstances and for the purposes set out. Clause 5(2)(d) requires that the

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 23 août 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, auquel a été renvoyé le projet de loi C-82, Loi sur l'enregistrement des lobbyistes, se réunit aujourd'hui à 11 heures pour en étudier la teneur.

Le sénateur Joan Neiman (présidente) occupe le fauteuil.

La présidente: Honorables sénateurs, nous avons l'honneur d'accueillir M. Errick Willis de *Policy Concepts* de Toronto qui, je crois comprendre, a préparé un exposé à notre intention.

M. Errick F. Willis, Policy Concepts: Merci beaucoup madame la présidente. Honorables sénateurs, *Policy Concepts* est une société d'expert-conseils spécialisée dans les domaines des affaires publiques, qui, de temps à autre, agit comme lobbyiste pour le compte de ses clients.

Les dirigeants de *Policy Concepts* souscrivent à l'idée maîtresse et à l'objectif du projet de loi C-82. Nous estimons que le travail que nous et d'autres effectuons dans le domaine devrait non seulement se faire dans la plus grande transparence et la plus grande intégrité, mais devrait être considéré de la sorte par la population canadienne.

Bien que nous souscrivions au projet de loi, nous formulons certaines réserves au sujet de son libellé actuel qui, si nous l'interprétons bien, risque d'entraîner de graves problèmes lors de son application. Sauf votre respect, nous aimerions signaler les problèmes suivants et, le cas échéant, proposer des solutions de rechange que pourraient étudier les honorables membres du Comité.

Au paragraphe 2(1) du projet de loi, nous estimons que la définition de l'expression «titulaire d'une charge publique» est très générale et nous doutons qu'elle s'applique expressément à une personne qui n'est tenue de consacrer qu'une partie de son temps à l'exercice de ses fonctions. Il existe quantité d'organismes dont les titulaires de charges ne travaillent pas à plein temps et qui peuvent exercer une très grande influence dans certains cas, comme pour l'octroi de subventions importantes puisées à même les fonds publics.

Nous sommes portés à croire que lorsque les circonstances prévues au paragraphe 5(1) ou au paragraphe 6(1) prévalent, le fait que le «titulaire d'une charge publique» ne travaille pas à plein temps ne devrait pas empêcher la loi de s'appliquer. Si ce libellé a été utilisé dans le projet de loi pour des raisons particulières, nous proposons qu'il soit modifié de manière à limiter l'exclusion et à tenir compte des circonstances dont il est question plus haut.

Comme deuxième point, il nous semble que lorsqu'on lit en parallèle le paragraphe 5(1) et le paragraphe 5(2), les sous-entendus du libellé actuel sont vraiment gênants, et pour ceux qui sont chargés de l'administration de la loi et pour ceux qui cherchent à exercer leur activité en s'y conformant.

Le paragraphe 5(1) s'applique à quiconque «... s'engage à ménager une entrevue avec un titulaire d'une charge publique, soit à communiquer avec ce dernier» dans les circonstances et dans les buts ci-énoncés. L'alinéa 5(2)d) exige que la déclara-

[Text]

return filed contain "... the proposed subject-matter of the meeting or communication ..."

It is our view that a reasonable interpretation is that each meeting and each communication is a separate undertaking and, for the purposes of strict compliance, would require a separate and distinct filing as to its subject matter. Although we would support the filing requirement if the undertaking on behalf of a client is to arrange only one meeting or to communicate in a single instance, it is rare that in practice that would be the case.

It is much more common that an undertaking on behalf of a client is an ongoing one involving frequent communications by letter, telephone or in person, and quite often many meetings. One in particular in which we were engaged involved meetings with some 40 or 50 members on both sides of the house, several senators, departmental officials and staff of members of the House of Commons and the Senate. In addition to the over 100 meetings, there were literally many hundreds of communications by letter and telephone.

If our interpretation is correct—and we believe it is the only reasonable and safe one if one wishes to be fully in compliance—then conscientious compliance would have required perhaps as many as 1,000 filings in the above undertaking. We suggest that this would not serve the public interest better than another approach and that it would be an administrative nightmare for everyone involved.

We would suggest that the wording be amended so that the act applies to every undertaking—whether it involves one meeting or several, one communication or many—and that the filing requirement be such as to require all reasonable information regarding an undertaking, but not a separate filing for each individual act pursuant to that undertaking.

We respectfully suggest that when anyone is retained by a client, that they be required to file all the information required in clause 5(2)(a), (b), (c), and (e), and that (d) be amended as follows:

(d) the nature of the client's interest and the scope of the undertaking on behalf of the client including the anticipated subject matter of any meetings or communications pursuant to the undertaking.

If, in the course carrying out the undertaking, there is any significant departure from the information filed under (d), a further filing under 5(3) would take care of it.

Our third concern is that clause 5(1) and, by reference, clause 6(1) would require a filing with the registrar when one acts in the circumstances set out as "in an attempt to influence". We would suggest that there is a very fine line between a lobbyist acting directly "in an attempt to influence" and a consultant being retained to gather information and advise a client to prepare and assist that client so that he might better act to influence the same events on his own behalf.

[Traduction]

tion fournie contienne «l'objet de l'intervention—entrevue ou communication—envisagée».

À notre avis, il est raisonnable de croire que chaque entrevue et chaque communication est une activité différente. Ainsi, au sens strict de la loi, il faudrait déclarer l'objet de chacune d'entre elles. Même si nous acceptons l'exigence relative à la déclaration lorsque l'intervention au nom du client ne consiste qu'à n'organiser une entrevue ou une communication, il est rare qu'en pratique il en soit ainsi.

Il est beaucoup plus courant qu'une intervention au nom d'un client se poursuive pendant quelque temps, exige de fréquentes communications écrites, téléphoniques ou visites et très souvent de nombreuses entrevues. Il nous est déjà arrivé, dans le cadre d'une activité, de rencontrer entre 40 et 50 députés des deux côtés de la Chambre, plusieurs sénateurs, des hauts fonctionnaires ministériels ainsi que des employés de la Chambre des communes et du Sénat. À cette centaine d'entrevues, se sont littéralement ajoutées des centaines de lettres et d'appels téléphoniques.

Sauf erreur—et nous croyons qu'il s'agit là de la seule interprétation raisonnable et sûre si l'on veut respecter tout à fait la loi—en toute conscience il aurait fallu fournir jusqu'à 1 000 déclarations pour l'activité mentionnée plus haut. Cette exigence ne permettrait pas à notre avis de mieux servir l'intérêt public et elle constituerait sûrement un cauchemar administratif pour toutes les personnes en cause.

Nous proposons de modifier le libellé de manière que la loi s'applique à toute activité, que celle-ci comporte une entrevue ou plusieurs, une communication ou quantité d'autres et que l'exigence concernant la déclaration soit telle que cette dernière comporte tous les renseignements raisonnables concernant une activité mais que chaque initiative dans le cadre de cette dernière ne fasse pas l'objet d'une déclaration à part.

Nous suggérons respectueusement qu'une personne dont les services sont retenus par un client, soit tenue de fournir tous les renseignements exigés aux alinéas 5(2)a), b), c), et e) et que l'alinéa 5(2)d) soit modifié ainsi:

d) La nature de l'intérêt du client ainsi que l'envergure de l'activité au nom du client y compris l'objet anticipé de toute entrevue ou communication découlant de l'activité.

Si, en exerçant l'activité, le lobbyiste s'éloigne sensiblement de la déclaration qu'il a fournie aux termes de l'alinéa 5(2)d), il lui faudrait alors produire une autre déclaration aux termes du paragraphe 5(3).

Nous nous inquiétons en troisième lieu de ce que le paragraphe 5(1) et le paragraphe 6(1) s'y rapportant exigent le dépôt d'une déclaration auprès du directeur lorsqu'un lobbyiste agit dans les circonstances dites «pour tenter d'influencer». À notre avis, il y a une distinction très subtile entre un lobbyiste agissant directement «afin de tenter d'influencer» et un expert-conseil dont les services ont été retenus pour rassembler des renseignements et conseiller un client, afin de l'aider à être mieux préparé à être en mesure d'influencer sur les mêmes événements en son propre nom.

[Text]

To ensure that the intent of the bill is more comprehensively observed in practice and to eliminate situations where a filing is avoided by simply having a consultant communicate for the purpose of gathering information and having the client arrange his own meetings where the overall purpose of the activity is, nevertheless, the same, we would suggest that the wording of clause 5(1), and thus clause 6(1) by reference, be amended so as to include all those engaged in government relations activities even where the professional does not act directly in an attempt to influence. One could imagine circumstances where a particularly influential individual, simply by calling "to inquire" about a matter, might have the effect of influencing an outcome.

Our fourth concern is that clause 6(1) requires an employee to file with the registrar where a significant part of his duty is to communicate with public office holders with regard to the matters referred to in subparagraphs 5(1)(a) to (f).

For reasons not apparent to us, this does not include the matters referred to in 5(1)(g). The effect of this, we submit, would be that an individual employed by any major supplier of goods or services to the government, from armaments to cleaning services, could communicate for the purpose of influencing the awarding of contracts without being required to file with the registrar. However, if the same individual were retained as a consultant to engage in the same activity, a filing would be required.

To ensure that all activities which could be construed as being intended to influence the awarding of government contracts are open and are seen to be legitimate activity and otherwise comply with the statements in the preamble to Bill C-82, we propose that clause 6(1) be amended so as to include by reference subparagraph 5(1)(g) as well. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Willis. I think you have been working with the original version of the bill, and there were a couple of changes made that bear directly on the comments you have made this morning, so I think you should know about them.

Mr. Willis: You are correct. We were working with the bill in its original form, and I apologize for any confusion with the minor changes.

Senator Doyle: Perhaps we could hear more about the role of the consultant as differing from the role of the lobbyist. I am a little hazy as to how you are differentiating between a consultant and a lobbyist. I thought one was a fancy word for the other.

The Chairman: Perhaps you would also tell us what your definition of an information gatherer is, and how that may be differentiated?

Mr. Willis: The simplest answer, senator, is that we agree with you that there is no difference between a consultant and a lobbyist. We believe that one of the weaknesses in the legislation is the attempt to create that distinction. The legislation

[Traduction]

Pour assurer dans la pratique un plus grand respect de l'objectif du projet de loi et pour écarter la possibilité qu'on évite de se conformer aux exigences de déclaration en recourant simplement à un expert-conseil pour recueillir des renseignements et en laissant le client organiser ses propres entrevues lorsque l'objectif de l'activité est, néanmoins, le même, nous proposons que le libellé du paragraphe 5(1) et du paragraphe 6(1) s'y rapportant soit modifié de manière à inclure toutes les personnes participant à des activités de relations gouvernementales, même si le professionnel n'agit pas directement afin de tenter d'influencer. On peut imaginer des circonstances où une personne particulièrement influente pourrait, simplement en appelant pour s'informer d'une affaire, en influencer le résultat.

Quatrièmement, nous nous inquiétons également du fait que le paragraphe 6(1) exige que l'employé dont une partie importante de ses fonctions comporte la communication avec des titulaires d'une charge publique relativement aux questions visées aux alinéas 5(1)a), fournisse une déclaration au directeur.

Pour des raisons qui ne nous sont pas évidentes, cet article n'inclut pas les activités dont il est question à l'alinéa 5(1)g). Voilà qui aurait pour effet, à notre avis, de permettre à une personne à l'emploi de quelque fournisseur important de biens et services au gouvernement, qu'il s'agisse d'armes ou de services de nettoyage, de communiquer afin de tenter d'influencer l'octroi des contrats sans être tenue de fournir une déclaration au directeur. Toutefois, si les services de cette même personne étaient retenus en tant qu'expert-conseil pour la même activité, elle devrait alors fournir une déclaration.

Pour assurer que toutes les activités qui pourraient être considérées comme visant à influencer l'octroi des contrats gouvernementaux soient transparentes et soient réputées légitimes et conformes au préambule du projet de loi C-82, nous proposons que le paragraphe 6(1) soit modifié de manière à faire mention de l'alinéa 5(1)g). Merci.

La présidente: Merci, monsieur Willis. Je crois que vous avez travaillé avec la version originale du projet de loi. Comme quelques changements se rapportant directement aux observations que vous avez faites ce matin ont été apportés, je crois que nous devrions vous les faire connaître.

M. Willis: Vous avez raison. Nous nous sommes référés à la version originale du projet de loi et je m'excuse de toute confusion en ce qui concerne les changements mineurs.

Le sénateur Doyle: Peut-être pourriez-vous nous parler davantage du rôle de l'expert-conseil par rapport à celui du lobbyiste. Je ne saisis pas bien la différence que vous faites entre un expert-conseil et un lobbyiste. Je croyais que l'une des deux expressions était simplement plus noble.

La présidente: En outre, pourriez-vous nous donner votre définition de la personne qui recueille des renseignements et de ce qui la différencie?

M. Willis: Très simplement, sénateur, nous convenons avec vous qu'il n'y a pas de différence entre un expert-conseil et un lobbyiste. Nous croyons que l'une des faiblesses du projet de loi est précisément d'essayer de faire cette distinction. Selon le

[Text]

says that if we, as Policy Concepts, appear on behalf of a client with the intent to try to influence—and those are the critical words “with the intent to try to influence”—a government decision or the award of a contract or whatever the subject matter is at hand, we are acting as lobbyists and are required to file. We believe that that is a very reasonable requirement. We are concerned about having to file every time we pick up the phone, but we believe that we should have to file.

Where we believe there is a problem is that if we collect the information, prepare our clients and then our clients themselves go forward and make the presentation, the purpose of which is to try to influence, then under the definitions of this act we are acting as consultants and not as lobbyists. We believe that that is a line that is virtually impossible to draw with any consistency. It is a flaw in the proposed legislation because whether I am collecting information for the purpose of collecting information or collecting information for the purpose of trying to influence the outcome, certainly in the mind of my client who is paying the bills, there is the hope that I am trying to influence the outcome. However, when I am merely collecting information, I can argue that I am a consultant and not a lobbyist and, therefore, do not have to file. We are concerned that that will cause unnecessary confusion within the administration of the act, and create a situation where there is a potential for abuse.

Senator Doyle: If a person, a company or an institution appears before a committee such as this one and tries to influence a decision that is being made or a purchase that is being made, or whatever, how would you suggest the government could justify saying: “Mr. Smith, you are here as the president of the Widget Company, and we would like a list of all of the people that you have consulted, talked to argued with, or who have had some association with you and who are not named here.”? A company, an institution or an individual might consult a dozen people, and he might even pay some of them. He may ask his lawyer, although the lawyer is only giving an opinion on the legality of what they are trying to do, and perhaps where the proposed legislation might have some weaknesses or strengths.

I have had some experience with corporations that have, over a period of time, made representations to government, and if asked, I would find it difficult to log all of the sources that we would have consulted, and perhaps those who were most influential and who were not paid. However, this bill deals principally with those people who have been paid to render a specific service and who are seen to be advocating. In my case, once I had accepted advice from whatever source, then I was carrying the load for it. Whether I worked for an agency removed from the corporation or whether I was a part of the corporation, no longer did my name have anything to do with the overture being made. I therefore have difficulty with the suggestion that there be an indication of all of the people who have contributed to the advocacy before the advocacy is made.

Mr. Willis: I want to be perfectly clear that we are not suggesting that Mr. Smith, appearing on behalf of the Widget Company by whom he is employed, should have to register as a

[Traduction]

projet de loi, si en qualité de membre de Policy Concepts, nous témoignons au nom d'un client afin de tenter d'influencer—et ce sont les mots clé «afin de tenter d'influencer»—une décision gouvernementale ou l'octroi d'un contrat ou toute autre décision, nous sommes des lobbyists et, à ce titre, nous sommes tenus de nous enregistrer. Cela nous paraît tout à fait raisonnable. Nous craignons simplement d'avoir à nous enregistrer chaque fois que nous décrocherons le téléphone, mais il reste que l'enregistrement nous paraît une chose normale.

Cependant, d'après la loi, en colligeant des renseignements aux fins de les communiquer à un client pour le préparer à présenter un témoignage dont l'objet est de tenter d'influencer, nous sommes des consultants et non des lobbyists. À notre avis, il est pratiquement impossible de faire une distinction nette entre les deux situations. C'est une des lacunes de la loi, car si je me contente de recueillir des renseignements sans plus, ou que j'en recueille pour tenter d'influencer des résultats, assurément dans l'esprit du client qui me paie, je cherche à influencer des décisions. Mais quand je recueille des renseignements, je peux dire que j'agis comme consultant et non comme lobbyist et que je ne suis pas tenu de m'enregistrer. Nous craignons que l'application de la loi amène inutilement de la confusion et aussi des abus.

Le sénateur Doyle: Si une personne, une compagnie ou un organisme témoigne devant un comité pour tenter d'influencer une décision ou une acquisition, comment, à votre avis, le gouvernement pourrait-il légitimement dire: «Monsieur Untel, vous êtes ici en tant que président de telle compagnie et nous voudrions avoir la liste de tous ceux que vous avez rencontrés, que vous avez consultés, qui vous ont aidé d'une façon quelconque et dont les noms ne figurent pas ici.» Une compagnie, un organisme ou un particulier pourrait fort bien consulter une douzaine de personnes dont quelques-unes seraient rémunérées. Il arrive qu'une personne consulte son avocat, et que celui-ci se contente de lui donner un avis sur la légalité de sa démarche et peut-être lui indiquer les points forts et les points faibles de la mesure étudiée.

J'ai déjà collaboré avec des sociétés qui ont présenté des mémoires au gouvernement. Si on m'avait demandé de déclarer toutes les sources que nous avons consultées—peut-être que les plus influentes n'étaient pas payées—bien qu'ici, nous examinons, dans ce projet de loi, surtout le cas de gens qui ont été payés pour rendre un service donné et défendre un point de vue. Dès que j'avais accepté un avis, peu importait la source, je le faisais mien. Que je travaille pour un organisme indépendant de la société ou que je fasse partie de la société elle-même, mon nom ne peut être associé avec la proposition avancée. Comment pouvez-vous demander que soient identifiés tous ceux qui ont contribué à l'élaboration d'une proposition avant qu'elle soit présentée.

M. Willis: Il faut bien comprendre que nous ne demandons pas que M. Untel qui parle au nom de telle société, dont il est

[Text]

lobbyist because he is appearing on behalf of his company to make a submission to a committee such as this.

Senator Doyle: He will be paid, and then he does have to register if he is appearing with them.

Mr. Willis: No. The important distinction in our mind is that if Mr. Smith's Widget Company retains Policy Concepts, for example, to aid them, and we do all of the work necessary and help to prepare the brief, set up meetings with various—

Senator Doyle: Set up meetings?

Mr. Willis: Set up meetings.

Senator Doyle: That is covered by the act.

Mr. Willis: Not if the purpose of the meeting is to gather information rather than to influence. Our argument is with the creation of a distinction when the purpose of the meeting is to gather information and not to try to influence the decision. In our view, that is an artificial distinction that should be removed. That is the only point that we are making. If trying to influence a decision makes you a lobbyist and gathering information makes you a consultant, then, quite frankly, everyone in my profession is going to represent themselves as a consultant. The effect of the proposed legislation will then be that there is virtually no distinction.

Senator Doyle: Perhaps I have misread the bill, but it is my understanding that, whatever your purpose, if I arrange for you to meet the minister of widgets in this particular matter before the widgets committee, then I have to register.

Mr. Willis: No. If you take a look at clause 5(1) of the bill, it says:

Every individual who, for payment, on behalf of any person or organization, in this section referred to as the "client", undertakes to arrange a meeting with a public office holder or to communicate with a public office holder in an attempt to influence . . .

Therefore it only applies if the intent of the meeting is to influence.

Senator Doyle: Perhaps you are reading it differently than I am. To me, this bill says that anyone who is engaged in the attempt to influence—and that attempt could encompass an appearance before a committee, a minister or whoever—is a lobbyist, whether that activity was for the purpose of gathering information or preparing the advocacy. However, you believe that that is not covered?

Mr. Willis: That is our concern. If your interpretation is accurate—

Senator Doyle: It is a good question to put to the minister.

Mr. Willis:—then we are saying the same thing.

Senator Doyle: I read into that grouping of things that anyone who participates in any one of these activities, if it leads to advocacy then they must be registered. The person who simply gathers information that has nothing to do with the advocacy is not necessarily involved, but he is involved if his activity is for the purpose of eventually making a representation.

[Traduction]

employé, s'enregistre comme lobbyiste simplement parce qu'il présente un mémoire à un comité au nom de sa société.

Le sénateur Doyle: Il devra alors s'enregistrer s'il est rémunéré et s'il témoigne au nom de la compagnie.

M. Willis: Non. La distinction suivante nous paraît importante: si la compagnie de M. Untel retient les services de Policy Concepts, par exemple, pour l'aider à rédiger un mémoire et préparer des rencontres avec divers . . .

Le sénateur Doyle: Préparer des rencontres?

M. Willis: Préparer des rencontres.

Le sénateur Doyle: C'est prévu dans la loi.

M. Willis: Non pas si l'objet de la rencontre est de recueillir des renseignements sans tenter d'influencer. Il faut bien distinguer si l'objet de la réunion est de recueillir des renseignements, mais non d'influencer des décisions. À notre avis, c'est une distinction purement artificielle et elle ne devrait pas être là. C'est le seul point de vue que nous défendons. Si le fait de chercher à influencer une décision fait de vous un lobbyiste et si le fait de recueillir des renseignements fait de vous un consultant, dans ce cas, tous les membres de ma profession se considéreront comme des consultants. La loi aura pour effet de supprimer presque toute distinction.

Le sénateur Doyle: Peut-être ai-je mal lu la loi, mais, quel que soit votre objectif, si j'organise à votre intention une entrevue avec un ministre relativement à une question à l'étude en comité, je suis tenu de m'enregistrer.

M. Willis: Non. Jetez un coup d'œil au paragraphe 5(1) qui dit ceci:

. . . tout individu—ci-après appelé lobbyiste professionnel—qui, moyennant paiement, s'engage, auprès d'un client, personne physique ou morale ou organisation, soit à ménager pour ce client une entrevue avec un titulaire d'une charge publique, soit à communiquer avec ce dernier afin de tenter d'influencer . . .

Donc, il faut que le but de la réunion soit d'influencer.

Le sénateur Doyle: Peut-être voyez-vous les choses différemment. En ce qui me concerne, je crois comprendre que, est un lobbyiste, quiconque est engagé dans cette démarche,—témoignage devant un comité, entretien avec le ministre ou avec tout autre personnage—que ce soit pour recueillir des renseignements ou pour préparer un mémoire. D'après vous cela n'est pas couvert.

M. Willis: C'est ce que nous craignons. Si votre interprétation est juste . . .

Le sénateur Doyle: C'est une bonne question à poser au ministre.

M. Willis: . . . dans ce cas, nous disons la même chose.

Le sénateur Doyle: Je crois comprendre que quiconque participe à l'une ou l'autre de ces démarches dont l'objet est de préparer une argumentation doit s'enregistrer. Celui qui ne fait que recueillir des renseignements qui n'ont pas trait à une argumentation, n'est pas nécessairement concerné, mais il l'est, si l'objet est de faire éventuellement une démarche.

[Text]

Mr. Willis: Our concern—and I think we are basically saying the same thing—is that for purposes of confidence in the system, for purposes of simplicity of administration, we think that the words “in an attempt to influence” brings uncertainty into the proposed legislation which is unnecessary. It is simpler to take the position that if a contact is made to the government on behalf of clients, that contact should be registered. That is the profession of the lobbyists, and we should not be afraid to register and have that information our file.

Senator Doyle: I see your argument, but you are not including there someone who might simply provide background information to an institution. For example, say a lawyer is asked to pronounce on the legality of certain things, or a member of the Press Gallery who is known to the company, is asked: “You covered the committee when they dealt with this a year ago; give me a resume on what happened. You were there and you know what the feelings were and what the questions were.” Would you feel that that person or that lawyer should also be considered a lobbyist simply because they provided the information, although they were not a part of the advocacy?

In fact, the type of people you are trying to get at—is the guy who says, “Look, we can beat this bill, and I will show you how to do it” or “We can change this bill” or “We can get something added to this bill, and I can show you how to do it”. He then collects some money and he shows you how to do it. You may then go and make your own representation. However if someone who is already employed with the company performs that service for you then I think that is very different.

If you made this all inclusive, for example, if you called the public library and asked if they could give you some printouts on all of the cases that have involved widgets for the last four years, you could say that the library had helped to prepare the brief, but I do not think in that case you would be involving a lobbyist once removed.

Mr. Willis: I acknowledge the point. I think that our position is that the intent of the client in retaining our services is to influence.

Senator Doyle: So I think that would be good.

Mr. Willis: Therefore, I think we should register the activities that we conduct in responding to the demands and desires of our client. As I read the bill my concern is that we can take the position that a number of our activities are not designed to influence, or that a number of our activities are information-gathering activities. We can argue that everything we do is information gathering because the influencing process is really the presentation to the minister or the committees or whatever, with very few exceptions.

This is the first time in my life that I have ever appeared before a committee, but I have sat on the side many times and written briefs and coached people. To me, by undertaking that activity, I am influencing the process. However, under this act as we read it, I did not have to register anything that I did in that respect, and I think that that is a flaw in the bill.

[Traduction]

M. Willis: Ce que nous déplorons—je pense qu’au fond nous disons la même chose—c’est que, pour donner de la crédibilité au système, pour en simplifier l’administration, les mots «afin de tenter d’influencer», créent une incertitude inutile à l’égard de la loi. On pourrait dire simplement que quiconque communiquait avec le gouvernement au nom d’un client devrait signaler cette communication. C’est le rôle des lobbyistes, et nous ne devrions pas avoir peur de nous enregistrer et de divulguer nos démarches.

Le sénateur Doyle: Je comprends votre raisonnement, mais vous ne parlez pas de quelqu’un qui fournirait simplement des renseignements d’ordre général à un organisme. Si l’on demande à un avocat de se prononcer sur la légalité de certaines choses ou encore, si on s’adresse à un membre de la tribune des journalistes, connu de la compagnie, et qu’on lui dit: «Vous avez suivi les séances du comité il y a un an, résumez-moi ce qui s’y est passé. Vous devez vous souvenir des points de vue exprimés et des questions qui ont été soulevées.» Croyez-vous que cette personne ou que cet avocat devraient être considérés comme des lobbyistes simplement parce qu’ils ont fourni des renseignements sans participer à l’élaboration d’une proposition?

La personne qui devrait être visée, selon vous, serait-celle-ci: quelqu’un qui se dirait en mesure de faire rejeter une mesure, qui saurait de quelle manière faire modifier le projet ou y ajouter quelque chose et qui, en vous communiquant son savoir-faire, contre rémunération, vous permettrait ensuite de présenter un mémoire. Celle-ci serait visée mais pas s’il s’agit d’un employé ou d’un quidam qui vous a renseigné; alors, la situation serait très différente.

Mais si vous faites tout le travail vous-même, par exemple, si vous appelez à la bibliothèque municipale pour demander de la documentation sur tous les cas d’espèce qui se sont présentés depuis quatre ans, bien sûr qu’on pourrait dire que cela vous a servi pour préparer le mémoire, mais je ne pense pas que ce serait un travail de lobbyiste.

M. Willis: Je comprends ce point de vue. Je pense que le but du client en retenant nos services doit être d’influencer.

Le sénateur Doyle: Très bien.

M. Willis: Je pense que nous devrions donc enregistrer les activités que nous faisons pour répondre aux désirs de notre client. À lire le projet de loi, nous pourrions conclure qu’un certain nombre de nos activités ne visent pas à influencer, qu’elles ne sont que des activités de cueillette de données. Nous pourrions affirmer que nous ne faisons que recueillir des renseignements et que la tentative d’influencer ne commence qu’avec l’exposé fait au ministre ou au comité ou à quelqu’un d’autre.

C’est la première fois de ma vie que je témoigne devant un comité, mais il m’est arrivé souvent d’assister à des travaux, de rédiger des mémoires et de conseiller des personnes. D’après moi, j’exerçais alors une influence, mais selon le projet de loi, je n’étais pas obligé de m’enregistrer, ce que je considère comme une lacune.

[Text]

Senator Doyle: Where we are having difficulty here is on how you read the section and how it applies, and I do not think we are disagreeing on method. I know it is difficult to discern because you do not want to register every secretary who typed a copy of a brief, for example, but you do want to get at the people who are genuinely doing what your organization does. I think that is reasonable, and, as I say, perhaps it is a good question for the minister when we come to that stage of our investigation. Welcome to your first meeting as a witness.

Mr. Willis: Thank you very much.

Senator Fairbairn: I will prolong the discussion of Senator Doyle because it is the crux and the difficulty of the issue, and probably one of the reasons why we do not have clearly defined lobbyist legislation in this country.

One of the concerns that has been expressed previously to this committee—and it interests me particularly to hear it coming from you because it has, until now, come from members of the committee—is this concept that a firm that calls itself a consulting firm could, in fact, use the bill as it is written to stay out of the definition of lobbying because as you say, there is a fine line between what you see as the job you do—

Mr. Willis: Precisely.

Senator Fairbairn: —in the process of gathering the information, and whatever.

Perhaps you could give us some thoughts, because you did not specifically mention it, on the division of lobbyists into two tiers under this bill. Do you have any difficulty with the concept that a group, for instance, such as yours, which would probably fall under Tier I, is required to lay out the information of subject matter in that kind of detail, whereas a firm that has its internal employee or representative who spends time doing government relations does not have that requirement by virtue of the assumption that the identification of the firm will indicate clearly what the subject matter is? Although I do not believe that is necessarily true.

Mr. Willis: We take the position that we agree with what the bill is trying to do. We have some difficulty with exactly how it does what it is trying to do, but from a more broadly stated, democratic perspective, we would be very concerned about anything that was seen as inhibiting a citizen's ease of access in terms of dealing with the government.

The Tier II registration is basically acceptable to us. The suggestion you made that they should be required from time to time, under the same sort of structure that we are suggesting here, to register the subject matter of what they are dealing with at a particular time is appropriate and would help the system.

Our underlying concern in all of this is that there is a mystique which is inaccurate, inappropriate and damaging to our profession, that everything happens behind closed doors and in darkened corridors. We think that everyone would benefit by opening the process up and engaging in debate in a more open and accessible manner. What we are really concerned about are things that we see in the legislation that allow people to get around its intent.

[Traduction]

Le sénateur Doyle: Le problème ici est une question d'interprétation et d'application, et je ne pense pas que nous soyons en désaccord sur la méthode. Je sais qu'il est difficile de préciser ces choses, parce qu'il n'est pas nécessaire de mentionner la secrétaire qui tape le texte, mais il faut faire inscrire ceux-là qui exercent le même métier que vous. Cela me paraît raisonnable et, encore une fois, peut-être que ce serait une bonne question à poser au ministre quand le moment viendra. Soyez donc le bienvenu comme témoin aujourd'hui.

M. Willis: Merci beaucoup.

Le sénateur Fairbairn: Je poursuivrai la discussion engagée par le sénateur Doyle parce c'est le cœur du problème et probablement une des raisons pour lesquelles il n'y a pas de lois claires sur les lobbyistes au pays.

Je suis heureuse de vous entendre exprimer une crainte qui a déjà été formulée par des membres du comité, à savoir qu'une entreprise qui se qualifie de bureau d'experts-conseils pourrait en fait s'arranger pour ne pas répondre à la définition de lobbyiste énoncée dans le projet de loi quand, comme vous le dites, c'est à peu près ce que vous faites . . .

M. Willis: Précisément.

Le sénateur Fairbairn: . . . quand vous recueillez des renseignements ou faites du lobbying.

Vous pourriez peut-être nous dire ce que vous pensez, parce que vous ne l'avez pas fait expressément, des deux catégories de lobbyistes prévues dans le projet de loi. Contestez-vous le fait qu'un groupe comme le vôtre, qui entrerait dans la première catégorie, soit obligé de fournir des renseignements sur l'objet de son intervention par exemple, tandis qu'un bureau dont un employé ou un représentant s'occupe de relations gouvernementales n'est pas tenu de les fournir parce qu'on présume que l'identification de l'entreprise indiquera clairement quel est l'objet de l'intervention, ce qui n'est pas nécessairement vrai, à mon avis.

M. Willis: Nous approuvons l'objectif du projet de loi. Nous ne sommes pas nécessairement d'accord avec les moyens pris, mais d'un point de vue plus général et démocratique, nous serions bien inquiets si quoi que ce soit devait empêcher un citoyen de transiger avec le gouvernement.

Essentiellement, l'enregistrement des lobbyistes de la deuxième catégorie est acceptable à nos yeux. Il serait bon et utile pour le système qu'ils soient tenus, comme vous l'avez suggéré, d'indiquer occasionnellement, l'objet de leur intervention selon les mêmes règles que celles que nous avons proposées ici.

Ce qui nous préoccupe avant tout c'est toute l'impression fausse, inutile et nuisible pour nous, qui entoure notre profession et selon laquelle nous agirions toujours derrière des portes closes et dans des corridors sombres. Nous pensons qu'il serait profitable pour tout le monde de rendre le système plus ouvert et plus accessible. Ce qui nous inquiète vraiment, ce sont les aspects du projet de loi qui, selon nous, permettent à certains de contourner l'objectif visé.

[Text]

One of our concerns—and I raise it as a concern because I do not have the legal training to make a comment as to how it is dealt with in the bill—is that some of the most significant competitors we have in the business are the law firms who are very heavily engaged in lobbying. In the United States, they are required to register. I do not know whether they are required to register under this bill, or whether they can argue client privilege in terms of saying that they do not have to register. However, my concern is that if those kinds of distinctions exist within the bill, then we will become a law firm. One of the principals in our company is a lawyer so perhaps we could call ourselves a law firm.

If we are to be placed in a situation where a client can come to us and be registered publicly as to what they are doing, or on the other hand can go to a law firm and get precisely the same services with no requirement to register or to reveal the subject matter of what they are trying to do, the business will go to the law firm because, quite frankly, people would rather be less public if there is an option. I do not know how this bill deals with that, but if there is that kind of an exemption, there is a problem.

Senator Fairbairn: That is a question.

Mr. Willis: And it is a question to which I do not have an answer.

Senator Fairbairn: It is not dissimilar from the other question about when is a consulting firm a law firm.

Mr. Willis: Exactly. I think that the concept of reporting every contact and the subject matter of every contact is an onerous requirement because that could be 20 contacts a day, in my personal experience, and filing 20 reports at the end of the day is a little short of my idea of a good time. If we had a system that was not onerous in terms of its reporting but which contained all of the relevant information and, at the same time, tended to be inclusionary rather than allowing exemptions in terms of who had to file, then I think we would have a good system.

Senator Fairbairn: That would include what they had to file?

Mr. Willis: Yes, what they had to file.

Senator Fairbairn: Does clause 5 subparagraph (f) concern you? That is awarding of contracts and is a specific provision for Tier I professional lobbyists but is not specified under the other tier?

Mr. Willis: It is a concern. I would not say that it is an enormous concern because I think that a company bidding for a contract will try to influence the awarding of that contract. Therefore, I am not terribly concerned that they be required to register the fact that they are trying to influence the awarding of the contract, because if they were not trying to influence the awarding, they would not be there. As I say, I do have a concern that if that company is our client, we can sit behind them and argue that we are just collecting information, and they are the ones who are trying to influence the process. If that distinction is valid, then the bill is only window-dressing.

[Traduction]

Ce qui nous inquiète et je parle ici d'inquiétude parce que je n'ai pas la formation juridique voulue pour me prononcer sur la façon dont le projet de loi règle la question—ce sont certains bureaux d'avocats, qui font beaucoup de lobbying, et qui sont parmi nos plus importants concurrents. Aux États-Unis, ils doivent être enregistrés. Je ne sais pas s'ils sont obligés de s'enregistrer aux termes du projet de loi ou s'ils peuvent invoquer la préférence du client pour ne pas le faire. Si ces distinctions existent dans le projet de loi, nous deviendrons des bureaux d'avocats. Un des directeurs de notre entreprise est avocat justement ce qui nous permettrait peut-être de devenir un cabinet d'avocats?

Si un client a le choix entre nous consulter et faire connaître publiquement ce qu'il fait ou s'adresser à un cabinet d'avocats pour obtenir les mêmes services sans avoir à fournir de renseignements ou à préciser l'objet de l'intervention ou ce qu'il essaie de faire, il s'adressera au bureau d'avocats parce que les gens préfèrent en révéler le moins possible, si on leur donne le choix. Je ne sais pas ce que prévoit le projet de loi à ce sujet, mais s'il y a une distinction entre les deux, c'est un problème.

Le sénateur Fairbairn: C'est une question à poser.

M. Willis: Et c'est une question à laquelle je n'ai pas de réponse.

Le sénateur Fairbairn: C'est une question qui n'est pas bien différente de celle qui demande quand un cabinet d'experts-conseils devient-il un cabinet d'avocats.

M. Willis: Exactement. Je pense que le fait de faire connaître le nom de toutes les personnes rejointes et l'objet de l'intervention dans chaque cas est une exigence lourde parce qu'il peut s'agir de 20 personnes par jour, d'après mon expérience personnelle, et déposer 20 déclarations à la fin de la journée ne correspond pas vraiment à mon idée de l'efficacité. Je pense qu'on aurait un bon système si les rapports à fournir ne prenaient pas trop de temps et s'ils ne prévoyaient pas d'exception en ce qui concerne ceux qui ont à fournir des renseignements.

Le sénateur Fairbairn: Et les renseignements qu'ils doivent fournir.

M. Willis: J'en conviens.

Le sénateur Fairbairn: L'alinéa 5(1)f) vous cause-t-il du souci? Il parle de l'octroi de contrats et cela dans le cas des lobbyistes professionnels, mais pas des lobbyistes de l'autre catégorie?

M. Willis: Il nous préoccupe, mais pas outre mesure, car je pense que l'entreprise qui présente une soumission pour obtenir un contrat essaiera d'influencer l'octroi de ce contrat. Je ne crois pas qu'il soit vraiment nécessaire qu'elle fasse savoir qu'elle a essayé d'influencer l'octroi du contrat étant donné que si elle ne le faisait pas, elle n'existerait pas. Comme je l'ai dit, je crains que nous puissions utiliser l'entreprise cliente pour nous protéger et prétendre que nous ne faisons que recueillir des renseignements, que c'est elle qui essaie d'influencer le processus. Si cet hypothèse est réelle, le projet de loi ne sera qu'une façade.

[Text]

The Chairman: Mr. Willis, would it make any difference if the contract were one that was being awarded by tender as opposed to one that was just being given out, as very often happens, because presumably the tender process is much more open in itself.

Mr. Willis: My feeling would be that it is easier to include tendered contracts because in the normal tender call, there is the paragraph that says that neither the lowest bid nor any bid will necessarily be accepted, and there are extenuating circumstances. We are aware of contracts that have not gone to the lowest bidder and contracts where the process was certainly influenced, even though the tendering process was followed through to its conclusion. For purposes of confidence in the system, it is better to include tendered contracts.

Senator Spivak: Do I take it that it is your view that the difference in the bill between Tier I and Tier II lobbyists creates loopholes through which a truck could be driven? In other words, am I right that you do not think that that is a good distinction? In other words, you think there are so many ways that you could get around the differences in the disclosure that it is not a good distinction?

Mr. Willis: If the bill did a better job on Tier I, then the problem with Tier II would not be there. For the purposes of confidence in the system, the Tier I lobbyists are the ones that we want to see register, and we want to know what they are doing. We want to know what their activities are and the intent of those activities.

With some of the language in the bill, it becomes very easy for us to stand behind a Tier II lobbyist and operate through their reporting requirements, which are very minimal. So I do not think the problem is so much the limited reporting requirements of Tier II; it is more a problem of the laxness in the definition of Tier I.

Senator Spivak: You said you agree with the purposes of the bill, and from what I have read, although it is not exactly clear in the preamble, it would seem to me that the purposes of the bill are to ensure that government decisions are made on the merits of each case, for example in the awarding of contracts and, secondly, to allay the public's fears that paid lobbyists receive preferential treatment.

Following on that, what is your view about disclosure of fees? That is not mentioned in the bill. What is your view our contingency fees, and do you feel that there ought to be something more which governs the behaviour of lobbyists based on ethics? Just recently we heard that, for example, the Quebec Conservative Caucus is going through voluntary action relating to ethics, and the government of Nova Scotia has come up with new standards respecting the ethics of government. Yet this bill does not seem to say that there are things that lobbyists can and cannot do. Firstly, does your firm charge contingency fees?

[Traduction]

La présidente: Monsieur Willis, y aurait-il une différence entre un contrat pour lequel des soumissions auraient été reçues et un contrat octroyé sans soumission, comme c'est souvent le cas, étant donné qu'apparemment un appel d'offres est un processus beaucoup plus ouvert.

M. Willis: J'estime qu'il serait mieux que les contrats octroyés par appel d'offres soient aussi visés, parce que les formulaires d'appel d'offres précisent généralement bien que ni la soumission la plus basse ni aucune autre soumission ne sera nécessairement acceptée et il a des circonstances atténuantes. Nous savons que des contrats n'ont pas été octroyés au plus bas soumissionnaire et qu'il y a des contrats dont l'octroi a assurément été influencé, même si le processus d'appel d'offres a dûment été accompli. Pour qu'on puisse se fier au système, il est mieux d'inclure ce genre de contrat.

Le sénateur Spivak: Dois-je comprendre que d'après vous la distinction établie dans le projet de loi entre les deux catégories de lobbyistes permet trop d'échappatoires? Autrement dit, est-il vrai que vous ne pensez pas que la distinction qui est faite soit la bonne? Vous êtes d'avis qu'il y a tellement de moyens de contourner les exigences que la distinction n'est pas assez claire.

M. Willis: Si le projet de loi définissait mieux la première catégorie, il n'y aurait pas de problème avec la deuxième. Pour que le système soit fiable, ce sont les lobbyistes de la première catégorie qui doivent être enregistrés. Nous voulons connaître leurs activités et l'objectif de ces activités.

D'après la façon dont le projet de loi est formulé, il devient très facile pour nous de nous présenter comme des lobbyistes de la deuxième catégorie et de nous en tenir aux renseignements exigés de cette catégorie, qui sont bien peu nombreux. Je crois donc que le problème réside non pas dans le nombre limité d'exigences prévues à l'endroit des lobbyistes de la deuxième catégorie en matière de renseignements à fournir, mais plutôt dans le caractère flou de la définition de la première catégorie.

Le sénateur Spivak: Vous dites souscrire à l'objectif du projet de loi qui, premièrement, d'après ce que j'ai lu—même si ce n'est pas très clair dans le préambule—est de faire en sorte que le gouvernement prenne des décisions éclairées dans chaque cas, notamment dans l'octroi de contrats, et deuxièmement, d'apaiser les craintes du public qui croit que les lobbyistes professionnels ont droit à un traitement de faveur.

Cela étant, que pensez-vous de la divulgation des frais? Il n'en est pas question dans le projet de loi. Que pensez-vous des frais de représentation et croyez-vous que nous devrions prévoir d'autres dispositions pour régir le comportement des lobbyistes du point de vue déontologique? Récemment, nous avons entendu dire que le caucus conservateur du Québec s'était volontairement donné un code de déontologie et que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse avait établi de nouvelles normes concernant la déontologie gouvernementale. Pourtant, le projet de loi reste muet sur ce que les lobbyistes sont et ne sont pas autorisés à faire. Premièrement, votre entreprise exige-t-elle des frais de représentation?

[Text]

Mr. Willis: No. In our view, contingency fees should be illegal.

Senator Spivak: Should not be allowed.

Mr. Willis: Should not be allowed. Contingency fees pervert the purposes of the system and are subject to abuse. Contingency fees, in our view, leave the very clear impression that somehow you can buy success. That is a dangerous and inaccurate impression.

In terms of the publishing of fees, on the surface, we are not excited about the idea of publishing fees.

Senator Spivak: Do you think that is being unfair to lobbyists as opposed to lawyers?

Mr. Willis: Our policy—and we can only speak from our own perspective—is that we charge in exactly the same way that a lawyer or an accountant does. It is a straight time basis, and we keep very detailed records of our hours. At the end of the month, we submit a bill based on the amount of time that we have spent. I would have no objection to revealing fee schedules and saying that these are the fee schedules we charge by the hour.

However, that method could be misleading. For example, we were involved in one project that went on for three and a half or four years. At the end of that process, we totalled up the fees that had accumulated over three and a half or four years, and it was a huge amount. That contributes to the public's fear that somehow the system can be perverted with money. So I would argue that fee schedules should be published and that contingency fees should not be allowed, but I would have concerns about publishing the fees that are eventually charged because I think it could be misleading.

I am familiar with the system in the United States because we have registered from time to time in Washington, and I think that they have come out with a somewhat silly system.

Senator Spivak: What is your feeling about the nature of lobbyists' activities? Do you think that there are any kinds of activities, for example in the contract-awarding process, which ought to be proscribed, if not by legislation then perhaps by professional organizations themselves?

Mr. Willis: My view would be that there should not be any restrictions upon what lobbyists can do as long as they have to register what they are doing. The best constraint on the activities of a lobbyist is the requirement to register and the requirement to reveal what it is you are doing. In my opinion you would create an administrative mess if you were to come up with lists of approved activities and lists of proscribed activities, because then you get back to our definition question: Am I trying to influence or am I trying to collect information? The public is better served by an open system. Let the lobbyists worry about their own reputations.

Senator Spivak: In your view, other than the contingency fee question, you think that the purposes of this legislation will be served, notwithstanding the changes you have suggested, by disclosure?

Mr. Willis: Yes.

[Traduction]

M. Willis: Non. À notre avis, il devrait être illégal d'en exiger.

Le sénateur Spivak: Ils devraient être interdits.

M. Willis: En effet. Ils faussent l'objectif du système et sont une incitation à l'abus. À notre avis, ils donnent nettement l'impression qu'on peut acheter le succès. Cette impression est dangereuse et, nous l'espérons, fausse.

En ce qui concerne la divulgation des frais, l'idée ne nous enchante pas, à première vue, mais . . .

Le sénateur Spivak: Croyez-vous que ce serait injuste envers les lobbyistes, par opposition aux avocats?

M. Willis: Notre politique—et nous ne pouvons parler que pour nous-mêmes—consiste à exiger des frais de la même façon qu'un avocat ou un comptable. Nous sommes payés selon le temps consacré à chaque client et nous gardons des relevés très détaillés de notre emploi du temps. À la fin de chaque mois, nous établissons la note des frais de services selon le nombre d'heures que nous avons consacrées au client. Je ne m'oppose pas à l'idée de divulguer nos barèmes de frais horaires et le nombre d'heures consacrées à chaque client.

Mais cela pourrait être trompeur. Par exemple, nous avons participé à une entreprise qui a duré trois ans et demi ou quatre ans. À la fin, le total des frais exigibles était énorme. Cela contribue à alimenter la méfiance du public, qui est convaincu que l'argent peut corrompre le système. Donc, j'estime que les barèmes de frais devraient être divulgués et que les frais de représentation ne devraient pas être autorisés, mais j'hésiterais à divulguer les honoraires exigés des clients parce que cela pourrait induire le public en erreur.

Je connais bien le système américain, parce que nous nous sommes déjà enregistrés quelques fois à Washington, et je crois qu'il est quelque peu ridicule.

Le sénateur Spivak: A votre avis, en quoi consistent les activités des lobbyistes? Croyez-vous que certaines activités—par exemple, dans le processus d'octroi des contrats—devraient être prosrites, sinon par la loi, du moins par les associations professionnelles elles-mêmes?

M. Willis: À mon avis, on ne devrait pas limiter ce que les lobbyistes peuvent faire, du moment qu'ils sont tenus de divulguer ce qu'ils font. La meilleure façon de contrôler les activités d'un lobbyiste est d'exiger qu'il s'enregistre et qu'il les divulgue. Le fait de codifier les activités autorisées et les activités interdites engendrerait, à mon avis un cauchemar administratif, parce que ce sont les lobbyistes qui décident s'ils tentent d'influencer le titulaire d'une charge publique ou s'ils ne font que recueillir des renseignements. L'ouverture est davantage dans l'intérêt du public. Que les lobbyistes soignent eux-mêmes leur réputation.

Le sénateur Spivak: Abstraction faite de la question des frais de représentation, vous croyez que l'obligation de divulguer les activités servira l'objectif du projet de loi, en dépit des changements que vous avez proposés, n'est-ce pas?

M. Willis: C'est exact.

[Text]

Senator Spivak: What about monitoring the system? There is no investigative power in the bill to make sure that this occurs. Do you think that that is an omission? What powers does the Registrar General have to make sure that there is compliance?

Senator Doyle: Again, we would have to have a definition of the powers that are vested in the Registrar General. Under the bill, he certainly has the power to lay charges if he sees an infraction. Whether or not he has a large enough staff to determine whether infractions are taking place is another question.

Senator Spivak: I have been informed that the Registrar General does not have investigatory powers. In case of an infraction, the RCMP would be called in. The offences are listed here, but the Registrar General does not have any investigatory powers.

Senator Doyle: I would say he has considerable power, then, with the backing of the RCMP because supposedly they always get their man.

The Chairman: Perhaps we should put our questions to the witness at the moment.

Senator Spivak: Have you given any thought to the enforcement issue and whether or not the fines are reasonable?

Mr. Willis: A \$25,000 fine or six months in jail will certainly catch the attention of anyone in my profession. I have not given a lot of thought to the question of enforcement. On the surface, my reaction would be that the idea of having lobby police is not one that I would immediately respond to.

Senator Spivak: We have tax police, meaning Revenue Canada, who have a lot of personnel.

Mr. Willis: Any contact with the tax police is enough to deter one from ever having that experience again. From an enforcement perspective, one thing that the department might want to take a look at is to require that all senators, members of parliament or civil servants, make a note of the phone contacts and the meeting contacts so that you then have a double-check system. You would then have people within the government sending to the Registrar General or the Deputy Registrar General lists of people who have contacted people like me and when they have done so. If they have not filed in respect of those contacts, then there is a fairly simple basis upon which to go forward and say, "Excuse me, the Deputy Minister had a meeting with you on such and such a date and you did not file the required form. Why didn't you?"

If we do not go to that sort of system, then we may be heading towards some bizarre world where phones will be tapped, mail will be opened and files will be searched. Quite frankly, I am deeply offended by that concept.

Senator Spivak: I think I know about lobbyists' activities but I am not certain I do. How many of a lobbyist's activities are really undertaken for purposes of information gathering? Would you, as a lobbyist, say that the majority of your activi-

[Traduction]

Le sénateur Spivak: Et le contrôle du système? Le projet de loi ne défère au registraire général du Canada aucun pouvoir d'enquête. Croyez-vous que ce soit une lacune? De quels pouvoirs le registraire général dispose-t-il pour assurer l'observance des règles?

Le sénateur Doyle: Ici encore, il nous faudrait définir les pouvoirs du registraire général. Le projet de loi lui confère certainement celui d'infliger des amendes en cas d'infraction. Reste à savoir s'il dispose ou non d'un personnel suffisant pour déterminer si des infractions sont commises.

Le sénateur Spivak: On m'a dit que le registraire général n'a pas le pouvoir de faire des enquêtes. En cas d'infraction, il lui faudrait faire appel à la G.R.C. Le projet de loi énumère les infractions, mais le registraire général n'a pas le pouvoir d'instituer des enquêtes.

Le sénateur Doyle: Par contre, je dirais qu'il détient un pouvoir considérable s'il peut faire appel à la G.R.C., car à ce que l'on dit, elle ne rate jamais son coup.

Le président: Il vaudrait peut-être mieux interroger le témoin pour l'instant.

Le sénateur Spivak: Avez-vous réfléchi à l'application des règles et à la question de savoir si les amendes sont raisonnables?

M. Willis: Ce qui est certain, c'est que l'éventualité d'une amende de 25 000 dollars ou de six mois d'emprisonnement ne laisserait absolument personne indifférent dans ma profession. Je n'ai pas vraiment réfléchi à la façon d'appliquer les règles. À première vue, je ne suis pas tellement favorable à l'idée d'instituer une police du lobbying.

Le sénateur Spivak: Nous avons une police de la fiscalité, c'est-à-dire Revenu Canada, qui dispose d'un personnel considérable.

M. Willis: Il suffit d'avoir affaire une fois à Revenu Canada pour ne plus jamais frauder le fisc par la suite. Du strict point de vue de l'application des règles, le ministère pourrait songer à la possibilité d'instaurer un système de contrôle en vertu duquel les sénateurs, les députés ou les fonctionnaires noteraient les conversations téléphoniques et entrevues qu'ils ont avec des lobbyistes de manière à pouvoir vérifier la véracité des déclarations de ces derniers. Ainsi, les parlementaires ou les employés du gouvernement communiqueraient au registraire général ou à son adjoint la liste des personnes qui ont eu des contacts avec des gens comme moi ainsi que les dates de ces contacts. Ainsi, si les lobbyistes en question ne divulguaient pas ces contacts, il serait facile au registraire général de les leur rappeler, de leur faire remarquer qu'ils ne les ont pas divulgués et de leur demander pourquoi.

À défaut d'un système de ce genre, nous nous dirigeons peut-être vers un monde assez bizarre où les téléphones seront mis sur écoute électronique, où le courrier sera ouvert et où les archives seront perquisitionnées. En toute franchise, cette idée m'effraie.

Le sénateur Spivak: Je crois connaître les activités des lobbyistes, mais je n'en suis pas certaine. Dans quelle mesure les lobbyistes font-ils vraiment de la recherche? En tant que lobbyiste, diriez-vous que vous passez la majeure partie de votre

[Text]

ties are devoted to information gathering or are they more to do with communications with known persons in government? Could you give me an idea of how, on balance, your activities break down?

Mr. Willis: I would say that when we commence work with a client on a specific issue, we probably spend 90 to 95 per cent of our time gathering information and becoming familiar with everything relating to that issue. We gather information on the attitudes and positions of all the people involved.

Senator Spivak: You do that in the same way in which a lawyer begins to build up a dossier, for example?

Mr. Willis: Yes. Once you get past that stage, and I am being arbitrary now, you may spend 60 per cent of your time trying to influence the process and 40 per cent of your time collecting relevant information.

Senator Doyle: Mr. Willis, I wanted to spend a moment on what is probably one of the principal lay impressions of lobbyists—and this may or may not be the case—and that is the very personality of the person who does the lobbying on behalf of any organization or institution. In this area, former politicians—if there is such a thing as a former politician—seem to be at a premium. Certainly, the concept of the layman is that a former Conservative cabinet minister will do very nicely, thank you, before a House of Commons committee of a government that is made up of over 200 Conservative members. In light of the fact that Mr. Norton is attached to your firm, one might say that he would hardly be hired to go down to argue with David Peterson. We see both sides of the argument in terms of the selection of the messenger, if you will.

Senator Spivak: I missed that, Senator Doyle. Could you explain what you meant?

Senator Doyle: Mr. Norton is a former Tory cabinet minister from Ontario, senator.

Senator Spivak: Oh, I see; thank you.

Senator Doyle: When these people are involved there seems to be a genuine belief that they should be so named. Such people are not always politicians; they can sometimes be lawyers who are said to have expertise in a certain field, and that may be in dealing with committees of certain political stripes, for example, in certain areas. We all know that there are said to be only three or four lawyers one would hire if one wanted to have a development project approved by the Ontario Municipal Board or the Toronto City Council. When people who fall into that category of specialist—let us call them specialists—are dealing with government because of previous government experience or association with government agencies over a long period of time, I think the public is anxious to know about it. I know the members of this committee would probably be interested if they thought that they would hear from a witness who had been principally advised and directed by a former Minister of Justice of either party, and I think that is a logical kind of curiosity. Do you feel that there is still room for a consultant to be the silent partner of a person doing any advocating? In

[Traduction]

temps à chercher des renseignements ou à communiquer avec des personnes influentes du gouvernement? Pourriez-vous me dire approximativement quelle proportion de votre temps vous consacrez à chacune des deux activités?

M. Willis: Je dirais que lorsque nous commençons à travailler pour un client, nous passons probablement 90 à 95 p. 100 de notre temps à rechercher des renseignements et à nous familiariser avec tous les tenants et aboutissants de la question. Nous nous renseignons sur l'attitude et les opinions de tous ceux qui interviendront dans la prise de la décision.

Le sénateur Spivak: Comme un avocat qui commence à constituer un dossier, par exemple?

M. Willis: C'est cela. Une fois cette étape franchie—et ce que je vais dire à partir de maintenant est arbitraire—nous pouvons passer environ 60 p. 100 de notre temps à essayer d'influer sur le processus décisionnel et le reste à recueillir des renseignements pertinents.

Le sénateur Doyle: Monsieur, je voudrais parler un moment de l'une des opinions les plus répandues dans le public au sujet des lobbyistes; elle peut être fondée comme elle peut être fausse et elle porte sur la personnalité même des gens qui font du lobbying au nom d'organismes ou d'institutions. Dans ce domaine, les anciens personnages politiques—pour peu qu'une telle chose existe—semblent être les mieux placés pour faire du lobbying. Il est certain qu'aux yeux des profanes, un ancien membre d'un Cabinet conservateur peut avoir beaucoup d'influence sur un comité de la Chambre lorsque les Conservateurs sont au pouvoir avec plus de 200 députés. M. Norton est associé à votre entreprise, mais il est peu vraisemblable qu'on lui demande d'aller discuter avec David Peterson. Nous considérons la question du choix de l'émissaire sous les deux rapports, si vous voulez.

Le sénateur Spivak: Je ne vous suis pas, sénateur Doyle. Pourriez-vous m'expliquer, s'il vous plaît?

Le sénateur Doyle: M. Norton était ministre dans le Cabinet conservateur de l'Ontario, sénatrice.

Le sénateur Spivak: Ah bon, je vois; je vous remercie.

Le sénateur Doyle: Lorsque des lobbyistes sont engagés, on estime en général qu'ils devraient être appelés lobbyistes. Il ne s'agit pas toujours de personnages politiques; ce sont parfois des avocats qui ont la réputation d'être des experts dans certains domaines, notamment lorsqu'il s'agit de traiter avec des comités parlementaires dominés par un parti politique en particulier, par exemple. Nous savons tous qu'il n'y a que trois ou quatre avocats dont au retiendrait les services pour faire approuver un projet de mise en valeur par l'*Ontario Municipal Board* ou le *Toronto City Council*. Lorsque certaines personnes qui entrent dans la catégorie des spécialistes—n'ayons pas peur de les appeler ainsi—traitent avec le gouvernement vu leur longue expérience de celui-ci ou leur association de longue date avec des organismes d'État, je pense que le public s'intéresse à la chose. Les membres du comité eux-mêmes seraient sans doute heureux d'apprendre s'ils vont entendre un témoin qui a été principalement conseillé et dirigé par un ancien ministre de la Justice d'un parti ou d'un autre, et j'estime que cette curiosité est légitime. Croyez-vous qu'il y ait encore place

[Text]

asking my question I am not going to go into so-called Conservative agencies or Liberal agencies—and, goodness gracious, there might even be NDP agencies, for all I know.

Mr. Willis: I suppose my initial response would be that one should not attach great significance to the fact that Mr. Norton is not here with me today.

Senator Doyle: I could have got a lot closer to home than Mr. Norton, Mr. Willis; at least he was with the legislature and not with Parliament.

Mr. Willis: I appreciate your point, senator. Certainly our experience has been that governments take decisions based on the merits of the argument, not on the source of the argument. To the extent to which we have been successful in influencing the process on behalf of our clients, that is not always because we have had a former cabinet minister as one of our colleagues; it is because we have been successful in making the case on its merits. If, within the legislation, there is a registration system that meets the two requirements we believe should be there—the first being that it not be excessively onerous and the second that, if it does err, it errs on the side of including as opposed to excluding activities—then I do not think that any distinction should be drawn for former cabinet ministers, former members, former politicians, organizers or anything else. If the system of registration is in place, then the activities are going to be on the public record and will be judged on their merits.

Senator Doyle: Would that also apply to senior bureaucrats?

Mr. Willis: Absolutely. We really believe that the public's best defence is an open system, not one that onerously constrains people's capacity to make a living.

Senator Robertson: Madam Chairman, I was not able to attend last week's meeting. Where do the lawyers stand on this point?

The Chairman: The testimony we have heard is that they are caught under the system.

Senator Robertson: They have to register, do they?

The Chairman: Under certain circumstances, yes, they do have to register. This is the difficulty with respect to definition. We have discussed this point at earlier meetings.

Senator Robertson: Therefore, all those lawyers who make a living lobbying on behalf of illegal immigrants and so forth will have to register?

The Chairman: If you read the bill you will see that the people who got in touch with us were talking to a committee of Parliament. Therefore, that is perfectly proper.

Senator Robertson: However, when they are taking cases, as people come into the country, they would approach the ministry directly. They would all have to register, would they not, because they get paid for it?

[Traduction]

pour un conseiller qui soit en fait l'associé d'une personne directement intéressée à la cause? En posant cette question, je n'ai pas l'intention de passer en revue les prétendus organismes conservateurs ou libéraux—ou même néo-démocrates. Qui sort, il en existe peut-être.

M. Willis: Permettez-moi de vous dire tout d'abord qu'il ne faudrait pas attacher tellement d'importance au fait que M. Norton ne m'accompagne pas aujourd'hui.

Le sénateur Doyle: J'aurais pu viser quelqu'un de beaucoup plus près que M. Norton, monsieur Willis; il était à l'Assemblée législative, pas au Parlement.

M. Willis: Je vous remercie, sénateur, de cette précision. Il est certain que d'après notre expérience les gouvernements prennent des décisions en se fondant sur le bien-fondé de l'argument et non sur celui qui le formule. Si nous avons pu réussir déjà à influencer le cours des choses en faveur de nos clients, ça n'a pas toujours été parce que nous comptions parmi nous un ancien ministre du Cabinet, mais parce que nous avons bien défendu notre cause. Si la loi prévoit un système d'enregistrement qui satisfasse à nos deux exigences, soit que ce ne soit pas excessivement onéreux et que ce soit plus laxiste, alors je ne vois pas pourquoi il y aurait des distinctions qui seraient faites pour les anciens ministres de cabinet, les anciens députés, les anciens hommes politiques, les anciens organisateurs ou quoi que ce soit d'autre. Si le système d'enregistrement est en place, les activités seront alors connues publiquement et seront jugées selon leurs mérites.

Le sénateur Doyle: Cela vaudrait-il aussi pour les bureaucrates supérieurs?

M. Willis: Absolument. Nous croyons vraiment que la meilleure défense du public est un système ouvert, et non un système qui, à grand frais, empêche quiconque de gagner sa vie.

Le sénateur Robertson: Madame la présidente, je n'ai pas pu assister à la réunion de la semaine dernière. Que pensent les avocats de cette question?

La présidente: qu'ils seraient prisonniers du système.

Le sénateur Robertson: Ils doivent s'enregistrer n'est-ce pas?

La présidente: Dans certaines circonstances, oui. C'est la difficulté que pose la définition. Nous en avons déjà discuté à d'autres réunions.

Le sénateur Robertson: Par conséquent, tous ces avocats qui gagnent leur vie en faisant du lobbying au nom d'immigrants illégaux etc., devront s'enregistrer?

La présidente: Si vous lisez le projet de loi, vous verrez que ceux qui ont communiqué avec nous s'adressaient à un comité du Parlement. C'est donc parfaitement correct.

Le sénateur Robertson: Toutefois, lorsqu'ils acceptent des cas, comme ceux de personnes qui arrivent au pays, ils communiquent directement avec le ministre. Ne seraient-ils pas tous tenus de s'enregistrer étant donné qu'ils sont rémunérés en conséquence?

[Text]

The Chairman: You do not register simply because you are representing a client in a case. Paragraph 4(2)(b) of the bill says, "... the enforcement, interpretation or application of any Act of Parliament or regulation thereunder ..."

Senator Spivak: What about the kinds of communications that are made all the time by lawyers to department officials?

The Chairman: As chairman, I should be expecting Mr. Willis to answer. However, we did put these questions to our witnesses from the Canadian Bar Association, and we will be putting them again. We have put these questions to the department officials, and I am sure we will be putting some of them again for further clarification.

Senator Spivak: Going back to the awarding of contracts, I would ask you again whether you feel that simple disclosure, under this legislation, would be enough to implement the intent of the bill? There is this whole business of former deputy ministers. What does disclosure do to guarantee to the public that there is not preferential treatment? How would that prevent what everyone thinks is common practice?

Mr. Willis: I understand the concern. In looking at that you also have to be very careful of the implications of what you are suggesting on the other side: that is, that there are a number of companies that have a long history of defence contracts or any kind of contract—it does not necessarily have to be defence, but those tend to be big dollar contracts and attract a lot of attention. There are a number of companies who have been in that area for a long time and are supplying the Canadian government. They understand how to negotiate the offsets and understand all of the various things involved in terms of getting ahead.

If you are going to try and restrict the ability of other companies to call on expertise, whether it be retired army officers or deputy ministers or anyone else, and say, "We do not want you to use that sort of thing in the tendering process; you have to do the tendering process by yourself," what you are saying is, "We are going to confer a huge benefit on the people who have tendered before, and we are going to punish the people who have not tendered before." I do not think that that suits our interest. If you have a process of disclosure and you have an honestly-operated tendering system, which I am very confident we have in this country, the public interest is well served.

There is, and always will be, a paranoia in the public that decisions are made behind closed doors and improper influence is being exerted. However, if you try and come up with a system that will generate public confidence and eliminate that paranoia, we will be standing naked in the middle of the yard so that people can be sure nothing is happening.

Senator Spivak: You say that you are also registered in Washington. There has been some evidence of abuse in the United States, certainly over defence contracts. Why do you think that has occurred there? Is there a difference in the tendering process?

[Traduction]

La présidente: On ne s'enregistre pas simplement parce qu'on représente un client dans une affaire donnée. L'alinéa 4(2)b) du projet de loi stipule qu'il faut que ce soit pour l'exécution, l'interprétation ou l'application d'une loi fédérale ou d'un règlement d'application de celle-ci.

Le sénateur Spivak: Que dire de tous les genres de communications qui sont tout le temps faites par les avocats aux fonctionnaires ministériels?

La présidente: À titre de présidente, je m'attendais à ce que ce soit M. Willis qui réponde. Nous avons posé ces questions à nos témoins de l'Association du barreau canadien et nous les leur poserons à nouveau. Nous les avons aussi posées aux fonctionnaires ministériels et je suis sûre que nous reviendrons à la charge pour certaines d'entre elles afin d'obtenir plus de précisions.

Le sénateur Spivak: Pour en revenir à l'adjudication de contrats, je vous redemanderais si vous pensez que la simple divulgation, aux termes de cette loi, serait suffisante légalement? Il y a toute cette question des anciens sous-ministres. En quelle manière la divulgation garantit-elle au public qu'il n'y aura pas de traitement préférentiel? Comment empêcherait-elle une pratique que tout le monde sait très répandue?

M. Willis: Je comprends ce que vous voulez dire. Il faut ici être très attentif aux conséquences de ce que vous laissez entendre, c'est-à-dire qu'il y a un certain nombre de sociétés qui depuis très longtemps acceptent des contrats de défense ou d'autres genres de contrat—qui ne sont pas nécessairement des contrats de défense mais qui sont très rémunérateurs et qui font beaucoup de bruit. Il existe un bon nombre de sociétés dans ce domaine depuis longtemps et elles exécutent des contrats pour le gouvernement canadien. Elles savent très bien comment négocier les compensations et tout ce que commandent leurs services.

En empêchant d'autres sociétés de faire valoir leurs compétences, qu'il s'agisse de militaires à la retraite ou de sous-ministres ou de n'importe qui, c'est-à-dire en refusant d'en tenir compte et en exigeant d'eux que ce soit en leur capacité personnelle qu'ils fassent leur offre, vous ne faites en quelque sorte que privilégier considérablement ceux qui ont déjà soumissionné. Je ne pense pas que ce soit dans notre intérêt. Si vous avez prévu la divulgation et si vous avez un système d'appel d'offres honnête, ce dont je suis sûr, l'intérêt du public sera bien servi.

Le public craindra toujours fortement que les décisions lui soient cachées et qu'elles soient prises sous des influences indues. Toutefois, si vous essayez de satisfaire le public et de supprimer ce qui se fait actuellement, vous allez vous priver de toute discrétion, simplement pour rassurer la population.

Le sénateur Spivak: Vous dites être également enregistré à Washington. Il y aurait eu des abus aux États-Unis, certainement au sujet des contrats de défense. Pourquoi pensez-vous que cela ce soit produit là-bas? Y a-t-il une différence dans le processus d'appel d'offres?

[Text]

Mr. Willis: In any human system there is bound to be abuse. The point in the Washington system is that at some point the abuse comes to public attention. At the point that the abuse comes to public attention, you have in place a system that lets you go back and say, "Okay, we know everyone involved. We know everyone who has played a part in this, and now we can go and get them."

Senator Spivak: The best defence of democracy is a vigilant citizenry. However, I was wondering if there is any difference between the tendering systems in the United States and in Canada. Are there more safeguards in the tendering of contracts in Canada? By and large, this is a fairly good tendering system.

Mr. Willis: That is really not an area that I know enough to comment on.

The Chairman: Thank you, Mr. Willis. Your testimony has been very helpful.

The committee adjourned.

[Traduction]

M. Willis: Dans n'importe quel système conçu par l'homme, il y a des abus. Mais quant à celui de Washington, les abus ne peuvent échapper au public. Le système étant ce qu'il est, il est alors possible de dire que puisqu'on connaît tous les coupables ces derniers seront châtiés.

Le sénateur Spivak: La meilleure défense de la démocratie est la vigilance des citoyens. Mais je me demandais s'il y a une différence quelconque entre le système de soumission des États-Unis et celui du Canada. Y a-t-il plus de garanties au Canada? Dans l'ensemble, nous avons un assez bon système d'appel d'offres.

M. Willis: Je ne suis vraiment pas assez renseigné pour en parler.

La présidente: Merci, monsieur Willis. Votre témoignage nous a été très utile.

Le Comité suspend ses travaux.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESS—TÉMOIN

From Policy Concepts:
Errick F. Willis.

De «Policy Concepts»:
Errick F. Willis.

CAT
Y034
-132



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing Senate
Committee on*

*Délibérations du comité
sénatorial permanent des*

Legal and Constitutional Affairs

Affaires juridiques et constitutionnelles

Chairman:
The Honourable JOAN NEIMAN

Présidente:
L'honorable JOAN NEIMAN

Tuesday, August 23, 1988

Le mardi 23 août 1988

Issue No. 94

Fascicule n° 94

First proceedings on:

Premier fascicule concernant:

Consideration of Bill C-210, An Act to
amend the Blue Water Bridge Authority Act

L'étude du Projet de loi C-210, Loi
modifiant la Loi sur l'Administration du
pont Blue Water

Fifth proceedings on:

Cinquième fascicule concernant:

Consideration of Bill C-61, An Act to amend
the Criminal Code, the Food and Drugs Act
and the Narcotic Control Act

L'étude du Projet de loi C-61, Loi
modifiant le Code criminel, la Loi des
aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants

Fourth proceedings on:

Quatrième fascicule concernant:

Consideration of Bill C-82, An Act
respecting the registration of lobbyists

L'étude du Projet de loi C-82, Loi sur
l'enregistrement des lobbyistes

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

THE STANDING SENATE COMMITTEE ON LEGAL
AND CONSTITUTIONAL AFFAIRS

Chairman: The Honorable Joan Neiman
Deputy Chairman: The Honourable Nathan Nurgitz

and
The Honourable Senators:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (or Frith) |
| Cogger | *Murray (or Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Ex Officio Members*
(Quorum 4)

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES
AFFAIRES JURIDIQUES ET
CONSTITUTIONNELLES

Présidente: L'honorable Joan Neiman
Vice-président: L'honorable Nathan Nurgitz

et
Les honorables sénateurs:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (ou Frith) |
| Cogger | *Murray (ou Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Membres d'office*
(Quorum 4)

ORDERS OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Thursday, August 18, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Honourable Senator Kelly moved, seconded by the Honourable Senator Bielish, that the Bill C-210, An Act to amend the Blue Water Bridge Authority Act, be read the second time.

After debate,

The Honourable Senator Frith moved, seconded by the Honourable Senator Petten, that the Bill be not now read the second time but that the subject-matter thereof be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Wednesday, July 13, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Nurgitz, seconded by the Honourable Senator Spivak, for the second reading of the Bill C-61, An Act to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Nurgitz moved, seconded by the Honourable Senator Spivak, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Wednesday, July 27, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Doyle, seconded by the Honourable Senator Barootes for the second reading of the Bill C-82, An Act respecting the registration of lobbyists.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Doody moved, seconded by the Honourable Senator Barootes, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

ORDRES DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le jeudi 18 août 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Kelly propose, appuyé par l'honorable sénatrice Bielish, que le Projet de loi C-210, Loi modifiant la Loi sur l'Administration du pont Blue Water, soit lu la deuxième fois.

Après débat,

L'honorable sénateur Frith propose, appuyé par l'honorable sénateur Petten, que le projet de loi ne soit pas lu la deuxième fois maintenant, mais que la teneur du projet de loi soit déferée au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 13 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Nurgitz, appuyé par l'honorable sénateur Spivak, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-61, Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Nurgitz propose, appuyé par l'honorable sénateur Spivak, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 27 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Doyle, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-82, Loi sur l'enregistrement des lobbyistes.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Doody propose, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.”

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, AUGUST 23, 1988
(133)

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met at 2:05 p.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Joan Neiman, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Buckwold, Doyle, Fairbairn, Hébert, Neimen, Robertson, Spivak and Stanbury (8).

Other Senator present: The Honourable Senator Kelly (1)

In attendance: From the Library of Parliament: Katharine Dunkley, Margaret Smith and Margaret Young, Research Officers.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

Witnesses:

From the Department of Transport:

Yves Malépart, Director, Policy and Coordination;
Ellen Fry, Senior Counsel.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated August 18, 1988, began consideration of Bill C-210, An Act to amend the Blue Water Bridge Authority Act.

Yves Malépart made a statement and along with the witness answered questions.

It was agreed,—That consideration of the Order of Reference with respect to Bill C-210, be postponed until the next sitting of the Committee.

At 14:40 p.m., the Committee proceeded *in camera*.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 13, 1988, resumed consideration of Bill C-61, An Act to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, resumed consideration of Bill C-82, An Act respecting the registration of lobbyists.

At 15:45 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

La greffière suppléante du Comité

Line Gravel

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 23 AOÛT 1988
(133)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à 14 h 05 sous la présidence de l'honorable sénatrice Joan Neiman (présidente).

Membres du comité présents: Les honorables sénateurs Buckwold, Doyle, Fairbairn, Hébert, Neiman, Robertson, Spivak et Stanbury (8).

Autre sénateur présent: L'honorable sénateur Kelly (1)

Également présentes: De la Bibliothèque du Parlement: Katharine Dunkley, Margaret Smith et Margaret Young, attachés de recherche.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Témoins:

Du ministère des Transports:

Yves Malépart, directeur, Politique et coordination;
Ellen Fry, avocate principale.

Conformément à son ordre de renvoi du 18 août 1988, le Comité entreprend l'étude du projet de loi C-210, Loi modifiant la Loi sur l'Administration du pont Blue Water.

Yves Malépart fait une déclaration et, avec l'autre témoin, répond aux questions.

Il est convenu,—Que l'examen de l'ordre de renvoi relatif au projet de loi C-210 soit reporté à la prochaine séance du comité.

À 14 h 40, la séance se poursuit à huit clos.

Conformément à son ordre de renvoi du 13 août 1988, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-61, Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-82, Loi sur l'enregistrement des lobbyistes.

À 15 h 45 le comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ:

EVIDENCE

Ottawa, Tuesday, August 23, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs, to which was referred Bill C-210, to amend the Blue Water Bridge Authority Act, met this day at 2 p.m. to give consideration to the bill.

Hon. Joan Neiman (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, this afternoon we are considering Bill C-210, to amend the Blue Water Bridge Authority Act. It is a private member's bill from the other place. Some comments were made on it by its sponsor, Senator Kelly, and then by Senator Frith in the Senate on Thursday last. Because the wording of the bill appeared to be somewhat puzzling, Senator Frith felt that it was not appropriate to approve the bill in principle until we actually decided what the principle was, as it were. Therefore, he moved that the subject matter of the bill be referred to this committee.

I thought it might be useful for officials from the Department of Transport to give us some background information. The witnesses are Mr. Yves Malépart and Ms. Ellen Fry.

Mr. Malépart, if you have comments on the bridge authority in general, we will start with that.

Mr. Yves Malépart, Director, Highway Policy and Programs, Transport Canada: Transport Canada's principal interest in this subject is, of course, our concern with respect to the transportation system generally, and international bridges in particular. The Blue Water Bridge is an international bridge forming part of an overall transportation network and, as such, we want to ensure its continuing safe and efficient operation. For this reason, there is a provision whereby the Blue Water Bridge Authority must furnish to the department annual financial reports as well as safety inspection reports. The department, however, does not have any financial or operational responsibility for the bridge, as this rests entirely with the members of the authority who are Canadian citizens appointed by the Governor in Council.

With respect to the question of personal liability, which seems to be the principal focus of Bill C-210, it would appear that subsection 7(3) of the Blue Water Bridge Authority Act will cover the concerns that are being raised here today. This subsection refers to the Interpretation Act, paragraph 30(1)(c), which exempts the individual member of the corporation from personal liability for its debts or obligations or acts if they do not violate the provision of the act incorporating them. It is on this basis, Madam Chairman, that we will conclude that the concerns being addressed in Bill C-210 are adequately covered by existing statutes.

The Chairman: Mr. Malépart, for our information, would you tell the committee how many such international bridge authorities there are and how they operate. Are they all covered by similar provisions to the one in this particular act?

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 23 août 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, auquel a été renvoyé le projet de loi C-210, Loi modifiant la Loi sur l'Administration du pont Blue Water, se réunit aujourd'hui à 14 heures pour examiner ledit projet de loi.

L'honorable Joan Neiman (*présidente*) occupe le fauteuil.

La présidente: Honorables sénateurs, cet après-midi nous examinerons le projet de loi C-210, Loi modifiant la Loi sur l'Administration du pont Blue Water. Il s'agit d'un projet de loi d'initiative parlementaire qui nous vient de l'autre endroit. Certaines observations ont été faites à son sujet par son parrain, le sénateur Kelly, et puis par le sénateur Frith au Sénat jeudi dernier. Étant donné que le libellé du projet de loi semble ne pas être tout à fait clair, le sénateur Frith a jugé inopportun d'approuver le projet de loi en principe tant que cette question de principe n'aura pas été tranchée. Par conséquent, il a proposé que le sujet du projet de loi soit renvoyé à ce comité.

J'ai pensé qu'il pouvait être utile que les hauts fonctionnaires du ministère des Transports nous situent. Les témoins sont M. Yves Malépart et M^{me} Ellen Fry.

Monsieur Malépart, vous pouvez peut-être commencer par nous renseigner sur l'Administration du pont en général.

M. Yves Malépart, directeur, Politique et programmes routiers, Transports Canada: Transports Canada s'intéresse à cette question principalement parce qu'il s'intéresse aussi au système de transport en général, et aux ponts internationaux en particulier. Le pont Blue Water est un pont international qui fait partie d'un réseau de transport global et, pour cette raison, nous voulons veiller à ce qu'il continue à être exploité en toute sécurité et efficacité. C'est pourquoi il est prévu que l'Administration du pont Blue Water présente au ministère annuellement des rapports financiers ainsi que des rapports d'inspection de sécurité. Le ministère, toutefois, n'a aucune responsabilité financière ou opérationnelle à l'égard du pont, car cette responsabilité incombe entièrement aux membres de l'Administration qui sont des citoyens canadiens nommés par le gouverneur en conseil.

Quant à la question de la responsabilité personnelle, qui semble être le point central du projet de loi C-210, il semblerait que le paragraphe 7(3) de la Loi sur l'Administration du pont Blue Water réponde aux préoccupations qui sont soulevées ici aujourd'hui. Ce paragraphe renvoie à l'alinéa 20(1)c) de la Loi d'interprétation qui dispose que les membres de la société ne sont pas personnellement responsables des dettes, obligations ou actes de cette dernière s'ils n'enfreignent pas les dispositions de la loi de constitution. C'est ce qui nous amène, madame la présidente, à conclure que les questions abordées dans le projet de loi C-210 sont déjà adéquatement traitées dans des lois existantes.

La présidente: Monsieur Malépart, pourriez-vous nous dire combien d'administrations de pont international il y a et comment elles fonctionnent. Sont-elles toutes régies par des dispositions semblables à celles que l'on retrouve dans cette loi?

[Text]

Mr. Malépart: There are 25 international highway bridges in Canada with the United States. Nine of those bridges join New Brunswick and the State of Maine. There are two joining Quebec and the State of Vermont. The remaining 14 bridges join Ontario and New York, Michigan and Minnesota.

There is no consistent approach vis-à-vis these 25 international bridges. For example, five of the bridges in New Brunswick are owned by the federal government. There is an additional four international bridges that are owned by the Province of New Brunswick. In Quebec both bridges are owned by the Province of Quebec and the State of Vermont. These are small bridges. The biggest issues, as far as international bridges, are in Ontario. In Ontario there are three international bridges that are owned by the federal Crown. I am thinking of the Seaway bridges in Cornwall and the 1000 Island Bridge. The Blue Water Bridge will be the third closest to the federal Crown, although it is not a crown bridge per se because it has its own act. There are three other bridges in Ontario that are privately-owned bridges. The other bridges have individual legislation that covers them, including the Blue Water Bridge.

In a nutshell, the overall international bridge issue is made up of numbers of different components, and each has its own history that has to be looked at specifically.

As far as specific legislation, there are five or six bridges that have specific legislation. In some cases, the specific legislation is not Canadian controlled.

Most of the bridges in Ontario were built as a result of U.S. initiative. Permission was given to these U.S. citizens or corporations to build an international bridge with the provision that at the time the debt of the bridge is redeemed, the Canadian half of that particular bridge will revert to Canada. For example, the debt of the bridge at Rainy River, Ontario has now been redeemed, and discussion is taking place between the State of Minnesota and the Department of Transport for the reversion to Canada of the Canadian half of that bridge. The Canadian half of that bridge will become a Canadian identity and will be managed jointly with the U.S. A good deal of specific legislation has this mechanism of reversion clause. By the year 2000 or 2010 a number of additional bridges will revert to Canada on that basis, but at present they are being managed by a U.S. entity.

Senator Stanbury: Is this the only bridge that is run by an authority which is directly appointed by the federal government?

Mr. Malépart: I believe there is another one in Peace River, Ontario that has specific legislation, even though it also involves the Province of Ontario. That is the only bridge in Ontario where the Governor in Council appoints members to a bridge authority.

The Chairman: The Windsor-Detroit situation is different, is it not?

Mr. Malépart: It is different.

Senator Stanbury: We had legislation about the Ambassador Bridge Authority. It is owned by Americans, as I recall. It is not in the same situation.

[Traduction]

M. Malépart: Il y a 25 ponts routiers internationaux entre le Canada et les États-Unis. Neuf d'entre eux joignent le Nouveau-Brunswick à l'État du Maine. Il y en a deux entre le Québec et le Vermont. Les 14 autres rattachent l'Ontario aux États de New York, du Michigan et du Minnesota.

Il n'y a pas d'approche cohérente pour ces 25 ponts internationaux. Par exemple, cinq des ponts du Nouveau-Brunswick appartiennent au gouvernement fédéral. Quatre autres ponts internationaux appartiennent à la province du Nouveau-Brunswick. Au Québec, les deux ponts appartiennent à la province de Québec et à l'État du Vermont. Ce sont de petits ponts. Les plus importants, comme ponts internationaux, sont situés en Ontario. Dans cette province, il y en a trois qui appartiennent à la Couronne fédérale. Je songe aux ponts de la voie maritime à Cornwall et au pont des Mille-Îles. Le pont Blue Water est le troisième le plus près de la Couronne fédérale, même si ce n'est pas un pont fédéral proprement dit parce qu'il est régi par une loi distincte. Il y a trois autres ponts en Ontario qui sont des ponts privés. Les autres ponts sont tous régis par une loi, y compris le pont Blue Water.

Bref, toute cette question des ponts internationaux est constituée d'un certain nombre d'éléments différents, et chaque pont a sa propre histoire qu'il faut examiner attentivement.

Il n'y a que cinq ou six ponts qui sont régis par une loi distincte. Dans certains cas, cette loi n'est pas administrée par le Canada.

La plupart des ponts de l'Ontario ont été construits à la suite d'une initiative prise par les États-Unis. Des sociétés ou des citoyens américains ont obtenu la permission de construire un pont international pourvu qu'au moment du remboursement de la dette du pont, le tronçon canadien de ce pont soit cédé au Canada. Par exemple, la dette liée au pont de Rainy River, en Ontario, a maintenant été acquittée, et des discussions ont lieu entre l'État du Minnesota et le ministère des Transports pour que revienne au Canada la moitié canadienne de ce pont, qui deviendra une entité canadienne administrée conjointement avec les États-Unis. Il existe un bon nombre de lois qui prévoient ce mécanisme. D'ici l'an 2000 ou 2010, un bon nombre d'autres ponts seront cédés au Canada de cette façon, mais à l'heure actuelle ils sont administrés par une entité américaine.

Le sénateur Stanbury: Est-ce le seul pont qui soit administré par une autorité directement nommée par le gouvernement fédéral?

M. Malépart: Je crois qu'il y en a un autre à Peace River, en Ontario, qui est régi par une loi distincte, même si la province de l'Ontario a son mot à dire. C'est le seul pont ontarien dont les membres de l'Administration sont nommés par le gouverneur en conseil.

La présidente: La situation est différente pour le pont qui relie Windsor et Détroit, n'est-ce pas?

M. Malépart: Oui.

Le sénateur Stanbury: Une loi régissait l'Administration du pont Ambassador. Ce pont appartient à des Américains, si je me souviens bien. Ce n'est pas la même chose.

[Text]

Mr. Malépart: I think you are referring to the tunnel. There was a reversion clause in that particular case. The debate related to the 1928 agreement, which is a valid agreement and will bring the tunnel to Canadian identity by 1990. That was a clarification at the time of this legislation.

The Chairman: I note from the background material that clause 22 of the Blue Water Bridge Authority Act states:

The Bridge Authority is not an agent of Her Majesty and no member, officer or employee of the Bridge Authority shall be deemed, as such, to be an officer, agent or employee of Her Majesty.

Even though the directors—what we call the Canadian side of it—are appointed by order in council, they are acting on their own authority.

Mr. Malépart: Yes, that is correct.

The Chairman: All right. And these directors are not paid.

Mr. Malépart: That is correct.

The Chairman: This is an honour without emolument, as it were.

Do the Americans have the same type of arrangement? How are the decisions made? Who makes the decisions? Who spends the money? Where do they get the money, or how does the authority operate with this group of directors?

Mr. Malépart: First, there are tolls on the bridge which will allow the cost involved in operating the bridge to be fully recovered.

The Chairman: I did not realize that.

Mr. Malépart: Secondly, the act incorporating the Canadian part of the bridge refers to the fact that four out of the total of eight members for the total bridge corporation—on both sides, in other words—are appointed from the Canadian side. So you can see that the Canadian identity in the legislation is only part and parcel of a greater operation, which has its equivalent on the U.S. side by the State of Michigan. The State of Michigan appoints the members on the U.S. side of the bridge and follows the same policy for tolls, maintenance, and so on.

These are delicate operations, as you can imagine, because in a sense they have two different legal identities, Canadian and U.S., that are responsible to the law of the land in their respective countries, while at the same time they have to operate jointly. You have to approach things from a global aspect to be able to function from one side of the river to the other. So there are two legal identities within one operational framework.

Senator Doyle: Who prevails if there is a difference among the Canadian and American directors? Let us say that they wanted to paint the bridge yellow in Canada and green on the American side. Would they each paint half of the bridge? Who would prevail and say, "You will paint it basic blue?"

Mr. Malépart: We have never had to encounter that situation, sir, so I cannot answer it.

[Traduction]

M. Malépart: Je pense que vous faites allusion au tunnel. Il y avait une clause de cession dans ce cas particulier. Le débat avait trait à l'accord de 1928, qui est un accord valide stipulant que le tunnel appartiendra au Canada en 1990. C'était ce que précisait la loi d'alors.

La présidente: Dans ces documents d'information, je note que selon l'article 22 de la Loi sur l'Administration du pont Blue Water:

L'Administration du pont n'est pas mandataire de Sa Majesté et aucun de ses membres, dirigeants ou employés ne doit, à ce titre, être considéré comme un fonctionnaire, un mandataire ou un employé de Sa Majesté.

Même si les administrateurs—au Canada—sont nommés par décret, ils agissent de leur propre chef.

M. Malépart: Oui; c'est exact.

La présidente: Très bien. Et ces directeurs ne sont pas rémunérés.

M. Malépart: C'est exact.

La présidente: Il s'agit d'un honneur qui n'est pas accompagné d'émoluments, comme c'était le cas auparavant.

Les Américains disposent-ils du même genre d'arrangement? Comment les décisions sont-elles prises? Qui les prend? Qui dépense les fonds? Où se les procure-t-on, ou comment l'Administration agit-elle avec ce groupe d'administrateurs?

M. Malépart: Premièrement, il y a des postes de péage sur le pont, ce qui permettra d'en recouvrer entièrement les coûts d'exploitation.

La présidente: Je l'ignorais.

M. Malépart: Deuxièmement, la loi incorporant le tronçon canadien du pont indique que quatre des huit membres de la société du pont sont nommés par le Canada. Vous pouvez donc constater que, dans le projet de loi, le Canada ne constitue qu'une partie d'un tout, par homologue, étant du côté américain, l'État du Michigan. Ce dernier nomme les membres pour la partie du pont appartenant aux États-Unis et se conforme à la même politique que le Canada en ce qui concerne les droits de péage, l'entretien et ainsi de suite.

Comme vous pouvez l'imaginer, il s'agit de procédés délicats, car, en un sens, deux entités légales distinctes—le Canada et les États-Unis—sont chargées d'exécuter la loi dans leur pays respectif, alors qu'elles doivent en même temps agir de concert. Il faut voir les choses globalement afin que les deux parties puissent agir. Il existe donc deux entités légales dans un seul cadre opérationnel.

Le sénateur Doyle: Qui a le dernier mot s'il y a divergence d'opinion entre les administrateurs canadiens et américains? Disons, par exemple, que les administrateurs canadiens veulent faire peindre le pont en jaune et les administrateurs américains, en vert. Feraient-ils peindre leur propre moitié du pont? Qui trancherait pour le faire peindre en bleu, par exemple?

M. Malépart: Comme nous n'avons jamais eu à faire face à cette situation, monsieur, je ne peux répondre à cette question.

[Text]

Senator Doyle: I am giving you a hypothetical situation of a disagreement between the two sides.

Mr. Malépart: It could happen, but we never went through the motion of such a situation. I cannot come up with an answer because we have never looked at it as systematically as your question entails. I cannot possibly answer that.

Senator Doyle: It works just like free trade will!

The Chairman: Mr. Malépart, we have our Blue Water Bridge Authority Act, and I am sure that the State of Michigan has a comparable type of act; but there must be some sort of operational agreement under which they work and make those important decisions referred to by Senator Doyle, because you are dealing with four Canadian and four American directors. At some point there will possibly be a standoff or a tie if there is a difference of opinion. How is that resolved? More importantly, if there were any kind of damages occurring with regard to the operation of the bridge, is there some kind of indemnification in the agreement that would apply to both the Americans and the Canadians? How does that work?

I see that they carry insurance, but they are concerned that the insurance is not sufficient; is that it?

Mr. Malépart: That is what the Bridge Authority felt—at least on the Canadian side—and therefore it requested that this private bill should be brought forward. We were told that in the light of the concern expressed also on the U.S. side.

On the U.S. side, the members of a board of directors seemed to be more accountable for results in terms of responsibility. Some recent decisions of the court in the U.S.—this is the word that we got—seemed to put more burden on the directors themselves, leading to more personal responsibility, than on the Canadian side. That is why the Canadian representatives felt they would like to have some protection against any legal judgment that would involve their personal life, and so on. This was in light of some U.S. experience.

Senator Doyle: Does that mean that the Canadian government, assumes the responsibility that might have been attached to its appointees?

Mr. Malépart: No.

Senator Doyle: Who does, then? If the bridge is blown up by a terrorist, by a dummkopf, or what-have-you, who assumes the responsibility if I want to sue them?

Mr. Malépart: The owner and operator of that bridge is the bridge authority. Therefore, the authority would be the one who would have the prime interest in this.

Senator Doyle: That is, the two governments.

Mr. Malépart: I am saying the bridge authority, the corporation as such.

[Traduction]

Le sénateur Doyle: Je vous présente une situation hypothétique où les deux parties sont en désaccord.

M. Malépart: Elle pourrait se produire, mais ça n'a jamais été le cas. Je ne peux vous donner une réponse, car nous n'avons jamais examiné la situation aussi systématiquement que votre question le suppose. Je ne peux donc vraiment pas vous répondre.

Le sénateur Doyle: C'est exactement ce qui se produira avec le libre-échange!

La présidente: Monsieur Malépart, le Canada dispose de la Loi sur l'Administration du pont Blue Water—et je suis certain que l'État du Michigan dispose d'une loi comparable—mais les deux parties doivent conclure un genre d'entente d'exploitation et prendre les décisions importantes qu'a mentionnées le sénateur Doyle, car il y a quatre administrateurs canadiens et quatre administrateurs américains. À un moment donné, il risque d'y avoir égalité des voix en cas de divergence d'opinion. Comment résoudre ce problème? Ce qui est encore plus important, si l'exploitation du pont entraînait quelque dommage que ce fût, l'entente prévoit-elle par exemple des dispositions en matière d'indemnisation dont les américains et les canadiens pourraient se prévaloir? Comment procède-t-on?

Je sais qu'ils ont contracté une assurance, mais ils craignent qu'elle ne soit pas suffisante. Est-ce bien cela?

M. Malépart: C'est ce que l'Administration du pont—du moins du côté canadien—a estimé et, par conséquent, elle a demandé qu'on présente ce projet de loi d'intérêt privé. On nous l'a dit à la lumière des préoccupations qui ont également été exprimées par les Américains.

Du côté américain, les membres d'un conseil d'administration semblaient devoir assumer une plus grande responsabilité en cas de dommages. Certaines décisions rendues récemment par les tribunaux américains—c'est ce que nous avons entendu dire—semblent imputer aux administrateurs une plus grande responsabilité, ce qui entraîne pour eux une plus grande responsabilité personnelle que pour les administrateurs canadiens. C'est pourquoi les représentants canadiens ont estimé qu'ils devraient bénéficier d'une certaine protection contre des jugements qui mettraient en cause leur vie et ainsi de suite. Ils ont en quelque sorte tiré une leçon des événements qui se sont produits aux États-Unis.

Le sénateur Doyle: Cela signifie-t-il que le gouvernement canadien assume la responsabilité qui aurait pu être imputée aux administrateurs qu'il a nommés?

M. Malépart: Non.

Le sénateur Doyle: Qui l'assume alors? Si un terroriste ou un «sans dessein» fait sauter le pont, qui assumera la responsabilité si je veux les poursuivre en justice?

M. Malépart: L'Administration du pont est le propriétaire et l'exploitant de ce pont. Par conséquent, elle serait la première intéressée.

Le sénateur Doyle: C'est-à-dire les deux gouvernements.

M. Malépart: L'Administration du pont, la société proprement dite.

[Text]

The Chairman: That is a good question, because it is a creation of the government. It is as a result of an agreement between two governments: the Government of Canada and the State of Michigan.

Senator Stanbury: But:

The Bridge Authority is not an agent of Her Majesty—

Mr. Malépart: That is correct.

The Chairman: But how can it exempt itself from that liability, the final liability? Ms. Dunkley, do you have an answer?

Ms. Katharine Dunkley, Research Officer, Library of Parliament: I suggest that they are attempting to distance the corporation from the federal Crown and the directors personally. It results in a limitation of liability to the liability coverage that the corporation carries, or other assets of it.

We could look further to the relationship of the Crown even if it is not an agent. But specifically it is not an agent; it is a federal entity—that is correct, as Senator Doyle said—but the attempt is to make the responsible authority—

The Chairman: It is obvious, yes.

Ms. Dunkley: —the brigade authority itself, as a corporation, and not the directors personally.

The Chairman: But can the federal government, which creates these positions of the bridge authority, then say, “We accept no responsibility in any way?” I do not know.

Senator Fairbairn: It says “a public body.”

Senator Doyle: Certainly, with regard to private corporations, we have been making directors more and more responsible for their decisions. I am not arguing that we should be doing that here, but there should be a clear alternative as to who carries liability.

Senator Hébert: Right now they are talking of events that would not be caused by their decisions.

The Chairman: I see, on page three of the commentary, that under the Interpretation Act the corporation is exempt from personal liability for its debts, obligations or acts of members of the corporations that do not contravene the provisions of the enactment establishing the corporation. It seems to me that the members of the corporation are trying to protect themselves even further than what they are entitled to under the Interpretation Act. Do we have a copy of the Blue Water Bridge Authority Act here?

Mr. Malépart: Yes.

The Chairman: Are there provisions in there for the conduct of the people who are appointed as the authority?

Senator Doyle: Bill C-210 is not merely limited to terrorism and acts of God; it includes lack of skill where someone hired to run the bridge turns out to be unqualified and causes destruction. Surely, in such a case, the fault lies with the cor-

[Traduction]

La présidente: C'est un bon point, car il s'agit d'une création du gouvernement. Elle résulte d'une entente entre deux gouvernements: celui du Canada et l'État du Michigan.

Le sénateur Stanbury: Mais:

L'Administration du pont n'est pas mandataire de Sa Majesté . . .

M. Malépart: C'est exact.

La présidente: Mais comment peut-elle se soustraire à cette responsabilité ultime? Madame Dunkley, pouvez-vous répondre à cette question?

Mme Katharine Dunkley, attachée de recherche, Bibliothèque du Parlement: Je présume qu'on tente de distinguer la société de la Couronne fédérale et des administrateurs à titre individuel. Il en résulte que la responsabilité se limite à l'assurance-responsabilité qui possède la société par ses éléments d'actif.

Nous pourrions examiner plus longuement le rapport que la Couronne a dans cette question, même si la société n'est pas un mandataire. Le fait est qu'elle n'en est pas un. Elle est une entité fédérale, comme l'a dit avec à-propos le sénateur Doyle, mais on essaie de rendre responsable l'Administration . . .

La présidente: C'est évident.

Mme Dunkley: . . . uniquement l'Administration du pont en tant que société, et non pas les administrateurs à titre individuel.

La présidente: Mais le gouvernement fédéral, qui crée ces postes au sein de l'Administration du pont, peut-il alors dire qu'il n'accepte aucune responsabilité que ce soit? Je l'ignore.

Le sénateur Fairbairn: On dit: «un organisme public».

Le sénateur Doyle: Dans le cas des sociétés privées, nous avons certainement fait en sorte que les directeurs soient de plus en plus responsables de leurs décisions. Je ne soutiens pas que nous devrions faire la même chose dans le cas présent, mais il devrait y avoir une autre solution en ce qui concerne les personnes appelées à assumer les responsabilités.

Le sénateur Hébert: Pour l'instant, il s'agit de faits indépendants de leurs décisions.

La présidente: Je vois à la page 3 du commentaire qu'aux termes de la Loi d'interprétation la société est exemptée de toute responsabilité pour ses dettes, pour ses obligations ou pour les actes de ses membres qui n'enfreignent pas les dispositions de sa loi constitutive. Il me semble que les membres de cette société essaient de se protéger plus que la Loi d'interprétation ne les y autorise. Avons-nous un exemplaire de la Loi sur l'Administration du pont Blue Water?

M. Malépart: Oui.

La présidente: La loi contient-elle des dispositions concernant la conduite des personnes nommées aux postes d'autorité?

Le sénateur Doyle: Le projet de loi C-210 ne se limite pas uniquement au terrorisme et aux cas de force majeure. Il prévoit également les cas de personnes responsables de l'exploitation du pont, mais qui se révéleraient incompétentes ou qui

[Text]

poration, because it hired a person without proper credentials and put him in a position of authority.

The Chairman: Are there any relevant provisions in the act as to the conduct of the authority?

Mr. Malépart: Let me read section 7 which is entitled "Powers and Duties of Authority":

(1) The Bridge Authority may acquire and shall hold so much of the Blue Water Bridge and such approaches, structures, easements, privileges or rights connected thereto or held in connection therewith, as are granted or conveyed to the Bridge Authority by, respectively,

(a) Her Majesty in right of Canada, and

(b) the appropriate authority in the United States; and shall operate, maintain and repair the Blue Water Bridge and the approaches and structures held in connection therewith.

(2) For the purpose of performing its duties under this Act the Bridge Authority may

(a) acquire, hold and dispose of real property for the purposes of the Bridge Authority;

(b) make traffic surveys and engineering, architectural and other studies;

(c) obtain legal, engineering, architectural, accounting, financial and other services;

(d) in order to maintain adequate facilities for the traffic carried over it, extend, add to, enlarge or otherwise alter the Blue Water Bridge; and

(e) generally, do all things necessary, convenient or proper for the purposes of carrying out the duties of the Bridge Authority or functions incidental thereto.

That is the key point. The third paragraph reads:

For the greater certainty, it is thereby declared that section 30 of the Interpretation Act applies to the Bridge Authority;

That section 30 covers the personal-liability-insurance question.

The Chairman: When was that act passed?

Mr. Malépart: 1964.

The Chairman: Then this commentary must refer to the Interpretation Act when it was enacted, but that section is now 20(1)(d). In other words, the section reference has changed but the wording is the same. In light of that section, it seems to me that the authority is fully covered under the Interpretation Act because there is direct reference to the relevant section for personal liability, debts, obligations or acts. I understand that there were some questions with regard to the term "act", particularly as to whether or not it meant act of omission as well

[Traduction]

poseraient des actes dommageables. Dans un tel cas, la faute incombe certainement à la société puisqu'elle aurait confié un poste d'autorité à une personne ne possédant pas les lettres de créance voulues.

La présidente: La loi contient-elle des dispositions pertinentes concernant l'exploitation de l'Administration?

M. Malépart: Permettez-moi de lire l'article 7 intitulé «Pouvoirs et attributions de l'Administration»:

(1) L'Administration du pont peut acquérir et doit détenir telle partie du pont Blue Water, ainsi que les approches, les ouvrages, les servitudes, les privilèges ou les droits y rattachés, ou détenus à cet égard, qui lui sont accordés ou transférés, respectivement, par

a) Sa Majesté du chef du Canada, et

b) l'autorité compétente aux États-Unis; et elle doit exploiter, entretenir et réparer le pont Blue Water, de même que les approches et les ouvrages détenus relativement audit pont.

(2) Pour l'exercice des attributions que lui confère la présente loi, l'Administration du pont peut

a) acquérir, détenir et aliéner des biens immobiliers aux fins de l'Administration du pont;

b) faire des relevés de la circulation et des études d'ordre technique, architectural et autre;

c) obtenir des services d'avocats, d'ingénieurs, d'architectes, de comptables, de financiers et d'autres personnes;

d) afin de maintenir des services suffisants pour la circulation qui l'emprunte, prolonger, agrandir ou autrement modifier le pont Blue Water, ou y faire une addition; et

e) en général, faire tout ce qui est nécessaire, convenable ou approprié à l'exercice des attributions de l'Administration du pont ou à l'accomplissement des fonctions qui en résultent.

C'est le point essentiel. Le troisième paragraphe est libellé en ces termes:

Pour plus de certitude, il est par les présentes déclaré que l'article 30 de la Loi d'interprétation s'applique à l'Administration du pont;

L'article englobe la question de l'assurance-responsabilité personnelle.

La présidente: Quand la loi a-t-elle été adoptée?

M. Malépart: en 1964.

La présidente: Ce commentaire doit donc renvoyer à la Loi d'interprétation au moment où elle a été adoptée, mais il s'agit maintenant de l'alinéa 20(1)d). Autrement dit, le numéro de renvoi de l'article a changé, mais la formulation est restée la même. À la lumière de cet article, il me semble que l'Administration est entièrement régie par la Loi d'interprétation puisqu'il y a une référence directe à l'article concernant la responsabilité, les dettes, les obligations ou les actes personnels. Je crois comprendre que le mot «acte» a soulevé certaines questions, en particulier pour ce qui est de savoir s'il inclut le fait

[Text]

as act of commission. Is that not a general matter of interpretation, Kate?

Ms. Dunkley: I am sure that it would be a question of interpretation by the courts.

The Chairman: Would it not be included in the Interpretation Act?

Ms. Dunkley: It is my understanding that an omission is not specifically read into the word "act", at least not in the Interpretation Act, but I would like to look into that point further.

The Chairman: I think this bill seeks to protect the members even more than the act granting the authority has intended that they should be protected

Senator Doyle: Which is fine so long as we know that somebody else will take on that obligation.

The Chairman: I am not sure that a public act which incorporates a body such as this and gives its members specific powers and duties can be amended, modified or in any way changed by a private member.

Senator Stanbury: It is their responsibility.

The Chairman: That is the point. Mr. Malépart, have you had any other experience with any comparable situation within the department?

Mr. Malépart: No.

Senator Buckwold: My concern goes a little bit further than a specific change to the legal responsibility of the Blue Water Bridge Authority, in that there are other authorities of a similar nature operating in Canada. There are many situations where government has set up a group to run a government installation. By excluding the Blue Water Bridge Authority, what happens to the other groups in similar situations? Do they automatically fall into this situation or must there be amendments to every bill that moves in this direction? Could we be putting ourselves in a legal situation which in due course could be difficult?

Mr. Malépart: I am not a lawyer, sir.

The Chairman: Senator Buckwold, I think Mr. Malépart has helped us as much as he can from the point of view of the Department of Transport. These are questions that should be directed to representatives of the Department of Justice.

Ms. Ellen Fry, Senior Counsel, Department of Transport: I am from the Department of Justice.

The Chairman: I am sorry, I had not realized that you were from Justice.

Ms. Fry: I am closer to the Department of Transport, but I belong to the Department of Justice.

Obviously, Senator Buckwold raises a valid point. It is really a legal policy matter. However, it may well be that members of the other bridge authorities will, when hearing about this situation, take another look at their incorporating act, and who knows?

[Traduction]

d'omettre autant que de commettre un acte. Ne s'agit-il pas là d'une question d'interprétation générale, Kate?

Mme Dunkley: Je suis sûre qu'il y aurait matière à interprétation par les tribunaux.

La présidente: Est-ce que cela n'est pas prévu dans la Loi d'interprétation?

Mme Dunkley: Je ne crois pas que le mot «acte» comprenne expressément le sens d'omission, du moins pas au sens de la Loi d'interprétation, mais il faudrait que j'examine ce point plus en profondeur.

La présidente: Je pense que le projet de loi vise à assurer aux membres une protection plus poussée que ne le prévoyait la loi constitutive.

Le sénateur Doyle: Cela ne pose aucun problème tant que quelqu'un d'autre assume la responsabilité.

La présidente: Je ne suis pas sûre qu'une loi publique qui crée un organisme comme celui-ci et donne à ses membres des pouvoirs et obligations précis puisse être modifiée par un simple député.

Le sénateur Stanbury: C'est leur responsabilité.

La présidente: La question est là. Monsieur Malépart, avez-vous connaissance d'un cas comparable au ministère?

M. Malépart: Non.

Le sénateur Buckwold: Ma préoccupation ne se limite pas à une simple modification de la responsabilité juridique de l'Administration du pont Blue Water, dans la mesure où il existe d'autres administrations de ce genre au Canada. Il existe de nombreux cas où le gouvernement a constitué un groupe pour exploiter une installation publique. Si on exclut l'Administration du pont Blue Water, qu'advient-il des autres groupes qui se trouvent dans une situation comparable? Se retrouvent-ils automatiquement dans la même situation ou faudra-t-il apporter des amendements à chaque projet de loi ayant le même objet? Pourrions-nous nous placer nous-mêmes dans une situation juridique qui, le moment venu, pourrait soulever des problèmes?

M. Malépart: Je ne suis pas juriste, monsieur.

La présidente: Sénateur Buckwold, je pense que monsieur Malépart nous a fourni toute l'aide qu'il pouvait en ce qui concerne le ministère des Transports. Il s'agit de questions qui devraient être réservées à des représentants du ministère de la Justice.

Mme Ellen Fry, avocate générale, ministère des Transports: Je fais partie du ministère de la Justice.

La présidente: Veuillez m'excuser, cela m'avait échappé.

Mme Fry: Je suis plus étroitement liée au ministère des Transports, mais je travaille pour le ministère de la Justice.

De toute évidence, le sénateur Buckwold soulève une question fondée. Il s'agit réellement d'une question de principe juridique. Toutefois, il se peut bien que les membres des autres administrations de pont, lorsqu'ils prendront connaissance de cette situation, revoient leur loi constitutive, et alors qui sait?

[Text]

Senator Buckwold: Let us look at port authorities. For example, let us say that the National Harbours Commission relinquishes to Vancouver the authority to run its own port. Would Vancouver want a change in the act along the same lines? There could be any number of situations, including those involving authorities running airports for the government.

The Chairman: For that matter, any federally-appointed corporation.

Senator Buckwold: How will these corporations be affected by this provision?

Ms. Fry: I would think that if they look at the provision and determine that it applies to them, they will examine whatever acts affect them, and, if they face the same problem, they will have to decide whether they want to seek the same solution.

Senator Buckwold: From the point of view of the Department of Justice, would it not be better to bring in an act that would cover all authorities or other groups that have delegated responsibilities by act and by law, rather than pick out one authority and do it?

Ms. Fry: You are now into the realm of policy.

Mr. Malépart: That is correct. We were asked to give our views on a private member's bill. So, even there, we can only express some of our views and they are worth what they are worth. If the legislators want a more detailed interpretation for this particular bridge authority, that is their privilege. So far as we are concerned, from a specific point of view, we could certainly live with what is proposed here for the Blue Water Bridge Authority. From a policy point of view, or from a global point of view, it is a different story.

Senator Buckwold: You say you could live with it. Does that mean that you are prepared to live with incompetence?

Mr. Malépart: I mean in terms of what they are proposing to do here, coupled with the fact that it is not a crown corporation and that it is an entity in itself. However, we are not making a judgment call here. We only say that that is what it is. We have alluded to the fact that there are two policy instruments now available to the government to deal with these things. One is the Interpretation Act, which we think covers that kind of situation, and the other is the Financial Administration Act, for members of crown corporations. Those are two instruments that the government right now has to deal with this specific issue of personal liability for directors who serve without remuneration. This is the position we took at the beginning. We said that, in that case it is not necessary to amend the act because the two instruments are there. However, if the private members of the House committee want to see it amended, we could live with whatever they come up with.

The Chairman: Senators, I believe we may want to consider this a little further. We are grateful to you, Mr. Malépart and Ms. Fry, for appearing today. We will take a look at the

[Traduction]

Le sénateur Buckwold: Voyons le cas des administrations portuaires. Supposons, par exemple, que la Commission des ports nationaux cède à Vancouver l'administration de son propre port. Vancouver souhaiterait-elle une modification pertinente de la loi? Il pourrait survenir de nombreuses situations de ce genre, notamment en ce qui concerne les administrations qui exploitent des aéroports pour le gouvernement.

La présidente: Dans ce cas, toute société fédérale.

Le sénateur Buckwold: Dans quelle mesure ces sociétés seront-elles touchées par cette disposition?

Mme Fry: Je pense que si elles examinent cette disposition et jugent qu'elle s'applique dans leur cas, elles examineront les lois qui les régissent et si le même problème se pose, il leur incombera de décider s'il faut ou non appliquer la même solution.

Le sénateur Buckwold: Du point de vue du ministère de la Justice, ne serait-il pas préférable d'adopter une loi qui engloberait toutes les administrations et tous les autres groupes qui exercent des responsabilités déléguées en vertu d'une loi ou, au lieu d'intervenir dans un cas isolé?

Mme Fry: Vous soulevez une question de principe.

M. Malépart: C'est exact. On nous a demandé d'exprimer notre opinion sur un projet de loi d'initiative parlementaire. Même dans ce cas, nous ne pouvons exprimer nos opinions qu'en partie et elles valent ce qu'elles valent. Si les législateurs veulent une interprétation plus détaillée dans le cas de cette administration de pont, c'est leur privilège. En ce qui nous concerne, d'un point de vue particulier, nous pouvons certainement nous accommoder de ce qui est proposé dans le cas de l'Administration du pont Blue Water. Du point de vue du principe, ou d'un point de vue général, c'est différent.

Le sénateur Buckwold: Vous dites pouvoir vous en accommoder. Faut-il comprendre que vous êtes prêt à tolérer l'incompétence?

M. Malépart: Je suis prêt à m'accommoder de ce qui est proposé ici, compte tenu du fait qu'il ne s'agit pas d'une société de la Couronne, mais d'une entité en soi. Toutefois, il ne s'agit pas ici de porter un jugement. Nous ne faisons que constater les faits. Nous avons soulevé le fait que le gouvernement dispose actuellement de deux moyens pour traiter ce genre de chose. Il y a d'une part la Loi d'interprétation, qui selon nous englobe ce genre de situation, et il y a la Loi sur l'Administration financière, qui s'applique aux membres de sociétés de la Couronne. Le gouvernement peut utiliser ces deux textes de loi pour régler la question précise de la responsabilité personnelle des directeurs non rémunérés. C'est le point de vue que nous avons adopté au départ. Nous avons dit que dans ce cas, il n'est pas nécessaire de modifier la loi étant donné l'existence de ces deux textes. Toutefois, si les membres du comité de la Chambre souhaitent une modification de la loi, nous pourrions nous accommoder de leurs exigences.

La présidente: Il nous faudra sans doute examiner la question un peu plus en profondeur. Nous vous remercions monsieur Malépart et madame Fry, d'avoir comparu aujourd'hui.

[Text]

Financial Administration Act before we decide what should be done.

The committee continued *in camera*.

[Traduction]

Nous examinerons également la Loi sur l'administration financière avant de décider de la ligne de conduite à adopter.

Le comité poursuit à huis clos.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Transport:

Yves Malépart, Director, Policy and Coordination;
Ellen Fry, Senior Counsel.

Du ministère des Transports:

Yves Malépart, directeur, Politique et coordination;
Ellen Fry, avocate principale.

CAI
7234
-133



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent des*

Legal and Constitutional Affairs

Affaires juridiques et constitutionnelles

Chairman:
The Honourable JOAN NEIMAN

Présidente:
L'honorable JOAN NEIMAN

Wednesday, August 24, 1988

Le mercredi 24 août 1988

Issue No. 95

Fifth proceedings on:

Consideration of Bill C-82, An Act
respecting the registration of lobbyists

Fascicule n° 95

Cinquième fascicule concernant:

L'étude du Projet de loi C-82, Loi sur
l'enregistrement des lobbyistes

Sixth proceedings on:

Consideration of Bill C-61, An Act to amend the
Criminal Code, the Food and Drugs Act and the
Narcotic Control Act

Sixième fascicule concernant:

L'étude du Projet de loi C-61, Loi modifiant le Code
criminel, la Loi des aliments et drogues et la
Loi sur les stupéfiants

WITNESSES:
(See back cover)

TÉMOINS:
(Voir à l'endos)

THE STANDING SENATE COMMITTEE ON
LEGAL AND CONSTITUTIONAL AFFAIRS

Chairman: The Honourable Joan Neiman
Deputy Chairman: The Honourable Nathan Nurgitz

and

The Honourable Senators:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (or Frith) |
| Cogger | *Murray (or Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES
AFFAIRES JURIDIQUES ET
CONSTITUTIONNELLES

Présidente: L'honorable Joan Neiman
Vice-président: L'honorable Nathan Nurgitz

et

Les honorables sénateurs:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (ou Frith) |
| Cogger | *Murray (ou Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Membres d'office*

(Quorum 4)

ORDERS OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate,
Wednesday, July 27, 1988:

“Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Doyle, seconded by the Honourable Senator Barootes, for the second reading of the Bill C-82, An Act respecting the registration of lobbyists.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Doody moved, seconded by the Honourable Senator Barootes, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.”

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate,
Wednesday, July 13, 1988:

“Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Nurgitz, seconded by the Honourable Senator Spivak, for the second reading of the Bill C-61, An Act to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Nurgitz moved, seconded by the Honourable Senator Spivak, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.”

ORDRES DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 27 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Doyle, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-82, Loi sur l'enregistrement des lobbyistes.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Doody propose, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 13 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Nurgitz, appuyé par l'honorable sénateur Spivak, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-61, Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Nurgitz propose, appuyé par l'honorable sénateur Spivak, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, AUGUST 24, 1988
(134)

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met at 2:10 p.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Joan Neiman, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Doyle, Fairbairn, Hébert, Neiman, Nurgitz, Robertson and Stanbury (7).

In attendance: From the Library of Parliament: Katharine Dunkley, Margaret Smith and Margaret Young, Research Officers.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

Witnesses:

From Public Affairs International:

Mr. Mark Daniels, President.

From the Department of Justice:

Mr. F. Iacobucci, Q.C., Deputy Minister;

Mr. Rick Mosley, Senior General Counsel, Criminal and Family Law Policy Directorate; and

Mr. J. R. McIsaac, Q.C., Counsel, Criminal Law Policy Section.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, resumed consideration of Bill C-82, An Act respecting the registration of lobbyists.

Mr. Mark Daniels made a statement and answered questions.

It was agreed,—That consideration of the Order of Reference with respect to Bill C-82, be postponed until the next sitting of the Committee.

At 3:15 p.m., the Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 13, 1988, resumed consideration of Bill C-61, An Act to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act.

Mr. F. Iacobucci made a statement and along with the witnesses answered questions.

At 4:25 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

Le greffier suppléant du Comité

Line Gravel

Acting Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 24 AOÛT 1988
(134)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à 14 h 10, sous la présidence de l'honorable sénatrice Joan Neiman (présidente).

Membres du comité présents: Les honorables sénateurs Doyle, Fairbairn, Hébert, Neiman, Nurgitz, Robertson et Stanbury (7).

Également présents: De la Bibliothèque du Parlement: Katharine Dunkley, Margaret Smith et Margaret Young, attachées de recherche.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Témoins:

Des Affaires publiques internationales:

M. Mark Daniels, président.

Du ministère de la Justice:

M. F. Iacobucci, c.r., sous-ministre;

M. Rick Mosley, avocat-général principal, Sous-direction de la politique en matière de droit pénal et familial; et

M. J. R. McIsaac, c.r., avocat, Section de la politique en matière de droit pénal.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-82, Loi sur l'enregistrement des lobbyistes.

M. Mark Daniels fait une déclaration, puis répond aux questions.

Il est convenu de reporter à la prochaine séance du Comité l'étude de l'ordre de renvoi concernant le projet de loi C-82.

À 15 h 15, conformément à son ordre de renvoi du 13 juillet 1988, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-61, Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants.

M. F. Iacobucci fait une déclaration, puis, avec les témoins, répond aux questions.

À 16 h 25, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

ATTESTÉ:

EVIDENCE

Ottawa, Wednesday, August 24, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs, to which were referred Bill C-82, respecting the registration of lobbyists, and Bill C-61, to amend the Criminal Code, the Food and Drug Act and the Narcotic Control Act, met this day at 2 p.m. to give consideration to the bills.

Hon. Joan Neiman (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, this afternoon we are pleased to have with us Mr. Mark Daniels, President of Public Affairs International. Not only is he bringing us his perspective in his present position, but Mr. Daniels is a former Deputy Minister of Consumer and Corporate Affairs and has some personal knowledge of the origins and perhaps the opening formulation of Bill C-82, the bill we are dealing with today.

Mr. Daniels, we look forward to hearing what you have to say.

Mr. Mark Daniels, President, Public Affairs International: Thank you, Madam Chairman. I have not prepared a written submission. My company, Public Affairs International, has made two previous submissions on this bill, and I will not bother repeating those for the record.

I wanted to come here today for two reasons. First, to answer any questions the committee had, on which I could shed some light; and, secondly, to make one practical suggestion for your consideration. I should add that I have not had an opportunity to make any practical suggestions about this bill because I left government about a year and a half ago, and, by agreement, I was unable to speak publicly on any matter with which I had been concerned as Deputy Minister of Consumer and Corporate Affairs. While I might have had some views on this bill, or early incarnations of it, I did not have an occasion to say anything in a forum where I might contribute to the legislation until this opportunity came up.

At the beginning I should declare myself as not being a particular fan of this bill for two reasons. As Deputy Minister of Consumer and Corporate Affairs—and I admit my parochialism; in fact, you will see it immediately—once I got into this issue I frankly considered the thing to be unadministerable. It seemed to me to be a nightmare, and raised so many ambiguities. I must say that I was looking at it as an official who would be responsible for the people who had to explain to Parliament the way the thing was running. I had an image of hundreds of officials trying to decide when they are being lobbied and when they are not, and under what conditions, et cetera. I do not need to take you through that. I think your questions of the last few days indicate the kind of issues I had on my mind. That was my focus as a senior official.

My focus now, from the point of view of the law, is that I do not like it much because it pushes up the cost of doing business. It creates a number of complications for me and I am not sure that at the end of the day the benefits warrant the cost.

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mercredi 24 août 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, saisi du projet de loi C-82, Loi sur l'enregistrement des lobbyistes, et du projet de loi C-61, Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants, se réunit aujourd'hui à 14 heures pour les études.

L'honorable Joan Neiman (*présidente*) occupe le fauteuil.

La présidente: Honorables sénateurs, nous avons le plaisir d'accueillir cet après-midi M. Mark Daniels, président des Affaires publiques internationales. Il est particulièrement bien placé pour discuter du projet de loi C-82, car il occupait autrefois le poste de sous-ministre de la Consommation et des Corporations, ce qui lui a permis de contribuer aux études qui ont mené au projet actuel.

Monsieur Daniels, nous vous accordons toute notre attention.

M. Mark Daniels, président, Affaires publiques internationales: Merci, madame la présidente. Je n'ai pas préparé de mémoire et je n'ai pas l'intention de répéter les avis exprimés par ma société, Affaires publiques internationales, lors de ses deux comparutions précédentes au sujet de ce projet de loi.

Je tenais à me présenter devant vous aujourd'hui pour deux raisons. Premièrement, pour essayer de répondre à vos questions et, deuxièmement, pour vous adresser une recommandation d'ordre pratique. Je précise tout de suite que je n'ai pas eu la possibilité de formuler de recommandations pratiques au sujet de ce projet de loi car, lorsque j'ai quitté la Fonction publique il y a environ un an et demi, j'avais convenu de ne faire aucune déclaration publique sur les questions dont j'avais eu à connaître à titre de sous-ministre de la Consommation et des Corporations. En conséquence, même si j'avais un avis personnel au sujet de ce projet de loi, ou de ses versions antérieures, je n'ai pas eu l'occasion de l'exprimer devant une tribune législative.

Laissez-moi vous dire dès le départ que je ne suis pas particulièrement enthousiaste envers ce projet, pour deux raisons. À titre de sous-ministre de la Consommation et des Corporations, et vous ne tarderez pas à constater que mes opinions reflètent encore cette expérience, j'étais parvenu à la conclusion que le projet de loi poserait des problèmes administratifs insurmontables. Je me plaçais alors du point de vue d'un fonctionnaire qui pourrait être appelé à rendre des comptes au Parlement sur la mise en œuvre de la loi. Il m'était alors facile d'imaginer des centaines de fonctionnaires fédéraux constamment obligés de se demander quand et dans quelles circonstances ils seraient soumis aux pressions de lobbyistes. Je n'insiste pas sur ce sujet, vos discussions des derniers jours vous ont permis de mesurer l'ampleur des problèmes que cela pourrait poser. Tel était cependant mon point de vue de haut fonctionnaire.

Aujourd'hui, dans l'optique de la loi, je dois dire que celle-ci ne m'enthousiasme pas plus, car elle va augmenter mes coûts d'exploitation et me compliquer les choses sans que je puisse en voir d'effets bénéfiques sur le plan pratique. Certes, aussi bien

[Text]

However, I must say, both as a senior official and as chairman of PAI, that it is not my business to do the benefit cost calculation; it is the legislators' business, and that is what is happening. Therefore, I am not here to try to unravel that. I am here to take the law as it is presently drafted and make what I hope will be a suggestion to you regarding Bill C-82 that you would consider.

Something that has characterized for me the debate around this subject right from the very beginning is the uncertainty and lack of knowledge that seem to surround what it is that people like me and my firm do for a living. What is the output; what is the product? Indeed, there are lots of stories around, apocryphal or otherwise, about the work of lobbyists. Yet, it is very hard, at least so far as I can see, to get a measure in the public eye about what we do and how we conduct our business.

Let me say, for purposes of getting to my suggestion, that in PAI we have three products. They are a continuum of products, if you like.

In the simplest case we provide information and a monitoring service for our clients. That is a pretty routine thing to do. We watch things that go all the way from gas prices to pay equity legislation and back again, both at the federal and provincial levels. It is a straightforward reporting kind of function.

The second class of products, to move along that continuum, I would call, broadly speaking, a kind of analytical product. With some clients we get involved in providing help to prepare reports. We do consulting studies for them. We may assist clients in preparing testimony for committees like this one, especially if they are off-shore clients. The difference between dealing with a Senate committee in the United States, for example, and Canada is quite pronounced. A lot of times they need coaching and assistance, and I call that clutch of issues, if you like, an analytical product.

To move a little further on the continuum, with a small group of clients—but a very significant group—we get involved in strategic planning and strategic advice with companies. I say “companies,” but they may not necessarily be private businesses. There is only a subset of our clients with whom we are involved in that fashion, and, frankly, it is the most interesting part of the work.

It is to that latter class of issues and clients that I want to turn my comments and my specific suggestion. I should add for your reference that probably two-thirds of our business in PAI is what we call retainer business, in that clients pay us a fixed fee per month for our services. They ebb and flow, and they usually contain a monitoring component that is probably at the heart of it. Sometimes we get special calls, and so forth, but it is a retainer arrangement. The other third of our clients are what we call—and this is only our accounting distinction—project involvement. In that case, someone would come in and ask us to assist him because he is interested in such and such a contract or in such and such an issue. That is the beginning and the end of it.

In the strategic relationships we build up with firms, it is much more likely to be the retainer clients that we understand.

[Traduction]

comme haut fonctionnaire que comme président des API, on ne me demande pas de mesurer les coûts du projet de loi par rapport à ses avantages. C'est au législateur qu'il appartient de le faire et je n'ai donc pas l'intention de m'attarder sur cette question. Je voudrais plutôt examiner le projet de loi tel qu'il vous est soumis et formuler une recommandation que j'espère utile.

Dès le départ, les débats suscités par cette question ont été caractérisés par une certaine ignorance des activités concrètes de sociétés comme la mienne. On se demande ce que je vends, quel est mon produit. Certes, on entend dire beaucoup de choses, plus ou moins vraies, sur ce que font les lobbyistes, mais il est évident que le public reste encore généralement très mal informé sur nos activités.

Pour que vous compreniez ma recommandation, je dirai que les API vendent trois produits, qui sont en quelque sorte complémentaires.

Notre activité la plus simple consiste à fournir des informations à nos clients et à surveiller l'évolution de telle ou telle chose, par exemple des prix du pétrole ou de la législation sur l'équité salariale, tant au niveau fédéral que provincial. Notre rôle consiste alors tout simplement à fournir des rapports à nos clients.

À un niveau un peu plus complexe, nous fournissons ce que j'appellerais, de manière très générale, un produit analytique. Autrement dit, certains clients nous demandent de les aider à préparer des rapports, de leur fournir des études sur certaines questions ou de les aider à préparer leurs témoignages devant un comité comme le vôtre, surtout s'il s'agit de clients étrangers. Pour ceux-ci, il y a des différences considérables entre témoigner devant un comité sénatorial aux États-Unis ou au Canada. Bien souvent, les clients nous demandent donc de les aider à se préparer, et c'est ce genre de travail que j'inclus dans la catégorie des produits analytiques.

Notre troisième activité, qui concerne un petit groupe de clients, mais très important, concerne l'offre de services de consultation et de planification stratégique aux entreprises. Je dis «entreprises», mais il ne s'agit pas nécessairement de sociétés privées. Le nombre de clients qui nous demandent de tels services est très limité mais, je n'ai aucune hésitation à le reconnaître, c'est pour eux que le travail est le plus intéressant.

C'est d'ailleurs sur cette dernière catégorie de services et de clients que je souhaite attirer votre attention et formuler une recommandation. Je dois préciser que près des deux tiers des activités des API sont exécutées pour des clients que j'appellerais permanents, c'est-à-dire qui nous payent des honoraires fixes mensuels pour avoir constamment accès à nos services. En règle générale, ils nous demandent de surveiller l'évolution de certaines questions et, parfois, d'effectuer des études ponctuelles. L'autre tiers de notre clientèle est composé de sociétés qui s'adressent à nous pour des projets spécifiques. Autrement dit, quelqu'un nous demande de l'aider parce qu'il s'intéresse à un contrat ou à une question donnée, et nos rapports s'arrêtent là.

Quand nous établissons des relations stratégiques avec des entreprises, c'est parce qu'elles nous connaissent, qu'elles con-

[Text]

They know us; they know our capacities; they know our strengths and weaknesses. We know the actors; we know the issues.

I would like to give you an example of the kind of issue I am worried about under the aegis of the new law. In particular, I am worried about commercial confidentiality, not from the point of view of the lobbyist or the registrant, but from the point of view of the people who are seeking our assistance in dealing with government. It is not uncommon for that subset of clients we deal with at the strategic level to approach us and ask us this question: "We are thinking of diversifying our business. We have \$300 million we want to move, and we are thinking of purchasing an existing refinery in Labrador. We should tell you that we also have an opportunity we are looking at internationally in South Carolina and another one in Indonesia. This is very confidential." Certainly the target company does not know we are looking at them, but they need us for three reasons at this stage. They are worried about some environmental issues. If they move into this new investment, they want to put in state-of-the-art technology. It has already been announced that the regulations are changing for the industry generally. They want to know how soon they are going to be implemented, because if their competition does not have to put in these new procedures, their costs will go up and the competition will be able to continue to operate. That is the kind of judgmental context on which we are being asked these questions.

The second thing we will be asked is this: "This facility is 25 miles south of a line established by the Department of Regional and Industrial Expansion or the Finance Department for a tax credit. Is there any chance that that will be changed, or, if we were to relocate a subset of our facility a little further north, would we be available for a tax credit?"

A third kind of question might involve Investment Canada. I must tell you, senators, that there is still a lot of nervousness around from the FIRA days. We still get endless questions about investment practice, to which I could add immediately, "If you just picked up the 'phone and called Investment Canada you would get the answer," but that is not the way it unfolds for many clients. They do not want to do it, and they will not do it. So they say, "Look, what is it really like? What are our chances? Will we get in trouble? We are one-third owned here." We get called in simply to assist the corporation at an early stage on a confidential basis to make a judgment about whether they wish to proceed.

Under the terms of the legislation, as I read it currently, most of that should not be registrable. Some of it, however, may be—for example, if we are talking about rates at which regulations will be implemented. My concern is that if we try to assist the client and make some phone calls around, certainly the people whom we call—officials, ministerial assistants or whoever—will be puzzled as to whether they should register it at all; in other words, is it a registrable transaction or not? My feeling, from a business point of view, is that PAI will carry out this law in spirit and to the letter completely. We

[Traduction]

naissent nos capacités, nos forces et nos faiblesses. De notre côté, nous connaissons les questions qui les intéressent et les acteurs qui influent sur l'évolution de ces dernières.

Je voudrais ainsi vous donner un exemple des problèmes qui me préoccupent au sujet de ce projet de loi. Il s'agit essentiellement des questions de secret commercial, non pas du point de vue du lobbyiste professionnel mais plutôt de celui de la personne qui s'adresse à lui pour l'aider dans ses rapports avec le gouvernement. Il n'est pas rare que certains des clients avec lesquels nous avons établi des rapports stratégiques viennent nous dire quelque chose comme ceci: «Nous songeons à diversifier nos activités. Nous avons 300 millions de dollars à investir et nous pensons acheter une raffinerie au Labrador. Nous examinons également certaines possibilités au niveau international, notamment en Caroline du Sud et en Indonésie. Tout cela est très confidentiel». Évidemment, la société-cible ne sait pas encore que notre client s'intéresse à elle, mais celui-ci s'adresse à nous pour trois raisons, dont voici des exemples. Il est préoccupé par certaines questions d'ordre écologique. S'il achète l'entreprise visée, il veut y implanter une technologie d'avant-garde. Finalement, le gouvernement a peut-être annoncé qu'il a l'intention de modifier la réglementation générale de cette industrie. Notre client veut savoir quand les nouveaux règlements sont susceptibles d'entrer en vigueur car, si ses concurrents ne sont pas assujettis aux mêmes conditions, ses coûts seront plus élevés et il sera moins compétitif. Voilà le genre de questions tout à fait subjectives qu'on peut nous poser.

La deuxième raison pourrait être la suivante: «La raffinerie se trouve à 25 milles au sud d'une ligne établie par le ministère de l'Expansion industrielle régionale ou par le ministère des Finances pour l'octroi d'un crédit fiscal. Cette ligne risque-t-elle d'être déplacée? Nous serait-il possible d'obtenir ce crédit fiscal si nous pouvions transférer une partie de nos activités un peu plus au nord?»

La troisième question que pourrait nous poser le client pourrait concerner Investissement Canada. Croyez-moi, sénateurs, toutes les inquiétudes suscitées par l'ancienne Agence d'examen de l'investissement étranger ne sont pas encore disparues. On nous pose toujours beaucoup de questions sur les problèmes d'investissement, et nous pourrions tout simplement répondre: «Téléphonez vous-même à Investissement Canada, vous aurez la réponse», mais ce n'est pas comme cela que se font les choses. Beaucoup de clients ne veulent pas le faire eux-mêmes. Ils nous demandent donc de le faire pour eux, et d'évaluer leurs chances de succès. S'ils ont des actionnaires de nationalités différentes, ils veulent savoir s'ils risquent d'avoir des difficultés. Ils nous appellent donc de manière très confidentielle pour obtenir notre avis.

Selon le projet de loi actuel, il ne serait probablement pas nécessaire de déclarer la plupart de ces activités mais certaines pourraient tomber sous le coup de la loi, par exemple s'il s'agissait de la mise en œuvre de textes réglementaires. Mon problème est le suivant: si nous voulons aider notre client, nous devons téléphoner à des fonctionnaires, à des membres de cabinets ministériels, etc., qui vont se demander si ce genre de rapports téléphoniques devrait ou non être déclaré. Du point de vue de l'API, je puis vous dire que notre objectif est de respecter complètement l'esprit et la lettre de la loi. En conséquence,

[Text]

will not find ourselves on the wrong side of the spirit of this law, so I want to register these transactions right away. But if, in doing so, it goes into the public registry and I have a client who still has not announced to the potential take-over target, let alone its competitors, that he is even interested in the business, then, frankly, I have a commercial confidentiality problem that is a serious one. From the point of view of public policy it is not appropriate to inhibit that kind of exploratory action.

My suggestion—I have taken a look at it and I think it is doable in the context of the act—is to make an amendment which would allow application to the Assistant Deputy Registrar General for commercial confidentiality exclusion for up to one year from publication in the public record. In other words, government, in the law, would say, “The ADRG may on application grant for a period of up to a year exclusion from presentation in the public record this particular registration transaction.” I would make that renewable.

In other words, we sought a six-month stay from presentation in the public registry and six months later came back and said, “Look, we need to extend this.” If we made our case to the ADRG and he granted an extension, fine. If not, he would say, “No, I am sorry, I am not satisfied; I will publish.” The key to this, then, would be in the existing access to information legislation. The registrant or the client would have the right to appeal to the Federal Court, which is exactly what they have under the access to information legislation at the moment. There is a model there for the protection of commercially confidential information that could be incorporated into the law.

I am sorry; I actually took a run at drafting, but I find that I no longer have access to the skilled draft persons that I used to have at one time; so I could not sculpt language to put in front of you, but I think the principle is there. What it would do, if I read the law correctly, is maintain the principle of openness and the access of the public to the existence of the transaction; but if it were deemed to be commercially confidential, there would be a delay before it was reported. Of course internally—that is, on a need-to-know basis—officials, the persons who were being “lobbied”, would still be able to know by whom and in the name of what transaction.

That is the suggestion I have. I think it would add a measure of flexibility to the law as it stands.

The Chairman: Mr. Daniels, I want to get something clear in my mind regarding your last comment.

Are you saying that this confidentiality would be preserved as against the public only, but that any department of government would be free to examine the register as against any other department?

Mr. Daniels: Sure; yes.

The Chairman: In other words, it would be only as against the public in some instances.

Mr. Daniels: The proposal I initially intended to make to you—but I did not think it would be acceptable given the preamble to the act—is that we go for the Australian system, which is simply that the registry is accessible by officials on a need-to-know basis. So that anyone involved can find out, but

[Traduction]

pour nous, des transactions de cette nature devraient être automatiquement déclarées. Toutefois, si elles sont incluses dans le registre public alors que le client n’a pas encore communiqué son intérêt à l’entreprise visée, je serai confronté à un grave problème de secret commercial. Or, il n’est dans l’intérêt de personne d’interdire ce genre d’enquête exploratoire.

La solution que je propose, et qui me semble tout à fait réaliste, consisterait à adopter une modification permettant de demander au sous-registraire général adjoint de ne pas inclure la transaction dans le registre public, pendant une période pouvant aller jusqu’à un an, pour des raisons de secret commercial. Autrement dit, le gouvernement autoriserait le SRGA à ne pas inclure ces transactions dans le registre public pendant un maximum d’un an. D’autre part, cette autorisation pourrait être renouvelée.

Ainsi, si nous avions demandé une exclusion de six mois, nous pourrions demander ensuite une prolongation de six mois, à charge pour le SRGA de décider si nos arguments sont convaincants. Ce mécanisme serait le même que celui qui est prévu dans la Loi sur l’accès à l’information. Le lobbyiste ou le client aurait en outre le droit de se porter en appel devant la Cour fédérale, comme cela se fait actuellement pour l’accès à l’information. Voilà donc un mécanisme qui permettrait de protéger les informations devant être gardées secrètes pour des raisons commerciales.

J’ai tenté de rédiger un article de loi approprié mais je n’y suis pas parvenu parce que je n’ai plus les services des rédacteurs spécialisés du gouvernement. Je crois cependant que le principe de cette modification est assez simple. Il s’agirait en fin de compte de préserver le principe de transparence des transactions et d’accès public aux informations, sous réserve d’un délai de publication pour des raisons commerciales. Évidemment, sur le plan interne, les fonctionnaires, les personnes ayant été contactées par le «lobbyiste», auraient toujours la possibilité de savoir par qui et pour quelle transaction, si cela était nécessaire.

Telle est donc ma recommandation, qui permettrait d’assouplir un peu les dispositions de la loi.

La présidente: Je voudrais vous demander une précision, M. Daniels.

Voulez-vous dire que le secret serait préservé au niveau du public mais que tout ministère aurait la possibilité d’examiner le registre au sujet de tout autre ministère?

M. Daniels: Absolument.

La présidente: Autrement dit, seul le public n’aurait pas accès à ces informations, dans certains cas?

M. Daniels: Au départ, j’avais l’intention de vous proposer d’adopter le système australien selon lequel seuls les fonctionnaires ayant besoin de connaître l’information auraient accès au registre, mais j’ai pensé que cela ne serait pas acceptable, étant donné le préambule du projet de loi. Étant donné la

[Text]

this is not open up to the public, whoever the public may be. The way it is expressed in the law of Bill C-82 is that the registry will be open for examination—that is, public access.

I am not suggesting that these registrable transactions should in any way be kept from officials. They would be open, as they are now when someone approaches Investment Canada, or the competition bureau, or taxation, or any one of numerous places. Officials understand the nature of confidential information and respect it. There are few examples in my experience where it has not been respected.

It seemed to me, in attempting to understand the perspective of the government in this and the committee, that if the principles of the act as expressed in the preamble are to be respected, public access has to be maintained. I am saying that a subset of the things that potential registrants do are commercially confidential—not on our account. I repeat that I do not like the idea of registering any of my transactions. I do not like my competition seeing whom I work for, and, frankly, a lot of my clients do not like having their competition know who does their government affairs work for them. I am accepting that the government has defined that as a problem we will have to live with. However, there are some transactions where it is in the public interest that they be kept out of the public record for a period of time. There is a mechanism already in place in the Access to Information Act which tells us how to do that and it appears to work. There is also the Federal Court as a backup should there be a disagreement.

Senator Doyle: I should first like to thank Mr. Daniels for his description of how his job works. I am delighted to find that it has not changed in 40 years. When I was a lobbyist it worked exactly that way, and that was a long time ago.

On the question of the search for information, Mr. Daniels, where you make telephone calls to get answers for your clients, who, for example, may be considering a variety of ways to invest their money, or may be considering going into a project but want to know all the laws that affect it, I realize the reluctance of corporate executives, in particular, to get in touch directly with governments unless they know precisely what they are going to do. I have some sensitivity for that area, but I still wonder whether the performance on behalf of your client is really affected by this legislation. I read in the act under Tier I, from the section having to do with registration of lobbyists, that the point at which you would have to register is when you are attempting to arrange a meeting or to communicate with a public officeholder in an attempt to influence the development of a legislative proposal; at the introduction, passage or defeat of a bill or an amendment; in the making or amending of any regulation within the meaning of the act; in the development or amendment of any policy or program; in the awarding of any monetary grant or in the awarding of any contract. Those are the specific occasions on which you would have to register.

Surely, by the time you are trying to “influence the development of” or are trying to amend or affect the amendment of a

[Traduction]

manière dont le projet de loi C-82 est rédigé, le public pourra examiner le registre, ce qui signifie qu'il aura accès aux informations.

Mon objectif n'est aucunement d'empêcher les fonctionnaires appropriés de prendre connaissance des transactions devant être déclarées. Selon ma proposition, ils auraient accès à ces informations tout comme ils ont accès aux informations semblables lorsque quelqu'un s'adresse à Investissement Canada, à Revenu Canada, ou au Bureau de la concurrence, par exemple. Les fonctionnaires peuvent comprendre pourquoi certaines informations sont de nature confidentielle et ils peuvent respecter ce principe. À ma connaissance, il est bien rare que des dispositions de cette nature n'aient pas été respectées.

Si je comprends bien l'objectif du gouvernement, exprimé dans ce projet de loi, il importe de respecter le principe d'accès du public aux informations. Il convient cependant de tenir compte également du fait que certaines des activités des lobbyistes soulèvent des problèmes de secret commercial. Je le répète, l'idée de devoir déclarer mes activités ne me plaît pas du tout. Je ne vois pas pourquoi mes concurrents devraient savoir pour qui je travaille, et beaucoup de mes clients ne tiennent pas du tout à ce que leurs concurrents sachent qui travaille pour eux auprès du gouvernement. Cependant, puisque le gouvernement juge qu'il y a un problème à cet égard, nous sommes prêts à respecter ses objectifs, à condition qu'il soit bien entendu que certaines transactions ne doivent pas tomber dans le domaine public pendant une période de temps limitée. Il se trouve que la Loi sur l'accès à l'information offre une solution à ce genre de problème, et les parties pourront également s'adresser à la Cour fédérale, en cas de litige.

Le sénateur Doyle: Je tiens d'abord à remercier M. Daniels pour sa description de ses activités. Je suis ravi de constater que les choses n'ont pas changé depuis 40 ans, lorsque j'étais moi-même lobbyiste.

Vous avez parlé des appels téléphoniques que vous faites pour vos clients, qui envisagent par exemple un projet d'investissement et hésitent à s'adresser directement aux représentants du gouvernement tant qu'ils n'ont pas une idée très précise de leurs intentions. Je me demande en effet si ce genre d'activité tomberait vraiment dans le champ d'application de la loi. Si je lis bien la première catégorie concernant l'enregistrement des lobbyistes, je constate que le moment où l'on doit faire une déclaration officielle est lorsqu'on essaie d'organiser une rencontre avec le titulaire d'une charge publique, ou de communiquer avec lui, pour tenter d'influencer l'élaboration d'une proposition législative, la prise ou la modification d'un règlement officiel, l'élaboration ou la modification d'une politique ou d'un programme, l'octroi de sommes d'argent ou l'octroi de contrats. Voilà les cas précis dans lesquels le lobbyiste doit s'enregistrer.

Vous conviendrez sans doute avec moi que, lorsque vous en arrivez à essayer «d'influencer l'élaboration» d'une proposition

[Text]

bill, and so on, your agency and your client would both be well beyond the exploratory stage; that is, you would have come to a conclusion that you were going to try to make conditions work for you so that you could do something. You may not yet be convinced that you are going to do it, but you are going to see whether you can make one, some or all of these wheels turn. At that point you become a part of the process of the government's consideration, because you will then be testifying before committees, submitting briefs on behalf of clients, and so on. You are beyond the point at which you are trying to find out whether this is the best way for your client to spend his money out of the variety of choices at his disposal.

Mr. Daniels: Senator, I understand the question very well and I have thought quite hard about it. The problem, in our experience in the conduct of these situations, is that the point at which we stop exploring and start what I think are registrable transactions is not crystal clear even to us. More to the point, however, is the people we are dealing with. I suppose I am putting on my former official's hat, but I am thinking now about how the system will react to questions like this: "In Part III of the Regulatory Review it says that the government is contemplating in the next period changing a law or developing a law governing effluents on such and such a thing. Can you give me an idea where that stands?"

Senator Doyle: There is nothing in this bill that says that a request for information is a reason to register.

Mr. Daniels: But, senator, my problem is that I know the way this system works. At least a subset of the people answering that question will ask why in the world they should answer it without asking, "Are you registered?" That really invites us to get into a whole dialogue with people about whether or not this is registrable, which, frankly, gets back to one of my original problems. This is not just something the Assistant Deputy Registrar General is going to have to deal with. This is something that hundreds of officials with jobs all over the system will have to deal with, and none of them are going to take even a fraction of the time senators have taken in looking this over. They are going to want a 25-word or less descriptor of just what a lobby is.

As an aside, I understand that senators have already wrestled with the curious distinction between lobbyists and consultants.

Senator Doyle: We have been told they are the same.

Mr. Daniels: Yes. I am convinced you will find that many of the major consulting firms are going to be questioned by officials about whether they have registered as lobbyists.

Senator Doyle: Surely, sir, the point at which you say you might have difficulty determining the move from mere inquiry to advocacy is a matter that corporations or institutions would refer to their lawyers. They would say, "Here is what the act says. Our consultants have pointed out this act, under which are the conditions which set out the point at which somebody has to register." That surely is quite clear in the law.

Mr. Daniels: But, Senator Doyle, you can see where that brings me. I do not want to go back to my administrative prob-

[Traduction]

législative ou la modification d'un texte de loi, vous avez largement dépassé l'étape des enquêtes exploratoires, c'est-à-dire que vous commencez à essayer d'agir sur le contexte extérieur pour l'adapter à vos propres intérêts. Dans ce cas, vous devenez un élément du processus gouvernemental, puisque vous êtes amené à témoigner devant des comités ou à soumettre des mémoires au nom de vos clients, par exemple. Vous n'en êtes donc plus au point où vous essayez de déterminer quel serait le meilleur projet d'investissement pour votre client, parmi toute une gamme de possibilités.

M. Daniels: Je comprends parfaitement bien votre question, sénateur, et j'y ai déjà beaucoup réfléchi. Le problème est qu'il reste très difficile de déterminer à partir de quand une enquête exploratoire devient une transaction devant être déclarée. Nous-mêmes, dans notre profession, avons du mal à répondre à cette question, et c'est encore plus difficile pour les gens avec qui nous avons des rapports. Si je me replace dans mes fonctions antérieures, je vais me demander comment les fonctionnaires vont réagir à des questions comme celle-ci: «Dans la troisième partie du document de Révision réglementaire, le gouvernement déclare qu'il envisage de modifier une loi, ou d'élaborer une nouvelle loi, sur le rejet d'effluents dans l'environnement. Pourriez-vous me dire où en est ce projet?»

Le sénateur Doyle: Je ne vois rien dans ce projet de loi qui oblige à déclarer une demande d'information.

M. Daniels: Mais je sais très bien comment fonctionnent les fonctionnaires, sénateur, et je puis vous dire qu'une partie au moins de nos interlocuteurs vont se demander tout de suite s'ils devraient nous répondre avant de nous avoir demandé: «Êtes-vous enregistré»? Cela signifie que nous devons entamer avec eux une discussion sur ce qui devrait ou ne devrait pas être déclaré, ce qui me ramène à mon problème d'origine. Ce n'est pas seulement le SRGA qui devra répondre à cette question, ce sont des centaines de fonctionnaires, quotidiennement, et sans pouvoir y consacrer le centième du temps de réflexion que vous-même y avez réservé. Ils ne tarderont pas à nous demander une description en 25 mots ou moins de ce qu'est le lobbyisme.

Entre parenthèses, je crois savoir que vous avez déjà été saisi de la distinction curieuse qui est faite entre lobbyistes et consultants.

Le sénateur Doyle: On nous a dit que c'était la même chose.

M. Daniels: Oui. Je suis convaincu que beaucoup de fonctionnaires en arriveront à demander aux grandes sociétés d'experts-conseils si elles sont enregistrées.

Le sénateur Doyle: Quoi qu'il en soit, je suis certain que les sociétés ne tarderont pas à demander à leurs avocats de leur dire à partir de quand une simple demande d'information devient une activité de promotion. Ils leurs demanderont de répondre à cette question en se basant sur le texte même de la loi, qui est très clair.

M. Daniels: Mais vous voyez bien où cela m'amène, sénateur: je ne veux pas revenir constamment sur des questions

[Text]

lem, but senators may remember that they have looked at what the department first put out in the discussion paper. We submitted to the House of Commons committee four criteria out of many for establishing a framework for this bill, which criteria were openness, clarity, access to government and administrative simplicity. We asked the members to tell us about those trade-offs so that we could help to sculpture a law, because we are not legislators. Well, with due respect, what we got back was what we sent them.

What troubles me is that you have just outlined exactly what I suspect will happen. What really is a business attempt for a company to shape an investment decision has all of a sudden been referred to lawyers to find out whether a transaction is registrable. And that, senator, says something to me about access to government. All of a sudden, because of this structure, we are creating a situation in which somebody with a *bona fide* business interest is unable to get at this in as quick, reasonable and businesslike a way as he can. That is why I came forward with this suggestion: How can we free that up a bit so that people will not be worried about registering in the context of that kind of business opportunity?, and "that kind of business opportunity" is a significant part of what my firm, at least, does for a living.

Senator Doyle: I will move on to another question having to do with your description of the kind of thing with which you might be dealing on behalf of a client. You did mention an environmental problem at one point; so you are trying to find out what the rules are or were, perhaps, if there is going to be developed a bill that might affect the circumstances in the environmental sense. You might then want some advocacy on that because you may be interested in doing that job, and that job will work if everything turns out well. Don't you think there is some right for the people who might oppose what you are doing, because they might have a viewpoint different from your client on what is best for the environment and they should have a right to know with whom they are dealing; in other words, to set up a dialogue in talking about access?

I think this is an act that is deliberately set up to increase public access to the attitudes of their opposition, if they happen to be on the other side of the argument, and to make representations to the appropriate committees, to the appropriate senators, members of Parliament and ministers, to give the other side of the argument—unless they know whom they are dealing with.

It might be one thing, for instance, to know that while we understand that the Widgets Corporation is giving some thought to this, it might be very interesting and valuable to certain people to know that in this particular argument the Widgets Company is being reinforced by the largest and most influential public relations or public affairs corporation in the business.

Mr. Daniels: Senator, I will not disagree with you on that. There clearly is a trade-off to be made here. I have given you a generalized description of the kind of transaction that may be impeded, but I would not sit here and say that I could not con-

[Traduction]

administratives mais, souvenez-vous, vous-mêmes avez vu ce que le ministère proposait dans le document de réflexion. Nous avions soumis au comité de la Chambre des communes quatre critères susceptibles d'être retenus pour élaborer cette loi, à savoir transparence, clarté, accès au gouvernement et simplicité administrative. Nous avons demandé aux membres du comité de nous dire quelle devrait être la portée de chacun de ces critères, de façon à nous permettre de rédiger la loi, puisque nous ne sommes pas des législateurs. Hélas, vous devez en convenir, le comité nous a simplement renvoyé ce que nous lui avions proposé.

Ce que vous venez d'évoquer est précisément ce qui me préoccupe: d'un seul coup, l'effort normal que fait une entreprise pour prendre une décision d'investissement devient un problème qu'il faut soumettre à des avocats pour savoir s'il faut ou non l'enregistrer. Cela montre bien que l'accès au gouvernement commence à être restreint. À cause de ce mécanisme, quelque'un qui a un intérêt commercial tout à fait légitime n'a plus la possibilité d'agir de manière aussi rapide et raisonnable qu'auparavant. Voilà pourquoi j'ai formulé ma recommandation. Le problème consiste à desserrer un peu le carcan pour ne pas obliger les entrepreneurs à se demander constamment s'ils devraient ou non déclarer chacune de leurs activités de cette nature, lesquelles constituent une part considérable du chiffre d'affaires de mon entreprise.

Le sénateur Doyle: Je vais passer à autre chose. En décrivant les services que vous rendez à vos clients vous avez pris l'exemple d'une recherche que vous pourriez entreprendre pour savoir comment un règlement ou un projet de loi sur l'environnement risque d'être modifié. À une étape ultérieure, vous pourriez être tenté de promouvoir un point de vue particulier à ce sujet, dans l'intérêt de votre client. Ne pensez-vous pas que les gens pouvant avoir une opinion contraire à celle de votre client devraient avoir la possibilité de savoir à qui ils ont affaire, c'est-à-dire de participer au débat?

À mon sens, le projet de loi s'efforce délibérément d'accroître la participation du public aux débats démocratiques, pour lui permettre de communiquer son opinion aux comités, aux sénateurs, aux députés et aux ministres.

Par exemple, c'est une chose de savoir que la société XYZ s'intéresse à une question donnée, mais c'en est une autre, éventuellement très importante pour certains de savoir que la société XYZ se fait représenter à ce sujet par la société de relations publiques la plus importante et la plus puissante du pays.

M. Daniels: Je ne suis pas en désaccord avec vous, sénateur. Il faut manifestement trouver un compromis. Je vous ai décrit de manière très générale la nature des transactions qui pourraient être entravées par cette loi, et je sais bien qu'il serait

[Text]

struct one in which the very questions that were being asked were, in some broad sense, inimical to the public interest. That is why I suggest that we give the thing to the ADRG and talk about commercial confidentiality. If you like, you can give criteria to the ADRG to help him interpret what is meant by commercial confidentiality, including a line which says "with care being taken to ensure that the broad public interest is not being compromised in the event".

Sir, I repeat that I do not like the whole thing, because I think there are other ways to do this. But here is Bill C-82. What I am trying to suggest is that there is a change to be made to this, and I am concerned about the public interest on the client's side. It would be unfortunate if we were to prohibit a certain class of inquiry being made by potential investors. I do not want to overstate this. This is not at the heart of the bill. The heart of the bill is registering a lot of transactions. I do not think that what I am talking about would get in the way of many. Had I suggested my Australian solution, which I prefer for other reasons, I think I would have had less ground to stand on; but I will not deny your argument because I think it has some validity.

Senator Stanbury: You have mentioned several times that you, as a deputy minister, or any other official in the government, would immediately be concerned if someone approached you as to whether he had registered or not. Is there anything in the bill that says that the official has any responsibility as to whether someone registered?

Mr. Daniels: As I read it, sir, the officials are going to have to be concerned in providing information—

Senator Stanbury: But the obligation throughout is upon the lobbyist rather than the official.

Mr. Daniels: Yes, absolutely, the obligation is upon the lobbyist—no question. That is a registration activity.

Senator Stanbury: But what you are saying is that, from a practical standpoint, the officials will want to know that they are involved with people who are dealing with them legitimately.

Mr. Daniels: I would be very surprised, Senator Stanbury, if officials did not ask themselves, and the people with whom they are involved, whether they were dealing with registered lobbyists.

Senator Stanbury: I appreciate the practical points you are making, and, particularly in this kind of thing, the practical side of it is the part that we really don't see as we look at the bill.

You described three areas of activity: the information and monitoring, the analytical product, and the strategic planning. Would you be able to fall under the first two classifications without registration, for instance, or is there any clear place where it plugs in?

Mr. Daniels: That is a very good question. I do not know the answer to it, Madam Chairman. I wish I did. We have given a lot of thought to how we will conduct ourselves here. I have given the committee the basic premise on which we will operate, which is that we will live by the spirit and the letter of the

[Traduction]

facile d'envisager une situation dans laquelle l'influence exercée par la société de relations publiques pourrait aller à l'encontre de l'intérêt public. Voilà pourquoi je propose de donner au SRGA le soin de juger si telle ou telle transaction devrait rester secrète, pour des raisons commerciales. Si vous le vouliez, vous pourriez également donner au SRGA des paramètres très clairs pour interpréter la notion de secret commercial, en y ajoutant même la précision qu'il devra veiller à ce que l'intérêt public ne soit pas compromis.

Je le répète, ce projet de loi ne me plaît pas car je pense qu'on aurait pu trouver d'autres solutions au problème mais, puisqu'il existe, je me demande s'il ne serait pas possible de le modifier pour tenir compte de l'intérêt public vu du point de vue du client. Il serait regrettable que la loi empêche des investisseurs potentiels d'entreprendre certaines investigations. Je ne veux pas exagérer l'importance du problème, ce n'est pas l'élément fondamental du projet de loi. Dans beaucoup de cas, l'enregistrement des transactions ne posera aucune difficulté. Si j'avais proposé la solution australienne, que je préfère pour d'autres raisons, j'aurais probablement eu moins d'arguments, mais je ne conteste pas la validité de votre position.

Le sénateur Stanbury: Vous avez dit que les hauts fonctionnaires se demanderont immédiatement si leurs interlocuteurs sont enregistrés ou non. Je ne vois cependant rien dans le projet de loi qui oblige les fonctionnaires à se poser cette question.

M. Daniels: À mon avis, les fonctionnaires vont se demander s'ils devraient fournir des informations...

Le sénateur Stanbury: Mais c'est le lobbyiste qui a une obligation à cet égard, pas le fonctionnaire.

M. Daniels: Absolument. Il n'y a aucun doute à ce sujet.

Le sénateur Stanbury: Pourquoi dites-vous que, sur le plan pratique, les fonctionnaires voudront savoir si leurs interlocuteurs sont enregistrés?

M. Daniels: Je serais très surpris, sénateur, si les fonctionnaires n'en arrivaient pas très rapidement à se demander constamment si leurs interlocuteurs sont des lobbyistes enregistrés ou non.

Le sénateur Stanbury: Je reconnais que les problèmes pratiques que vous évoquez ne sont pas sans importance.

Vous avez décrit trois domaines d'activité, soit la collecte d'informations et la surveillance, les études analytiques, et la planification stratégique. Croyez-vous que les activités des deux premières catégories pourraient être exécutées sans enregistrement?

M. Daniels: C'est une excellente question à laquelle je suis cependant incapable de répondre, madame la présidente, et je le regrette. Mes collaborateurs et moi-même avons beaucoup réfléchi au problème et nous sommes parvenus à la conclusion, que je vous ai communiquée tout à l'heure, que nous allons res-

[Text]

law. If I am going to err in any direction, I will err in complying with this law and not in trying to question it. I have to worry about getting up the next day and conducting a business with this law in mind.

As the law is presently structured—although I must add that it looks to me as if regulations could be changed at any time that would open it wide, which is another issue I shall not raise—most of the information and monitoring items are not a registerable transaction, for the most part, as I would read the law.

When we get into the analytical material, it is somewhat different. As I read this, it is not hard to think about the way in which the architects look at it. You exempt conduct under the existing legal and regulatory framework from registration, but anything that advocates change requires registration plus adding the financial and contract matters to the end. So that distinction helps me to understand approaches, for example, to the Competition Bureau to talk about grounds on which mergers may or may not be considered acceptable, or under what conditions, under the existing legal framework.

As I see this, and as I reflect on the kinds of issues that I dealt with on a daily menu as a senior official, I can imagine myself sitting there and asking myself, “Is this guy advocating that I change the regs or is he just talking with me about what way I would change them if I thought that I needed to change them to get a certain result?” It exhausts me just thinking about how we are going to conduct ourselves. My solution to that is that you should register and at least understand up front that this is something that legislators want to know. All I am saying is that if there is a subset of those activities which is judged commercially confidential by an official of the government, then I would like to keep it off the public plate, notwithstanding the *bona fide* concern that Senator Doyle raised, long enough to allow the commercial interest not to be compromised.

Senator Stanbury: But if you and your colleagues in other similar companies, and others beyond those companies, and the general public, are uncertain as to whether you should or should not register, and are anxious, as you are, to be sure that you register as often as you might be required to, then it seems to me that you are going to get into a tremendous volume of returns as to fill warehouses.

Mr. Daniels: Yes. There is some thought that there may be quite a burden connected with that. Again, senator, you will note that I have distinguished my immediate corporate interest from this, which is to avoid the process as much as I can. Given that the process will exist, the question is how must I conduct myself? It is that which I am trying to address for the committee.

I would be happy to get into the other territory. However, I am not sure that I would shed much light on the issue.

Senator Stanbury: You are not the first one to suggest that the act is unadministerable. Another former deputy minister appeared before us the other day and indicated that.

[Traduction]

pecter aussi bien l'esprit que la lettre de la loi. Si nous devons nous tromper, que ce soit par excès de prudence. Il faut que nous puissions continuer nos activités en toute quiétude d'esprit.

Selon le texte actuel du projet, la plupart des activités de collecte d'informations et de surveillance ne devraient probablement pas être enregistrées, mais je dois préciser que j'ai l'impression que les règlements pourront être modifiés n'importe quand, ce qui pourrait remettre tout en question.

En ce qui concerne les études analytiques, la situation est un peu différente. À mon avis, les auteurs du projet ont considéré que toute activité relevant du cadre juridique et réglementaire existant ne devrait pas être enregistrée mais que tout ce qui serait destiné à faire la promotion de certaines modifications devrait l'être, ainsi que tout ce qui concerne des questions financières et contractuelles. Si tel est bien le cas, des contacts pris avec le Bureau de la concurrence, par exemple, afin de savoir pour quelle raison telle ou telle fusion d'entreprises pourrait être acceptée ou refusée, correspondraient à une activité entreprise dans le contexte juridique existant.

Si je songe aux fonctions que j'exerçais autrefois dans la fonction publique, il me paraît évident que le fonctionnaire ne va pas constamment se demander: «Le bonhomme qui me téléphone est-il en train de recommander que je modifie le règlement ou veut-il savoir comment je le modifierais si je pensais que c'était nécessaire»? Si tel était le cas, nous n'en sortirions plus. Ma solution est que les activités de cette nature devraient être enregistrées, car le législateur peut légitimement vouloir les connaître, à condition que des activités jugées confidentielles par un représentant du gouvernement, pour des raisons commerciales, puissent rester secrètes pendant une période de temps donnée, nonobstant le souci légitime évoqué par le sénateur Doyle.

Le sénateur Stanbury: Mais si vous et vos collègues n'êtes pas certains que telle ou telle transaction devrait être enregistrée, et si vous tenez à éviter absolument tout conflit avec la loi, vous allez probablement enregistrer le maximum de choses possible, ce qui va nous donner des quantités énormes de pape-rasse.

M. Daniels: Certes, ce qui risque de causer certains problèmes administratifs. Vous constaterez, sénateur, que j'ai tenu à faire la distinction entre l'intérêt immédiat de ma société et ce genre de considérations. Si la loi est adoptée, la question à laquelle je devrais répondre sera de savoir comment me comporter. Voilà ce que j'essaie de déterminer aujourd'hui devant vous.

Je serais très heureux d'aborder les problèmes administratifs du point de vue du gouvernement, si vous le souhaitez, mais je ne suis pas sûr de pouvoir vous être utile là-dessus.

Le sénateur Stanbury: Vous n'êtes pas le premier à dire que cette loi posera des problèmes administratifs insurmontables. Un autre ancien sous-ministre nous a dit la même chose l'autre jour.

[Text]

Having in mind the nature of the bill as it is now, do you think that perhaps the most important change that might be made would be something that would put in the hands of the registrar a discretion to grant an exemption for publication of the confidential nature of the inquiry for a period of a year?

Mr. Daniels: Or two years; something like that.

Senator Stanbury: I believe you indicated that you did not think there would be a large body of applications. I am thinking about the registrar, and my suspicion is that he will have other duties to fulfil. I suspect the intention of the government was that this would be a side issue for someone. However, if he is going to be given the discretion to allow things or not to allow them, and to grant exemptions or not to grant them, it looks as though he will be into quite a big job.

Mr. Daniels: I expect it will be quite a big job, regardless. I would not take anything for granted in the way this is going to run. This will be more than a clerk's job.

At the time I was in Consumer and Corporate Affairs I had the title of Deputy Registrar General. I thought that what I did was to sign orders in council. That is what the job of Deputy Registrar General mostly meant, as far as I was concerned, until I got the call involving this, which after all was clearly a matter of registering. They pointed it at the most likely official, and that was when it fell to us to think about how to set something like that up and administer it. In a time of resource limitations, those are things to worry about. They are serious issues, and I do not take them lightly at all. Your point is well made.

Senator Stanbury: Madam Chairman, I am sure there are other questioners. Perhaps someone else would like to get into the question of Tier I and Tier II.

Senator Fairbairn: Mr. Daniels, I would like to get your views on this vision of levels of lobbyists. Thinking in terms of your commercial confidentiality, that particularly fits into Tier II, where you are not required to disclose the subject matter.

Mr. Daniels: Yes.

Senator Fairbairn: Let us envisage a situation of getting around the difficulty in terms of a company that has a government relations person who is its lobbyist, and, therefore, does not have to put forward the subject matter. At the same time, that company could hire you to assist that person.

Mr. Daniels: Yes.

Senator Fairbairn: Would you then be a so-called silent adviser who would not have to register because this other person was up front and did not have the requirement to put forward the subject on which he was lobbying?

Mr. Daniels: As I read the law, you are quite right. I could certainly go about advising the government affairs people in Tier II firms on procedures and how I would conduct an examination, because the very kind of investment opportunity I am talking about is being chased by a Tier II firm. That is quite reasonable and quite likely. It is common practice that

[Traduction]

Considérant la nature du projet de loi, pensez-vous que la modification la plus importante que l'on puisse y apporter consisterait à confier au registraire le pouvoir d'octroyer une exemption de publication pendant un an pour les transactions de nature confidentielle?

M. Daniels: Ou de deux ans.

Le sénateur Stanbury: Si je me souviens bien, vous avez dit qu'il n'y aurait pas un grand nombre de transactions. Essayons toutefois de nous placer du point de vue du registraire, qui aura également d'autres fonctions à remplir. À mon avis, pour le gouvernement, l'application de cette loi ne devait être qu'une activité secondaire pour un organisme existant. Par contre, si on donne au registraire le pouvoir d'accorder ou de refuser des exemptions, j'ai l'impression que son travail sera beaucoup plus volumineux.

M. Daniels: À mon avis, ce sera de toute façon un travail très volumineux. Ce sera beaucoup plus qu'un travail de commis.

Lorsque j'étais au ministère de la Consommation et des corporations, j'occupais le poste de registraire général adjoint et je pensais que ma seule responsabilité consistait à signer les décrets, jusqu'au jour où j'ai reçu un appel concernant cette question des lobbyistes, qui semblait tomber naturellement dans le champ d'activité d'un registraire. À une époque de contraintes budgétaires, les problèmes administratifs que risque de poser la loi ne doivent certainement pas être pris à la légère.

Le sénateur Stanbury: Je suis sûr que d'autres membres du comité souhaitent également poser des questions, madame la présidente. Quelqu'un voudra peut-être aborder la question des deux catégories.

Le sénateur Fairbairn: J'aimerais savoir ce que vous pensez de ces catégories de lobbyistes, M. Daniels. Lorsque vous parlez de secret commercial, cela correspond à la deuxième catégorie, pour laquelle on n'est pas obligé de divulguer l'objet de la transaction.

M. Daniels: Oui.

Le sénateur Fairbairn: Prenons le cas d'une entreprise qui a un lobbyiste officiel en la personne d'un agent des relations gouvernementales, et qui n'est donc pas obligée de divulguer l'objet des interventions. Cette société pourrait cependant également vous recruter pour aider son employé.

M. Daniels: Oui.

Le sénateur Fairbairn: Seriez-vous alors considéré comme un consultant «passif», qui ne serait pas obligé de s'enregistrer puisque ce serait l'autre personne qui assumerait officiellement la responsabilité des activités?

M. Daniels: À mon avis, vous avez tout à fait raison. Je pourrais très bien donner des conseils aux responsables des affaires gouvernementales des entreprises de la deuxième catégorie, sur les procédures d'enquête, par exemple, et je dois dire que nous sommes souvent invités à le faire. Beaucoup de sociétés de deuxième catégorie font appel à des sociétés comme la

[Text]

we do get called in to advise. Lots of so-called Tier II firms bring in firms like PAI to complement their own activities, to supplement them, or to check them out.

Senator Fairbairn: In that instance, would you be under the Tier I requirements?

Mr. Daniels: Not as I read the law. An indirect involvement like that does not require registration, because I am not approaching a public official. Perhaps we could get an opinion from an official, but, as I read it, the trigger on this thing is if I call you. If I do not call you, if I talk to X and X calls you, then—

Senator Fairbairn: But that does not make you any less the—

Mr. Daniels: No, not at all any less. Now we are back to the problem with the law. However, that is not a problem with this bill. That is back to what I call the cost benefit calculation. At the end of the day are you really regulating anything? Parliament will decide that. I do not happen to think so, but it will create business problems for me.

Senator Fairbairn: What are your thoughts on leaving the element of contracts out of the Tier II considerations? I do not know whether it is fair to ask you to speak from both perspectives—the perspective of what you used to be and what you are now—but the question of contracts seems to be a major one and I am puzzled by the exclusion.

Mr. Daniels: I am quite willing to answer the question. My answer, I am afraid, is not much different from yours. I am a little puzzled about it also.

I was not part of the conversations leading up to why the contractual matters were dropped. I have to assume that it was because, in the case of Tier II, the government is much less concerned about transparency. Clearly, if one is the government affairs specialist for a company, we all understand that and there is no veil of secrecy to be lifted. Having made the decision not to require subject matter to be disclosed, I would be a little puzzled about why the contractual thing would be added. In other words, once you have made the distinction between Tier I and Tier II on grounds that you are really more worried about the PAIs of the world than you are about the government affairs people in a recognized company, then the requirement for less information follows right down the line.

I would have to conclude that that was in the minds of the architects of the bill that went before Parliament.

Senator Fairbairn: Earlier you talked about a hypothetical company that might wish to diversify its interests. If it were doing that, the interests it might be diversifying into might be totally different from what it was known for doing, and that is the reason it was Tier II and not of that much concern. Conceivably you could have a recognized company that was going into something entirely different but would not have to reveal that subject matter.

Mr. Daniels: Yes, I would think so. Again, that is a business decision. My experience, both inside government and out, is that when a company decides to diversify, as many are doing right now, because they are cash rich and want to move and

[Traduction]

notre pour compléter leurs propres activités, ou simplement pour un vérifier le sérieux.

Le sénateur Fairbairn: Dans ce cas, seriez-vous assujetti aux critères de la première catégorie?

M. Daniels: À mon avis, non. Une intervention indirecte comme celle-là ne doit pas être enregistrée, puisque je ne prends contact avec aucun titulaire de charge publique. Si ma société n'appelle pas directement le fonctionnaire, il n'est pas nécessaire...

Le sénateur Fairbairn: Mais il n'en reste pas moins que vous pourriez être derrière tout cela?

M. Daniels: Absolument, ce qui me ramène au problème d'efficacité du projet de loi, que j'évoquais plus tôt. En fin de compte, parviendra-t-on vraiment à réglementer quoi que ce soit? C'est le Parlement qui devra répondre à la question. Pour ma part, je ne le pense pas, mais je sais que la loi va me créer des difficultés.

Le sénateur Fairbairn: Que pensez-vous de l'exclusion des contrats de la deuxième catégorie? Je ne sais pas s'il est juste de vous demander de répondre en adoptant les deux points de vue, celui de l'ancien fonctionnaire et celui du président de PAI, mais j'ai du mal à comprendre l'exclusion des contrats, qui sont un élément important.

M. Daniels: Je veux bien répondre à votre question, mais je dois tout de suite vous dire que cela me trouble également.

Je n'ai pas participé aux discussions qui ont abouti à l'exclusion des contrats. Je suppose que la décision s'explique parce que la transparence préoccupe beaucoup moins le gouvernement dans le cas de la deuxième catégorie. Manifestement, dans le cas du responsable des relations gouvernementales d'une entreprise, il n'y a pas de secret à dévoiler. Puisqu'on a décidé de ne pas exiger la divulgation de l'objet de l'intervention, je ne vois pas non plus pourquoi on ajouterait l'octroi de contrats. Autrement dit, si on veut faire une distinction entre la première et la deuxième catégorie parce qu'on est plus préoccupé par les sociétés semblables à la mienne que par les responsables des relations gouvernementales d'une entreprise établie, il est logique de demander moins d'informations dans leur cas.

Je suppose que tel a été le raisonnement des auteurs du projet de loi.

Le sénateur Fairbairn: Comme vous avez évoqué le cas hypothétique d'une société souhaitant diversifier ses activités, on peut envisager qu'elle veuille le faire dans des domaines complètement différents de ses activités traditionnelles, ce qui justifierait de l'inclure dans la deuxième catégorie, pour laquelle les critères sont moins exigeants. Si la société s'intéressait ainsi à des domaines complètement différents, elle n'aurait pas à révéler l'objet de ses interventions.

M. Daniels: Certes, c'est une possibilité. Encore une fois, c'est une décision commerciale. Mon expérience, tant au gouvernement que dans le secteur privé, m'a montré que, dans une société qui souhaite diversifier ses activités, comme beaucoup

[Text]

stabilize an income base, the last thing it needs, as a matter of public record—and I personally question what is the central public interest dimension, any way—is to have its competition, and other firms in the industry, suddenly know that so and so is after a pulp and paper company. It would set up an unusual dynamic to get into the business of disclosing, as we would be doing with the law as it is structured, a fraction of those things and leave the rest of it to spin out there. The only time that the situation would become involved is if they happened to be dealing with a public affairs company—a Tier I public affairs company at that.

Senator Fairbairn: A Tier I company, yes.

Mr. Daniels: That seems to be an unusual price to heap onto me, but, more importantly, to clients who are probably trying to get a good business sense. I do not think that we can question their motives *a priori* on this.

Senator Fairbairn: Yes.

The Chairman: Perhaps I could ask you to go back over a couple of questions that have been raised.

First we were discussing Tier I and Tier II here. In your mind do you feel that there should have been two tiers?

Mr. Daniels: I was a bit surprised when it showed up, but that is a kind of second order issue in my mind. I am not focusing on that as being germane.

If I were back wearing my old hat, I would ask less of the officials associated with company “X” than I would of people like me. After all, if I am right about what started all this, it was the dating service side of this business that created the issue. If that was a question, it seems to be perfectly transparent in dealing with Tier II companies, and I think that I would be inclined to ask less.

I am not really troubled by it, but I do not know that I would have structured it that way. I think I would have gone after the confidentiality aspect. However, the problem is that I am using hindsight there, because I did not know anything about this business when I was worrying about the structure of the law, but now I do.

The Chairman: There was one other matter you raised in an example you gave of seeking information from a public official as to a possible change in the regulations regarding influence. You stated that you would ask the person seeking the information if he were registered.

We have concluded that there is no obligation here for the public servant, or anyone in that general umbrella who might be influenced, to ask the question. You said that you would be surprised if he did not; but that raises a whole host of problems, because I can see that every public servant who may be questioned about something has to act as a judge and jury as to whether the questioner should be sent off to register before an answer is given. Are we getting into to a murky area here?

Mr. Daniels: Once again, I think we are. After all, what is the purpose of the law? The public servant in general is responsible for worrying about the legal framework in which he operates. I would be extraordinarily surprised if it were not a matter of interest to an official.

[Traduction]

s'efforcer maintenant de le faire parce qu'elles ont beaucoup de liquidités et veulent stabiliser leurs revenus, la dernière chose qu'on souhaite est que cela devienne une information publique. De toute façon, je vois mal l'intérêt collectif que l'on voudrait protéger en divulguant l'information. L'entreprise souhaitant faire une acquisition dans une nouvelle industrie ne voudrait évidemment pas en informer la concurrence. Il serait difficilement concevable d'obliger certaines à divulguer et d'autres pas. Sous sa forme actuelle, le projet de loi imposerait la divulgation seulement aux entreprises traitant avec une société d'affaires publiques de première catégorie.

Le sénateur Fairbairn: C'est exact.

M. Daniels: À mon sens, cela constitue un fardeau assez exceptionnel pour les entreprises semblables à la mienne, et pour leurs clients qui agissent pour des raisons commerciales. Je ne pense pas que nous ayons le droit de contester leurs motifs *a priori*.

Le sénateur Fairbairn: En effet.

La présidente: Je voudrais revenir à quelques questions qui vous ont déjà été posées.

Tout d'abord, croyez-vous qu'il devrait y avoir deux catégories distinctes?

M. Daniels: S'il est vrai que cette distinction m'a quelque peu surpris, je dois dire que la question reste pour moi tout à fait secondaire.

Du point de vue du gouvernement, je comprends que l'on demande moins d'informations aux employés d'une entreprise qu'à ceux d'une société comme la mienne. Après tout, le problème qu'on a voulu résoudre est celui des prises de contacts que nous facilitons, et les choses seront parfaitement transparentes avec la création de la deuxième catégorie.

Cela ne me préoccupe pas particulièrement mais, si on m'avait demandé mon avis, je n'aurais probablement pas structuré la loi de cette manière. Je crois que je me serais beaucoup plus intéressé au problème de confidentialité des informations. Cela dit, je ne sais pas si j'aurais réagi de la même manière quand le problème était de concevoir une structure législative.

La présidente: Vous avez donné plus tôt l'exemple d'une demande d'information adressée au titulaire d'une charge publique au sujet de la modification éventuelle d'un texte réglementaire. Selon vous, les fonctionnaires interrogés demanderont à leurs interlocuteurs s'ils sont enregistrés.

Nous avons cependant constaté que rien n'oblige le fonctionnaire, c'est-à-dire la personne pouvant faire l'objet d'une tentative d'influence, à poser la question. Selon vous, toutefois, il serait étonnant que les fonctionnaires n'en arrivent pas très vite à poser automatiquement la question, ce qui risque de soulever une foule de nouveaux problèmes car les fonctionnaires seront alors obligés d'être à la fois juge et partie. Cela ne risque-t-il pas de créer de graves problèmes?

M. Daniels: Je le pense. Après tout, quel est le but de la loi? En règle générale, les fonctionnaires sont très sensibles au contexte juridique dans lequel ils travaillent, et je serais extrêmement surpris qu'ils ne se posent pas ce genre de questions.

[Text]

May I answer it this way? Let us speculate about how things would unravel under this bill—I keep putting on my former hat. How will the trouble start? What will happen that will cause things to break down?

What will happen is that a firm like mine will be dealing and talking, and somewhere along the line you may slip between information and advocacy and it becomes a high profile public debate.

In fact, in my mind's eye I can see it all now, and Senator Fairbairn will recognize the syndrome well from previous incarnations. A member will get up in the house and say, "It is well known that PAI represents company "X" in the pursuit of such and such a contract. Yet, in checking the registry over in the ADRG's office for the last six months, there is no indication that this has been recorded. Will the minister please explain?"

What a strange situation. There is the minister trying to explain—well, what? People do not even work for him. What will the minister do? The minister will say, "Well, I will investigate it." What will that investigation consist of? It will consist of going back and saying, "Has so and so been around here?" It will go on and on. I am sorry, but I can see the way it will unfold. He will ask of the officials who are on the firing line, "Well, did they register? Have you talked to them?" They will reply, "Well, yes I have." Then, they will be asked, "Well, did they register?" The reply will be, "Well, I do not know whether they registered or not, I did not ask them." The next question will be, "What do you mean 'I did not ask them'? I am getting pilloried in the house and they have not registered."

Senator Fairbairn: Yes.

Mr. Daniels: "Well, it is not my responsibility to ask them, because you see, sir, nowhere in the act does it say—" but let me finish the conversation off, because I can tell you what that excuse will cut with a minister—exactly zero.

Here we are, back in the reality of operating under a law like this. The fact of the matter is that public servants on the firing line will make good and sure that they are talking with bonafide registrants.

Senator Doyle: I have one small question. Do you not think that the only question the minister, unless he is 100 per cent dimwitted—you may have met a few ministers who answer that description—will ask his people is: "Is this guy around here trying to influence the government on development of a proposed introduction of an amendment, and so on, which is what we have in the act?" The guy may say, "No, he did not ask to do anything. He asked how many pounds of widgets we had in storage; that was all he asked." Then the next day you go back and make a fool of the man who asked the question. Question Period has been going along that way. I daresay somebody will ask a question like that and, after a couple of putdowns, that kind of question will not be asked any more. They will find another tack.

Mr. Daniels: Obviously, senator, that is one way the scenario will spin out, but I must say, with all due respect, that my scenario is just as plausible. When I first looked at this bill

[Traduction]

Du point de vue du fonctionnaire, comment les choses pourraient-elles évoluer? Comment les difficultés risquent-elles d'apparaître?

Prenons le cas d'une société comme la mienne qui, à l'occasion d'un débat faisant l'objet d'une publicité considérable, ne fait pas la distinction entre une demande d'information et la promotion d'une opinion.

Il est facile de deviner ce qui va arriver. Un député prendra la parole en Chambre et dira: «Tout le monde sait bien que les API représente l'entreprise XYZ qui essaie d'obtenir tel ou tel contrat. Or, en examinant le registre du SRAG durant les six derniers mois, je n'ai pas trouvé d'enregistrement des transactions. Le ministre peut-il s'expliquer?»

Quelle situation extraordinaire! Le ministre sera appelé à expliquer quelque chose qu'il ne connaît pas, concernant des gens qui ne travaillent même pas pour lui. Que fera-t-il? Il fera une enquête, c'est-à-dire qu'il demandera aux fonctionnaires s'ils ont eu des contacts avec le lobbyiste. Ceux-ci diront que oui et le ministre leur demandera si le lobbyiste était enregistré. Les fonctionnaires diront qu'ils n'en savent rien car ils ne le lui ont pas demandé. Évidemment, le ministre dira alors: «Comment cela? Pourquoi ne l'avez-vous pas fait? Je suis en train de me faire massacrer à la Chambre des communes parce que ce lobbyiste n'était pas enregistré».

Le sénateur Fairbairn: Oui.

M. Daniels: Les fonctionnaires diront que la loi ne les oblige absolument pas à demander au lobbyiste s'il était enregistré, et vous savez très bien que ce genre de réponse n'aura aucune valeur pour le ministre.

Voilà donc comment se passeront les choses, dans la pratique. Les fonctionnaires tiendront évidemment à s'assurer que leurs interlocuteurs sont enregistrés.

Le sénateur Doyle: Je voudrais poser une dernière question. À moins que le ministre ne soit un parfait imbécile, et vous en avez peut-être rencontré qui répondent à cette description, ne pensez-vous pas qu'il demandera à ses fonctionnaires: «Ce lobbyiste essaie-t-il d'influencer le gouvernement au sujet de telle ou telle proposition législative»? Le fonctionnaire répondra alors: «Non, il n'a rien demandé. Il voulait simplement savoir combien d'unités de tel ou tel article nous avons dans nos entrepôts». Le lendemain, durant la période des questions, le ministre pourra démolir complètement le député qui l'a interrogé. Il est donc tout à fait probable que certains députés poseront des questions de cette nature mais, après s'être faits rabrouer une ou deux fois, je suis certain qu'ils seront beaucoup plus prudents.

M. Daniels: Certes, sénateur, votre scénario est tout à fait concevable mais le mien l'est tout autant. Lorsque j'ai pris connaissance du projet de loi, je me suis dit que ce genre de pro-

[Text]

I considered the kind of matter we just discussed to be the moral equivalent of the ministerial use of executive jets. I thought there would be a list of who was registered and who was not for those quiet days in the House of Commons. All of a sudden, on such a day, a member would pop up and ask why the minister flew to Halifax on the afternoon of the 23rd when there was a commercial flight leaving an hour earlier. But that is a rhetorical question in the circumstance. That is what I think we are building up here—just a whole legion of that sort of question. But, sir, with respect, I am not after that. If I had been working at this at an earlier date, I might have tried to document those kinds of issues. They are what I am calling administrative issues and will, I fear, be trouble for the government of the day, but they are not really part of an attempt to get the best functioning piece of law that we can.

The Chairman: On behalf of the committee, Mr. Daniels, I would like to thank you for your presentation. You have given us a few more items to think about in our consideration of the bill.

Honourable senators, we are pleased to have back with us this afternoon Mr. Frank Iacobucci, the Deputy Minister of the Department of Justice, to speak to us on Bill C-61. With him is Mr. Rick Mosley, whom we all know from our earlier consideration of this bill, and other officials of the department. I believe Mr. Iacobucci has an opening statement in which he will address some of the questions that have been raised by our previous witnesses.

Mr. Frank Iacobucci, Q.C., Deputy Minister, Department of Justice: Thank you, Madam Chairman. Honourable senators, I am pleased to have this opportunity to be with you and to address the issues that have been examined by this committee in relation to a fundamentally important initiative in the area of the administration of criminal justice in our country. At the outset I would like to acknowledge the presence of Rick Mosley and John McIsaac, colleagues of mine in the Department of Justice who have worked quite hard on this initiative.

Honourable senators, the present ability of offenders to enjoy the fruits of their crimes not only frustrates the deterrent aspect of sentencing but also weakens the public confidence in the Canadian system of criminal law enforcement. Existing powers of fine and imprisonment are rendered ineffective when an offender is entitled to enjoy the property accumulated through such activities as drug trafficking. This legislation is intended to be a balanced but effective initiative against criminals who are motivated by profit. In addition, this legislation, along with the Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act, previously Bill C-58, will fulfil Canada's commitments to the draft United Nations convention against illicit trafficking in narcotic drugs and psychotropic substances. Specifically, Article III of that draft convention, which is expected to be concluded this coming November, requires member countries to develop laws to forfeit the proceeds of drug trafficking offences and to provide for the pretrial seizure and restraint of tainted property. As you know, the means by which the government has chosen to meet those objectives has given rise to several concerns on the part of the defence bar to which I wish to respond this afternoon. Madam Chairman, I would be

[Traduction]

blème serait l'équivalent moral de l'utilisation des avions du gouvernement par un ministre. Vous savez bien, lorsqu'il ne se passe pas grand-chose à la Chambre des communes, il y a toujours un député pour demander pourquoi tel ou tel ministre a pris un avion du gouvernement pour se rendre à Halifax alors qu'il y avait un vol régulier une heure plus tôt. J'ai peur que nous ne nous retrouvions avec une foule de questions de cette nature. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas ce qui me préoccupe. Il s'agit là de problèmes d'ordre administratif, qui placeront probablement certains gouvernements sur la sellette, mais ce n'est pas vraiment ce qui m'intéresse. Mon objectif est d'essayer d'obtenir le meilleur texte législatif possible.

La présidente: Au nom des membres du comité, je vous remercie beaucoup de votre témoignage, M. Daniels. Vous avez soulevé quelques questions très importantes, qui retiendront certainement notre attention.

Je vais maintenant accueillir M. Frank Iacobucci, sous-ministre de la Justice, qui va nous parler du projet de loi C-61. Il est accompagné de plusieurs collaborateurs de son ministère, notamment de M. Rick Mosley, avec qui nous avons déjà discuté de ce projet de loi. Si je ne me trompe, M. Iacobucci souhaite d'abord répondre à certaines des questions posées par des témoins précédents.

M. Frank Iacobucci, c.r., sous-ministre, ministère de la Justice: Merci, madame la présidente. Je suis très heureux d'avoir la possibilité de m'adresser à vous au sujet d'une initiative extrêmement importante du gouvernement en matière de justice pénale. Je tiens à souligner la présence à mes côtés de Rick Mosley et John McIsaac, du ministère de la Justice, qui ont beaucoup travaillé sur ce projet de loi.

Honorables sénateurs, le fait que les criminels aient actuellement la possibilité de jouir des fruits de leurs méfaits constitue non seulement une entrave à l'effet dissuasif des sentences, mais aussi un facteur d'affaiblissement de la confiance du public dans le système canadien de justice pénale. Le pouvoir d'imposer des amendes et des peines de prison perd de son efficacité si le contrevenant garde le droit de jouir des richesses accumulées par des activités telles que le trafic de drogues. Ce projet de loi est destiné à lutter, de manière juste mais efficace, contre les criminels motivés par le profit. Avec la Loi portant mise en œuvre des traités d'entraide juridique en matière criminelle, l'ancien projet de loi C-58, cette initiative reflète la volonté du Canada de respecter ses engagements à l'égard du projet de convention des Nations Unies contre le trafic illicite des drogues et des psychotropes. L'article III de cette Convention, qui devrait être adoptée au mois de novembre, demande aux pays membres d'adopter des lois permettant à leurs gouvernements de confisquer le produit des trafics de drogues et de saisir avant procès les biens acquis illégalement. Comme vous le savez, la solution retenue par le gouvernement pour atteindre ces objectifs a suscité de la part des avocats de la

[Text]

pleased to answer any questions that you or honourable senators may have after concluding my remarks.

The first topic on which I would like to make a few remarks is punishment before conviction. The submission has been made to this committee that Bill C-61 is fundamentally flawed on the ground that it purportedly punishes an individual before he or she is convicted. On that point, I would remind everyone that the Canadian system of criminal justice has long recognized that in appropriate circumstances the pretrial detention of an alleged offender is justified to ensure his attendance at trial. Surely the freedom of the individual cannot be placed on any plane lower than the enjoyment of the rights of property. It has been recognized in relation to the pre-trial's detention of an individual that these powers are clearly remedial rather than punitive to ensure the availability of property for forfeiture after conviction.

Dual criminality has been raised. This committee has heard evidence criticizing the lack of "dual criminality" requirements concerning the offences covered by the proposed legislation. In short, the complaint is that it is unfair, or perhaps unconstitutional, to criminalize the possession or laundering of assets that are derived from the conduct that Canadian law views as criminal, but it is not necessarily illegal in the country of origin. I gather you were provided with hypothetical examples of the Danish porn merchant and the Nevada gambler. In theory, they are at risk of criminal liability under the present law should they enter Canada with their profit. In reality, there is no record of any enforcement activity against such individuals.

The decision to criminalize the proceeds of activity that is recognized as criminal in Canada but not necessarily illegal in the country of origin, was taken when section 312 of the Criminal Code was amended in 1976. Prior to those amendments, it had been a crime since 1892 to be in the possession of property directly obtained by the commission of an act that if performed in Canada would constitute an indictable offence. So the principle of the approach being reflected in this legislation has a long history and, indeed, was recently confirmed when section 312 of the Criminal Code was amended in 1976.

I mention this background to the present proposal because I think it is worth noting the long history behind the provision and the fact that none of the witnesses before you were able to cite an actual case from that history with which to illustrate their arguments.

It is evident that Canada is entitled in the exercise of its sovereignty to declare that the possession of property obtained by certain means is illegal in this country, whether or not that is the case in its country of origin. There is no reason to believe, however, that the enforcement authorities in this country will concern themselves with the case of an individual who brings such property to this country unless the individual is or has been engaged in serious criminal activity warranting state intervention. Bill C-61 is aimed at the major crime profiteers. They have reason to fear its application—not the small-scale entrepreneur who has sold some pornography in Denmark.

[Traduction]

défense diverses questions auxquelles je vais m'efforcer de répondre. Je serais ensuite très heureux de répondre aux autres questions des membres du comité, madame la présidente.

Le premier sujet que je souhaite aborder concerne le fait que ces criminels seraient punis avant d'être condamnés, comme certains témoins l'ont prétendu devant votre comité. Je dois rappeler à cet égard que le système canadien de justice pénale permet depuis longtemps, dans certaines circonstances, la détention préventive d'un contrevenant présumé pour garantir sa comparution devant le tribunal. Il est certain que la liberté individuelle n'a pas moins d'importance que le droit à la propriété. On admet généralement que la détention préventive revêt un caractère correctif plutôt que punitif et vise à permettre la saisie des biens après déclaration de culpabilité.

Il a été question de la double criminalité. Le comité a entendu des témoignages de personnes qui se plaignaient de l'absence de dispositions dans le projet de loi concernant la double criminalité. En clair, on allègue qu'il est injuste et peut-être même anticonstitutionnel de criminaliser la possession ou le trafic de biens provenant d'activités jugées criminelles dans le droit canadien mais pas forcément illégales dans le pays d'origine. Je crois comprendre qu'on vous a donné pour exemple le cas hypothétique d'un marchand danois de pornographie ou d'un joueur du Nevada. En théorie, ces personnes sont passibles de poursuites au criminel, selon la loi actuelle, si elles introduisent au Canada les profits de leurs activités. En réalité, il ne semble pas que de telles poursuites aient jamais été intentées.

La décision de criminaliser la possession de produits d'une activité jugée criminelle au Canada, sans être forcément illégale dans le pays d'origine, a été prise à l'occasion de la modification en 1976 de l'article 312 du Code criminel. Or, depuis 1892, la possession de biens provenant directement d'une activité illégale au Canada était considérée comme un délit. On voit donc que le principe consacré dans le projet de loi jouit d'une longue histoire, que la modification de l'article 312 du Code criminel en 1976 ne faisait qu'entériner.

Je tenais à rappeler l'origine de la proposition parce qu'il n'est pas sans intérêt d'en connaître la longue histoire et parce qu'aucun des témoins ne s'en est servi pour étayer ses arguments.

De toute évidence, le Canada est parfaitement en droit d'exercer sa souveraineté en déclarant illégale la possession de biens obtenus par certains moyens, que ceux-ci soient jugés licites ou non dans le pays d'origine. On peut se demander, toutefois, si les autorités policières du Canada prendront la peine de rechercher les personnes qui introduisent ce genre de biens dans notre pays à moins qu'ils ne proviennent de crimes suffisamment graves pour mériter l'intervention de l'État. Le projet de loi C-61 s'attaque aux grands profiteurs du crime. Ceux-ci ont tout lieu de craindre l'application de la loi, con-

[Text]

One of the objects of Bill C-61 is to ensure that Canada does not become a haven for foreign drug profits. A dual criminality requirement could weaken Canada's ability to achieve that object.

At the same time, the stability of certain drug-producing countries is of great concern. The United Nations International Narcotics Control Board in its 1986 report on the world drug situation as presented in the *U.N. Chronicle* of May 1987 stated:

Illicit drug production and trafficking—"financed and masterminded by criminal organizations with international links and accomplices in financial circles"—are expanding. In many regions, these activities also have close ties to illegal weapons, trade, subversion and international terrorism. And vast sums of money generated by illicit trafficking are being laundered through legitimate enterprises.

"This whole process undermines the economic and social order, spreads violence and corruption and imperils the very political stability and security of some countries" the Board affirms.

Several South American countries are waging an internal war against trafficking cartels. In that context, we cannot afford to impose a requirement in Canadian proceedings that the Crown must prove the state of the criminal law in the country of origin of the proceeds. It would be an impediment to effective enforcement of our domestic law, which is concerned with the possession of those proceeds in this country and not with the state of the law in their country of origin. In short, this law is aimed at discouraging people, whose proceeds come from illegal gains by Canadian standards, from bringing those proceeds to Canada.

During the testimony before this committee, I am also advised that several criticisms were directed towards the provision that forfeits the proceeds of crime as part of the post-conviction process. Here I am referring to clause 420.17. I would like to deal, Madam Chairman, with those criticisms sequentially.

The first criticism that has been levelled relates to proof on a balance of probabilities and pertains to subclause 420.17(1). First, the members of the defence bar testifying were concerned with the lowering of the standard of proof for property connected to the offence for which the offender was convicted and in expressing that concern referred to the Supreme Court of Canada decision in the *Gardiner* case.

This provision, which is reflected in the section I referred to, was drafted with the full implications of the Supreme Court's judgment in *Gardiner* in mind. In that case, the court spoke of the standards of proof required for sentencing hearings in the absence of any statutory direction as to the standard that ought to be applied. That is important. The *Gardiner* case dealt with a standard to be applied in the absence of any

[Traduction]

traînement aux petits entrepreneurs qui ont vendu un peu de pornographie au Danemark.

Le projet de loi C-61 a pour but notamment de faire en sorte que le Canada ne devienne pas un refuge pour les trafiquants étrangers de stupéfiants. Les dispositions de double criminalité pourraient compromettre la réalisation de cet objectif.

Par ailleurs, la stabilité de certains pays producteurs de drogues suscite de graves préoccupations. Voici un extrait du rapport de 1986 de l'Organe international de contrôle des stupéfiants des Nations unies faisant le bilan sur les drogues à l'échelle mondiale, que présente la *Chronique de l'ONU* de mai 1987:

La production et le trafic illicites de stupéfiants «financés et dirigés par des organismes spécialisés dans le crime, s'appuyant sur des réseaux internationaux et pouvant compter sur des complices dans les milieux financiers, sont en pleine expansion. Dans bien des régions, ces activités sont intimement liées au trafic des armes, à la subversion et au terrorisme international. C'est ainsi que des sommes énormes provenant d'activités illégales sont blanchies par des entrepreneurs légitimes.

Ces réseaux ont pour effet de saper l'ordre économique et social, de généraliser la violence et la corruption ainsi que de mettre en danger la stabilité politique et la sécurité de certains pays.

Plusieurs États sud-américains ont déclaré la guerre aux cartels de trafiquants à l'intérieur de leurs frontières. Nous serions donc mal venus d'exiger, dans la procédure canadienne, que la Couronne soit tenue de déterminer la nature du droit criminel dans le pays à l'origine des poursuites. Cette clause ne servirait qu'à nuire à l'application de la loi canadienne en ce qui a trait à la possession des produits du crime perpétré dans ce pays, indépendamment de ses lois. Bref, le projet de loi a pour but de décourager ceux qui tirent profit du crime d'introduire leurs recettes au Canada.

Il m'a été rapporté par ailleurs que plusieurs personnes se sont élevées, dans leur témoignage au comité, contre la disposition de confiscation des produits du crime après déclaration de culpabilité. Je pense ici à l'article 420.17. J'aimerais examiner une à une, madame la présidente, les critiques qui ont été formulées.

La première se rapporte à la preuve fondée sur la prépondérance des probabilités, et concerne le paragraphe 420.17(1). Tout d'abord, les membres du Barreau de la défense qui ont témoigné ont demandé l'assouplissement de la norme de preuve à l'égard des biens provenant d'un délit pour lequel le contrevenant a été déclaré coupable, en remettant en cause la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Gardiner*.

Cette disposition du paragraphe I a été rédigée après analyse de toutes les implications du jugement de la Cour suprême dans l'affaire *Gardiner*. Dans ce procès, le tribunal a examiné les normes de preuve à appliquer dans les jugements en l'absence de directives légales. Ce fait est important. L'affaire *Gardiner* porte sur la norme à appliquer en l'absence de précisions dans la loi. Le Code criminel est muet à ce chapitre et les tribunaux de première instance ne s'entendent pas.

[Text]

standard specified in the legislation. The Criminal Code was silent on the issue, and the lower courts were quite divided.

In those circumstances, the court held that the standard should be proof beyond a reasonable doubt. No standard was set forth. The standard chosen by the court was proof beyond a reasonable doubt. But when we look at this situation before us, given the difficulty of piercing the organized crime veil and establishing the sources of criminal profits, we believe that the courts will accept a reduction of the standard for these limited and exceptional purposes.

In support of this proposition we can point to the Australian and the U.S. proceeds of crime legislation which have lowered the standard of proof in this context as well. The Supreme Court of the United States has recently affirmed this lower standard in the case of *McMillan v. Pennsylvania* in relation to the imposition of a sentence for another exceptional case, the use of a firearm in the commission of a felony. Accordingly, Madam Chairman and honourable senators, I am confident that this provision will withstand strict scrutiny by the courts.

The next issue I should like to refer to deals with double trials, and this is covered in subclause 420.17(2). One of the witnesses before this committee complained that this provision created a mechanism for the forfeiture of property unrelated to the conviction that had been registered by the court. Specifically, the protections of a jury trial would not be available to the accused in relation to the possession of that property, and he or she would not know what case they had to meet at the forfeiture stage.

This provision was created to avoid a specific problem which has arisen in actual cases where, although the offender may have been implicated in one offence, such as drug trafficking, he alleges that the property in question was derived from some other enterprise offence. That evidence, as you can understand, may not be forthcoming from the accused until the sentencing stage of the proceedings, and the provisions of section 13 of the Charter, which is the provision dealing with self-incrimination, prevent the use of that testimony at any subsequent proceeding.

So in order to prevent the totally inappropriate return of the asset to the offender in these circumstances, this subclause 420.17(2) provides the court with the discretion—and I emphasize this—to order the property forfeited upon proof beyond a reasonable doubt that it is derived from the commission of one of the enumerated offences in this legislation. Again, it seems to me to be totally reasonable to have this provision in the law. It is not a hypothetical situation. I believe the case was in Manitoba where that kind of circumstance did arise.

The third point under this heading deals with additional penalties. Here I am referring to subclauses 420.17(3) and (4).

A submission was made that the present available penalties are sufficient and that there is no apparent purpose to the creation of these special fines in terms of imprisonment. In response, I would indicate that these provisions were created with a specific purpose in mind because they are directly

[Traduction]

La Cour a jugé que la norme devait équivaloir à une preuve hors de tout doute raisonnable. Aucune norme n'a été imposée, si ce n'est qu'elle devait correspondre à une preuve hors de tout doute raisonnable. Toutefois, dans le cas qui nous intéresse, nous estimons que les tribunaux accepteront d'abaisser la norme dans les rares cas qui leur seront présentés, en raison de la difficulté de faire la lumière sur la criminalité organisée et de préciser les sources des produits du crime.

À l'appui de cette proposition, nous pouvons nous tourner vers les lois pénales australiennes et américaines applicables aux produits de la criminalité, où la norme de preuve a également été abaissée pour les mêmes raisons. La Cour suprême des États-Unis a récemment eu recours à cette norme assouplie dans l'affaire *McMillan* contre la Pennsylvanie, en rapport avec l'imposition d'une peine dans une autre cause exceptionnelle, à savoir l'utilisation d'une arme à feu dans la perpétration d'un crime. C'est pourquoi, madame la présidente, mesdames et messieurs, je suis persuadé que cette disposition résistera à l'examen rigoureux des tribunaux.

La deuxième question que j'aimerais examiner est celle qui se rapporte aux doubles procès, dont il est question au paragraphe 420.17(2). Un témoin a déclaré devant le comité que cette disposition autoriserait la saisie de biens non liés à une déclaration de culpabilité. Plus précisément, l'accusé ne bénéficierait pas de la protection d'un procès avec jury en ce qui a trait à ces biens et ne saurait pas de quel procès relève la confiscation des biens.

Cette disposition vise à éviter un problème bien précis qui s'est déjà présenté, où le contrevenant incriminé dans une affaire a fait valoir que les biens en question étaient le produit d'un autre délit. Naturellement, ce n'est qu'au moment de la détermination de la peine que l'accusé peut procéder à cet aveu, alors que l'article 13 de la Charte, portant sur les témoignages incriminants, interdit l'utilisation de ces témoignages dans les poursuites subséquentes.

De manière à empêcher que les biens soient indûment restitués à l'accusé dans un cas comme celui-là, le paragraphe 420.17(2) accorde au tribunal le pouvoir discrétionnaire, j'insiste sur ce terme, d'ordonner la saisie des biens s'il est convaincu, hors de tout doute raisonnable, qu'il s'agit de produits de la criminalité. Il me semble tout à fait raisonnable de prévoir une telle disposition, d'autant plus que le cas s'est déjà présenté, notamment au Manitoba.

Passons maintenant à la question des sanctions supplémentaires. Je vous renvoie ici aux paragraphes 420.17(3) et (4).

Quelqu'un a fait valoir que les sanctions prévues actuellement sont suffisantes et que les amendes spéciales assorties de peines d'emprisonnement ne sont nullement justifiées. Je répondrai que ces dispositions ont un but bien précis et visent directement les produits de la criminalité que le contrevenant a

[Text]

related to the dollar value of the proceeds of crime that have been intentionally placed by the offender beyond the reach of the court. These provisions were created to encourage offenders to make available their proceeds of crime to the court for the purpose of forfeiture. This is consistent with the fundamental principle of Bill C-61, that an offender should not be entitled to benefit from the fruits of his crime.

As paragraph 420.17(3)(c) indicates, an offender may have placed all of his illicit assets in an off-shore haven. Despite being sentenced to a lengthy term of imprisonment for the substantive offence of, say, drug trafficking, in the absence of a provision like this the offender could enjoy his illicit proceeds upon release, with impunity. This provision will encourage the offender to make arrangements for the return of the assets to Canada to enable the court to forfeit them. The discretion that is built into the operation of both the fine instead of forfeiture and the imprisonment in default of payment of fine will ensure that this extraordinary procedure will only be applied where the court finds that the offender is seeking to avoid the reach of the court's forfeiture authority.

If the court is of the opinion that the accused is trying to avoid the reach of forfeiture, then it will be up to the court to make a determination of fine instead of forfeiture or imprisonment in default of payment of the fine.

The next topic deals with the presumption of innocence. Concern has been expressed that this legislation has created a reversal of the onus of proof, and, thereby, has destroyed the fundamental principle of the criminal law, namely, the presumption of innocence. This onus relates to the review procedure under clause 420.14 and the relief from forfeiture procedures under clauses 420.21 and 420.22.

The criticism of the representatives of the Defence Bar was directed towards the use of the words "appears innocent," and it was suggested that this expression is unknown in the Canadian criminal context. However, Madam Chairman, I should like to point out to this committee that the expression has a long and honourable history in Canadian law and can be found in such federal statutes as the Fisheries Act and the Customs Act. In addition, the expression appears in almost identical form in the relief from forfeiture provisions of section 11 of the Narcotic Control Act. I should also point out that the British Columbia Court of Appeal recently found no constitutional or Charter infirmity with this wording in a fisheries prosecution case, the *Milton* case.

A spokesman from the Ottawa Defense Lawyers Association indicated that, if these new powers were given to the police, it would just be a matter of time before they were used against a petty shoplifter or a small-time drug dealer at the National Art Gallery. The intention of this bill is that it be used against the upper echelon offender and not against so-called street crime. For that specific reason, the legislation requires the intervention of the Attorney General before any of the pre-trial processes, such as special warrants or restraint orders, can be exercised. This procedure will ensure that the new powers will be exercised only in appropriate cases.

[Traduction]

délibérément placés hors de portée du tribunal. On cherchait ainsi à encourager les contrevenants à remettre les produits de leur crime à la disposition du tribunal aux fins de la saisie. Cela est tout à fait conforme au principe fondamental du projet de loi C-61, à savoir qu'un contrevenant ne devrait pas être autorisé à jouir du fruit de son crime.

Comme on peut le voir à l'alinéa 420.17(3)(c), le contrevenant pourrait bien avoir placé tous ses biens illicites dans un abri à l'étranger. Même s'il est condamné à une longue peine de prison, après avoir été trouvé coupable d'un délit grave, comme le trafic des stupéfiants, il pourrait en toute tranquillité, en l'absence de dispositions de ce genre, jouir de son bien après sa libération. Cet article encouragera le contrevenant à faire le nécessaire pour que les biens soient ramenés au Canada et saisis par le tribunal, car autrement il s'expose à une amende, si la saisie n'est pas possible, ou à une peine à défaut de paiement de l'amende. Cette mesure extraordinaire, laissée à la discrétion du tribunal, ne s'appliquera que si le tribunal juge que le contrevenant s'emploie à échapper à la saisie.

Si le tribunal estime que l'accusé cherche à se mettre à l'abri de la saisie, il pourra alors décider d'imposer une amende de la valeur du bien à confisquer ou une peine de prison à défaut du paiement de l'amende.

Je passe maintenant au sujet de la présomption d'innocence. Il a été soutenu que le projet de loi aurait pour effet d'inverser la charge de la preuve et, par conséquent, de détruire le principe fondamental du droit pénal, à savoir la présomption d'innocence. Il s'agit de la charge de la preuve dans la procédure de révision à l'article 420.14 et de l'exemption de la procédure de confiscation visée par les articles 420.21 et 420.22.

Les critiques formulées par les représentants du Barreau de la défense portaient sur l'utilisation des mots «semble innocent» qui, pour eux, n'existe nulle part ailleurs dans le droit pénal canadien. Madame la présidente, j'aimerais signaler au comité que cette expression a déjà acquis ses titres de noblesse par une longue histoire dans le droit canadien, puisqu'on la retrouve dans des textes fédéraux comme la Loi sur les pêcheries et la Loi sur les douanes. En outre, l'expression figure sous une forme pratiquement identique dans les dispositions d'exemption de saisie que comporte l'article 11 de la Loi sur les stupéfiants. Je signale enfin que la Cour d'appel de la Colombie-Britannique a jugé récemment dans un litige sur la pêche, l'affaire *Milton*, que cette expression n'était invalidée ni par la Constitution ni par la Charte.

Un porte-parole de l'Association des avocats de la défense d'Ottawa a déclaré que si ces nouveaux pouvoirs étaient accordés à la police, celle-ci ne tarderait pas à s'en servir contre les voleurs à l'étalage ou les petits revendeurs de drogue au Musée des beaux-arts. Pourtant, c'est bien le criminel d'envergure qui est visé par le projet de loi, et non les petits voyous du coin. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la loi exige l'intervention du procureur général avant que ne soit émis un mandat spécial ou une ordonnance de blocage. De cette façon, les nouveaux pouvoirs ne pourront être exercés que dans les cas qui le justifient.

[Text]

On the other hand, if a major shoplifting ring has accumulated tens of thousands of dollars in assets from its activities, then it seems to me that there is no reason why this new law should not be applied in those circumstances. I see no legitimate reason why such offenders should be entitled to enjoy the fruits of their crime.

Madam Chairman, in closing, I would like to thank you again for this opportunity to respond to some of the comments that have been made concerning the legislation. It is a necessary and timely initiative that will complement the Canadian criminal justice system. It is a fair and effective response to the growth of enterprise crime. I will be pleased to answer any questions from you and members of the committee.

The Chairman: Thank you, Mr. Iacobucci.

Senator Stanbury: Mr. Iacobucci, as usual, we got a good contribution from you, which helps us with our consideration of the legislation we have before us. I think you have undoubtedly satisfied a number of the concerns of the members of the committee, but I am sure they will all speak on their own behalf.

In terms of the dual criminality question, the main issue that has concerned us is the fairness of seizing property which has arisen from illegal activities, wherever they might be. I am not sure that your answer completely gets rid of that concern.

Another concern is, if the proceeds of legal activities in another jurisdiction are to be found here and are to be seized here, what is our entitlement to those moneys or that property?

Mr. Iacobucci: Regarding the first question of the dual criminality, I pointed out in my comments that this is not a new principle, but that it is in the present Criminal Code.

Senator Stanbury: I appreciate that, but there has been some suggestion that that is contrary to the Charter.

Mr. Iacobucci: As I said, it is there and I am confident that this provision would satisfy Charter arguments that might be leveled against it. You have to look at the context of the conduct; it forms the mischief here. I referred to the no enforcement action against a Canadian who goes to Nevada and does the gambling thing and comes back, or the Danish porn merchant, but that is not what is going to be done.

These provisions, as you know, are very cumbersome. They are procedurally important and time consuming, and deliberately so because we are talking about liberty of the subject, property interests of the subject that are at risk and, indeed, the interests of perhaps third parties. They are very deliberately developed and elaborate, so that I do not see prosecutors using these provisions except in cases of importance.

Senator Stanbury: I should tell you, however, that members of this committee have developed a reaction to that kind of answer. We have seen it in several bills recently, where officials have come before us and said, "We know it is there, but we don't intend to enforce it."

[Traduction]

En revanche, si un réseau important de vol à l'étalage a accumulé des dizaines de milliers de dollars grâce à ses activités, il me semble tout à fait logique de le soumettre à la nouvelle loi. Je ne vois pas pourquoi ces contrevenants devraient être autorisés à jouir du fruit de leurs crimes.

Pour terminer, madame la présidente, je tiens à vous remercier encore une fois de l'occasion qui m'a été donnée de répondre à certains des commentaires qui ont été présentés au sujet du projet de loi qui, à mon avis, vient à point nommé comme complément nécessaire du système de justice pénale au Canada. Il s'agit d'une mesure juste et efficace pour contrer la croissance de la criminalité organisée. Je me ferai maintenant un plaisir de répondre à vos questions et à celles des membres du comité.

La présidente: Merci, monsieur Iacobucci.

Le sénateur Stanbury: Monsieur Iacobucci, vous nous avez encore une fois apporté une aide précieuse pour l'examen du projet de loi qui nous a été confié. Vous avez incontestablement répondu à bon nombre des préoccupations des membres du comité, mais je suis sûr qu'ils vous le diront eux-mêmes.

Pour revenir à la question de la double criminalité, nous nous sommes surtout interrogés sur le bien-fondé de saisir des biens provenant d'activités illégales quelqu'en soit le lieu d'origine. Je ne suis pas sûr que votre réponse ait été concluante.

On s'est demandé en particulier de quel droit pourrait s'autoriser le Canada pour confisquer des produits d'activités illégales menées dans d'autres pays.

M. Iacobucci: Pour répondre à votre première question sur la double criminalité, rappelons encore une fois que ce principe n'est pas nouveau, qu'il existe déjà dans le Code criminel actuel.

Le sénateur Stanbury: D'accord, mais certains ont avancé qu'il était contraire à la Charte.

M. Iacobucci: Comme je l'ai dit, ce principe existe déjà et je suis convaincu que la disposition résistera aux arguments que l'on pourra avancer en invoquant la Charte. Il faut bien voir que c'est la gravité de la situation qui entraînera le recours à cette disposition. Celle-ci n'interviendra pas dans le cas d'un Canadien qui rapporte au Canada ce qu'il a gagné dans une séance de jeu au Nevada ni au marchand danois de pornographie.

La procédure, en effet, est trop lourde. Les formalités à remplir sont extrêmement astreignantes et onéreuses, à juste titre d'ailleurs puisque c'est la liberté et le bien de la personne qui sont en jeu, et peut-être même les intérêts de tiers. Ce n'est pas par hasard si cette procédure est si complexe: elle a pour but d'inciter les poursuivants à n'y avoir recours que dans des cas exceptionnels.

Le sénateur Stanbury: Je dois vous dire, toutefois, que les membres du comité en sont venus à se méfier de ce genre de réponse. Il est en effet arrivé plusieurs fois récemment, à l'occasion de notre étude de projets de loi, que des fonctionnaires tiennent des propos analogues: «Nous savons que la disposition existe, mais nous n'avons pas l'intention de l'appliquer.»

[Text]

The law does not say that you can do that. The Supreme Court does not believe in our passing pieces of legislation that say, "Trust me. We won't do it even though it is there."

Mr. Iacobucci: I do not mean this in anything but a respectful way, I agree with that philosophy that you have developed. If that were the only reason, then I would have concerns, but there are other reasons why I do not think that the dual criminality rule is appropriate.

We have to be concerned about what we are trying to do for our country. We are trying to discourage people from coming here who are, by our standards, engaged in criminal activity by bringing their proceeds to this country. I do not think it is something we want to encourage by way of newcomers to our country or, indeed, transients to our country. It is something that we want to discourage.

If we were to have a dual criminality rule—and I do not want to get involved in specifics here because that would be inappropriate—I believe there would be pressure on a number of countries, where the drug trafficking business is very powerful, to have laws passed that might be rather neutral with respect to drug dissemination and distribution such that a dual criminality rule could work against us. In fact, you would find that the people involved in this business were highly sophisticated and highly powerful. There could be pressures brought to pass legislation to make it a legal activity or to withdraw its illegal status. We would then be in a situation where we would be in effect caught by a rule that would be working against us, to the detriment to the administration of criminal justice.

Senator Stanbury: I am sure you realize that we are with you in terms of the objective. Our main concern the strong emotional pull of doing the things that you are trying to do with this bill. We would not allow that strong emotional pull to taint—you used the words "tainted property;" I guess that is as good a word as any—our judicial system of justice by talking ourselves into applying greater legal strictures, and so on, than are necessary. That is why I think we question all of these things.

I am delighted to have your answer, because it helps to explain to us what justifies it, but it seems that there are a number of small matters that could be easily remedied. They do not appear to be significant in the scheme of legislation.

One is that the bill provides that a copy of the report identifying the property seized and the location where it is being detained will be given on request to the person from whom it is seized. Why is it not simply left on the property? Why do they have to go and request it? At this point no one is guilty, it is all suspicion. This is found in paragraph 420.12(4)(c). It simply looks like an addition to the bureaucratic jungle to have to request a copy of what is being seized.

The Chairman: And apparently that is not required in similar circumstances with other types of warrants or authorities. I think that was the point that was made by our witness, was it not?

[Traduction]

La loi ne donne pas de directives précises. La Cour suprême nous demande de ne pas adopter de lois qui reposent uniquement sur une entente implicite.

M. Iacobucci: Je suis entièrement d'accord avec vous sur le principe que vous évoquez, mais il y a d'autres facteurs qui entrent en ligne de compte et qui expliquent pourquoi, à mon avis, la double criminalité est injustifiée.

Il est important de se préoccuper de l'évolution de notre pays. Nous essayons de décourager les gens qui se livrent à des activités jugées criminelles au Canada de venir s'installer ici, de venir y investir les produits de leurs crimes. Je ne crois pas que notre société soit intéressée à accueillir ce genre d'individus, à titre d'immigrants ou autres. C'est quelque chose que nous ne voulons pas encourager.

Si nous devons adopter ce régime de la double criminalité—et je vous fais grâce de détails que vous trouveriez impertinents—je crains fort que nous ayons à subir les pressions de plusieurs pays où les trafiquants de stupéfiants sont très puissants pour que nous adoptions des lois plutôt laxistes en matière de distribution de drogues afin que le régime de la double criminalité joue contre nous. À vrai dire, ceux qui étaient engagés dans ce genre d'activités étaient extrêmement raffinés et puissants. Ils pourraient exercer des pressions pour faire adopter des lois destinées à légaliser leurs activités ou, du moins, à supprimer leur illégalité. Nous pourrions alors nous retrouver prisonniers de règlements contraires à nos intérêts et à ceux de la justice pénale.

Le sénateur Stanbury: Vous vous rendez compte, naturellement, que nous appuyons de tout coeur cet objectif. Ce qui nous inquiète, c'est l'émotivité que vous semblez introduire dans ce projet de loi. Nous voulons justement éviter d'entacher—pour paraphraser une expression que vous avez utilisée à propos des biens—notre système judiciaire par des mesures légales indûment astreignantes. C'est pourquoi nous nous voyons contraints de remettre certaines choses en question.

Je suis très satisfait de votre réponse, car elle nous aide à mieux comprendre ce qui motive ces dispositions qui, à bien des égards, se rapportent à des problèmes relativement mineurs, que l'on pourrait facilement régler autrement. Ils demeurent accessoires par rapport aux visées du projet de loi.

C'est ainsi, par exemple, que selon le libellé du projet de loi, un exemplaire du rapport comportant la désignation des biens saisis et indiquant le lieu où ils se trouvent doit être remis au saisi sur demande. La liste des biens confisqués ne devrait-elle pas être établie d'office? Pourquoi faut-il en faire la demande expresse? À cette étape de la procédure, personne n'a encore été déclaré coupable. Il n'y a que des suspects. Cette disposition se trouve à l'alinéa 420.12(4)c). N'a-t-elle pas pour effet de compliquer encore les tracasseries administratives, en obligeant l'intéressé à demander un exemplaire de la liste des objets saisis?

La présidente: D'ailleurs, il ne semble pas que cette exigence accompagne les autres types d'ordonnance ou de mandats. N'est-ce pas là l'argument qu'a présenté notre témoin?

[Text]

Senator Stanbury: I think so.

Mr. Iacobucci: Before I answer that, I neglected to answer the second part of the question that you raised with respect to dual criminality, namely, the issue of property. For example, if action is taken with respect to foreign property and proceeds, who gets the benefit of that forfeiture?

The law provides that the prosecuting authority does. For example, if the federal government were prosecuting under the Narcotic Control Act, then it would be a federal prosecution and forfeiture would go to the Consolidated Revenue Fund of the federal government; if it were done by the provincial Attorney General, then it would be done—

Senator Stanbury: It is a bit of a contest.

Mr. Iacobucci: This was recognized by the federal-provincial officials and governments concerned. Ministers were quite content. It is really not changing the nature of it. In other words, there is no race to prosecution. We will not, because of this legislation, suddenly be invading areas of prosecution that we have not prosecuted before.

With respect to the copy of the executing officer's report not being provided automatically to persons whose property is seized, in Working Paper No. 30 of the government, called "Police Powers Re. Search and Seizure and Criminal Law Enforcement", in 1983, the Law Reform Commission of Canada recognized that there might be situations where an individual does not require, and perhaps does not want, an inventory after the execution of a search warrant under section 443 of the Criminal Code. For these reasons the inventory needed only to be provided on request. This provision is consistent with the recommendation of the Law Reform Commission in that respect.

Senator Stanbury: I guess that is the answer.

Mr. Iacobucci: We basically followed what they had said.

Senator Stanbury: However, I do not see it as a satisfactory answer; but that is a matter of judgment, I guess.

You have explained that the legislation is not intended to cover the simple shoplifter, and so on, but why is it not expressed as not including theft under \$1,000, for instance? Why does it include things like a common bawdyhouse, but not criminal interest rates?

Mr. Iacobucci: As I mentioned in my remarks, although it is not aimed at the small shoplifter, theoretically you could have a situation where there would be—and I am not saying that this would happen—a shoplifting ring. Each offence by itself is nothing, but if you look at it on a cumulative basis you might say, "Wait a minute. Something is going on here."

Senator Stanbury: But your main defence to that is that the Attorney General has to be involved.

Mr. Iacobucci: That is right. The second thing is that the Attorney General is directly involved. We are taking it to that level of accountability because we do not want to encourage

[Traduction]

Le sénateur Stanbury: Oui, je pense.

M. Iacobucci: J'y reviendrai, mais je voudrais tout d'abord répondre à la deuxième partie de votre question sur la double criminalité, concernant la propriété des biens. Vous vous êtes interrogé sur le sort des biens saisis.

La loi prévoit que les biens reviennent aux autorités à l'origine des poursuites. Par exemple, si le gouvernement fédéral intente une poursuite en application de la Loi sur les stupéfiants, le montant de la saisie est versé au Fonds du revenu consolidé du gouvernement fédéral. Si l'action en justice est entreprise par un procureur général provincial, c'est alors la province...

Le sénateur Stanbury: Cela ressemble un peu à une compétition.

M. Iacobucci: Les autorités provinciales et fédérales se sont entendues sur ce point. Les ministres se sont montrés très satisfaits. L'enjeu n'a rien de fondamental. Personne n'est intéressé à se faire concurrence pour intenter des poursuites. Autrement dit, cette loi n'aura pas pour effet d'inciter qui que ce soit à s'immiscer dans un nouveau domaine des poursuites.

Pour ce qui est de l'exemplaire du rapport des agents d'exécution qui n'est pas remis d'office au saisi, la Commission de réforme du droit du Canada a déjà reconnu, dans son document du travail n° 30 de 1983 sur les pouvoirs de la police en matière de perquisition et de saisie et sur l'application du droit pénal, que dans certaines situations l'intéressé n'a pas besoin, et n'a peut-être même pas le désir, d'obtenir la liste des biens saisis au moyen d'un mandat de perquisition délivré en application de l'article 443 du Code criminel. C'est pourquoi la liste n'est fournie que sur demande. Cette mesure est conforme à la recommandation de la Commission de réforme du droit.

Le sénateur Stanbury: Cela répond effectivement à ma question.

M. Iacobucci: Nous nous sommes contentés de donner suite à la recommandation de la Commission.

Le sénateur Stanbury: Je ne suis cependant pas entièrement satisfait, mais c'est là une question de jugement, je suppose.

Vous avez expliqué que le projet de loi ne vise pas les petits voleurs à l'étalage. Alors pourquoi ne pas préciser que les vols de moins de 1 000 \$, par exemple, ne relèvent pas de cet article? Pourquoi les maisons de prostitution sont-elles touchées alors que les taux d'intérêt usuraires ne sont pas inclus?

M. Iacobucci: Comme je l'ai déjà fait remarquer, même si la loi ne s'intéresse pas directement aux petits voleurs à l'étalage, il pourrait arriver théoriquement qu'un réseau organisé de vol à l'étalage exige une intervention. Dans ce cas, chacun des vols pourrait demeurer minime, mais le tout pourrait prendre des proportions inquiétantes sur le plan global.

Le sénateur Stanbury: Vous vous êtes défendu en disant que le procureur général doit intervenir.

M. Iacobucci: C'est exact. Le procureur général doit même intervenir directement. Nous avons prévu une intervention à ce niveau tout simplement pour éviter les poursuites dans des

[Text]

prosecutors to go off on small items, it is as simple as that. But we want to have the capacity. We do not know how criminal activity is arranged to try to get around these provisions, and we have to be careful of that.

Senator Stanbury: I am not sure whether I should stop there and let someone else go on, or shall I keep going for a while?

The Chairman: Yes.

Senator Stanbury: I am covering issues that were raised by the evidence, as you are aware, and I thought we should be sure that we have answers to them.

Next is the forfeiture of proceeds of crime for offences other than the present offence of conviction—and you have dealt with that to some extent. I think you have given us the rationale for it, but why shouldn't people charged with individual crimes, if found guilty, then have forfeiture required for the particular crime, rather than trying later to tack it on, without any proper procedure, to another crime they have been found guilty of?

Mr. Iacobucci: There was a case in Manitoba. Perhaps Mr. Mosley might give you the example of how that arose, and how it shows itself as being a case where the accused can play a bit of a game with enforcement authorities.

Mr. Richard G. Mosley, Senior General Counsel, Criminal and Family Law Policy Directorate: Yes. The case in question concerned a gentleman by the name of Medd and an application for restoration of moneys which had been seized on the basis that they were the proceeds of drug trafficking offences. In the course of the proceedings, Mr. Medd surprised the court and everyone concerned in the case by alleging that the proceeds in question had been obtained by the commission of another offence equally criminal but quite separate and apart from the case before the court.

The difficulty in those circumstances is that the evidence might clearly point to the origin of the property in question but there is no offence with which to charge the individual, and his own evidence cannot be used against him in subsequent proceedings for possession or, perhaps, for laundering of those proceeds. The only point of intersection between the criminal justice system and the proceeds would be that case which is before the court and in which the court has arrived at a finding, on proof beyond a reasonable doubt, that the individual is guilty of the commission of a criminal offence, and then further, during the sentencing proceedings, that beyond a reasonable doubt that property has been obtained by the commission of an enterprise crime or a designated drug offence.

Senator Stanbury: The circumstances under which an accused would actually confess that the proceeds were those of another crime sound to me to be quite unusual.

Mr. Mosley: I suggest, senator, that this sort of admission is not at all unusual and that, if this provision were not in the bill, that type of evidence from the accused would be encouraged. It is not unusual for an individual who is engaged in one form of criminal activity to be engaged in others. Prostitution, loan sharking, gaming offences and drug trafficking often go hand in hand. If the prosecution is based on the

[Traduction]

affaires sans importance. Mais il importe d'avoir la possibilité d'intervenir en cas de nécessité. Il est impossible de prévoir de quelle manière se déroulera l'activité criminelle, de sorte qu'il convient d'être prudent.

Le sénateur Stanbury: Je ne sais pas si mon temps est écoulé. Dois-je céder la parole à quelqu'un d'autre ou puis-je poursuivre encore un peu?

La présidente: Vous pouvez poursuivre.

Le sénateur Stanbury: J'examine les questions soulevées par nos témoins, comme vous pouvez vous en rendre compte, et il me semble important de trouver des réponses.

Passons maintenant à la confiscation des produits d'un crime autre que celui pour lequel l'accusé a été déclaré coupable. Vous avez déjà traité ce point et expliqué le bien-fondé de cette mesure, mais pourquoi ne pourrait-on pas poursuivre quelqu'un pour le crime qu'il a commis et, sur déclaration de culpabilité, confisquer les biens issus de ce crime plutôt que de procéder à des saisies sans poursuite en bonne et due forme?

M. Iacobucci: Nous nous sommes inspirés d'une affaire qui s'est déclarée au Manitoba. M. Mosley pourrait peut-être vous exposer les détails et montrer comment un accusé peut parfois se jouer des autorités.

M. Richard G. Mosley, avocat général principal, Sous-direction de la politique en matière de droit pénal et familial: Oui. L'affaire concerne un individu du nom de Medd qui avait demandé que lui soient restituées des sommes d'argent saisies parce qu'il s'agissait des produits d'un trafic de stupéfiants. Pendant le procès, M. Medd a pris le tribunal et tous les intervenants au dépourvu en faisant valoir que les produits en question provenaient de la perpétration d'un autre délit, également criminel, mais totalement distinct de celui faisant l'objet des poursuites.

Comme dans ce cas, il arrive qu'on connaisse avec certitude l'origine des biens en cause sans toutefois pouvoir accuser le prévenu d'un délit bien précis, faute de preuve, et sans pouvoir utiliser ses propres témoignages contre lui dans des poursuites subséquentes pour la possession ou pour le recyclage de ces produits. Le seul moment où le système de justice pénale peut exercer sa compétence, c'est celui de l'affaire en instance au cours de laquelle le tribunal en est arrivé à la conclusion, hors de toute doute raisonnable, que le prévenu est coupable d'un délit criminel et que les biens saisis sont le fruit de la criminalité organisée ou d'un trafic de stupéfiants au sens de la loi.

Le sénateur Stanbury: Ce cas où un accusé avoue lui-même que les produits proviennent d'un autre crime m'apparaît tout à fait exceptionnel.

M. Mosley: Je dirais, sénateur, que ce genre d'aveu est au contraire tout à fait courant et qu'il serait même encouragé si la loi ne contenait pas de dispositions destinées à contrer les abus. Il n'est pas rare qu'un individu se livre à de nombreuses activités criminelles différentes. La prostitution, les taux d'intérêt usuraires, les tripots et le trafic des stupéfiants vont souvent de pair. Si les poursuites sont intentées au titre du tra-

[Text]

source of the funds being from drug trafficking and the accused at the end of the day says, "That's all well and good, but I obtained this money from prostitution-related offences," the court would be powerless to deal with the property.

Mr. Iacobucci: He would be powerless because section 13 of our Charter provides, and quite rightly and appropriately so, for a rule against self-incrimination. The evidence he gives in that proceeding cannot be used against him for the conviction of the offence that he says he got it from. So, if we did not include this provision in the bill, then the criminal would have quite a clever avoidance technique by which to get around the forfeiture provision in the first case and the trial for the conviction of another offence in a second case.

Senator Stanbury: My next question has to do with applications for special warrants and restraining orders. There is no provision for the disclosure of previous applications to other judges who have turned down an application; there is no disclosure of the withdrawal of an application for other reasons, either. Is there any reason why we should not have provisions similar to those in the wiretap sections of the Criminal Code or the telewarrant section?

Mr. Iacobucci: The powers that were created under this bill were intended to reflect or mirror the present section 443 of the Criminal Code search warrant provisions. We tried to follow them as closely as possible. Indeed, all of the property that may be seized under this special search warrant procedure is seizable under section 443 of the Criminal Code as evidence. However, since section 443 of the code does not require notification of previous applications, these new provisions do not include a requirement for such disclosure in the application.

In the context of the review of all criminal search and seizure powers, which is part of an ongoing project of the Law Reform Commission on the criminal procedure, consideration is being given to the adoption of such a requirement. There is no evidence to suggest, however, that repeat applications or "judge shopping" is a problem at this time. I do caution and point out to senators that we are looking at this across the spectrum of other provisions. At this stage, however, we are following what is presently contained in section 443 of the Criminal Code.

Senator Stanbury: There is concern about the possibility of a peace officer's being convinced that everything a person owns comes from the proceeds of crime, and seizing everything, even though some of the things he seizes are not items mentioned in the warrant.

Mr. Iacobucci: First, senator, these extraordinary procedures are all under the aegis of the court, so that for orders to be made and for forfeiture to be made there is an appearance before a judicial body. That is the most important point to remember, in my view.

Let me also point out that the provisions of section 445 of the Criminal Code entitle a peace officer executing a section 443 search warrant to seize anything that on reasonable grounds he believes has been obtained or has been used in the commission of an offence. That section 445 is the statutory form of a seizure power that is recognized at common law—in

[Traduction]

fic de stupéfiants et que l'accusé finit par déclarer que son argent provient de la prostitution, le tribunal a les mains liées.

M. Iacobucci: Le tribunal est alors impuissant en raison de l'article 13 de la Charte qui prévoit, à juste titre d'ailleurs, une protection contre les témoignages incriminants. Les preuves communiquées par l'accusé au cours d'un procès ne peuvent être utilisées contre lui dans une autre poursuite. Nous avons donc inclus ces dispositions dans le projet de loi pour éviter d'inciter les criminels à avoir recours à cette technique habile pour se soustraire aux saisies dans l'affaire en cours et échapper à d'autres poursuites.

Le sénateur Stanbury: Voici maintenant une question sur les demandes de mandats spéciaux et d'ordonnance de blocage. La divulgation des demandes antérieures présentées à d'autres juges les ayant refusées n'est pas exigée. Les retraits de demande pour d'autres raisons ne sont pas non plus divulgués. Pourquoi n'a-t-on pas introduit des dispositions semblables à celles des articles du Code criminel sur les tables d'écoute ou les télémandats?

M. Iacobucci: On cherchait à faire en sorte que les pouvoirs définis dans ce projet de loi reflètent ceux que contient l'article 443 du Code criminel sur les mandats de perquisition. Nous avons tenté de les assortir du mieux possible. Du reste, tous les biens qui peuvent être saisis dans l'exécution du mandat spécial de perquisition pourraient l'être également, à titre d'éléments de preuve, en application de l'article 443 du Code criminel. Toutefois, étant donné que l'article 443 du code n'exige pas la notification des demandes antérieures, les nouvelles dispositions ne l'exigent pas non plus.

Dans le cadre de l'examen de tous les pouvoirs en matière de perquisition et de saisie, qui constituent un projet permanent de la Commission de réforme du droit sur la procédure pénale, cette exigence est à l'étude. Il faut dire, cependant, que le problème des demandes répétées ou du «magasinage des juges» ne semble pas se poser pour l'instant. Je tiens malgré tout à signaler aux sénateurs que nous étudions cette question dans une optique globale. En attendant, nous avons voulu nous conformer aux dispositions actuelles de l'article 443 du Code criminel.

Le sénateur Stanbury: On craint la possibilité qu'un agent de la paix soit convaincu que tout ce que possède une personne est le produit de la criminalité et qu'il décide de tout saisir, y compris des objets non mentionnés dans le mandat.

M. Iacobucci: Tout d'abord, monsieur le sénateur, seul le tribunal a compétence pour demander cette procédure, de sorte que les ordonnances et les saisies supposent au préalable une comparution devant un comité judiciaire. C'est là, à mon avis, un point important.

Permettez-moi d'ajouter que les dispositions de l'article 445 du Code criminel autorisent un agent de la paix chargé d'exécuter un mandat de perquisition en application de l'article 443 à saisir tout ce qui, raisonnablement, a pu être obtenu ou utilisé dans la commission de l'infraction. Cet article 445 définit des pouvoirs de saisie reconnus en common law—c'est-à-dire

[Text]

other words, without the development of a statute—and which is known as the so-called “plain view” doctrine, a doctrine in the American jurisprudence. Since the special search warrant was created on the model of an ordinary Criminal Code search warrant, it is consistent to allow for the seizure of other property which on reasonable grounds is forfeitable under the new legislation.

I referred a moment ago to the working paper 30 of the Law Reform Commission of Canada. In that paper, the Law Reform Commission described this type of seizure power as a valuable one and went on to endorse its incorporation into Canadian law. In addition, the House of Commons committee examining Bill C-61 recognized that the requirement that another warrant be obtained in these circumstances was entirely unrealistic, given the present ability of such proceeds as cash to disappear in a matter of a few minutes.

By way of final comment, I must point out that this “plain view” doctrine of seizing anything which on reasonable grounds the officer believes has been obtained by or used in the commission of offence has received judicial approval as not offending the Charter in a judgment rendered by Mr. Justice Martin in 1984. Mr. Justice Martin is one of the most distinguished criminal law experts and jurists in our country. Therefore, it has been approved from the point of view of the Charter, as well.

Senator Stanbury: Another point which has disturbed people is the undertaking by the Attorney General as to damages and costs and how those are defined. Since we now have the Nelles case and the absolute immunity of the Attorney General from actions for malicious prosecution, how does this all work to protect the interests of the innocent, or, at least, the acquitted?

Mr. Iacobucci: I would not want to make any connection between what I am about to say and the Nelles matter—that is not for me to comment upon, obviously—but I would say that the judge who hears this application for a special search warrant or restraint order will be entitled to require the Attorney General to provide an undertaking that is considered “appropriate according to all the circumstances”. This wording is intentionally broad so as to enable the judge to tailor the undertaking to the circumstances of a case, and I would suggest that it will vary depending on the nature of the property that is the subject matter of the request for seizure or restraint. That will obviously be an important consideration. The execution of the warrant or the order is viewed as a continuing event as opposed to an instantaneous one, and therefore could provide for compensation for loss of business income. If an asset were crucial to a business, it would not be just the asset itself, but it could be the business income that flowed from the use of that asset, if it were connected to a business. I suggest that damages from loss of personal reputation could be compensable as a result of the undertaking. So this was not a matter of not being able to define properly; it was a matter of being deliberate, and determining that this was something that ought to be left to the judge and the circumstances of a particular case, and, therefore, not left to legislation to try to anticipate

[Traduction]

indépendamment de toute loi—ce qui dans la jurisprudence américaine s'appelle le principe de ce qui est «bien en vue». Étant donné que le mandat spécial de perquisition est inspiré du mandat de perquisition ordinaire prévu dans le Code criminel, il est logique de permettre la saisie des autres biens qui, pour des motifs raisonnables, apparaissent saisissables aux termes de la nouvelle loi.

Je mentionnais tout à l'heure le document de travail 30 de la Commission de réforme du droit du Canada. Dans ce document, la Commission confirme le bien-fondé du pouvoir de saisie et approuve son introduction dans le droit canadien. Par ailleurs, le comité de la Chambre des communes chargé d'examiner le projet de loi C-61 a reconnu qu'il était tout à fait irréaliste d'exiger la délivrance d'un autre mandat dans un cas de ce genre, étant donné qu'il suffit de quelques minutes pour faire disparaître des sommes d'argent.

Enfin, je dois signaler que cette doctrine de ce qui est «bien en vue» autorisant la saisie de tous les objets que, pour des motifs raisonnables, l'agent estime qu'ils ont été obtenus ou utilisés dans la commission d'une infraction, n'a pas été jugée contraire à la Charte dans une décision rendue par le juge Martin en 1984. M. Martin est l'un de nos plus grands spécialistes du droit pénal et est un éminent juriste de notre pays. Par conséquent, cette doctrine se trouve sanctionnée par la Charte elle-même.

Le sénateur Stanbury: Plusieurs personnes ont été troublées également par la question de l'engagement du procureur général à l'égard du paiement des dommages et des frais que peut entraîner un mandat. À la lumière de l'affaire Nelles et de la protection absolue du procureur général contre les poursuites abusives, comment peut-on assurer la défense des intérêts de l'innocent ou, du moins, de la personne acquittée?

M. Iacobucci: Je ne voudrais en aucune façon que mes paroles soient interprétées comme un jugement sur l'affaire Nelles—qui de toute évidence n'est pas de mon ressort—mais je dirais que le juge chargé d'examiner une demande de mandat spécial de perquisition ou d'ordonnance de blocage est habilité à exiger que le procureur général «prenne les engagements qu'il estime indiqués». La formulation a été choisie aussi générale que possible pour permettre au juge de définir les engagements en fonction de l'affaire. Ceux-ci, à mon avis, devraient varier selon la nature des biens faisant l'objet de la demande de saisie ou de blocage. Voilà un élément qui m'apparaît important. L'exécution du mandat ou de l'ordonnance n'est pas une opération ponctuelle, mais s'échelonne sur une période de temps, de sorte qu'on pourrait prévoir des indemnités en cas de perte de revenus d'entreprise. Au demeurant, si un bien est essentiel à l'exploitation d'une entreprise, c'est l'ensemble des revenus de l'entreprise qui se trouve en jeu. À mon avis, les indemnités pour pertes découlant d'une atteinte à la réputation pourraient être prévues dans le cadre des engagements. Ce n'est pas un problème de définition. Il s'agit de donner au juge la possibilité d'adapter les mesures à prendre en fonction de chaque cas particulier, plutôt que d'essayer de prévoir dans la loi tous les cas susceptibles de se présenter.

[Text]

in advance all of the circumstances that could arise in a particular set of facts.

I suspect what will happen is that we will see some guidance, as courts have done in other areas where there is wording that tends to be general, and there will be principles developed as to how it should be interpreted over time.

Senator Stanbury: We get objections from courts when we leave things too general and depend on them to guide us, and this is one area where it seems to me that we are not giving them very much guidance. Unfortunately, Madam Chairman, I have to run because I have an appointment in Toronto and I have a plane to catch. I do not want to shorten the discussion, and I certainly hope that others can pick it up.

The Attorney General may make copies of documents before returning them, and it is thought that there may well be a Charter implication in that. What is the rationale for the necessity of that, especially if the person has been acquitted?

Mr. Iacobucci: You are referring now to clause 420.26?

Senator Stanbury: That is right. Yes.

Mr. Iacobucci: That clause is similar to subsections 446.13 and 14 that were enacted in 1985 together with related amendments that were intended to encourage the return of property seized by the police to the true owners pending the disposition of any charges respecting the property. Included in that property may be documents having evidentiary value, and the proceedings may be lost as a consequence of the order returning them to the applicant.

So to overcome the natural reluctance which the court and the prosecution may have to lose that evidence, these provisions make allowance for copying it and for the admissibility of the copies as a statutory exception to the "best evidence" rule, which provides that you should keep the actual thing as evidence; but rather than tie up the actual thing for the process of the trial and so on, we have determined that the courts are reluctant to let property go. It is not unknown to keep property that is the subject of criminal charges tied up for a long time.

So we have put in a provision to say that copies can be made and those copies are admissible as a statutory exception to that evidence rule, but the provisions are not intended to give the prosecution any kind of advantage over the defence. Indeed, the documents and questions may be ordered returned to a third party who has no direct involvement in the criminal proceedings but might otherwise have to wait until the trial is over to recover the property. Again, this is an example of trying to balance the interests of the administration of justice with the interests of parties affected by those proceedings.

Senator Stanbury: Others may want to follow up on this. I personally would like to thank Mr. Iacobucci, because I think when we have an opportunity to reread his evidence and put it against the problems that we have had with the legislation, it

[Traduction]

En réalité, nous verrons sans doute les choses se préciser peu à peu, à mesure que les tribunaux donneront des interprétations, comme ils l'ont fait dans d'autres domaines où les textes de loi sont d'ordre général.

Le sénateur Stanbury: Nous essayons les critiques des tribunaux lorsque nous nous contentons de libellés trop généraux et que nous comptons sur eux pour nous guider. Voilà justement un domaine où il me semble que nous demeurons un peu trop vagues. Malheureusement, madame la présidente, je dois m'empresse de partir pour me rendre à un rendez-vous à Toronto. Je ne voudrais pas interrompre le débat, mais j'ai un avion à prendre. J'espère que les autres pourront prendre la relève.

Le procureur général est autorisé à faire des copies des documents avant de les restituer, ce qui pourrait être contraire aux dispositions de la Charte. Quelles sont les raisons qui justifient cette prérogative, en particulier si la personne a été acquittée?

M. Iacobucci: Vous faites allusion maintenant à l'article 420.26?

Le sénateur Stanbury: C'est exact, oui.

M. Iacobucci: Cet article est analogue aux paragraphes 446.13 et 14 qui ont été promulgués en 1985 en même temps que d'autres modifications destinées à encourager la restitution des biens saisis par la police à leur propriétaire légitime en attendant un jugement concernant les accusations en rapport avec ces biens. Parmi ces biens, il peut se trouver des documents ayant valeur probante, qui risqueraient d'être perdus après restitution au demandeur.

Pour que le tribunal et le procureur de la poursuite n'aient pas à craindre la perte de preuves, nous avons pris des mesures pour permettre la copie des documents et l'admissibilité en preuve de ces copies selon la règle de la meilleure preuve, qui stipule naturellement que l'on doit conserver l'objet authentique à titre de preuve: mais plutôt que d'immobiliser cet objet authentique pendant toute la durée du procès, nous avons choisi cette solution pour éviter que les tribunaux se montrent réticents à se départir des objets. On sait qu'il arrive parfois que des objets soient conservés pendant très longtemps s'ils sont associés à des poursuites criminelles.

Nous avons donc introduit une disposition pour autoriser les copies et rendre ces copies admissibles en preuve, sans toutefois accorder au procureur de la poursuite un avantage sur la défense. En réalité, ces documents pourraient devoir, sur ordonnance, être remis à un tiers non directement intéressé par la poursuite judiciaire mais qui, autrement, pourrait avoir à attendre jusqu'à la fin du procès pour récupérer son bien. Voilà un autre exemple d'un essai d'harmonisation des intérêts de l'administration de la justice avec ceux des parties touchées par les poursuites.

Le sénateur Stanbury: Je laisse à d'autres la possibilité de poursuivre ce débat. Je remercie personnellement M. Iacobucci, qui nous a donné la possibilité de préciser certains éléments de son témoignage en rapport avec certains problèmes

[Text]

may help us a good deal. I know we will not be completely satisfied and there may well be other questions. However, my apologies, because I had better run.

Senator Fairbairn: I have just one question referring to dual criminality. I listened carefully to your explanation, but can you give us examples in other jurisdictions where dual criminality applies, or does it?

The Chairman: The lack of dual criminality?

Senator Fairbairn: Yes.

Mr. Iacobucci: Let me first say that the three of us have not made an exhaustive search of this. The concept of dual criminality has a lot of acceptance in the area of extradition. If we are talking about extraditing someone from this country to another country, our treaties in our extradition provisions of the Criminal Code have a dual criminality provision. In other words, to extradite, it is important to make sure that the conduct, when a person has been charged with an offence, would give rise to a criminal offence in both countries. That is fundamental as part of our extradition law and apparatus. In terms of domestic criminal law, I don't believe it is common among western countries to provide for dual criminality as a requirement in the context of the proceeds of crime legislation that we have before us. Extradition definitely.

Senator Doyle: This is part of the general confusion I have over dual criminality, and it is the only part of the act I am having any difficulty with at all. We recently dealt with a piece of legislation that will allow for the investigation of Canadians in this country for crimes that do not exist in this country—that is, for a non-criminal action in this country—to satisfy a treaty that we have with the United States. I keep thinking of that when I think in terms of the person who is going to be involved in a situation where he earned his money abroad in a business that was not legal where he earned it. We are at opposite ends of the same argument. I expressed considerable concern with the question of Canadians being investigated for something that was not a crime in Canada; it did not seem to alarm many other people, but there it was.

Mr. Iacobucci: Senator Doyle, the conduct has to be a crime by the laws of Canada.

Senator Doyle: Not to permit—

Mr. Iacobucci: Under this legislation.

Senator Doyle: Yes, but I am talking about the last bill we had. We get a procession of legislation over here, and this one had to do with permitting Americans to investigate people in Canada receiving assistance from Canada for something that was not a crime in Canada. It was fine to do it that way at that time, but today we are talking about another way, and I get confused about this. I should have gone to law school.

Mr. Iacobucci: I have been here on a number of occasions, and I have always had the impression that you went to law school. You should have gone.

[Traduction]

qui nous ont été présentés au sujet du projet de loi. J'estime que sa contribution nous a aidé énormément. Je sais que nous ne serons pas entièrement satisfaits, qu'il y aura sans doute d'autres questions, et je vous prie d'excuser mon départ précipité.

Le sénateur Fairbairn: J'ai bien écouté votre explication, mais j'aurais une autre petite question à poser concernant la double criminalité. Pourriez-vous nous donner des exemples de pays où s'applique ce régime de double criminalité?

La présidente: Où la double criminalité ne s'applique pas, plutôt?

Le sénateur Fairbairn: Oui.

M. Iacobucci: Permettez-moi tout d'abord de signaler que nous n'avons pas fait de recherches exhaustives à ce sujet. Le concept de la double criminalité est très répandu dans le domaine des extraditions. La procédure d'extradition que définit le Code criminel comprend des dispositions de double criminalité. Plus précisément, il est important de s'assurer, aux fins d'une extradition, que la conduite de l'accusé est jugée également criminelle dans l'autre pays. C'est là un aspect fondamental de la loi et de la procédure d'extradition. Pour ce qui est du droit pénal, je ne pense pas qu'il soit courant dans les pays occidentaux d'exiger la double criminalité pour tenter des poursuites. Dans le cas de l'extradition, toutefois, l'exigence est courante.

Le sénateur Doyle: C'est cette question de double criminalité qui me gêne le plus et c'est même, en fait, le seul élément du projet de loi qui me pose des difficultés. Nous avons récemment examiné un texte de loi destiné à permettre les enquêtes sur des Canadiens vivant au Canada concernant des crimes qui n'existent pas dans notre pays, uniquement pour satisfaire aux exigences d'un traité que nous avons conclu avec les États-Unis. Je ne peux m'empêcher d'y penser lorsque nous parlons de personnes ayant gagné leur argent dans des pays étrangers grâce à des activités illégales dans ce pays. Nous nous retrouvons encore dans le même dilemme. J'ai déjà exprimé de fortes réserves lorsqu'il s'agissait de faire enquête sur des Canadiens pour des actions non jugées criminelles au Canada, même si ces réserves n'ont pas trouvé beaucoup d'écho.

M. Iacobucci: Monsieur Doyle, dans le cas qui nous intéresse, les activités doivent être illégales selon les lois canadiennes.

Le sénateur Doyle: Ne pas autoriser . . .

M. Iacobucci: Dans le projet de loi que nous examinons.

Le sénateur Doyle: Oui, mais je parle du dernier projet de loi que nous avons étudié. Il était question d'autoriser les Américains à faire enquête sur des Canadiens et à recevoir l'aide du Canada relativement à des comportements non jugés criminels au Canada. Les modalités sont peut-être un peu différentes dans le cas qui nous intéresse, et je n'arrive pas à démêler le vrai du faux. J'aurais peut-être dû faire des études de droit.

M. Iacobucci: Je suis venu ici à plusieurs reprises et vous m'avez toujours donné l'impression d'être passé par une faculté de droit. Vous auriez dû faire des études de droit.

[Text]

Senator Doyle: I should have gone; there is no question about that.

Mr. Iacobucci: I am sure you would have been quite interested and successful.

I do not want to give too much evidence on the other bill, but again one has to look at the context. I assume you are referring to the Mutual Legal Assistance Bill, Bill C-58?

Senator Doyle: Yes.

Mr. Iacobucci: As you know, that comes out of a treaty context between the United States and Canada. There is provision in that bill that rests with the Attorney General not to be involved, where in fact there was a public interest not to be involved. I do not want to prejudge an Attorney General's opinion on this matter, but it might be a case where, if in fact there was no criminal law involved in the Canadian context, the Attorney General would say, "I am not going to subject a citizen of Canada to that kind of activity of assistance because he is not violating Canadian law."

Senator Doyle: Then in both of these instances you are back to the question of trust?

Mr. Iacobucci: As a lawyer, I would suggest that one has to look at the context of the legislation in question. It appears that there may be a different approach in two cases, but the approach is warranted to be different in those cases.

Senator Doyle: I am appreciative of the import of the bill and of the good arguments that exist for draconian measures. I have a problem here with this small principle that seems to be getting frayed on both sides.

The Chairman: We were very concerned about the possibility of an inequity there, just as we obviously remain concerned here. That is a major problem we have with the bill, Mr. Iacobucci.

In listening to your explanations today, the worry remains. I think you would agree that, simply because a provision or prohibition appears in our criminal law, that does not automatically guarantee its validity. Over time we have had many sections of our criminal law struck down for various reasons when they have been challenged in the courts. We have had a provision since 1892 and another section 312 since 1976, neither of which have been exercised, as you said. Therefore, they have not been challenged.

I understand that Mr. Mosley did concede in a prior appearance that it is possible that that section we have here could offend section 7 of the Charter and, by extension, the sections regarding forfeiture. The concern we have here is that we do not want to encourage putting into our criminal law obvious violations of the Charter, since they are inevitably going to be challenged in courts. We have been charged by the Supreme Court of Canada to try to ensure that those particular types of provisions do not get through in our legislation. That is basically our concern here.

You mentioned extradition. Of course, that is an area where we use it constantly. I have a paper here from the Commonwealth Law Conference, 1986, prepared by Professor Sharon A. Williams and Dean John D. McCamus of the Osgoode Hall Law School on civil liberties and the combatting of interna-

[Traduction]

Le sénateur Doyle: Sans aucun doute.

M. Iacobucci: Vous auriez sûrement très bien réussi.

Je ne voudrais pas épiloguer sur l'autre projet de loi, mais le contexte est très différent. J'imagine que vous parlez du projet de loi C-58 sur l'entraide juridique en matière criminelle.

Le sénateur Doyle: Oui.

M. Iacobucci: Comme vous l'avez dit, il s'agissait d'un traité conclu entre les États-Unis et le Canada. Le projet de loi autorise toutefois le procureur général à ne pas s'engager, s'il considère que l'intérêt public le justifie. Naturellement, je ne peux parler au nom du procureur général à cet égard, mais il se pourrait bien qu'après avoir déterminé que la personne faisant l'objet de l'enquête n'a pas commis de crime au sens de la loi canadienne, il décide de ne pas apporter sa collaboration.

Le sénateur Doyle: Dans les deux cas, par conséquent, nous faisons appel à la confiance?

M. Iacobucci: En tant qu'avocat, je suis porté à croire qu'il faut examiner le contexte du texte de loi. Les deux projets de loi semblent s'appuyer sur des principes différents, mais cela est justifié par la situation.

Le sénateur Doyle: Je comprends fort bien les visées de la loi et les arguments en faveur de mesures draconiennes. Ce qui me gêne, c'est que d'un côté comme de l'autre on fait une entorse à des principes.

La présidente: Nous étions extrêmement préoccupés par la possibilité d'une injustice, et ces craintes ne sont pas totalement apaisées. C'est là la principale difficulté que nous pose le projet de loi, monsieur Iacobucci.

Malgré vos explications d'aujourd'hui, nous demeurons préoccupés. Vous conviendrez sans doute que la présence d'une disposition ou d'une interdiction dans notre droit pénal n'est pas une garantie à toute épreuve. Dans le passé, de nombreux articles du Code criminel ont dû être abolis après avoir fait l'objet de contestations devant les tribunaux. Vous avez parlé d'une disposition qui existe depuis 1892 et d'une autre qui a été adoptée en 1976, l'article 312, dont personne ne s'est encore prévalu. Ces dispositions n'ont donc pas pu être contestées.

M. Mosley aurait semble-il convenu, à l'occasion d'une autre comparution, qu'il est possible que l'article en question soit incompatible avec l'article 7 de la Charte et, par voie de conséquence, avec les articles sur la saisie. Naturellement, nous voulons à tout prix éviter d'insérer dans notre droit pénal des articles contraires à la Charte, car inévitablement ils seront contestés devant les tribunaux. La Cour suprême du Canada nous a priés instamment de veiller à ce que ce genre d'articles ne soit pas introduit dans nos lois. Voilà ce qui explique nos préoccupations.

Vous avez mentionné la question de l'extradition. On sait que dans ce domaine la notion de double criminalité intervient constamment. J'ai ici un document issu de la *Commonwealth Law Conference* de 1986, rédigé par le professeur Sharon A. Williams et le doyen John D. McCamus de la Faculté de droit

[Text]

tional crimes, striking the balance. There is a section in here on double criminality, where they say:

Double or dual criminality is a threshold requirement. The offence must be recognized as a criminal offence in the requesting and the requested state.

The paper goes on to give examples on extradition in areas where they may have political implications that are differently defined. In different countries there are obvious exceptions, but surely under our extradition proceedings, which occur fairly regularly, the legal counsel involved must provide the proper evidence of double criminality. That does not seem to create any great impediment to the process of the law or of the hearing of the case.

If there is any question here, I feel that we should not encourage the inclusion in our criminal law of questionable provisions such as this.

Mr. Iacobucci: Madam Chairman, I am familiar with the conference and the article in a general sense, because some of my colleagues were in attendance. I know the work of Professor Williams and former Dean McCamus quite well.

Again, I suggest that they were talking in the context of extradition, and I believe it is appropriate for that rule of dual criminality. In the context of this legislation, we are talking about proceeds of crime, which is international, which knows no borders in many ways. What is relevant for Canadian purposes is that, if property or proceeds flow from activities that Canadians regard as criminal, then there is an abhorrence with respect to that property or those proceeds and there is a public interest, I think, that suggests that we do not want to see our country become a haven for those individuals who are dealing in these kinds of activities to choose this country as a place where they place the proceeds and property.

I do not think this is a policy that we, as Canadians, would wish to encourage. To me, that is the point that is of very grave importance.

When I think of it in terms of the drugs and the terrorism crimes and extortion crimes, I must say that that is a matter of fundamental importance.

The Chairman: Those are crimes that would be dealt with obviously in almost any other country; so they really would not be caught in here in any case.

Mr. Iacobucci: As I said earlier in my comments, I am not so sure that the drug situation would be obvious conduct that would be regarded as unlawful in every country.

Senator Doyle: It would depend on General Noriega's mood that day as to whether or not he would pursue the crime.

Mr. Iacobucci: Exactly.

The Chairman: And how we regard General Noriega as well, I guess.

Senator Doyle: Then are we going to take anyone with a pack of Panamanian money?

[Traduction]

Osgoode Hall sur les libertés civiles et, dans une recherche d'équilibre, sur la lutte contre le crime international. Dans une section sur la double criminalité, on peut lire:

La double criminalité est une exigence critique. L'infraction doit être considérée comme un crime dans les deux États.

Le document donne ensuite des exemples d'extradition dont les répercussions politiques peuvent être définies de façon différente. Certains pays font naturellement exception, mais il ne fait aucun doute que dans notre procédure d'extradition, qui intervient assez régulièrement, les juristes chargés de l'affaire doivent faire la preuve de la double criminalité. Cette exigence ne semble pas nuire indûment à l'application de la loi ni à l'audition de la cause.

La seule réserve que j'aimerais apporter, c'est que je ne juge pas opportun d'encourager l'inclusion dans notre droit pénal de dispositions contestables comme celles-là.

M. Iacobucci: Madame la présidente, je suis au courant des travaux de la conférence car certains de mes collègues y ont participé et je possède une connaissance générale de cet article. Je connais très bien les travaux du professeur Williams et de l'ancien doyen McCamus.

Il ne faut pas oublier que le débat portait sur l'extradition et que les conclusions sur la double criminalité sont justifiées dans ce contexte. Pour ce qui est du projet de loi à l'étude, il est question de produits de la criminalité internationale, qui ne connaît pas de frontières. L'important, du point de vue du Canada, c'est que les biens ou les produits découlant d'activités que les Canadiens considèrent comme criminelles, que notre société juge odieuses, ne puissent trouver refuge au Canada et que les personnes qui se livrent à ces activités ne soient pas encouragées à choisir notre pays pour écouler ces produits.

À mon avis, les Canadiens ne veulent pas encourager ce genre de politique. Ce point revêt pour moi une importance extrême.

Lorsqu'il s'agit de stupéfiants, de terrorisme et de crimes d'extorsion, il convient de ne pas prendre les choses à la légère.

La présidente: Manifestement, ces crimes sont réprimés dans pratiquement tous les autres pays, de sorte que de toute façon nous n'aurions pas à faire les premiers pas.

M. Iacobucci: Comme je l'ai dit plus tôt, il n'est pas évident que le trafic des stupéfiants soit considéré comme illégal dans tous les pays.

Le sénateur Doyle: Selon son humeur du jour, le général Noriega pourrait décider de punir ce crime ou de fermer les yeux.

M. Iacobucci: Exactement.

La présidente: Et tout dépend également de la façon de voir le général Noriega, j'imagine.

Le sénateur Doyle: Allons-nous donc nous mettre à arrêter tous ceux qui se présentent avec de l'argent panaméen?

[Text]

The Chairman: No one disagrees with the concept that the proceeds of crime, wherever possible, should be confiscated. That is probably the most sure way of trying to deter or discourage the activities that gave rise to it. No one here, Mr. Iacobucci, disagrees with the principle of the bill. It is only this particular application that is causing us a great deal of trouble. No doubt it will be examined later.

I wish to thank the witnesses for coming today.

The committee adjourned.

[Traduction]

La présidente: Personne ne contredit le bien-fondé de saisir dans la mesure du possible les produits de la criminalité. C'est en effet sans doute la meilleure façon de combattre les activités qui en sont à l'origine. Personne ici, monsieur Iacobucci, ne conteste le principe du projet de loi. C'est uniquement cette application particulière qui cause une gêne réelle. Nous y reviendrons sûrement plus tard.

Je remercie les témoins pour leur présence aujourd'hui.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From Public Affairs International:

Mr. Mark Daniels, President.

From the Department of Justice:

Mr. F. Iacobucci, Q.C., Deputy Minister;

Mr. Rick Mosley, Senior General Counsel, Criminal and
Family Law Policy Directorate;

Mr. J. R. McIsaac, Q.C., Counsel, Criminal Law Policy
Section.

Des Affaires publiques internationales:

M. Mark Daniels, président.

Du ministère de la Justice:

M. F. Iacobucci, c.r., sous-ministre;

M. Rick Mosley, avocat-général principal, Sous-direction de
la politique en matière de droit pénal et familial;

M. J. R. McIsaac, c.r., avocat, Section de la politique en
matière de droit pénal.



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

Deuxième session de la
trente-troisième législature 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent des*



Legal and Constitutional Affairs

Affaires juridiques et constitutionnelles

Chairman:
The Honourable JOAN NEIMAN

Présidente:
L'honorable JOAN NEIMAN

Tuesday, August 30, 1988

Le mardi 30 août 1988

Issue No. 96

Fascicule n° 96

Seventh and eighth proceedings on:

Consideration of Bill C-61, An Act to amend
the Criminal Code, the Food and Drugs Act
and the Narcotic Control Act

Septième et huitième fascicules concernant:

L'étude du Projet de loi C-61, Loi
modifiant le Code criminel, la Loi des
aliments et drogues et la Loi sur les
stupéfiants

First and complete proceedings on:

Consideration of Bill C-264, An Act to
amend the Criminal Code (instruments and
literature for illicit drug use)

Seul et unique fascicule concernant:

L'étude du Projet de loi C-264, Loi
modifiant le Code criminel
(documentation et instruments pour
l'utilisation de drogues illicites)

Second and complete proceedings on:

Consideration of subject-matter of Bill C-210,
An Act to amend the
Blue Water Bridge Authority Act

Deuxième et dernier fascicule concernant:

L'étude de la teneur du Projet de loi C-210, Loi
modifiant la Loi sur l'Administration du
pont Blue Water

INCLUDING:

The twenty-ninth and thirtieth reports of
the Committee

Y COMPRIS:

Les vingt-neuvième et trentième
rapports du Comité

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

THE STANDING SENATE COMMITTEE ON
LEGAL AND CONSTITUTIONAL AFFAIRS

Chairman: The Honourable Joan Neiman
Deputy Chairman: The Honourable Nathan Nurgitz

and

The Honourable Senators:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (or Frith) |
| Cogger | *Murray (or Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Pursuant to Rule 66(4), membership of the Committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator David for that of the Honourable Senator Cogger. (*August 30, 1988*).

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT
DES AFFAIRES JURIDIQUES ET
CONSTITUTIONNELLES

Présidente: L'honorable Joan Neiman
Vice-président: L'honorable Nathan Nurgitz

et

Les honorables sénateurs:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (ou Frith) |
| Cogger | *Murray (ou Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Membres d'office*

(Quorum 4)

Conformément à l'article 66(4) du Règlement, la liste des membres du Comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur David substitué à celui de l'honorable sénateur Cogger. (*le 30 août 1988*).

ORDERS OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Wednesday, July 13, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Nurgitz, seconded by the Honourable Senator Spivak, for the second reading of the Bill C-61, An Act to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Nurgitz moved, seconded by the Honourable Senator Spivak, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Tuesday, August 30, 1988:

"Pursuant to Order, the Honourable Senator Doody moved, seconded by the Honourable Senator Flynn, P.C., that the Bill C-264, An Act to amend the Criminal Code (instruments and literature for illicit drug use), be read the second time.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Doody moved, seconded by the Honourable Senator Flynn, P.C., that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Thursday, August 18, 1988:

Pursuant to the Order of the Day, the Honourable Senator Kelly moved, seconded by the Honourable Senator Bielish, that the Bill C-210, An Act to amend the Blue Water Bridge Authority Act, be read the second time.

After debate,

The Honourable Senator Frith moved, seconded by the Honourable Senator Petten, that the Bill be not now read the second time but that the subject-matter thereof be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

ORDRES DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 13 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Nurgitz, appuyé par l'honorable sénateur Spivak, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-61, Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Nurgitz propose, appuyé par l'honorable sénateur Spivak, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mardi 30 août 1988:

«Suivant l'ordre adopté, l'honorable sénateur Doody propose, appuyé par l'honorable sénateur Flynn, C.P., que le Projet de loi C-264, Loi modifiant le Code criminel (documentation et instruments pour l'utilisation de drogues illicites), soit lu la deuxième fois.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Doody propose, appuyé par l'honorable sénateur Flynn, C.P., que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le jeudi 18 août 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Kelly propose, appuyé par l'honorable sénateur Bielish, que le Projet de loi C-210, Loi modifiant la Loi sur l'Administration du pont Blue Water, soit lu la deuxième fois.

Après débat,

L'honorable sénateur Frith propose, appuyé par l'honorable sénateur Petten, que le projet de loi ne soit pas lu la deuxième fois maintenant, mais que la teneur du projet de loi soit déferée au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, AUGUST 30, 1988
(135)

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met *in camera* at 11:05 a.m., this day, the Deputy Chairman, the Honourable Senator Nathan Nurgitz, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Doyle, Fairbairn, Hébert, Neiman, Nurgitz, Spivak and Stanbury (7).

In attendance: From the Library of Parliament: Katharine Dunkley, and Margaret Young, Research Officers.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 13, 1988, resumed consideration of Bill C-61, An Act to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act.

At 12:20 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

Le greffier du Comité

Paul C. Bélisle

Clerk of the Committee

TUESDAY, AUGUST 30, 1988
(136)

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met at 4:20 p.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Joan Neiman, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators David, Doyle, Fairbairn, Hébert, Neiman, Nurgitz, Spivak and Stanbury (8).

Other Senator present: The Honourable Senator Flynn (1).

In attendance: From the Library of Parliament: Katharine Dunkley, Margaret Smith and Margaret Young, Research Officers.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

Witnesses: From the Royal Canadian Mounted Police: Sergeant Michel Pelletier, Drug Awareness Program. Mr. Ken James, M.P.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated Tuesday, August 30, 1988, began consideration of Bill C-264, An Act to amend the Criminal Code (instruments and literature for illicit drug use).

Mr. Pelletier made a presentation and answered questions.

It was agreed,—That the Chairman report Bill C-264 to the Senate without amendment.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated August 18, 1988, resumed consideration of the subject-

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 30 AOÛT 1988
(135)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à huis clos à 11 h 05, sous la présidence de l'honorable sénateur Nathan Nurgitz (vice-président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Doyle, Fairbairn, Hébert, Neiman, Nurgitz, Spivak et Stanbury (7).

Également présentes: De la Bibliothèque du Parlement: Katharine Dunkley et Margaret Young, attachées de recherche.

Conformément à son ordre de renvoi du 13 juillet 1988, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-61, Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants.

À 12 h 20, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

ATTESTÉ:

LE MARDI 30 AOÛT 1988
(136)

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à 16 h 20, sous la présidence de l'honorable sénatrice Joan Neiman (présidente).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs David, Doyle, Fairbairn, Hébert, Neiman, Nurgitz, Spivak et Stanbury (8).

Autre sénateur présent: L'honorable sénateur Flynn (1).

Également présentes: De la Bibliothèque du Parlement: Katharine Dunkley, Margaret Smith et Margaret Young, attachées de recherche.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Témoins: De la Gendarmerie royale du Canada: Le sergent Michel Pelletier, Programme de sensibilisation en matière de stupéfiants. M. Ken James, député.

Conformément à son ordre de renvoi du mardi 30 août 1988, le Comité entreprend l'étude du projet de loi C-264, Loi modifiant le Code criminel (documentation et instruments pour l'utilisation de drogues illicites).

M. Pelletier fait une déclaration et répond aux questions.

Il est convenu,—Que le président fasse rapport au Sénat du projet de loi C-264, sans proposition d'amendement.

Conformément à son ordre de renvoi du 18 août 1988, le Comité poursuit l'étude du projet de loi C-210, Loi modifiant la Loi sur l'Administration du pont Blue Water.

matter of Bill C-210, An Act to amend the Blue Water Bridge Authority Act.

Mr. James made a presentation and answered questions.

It was agreed,—That the Chairman report the subject-matter of Bill C-210 to the Senate recommending that the Bill be reinstated on the Order of the Day for a second reading at the next sitting of the Senate.

At 5:40 p.m., the Committee proceeded *in camera*.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 13, 1988, resumed consideration of Bill C-61, An Act to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act.

The Committee considered proposals for a draft report.

At 6:40 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

M. James fait une présentation et répond aux questions.

Il est convenu,—Que le président fasse rapport au Sénat du projet de loi C-210 en recommandant qu'il soit inscrit, en vue de la deuxième lecture, à l'ordre du jour de la prochaine séance du Sénat.

À 17 h 40, la réunion se poursuit à huis clos.

Conformément à son ordre de renvoi du 13 juillet 1988, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-61, Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants.

Le Comité examine différents projets de rapports.

À 18 h 40, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

ATTESTÉ

La greffière suppléante du Comité

Line Gravel

Acting Clerk of the Committee

REPORT OF THE COMMITTEE

Wednesday, August 31, 1988

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs has the honour to present its

TWENTY-NINTH REPORT

Your Committee, to which was referred the Bill C-264, An Act to amend the Criminal Code (instruments and literature for illicit drug use), has, in obedience to the Order of Reference of Tuesday, August 30, 1988, examined the said Bill and now reports the same without amendment.

Respectfully submitted,

Thursday, September 1st, 1988

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs has the honour to present its

THIRTIETH REPORT

Your Committee, to which was referred the subject-matter of the Bill C-210, An Act to amend the Blue Water Bridge Authority Act, has, in obedience to the Order of Reference of Thursday, August 18, 1988, examined the said subject-matter and recommends that the Bill be reinstated on the Orders of the Day for a second reading later this day and that the Order do stand in the name of the Honourable Senator Kelly.

We are satisfied that this Bill will clarify the exemption from *personal* liability of the unpaid directors of the Bridge Authority. From testimony received, it appears that the members of the Authority *may* already be adequately protected by section 20 of the *Interpretation Act* but the passage of Bill C-210 would provide an explicit and direct release from personal liability for them in the event of an act of terrorism or a major disaster beyond their control.

The Committee notes the broader implications of this measure. Bill C-210 is a Private Member's Bill relating only to the Blue Water Bridge Authority.

The Committee is aware of at least one other international bridge authority constituted by federal statute. With the passage of the Bill, the liability of the directors of the two authorities may be different. However, officials of both the Transport and Justice Departments are aware of the possibility of an anomaly being created and further action on this matter would be a government policy decision.

Respectfully submitted,

La présidente
JOAN B. NEIMAN
Chairman

RAPPORT DU COMITÉ

Le mercredi 31 août 1988

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a l'honneur de présenter son

VINGT-NEUVIÈME RAPPORT

Votre Comité, auquel a été déféré le Projet de loi C-264, Loi modifiant le Code criminel (documentation et instruments pour l'utilisation de drogues illicites), a, conformément à l'ordre de renvoi du mardi 30 août 1988, étudié ledit projet de loi et en fait maintenant rapport sans amendement.

Respectueusement soumis,

Le jeudi 1^{er} septembre 1988

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a l'honneur de présenter son

TRENTIÈME RAPPORT

Votre Comité, auquel a été déférée la teneur du Projet de loi C-210, Loi modifiant la Loi sur l'Administration du pont Blue Water, a, conformément à l'ordre de renvoi du jeudi 18 août 1988, étudié ladite teneur et recommande que le projet de loi soit remis à l'Ordre du jour pour la deuxième lecture plus tard aujourd'hui et que l'Ordre soit inscrit au nom de l'honorable sénateur Kelly.

Nous convenons que ce projet de loi rendra moins ambiguë l'exonération de responsabilité *personnelle* qu'ont les membres non rémunérés de l'Administration du pont. D'après les témoignages reçus, il appert que même si les membres de l'Administration du pont sont *peut-être* déjà convenablement protégés de par l'article 20 de la *Loi d'interprétation*, l'adoption du projet de loi C-210 les déchargerait explicitement et directement de toute responsabilité personnelle en cas d'acte de terrorisme ou de catastrophe échappant à leur contrôle.

Le Comité est conscient que cette mesure risque d'avoir des répercussions. Le projet de loi C-210 est une mesure législative d'initiative parlementaire qui ne se rapporte qu'à l'Administration du pont Blue Water.

Le Comité sait qu'au moins un autre pont international est administré en vertu d'une loi fédérale. L'adoption de ce projet de loi pourrait avoir pour effet d'établir deux Administrations. Les hauts fonctionnaires des ministères des Transports et de la Justice sont conscients de l'anomalie que ce traitement différent pourrait éventuellement créer et estiment que c'est au gouvernement qu'il incombe de décider si d'autres mesures doivent être prises à cet égard.

Respectueusement soumis,

EVIDENCE

Ottawa, Tuesday, August 30, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs, to which were referred Bill C-264, to amend the Criminal Code (instruments and literature for illicit drug use); the subject matter of Bill C-210, to amend the Blue Water Bridge Authority Act; Bill C-61, to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act; and Bill C-82, respecting the registration of lobbyists, met this day at 4:30 p.m. to give consideration to the bills.

Senator Joan Neiman (Chairman) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, this afternoon, we will start by considering Bill C-264, which has just been referred to our committee. We were fortunate to be able to get on very short notice Sergeant Michel Pelletier, who is in charge of the Drug Awareness Program of the Royal Canadian Mounted Police. He has a short opening statement and a video presentation.

Sergeant Michel Pelletier, Drug Awareness Program, Royal Canadian Mounted Police: Madame Chairman, thank you very much for giving me the honour of testifying this afternoon before this committee on this very important bill dealing with drug paraphernalia.

Je m'appelle Michel Pelletier, je suis un vétéran de 20 ans de service à la GRC dont 18 ans dans le domaine des enquêtes sur les stupéfiants.

After 16 years on the drug enforcement side of things for the RCMP, I have worked for the last 10 years on the drug awareness side. The RCMP now considers its actions to be two-pronged, drug awareness and education on one side and drug enforcement on the other. This afternoon I am testifying on behalf of the children and parents I have seen in the past five or six years in Montreal during the hundreds of lectures I have given to kids in grade six, secondary schools, high schools, youth groups such as Katimavik and air cadets, and to people in private enterprise. During the course of the talks, many people have come to me and said, "Sergeant Pelletier, if it is illegal to use drugs in our country, why is it legal to go to head shops or paraphernalia shops to buy instruments to use these drugs?" Definitely the youth of Canada are getting a mixed message on this matter.

I feel that the passage of Bill C-264 will be a unifying factor with regard to police and communities, which involves parents, interest groups, private enterprise, and so on, in the fight against drugs. This bill is not the be-all and end-all of drug enforcement, but it is a good start in that endeavour. The matter of head shops in Canada was discussed before the parliamentary committee. Most of us envisage these head shops as being located on St. Catherine Street in Montreal or Yonge Street in Toronto. I have also learned from drug awareness officers across Canada that at summer carnivals hash pipes and other drug paraphernalia are being handed out to kids as

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 30 août 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles auquel ont été déférés les projets de loi C-264, loi modifiant le Code criminel (documentation et instruments pour l'utilisation de drogues illicites), C-210, loi modifiant la Loi sur l'administration du pont Blue Water, C-61, loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants, et C-82, sur l'enregistrement des démarcheurs, se réunit aujourd'hui à 16 heures pour étudier ces projets de loi.

La sénatrice Joan Neiman (présidente) occupe le fauteuil.

La présidente: Honorables sénateurs, cet après-midi nous allons commencer par l'étude du projet de loi C-264 qui vient de nous être renvoyé. Nous avons eu la chance de pouvoir inviter, avec très peu de pré-avis, le sergent Michel Pelletier qui est responsable du programme de sensibilisation aux problèmes de drogue à la Gendarmerie royale du Canada. Il fera une courte déclaration d'ouverture et un exposé magnétoscopique.

Le sergent Michel Pelletier, Programme de sensibilisation aux problèmes de drogue, Gendarmerie royale du Canada: Madame la présidente, merci beaucoup de l'honneur que vous me faites en permettant de témoigner devant le Comité au sujet de ce projet de loi particulièrement important qui porte sur les appareils destinés à l'usage des drogues.

I am Michel Pelletier. I am a 20 year veteran with the RCMP, including 18 years in the field of drug enforcement.

Après 16 ans consacrés aux enquêtes sur les stupéfiants à la GRC, depuis 10 ans, je m'occupe de la sensibilisation. À l'heure actuelle, la GRC mène de front deux offensives: d'une part la sensibilisation aux problèmes de drogue et l'éducation et, d'autre part, les enquêtes sur les stupéfiants. Cet après-midi, je viens témoigner au nom des enfants et des parents que j'ai vus depuis cinq ou six ans à Montréal à l'occasion des centaines de conférences que j'ai données devant des enfants de sixième année, dans des écoles secondaires et des écoles supérieures, devant des groupes de jeunesse comme Katimavik, des cadets de l'air, et des entreprises privées. Pendant ces discussions, beaucoup de gens sont venus et m'ont dit: «Sergeant, puisque les stupéfiants sont illégaux dans notre pays, pourquoi est-il légal d'acheter des instruments pour utiliser ces drogues?» De toute évidence, pour les jeunes, le message n'est pas très clair.

À mon sens, le projet de loi C-274 uniformisera la situation à la fois pour la police et pour les communautés, c'est-à-dire les parents, les groupes d'intérêt, l'entreprise privée, etc., bref, tous ceux qui luttent contre les stupéfiants. Ce projet de loi n'est pas une panacée pour tous les problèmes de stupéfiants, mais c'est un bon départ. Le Comité parlementaire a discuté du problème des «head shops». Les gens pensent généralement que ces magasins se trouvent sur la rue Ste-Catherine à Montréal ou sur la rue Yonge à Toronto. Mais les officiers chargés de la sensibilisation aux problèmes de drogues dans tout le Canada m'ont dit qu'il y avait des foires d'été où l'on donnait

[Text]

booby prizes. I also feel that the businessmen or owners of, for instance, smoke shops which also sell drug paraphernalia will take such items off their shelves once this bill becomes law.

We are concerned about the head shops on Yonge Street and St. Catherine Street which deal only in drug paraphernalia, and it is in that regard that I would like to show you a video which was prepared for the purpose of putting together a public service announcement to be aired this fall. We wanted to show in the public service announcement drug paraphernalia and how some of these business places are used as congregating areas for traffickers. When I worked as an undercover agent, pool rooms were the place to meet traffickers. Now, drug paraphernalia shops are definitely a possible meeting place for traffickers. What better place to learn about mixing drugs or about the instruments for using drugs? Let me show you the video.

I am not trying to show you a particular store here; I am trying to show you that right next to an A&A record store where you might find youths buying records is a drug paraphernalia shop. This store is located only one block from the Montreal Forum, which holds a lot of rock concerts. This is definitely not a professional video; it was made by a policeman who is no cameraman. You can see in the windows many how-to books. For example, there is a stash book which will show you how to hide drugs from your parents, teachers, policemen, and so on. You will find such books as how to grow marijuana indoors with hydroponics.

Ici on voit différentes pipes et ainsi de suite ainsi que les mélanges que l'on peut faire.

For instance, I visited a particular head shop in Montreal—without identifying myself as a policeman—and asked for a book on how to mix cocaine. The fellow took 20 minutes to explain to me how to mix cocaine, everything from what mix to use to how to mix it. There is another book on how to grow magic mushrooms. I am sure that teenagers walking by such stores must receive a mixed message as to how Canadian society looks upon drug use and trafficking. This is a picture of something called Superior Sparkle. It is generally believed that the more cocaine sparkles the purer it is. Most people do not realize that drug traffickers use artificial sparkle to make their cocaine sparkle even more.

In a video presentation for high school and grade school children we included a montage of the front windows of head shops.

This is part of a public service announcement that will be aired this fall. That is not part of the public service announcement. That is a head shop in Toronto. You can see they have used cotton batten to give the impression of being in the clouds, or whatever. A little later on you will see a split picture, the left side showing a shop in Toronto and the right side showing a shop in Montreal, to demonstrate how the windows

[Traduction]

des accessoires pour stupéfiants aux enfants comme prix dans les stands de tir. À mon avis, lorsque ce projet de loi entrera en vigueur, les hommes d'affaires ou les propriétaires des tabagies, par exemple, qui vendent également des accessoires pour l'utilisation des drogues cesseront de le faire.

Ce qui nous inquiète plus, ce sont les «head shops» de la rue Yonge et de la rue Ste-Catherine qui ne vendent rien d'autre et, à ce sujet, j'aimerais vous montrer un film qui a été préparé en préparation d'un message publicitaire qui doit être diffusé à l'automne. Nous avons voulu montrer dans ce message ce que sont ces accessoires et comment certains magasins servent de point de rencontre pour les trafiquants. Quand j'étais un agent en civil, les salles de billard servaient de point de rencontre aux trafiquants. Aujourd'hui, les magasins d'accessoires pour l'utilisation de drogues sont un point de rencontre bien connu des trafiquants. Peut-il y avoir un meilleur endroit pour apprendre comment faire des mélanges de drogues, comment utiliser les instruments? Je vais maintenant vous montrer ce film.

Je n'essaie pas de vous montrer un magasin en particulier, j'essaie de vous montrer que à côté d'un magasin A et A où les jeunes vont acheter des disques, il y a un magasin qui vend des accessoires pour l'utilisation de drogues. Ce magasin se trouve à un bloc du Forum de Montréal où il y a beaucoup de concerts rock. Ce film est loin d'être professionnel, il a été tourné par un policier qui n'a rien d'un cinéaste. Dans la vitrine, vous voyez qu'il y a beaucoup de livres mode d'emploi. Par exemple, un livre explique comment cacher les drogues de ses parents, professeurs, policiers etc. Il y a aussi des livres sur la façon de faire pousser de la marijuana à l'intérieur, en cultures hydroponiques.

Here, we see different kinds of pipes and so on and the different mixtures that can be prepared.

Par exemple, je me suis rendu dans un certain «head shop» de Montréal—sans me présenter comme un policier—et j'y ai demandé un livre sur la façon de mélanger la cocaïne. Le type a pris vingt minutes pour m'expliquer comment faire, tout depuis les ingrédients jusqu'à la manière de faire le mélange. Il y a un autre livre sur la culture des champignons hallucinogènes. Je suis sûr que les adolescents qui passent devant ces magasins reçoivent un message équivoque sur la manière dont la société canadienne considère l'usage et le trafic de la drogue. Ceci est une photo de quelque chose que l'on appelle «Superior Sparkle». On croit en effet que plus la cocaïne est étincelante, plus elle est pure. La plupart des gens ne réalisent pas que les trafiquants de drogue y mélangent des produits pour la faire briller artificiellement.

Dans une présentation vidéo destinée aux enfants des écoles élémentaires et secondaires, nous avons réalisé un montage de vitrines de «head shops».

Ceci fait partie d'une campagne de sensibilisation qui sera lancée cet automne. Cette diapositive n'en fait partie, elle montre un «head shop» de Toronto. Vous pouvez voir qu'on y a disposé une grande profusion de voiles de coton pour donner l'impression que l'on est dans les nuages ou quelque chose du genre. Tout à l'heure, vous verrez une photo composée, la partie gauche montrant la vitrine d'un magasin de Toronto et à droite, celle d'un magasin de Montréal, pour montrer que les

[Text]

have been set up in the same way. We have not investigated it, but there is the inference of franchising.

Senator Nurgitz: It is like the Macdonalds of drugs.

Senator Fairbairn: What is the difference between an instrument and a device?

Sergeant Pelletier: In my definition, an instrument would be something related to the use of drugs, whereas a device, for instance, would be a pipe. When talking about manufactured drugs, instruments are something else again.

With regard to this particular head shop is in Montreal, you can see how the window display is set up. That is the end of the video. I showed it to you in the hope that pictures speak louder than words.

I have also brought with me a photocopy of a United States publication. I left several of these with the parliamentary committee. This particular article says that in 1978 the sale of paraphernalia in the United States was a \$350 million business.

I have also brought a photocopy of a picture of a head shop in Toronto. This was taken following either first or second reading of this bill in the House of Commons. This particular picture shows the head shop advertising drug paraphernalia. This is the message that is being given to society. I will also leave with you several other pictures of head shops.

I also have with me some paraphernalia. Of course, some of it could, with a stretch of the imagination, have a legal use. With others, of course, there is no question. For instance, this crack pipe promotes the use of crack. Undoubtedly you have heard police and the press say that we do not have a crack problem in Canada, that it is a problem in the United States. However, if I were to back this videotape up you would see that in one head shop there is no less than a dozen crack pipes. If we do not have a crack problem in Canada then I would suggest that the display of crack pipes would certainly promote the use of crack. As you can see, methyl alcohol is put in this container and the crack is then smoked. This particular object was bought only a block away from the Parliament Buildings and cost about \$11.00.

At the moment we are holding a paraphernalia exhibit so that parents and teachers will know what to look for. Of course, as you know, there is a legal use for something like a syringe. Hash pipes, on the other hand, have no legal purpose. I would point out that you would not use ordinary tobacco in this object because the bowl is not big enough.

Another object which is of particular interest is a grinder. This comes from the United States and is advertised as a spice mill. However, I would point out that part of this spice mill is a jar which would not be used for spices. The ground material then goes into a sifter which separates the rock that is found in cocaine which is not in a pure form. This instrument would be used to sift the powder into a pure form which is stored in the same mill. If this particular mill were meant to be used for grinding pepper, then I would ask why a little spoon is

[Traduction]

vitrines ont été réalisées de la même façon. C'est un peu comme s'il s'agissait de franchise, mais nous n'avons pas fait enquête sur cet aspect.

Le sénateur Nurgitz: C'est un peu le Macdonald de la drogue.

Le sénateur Fairbairn: Quelle est la différence entre un instrument et un dispositif?

Le sergent Pelletier: Selon ma définition, un instrument est quelque chose d'accessoire alors qu'un dispositif sert directement à la consommation, comme par exemple une pipe. Lorsqu'on parle de drogues manufacturées, les instruments sont encore autre chose.

Ce «head shop» est situé à Montréal. Vous pouvez voir comment la vitrine a été décorée. Voilà la fin du vidéo. Je vous l'ai montré parce que les images sont plus explicites que la parole.

J'ai aussi apporté avec moi une photocopie d'une publication américaine. J'en ai remis plusieurs exemplaires au comité parlementaire. Vous pouvez lire dans celui-ci que, en 1978, la vente d'accessoires a atteint un chiffre d'affaires de 350 millions de dollars aux États-Unis.

J'ai aussi apporté une photocopie d'une photo de «head shop» de Toronto. Elle a été prise après la première ou la deuxième lecture de ce projet de loi à la Chambre des communes. On y voit que le magasin annonce des accessoires pour la drogue. Voilà le message que l'on adresse à la société. Je vous laisse également quelques autres photos de «head shop».

J'ai aussi apporté moi-même quelques accessoires. Évidemment, dans certains cas, et avec un peu d'imagination, on pourrait leur trouver une utilisation légale. Dans d'autres cas, il n'y a pas de doute possible. Par exemple, cette pipe à crack favorise la consommation de cette drogue. Vous avez entendu sans aucun doute la police et la presse dire que le crack ne pose pas de problème au Canada, contrairement aux États-Unis. Cependant, dans un des head shops du vidéo de tout à l'heure, on trouvait au moins une douzaine de pipes à crack. Si le crack n'est pas un problème au Canada, l'exposition de pipes à crack contribuera certainement à son apparition. Ainsi que vous pouvez le voir, on verse le méthyle dans ce contenant et ensuite on fume le crack. Nous avons acheté cet objet à moins d'un bloc des édifices du Parlement, au prix de 11 \$.

Nous avons en ce moment une exposition d'accessoires afin que les parents et les enseignants sachent les reconnaître. Évidemment, comme vous le savez, un accessoire comme une seringue hypodermique a une utilisation légale. Par contre, les pipes à hashich n'en ont pas. Personne ne s'en servirait pour fumer du tabac ordinaire car le fourneau est trop petit.

Ce moulin est un autre objet intéressant. Il vient des États-Unis et est vendu comme moulin à épices. Cependant, je vous fais remarquer que ce moulin à épices comporte un bocal que nul n'utiliserait pour des épices. Le matériau moulu passe ensuite dans un tamis qui sépare les impuretés que l'on trouve dans la cocaïne qui n'est pas vendue sous forme pure. Cet instrument sert à tamiser la poudre, laquelle est ensuite conservée dans le même moulin. Si ce moulin était destiné à moudre du poivre, pourquoi donc est-il vendu avec une petite cuillère.

[Text]

included. This spoon is much too small to be used for sugar, but it would hold less than a quarter of a gram of cocaine.

Cocaine is sometimes kept in a vial which is used as a snifter. The only use for this object would be to sniff cocaine since you can pour just the right amount of cocaine into the top part of the snifter and then use it as such.

Bill C-264 would eliminate some of these manufactured objects. If someone wants to use cocaine, or any other drug, I am sure he would find a homemade object he could use, but it would not be an object that was visible to today's youth. The vast majority of our youth are not using drugs, but they are teetering on the question of whether they should or should not. There is peer pressure to use drugs and, when they look around the streets of our major cities and small towns and see this paraphernalia being sold openly, what, if they are mixed up about a lot of things, are they likely to think?

I also have with me other paraphernalia such as easy, wider paper or roach paper. It is similar to Export A rolling paper, but it is double width so that you can roll more. It securely holds marijuana. There is also paper which is sold at these paraphernalia shops expressly for cocaine. It includes instructions how to fold it so that the user will not use any of the contents which are quite valuable.

In terms of razor blades, one may at first assume that there is a perfectly legal use for razor blades; but razor blades that are sold in head shops have a dull edge so that the blade can be used to cut cocaine—as was demonstrated in the video when cocaine was cut on the mirror. My comments would apply also to cocaine spoons. There is no other purpose for them.

Not only is this paraphernalia found in stores on St. Catherine Street, but it is found also on the main streets of every city in Canada.

Senator Fairbairn: Did you purchase all of that paraphernalia close to Parliament Hill?

Sergeant Pelletier: Yes, all of what I have shown was purchased in a store less than ten minutes walking distance from here.

The Chairman: You may have heard the question raised by Senator Olson about hypodermic needles. I notice that the bill says, "Every one who knowingly imports into Canada, exports from Canada, manufactures, promotes or sells . . ." Where does it make any mention of the word "gives"?

Senator Stanbury: That is included in the definition of "sell." The definition is as follows:

"sell" includes offer for sale, expose for sale, have in possession for sale and distribute, whether or not the distribution is made for consideration.

The Chairman: That settles that. What about the question of veterinarian use? Has the RCMP had occasion to suspect veterinary shops of knowingly selling hypodermic needles that might be used illegally, and do you think that is a problem?

[Traduction]

Cette cuillère est beaucoup trop petite pour être employée avec du sucre mais contient moins d'un quart de gramme de cocaïne.

Parfois, on conserve la cocaïne dans une ampoule à partir de laquelle elle peut prisée. La seule utilisation de cet objet est la prise de cocaïne puisqu'on peut y déposer juste la bonne quantité de cocaïne dans la partie supérieure, pour la renifler.

Le projet de loi C-264 aurait pour effet d'éliminer certains de ces objets fabriqués. Si quelqu'un veut prendre de la cocaïne ou tout autre drogue, je suis sûr qu'il trouvera ce qu'il lui faut mais cet objet de fabrication maison au moins ne sera pas exposé à la vue de notre jeunesse. La grande majorité ne consomme pas de drogue mais les jeunes sont tentés de le faire. Ils y sont poussés par d'autres jeunes et, lorsqu'ils déambulent dans les rues de nos villes, grandes et petites, et qu'ils voient tout ce matériel en vente libre, que peuvent en penser nos jeunes dont les idées sur beaucoup de choses ne sont déjà pas claires?

J'ai apporté d'autres accessoires tels que du papier à cigarette de grande largeur. Il est similaire au papier à cigarette Export A mais est de largeur double, si bien qu'il peut contenir davantage et est très pratique pour la marijuana. On vend également dans ces magasins du papier destiné expressément à la cocaïne. Il est accompagné d'instructions sur la façon de le plier afin que l'utilisateur ne perde pas une miette du contenu, lequel est très précieux.

Pour ce qui est des lames de rasoir, il s'agit là à première vue d'un instrument parfaitement légal mais celles que l'on vend dans les «head shops» ont un côté émoussé afin de servir à couper la cocaïne sur un miroir, comme vous avez pu le voir tout à l'heure dans le vidéo. La même chose est vraie des cuillères à cocaïne qui n'ont aucun autre usage possible.

Non seulement trouve-t-on tout ce matériel dans les magasins de la rue Ste-Catherine mais aussi dans les grandes rues de pratiquement toute ville canadienne.

Le sénateur Fairbairn: Est-ce que vous avez acheté tout ce matériel à proximité de la colline du Parlement?

Le sergent Pelletier: Oui, tout ce que je vous montre là provient d'un magasin situé à moins de dix minutes de marche d'ici.

La présidente: Vous avez entendu la question du sénateur Olson concernant les seringues hypodermiques. J'ai remarqué que le projet de loi dit: «Quiconque, sciemment, importe au Canada ou exporte du Canada, fabrique ou vend de la drogue ou des instruments pour l'utilisation de drogues illicites ou en fait la promotion . . .»; où figure le mot «donne»?

Le sénateur Stanbury: C'est compris dans la définition de «vendre». La définition est la suivante:

«vendre: y sont assimilés la mise en vente, l'étalage en vue de la vente, le fait de posséder en vue de vendre et le fait de distribuer, que la distribution soit faite à titre onéreux ou non.»

La présidente: Je vois. Qu'en est-il de l'utilisation par les vétérinaires? La GRC a-t-elle eu l'occasion de soupçonner leurs fournisseurs de vendre délibérément des aiguilles hypo-

[Text]

Sergeant Pelletier: The RCMP certainly feel that this bill is not aimed at medical usage, as such. I believe that one of the amendments made before third reading was exactly on that point, namely, the use of syringes and hypodermic needles. From my own experience of going into a head shop, it seems that there are no syringes or hypodermic needles available although they are available in pharmacies. Certainly the aim of the police was certainly not to outlaw the use of syringes.

Senator Flynn: What about objects that could be used legally but which may also have an illicit use? You have just shown us a blade that could be used for other purposes.

Sergeant Pelletier: Yes, but, as I described to you, the razor blade has one edge.

Senator Flynn: Even this particular blade could be used for a legal purpose.

Sergeant Pelletier: This razor blade is sold in a kit which includes a snifter, a vial, a mirror and a spoon.

Senator Flynn: I am only asking you about the blade.

The Chairman: Like a needle, it depends on the use to which it is put.

Senator Flynn: My question relates to the fact that some objects can be used for legal purposes as well as for illegal purposes.

Le sergent Pelletier: Je suis d'accord avec vous. Encore là, si l'on considère l'endroit et la manière que c'est vendu, c'est . . .

Le sénateur Flynn: Je ne pense pas que l'on parle de l'endroit dans le projet de loi.

Le sergent Pelletier: Non, on parle de . . .

Senator Flynn: They are speaking only of what is sold, not of the shop.

Senator Stanbury: No. But the wording of the offence itself is:

Everyone who knowingly imports into Canada, exports from Canada, manufactures, promotes or sells instruments or literature for illicit drug use . . .

So he must be aware that that is what the purpose is.

Senator Flynn: Okay.

Le sénateur Hébert: Dites-moi pas que vous voulez un amendement.

Le sénateur Flynn: Non.

Senator Doyle: I would assume that an "instrument" includes a syringe, if that syringe is sold for the use of taking drugs.

Sergeant Pelletier: It is certainly not spelled out there, but I know it is not the aim of the police to be going into pharmacies and seizing syringes and such.

[Traduction]

dermiques qui pourraient être utilisées illégalement? Pensez-vous qu'il y ait là un problème?

Le sergent Pelletier: La GRC estime que ce projet de loi ne vise pas comme tel l'usage médical. Je crois que l'un des amendements proposés avant la troisième lecture portait justement sur l'utilisation des seringues et des aiguilles hypodermiques. Je me suis rendu personnellement dans un de ces débits où, contrairement aux pharmacies, on ne semble pas vendre de seringues ni d'aiguilles hypodermiques. De toute façon, la police n'avait certainement pas pour but d'interdire l'usage des seringues.

Le sénateur Flynn: Qu'en est-il d'objets qui pourraient être utilisés légalement mais illégalement aussi? Vous venez de nous montrer une lame qui pourrait être utilisée pour d'autres fins.

Le sergent Pelletier: Oui, comme je vous l'ai expliqué, la lame de rasoir n'a qu'un seul fil.

Le sénateur Flynn: Même ce type de lame pourrait être utilisé à des licites.

Le sergent Pelletier: Cette lame de rasoir se vend en trousse comprenant aussi un dispositif à priser, une ampoule, un miroir et une cuillère.

Le sénateur Flynn: Ma question ne concernait que la lame.

La présidente: Tout comme l'aiguille, cela dépend de son utilisation.

Le sénateur Flynn: Je voulais savoir si certains objets peuvent être utilisés à des fins licites aussi bien qu'illicites.

Sergeant Pelletier: I agree with you. We have also to consider where and how it is sold . . .

Senator Flynn: I don't think the shop is mentioned in the bill.

Sgt Pelletier: No, what is mentioned is . . .

Le sénateur Flynn: Il n'est fait mention que ce qui est vendu plutôt que de la boutique.

Le sénateur Stanbury: Non. Mais voici comment est décrite l'infraction:

Quiconque, sciemment, importe au Canada, exporte du Canada, fabrique ou vend de la documentation ou des instruments pour l'utilisation de drogues illicites . . .

Il faut donc que ce soit fait sciemment.

Le sénateur Flynn: D'accord.

Senator Hébert: Don't tell me you want an amendment.

Senator Flynn: No.

Le sénateur Doyle: «Un instrument» comprendrait une seringue si cette dernière était vendue pour l'injection de drogues.

Le sergent Pelletier: Ce n'est pas précisé ici mais je sais que la police ne cherchera pas à confisquer les seringues dans les pharmacies.

[Text]

Senator Doyle: I was not suggesting going into a pharmacy and seizing them. However there has been some action here and in the United States on the part of concerned people in the health field to give syringes to known drug users, to persuade them not to use contaminated needles.

Sergeant Pelletier: Syringes, yes.

Senator Doyle: It is part of the campaign to reduce the incidence of AIDS. Now, if I knowingly go out and give my drug addict friend a couple of needles, am I, under this bill, guilty of a crime?

Sergeant Pelletier: I would rather leave that to Mr. Horner to explain, because he fought for this particular bill. That particular amendment was of some concern to the members of Parliament and he may be in a better position than I am to explain that.

Senator Doyle: Yes. I have difficulty in thinking that a little jug for measuring cocaine is more of an instrument than a needle that will be used to mainline it. I have that confusion. In fact, I have some confusion about a lot of these things.

The Chairman: Senator Doyle, if you look at this paper that has just been distributed to you, at the bottom of page 4, it says:

A foremost criticism was in relation to the proposed definition of the term "instrument for illicit drug use" under Section 420.1. Having regard to the original wording of the definition, the Canadian Pharmaceutical Association in particular was concerned about the impact the legislation might have on the availability of hypodermic needles and syringes and on health policy relating to the prevention and control of AIDS, since, in its view, the definition might have been interpreted to prohibit the sale or distribution of needles and syringes by pharmacists and other health care workers. As a result of this concern, the definition... was amended in the House of Commons expressly to exclude "devices".

That was the explanation I was looking for as to why the wording is the way it is.

Senator Doyle: Where is the wording in the bill?

The Chairman: It is under the definition of "instrument for illicit drug use" at the top of page 2 in the English version of your bill.

Senator Flynn: What exactly was the amendment?

The Chairman: Do you have the original bill?

Sergeant Pelletier: I may have.

Senator Doyle: It just refers to the Food and Drugs Act. We do not have that definition.

The Chairman: Apparently the Pharmaceutical Association is now satisfied that, with the present wording, it will not be caught.

Senator Doyle: Then I guess we will hear what the wording is.

Senator Flynn: But what if a pharmacist sells syringes?

The Clerk: That is legal.

[Traduction]

Le sénateur Doyle: Ce n'est pas ce que je voulais dire. Cependant, ceux que préoccupe la santé, ici et aux États-Unis, ont exercé certaines pressions pour que l'on donne des seringues aux drogués invétérés, afin de les persuader de ne pas utiliser d'aiguilles contaminées.

Le sergent Pelletier: Des seringues, en effet.

Le sénateur Doyle: C'est dans le cadre des efforts faits pour réduire l'incidence du SIDA. Si je donne sciemment à mon ami toxicomane quelques aiguilles, suis-je alors coupable d'un crime aux termes de ce projet de loi?

Le sergent Pelletier: Je préférerais que M. Horner vous explique ce qu'il en est car c'est lui qui a défendu ce projet de loi. Cet amendement préoccupait les députés et il peut être mieux placé que moi pour vous l'expliquer.

Le sénateur Doyle: Oui. J'ai du mal à croire qu'un petit récipient utilisé pour mesurer la cocaïne constitue davantage un instrument qu'une aiguille qui servira à son injection. Cela me trouble tout comme un certain nombre de ces questions.

La présidente: Sénateur Doyle, je vous renvoie au document qui vient de vous être distribué, et au bas de la page 4:

Une des critiques les plus importantes concernait la définition proposée du terme "instrument" pour l'utilisation de drogues illicites, aux termes de l'article 420.1. À propos de la définition initiale, l'Association pharmaceutique canadienne se préoccupait de l'incidence que la loi pouvait avoir sur la disponibilité des aiguilles hypodermiques et des seringues et sur les mesures prises pour prévenir et endiguer le SIDA; en effet, selon cet organisme, la définition aurait pu être interprétée comme interdisant la vente ou la distribution d'aiguilles et de seringues par des pharmaciens et d'autres spécialistes de la santé, de sorte que la Chambre des communes a expressément modifié cette définition pour en exclure les instruments.

C'était l'explication que je cherchais pour expliquer le libellé actuel.

Le sénateur Doyle: Où est le libellé dans le projet de loi?

La présidente: À la définition d'«instrument pour l'utilisation de drogues illicites», au haut de la page 2 de votre projet de loi, à la version anglaise.

Le sénateur Flynn: Quel était exactement l'amendement?

La présidente: Avez-vous le projet de loi initial?

Le sergent Pelletier: Peut-être.

Le sénateur Doyle: On n'y mentionne que la Loi des aliments et drogues. Nous n'avons pas cette définition.

La présidente: L'Association pharmaceutique canadienne croit maintenant qu'elle ne sera pas visée aux termes du nouveau libellé.

Le sénateur Doyle: On nous dira alors, j'imagine, quel est ce libellé.

Le sénateur Flynn: Mais qu'arrive-t-il si un pharmacien vend des seringues?

Le greffier: Ça, c'est légal.

[Text]

Senator Flynn: Yes, but he knows that the person buying them is going to use them because the guy comes regularly. Can he refuse to sell or should he refuse to sell?

Sergeant Pelletier: If he has knowledge that the person coming in is an addict and would use it strictly for the use of heroin rather than—

Senator Flynn: He would have to say, “No, I cannot sell it to you because I know what use you are going to make of it.”

Senator Hébert: At the same time, though, he may kill him if the guy catches AIDS.

Sergeant Pelletier: Yes, sir.

Senator Flynn: Pardon?

Senator Hébert: He may catch AIDS, because many of the causes of AIDS come from needles.

Senator Flynn: I know that, but I am speaking of the pharmacist who is in a bind. I do not think there will be abuse of this legislation. We can pass it. However, there is no doubt that, under some circumstances, you could put somebody in a very difficult position for doing something that otherwise would be legal.

Sergeant Pelletier: Again, I am giving you a personal opinion. I have been involved in investigations of pharmacists and doctors and, with regard to what is needed to do an investigation like that, you would not leave an investigation hanging on just the sale of an instrument like that. You would need much more than that. We certainly would not concentrate our total investigation on that. I am saying that, from past experience, it faudrait être plus fautif que cela.

The Chairman: Senator Flynn, in the original wording in the “First reading” of the bill, the definition of “instrument for illicit drug use” was much wider. It said:

... means anything designed primarily or intended under the circumstances for consuming or to facilitate the consumption of an illicit drug.

So it was a very broad definition.

Senator Flynn: It is the same thing now. What you just said is what is in the bill.

The Chairman: In the bill it says:

... but does not include a “device” ...

Senator Flynn: But anything is wide enough to include a device.

The Chairman: It says right here in the new definition:

... but does not include a “device” as that term is defined in section 2 of the Food and Drugs Act.

Sergeant Pelletier: So we need to see the Food and Drugs Act.

[Traduction]

Le sénateur Flynn: Oui, mais s'il sait à quelles fins la personne qui les achète s'en servira, parce que ce client en achète régulièrement, peut-il refuser de les lui vendre et devrait-il le faire?

Le sergent Pelletier: Si le pharmacien sait que pertinemment que la personne est un drogué et qu'elle utilisera les seringues uniquement pour s'injecter de l'héroïne plutôt que ...

Le sénateur Flynn: Il sera obligé de lui dire: «Non, je ne peux pas vous en vendre parce que je sais ce que vous allez en faire».

Le sénateur Hébert: Toutefois, il risque du même coup de hâter la mort de cette personne si elle contracte le SIDA.

Le sergent Pelletier: Oui, Monsieur.

Le sénateur Flynn: Pouvez-vous répéter?

Le sénateur Hébert: Cette personne pourrait attraper le SIDA dont l'une des causes est l'utilisation d'aiguilles contaminées.

Le sénateur Flynn: Je sais cela, mais je vous parle du pharmacien pris entre deux feux. Je ne crois pas que ce projet de loi donne lieu à des abus. Nous pouvons l'adopter. Toutefois, et cela ne fait aucun doute, certaines personnes pourraient, dans certains cas, se retrouver en très mauvaise posture pour avoir fait une chose qui serait normalement tout à fait légale.

Le sergent Pelletier: Là encore, je vous donnerai mon avis personnel. J'ai participé à des enquêtes mettant en cause des pharmaciens ou des médecins et je peux vous dire que ces enquêtes sont tellement poussées qu'elles ne reposeraient jamais uniquement sur la vente de pareils instruments. Il faut beaucoup plus que cela. Notre enquête ne porterait jamais sur ce seul acte. D'après mon expérience, they would have to be guilty to much more than that.

Le présidente: Sénateur Flynn, la définition originale de «instrument pour l'utilisation de drogues illicites» qui se trouvait dans le projet de loi au moment de la première lecture était beaucoup plus large. Je vous la cite:

Tout ce qui est destiné essentiellement ou en l'occurrence à la consommation d'une drogue illicite ou à la facilitation de sa consommation.

C'était une définition très large.

Le sénateur Flynn: Elle l'est tout autant maintenant. Ce que vous venez de nous lire se trouve encore dans le projet de loi.

La présidente: Le projet de loi mandifié dit maintenant:

... mais ne comprend pas un «instrument» ...

Le sénateur Flynn: Mais n'importe quelle définition est assez large pour comprendre un «instrument».

La présidente: C'est exclu dans la nouvelle définition:

... mais ne comprend pas un «instrument» au sens de l'article 2 de la Loi des aliments et drogues.

Le sergent Pelletier: Il nous faudrait donc nous reporter à la Loi des aliments et drogues.

[Text]

The Chairman: We now have the Food and Drugs Act. There is very clear definition of what is meant by "device" and it has four sections to it:

"Device" means any article, instrument, apparatus or contrivance . . .

that is used for:

. . . the diagnosis, treatment, mitigation or prevention of a disease . . .

These are all medical uses. Also for:

. . . restoring, correcting or modifying a body function or the body structure of man or animal . . .

So it covers veterinary purposes. Also for:

. . . the diagnosis of pregnancy . . .

And:

. . . the care of humans or animals during pregnancy . . .

Those are what are considered under the definition of "device" within the Food and Drugs Act, so they are specifically excluded from Bill C-264.

Senator Flynn: Well, would you say that all needles are not designed primarily for consuming or facilitating the consumption of illicit drugs? I think you would say that. The first objective of a needle is not necessarily related to drugs.

The Chairman: Is not necessarily for the use of drugs?

Senator Flynn: No. Would you say that in all cases the purpose of a needle is to facilitate the use of drugs?

The Chairman: No, not at all.

Senator Flynn: Then we are speaking the same language. The man who sells it for that purpose would not be caught.

The Chairman: That is right. I think the clause has been improved by the amendment.

Senator Flynn: You either fall out or fall in.

Senator Doyle: Surely a measuring device that measures small quantities cannot be outlawed.

Sergeant Pelletier: A scale, for instance?

Senator Doyle: A scale, a spoon or any kind of container into which you could pour a small amount of a legitimate medicine.

Senator Flynn: A blade is not necessarily designed to facilitate the use of drugs.

Senator Stanbury: Madam Chairman, I do not think we can hope that a piece of legislation such as this can dispose of all paraphernalia. If people have the drugs, they will find the paraphernalia.

[Traduction]

La présidente: Nous avons maintenant en main la Loi des aliments et drogues. La définition du terme «instrument» est très claire et comporte quatre éléments:

«Instrument» signifie tout article, instrument, appareil ou dispositif . . .

Pouvant servir:

. . . au diagnostic, au traitement, à l'atténuation ou à la prévention d'une maladie . . .

(Ce sont tous des usages médicaux.) Et pouvant servir:

. . . à la restauration, à la correction ou la modification d'une fonction organique ou de la structure corporelle des humains ou des animaux.

(Cela englobe les services vétérinaires.) Et pouvant servir:

. . . au diagnostic de la gestation . . .

Et pouvant servir:

. . . au soin des humains ou des animaux pendant la gestation . . .

Voilà ce que l'on retrouve dans la définition d'«instrument» dans la Loi des aliments et drogues; ainsi, les instruments sont expressément exclus du projet de loi C-264.

Le sénateur Flynn: Mais enfin, ne diriez-vous pas que toutes les aiguilles ne sont pas destinées essentiellement à la consommation d'une drogue illicite ou à la facilitation de sa consommation? Vous pourriez dire cela, j'imagine. Une aiguille ne sert pas nécessairement et avant tout à la consommation de drogues.

La présidente: Ne sont-elles pas nécessairement destinées à la consommation de drogues?

Le sénateur Flynn: Non. Diriez-vous que, dans tous les cas, une aiguille est destinée à faciliter la consommation de drogues illicites?

La présidente: Non, pas du tout.

Le sénateur Flynn: Alors, nous nous entendons. Celui qui vend une seringue à cette fin ne serait pas visé.

La présidente: C'est exact. J'estime que l'amendement a amélioré cet article.

Le sénateur Flynn: Ou bien vous êtes visé par cet article, ou vous ne l'êtes pas.

Le sénateur Doyle: J'ose croire qu'un instrument de mesure qui ne mesure que de faibles quantités ne peut être déclaré illégal.

Le sergent Pelletier: Une pesée, par exemple?

Le sénateur Doyle: Une pesée, une cuillère ou tout autre contenant dans lequel on verse une petite quantité d'un médicament.

Le sénateur Flynn: Une lame n'est pas nécessairement destinée à faciliter la consommation de drogues illicites.

Le sénateur Stanbury: Madame la présidente, à mon avis, nous ne pouvons espérer, au moyen d'un projet de loi comme celui-ci, mettre fin au commerce de tous les attirails ou accessoires destinés à l'utilisation de drogues illicites. Si les gens se procurent des drogues, ils trouveront toujours les moyens ou accessoires nécessaires à leur consommation.

[Text]

Senator Flynn: I just want to know if we are catching too much or not enough.

Senator Stanbury: We are driving most of it underground. That may be good or bad. I am inclined to think that is good.

Senator Flynn: If the idea is to try to give a warning and to try to restrict the use of illicit drugs in some way, I agree, but I think this is a very difficult operation.

The Chairman: But I think it is one aimed in the right direction. You are right when you say that we cannot be all inclusive. That would be difficult, but I think that this is a good beginning.

Senator Stanbury: It criminalizes something that is now a legitimate operation.

The Chairman: I am curious about one other matter, but you may not be able to help me on this. I wonder why this bill does not amend sections of the Narcotic Control Act and the Food and Drugs Act.

Is that not necessary? It seems to me that any time we have dealt with any of these particular kinds of drug offences we have had to amend all three acts. That does not seem to have been done in this case.

Sergeant Pelletier: I am afraid I cannot answer that question.

Senator Doyle: I want to ask about literature.

The Chairman: Please proceed.

Senator Doyle: I am not certain of the definition of the word "primarily" or the words "intended for use", but I wonder about an article that deals with how you grow marijuana, how you get the seed, how you plant the seed, how you water the plants, when you can expect to harvest the plants, what kind of places you should grow them in, and so forth.

Would an article on that subject be considered what you are aiming at?

Sergeant Pelletier: Certainly under this bill we would be looking at growing marijuana as we showed on the videotape. That dealt with growing marijuana not in a field but in a house.

Senator Doyle: The article I read dealt with growing marijuana in apartments.

I might say that I read that article in the *Globe and Mail*.

Senator Flynn: Where else?

Senator Doyle: And I read it in great detail.

Senator Spivak: What was the purpose of the article?

Senator Doyle: To tell you how to grow marijuana. In this case it was growing marijuana in apartments.

[Traduction]

Le sénateur Flynn: Je me demande tout simplement si nous ratissons trop large ou pas assez.

Le sénateur Stanbury: Nous empêcherons que cela se fasse au grand jour. C'est peut-être bon, peut-être pas. Je suis porté à croire que c'est une bonne chose.

Le sénateur Flynn: Si notre but, c'est de sonner l'alarme et d'essayer de limiter l'utilisation de drogues illicites, je suis d'accord, mais j'estime que ce ne sera pas facile.

La présidente: Je crois que cette mesure est un pas dans la bonne direction. Toutefois, vous avez raison de dire que les mailles du filet ne seront jamais assez serrées. Ce serait très difficile d'y arriver, mais je pense que nous faisons ici un bon début.

Le sénateur Stanbury: Nous criminalisons un commerce qui est maintenant légitime.

La présidente: Une autre question pique ma curiosité mais vous ne serez peut-être pas en mesure d'éclairer ma lanterne. Je me demande pourquoi ce projet de loi ne modifie pas certains articles de la Loi sur les stupéfiants et de la Loi des aliments et drogues.

N'est-ce pas nécessaire? Il me semble que nous avons toujours dû modifier les trois lois chaque fois que nous avons adopté des mesures législatives contre les infractions liées aux drogues illicites. Il semble que cela n'a pas été fait dans ce cas-ci.

Le sergent Pelletier: Je regrette de ne pas pouvoir répondre à cette question.

Le sénateur Doyle: J'aimerais parler un petit peu de la documentation.

La présidente: Allez-y je vous prie.

Le sénateur Doyle: Je ne suis pas certain de la définition des termes «destiné essentiellement à» et «en l'occurrence», mais je me pose des questions quant à l'article qui expliquerait comment cultiver la marijuana, obtenir la graine, la planter, l'arroser et récolter les feuilles, ainsi que les endroits qui seraient les plus propices à sa culture, etc.

Est-ce un article là-dessus que vous envisageriez?

Le sergent Pelletier: Dans le contexte du projet de loi, nous examinerions la façon dont la marijuana est cultivée, comme nous vous l'avons montré avec la vidéocassette, qui traitait non pas de la culture de la marijuana dans un champ, mais bien dans une maison.

Le sénateur Doyle: L'article que j'ai lu portait sur la culture de la marijuana en appartement.

J'ai lu cet article dans le *Globe and Mail*.

Le sénateur Flynn: Évidemment!

Le sénateur Doyle: Et je l'ai lu très attentivement.

Le sénateur Spivak: Quel était le but de l'article?

Le sénateur Doyle: Expliquer aux gens comment cultiver la marijuana. Dans ce cas-ci, il s'agissait de faire pousser de la marijuana en appartement.

[Text]

I am not justifying that article; I am saying that is where I read it.

On taking heroin, the description that I read on how you take heroin, and how you do the whole bag, was in a novel called *The Man with the Golden Arm*, which I am sure other members of the committee have read, although it is a bit dated now.

Would that novel be protected by the word “primarily”?

Sergeant Pelletier: Again, I think that the person best placed to answer that question would be Mr. Horner.

Senator Doyle: I agree that we should ask him, but you are, in this instance, the hit man.

Sergeant Pelletier: I understand. My particular field deals with pamphlets sold in head shops and articles like “High Times.”

There was some question at the legislative committee and in the house as to whether “Alice’s Adventures in Wonderland” should be illegal because there was the question that she may have been on a trip; but I do not think that is what we are aiming at here.

Senator Doyle: There are a few songs around like “Lucy in the Sky with Diamonds”. I just wonder how far we intend to go with this.

Sergeant Pelletier: I think our efforts will be directed toward these pamphlets which, as you saw from the videotape, sometimes appear in the front windows of paraphernalia shops, and articles like “High Times”. Getting into rock music is a whole other sphere, about which I am not prepared to speak at this time.

Senator Flynn: What about novels?

Sergeant Pelletier: Yes, novels such as those in the Sherlock Holmes series, for example, do mention the effects of drugs.

Senator Doyle: Yes; some of those novels contain quite vivid descriptions of those effects.

Sergeant Pelletier: There has been some talk about setting pornography laws.

Senator Doyle: This sort of thing bothers me a lot more than pornography. Again, however, the whole exercise would be lost if wild excursions into literature were permitted.

Sergeant Pelletier: I agree with you, senator, in saying that it is a lot more important to me to curb the sale of drug paraphernalia; but then, who am I to say which is more important? In my field of work, however, we take it seriously, when we see articles like “High Times”, which tell people step by step how to grow marijuana in their homes. There seems to be a contradiction in instructing people exactly how to grow marijuana at home and then turning around and seizing it.

[Traduction]

Je ne justifie pas l'article, j'explique tout simplement où je l'ai trouvé.

Pour ce qui est de l'héroïne, j'ai trouvé des explications sur la façon dont on la consomme et tout le reste dans un roman intitulé *The Man with the Golden Arm*, que d'autres membres du comité ont également dû lire, même s'il date un peu.

Un roman du genre serait-il protégé par l'expression «destiné essentiellement à»?

Le sergent Pelletier: Là encore, je pense que la personne la mieux placée pour répondre à cette question serait M. Horner.

Le sénateur Doyle: Je pense moi aussi que nous devrions l'interroger là-dessus, mais pour l'instant, c'est vous qui êtes sur la sellette.

Le sergent Pelletier: Je comprends. Dans mon domaine, je m'intéresse surtout aux dépliantes qui sont vendus dans les «head shops» et aux articles du genre «High Times».

En réunion de comité législatif ainsi qu'à la Chambre, on a soulevé la question de savoir si l'histoire d'«Alice au pays des merveilles» devrait être bannie car certains prétendent que l'héroïne était peut-être en train de «triper», mais je ne pense pas que ce soit cela qu'on vise ici.

Le sénateur Doyle: Il existe certaines chansons du genre «Lucy in the Sky with Diamonds». J'aimerais tout simplement savoir jusqu'où l'on compte aller avec ceci.

Le sergent Pelletier: Je pense que nos efforts viseront les dépliantes qui, comme vous l'avez constaté en regardant la vidéocassette, paraissent parfois dans les vitrines des magasins spécialisés, et les articles du genre «High Times». La musique rock est un tout autre domaine, je ne suis pour l'heure pas prêt à me prononcer là-dessus.

Le sénateur Flynn: Qu'en est-il des romans?

Le sergent Pelletier: Oui, des romans du genre de ceux de la série Sherlock Holmes, par exemple, font parfois état des effets de certains stupéfiants.

Le sénateur Doyle: En effet, certains de ces romans contiennent des descriptions assez précises des effets de certaines drogues.

Le sergent Pelletier: D'aucuns ont parlé de l'adoption de lois en matière de pornographie.

Le sénateur Doyle: Ce genre de chose m'ennuie beaucoup plus que la pornographie. Là encore, cependant, tout serait perdu s'il était possible de faire de grandes envolées dans des publications.

Le sergent Pelletier: Je suis d'accord avec vous, sénateur, lorsque vous dites qu'il est beaucoup plus important pour moi de contenir la vente et l'instrument utilisé pour la consommation de drogues illicites, mais ce n'est pas à moi de dire ce qui est plus important. Il n'en demeure pas moins que dans mon domaine, nous prenons cela très au sérieux lorsque nous voyons des articles comme «High Times», qui expliquent, dans les détails, comment cultiver de la marijuana chez soi. Il n'est pas logique d'expliquer aux gens ce qu'il faut faire pour cultiver la marijuana pour ensuite confisquer toutes les plantes que l'on trouve.

[Text]

Senator Stanbury: If that article were printed in pamphlet form, as it might well have been, then you would say that it is contrary to the legislation. However, what would happen if it turned up in the *Globe and Mail*? Would that make a difference?

Sergeant Pelletier: Then we can also ask this question: If this bill were passed, would the *Globe and Mail* print such an article? Perhaps that newspaper would be encouraged to write more articles on drug awareness and education. I think that with the passage of this bill a lot of this practice will be eliminated. We may have to delve into the more difficult cases, but a lot of it will be taken care of. As to the *Globe and Mail*, perhaps if this bill had been passed into law, the newspaper would not have published that article.

Senator Doyle: I must say that when the article was published, it was published coincidentally with the release of the Le Dain report, which might also have to be banned under this legislation.

Le sénateur David: J'avoue que je n'ai pas bien compris votre explication. Vous dites que vous avez ajouté dans les instruments la protection sur les:

"device" as that term is defined in Section 2 of the Food and Drugs Act;

Il y a tellement d'instruments maintenant qui sont médicalement acceptables et imitables que finalement on peut retrouver dans cet étrange magasin à peu près n'importe quel type d'instrument. On prétextera qu'ils sont là à des fins médicales.

Je reprends l'exemple des seringues et des aiguilles. Il est normal de trouver ces objets dans une pharmacie. Nous savons très bien qu'il y a probablement des personnes qui s'adonnent aux drogues qui vont acheter des seringues et des aiguilles dans les pharmacies. Ces personnes sont au courant qu'elles sont de bonne qualité et qu'elles ont été bien stérilisées. Nous savons aussi que les consommateurs de drogues feront le tour de toutes les pharmacies d'une ville pour en acheter. Dans le genre de vitrine que vous m'avez montré, comment peut-on accepter que ces gens-là vendent des seringues de pharmacie ou des instruments de type médical dont la variété est maintenant infinie.

Alors ils imiteront n'importe quoi qui est un instrument médical. Ils imiteront les pompes et ils diront que ce sont des pompes qui servent aux asthmatiques etc. Je ne comprends pas cet ajout. Je ne vois pas pourquoi on a tenu à ajouter ce complément à un article qui me semblait complet.

Le sergent Pelletier: C'est un avis légal que vous me demandez. Lorsqu'on parle d'instruments, il y avait réellement des problèmes avec les instruments médicaux tels que les seringues pour les narcomanes et les sidéens.

Pour répondre à votre question, si on regarde la loi qui a été adoptée aux États-Unis, 40 états ont adopté cette loi. J'ai une copie de cette loi. Ils ont essayé d'énumérer les articles. C'est la raison pour laquelle je n'étais pas d'accord avec cette loi. Comme on vient de le dire, si on énumère ou disons si on définit ce qu'est une pipe de haschisch, ils changeront tout simple-

[Traduction]

Le sénateur Stanbury: Si cet article avait été imprimé sous forme de dépliant, comme ç'aurait très bien pu être le cas, alors vous diriez qu'il est contraire à la loi. Cependant, que se passerait-il si le même article paraissait dans le *Globe and Mail*? Cela ferait-il une différence?

Le sergent Pelletier: Nous pouvons également nous poser la question suivante: Si le projet de loi est adopté, le *Globe and Mail* publierait-il pareil article? Les responsables du journal seraient peut-être encouragés à publier davantage d'articles de sensibilisation et d'éducation du public relativement aux stupéfiants. Je pense que l'adoption du projet de loi éliminerait une grosse partie du problème. Il faudra peut-être nous attarder sur les cas plus difficiles, mais beaucoup de choses seraient réglées. Pour en revenir au *Globe and Mail*, si le projet de loi avait déjà été adopté, le journal n'aurait sans doute pas fait paraître cet article.

Le sénateur Doyle: Je dois dire que la publication de l'article a coïncidé avec la sortie du rapport Le Dain, qui aurait peut-être lui aussi été interdit si le projet de loi avait déjà été adopté.

Senator David: I must say that I don't clearly understand your explanation. You say you add it on the instruments protection regarding

"devices" as that term is defined in Section 2 of the Food and Drugs Act.

There are now so many instruments which are medically accepted and can be imitated that really you can find in that strange store almost any type of instrument. It can be claimed that they are there for medical purposes.

Just take the example of seringues et needles. You would expect to find such instruments in a pharmacy, although you fully realise there are probably drug addicts who will purchase seringues and needles in pharmacies. But those devices have been sterilized and are high quality products. You also know that people wishing to buy them will go around all the pharmacies in a town to find them from the type of window display that you have shown me. How can anyone agree that those people are selling seringues of the type we find in the pharmacy or medical instruments, the variety of which is now endless.

Therefore they will copy anything medical. They will copy respirators and claim that they are for use by asthmatics etc. I cannot understand why that was added. I do not see why you wanted to add further information to a section which already seemed comprehensive to me.

Sgt. Pelletier: You are asking me for a legal opinion. In the case of the instruments, there were really problems with medical instruments such as seringues which were used by drug addicts and AIDS victims.

In answer to your question, you might look at the legislation passed in the United States. That legislation, which I have a copy, was passed by 40 states. They try to list the items. That is why I was in disagreement with that legislation because, as was just pointed out, if you list or define a hash pipe, they will simply change the name and we will constantly have to come up

[Text]

ment le nom. Nous serons obligés de revenir continuellement pour présenter des amendements et pour ajouter d'autres instruments sur la liste. Il n'est peut-être pas plus simple mais plus efficace, plus générique d'avoir une loi qui explique comme telle cette définition. Évidemment, cela a causé des problèmes avec l'Association médicale et avec les pharmaciens de rajouter les instruments tels que mentionnés dans la Loi des aliments et drogues.

Le sénateur Flynn: C'est une exclusion dont on parle. On exclut l'instrument au sens de l'article 2 de sorte qu'on ne prohibe pas . . .

Le sergent Pelletier: Il est permis de vendre une seringue comme telle avec cette loi.

Le sénateur Flynn: C'est ça.

Le sénateur David: Dans un magasin quand même étrange!

Le sergent Pelletier: Oui.

Le sénateur Flynn: On peut y vendre tout cela.

Le sénateur David: Cela veut dire que l'on disait tout simplement tout instrument (qu'il soit médical ou relevant de la Loi sur les aliments et drogues ou n'importe quoi) dont le but est éventuellement de favoriser les personnes qui consomment des drogues à les acheter, quelle que soit la forme de l'instrument, qu'il soit de type médical, une imitation d'un instrument médical sous un autre nom comme vous dites. J'ai de la difficulté à penser que les pharmaciens et l'industrie se sont opposés à cela. Les vétérinaires n'ont rien à voir non plus dans un type de magasin comme celui-là.

Le sénateur Flynn: Ce n'est pas le magasin qui est prohibé.

Le sénateur David: C'est l'instrument.

Le sénateur Flynn: C'est la vente de la chose. S'il y avait moyen d'élargir la définition seulement à ce genre de magasin, cela serait beaucoup plus facile.

Le sénateur David: Si un pharmacien vendait à un drogué, il pourrait être pénalisé à cause de cette loi. Est-ce le cas?

Le sénateur Flynn: Oui, c'est-à-dire que le pharmacien qui vend à quelqu'un qu'il sait qu'il utilisera l'instrument à des fins de consommation d'une drogue pourrait être poursuivi en vertu de cette loi.

Le sénateur David: Le pharmacien est protégé par d'autres lois. D'autres lois empêchent le pharmacien de vendre des drogues. Il doit faire un rapport au bureau qui contrôle la Loi sur les aliments et drogues et au ministère de la Santé.

Le sénateur Flynn: Pas pour les instruments.

Le sénateur David: C'est exact.

Le sénateur Hébert: A titre de curiosité, j'ai vu dans votre vidéo que l'on utilise le mot "head shop". Qu'est-ce que cela veut dire?

Le sergent Pelletier: La connotation est qu'on relie ce mot à l'expression "pot head", la marihuana.

Le sénateur Hébert: Par conséquent, pour un jeune ou un drogué moins jeune, ce terme est clair.

Le sergent Pelletier: Oui.

[Traduction]

with new amendments and add other instruments to the list. It may not be more simple but it is more efficient, more generic to have Legislation which gives an explanation or definition of every point. Obviously, the Medical Association and pharmacies had problems when instruments such as those mentioned in the Food and Drug Act were added.

Senator Flynn: We are talking about an exclusion. Devices, within the meaning of Section 2, are excluded, and that's why are not prohibiting . . .

Sergeant Pelletier: You are allowed to sell a syringe as such under this act.

Senator Flynn: That's right.

Senator David: In a strange store nevertheless.

Sergeant Pelletier: Yes.

Senator Flynn: All those things can be sold there.

Senator David: That means we are simply saying any instrument (whether it is medical or comes under the Food and Drugs Act) or any device which may be used to help drug users buy drugs. This applies regardless of the type of instrument, medical or an imitation of a medical instrument under another name, as you have pointed out. I don't really understand whether it's the pharmacists who object to that or the industry. Veterinarians have nothing to do with that type of store.

Senator Flynn: It is not the store which is prohibited, it is . . .

Senator David: It is the instrument.

Senator Flynn: It is sale of the device. If it was possible to cover that type of store, it would make things much easier.

Senator David: If a pharmacist sold drugs to an addict, he could be punished under this act. Is that the case?

Senator Flynn: Yes, that is to say, a pharmacist who sells in instrument to somebody whom he knows would use it to use drugs could be prosecuted under this act.

Senator David: The pharmacist is protected by other legislation. Other laws prevent a pharmacist from selling drugs. He must make a report to the bureau responsible for Food and Drugs and to the Department of Health and Welfare.

Senator Flynn: But not instruments.

Senator David: That's right.

Senator Hébert: I saw that the term "head shop" was used in your video. What does that mean?

Sergeant Pelletier: The meaning is linked to the term "pot head", relative to the use of marijuana.

Senator Hébert: Therefore, for a young or not so young drug user, the meaning is clear.

Sergeant Pelletier: Yes.

[Text]

Le sénateur Hébert: Ce que cela veut dire.

Le sergent Pelletier: Oui.

Le sénateur Hébert: C'est une indication comme si l'on disait carrément magasin d'"attirails" de drogue.

Le sergent Pelletier: Oui.

Le sénateur Hébert: Comme on l'a mentionné, ce qui m'a frappé là-dedans c'est la sorte d'image que l'on donne à nos jeunes. Un témoin tentera de convaincre les jeunes de ne pas utiliser de drogues dans les écoles mais les jeunes dans les écoles rétorqueront que le magasin juste à côté vend des choses pour consommer de la drogue, donc cela doit être légal. Il y a quelque chose d'illogique là-dedans. C'est la raison pour laquelle je suis favorable à ce genre de chose.

Le sénateur Flynn: C'est pour cela qu'on ne prohibe pas le magasin.

Le sénateur Hébert: Non, s'ils n'ont plus rien à vendre, ils vont se croiser les mains.

Le sénateur Flynn: Il y a beaucoup de choses qu'ils peuvent vendre. D'une certaine façon, la loi essaie d'englober beaucoup de choses qui ne devraient pas l'être. Par ailleurs elle passe à côté de d'autres éléments qui devraient être inclus. J'ai l'impression que cela peut devenir un grand coup d'épée dans l'eau. Nous verrons. Il est peut-être mieux de donner un coup d'épée dans l'eau que de ne pas en donner du tout.

The Chairman: Honourable senators, what is your wish?

Senator Stanbury: I am inclined to ask why it has taken us so long. I have the same concerns that Senator Flynn has, but it is something that we have to do. It is just a question of how to do it most adequately, and this is a first attempt at it.

The Chairman: Yes. Shall we pass the bill without amendment?

Senator Hébert: Yes.

Some Hon. Senators: Yes.

The Chairman: Thank you.

Senator Flynn: It would be difficult to change it, in any event.

The Chairman: Thank you very much. Your information has been helpful.

Honourable senators, we shall move to our other private bill. I see that Mr. James is here. We have some background material on Bill C-210. Mr. James, would you like to come forward?

Mr. Ken James, Member of Parliament, Sarnia-Lambton: Whatever your pleasure, Madam Chairman.

The Chairman: Yes, please. Mr. James is the sponsor of Bill C-210. He is understandably anxious that we deal with this bill favourably and is here to answer any questions we may have.

We have been advised by the Department of Justice that because this is a private bill, it normally does not give any offi-

[Traduction]

Senator Hébert: What that means.

Sergeant Pelletier: Yes.

Senator Hébert: It is an indication, as if they clearly stated "drug paraphernalia shop".

Sergeant Pelletier: Yes.

Senator Hébert: As was mentioned, what strikes me about all this is the image which we are giving to our youth. We can have someone going to the schools to try to convince young people not to use drugs, but they will reply that the shop next door to the school is selling devices to consume drugs, so therefore it must be legal. They are something illogical about all this. That is why I am in favor of the step we're taking.

Senator Flynn: That is why the shop is not prohibited.

Senator Hébert: If they have nothing left to sell, they'll have to quit.

Senator Flynn: There are lots of other things they could sell. The act is trying to encompass many items which really do not belong there. However, it overlooks other points which should be included. I think that might prove to be a wasted effort. We should see. Maybe it is better to make a wasted effort than to make no effort at all.

La présidente: Honorables sénateurs, que désirez-vous faire?

Le sénateur Stanbury: Je suis tenté de demander pourquoi il nous a fallu si longtemps. Je partage les préoccupations du sénateur Flynn, mais c'est une chose que nous devons faire. Il s'agit simplement de savoir quelle est la meilleure façon de procéder et c'est la première fois que nous nous trouvons dans cette situation.

La présidente: Oui. Devons-nous adopter le projet de loi sans proposition d'amendement?

Le sénateur Hébert: Oui.

Des voix: Oui.

La présidente: Je vous remercie.

Le sénateur Flynn: Il serait de toute façon difficile de le modifier

La présidente: Merci beaucoup. Vos renseignements ont été utiles.

Honourables sénateurs, nous passons maintenant à notre autre projet de loi privé. Je vois que M. James est ici. Il y a également de la documentation qui accompagne le projet de loi C-210. Monsieur James, voulez-vous vous avancer?

M. Ken James, député de Sarnia-Lambton: Avec plaisir, madame la présidente.

La présidente: M. James est le parrain du projet de loi C-210. Comme il se doit, il souhaite ardemment que nous approuvions ce projet de loi et il est ici pour répondre à nos questions éventuelles.

Le ministère de la Justice nous a informé qu'il n'est pas tenu de nous donner une opinion officielle quant à la légalité, au

[Text]

cial opinion as to the legality, the actual wording or contents of a private members bill.

I had a long conversation with Mr. Lordon of the Department of Justice. He is the man who has been looking into it at the request of Mr. Iacobucci, whom we had asked for an opinion. He felt that he did not have any profound objections to the bill as such. I think he spoke also to Ms. Dunkley about this. Would you like to come up and itemize what Mr. Lordon said to you so that we will know about it?

Ms. Katharine Dunkley, Research Officer, Library of Parliament: I spoke to Mr. Lordon yesterday afternoon. He had been asked to look at the Blue Water Bridge Authority amending act as to whether there were questions concerning precisely what the amendment meant and whether there was increased immunity, and also the question of vicarious liability.

His view was that the section did no more than define the legal situation more clearly. He said that there was greater definition, not necessarily a greater level of exemption, than appears in the Interpretation Act, but that there was a possibility of greater exemption. The real conclusion was that until the appearance of a lawsuit or two, involving the two different pieces of legislation he would not know whether there was a greater level of exemption than in the Interpretation Act. From their point of view it was a clarifying, defining matter. It would totally exclude the personal liability of the directors in the case of a fault by an employee because that employee would be "any other person." Although the corporation would vicariously be liable as a corporate employer, the directors, personally, would not be liable unless there had been some fault on the part of the directors themselves. That might then bring in the personal liability situation.

There is a possibility that this might put the directors of the Blue Water Bridge Authority in a better legal position than people in analogous situations.

The Chairman: You will see from the background material that there is one other bridge authority.

Ms. Dunkley: In fact, I did not get into the background material, but there is the Fort Francis Bridge Authority Act which deals with the bridge between Fort Francis, Ontario and International Falls, Minnesota. It is quite a similar international authority. For that bridge authority, section 20 of the Interpretation Act will continue to apply. This was, of course, a private members' bill and not one initiated by the government, and although I cannot speak for the Department of Justice, it has looked at it and said that this does provide greater clarity and that it certainly is possible that it is procedurally correct. If this had been a government bill, the department might have applied it more widely. It might have taken in other authorities in similar situations. It certainly had no objections. Perhaps something was added in conversations with you, Madam Chairman.

[Traduction]

libellé ou contenu exact d'un projet de loi d'initiative parlementaire.

J'ai eu une longue conversation avec M. Lordon du ministère de la Justice. C'est lui qui a examiné la demande de M. Iacobucci, auquel nous avons demandé une opinion. Il n'a pas émis d'objection fondamentale au projet de loi proprement dit. Je pense qu'il en a parlé également à M^{me} Dunkley. Pouvez-vous vous avancer et nous préciser ce que M. Lordon vous a dit de façon à ce que nous sachions ce qu'il en est?

Mme Katharine Dunkley, attachée de recherche, Bibliothèque du Parlement: J'ai parlé hier après-midi à M. Lordon. Il a été chargé d'examiner le projet de loi tendant à modifier la Loi sur l'administration du pont Blue Water pour voir si certaines questions devaient être éclaircies quant à l'objet de cet amendement, et pour examiner la question de l'immunité et de la responsabilité indirecte.

Selon lui, le nouvel article a simplement pour objet de mieux définir la situation du point de vue juridique. Il a déclaré que la définition était élargie, qu'il n'y avait pas nécessairement une plus vaste exemption que celle prévue dans la loi d'interprétation, mais que cette possibilité existait. En conclusion, selon lui, il ne sera pas possible de savoir si l'exemption prévue est plus importante que celle de la Loi d'interprétation tant que les deux lois différentes n'auront pas donné lieu à un ou deux procès. De l'avis du ministère, il s'agit d'une question de clarification et de définition. Cette modification vise à décharger les administrateurs de toute responsabilité personnelle en cas de faute de la part d'un employé puisqu'il s'agirait de quelqu'un d'autre. Même si la société pourrait être tenue indirectement responsable en tant qu'employeur, les administrateurs ne seront pas personnellement responsables tant qu'ils n'auront pas eux-mêmes commis une faute ou une négligence. À ce moment-là, la question de la responsabilité personnelle entrera en jeu.

Il est possible que les membres de l'Administration du pont Blue Water se trouvent dans une meilleure position du point de vue juridique que des personnes dans des situations semblables.

La présidente: Comme vous pouvez le voir dans la documentation ci-jointe, il existe une autre administration responsable d'un pont.

Mme Dunkley: En fait, je n'ai pas examiné la documentation, mais il y a la Loi sur l'administration du pont Fort Francis, qui traite du pont reliant Fort Francis, en Ontario, et International Falls, au Minnesota. Il s'agit d'une administration internationale du même ordre. Dans ce cas, l'article 20 de la Loi d'interprétation continuera de s'appliquer. Il s'agissait bien entendu d'un projet de loi d'initiative parlementaire et non d'une mesure émanant du gouvernement et, même si je ne puis parler au nom du ministère de la Justice, celui-ci a examiné le projet de loi en disant qu'il apporte des éclaircissements et qu'il est sans doute acceptable du point de vue de la procédure. S'il s'agissait d'un projet de loi gouvernemental, le ministère aurait pu l'appliquer de façon plus générale. Il aurait pu l'appliquer à d'autres administrations du même ordre. Le ministère n'y voyait aucune objection. Vous en savez peut-être plus, madame la Présidente.

[Text]

The Chairman: Because this section would define liability somewhat more strictly or narrowly, I believe he said that at some point in the future it might call into doubt what the Interpretation Act definition really meant in terms of whether you were making a differentiation between, for instance, the Blue Water Authority, and what their liability might be, and the Fort Francis Bridge Authority to which we referred. His other comment was that it might involve policy to the extent that you are treating two similar authorities differently and that this might be called into question under section 15 of the Charter which requires equality before the law. That is a possibility in terms of what we might be doing here in adopting this new definition or restriction of liability. That was about as far as he wanted to state the case.

Perhaps Mr. James can enlighten us. I was somewhat astonished to read in our background material that the American counterparts have never been appointed. In effect, what happens is that the Canadian group, which is appointed, operates through these commissioners, whereas, on the other side, they deal with a branch in the State of Michigan. You have two quite different kinds of authorities or bodies who, presumably, are working jointly to operate this bridge. This seems to create a rather strange situation. Have they had any difficulties so far in trying to decide possible liabilities or in making decisions?

Mr. James: Madam Chairman, I am pleased to have this opportunity to appear before you today.

As far as the four-member authority from the Canadian side is concerned, their counterparts with whom they deal would be in the Michigan Transportation Commission. The State of Michigan has never seen fit to set up an authority. This arrangement has worked out reasonably well. Their interconnections, in terms of establishing fees, the expansion of facilities, traffic control and maintenance on each side of the bridge, have worked out. So far as liability and liability insurance is concerned, that is handled by each side up to a particular line of ownership on the bridge, which, I guess, is at the middle.

In terms of the Interpretation Act, discussions between officials were held and views were expressed in committee in the House of Commons. The Departments of Justice and Transport did state that the Interpretation Act could very well exempt the authority members. Section 20(1) states:

... words establishing a corporation shall be construed

(d) to exempt from personal liability for its debts, obligations or acts such individual members of the corporation as do not contravene the provisions of the enactment establishing the corporation.

In further discussions, what is of concern to the members of the bridge authority is the term "likely" or "probable." There has never been an unequivocal "yes" that it would exclude them. Again, this is a matter of expediency and of understanding by lay persons who we ask to sit on the board authority with no remuneration. They should be able to look in the act and see that it excludes them rather than having to examine the Interpretation Act, which may be very difficult for lay persons to understand. Of course, there is always the possibility

[Traduction]

La présidente: Étant donné que cet article vise à définir de façon plus précise la responsabilité, je pense qu'il a dit que, à une date ultérieure, il risquait de mettre en doute le sens exact de la définition contenue dans la Loi d'interprétation puisque l'on risquait de faire une différence entre, par exemple, la responsabilité des administrateurs du pont Blue Water et celle des administrateurs du pont Fort Francis dont nous avons parlé. Il a ajouté qu'il s'agissait d'une question de politique puisque l'on traitait de façon différente deux administrations semblables, ce qui risque d'être contesté aux termes de l'article 15 de la Charte qui exige l'égalité devant la loi. C'est une possibilité si nous adoptons cette nouvelle définition ou cette limite de responsabilité. C'est tout ce qu'il a voulu dire à ce sujet.

M. James pourra peut-être éclairer notre lanterne. J'ai été étonné de lire dans la documentation que nos homologues américains n'ont jamais été nommés. En effet, le groupe canadien, qui est nommé, a agi par l'entremise de ses commissaires tandis, que de l'autre côté de la frontière, l'administration relève d'une direction de l'État du Michigan. Il y a donc là deux organismes tout à fait différents qui sont sensés exploiter conjointement ce pont. Il en découle une situation plutôt étrange. Y a-t-il eu des problèmes jusqu'ici pour déterminer la responsabilité éventuelle ou prendre des décisions?

M. James: Madame la Présidente, je suis heureux d'avoir l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui.

Les quatre membres de l'administration du côté canadien traiteraient avec leurs homologues de la Michigan Transportation Commission. L'État du Michigan n'a jamais cru bon de créer une administration, mais cet arrangement a assez bien fonctionné. Leurs relations ont donné de bons résultats quant à l'établissement des droits, l'expansion des installations, le contrôle de la circulation et l'entretien de chaque côté du pont. Pour ce qui est de la responsabilité et des assurances connexes, chaque côté s'en occupe jusqu'à une ligne démarquant la propriété de chaque côté sur le pont, probablement à mi-chemin.

Pour ce qui est de la Loi d'interprétation, des discussions ont eu lieu entre les fonctionnaires et leur opinion a été exprimée au Comité de la Chambre des communes. Les ministères de la Justice et du Transport ont en effet déclaré que la Loi d'interprétation pourrait fort bien exempter les membres de l'administration. En effet, le paragraphe 20(1) stipule:

les mots établissant une corporation doivent s'interpréter

d) comme exemptant de toute responsabilité personnelle pour les dettes, obligations ou actes de la corporation les membres, pris individuellement, qui n'enfreignent pas les dispositions du texte législatif créant la corporation.

Au cours de plus amples discussions, les membres de l'administration du pont ont dit se préoccuper du terme «probable». On n'a jamais déclaré catégoriquement qu'ils en seraient exclus. Encore une fois, il s'agit de faciliter la compréhension des profanes auxquels nous demandons de siéger à l'administration sans rémunération. Ils devraient pouvoir vérifier dans la loi qu'ils sont exclus, plutôt que de devoir se reporter à la Loi d'interprétation qui pourrait leur paraître incompréhensible. Évidemment, il est toujours possible qu'ils ne soient pas exclus

[Text]

that it will not exclude them when they get into a highly legalized situation. We have never yet received an outright, absolutely unequivocal, undertaking that they will be excluded in a liable situation.

The Chairman: I notice, in your background paper which you sent to me, that you say it is important to note that by the calculation of the Department of Transport, the Blue Water Bridge is the route across which more hazardous materials are transported than any other area in the country.

Mr. James: Yes.

The Chairman: Obviously, that is of some concern.

In the same paper you refer to the "chairman" and the "general manager." Is that one and the same person?

Mr. James: No, there are four members of the authority: A chairman and three other persons all appointed by Order in Council by the federal government.

The Chairman: Is the general manager, the man who runs the day-to-day operation, one of those members?

Mr. James: No, he is not. He is a salaried individual who manages the bridge on a day-to-day basis.

The Chairman: Presumably he will have been hired by the authority as a whole; is that correct?

Mr. James: Yes. He has a number of employees, such as toll-takers and maintenance persons who work for him. Of course, they contract services for construction and maintenance on the bridge. It is a self-sustaining entity.

Senator Stanbury: This just deals with the Canadian side of the bridge. The Americans look after the other side.

Mr. James: That is right.

Senator Fairbairn: Why have the Americans not appointed their members to the authority?

Mr. James: I do not know. That is one answer I cannot give you. We only noted that it stated that after we started looking at the Blue Water Bridge Authority Act. It states that, but there is likely no authority for Canada to tell the Americans what to do. They decided, I suppose, as some people do, that things are more expediently run with less commissions; but I do not really know.

Senator Stanbury: I must say—and what I have to say does not deal with this particular bill; so perhaps I should not be taking time on it—that I find it a little amusing—but it may be serious, depending on your interpretation—that the bridge authority "shall consist of eight members, four of whom are Canadians, four of whom are Americans." The next item states "A majority of the members of the Bridge Authority constitutes a quorum."

I want to know by what alchemy the four Canadian members constitute a quorum and, therefore, is everything that they have done without legal consequence? If that is so, we had better get them out of this fairly quickly.

[Traduction]

dans un contexte fortement juridique. Nous n'avons jamais reçu l'engagement catégorique et absolu qu'ils seraient toujours exclus de toutes responsabilités.

La présidente: Dans le document que vous m'avez envoyé, monsieur James, vous faites remarquer, et il est important de noter, que selon les calculs du ministère des Transports, plus de matières dangereuses traversent le point Blue Water que n'importe quel autre endroit au pays.

M. James: C'est exact.

La présidente: Certes, c'est inquiétant.

Dans ce même document, vous parlez du président et du directeur général, s'agit-il de la même personne?

M. James: Non, l'administration est composée de quatre membres: un président et quatre membres nommés par décret du Conseil du gouvernement fédéral.

La présidente: Le directeur général, celui qui s'occupe du fonctionnement quotidien, est-il un des membres?

M. James: Non. C'est un employé rémunéré qui s'occupe de la gestion quotidienne du pont.

La présidente: Je suppose qu'il aura été embauché par l'administration dans son ensemble n'est-ce-pas?

M. James: Oui. Un certain nombre d'employés sont sous ses ordres, comme les préposés au pavage et le personnel d'entretien. Évidemment, il y a des contrats avec l'extérieur pour la construction et l'entretien du pont. C'est une entité financière autonome.

Le sénateur Stanbury: Tout cela se rapporte uniquement au côté canadien du pont. Les Américains s'occupent de l'autre côté.

M. James: C'est exact.

Le sénateur Fairbairn: Pourquoi les Américains n'ont-ils pas nommé leurs membres à l'administration?

M. James: Je l'ignore. Je ne peux pas vous donner de réponse à cela. Nous avons remarqué que c'était stipulé dans la loi seulement après avoir commencé à nous intéresser à la Loi sur l'administration du pont Blue Water. C'est ce que dit la loi, mais le Canada n'a probablement pas le pouvoir de dicter leur conduite aux Américains. Comme bien d'autres personnes, je suppose qu'ils ont décidé qu'on était plus efficace en l'absence de commissions, mais je l'ignore en fait.

Le sénateur Stanbury: Je dois dire—je m'écarte un peu du sujet—que je trouve un peu amusant, même si cela pourrait avoir son importance selon l'interprétation qu'on y donne, que «l'administration du pont se compose de huit membres, dont quatre doivent être Canadiens et quatre Américains». La loi stipule ensuite «la majorité des membres de l'administration du pont constitue un quorum».

Je voudrais savoir par quel miracle les quatre membres Canadiens constituent le quorum; dans le cas contraire, tout ce qu'ils ont fait n'a-t-il aucune valeur juridique? Si tel est le cas, ne faudrait-il pas les en sortir le plus rapidement possible?

[Text]

Mr. James: We might want to come back with another amendment to this act later.

Senator Stanbury: When I read the material that you left with me this morning, and I read the act, it struck me that somebody should be looking carefully at the act, because I think there are several places in which it should not be dependent on the contingency of American action. I gather that in similar situations with regard to Canadian legislation we have done it this way to begin with. We have then realized that the Americans were not going to take action, so we backed off and built a different contingency into that which puts the act into force.

So, I think we should be asking the officials to take a good look at the act to see whether it does not require other amendments. We may have another private bill before us very soon.

Mr. James: That is a worthwhile suggestion.

The Chairman: That is interesting, Senator Stanbury, because when you talk about our legislation, saying that "the authority shall consist", it is really not up to us to put it in those terms, in one sense. I suppose we could say "consist of eight members, four of whom shall be appointed by Canada." When you then talk about the present practice, perhaps our four members are a majority, because there is only one person acting at the moment.

Senator Stanbury: It depends on your interpretation; but if I were a member of the Canadian side making those decisions, I would not want to depend on some interpretation as to whether or not that is a quorum.

Senator David: Madam Chairman, I have a few questions for information, because I have not received any background material on this. When was that bridge constructed? Was it many years ago?

Mr. James: I apologize for not giving you any of the background papers, but we did visit a number of offices earlier this morning.

The bridge was built 50 years ago. It was completed in 1939.

Senator David: After 50 years the bridge must require many repairs. How often do you repair it—every year?

Mr. James: Repairs go on constantly. They are always painting the bridge to maintain it, because they paint it in portions. They also resurface it frequently. Resurfacing changes to the approaches, that is when discussions take place between the Canadian and American side. With the American side, they deal with bureaucrats from the Michigan Transport Commission, but repairs take place all the time.

Senator David: How many traffic lanes are there on the bridge?

Mr. James: There are three lanes.

Senator David: Are there three lanes in each direction?

Mr. James: No, there are three lanes in total.

Senator David: Is it a toll bridge?

[Traduction]

M. James: Nous voudrions peut-être proposer un autre amendement à cette loi plus tard?

Le sénateur Stanbury: J'ai lu le document que vous m'avez laissé ce matin, ainsi que la loi, et il m'a semblé que quelqu'un devrait regarder de près cette loi parce qu'à plusieurs endroits, on ne devrait pas infliger une contrepartie du côté américain. Je suppose que dans d'autres situations du genre, nous avons aussi modifié une loi canadienne pour nous rendre compte ensuite que les Américains n'agiraient pas en conséquence, de sorte que nous avons dû aborder la question sous un autre angle pour que la loi soit en vigueur.

Nous devrions demander aux fonctionnaires de se pencher de très près sur la loi pour vérifier si d'autres amendements ne sont pas nécessaires. Nous serons peut-être saisis d'un autre projet de loi d'initiative parlementaire très bientôt.

M. James: C'est une proposition intéressante.

La présidente: C'est intéressant, sénateur Stanbury, parce que notre loi stipule que «l'administration du pont se compose», alors que ce n'est pas vraiment à nous d'en décider. Je suppose qu'on pourrait dire «se compose de huit membres, dont quatre sont nommés par le Canada». Quant à la pratique actuelle, nos quatre membres constituent peut-être une majorité parce qu'il y a une seule personne qui agit pour l'instant.

Le sénateur Stanbury: Cela dépend de votre interprétation, mais si j'étais un membre canadien participant à la prise de ces décisions, je ne voudrais pas que l'on puisse contester la valeur de ce quorum selon l'interprétation qu'on donne à la loi.

Le sénateur David: Madame la présidente, j'aurais quelques questions à poser parce que je n'ai pas reçu de documentation là-dessus. Quand le pont a-t-il été construit? Il y a longtemps?

M. James: Je m'excuse de ne pas vous avoir donné de documentation, mais nous nous sommes rendus dans quelques bureaux ce matin.

Le pont a été construit il y a 50 ans, il a été terminé en 1939.

Le sénateur David: Après 50 ans, le pont doit avoir besoin de bien des réparations. Quelle est la fréquence des réparations: chaque année?

M. James: Des réparations sont toujours en cours. On est toujours en train de peindre le pont parce que cela se fait par segments. On refait aussi fréquemment le revêtement. Quant aux changements dans les voies d'accès, ils nécessitent des discussions entre les Américains et les Canadiens. Du côté américain, nous avons affaire au personnel de la Michigan Transport Commission mais les réparations se font constamment.

Le sénateur David: Combien y a-t-il de voies de circulation sur le pont?

M. James: Il y en a trois.

Le sénateur David: Trois dans chaque direction?

M. James: Non, trois en tout.

Le sénateur David: Est-ce un pont à péage?

[Text]

Mr. James: Yes. The toll is 75 cents for automobiles, and the trucks go by number of wheels and wheel weight.

Senator David: I am surprised that you have been able to manage this bridge, after 50 years, with two partners and have had no legal incident yet.

I suppose, as with doctors, there are more and more legal actions, and perhaps that is what will happen in connection with bridges. Perhaps you ought to be more protective in the future.

Is that the real sense of the amendment?

Mr. James: The real sense, of course, is to lay blameless those individuals who are asked to sit on the commission because of the trend toward ever-increasing awards. That, of course, caused a certain amount of fluctuation in premium charges and the amount of casual insurance that could be carried. It started to make the authority members feel uneasy, perhaps more uneasy than they had been in the past. It is for that reason that the amendment is being sought, namely, to lay them blameless in connection with a catastrophe that could be caused by other persons, including employees.

But we would even have interaction because of this hazardous load. In Canada we have certain restrictions. On the American side, to my knowledge, there are no restrictions on their side. So that has to be rationalized and that is done in a way that seems to have worked out fine.

It is absolutely amazing that this bridge, built 50 years ago, can sustain trucks of the size we see today. At times there are trucks from almost one side to the other. They are massive trucks, yet that bridge was built 50 years ago.

That has nothing to do with the amendment, but it might be of interest to the members of the committee and provides an accolade to the engineer of the day who designed that tremendous bridge.

Senator David: How many times a year does the Canadian side hold board meetings? Is it frequently?

Mr. James: At least once a month. Again, the chairman, Mr. McCaw, has retired. He takes great interest, and he is there a great deal of the time.

You must remember that this is a self-sustaining bridge. The federal government does not put one nickel into it. As a matter of fact, this bridge also provides facilities for immigration and customs, and also has the facility to house brokerage houses.

It sustains itself through the fees generated. Also, last year they built a duty free shop and leased it out. Of course, they get a percentage of the earnings.

The Chairman: I think you said that they do not charge the federal government for the provision of all of those facilities.

Mr. James: That is right.

The Chairman: Why not?

[Traduction]

M. James: Oui, le droit est de 75 cents pour une automobile; pour les camions, le droit est déterminé par le nombre des roues et leur poids.

Le sénateur David: Je m'étonne que vous soyez parvenus, pendant 50 ans, à administrer ce pont à deux sans qu'il y ait de litige.

L'exercice de la médecine donne de plus en plus lieu à des litiges. Cette tendance pourrait bien s'étendre aux ponts et vous devriez peut-être songer à mieux vous protéger.

Est-ce à quoi vise l'amendement?

M. James: L'amendement vise en réalité à tenir indemnes et à couvrir ceux auxquels nous demandons de siéger à la Commission, parce que les sentences arbitrales sont de plus en plus élevées, ce qui a amené des fluctuations dans le barème des primes d'assurance et un plafonnement des sommes pour lesquelles on peut s'assurer. Cette évolution a mis mal à l'aise les membres de la Commission qui sont certainement plus inquiets qu'ils ne l'ont jamais été. C'est pour cette raison que l'amendement est proposé, à savoir pour mettre à couvert les membres de la Commission dans le cas d'un accident grave qui pourrait être causé par d'autres, dont les employés.

Mais le poids des véhicules constitue un danger qui nous oblige à coopérer. Il existe certaines restrictions du côté canadien, mais chez les Américains à ma connaissance, il n'y en a pas. Il convient donc d'harmoniser la réglementation de part et d'autre, ce qui s'est fait d'une façon qui a donné satisfaction jusqu'à présent.

Il est surprenant que ce pont, construit il y a un demi-siècle, puisse supporter le poids des camions qui le traversent de nos jours. Il y a parfois, d'un bout à l'autre, toute une théorie de camions à la queue leu leu, de vrais mastodontes sur un pont qui a pourtant 50 ans.

C'est sans rapport avec l'amendement, mais cela intéresse peut-être les membres du Comité. L'ingénieur qui a conçu ce pont extraordinaire mérite tous les hommages.

Le sénateur David: Combien de fois par an le conseil d'administration canadien se réunit-il? Est-ce souvent?

M. James: Une fois par mois au moins. Son président, M. McCaw, a pris sa retraite mais il s'y intéresse beaucoup et y assiste souvent.

Faut-il rappeler que le pont pourvoit à ses propres besoins, sans aucune subvention du gouvernement fédéral et abrite, en outre, les bureaux des Douanes et de l'Immigration sans compter les maisons de courtage pour lesquelles il a des locaux.

Ses recettes payent son entretien. Par ailleurs, la Commission a fait construire un magasin hors taxe l'an dernier, l'a loué et touche un pourcentage des bénéfices.

La présidente: Vous disiez, je crois, que le gouvernement fédéral ne paye rien pour toutes ces installations.

M. James: C'est exact.

La présidente: Pourquoi pas?

[Text]

Mr. James: Because the act says that they have to provide those facilities. The Department of Employment and Immigration, or Customs Canada, can ask to have certain renovations made to their buildings, and they have to comply with those requests.

Senator David: How many times a year do you meet with your United States counterparts?

Mr. James: They meet seven, eight or ten times a year. They have a close working relationship with the American bureaucrats.

Senator David: That is a good sign of friendship.

Mr. James: Yes, it has worked out fairly well.

Senator Doyle: What you are saying is that there is no chairman of the Bridge Authority, only the chairman of the Canadian Bridge Authority, and there must be some kind of a chairman in Michigan who is his opposite number.

Mr. James: Yes, it is the senior bureaucrat of the Michigan Transport Commission.

Senator Doyle: But there are really two chairmen.

Mr. James: Yes.

Senator Doyle: That is not provided for under this act.

Mr. James: I suppose you are right, senator.

Senator Doyle: Unless I misinterpreted what you said, each party looks after half of the bridge.

Mr. James: That is true.

Senator Doyle: Do Canadians run out and clean the snow off half the bridge and do the Americans follow suit?

Mr. James: No, the Americans go all the way.

Senator Doyle: Whatever this formula is, it ought to be patented—it seems to work. Perhaps this would be the secret to free trade.

Mr. James: It is Canadian-U.S. relations that work out well.

The Chairman: Are there any further questions, honourable senators?

Senator Stanbury: I have one or two other admonitions to make, Madam Chairman, because I want to pass this bill sooner rather than later—I am frightened stiff of what might happen to these poor people. Even so, Mr. James, I would not want them to think they have no liability because of this piece of legislation. The courts would still hold them responsible for a whole series of things that would fall into the category of what used to be called gross negligence, where under certain circumstances they would be doing something extremely foolish. They still have some responsibilities. I was about to ask whether they had any agreement from the authority to indemnify themselves against damages, but I do not think even that sort of agreement would exclude them from the liability for what we call gross negligence.

The Chairman: Senator Stanbury, you have just reminded me that Mr. Lordon made one other observation on that point. He said it would not exempt them from liability under the

[Traduction]

M. James: Parce que la loi exige d'eux qu'ils fournissent ces installations. Le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, ou bien les Douanes canadiennes peuvent exiger de faire faire des travaux à leurs bâtiments et la Commission doit s'exécuter.

Le sénateur David: Combien de fois par an rencontrez-vous vos homologues américains?

M. James: Sept à dix fois par an. Il y a collaboration étroite entre la Commission et les bureaucrates américains.

Le sénateur David: Voilà qui est réconfortant.

M. James: Oui, cette collaboration a donné satisfaction.

Le sénateur Doyle: Vous nous dites donc qu'il n'y a pas de directeur de la Bridge Authority, simplement le président de la Canadian Bridge Authority et qu'il doit y avoir en contrepartie, au Michigan, un homologue de ce président.

M. James: Oui, c'est le chef de la Michigan Transport Commission.

Le sénateur Doyle: Mais en réalité il y a deux présidents.

M. James: C'est exact.

Le sénateur Doyle: Ce n'est pas prévu dans cette loi.

M. James: Vous avez sans doute raison, sénateur.

Le sénateur Doyle: Si je vous ai bien compris, chacun administre sa moitié de pont.

M. James: C'est exact.

Le sénateur Doyle: Les Canadiens déneigent-ils la moitié du pont, et les Américains en font alors autant?

M. James: Non, ce sont les Américains qui font tout le déneigement.

Le sénateur Doyle: Quelle que soit la formule, elle mérite d'être breveté, car elle fonctionne. Nous devrions peut-être nous en inspirer pour le libre-échange.

M. James: Ce sont les relations entre le Canada et les États-Unis qui sont bonnes.

La présidente: Avez-vous d'autres questions à poser, chers collègues?

Le sénateur Stanbury: Je n'ai qu'un ou deux avertissements à donner, madame la présidente, car je tiens à ce que ce projet de loi soit adopté dans les plus brefs délais car je redoute ce qui pourrait arriver à ces malheureux. Quoi qu'il en soit, monsieur James, je ne voudrais pas qu'ils pensent être à couvert à cause de ce projet de loi. Les tribunaux les tiendraient quand même responsables de toute une série de faits qui entreraient dans la catégorie de ce qu'on appelait grave négligence, que dans certaines circonstances ils agiraient de façon irresponsable. Ils ne sont nullement exonérés de responsabilités. J'étais sur le point de demander si la Commission les met à couvert de dommages-intérêts, mais même ce genre d'entente ne les protégerait pas au cas où ils seraient accusés de grave négligence.

La présidente: Vous venez de me rappeler, sénateur Stanbury, que M. Lordon a encore fait une autre remarque à ce sujet. Il a fait observer que le projet de loi ne les exempterait

[Text]

Trustee Act, for example, because the laws regarding trustees have advanced considerably since the days when they drew up that definition under the Interpretation Act.

Senator Stanbury: Perhaps we do not need to go into all of that now except to mention that they should be aware of that scenario.

In addition, I cannot believe that a court would support the self-serving nature of some of the wording of this bill, in which the Canadian government seems to be saying, "You are not an agent of the government and, therefore, we are not responsible for any damages you might incur." If there are damages that exceed the \$49 million in insurance, who do you think is going to pay them? Will somebody have to give the bridge away? When you have a state organization—the Department of Highways or whatever it is—responsible on the Michigan side, I do not think any court will allow the Canadian government to get away with not assuming responsibility, especially in the sort of funny setup that exists there.

Mr. James: Perhaps not, senator.

Senator Stanbury: That is why I say that if I were you, taking an interest in this thing, I would have somebody review the entire matter and see whether an amendment ought to be made to that effect.

Mr. James: Thank you, senator; I take that as good advice.

The Chairman: There being no further questions, honourable senators, and with those observations, shall we report the bill without amendment?

Hon. Senators: Agreed.

The Chairman: On behalf of the committee, Mr. James, I thank you for coming this afternoon.

The committee continued *in camera*.

[Traduction]

pas de responsabilités aux termes de la Trustee Act, par exemple, car les lois sur les fédéicommissaires ont beaucoup évolué depuis l'époque où la définition en a été donnée dans le cadre de la Loi d'interprétation.

Le sénateur Stanbury: Nous n'avons peut-être pas besoin d'entrer maintenant dans tous ces détails, si ce n'est pour leur demander de penser à ce cas de figure.

En outre, j'ai peine à croire qu'un tribunal appuierait une interprétation égoïste de certains passages du projet de loi, par lesquels le gouvernement canadien semble dire: «Vous n'êtes pas agent du gouvernement et nous ne sommes donc pas responsables des dommages que vous risquez de subir.» Si ces dommages dépassent les 49 millions qui sont assurés, qui les paiera? Quelqu'un devra-t-il céder le pont? Parce que vous avez un organisme étatique—les Ponts et chaussées ou tout autre organisme responsable—du côté du Michigan, aucun tribunal ne permettra au Canada de se dérober à ses responsabilités, en particulier avec le singulier arrangement qui existe actuellement.

M. James: C'est bien possible, sénateur.

Le sénateur Stanbury: C'est pourquoi je dis qu'à votre place, si cette question m'intéressait, je ferais réexaminer toute cette question pour voir si un amendement ne devrait pas être apporté dans ce sens.

M. James: Je vous remercie, sénateur j'en ferai mon profit.

La présidente: Sur ce, chers collègues, s'il n'y a plus d'autres questions, pouvons-nous déposer le projet de loi sans amendement?

Des voix: D'accord.

La présidente: Au nom du Comité, monsieur James, je vous remercie de votre témoignage.

La séance se poursuit à huis clos.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

On Bill C-264:

From the Royal Canadian Mounted Police:

Sergeant Michel Pelletier, Drug Awareness Program.

On the Subject Matter of Bill C-264:

Mr. Ken James, M.P.

Sur le Projet de loi C-264:

De la Gendarmerie royale du Canada:

Sergent Michel Pelletier, Programme de sensibilisation en matière de stupéfiants.

Sur la teneur du Projet de loi C-264:

M. Ken James, député.



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

SENATE OF CANADA

*Proceedings of the Standing Senate
Committee on*

Legal and Constitutional Affairs

Chairman:
The Honourable JOAN NEIMAN

Wednesday, August 31, 1988
Thursday, September 1st, 1988

Issue No. 97

Ninth proceedings on:

Consideration of Bill C-61, An Act to amend
the Criminal Code, the Food and Drugs Act
and the Narcotic Control Act

Sixth and seventh proceedings on:

Consideration of Bill C-82, An Act
respecting the registration of lobbyists

INCLUDING:

The thirty-first and thirty-second reports of
the Committee

APPEARING:

The Honourable Harvie Andre, P.C., M.P.,
Minister of Consumer and Corporate
Affairs

WITNESSES:
(See back cover)

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-87-88

SÉNAT DU CANADA

*Délibérations du comité
sénatorial permanent des*

Affaires juridiques et constitutionnelles

Présidente:
L'honorable JOAN NEIMAN

Le mercredi 31 août 1988
Le jeudi 1^{er} septembre 1988

Fascicule n° 97

Neuvième fascicule concernant:

L'étude du Projet de loi C-61, Loi modifiant
le Code criminel, la Loi des aliments
et drogues et la Loi sur les stupéfiants

Sixième et septième fascicules concernant:

L'étude du Projet de loi C-82, Loi sur
l'enregistrement des lobbyistes

Y COMPRIS:

Les trente et unième et trente-deuxième
rapports du Comité

COMPARAÎT:

L'honorable Harvie Andre, c.p., député,
Ministre de la Consommation et des
Corporations

TÉMOINS:
(Voir à l'endos)

THE STANDING SENATE COMMITTEE ON
LEGAL AND CONSTITUTIONAL AFFAIRS

The Honourable Joan Neiman, *Chairman*

The Honourable Nathan Nurgitz, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (or Frith) |
| Cogger | *Murray (or Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT
DES AFFAIRES JURIDIQUES ET
CONSTITUTIONNELLES

Présidente: L'honorable Joan Neiman

Vice-président: L'honorable Nathan Nurgitz

et

Les honorables sénateurs:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | *MacEachen (ou Frith) |
| Cogger | *Murray (ou Doody) |
| Doyle | Neiman |
| Fairbairn | Nurgitz |
| Gigantès | Robertson |
| Hébert | Spivak |
| Lewis | Stanbury |

**Membres d'office*

(Quorum 4)

ORDERS OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Wednesday, July 13, 1988:

Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Nurgitz, seconded by the Honourable Senator Spivak, for the second reading of the Bill C-61, An Act to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act.

After debate, and—
The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Nurgitz moved, seconded by the Honourable Senator Spivak, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Wednesday, July 27, 1988:

Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Doyle, seconded by the Honourable Senator Barootes, for the second reading of the Bill C-82, An Act respecting the registration of lobbyists.

After debate, and—
The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Doody moved, seconded by the Honourable Senator Barootes, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

ORDRES DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 13 juillet 1988:

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Nurgitz, appuyé par l'honorable sénateur Spivak, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-61, Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants.

Après débat,
La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Nurgitz propose, appuyé par l'honorable sénateur Spivak, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

La motion, mise au voix, est adoptée.

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 27 juillet 1988:

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Doyle, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-82, Loi sur l'enregistrement des lobbyistes.

Après débat,
La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Doody propose, appuyé par l'honorable sénateur Barootes, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles.

La motion, mise au voix, est adoptée.

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, AUGUST 31, 1988
(137)

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met *in camera* at 4:05 p.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Joan Neiman, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Doyle, Neiman, Nurgitz, Robertson, Spivak and Stanbury (6).

In attendance: From the Library of Parliament: Katharine Dunkley, and Margaret Young, Research Officers.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 13, 1988, resumed consideration of Bill C-61, An Act to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act.

The Committee considered a draft report.

It was agreed,—

THAT the report on Bill C-61 be adopted without amendment but with observations, and that the Chairman do so report to the Senate as the 31st report of the Committee.

At 5:20 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, AUGUST 31, 1988
(138)

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met at 7:15 p.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Joan Neiman, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Doyle, Fairbairn, Gigantès, Hébert, Neiman, Nurgitz, Robertson and Stanbury (8).

In attendance: From the Library of Parliament: Katharine Dunkley and Margaret Smith, Research Officers.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

Appearing: The Honourable Harvie Andre, P.C., M.P., Minister of Consumer and Corporate Affairs.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, resumed consideration of Bill C-82, An Act respecting the registration of lobbyists.

The Minister made a statement and answered questions.

At 8:25 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 31 AOÛT 1988
(137)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à huis clos, à 16 h 05, sous la présidence de l'honorable sénatrice Joan Neiman (présidente).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Doyle, Neiman, Nurgitz, Robertson, Spivak et Stanbury (6).

Également présentes: De la Bibliothèque du Parlement: Katharine Dunkley et Margaret Young, attachées de recherche.

Conformément à son ordre de renvoi du 13 juillet 1988, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-61, Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants.

Le Comité examine le projet de rapport.

Il est convenu—QUE le rapport sur le projet de loi C-61 soit adopté sans modification mais avec des réserves, et que la présidente le soumette au Sénat comme 31^e rapport du Comité.

À 17 h 20, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

LE MERCREDI 31 AOÛT 1988
(138)

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à 19 h 15 sous la présidence de l'honorable sénatrice Joan Neiman (présidente).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Doyle, Fairbairn, Gigantès, Hébert, Neiman, Nurgitz, Robertson et Stanbury (8).

Également présentes: De la Bibliothèque du Parlement: Katharine Dunkley et Margaret Smith, attachées de recherche.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Comparaît: L'honorable Harvie Andre, c.p., député, ministre de la Consommation et des Corporations.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-82, Loi sur l'enregistrement des lobbyists.

Le ministre fait une déclaration et répond aux questions.

À 20 h 25, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

THURSDAY, SEPTEMBER 1, 1988
(139)

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met *in camera* at 9:05 a.m., this day, the Deputy Chairman, the Honourable Senator Nathan Nurgitz, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Doyle, Fairbairn, Gigantès, Nurgitz, Robertson and Stanbury (6).

In attendance: From the Library of Parliament: Katharine Dunkley, and Margaret Smith, Research Officers.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, resumed consideration of Bill C-82, An Act respecting the registration of lobbyists.

It was agreed,—

THAT the report on Bill C-82 be adopted without amendment but with recommendations, and that the Chairman do so report to the Senate as the 32nd report of the Committee.

At 9:30 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

LE JEUDI 1^{er} SEPTEMBRE 1988
(139)

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à huis clos, à 9 h 05, sous la présidence de l'honorable sénateur Nathan Nurgitz (vice-président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Doyle, Fairbairn, Gigantès, Nurgitz, Robertson et Stanbury (6).

Également présentes: De la Bibliothèque du Parlement: Katharine Dunkley et Margaret Smith, attachées de recherche.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-82, Loi sur l'enregistrement des lobbyistes.

Il est convenu—QUE le rapport sur le projet de loi C-82 soit adopté sans modification mais accompagné de recommandations, et que la présidente le soumette au Sénat comme 32^e rapport du Comité.

À 9 h 30, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ:

Le greffier du Comité

Paul C. Bélisle

Clerk of the Committee

REPORT OF THE COMMITTEE

THURSDAY, September 1st, 1988

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs has the honour to present its

THIRTY-FIRST REPORT

Your Committee, to which was referred Bill C-61, An Act to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act, has, in obedience to the Order of Reference of Wednesday, July 13, 1988, examined the said Bill and now reports the same without amendment, but with the following comments:

The Committee has examined Bill C-61, the Proceeds of Crime Bill, very carefully and has heard testimony from the Minister and his officials and from representatives of the Canadian Bar Association and the defence bar.

All members of the Committee strongly support the goals of this bill. We agree that there is a need for strong measures to deal with organized crime. The Committee does, however, have some concerns which it wishes to outline.

The first is the issue of dual criminality. The bill permits forfeiture of a person's property for certain named offences if the activity which produced the property took place elsewhere and would have constituted an offence *if it had occurred in Canada*. In theory, therefore, the activity could have been legal in the jurisdiction where it took place. For this reason, the bill has been characterized as lacking the requirement of dual criminality found in extradition proceedings.

Identical issues are raised by the new offence of laundering the proceeds of crime. It will become a criminal offence to launder property or proceeds obtained directly or indirectly as a result of an act or omission that, if it had occurred in Canada, would have constituted one of the named offences.

A very strong argument can be made that to convict people of an offence, or to order their property forfeit, where the underlying activity was *legal* in the jurisdiction in which it occurred would be to violate section 7 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* whereby the right to life, liberty and security of the person is guaranteed. We have difficulty in accepting that conviction in those circumstances would be considered to be in accord with the principles of fundamental justice required by the section.

The *Criminal Code* has long contained a provision (section 312) which makes it an offence to possess property obtained by crime and includes property which results from an act or omission that, if it had occurred in Canada, would have constituted an offence punishable by indictment. In other words, there is no requirement of dual criminality in this offence. Government officials have informed us that this part of the section has never been used. They argue that its existence is proof that the principle is accepted and, somewhat paradoxically, that the fact that no one has ever been charged is evidence that the lack

RAPPORT DU COMITÉ

Le JEUDI 1^{er} septembre 1988

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a l'honneur de présenter son

TRENTÉ ET UNIÈME RAPPORT

Votre Comité, auquel a été déféré le Projet de loi C-61, Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants, a, conformément à l'ordre de renvoi du mercredi 13 juillet 1988, étudié ledit projet de loi et en fait maintenant rapport sans amendement, mais avec les commentaires suivants:

Le Comité a examiné très attentivement le projet de loi C-61 visant les produits de la criminalité, et a entendu le témoignage du ministre, de ses hauts fonctionnaires, ainsi que les représentants de l'Association du Barreau canadien et des procureurs de la défense.

Tous les membres du Comité appuient vigoureusement les objectifs de ce projet de loi. Nous admettons qu'il est nécessaire de prendre des mesures rigoureuses pour contrer la criminalité organisée. Le Comité émet toutefois certaines réserves dont il aimerait traiter dans les lignes qui suivent.

Le première concerne la question de la double criminalité. Le projet de loi autorise la confiscation des biens d'une personne trouvée coupable de certaines infractions désignées, si les actes qui lui ont permis de se procurer ces biens ont été exécutés à l'extérieur du Canada et qu'ils auraient été réputés criminels *s'ils étaient survenus au Canada*. En théorie, cependant, ces actes auraient tout aussi bien pu être légaux dans le pays où ils ont été exécutés. Pour cette raison, nous croyons que le projet de loi ne répond pas aux critères de double criminalité exigés dans les procédures d'extradition.

La nouvelle infraction portant sur le recyclage des produits de la criminalité pose des problèmes identiques. Sera coupable d'une infraction quiconque recyclera un bien ou ses produits obtenus directement ou indirectement par un acte ou une omission survenu à l'extérieur du Canada qui, au Canada, aurait constitué l'une des infractions désignées.

D'aucuns pourraient invoquer avec force arguments que le fait de déclarer qu'il y a culpabilité, ou d'ordonner la confiscation de biens, lorsque l'activité en litige est *légale* dans le pays où elle est survenue vont à l'encontre de l'article 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, qui garantit le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne. Nous avons beaucoup de mal à admettre qu'une déclaration de culpabilité dans ces circonstances puisse être considérée conforme aux principes de la justice fondamentale dont cet article exige le respect.

Le *Code criminel* contient depuis longtemps une disposition (article 312) qui mentionne que la possession d'un bien obtenu par la perpétration d'une activité criminelle, y compris d'un bien obtenu par une action ou omission, en quelque endroit que ce soit, qui aurait constitué, si elle avait eu lieu au Canada, une infraction punissable sur acte d'accusation, constitue une infraction. Autrement dit, le critère de la double criminalité n'est pas exigé dans ce cas pour établir qu'il y a infraction. Les hauts fonctionnaires du gouvernement nous ont informés que cette partie de l'article du *Code* n'avait jamais été invoquée.

of a dual criminality requirement in this bill will not be abused.

The Committee does not believe that this approach will be acceptable under the *Charter* should such a provision ever be used and its constitutionality challenged, whether the challenge is to a section of the *Code* that has been there for a considerable time or whether it is to a new provision introduced by this bill. On the other hand, we accept that the problem may be more theoretical than real, given that the acts committed by the people targeted by the forfeiture provisions of this bill will, in virtually all cases, be illegal in the foreign jurisdictions where they took place.

The Committee also has concerns about the provision in the bill that permits forfeiture of proceeds for offences other than the one for which the person has been convicted. If a person is convicted of a named offence but it cannot be established that the property relates to that particular offence, the property can still be ordered forfeit if the court is satisfied beyond a reasonable doubt that the property is proceeds of crime.

The Committee appreciates that the lack of a provision of this type could result in a serious loophole and could jeopardize the attainment of the goals of the legislation. On the other hand, we feel that there is a lack of legislative direction as to how this provision should operate. Will an entirely new hearing be required to determine whether other crimes have taken place? How will it differ from a trial for those very offences? How can the court avoid prejudice to the offender when deciding the sentence for the original crime for which the person has been convicted after hearing evidence related to other criminal activity relevant to the forfeiture proceedings?

The Committee pursued two specific concerns with the Minister. First, that the offence of charging a criminal interest rate, commonly called loansharking, was omitted from the list of named offences. Secondly, that when applying for special search warrants or restraint orders under this bill, there is no requirement that the Attorney General notify the judge of any previous applications made in relation to the same individual. The committee notes that both the wiretap and the telewarrant sections of the *Code* contain such a notice requirement and we believe that its inclusion is equally important in the forfeiture context. We note as well that the Law Reform Commission of Canada in its Working Paper 30 on search and seizure recommended that such a requirement be added to the general search warrant sections of the *Code*. The Committee was informed by government officials that certain other provisions of Bill C-61 reflect recommendations of the Commission.

As a result of our representations, the Minister has agreed in principle with our representations and has undertaken to proceed as outlined in his letter as follows:

Selon eux, le fait qu'elle existe prouve que le principe est généralement reconnu et que, paradoxalement, le fait qu'aucune accusation n'ait été portée dans de tels cas illustre que l'on n'exploitera pas indûment l'absence de référence à la double criminalité dans ce projet de loi.

Le Comité ne croit pas que cette argumentation serait jugée conforme à la *Charte* si la constitutionnalité de cette disposition était remise en question, que la contestation se rapporte à un article inséré dans le *Code* depuis fort longtemps ou qu'elle porte sur une nouvelle disposition introduite par ce projet de loi. Par ailleurs, nous admettons que le problème est peut-être beaucoup plus théorique que réel étant donné que les actes commis par ceux dont on voudrait confisquer les biens aux termes de ce projet de loi seront, dans presque tous les cas, illégaux dans le pays étranger où ils auront été commis.

Le Comité est également sceptique à propos de la disposition du projet de loi qui permet la confiscation des produits d'infractions autres que celles dont la personne a été trouvée coupable. Si une personne est déclarée coupable d'une infraction désignée, mais qu'on ne peut arriver à prouver que les biens ont été obtenus par la perpétration de cette infraction, le tribunal peut encore en ordonner la confiscation s'il est convaincu hors de tout doute raisonnable que les biens sont le produit de la criminalité.

Le Comité est conscient que l'absence d'une telle disposition pourrait constituer une grave échappatoire et compromettre les objectifs que cette mesure législative veut atteindre. Il nous semble par ailleurs que la façon de l'appliquer n'est pas suffisamment bien décrite. Faudra-t-il entamer un nouveau procès? En quoi celui-ci sera-t-il différent d'une audience où le tribunal aura à juger des accusations initiales? Comment le juge pourra-t-il éviter de causer préjudice au contrevenant en décidant de la peine qu'il devra imposer pour la première infraction, après avoir entendu des témoignages se rapportant à une autre activité criminelle pertinente aux procédures de confiscation?

Le Comité a formulé deux critiques au ministre. Premièrement, il déplore que le fait d'exiger des taux d'intérêt exorbitants, autrement dit, de s'adonner au prêt usuraire, n'ait pas été inclus dans la liste des infractions désignées. Deuxièmement, il constate que lorsque le procureur demande l'exécution d'un mandat spécial de perquisition ou d'une ordonnance de blocage, aux termes de ce projet de loi, le procureur général n'est pas tenu d'informer le juge que des demandes similaires ont déjà été présentées au sujet du contrevenant. Le Comité constate que les dispositions du *Code* portant sur l'écoute électronique et le télémandat exigent de tels avis, et nous croyons qu'il serait tout aussi important de les exiger dans le cas des confiscations. Nous signalons aussi que la Commission de réforme du droit du Canada, dans son document de travail n° 30 sur la perquisition et la saisie, a recommandé que cette exigence soit ajoutée à tous les articles du *Code* portant sur les mandats de perquisitions. Les hauts fonctionnaires du gouvernement ont informé le Comité que d'autres dispositions du Projet de loi C-61 ont donné suite aux recommandations de la Commission.

Après lui avoir communiqué nos vues, le Ministre s'est dit d'accord avec nos propositions et s'est engagé à procéder tel qu'il le propose dans la lettre suivante:

“The Honourable Joan B. Neiman
Chairman
The Standing Senate Committee
on Legal and Constitutional Affairs
Room 475-S
East Block
Ottawa, K1A 0A4

Dear Senator Neiman:

I have been informed by my officials that the Standing Committee on Legal and Constitutional Affairs is interested in completing its review of Bill C-61 and recommending its adoption at third reading in an effort for it to receive Royal Assent this week but that, prior to completing your review of this bill, you would like my views with respect to possible future amendments to the provisions which the bill would add to the *Criminal Code*.

As I understand it, your Committee would like to add to the list of enterprise crime offences the offence of loansharking or criminal interest rate. Your Committee would also like to see the *Criminal Code* amended so that an application for a special search warrant and an application for a restraint order, as provided for under sections 420.12 and 420.13 respectively, require a statement as to any prior application for such warrant or order under these sections, of which the Attorney General has knowledge. With respect to this last amendment you are undoubtedly aware that a similar type of provision already exists in the *Criminal Code* in respect of an application for a wiretap authorization and a telewarrant application.

I am pleased to advise you and your Committee that I agree in principle with the amendments and, subject to a closer examination by my officials and in consultation with my provincial and territorial colleagues, will proceed with a view to the inclusion of the amendments in the *Criminal Code* at an early date.

With kindest regards, I remain,

Yours sincerely,

Ray Hnatyshyn”

Respectfully submitted,

«L'honorable Joan B. Neiman
Présidente
Comité sénatorial permanent des affaires
juridiques et constitutionnelles
Pièce 475-S
Édifice de l'Est
Ottawa, K1A 0A4

Madame la Sénatrice,

Mes hauts fonctionnaires m'ont informé que le Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles veut terminer l'étude du projet de loi C-61 et recommander que ce dernier soit adopté en troisième lecture de manière qu'il puisse recevoir la sanction royale cette semaine, mais qu'avant de terminer cette étude vous aimeriez connaître mon point de vue sur les modifications qui pourraient, ultérieurement, être apportées aux dispositions que le projet de loi ajouterait au *Code criminel*.

Si je ne m'abuse, le Comité aimerait ajouter à la liste des infractions de criminalité organisée les prêts à taux usuraire. Il aimerait aussi que le *Code criminel* soit modifié de manière que les demandes de mandat spécial et d'ordonnance de blocage prévues aux articles 420.12 et 420.13, respectivement, s'accompagnent d'une déclaration relative à toute demande antérieure semblable dont le procureur général connaît l'existence. En ce qui concerne cette dernière modification, vous savez sans aucun doute qu'il y a déjà dans le *Code criminel* une disposition analogue au sujet d'une demande d'autorisation d'écoute électronique et d'une demande de télémandat.

Je suis heureux de vous informer qu'en principe, je suis d'accord avec ces modifications et que sous réserve d'un examen plus approfondi de mes hauts fonctionnaires, et en consultation avec mes homologues provinciaux et territoriaux, j'entreprendrai prochainement de faire inclure ces modifications dans le *Code criminel*.

Veuillez agréer, madame la sénatrice, mes respectueux hommages.

Ray Hnatyshyn»

Respectueusement soumis,

La présidente
JOAN B. NEIMAN
Chairman

REPORT OF THE COMMITTEE

WEDNESDAY, September 7, 1988

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs has the honour to present its

THIRTY-SECOND REPORT

Your Committee, to which was referred Bill C-82, an Act respecting the registration of lobbyists, has in obedience to the Order of Reference of Wednesday, July 27, 1988, examined the said Bill and now reports the same without amendment but with the following comments:

Believing that the principles outlined in the preamble of the Bill are worthy objectives and essential to ensure that public confidence in our democratic system of government is maintained and fostered, the Committee is prepared to recommend the passage of Bill C-82 without amendment. At the same time, a majority of the Committee has concerns regarding the scope and language of the Bill.

The first concern relates to the Bill's failure to specifically address the information gathering activities of lobbyists. Since information gathering is a significant portion of a lobbyist's work, the Committee feels that some attempt should have been made to include in the Bill those information gathering activities that are intended to result in an attempt to influence government decisions.

Another of the Committee's concerns is derived from the division of lobbyists into two tiers. Tier II lobbyists, that is, individuals in the employ of organizations who spend a significant part of their duties communicating with public office holders, unlike their Tier I (*third party paid*) counterparts, are not required to disclose the subject-matter of their communications with public office holders.

It has been suggested that there is no need for Tier II lobbyists to disclose the subject-matter of their approaches to public office holders because their names alone will give an indication of the issues of concern to them. However, we have difficulty accepting the contention that a business card will provide all the information that the Canadian public and public office holders should know about the lobbying activities of these lobbyists. A Tier II lobbyist may have an interest in several subjects, some of which would not be readily apparent from the name of an employer.

Tier I and Tier II lobbyists are also treated differently when they attempt to influence the awarding of government contracts. A Tier I lobbyist would be required to file a return with the Registrar General while no filing would be required of a Tier II lobbyist. On a practical level, this avoids the onerous requirement of having every salesperson who approaches government on routine business register his activity.

Nonetheless, the Committee is concerned that corporations that do not hire a Tier I lobbyist to assist them in their attempts to influence the awarding of a government contract will be able to conduct their activities in this regard free of public scrutiny.

RAPPORT DU COMITÉ

Le MERCREDI 7 septembre 1988

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a l'honneur de présenter son

TRENTÉ-DEUXIÈME RAPPORT

Votre Comité, auquel a été déféré le Projet de loi C-82, Loi sur l'enregistrement des lobbyistes, a, conformément à l'ordre de renvoi du mercredi 27 juillet 1988, étudié ledit projet de loi et en fait maintenant rapport sans amendement, mais avec les commentaires suivants:

Comme il estime que les principes exposés dans le préambule du projet de loi sont louables et qu'ils sont essentiels pour entretenir la confiance du public dans notre régime gouvernemental démocratique, le Comité est disposé à recommander l'adoption du projet de loi C-82 sans modification. Par ailleurs, la majorité des membres du Comité se préoccupent de la portée et la formulation de ce projet de loi.

La première préoccupation tient à ce que le projet de loi ne traite pas expressément de l'activité des lobbyistes en matière de collecte d'informations. Comme la réunion d'informations représente une part appréciable du travail d'un lobbyiste, le Comité estime qu'il aurait fallu chercher à intégrer dans le projet de loi cette activité, dont le résultat permet d'essayer d'influencer les décisions gouvernementales.

Une autre des préoccupations du Comité découle de la répartition des lobbyistes en deux catégories. Ceux de la deuxième catégorie, c'est-à-dire les employés d'une organisation dont une partie importante des fonctions comporte la communication avec des fonctionnaires, ne sont pas tenus de divulguer le contenu de ces communications, contrairement aux lobbyistes de la première catégorie (*payés par un tiers*).

On prétend qu'il n'est pas nécessaire que les lobbyistes de la deuxième catégorie révèlent la teneur de leurs communications avec des fonctionnaires, car leur seul nom sera une indication des questions qui les intéressent. Cependant, nous avons de la difficulté à reconnaître qu'une carte d'affaires fournira tous les renseignements que les Canadiens et les fonctionnaires doivent connaître au sujet des activités de ces lobbyistes. Un lobbyiste de la deuxième catégorie peut s'intéresser à plusieurs questions, dont certaines ne se dégagent pas clairement du nom d'un employeur.

Les lobbyistes de la première et de la deuxième catégories sont également traités différemment lorsqu'ils tentent d'influencer l'octroi de contrats par le gouvernement. Les lobbyistes de la première catégorie seraient tenus de fournir une déclaration au Registraire général du Canada, contrairement aux lobbyistes de la deuxième catégorie qui n'auraient pas de telle obligation. Sur le plan pratique, cela évite au simple vendeur qui communique avec le gouvernement concernant des transactions routinières d'avoir à enregistrer ses activités, ce qui serait assez onéreux.

Quoi qu'il en soit, le Comité craint que les entreprises qui ne recourent pas aux services d'un lobbyiste de la première catégorie pour les aider à tenter d'influencer l'octroi d'un contrat du gouvernement n'exercent leurs activités à cet égard à l'abri de tout contrôle public.

The Committee is also concerned with the Bill's ambiguous language. The word "policy" and the phrase "in an attempt to influence" are examples of such ambiguity.

Our last concern relates to the interpretation of paragraph 5(2)(d) of the bill. If lobbyists are required to file a return for each communication, administration of the Bill will become overly burdensome. The Minister assured the Committee that this is not the government's intention. We also recognize that regulations will be important to ensure effective administration of the Bill.

Finally, the Committee takes some comfort in knowing that, after three years, a Parliamentary committee will review the administration and operation of the Bill. At that time, an opportunity will exist to address the concerns raised in this report.

Respectfully submitted,

La présidente

JOAN B. NEIMAN

Chairman

Le Comité déplore aussi que la formulation du projet de loi soit aussi ambiguë. Le mot «politiques» et l'expression «afin de tenter d'influencer» illustrent l'ambiguïté dont nous voulons parler.

Notre dernière réserve a trait à l'interprétation de l'alinéa 5(2)d) du projet de loi. Si les lobbyistes sont tenus de fournir une déclaration chaque fois qu'ils communiquent avec le gouvernement, l'application de cette loi deviendra inutilement onéreuse. Le ministre a assuré au Comité que telle n'était pas l'intention du gouvernement. Le Comité reconnaît que les règlements seront importants pour que la loi puisse être appliquée avec efficacité.

Enfin, c'est avec un certain réconfort que le Comité constate qu'après trois ans, l'application de la loi sera soumise à l'examen d'un comité parlementaire. Le gouvernement aura alors l'occasion de se poser de nouveau des questions sur les problèmes que nous soulevons dans ce rapport.

Respectueusement soumis,

EVIDENCE

Ottawa, Wednesday, August 31, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs, to which was referred Bill C-82, respecting the registration of lobbyists, met this day at 7.00 p.m. to give consideration to the bill.

Senator Joan Neiman (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: Mr. Minister, we are very pleased to have you with us this evening with respect to Bill C-82. I believe this is your first official appearance before our Legal and Constitutional Affairs Committee.

You have been furnished with a list of questions pertaining to a number of concerns that were put to the committee by witnesses from whom we have heard in the past couple of weeks. We would be interested in hearing any remarks that you may wish to make regarding those concerns.

The Honourable Harvie Andre, P.C., M.P., Minister of Consumer and Corporate Affairs: I was advised of some of the questions that arose, which I am certainly prepared to answer. I have some opening remarks. I do not know if they address every question you have raised, but following my remarks, I will answer any questions you may have to pose.

I think everyone here is familiar with the background of this legislation. Private members tabled many bills on the subject over the years and, in September 1985, the Prime Minister made a commitment to establish a registry. Bill C-82 was tabled in the House of Commons in June 1987.

Canadians have been waiting for the implementation of a lobbyist registration system for a long time. We have studied, argued, consulted and debated the principles and wording time and time again. As I am sure my officials explained earlier, we believe that this system is a very simple and effective means of shedding some light on federal government processes. The problem, if there is one, is that the public knows very little about the way government works and that what it does know it distrusts. Better information is needed. The government must make an effort to open the process to public scrutiny.

As I have said in many speeches, the proposed system is founded upon four principles: openness, clarity, access to government and administrative simplicity. Satisfying all four of these principles requires some balancing and some give and take. Not all of them are satisfied totally.

Tout en permettant au titulaire des charges publiques de savoir qui fait des représentations auprès du gouvernement, il est essentiel de préserver le droit d'accès de tous au gouvernement. C'est pourquoi je n'ai pas proposé de réglementer la profession de lobbyiste.

Le projet de loi exige simplement la divulgation de certaines informations reliées aux activités de lobbying.

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mercredi 31 août 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, auquel a été renvoyé le projet de loi C-82 concernant l'enregistrement des lobbyistes, se réunit aujourd'hui à 19 heures pour étudier le projet de loi.

Le sénateur Joan Neiman (*présidente*) occupe le fauteuil.

La présidente: Monsieur le ministre, nous sommes très heureux de vous avoir parmi nous ce soir pour discuter du projet de loi C-82. Je crois qu'il s'agit de votre première comparution officielle devant le Comité des affaires juridiques et constitutionnelles. Quoi qu'il en soit, nous sommes heureux que vous ayez pu comparaître ce soir au sujet de projet de loi C-82.

Vous avez reçu une liste de question soulevées par les témoins que le Comité a entendus ces dernière semaines. Nous aimerions connaître vos propres commentaires au sujet de ces mêmes questions.

L'honorable Harvie Andre, c.p., député, ministre de la Consommation et des Corporations: J'ai été informé de certaines questions qui ont été soulevées, et auxquelles je suis prêt à répondre. J'ai une déclaration préliminaire; j'ignore si elle englobe tous les points que vous avez abordés, mais je pourrai ensuite répondre à vos questions.

Je pense que tout le monde ici connaît bien l'historique de ce projet de loi. Des députés ont déposé de nombreux projets de loi sur le même sujet au cours des années, et, en septembre 1985, le premier ministre s'est engagé à établir un registre. Le projet de loi C-82 a été déposé à la Chambre des communes en juin 1987.

Les Canadiens attendent depuis longtemps la création d'un système d'enregistrement des lobbyistes. Nous avons étudié, discuté et débattu les principes et la terminologie encore et encore. Comme mes collaborateurs vous l'ont certainement expliqué plus tôt, nous croyons que ce système est un moyen très simple et efficace de jeter une certaine lumière sur les méthodes de fonctionnement du gouvernement fédéral. Le problème, s'il y en a un, est que le public est très peu informé de la façon dont fonctionne le gouvernement, et le peu qu'il sait le laisse méfiant. Il vaudrait mieux l'informer. Le gouvernement doit faire en sorte de rendre ce processus plus accessible à l'examen public.

Comme je l'ai dit dans de nombreuses allocutions, le système proposé repose sur quatre principes: l'ouverture, la transparence, l'accès au gouvernement et la simplicité administrative. Le respect de ces quatre principes exige un certain équilibrage et des compromis. Tous les principes ne peuvent être respectés dans leur intégralité.

It is vital to safeguard the right of access of all individuals to government. At the same time, public office holders should be aware who is making representations to the government. That is why I did not recommend that lobbying be regulated.

The bill merely provides for the disclosure of certain information relating to lobbying activities.

[Text]

It is also vital to balance openness with administrative simplicity. In the name of openness, a registry system could go overboard in seeking information. Some say that the American lobbyist register does this. However, we require only disclosure of information that contributes more to openness than it does to red tape. It has not been an easy balance to establish, but I believe we have accomplished that. Some of my colleagues in the house voiced concerns about various aspects of this bill, but, in the end, they agreed that it was important first and foremost to establish the system.

There is, of course, a three-year review built into the legislation, which provides an automatic opportunity to evaluate the system and, if necessary, to make adjustments. As I have said before, this is a simple and effective system, and the time for it has now arrived. Honourable senators, I leave it in your hands, and I am prepared to answer any questions you may have.

Senator Stanbury: Mr. Minister, we appreciate your being here. I think you will find that we do not have any dispute about the purpose of the bill. In fact, we are happy to see the bill come forward. Our concerns, and those of our witnesses, have been more in the area of administrative simplicity, and perhaps in the lack of regulation and inclusion of some areas of lobbying that we recognize as being common.

One area of administrative difficulty which seems to be open to interpretation is the provision that every individual who undertakes to arrange a meeting with a public officeholder or to communicate with a public officeholder in an attempt to influence, et cetera, shall not, later than ten days after entering into the undertaking, file with the registrar, in the prescribed form and manner, a return.

The interpretation that has been put on that is that every time a letter is sent to arrange an appointment, or every time a telephone call is made, a return is required, and we can visualize warehouses full of returns which no one will ever look at, which will serve no purpose. We wonder whether there is not some way of clarifying that intention, and to be sure that that is not the interpretation which will be put on that section.

Mr. Andre: Certainly that is not the intent, and we do not think that that is the way it would be interpreted, senator. The key word there is "for payment". One of the reasons why we have ended up with the system we have is in order to distinguish and make sure that we were dealing with a registry of lobbyists. As you rightly point out, if one tried to register lobbying every time there was a contact, and so on, one would end up with a massively complex system which would be very expensive to administer, very burdensome and perhaps constitutionally questionable. It would interfere with the normal processes of government where, in fact, the kinds of communication that go on are necessary for good government.

So the approach that we propose, and which we think we have covered in the bill, is that if some individual for payment—

[Traduction]

Il est également essentiel d'assurer l'équilibre entre l'ouverture et la simplicité administrative. Au nom de l'ouverture, un système d'enregistrement pourrait permettre d'exiger des renseignements de façon abusive. Certains soutiennent que c'est le cas du registre américain des lobbyistes. En ce qui nous concerne, nous exigeons simplement les renseignements qui contribuent davantage à l'ouverture qu'à la paperasserie administrative. Ce ne fut pas facile, d'atteindre un équilibre, mais je crois que nous avons réussi. Certains de mes collègues à la Chambre se sont élevés contre divers aspects du projet de loi, mais ils ont finalement reconnu l'importance primordiale du système.

Il ne faut pas oublier non plus que la loi sera obligatoirement soumise à un examen au bout de trois ans et qu'on évaluera automatiquement le système qui sera, au besoin, modifié. Comme je l'ai déjà dit, c'est un système simple et efficace, qu'il était temps d'adopter au Canada. Honorables sénateurs, je suis maintenant prêt à répondre à vos questions.

Le sénateur Stanbury: Monsieur le ministre, nous sommes heureux de votre présence. Vous pourrez constater que nous n'avons pas d'objection quant à l'objet du projet de loi. En fait, nous sommes heureux que ce projet de loi ait été déposée. Nos craintes et celles qu'ont formulées nos témoins concernent davantage ce que vous appelez la simplicité administrative, et sans doute aussi l'absence de réglementation et le fait de ne pas avoir inclus certaines activités de lobbying qui nous semblent fréquentes.

Une disposition qui pourrait apparemment soulever une difficulté d'interprétation au plan administratif est celle qui stipule que tout individu qui s'engage à ménager pour un client une entrevue avec un titulaire d'une charge publique ou à communiquer avec ce dernier pour les motifs énumérés dans, le projet de loi, est tenu, dans les dix jours suivant l'engagement, de fournir au directeur une déclaration en la forme réglementaire.

On a interprété cette disposition comme signifiant que chaque fois qu'une lettre est envoyée pour obtenir une nomination ou qu'un appel téléphonique est effectué, une déclaration est requise; on s'imagine alors des entrepôts pleins de déclarations que personne ne lira jamais et qui ne serviront à rien. Nous nous demandons s'il n'y aurait pas une façon de préciser l'intention du législateur afin d'éviter une telle interprétation.

M. Andre: Ce n'est certainement pas l'intention du législateur et je ne crois pas, sénateur, qu'on fera une telle interprétation. L'expression clé est «moyennant paiement». Une des raisons pour lesquelles nous avons établi ce système, c'était pour nous assurer que des distinctions sont faites et qu'un registre des lobbyistes est effectivement tenu. Comme vous l'avez souligné à juste titre, si on essayait d'enregistrer un acte de lobbying chaque fois qu'il y a un contact, etc., le système deviendrait immensément complexe, très coûteux à administrer et lourd, et il pourrait même soulever des doutes quant à sa légalité. Il empiéterait sur les méthodes normales de gouvernement en vertu desquelles, de fait, les communications de ce genre sont nécessaires à la bonne marche des opérations.

Aussi, l'approche que nous préconisons et qui, selon nous, est contenue dans le projet de loi prévoit que si un individu, «moyennant paiement»—

[Text]

Senator Gigantès: By whom?

Mr. Andre: By the person who presumably desires their services.

Senator Gigantès: Or the employer of that person?

Mr. Andre: If the greatest portion of their time is spent in dealing with government as lobbyists, yes, they would register, but in that Tier II registry. However, if someone has a professional lobbyist or a lawyer—anyone who receives a payment from a corporate individual or a personal individual—to undertake to arrange meetings or to influence government, then that activity should be registered.

What we envision, and what I think we have covered—certainly, if we have not, I would like to deal with it—is that the registration would occur once in terms of the relationship that the lobbyist has with his or her client. We would not require the registration of each lobbying activity but only the fact that the lobbyist is paid by that individual for that function.

Senator Stanbury: I don't think we have any difference of opinion on what is intended or what it is that we would like to accomplish. I think there is a concern about whether that is what is accomplished by the clause. I am wondering whether it is worth trying to improve the wording to make that more clear.

The Chairman: Senator Stanbury, I am distributing a letter that I received at 6 o'clock. I have given a copy to the minister's officials. It relates to some extent to the questions you are raising. It is from the Law Clerk of the Senate with respect to certain activities. Once the officials have had a chance to consider it, we can explore that area further.

Senator Stanbury: It is difficult to deal with that letter as we have only just received it. Perhaps we should read the letter into the record, and then we can understand what it says.

The Chairman: If you wish to do that, you may do so.

Senator Stanbury: This is a letter dated August 31, 1988 addressed to Senator Neiman. It has been sent by the Law Clerk and Parliamentary Counsel to the Senate Raymond du Plessis. It says:

It has been drawn to my attention that Bill C-82 could have an effect on some of the steps involved in the preparation of private bills for introduction in the Senate.

There are two matters that I would draw to your attention.

The first matter concerns the awkward way in which the bill would apply to lawyers approaching Parliament on behalf of clients petitioning for private bills. The second matter concerns the effect of solicitor-client privilege on prosecutions and defences under the proposed legislation.

With respect to the first matter, those corporations or individuals who apply to Parliament for the introduction

[Traduction]

Le sénateur Gigantès: Employé par qui?

M. Andre: Par la personne qui désire obtenir les services d'un lobbyiste.

Le sénateur Gigantès: Ou l'employeur de cette personne?

M. Andre: Une personne qui consacre la majeure partie de son temps à des activités de lobbyiste auprès du gouvernement serait tenue de s'enregistrer, mais dans la deuxième catégorie. Toutefois, si une personne a recours aux services d'un lobbyiste professionnel ou d'un avocat, c'est-à-dire tout individu, rémunéré par une société ou un particulier, et que cet individu s'engage à ménager une rencontre ou à influencer le gouvernement, il devra enregistrer son activité.

Ce que nous voulons et ce que prévoit la loi—mais si ce n'est pas le cas, nous en discuterons—c'est qu'il suffise d'enregistrer une seule fois la relation qu'un lobbyiste entretient avec son ou sa cliente. Nous n'exigerions pas l'enregistrement de chaque acte de lobbying, mais seulement l'enregistrement du fait qu'un individu est payé par un autre pour remplir une fonction de lobbyiste.

Le sénateur Stanbury: Je ne crois pas que nous différons d'opinion quant à l'intention ou au but visé. Je pense que la préoccupation porte plutôt sur les effets de l'article. Je me demande s'il vaut la peine d'améliorer le libellé pour le rendre plus clair.

La présidente: Sénateur Stanbury, je distribue une lettre que j'ai reçue à 18 heures. J'en ai donné une copie aux collaborateurs du ministre. Elle concerne dans une certaine mesure les questions que vous soulevez. Elle provient du légiste et conseiller parlementaire du Sénat et traite de certaines activités. Dès que les collaborateurs du ministre auront pu en prendre connaissance, nous en discuterons plus en détail.

Le sénateur Stanbury: Il est difficile de parler de cette lettre alors que nous venons tout juste de la recevoir. Il vaudrait peut-être mieux la lire pour les fins du compte rendu, de manière à mieux la comprendre.

La présidente: Si vous voulez, nous pouvons le faire.

Le sénateur Stanbury: La lettre, en date du 31 août 1988, est adressée à la sénatrice Neiman et porte la signature du conseiller et légiste parlementaire du Sénat, M. Raymond du Plessis. Je cite:

J'ai été informé que le projet de loi C-82 pourrait avoir des répercussions sur certaines étapes préparatoires des projets de loi d'intérêt privé qui doivent être déposés au Sénat.

J'aimerais porter deux points à votre attention.

Le premier point a trait à la façon encombrante dont le projet de loi régirait les avocats qui contacteraient un parlementaire au nom de clients qui souhaitent faire adopter un projet de loi d'intérêt privé. Le second aspect concerne l'incidence du privilège du secret professionnel de l'avocat sur les poursuites et la défense en vertu de la loi proposée.

Dans le premier cas, les sociétés ou individus quidemandent au Parlement de déposer des projets de loi d'intérêt

[Text]

of private bills are often represented by lawyers. Under Bill C-82, these lawyers will be required to register with the Registrar General of Canada if their first contact is with the senator who will be sponsoring the bill or with an officer of the Senate who is appointed by the Governor in Council, such as Mr. Lussier.

I am sure the minister understands that there are a number of areas where private bills come into the Senate, which are usually facilitated by a lawyer speaking to a senator, who undertakes to sponsor the bill in the House.

The letter goes on to say:

If, however, their first contact is with this office, they may not be required to register since the office of Law Clerk and Parliamentary Counsel to the Senate would seem not to be an office the holder of which would be included within the meaning of the definition "public office holder".

With respect to the second matter referred to above, in those cases where the first contact is made with a senator, the lawyer would be required, under the terms of the bill, to register "not later than ten days after entering into" the undertaking he has made with his client to arrange a meeting with the senator. This raises the question of whether a prosecution or defence under the Act would be adversely affected by the inability of the lawyer to reveal the date of the undertaking because of solicitor-client privilege.

I leave it to your discretion whether these are matters that should be drawn to the attention of the Committee.

We have not only drawn them to the attention of the committee, we have drawn them to the attention of the minister.

Mr. Andre: In terms of the first question, of lawyers petitioning on behalf of private bills, they would have to register. They are individuals who are being paid to approach public officeholders with the intent of influencing. That is the intent of this bill.

In terms of there being some confidentiality as to when they were hired, that is not material. What is material is the date on which they approach the public officeholder. They must register within ten days of that. Again, that ought not to present a problem in terms of solicitor-client confidences. Public officeholder means an officer or employee of Her Majesty in Right of Canada. I believe the Law Clerk and Parliamentary Counsel to the Senate would fall into that category.

Senator Stanbury: It sounds to me as though they would.

Mr. Andre: I believe we all work for Her Majesty in that sense.

Senator Stanbury: I appreciate your reaction. We will have to take that under advisement. Fortunately that letter came in while you were here, so we have taken advantage of that.

[Traduction]

privé sont souvent représentés par des avocats. En vertu du projet de loi C-82, ces avocats seront tenus de s'enregistrer auprès du registraire général du Canada s'ils sont entrés en premier en contact avec un sénateur qui parrainera le projet de loi ou avec un fonctionnaire du Sénat nommé par le gouverneur en conseil, comme M. Lussier.

Je suis sûr que le ministre comprend que dans bien des cas le dépôt de projets de loi d'intérêt privé au Sénat est facilité par l'intervention d'un avocat auprès du sénateur qui s'engage à parrainer le projet de loi au Sénat.

L'auteur de la lettre ajoute:

Si toutefois le premier contact est établi avec mon bureau, l'enregistrement ne semble pas obligatoire puisque la charge de conseiller et légiste parlementaire du Sénat ne semble pas être une charge dont le titulaire soit visé par la définition de «titulaire d'une charge publique».

Au sujet du second point, dans les cas où le premier contact est effectué auprès d'un sénateur, l'avocat est tenu, aux termes du projet de loi, de s'enregistrer «dans les dix jours suivant» l'engagement pris auprès du client de ménager une entrevue avec le sénateur. D'où la question de savoir si des poursuites ou une défense aux termes de la loi auraient à souffrir de l'impossibilité de l'avocat de révéler la date à laquelle l'engagement a été pris à cause du secret professionnel qui le lie à son client.

Je vous laisse le soin de juger si ces questions devraient être portées à l'attention du comité.

Non seulement les avons-nous portées à l'attention du comité, mais nous en avons informé le ministre.

M. Andre: En ce qui concerne la première question, les avocats qui feraient des démarches pour que soit adopté un projet de loi d'intérêt privé seraient tenus de s'enregistrer puisqu'ils sont payés pour contacter les titulaires d'une charge publique dans le but de les influencer.

Quant au caractère confidentiel de la date à laquelle les services d'un avocat ont été retenus, disons que cette date n'est pas, importante. Ce qui importe, c'est la date à laquelle le lobbyiste contacte le titulaire d'une charge publique. L'enregistrement doit intervenir dans les dix jours suivant cette date. Cette exigence ne devrait pas poser de problème en ce qui concerne le caractère confidentiel des relations entre le client et son avocat. L'expression titulaire d'une charge publique désigne un agent ou employé de Sa Majesté du chef du Canada. Je crois que le conseiller et légiste parlementaire du Sénat fait partie de cette catégorie.

Le sénateur Stanbury: C'est ce qu'il me semble.

M. Andre: En ce sens, je crois que nous travaillons tous pour Sa Majesté.

Le sénateur Stanbury: J'apprécie votre réaction. Nous en tiendrons compte. Heureusement, cette lettre nous est parvenue alors que vous étiez ici, de sorte que nous avons pu en bénéficier.

[Text]

The next question that arises out of the evidence before us relates to that question to some extent. Mark Daniels, whom you know, was concerned that the Tier I lobbyists—and many of those will be lawyers who are acting on behalf of a client—as they disclose the matter upon which they are lobbying, will be concerned about the confidentiality aspect.

Mr. Andre: As I understood the burden of Mr. Daniels' concern, when clients, in the early stages, were seeking information on a particular activity in which they were interested—a certain contract, let us say, or a certain program—and did not want to have it disclosed for good business purposes, in such cases the seeking of information would not come within the definition of lobbyist. However, if, on behalf of clients, they were lobbying, or trying to influence, then they would be caught. Of course the whole thrust of the registration of lobbyists and their clients is contrary to the whole idea of confidentiality. There is no question about that. We are seeking disclosure of whom you represent when you get paid to try and influence government.

As I understand it, the burden of Mr. Daniels' concern was that he did not want to be in conflict with the law, while, under request of the client, he was seeking to establish certain facts or provide certain information upon which his client might make a decision as to whether to proceed to try and win that contract, or try and gain a grant from that program, or try and influence someone. I am afraid I cannot give any comfort to those who say that their clients would rather not have it disclosed that they are out there lobbying for them. The principle of this bill would not allow that.

Senator Stanbury: If you have read his evidence, you will recall that his suggestion was that the registrar might be given some discretion to exempt a particular situation from disclosure for a specific period of time to deal with that problem.

Mr. Andre: I did read Mr. Daniels' evidence, and I must say that I have not had a chance to argue it with him. As I understood it, the exemption had to do with the situation where a client did not want it known at this point in time that he was interested in a certain area. Once they are into the business of trying to influence, I do not think we can keep to the principle of this bill and still permit confidentiality.

If, in fact, the situation was that Mr. Daniels or anybody else—any lawyer or anybody else—on behalf of a client might want to make certain inquiries on a confidential basis and they were concerned that this might be construed as lobbying under the definition of the act, certainly I would envision that the Assistant Deputy Registrar General would be there as counsel to advise whether they needed to be registered at this point in time or at some later time—in other words, to give that kind of advice—which might be tantamount to involving a delay, if you will, of some months.

Senator Stanbury: If I understand you correctly, what you are saying is that good reasons have to give way to better, and that this may be a case where the confidentiality has to be surrendered to the greater public interest in terms of the information as to the lobbyist?

[Traduction]

La question suivante qui découle de témoignages que nous avons entendus porte précisément sur ce point. M. Mark Daniels, que vous connaissez, est préoccupé par le fait que les lobbyistes de la première catégorie—et bon nombre d'entre eux seront des avocats qui agiront au nom d'un client—craindront de violer le secret professionnel lorsqu'ils divulgeront l'objet de leur lobbying.

M. Andre: Si j'ai bien compris ce qui préoccupe M. Daniels, lorsque des personnes chercheraient au départ à obtenir des renseignements sur une activité donnée qui les intéresse—par exemple un contrat ou un certain programme—et qu'elles ne voudraient pas que cela soit divulgué pour des motifs d'ordre professionnel, dans ce cas le fait de chercher à obtenir des renseignements ne devrait pas être considéré comme une activité de lobbying. Si, toutefois, ils faisaient du lobbying ou «tentaient d'influencer», au venu de leurs clients, l'enregistrement serait alors obligatoire. Naturellement, toute l'idée de l'enregistrement des lobbyistes et de leurs clients va à l'encontre du secret professionnel. Cela ne fait aucun doute. Nous essayons de savoir qui un avocat représente dès le moment où ce dernier est rémunéré pour essayer d'influencer le gouvernement.

Si je comprends bien, M. Daniels voudrait éviter de contrevenir à la loi tout en essayant, à la demande d'un client, de connaître certains faits ou d'obtenir certains renseignements pour lui permettre de décider s'il tentera d'aller chercher un contrat, d'obtenir une subvention d'un programme, ou d'influencer quelqu'un. Je crains de ne pas pouvoir rassurer ceux qui avancent que leurs clients préféreraient que l'activité de lobbying qu'ils effectuent en leur nom ne soit pas connue. Ce serait contraire au principe même du projet de loi.

Le sénateur Stanbury: si vous avez lu son témoignage, vous vous rappellerez qu'il avait proposé, pour régler ce problème, que le registraire soit autorisé, à sa discrétion, à soustraire certains cas à la divulgation pendant une période donnée.

M. Andre: J'ai lu le témoignage de M. Daniels, mais je n'ai pas eu la chance d'en discuter avec lui. D'après ce que j'ai compris, l'exemption porterait sur le cas d'un client qui ne veut pas que l'objet de son intérêt soit immédiatement divulgué. Quand on s'adonne à une activité qui consiste à tenter d'influencer, je ne crois qu'on puisse à la fois respecter le principe du projet de loi et protéger le secret professionnel.

S'il se trouvait que M. Daniels ou quelqu'un d'autre, un avocat ou une autre personne, souhaite obtenir pour un client certains renseignements à titre confidentiel et qu'il craigne que cela ne soit interprété comme du lobbying au sens de la loi, je pense que le registraire général adjoint pourrait indiquer à l'intéressé s'il doit s'enregistrer immédiatement ou plus tard, autrement dit le conseiller, ce qui pourrait équivaloir à un délai de plusieurs mois.

Le sénateur Stanbury: Si je comprends bien, vous dites qu'une bonne raison doit le céder à une raison encore meilleure et que dans le cas présent la nature des renseignements obtenus par le lobbyiste exigerait que le caractère professionnel de l'activité cède le pas à l'intérêt public?

[Text]

Mr. Andre: You said it very well.

Senator Stanbury: I think that is where the principle comes in. It is these balancing questions which are always a concern. Perhaps others would like to ask some questions.

The Chairman: I have some others on the list, Senator Stanbury. I would be happy to come back to you.

Senator Nurgitz: I have one question, but before I ask it, I would like to carry forward the one argument that I thought Mr. Daniels made.

He did not dispute the greater public good of disclosure of these kinds of things, and he knew that client confidentiality—that is, in terms of disclosing “who my clients are”—is something for which there is a demand. However, he was concerned about commercial confidentiality.

For example, if I am a lobbyist, lawyer, or whatever, and disclose that the Stanbury company has an interest in “X” and that then becomes public, in terms of other things that are disclosed—for example, competitive bidding in another area when they know that he also has an interest in this area—that would affect it on a competitive basis and not on an overall public disclosure basis, which I thought he did not dispute.

Mr. Andre: Yes. I have some sympathy for what he is indicating. Clearly, if the government—I am trying to think of a safe analogy that I might use—has decided to buy some new transport aircraft, it may well be that companies in the aircraft business may want to have someone make inquiries to determine what the size of contract is, how committed it is, the time lengths, and so on. In other words, they would like to have that information without disclosing to their competitors that they are looking at this contract. I can well understand that.

That kind of activity would not, by definition, be lobbying. But if a company wants to be able to hire Mr. Daniels to influence the Department of Defence, it might still want to keep that out of the hands of its competitors. We cannot meet that desire and meet the desire for a registry of paid lobbyists and who they represent. We do not envision the disclosure requiring commercially confidential information in the sense of that company’s activities, or that sort of thing. For example, we will not be requiring the registration of all of the contacts that will be made.

Senator Nurgitz: It does ask for the subject matter of the meeting or the communication.

Mr. Andre: Yes.

Senator Nurgitz: Again we are in the hands of our governing people, who will give us regulations that will tell us what that is. I assume that is correct.

Mr. Andre: Yes. I will be disappointed if it is not a simple system that says who is being paid, by which company and in respect of what activity. If it goes into great amounts of detail of the kind that takes a lot of people to administer and soon clogs up computers, and so on, I will be disappointed, because

[Traduction]

M. Andre: Vous l’exprimez très bien.

Le sénateur Stanbury: Je pense que c’est là que le principe intervient. Les questions d’équilibre posent toujours un problème. D’autres sénateurs veulent peut-être poser quelques questions.

La présidente: J’ai d’autres sénateurs sur ma liste, sénateur Stanbury. Je serai heureuse de revenir à vous plus tard.

Le sénateur Nurgitz: J’ai une question à poser, mais, tout d’abord, je voudrais poursuivre l’argument que M. Daniels a soulevé.

Il n’a pas contesté la divulgation, dans l’intérêt public, de ce genre de choses, et il savait qu’on demande en général que soit respecté le caractère confidentiel de l’identité des clients. Il s’interrogeait toutefois sur le caractère confidentiel des transactions commerciales.

Par exemple, si je suis lobbyiste, ou avocat, et que je divulgue le fait que la société Stanbury a des intérêts dans une affaire et que d’autres questions deviennent alors publiques—par exemple, des appels d’offre concurrentiels dans un autre domaine, alors qu’on sait qu’il a déjà un intérêt dans celui-ci—cela aurait des conséquences sur le plan de la concurrence, et non pas sur le plan général de la divulgation au public, ce qu’il ne contestait pas à mon avis.

M. Andre: Oui, je suis un peu d’accord avec son point de vue. De toute évidence, si le gouvernement—et j’essaie de songer à une analogie non compromettante—a décidé d’acheter un nouvel avion de transport, il est fort possible que des sociétés chargées de la construction d’avions demanderont à quelqu’un de chercher à savoir quelle est la taille du contrat, s’il est définitif, quels sont les échéanciers, et ainsi de suite. Autrement dit, elles voudront obtenir ces renseignements sans dire à leurs concurrents qu’elles ont des vues sur ce contrat. Je comprends fort bien cela.

Cette activité ne constituerait pas, par définition, du lobbying. Mais si une société veut retenir les services de M. Daniels pour qu’il influence le ministère de la Défense, elle voudra peut-être toujours que ses concurrents ne le sachent pas. Nous ne pouvons accéder à ce désir et répondre à celui de disposer d’un registre des lobbyistes rémunérés et des personnes qu’ils représentent. Nous n’envisageons pas la divulgation de renseignements confidentiels du point de vue commercial, c’est-à-dire des activités de la société. Par exemple, nous ne demanderons pas que tous les contrats conclus soient enregistrés.

Le sénateur Nurgitz: On demande bel et bien la divulgation de l’objet de l’entrevue ou de la communication.

M. Andre: C’est exact.

Le sénateur Nurgitz: Encore là, nous sommes entre les mains de nos dirigeants, qui nous remettront des règlements nous disant de quoi il retourne. Je présume que c’est exact.

M. Andre: Oui. Je serai déçu s’il ne s’agit pas d’un simple système permettant de divulguer qui est rémunéré, par quelle société et pour quelle activité. Je serai déçu si on entre tellement dans les détails qu’il faille recruter une foule de gens pour assurer les services d’administration, car, à ce moment-là,

[Text]

that goes way beyond what is needed or is worthwhile on a cost-benefit relationship.

Senator Nurgitz: Okay. The suggestion is that it would be a simple description as to what the subject matter is.

Mr. Andre: Yes.

Senator Nurgitz: All right. I will turn now to the question I wanted to ask.

When we look at clause 5, we see that the operative parts are the words "for payment" and "undertakes to arrange a meeting . . . or to communicate with a public office holder" for a variety of reasons.

Now that we have reasonably defamed Mr. Daniels, can I use him as my subject for the moment? I will apologize to him later, but he is a good example.

What we are talking about is someone who has an office in this city and conducts a business whereby companies are advised how to deal with government. We are all saying that it is an honourable thing, but I think your bill says that it is illegal.

As I understand how Mark Daniels and his colleagues in that honourable profession carry on, they charge clients, on most occasions, on a retainer basis. For example, the Stanbury company goes to Mr. Daniels and pays him a retainer. If he does not get paid, or does not bill the client for the purpose of arranging the meeting or communicating with an official for any of the following purposes—in other words, if he does that gratis but gets \$2,000 a month for communicating annually with the president of the company to give him general advice on any of these matters specifically—do I take it that he does not have to register?

Mr. Andre: Certainly you have to register for doing those things which we have defined as lobbying.

Senator Nurgitz: Only if you have been paid for it.

Mr. Andre: Whether a clever lawyer could convince a judge that, "I am only getting paid for my advice. I am doing all of these meetings with ministers, officials and making arrangements, and so on, for free" I do not know. Maybe he can; but if I were on the bench, as an engineer I would say, "No."

Senator Nurgitz: Mr. Minister, that is why we do not let engineers get on the bench.'

Senator Gigantès: My question still deals with this section, Mr. Minister.

An Action Line reporter is paid by his newspaper and contacts the government on behalf of someone who has problems with the government. He is paid by his newspaper to do that. The newspaper, in a sense, is paid by the reader. Is this in any way lobbying?

Mr. Andre: I would not define it as that, because I do not think he is getting paid for that. That is fodder. He is getting paid for writing a column and for entertaining his readers.

[Traduction]

on engagera des coûts inutiles et les avantages n'en seront pas pour autant meilleurs.

Le sénateur Nurgitz: D'accord. On laisse donc entendre que l'objet de la communication sera décrit simplement.

M. Andre: C'est exact.

Le sénateur Nurgitz: Très bien. Je passerai maintenant à la question que je voulais poser.

Si nous jetons un coup d'œil à l'article 5, nous constatons que les éléments importants sont les expressions «moyennant paiement» et «s'engage . . . soit à ménager pour ce client une entrevue avec un titulaire d'une charge publique, soit à communiquer avec ce dernier» pour diverses raisons.

Maintenant que nous avons diffamé M. Daniels, puis-je quand même me servir de lui comme exemple, car il est un bon exemple? Je lui ferai mes excuses plus tard.

Ce dont nous parlons, c'est d'une personne qui a un bureau dans la ville et dont les fonctions consistent à conseiller des entreprises sur la façon de faire affaire avec le gouvernement. Nous disons tous que c'est une activité honorable mais je pense que votre projet de loi dit que c'est une activité illégale.

Si je comprends bien la façon dont agissent M. Daniels et ses collègues qui font partie de cette honorable profession, la plupart du temps, ils demandent des acomptes à leurs clients. Par exemple, la société Stanbury s'adresse à M. Daniels et lui verse un acompte. S'il n'est pas rémunéré, ou s'il ne facture pas son client pour ménager l'entrevue ou la communication avec un titulaire d'une charge publique pour l'une quelconque des fins ci-après—en d'autres mots, s'il le fait gratuitement, mais qu'il touche 2 000 \$ par mois pour communiquer chaque année avec le président de la société afin de lui donner des conseils généraux sur l'une quelconque de ces questions en particulier—dois-je comprendre qu'il n'est pas tenu de s'enregistrer?

M. Andre: Il faut certainement s'enregistrer pour exercer les activités que nous avons définies comme étant du lobbying.

Le sénateur Nurgitz: Unique si l'on a été rémunéré pour les exercer.

M. Andre: J'ignore si un avocat habile pourrait convaincre un juge qu'il n'est rémunéré que pour les conseils qu'il donne, et qu'il ménage gratuitement toutes ces entrevues avec des ministres, des fonctionnaires, et ainsi de suite. Peut-être le peut-il, mais si j'étais juge, à titre d'ingénieur, je m'y opposerais.

Le sénateur Nurgitz: Monsieur le ministre, c'est la raison pour laquelle nous ne laissons pas des ingénieurs devenir juges!

Le sénateur Gigantès: Monsieur le ministre, ma question porte encore sur cet article.

Supposons qu'un chroniqueur est payé par son journal et communique avec le gouvernement au nom d'une personne qui éprouve des problèmes avec ce dernier. Il est rémunéré par son journal pour le faire. En un sens, le journal, pour sa part, est payé par le lecteur. S'agit-il d'une forme de lobbying?

M. Andre: Je ne définirais pas ainsi le lobbying, parce que je ne crois pas que le journaliste soit rémunéré pour exercer cette activité. Il est rémunéré pour rédiger un article et pour divertir ses lecteurs.

[Text]

Senator Gigantès: Okay. I have another question concerning a member of either House of Parliament, who is not a minister and who, therefore, can serve as a member of the board of directors of a bank.

Mr. Andre: Yes.

Senator Gigantès: The Bank Act is being revised. Not to offend the current government, let us assume that a few years back he called a Liberal minister and said, "You should see my friend, Claude, on this issue. As you know, I am on the board of his bank. I think he has some sound points about this bill." Is that member of Parliament—either House of Commons or Senate—a lobbyist, since he is on the board of a bank and receives an honorarium directors fee?

Mr. Andre: Actually, members of the House of Commons and the Senate are caught by the House of Commons and Senate Act. Certain activities which might be of value to people, and for which they might like to pay, would result in our being charged criminally under that act, not this one. But given your description, I do not think that either act would apply.

Senator Gigantès: In a sense, it is a lobbying activity, because you are arranging a meeting with a public officeholder.

Mr. Andre: Yes. We wanted to be very careful particularly not to intrude on the activities of representatives who have, as part of their job description, lobbying. That is what representatives of the public do. They lobby constantly and, in a sense, are paid for it by Her Majesty. However, it is not a covert activity.

Senator Gigantès: How about the salaried party official who calls a minister to arrange a meeting for someone to influence legislation?

Mr. Andre: No problem.

Senator Gigantès: I am talking about a salaried party official who is representing a prominent donor to the party.

Mr. Andre: The legislation deals with people who are paid for carrying out lobbying activities as a main part of their duties, whether they be paid by a party, company, association, organization or whatever. The legislation does not apply to people who lobby incidentally.

Senator Gigantès: So incidental lobbying is all right?

Mr. Andre: It is only paid lobbyists we are registering.

Senator Gigantès: What if this party official is being paid from money which this donor has given to the party?

Mr. Andre: If he is getting paid by the party as a paid lobbyist and it is his job to lobby, then he must register as a Tier I lobbyist.

[Traduction]

Le sénateur Gigantès: D'accord. J'ai une autre question à poser au sujet, par exemple, d'un député ou d'un sénateur qui n'est pas ministre et qui, pourtant, peut siéger au conseil d'administration d'une banque.

M. Andre: Oui.

Le sénateur Gigantès: Présumons que la Loi sur les banques est révisée. Je ne veux pas offenser le gouvernement actuel, mais présumons qu'il y a quelques années, ce député ou ce sénateur ait appelé un ministre libéral et lui ait dit: «Vous devriez voir mon ami Claude à ce sujet. Comme vous le savez, je suis membre du conseil d'administration de sa banque. Je pense qu'il a certains points de vue intéressants à formuler à propos de ce projet de loi.» Ce député ou ce sénateur est-il un lobbyiste, puisqu'il siège au conseil d'administration d'une banque et qu'il touche des honoraires d'administrateur?

M. Andre: En fait, les membres de la Chambre des communes et du Sénat sont assujettis à la Loi sur le Sé. C'est en vertu de cette loi, et du projet de loi, que nous serions accusés d'actes criminels nous exerçons certaines activités qui sont peut-être utiles des gens et pour lesquelles ils voudraient peut-être verser une rémunération. Mais si je m'en tiens à votre exemple, je crois que ni la loi ni le projet de loi C-82 ne s'appliqueraient dans ce cas.

Le sénateur Gigantès: En un sens, il s'agit de lobbying, parce qu'on ménage une entrevue avec un titulaire d'une charge publique.

M. Andre: C'est exact. Nous avons voulu prendre bien soin de ne pas faire intrusion dans les activités de représentants dont le lobbying constitue une partie des fonctions. Les représentants du public font constamment du lobbying et, en un sens, ils sont rémunérés pour le faire par sa Majesté. Il ne s'agit pas toutefois d'une activité cachée.

Le sénateur Gigantès: Que dire d'un représentant d'un parti touchant un traitement qui appelle un ministre pour ménager une entrevue au nom de quelqu'un qui cherche à influencer l'élaboration d'un projet de loi?

M. Andre: Cela ne pose aucun problème.

Le sénateur Gigantès: Je parle d'un membre d'un parti qui représente une personne importante qui finance ce parti.

M. Andre: Le projet de loi porte sur les personnes qui sont rémunérées pour exercer des activités de lobbying en tant que partie intégrante de leurs fonctions, qu'elles soient rémunérées par un parti, une société, une association, ou un organisme. Le projet de loi ne vise pas les personnes qui font du lobbying accessoirement.

Le sénateur Gigantès: Alors, le lobbying accessoire est autorisé?

M. Andre: Nous n'enregistrons que les lobbyistes rémunérés.

Le sénateur Gigantès: Qu'advient-il si le représentant de ce parti est rémunéré à même l'argent que ce donateur a remis au parti?

M. Andre: S'il est rémunéré par le parti en tant que lobbyiste rémunéré et que ses fonctions consistent à faire du lobby-

[Text]

Senator Stanbury: If his job is to lobby and the majority of his time is spent in that activity—

Mr. Andre: He would be like an employee of PAI or GCI. He is being paid by another organization, but his job is as a lobbyist on behalf of third parties.

Senator Stanbury: Then is it the party that must register?

Mr. Andre: We envision that the registry would have the name of the lobbyist, the organization for whom he works, the person he represents and the subject matter upon which he is representative.

Senator Fairbairn: Basically, I have some difficulty with the idea of putting lobbyists into Tier I and Tier II and the lack of ability to disclose subject matter if you are a Tier II lobbyist and you are related to a Tier I lobbyist. Let us build upon this example. Let us say you are a company that is known for a certain line of activity and that you want to diversify into something quite different. Let us say that you have a government relations person in your employ whose primary business is to do this kind of thing, and you want to get into another line. Am I right in that you are protected from revealing that other line as a Tier II lobbyist?

Mr. Andre: Yes, and that is the intention of the legislation. It is not the lobbying that we are trying to register, but the lobbyist. Let us say that in your hypothetical situation Imperial Oil, which is represented by Bob Landry here in town, wants to go into the aircraft business. So what? Why is it necessary that we register the fact that Bob Landry is talking on behalf of Imperial Oil to the Department of Transport or the Department of Science and Technology or whomever? We are not trying to register who is talking to whom on a given topic. We are simply registering the fact that, for example, Bob Landry is a lobbyist on behalf of Imperial Oil. That is known.

Senator Fairbairn: What if Imperial Oil hired Mark Daniels, bless his heart? Then Mark Daniels would have to say, would he not, "I am here on behalf of Imperial Oil and this is what I am talking about"?

Mr. Andre: If Mark Daniels were to phone a public officeholder and make certain inquiries, the public officeholder through the registry would know that he is here on behalf of Imperial Oil—not that they fired Bob Landry and turned everything over to PCI, but with regard to this aircraft venture, that he is their representative. That fact would be disclosed.

Senator Fairbairn: What if the head of Imperial Oil thinks that Mark's advice is valuable in this new venture but does not want it known that he has hired Mark Daniels? He gets Mark Daniels to advise his government relations man on how to go about it. Then we do not have to know anything about PAI, do we?

[Traduction]

bying, il doit alors s'enregistrer en tant que lobbyiste faisant partie de la 1^{re} catégorie.

Le sénateur Stanbury: Si ses fonctions consistent à faire du lobbying et qu'il consacre la majeure partie de son temps à exercer cette activité.

M. Andre: C'est comme s'il était un employé de PAI ou de GCI. Il est rémunéré par un autre organisme, mais il exerce des fonctions de lobbyiste au nom de tiers.

Le sénateur Stanbury: Est-ce alors le parti qui doit s'enregistrer?

M. Andre: Le registre indiquerait le nom du lobbyiste, l'organisme pour lequel il travaille, la personne qu'il représente et l'objet de l'intervention.

Le sénateur Fairbairn: J'ai de la difficulté à comprendre pourquoi il faut divulguer l'objet d'une intervention si l'on est un lobbyiste faisant partie de la 1^{re} catégorie, alors qu'un lobbyiste classé dans la 2^e catégorie n'y est pas tenu. À titre d'exemple, supposons que vous possédez une entreprise qui se spécialise dans un certain type d'activité et que vous désirez la diversifier pour vous lancer dans des activités très différentes. Présumons que vous avez un employé qui est chargé principalement des relations gouvernementales, mais que vous désirez vous spécialiser dans un autre domaine. Ai-je raison de dire qu'en tant que lobbyiste de la 2^e catégorie, vous n'êtes pas tenu de divulguer ces nouvelles activités?

M. Andre: Oui, et c'est là l'objet du projet de loi. Ce n'est pas le lobbying que nous voulons enregistrer, mais le lobbyiste. Présumons que dans votre cas hypothétique, Imperial Oil, qui est représentée par Bob Landry, ici, à Ottawa, désire se lancer dans la construction d'avions. Et puis après? Pourquoi devrions-nous enregistrer le fait que Bob Landry s'adresse au nom d'Imperial Oil au ministère des Transports ou au ministère des Sciences et de la Technologie? Nous ne voulons pas enregistrer la personne qui s'adresse à quelqu'un sur un sujet donné, mais uniquement le fait que, par exemple, Bob Landry est un lobbyiste pour le compte d'Imperial Oil. C'est un fait connu.

Le sénateur Fairbairn: Qu'advierait-il si Imperial Oil embauchait Mark Daniels? Ce dernier ne devrait-il pas alors dire: «Je suis ici au nom d'Imperial Oil et voici le sujet qui m'occupe.»?

M. Andre: Si Mark Daniels téléphonait à un titulaire d'une charge publique et demandait certains renseignements, grâce au registre, le titulaire de la charge publique saurait qu'il s'adresse à lui au nom d'Imperial Oil—et non pas que la société a congédié Bob Landry et a remis toute l'affaire entre les mains de PCI—et qu'il est le représentant de la société en ce qui concerne l'entreprise de construction d'avions. Ce fait serait divulgué.

Le sénateur Fairbairn: Qu'advierait-il si le dirigeant d'Imperial Oil estimait que les conseils de Mark Daniels sont utiles pour sa nouvelle entreprise, mais qu'il ne voulait pas qu'on sache qu'il l'a embauché? Il retiendrait les services de Mark Daniels pour qu'il conseille son employé chargé des relations gouvernementales sur la façon de procéder. Alors, nous

[Text]

Mr. Andre: No.

Senator Fairbairn: Would you regard that as a loophole?

Mr. Andre: No. Like many of us in this business, I have the same voyeuristic instincts. I am curious and I would like to know. However, I cannot think of any good public policy reason why I should have the right to pry into conversations which the president of Imperial Oil has with Mark Daniels. No matter how much it may satisfy my voyeuristic tendencies, I do not have a right to know, and I do not think we need to register that fact.

Senator Fairbairn: Putting it in simple terms, my problem is that you can get around disclosing the subject matter you are involved with by shifting the focus from Tier I to Tier II and thereby protect your confidentiality.

Mr. Andre: The concern in drafting the bill was that if you just registered the hired gun or the paid lobbyist and who he represented, it would not disclose enough. I am sure you can easily envisage PAI—we keep picking on Mark Daniels—representing, for example, Imperial Oil on a small matter. Simply registering the fact that Imperial Oil is his client is not that helpful in terms of disclosure. We all know in this scenario that Bob Landry is here representing Imperial Oil in the broader sense. A lobbyist could have a long list of all the companies he represents which could satisfy the disclosure provision, but knowing who he represents would not enlighten the public very much about what, say, Mark Daniels is getting paid to do, which is what we are trying to accomplish. The concern of the groups that studied this and made representations was that a lobbyist would be paid to represent Imperial Oil as it examined the feasibility of going into the aircraft business. He was lobbying the Department of Transport on behalf of Imperial Oil. We think it should be disclosed that he is getting paid for trying to convince the Department of Transport to look favourably upon Imperial Oil.

On the other hand, we did not think it was necessary to disclose how many conversations Mark Daniels might have with Imperial Oil about the general mood of government, the advisability of taking certain steps, how the matter would be viewed by the Department of Energy, Mines and Resources, and so on. That is advice between the client and the professionals they hire. It is not our business.

Senator Fairbairn: Could you again take me through the reasoning for excluding contracts in the Tier II application as opposed to the Tier I application. It would seem that the whole question of contracts is as relevant to one as it is to the other.

Mr. Andre: It is almost a paper burden problem. The number of contracts through DSS amounts to about 1,000 a day. It

[Traduction]

n'avons pas à savoir quoi que ce soit au sujet de PAI, n'est-ce pas?

M. Andre: C'est exact.

Le sénateur Fairbairn: Estimez-vous qu'il s'agit d'une échappatoire?

M. Andre: Non. Comme bon nombre d'entre nous qui travaillons dans ce domaine, je suis curieux et je veux savoir ce qui se passe. Toutefois, je ne vois aucune raison, sur le plan de l'intérêt public, pour laquelle je devrais avoir le droit d'écouter les conversations qu'a le président d'Imperial Oil avec Mark Daniels. Bien que cela puisse satisfaire ma curiosité, je n'ai pas le droit de savoir ce qu'ils disent, et je ne crois pas que nous ayons besoin d'enregistrer cette communication.

Le sénateur Fairbairn: Pour parler en termes simples, ce qui m'intrigue, c'est que vous pouvez éviter de divulguer l'objet de l'intervention en passant de la 1^{re} à la 2^e catégorie; partant, cela vous permet d'en protéger le caractère confidentiel.

M. Andre: Ce qui nous a préoccupés dans la rédaction du projet de loi, c'est que si on n'inscrivait dans le registre que le nom du lobbyist rémunéré et de son employeur, on n'en divulgerait pas suffisamment. Vous pouvez facilement envisager que PAI—nous n'arrêtons pas de harceler Mark Daniels—représente, par exemple, Imperial Oil pour une question peu importante. Il n'est pas très utile, aux fins de la divulgation, de simplement enregistrer le fait que la société Imperial Oil est son client. Nous savons tous, dans ce cas-ci, que Bob Landry représente Imperial Oil dans un sens plus large. Un lobbyist pourrait posséder une longue liste de toutes les sociétés qu'il représente, ce qui pourrait répondre aux besoins de la disposition relative à la divulgation, mais le fait de savoir qui il représente n'éclairerait pas beaucoup le public sur des activités, par exemple, que Mark Daniels est payé pour exercer, et c'est ce que nous voulons savoir. Ce qui préoccupait les groupes qui ont étudié la question et qui ont fait des représentations, c'est qu'un lobbyist serait payé pour représenter Imperial Oil au moment où la société étudierait la possibilité de se lancer dans la construction d'avions. Il ferait du lobbying auprès du ministère des Transports au nom d'Imperial Oil. Nous estimons qu'il faudrait divulguer qu'il serait alors rémunéré pour tenter de convaincre le ministre des Transports de prendre une décision favorable à l'égard d'Imperial Oil.

Par ailleurs, nous n'avons pas jugé qu'il était nécessaire de divulguer le nombre de conversations que Mark Daniels aurait pu avoir avec Imperial Oil au sujet de l'humeur en général du gouvernement, de l'opportunité de faire certaines démarches, de la réaction du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et ainsi de suite. Ces conseils sont donnés au client par les professionnels qu'il embauche et nous n'avons rien à y voir.

Le sénateur Fairbairn: Pouvez-vous encore une fois m'expliquer la raison pour laquelle vous ne tenez pas compte des contrats conclus par les lobbyistes de la 2^e catégorie, par opposition à ceux de la 1^{re} catégorie? Il me semble que la question des contrats soit aussi pertinente dans un cas comme dans l'autre.

M. Andre: Il s'agit pour ainsi dire d'un problème de paperasserie. Chaque jour, environ 1 000 contrats passent par ASC.

[Text]

would be an enormous task, for example to distinguish between a lobbyist and the number of salesmen in this town who are, in a sense, being paid to sell to government and who encourage government to buy what they are selling. It would be impossible to include all of that as a registrable activity. I would point out that every single contract is now published in the weekly publication of the DSS.

The Chairman: Are you including everyone who tenders, no matter what the price?

Mr. Andre: It is above \$500 or \$1,000.

The Chairman: To the top?

Mr. Andre: Yes, to the top. Of course, the public accounts lists all of the contracts, so there is full disclosure.

Senator Fairbairn: But that is in another area.

Mr. Andre: It has been decided that the public has a right to know if Mark Daniels is being paid by IBM to influence DSS in terms of switching over to a total IBM system. That should be registered. At the end of the year the public will know that DSS installed IBM equipment and that Mark Daniels was paid by IBM to convince them to do it.

Senator Doyle: This subject has already been raised and I return to it only because I would like to confirm my understanding of how, under this legislation, you would deal with moonlighters. My question is an extension of the subject that Senator Gigantès raised when he asked about newspapermen.

Let us say that a man were to take on an agreement—perhaps not something as formal as a contract, but he certainly took payment—to arrange introductions, a little party, or prepared a little brief which might then be presented by someone else. He would not have to be a person in the media. He could be a person who knows his way around. I think Senator Davey once called it “tip-toeing through the tulips.”

Will those moonlighting operations be as much governed by the act as companies which advertise and have nice stationery?

Mr. Andre: Yes, they are.

Senator Gigantès: Is there any way of ensuring that a lobbyist could not say, when offering disclosure, “subject matter relating to government” and no go into any more detail? That would not be untrue.

Mr. Andre: That will depend on how efficient we are in putting together the disclosure forms. Clearly, if the system were to allow the appearance of satisfaction of the law but not provide the kind of disclosure expected, that would be unsatisfactory.

What recourse do parliamentarians have? There is the automatic recourse of the Scrutiny of Regulations Committee in terms of looking at the kind of regulations that come forward. I suspect that in this case the media will show a great deal of interest, so it will have to stand the test of a critical media. Of course, there is also the three-year review provision.

The objective is that people shall not be allowed to pretend to satisfy the intent but not do so in reality; also to try to keep the administrative costs as low as possible.

[Traduction]

Ce serait donc une tâche énorme, de faire la distinction entre un lobbyiste et, par exemple, tous les vendeurs d'Ottawa qui sont, en un sens, payé pour vendre des produits au gouvernement et qui encouragent ce dernier à les acheter. Il serait impossible d'enregistrer toutes ces activités. Je vous souligne que chaque contrat paraît désormais dans la publication hebdomadaire d'ASC.

La présidente: Tenez-vous compte de tous les soumissionnaires, indépendamment du prix des contrats?

M. Andre: Des contrats d'au moins 500 \$ ou 1 000 \$.

La présidente: Jusqu'au maximum?

M. Andre: Oui. Bien entendu, dans les comptes publics, on énumère tous les contrats, de sorte qu'ils sont tous divulgués.

Le sénateur Fairbairn: Mais il s'agit là d'un autre domaine.

M. Andre: On a jugé que le public a le droit de savoir si Mark Daniels est rémunéré par IBM pour influencer ASC afin que le ministère passe à un système provenant d'IBM. Il faudrait enregistrer ce fait. A la fin de l'année, le public saura qu'ASC a fait installer du matériel de la société IBM et que Mark Daniels a été payé par celle-ci pour convaincre le ministère d'acheter ce matériel.

Le sénateur Doyle: On a déjà soulevé la question suivante et j'y reviens simplement pour qu'on confirme si j'ai bien saisi comment, en vertu de ce projet de loi, vous traiteriez le cas des travailleurs au noir. Ma question s'ajoute à celle qu'a soulevée le sénateur Gigantès lorsqu'il a parlé de journalistes.

Disons que quelqu'un s'est engagé—peut-être pas par contrat formel, mais il a reçu de l'argent—à établir des contacts, organiser une petite rencontre, ou proposer un mémoire qui pourra être présenté par quelqu'un d'autre. Ce ne serait pas nécessairement un représentant des médias. Ce pourrait être quelqu'un qui sait «naviguer». Je crois que le sénateur Davey a déjà parlé de quelqu'un qui «se faufile comme une anguille».

Est-ce que ce genre d'activité «à temps partiel» est aussi prévu par la loi, autant celle des compagnies qui font de la publicité et écrivent sur du papier à en-tête.

M. Andre: Oui, elles le sont.

Le sénateur Gigantès: Un lobbyiste ne pourrait-il pas déclarer, au moment de l'enregistrement, que l'objet de son intervention concerne le gouvernement, et refuser de donner d'autres détails? Cela ne serait pas faux.

M. Andre: Cela pourrait dépendre de la façon dont les formulaires d'enregistrement sont rédigés. Évidemment, on ne peut accepter que le système donne l'apparence de respecter la loi, mais qu'il ne permette pas d'obtenir les renseignements exigés.

Quel recours auront les parlementaires? Il y a bien sûr le Comité d'examen de la réglementation qui peut se pencher sur les règlements. Je suppose que les médias manifesteront alors beaucoup d'intérêt et que les règlements devront résister à la critique. Il y a aussi la disposition de réexamen au bout de trois ans.

On a voulu faire en sorte que les intéressés ne puissent pas faire semblant d'obéir à la loi alors qu'en réalité, ils s'y sous-

[Text]

When the house committee travelled to California, the amount of paperwork, and so on, in terms of paying the people involved in administering the registry, amounted to several thousand dollars per inquiry. It was a lot more than any newspaper would pay if, in fact, it were a pay-as-you-go kind of information-gathering system. I do not want that to happen here.

Senator Gigantès: Everyone knows, and has always known that there is lobbying and that there will be lobbying. What good will it do to know the names of those who are lobbyists? I am wondering why we are collecting these names?

Mr. Andre: Part of it has to do with the fear of the dark or of the unknown. It may be construing images of the unknown. At various times over the years the suspicion has been that there are people who have made fairly good incomes as lobbyists. Some people have become personally wealthy from being lobbyists. Human nature being what it is, the suspicion arises that perhaps it is a bit nefarious, if not illegal. To many people it is somehow stange to pay money for information. When somebody is getting rich by supplying information, particularly information that, by and large, is public domain, people think, "How can that be? Is there something nefarious going on?" Well, there is not. As a matter of fact, in my view, lobbying is absolutely essential. No finance minister, at least over the last 30 years, could have put together a budget without lobbyists. Budgets come from the fact that the Chamber of Commerce, the Construction Association, the house builders, and the various social action groups, come forward with their suggestions, ideas, advice and demands. It is from that kind of input and those suggestions that budgets are assembled.

Senator Fairbairn: And amended.

Mr. Andre: And amended afterwards. That lobbying is absolutely vital in a democracy, and some people get paid to do that. However, that is fine. We know about most of that, because we know that the president of the Chamber of Commerce is Roger Hamel and we know that the president of the PMAC is Judy Erola and that they are getting paid by their organizations to do a function. We know about that. There is a suspicion that we do not know—although I suppose we do—the number of people who are getting paid by organizations, for which they do not work directly on a salaried basis, to perform perhaps similar functions. These are the third-party lobbyists. It worried and bothered me a lot to think that Imperial Oil, being a big company, has Bob Landry here representing them while there are other oil companies in this country—some smaller ones in my constituency—that, from time to time, and sometimes continuously, have just as much need to interact with government as Imperial Oil but who cannot afford it. It is not in their corporate interest to have a full-time employee of Mr. Landry's calibre, so they hire somebody who can do the same job for them but on a part-time basis. Because of the nature of the image that lobbying has, and because that individual works for PAI or GCI or ELS, or whatever the companies are, that activity is construed as being somehow questionable. We wanted to have a system that would alleviate

[Traduction]

traient; il faut aussi que les frais administratifs restent très raisonnables.

Quand le comité de la chambre s'est rendu en Californie, il a appris que les travaux d'écriture, et autres frais, par exemple, la rémunération des préposés au registre, tout cela coûtait plusieurs milliers de dollars par enquête. C'est beaucoup plus que ce que n'importe quel journal accepterait de payer s'il s'agissait d'un système de cueillette de renseignements à forfait. Je ne veux pas de système de ce genre.

Le sénateur Gigantès: Tout le monde sait et a toujours su qu'il existe de lobbistes et qu'il y en aura toujours. A quoi servirait de connaître leurs noms? Je me demande pourquoi nous voulons savoir les noms?

M. Andre: En partie, il y a la crainte du mystère ou de l'inconnu. Cela pouvait être considéré comme des entreprises occultes. A certaines époques, on soupçonnait les lobbistes de faire beaucoup d'argent. Certains se sont d'ailleurs enrichis en exerçant ce métier. La nature humaine étant ce qu'elle est, on s' imagine facilement qu'il s'agit d'une entreprise louche, sinon illégale. Pour beaucoup, il est impensable de payer pour obtenir des informations. Si quelqu'un s'enrichit en fournissant des informations, surtout des informations qui sont souvent du domaine public, on s'interroge. On s'interroge sur la valeur de ces activités. En ce qui me concerne, j'estime que le lobbyste joue un rôle essentiel. Aucun ministre des Finances, au moins depuis 30 ans, n'aurait pu faire un budget sans lobbyste. Les budgets sont le fruit de suggestions, d'idées, de consultations et d'exigences de la part de la Chambre de commerce, des associations d'entrepreneurs en bâtiment, et de différents groupes de pression. C'est à partir de leurs suggestions que les budgets sont préparés.

Le sénateur Fairbairn: Et modifiés.

M. Andre: Et modifiés par la suite. Le lobbyisme est donc un rouage essentiel à la démocratie, et certaines gens sont payés pour en faire. Et c'est très bien ainsi, car nous sommes assez bien renseignés à ce sujet, par exemple, nous savons que le président de la Chambre de commerce, Roger Hamel, la présidente de l'ACIM, Judy Erola, sont payés par leur organisme pour jouer un rôle. Certains s'imaginent que nous ne savons pas—pourant je suppose que nous le savons—le nombre de ceux qui sont payés, à l'occasion, par des organismes pour exécuter des tâches semblables. Ce sont des lobbistes tiers. Je n'aime pas penser qu'Imperial Oil, une grosse compagnie, paie Bob Landry pour se faire représenter, pendant que d'autres sociétés pétrolières—les petites de ma circonscription—auraient besoin d'intervenir de temps à autre et parfois souvent, autant qu'Imperial Oil, mais n'en ont pas les moyens. Il n'est pas dans leur intérêt d'entretenir un employé à plein temps du calibre de M. Landry, de sorte qu'elles se rabattent sur quelqu'un qui peut faire la même chose de temps en temps. Étant donné l'idée qu'on se fait du lobbyste, parce que telle personne travaille pour PAI ou GCI ou EIS, ou toute autre compagnie, ce genre d'activité semble parfois douteuse. Nous voulons un système qui ferait taire les soupçons, mais en même temps serait simple à administrer et donc peu coûteux pour les contribuables. Ainsi, M. Landry de même que le «contractuel»

[Text]

these concerns about the potential for corruption, but which, at the same time, would be administratively simple so that it was not a huge paper burden on everybody and costly to the taxpayers. So both Mr. Landry and the "hired gun" will have to register in Tier I or Tier II. We know who Mr. Landry works for, but we have to have declared whom the "hired gun" works for.

The Chairman: Mr. Minister, I still cannot grasp, in a sense, the very examples you are using. You say, with Tier II, that you are concerned only with the registration of lobbyists—and, indeed, that is the title of the bill—but that, with Tier I, you are seeking more information about the subject matter. If Mr. Landry conducts certain investigations to explore the feasibility of getting into the aeroplane business, that is quite all right, even though it is not a normal activity of Imperial Oil, but if Mr. Daniels does it, then he must register. It may be just the time of day or night, but I do not understand the rationale for the one having to reveal the activity that is involved while the other does not.

Mr. Andre: Here is the reason: Let us assume that, in a particular case, Mr. Daniels is representing Imperial Oil, because it is a totally different business and Mr. Landry is not up to speed in it and perhaps Mr. Daniels' company is. The discussion paper put out, which formed the basis of the reference to the committee, pointed out that one of the things we were aiming for is that the public officeholder, the lobbyee, should know what is on the mind of the caller. That requires a degree of specificity.

Senator Gigantès: Mr. Minister, could the public officeholder not simply say to the caller, "What is your business?"

Mr. Andre: I beg your pardon?

Senator Gigantès: Let us assume that I come to lobby you and there is no registry that you can consult and say, "Oh, Gigantès, he is lobbying for Landry on behalf of Imperial Oil." Could you not simply say to me, "On what business have you come, sir?"

Mr. Andre: But, you see, the public officeholder wants to know, and the public want to know, what the public officeholder knows, namely, that Mr. Daniels is not now the representative of Imperial Oil on everything but only on this narrow subject. Let us take it one step further and say that, in fact, he is after a contract for the government to buy these aeroplanes that Imperial Oil make. What we desired of the registry was to have it known that he was lobbying for this contract only. We know about the contract because it has to be published in the weekly DSS magazine and the annual Public Accounts, if it is not made public in other ways. We think it is in the public interest to know that in respect of that contract and that subject PAI was paid a fee by Imperial Oil to lobby the government. That was deemed to be knowledge that should be made public so that it would be clear and there would be no implications of some covert or nefarious activity going on. The fact that Bob Landry might or might not have lobbied in respect of this contract is really immaterial. We know that Bob Landry is paid by Imperial Oil to be its lobbyist. We are not trying to register the lobbying that he does. However, I admit

[Traduction]

devront s'enregistrer, qu'ils soient de la première ou de la deuxième catégorie. Nous savons pour qui M. Landry travaille, mais nous devons savoir qui est le patron du «contractuel».

La présidente: Monsieur le ministre, je ne comprends toujours pas, d'une certaine manière, les exemples que vous nous donnez. Pour les lobbyistes de deuxième catégorie vous vous préoccupez uniquement de l'enregistrement,—en fait c'est le titre même du projet de loi—mais pour ce qui est de ceux de la première catégorie, vous voulez plus d'information sur l'objet de l'intervention. Si M. Landry explore la possibilité de se lancer dans la fabrication des avions, c'est parfait, bien que ce ne sera pas une activité courante d'Imperial Oil, mais si M. Daniels fait de même, il doit alors s'enregistrer. Peut-être que je ne suis pas dans mon assiette, mais je ne comprends pas pourquoi l'un aura à révéler son activité et l'autre pas.

M. Andre: Voici la raison: Supposons par exemple que M. Daniels représente Imperial Oil, parce que c'est une entreprise totalement différente et que M. Landry n'est pas prêt à intervenir, contrairement à la compagnie de M. Daniels. Le document de travail, qui est la principale source du comité, précise que l'un des objectifs est que le titulaire d'une charge publique, celui qui fait l'objet de la démarche, devrait connaître les intentions du lobbyiste. Cela demande certaines précisions.

Le sénateur Gigantès: Monsieur le ministre, le titulaire d'une charge publique ne pourrait-il pas simplement demander au lobbyiste quel est l'objet de sa démarche?

M. Andre: Pardon?

Le sénateur Gigantès: Supposons que je viens vous voir en qualité de lobbyiste, mais que vous ignorez que Gigantès travaille pour Landry au nom de l'Imperial Oil. Ne pourriez-vous pas simplement me demander: Pour qui travaillez-vous?

M. Andre: Voyez-vous, le public veut savoir ce que le détenteur d'une charge publique sait, soit que M. Daniels n'est pas le représentant attitré de l'Imperial Oil, mais qu'il intervient uniquement dans un cas en particulier. Allons un peu plus loin et disons qu'il veut vendre au gouvernement des avions que fabrique Imperial Oil. Nous voudrions que le registre mentionne qu'il fait des démarches uniquement en vue de ce contrat. Nous savons l'existence du contrat ne serait ce que parce qu'il doit figurer dans le magazine hebdomadaire du MAS et dans les comptes publics, s'il n'est pas rendu public autrement. Nous croyons que le public à intérêt de savoir, en ce qui concerne ce contrat, que PAI était rémunéré par Imperial Oil pour faire des démarches auprès du gouvernement. C'est le genre de renseignement qui doit être rendu public afin que ce genre d'activité ne donne lieu à aucun soupçon. Qu'importe si Bob Landry a fait ou n'a pas fait de démarches relativement à ce contrat. Nous savons que Bob Landry est un lobbyiste rémunéré par Imperial Oil. Ce n'est pas ses activités que nous voulons enregistrer. Cependant, je reconnais que c'est un peu ce qu'on fait en enregistrant les démarches qu'entreprend M.

[Text]

it gets close in the sense of registering the lobbying that Mr. Daniels does for Imperial Oil on this subject. We are not asking, and I hope we never get around to asking, that we have a list of all the telephone calls that Mr. Daniels made, the meetings he arranged, the lunches and golf games he had, and all that stuff.

Senator Fairbairn: To consolidate that point, in a sense—and I suppose you would concede this—by following the example you have just given, the lobbying is registered through the requirements of what Mark Daniels has to reveal.

Mr. Andre: In a sense, because he is getting paid for lobbying.

Senator Fairbairn: And being paid to lobby on that particular issue.

Mr. Andre: Yes, although it is more narrow—

Senator Fairbairn: Than the other one?

Mr. Andre: Yes, but because he is the “hired gun” you have to do that.

Senator Fairbairn: It is a tough business.

This bill does not address mass mailings for information that subsequently would be used for lobbying. Why is that—because it is too difficult to find that out?

Mr. Andre: There were real questions as to what is the difference between a mass mailing and an ad in the newspaper. You are really getting into an area where it is questionable whether it would be permitted under the Constitution and the Charter, but it is also fairly obvious.

It is not a covert activity; it is open. It is almost like holding meetings in public, in a sense.

It was suggested in the House of Commons that mass mailers, such as the National Citizens' Coalition, should be registered because it is in the business of trying to influence and lobby. It is, but that is open. There are no secrets.

Anybody putting an advocacy ad in a newspaper is doing the same thing, but that is permitted under the law.

Senator Gigantès: I am pleased that we live in a private enterprise society. If we have private enterprise and the government has any role in the economy, as it must have through taxes, people will want to express their opinion to the government to try to convince the government of something—in other words, to lobby. Everyone knows that. I do not see how the public good is in any way advanced by listing lobbyists.

Of course, people always suspect that something nefarious is going on. I am a classicist at that. I will not bore you with clear examples of that sort of thing, but I have the feeling that we will spend money on this registry and not advance the public good in any way.

Finally, this sounds like the kind of bill that an NDP government should be promoting rather than the Conservative Party.

[Traduction]

Daniels au nom d'Imperial Oil. Nous ne voulons pas avoir—et j'espère que nous n'exigerons jamais—la liste des appels téléphoniques que M. Daniels a faits, les rencontres, les dîners ou les parties de golf qu'il a organisés.

Le sénateur Fairbairn: Donc, dans un sens et j'imagine que vous serez d'accord—selon l'exemple que vous venez de donner, le lobbying est enregistré d'après les renseignements que Mark Daniels doit produire.

M. Andre: Dans un sens, parce qu'il est rémunéré pour faire du lobbying.

Le sénateur Fairbairn: Et sur cette question en particulier.

M. Andre: Oui, quoiqu'elle est plus restreinte . . .

Le sénateur Fairbairn: Que l'autre?

M. Andre: Oui, comme ce sont ses services qui ont été retenus, il faut agir ainsi.

Le sénateur Fairbairn: C'est compliqué.

Le projet de loi ne prévoit rien au sujet de la distribution massive d'informations par courrier utilisée à des fins de lobbying. Pourquoi? Serait-ce une activité trop difficile à contrôler?

M. Andre: On s'est demandé s'il y avait vraiment une différence entre la distribution massive de courrier et la publication d'une annonce dans les journaux. Il n'est pas certain que ce soit permis par la Constitution et la Charte, mais par ailleurs c'est aussi assez évident.

Ce n'est pas une activité clandestine mais publique, qui s'apparente presque à la tenue de réunions publiques, dans un sens.

Il a été proposé à la Chambre d'obliger ceux qui font de la distribution massive de courrier, comme la *National Citizens' Coalition*, de s'enregistrer parce qu'ils sont rémunérés pour exercer de l'influence et faire du lobbying. C'est vrai, mais ils agissent ouvertement et non sous le manteau.

Tous ceux qui publient une annonce dans les journaux pour défendre une cause ont la même intention, mais leur geste est autorisé par la loi.

Le sénateur Gigantès: Je suis heureux de vivre dans une société capitaliste. Dans une société capitaliste où le gouvernement joue un rôle sur le plan économique par la perception des impôts, la population peut vouloir lui faire connaître son opinion pour essayer de la convaincre d'agir de telle ou telle façon, autrement dit elle peut vouloir faire du lobbying. C'est bien connu. Je ne vois pas comment l'intérêt public peut être favorisé avec l'enregistrement des lobbyistes.

Évidemment, on soupçonne toujours que des affaires louches se trament. Je ne suis pas de ceux-là. Je ne vous ennuierai pas en vous citant des exemples flagrants, mais j'ai le sentiment qu'il va falloir payer cher pour tenir ce registre, sans que cela serve l'intérêt public en aucune façon.

Enfin, on croirait qu'il s'agit du projet de loi d'un gouvernement néo-démocrate et non du Parti conservateur.

[Text]

Mr. Andre: Over the years there have been 20 bills respecting the registering of lobbyists. Other democracies have done this, for whatever reason.

I think it is a failing in human nature that we are so suspicious and readily believe the worst.

Senator Gigantès: We should.

Mr. Andre: If you attach conspiracy to an activity, and make the most outrageous accusations, you will get a certain percentage of the population to agree with you. It is one of the failings of human nature that we willingly accept that there is a communist conspiracy, a conspiracy by the developers in Toronto, a Jewish conspiracy, and so forth. You do not have to have any proof; you can simply make an accusation, and, if you make it frequently enough, it becomes established.

Senator Gigantès: This won't help in that regard.

Mr. Andre: The fact is that there was is a perception, not just in Canada but in other democracies, that people engaged in activities with the government were getting rich, and therefore those activities must be nefarious. Governments are supposed to be open and there is supposed to be democratic free access, and the fact that certain people were becoming quite wealthy meant, to some people, that they were somehow doing something that was not quite proper. The general intent now is to expose that to the light of day in order to put an end to that nefarious activity.

Senator Gigantès: So we will know who are the illicit people. That is what this will do. The lobbyists will get hate mail.

Senator Fairbairn: I am not going to tell anyone in Calgary that you are conspiring to be a socialist.

Mr. Andre: We tried to deal with that in the preamble of the bill, which states:

WHEREAS free and open access to government is an important matter of public interest;

AND WHEREAS lobbying public office holders is legitimate activity;

AND WHEREAS it is desirable that public office holders and the public be able to know who is attempting to influence government;

AND WHEREAS a system for the registration of paid lobbyists should not impede free and open access to government;

NOW THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

It is those four principles that I have talked about. We want to maintain open access; we want to recognize lobbying as a legitimate activity, but we want the public officeholder and the public to know who is lobbying whom and on behalf of whom. We want that done in a way that will keep administrative costs as low as possible.

[Traduction]

M. Andre: Il y a déjà eu 20 projets de loi portant sur l'enregistrement des lobbyistes. D'autres sociétés démocratiques ont adopté des mesures de ce genre pour une raison ou une autre.

Je pense que c'est un défaut de l'être humain d'être aussi circonspect et alarmiste.

Le sénateur Gigantès: C'est bien normal.

M. Andre: Il y aura toujours une certaine proportion de la population qui sera prête à croire à des allégations de complot et aux accusations les plus scandaleuses qu'on puisse imaginer. C'est une de nos faiblesses d'être portés à croire qu'il ait pu y avoir complot de la part des communistes, des promoteurs de Toronto, des juifs, etc. Il n'est même pas nécessaire de fournir de preuves; il suffit de porter une accusation assez souvent pour qu'on finisse par en être persuadé.

Le sénateur Gigantès: Le projet de loi ne sera d'aucune utilité à cet égard.

M. Andre: Il reste qu'on a l'impression, et pas seulement au Canada, mais aussi dans d'autres sociétés démocratiques, que ceux qui travaillent en collaboration avec le gouvernement s'enrichissent et que leurs activités sont nécessairement louches. Les gouvernements sont censés faire preuve de transparence et être facilement accessibles et, pour certains, ceux qui se sont enrichis ont agi de façon malhonnête. On veut donc maintenant exposer ces activités illégales au grand jour pour y mettre fin.

Le sénateur Gigantès: Pour que nous sachions qui est malhonnête. C'est ce qui arrivera. Les lobbyistes recevront du courrier haineux.

Le sénateur Fairbairn: Je n'irai dire à personne à Calgary que vous conspirez avec les socialistes.

M. Andre: Nous essayons de régler ce problème dans le préambule du projet de loi qui dit ceci:

Vu l'intérêt public présenté par la liberté d'accès aux institutions de l'État;

Vu la légitimité du lobbyisme auprès des titulaires d'une charge publique;

Vu l'opportunité d'accorder aux titulaires d'une charge publique et au public la possibilité de savoir qui cherche à exercer une influence auprès de ces institutions;

Vu le fait que l'enregistrement des lobbyistes rémunérés ne doit pas faire obstacle à cette liberté d'accès,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

Ce sont donc les quatre principes dont j'ai parlé. Nous voulons assurer la liberté d'accès; nous voulons reconnaître la légitimité du lobbying, mais nous voulons aussi que les titulaires d'une charge publique et la population puissent savoir qui cherche à faire du lobbying et au nom de qui. Nous voulons le faire de façon à en réduire au minimum les coûts administratifs.

[Text]

Senator Gigantès: I used to be a zero-based budgeting specialist in Treasury Board. That is one activity that this bill would kill.

Mr. Andre: That would kill two PYs. Besides, this is a policy question and Treasury Board has no right to—

The Chairman: May I put an example to you that has been cited to me? I do this for clarification purposes only.

I know that many lawyers, chartered accountants and people in similar professions write to the Department of Revenue, let us say, because there is a section in the Income Tax Act, or a section in the Customs Tariff, that is causing their clients many problems. They write and say, "This is wrong. This should be clarified. This is causing a great deal of trouble and you should change it."

When those professionals write, not necessarily on behalf of a particular client, but simply because the problem arises constantly in their work and in their representation of clients, are they caught in any definition contained in this bill?

Mr. Andre: No, because they are not getting paid specifically to do that.

They are doing it because it affects them in their professional work; but they are not getting paid by some independent third party, or perhaps they are, in which case they would have to register.

If a client asked a lawyer or chartered accountant to convince the government to change a certain law and said "Turn on your meter. I will pay your per hour rate to do this", then that would be registrable activity.

The Chairman: But there can be a differentiation?

Mr. Andre: Yes.

The Chairman: I think we have exhausted our questions. I hope we have not exhausted you, Mr. Minister. We thank you for appearing this evening. Your appearance has helped us very much.

Mr. Andre: Thank you, Madam Chairman.
The committee adjourned.

[Traduction]

Le sénateur Gigantès: J'étais spécialisé dans la budgétisation base zéro au Conseil du Trésor. Il ne serait plus possible d'utiliser cette technique avec le projet de loi.

M. Andre: Il entraînerait la suppression de deux années-personnes. En outre, c'est une question de choix politique et le Conseil du Trésor n'a rien à...

La présidente: Puis-je vous citer un exemple qu'on m'a donné, uniquement pour clarifier la question?

Je sais que beaucoup d'avocats, de comptables agréés et d'autres professionnels écrivent au ministère du Revenu, pour signaler qu'un article de la Loi de l'impôt sur le revenu ou du Tarif des douanes cause des problèmes à leurs clients. Ils indiquent que telle ou telle disposition comporte des lacunes et devrait être modifiée parce qu'elle est une grande source de problèmes.

Ils n'agissent pas nécessairement au nom d'un client en particulier, mais uniquement parce qu'ils se heurtent constamment à ce problème dans leur travail et quand ils défendent des clients; ce genre d'intervention est-il visé par une disposition quelconque du projet de loi?

M. Andre: Non, parce qu'ils ne sont pas rémunérés spécifiquement pour faire ce genre d'activité.

Ils le font dans le cadre de leur travail, mais ils ne sont pas rémunérés par une tierce partie indépendante, ou peut-être le sont-ils, auquel cas ils devraient s'enregistrer.

Si un client demande à un avocat ou à un comptable agréé de convaincre le gouvernement de modifier une loi et lui dit qu'il lui versera des honoraires pour cette intervention, il s'agit d'une activité qui doit être enregistrée.

La présidente: Mais il peut y avoir une distinction?

M. Andre: Oui.

La présidente: Je pense que nous avons épuisé nos questions sans vous épuisez, monsieur le ministre, j'espère. Nous vous remercions d'être venu ici ce soir. Votre témoignage nous a été très utile.

M. Andre: Je vous remercie, madame la présidente.
La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

APPEARING—COMPARAÎT

The Honourable Harvie Andre, P.C., M.P., Minister of
Consumer and Corporate Affairs.

L'honorable Harvie Andre, c.p., député, ministre de la Con-
sommation et des Corporations.



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

SENATE OF CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

Legal and Constitutional Affairs

Chairman:
The Honourable JOAN NEIMAN

Monday, September 12, 1988
Wednesday, September 14, 1988

Issue No. 98

First proceedings on:

Consideration of the First Report of the
French Constitutional Drafting Committee
tabled in the Senate on 17th December, 1986

First proceedings on:

Consideration of Bill S-21, An Act to Revive
Grenville Aggregate Specialties Limited
and to provide for its continuance
under the Canada Business Corporations Act

INCLUDING:

THE THIRTY-THIRD REPORT
OF THE COMMITTEE

WITNESSES:

(See back cover)

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SÉNAT DU CANADA

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent des*

Affaires juridiques et constitutionnelles

Présidente:
L'honorable JOAN NEIMAN

Le lundi 12 septembre 1988
Le mercredi 14 septembre 1988

Fascicule n° 98

Premier fascicule concernant:

L'étude du premier rapport du comité
de rédaction constitutionnelle française,
déposé au Sénat le 17 décembre 1986

Premier fascicule concernant:

L'étude du Projet de loi S-21,
Loi reconstituant la société Grenville Aggregate Limited
et prévoyant sa prorogation sous le régime
de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes

Y COMPRIS:

LE TRENTE-TROISIÈME RAPPORT DU COMITÉ

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

THE STANDING SENATE COMMITTEE ON
LEGAL AND CONSTITUTIONAL AFFAIRS

The Honourable Joan Neiman, *Chairman*

The Honourable Nathan Nurgitz, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | Lewis |
| Cogger | *MacEachen (or Frith) |
| Doyle | *Murray (or Doody) |
| Fairbairn | Neiman |
| Flynn | Robertson |
| Gigantès | Spivak |
| Hébert | Stanbury |

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Pursuant to Rule 66(4), membership of the Committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator Cogger for that of the Honourable Senator David. (*September 9, 1988*).

The name of the Honourable Senator Flynn for that of the Honourable Senator Nurgitz. (*September 12, 1988*).

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT
DES AFFAIRES JURIDIQUES ET
CONSTITUTIONNELLES

Présidente: L'honorable Joan Neiman

Vice-président: L'honorable Nathan Nurgitz

et

Les honorables sénateurs:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | Lewis |
| Cogger | *MacEachen (ou Frith) |
| Doyle | *Murray (ou Doody) |
| Fairbairn | Neiman |
| Flynn | Robertson |
| Gigantès | Spivak |
| Hébert | Stanbury |

**Membres d'office*

(Quorum 4)

Conformément à l'article 66(4) du Règlement, la liste des membres du Comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur Cogger substitué à celui de l'honorable sénateur David. (*le 9 septembre 1988*).

Le nom de l'honorable sénateur Flynn substitué à celui de l'honorable sénateur Nurgitz. (*le 12 septembre 1988*).

ORDERS OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Friday, December 19, 1986:

“With leave of the Senate,

The Honourable Senator Doody moved, seconded by the Honourable Senator Phillips:

That the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs be authorized to examine and report upon the First Report of the French Constitutional Drafting Committee, tabled in the Senate on 17th December, 1986 (Sessional Paper No. 332-159).

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.”

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Monday, September 12, 1988:

“Pursuant to the Order of the Day, the Honourable Senator LeBlanc, P.C. (*Beauséjour*) moved, seconded by the Honourable Senator Guay, P.C., that the Bill S-21, An Act to Revive Grenville Aggregate Specialties Limited and to provide for its continuance under the Canada Business Corporations Act, be read the second time.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

With leave of the Senate,

The Honourable Senator LeBlanc, P.C. (*Beauséjour*) moved, seconded by the Honourable Senator Guay, P.C., that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs and that Rule 95 of the *Rules of the Senate* be suspended in relation thereto.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.”

ORDRES DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le vendredi 19 décembre 1986:

«Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Doody propose, appuyé par l'honorable sénateur Phillips,

Que le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles soit autorisé à étudier le premier rapport du comité de rédaction constitutionnelle française, déposé au Sénat le 17 décembre 1986 (document parlementaire n° 332-159) et à en faire rapport.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le lundi 12 septembre 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur LeBlanc, c.p. (*Beauséjour*) propose, appuyé par l'honorable sénateur Guay, c.p., que le Projet de loi S-21, Loi reconstituant la société Grenville Aggregate Limited et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, soit lu la deuxième fois.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur LeBlanc, c.p. (*Beauséjour*) propose, appuyé par l'honorable sénateur Guay, c.p., que le projet de loi soit déféré au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles et que l'application de l'article 95 du Règlement soit suspendue à cet égard.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, SEPTEMBER 12, 1988
(140)

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met at 1:30 p.m., this day, the Acting Chairman, the Honourable Senator Jacques Flynn, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Doyle, Fairbairn, Flynn, Robertson and Stanbury (5).

In attendance: From the Library of Parliament: Katharine Dunkley and Margaret Smith, Research Officers.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

Witness:

The Honourable Jean Le Moyne.

It was agreed,—

THAT, the Honourable Senator Jacques Flynn be elected Acting Chairman of the Committee.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated December 19, 1986, began consideration of the First Report of the French Constitutional Drafting Committee tabled in the Senate on 17th December, 1986.

The Honourable Jean Le Moyne made a statement and answered questions.

It was agreed,—

THAT, the report of the Honourable Jean Le Moyne be referred back to the Sub-committee created on June 11, 1987 to examine the First Report of the French Constitutional Drafting Committee.

At 1:48 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, SEPTEMBER 14, 1988
(141)

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met at 5:00 p.m., this day, the Acting Chairman, the Honourable Senator Derek P. Lewis, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Fairbairn, Flynn, Gigantès, Lewis, Robertson and Spivak (6).

In attendance: Mr. Raymond du Plessis, Law Clerk and Parliamentary Counsel.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

Witnesses:

For the petitioner:

Mr. Fred E. Seller, Lawyer.

From the Department of Consumer and Corporate Affairs:

Mr. Digby Viets.

PROCÈS-VERBAUX

LE LUNDI 12 SEPTEMBRE 1988
(140)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit à 13 h 30 aujourd'hui, sous la présidence de l'honorable sénateur Jacques Flynn (président suppléant).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Doyle, Fairbairn, Flynn, Robertson et Stanbury (5)

Présents: De la Bibliothèque du Parlement: M^{mes} Katharine Dunkley et Margaret Smith, attachées de recherche.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Témoïn:

L'honorable Jean Le Moyne.

Il est convenu

QUE l'honorable sénateur Jacques Flynn soit élu président suppléant du Comité.

Le Comité, conformément à son ordre de renvoi daté du 19 décembre 1986, entreprend l'étude du premier rapport du Comité de rédaction constitutionnelle française déposé le 17 décembre 1986.

L'honorable Jean Le Moyne fait une déclaration et répond aux questions.

Il est convenu

QUE le rapport de l'honorable Jean Le Moyne soit renvoyé au Sous-comité créé le 11 juin 1987 pour étudier le premier rapport du Comité de rédaction constitutionnelle française.

À 13 h 48 le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

La question, mise aux voix, est adoptée.

LE MERCREDI 14 SEPTEMBRE 1988
(141)

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à 17 heures, sous la présidence de l'honorable sénateur Derek P. Lewis (président suppléant).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Fairbairn, Flynn, Gigantès, Lewis, Robertson et Spivak (6).

Présent: M. Raymond du Plessis, légiste et conseiller parlementaire.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Témoins:

Représentant le pétitionnaire:

M. Fred E. Seller, avocat.

Du ministère de la Consommation et des Corporations:

M. Digby Viets.

It was agreed,—

THAT, the Honourable Senator Derek P. Lewis be elected Acting Chairman of the Committee.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated September 12, 1988, began consideration of Bill S-21, An Act to Revive Grenville Aggregate Specialties Limited and to provide for its continuance under the Canada Business Corporations Act.

The witnesses made a statement and answered questions.

It was agreed,—

THAT, the report on Bill S-21 be adopted without amendment, and that the Chairman do so report to the Senate as the 33rd report of the Committee.

At 5:25 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

Il est convenu

QUE l'honorable sénateur Derek P. Lewis soit élu président suppléant du Comité.

Le Comité, conformément à son ordre de renvoi daté du 12 septembre 1988, entreprend l'étude du projet de loi S-21, Loi reconstituant la société Grenville Aggregate Specialties Limited et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.

Les témoins font une déclaration et répondent aux questions.

Il est convenu

QUE le rapport sur le projet de loi S-21 soit adopté sans amendement et que le président en informe le Sénat dans le 33^e rapport du comité.

À 17 h 25, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

ATTESTÉ:

Le greffier du Comité

Paul C. Bélisle

Clerk of the Committee

REPORT OF THE COMMITTEE

Thursday, September 15, 1988

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs has the honour to present its

THIRTY-THIRD REPORT

Your Committee, to which was referred the Bill S-21, An Act to revive Grenville Aggregate Specialties Limited and to provide for its continuance under the Canada Business Corporations Act, has, in obedience to the Order of Reference of Monday, September 12, 1988, examined the said Bill and now reports the same without amendment.

Respectfully submitted,

Le président intérimaire

P. DEREK LEWIS

Acting Chairman

RAPPORT DU COMITÉ

Le jeudi 15 septembre 1988

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a l'honneur de présenter son

TRENTÉ-TROISIÈME RAPPORT

Votre Comité, auquel a été déféré le Projet de loi S-21, Loi reconstituant la société Grenville Aggregate Specialties Limited et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, a, conformément à l'ordre de renvoi du lundi 12 septembre 1988, étudié ledit projet de loi et en fait maintenant rapport sans amendement.

Respectueusement soumis,

EVIDENCE

Ottawa, Monday, September 12, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met this day at 1.30 p.m. to consider the First Report of the French Constitutional Drafting Committee tabled in the Senate on 17th December, 1986.

Mr. Paul Bélisle (Clerk of the Committee): Honourable senators, in the absence of the chairman and deputy chairman, I must proceed to the election of an acting chairman for the purpose of this meeting. I am ready to receive nominations to that effect.

Senator Fairbairn: I nominate Senator Flynn.

The Clerk: Are there any other nominations?

There being no further nominations, I call upon Senator Flynn to take the Chair.

Senator Jacques Flynn (Acting Chairman) in the Chair.

The Acting Chairman: Thank you for your confidence. Our task today is the consideration and adoption, if deemed appropriate, of the report prepared by former Senator Le Moyne on the First Report of the French Constitutional Drafting Committee on the Constitution Act, 1867. This report has been circulated. I have read it a few times and, generally speaking, I think it is a very good report and not contentious so far as proposals regard changes are concerned.

Are these changes to the draft report those that you worked on, M Le Moyne?

Quel était le texte sur lequel vous avez travaillé?

M. Le Moyne: Sur lequel j'ai travaillé?

Le président: Oui. Le texte sur lequel vous avez travaillé, c'était un texte qui avait déjà été proposé, je pense?

M. Le Moyne: Oui.

Le président: Qui avait été proposé par le comité du ministère de la Justice?

M. Le Moyne: Oui.

Le président: Avant d'aller plus loin, je voudrais dire à notre ex-collègue que nous lui sommes très redevables du travail qu'il a fait en l'occurrence, comme je l'ai dit, j'ai lu son rapport à plusieurs reprises. Quant à moi il est excellent sauf, peut-être, quelques détails qui ressortiront lors de la discussion. Je serais parfaitement d'accord pour l'adopter tel quel. Avant d'en arriver là, je pense que l'on devrait inviter le sénateur Le Moyne à nous présenter son travail.

M. Le Moyne: Honourable senators, I should like to recall, first, that I was asked to take a critical literary look at the text exclusively. That I did to the best of my ability, and I came to the conclusion very quickly that it was an excellent text from a literary point of view, so much so that I was really embarrassed and I wondered whether I had a report to make, at times.

TÉMOIGNAGES

Le lundi 12 septembre 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à 13 h 30 pour examiner le Premier rapport du Comité de rédaction constitutionnelle française, déposé au Sénat le 17 décembre 1986.

M. Paul Bélisle (greffier du Comité): Honorables sénateurs, en l'absence du président et du vice-président, je dois procéder à l'élection d'un président suppléant pour la séance d'aujourd'hui. Je suis prêt à recevoir les candidatures.

La sénateur Fairbairn: Je propose le sénateur Flynn.

Le greffier du Comité: Y a-t-il d'autres mises en candidature?

Comme il n'y a plus d'autres mises en candidature, je prie-rais le sénateur Flynn d'occuper le fauteuil.

Le sénateur Jacques Flynn (président suppléant) occupe le fauteuil.

Le président suppléant: Je vous remercie de la confiance que vous me témoignez. Nous avons pour tâche aujourd'hui d'examiner et d'adopter, si nous le jugeons approprié, le rapport préparé par l'ancien sénateur Le Moyne intitulé Premier rapport du Comité de rédaction constitutionnelle française. Ce rapport a été distribué. Je l'ai lu à quelques reprises et de façon générale, j'estime que c'est un très bon rapport et que toutes les propositions de modification qu'il contient semblent pertinentes.

S'agit-il de changements par rapport à la version provisoire sur laquelle vous avez travaillé, monsieur Le Moyne?

Which text did you work on?

Mr. Le Moyne: Which text?

The Acting Chairman: I believe you worked on the proposed draft text, is that right?

Mr. Le Moyne: That's correct.

The Acting Chairman: The draft text put forward by the Justice Department committee?

Mr. Le Moyne: Yes.

The Acting Chairman: Before proceeding any further, I would like to tell our former colleague how very much we appreciate the work he has done. As I said, I have read his report several times. In my opinion, it is excellent, except for a few details that will come up during the discussion. I am quite amenable to adopting it as is. However, before getting to that, I would like to invite Senator Le Moyne to say a few words about his work.

M. Le Moyne: Honorables sénateurs, j'aimerais d'abord rappeler qu'on m'avait demandé d'examiner d'un œil critique l'aspect, la forme du texte exclusivement. C'est ce que je me suis efforcé de faire et j'en suis rapidement venu à la conclusion que c'était un texte excellent du point de vue de la forme tant et si bien que j'étais vraiment embarrassé et que je me demandais parfois si j'aurais quelque chose à en dire.

[Text]

But I did make a report. I underlined certain uneasiness concerning the necessity to separate the constitutional aspect and the literary aspect. That cannot be done entirely. That is why I was always a bit uneasy, because I could not judge, even if the French were very good, whether it was very good from the constitutional point of view. I think that will have to be examined by specialists later.

The few remarks I made are really in a way subjective. This can be discussed. I would like to have an opportunity to discuss this with Mr. Covacs and his collaborators, if that is possible. I hope that the subcommittee—does it still exist?

The Acting Chairman: I think so.

M. Le Moyne: But it is not sitting yet?

The Acting Chairman: No. That is a question I wanted to put to the Clerk of the Committee.

The Clerk: Once the subcommittee tables a report, the subcommittee becomes defunct.

The Acting Chairman: But the subcommittee was not convened to consider this report.

The Clerk: The reason for that was timing. In the event that there were dissolution it was felt that the full committee should meet to adopt this report. It will be up to the full committee to decide whether this should be referred back to the subcommittee.

M. Le Moyne: I think that would be advisable, if I dare say so. I think the subcommittee should be convened and that it should summon the gentlemen who wrote this so that they can explain, in the utmost detail, how they proceeded to realize the parallel version to the English, as they did, but, just as if it were stemming from the French source. I think that is very important, because if I refer you to the letters from Dr. Forsey you will see that it is easy to understand that certain constitutional minds would be uneasy about certain aspects of the text.

As far as I am concerned, I think this is an excellent report, with the small reservations I have made about the adverb “également”, and the expression “en cause”, and certain things like that. I think the report is excellent from beginning to end.

The Acting Chairman: Is it the wish of the full committee to have this report referred back to the subcommittee in order for that subcommittee to examine the report and make recommendations to the full committee?

I am inclined to say that it would be better if we referred this back to the subcommittee for examination and formal report to the full committee.

M. Le Moyne: It is understood that there will be a second report from that group, and that the second report will be more comprehensive. Then I think that an in-depth examination of the French version, with constitutional experts, would be in order.

Senator Doyle: Mr. Chairman, I share the concern of Senator Neiman that we do not, in our zeal to go through all of the motions necessary to recognize the work done by M. Le Moyne, suddenly lose the child and leave it to another committee that might be formed after a new government has—

[Traduction]

Mais j'ai fait un rapport. J'ai signalé certaines faiblesses concernant la nécessité de distinguer l'aspect constitutionnel de l'aspect littéraire. On ne peut y arriver entièrement. C'est pourquoi j'étais toujours un peu mal à l'aise parce que je ne pouvais trancher et déterminer, même si le français était très bon, s'il était aussi exact d'un point de vue constitutionnel. Il faudra avoir l'avis de spécialistes ultérieurement.

Les quelques observations que j'ai faites sont vraiment plutôt subjectives. On peut en discuter. J'aimerais en discuter avec M. Covacs et ses collaborateurs, si possible. J'espère que le Sous-comité—mais au fait, existe-t-il toujours?

Le président suppléant: Je pense que oui.

M. Le Moyne: Mais il ne siège pas encore?

Le président suppléant: Non. Je voulais justement en parler au greffier du Comité.

Le greffier du Comité: Dès qu'un Sous-comité dépose son rapport, il cesse d'exister.

Le président suppléant: Mais le Sous-comité n'a pas été appelé à se réunir pour examiner ce rapport.

Le greffier du Comité: C'était faute de temps. S'il y avait eu dissolution, on estimait que le Comité plénier devrait se réunir pour adopter le présent rapport. C'est à lui qu'il incombera de décider s'il convient de le renvoyer au Sous-comité.

M. Le Moyne: J'oserais dire que ce serait souhaitable. Le Sous-comité devrait être convoqué et il devrait demander que ceux qui ont rédigé le rapport comparaissent pour pouvoir expliquer, dans le détail, comment ils ont procédé pour réaliser la version française parallèle à l'anglais, comme si elle coulait de source. C'est très important à mon avis parce que si je vous renvoie aux lettres de M. Forsey, vous verrez qu'il est facile de comprendre pourquoi certains esprits constitutionnalistes se sentiraient rebutés par certains aspects du texte.

Pour ma part, j'estime que c'est un excellent rapport, compte tenu des réserves minimes que j'ai faites au sujet de l'emploi de l'adverbe «également», et de l'expression «en cause», et autres points du genre. Je pense que du début à la fin, c'est un excellent rapport.

Le président suppléant: Plaît-il au Comité que ce rapport soit renvoyé au Sous-comité pour qu'il l'examine et lui fasse des recommandations?

Je serais porté à croire qu'il vaudrait mieux que nous renvoyions le rapport au Sous-comité pour qu'il l'examine et présente un rapport officiel au Comité plénier.

M. Le Moyne: Il est bien entendu que ce groupe produira un second rapport, et que ce dernier sera plus détaillé. Ensuite, il conviendrait que des experts en matières constitutionnelles se penchent attentivement sur la version française.

Le sénateur Doyle: Monsieur le président, comme la sénatrice Neiman, je crains que dans notre zèle pour parcourir toutes les motions nécessaires pour reconnaître le travail que M. Le Moyne a fait pour nous, soudainement nous perdions de vue

[Text]

The Acting Chairman: You mean a new Parliament.

Senator Doyle: A new Parliament; I apologize. Who are the members of the subcommittee?

The Acting Chairman: Senators Tremblay, Nurgitz, Cogger and Neiman.

Senator Doyle: Are there any members of the subcommittee who have not seen the report that is now before us?

The Acting Chairman: They certainly have received it, but I must say that the subcommittee did not convene.

Senator Doyle: No, but they were all aware of the report and the fact that we were meeting here today, and they are all members of this committee.

The Acting Chairman: Yes.

Senator Doyle: Would it not be reasonable to suggest that if they had serious concerns about the report they would either have been present or have been in touch with those of us who are present to express those anxieties or whatever? I am leery of the calendar if you are talking in terms of two meetings: one meeting of those senators who are not here today and another meeting of the full committee at some time in the future. We may well be here until Christmas, but then we may not. I only raise that to weigh it against the idea suggested by Senator Le Moynes.

The Acting Chairman: As a matter of fact, where is the question in the House of Commons?

The Clerk: The House of Commons has not touched on this first draft, as it is called, and my indication from Justice is that the intention is not to do anything on this first phase.

The Acting Chairman: That is the point I wanted to raise, because I do not think that you have the problem of appearing with this question after an election.

Senator Doyle: I agree with you on that. I was speaking only out of a sense of tidiness.

Senator Stanbury: I would feel uncomfortable in trying to deal with it without the advice of the subcommittee.

The Acting Chairman: Especially if the House of Commons has not shown any interest. It makes no difference if we send it now or later. I would be inclined to say that we should ask the subcommittee to report, and we should reconvene with the other members of the subcommittee. I am the only one present today—Senators Tremblay, Nurgitz, Neiman and Cogger are absent—and we could meet as a whole either tomorrow or Wednesday.

Senator Stanbury: We can easily be brought back together again.

The Acting Chairman: We are here Thursday morning, and it would not take long to adopt the report, other than if the subcommittee would like to have a discussion with Senator Le Moynes and the draft people from Justice.

[Traduction]

l'essentiel et que nous nous en remettons à un autre comité qui pourrait être formé après qu'un nouveau gouvernement ait...

Le président suppléant: Vous voulez dire une nouvelle législature.

Le sénateur Doyle: Une nouvelle législature, je m'excuse. Quels sont les membres du Sous-comité?

Le président suppléant: Les sénateurs Tremblay, Nurgitz, Cogger et Neiman.

Le sénateur Doyle: Y a-t-il des membres du Sous-comité qui n'ont pas lu le rapport qui nous occupe maintenant?

Le président suppléant: Ils l'ont certainement reçu, mais je dois dire que le Sous-Comité ne s'est pas réuni.

Le sénateur Doyle: Non, mais ses membres étaient au courant du rapport et ils savaient que nous allions nous réunir ici aujourd'hui; ils sont tous membres de notre Comité.

Le président suppléant: En effet.

Le sénateur Doyle: Mais s'ils avaient eu de graves réserves au sujet du rapport, n'auraient-ils pas été parmi nous aujourd'hui ou bien n'auraient-ils pas communiqué avec les membres ici présents pour leur faire part de ces craintes ou de quoi que ce soit? Je ne sais pas si le calendrier permettra que vous teniez deux réunions: une pour les sénateurs qui ne sont pas ici aujourd'hui, et l'autre pour le comité plénier. Il se peut fort bien que nous soyons ici jusqu'à Noël, mais le contraire est aussi possible. Je soulevais cette objection simplement pour faire le contrepoids à l'idée exprimée par le sénateur Le Moynes.

Le président suppléant: En fait, à quelle étape cette question est-elle rendue à la Chambre des communes?

Le greffier du Comité: La Chambre des communes n'a pas encore abordé le premier avant-projet, comme on l'appelle; le ministère de la Justice m'a dit qu'il n'avait pas l'intention d'intervenir dans cette première phase.

Le président suppléant: C'est le point que je voulais soulever parce que je ne pense pas que vous aurez de difficultés à comparaître à ce sujet après la tenue des élections.

Le sénateur Doyle: J'en conviens. Je voulais simplement mettre les choses au clair.

Le sénateur Stanbury: Je préférerais nettement avoir l'avis du Sous-comité.

Le président suppléant: Surtout si la Chambre des communes n'a pas montré d'intérêt en la matière. Il importe peu que nous l'envoyions maintenant ou plus tard. Je dirais plutôt que nous devrions demander au Sous-comité de faire rapport et nous réunir avec les autres membres du Sous-comité. Je suis seul présent aujourd'hui. Les sénateurs Tremblay, Nurgitz, Neiman et Cogger sont absents et nous pourrions tenir une séance plénière demain ou mercredi.

Le sénateur Stanbury: Nous pourrions facilement réussir à nous réunir à nouveau plus tard.

Le président suppléant: Nous sommes ici jeudi matin, et il ne faudra pas de temps pour adopter le rapport, à moins que le Comité ne veuille en discuter avec le sénateur Le Moynes et les rédacteurs du ministère de la Justice.

[Text]

M. Le Moynes, have you talked to Covacs and the others?

M. Le Moynes: No.

The Acting Chairman: Do you know if they have seen your report?

M. Le Moynes: No. Unless it has been sent, I do not think so. It was understood that it would be sent after adoption by the committee.

The Acting Chairman: I think we should first have the matter considered by the subcommittee.

M. Le Moynes: Yes.

The Acting Chairman: Therefore, unless senators want to discuss matters related to procedure, I do not think we should continue the debate on this matter at this time. Is it agreed, honourable senators?

Hon. Senators: Agreed.

The Acting Chairman: Is it agreed that the meeting is adjourned and that I should see to it that the subcommittee is convened at the earliest possible date?

Hon. Senators: Agreed.

The Acting Chairman: In any event, I do not see any real rush in this matter. On behalf of the committee, monsieur Le Moynes, I would like to thank you for coming this afternoon.

The committee adjourned.

Ottawa, Wednesday, September 14, 1988

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs, to which was referred Bill S-21, to revive Grenville Aggregate Specialties Limited and to provide for its continuance under the Canada Business Corporations Act, met this day at 5 p.m. to give consideration to the bill.

Senator P. Derek Lewis (*Acting Chairman*) in the Chair.

The Acting Chairman: Honourable senators, the committee is meeting to consider Bill S-21, to revive Grenville Aggregate Specialties Limited and to provide for its continuance under the Canada Business Corporations Act. Mr. Fred E. Seller is representing the company. Mr. Digby Viets is representing the Department of Consumer and Corporate Affairs. I ask Mr. Seller to proceed with his presentation.

Mr. Fred E. Seller, Counsel, Grenville Aggregate Specialties Limited: Mr. Chairman, there is not much I can add to what has already been said by Senator LeBlanc on second reading of this bill. This corporation was incorporated by letters patent on December 14, 1964 under what was known at the time as the Companies Act, a federal statute. It was continued under the Canada Corporations Act, and in 1967 the company, because it had failed to file annual returns, was listed in the *Canada Gazette* on June 17, 1967, indicating that if it did not attend to the three years' filing it would be struck off the rolls.

[Traduction]

Monsieur Le Moynes, avez-vous parlé à M. Covacs et aux autres?

M. Le Moynes: Non.

Le président suppléant: Savez-vous s'ils ont vu votre rapport?

M. Le Moynes: Non. À moins qu'il leur ait été envoyé, je ne pense pas. Il était entendu qu'il serait envoyé dès son adoption par le Comité.

Le président suppléant: Je pense que nous devrions d'abord soumettre l'affaire au Sous-comité.

M. Le Moynes: Oui.

Le président suppléant: Par conséquent, à moins que les sénateurs ne veulent discuter de questions de procédure, je ne pense pas que nous devions continuer à débattre de cette question davantage. Êtes-vous d'accord honorables sénateurs?

Des voix: D'accord.

Le président suppléant: Êtes-vous d'accord pour que la réunion soit suspendue et que je veille à ce que le sous-comité se réunisse le plus tôt possible?

Des voix: D'accord.

Le président suppléant: De toute façon, rien ne presse. Au nom du Comité, Monsieur Le Moynes, j'aimerais vous remercier d'être venu cet après-midi.

Le Comité suspend ses travaux.

Ottawa, le mercredi 14 septembre 1988

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, auquel a été renvoyé le projet de loi S-21, Loi reconstituant la société Grenville Aggregate Specialties Limited et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, se réunit aujourd'hui à 17 heures pour étudier le projet de loi.

Le sénateur P. Derek Lewis (*président suppléant*) occupe le fauteuil.

Le président suppléant: Honorables sénateurs, le comité se réunit pour étudier le projet de loi S-21, Loi reconstituant la société Grenville Aggregate Specialties Limited et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. M. Fred E. Seller représente la société, et M. Digby Viets, le ministère de la Consommation et des Corporations. Je donne d'abord la parole à M. Seller.

M. Fred E. Seller, avocat conseil, société Grenville Aggregate Specialties Limited: Monsieur le président, il n'y a pas grand-chose à ajouter à ce qu'a déjà dit le sénateur LeBlanc pendant la deuxième lecture du projet de loi. Cette société a été constituée en corporation le 14 décembre 1964 par lettres patentes délivrées en vertu d'une loi fédérale, la Loi sur les compagnies. La société a poursuivi ses activités sous le régime de la Loi sur les corporations canadiennes et en 1967, parce qu'elle avait omis de déposer ses sommaires annuels, un avis a été publié dans la *Gazette du Canada* du 17 juin 1967 déclarant que la société serait dissoute si elle ne déposait pas les sommaires portant sur les trois années pour lesquelles ce dépôt n'avait pas été fait.

[Text]

Unfortunately, the principals involved with the company were unaware of the publication in the *Canada Gazette*, and on June 22, 1968 a notice appeared in the *Canada Gazette* stating that, pursuant to subsection 125(12) of the *Canada Corporations Act*, Grenville Aggregate Specialties Limited was dissolved.

The principals of Grenville Aggregate Specialties Limited retained our firm to complete a transaction whereby the shares of the said company are to be sold to a public company. Upon review of the corporate files, it came to the attention of one of the principals of our firm that the company was, in fact, not legally in existence, and thus we proceeded to apply for a private bill to revive it. That is the only way to revive a company incorporated under the *Companies Act*.

The Acting Chairman: So the company has been carrying on business since it was dissolved 20 years ago.

Mr. Seller: Yes, as if it had legally existed.

Senator Gigantès: Can you tell us why it did not file back then?

Mr. Seller: Unfortunately, I cannot tell you that. I have tried to obtain the information from various accountants and solicitors who dealt with the company at that time, as well as the petitioner in this case. Unfortunately there appears to be a great deal of confusion and no one is exactly sure why the annual returns were not filed.

Senator Gigantès: But the company has carried on business since then?

Mr. Seller: Yes, it has.

Senator Gigantès: Have there been any years in which the company made profits?

Mr. Seller: I believe so, and it has paid income tax and property taxes. The principals simply did not file the annual returns as required under the *Canada Corporations Act*.

Senator Gigantès: But the company has paid taxes?

Mr. Seller: Yes, it has.

Senator Gigantès: Have documents to that effect been filed with the committee?

Mr. Seller: No. No documents other than the sworn affidavits relating to the publication of notices have been filed with the committee.

Senator Gigantès: Could you file those documents on a subsequent date?

Mr. Seller: If you wish.

Senator Gigantès: I am also interested in knowing whether the principals knew that they had to file.

Mr. Seller: Apparently not.

The Acting Chairman: I notice that clause 2 talks about the revival being subject to any rights, powers and privileges that may have been acquired since the company was dissolved, which is a protection to third parties.

Mr. Seller: Yes.

Senator Gigantès: How big is this company?

[Traduction]

Malheureusement, les administrateurs de la société n'ont pas eu connaissance de la publication de l'avis dans la *Gazette du Canada* et, le 22 juin 1968, un avis publié dans la *Gazette* indiquait que, en application du paragraphe 125(12) de la *Loi sur les corporations canadiennes*, la société Grenville Aggregate Specialties Limited était dissoute.

Les administrateurs de la société Grenville Aggregate Specialties Limited ont retenu les services de notre société pour vendre les actions de cette société à une société ouverte. En examinant les sommaires de la société, un de nos administrateurs a constaté qu'elle n'existait pas légalement et nous avons pris des mesures pour obtenir qu'elle soit reconstituée par un décret du conseil. C'est la seule façon de reconstituer une société constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies*.

Le président suppléant: La société a donc continué ses affaires depuis sa dissolution il y a 20 ans.

M. Seller: Oui, comme si elle avait eu une existence légale.

Le sénateur Gigantès: Pouvez-vous nous dire pourquoi la société n'avait pas déposé ses sommaires à l'époque?

M. Seller: Malheureusement, je l'ignore. Je me suis informé auprès des divers comptables et avocats qui se sont occupés de la société à cette époque et auprès du pétitionnaire dans ce cas. Malheureusement, il semble y avoir beaucoup de confusion et personne ne sait exactement pourquoi les sommaires annuels n'ont pas été déposés.

Le sénateur Gigantès: La société a continué ses affaires depuis?

M. Seller: Oui.

Le sénateur Gigantès: A-t-elle réalisé des bénéfices au cours d'une année quelconque?

M. Seller: Je le crois, et elle a payé de l'impôt sur le revenu et des impôts fonciers. Les administrateurs n'ont tout simplement pas déposé les sommaires annuels comme l'exigeait la *Loi sur les corporations canadiennes*.

Le sénateur Gigantès: Mais la société a payé des impôts?

M. Seller: En effet.

Le sénateur Gigantès: Est-ce que des documents ont été déposés à ce sujet auprès du comité?

M. Seller: Non. Le comité n'a reçu que des affidavits.

Le sénateur Gigantès: Pourriez-vous déposer ces documents plus tard?

M. Seller: Si vous le voulez.

Le sénateur Gigantès: J'aimerais également savoir si les administrateurs savaient qu'ils devaient effectuer le dépôt.

M. Seller: Apparemment non.

Le président suppléant: Je note qu'en vertu de l'article 2, la société est assujettie à tous les droits, pouvoirs et privilèges acquis par des tiers depuis sa dissolution, ce qui constitue pour eux une protection.

M. Seller: Oui.

Le sénateur Gigantès: Quelle est l'importance de la société?

[Text]

Mr. Seller: It is a mining company. It does quite significant business, but what is really taking place is that there is a company called Stoklosar Marbel Quarries Ltd. that is being sold to a public company called International Larder Minerals Inc. Of the shares of Stoklosar, 30 per cent are owned by Grenville Aggregate Specialties Limited. That is the reason why the company must be revived; it must be revived so that International Larder Minerals Inc. can own 100 per cent of the shares in Stoklosar Marble Quarries Ltd.

Senator Gigantès: Thank you, Mr. Chairman.

The Acting Chairman: I notice that the company was incorporated at the end of 1964, and it was in 1967 that the department published the notice.

Mr. Seller: Exactly. This was not a situation where they knew they had to file annual reports and merely stopped, they were just unaware from the beginning.

The Acting Chairman: If there are no further questions for Mr. Seller, could we hear from Mr. Viets.

Mr. Digby Viets, Chief, Legal Division, Corporations Branch, Department of Consumer and Corporate Affairs: Mr. Chairman, the department's view is that there is no provision under the general federal law governing corporations to revive this corporation, and the only procedure is by way of a bill such as this.

The Acting Chairman: I take it that the department has no objection?

Mr. Viets: The department has no objection.

The Acting Chairman: Does the department require that the back filings be made?

Mr. Viets: The department will rely entirely on whatever this bill requires.

The Acting Chairman: Does the bill require that? The bill does not seem to provide for that.

Mr. Viets: No, it merely requires them to apply for a certificate of continuance within three months.

The Acting Chairman: Apply to your department?

Mr. Viets: It seems reasonable.

The Acting Chairman: What would be your requirements then?

Mr. Viets: It is such an unprecedented situation that there are no requirements that apply to it. It has always been viewed that whatever is in the special act will govern it.

The Acting Chairman: But if they apply, we are not concerned about whether or not they get a certificate.

Mr. Viets: There would have been a departmental requirement at the time that the company was dissolved if it wanted to bring itself back into good standing; and had it been in arrears of filing its annual returns for some time, it would have

[Traduction]

M. Seller: Il s'agit d'une société minière. Elle a un chiffre d'affaires assez important, mais ce qui se passe en fait c'est qu'une société, la Stoklosar Marbel Quarries Ltd., va être vendue à une société ouverte, l'International Larder Minerals Inc. Or, la société Grenville Aggregate Specialties Limited détient 30 p. 100 des actions de la Stoklosar. C'est pour cette raison qu'elle doit être reconstituée, de manière que l'International Larder Minerals Inc. puisse détenir la totalité des actions de la Stoklosar Marble Quarries Ltd.

Le sénateur Gigantès: Merci, monsieur le président.

Le président suppléant: Je note que la société a été constituée en corporation à la fin de 1964 et que le ministère a publié l'avis en 1967.

M. Seller: C'est exact. Il ne s'agit pas d'un cas où la société savait qu'elle devait déposer des sommaires annuels et aurait tout simplement cessé de le faire; elle ignorait dès le début qu'elle devait effectuer le dépôt de ces documents.

Le président suppléant: S'il n'y a pas d'autre question à M. Seller, nous pourrions entendre M. Viets.

M. Digby Viets, chef de la Division du contentieux, Direction des corporations, ministère de la Consommation et des Corporations: Monsieur le président, le ministère estime qu'il n'existe aucune disposition dans la loi fédérale générale concernant les sociétés qui permette de reconstituer cette société et la seule solution consiste à présenter un projet de loi comme celui-ci.

Le président suppléant: Je crois savoir que le ministère ne s'y oppose pas?

M. Viets: Le ministère n'a aucune objection.

Le président suppléant: Exige-t-il le dépôt des sommaires non déposés?

M. Viets: Le ministère s'en remettra aux exigences du projet de loi.

Le président suppléant: Le projet de loi l'exige-t-il? Ce ne semble pas être le cas.

M. Viets: Non, il oblige simplement la société à demander un certificat de prorogation dans un délai de trois mois.

Le président suppléant: À votre ministère?

M. Viets: Cela semble raisonnable.

Le vice-président: Dans ce cas, quelles seraient vos exigences?

M. Viets: La situation est tellement inédite qu'il n'existe à cet égard aucune exigence précise. On a toujours estimé que les dispositions de la loi spéciale quelles qu'elles soient, s'appliqueraient.

Le président suppléant: Mais si ces dispositions s'appliquent, nous n'avons pas à nous préoccuper de saisir si la société obtient ou non un certificat. Cela ne nous concerne pas.

M. Viets: Il y aurait eu une exigence ministérielle au moment où la société a été dissoute, si elle avait voulu se rétablir en bonne et due forme, et si elle avait négligé d'effectuer le dépôt de ses sommaires annuels pendant un certain temps, elle

[Text]

had to file those annual returns that were in arrears at that time. But once it is dissolved—

The Acting Chairman: I see the point.

Senator Gigantès: If the department has no objection, I move we adopt this bill without amendment.

Senator Flynn: I have one question. Is the department satisfied that there is no prejudice to anyone in resurrecting the company?

Mr. Viets: Senator Flynn, we have no knowledge of an inquiry that might be prejudiced, and their rights seem to be protected by this clause.

Senator Flynn: I see the formula and the obligations, but can it put someone in a worse position?

Mr. Viets: I do not see how it could.

Senator Flynn: You do not see how?

Mr. Viets: No.

The Acting Chairman: It might put them in a better position.

Senator Flynn: But you have not ratified that by saying that all that has been done by the corporation without its legal status is deemed valid.

Mr. Viets: It might be a good idea to add that to clause 2.

Senator Flynn: I would question that part. By doing that, we might be depriving someone.

Mr. Viets: The reason why that is not a bad idea is that under the Canada Business Corporations Act you can revive a corporation under section 202. Subsection (4) says that on revival everything is put back. But there has been a court case saying that any action taken by the corporation in the interim, between its dissolution and its revival, is of no effect.

Senator Flynn: That would be fine if we are satisfied that by doing that we are not depriving anyone of any right that would flow from the fact that the company was acting without legal status.

Mr. Viets: As the Chairman pointed out, I would agree that this bill would put everyone in a better position. It would remove the doubt in relation to anything done while they were dissolved.

Senator Flynn: What is the wording you had in mind?

Mr. Viets: I will take a moment to look at clause 2 as I have only seen it in draft form.

Clause 2 takes care of the company situation, but you are worried about the third party situation. So you would want the act to validate all actions taken?

Senator Flynn: Yes, without prejudice to anyone.

The Acting Chairman: Does it not refer to obligations?

[Traduction]

aurait été tenue de combler le retard. Mais une fois la dissolution survenue . . .

Le président suppléant: Je vois.

Le sénateur Gigantès: Si le ministère n'a aucune objection, je propose que nous adoptions le projet de loi sans amendement.

Le sénateur Flynn: J'ai une question. Le ministère est-il certain que la reconstitution de la société ne portera préjudice à personne?

M. Viets: Sénateur Flynn, nous n'avons connaissance d'aucun cas de préjudice et les droits des tiers semblent être protégés par cet article.

Le sénateur Flynn: Je vois la formule et les obligations, mais certaines personnes risquent-elles de se retrouver dans une situation encore pire?

M. Viets: Je ne vois pas comment.

Le sénateur Flynn: Vous ne voyez pas?

M. Viets: Non.

Le président suppléant: Il pourrait y avoir une amélioration de leur situation.

Le sénateur Flynn: Mais vous n'avez pas ratifié cela en déclarant que tous les actes posés par la société en l'absence d'une existence légale sont valides.

M. Viets: Ce serait peut-être une bonne idée que d'ajouter une telle disposition à l'article 2.

Le sénateur Flynn: J'aurais des réserves. En agissant ainsi, nous pourrions porter préjudice à quelqu'un.

M. Viets: Si l'idée n'est pas mauvaise, c'est qu'en vertu du paragraphe 202(4) de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, la reconstitution d'une société entraîne le rétablissement de la situation qui prévalait antérieurement. Il existe cependant un précédent judiciaire en vertu duquel toute mesure prise par une société dans la période comprise entre sa dissolution et sa reconstitution demeure sans effet.

Le sénateur Flynn: Il n'y aurait pas de problème si nous pouvions être certains qu'en agissant ainsi nous ne privions personne d'un droit découlant du fait que la société agissait sans existence légale.

M. Viets: Je dirais comme le président que le projet de loi avantage tout le monde. Il élimine le doute concernant les mesures prises par la société pendant sa dissolution.

Le sénateur Flynn: Quelle formulation aviez-vous en tête?

M. Viets: Je vais prendre un instant pour lire l'article 2 car je ne l'ai vu qu'à l'état d'ébauche.

L'article régit la situation de la société, mais la situation des tiers vous préoccupe. Voudriez-vous que la loi valide toutes les actions prises par la société?

Le sénateur Flynn: Oui, sans que cela ne porte préjudice à qui que ce soit.

Le président suppléant: N'est-il pas fait référence aux obligations?

[Text]

Senator Flynn: But you said that it would be a good idea to have ratification. Were you quoting from a version of the Canadian Business Corporations Act?

Mr. Viets: Yes. Section 202(4), if I may read it into the record, says:

A body corporate is revived as a corporation under this Act on the date shown on the certificate of revival, and thereafter the corporation, subject to such reasonable terms as may be imposed by the Director and to the rights acquired by any person after its dissolution, has all the rights and privileges and is liable for the obligations that it would have had if it had not been dissolved.

There was a case in the Supreme Court of Ontario in 1984 called *Computerized Meetings*—I have forgotten the rest of the title of the case—in which it was held that the subsection which I have just read did not operate to validate a court action that was commenced by the dissolved corporation in the interim between its dissolution and its revival.

Senator Flynn: Would you suggest that it would be better to ratify all that was done, if it was done in good faith?

Mr. Viets: It might be helpful to add something to clause 2 ratifying anything that had taken place in the interim, and perhaps Mr. du Plessis and I could figure something out.

The Acting Chairman: Any lawful acts that had taken place?

Mr. Viets: Yes.

The Acting Chairman: Before we go any further, I might ask our Law Clerk, Mr. du Plessis, to respond.

Mr. Raymond L. du Plessis, Law Clerk and Parliamentary Counsel: When you raised this point earlier, Senator Flynn, I was talking to the Chairman and did not hear your opening remarks. Were you concerned about the rights of third parties acquired during the dissolution?

Senator Flynn: Yes.

Mr. du Plessis: Would the opening words of clause 2 not cover that? The bill says:

Subject to the rights acquired by any person after its dissolution, the Company has all the rights, powers and privileges and is liable . . . etc.

So the bill leaves intact the rights acquired by "any person". They continue to exist.

Senator Flynn: Yes.

Mr. du Plessis: The bill recognizes those rights as outstanding.

Senator Flynn: The French version is clear because it says "third parties". The English version says "any person" which is more vague.

Mr. du Plessis: Those words are also in subsection (4) of section 202, of the Canada Business Corporations Act, which was read by Mr. Viets. Clause 2 of the bill says: "Subject to the rights acquired by any person after its dissolution". The only stipulation that the bill does not contain are the words "subject to such reasonable terms as may be imposed by the

[Traduction]

Le sénateur Flynn: Mais vous disiez que ce serait une bonne chose qu'il y ait une ratification. Citiez-vous la loi sur les sociétés commerciales canadiennes?

M. Viets: Oui. Si vous me le permettez, je ferai lecture du paragraphe 202(4) pour les fins du compte rendu:

Une corporation reprend son existence à la date qui figure sur le certificat de reprise d'existence et cette corporation jouit par la suite, sous réserve des modalités qu'a pu imposer le Directeur et des droits qu'a acquis une personne après sa dissolution, de tous les droits et privilèges et est assujettie à toutes les obligations qu'elle aurait eues si elle n'avait pas été dissoute.

En 1984, dans une affaire appelée *Computerized Meetings* . . . j'ai oublié le reste du titre—la Cour suprême de l'Ontario a jugé que ce paragraphe n'avait pas pour effet de valider des procédures judiciaires prises par une société dissoute dans la période comprise entre sa dissolution et sa reconstitution.

Le sénateur Flynn: Recommanderiez-vous de ratifier toutes les mesures prises de bonne foi?

M. Viets: Il pourrait être utile d'ajouter au paragraphe 2 une disposition ayant pour effet de ratifier toute mesure survenue dans l'intervalle; M. du Plessis et moi-même pourrions peut-être formuler quelque chose.

M. Viets: Oui.

Le vice-président: Toutes les actions effectuées légalement?

Le président suppléant: Avant de poursuivre, je demanderai à notre légiste, M. du Plessis, de répondre.

M. Raymond L. du Plessis, légiste et conseiller parlementaire: Quand le sénateur Flynn a soulevé cette question plus tôt, je parlais au président et je n'ai pas entendu ses premiers propos. Craigniez-vous pour les droits acquis par les tiers après dissolution?

Le sénateur Flynn: Oui.

M. du Plessis: Est-ce que le début de l'article 2 ne régit pas cette situation? L'article stipule:

Sous réserve des droits acquis par les tiers après sa dissolution, la Compagnie a tous les droits, pouvoirs et privilèges et toutes les obligations . . .

Ce qui a pour effet de protéger les droits acquis par quelqu'un. Ces droits sont maintenus.

Le sénateur Flynn: Oui.

M. du Plessis: Le projet de loi reconnaît l'importance de ces droits.

Le sénateur Flynn: La version française est claire car elle stipule «les tiers». La version anglaise contient une expression plus vague, «toute personne».

M. du Plessis: Ces mots figurent aussi au paragraphe 202(4), dont M. Viets vient de faire lecture. L'article 2 du projet de loi stipule: «sous réserve des droits acquis par les tiers après sa dissolution». La seule chose que ne contient pas le projet de loi est le segment de phrase suivant: «sous réserve des modalités qu'a pu imposer le Directeur». Cela va sans dire.

[Text]

Director". That could go without saying. Once the company is revived, it will be subject to the same rules to which every company is subject at the present time, because it will be a validly constituted company.

Mr. Viets: The problem is that I have only recently become aware of this Computerized Meetings case, and the question is whether anyone could have acquired rights in what I would like to call the interim, as a shorthand reference, in view of that case. The company, for example, might have, sold an asset to someone in the interim, but that person might not otherwise have acquired it if the company lacked the capacity to do anything. So some validating language might be worth considering.

The Acting Chairman: We have to be very careful because we might put something in which might—

Mr. Viets: Cast out.

Mr. du Plessis: One other thing that should be noted is that clause 1 says that the company is revived and is deemed not to have been dissolved; so the retroactive effect is built into this bill. Only Parliament can give retroactive effect in this way. The company will be deemed to have been in existence at the time any rights may have been acquired by a third party.

Mr. Viets: That should take care of it, because that language is missing from section 202 of the Canada Business Corporations Act.

Mr. du Plessis: The combination of clauses 1 and 2 would, in my view, protect the rights of third parties.

Senator Flynn: When the company makes an application to obtain a certificate of continuance, could the department require payment of all fees that were not paid, and so on?

Mr. Viets: No, the department would not make that requirement.

Senator Flynn: This is a complete absolution.

Mr. Viets: Yes.

The Acting Chairman: Does that satisfy your query, Senator Flynn?

Senator Flynn: Yes.

The Acting Chairman: Are there any further questions?

Senator Robertson: I have no questions, but I would like to point out a small grammatical error that appears in the last line of clause 2. I think the words should be changed around. It now reads "would have had it if had not been dissolved." and it should be "would have had if it had not been dissolved."

Mr. du Plessis: We will correct that, yes.

The Acting Chairman: I take it, then, that you can just go ahead and correct that error?

Mr. du Plessis: Yes, it is an editorial correction.

The Acting Chairman: Honourable senators, the sponsor of this bill, Senator Roméo LeBlanc, has asked that it be put on the record that he was unable to be here today because he is

[Traduction]

Une fois reconstituée, la société sera assujettie aux mêmes règles que toute autre société à l'heure actuelle, car elle sera légalement constituée.

M. Viets: Le problème, c'est que je n'ai pris connaissance que récemment de l'affaire concernant les séances informatisées et la question qui se pose est de savoir si quelqu'un peut avoir acquis des droits pendant l'intervalle, compte tenu de ce précédent judiciaire. Par exemple, la société pourrait avoir vendu un bien pendant cette période, mais l'acquéreur pourrait ne pas avoir légalement acquis ce bien si la société n'avait pas la capacité juridique de le céder. Il y aurait peut-être donc lieu de songer à ajouter des dispositions de validation de ces actes.

Le président suppléant: Il faut être très prudents car nous risquons d'introduire dans le projet de loi une disposition qui pourrait...

M. Viets: Supprimer les droits.

M. du Plessis: Il ne faut pas oublier qu'aux termes de l'article 1 du projet de loi, la société est reconstituée et réputée ne jamais avoir été dissoute. Le projet de loi comporte donc un effet rétroactif. Seul le Parlement peut conférer un effet rétroactif à une loi. La société sera réputée avoir existé au moment de l'acquisition de droits par des tiers.

M. Viets: Cela semble résoudre le problème, car ce libellé ne figure pas à l'article 202 de la loi sur les sociétés commerciales canadiennes.

M. du Plessis: À mon avis, les articles 1 et 2 combinés du projet de loi protègent les droits des tiers.

Le sénateur Flynn: Lorsque la compagnie demandera un certificat de prorogation, le ministère pourra-t-il exiger le paiement de tous les frais non payés, etc.?

M. Viets: Non, le ministère n'imposerait pas une telle exigence.

Le sénateur Flynn: C'est l'absolution complète.

M. Viets: En effet.

Le président suppléant: Êtes-vous satisfait, sénateur Flynn?

Le sénateur Flynn: Oui.

Le président suppléant: Y a-t-il d'autres questions?

Le sénateur Robertson: Je n'ai pas de question, mais j'aimerais attirer votre attention sur une petite erreur grammaticale à la dernière ligne de l'article 2 (version anglaise). Je pense que l'ordre des mots a été interverti. L'article devrait stipuler: «would have had if it had not been dissolved», et non pas «would have had it if had not been dissolved.»

M. du Plessis: En effet; nous apporterons la correction nécessaire.

Le président suppléant: Il vous suffit simplement de corriger l'erreur?

M. du Plessis: Oui, il suffira d'une simple correction.

Le président suppléant: Honorables sénateurs, le parrain du projet de loi, le sénateur Roméo LeBlanc, souhaite que le compte rendu mentionne qu'il lui a été impossible d'assister à

[Text]

chairing another committee that is meeting concurrent with this one.

Are there any further questions?

Senator Flynn: Did we agree that no change is required to protect the rights of third parties as suggested by Mr. du Plessis?

Mr. du Plessis: In my view, clause 1 has a retroactive effect. Consider also the opening words of clause 2. The combination of those two clauses would protect third parties, if that were the main concern. I believe your concern was that the third parties' rights might be affected by the fact that the company was not in existence when they thought they were dealing with it. The bill, however, will deem the company never to have been dissolved.

Senator Flynn: And that would ratify any action?

Mr. Viets: Yes, it would, senator, because the Ontario Business Corporations Act has such a clause and that clause takes care of the problem. Our Canada Business Corporations Act lacks that clause and it must be revised.

Mr. du Plessis: What you are saying, in effect, is that our private bill is one step ahead of the general legislation.

Mr. Viets: Yes. It has been recommended since 1981 that this subsection be amended.

The Acting Chairman: We have one other question to put to Mr. du Plessis. Is this bill in the proper form?

Mr. du Plessis: Yes. I have assisted in the drafting of this bill. In my opinion, the bill is in proper legislative form, subject to the minor editorial correction that has been brought to my attention. I am satisfied that, if enacted, the bill would accomplish the intent of the petitioners as set out in the preamble.

The Acting Chairman: Is everyone satisfied with it?

Hon. Senators: Agreed.

The Acting Chairman: I would entertain a motion that we report the bill without amendment.

Senator Gigantès: I so move, Mr. Chairman.

The Acting Chairman: Is it agreed, honourable senators?

Hon. Senators: Agreed.

The committee adjourned.

[Traduction]

la séance d'aujourd'hui parce qu'il préside un autre comité qui siège en même temps que le nôtre.

Y a-t-il d'autres questions?

Le sénateur Flynn: Sommes-nous d'accord pour que M. du Plessis apporte la correction demandée?

M. du Plessis: Selon moi, l'article 1 a un effet rétroactif. Il faut également tenir compte du début de l'article 2. La combinaison de ces deux dispositions protège les tiers, pour peu que ce soit la principale préoccupation. Vous craigniez qu'il n'y ait atteinte aux droits des tiers du fait que la société n'avait pas d'existence légale au moment où elle a effectué des transactions avec ces personnes. Aux termes du projet de loi cependant, la société est réputée n'avoir jamais été dissoute.

Le sénateur Flynn: Et cela ratifierait toute action?

M. Viets: Oui, sénateur, car la *Ontario Business Corporations Act* contient un article semblable et régit ce genre de situation. La loi sur les sociétés commerciales canadiennes ne contient pas d'équivalent et devra être modifiée en conséquence.

M. du Plessis: En fait, vous dites que ce projet de loi est en avance sur la loi générale.

M. Viets: En effet. Il a été recommandé dès 1981 de modifier ce paragraphe.

Le président suppléant: Nous avons une autre question à M. du Plessis. Le projet de loi est-il adéquat du point de vue de la forme?

M. du Plessis: Oui. J'ai participé à sa rédaction. À mon avis, le projet de loi est adéquat du point de vue de la formulation législative, sauf la petite erreur qui a été portée à mon attention. Je suis convaincu que s'il est adopté le projet de loi réalisera les attentes des pétitionnaires.

Le président suppléant: Tout le monde est-il d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président suppléant: Quelqu'un veut-il présenter une motion portant qu'il soit fait rapport du projet de loi sans amendement.

Le sénateur Gigantès: J'en fais la proposition, monsieur le président.

Le président suppléant: La motion est-elle adoptée, honorables sénateurs?

Des voix: Adoptée.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

(French Constitutional Drafting Committee)
The Honourable Jean Le Moyne.

(*Bill S-21*)

For the petitioner:

Mr. Fred E. Seller, Lawyer.

From the Department of Consumer and Corporate Affairs:

Mr. Digby Viets.

(Rapport du comité de rédaction constitutionnelle française)
L'honorable Jean Le Moyne.

(*Projet de loi S-21*)

Pour le pétitionnaire:

M^e Fred E. Seller, avocat.

Du ministère de la Consommation et des Corporations:

M. Digby Viets.

CA1
Y624
-L32

Carvionzo
Publication



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing Senate
Committee on*

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent des*

Legal and Constitutional Affairs

Affaires juridiques et constitutionnelles

Chairman:
The Honourable JOAN NEIMAN

Présidente:
L'honorable JOAN NEIMAN

Friday, September 30, 1988

Le vendredi 30 septembre 1988

Issue No. 99

Fascicule n° 99

Second proceedings on:

Deuxième fascicule concernant:

Consideration of the First Report of the French
Constitutional Drafting Committee tabled in the
Senate on 17th December, 1986

L'étude du premier rapport du comité de rédaction
constitutionnelle française, déposé au Sénat
le 17 décembre 1986

INCLUDING:

Y COMPRIS:

The thirty-fourth report of the Committee

Le trente-quatrième rapport du Comité



THE STANDING SENATE COMMITTEE ON
LEGAL AND CONSTITUTIONAL AFFAIRS

The Honourable Joan Neiman, *Chairman*
The Honourable Nathan Nurgitz, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | Lewis |
| Cochrane | *MacEachen (or Frith) |
| Doyle | *Murray (or Doody) |
| Fairbairn | Neiman |
| Flynn | Robertson |
| Gigantès | Spivak |
| Hébert | Stanbury |

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Pursuant to Rule 66(4), membership of the Committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator Cochrane for that of the Honourable Senator Cogger. (*September 30, 1988*)

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES
AFFAIRES JURIDIQUES ET
CONSTITUTIONNELLES

Présidente: L'honorable Joan Neiman
Vice-président: L'honorable Nathan Nurgitz

et

Les honorables sénateurs:

| | |
|-----------|-----------------------|
| Buckwold | Lewis |
| Cochrane | *MacEachen (ou Frith) |
| Doyle | *Murray (ou Doody) |
| Fairbairn | Neiman |
| Flynn | Robertson |
| Gigantès | Spivak |
| Hébert | Stanbury |

**Membres d'office*

(Quorum 4)

Conformément à l'article 66(4) du Règlement, la liste des membres du Comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur Cochrane substitué à celui de l'honorable sénateur Cogger. (*Le 30 septembre 1988*)

ORDER OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Friday, December 19, 1986:

“With leave of the Senate,

The Honourable Senator Doody moved, seconded by the Honourable Senator Phillips:

That the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs be authorized to examine and report upon the First Report of the French Constitutional Drafting Committee, tabled in the Senate on 17th December, 1986 (Sessional Paper No. 332-159).

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.”

ORDRE DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le vendredi 19 décembre 1986:

«Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Doody propose, appuyé par l'honorable sénateur Phillips,

Que le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles soit autorisé à étudier le premier rapport du comité de rédaction constitutionnelle française, déposé au Sénat le 17 décembre 1986 (document parlementaire n° 332-159) et à en faire rapport.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

FRIDAY, SEPTEMBER 30, 1988
(142)

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs met at 9:35 a.m., this day, the Acting Chairman, the Honourable Senator Jacques Flynn, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Doyle, Cochrane, Flynn, Gigantès and Robertson (5).

In attendance: The Official Reporters of the Senate and the Honourable Jean Le Moyne.

It was agreed,—

THAT the Honourable Senator Jacques Flynn be elected Acting Chairman of the Committee.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated December 19, 1986, resumed consideration of the First Report of the French Constitutional Drafting Committee tabled in the Senate on 17th December, 1986.

The Committee considered a draft report.

It was agreed,—

THAT the draft report be adopted as the 34th Report of the Committee, and that the Chairman do so report to the Senate.

It was agreed,—

THAT letters from the provinces of Saskatchewan, New Brunswick and Nova Scotia on Bills C-61 and C-82 be printed as appendices. (Appendix 99-A, Appendix 99-B and Appendix 99-C respectively).

At 9:45 a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

PROCÈS-VERBAL

LE VENDREDI 30 SEPTEMBRE 1988
(142)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles se réunit aujourd'hui à 9 h 35 sous la présidence de l'honorable sénateur Jacques Flynn, président suppléant.

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Doyle, Cochrane, Flynn, Gigantès et Robertson (5).

Également présents: Les sténographes officiels du Sénat et l'honorable Jean Le Moyne.

Il est convenu—

QUE l'honorable sénateur Jacques Flynn soit élu président suppléant du Comité.

Conformément à son ordre de renvoi du 19 décembre 1986, le Comité reprend l'étude du premier rapport du comité de rédaction constitutionnelle française, déposé au Sénat le 17 décembre 1986.

Le Comité examine un projet de rapport.

Il est convenu—

QUE le projet de rapport soit adopté en tant que 34^e rapport du Comité et que le président le soumette au Sénat.

Il est convenu—

QUE les lettres des provinces de Saskatchewan, du Nouveau-Brunswick et de Nouvelle-Écosse sur les projets de loi C-61 et C-82 soient imprimées en annexe. (Appendice 99-A, Appendice 99-B et Appendice 99-C respectivement).

À 9 h 45, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ:

Le greffier du Comité

Paul C. Bélisle

Clerk of the Committee

REPORT OF THE COMMITTEE

FRIDAY, September 30, 1988

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs has the honour to present its

THIRTY-FOURTH REPORT

Your Committee, was authorized by the Senate on 19th December, 1986, to examine and report upon the First Report of the French Constitutional Drafting Committee, tabled in the Senate on 17th December, 1986 (Sessional Paper No. 332-159).

On 16th July, 1988, your Committee retained the services of the Honourable Jean Le Moine and asked him for his opinion on the language used in the First Report of the French Constitutional Drafting Committee.

The following report was presented to your Committee on 31st August, 1988. The said report with which your Committee concurs, is as follows:

REPORT ON THE DRAFT OFFICIAL
FRENCH VERSION OF CERTAIN
CONSTITUTIONAL ACTS

FOREWORD

In accordance with the mandate entrusted to me, I have examined, strictly from a linguistic perspective, the First report of the French Constitutional Drafting Committee responsible for providing the Minister of Justice with a draft official French version of certain constitutional Acts.

I am honoured to table my report to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs which is chaired by the Honourable Senator Joan Neiman.

CHRONOLOGY OF EVENTS

1. July 1984: establishment of the French Constitutional Drafting Committee by the Minister of Justice, pursuant to section 55 of the *Constitution Act, 1982*.
2. November 18, 1986: the said Committee tabled its First Report of the Minister of Justice.

RAPPORT DU COMITÉ

Le VENDREDI 30 septembre 1988

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a l'honneur de présenter son

TRENTE-QUATRIÈME RAPPORT

Votre Comité a été autorisé par le Sénat le 19 décembre 1986, à étudier le premier rapport du comité de rédaction constitutionnelle française, déposé au Sénat le 17 décembre 1986 (document parlementaire n° 332-159) et à en faire rapport.

Le 16 juillet 1988, votre Comité a retenu les services de l'honorable Jean Le Moine le chargeant de donner son opinion sur la langue du premier rapport du comité de rédaction constitutionnelle française.

Le rapport suivant, qui a reçu l'assentiment de votre Comité, lui a été présenté le 31 août 1988:

RAPPORT SUR UN PROJET DE VERSION
FRANÇAISE OFFICIELLE DE CERTAINES
LOIS CONSTITUTIONNELLES

AVERTISSEMENT

En conformité du mandat qui m'a été confié, j'ai examiné sous le point de vue exclusif de la langue le Premier rapport du comité de rédaction constitutionnelle française chargé d'établir, à l'intention du ministre de la Justice, un projet de version française officielle de certaines lois constitutionnelles.

J'ai l'honneur de présenter mon rapport au comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, que préside l'honorable sénateur Joan Neiman.

CALENDRIER SOMMAIRE

1. Juillet 1984, création par le ministre de la Justice du comité de rédaction constitutionnelle française, conformément à l'article 55 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
2. Le 18 novembre 1986, ledit comité présente son premier rapport au ministre de la Justice.

- | | |
|---|--|
| <p>3. <u>December 17, 1986</u>: The First Report was tabled in the Senate.</p> <p>4. <u>December 19, 1986</u>: the First Report was referred for consideration to the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs, chaired by Senator Joan Neiman.</p> <p>5. <u>March 31, 1987</u>: the Honourable Senator Joan Neiman moved that membership on her committee be increased to 15.</p> <p>6. <u>May 27, 1987</u>: the name of Senator Jean Le Moyne was added to the roster, bringing the membership to 15.</p> <p>7. <u>June 11, 1987</u>: during a meeting of the Committee, a decision was made to create a five-member sub-committee to examine the First Report of the French Constitutional Drafting Committee.</p> <p>8. <u>June 18, 1987</u>: the sub-committee met for the first (and only) time. In attendance were the Honourable Senators Jacques Flynn, Nathan Nurgitz, Michel Cogger and Jean Le Moyne, along with Messrs Jules Brière, the present chairman of the Committee and R. Bergeron, Q.C., from the Department of Justice, and Mr. Jacques Rousseau from the Library of Parliament. During the meeting, Senator Jacques Flynn was elected to the Chair. Senator Arthur Tremblay was unable to attend.</p> <p>9. <u>June 28, 1988</u>: a meeting took place between the Honourable Senators Flynn and Tremblay, the Honourable Jean Le Moyne, Mr. Robert Bergeron, Q.C. and Mr. Alexandre Covacs from the Department of Justice and the members of the Constitutional Drafting Committee.</p> <p>10. <u>July 16, 1988</u>: the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs retained the services of the Honourable Jean Le Moyne and asked him for his opinion on the language used in the First Report of the French Constitutional Drafting Committee.</p> <p>11. <u>August 31, 1988</u>: the Honourable Jean Le Moyne tabled his report to the Standing Committee on Legal and Constitutional Affairs.</p> | <p>3. <u>Le 17 décembre 1986</u>, ce premier rapport a été déposé au Sénat.</p> <p>4. <u>Le 19 décembre 1986</u>, l'étude de ce rapport a été déférée au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, que préside le sénateur Joan Neiman.</p> <p>5. <u>Le 31 mars 1987</u>, l'honorable Joan Neiman propose que le nombre des membres de son comité soit porté à quinze.</p> <p>6. <u>Le 27 mai 1987</u>, le nom du sénateur Jean Le Moyne a été ajouté à la liste, ce qui donne effectivement quinze membres à ce comité.</p> <p>7. <u>Le 11 juin 1987</u>, lors d'une réunion de ce même comité, on a décidé de créer un sous-comité de cinq membres chargé d'étudier le premier rapport du comité de rédaction constitutionnelle française.</p> <p>8. <u>Le 18 juin 1987</u>, le sous-comité se réunit pour la première fois (il n'a pas siégé depuis). Étaient présents les honorables sénateurs Jacques Flynn, Nathan Nurgitz, Michel Cogger et Jean Le Moyne, ainsi que Mes Jules Brière, le président actuel du comité, et R. Bergeron, c.r., du ministère de la Justice, et Me J. Rousseau, de la Bibliothèque du Parlement. Pendant la réunion, le sénateur Jacques Flynn est élu président du sous-comité. Le sénateur Arthur Tremblay n'avait pu participer à la séance.</p> <p>9. <u>Le 28 juin 1988</u>, rencontre entre les sénateurs Flynn et Tremblay, l'honorable Jean Le Moyne, ainsi que Me Robert Bergeron, c.r. et M. Alexandre Covacs, du ministère de la Justice et membres du comité de rédaction constitutionnelle.</p> <p>10. <u>Le 16 juillet 1988</u>, le Comité des affaires juridiques et constitutionnelles retient les services de l'honorable Jean Le Moyne et le charge de donner son opinion sur la langue du premier rapport du comité de rédaction constitutionnelle française.</p> <p>11. <u>Le 31 août 1988</u>, l'honorable Jean Le Moyne présente son rapport au comité des Affaires juridiques et constitutionnelles.</p> |
|---|--|

OVERALL IMPRESSIONS

I was apprised of the First Report of the French Constitutional Drafting Committee on June 18, 1987 while still a Senator, that is at the first meeting of the sub-committee, as noted in the chronology of events. The sub-committee was scheduled to meet again in the fall and to undertake at that time a study of the report, based on our individual annotated copies. However,

IMPRESSION D'ENSEMBLE

Étant encore sénateur, j'aurai pris connaissance du Premier rapport du comité de rédaction constitutionnelle française le 18 juin 1987, lors de la première réunion du sous-comité mentionné au Calendrier sommaire. Nous devons nous réunir de nouveau à l'automne et amorcer notre étude collective à partir de nos exemplaires annotés. Mais le comité ne

no further meetings were convened and I did not hear anything more about the report until I reached retirement age on February 17 last.

In the interim, I had read the report several times and begun to annotate it. How fortunate for me, since the contract I entered into with the Standing Committee on Legal and Constitutional Affairs contained deadlines best measured in hours rather than days. I had already completed the most important part of my work, and could thus devote the bulk, so to speak, of my official "time" to satisfying my curiosity about linguistic details. Circumstances, however, precluded my going over the draft version with a fine tooth comb.

Parliament Hill would be a heavenly place if bills, reports, speeches, press releases and other such documents were written in as polished a fashion as the constitutional acts under consideration. That these texts were well written came as no surprise, given the reputation of the draftsmen and the exceptional competence of Mr. Alexandre Covacs, a legal linguist with the Department of Justice. My admiration for these draftsmen increases when I consider the linguistic and historical restrictions with which they had to contend. As a writer who has taken on the arduous task of revision more than once, I know that such restrictions and limitations are difficult to deal with.

The drafting committee has provided clear explanations in its foreword and notes. After reading the text carefully, one should, therefore, defer to its authority.

The text under consideration is not a translation, but rather an example of parallel drafting. What was originally conceived and drafted in English has been reworked and expressed in French in a style that, while technically accurate, reflects nevertheless the genius of the language. The result is an example of genuine bilingualism.

Which brings me to an insoluble problem. My mandate is clear, namely to give my opinion only of the French version of the revised acts. However, is it possible to separate the two versions to the point where style and substance, letter and spirit, are impervious to one another? Surely not, since constitutional law is expressed in clear terms. It enjoys its own language, indeed it is a language onto its own. On reading a piece of legislation, the layman can say with relative certainty whether that act is well written or, conversely, poorly written. However, it is always possible for some legal or constitutional subtlety to

fut pas convoqué et je n'entendis sérieusement parler dudit rapport qu'après avoir atteint l'âge de la retraite, le 17 février dernier.

Entre temps j'avais lu plusieurs fois le rapport et commencé à l'annoter. Heureusement, car les termes du contrat que j'ai signé avec le Comité des affaires juridiques et constitutionnelles m'imposent des délais si étroits qu'ils se mesurent en heures plutôt qu'en jours. La partie la plus importante de mon travail se trouvait déjà accomplie, de sorte que j'ai pu consacrer le gros, si j'ose dire, de mon « temps » officiel à tenter de satisfaire un peu mieux mes scrupules linguistiques. Les circonstances ne me permettaient donc pas d'user du peigne fin, mais seulement du râteau.

La Colline du Parlement aurait quelque chose de paradisiaque si les projets de loi, rapports, discours, communiqués et autres documents qu'elle prodigue étaient rédigés en une langue aussi châtiée que celle des textes constitutionnels dont il est ici question. Vu la distinction des membres du comité de rédaction et la haute compétence de M. Alexandre Covacs, jurilinguiste au ministère de la Justice, on ne devrait pas s'étonner d'une telle réussite. On se dit ça, mais on voit son admiration grandir à la pensée des contraintes d'ordre linguistique et historique qui entravaient la liberté des rédacteurs. L'empathie d'un écrivain qui, pour ses péchés, exerça plus d'une longue fois l'affreux métier de réviseur éprouverait aisément comme du sadisme pareilles contraintes, pareilles entraves.

Sur ce sujet, si délicat, les rédacteurs se sont parfaitement expliqués dans leur avant-propos et leurs notes. Il convient donc, après une lecture attentive de s'en tenir là-dessus à leur autorité.

Dans le cas qui nous occupe, il ne s'agit pas de traduction mais de rédaction, et de rédaction comme de source. Ce qui avait été conçu et rédigé en anglais est repensé et exprimé en français à la fois selon une correspondance capable de garantir la validité officielle, et selon le génie de la langue. Des équivalences de cet ordre supposent qu'au sein de l'équipe se sont produites de réelles substitutions d'intelligence et de mentalités. Voilà ce que doit être un bilinguisme authentique.

Ici, se présente à moi une insoluble difficulté. Mon mandat est clair: ma critique ne vise que le français des lois révisées. Mais est-il possible de séparer au point de les rendre imperméables l'un à l'autre le style et la substance, la lettre et l'esprit? Sûrement pas, car le droit constitutionnel ne s'exprime pas indifféremment de telle ou telle manière: il a déjà sa langue, il est idéalement une langue. Lisant une loi, le profane peut dire avec assez d'assurance: voilà une loi bien écrite ou mal écrite. Son assurance toutefois ne saurait être telle qu'aucune connotation juridique ou constitutionnelle ne lui échappera. Il ne peut

escape his understanding. The uninitiated cannot claim to have the technical expertise to appreciate every little nuance. In a field where the most subtle details are the norm, my comments suffer from literary vagueness. Hardly surprising, but yet no less perturbing to me.

OBSERVATIONS

Once again, the French in the first Report of the French Constitutional Drafting Committee seems to me to be impeccable. In the following pages I will simply be commenting on terms, expressions and structures that struck me because they do not jibe with my own idiosyncrasies or because they are unfamiliar to me.

At the meeting of June 28, 1988 with the Honourable Senators Flynn and Tremblay, Messrs Bergeron and Covacs noted that the Constitutional Drafting Committee would find it extremely helpful to have me comment spontaneously on the French version of the text. In other words, they wanted me to give the English text no more than a passing glance. Thus I have tried to keep my observations simple.

To enable the reader to refer to the text as easily as possible, I have usually indicated only the page and the line, with the paragraph indicated where the lines are not numbered.

p. 3a, para. 2, line 4
p. 3a, para. 3, line 1

"experts" -- slight doubt about this word. My instinct would have been to write "spécialistes". Would "autorités" have been possible? Is the meaning commonly given to "expert" really accurate? (cf. Daviault)

p. 8a, line 9

"à" -- three times in succession (awkward but probably unavoidable, since it appears in section 55 of the *Constitution Act, 1982*)

p. 9, Schedule (title):

"Actualisation de la Constitution" -- as a translation for "Modernization" this seems forced to me, because of the (French) word's philosophical connotation (to pass from potentially to act). Even the *Petit Robert*, whose relaxed attitude is so useful in tight semantic corners, does not give "modernisation" as one of the meanings for "actualisation"; nor does *Harrap's* ("Actualiser", but not "actualisation"), the *Larousse Encyclopédique* or the *Dictionnaire encyclopédique Quillet*. I would settle for "Modernisation" (and "moderniser"), along with *Littre* and its fellows: "donner un caractère moderne, une tournure

prétendre au discernement technique qui lui permettrait d'apprécier chaque nuance de la substance qu'il touche. Mon regard souffre du *vague* littéraire dans un domaine où les plus subtiles précisions sont la règle. Certes je le savais et tous les intéressés aussi, mais je ne peux m'empêcher de dire mon malaise.

OBSERVATIONS

Encore une fois, le français du Premier rapport du comité de rédaction constitutionnelle me paraît impeccable. Je relève seulement dans les pages qui suivent des termes, expressions et tournures sur lesquels j'ai buté, ou qui ont attiré mon attention parce qu'ils sont étrangers à mes idiosyncrasies, ou enfin parce qu'ils me sont inconnus.

Lors de la rencontre du 28 juin 1988 avec les sénateurs Flynn et Tremblay, MM Bergeron et Covacs avaient fait état de l'extrême utilité, pour le comité de rédaction constitutionnelle, d'une réaction aussi spontanée que possible de ma part sur la version française, en ne regardant, pour ainsi dire, que de travers l'original anglais. Je vais m'efforcer à cette simplicité.

Afin qu'on puisse se reporter le plus rapidement possible au texte, je n'indique d'ordinaire que la page et la ligne, avec l'alinéa là où les lignes ne sont pas numérotées.

p. 3a, alinéa 2, ligne 4
p. 3a, alinéa 3, ligne 1

«experts» - léger doute au sujet de ce mot. D'instinct j'aurais écrit «spécialistes». Aurait-il été possible de recourir à «autorités»? D'ailleurs le sens usuel d'«expert» est-il bien solide. (Cf. Daviault)

p. 8a, ligne 9

«à» -- trois fois de suite. (Hoquet irrémédiable sans doute puisqu'il se trouve à l'article 55 de la *Loi constitutionnelle de 1982*)

p. 9, Annexe (titre):

«Actualisation de la constitution» - pour rendre «Modernization» me semble forcé à cause de sa connotation philosophique (passage de la puissance à l'acte). Même le *Petit Robert*, dont le sans-gêne est si utile quand on se croit mal pris, ne reçoit pas «actualisation» au sens de «modernisation»; ni *Harrap* (mais «actualiser» oui), ni le *Larousse Encyclopédique* ni le *Dictionnaire encyclopédique Quillet*. Je me contenterais de «modernisation» (et de «moderniser») avec *Littre* et Cie: «Donner un caractère moderne, une *tournure* moderne» (*Littre*). *Littre* a même «moderniser», «moderné»

moderne" (*Littre*). *Littre* even includes "moderner" ("to modern"), "moderné" ("moderned") (architectural terms): "restaurer pour de nouveaux usages, et dans un goût moderne, un ancien édifice", "un édifice moderné" !!! "Actualisation" (and "actuation" -- psych. and mech.) also has the meaning of making effective; in psychoanalysis, the act of reliving a scene from the past, a trauma of some kind, for example; projection of fantasies; etc. I vote for "modernisation".

p. 13a

"assemblée législative" (see below same page)

p. 17, lines 28, 29
p. 68, lines 8, 9
p. 86, line 2
p. 95, line 2

p. 65, lines 19, 20
p. 69, line 2
p. 90, lines 1, 2

"réunis en Parlement" -- I would like to be reassured about this expression (I did not have the needed instruments to check into it myself).

p. 17, lines 34, 35

"également" -- from yokels to U-speakers, everybody misuses this adverb; but the fact that the error is so common does not in my view justify a usage that flouts logic. We must be discriminating, or we end up very quickly with nonsense like "Madeleine se tenait également debout près du bar" ("Madeleine was standing equally beside the bar"), or "Étaient également présents, outre le défunt ..." ("were equally present, besides the deceased ..."). One stands or one sits, one is present or one is not present. Exactly what meaning is intended here for "également"? I suggest "aussi", "de la même façon", "de même", "en outre", "de façon égale", depending on the case.

Robert, Grévisse and other reference works rely too heavily on the idea of precedents. They treat French grammar (gravely ill for a long time now) as though it were the Common Law. It was all very well for Proust and his ilk to use "surtout que" and "malgré que"; I would never do so. I would not want to find myself obliged to write (seriously), as Raoul Ponchon does:

"Malgré qu'il pleuve, je pars à Gif, nous deux mon chien, surtout qu'il est malade, le pauvre Azor ...".

p. 27, line 9

The return of "également" -- could it not be changed to "choisi lui aussi ..." or "choisi de même parmi les députés"?

(termes d'architecture): «Restaurer pour de nouveaux usages, et dans un goût moderne, un ancien édifice», «un édifice moderné»!!! Actualisation (avec «actuation» -- psych. et méc.) a aussi le sens de rendre effectif; psychanalyse: acte de revivre une scène passée, un traumatisme, par exemple; projection de fantaisies, etc. Je vote pour «modernisation».

p. 13a

«assemblée législative» (voir plus loin même page)

p. 17, lignes 28, 29
p. 90, lignes 1, 2
p. 86, lignes 2
p. 99, ligne 2

p. 68, lignes 8, 9
p. 65, lignes 19, 20
p. 95, lignes 2 et

«réunis en Parlement» -- je souhaite être rassuré au sujet de cette expression (je ne disposais pas de l'«armement» voulu pour vérifier moi-même).

p. 17, lignes 34, 35

«également» - on fait partout et chez les grands comme chez les manants un usage abusif de cet adverbe; la coutume à mes yeux ne justifie pas cet usage qui disloque la logique. Il faut user de discrimination, car on en vient vite à des sottises comme celles-ci: «Madeleine se tenait également debout près du bar,» ou: «Étaient également présents, outre le défunt...» On est debout ou assis, on y est ou on n'y est pas. Quel sens exactement veut-on donner ici à «également»? J'opte pour «aussi», «de la même façon», «de même», «en outre», «de façon égale»... Selon les cas.

Robert, Grévisse et d'autres abusent du *précédent*. Ils traitent la grammaire française (très malade depuis longtemps) comme s'il s'agissait de *common law*. Proust & Cie ont beau écrire «surtout que» et «malgré que» je n'en ferais jamais rien. Je ne voudrais pas me voir contraint d'écrire (sérieusement) avec Raoul Ponchon:

«Malgré qu'il pleuve, je pars à Gif, nous deux mon chien, surtout qu'il est malade, le pauvre Azor...»

p. 27, ligne 9

Retour d'«également» -- ne pourrait-on plutôt écrire: «choisi lui aussi...» ou «choisi de même parmi les députés»?

p. 33, line 1

And again "également" -- why not the holy simplicity of "le sont aussi ..."?

p. 19, line 21

"législatures"-- the words "législature" and "assemblée législative" recur frequently, sometimes with a capital "L" and "A", sometimes without, depending on the context. I did not of course expect to find anything suspicious about this, but since there is on-going general confusion about "legislature" and "assemblée législative", I am including a list of all the instances where these expressions appear:

p. 13 a, lines 28, 30, 31
 p. 21, lines 36
 p. 26 lines 26
 p. 31, lines 16, 35
 p. 32, lines 12, 15, 23, 32
 p. 33, lines, 20, 29, 33, 39, 43
 p. 34, lines, 1, 6, 9, 11, 30, 35, 37
 p. 35, lines, 7, 9, 10, 15, 20, 27
 p. 36, lines 3, 7, 12, 32, 35
 p. 37, line 7
 p. 38, lines, 19, 25, 27
 p. 40, lines, 15, 36
 p. 41, lines, 23, 25
 p. 42, lines, 39, 42
 p. 45, line, 10
 p. 46, line, 42
 p. 47, line, 1
 p. 48, lines, 6, 20, 41
 p. 49, lines, 6, 9, 25
 p. 50, lines, 15, 20, 23
 p. 51, line, 14
 p. 52, line, 21
 p. 59, no. 8
 p. 62, lines, 29, 34
 p. 63, lines, 22, 25
 p. 72, line, 14
 p. 74, line, 34
 p. 75, line, 8
 p. 76, line, 14
 p. 82, lines, 7, 35, 38
 p. 88, line, 30
 p. 90, lines, 22, 25
 p. 92, line, 21
 p. 95, line, 24

p. 27, lines 11, 12

"46. Le président dirige les débats de la Chambre des communes." English text: "The Speaker shall preside at all Meetings of the House of Commons."

In a letter to Senator Joan Neiman, dated April 21, 1987 (see Appendix A), the Honourable Eugene Forsey

p. 33, ligne 1

Encore «également» -- pourquoi pas la sainte simplicité de «le sont aussi...»?

p. 19, ligne 21

«législatures» -- les mots «législature» et «assemblée législative» reviennent souvent, tantôt avec un «L» ou un «A» majuscules, tantôt pas, selon le contexte. Bien entendu je ne m'attendais pas à trouver quoi que ce fût de suspect, mais à cause de la confusion qui persiste généralement au sujet de «législature» et d'«assemblée législative», je donne ici la liste des apparitions de ces mots:

p. 13a, lignes 28, 30, 31
 p. 21, ligne 36
 p. 26, ligne 26
 p. 31, lignes 16, 35
 p. 32, lignes 12, 15, 23, 32
 p. 33, lignes 20, 29, 33, 39, 43
 p. 34, lignes 1, 6, 9, 11, 30, 35, 37
 p. 35, lignes 7, 9, 10, 15, 20, 27
 p. 36, lignes 3, 7, 12, 32, 35
 p. 37, ligne 7
 p. 38, lignes 19, 25, 27
 p. 40, lignes 15, 36
 p. 41, lignes 23, 25
 p. 42, lignes 39, 42
 p. 45, ligne 10
 p. 46, ligne 42
 p. 47, ligne 1
 p. 48, lignes 6, 20, 41
 p. 49, lignes 6, 9, 25
 p. 50, lignes 15, 20, 23
 p. 51, ligne 14
 p. 52, ligne 21
 p. 59, n° 8
 p. 62, lignes 29, 34
 p. 63, lignes 22, 25
 p. 72, ligne 14
 p. 74, ligne 34
 p. 75, ligne 8
 p. 76, ligne 14
 p. 82, lignes 7, 35, 38
 p. 88, ligne 30
 p. 90, lignes 22, 25
 p. 92, ligne 21
 p. 95, ligne 24

p. 27, lignes 11, 12

«46. Le président dirige les débats de la Chambre des communes.» Texte anglais: «The Speaker shall preside at all Meetings of the House of Commons.»

Dans une lettre du 21 avril 1987 (voir Annexe A) au sénateur Joan Neiman, l'honorable Eugene Forsey

- (1) deplores the absence of anglophone draftsmen versed in the British Common Law on the Drafting Committee.

It should be borne in mind that the Committee's mandate was not to translate from the English but rather to draft in French. Furthermore, the francophone draftsmen had the benefit of the advice of English-speaking jurists colleagues of Mr. Bergeron at the Department of Justice. I would venture to recommend that the Subcommittee hear on this matter Mr. Jules Brière, Chairman of the Committee, and if need be Messrs Bergeron and Covacs. It would in any case be very interesting to see how the two groups of draftsmen proceed, from start to finish. There is no limit to what is worth knowing about the originality of a process that the Swiss (Mr Bergeron tells me) are seriously thinking of imitating.

- (2) Mr Forsey also expresses concern about the passage cited above. Wrongly, I must say. To put everyone's mind at rest, here are the relevant definitions from Littré:

"*Président*: celui qui préside une assemblée, une réunion, un tribunal, et dirige les discussions, les débats, etc."

"*Présider*: occuper le premier rang dans une assemblée, avec droit d'y maintenir l'ordre et d'en régler la discussion."

"To preside" thus definitely means to direct the debate or discussion, while of course abstaining from any partisan interference. It is not for nothing that we call one Speaker or one chairman good and another unsatisfactory.

p. 28, lines 8, 16

"le recensement en cause" -- allusion to "chaque recensement décennal", p. 27, 11. 34, 35. A person may be "en cause" (party to a suit, incriminated - *Larousse, Quillet*), but a census? Can a census be implicated, incriminated, guilty? This use of "en cause" makes me think of the abuse of "impliquer" and "implication". For example: "s'impliquer dans l'action politique" ("implicated (rather than "involved") in politics"), "une constante implication dans les oeuvres de bienfaisance" ("ongoing implication (rather than "involvement") in good works"). The legal connotation of "en cause" and "implication" is very strong. Moreover, "implication" is also (not equally!) a term in logic. For a census to be "en cause" we would have to break through quite a thick wall of meaning. The phrase could read instead, "le dernier recensement", or "ledit..." or "le susdit recensement", or "le recensement le plus récent", or "le dernier recensement décennal", any of which would protect the poor census from the threat of imprisonment...

- 1) déplore l'absence de rédacteurs anglophones et versés en *common law* britannique au sein du comité de rédaction.

Il convient de rappeler que le comité n'avait pas mandat de *traduction* mais de *rédaction* française. Les rédacteurs francophones jouissaient d'ailleurs des conseils des juristes de langue anglaise, collègues de M^e Bergeron, au ministère de la Justice. J'ose recommander que le sous-comité entende à ce sujet le président du comité, M. Jules Brière, ainsi que, au besoin, MM. Bergeron et Covacs. Il serait de toute façon fort intéressant de savoir comment les deux groupes de rédacteurs procèdent du commencement à la fin. On ne saurait trop s'éclairer sur l'originalité d'une démarche que la Suisse, nous a-t-on dit (M^e Bergeron), est en passe d'imiter.

- 2) l'honorable Eugene Forsey s'inquiète au sujet du passage cité ci-dessus. À tort, il faut le dire. Pour le repos de tous les esprits, je cite les articles pertinents de Littré:

Président: celui qui préside une assemblée, une réunion, un tribunal, et dirige les discussions, les débats, etc.

Présider: occuper le premier rang dans une assemblée, avec droit d'y maintenir l'ordre et d'en régler la discussion.

To preside, c'est donc bien diriger les débats ou discussions, en s'abstenant bien entendu de toute ingérence «politique». Ce n'est pas pour rien qu'on parle souvent de bons ou de mauvais présidents...

p. 28, lignes 8, 16

«le recensement en cause» -- allusion à «chaque recensement décennal», p. 27, lignes 34, 35. Quelqu'un peut être en cause (partie dans un procès, être incriminé - *Larousse, Quillet*), mais un recensement? Un recensement peut-il être impliqué, incriminé, coupable? Justement, l'emploi de «en cause» me fait penser à l'usage abusif d'«impliquer» et d'«implication». Par exemple: s'impliquer dans l'action politique, une constante implication dans les oeuvres de bienfaisance. La connotation juridique de «en cause» et d'«implication» est très forte. En outre, implication est aussi (et non pas également!) un terme de logique. Pour mettre un recensement en cause il faut percer un mur de sens passablement épais. On pourrait écrire «le dernier recensement décennal», afin de le mettre à l'abri de toute menace d'emprisonnement...

p. 30, line 40
p. 34, line 24

"régistraires" -- just for the fun of it: in ch. VII of *Pantagruel*, where Rabelais is going through the catalogue of the wonderful books in the Library of Saint-Victor: "Les pétarrades des bullistes, copistes, scripteurs, abrégiateurs, référendaires et dataires, compilées par Regis""The Insertions of bullists, copyists, writers, epitomizers, notaries, and reporters, compiled by Regis"). Before I checked, I could have sworn that "les régistraires" also had their crackerades ...

p. 35, line 10

"législation" -- by this is meant "the Law" as a whole rather than one piece of legislation, presumably? This word is universally misused.

p. 40, lines 15, 16 (see Appendix B, letter from the Honourable Eugene Forsey to Senator Joan Neiman, dated April 5, 1987)

"93. *In and for each Province* the Legislature may exclusively make Laws in relation to Education, subject and according to the following Provisions:- ..."

"93. La législature de chaque province a, dans les limites et pour les besoins de celle-ci, compétence exclusive pour légiférer en matière d'éducation, compte tenu des dispositions suivantes: ..."

I remain convinced that the French version of this passage is perfectly correct, which Mr Forsey himself acknowledges at the end of his letter of April 21, while unfortunately at the same time referring to the French as "the new translation".

pp. 40, 40a, line 29 and Explanatory Note -- (just for the fun of it)

"syndic" -- *Littré*: "Celui qui est élu pour prendre soin des intérêts d'un corps (*body*), d'une réunion de créanciers, etc."

p. 72a, Explanatory Note, line 6

"la province en cause" -- no doubt it will have to be imprisoned along with the census on p. 28 of the Report of the French Constitutional Drafting Committee and p. 13 (? 11?) of this report. One might, with the approval of *Littré*, dare to substitute "intéressée" or "concernée" or "touchée", although these past participles are not strictly honourable. But in no language are all

p.30, ligne 40
p. 34, ligne 24

«régistraires» -- pour le plaisir de la chose: on a dans le *Pantagruel* chapitre VII là où Rabelais dresse le catalogue des beaux livres de la Bibliothèque de Saint-Victor: «les pétarrades des bullistes, copistes, scripteurs, abrégiateurs, référendaires et dataires, compilées par Regis.» Avant d'aller voir, j'aurais juré que les «régistraires» avaient eux aussi leurs pétarrades...

p.35, ligne 10

«législation» -- on désigne bien un *ensemble de lois*, n'est-ce pas? On sait que ce mot est universellement galvaudé.

p. 40, lignes 15, 16 (voir Annexe B, lettre de l'honorable Eugene Forsey au sénateur Joan Neiman en date du 5 avril 1987)

«93. *In and for each Province* the Legislature may exclusively make Laws in relation to Education, subject and according to the following provisions...»

«93. La législature de chaque province a, dans les limites et pour les besoins de celle-ci, compétence exclusive pour légiférer en matière d'éducation, compte tenu des dispositions suivantes:...»

Je reste d'avis que la version française de ce passage est parfaitement correcte, ce que l'honorable Eugene Forsey reconnaît lui-même à la fin de sa lettre du 21 avril, malheureusement tout en faisant allusion à «the new translation».

pp.40, 40a, ligne 29 et note explicative (pour le plaisir de la chose)

«syndic» -- *Littré*: «Celui qui est élu pour prendre soin des intérêts d'un *corps*, d'une réunion de créanciers, etc.

p. 72a, note explicative, ligne 6

«la province en cause» -- sans doute faut-il l'emprisonner avec le recensement de la p. 28 du Rapport du comité de rédaction française et de la p. 13 du présent rapport. On pourrait avec *littré* oser écrire «intéressée», ou «concernée», ou «touchée», bien que ces participes passés ne soient pas parfaitement honorables. Mais tout n'est pas honorable en quelque langue que ce soit. On

usages strictly legitimate. "En question" might be a substitute, or if necessary an explanatory periphrase might be inserted. "En cause" still sticks in my gorge.

pourrait encore songer à «en question». Et au besoin recourir à une périphrase. «En cause» me reste sur l'estomac.

Le président intérimaire

JACQUES FLYNN

Acting Chairman

APPENDIX (A)

Room 677-F
The Senate,
April 21, 1987

Dear Senator,

I have now secured a copy of the First report of the French Constitutional Drafting Committee, and there are two things about it that make me uneasy, and make me thankful that your Committee is going to look it over.

First, there is no English-speaking person on the Committee. Of course, its job was to produce *French* versions, and that obviously meant that the members should be heavily French. But the job was also to produce French versions of Acts written in English, and it seems to me that it would have been wise to have one or two people, proficient in French, yes, but also familiar with English idiom and English legal terms in a way that few French-speaking people are likely to be. I'll give an example in a moment.

Second, and perhaps more important: I wonder if any of the Committee have had a training in the English Common Law. It ought to be possible to find Common Law lawyers who know French well. There must be many who have graduated from McGill, and, I suppose, the University of Ottawa.

As an example of the pitfalls which measures of this sort might avoid, I call your attention to the French translation of section 46 of the Constitution Act, 1867: "Le président *dirige* les *débats* de la Chambre des communes". That seems to me a dangerously inaccurate translation of: "The Speaker shall preside at all Meetings of the House of Commons". The English says *nothing* about the *debates*, and it certainly does not say that the Speaker shall «direct» the debates.

ANNEXE (A)

Pièce 677-F
Le Sénat
Le 21 avril 1987

Madame,

J'ai enfin obtenu un exemplaire du Premier rapport du comité de rédaction constitutionnelle française, et il y a deux points qui me préoccupent et que, j'espère, votre Comité réexaminera.

Tout d'abord, aucun anglophone n'est membre du Comité. Je sais qu'il a pour mandat de rédiger la version *française* de nos lois constitutionnelles, ce qui sous-entend que ses membres doivent avoir une excellente connaissance du français. Mais sa tâche devait aussi l'amener à traduire des lois qui ont été rédigées en anglais, et il me semble qu'il aurait été sage d'y avoir un ou deux membres, qui connaissent bien le français, certes, mais qui sont aussi familiers avec les tournures idiomatiques et le vocabulaire juridique anglais, comme peu de francophone le sont probablement. Je vous donnerai un exemple plus loin.

Deuxièmement, et c'est peut-être encore plus important, je me demande si un membre du Comité a une formation en Common Law. Il devrait pourtant être facile de trouver un spécialiste de la Common Law qui connaît bien le français. Il doit bien y en avoir parmi les diplômés de McGill, et je suppose, parmi ceux de l'Université d'Ottawa.

Pour illustrer les pièges qui pourraient ainsi être évités, je vous invite à regarder la traduction française de l'article 46 de la Loi constitutionnelle de 1867: «Le président *dirige* les *débats* de la Chambre des communes». Il me semble que c'est une formulation plutôt douteuse pour rendre: «The Speaker shall preside at all Meetings of the House of Commons». Le texte anglais ne mentionne *absolument pas* les *débats*, et il ne dit certainement pas que le Président *dirige* (direct) les débats.

Now this may reflect only my limited knowledge of French. Perhaps it is a perfectly good translation, even the ideal translation. But I think it may need looking at.

There may well be other examples. I am, in any event, not competent to say much about such matters. But someone who is ought to go over the whole thing very carefully. Failure to do this might lead to some curious tangles, where two versions, equally authoritative, say different things.

Yours sincerely,

Eugene Forsey

The new translation seems to look after the point I raised about section 93 of the Act of 1867.

APPENDIX (B)

Room 277-F
The Senate
April 5, 1987

Dear Senator:

I see, by the Senate Hansard of March 31, that your Committee is to report on the first report of the French Constitutional Drafting Committee.

I hope it will look at section 93 of the Act of 1867.

In the Revised Statutes 1970, it begins, in French: "Dans chaque province..."; as a translation of "In and for each province". In the old BNA Act and Selected Statutes, it was always: "Dans et pour chaque province..."; as it should be.

I called attention to this when I was in the Senate, but without result.

Henry Hicks, and the late Alex Gorry, emphasized the possible importance of "for each province", and, therefore of "pour chaque province". Ask Henry! (Ask yourself!)

Sincerely,

Eugene Forsey

Cela illustre peut-être ma connaissance restreinte du français. Peut-être est-ce là une traduction parfaitement juste, qui sait, même idéale. Je crois néanmoins qu'il faudrait y regarder de plus près.

Il se peut qu'il y ait d'autres exemples. Quoi qu'il en soit, je n'ai pas la compétence pour bien juger de ces choses, mais on devrait demander à des experts de revoir très attentivement tout le libellé de ces lois. Autrement, cela pourrait créer de la confusion, si les deux versions, en principe aussi officielles l'une que l'autre, ne voulaient pas dire la même chose.

Veuillez agréer, Madame, mes très respectueux hommages.

Eugène Forsey

La nouvelle traduction semble rétablir le point que j'ai soulevé au sujet de l'article 93 de la Loi de 1867

ANNEXE (B)

Pièce 677-F
Le Sénat
Le 5 avril 1987

Madame,

À la lecture des Débats du Sénat du 31 mars dernier, je constate que votre Comité doit déposer le Premier rapport du comité de rédaction constitutionnelle française.

J'espère qu'il examinera l'article 93 de la Loi de 1867.

Dans les Statuts révisés de 1970, la version française de cet article débute par les mots: «Dans chaque province...»; cette expression est censée rendre: «In and for each province». Dans la version originale de l'AANB et de certaines autres lois constitutionnelles, on inscrivait toujours: «Dans *et pour* chaque province», comme il se doit.

J'ai déjà soumis cette question à l'attention du Sénat, mais sans succès.

Henry Hicks et feu Alex Gorry insistaient sur l'importance virtuelle des expressions «for each province» et «pour chaque province». Demandez à Henry ce qu'il en pense (et demandez-vous-le vous aussi!)

Veuillez agréer, Madame, mes très respectueux hommages

Eugene Forsey

EVIDENCE

Ottawa, Friday, September 30, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs, to which was referred Bill C-82, respecting the registration of lobbyists, met this day at 9.30 a.m. to give consideration to the bill; and to consider to the First Report of the French Constitutional Drafting Committee, tabled in the Senate on 17th December, 1986.

Mr. Paul Bélisle, Clerk of the Committee: Honourable senators, in the absence of the chairman and the deputy chairman, your first item of business is to elect an acting chairman. May I have a motion to that effect.

Senator Gigantès: I nominate Senator Flynn.

Le greffier du Comité: Il est proposé par le sénateur Gigantès que le sénateur Flynn occupe le siège à titre de président suppléant.

Des voix: D'accord.

Le président suppléant: Il s'agit de considérer le rapport du sous-comité chargé de préparer ou d'approuver le texte français de la Loi constitutionnelle de 1867.

You have the report before you. I do not know whether a further explanation is necessary. The last time we met we asked that our former colleague, Jean Le Moyne, get in touch with the officials of the Justice Department who had worked on the draft to reconcile some of the suggestions he had made. He has done that, and the report before you embodies the text on which Mr. Le Moyne, Mr. Bergeron and Mr. Covacs of the Department of Justice have agreed.

As far as I am concerned, I do not think we can do any better. Therefore, I would entertain a motion to present the report to the Senate this afternoon.

Senator Doyle: I so move.

The Acting Chairman: Is it agreed?

Hon. Senators: Agreed.

The Acting Chairman: Then, on behalf of the committee, I would like to thank Jean Le Moyne for what he has done for us. It was a very delicate job, and it was better that it be done by one who knows a good deal about it rather than by this committee.

The Clerk of the Committee: Mr. Chairman, in the past week, the committee has received letters from Attorneys General of some of the provinces with regard to Bill C-82, the lobbying bill. Usually, when we receive such responses from the provinces, the Chair asks that they be printed as an appendix. These responses have not been printed because they came in late, after the bill had been passed. I do not have a motion to print the responses.

The Acting Chairman: What should we do with them?

The Clerk of the Committee: Perhaps we could have a motion that they be printed as an appendix to today's proceedings. That is your decision.

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le vendredi 30 septembre 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, auquel a été renvoyé le projet de loi C-82 concernant l'enregistrement des lobbyists, se réunit aujourd'hui à 9 h 30 pour étudier ce projet de loi, ainsi que le premier rapport du Comité de rédaction constitutionnelle française, déposé au Sénat le 17 décembre 1986.

M. Paul Bélisle, greffier du Comité: Honorables sénateurs, en l'absence du président et du vice-président, le premier point à l'ordre du jour est l'élection d'un président suppléant. Je suis prêt à recevoir une motion à cet effet.

Le sénateur Gigantès: Je propose le sénateur Flynn.

The Clerk of the Committee: Senator Gigantès moves that Senator Flynn take the Chair as Acting Chairman. Is it agreed, Honourable Senators?

Hon. Senators: Agreed.

The Acting Chairman: Our mandate is to review the report of the Sub-committee responsible for drafting or approving the French version of the Constitution Act, 1987.

Vous avez le rapport devant vous. Je ne sais pas s'il est nécessaire de fournir d'autres explications. La dernière fois que nous nous sommes réunis, nous avons demandé que notre ancien collègue, Jean Le Moyne, communique avec des représentants du ministère de la Justice qui avaient travaillé à la rédaction du rapport préliminaire, afin d'y inclure certaines de ses propositions. Il l'a fait, et le rapport que vous avez devant vous comprend le texte sur lequel MM. Le Moyne, Bergeron et Covacs, du ministère de la Justice, se sont entendus.

En ce qui me concerne, je ne pense pas que nous puissions faire mieux. Par conséquent, je suis prêt à recevoir une motion portant présentation du rapport au Sénat, cet après-midi.

Le sénateur Doyle: J'en fais la proposition.

Le président suppléant: Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président suppléant: Au nom du Comité, j'aimerais remercier M. Jean Le Moyne de son aide. Il s'agissait d'un travail délicat et il était préférable qu'il soit fait par quelqu'un qui s'y connaît bien plutôt que par le Comité.

Le greffier du Comité: Monsieur le président, le Comité a reçu la semaine dernière des lettres des procureurs généraux de certaines provinces au sujet du projet de loi C-82 concernant les lobbyists. Habituellement, la présidence demande que des lettres de ce type soient jointes en annexe aux Procès-verbaux et témoignages. Elle ne l'ont pas encore été parce qu'elles sont arrivées assez tard, c'est-à-dire après l'adoption du projet de loi. De plus, je n'ai pas de motion à cet effet.

Le président suppléant: Que devrions-nous en faire?

Le greffier du Comité: Peut-être pourrions-nous accueillir une motion portant qu'elles soient jointes en annexe aux Procès-verbaux et témoignages d'aujourd'hui. C'est à vous d'en décider.

[Text]

The Acting Chairman: Do they contain anything sensational?

The Clerk of the Committee: I do not have them with me.

The Acting Chairman: Of course, if we have them printed, they will be distributed to senators as usual with the minutes of the committee.

The Clerk of the Committee: Yes.

Senator Robertson: I so move.

The Acting Chairman: Is it agreed?

Hon. Senators: Agreed.

(For text of documents, see Appendix.)

The Committee adjourned.

[Traduction]

Le président suppléant: Contiennent-elles quelque chose de vraiment exceptionnel?

Le greffier du Comité: Je ne les ai pas avec moi.

Le président suppléant: Naturellement, si elles sont jointes aux Procès-verbaux et témoignages, elles seront ainsi distribuées aux sénateurs.

Le greffier du Comité: C'est exact.

Le sénateur Robertson: J'en fais la proposition.

Le président suppléant: Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

(Voir le texte des documents à l'Annexe.)

La séance est levée.

APPENDIX "99-A"

September 15, 1988

The Clerk of the Committee on
Legal and Constitutional Affairs
The Senate of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

Dear Sir:

Thank you for your letter of August 19, 1988.

I understand that Bill C-61 has now been passed by the Senate. I have no comments to register with respect to Bill C-82.

Yours truly,

Brian Barrington-Foote

Deputy Minister of Justice
and Deputy Attorney General

APPENDICE «99-A»

Le 15 septembre 1988

Le greffier du Comité des
Affaires juridiques et constitutionnelles
Sénat du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur,

Je vous remercie de votre lettre du 19 août 1988.

J'ai appris que le projet de loi C-61 a été adopté par le Sénat. Quant au projet de loi C-82, je n'ai aucune observation à formuler à son sujet.

Veillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le sous-ministre de la Justice
et procureur général-adjoint
Brian Barrington-Foote

APPENDIX "99-B"

September 9, 1988

Joan B. Neiman, Chairman
The Clerk of the Committee on
Legal and Constitutional Affairs
The Senate of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

Re: Bill C-61 (Proceeds of Crime)

Dear Ms. Neiman:

I understand that Bill C-61 (Proceeds of Crime) received third reading in the House of Commons and is currently before the Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs. I wish to express my concern over the fact that amendments were made creating a mandatory undertaking by the Attorney General of the Province with respect to the payment of damages or costs before a Judge issues a search warrant or restraint order under the proposed s. 420 of the *Criminal Code*. My colleagues in Ontario and British Columbia have prepared detailed position papers on Bill C-61. Ontario's paper contains a thorough analysis of why the undertaking provisions will prevent justifiable applications being brought for orders of seizure or freezing of proceeds of crime. To quote from their conclusion in this regard, at page 9 of the attached paper:

Conclusion Re Undertaking Provisions

"In our view the undertaking provisions as presently drafted will inappropriately prevent justifiable applications being brought for orders of seizure or freezing. While we agree that there must be an appropriate counter balance to deter unjustifiable applications, the current provisions do not strike that balance. Rather the bald provision for an open-ended undertaking without a good faith-threshold test seems completely contrary to the purpose and spirit of the Bill. We therefore strongly recommend that at the very least, the United Kingdom model (Drug Trafficking Offences Act 1986) replace the current provisions. The approach taken in the U.K. Act, i.e., a post-disposition application for compensation based on "some serious default" would have the effect of deterring inappropriate use of seizure or freezing applications by the state, while at the same time permitting their use in appropriate cases. The purpose of the bill is to prevent large scale white collar criminals and members of organized crime from "off-shoring" the proceeds of crime prior to conviction. The undertaking provisions of the Bill as presently drafted will totally frustrate the legitimate purpose."

According to federal justice officials the amendments creating the mandatory undertaking by the Attorney General were made in Parliament despite their efforts to satisfy the House of Commons Committee that this would result in a substantial

APPENDICE «99-B»

Le 9 septembre 1988

Madame Joan B. Neiman
Présidente du Comité des affaires juridiques
et constitutionnelles
Sénat du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Objet: Projet de loi C-61 (produits de la criminalité)

Madame,

J'ai appris que le projet de loi C-61 (produits de la criminalité) a franchi l'étape de la troisième lecture à la Chambre des communes et qu'il est actuellement à l'étude devant le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles. Je voudrais vous faire part de mes objections à propos des amendements aux termes desquels le procureur général de la province s'engage obligatoirement à payer les dommages et les frais que pourrait entraîner une ordonnance de blocage ou un mandat de perquisition visés à l'article 420 du Code criminel, avant que le juge ne décerne un tel mandat ou ne rende une telle ordonnance. Mes collègues de l'Ontario et de la Colombie-Britannique ont rédigé des documents détaillés concernant le projet de loi C-61. Le document ontarien présente une analyse complète des raisons pour lesquelles des dispositions concernant les engagements vont empêcher les provinces de présenter des demandes légitimes de saisie ou de confiscation des produits de la criminalité. Voici ce qu'on peut lire à ce sujet à la page 9 du document ci-joint:

Conclusion sur les dispositions concernant les engagements

«À notre avis, les dispositions concernant les engagements telles qu'elles sont rédigées actuellement vont faire abusivement obstacle à la présentation de demandes légitimes d'ordonnance de saisie ou de confiscation. Si nous convenons de la nécessité d'une garantie contre les demandes illégitimes, nous estimons que les dispositions actuelles ne présentent pas cette garantie. Au contraire, l'exigence pure et simple d'un engagement sans réserve dépourvu de toute évaluation de la bonne foi semble tout à fait contraire à l'objet et à l'esprit du projet de loi. En conséquence, nous demandons qu'à tout le moins, on remplace les dispositions actuelles par le modèle britannique du Drug Trafficking Offences Act de 1986. La solution retenue par le législateur britannique, à savoir une demande d'indemnisation après l'exécution de l'ordonnance, en cas de dommages graves, aurait pour effet de dissuader l'État de présenter des demandes abusives d'ordonnance de saisie ou de confiscation, tout en lui permettant de recourir à cette procédure dans les cas appropriés. Le projet de loi a pour objet d'empêcher la pègre et les auteurs de crimes économiquement importants de mettre à l'abri les produits de leur activité criminelle avant une condamnation possible. Les dispositions actuelles du projet de loi concernant les engagements des procureurs généraux font totalement obstacle à cet objet légitime.»

D'après les fonctionnaires du ministère fédéral de la Justice, le Parlement a apporté les amendements en question malgré les efforts qu'ils ont déployés pour convaincre le Comité de la Chambre des communes que ces amendements auraient un

reluctance on the part of the provinces to apply for such pre-trial remedies due to the possibility of large liabilities being incurred for improvident seizures or restraints of property. Apparently, the Committee felt that the Crown should be responsible for improvident seizures and that the concerns of the Province could be tempered by the discretion of the Judge to make the undertaking "appropriate" to the circumstances. However, this would require Judges to become involved in the details of an investigation at a very early stage which offends the principle of judicial impartiality and also places undue reliance in judicial discretion which in the circumstances will likely be exercised more in the target's favour out of an abundance of caution. In addition, I believe the mandatory undertaking may defeat the very purpose of this legislation against major career criminals in that the bigger the target, the greater reluctance there will be to pursue his assets because of the financial onus on the Crown.

I ask that the Senate Committee consider these concerns and make proper appropriate amendments to Bill C-61.

Yours truly,

James E. Lockyer, Q.C.
Attorney General

/dp
cc Hon. Ramon Hnatyshyn

effet dissuasif sur les provinces désireuses d'exercer de tels recours avant le procès, à cause de gros risques encourus en cas de saisie ou de blocage infructueux. Le comité semblait estimer que la Couronne devait engager sa responsabilité en cas de saisie infructueuse, et que la volonté de la province devait être tempérée par le pouvoir discrétionnaire du juge, qui devait être en mesure d'exiger des engagements conformes aux circonstances. Néanmoins, une telle formule oblige le juge à s'informer des tout premiers éléments d'une enquête, contrairement au principe de l'impartialité de l'ordre judiciaire; on peut en outre craindre qu'elle confère un pouvoir discrétionnaire excessif au juge qui, dans les circonstances, devrait être tenté, par prudence, de l'exercer dans un sens favorable aux suspects. J'estime de surcroît que les engagements obligatoires risquent de faire obstacle à l'objet même du projet de loi, qui est de mettre la grande criminalité en échec, car plus le suspect est important, plus la Couronne évitera de s'en prendre à ses biens, à cause des risques financiers de l'intervention.

J'invite le Comité du Sénat à considérer ces arguments et à apporter au projet de loi C-61 les amendements qui s'imposent.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mon entière considération.

Le procureur général
James E. Lockyer, c.r.

cc.: L'honorable Ramon Hnatyshyn

APPENDIX "99-C"

August 31, 1988

Ms. Joan B. Neiman
Chairman
Standing Senate Committee
on Legal and Constitutional Affairs
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

Dear Ms. Neiman:

This is in reply to your letter dated August 19, 1988 wherein you asked for my comments on Bill C-61 and Bill C-82.

I do not propose to advance constitutional objections with respect to either Bill, however, I register my disappointment with the amendments to subsection 420.12 (6) and 420.13 (7) of Bill C-61. I note that those subsections were amended at Committee to make the undertaking of the Attorney General mandatory rather than discretionary with respect to the payment of damages or costs in relation to the making and execution of the warrant. Those mandatory requirements may inhibit the provinces from making applications where substantial security must be posted. I also observe that in practice the Crown is rarely, if ever, called upon to post security in court applications.

While I offer no constitutional objection to Bill C-82, I note that Section 3 makes the Act binding on Her Majesty in Right of the Province while Section 4 (1)(b) states that the Act does not apply to employees of the government of a province. I would be interested in learning the intended effect of those provisions.

Thank you for giving me an opportunity to comment on these Bills.

Yours very truly,

Terence R. B. Donahoe, Q.C.

APPENDICE «99-C»

Le 31 août 1988

Madame Joan B. Neiman
Présidente du
Comité sénatorial permanent des Affaires juridiques
et constitutionnelles
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Madame,

En réponse à votre lettre du 19 août 1988 dans laquelle vous sollicitiez mes observations concernant les projets de loi C-61 et C-82, je voudrais vous faire savoir que je n'ai aucune objection d'ordre constitutionnel concernant ces projets de loi, mais je tiens aussi à vous faire part de ma déception concernant les amendements des paragraphes 420.12 (6) et 420.13 (7) du projet de loi C-61. J'ai remarqué que le comité des Communes avait amendé ces paragraphes de façon à rendre obligatoires les engagements du procureur général à l'égard du paiement des dommages et des frais que pourrait entraîner le mandat. Compte tenu du caractère désormais obligatoire des engagements, les provinces risquent de se voir dans l'impossibilité de présenter des demandes lorsqu'on leur demande des garanties importantes. Je voudrais aussi signaler qu'en pratique, la Couronne n'est presque jamais appelée à présenter des garanties lorsqu'elle soumet une demande à un tribunal.

Je n'ai aucune critique d'ordre constitutionnel à formuler au sujet du projet de loi C-82, mais je remarque qu'aux termes de l'article 3, la loi lie Sa Majesté du chef d'une province, alors qu'aux termes de l'alinéa 4(1)b), la loi ne s'applique pas aux employés d'un gouvernement provincial. J'aimerais connaître l'objet de ces dispositions.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de me prononcer sur ces projets de loi.

Veuillez agréer, madame, l'expression de mes respectueux hommages.

Terence R. B. Donahue, CR



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

CAI
YC24
L92



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-88

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

Standing Senate Committee on

Comité sénatorial permanent des

Legal and Constitutional Affairs

Affaires juridiques et constitutionnelles

Chairman:
The Honourable JOAN NEIMAN

Président:
L'honorable JOAN NEIMAN

INDEX

INDEX

OF PROCEEDINGS

DES DÉLIBÉRATIONS

(Issues Nos. 1 to 99 inclusive)

(Fascicules n^{os} 1 à 99 inclusivement)





Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-88

SENATE OF CANADA

Standing Senate Committee on

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1988

SÉNAT DU CANADA

Comité sénatorial permanent des

Legal and Constitutional Affairs

Affaires juridiques et constitutionnelles

Chairman:
The Honourable JOAN NEIMAN

INDEX

OF PROCEEDINGS

(Issues Nos. 1 to 99 inclusive)

Président:
L'honorable JOAN NEIMAN

INDEX

DES DÉLIBÉRATIONS

(Fascicules nos 1 à 99 inclusivement)

Prepared by
Clare Breckenridge,
Information and Technical Services Branch,

LIBRARY OF PARLIAMENT

Compilé par
Clare Breckenridge,
Direction de l'information et des services techniques,

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

SENATE OF CANADA

Standing Senate Committee on
Legal and Constitutional Affairs
2nd Session, 33rd Parliament, 1986-88

INDEX

(Issues 1-99 inclusive)

AMSSA

See

Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of
British Columbia

Abella, Irving, *None is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*

Reference, 54:29

Abbott, John Kimble, Immigration Association of Canada

Appearing as witness, 59:33-4

**Abrams, Herb, National Executive Director, Jewish Immigrant Aid
Services of Canada, Canadian Jewish Congress**

Bill C-84

Discussion, 40:11, 13-4, 21-3

Statement, 40:9-10

Access to Information Act

References, 10:9-10, 22; 76:16

**Act to amend and repeal The Alliance Nationale Consolidated Act,
1945**

See

Bill S-3

Act to amend the Blue Water Bridge Authority Act

See

Bill C-210, subject-matter

**Act to amend the Criminal Code (instruments and literature for illicit
drug use)**

See

Bill C-264

Act to amend the Criminal Code (torture)

See

Bill C-28

Act to amend the Criminal Code (victims of crime)

See

Bill C-89

SÉNAT DU CANADA

Comité sénatorial permanent des
Affaires juridiques et constitutionnelles
2^e session, 33^e législature, 1986-1988

INDEX

(Fascicules 1-99 inclusivement)

AMSSA

Voir

Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of Bri-
tish Columbia

Abella, M. Irving, *None is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948*

Référence, 54:29

Abbott, M. John Kimble, Association d'immigration du Canada

Comparution, 59:33-4

**Abrams, M. Herb, directeur exécutif national, Jewish Immigrant Aid
Services of Canada, Congrès juif canadien**

Bill C-84

Discussion, 40:11, 13-4, 21-3

Exposé, 40:9-10

Accès à l'information, Loi

Références, 10:9-10, 22; 76:16

Accord du lac Meech

Références, 33:9-10, 15-6; 52:33-4; 67:22

Adgira, M. Domingos, Victoria Coalition

Bill C-55, 56:56-7

Notes biographiques, 56:53, 56, 58

Administration financière, Loi

Références, 94:13-4

Affaires juridiques et constitutionnelles, Comité sénatorial permanent

Audiences publiques, renseignements, disponibilité, 52:92-3; 55:88

Bill C-15, teneur

Mémoires, liste, 24:13-7

Motions

Documents annexés aux procès-verbaux, 6:4; 11:4

Président suppléant, 16:4, 5

Représentants du Children's Hospital Child Protection Centre
de Winnipeg, invitation à comparaître devant le Comité,
2:2, 29

Témoins

Frais de transport et de séjour, remboursement dans une
mesure raisonnable et en fonction des besoins, 2:4, 28-9

Liste, invitations à comparaître, 3:4

Président et vice-président, autorisation, après les consulta-
tions d'usage, à convoquer d'autres témoins, 4:4, 37

Texte du fascicule 19, révision, 19:4

Réunions à huis clos, 21:5-7; 24:5

Témoins, liste, 24:11-2

- Act to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act**
See
 Bill C-61
- Act to amend the Criminal Code, the Immigration Act, 1976 and the Citizenship Act**
See
 Bill C-71
- Act to amend the Criminal Code and the Canada Evidence Act**
See
 Bill C-15, subject-matter
- Act to amend the Immigration Act, 1976 and the Criminal Code in consequence thereof**
See
 Bill C-84
 Bill C-84, motion...
 Bill C-84, motion... and Message...
- Act to amend the Immigration Act, 1976 and to amend other Acts in consequence thereof**
See
 Bill C-55
 Bill C-55, motion...
- Act to amend the Indian Act (designated lands)**
See
 Bill C-115
- Act to amend the Judges Act**
See
 Bill C-88
- Act to amend the Supreme Court Act and to amend various other Acts in consequence thereof**
See
 Bill C-53
- Act to amend various Acts to give effect to the reconstitution of the Quebec Provincial Court, Court of the Sessions of the Peace and Youth Court as the Court of Quebec**
See
 Bill C-145
- Act to authorize Cooperants, Mutual Life Insurance Society to be continued as a corporation under the laws of the Province of Quebec**
See
 Bill S-14
- Act to authorize the City of Windsor to acquire, operate and dispose of the Windsor-Detroit Tunnel**
See
 Bill S-11
- Act to authorize the Montreal Trust Company of Canada to be continued as a corporation under the laws of the Province of Quebec**
See
 Bill S-17
- Act to bring into force the Revised Statutes of Canada, 1985**
See
 Bill C-94
- Affaires juridiques et constitutionnelles, Comité sénatorial permanent—Suite**
 Bill C-55
Commentaires et options concernant le projet de loi C-55, Mmes Katharine Dunkley et Margaret Young, attachées de recherche, Division du droit et du gouvernement, Bibliothèque du Parlement, références, 71:8-9, 21-2, 24-5
 Ministère de l'Emploi et de l'Immigration, appels téléphoniques au sujet des témoins, 55:71, 85-6
 Motion, membres du Comité, voyages pour entendre des témoignages, 46:4-5, 21-2; 48:65
 Rapport, projets de proposition, étude, 71:5-6; 72:4-6; 73:4; 74:4
 Réunions à huis clos, 49:4; 71:6-7; 72:4-6; 73:4; 74:4
 Témoins, liste, 74:71-7
 Voyages, budget, 46:4-5, 21-2; 48:63-9
 Bill C-55, motion..., réunion à huis clos, 87:5
 Bill C-58, réunion à huis clos, 89:4-5
 Bill C-61
 Documents annexés aux procès-verbaux, motion, 99:4, 15-6
 Réunions à huis clos, 94:5; 96:4-5; 97:4
 Bill C-71, témoins, 25:15-6
 Bill C-82
 Documents annexés aux procès-verbaux, motion, 99:4, 15-6
 Légiste et conseiller parlementaire du Sénat, lettre à l'honorable sénateur Neiman, 97:13-4
 Réunions à huis clos, 94:5; 97:5
 Bill C-84
 Allocation de déplacement et de subsistance aux témoins, motion, 30:4, 24
 Comité, composition, 48:62
 Documents annexés aux procès-verbaux, motions, 38:4, 43; 41:4, 5
 Invitations à comparaître, liste, motion, 29:4
 Lettres et télégrammes reçus du public, 26:22
 Réunions à huis clos, 26:4-5; 29:4; 45:4-5; 46:4; 47:4-5
 Témoins, liste, 48:59-61
 Bill C-84, motion... et Message...
 Rapport, projets de proposition, 71:5-6
 Réunions à huis clos, 69:4-5; 71:5-6
 Témoins, liste, 74:52
 Bill C-89
 Comité, lettre au ministre de la Justice, 85:6; 85A:1-5
 Ministre de la Justice, lettre au Comité, 85:6, 22-3
 Réunions à huis clos, 84:4; 85:4
 Bill S-7
 Individus, demandes à témoigner, 73:26
 Lettres reçues par des sénateurs, 57:14, 17; 75:19
 Comité de rédaction constitutionnelle française, premier rapport déposé au Sénat le 17 décembre 1986
 Motion, que les services de l'honorable Jean Le Moyne soient retenus pour l'étude, 82:4, 24
 Corporations sans but lucratif, constitution, recommandation, 75:5, 27-8
 Lois révisées du Canada (1985), projet, réunions à huis clos, 21:5-6
 Motions
 Budget; adoptée, 1:5, 9; 19:4
 Budget révisé, exercice financier 1987-1988; adoptée, 46:4-5, 21-2; 48:63-9
 Conseillers et personnel techniques, administratifs et autres, services; adoptée, 1:5, 9
 Dépenses spéciales de la session précédente conformément à l'article 84 du Règlement, rapport; adoptée, 1:4-5, 8-9; 3:5
 Deux sénateurs et deux attachés de recherche autorisés à représenter le Comité à une conférence sur les droits de la personne qui aura lieu à Montréal du 29 novembre au 2 décembre 1987; adoptée, 43:4, 27-8
 Président suppléant; adoptée, 1:4, 7

Act to incorporate the Regional Vicar for Canada of the Prelature of the Holy Cross and Opus Dei

See

Bill S-7

Act to revive Grenville Aggregate Specialties Limited and to provide for its continuance under the Canada Business Corporations Act

See

Bill S-21

Act to revive Yellowknife Electric Ltd. and to provide for its continuance under the Canada Business Corporations Act

See

Bill S-10

Adgira, Domingos, Victoria Coalition

Bill C-55, 56:56-7

Biographical notes, 56:53, 56, 58

Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of British Columbia (AMSSA)

Background information, 56:80

Bill C-55

Position, 56:81-3, 85-7

Recommendations, 56:83-5

Afghanistan

Refugees

Claimants, 27:42; 54:21

India, 54:22

Iran, 54:22

Pakistan, 38:37; 39:11-2; 52:14; 53:45; 54:21-2; 56:10; 62:26

Turkey, 55:10

United Nations High Commission for Refugees, policy, 27:8

United States, 60:36-7, 40

Women, 55:79

Visitors' visas, 27:23

See also

Refugees

Agnew, Edward A., Commissioner of Finance, City of Windsor

Bill S-11, 23:11, 13

Agrawal, Karuna, Vancouver Society on Immigrant Women; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants

Bill C-55, 55:68-71

Ahmadyar, Nabi, Afghan Freedom Society of Edmonton; Edmonton Branch, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy

Bill C-55, 54:20-3

Biographical notes, 54:21

Air Transport Association of Canada

Background information, 36:5-6

Bill C-84

Position, 36:5-6, 16-7, 25-6

Recommendations, 36:6

Alberta

Refugee re-settlement and overseas aid programs, 53:25, 42-4; 54:48-9

Alberta Cultural Heritage Council

Background information, 54:65

Affaires juridiques et constitutionnelles, Comité sénatorial permanent—*Suite*

Motions—*Suite*

Présidente, au moyen d'un rapport du Comité, demande au Sénat l'autorisation de siéger à divers endroits au Canada afin d'entendre des témoignages au sujet du projet de loi C-55; adoptée, 43:4, 28-9

Présidente, élection; adoptée, 1:4, 7

Procès-verbaux et témoignages, impression; adoptée, 1:4, 8

Quorum; adoptée, 1:4, 8

Sous-comité ... dans le but d'étudier le *premier rapport du comité chargé de la rédaction de la Constitution en français* et d'en faire rapport

Création; adoptée, 22:4-5, 36

Dépenses; adoptée, 22:5, 36

Membres; adoptée, 22:5, 36

Rapport; adoptée, 22:5, 36

Sous-comité du programme et de la procédure (Comité directeur), membres; adoptée, 1:4, 7-8

Vice-président, élection; adoptée, 1:4, 7

Présidence, élection de l'honorable sénateur Neiman, 1:4, 7

Programme, études à venir, 1:9

Rapports au Sénat

Bill C-7, sans amendement, 10:4-5, 26

Bill C-15, teneur, sans amendement mais avec observations et recommandations, 24:5, 6-17

Bill C-28, sans amendement, 20:5, 6, 23

Bill C-45, teneur, sans amendement, 17:4-5, 25-6

Bill C-53, sans amendement, 43:5, 27; 47:6

Bill C-55, avec amendements et observations, 74:4, 54-77

Bill C-55, motion..., sans amendement, 87:5-6, 52-3; 89:6-8

Bill C-58, sans amendement mais avec des commentaires, 89:4-5, 10

Bill C-61, sans amendement mais avec des réserves, 97:4, 6-8

Bill C-71, sans amendement, 24:4, 16

Bill C-82, sans amendement mais avec des commentaires, 97:9-10

Bill C-84, avec amendements et observations, 48:33-62

Bill C-84, motion..., sans amendement, 87:6-7, 52-3; 89:9

Bill C-84, motion... et message..., avec amendements, 74:41-53

Bill C-88, sans amendement, 48:4, 71, 76

Bill C-89, sans amendement mais avec observations, 85:4, 27

Bill C-94, sans amendement, 48:4, 70, 74

Bill C-115, avec amendement, 81:4-5, 19

Bill C-145, sans amendement, 91:4, 23

Bill C-210, teneur, sans amendement, 96:5-6, 26

Bill C-264, sans amendement, 96:4, 6, 19

Bill S-3, avec amendements, 1:6, 17; 3:5

Bill S-5, sans amendement, 21:7, 17, 23

Bill S-7, avec amendements et une recommandation, 75:4-5, 26-8; 77:5

Bill S-10, sans amendement, 22:4, 6, 36

Bill S-11, avec amendements, 24:5, 6

Bill S-14, sans amendement, 45:5, 17; 47:6

Bill S-17, sans amendement, 81:4-5, 16

Bill S-21, sans amendement, 98:5-6, 16

Comité de rédaction constitutionnelle française, premier rapport déposé au Sénat le 17 décembre 1986, 99:4, 15

Lois révisées du Canada (1985), projet, avec recommandations, 21:6, 8-16

Séance d'organisation, 1:4-5, 7-12

Sous-comité du programme et de la procédure (Comité directeur), création et membres, 1:4, 7-8

Vice-présidence, élection de l'honorable sénateur Nurgitz, 1:4, 7

Affaires publiques internationales

Bill C-82, position, 95:5-18

Information de base, 95:6-7, 12

Alberta Cultural Heritage Council—Cont'd

- Bill C-55
- Position, 54:66
- Recommendations, 54:66-9

Alberta Federation of Labour

- Bill C-55, brief, 54:25, 33

Alberta Native Women's Association

- Background information, 16:6-7, 10
- Bill C-15, subject-matter, position, 16:7-10, 14-5
- Child sexual abuse study, 16:7-8, 10-1

Alice's Adventures in Wonderland, Lewis Carroll

- References, 29:11; 96:16

Allende, Mario, Supervisor, Immigration and Settlement Program, Catholic Services; Edmonton Branch, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy

- Bill C-55, 54:14-7
- Biographical notes, 54:14, 16-7

Alliance Mutual Life Insurance Company

- Background information, 1:11, 13-4, 15, 17
- Industrial Life Insurance Company, merger with, 1:11, 13, 14-7
- Shareholders, special general meetings, 1:9, 10-1, 13, 15, 16
- See also
- Bill S-3

Alliance mutuelle-vie

- See
- Alliance Mutual Life Insurance Company

Alliance Nationale Consolidated Act, 1945, Act to amend and repeal

- See
- Bill S-3

Alvero-Rautert v. Canada (Minister of Employment and Immigration) ([1988] 3 FC 163), 60:23-4**American Bar Association**

- Background information, 8:6
- Guidelines for the Fair Treatment of Child Witnesses in Cases Where Child Abuse is Alleged*, 8:6-7, 9-13, 20-1
- See also
- National Legal Resource Center for Child Advocacy and Protection, Washington, D.C.

Amnesty International

- Bill C-55
- Brief, 69:24, 26
- Position, 69:20-34
- Recommendations, 69:21, 23-4, 26, 30, 32
- Bill C-84
- Brief, 41:6, 9
- Canadian Bar Association amendments, position, 41:23-4
- Position, 41:6-26
- Recommendations, 41:7, 9, 23-4
- Detroit group, Bill C-55, comments, 69:19-20
- Group 19 (Local Chapter)
- Background information, 52:19, 25-6
- Bill C-55
- Position, 52:19, 21-7
- Recommendations, 52:21, 23
- Mandate, 41:6, 8, 17-8, 23-4

Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of British Columbia (AMSSA)

- Bill C-55
- Position, 56:81-3, 85-7
- Recommendations, 56:83-5
- Information de base, 56:80

Afghanistan

- Réfugiés
- Etats-Unis, 60:36-7, 40
- Femmes, 55:79
- Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, politique, 27:8
- Inde, 54:22
- Iran, 54:22
- Pakistan, 38:37; 39:11-2; 52:14; 53:45; 54:21-2; 56:10; 62:26
- Statut de réfugié, requérants, 27:42; 54:21
- Turquie, 55:10
- Visas de visiteur, 27:23
- Voir aussi
- Réfugiés

Afrique du Sud

- Réfugiés, 60:37; 62:21; 69:10
- Morts, 55:72
- Voir aussi
- Réfugiés

Agnew, M. Edward A., commissaire aux finances, Cité de Windsor

- Bill S-11, 23:11, 13

Agrawal, Mme Karuna, Vancouver Society on Immigrant Women; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants

- Bill C-55, 55:68-71

Ahmadyar, M. Nabi, Afghan Freedom Society of Edmonton; Section d'Edmonton, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy

- Bill C-55, 54:20-3
- Notes biographiques, 54:21

Alberta

- Réfugiés, programmes de réintégration et d'aide outre-mer, 53:25, 42-4; 54:48-9

Alberta, Fédération du travail

- Bill C-55, mémoire, 54:25, 33

Alberta Cultural Heritage Council

- Bill C-55
- Position, 54:66
- Recommendations, 54:66-9
- Information de base, 54:65

Alberta Native Women's Association

- Abus sexuels contre des enfants, enquête, 16:7-8, 10-1
- Bill C-15, teneur, position, 16:7-10, 14-5
- Information de base, 16:6-7, 10

Alice's Adventures in Wonderland, M. Lewis Carroll

- Références, 29:11; 96:16

Anderson, John, Director of Ambulatory Services, Izaak Walton Killam Hospital for Children, and Associate Professor, Department of Pediatrics, Dalhousie University
 Bill C-15, subject-matter
 Discussion, 7:11-2, 15-20, 24-5
 Statement, 7:9-10
 Biographical notes, 7:9

Anderson Bus & Tour
 Letter concerning Bill C-55, 66A:1

Andre, Hon. Harvie, Minister of Consumer and Corporate Affairs
 Bill C-82
 Discussion, 97:12-26
 Statement, 97:11-2

Angus, William H., Professor, Osgoode Hall School of Law
 Bill C-55
 Brief, 66:7-14
 Discussion, 66:23-6
 Position, 32:29; 62:27; 66:7-14, 24-5
 Recommendations, 66:7-14
 Statement, 66:7-14
 Bill C-84
 Article, with Professor Hathaway, in *Globe and Mail*, August 25, 1987, reference, 32:5
 Discussion, 32:18-24, 29
 Position, 32:6-11, 18-24, 29
 Recommendations, 32:10-1, 19-20, 24
 Statement, 32:5-11
 Bill C-84, motion... and Message..., 66:6-7

Archambault Report
See
Sentencing Reform: A Canadian Approach. Report of the Canadian Sentencing Commission

Argentina
 Refugees
 Claimants, 50:12
 "Disappeared", 55:72
See also
 Refugees

Asselin, Hon. Martial, Senator (Stadacona)
 Bill C-84, 38:23-5

Association of Airline Representatives in Canada
 Background information, 58:5, 13
 Bill C-55
 Position, 58:5-10, 21-2
 Recommendations, 58:6-7, 9-10, 21

Atwal v. Canada ([1987] 2 FC 309), 28:13-4, 27-8, 34; 30:7-8

Audcent, Mark, Assistant Law Clerk and Parliamentary Counsel to the Senate
 Bill S-10, 22:34-5

Auditor General of Canada
 Annual report 1982, references, 56:64, 97

Aliments et drogues, Loi, Code criminel, et Loi sur les stupéfiants, Loi modifiant
Voir
 Bill C-61

Allemagne, République fédérale
 Réfugiés
 Réfugiés d'autres pays, 27:42-3; 29:33-6; 31:12; 38:24-5; 41:20-1; 44:20; 46:12, 14, 18-9; 49:16; 54:37; 55:18-9; 71:16-7
 Statut de réfugié, requérants, 27:43; 29:33-6; 31:12; 38:24-5; 44:20; 46:12, 14, 18-9; 54:37; 55:18-9; 71:16-7
Voir aussi
 Réfugiés

Allende, M. Mario, superviseur, Immigration and Settlement Program, Catholic Services; Section d'Edmonton, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy
 Bill C-55, 54:14-7
 Notes biographiques, 54:14, 16-7

Alliance, Compagnie mutuelle d'Assurance-vie
 Industrielle, Compagnie d'Assurance sur la Vie, fusion avec, 1:11, 13, 14-7
 Actionnaires, assemblées générales extraordinaires, 1:9, 10-1, 13, 15, 16
 Information de base, 1:11, 13-4, 15, 17
Voir aussi
 Bill S-3

Alliance mutuelle-vie
Voir
 Alliance, Compagnie mutuelle d'Assurance-vie

Alliance Nationale, 1945, Loi modifiant et abrogeant la Loi refondue
Voir
 Bill S-3

Alvero-Rautert c. Canada (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration) ([1988] 3 CF 163), 60:23-4

American Bar Association
Guidelines for the Fair Treatment of Child Witnesses in Cases Where Child Abuse is Alleged, 8:6-7, 9-13, 20-1
 Information de base, 8:6
Voir aussi
 National Legal Resource Center for Child Advocacy and Protection, Washington (D.C.)

Amnistie Internationale
 Bill C-55
 Mémoire, 69:24, 26
 Position, 69:20-34
 Recommendations, 69:21, 23-4, 26, 30, 32
 Bill C-84
 Association du Barreau canadien, amendements, position, 41:23-4
 Mémoire, 41:6, 9
 Position, 41:6-26
 Recommendations, 41:7, 9, 23-4
 Detroit, groupe, Bill C-55, commentaires, 69:19-20
 Groupe 19 (section locale)
 Bill C-55
 Position, 52:19, 21-7
 Recommendations, 52:21, 23
 Information de base, 52:19, 25-6
 Mandat, 41:6, 8, 17-8, 23-4

- Augenfeld, Rivka, President, Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, Montreal Coalition**
 Bill C-55
 Discussion, **68:12**, 16-7, 20-1
 Statement, **68:5-7**
 Bill C-84
 Discussion, **38:14**, 17, 19-24, 27-8, 30-43
 Statement, **38:5**
- Aujla, Manjit, Member of the Board, Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of British Columbia**
 Bill C-55
 Discussion, **56:85-7**
 Statement, **56:79-84**
 Biographical notes, **56:80**
- Austria**
 Refugees from other countries, **27:8**; **40:11**, 22
See also
 Refugees
- AutoClub & Travel Agency**
 Letter concerning Bill C-55, **66A:4**
- Avison, N.H., Senior Criminal Justice Policy Co-ordinator, Policy, Programs and Research Branch, Department of Justice**
 Bill C-15, subject-matter
 Discussion, **2:17-20**, 22-3, 25, 27-8; **22:14-5**, 29-32
 Statement, **2:8-9**
 Biographical notes, **2:8**
- Aylward, Daniel, General Manager, Boblo Island Amusement Park**
 Bill C-55
 Discussion, **66:32-42**, 44, 46-8
 Statement, **66:28-30**
- Badgley Committee**
See
 Committee on Sexual Offences Against Children and Youths
- Badiani, Fiorella, Office of the United Nations High Commissioner for Refugees**
 Bill C-55
 Discussion, **51:9**, 11-3, 16
 Statement, **51:5-7**
 Bill C-84
 Discussion, **34:6**, 9, 12-4
 Statement, **34:5-6**
- Bala, Nick, Professor of Law, Queen's University; Member of the Board of Directors, Canadian Council on Children and Youth**
 Bill C-15, subject-matter
 Discussion, **4:7**, 20-9, 31, 33-7
 Statement, **4:7-20**
 Biographical notes, **4:6**
- Ballantyne, Hon. Michael, Minister of Justice, Government of the Northwest Territories**
 Bill C-15, subject-matter
 Discussion, **5:12-25**
 Statement, **5:6-11**
- Anderson, M. John, directeur des services ambulatoires, Hôpital pour enfants Izaak Walton Killam et professeur associé, Département de pédiatrie, Université Dalhousie**
 Bill C-15, teneur
 Discussion, **7:11-2**, 15-20, 24-5
 Exposé, **7:9-10**
 Notes biographiques, **7:9**
- Anderson Bus & Tour**
 Lettre au sujet du projet de loi C-55, **66A:1**
- Andre, honorable Harvie, ministre de la Consommation et des Corporations**
 Bill C-82
 Discussion, **97:12-26**
 Exposé, **97:11-2**
- Angus, M. William H., professeur, Osgoode Hall School of Law**
 Bill C-55
 Discussion, **66:23-6**
 Exposé, **66:7-14**
 Mémoire, **66:7-14**
 Position, **32:29**; **62:27**; **66:7-14**, 24-5
 Recommandations, **66:7-14**
 Bill C-84
 Article, avec le professeur Hathaway, dans le *Globe and Mail*, le 25 août, 1987, référence, **32:5**
 Discussion, **32:18-24**, 29
 Exposé, **32:5-11**
 Position vis-a-vis, **32:6-11**, 18-24, 29
 Recommandations, **32:10-1**, 19-20, 24
 Bill C-84, motion..., **66:6-7**
- Archambault, Rapport**
Voir
Réformer la sentence: une approche canadienne. Rapport de la Commission canadienne sur la détermination de la peine
- Archives nationales du Canada**
 Acquisitions
 Documents gouvernementaux, **10:6**, 9-10, 12-5, 19-22, 26
 Documents privés, **10:6**, 14-5, 23-5
 Budget, **10:16**
 Comité consultatif, **10:8**, 10-2
 Constitution, nom, **10:7**
 Documents
 Accès, **10:22**
 Catalogage, procédure, **10:21-2**
 Conservation, **10:26**
 Documents relatifs à la sécurité, **10:8**, 20-1
 Duplication, technologies, coûts, **10:15-7**
 Elimination et aliénation, **10:7-8**, 19-20
 Gestion, **10:6-7**
 Ministres ou premiers ministres, **10:12-4**, 19-22
 Sociétés de la Couronne, **10:9-10**, 14-5
 Dons et legs reçus, **10:17-9**, 22-5
 Employés, **10:14-6**
 Enregistrements, frais de confection de la copie, **10:8**
 Installations, **10:14-7**, 22
 Ressources, **10:10**, 14
 Rôle, **10:6-7**, 15, 17
- Archives nationales du Canada, Loi**
Voir
 Bill C-7

Baril, Micheline, President, Plaidoyer Victimes (Quebec)

Bill C-89
Discussion, **82:7-13**
Statement, **82:5-7**
Biographical notes, **82:5**

Barony, Roger, Latin American Worker, MOSAIC

Bill C-55, **55:15-6**

Barootes, Hon. Efstathios William, Senator (Regina-Qu'Appelle)

Bill C-15, subject-matter, **3:27-8**

Barsallo, Alicia, Member, Canadian Hispanic Congress, Member, Committee for Defence of Human Rights in Peru; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants

Bill C-55
Discussion, **55:87-8**
Statement, **55:71-3**
Biographical notes, **55:68, 71, 85-6**

Barton, Bill, Member, Refugee Status Advisory Committee

Bill C-55
Discussion, **51:29-31**
Statement, **51:26-8**
Biographical notes, **51:18, 26-7**

Beatty, David, Professor, University of Toronto

Bill C-55
Discussion, **59:19-33**
Position, **59:5-17, 19-27, 29-30, 33**
Statement, **59:5-19**
Bill C-84
Discussion, **33:15-6, 29-30, 33-7, 39, 41-2**
Position, **33:6-9, 15-6, 29-30, 33-7, 39; 41A:1-2**
Statement, **33:5-9**
Bill C-84, motion... and Message...
Discussion, **59:19-33**
Position, **59:5, 7, 17-9, 22, 27-9, 31-3**
Statement, **59:5-19**

Belgium

Refugees from other countries, **29:33-4; 46:14, 18-9; 48:17; 74:10**
See also
Refugees

Bélisle, Hon. Rhéal, Senator (Sudbury)

Bill S-7
Canada
Corporation sole
Financial situation
Audit, **75:22**
Disclosure, **75:15**
Request, reasons, **63:16**
Historical background, **63:16**
Property, **75:22**
Regional Vicar for Canada, nationality, **73:21-2**
Definition, **73:25**
Historical background, **63:16**
Personal prelature and regional vicar, comparison with diocese and bishop, **75:17, 19**
Procedure, **73:14, 28**
Purpose, reasons, **75:20-1**

Bélisle, Paul, Clerk of the Committee

Bill C-15, subject-matter, **4:7**

Archives publiques du Canada

Nom, changement, **10:7**
Rôle, **10:6-7**
Voir aussi
Archives nationales du Canada

Argentine

Réfugiés
«Disparus», **55:72**
Statut de réfugié, requérants, **50:12**
Voir aussi
Réfugiés

Asselin, honorable Martial, sénateur (Stadacona)

Bill C-84, **38:23-5**

Association canadienne des libertés civiles

Bill C-84
Position, **35:5-13, 15-27**
Recommandations, **35:6-11, 16-20, 23**

Association des conjoints des parlementaires

Bill C-15, teneur, position, **14:6-11**
Information de base, **14:5-6**

Association des droits de la personne de Terre-Neuve-Labrador

Bill C-55
Mémoire, **64:9**
Position, **64:9-12, 16-23**
Recommandations, **64:10-2, 20**

Association des procureurs de la défense d'Ottawa

Bill C-15, position, **78:11-2**
Bill C-89
Position, **78:5-38**
Recommandations, **78:35**

Association d'immigration du Canada

Témoignage, **59:33-4**

Association du Barreau canadien

Bill C-15, teneur, position, **5:27-47**
Bill C-53, position, **43:19-22, 26-7**
Bill C-55, résolutions, **28:10; 53:7; 60:22**
Comité spécial sur les lobbyistes
Bill C-82

Mémoire, **92:6, 9, 13-5, 20, 22**
Position, **90:11, 19; 92:5-26**

Information de base, **5:26-7**

Mémoires, processus d'approbation, **72:7, 27-8**

Section du droit administratif

Bill C-55
Mémoire, **72:7-11, 21, 28-9**
Position, **72:7-29**
Recommandations, **72:12, 27**

Section du droit de l'immigration

Bill C-55
Mémoires, **53:6-7, 11, 13, 22; 60:28**
Position, **28:11, 37-9, 47; 53:5-12; 60:21-45**
Recommandations, **53:7, 9, 11-6, 18-24; 60:31-3, 41-5**
Bill C-84

Amendements, propositions, **28:11-51; 41A:2-8**
Comité, recommandations, position, **53:5**
Position, **28:5-10**
Résolutions, **28:10**

Bélisle, Paul, Clerk of the Committee—Cont'd

- Bill C-45, subject-matter, 15:14; 16:5-6
- Bill C-55, 68:5-6
- Bill C-82, 99:15-6
- Bill C-84, 28:5
- Bill S-7, 75:27
- French Constitutional Drafting Committee, First Report tabled in the Senate on the 17th December, 1986, 98:7-9; 99:15
- Organization meeting, 1:7-8, 10

Bellemare, Daniel A., General Counsel, Criminal Law Policy, Criminal and Family Law Policy Directorate, Policy, Programs and Research Branch, Department of Justice

- Bill C-58
 - Discussion, 88:23-5, 26-7; 89:18-9
 - Statement, 88:21-3

Berdichwski, Bernardo, Canadian Jewish Congress and Canadian Hispanic Congress; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants

- Bill C-55, 55:80-4
- Biographical notes, 55:68-9, 80-1

Bernier, François-R., Counsel for the Standing Joint Committee on Regulations and other Statutory Instruments, Research Branch, Library of Parliament

- Revised Statutes of Canada, 1985, draft, 20:7

Beveridge, Rhonda, Red Deer Coalition for Refugees

- Bill C-55
 - Discussion, 54:63-5
 - Statement, 54:60-2

Bill C-7 — National Archives of Canada Act

- Amendments, House of Commons Legislative Committee
 - Clause 3(1) — Establishment, 10:7
 - Clause 5(1) — Destruction and disposal, 10:7-8
 - Clause 5(6) — Exception, 10:8
 - Clause 6(1)(b), 10:8
 - Clause 6(4) — Records containing certain confidential information, 10:8
 - Clause 8(3) — Payment for copy, 10:8
 - Clause 9(1) — Establishment, 10:8
- Discussion
 - Clause 2 — Definitions, 10:9-10
 - Clause 4 — Objects and functions, 10:18
 - Clause 4(2) — Powers of Archivist, 10:19
 - Clause 9 — Advisory Board, 10:10-2
 - Clause 10 — Account, 10:17-8
 - Clause 10(2) — Use of funds, 10:18
- Historical background, 10:6-9
- Purpose, 10:7-9
- Report to Senate, without amendment, 10:4-5, 26

Bill C-10 (1st Session, 32nd Parliament)

- See*
 - Canada Non-Profit Corporations Bill

Bill C-15 — Act to amend the Criminal Code and the Canada Evidence Act, subject-matter

- Amendments, House of Commons, 9:15, 19-21; 11:18, 23; 22:8-10; 24:6-7
- Comparison
 - Bill C-89, 76:17-8; 78:10-2; 79:16; 84:7, 16; 85:23
 - Bill C-113 (1st session, 33rd Parliament), 2:9

Association du Barreau canadien—Suite

- Section du droit de l'immigration—Suite
 - Bill C-84, motion... et message...
 - Position, 60:5-22
 - Recommandations, 60:8, 13, 15-6, 19-20
- Colombie-Britannique, Chapitre
 - Bill C-55
 - Mémoire, 55:19-20, 22-4, 26-7, 29, 44-5
 - Position, 55:20-4, 38-46
 - Recommandations, 55:24-38, 44-5
- Section nationale du droit pénal
 - Bill C-61
 - Mémoire, 87:45
 - Position, 87:33-52

Association du transport aérien du Canada

- Bill C-84
 - Position, 36:5-6, 16-7, 25-6
 - Recommandations, 36:6
- Information de base, 36:5-6

Association du transport aérien international (IATA)

- Bill C-84, position, 36:7-10, 15-22
- Groupe de travail concernant les passagers inadmissibles, 36:6-7, 21, 23-6
- Information de base, 36:7

Association nationale des victimes d'actes criminels

- Information de base, 82:15, 19, 23-4

Association of Airline Representatives in Canada

- Bill C-55
 - Position, 58:5-10, 21-2
 - Recommandations, 58:6-7, 9-10, 21
- Information de base, 58:5, 13

Atwal c. Canada ([1987] 2 CF 309), 28:13-4, 27-8, 34; 30:7-8**Audcent, M. Mark, légiste et conseiller parlementaire adjoint du Sénat**

- Bill S-10, 22:34-5

Augenfeld, Mme Rivka, présidente, Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, Coalition de Montréal

- Bill C-55
 - Discussion, 68:12, 16-7, 20-1
 - Exposé, 68:5-7
- Bill C-84
 - Discussion, 38:14, 17, 19-24, 27-8, 30-43
 - Exposé, 38:5

Aujla, Mme Manjit, membre du conseil d'administration, Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of British Columbia

- Bill C-55
 - Discussion, 56:85-7
 - Exposé, 56:79-84
- Notes biographiques, 56:80

Autochtones

- Indiens
 - Autonomie politique, 81:12-3
 - Droits, 81:12-3, 16
 - Revendications territoriales, Colombie-Britannique, 81:13, 16

Bill C-15 — Act to amend the Criminal Code and the Canada Evidence Act, subject-matter—*Cont'd*

Comparison—*Cont'd*

United States, legal reforms, 8:6-11

Discussion

Clause 1, 2:5, 14-5, 17-9

Clause 2, 2:6; 4:19-20

Clause 6, 8:7

Clause 7(2), 2:19

Clause 8, 5:29-30, 42; 8:7; 19:15-6

Clause 9, 5:30-1, 42; 8:7-8

Clause 11, 5:14; 7:24

Clause 13, 2:6; 4:11; 5:13, 21, 33-5, 43; 7:18; 9:7; 19:13-4

Clause 14, 9:7

Clause 15, 2:6-7, 24-6; 4:10; 9:7, 15

Clause 17, 2:28; 4:9, 28-30; 5:9

Drafting

Clause 15, 2:27-8

Clause 17, 9:21

Historical background, 2:8-9; 4:6-7, 29-30

Purpose, overview, 2:5-7; 9:18-9; 14:6-7

Ramifications, 22:18-20

Report to Senate, without amendment, 24:5, 6-17

Review after four years, 22:12, 30; 24:10

Scope, 2:9-10, 13, 14-7; 8:10-1; 14:13-4, 22-4

Study, Legislative Committee of the House of Commons, references, 19:25-6

See also

Children — Sexual abuse

Bill C-28 — Act to amend the Criminal Code (torture)

Coming into force, 20:21

Definitions

“Official”, 20:9-10, 12-3, 19-20

“Torture”, 20:13-20, 22

Discussion

Clause 2, 20:9, 13, 22

Clause 3 — Coming into force, 20:21

Historical background, 20:8-9

Purpose, 20:9-10, 20-1

Report to Senate, without amendment, 20:5, 6, 23

Retroactivity/retrospectivity, 20:11-3

Scope, 20:9-20

United Nations Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, comparison, 20:9, 13-8

Bill C-45 — Northern Canada Power Commission Yukon Assets Disposal Authorization Act, subject-matter

Historical background, 15:6-7

Purpose, 15:6-7; 17:23-4

Ramifications, 15:8; 17:23-5

Report to Senate, without amendment, 17:4-5, 25-6

Study, procedure, 15:14; 16:5-6; 17:25

Bill C-53 — Act to amend the Supreme Court Act and to amend various other Acts in consequence thereof

Discussion

Clause 1 — Delivery of judgment, 43:18

Clause 4 — Applications for leave to appeal, 43:19-20

Clause 13, 43:17-8

Historical background, 43:17, 19-20

Purpose, 43:17, 20

Report to Senate, without amendment, 43:5, 27; 47:6

Autochtones—*Suite*

Indiens—*Suite*

Terres de réserve

Biens d'un Indien, saisie, 81:12

Taxation, pouvoir, statuts administratifs, 81:7-17

Droits obtenus par traité, effets, 81:15, 18

Terres cédées

Comparaison, 81:7, 9

Définition, 81:9-11, 16-7

Terres désignées

Définition, 81:9-11

Droits découlant d'un bail, hypothèques, 81:12

Inclusion, 81:9

Voir aussi

Bande indienne de Kamloops

AutoClub & Travel Agency

Lettre au sujet du projet de loi C-55, 66A:4

Autriche

Réfugiés d'autres pays, 27:8; 40:11, 22

Voir aussi

Réfugiés

Avison, M. N.H., coordonateur principal de la politique en matière de justice pénale, Direction de la politique, des programmes et de la recherche, ministère de la Justice

Bill C-15, teneur

Discussion, 2:17-20, 22-3, 25, 27-8; 22:14-5, 29-32

Exposé, 2:8-9

Notes biographiques, 2:8

Aylward, M. Daniel, directeur général, Boblo Island Amusement Park

Bill C-55

Discussion, 66:32-42, 44, 46-8

Exposé, 66:28-30

Badgley, Comité

Voir

Comité sur les infractions sexuelles à l'égard des enfants et des jeunes

Badiani, Mme Fiorella, Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés

Bill C-55

Discussion, 51:9, 11-3, 16

Exposé, 51:5-7

Bill C-84

Discussion, 34:6, 9, 12-4

Exposé, 34:5-6

Bala, M. Nick, professeur de droit, Université Queen's; membre du conseil d'administration, Conseil canadien de l'enfant et de la jeunesse

Bill C-15, teneur

Discussion, 4:7, 20-9, 31, 33-7

Exposé, 4:7-20

Notes biographiques, 4:6

Ballantyne, honorable Michael, ministre de la Justice, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Bill C-15, teneur

Discussion, 5:12-25

Exposé, 5:6-11

Bill C-55 — Act to amend the Immigration Act, 1976 and to amend other Acts in consequence thereof

The numbers between square brackets refer to the amendment numbers

Amendments

Committee proposals

- Clause 9 [1], 74:19, 28
- Clause 14 [2,3,4,5], 74:19-20, 23-30
- Clause 16 [6], 74:20, 28
- Clause 18 [7,8], 74:21, 26-7, 30
- Clause 19 [9,10], 74:21-2, 28-9
- Clause 29 [11], 74:22, 26-7
- Clause 38 [12], 74:22

House of Commons, 49:7-8; 50:23; 66:15-6, 18-9; 71:11, 15

Issues and options, document, 71:8-9, 21-2, 24-5

Constitutionality — conformity with Canadian Charter of Rights and Freedoms

Section 1 — Rights and freedoms in Canada, 53:32; 60:17, 19, 38; 69:18; 72:12

Section 7 — Life, liberty and security of person, 50:6, 15-6, 21, 26; 51:19, 22; 52:29, 37; 53:8; 54:19, 25, 61, 66; 55:26, 31; 56:28, 30, 43; 59:18-9, 22-5, 29-30; 60:10-1, 29, 36-7, 39; 64:10; 66:9, 12; 67:7, 25; 68:42, 48; 69:8-9, 11, 13-5, 23-4, 33; 71:12; 72:11-2

Section 9 — Detention or imprisonment, 68:46, 48

Section 10 — Arrest or detention, 68:46, 48

Section 11 — Proceedings in criminal and penal matters, 54:60

Section 12 — Treatment or punishment, 54:19

Section 15 — Equality rights, 52:29-30, 37; 53:33; 54:61, 66; 56:30; 59:22; 60:11, 23, 38-9; 64:10; 69:12-5; 72:11-2

Section 24 — Enforcement, 54:62; 65:6; 66:11

Section 27 — Multicultural heritage, 54:66

Section 33 — Exception where express declaration, 33:13; 59:15-6, 20

Discussion

Clause 3, 50:21; 62:11-2; 66:7-8

Clause 9, 62:8; 66:9

Clause 10, 66:9

Clause 14, 55:8, 13; 64:12-4; 66:9

Clause 15, 66:9

Clause 16, 66:9-10

Clause 17, 66:9-10

Clause 18, 64:16; 66:10-2

Clause 19, 60:22; 64:16; 66:11-4

Clause 38, 67:9, 12-4, 22, 24

Clause 38(1) — Members cease to hold office, 72:12

Clause 38(4) — Fees, 72:12

Clause 38(6) — Superannuation, 72:22-3

Clause 38(7) — No right to compensation, 56:43; 67:7-9, 24; 72:12, 17

Clause 39 — Transfer of premises, supplies and staff, 72:22-3

Drafting, 52:31-2; 55:50; 66:24; 68:32

Historical background, 49:6-9; 50:5-8, 11, 20-2; 55:69; 56:40, 55, 62-3; 60:21-2; 64:6

Purpose, 26:7, 9-10; 27:41-2; 34:17; 38:43; 42:8-9, 14; 49:6-7, 9-10; 50:17, 35; 51:17, 22; 52:15-6, 30, 34, 39, 55, 57-8, 61, 66-7, 82; 53:6, 12, 32-3, 36, 46-7; 54:9, 19-20, 23, 28, 59, 64, 66, 68; 55:8, 43-6, 55, 58-60, 65, 70, 81-2; 56:21, 33, 42, 46, 53, 56, 58, 60, 62-4, 76, 81, 88-90, 94; 59:6, 13; 60:27; 62:6, 20-1, 24-5, 34; 64:6-8; 66:15; 67:7, 13; 68:14, 26; 71:8-9, 11-2; 72:21; 74:23

Regulations, 49:19, 30; 52:76-8; 66:9, 24-5

Report to Senate, with amendments and observations, 74:4, 17-39

Study, delays, 49:8, 10, 19-21, 23; 71:8, 10, 25; 87:31

See also

Refugees

Bande indienne de Kamloops

Services, ententes, coût à la Bande, 81:6, 17

Terres de réserve

Cessions, 81:6, 9-10, 16-7

Taxation

Intérêts non-Indiens ou sociétés, 81:8, 11, 14

Membres, 81:8, 11, 14

Pouvoir, statuts administratifs, 81:7, 13-7

Taxes versées à la Colombie-Britannique, 81:6, 8, 16-7

Voir aussi

Bill C-115

Colombie-Britannique

Banque royale du Canada, Attorney General of British Columbia c. (1937) SCR 459, 22:34-5

Baril, Mme Micheline, présidente, Plaidoyer Victimes (Québec)

Bill C-89

Discussion, 82:7-13

Exposé, 82:5-7

Notes biographiques, 82:5

Barony, M. Roger, spécialiste des questions sud-américaines, MOSAIC

Bill C-55, 55:15-6

Barootes, honorable Efstathios William, sénateur (Regina-Qu'Appelle)

Bill C-15, teneur, 3:27-8

Barreau du Québec

Bill C-15, teneur

Position, 9:5-8, 15, 18

Recommandations, 9:6-8

Barsallo, Mme Alicia, membre, Canadian Hispanic Congress, membre, Comité pour la défense des droits de la personne au Pérou; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants

Bill C-55

Discussion, 55:87-8

Exposé, 55:71-3

Notes biographiques, 55:68, 71, 85-6

Barton, M. Bill, membre, Comité consultatif du statut de réfugié

Bill C-55

Discussion, 51:29-31

Exposé, 51:26-8

Notes biographiques, 51:18, 26-7

Beatty, M. David, professeur, Université de Toronto

Bill C-55

Discussion, 59:19-33

Exposé, 59:5-19

Position 59:5-17, 19-27, 29-30, 33

Bill C-84

Discussion, 33:15-6, 29-30, 33-7, 39, 41-2

Exposé, 33:5-9

Position, 33:6-9, 15-6, 29-30, 33-7, 39; 41A:1-2

Bill C-84, motion... et message...

Discussion, 59:19-33

Exposé, 59:5-19

Position, 59:5, 7, 17-9, 22, 27-9, 31-3

Bill C-55 — Act to amend the Immigration Act, 1976 and to amend other Acts in consequence thereof, motion of the Honourable Senator Nurgitz, dated June 28, 1988 relating to certain amendments to

The numbers between square brackets refer to the amendment numbers

Amendments

Committee proposals

- Clause 9 [1], 89:6
- Clause 14 [2,3,4,5], 87:17-8; 89:6
- Clause 16 [6], 89:6
- Clause 18 [7,8], 89:6
- Clause 19 [9,10], 89:6
- Clause 29 [11], 89:6
- Clause 32, 89:6
- Clause 38 [12], 89:6

House of Commons

- Clause 9 [1], 87:10-1
- Clause 14 [2,3,4,5], 87:10-3, 17
- Clause 16 [6], 87:10-1
- Clause 18 [7,8], 87:10-1, 13
- Clause 19 [9,10], 87:10-2
- Clause 29 [11], 87:11-4
- Clause 32, 87:14
- Clause 38 [12], 87:10-1

Minister of Employment and Immigration

- Clause 14 [3], 87:7-8, 17-32; 89:6-8

Report to Senate, without amendment, 87:5-6, 52-3; 89:6-8

Bill C-58 — Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act

Discussion

- Clause 2(2) — Criteria, 89:13, 23
- Clause 3, 88:24; 89:17, 24
- Clause 3(1) — Inconsistency of Acts, 89:16-7, 19
- Clause 3(2) — Preservation of informal arrangements, 89:17, 19
- Clause 6 — Administrative arrangements, 88:18
- Clause 7(1) — Functions of Minister, 89:15
- Clause 12(1) — Issuance, 89:18-9

Historical background, 86:20-1; 88:7

Purpose, 86:19-21, 25-6; 88:5-9, 12-8, 21, 23-5; 89:12-6, 19

Report to Senate, without amendment but with observations, 89:4-5, 10

Scope

- Constitutional guarantees, 88:24, 26; 89:14-6, 18, 24
- Paramountcy, inconsistency with other Canadian acts, 88:24; 89:16-8

See also

Justice — International co-operation, mutual legal assistance

Bill C-61 — Act to amend the Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act

Amendments

House of Commons, 91:6

Proposals, 87:38

Bill C-19 (2nd Session, 32nd Parliament), comparison, 86:5-8

Constitutionality, 87:33-8, 42, 52; 90:22, 27, 31-5, 43, 48; 91:8, 18-9; 95:22-3, 28-9, 31; 97:6-7

Drafting, 90:24, 47

Historical background, 86:5-7

Purpose, 86:6-7, 12-3; 87:33, 52; 90:22-3; 91:5-6, 16-8, 21; 95:18-20, 22-6, 33; 97:6

Report to Senate, without amendment but with observations, 97:4, 6-8

Retroactivity/retrospectivity, 86:18-9

See also

Crime — Proceeds of crime

Belgique

Réfugiés d'autres pays, 29:33-4; 46:14, 18-9; 48:17; 74:46

Voir aussi

Réfugiés

Bélisle, M. Paul, greffier du Comité

Bill C-15, teneur, 4:7

Bill C-45, teneur, 15:14; 16:5-6

Bill C-55, 68:5-6

Bill C-82, 99:15-6

Bill C-84, 28:5

Bill S-7, 75:27

Comité de rédaction constitutionnelle française, premier rapport déposé au Sénat le 17 décembre 1986, 98:7-9; 99:15

Séance d'organisation, 1:7-8, 10

Bélisle, honorable Rhéal, sénateur (Sudbury)

Bill S-7

But, raisons, 75:20-1

Canada

Biens, 75:22

Corporation simple

Demande, raisons, 63:16

Situation financière

Divulgarion, 75:15

Vérification, 75:22

Historique, 63:16

Vicaire régional pour le Canada, nationalité, 73:21-2

Définition, 73:25

Historique, 63:16

Prélature personnelle et vicaire régional, comparaison avec diocèse et évêque, 75:17, 19

Procédure, 73:14, 28

Bellemare, M. Daniel A., avocat général en matière de droit pénal, Sous-direction de la politique en matière de droit pénal et familial, Direction de la politique, des programmes et de la recherche, ministère de la Justice

Bill C-58

Discussion, 88:23-5, 26-7; 89:18-9

Exposé, 88:21-3

Berdichwski, M. Bernardo, Congrès juif canadien et Canadian Hispanic Congress; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants

Bill C-55, 55:80-4

Notes biographiques, 55:68-9, 80-1

Bernier, M. François-R., conseiller du Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, Service de recherches, Bibliothèque du Parlement

Lois révisées du Canada (1985), projet, 20:7

Beveridge, Mme Rhonda, Red Deer Coalition for Refugees

Bill C-55

Discussion, 54:63-5

Exposé, 54:60-2

Bibliothèque du Parlement

Bibliothécaire parlementaire, lettres concernant le projet des Lois révisées du Canada (1985), références, 18:5-6; 20:7-8

Biens en désérence, Loi

Références, 22:34-5

Bill C-71 — Act to amend the Criminal Code, the Immigration Act, 1976 and the Citizenship Act

- Amendments, proposals, **25:12-3**
- Discussion, clause 1, **25:7, 9-11**
- Drafting
 - Canadian Charter of Rights and Freedoms, conformity, **25:6, 13**
 - Evaluation, **25:15**
- Historical background, **25:5, 7-8**
- Report to Senate, without amendment, **25:4, 16**
- Retroactivity, **25:6, 8-9, 13**
- Scope, **25:6-11, 13-4**
- See also
 - War criminals

Bill C-82 — Lobbyists Registration Act

- Amendments, House of Commons, **92:5, 15-6, 19**
- Coming into force, **90:8, 10**
- Constitutionality, **92:29-30**
- Definitions
 - “Public office holder”, **90:5; 92:6-7, 14-7, 20-1, 28, 31-4; 93:5; 97:14**
 - “Subsidiary corporation”, **90:6**
- Discussion
 - Clause 2(1) — Definitions, **93:5**
 - Clause 3 — Binding on Her Majesty, **90:6; 92:31**
 - Clause 4(1) — Restriction on application, **90:6-7; 92:31**
 - Clause 4(2) — Idem, **90:6; 92:16; 93:18**
 - Clause 5, **90:7; 92:11; 97:17**
 - Clause 5(1) — Professional lobbyists, **90:7, 17-8; 92:14, 18-9, 34; 93:5-7, 9, 12; 97:17**
 - Clause 5(2) — Return, **90:7; 93:5-6; 97:10**
 - Clause 5(3) — New information, **93:6**
 - Clause 6(1) — Other lobbyists, **90:7; 92:18, 34; 93:5-7**
 - Clause 7 — Certification, **90:7**
 - Clause 8 — Registrar, **90:7**
 - Clause 11, **90:8**
 - Clause 12 — Regulations, **90:8**
 - Clause 13 — Offences, **90:8**
 - Clause 14 — Review by Parliament, **90:8**
 - Clause 15 — Coming into force, **90:8**
 - Preamble, **90:5, 19-20; 93:13; 95:9; 97:25**
 - Short title, **90:5**
- Drafting, **92:6, 15-6, 28; 97:10**
- Historical background, **90:5; 97:11, 25**
- Purpose, **90:16, 19-21; 92:7-10, 23-4, 32, 35, 38; 93:11, 13-5, 18; 95:12; 97:7, 11-2, 16, 22-5**
- Regulations, **90:8, 14-6; 95:13; 97:12, 16, 21**
- Report to Senate, without amendment but with comments, **97:9-10**
- Review after three years, **90:8; 92:16, 21; 97:10, 12, 21**

Bill C-84 — Act to amend the Immigration Act, 1976 and the Criminal Code in consequence thereof

The numbers between square brackets refer to the amendment numbers

- Amendments
 - Canadian Bar Association proposals, **28:11-51; 41A:2-8**
- Committee proposals
 - Clause 1 [1], **48:6, 14, 22; 59:19**
 - Clause 4(1) [2,3], **48:6-7, 15-6**
 - Clause 5(1) [4], **48:7, 18; 59:17-8**
 - Clause 8 [5], **48:7-8, 20; 59:18**
 - Clause 9 [6,7], **48:8-9, 21-2; 59:18-9**
 - Clause 11 [8,9,10,11,12], **48:9-10, 23-4**
 - Clause 12 [13], **48:10-1, 27**
 - Overview, **53:5; 54:6; 55:14, 87-8; 59:17**

Bill C-7 — Loi sur les Archives nationales du Canada

- Amendements, Comité législatif de la Chambre des communes
 - Art. 3(1) — Constitution, **10:7**
 - Art. 5(1) — Elimination et aliénation, **10:7-8**
 - Art. 5(6) — Exception à l'élimination, **10:8**
 - Art. 6(1)(b), **10:8**
 - Art. 6(4) — Exception au transfert, **10:8**
 - Art. 8(3) — Frais, **10:8**
 - Art. 9(1) — Constitution, **10:8**
- But, **10:7-9**
- Discussion
 - Art. 2 — Définitions, **10:9-10**
 - Art. 4 — Mission, **10:18**
 - Art. 4(2) — Attributions de l'archiviste, **10:19**
 - Art. 9 — Comité consultatif, **10:10-2**
 - Art. 10 — Compte, **10:17-8**
 - Art. 10(2) — Utilisation, **10:18**
- Historique, **10:6-9**
- Rapport au Sénat, sans amendement, **10:4-5, 26**

Bill C-10 (1^{re} session, 32^e législature)

- Voir
 - Sociétés canadiennes à but non lucratif, Projet de loi

Bill C-15 — Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur la preuve au Canada, teneur

- Amendements, Chambre des communes, **9:15, 19-21; 11:18, 23; 22:8-10; 24:6-7**
- But, aperçu, **2:5-7; 9:18-9; 14:6-7**
- Comparaison
 - Bill C-89, **76:17-8; 78:10-2; 79:16; 84:7, 16; 85:23**
 - Bill C-113 (1^{re} session, 33^e législature), **2:9**
 - Etats-Unis, réformes juridiques, **8:6-11**
- Discussion
 - Art. 1, **2:5, 14-5, 17-9**
 - Art. 2, **2:6; 4:19-20**
 - Art. 6, **8:7**
 - Art. 7(2), **2:19**
 - Art. 8, **5:29-30, 42; 8:7; 19:15-6**
 - Art. 9, **5:30-1, 42; 8:7-8**
 - Art. 11, **5:14; 7:24**
 - Art. 13, **2:6; 4:11; 5:13, 21, 33-5, 43; 7:18; 9:7; 19:13-4**
 - Art. 14, **9:7**
 - Art. 15, **2:6-7, 24-6; 4:10; 9:7, 15**
 - Art. 17, **2:28; 4:9, 28-30; 5:9**
- Etude, Comité législatif de la Chambre des communes, références, **19:25-6**
- Examen après quatre ans, **22:12, 30; 24:10**
- Historique, **2:8-9; 4:6-7, 29-30**
- Portée, **2:9-10, 13, 14-7; 8:10-1; 14:13-4, 22-4**
- Ramifications, **22:18-20**
- Rapport au Sénat, sans amendement, **24:5, 6-17**
- Rédaction
 - Art. 15, **2:27-8**
 - Art. 17, **9:21**
- Voir aussi
 - Enfants — Abus sexuels

Bill C-28 — Loi modifiant le Code criminel (torture)

- But, **20:9-10, 20-1**
- Caractère rétroactif/caractère rétrospectif, **20:11-3**
- Définitions
 - «Fonctionnaire», **20:9-10, 12-3, 19-20**
 - «Torture», **20:13-20, 22**
- Discussion
 - Art. 2, **20:9, 13, 22**

Bill C-84 — Act to amend the Immigration Act, 1976 and the Criminal Code in consequence thereof—*Cont'd*

Amendments—Cont'd

House of Commons, 26:6-7, 15; 32:5, 11, 14, 26; 34:6-7; 39:12-4; 41:6

Constitutionality, conformity with Canadian Charter of Rights and Freedoms

Section 1 — Rights and freedoms in Canada, 26:19; 28:20, 23-4, 36; 30:8, 19; 32:8, 22; 33:21-5, 40-1; 48:25-6

Section 2 — Fundamental freedoms, 29:8; 33:7, 12

Section 7 — Life, liberty and security of person, 26:20; 28:36, 43; 29:8, 26-7; 30:8, 19; 32:8-9, 11, 21-2; 33:8-9, 11, 21-6, 28, 40-1; 35:8-9; 38:7; 41:7, 10, 14-6; 48:6-7, 10, 14-5, 17, 19, 25, 27

Section 8 — Search or seizure, 29:8; 30:6-8, 18, 23; 32:9, 11; 33:22; 48:9-10, 22-4, 37-8, 51-3

Section 9 — Detention or imprisonment, 26:20; 28:17-8, 36; 29:9; 30:8, 19; 32:10-1; 33:24-5; 42:8; 46:15; 48:7, 10, 15-6, 25, 27

Section 10 — Arrest or detention, 26:19-20; 28:17-8, 36; 29:9; 48:10, 25-7

Section 12 — Treatment or punishment, 29:9; 30:8, 19; 32:10-1; 41:10-1, 15-6; 48:17

Section 15 — Equality rights, 33:7-9, 12, 23, 25; 41:7

Definitions, refugee, 26:11

Discussion

Clause 1, 26:24; 28:11; 32:20; 33:8, 11; 38:6; 55:8

Clause 2, 28:11; 29:8, 29; 38:6

Clause 3, 44:6

Clause 4, 28:14-7; 29:8-11; 33:30; 38:6; 44:6

Clause 5, 26:14; 27:20; 28:14; 29:8; 31:15; 33:8-9; 34:6, 20-1; 37:5-6, 9-11, 20-1; 38:6-7, 36

Clause 8, 29:9, 13-4; 31:11-2; 32:13-5, 24-7; 33:23; 34:6; 37:5-6, 12, 23; 38:7, 36

Clause 9, 26:24; 29:8-9, 15-6; 32:13, 15-7; 33:8, 24; 34:24; 37:5-7; 38:8, 41

Clause 10, 36:5-6, 8, 15-6

Clause 11, 29:16-7; 33:22; 36:9

Clause 12, 29:8-9, 17-8, 23; 33:8, 24; 38:8; 36:6, 18; 46:15

Clause 14, 36:5-6, 9; 48:28

Clause 16, 28:50-1

Drafting, 26:10-1, 25-6; 46:9, 15-6; 48:20-1, 23

Historical background, 26:6-7; 27:42; 28:6-9, 44-5; 29:10; 30:14-5; 32:29; 33:29, 39; 35:5, 11, 13-4, 16-7; 37:6-9, 18-9; 41:11; 48:12

Purpose, 26:7-8, 10-1, 22-5; 27:28, 30, 41; 28:7-11, 44, 48; 29:7, 9-10, 21, 25; 31:5, 8-12, 14, 16-7, 19, 28-9, 31, 33-5; 32:6-7, 11-3, 20, 29; 33:6, 8-9, 11, 17-20, 25, 31, 36-40; 34:5-6; 35:5, 11, 23; 38:6, 19, 21-2, 24-5, 29, 34; 39:7, 9-10, 13-5, 19-20; 40:6-7, 9, 16-25; 41:7, 11, 16, 18, 20-1; 42:6, 9-15; 46:7, 10, 17, 19-20; 48:6, 12, 14, 22, 26; 55:8; 59:19

Regulations, 38:14, 21; 40:11

Report to Senate, with amendments and observations, 48:5-32

Review after four years, 26:9; 40:7

Study, 48:12

See also

Refugees

Bill C-84 — Act to amend the Immigration Act, 1976 and the Criminal Code in consequence thereof, motion of the Honourable Senator Nurgitz, dated 11th February 1988 and the Message from the House of Commons dated 3rd February, 1988 relating to certain amendments to

The numbers between square brackets refer to the amendment numbers

Amendments

Committee proposals

Clause 1 [1], 74:5, 12

Bill C-28 — Loi modifiant le Code criminel (torture)—*Suite*

Discussion—Suite

Art. 3 — Entrée en vigueur, 20:21

Entrée en vigueur, 20:21

Historique, 20:8-9

Nations unies, Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, comparaison, 20:9, 13-8

Portée, 20:9-20

Rapport au Sénat, sans amendement, 20:5, 6, 23

Bill C-45 — Loi autorisant l'aliénation de biens de la Commission d'énergie du Nord canadien situés au Yukon, teneur

But, 15:6-7; 17:23-4

Etude, procédure, 15:14; 16:5-6; 17:25

Historique, 15:6-7

Ramifications, 15:8; 17:23-5

Rapport au Sénat, sans amendement, 17:4-5, 25-6

Bill C-53 — Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois

But, 43:17, 20

Discussion

Art. 1 — Prononcé du jugement, 43:18

Art. 4 — Demande d'autorisation d'appel, 43:19-20

Art. 13, 43:17-8

Historique, 43:17, 19-20

Rapport au Sénat, sans amendement, 43:5, 27; 47:6

Bill C-55 — Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et d'autres lois en conséquence

Les numéros entre parenthèses carrées indiquent les numéros des amendements

Amendements

Chambre des communes, 49:7-8; 50:23; 66:15-6, 18-9; 71:11, 15

Comité, propositions

Art. 9 [1], 74:55, 64-5

Art. 14 [2,3,4,5], 74:55-6, 60-4, 66

Art. 16 [6], 74:56, 65

Art. 18 [7,8], 74:57, 62-3, 66-7

Art. 19 [9,10], 74:57-8, 65-6

Art. 29 [11], 74:58, 62-3

Art. 38 [12], 74:58

Commentaires et options, document, 71:8-9, 21-2, 24-5

But, 26:7, 9-10; 27:41-2; 34:17; 38:43; 42:8-9, 14; 49:6-7, 9-10; 50:17, 35; 51:17, 22; 52:15-6, 30, 34, 39, 55, 57-8, 61, 66-7, 82; 53:6, 12, 32-3, 36, 46-7; 54:9, 19-20, 23, 28, 59, 64, 66, 68; 55:8, 43-6, 55, 58-60, 65, 70, 81-2; 56:21, 33, 42, 46, 53, 56, 58, 60, 62-4, 76, 81, 88-90, 94; 59:6, 13; 60:27; 62:6, 20-1, 24-5, 34; 64:6-8; 66:15; 67:7, 13; 68:14, 26; 71:8-9, 11-2; 72:21; 74:59

Constitutionnalité — conformité avec la Charte canadienne des droits et libertés

Art. 1 — Droits et libertés au Canada, 53:32; 60:17, 19, 38; 69:18; 72:12

Art. 7 — Vie, liberté et sécurité, 50:6, 15-6, 21, 26; 51:19, 22; 52:29, 37; 53:8; 54:19, 25, 61, 66; 55:26, 31; 56:28, 30, 43; 59:18-9, 22-5, 29-30; 60:10-1, 29, 36-7, 39; 64:10; 66:9, 12; 67:7, 25; 68:42, 48; 69:8-9, 11, 13-5, 23-4, 33; 71:12; 72:11-2

Art. 9 — Détention ou emprisonnement, 68:46, 48

Art. 10 — Arrestation ou détention, 68:46, 48

Art. 11 — Affaires criminelles et pénales, 54:60

Art. 12 — Cruauté, 54:19

Art. 15 — Droits à l'égalité, 52:29-30, 37; 53:33; 54:61, 66; 56:30; 59:22; 60:11, 23, 38-9; 64:10; 69:12-5; 72:11-2

Art. 24 — Recours, 54:62; 65:6; 66:11

Art. 27 — Maintien du patrimoine culturel, 54:66

Bill C-84 — Act to amend the Immigration Act, 1976 and the Criminal Code in consequence thereof, motion of the Honourable Senator Nurgitz, dated 11th February 1988 and the Message from the House of...—Cont'd

Amendments—Cont'd

Committee proposals—Cont'd

Clause 4 [2,3], 74:5

Clause 5 [16], 71:5; 74:6, 9-10

Clause 8 [5], 71:5; 74:5, 8-9

Clause 9 [7,17], 71:5; 74:5-7, 10-3

Clause 11 [8,9,10,11,12,14], 71:6; 74:5, 7,13-4

Clause 12 [13], 74:5, 14

Clause 16 [15,18], 71:5; 74:7, 9-10

House of Commons, 74:5

Overview, 59:22; 60:41; 74:8

Discussion

Clause 8, 59:27

Clause 9, 68:50-1

Clause 10, 58:7

Clause 14, 58:8, 21

Purpose, 59:13, 18-9; 60:6, 27; 62:21-2; 71:12; 74:12

Report to Senate, with amendments, 74:5-16

Bill C-84 — Act to amend the Immigration Act, 1976 and the Criminal Code in consequence thereof, motion of the Honourable Senator Nurgitz, dated July 13, 1988 relating to certain amendments to
The numbers between square brackets refer to the amendment

numbers

Amendments

Committee proposals

Clause 4 [2,3], 87:7; 89:9

Clause 8 [5], 87:7; 89:9

House of Commons, 87:7

Clause 1 [1], 87:8, 14

Clause 4 [2,3], 87:8-9, 14-5

Clause 8 [5], 87:7-10, 14-6

Purpose, 87:8, 14

Report to Senate, without amendment, 87:6-7, 52-3; 89:9

Bill C-88 — Act to amend the Judges Act

Report to Senate, without amendment, 48:4, 71, 76

Bill C-89 — Act to amend the Criminal Code (victims of crime)

Comparisons

Bill C-15, 76:17-8; 78:10-2; 79:16; 84:7, 16; 85:23

Bill C-19 (2nd Session, 32nd Parliament), 85:6-7

Definitions, 78:25

Discussion

Clause 1, 76:8; 77:9, 13; 79:19

Clause 2, 76:8; 77:9, 13-4, 17

Clause 3, 76:8; 77:18

Clause 4, 78:25; 84:9, 11

Clause 5, 77:20; 84:11

Clause 6, 76:8; 85:19

Clause 7, 76:8; 77:6; 78:32

Drafting

Clause 1, 79:14, 16

Clause 6, 78:31; 84:7, 12, 18-20

Historical background, 76:5-8; 80:32-3

Purpose, 76:5, 7-9, 11-2, 14; 78:5, 35; 80:13, 18, 28-9, 33; 82:5-6, 10, 15; 85:9

Regulations, 78:38

Report to Senate, without amendment but with observations, 85:4, 27

See also

Crime — Victims

Bill C-55 — Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et d'autres lois en conséquence—Suite

Constitutionnalité — conformité avec la Charte canadienne—Suite

Art. 33 — Dérogation par déclaration expresse, 33:13; 59:15-6, 20

Discussion

Art. 3, 50:21; 62:11-2; 66:7-8

Art. 9, 62:8; 66:9

Art. 10, 66:9

Art. 14, 55:8, 13; 64:12-4; 66:9

Art. 15, 66:9

Art. 16, 66:9-10

Art. 17, 66:9-10

Art. 18, 64:16; 66:10-2

Art. 19, 60:22; 64:16; 66:11-4

Art. 38, 67:9, 12-4, 22, 24

Art. 38(1) — Cessation de fonctions, 72:12

Art. 38(4) — Honoraires, 72:12

Art. 38(6) — Pension, 72:22-3

Art. 38(7) — Absence de droit à réparation, 56:43; 67:7-9, 24; 72:12, 17

Art. 39 — Personnel, locaux, etc., 72:22-3

Etude, retards, 49:8, 10, 19-21, 23; 71:8, 10, 25; 87:31

Historique, 49:6-9; 50:5-8, 11, 20-2; 55:69; 56:40, 55, 62-3; 60:21-2; 64:6

Rapport au Sénat, avec amendements et observations, 74:4, 54-77

Rédaction, 52:31-2; 55:50; 66:24; 68:32

Règlements, 49:19, 30; 52:76-8; 66:9, 24-5

Voir aussi

Réfugiés

Bill C-55 — Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et d'autres lois en conséquence, motion de l'honorable sénateur Nurgitz, en date du 28 juin 1988 au sujet de certains amendements

Les numéros entre parenthèses carrées indiquent les numéros des amendements

Amendements

Comité, propositions

Art. 9 [1], 89:6

Art. 14 [2,3,4,5], 87:17-8; 89:6

Art. 16 [6], 89:6

Art. 18 [7,8], 89:6

Art. 19 [9,10], 89:6

Art. 29 [11], 89:6

Art. 32, 89:6

Art. 38 [12], 89:6

Chambre des communes

Art. 9 [1], 87:10-1

Art. 14 [2,3,4,5], 87:10-3, 17

Art. 16 [6], 87:10-1

Art. 18 [7,8], 87:10-1, 13

Art. 19 [9,10], 87:10-2

Art. 29 [11], 87:11-4

Art. 32, 87:14

Art. 38 [12], 87:10-1

Ministre de l'Emploi et de l'Immigration

Art. 14 [3], 87:7-8, 17-32; 89:6-8

Rapport au Sénat, sans amendement, 87:5-6, 52-3; 89:6-8

Bill C-58 — Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle

But, 86:19-21, 25-6; 88:5-9, 12-8, 21, 23-5; 89:12-6, 19

Discussion

Art. 2(2) — Critères, 89:13, 23

Art. 3, 88:24; 89:17, 24

Art. 3(1) — Incompatibilité de textes, 89:16-7, 19

Art. 3(2) — Maintien des autres arrangements de coopération, 89:17, 19

- Bill C-94 — Act to bring into force the Revised Statutes of Canada, 1985**
Report to Senate, without amendment, 48:4, 70, 74
- Bill C-115 — Act to amend the Indian Act (designated lands)**
Amendment, clause 10, 81:5, 16, 19
Historical background, 81:6-10, 13, 19
Purpose, 81:7-8, 10, 14-5
Report to Senate, with amendment, 81:4-5, 19
- Bill C-145 — Act to amend various Acts to give effect to the reconstitution of the Quebec Provincial Court, Court of the Sessions of the Peace and Youth Court as the Court of Quebec**
Historical background, 91:22-3
Purpose, 91:23
Report to Senate, without amendment, 91:4, 23
- Bill C-210 — Act to amend the Blue Water Bridge Authority Act, subject-matter**
Purpose, 94:9, 12; 96:21, 24
Report to Senate, without amendment, 96:5-6, 26
Scope, effect on other federally-appointed corporations, 94:12-3
- Bill C-264 — Act to amend the Criminal Code (instruments and literature for illicit drug use)**
Purpose, 96:10, 14-5, 19
Report to Senate, without amendment, 96:4, 6, 19
See also
Drugs — Paraphernalia
- Bill of Rights**
Reference, 90:33
- Bill S-3 — Act to amend and repeal The Alliance Nationale Consolidated Act, 1945**
Amendments, 1:5-6, 13, 17
Historical background, 1:9-11, 13-5
Purpose, 1:11, 13
Report to Senate, with amendments, 1:6, 17; 3:5
See also
Alliance Mutual Life Insurance Company
- Bill S-5 — Marriage (Prohibited Degrees) Act**
Constitutionality, 21:19-22
Discussion, clause 2(2)(a), 21:21
Historical background, 21:18, 20-1, 23
Report to Senate, without amendment, 21:7, 17, 23
- Bill S-7 — Act to incorporate the Regional Vicar for Canada of the Prelature of the Holy Cross and Opus Dei**
Amendments
Clause 6 — By-laws; carried, 75:4-5, 26
Clause 7 — Auditors; carried, 75:5, 26
Discussion, 73:7-8, 14-5, 24, 26-8; 75:7-8, 13-7
Texts, 75:7, 16; 77:5
Discussion
Clause 1 — Incorporation, 75:26
Clause 2 — Head office, 75:26
Clause 3 — Objects, 57:6; 75:26
Clause 4 — Capacity and powers, 75:26
Clause 5 — Non-profit corporation, 57:6
Clause 7 — Auditors, 75:8
Clause 8 — Dissolution, 75:27
Preamble, 57:5-6; 63:5-6; 75:27
Title, 75:27
- Bill C-58 — Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle—Suite**
Discussion—Suite
Art. 6 — Ententes administratives, 88:18
Art. 7(1) — Rôle du ministre, 89:15
Art. 12(1) — Délivrance, 89:18-9
Historique, 86:20-1; 88:7
Portée
Garanties constitutionnelles, 88:24, 26; 89:14-6, 18, 24
Primauté, incompatibilités avec d'autres lois canadiennes, 88:24; 89:16-8
Rapport au Sénat, sans amendement mais avec des commentaires, 89:4-5, 10
Voir aussi
Justice — Coopération internationale, entraide juridique
- Bill C-61 — Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants**
Amendements
Chambre des communes, 91:6
Propositions, 87:38
Bill C-19 (2^e session, 32^e législature), comparaison, 86:5-8
But, 86:6-7, 12-3; 87:33, 52; 90:22-3; 91:5-6, 16-8, 21; 95:18-20, 22-6, 33; 97:6
Caractère rétroactif/caractère rétrospectif, 86:18-9
Constitutionnalité, 87:33-8, 42, 52; 90:22, 27, 31-5, 43, 48; 91:8, 18-9; 95:22-3, 28-9, 31; 97:6-7
Historique, 86:5-7
Rapport au Sénat, sans amendement mais avec des réserves, 97:4, 6-8
Rédaction, 90:24, 47
Voir aussi
Criminalité — Produits de la criminalité
- Bill C-71 — Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur l'immigration de 1976 et la Loi sur la citoyenneté**
Amendements, propositions, 25:12-3
Discussion, art. 1, 25:7, 9-11
Historique, 25:5, 7-8
Portée, 25:6-11, 13-4
Rapport au Sénat, sans amendement, 25:4, 16
Rédaction
Charte canadienne des droits et libertés, conformité, 25:6, 13
Évaluation, 25:15
Rétroactivité, 25:6, 8-9, 13
Voir aussi
Criminels de guerre
- Bill C-82 — Loi sur l'enregistrement des lobbyistes**
Amendements, Chambre des communes, 92:5, 15-6, 19
But, 90:16, 19-21; 92:7-10, 23-4, 32, 35, 38; 93:11, 13-5, 18; 95:12; 97:7, 11-2, 16, 22-5
Constitutionnalité, 92:29-30
Définitions
«Filiales», 90:6
«Titulaire d'une charge publique», 90:5; 92:6-7, 14-8, 20-2, 28, 31-4; 93:5; 97:14
Discussion
Art. 2(1) — Définitions, 93:5
Art. 3 — Champ d'application, 90:6; 92:31
Art. 4(1) — Restriction, 90:6-7; 92:31
Art. 4(2) — Idem, 90:6; 92:16; 93:18
Art. 5, 90:7; 92:11; 97:17
Art. 5(1) — Lobbyistes professionnels, 90:7, 17-8; 92:14, 18-9, 34; 93:5-7, 9, 12; 97:17
Art. 5(2) — Renseignements, 90:7; 93:5-6; 97:10
Art. 5(3) — Mise à jour, 93:6

Bill S-7 — Act to incorporate the Regional Vicar for Canada of the Prelature of the Holy Cross and Opus Dei—*Cont'd*
 Purpose, reasons, 57:8-9, 17, 22-3; 73:15-7; 75:20-1
 Report to Senate, with amendments and a recommendation, 75:4-5, 26-8; 77:5

Bill S-10 — Act to revive Yellowknife Electric Ltd. and to provide for its continuance under the Canada Business Corporations Act
 Discussion
 Clause 1 — Company revived, 20:34
 Clause 2 — Rights preserved, 22:35
 Historical background, 22:32-3
 Purpose, 22:33, 35
 Report to Senate, without amendment, 22:4, 6,36

Bill S-11 — Act to authorize the City of Windsor to acquire, operate and dispose of the Windsor-Detroit Tunnel
 Adoption, urgency, 23:6, 15, 17, 27-8
 Amendments
 Clause 3(1) — Acquisition, 23:21, 29; 24:4, 6,18-9
 Clause 3(2) — Operation and disposal, 23:21; 24:4, 6,19
 Preamble, 24:4, 6,19
 Title, 24:5, 6,19
 Constitutionality, 23:13, 16-22, 24-5, 29-30
 Discussion
 Clause 2 — Declaration, 23:15, 18-20, 27
 Clause 3 — Authorization, 23:15-6
 Historical background, 23:5-9, 11-5, 17-20, 22-4
 Purpose, 23:5, 9,11, 14, 18, 25
 Report to Senate, with amendments, 24:5, 6

Bill S-14 — Act to authorize Cooperants, Mutual Life Insurance Society to be continued as a corporation under the laws of the Province of Quebec
 Drafting, 43:12
 Historical background, 43:6-7
 Purpose, 43:7, 9
 Report to Senate, without amendment, 45:5, 17; 47:6

Bill S-17 — Act to authorize the Montreal Trust Company of Canada to be continued as a corporation under the laws of the Province of Quebec
 Historical background, 83:6-10
 Purpose, 83:6-8, 11-2, 16
 Report to Senate, without amendment, 83:4-5, 16

Bill S-21 — Act to revive Grenville Aggregate Specialties Limited and to provide for its continuance under the Canada Business Corporations Act
 Discussion
 Clause 1 — Company revived, 98:15-6
 Clause 2 — Rights preserved, 98:11, 13-6
 Drafting, 98:15-6
 Historical background, 98:10-3
 Purpose, 98:11-2
 Report to Senate, without amendment, 98:5-6, 16

Bissett, Joe, Executive Director, Immigration, Department of Employment and Immigration
 Bill C-84
 Discussion, 27:6-25, 27-51
 Statement, 27:5-6

Bill C-82 — Loi sur l'enregistrement des lobbyistes—*Suite*
 Discussion—*Suite*

Art. 6(1) — Obligations, 90:7; 92:18, 34; 93:5-7
 Art. 7 — Attestation, 90:7
 Art. 8 — Directeur, 90:7
 Art. 11, 90:8
 Art. 12 — Règlement, 90:8
 Art. 13 — Infractions, 90:8
 Art. 14 — Examen par le Parlement, 90:8
 Art. 15 — Entrée en vigueur, 90:8
 Préambule, 90:5, 19-20; 93:13; 95:9; 97:25
 Titre abrégé, 90:5
 Entrée en vigueur, 90:8, 10
 Examen après trois ans, 90:8; 92:16, 21; 97:10, 12, 21
 Historique, 90:5; 97:11, 25
 Rapport au Sénat, sans amendement mais avec des commentaires, 97:9-10
 Rédaction, 92:6, 15-6, 28; 97:10
 Règlements, 90:8, 14-6; 95:13; 97:12, 16, 21

Bill C-84 — Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et apportant des modifications corrélatives au Code criminel

Les numéros entre parenthèses carrées indiquent les numéros des amendements

Amendements
 Association du Barreau canadien, propositions, 28:11-51; 41A:2-8
 Chambre des communes, 26:6-7, 15; 32:5, 11, 14, 26; 34:6-7; 39:12-4; 41:6
 Comité, propositions
 Aperçu, 53:5; 54:6; 55:14, 87-8; 59:17
 Art. 1 [1], 48:34, 42, 50; 59:19
 Art. 4(1) [2,3], 48:34-5, 43-5
 Art. 5(1) [4], 48:35, 46; 59:17-8
 Art. 8 [5], 48:35, 49; 59:18
 Art. 9 [6,7], 48:36-7, 50-1; 59:18-9
 Art. 11 [8,9,10,11,12], 48:37-8, 52-3
 Art. 12 [13], 48:38-9, 56
 But, 26:7-8, 10-1, 22-5; 27:28, 30, 41; 28:7-11, 44, 48; 29:7, 9-10, 21, 25; 31:5, 8-12, 14, 16-7, 19, 28-9, 31, 33-5; 32:6-7, 11-3, 20, 29; 33:6, 8-9, 11, 17-20, 25, 31, 36-40; 34:5-6; 35:5, 11, 23; 38:6, 19, 21-2, 24-5, 29, 34; 39:7, 9-10, 13-5, 19-20; 40:6-7, 9, 16-25; 41:7, 11, 16, 18, 20-1; 42:6, 9-15; 46:7, 10, 17, 19-20; 48:34, 40, 42, 50, 55-6; 55:8; 59:19
 Constitutionnalité, conformité avec la Charte canadienne des droits et libertés
 Art. 1 — Droits et libertés au Canada, 26:19; 28:20, 23-4, 36; 30:8, 19; 32:8, 22; 33:21-5, 40-1; 48:55
 Art. 2 — Libertés fondamentales, 29:8; 33:7, 12
 Art. 7 — Vie, liberté et sécurité, 26:20; 28:36, 43; 29:8, 26-7; 30:8, 19; 32:8-9, 11, 21-2; 33:8-9, 11, 21-6, 28, 40-1; 35:8-9; 38:7; 41:7, 10, 14-6; 48:34-5, 38, 42-3, 45-6, 48, 55-6
 Art. 8 — Fouilles, perquisitions ou saisies, 29:8; 30:6-8, 18, 23; 32:9, 11; 33:22
 Art. 9 — Détention ou emprisonnement, 26:20; 28:17-8, 36; 29:9; 30:8, 19; 32:10-1; 33:24-5; 42:8; 46:15; 48:34, 38, 44, 55-6
 Art. 10 — Arrestation ou détention, 26:19-20; 28:17-8, 36; 29:9; 48:38, 55-6
 Art. 12 — Cruauté, 29:9; 30:8, 19; 32:10-1; 41:10-1, 15-6; 48:45
 Art. 15 — Droits à l'égalité, 33:7-9, 12, 23, 25; 41:7
 Définition, réfugié, 26:11
 Discussion
 Art. 1, 26:24; 28:11; 32:20; 33:8, 11; 38:6
 Art. 2, 28:11; 29:8, 29; 38:6
 Art. 3, 44:6
 Art. 4, 28:14-7; 29:8-11; 33:30; 38:6; 44:6

Black, Warren, General Counsel, Department of Employment and Immigration

Bill C-84, 26:12, 18-20

Blouin, Yolande, President, International Life Insurance Company

Bill S-14

Discussion, 45:8-17

Statement, 45:6-7

Blue Water Bridge**Authority**

Background information, 94:6-7, 9, 13

Fort Francis Bridge Authority, comparison, 96:20-1

Members**Canada**

Appointment, 94:6, 8; 96:21-2

Meetings, 96:22-5

Personal liability, 94:6, 9-13; 96:20-6

Remuneration, 94:8, 13; 96:21

Decision-making process, 94:8-9; 96:21-5

Responsibility, 94:9-10; 96:21, 25-6

United States, 94:8-9; 96:21-3, 25

Peace River, Ontario, comparison, 94:7

Background information, 94:6-7; 96:23-5

Costs, funding, 94:8; 96:21-5

General Manager, role, 96:22

Hazardous goods, 96:22, 24

Maintenance, 94:8; 96:21-5

Tolls, 94:8; 96:21-4

Blue Water Bridge Authority Act

References, 94:6, 8, 11

Blue Water Bridge Authority Act, Act to amend

See

Bill C-210, subject-matter

B'nai Brith Canada Institute for International Affairs

Background information, 42:5; 68:21

Bill C-55

Brief, 68:32

Position, 68:21-32

Recommendations, 68:25-7, 28-9, 31-2

Bill C-84

Brief, 42:6, 10, 13

Position, 42:6-15

Recommendations, 42:6

Research document, reference, 42:6

Boblo Island Amusement Park (Ontario)

Bill C-55, repercussions, 66:26-30, 33-4, 36-8, 40-2, 47-8; 71:23; 74:31-2

Bolivia

Refugees, 29:31-2; 56:22

Visitors' visas, 26:26

See also

Refugees

Bonnell, Hon. M. Lorne, Senator (Murray River)

Bill C-15, subject-matter, 4:7, 13-5, 27-31, 33-6

Bill C-84 — Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et apportant des modifications corrélatives au Code criminel—Suite**Discussion—Suite**

Art. 5, 26:14; 27:20; 28:14; 29:8; 31:15; 33:8-9; 34:6, 20-1; 37:5-6, 9-11, 20-1; 38:6-7, 36

Art. 8, 29:9, 13-4; 31:11-2; 32:13-5, 24-7; 33:23; 34:6; 37:5-6, 12, 23; 38:7, 36

Art. 9, 26:24; 29:8-9, 15-6; 32:13, 15-7; 33:8, 24; 34:24; 37:5-7; 38:8, 41

Art. 10, 36:5-6, 8, 15-6

Art. 11, 29:16-7; 33:22; 36:9

Art. 12, 29:8-9, 17-8, 23; 33:8, 24; 38:8; 36:6, 18; 46:15

Art. 14, 36:5-6, 9; 48:57

Art. 16, 28:50-1

Etude, 48:40

Examen quadriennal, 26:9; 40:7

Historique, 26:6-7; 27:42; 28:6-9, 44-5; 29:10; 30:14-5; 32:29; 33:29, 39; 35:5, 11, 13-4, 16-7; 37:6-9, 18-9; 41:11; 48:40

Rapport au Sénat, avec amendements et observations, 48:33-62

Rédaction, 26:10-1, 25-6; 46:9, 15-6; 48:49-50, 52

Règlements, 38:14, 21; 40:11

Voir aussi

Réfugiés

Bill C-84 — Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et apportant des modifications corrélatives au Code criminel, motion de l'honorable sénateur Nurgitz, en date du 11 février 1988 et du message de la Chambre des communes en date du 3 février 1988 au sujet des amendements

Les numéros entre parenthèses carrées indiquent les numéros des amendements

Amendements

Aperçu, 59:22; 60:41; 74:44

Chambre des communes, 74:41

Comité, propositions

Art. 1 [1], 74:41, 49

Art. 4 [2,3], 74:41

Art. 5 [16], 71:5; 74:42, 46-7

Art. 8 [5], 71:5; 74:41, 44-5

Art. 9 [7,17], 71:5; 74:41-3, 47-50

Art. 11 [8,9,10,11,12,14], 71:6; 74:41, 43, 50-1

Art. 12 [13], 74:41, 51

Art. 16 [15,18], 71:5; 74:43, 46-7

But, 59:13, 18-9; 60:6, 27; 62:21-2; 71:12; 74:49

Discussion

Art. 8, 59:27

Art. 9, 68:50-1

Art. 10, 58:7

Art. 14, 58:8, 21

Rapport au Sénat, avec amendements, 74:41-53

Bill C-84 — Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et apportant des modifications corrélatives au Code criminel, motion de l'honorable sénateur Nurgitz, en date du 13 juillet 1988 au sujet de certains amendements

Les numéros entre parenthèses carrées indiquent les numéros des amendements

Amendements

Chambre des communes

Art. 1 [1], 87:8, 14

Art. 4 [2,3], 87:8-9, 14-5

Art. 8 [5], 87:7-10, 14-6

Comité, propositions

Art. 4 [2,3], 87:7; 89:9

Art. 8 [5], 87:7; 89:9

But, 87:8, 14

- Borduas, Adrien, Vice-President, Secretary and General Counsel, Alliance mutuelle-vie**
 Bill S-3, 1:17
- Borovoy, Alan, General Counsel, Canadian Civil Liberties Association**
 Bill C-84
 Discussion, 35:11-3, 15-7
 Statement, 35:5-11
- Bosa, Hon. Peter, Senator (York-Caboto)**
 Bill C-7, 10:8-12, 16-7
 Bill C-84, 29:13, 17, 23-5
- Bossin, Michael, Member, Refugee Co-ordination Group, Amnesty International**
 Bill C-55
 Discussion, 69:28-34
 Statement, 69:20-4
 Bill C-84
 Discussion, 41:12-4, 16, 18, 20, 24-5
 Statement, 41:6-9
- Bouchard, Hon. Benoît, Minister of Employment and Immigration (June 1986 — March 1988)**
 Bill C-84
 Discussion, 26:11-3, 15-8, 21, 23-7; 46:11-21
 Statement, 26:6-11; 46:7-10
- Boun-Leua v. Minister of Employment and Immigration ([1981] 1 FC 259), 66:8**
- Boyd, Rob, Chairman, St. Andrew's Refugee Association; Victoria Coalition**
 Bill C-55
 Discussion, 56:57-63
 Statement, 56:52-6
- Bradford, John, Director of Forensic Psychiatry, The Royal Ottawa Hospital, and Associate Professor, Faculty of Medicine, University of Ottawa**
 Badgley Committee, Report, evaluation, 12:5-7, 9, 32
 Bill C-15, subject-matter
 Discussion, 12:14-34
 Position, 12:6-8, 11-2, 20
 Statement, 12:5-14
 Biographical notes, 12:5-6, 13, 25-6
- Brazil**
 Refugee claimants, 27:28; 28:7-8, 45; 29:16, 32; 31:9, 22, 28-9; 32:15-6; 36:26-7; 54:63
 Visitors' visas, 27:23; 31:28-9; 36:27; 69:21
See also
 Refugees
- Bridges**
 International, between Canada and the United States, 94:6-8
See also
 Blue Water Bridge
- British Columbia**
 Attorney General, *The Business of Crime*, 86:5
 Indians, land claims, 81:13, 16
 Refugee assistance, 55:48, 51
 Taxes on Indian lands, 81:6-8, 13-4, 16-8
- Bill C-84 — Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et apportant des modifications corrélatives au Code criminel, motion de l'honorable sénateur Nurgitz, en date du 13 juillet 1988 au sujet de...—Suite**
 Rapport au Sénat, sans amendement, 87:6-7, 52-3; 89:9
- Bill C-88 — Loi modifiant la Loi sur les juges**
 Rapport au Sénat, sans amendement, 48:4, 71, 76
- Bill C-89 — Loi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels)**
 But, 76:5, 7-9, 11-2, 14; 78:5, 35; 80:13, 18, 28-9, 33; 82:5-6, 10, 15; 85:9
 Comparaisons
 Bill C-15, 76:17-8; 78:10-2; 79:16; 84:7, 16; 85:23
 Bill C-19 (2^e session, 32^e législature), comparaison, 85:6-7
 Définitions, 78:25
 Discussion
 Art. 1, 76:8; 77:9, 13; 79:19
 Art. 2, 76:8; 77:9, 13-4, 17
 Art. 3, 76:8; 77:18
 Art. 4, 78:25; 84:9, 11
 Art. 5, 77:20; 84:11
 Art. 6, 76:8; 85:19
 Art. 7, 76:8; 77:6; 78:32
 Historique, 76:5-8; 80:32-3
 Rapport au Sénat, sans amendement mais avec observations, 85:4, 27
 Rédaction
 Art. 1, 79:14, 16
 Art. 6, 78:31; 84:7, 12, 18-20
 Règlements, 78:38
Voir aussi
 Criminalité — Victimes
- Bill C-94 — Loi visant à donner effet aux Lois révisées du Canada (1985)**
 Rapport au Sénat, sans amendement, 48:4, 70, 74
- Bill C-115 — Loi modifiant la Loi sur les Indiens (terres désignées)**
 Amendement, art. 10, 81:5, 16, 19
 But, 81:7-8, 10, 14-5
 Historique, 81:6-10, 13, 19
 Rapport au Sénat, avec amendement, 81:4-5, 19
- Bill C-145 — Loi modifiant plusieurs lois pour donner effet à la réorganisation judiciaire du Québec**
 But, 91:23
 Historique, 91:22-3
 Rapport au Sénat, sans amendement, 91:4, 23
- Bill C-210 — Loi modifiant la Loi sur l'Administration du pont Blue Water, teneur**
 But, 94:9, 12; 96:21, 24
 Portée, effet sur d'autres sociétés fédérales, 94:12-3
 Rapport au Sénat, sans amendement, 96:5-6, 26
- Bill C-264 — Loi modifiant le Code criminel (documentation et instruments pour l'utilisation de drogues illicites)**
 But, 96:10, 14-5, 19
 Rapport au Sénat, sans amendement, 96:4, 6, 19
Voir aussi
 Drogues — Accessoires pour l'utilisation

Brown, Beverly, Latin American Support Group, Human Rights Association, Non-Governmental Groups Concerned with Immigration and Refugee Issues

Bill C-55

Discussion, 64:22-3, 25

Statement, 64:5-8

Brush, M.H., Legislative Coordinator, Department of Employment and Immigration

Bill C-84, 26:14

Buckwold, Hon. Sidney L., Senator (Saskatoon)

Bill C-7, 10:23-5

Bill C-15, subject-matter

Children

Prostitution, 2:11

Sexual abuse

Legal proceedings

Accused

Exclusion from courtroom, 3:18-9; 19:13

Mistake as to age as a defence, 2:10-1

Rights, 8:18-9

Victims and child witnesses

Child as special witness with special requirements

Competency to testify, capacity to tell the truth, 3:18

Protection, 3:15, 18-9, 40; 4:15-7, 30; 19:13, 24-7

Testimony, videotaped evidence, 4:34

Offences

Exposure, 2:19; 3:39

Offences not involving touching directly or indirectly, 2:19; 3:37-9

Reform, creation of new offences

Recommendation, sexual intercourse/touching while infected with sexually transmittable disease, 2:20-1

Touching "for a sexual purpose", interpretations, 2:18; 3:38-9; 17:19-20

Offenders

Recidivism, 17:12

Treatment, types, 17:22

Victims

Disclosure, false accusations, 19:29

Native children, economic conditions, effects, 16:12-3

Sexual activity, exploration and experimentation, consent, 2:19-20

Procedure, 2:21, 29

Scope, 3:17

Witness, biographical note, 16:6

Bill C-28, 20:18-20

Bill C-45, subject-matter, 15:9-12, 14; 16:5-6; 17:24-5

Bill C-55

Legislation, adoption, urgency, 71:18

Motion, Committee members, travel to hold hearings, 46:22

Refugee determination process

Backlog, delays, 70:14-5

Claimants

Return to safe third country

Persons arriving from country on list of safe third countries, 71:16-8

Protection in safe third country

Arrangements, agreements, 71:18

Safeguards, assurance of being received, 69:22; 71:16-7

Refusal to accept, return to Canada, 71:17

Risks, refugees "in orbit", 69:23

Legislation, constitutionality, evaluations, 66:25

Bill S-3 — Loi modifiant et abrogeant la Loi refondue de l'Alliance Nationale, 1945

Amendements, 1:5-6, 13, 17

But, 1:11, 13

Historique, 1:9-11, 13-5

Rapport au Sénat, avec amendements, 1:6, 17; 3:5

Voir aussi

Alliance, Compagnie mutuelle d'Assurance-vie

Bill S-5 — Loi sur le mariage (degrés prohibés)

Constitutionnalité, 21:19-22

Discussion, art. 2(2)a), 21:21

Historique, 21:18, 20-1, 23

Rapport au Sénat, sans amendement, 21:7, 17, 23

Bill S-7 — Loi constituant en personne morale le vicaire régional pour le Canada de la Prélature de la Sainte-Croix et Opus Dei

Amendements

Art. 6 — Règlements administratifs; adopté, 75:4-5, 26

Art. 7 — Vérificateurs; adopté, 75:5, 26

Discussion, 73:7-8, 14-5, 24, 26-8; 75:7-8, 13-7

Textes, 75:7, 16; 77:5

But, raisons, 57:8-9, 17, 22-3; 73:15-7; 75:20-1

Discussion

Art. 1 — Constitution, 75:26

Art. 2 — Sièges sociaux, 75:26

Art. 3 — Objet, 57:6; 75:26

Art. 4 — Capacité et pouvoirs, 75:26

Art. 5 — Organisme sans but lucratif, 57:6

Art. 7 — Vérificateurs, 75:8

Art. 8 — Dissolution, 75:27

Préambule, 57:5-6; 63:5-6; 75:27

Titre, 75:27

Rapport au Sénat, avec amendements et une recommandation, 75:4-5, 26-8; 77:5

Bill S-10 — Loi reconstituant la société Yellowknife Electric Ltd. et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes

But, 22:33, 35

Discussion

Art. 1 — Reconstitution de la compagnie, 20:34

Art. 2 — Protection des droits, 22:35

Historique, 22:32-3

Rapport au Sénat, sans amendement, 22:4, 6, 36

Bill S-11 — Loi autorisant la cité de Windsor à acquérir, exploiter et aliéner le Tunnel Windsor-Detroit

Adoption, urgence, 23:6, 15, 17, 27-8

Amendements

Art. 3(1) — Acquisition, 23:21, 29; 24:4, 6, 18-9

Art. 3(2) — Exploitation et aliénation, 23:21; 24:4, 6, 19

Préambule, 24:4, 6, 19

Titre, 24:5, 6, 19

But, 23:5, 9, 11, 14, 18, 25

Constitutionnalité, 23:13, 16-22, 24-5, 29-30

Discussion

Art. 2 — Déclaration, 23:15, 18-20, 27

Art. 3 — Autorisation, 23:15-6

Historique, 23:5-9, 11-5, 17-20, 22-4

Rapport au Sénat, avec amendements, 24:5, 6

Buckwold, Hon. Sidney L., Senator (Saskatoon)—Cont'd**Bill C-55—Cont'd**

Refugee determination process—Cont'd

Procedure

Immigration and Refugee Board

Decision-makers, members, appointments, duration, **66:10; 70:21-2**Rules, procedures, regulations, **70:6, 21-2**Removal from Canada pending appeal, **70:9-10**Transportation companies, documents, verification, enforcement, **66:32-4, 38, 40-1, 44, 46**Windsor, Ontario, refugee claimants, **66:34-5****Bill C-55, motion...**, Minister of Employment and Immigration, amendment to clause 14, **87:20, 25, 30-1****Bill C-58, 86:22-3, 25****Bill C-61, 86:9, 11, 13, 16-8; 87:38, 45-9, 51****Bill C-82**Procedure, **90:21**Purpose, **92:35**

Registration

Activities

Definition, **90:13-4**Exclusions, information-gathering, **92:6**

Definition

Exclusions, **90:12**

Two-tier system

Contracts, **92:33-5**Other lobbyists, **90:12; 92:33-5**Professional lobbyists, **90:10-2; 92:9, 14, 33-5**Public office holder, definition, **92:7, 33-4**System, administration, fees, **92:39**United States, comparison, **92:38-9****Bill C-84**Afghanistan, refugees in Pakistan, **39:11**

Assistance

Canada, programs and policies

Selection of refugees from abroad, **27:8-10; 40:9-10**Statistics, immigrants, comparison, **27:46**

Illegal entry into Canada

Aiding, abetting, counselling, **36:25**

Detention

Identity, inability to establish, **46:17-8**

Security risks, threats

Mandatory detention, **46:17-8**Security certificates, review procedure, **28:33-5**Visa applications at Canadian embassies/consulates, comparison, **27:7**Procedure, **27:35; 28:48-9; 37:14**

Refugee determination process

Abuse, **28:45-6; 39:10**

Claimants

Identification, documents, **27:29-30, 32**Statistics, **27:19, 34-5**

Procedure

Changes, **39:11; 40:25**Examination under oath, **37:15-6**Refugee Status Advisory Committee, **37:13-6**

Ships

Interception and escort to port, **28:40-1**

Turn back

Decision-making process, powers, **46:18-9**

Passengers

Refoulement, risk, **28:41-2**Refusal of authorization to land by other countries, **27:37; 28:43**United Nations Convention and Protocol on the Status of Refugees, conformity, **28:42****Bill S-14 — Loi autorisant la continuation de Les Coopérants, Société Mutuelle d'Assurance-vie, sous forme de corporation régie par les lois de la province de Québec**But, **43:7, 9**Historique, **43:6-7**Rapport au Sénat, sans amendement, **45:5, 17; 47:6**Rédaction, **43:12****Bill S-17 — Loi autorisant la continuation de la Compagnie Montréal Trust du Canada sous forme de corporation régie par les lois de la province de Québec**But, **83:6-8, 11-2, 16**Historique, **83:6-10**Rapport au Sénat, sans amendement, **83:4-5, 16****Bill S-21 — Loi reconstituant la société Grenville Aggregate Specialties Limited et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes**But, **98:11-2**

Discussion

Art. 1 — Reconstitution de la compagnie, **98:15-6**Art. 2 — Protection des droits, **98:11, 13-6**Historique, **98:10-3**Rapport au Sénat, sans amendement, **98:5-6, 16**Rédaction, **98:15-6****Bissett, M. Joe, directeur exécutif, Immigration, ministère de l'Emploi et de l'Immigration****Bill C-84**Discussion, **27:6-25, 27-51**Exposé, **27:5-6****Black, M. Warren, avocat général, ministère de l'Emploi et de l'Immigration****Bill C-84, 26:12, 18-20****Blouin, Mme Yolande, présidente, Compagnie d'assurance-vie l'Internationale****Bill S-14**Discussion, **45:8-17**Exposé, **45:6-7****Blue Water, pont**

Administration

Administration du pont Fort Francis, comparaison, **96:20-1**Information de base, **94:6-7, 9, 13**

Membres

Canada

Nomination, **94:6, 8; 96:21-2**Rémunération, **94:8, 13; 96:21**Responsabilité personnelle, **94:6, 9-13; 96:20-6**Réunions, **96:22-5**Etats-Unis, **94:8-9; 96:21-3, 25**Processus décisionnel, **94:8-9; 96:21-5**Responsabilité, **94:9-10; 96:21, 25-6**Peace River, Ontario, comparaison, **94:7**Coûts, financement, **94:8; 96:21-5**Directeur général, rôle, **96:22**Entretien, **94:8; 96:21-5**Information de base, **94:6-7; 96:23-5**Matières dangereuses, **96:22, 24**Postes de péage, droits, **94:8; 96:21-4****Blue Water, pont, Loi sur l'Administration**Références, **94:6, 8, 11**

Buckwold, Hon. Sidney L., Senator (Saskatoon)—*Cont'd***Bill C-84—*Cont'd***

Transportation companies

Cooperation with Department of Employment and Immigration, 27:34-5

Documents, retention, 27:31; 36:15, 24-5

Passengers, return to original point of departure, return transportation, costs, 36:24

Transportation of passengers without required papers, fines, 27:35, 38

Bill C-84, motion... and Message...

Illegal entry into Canada, aiding, abetting, counselling, 66:7

Ships, turn back, constitutionality, 60:15-7

Bill C-89

Criminal Lawyers' Association, testimony, 77:11-3

Procedure, 78:35

Purpose, 78:35

Recovered property

Photographic evidence, 77:16

Proof of ownership and value of the property, affidavit or solemn declaration, 77:18-9; 78:19

Return to owner, time-frame, 77:15-6; 78:15, 18

Restitution

Moneys found on offender at time of arrest, 77:20-1

Offender, ability to pay, 85:19-21

Pecuniary damages

Bodily injury, 78:31-2

Default of payment, imprisonment, 78:26; 85:25

Appeal, 77:21; 78:26

Procedure, 80:18-21

Treatment, evaluation, 78:35

Victim fine surcharges, 77:22; 78:38

Bill C-210, subject-matter, 94:12-3**Bill S-3, 1:10-1, 13-4, 16****Bill S-11, 23:12-3; 24:20****Bill S-14, 43:9-12, 15; 45:15****Bill S-17, 83:8-9, 12-5**

Justice, system, incarceration rate for default of payment on fines, 85:14, 18

Organization meeting, 1:7-9

Statutes of Canada, Proposals to correct..., 47:10

Bulgaria

Refugees, 56:96-7

See also

Refugees

Bushnell, Ian, Professor of Constitutional Law, University of Windsor**Bill S-11**

Discussion, 23:19-22, 30

Statement, 23:17-9

Butt, John, Project Leader, Legislative Development, Refugee Task Force, Department of Employment and Immigration

Bill C-84, 27:20-1; 29:33-5, 38-40; 44:6-11, 14-24

Calgary Interfaith Coalition for Refugees**Bill C-55**

Position, 53:25-6, 28-49

Recommendations, 53:30-7, 39-44, 47-9

Campbell, Charles M., Private Citizen (Personal presentation)**Bill C-55**

Brief, 56:63-4, 67, 71-2, 75-8

Discussion, 56:63-79

Position, 56:64-71, 75, 77-8

Blue Water, pont, Loi sur l'Administration, Loi modifiant*Voir*

Bill C-210, teneur

B'nai Brith Canada, Institut pour les affaires internationales**Bill C-55**

Mémoire, 68:32

Position, 68:21-32

Recommendations, 68:25-7, 28-9, 31-2

Bill C-84

Document de recherche, référence, 42:6

Mémoire, 42:6, 10, 13

Position, 42:6-15

Recommendations, 42:6

Information de base, 42:5; 68:21

Boblo Island Amusement Park (Ontario)

Bill C-55, répercussions, 66:26-30, 33-4, 36-8, 40-2, 47-8; 71:23; 74:68-9

Bolivie

Réfugiés, 29:31-2; 56:22

Visas de visiteur, 26:26

Voir aussi

Réfugiés

Bonnell, honorable M. Lorne, sénateur (Murray River)

Bill C-15, teneur, 4:7, 13-5, 27-31, 33-6

Borduas, M. Adrien, vice-président, secrétaire et directeur du contentieux, Alliance mutuelle-vie

Bill S-3, 1:17

Borovoy, M. Alan, conseiller général, Association canadienne des libertés civiles**Bill C-84**

Discussion, 35:11-3, 15-7

Exposé, 35:5-11

Bosa, honorable Peter, sénateur (York-Caboto)

Bill C-7, 10:8-12, 16-7

Bill C-84, 29:13, 17, 23-5

Bossin, M. Michael, membre, Groupe de coordination pour les réfugiés, Amnistie Internationale**Bill C-55**

Discussion, 69:28-34

Exposé, 69:20-4

Bill C-84

Discussion, 41:12-4, 16, 18, 20, 24-5

Exposé, 41:6-9

Bouchard, honorable Benoît, ministre de l'Emploi et de l'Immigration (juin 1986 — mars 1988)**Bill C-84**

Discussion, 26:11-3, 15-8, 21, 23-7; 46:11-21

Exposé, 26:6-11; 46:7-10

Boun-Leua c. Ministre de l'Emploi et de l'Immigration, ([1981] 1 CF 259), 66:8

Campbell, Charles M., Private Citizen (Personal presentation)—

Cont'd
 Bill C-55—*Cont'd*
 Recommendations, 56:71-9
 Biographical notes, 56:64, 77-9

Campos, Arnaldo, Victoria Coalition

Bill C-55, 56:60-1
 Biographical notes, 56:53, 60

Canada Business Corporations Act

References, 73:20; 98:13-5

Canada Corporations Act

Section 102(1) — Annual meeting, 73:11
 Section 128 — Sending out financial statements, 73:11-2, 27
 Section 133 — Annual returns, 57:12; 73:11
 Section 150(1) — Grounds for winding up company, 73:8, 11
 Section 157(1) — Sections of Part I applicable, 73:12
 Section 158 — Annual meetings and reports, 57:12; 73:7, 11, 19-20

Canada Evidence Act

Amendments
 Section 16, 2:7, 28; 4:9, 29; 5:40; 9:21
 Section 16(1) — Witness whose capacity is in question, 4:28-9; 9:21; 19:14-5
 Section 16(2) — Testimony under oath or solemn affirmation, 2:28
 Section 16(3) — Testimony on promise to tell truth, 2:28; 4:9, 29
 Section 16(4) — Inability to testify, 4:9
 Section 16(5) — Burden as to capacity of witness, 4:29
 Discussion
 Section 36(2) — Where objection made to superior court, 30:11
 Section 48(2) — Letters rogatory, 88:24

Canada Non-Profit Corporations Bill (Bill C-10, 1st Session, 32nd Parliament)

References, 63:9-11, 14; 73:8, 10, 12-3, 15-22, 28; 75:7-8, 27-8

Canadian Bar Association

Administrative Law Section
 Bill C-55
 Brief, 72:7-11, 21, 28-9
 Position, 72:7-29
 Recommendations, 72:12, 27
 Background information, 5:26-7
 Bill C-15, subject-matter, position, 5:27-47
 Bill C-53, position, 43:19-22, 26-7
 Bill C-55, resolutions, 28:10; 53:7; 60:22
 Briefs, approval process, 72:7, 27-8
 Immigration Law Section
 Bill C-55
 Briefs, 53:6-7, 11, 13, 22; 60:28
 Position, 28:11, 37-9, 47; 53:5-12; 60:21-45
 Recommendations, 53:7, 9, 11-6, 18-24; 60:31-3, 41-5
 Bill C-84
 Amendments, proposals, 28:11-51; 41A:2-8
 Committee recommendations, position, 53:5
 Position, 28:5-10
 Resolutions, 28:10
 Bill C-84, motion... and Message...
 Position, 60:5-22
 Recommendations, 60:8, 13, 15-6, 19-20

Boyd, M. Rob, président, St. Andrew's Refugee Association; Victoria Coalition

Bill C-55
 Discussion, 56:57-63
 Exposé, 56:52-6

Bradford, M. John, directeur du Service de psychiatrie légale, Hôpital Royal d'Ottawa, et professeur agrégé, Faculté de médecine, Université d'Ottawa

Bill C-15, teneur
 Discussion, 12:14-34
 Exposé, 12:5-14
 Position, 12:6-8, 11-2, 20
 Comité Badgley, rapport, évaluation, 12:5-7, 9, 32
 Notes biographiques, 12:5-6, 13, 25-6

Brésil

Statut de réfugié, requérants, 27:28; 28:7-8, 45; 29:16, 32; 31:9, 22, 28-9; 32:15-6; 36:26-7; 54:63
 Visas de visiteur, 27:23; 31:28-9; 36:27; 69:21
Voir aussi
 Réfugiés

Brown, Mme Beverly, groupe latino-américain, Association des droits de la personne, Groupes non gouvernementaux intéressés aux questions d'immigration et des réfugiés

Bill C-55
 Discussion, 64:22-3, 25
 Exposé, 64:5-8

Brush, M. M.H., coordonnateur législatif, ministère de l'Emploi et de l'Immigration

Bill C-84, 26:14

Buckwold, honorable Sidney L., sénateur (Saskatoon)

Bill C-7, 10:23-5
 Bill C-15, teneur
 Enfants
 Abus sexuels
 Contrevenants
 Récidive, 17:12
 Traitement, types, 17:22
 Infractions
 Exhibitionnisme, 2:19; 3:39
 Infractions sans attouchements directs ou indirects, 2:19; 3:37-9
 Rédéfinition, établissement de nouvelles infractions
 Attouchement «à des fins d'ordre sexuel», interprétations, 2:18; 3:38-9; 17:19-20
 Recommandation, rapports sexuels/attouchements par les personnes atteintes d'une maladie transmise sexuellement, 2:20-1
 Poursuites judiciaires
 Accusés
 Droits, 8:18-9
 Erreur quant à l'âge comme défense, 2:10-1
 Exclusion de la salle d'audience, 3:18-9; 19:13
 Victimes et enfants témoins
 Enfant en tant que témoin particulier avec des besoins particuliers
 Compétence à témoigner, capacité de dire la vérité, 3:18
 Protection, 3:15, 18-9, 40; 4:15-7, 30; 19:13, 24-7
 Témoignage, enregistrements magnétoscopiques, 4:34
 Victimes
 Autochtones, conditions économiques, effets, 16:12-3

Canadian Bar Association—Cont'dImmigration Law Section—*Cont'd*

British Columbia Branch

Bill C-55

Brief, 55:19-20, 22-4, 26-7, 29, 44-5

Position, 55:20-4, 38-46

Recommendations, 55:24-38, 44-5

National Criminal Justice Section

Bill C-61

Brief, 87:45

Position, 87:33-52

Special Committee on Lobbyists

Bill C-82

Brief, 92:6, 9, 13-5, 20, 22

Position, 90:11, 19; 92:5-26

Canadian Centre for Justice Statistics

Role, 7:7-8; 85:26

Canadian Charter of Rights and Freedoms

Application, interpretation of "everyone", "every individual", 33:10, 21, 30; 41:14; 46:9

Discussion

Section 1 — Rights and freedoms in Canada, 76:13; 79:7; 90:32-3

Section 2 — Fundamental freedoms, 79:6, 14

Section 7 — Life, liberty and security of person, 9:6; 25:6, 13;

77:18-9; 78:6, 23; 90:32-3; 95:31; 97:6

Section 8 — Search or seizure, 90:27, 32

Section 10 — Arrest or detention, 90:32-3

Section 11 — Proceedings in criminal and penal matters, 9:6;

25:6, 8-9, 14; 78:6, 23

Section 13 — Self-crimination, 78:9-10; 95:21, 27

Section 15 — Equality rights, 22:8, 19-20; 96:21

Section 24(1) — Enforcement of guaranteed rights and freedoms, 89:14

Section 26 — Other rights and freedoms not affected by Charter, 90:33

Fundamental justice, 77:8-9; 78:6

Legal rights, 9:6; 14:7, 11, 23

See also

Bill C-55

Bill C-84

Refugees

Canadian Civil Liberties Association

Bill C-84

Position, 35:5-13, 15-27

Recommendations, 35:6-11, 16-20, 23

Canadian Council for Refugees

Background information, 62:5-6

Bill C-55

Position, 62:7-24

Recommendations, 62:7-9, 22-4

Bill C-84, motion... and Message..., 62:21-2

Canadian Council on Children and Youth

Background information, 4:6

Bill C-15, subject-matter

Brief, references, 4:6-7, 9, 12, 17-20

Position, 2:9; 4:6, 9-14, 18-20, 30-2

Looking Back, Looking Ahead, annual report, 4:5*Youth Policy Today*, 4:5**Buckwold, honorable Sidney L., sénateur (Saskatoon)—Suite**Bill C-15, teneur—*Suite*Enfants—*Suite*Abus sexuels—*Suite*

Divulgarion, accusations à tort, 19:29

Activité sexuelle, exploration et expérimentation, consentement, 2:19-20

Prostitution, 2:11

Portée, 3:17

Procédure, 2:21, 29

Témoign, note biographique, 16:6

Bill C-28, 20:18-20

Bill C-45, teneur, 15:9-12, 14; 16:5-6; 17:24-5

Bill C-55

Mesure législative, adoption, urgence, 71:18

Motion, membres du Comité, voyages pour entendre des témoignages, 46:22

Statut de réfugié, détermination, processus

Arrière, retards, 70:14-5

Mesure législative, constitutionnalité, évaluations, 66:25

Procédure

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Décisionnaires, membres, nominations, durée, 66:10; 70:21-2

Règles, procédures, règlements, 70:6, 21-2

Renvoi du Canada en attendant l'audition de l'appel, 70:9-10

Requérants

Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr

Personnes qui arrivent d'un pays sur la liste des pays tiers considérés comme sûrs, 71:16-8

Protection dans un pays tiers considéré comme sûr

Ententes, accords, 71:18

Sauvegardes, assurance d'être accueillis, 69:22; 71:16-7

Refus de les reprendre, renvoi au Canada, 71:17

Risques, réfugiés «en orbite», 69:23

Transporteurs, documents, vérification, application, 66:32-4, 38, 40-1, 44, 46

Windsor, Ontario, requérants du statut de réfugié, 66:34-5

Bill C-55, motion..., ministre de l'Emploi et de l'Immigration, amendement à l'art. 14, 87:20, 25, 30-1

Bill C-58, 86:22-3, 25

Bill C-61, 86:9, 11, 13, 16-8; 87:38, 45-9, 51

Bill C-82

But, 92:35

Enregistrement

Activités

Définition, 90:13-4

Exclusions, collecte d'informations 92:6

Définition

Deux catégories, système

Autres lobbyistes, 90:12; 92:33-5

Contrats, 92:33-5

Lobbyistes professionnels, 90:10-2; 92:9, 14, 33-5

Exclusions, 90:12

Etats-Unis, comparaison, 92:38-9

Système, administration, frais, 92:39

Titulaire d'une charge publique, définition, 92:7, 33-4

Procédure, 90:21

Bill C-84

Afghanistan, réfugiés au Pakistan, 39:11

Aide

Canada, programmes et politiques

Sélection des réfugiés à l'étranger, 27:8-10; 40:9-10

Statistiques, immigrants, comparaison, 27:46

Entrée illégale au Canada

Aide, encouragement, conseils, 36:25

- Canadian Cultural Property Export Review Board**
Role, 10:18-9, 23-4
- Canadian Jewish Congress**
Bill C-55, position, 40:5-6, 13, 15, 19, 23, 26
Bill C-84
Position, 40:5-16, 18-26
Recommendations, 40:6-9, 13, 16, 23-5
- Canadian Newspapers Co. v. Canada (Attorney General), ([1988] 2 SCR 122)**
References, 77:13; 78:6-8; 79:6-8; 84:8, 18; 85:6
- Canadian Sentencing Commission, Report**
See
Sentencing Reform: A Canadian Approach. Report of the Canadian Sentencing Commission (Archambault Report)
- Cantelon, Bill, Reverend, Red Deer Coalition for Refugees**
Bill C-55
Discussion, 54:64
Statement, 54:62
- Capparos, Ernest, Legal Counsel**
Bill S-7, 57:9-13, 16-24; 73:14; 75:19-20, 25-6
- Carpentier, Jacques, Executive Director, Nanaimo Immigrant Settlement Society**
Bill C-55
Discussion, 56:32-40
Statement, 56:26-32
- Carradus, Simone, Division of Global Concerns of the United Church British Columbia Conference**
Bill C-55, 55:53-6
- Carroll, Lewis, Alice's Adventures in Wonderland**
Reference, 29:11
- Cassivi, David, Alderman, City of Windsor**
Bill C-55
Discussion, 66:37-9, 44
Statement, 66:32
- Catholic Cults, André McNicoll, 73:26**
- Chan v. McFarlane ((1962), 34 DLR (2d) 179), 60:16**
- Charter of Rights and Freedoms**
See
Canadian Charter of Rights and Freedoms
- Chartier v. Attorney General of Quebec ([1979] 2 SCR 474), 22:27**
- Child at Risk, report of the Standing Senate Committee on Health, Welfare and Science (1st Session, 32nd Parliament)**
References, 4:7
- Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)**
Background information, 3:6-7
Bill C-15, subject-matter
Position, 3:7, 8, 18, 39-40
Recommendation (a national centre), 3:25-6
- Buckwold, honorable Sidney L., sénateur (Saskatoon)—Suite**
Bill C-84—Suite
Entrée illégale au Canada—Suite
Détention
Identité, incapacité d'établir, 46:17-8
Sécurité, risques, menaces
Attestations de sécurité, examen, procédure, 28:33-5
Détention obligatoire, 46:17-8
Visas, applications aux ambassades et consulats canadiens, comparaison, 27:7
- Navires**
Interception et escorte au port, 28:40-1
Renvoi
Nations unies, Convention et Protocole relatifs au statut des réfugiés, conformité, 28:42
Passagers
Refoulement, risque, 28:41-2
Refus de l'autorisation à débarquer par les autres pays, 27:37; 28:43
Processus décisionnel, pouvoirs, 46:18-9
Procédure, 27:35; 28:48-9; 37:14
Statut de réfugié, détermination, processus
Abus, 28:45-6; 39:10
Procédure
Changements, 39:11; 40:25
Comité consultatif du statut de réfugié, 37:13-6
Interrogatoire sous serment, 37:15-6
Requérants
Identification, documents, 27:29-30, 32
Statistiques, 27:19, 34-5
- Transporteurs**
Coopération avec le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, 27:34-5
Documents, rétention, 27:31; 36:15, 24-5
Passagers, renvoi au point de départ initial, transport de retour, frais, 36:24
Transport des passagers sans documents requis, amendes, 27:35, 38
- Bill C-84, motion... et message...
Entrée illégale au Canada, aide, encouragement, conseils, 66:7
Navires, renvoi, constitutionnalité, 60:15-7
- Bill C-89
Biens récupérés
Preuve du droit de propriété et de la valeur du bien, affidavit ou déclaration solennelle, 77:18-9; 78:19
Preuves photographiques, 77:16
Restitution à son propriétaire, délai, 77:15-6; 78:15, 18
But, 78:35
Criminal Lawyers' Association, témoignage, 77:11-3
Dédommagement
Contrevenant, capacité de payer, 85:19-21
Dommages
Blessures corporelles, 78:31-2
Défaut de paiement, incarcération, 78:26; 85:25
Appel, 77:21; 78:26
Procédure, 80:18-21
Sommes trouvées sur le contrevenant au moment de son arrestation, 77:20-1
Procédure, 78:35
Traitement, évaluation, 78:35
Suramendes compensatoires, 77:22; 78:38
- Bill C-210, teneur, 94:12-3
Bill S-3, 1:10-1, 13-4, 16
Bill S-11, 23:12-3; 24:20
Bill S-14, 43:9-12, 15; 45:15
Bill S-17, 83:8-9, 12-5

Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)—*Cont'd*
 Child Advocacy Project, 3:7-8, 24, 26-7
 Videotape pilot project, 3:21, 29

Child (The) Sexual Abuse Accommodation Syndrome, Roland C. Summit, 4:26,33

Children

Definition, comparison with adolescents, 6:22-3

Evidence

Circumstances and validity, studies, 2:23

Rules, historical background, 4:8

Physical abuse

Historical background, 6:7

Statistics, 3:7; 7:7, 24-6

Treatment, inadequacy of resources, 3:28

Pornography, 8:11; 14:9, 13; 17:11, 17; 76:18

Procuring by parent or guardian, 7:11; 19:12; 22:31; 24:7

Prostitution, 2:7, 11-2; 5:30-1, 42; 8:7-8; 16:9

Sexual abuse

Cases, reporting to authorities, 4:36-7; 7:7; 8:11; 12:21-2, 24

Legal proceedings

Accused

Consent of complainant, no defence, 2:14-5; 6:7-8; 7:11; 8:7; 19:10-1, 21-3; 22:9

Exclusion from courtroom, 2:6, 9; 3:18-20, 24; 4:11-2, 16, 20-1, 33-4; 5:9-10, 13-4, 23, 33-5, 43; 6:10-1, 13, 15, 25; 7:9-10, 14-6, 18, 20; 8:8-9; 9:7, 14, 20-1; 14:7, 9,11; 16:9; 17:13; 19:12-3, 18-9; 22:10; 78:11

Guilt, legal standard, 4:20-1; 5:20-1, 45-6; 9:19; 22:29

Identity, ban on publication, proposal, 4:32; 5:12-3, 19-21, 43-7; 11:17-8; 14:9, 14, 16; 22:26-9; 24:8-9; 77:10; 84:16

Legal aid, 4:35

Mistake as to age as a defence, 2:7, 10-4; 5:10, 22-3; 19:11

Rights, 2:9, 23; 3:23-4; 4:11, 20-2, 24, 33; 5:9, 27-8, 32-4; 6:15; 7:10, 17-8; 8:8-9, 16, 18-20; 9:5-8, 11-2, 17, 19; 14:7, 9,11; 22:8, 10-1

Alternative solutions, 7:28-9; 8:22

Cases which do not reach court, number, reasons, 3:7-8, 24; 4:8, 21; 5:6, 25; 14:15; 16:12-3; 17:6-7, 10

Decision-making process, 7:26-7

Judges, selection and training, 14:8-11, 20-2; 19:26-7

Personnel, training, 3:35-6; 4:36; 8:21-2; 19:25-7

Purpose, 4:20-7, 33

Special courts, 8:22-3; 9:11; 14:10

Trials by judge or by judge and jury, 3:20, 22

Victims and child witnesses

Adult rape victims, comparison, 3:22-3

Child as special witness with special requirements

Competency to testify

"Ability to communicate", proposal, 4:9, 28; 9:20; 14:7; 19:14-5; 22:9

Capacity to tell the truth, 2:7; 3:9, 14-8; 4:8-10, 17-8, 25-6, 28-9, 32-3; 6:8-10, 12-7, 19-22; 7:9-10, 15; 8:8-9, 11-3, 17-20; 9:18-9, 21; 11:12; 12:12-3, 23-4; 14:7, 9; 16:8-9, 14; 17:7, 10-2; 19:14-5, 28-9

"Mental capacity", 4:28-30; 9:21; 19:14-5

Oath or solemn affirmation, ability to understand the nature of, 2:28; 3:9, 14, 16, 39; 4:28-9, 32-3; 5:40; 8:9; 19:15

Promise to tell the truth, 2:28; 3:14; 4:29; 5:9; 19:15

"Sufficient intelligence", 2:7, 28; 3:15, 18, 39; 4:9, 27-9; 5:9, 14, 40-2; 8:9; 9:19-20; 14:14; 16:8-9; 19:15; 22:9

United States, comparison, 8:9, 11-3, 18; 22:9

See also below

Testimony

Buckwold, honorable Sidney L., sénateur (Saskatoon)—*Suite*
 Justice, système, incarcération, taux pour défaut de paiement des amendes, 85:14, 18
 Séance d'organisation, 1:7-9
 Statuts du Canada, Propositions visant à corriger..., 47:10

Bulgarie

Réfugiés, 56:96-7

Voir aussi

Réfugiés

Bushnell, M. Ian, professeur de droit constitutionnel, Université de Windsor

Bill S-11

Discussion, 23:19-22, 30

Exposé, 23:17-9

Butt, M. John, directeur de projet, Elaboration de lois, Groupe de travail sur les réfugiés, ministère de l'Emploi et de l'Immigration
 Bill C-84, 27:20-1; 29:33-5, 38-40; 44:6-11, 14-24

CENC

Voir

Commission d'énergie du Nord canadien

Calgary Interfaith Coalition for Refugees

Bill C-55

Position, 53:25-6, 28-49

Recommandations, 53:30-7, 39-44, 47-9

Campbell, M. Charles M., à titre privé (présentation personnelle)

Bill C-55

Discussion, 56:63-79

Mémoire, 56:63-4, 67, 71-2, 75-8

Position, 56:64-71, 75, 77-8

Recommandations, 56:71-9

Notes biographiques, 56:64, 77-9

Campos, M. Arnoldo, Victoria Coalition

Bill C-55, 56:60-1

Notes biographiques, 56:53, 60

Canadian Newspapers Co. c. Canada (Procureur général), ([1988] 2 RCS 122)

Références, 77:13; 78:6-8; 79:6-8; 84:8, 18; 85:6

Cantelon, M. Bill, Révérend, Red Deer Coalition for Refugees

Bill C-55

Discussion, 54:64

Exposé, 54:62

Capparos, M. Ernest, conseiller juridique

Bill S-7, 57:9-13, 16-24; 73:14; 75:19-20, 25-6

Carpentier, M. Jacques, directeur exécutif, Nanaimo Immigrant Settlement Society

Bill C-55

Discussion, 56:32-40

Exposé, 56:26-32

Carradus, Mme Simone, Division of Global Concerns of the United Church British Columbia Conference

Bill C-55, 55:53-6

Children—Cont'd

Sexual abuse—Cont'd

Legal proceedings—Cont'd

Victims and child witnesses—Cont'd

Delays in judicial process, impact, 3:8-9, 13-4; 7:10-3, 16-9, 23; 8:10, 20-2; 9:11-2, 17-8, 20; 11:20-1; 14:9-10; 19:18, 26; 24:10

Protection, 3:32-6, 39-40; 4:21; 8:16-20; 17:10-1, 13-5; 19:8-10, 18, 25-7; 22:12-3

Accused, exclusion from courtroom, 2:6, 9; 3:18-20, 24; 4:11-2, 16, 20-1, 33-4; 5:9-10, 13-4, 23, 33-5, 43; 6:10-1, 13, 15, 25; 7:9-10, 14-6, 18; 8:8-9; 9:7, 14, 20-1; 14:7, 9, 11; 16:9; 17:13; 19:12-3, 18-9; 22:10; 78:11

Alternatives, proposals, child

Elimination of eye contact with the accused, 3:14, 18-9, 24; 4:11; 5:13-4, 34-5, 43; 6:11, 25; 7:10, 14-6, 20; 8:8-9, 15-7; 9:10-1, 20-1; 22:10; 78:11

Exclusion from courtroom, 4:12, 23, 33-4; 5:33-4; 6:15; 8:9; 9:7, 9-10, 14, 20-1; 14:7; 17:13; 22:10

Closed-circuit television, 2:6; 3:18; 4:11-2; 5:9, 33-4; 7:10, 16, 18; 8:8-9, 14-6; 9:7, 9-11; 14:7, 11; 17:13; 19:18-9; 22:10

Costs, 5:9-10; 7:15-6, 18; 8:16; 9:9-10; 11:22

Remote areas, practical difficulties, 5:9, 13-5; 6:25; 7:9, 14-6; 9:9-10; 11:22; 14:12

Young Offenders Act, comparison, 5:10, 13

Courtroom

Anatomically correct dolls, use, 7:12, 22; 8:10; 12:12-3, 26-7; 19:14; 22:14

Physical rearranging, 4:18; 8:10, 16; 16:8-9; 17:10, 13-5; 19:19-20

Puppets, use, 6:10; 7:12; 8:22

Defence counsel, conduct, 3:9, 15; 4:16-8, 22, 24-5; 5:39; 6:10, 16; 7:10, 16, 18; 8:10, 16; 9:11, 16; 14:13-4; 19:24-7

Judges, powers, 4:13-8, 22-7; 5:39; 6:10, 13, 16-7, 25; 7:10, 16; 8:10, 16, 22; 11:10-3; 14:10-1; 17:15; 19:27

Lawyer, services, 3:15; 4:35-6; 8:10, 16; 19:24-7

Public, exclusion from courtroom, 3:14, 20-2, 36, 39; 4:12-6, 22-3, 30-2; 5:23; 7:16; 8:9-10; 11:10-3; 14:9; 19:20; 78:11

Definition of "public", 4:13-6, 30

Young Offenders Act, comparison, 4:13-6, 31

United States, comparison, 4:12, 17-8, 23, 36; 6:10, 25; 8:8-10, 16

Victim accompanied to witness stand by support person, 3:18-9; 4:18, 23, 26-7; 5:23-4; 6:17; 8:10, 16; 9:20; 14:24; 19:20

Children's Hospital, Winnipeg, Manitoba, case history, 3:8-10

Decision, effect, 3:15-6; 5:8-9

Identity, ban on publication, 2:6, 16; 4:22, 32; 5:8, 10-3, 19, 21, 43-4; 8:9-10; 11:10, 13-7; 14:9, 14, 16; 19:13-4; 22:27-9; 24:8; 76:18, 23-4; 78:11-2; 84:7, 16; 85:23

Young Offenders Act, comparison, 5:10, 12-3, 19; 11:14; 14:15

Obligation to testify, avoidance if offender pleads guilty, 2:15; 3:36-7; 78:34-5

Rights, 5:27-8; 8:21; 9:5; 14:8-9, 20; 22:8, 11, 19-20

Sexual activity, 5:32-3

Testimony

Admissibility, discretionary powers of judges, 2:17, 28; 3:9, 14-5; 4:27-9, 32-3; 5:9, 22, 32-3; 8:9; 12:11-2; 22:9

Corroboration requirement, removal, 2:7, 9, 28; 4:9-10; 5:9, 14-5, 22, 32, 39-40; 7:9, 23-4; 8:8, 17-8; 9:7-8, 18-20; 11:9; 12:13, 23-4; 17:7; 19:12; 22:9, 19-20, 24-5; 24:8

Carroll, M. Lewis, *Alice's Adventures in Wonderland*

Référence, 29:11

Cassivi, M. David, échevin, Ville de Windsor

Bill C-55

Discussion, 66:37-9, 44

Exposé, 66:32

Catholic Cults, M. André McNicoll, 73:26**Centre canadien de la statistique juridique**

Rôle, 7:7-8; 85:26

Chan c. McFarlane ((1962), 34 DLR (2d) 179), 60:16**Charte canadienne des droits et libertés**

Application, interprétation de «chacun», «tous», 33:10, 21, 30; 41:14; 46:9

Discussion

Art. 1 — Droits et libertés au Canada, 76:13; 79:7; 90:32-3

Art. 2 — Libertés fondamentales, 79:6, 14

Art. 7 — Vie, liberté et sécurité, 9:6; 25:6, 13; 77:18-9; 78:6, 23; 90:32-3; 95:31; 97:6

Art. 8 — Fouilles, perquisitions ou saisies, 90:27, 32

Art. 10 — Arrestation ou détention, 90:32-3

Art. 11 — Affaires criminelles et pénales, 9:6; 25:6, 8-9, 14; 78:6, 23

Art. 13 — Témoignage incriminant, 78:9-10; 95:21, 27

Art. 15 — Droits à l'égalité, 22:8, 19-20; 96:21

Art. 24(1) — Recours en cas d'atteinte aux droits et libertés, 89:14

Art. 26 — Maintien des autres droits et libertés, 90:33

Droits à l'égalité, 22:8, 19-20

Garanties juridiques, 9:6; 14:7, 11, 23

Justice fondamentale, 77:18-9; 78:6

Voir aussi

Bill C-55

Bill C-84

Réfugiés

Chartier c. Procureur général (Québec) ([1979] 2 RCS 474), 22:27**Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)**

Bill C-15, teneur

Position, 3:7, 8, 18, 39-40

Recommandation, 3:25-6

Child Advocacy Project, 3:7-8, 24, 26-7

Information de base, 3:6-7

Child (The) Sexual Abuse Accommodation Syndrome, M. Roland C. Summit, 4:26, 33**Chili**

Procès au criminel, procédure, 28:20, 24-6

Réfugiés

Allende, Mario, 54:14-7

Ambassades et consulats canadiens, accessibilité, 31:29; 38:23, 25, 32-3; 52:20; 64:7

Argentine, 37:11; 56:22; 62:28

Définition, «catégorie désignée», 27:10, 13; 38:33-4

Départ, difficultés, 27:43

Enlèvement de la liste B-1, 27:7, 12-3

Etats-Unis, 51:12-3; 53:15

Femmes, 61:14-5

Children—Cont'dSexual abuse—*Cont'd*Legal proceedings—*Cont'd*Victims and child witnesses—*Cont'd*

Prior out-of-court statements, third party testimony

Admissibility, conditions, proposal, **4:19**Badgley report, recommendation, **2:22, 24, 26-7; 4:19; 8:10; 14:9, 24-5**United States, comparison, **4:18-9; 8:8, 10, 13-5**Reliability, truthfulness, **3:14-5, 31-2; 4:8-10, 17-8, 25-6; 6:8-10, 12-7, 19-22; 7:9-10, 15; 8:8-9, 11-3, 17-20; 9:18-9; 11:12; 12:12-3, 23-4; 14:7, 9; 16:8-9, 14; 17:7, 10-2; 19:14-5, 28-9**

Videotaped evidence

Access, **3:28-9; 4:34-5**

Admissibility

Conditions, **2:23-4; 4:10; 5:35-8; 6:17-9; 7:9, 14, 20-3; 8:8-9; 9:7-8, 13-7; 11:6-7; 12:12-3; 14:12; 22:10-3, 15, 30; 24:9-10**

Foreign jurisdictions, comparison

Australia, **2:23**New Zealand, **2:23**United States, **2:22-3; 4:10; 6:17-8; 7:20; 8:8-9, 23-4; 14:12; 22:14-5**“Offence”, definition, **6:14-5; 7:13-4**Production “soon after” the offence, **2:24-7; 3:20, 38-9; 4:10-1; 6:12, 14, 19; 7:14; 9:15; 22:10**Recommendation, soon after the discovery of the offence, **2:25; 3:29; 4:11; 6:19; 9:15; 11:18, 23; 14:7; 16:9, 14-5; 19:14-5**Advantages and disadvantages, **2:15, 22-5; 3:21, 26, 29; 4:10-1; 5:35-9; 6:11-2, 15; 7:8-9; 8:14-6; 9:14-6; 11:5-9, 18, 20-3; 14:9, 12; 17:12; 22:9-13, 30-1; 24:9; 77:24; 78:11**Disclosure to the defence, **2:15, 22-3, 25-6; 22:31**Judges, educational seminars, **22:14**Pilot and demonstration projects, **3:21, 29; 22:12, 30**Prior out-of-court statements, **2:23-7; 8:10**

Production

Editing, **2:22; 3:28-9; 7:19-20; 11:7-8; 17:13; 22:13, 15; 24:9**Funding, **14:12**Guidelines, **11:6, 9, 18-20, 22; 14:12; 17:13; 22:11-5; 24:9-10**Interviewer, qualifications and training, **2:15, 21-2; 3:20-1, 28-9; 6:12-3, 15-7; 7:19; 8:16; 11:6, 8-9, 19-20, 22-3; 12:26-7; 14:11-2; 16:15; 17:12-3; 19:18-9; 22:13, 15; 24:9***See also above*

Admissibility

Purpose, **2:6-7, 15, 23; 5:35-8; 11:5**Recommendation, admissibility of audiotapes, **4:11; 5:9, 13; 14:7**Relevant evidence, **5:35-9**Studies, **2:22-3**United States, comparison, **6:15-7; 8:8-10, 14-6; 22:11-2, 14-5, 30; 24:9**Very young children, **3:24**Media, reporting, evaluations, **14:13-7, 22**

Offences

Bestiality, **2:6; 19:12; 22:8, 17, 25-6; 24:7; 76:17-8**Buggery, **2:6; 3:20; 11:13; 12:22-3; 16:9; 19:11-2; 22:8-9**Exposure, **2:19-20; 3:20, 39; 12:17; 22:8**Gender free, **5:10; 17:17; 22:8**Incest, **2:24; 3:11-2, 20, 36; 4:6; 5:8-9, 16-9; 12:11; 17:9-10; 22:8**Multiple offences, **16:9; 76:18****Chili—Suite**Réfugiés—*Suite*Morts, **55:72**Quintana, Carmen, **38:33**Silva, German, **52:19-20**Statut de réfugié, requérants, **30:15; 31:6, 28; 38:32-3; 50:15; 56:71-3; 64:7**Sécurité, risque, interprétation, **62:7**Visas de transit, **31:28; 50:36; 64:7**Visas de visiteur, **31:28-9; 38:27***Voir aussi*

Réfugiés

Chine, République populaireStatut de réfugié, requérants, **53:43; 56:96***Voir aussi*

Réfugiés

Chong Chow, Regimbaldo c. ((1925), 38 Qué. K.B. 440 (C.A.), 84:12-3; 85:8**Citoyenneté, Loi, Code criminel, Loi sur l'immigration de 1976, Loi modifiant***Voir*

Bill C-71

Clark, M. Tom, coordonnateur, Comité Inter-Eglises pour les réfugiésBill C-55, **62:28-36****Coalition de Montréal**

Bill C-84

Position, **38:6-16, 26-9, 34-6, 39-43**Recommandations, **38:7-10, 15-22, 31, 35-6, 39-42**Information de base, **38:5****Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy**

Bill C-55

Position, **50:5-18, 20-1, 25-30**Recommandations, **50:10, 17-8, 21-6, 32-5**

Bill C-84

Position, **31:5-19, 30-1**Recommandations, **31:12, 15-7**

Edmonton, section

Bill C-55

Position, **54:6-14**Recommandations, **54:6-7, 12, 14, 17**Information de base, **54:6-7**Information de base, **31:5; 54:6; 55:54****Coalition manitobaine pour une juste politique relative aux réfugiés**

Bill C-55

Position, **52:64-80, 82**Recommandations, **52:77, 82-7**Information de base, **52:64****Code criminel**

Amendements

Art. 6, **25:7-11**Art. 139(1) — Inadmissibilité du consentement du plaignant, **19:10**Art. 139(2) — Exception, **2:14-5; 9:8; 19:10-1, 21-3**Art. 139(3) — Personne âgée de douze ou treize ans, **7:11**Art. 139(4) — Inadmissibilité de l'erreur, **19:11**Art. 139(5) — Idem, **19:11**

Children—Cont'dSexual abuse—*Cont'd*Offences—*Cont'd*

Necrophilia, 22:8

Offences not involving touching directly or indirectly, 2:19; 3:37-9

Reform, creation of new offences

Invitation to sexual touching, 2:5; 7:11; 8:7; 19:11

Recommendation, sexual intercourse/touching while infected with sexually transmittable disease, 2:20-1

Sexual exploitation, 2:6, 13, 19-20; 4:19-20; 5:10, 29; 7:11; 8:7; 14:7, 23; 19:10-1; 22:8; 24:7

Sexual interference, 2:5, 17; 5:10, 28-9; 7:11; 8:7; 19:11, 20-1, 28-9; 22:16-7; 24:7

Touching "for a sexual purpose", interpretations, 2:17-9; 3:19-20, 38-9; 5:28-9; 6:21-2; 7:28-9; 9:18-9; 17:18-20

Sexual assault, 22:8, 16-7, 19

Offenders

Adolescents and pre-adolescents, 6:23-7; 7:19; 8:17; 9:8-9; 12:7-9, 11, 14-5, 24; 14:22; 22:9

Behaviour, reasons, 12:6, 9, 15-7, 20; 17:15-6

Categories, rates of recurrence

Heterosexual paedophile, 12:9-11; 17:7-9, 12, 16-7

Homosexual paedophile, 12:10-1, 18; 17:8-9, 12, 16-7

Incest, 12:9-11, 17-8; 17:8-9, 12

Diagnosis, methods, 12:8, 13-5, 27, 29-31

Drinking problems, 17:22

Encouragement to plead guilty, 2:15; 3:36-7

Group molestation, 6:13-4, 28

Identification, detection, 12:7-9, 11, 14-6, 18, 21-2, 29-31

Incarceration

Dangerous sexual offenders, 14:22-3

Deterrence and the need to protect the child, 5:7, 10-1, 17-9; 6:23, 28; 7:19; 17:11, 21; 22:19

Duration, 19:11-2, 16; 22:16-7, 31; 24:7

Effects, 22:16, 18; 24:7

Families, effect, 3:25, 37

Habitual offenders, 5:11, 18

Purpose, 22:19

Sexual deviance, reinforcement, 6:23-4

Treatment, availability and evaluation, 6:24-5; 12:20, 24-5; 17:11, 20-1; 22:16-22; 24:7

Increase in number or increased reporting, 6:25-7; 17:17; 22:10

Information and case histories, availability, 22:18

Male adults and female adults, numbers, comparison, 6:28; 7:10, 17-8

Recidivism, 12:10-1, 17-8; 17:7-9, 11-2

Research

Funding, 12:5-6, 13-4, 33

Information, availability, 12:14, 32-3; 17:11

Statistics

Family members, incest, 2:24; 3:12; 4:6; 5:8-9, 16-9

Percentage known to victim and in position of trust or authority, 2:24; 3:12; 4:6; 5:8-9

Persons in position of trust outside family circle, 3:12; 5:8, 16-7

Strangers, 3:12; 5:16-7; 7:6:18

Treatment

Attitudes towards, 4:21; 12:7-9, 21-2, 28-9; 17:6-7, 9; 22:18-21

Availability, 3:25, 39-40; 5:11, 15-6; 7:19; 8:17; 12:13-4

Benefits in relation to incarceration, 3:16, 25, 27

Courts, role, 3:24-5; 5:11; 6:23-4; 8:11; 12:5, 20, 24-5; 17:20-1; 22:16-7, 20-2

Effectiveness, 6:23-4, 27-8; 7:19; 8:17; 9:8-9, 12; 12:10-5, 17-8, 21-2, 24, 28, 31-3; 14:22-3; 17:9, 11-2, 21-2; 22:18-21; 24:7

Follow-up, long term, 17:7, 11

Code criminel—SuiteAmendements—*Suite*

Art. 140 — Contacts sexuels, 2:5, 17-9; 5:28-9; 19:11, 20-1, 28-9; 24:7

Art. 141 — Incitation à des contacts sexuels, 2:5; 7:11; 19:11; 24:7

Art. 146, 2:6; 4:19-20; 5:29; 7:28-9; 19:10

Art. 146(1) — Personnes en situation d'autorité, 19:11

Art. 146(2) — Définition d'«adolescent», 19:11

Art. 154 — Sodomie, 19:11-2

Art. 155 — Bestialité, 19:12; 24:7

Art. 166 — Père, mère ou tuteur qui sert d'entremetteur, 19:12; 22:31; 24:7

Art. 167 — Maître de maison qui permet des actes sexuels interdits, 19:12

Art. 169 — Exhibitionnisme, 2:19

Art. 175(1), 9:6

Art. 175(1)(e), 5:29-30; 22:22-4; 24:7-8

Art. 195(2) — Idem, 5:30

Art. 195(4) — Protection des mineurs, 5:30-1

Art. 245.4 — Torture, 20:9, 13, 22

Art. 246.4 — Non-exigibilité de la corroboration, 5:32-3; 7:24; 19:12; 24:8

Art. 246.6 — Interdiction de preuves sur le comportement sexuel du plaignant, 19:12

Art. 420.1 — Définitions, 87:50; 90:24

Art. 420.11, 91:7

Art. 420.12, 90:26, 36; 97:8

Art. 420.12(1) — Mandat spécial, 87:33; 91:10

Art. 420.12(4) — Rapport d'exécution, 90:31; 91:11; 95:24

Art. 420.12(5) — Avis, 87:42-3

Art. 420.12(6) — Engagement du procureur général, 90:27-8

Art. 420.13, 90:31, 36; 91:11; 97:8

Art. 420.14, 90:31, 36; 91:13; 95:22

Art. 420.14(1) — Demande de révision, 87:40

Art. 420.14(2) — Avis au procureur général, 87:39-40

Art. 420.14(4) — Restitution ou modification de l'ordonnance de blocage, 87:40; 90:31-2, 42

Art. 420.14(5) — Audience, 87:38-9; 90:34

Art. 420.14(6) — Conditions, 90:42; 91:12

Art. 420.14(7) — Réserve, 90:42

Art. 420.15, 90:43

Art. 420.17, 90:43, 47; 91:14, 18, 22; 95:20

Art. 420.17(1) — Confiscation lors de la déclaration de culpabilité, 87:35; 90:43-4; 91:14, 19; 95:20

Art. 420.17(2) — Produits de la criminalité obtenus par la perpétration d'une autre infraction, 90:43-4; 91:18; 95:21

Art. 420.17(3) — Amende, 90:44-5; 95:21-2

Art. 420.17(4) — Incarcération, 90:45; 91:14, 17, 19; 95:21

Art. 420.18, 90:47

Art. 420.19, 90:47

Art. 420.21, 95:22

Art. 420.21(3) — Ordonnance de restitution, 87:44, 49

Art. 420.22, 87:44; 90:47; 95:22

Art. 420.26, 95:29

Art. 420.26(1) — Copies des documents restitués ou confisqués, 90:48-50

Art. 420.27 — Nullité des actions contre les informateurs, 86:14

Art. 442, 9:7; 24:8-9; 76:8

Art. 442(2.1) — Exclusion de l'accusé, 2:6; 4:11; 5:33-5; 7:9

Art. 442(2.2) — Conditions de l'exclusion, 2:6; 5:33-5; 7:9, 18

Art. 442(3) — Ordonnance limitant la publication, 2:6; 5:21, 33-5; 11:10; 19:13; 76:19; 79:5, 13, 16; 84:6-7

Art. 442(3.1) — Obligations du juge, 19:14; 79:13, 19

Art. 442(3.1)(a), 76:17; 77:9; 78:7-8; 79:5, 15, 21

Art. 442(3.1)(b), 76:17; 77:9; 79:5-6, 19-21

Art. 446.3, 77:17

Children—Cont'dSexual abuse—*Cont'd*Offences—*Cont'd*Treatment—*Cont'd*

Importance, 3:25, 39-40; 4:6

Legal solutions, comparison, 12:6-11, 13, 20

Types, 12:10-1, 16-21, 27-8; 17:9, 16, 22; 22:16-22

Vagrancy, loitering, 5:29-30, 42; 8:7; 9:6, 12-3; 19:15-6; 22:22-4; 24:7-8

Victims of sexual abuse during childhood, 3:8, 25, 39-40; 4:6; 5:8-9; 6:27; 12:6, 9; 16:10; 17:22-3; 19:23-4

Violence and intrusiveness, 12:7, 11, 16; 17:11, 18-20; 22:15-6

See also above

Legal proceedings

Offences

Office of the commissioner of child abuse, 4:36; 14:8, 18-20

Person in position of trust or authority, 2:6, 13, 18-21; 3:38; 4:19-20; 5:10, 29; 6:7-8; 7:10-1; 8:7; 14:7, 23-4; 19:10-1; 22:8

Prevention, programs

Feeling Yes, Feeling No, 2:27; 5:7; 7:25*Good Touch, Bad Touch*, 7:25

Public awareness and education programs, recommendation, 5:6-7, 11, 18-9, 24-5; 7:6-7, 25; 14:15-6; 16:13-4

Provinces, child abuse registries, 7:7, 25-9; 22:29

Recommendations

Institute of sex research, establishment, 12:14

Investigation and reporting procedures, standardization, 5:7

National centre, establishment, 3:25-6; 14:12-3; 24:10

Society, attitude, 6:6-7; 14:6-8; 19:9-10, 17-8

Statistics

Availability, 7:8, 23

Children's Hospital, Winnipeg, Manitoba, 3:7

Gathering, standards, 14:13

Northwest Territories, 5:6, 15-6, 25

Nova Scotia, 7:7-10, 24-6

See also above

Offenders

Victims

Assistance

Multi-agency coordination, 8:10-1, 21

Personnel, training, 3:35-6; 4:36; 5:7; 16:15

Professionals with experience, 3:12-3

Programs

Rural and northern communities, 3:19

Winnipeg, Manitoba, 3:36

Victim assistance programs, 3:36; 8:10

Support groups, 19:6, 17

Attitudes towards offenders, 3:12, 37; 5:8

Children's Hospital of Winnipeg, case history, 3:8-10; 14:16

Complaint, investigation, 2:15; 3:12-3, 21; 17:10

Disclosure

Adolescents, 3:12

Delay between assault and disclosure, 2:25, 27; 3:8-12, 14-5, 20; 4:33-4; 6:11-2, 14; 7:10; 17:9; 19:14; 22:10

False accusations, 2:24; 3:30-3; 5:9; 6:9-10, 12-7, 19-22; 8:14-5, 18-20; 9:18; 11:12; 12:12-3, 23-4; 14:13-6, 24; 16:14; 17:18-20; 19:28-9; 76:18; 78:11-2

Reasons, 3:35; 7:13, 24-5

Repercussions, 3:8, 10-3, 15-6, 21-2, 24, 26-7; 4:26, 33-4; 5:25, 37; 7:10; 11:18; 16:9-10; 17:9-12; 19:6-10, 16-7

Emotional, physical and mental injuries, 3:10-1; 5:8; 6:8; 7:10; 11:18; 12:33; 14:9; 17:9-12; 19:6-10, 16-7

Sexually transmitted diseases, 3:20, 26; 5:8

National Youth in Care Network witnesses

Biographical notes, 19:5, 8-10, 12-4, 16-7, 20, 23-4, 26, 29-31

Presentations to Committee, 19:10-31

Code criminel—SuiteAmendements—*Suite*

Art. 446.3(7) — Dépôt des biens, 77:13-4, 17; 78:15, 17

Art. 584.1(4), 78:21

Art. 586, 9:7

Art. 610, 84:11

Art. 643.1 — Témoignage du plaignant, 2:6-7, 24-6; 4:10; 5:35; 7:8-9, 13-4, 20; 9:7; 19:14; 24:9-10

Art. 653 — Dédommagement, 78:23-5, 29, 31-2; 84:7, 11-2, 18-20

Art. 654 — Acquéreurs de bonne foi, 78:25; 84:11

Art. 655(1) — Enquête, 85:19

Art. 655(2) — Renseignements sur la capacité de payer du contrevenant, 78:24; 85:19

Art. 655.1 — Sommes trouvées sur le contrevenant, 77:20

Art. 655.3 — Priorité au dédommagement, 85:24

Art. 655.6, 78:25; 84:6, 9

Art. 655.6(1) — Idem, 78:25; 84:21-2

Art. 655.6(3) — Prescription, 78:25

Art. 655.6(4) — Audition, 78:25

Art. 655.6(5)(a), 78:25-6; 84:9

Art. 655.6(5)(b), 77:21; 78:25

Art. 655.6(9) — Emprisonnement consécutif, 78:27

Art. 655.9, 77:21; 78:25, 36; 84:6-7 (6)

Art. 655.9(1) — Suramende compensatoire, 78:37-8; 84:12

Art. 655.9(2) — Exception, 78:36; 84:11-2, 24

Art. 655.9(4) — Affectation des suramendes compensatoires, 77:21, 23

Art. 662(1.1) — Déclaration de la victime, 78:32

Art. 662(1.4) — Définition de «victime», 77:6; 78:33; 80:13-4

Discussion

Art. 95, 68:40

Art. 101(2) — Saisie sans mandat, 30:18

Art. 114 — Influencer ou négocier une nomination ou en faire commerce, 92:19

Art. 146(1) — Personnes en situation d'autorité, 2:13

Art. 146(2) — Définition d'«adolescent», 2:13

Art. 153, 2:21

Art. 159 — Corruption des mœurs, 87:52; 90:40

Art. 171(1) — Troubler la paix, etc., 22:23

Art. 185(1) — Tenancier d'une maison de jeu ou de pari, 90:40

Art. 186(1) — Gageure, bookmaking, etc., 90:40

Art. 193(1) — Tenue d'une maison de débauche, 90:40

Art. 195(1) — Proxénétisme, 90:40

Art. 244(1) — Voies de fait, 2:14

Art. 246.1 — Agression sexuelle, 22:9; 82:8

Art. 251(1) — Procurer un avortement, 59:26

Art. 251(4) — Exceptions, 59:26

Art. 294 — Punition de vol, 78:22

Art. 306(1) — Introduction par effraction dans un dessein criminel, 78:22

Art. 312(1) — Possession de biens criminellement obtenus, 86:6-7, 25; 87:33; 90:42; 91:7-9, 21; 95:19; 97:6-7

Art. 320(1) — Escroquerie: faux semblant ou fausse déclaration, 78:22

Art. 338(1) — Fraude, 78:22

Art. 421 — Punition de la tentative et de la complicité, 22:31

Art. 442, 76:18

Art. 442(1) — Procès à huis clos dans certains cas, 4:13, 16, 22-3; 11:10

Art. 442(3) — Ordonnance limitant la publication, 2:6, 16; 5:33-5; 79:7

Art. 442(3.1), 5:33-5

Art. 443(1) — Dénonciation pour mandat de perquisition, 30:23; 68:40-1; 86:7; 95:27

Art. 444 — Exécution d'un mandat de perquisition, 90:27

Art. 444.1, 30:20, 23

Children—Cont'dSexual abuse—*Cont'd*Victims—*Cont'd*

Native children

Alberta Native Women's Association study, **16:7-8, 10-1**Economic conditions, effects, **16:12-4, 16**

Indian

Girls, particular vulnerability, **3:7**Study, **3:7**Language difficulties, **16:8-9, 12**Native social workers, **16:15**Native women abused in childhood, statistics, **16:7, 11**Northern communities, **3:19, 26-7**Northwest Territories, **5:15-6**Traditions, culture, effects, **16:8, 11-2, 14-6**Protection, **3:6-7; 5:10-1**Risk, increase with changes in family circumstances, **6:26-7**Society support for, attitude towards, **6:6-8; 19:9-10, 17-8**

Treatment

Adolescents, **19:6-8, 10, 17-8, 23-4**Availability, **3:25; 5:8, 11, 15-6; 8:10; 19:10, 17, 20**Benefits, **3:11**Funding, **3:28; 8:10-1**Necessity, **19:7-8, 23-4**Services and methods, variations, **3:16, 27-8***See also above*

Legal proceedings — Victims and child witnesses

Sexual activity, exploration and experimentation, consent, **2:6, 14-5, 19-20; 4:19; 5:10, 22; 6:24; 7:11; 9:8; 16:9; 19:10-1, 17, 20-3; 22:8-9****Chile**

Refugees

Allende, Mario, **54:14-7**Argentina, **37:11; 56:22; 62:28**Canadian embassy and consulates, accessibility, **31:29; 38:23, 25, 32-3; 52:20; 64:7**Claimants, **30:15; 31:6, 28; 38:32-3; 50:15; 56:71-3; 64:7**Deaths, **55:72**Definition as "designated class", **27:10, 13; 38:33-4**Departure, difficulties, **27:43**Quintana, Carmen, **38:33**Removal from B-1 list, **27:7, 12-3**Silva, German, **52:19-20**United States, **51:12-3; 53:15**Women, **61:14-5**Security risk, interpretation, **62:7**Transit visas, **31:28; 50:36; 64:7**Trials, procedure, **28:20, 24-6**Visitors' visas, **31:28-9; 38:27***See also*

Refugees

China, People's RepublicRefugee claimants, **53:43; 56:96***See also*

Refugees

Chong Chow, Regimbold v. ((1925), 38 Que. K.B. 440 (C.A.), 84:12-3; 85:8**Citizenship Act, Criminal Code and the Immigration Act, 1976, Act to amend***See*

Bill C-71

Code criminel—SuiteDiscussion—*Suite*Art. 444.1(2) — Examen ou saisie de certains documents lorsque le privilège est invoqué, **30:20-1, 24**Art. 444.1(3) — Demande à un juge, **30:23**Art. 445 — Saisie de choses non spécifiées, **77:17; 95:27**Art. 446(1) — Détention des choses saisies, **77:17**Art. 446(13) — Copies des documents remis, **90:49-50; 95:29**Art. 446(14) — Copies admissibles en preuve, **95:29**Art. 455 — Cas où un juge de paix peut recevoir une dénonciation, **90:25**Art. 577(1) — Présence de l'accusé, **2:6; 5:35; 9:7**Art. 615(1) — Droit de l'appelant d'être présent, **43:18**Art. 643(1) — Dans certains cas, la preuve recueillie à l'enquête préliminaire peut être lue au procès, **77:19**Art. 653(1) — Dédommagement pour perte de biens, **76:10; 78:5; 85:16**Art. 662(1) — Absolution inconditionnelle et sous condition, **78:32****Code criminel, Loi des aliments et drogues et Loi sur les stupéfiants, Loi modifiant***Voir*

Bill C-61

Code criminel, Loi modifiant (documentation et instruments pour l'utilisation de drogues illicites)*Voir*

Bill C-264

Code criminel, Loi modifiant (torture)*Voir*

Bill C-28

Code criminel, Loi modifiant (victimes d'actes criminels)*Voir*

Bill C-89

Code criminel, Loi sur l'immigration de 1976 et Loi sur la citoyenneté*Voir*

Bill C-71

Code criminel et la Loi sur la preuve au Canada, Loi modifiant*Voir*

Bill C-15, teneur

Cogger, honorable Michel, sénateur (Lauzon)Bill C-7, **10:12, 17-9**

Bill C-15, teneur

Enfants, abus sexuels

Poursuites judiciaires

But, **4:20-3**

Victimes et enfants témoins

Enfant en tant que témoin particulier avec des besoins particuliers

Compétence à témoigner, **19:28-9**Protection, **3:22-4, 34-5; 4:22-, 30-1**Retards dans la procédure judiciaire, impact, **7:23; 9:20**

Témoignage, enregistrements magnétoscopiques, recevabilité

Conditions, **6:17-9; 7:20-3; 9:13-7**Etats-Unis, comparaison, **6:17-8; 8:23**Réalisation «peu après» l'infraction, **6:19**Statistiques, disponibilité, **7:23**Victimes, divulgations, accusations à tort, **19:28-9**

Clark, Tom, Coordinator, Inter-Church Committee for Refugees
 Bill C-55, 62:28-36

Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy

Background information, 31:5; 54:6; 55:54
 Bill C-55
 Position, 50:5-18, 20-1, 25-30
 Recommendations, 50:10, 17-8, 21-6, 32-5
 Bill C-84
 Position, 31:5-19, 30-1
 Recommendations, 31:12, 15-7
 Edmonton Branch
 Background information, 54:6-7
 Bill C-55
 Position, 54:6-14
 Recommendations, 54:6-7, 12, 14, 17

Cogger, Hon. Michel, Senator (Lauzon)

Bill C-7, 10:12, 17-9
 Bill C-15, subject-matter
 Children, sexual abuse
 Legal proceedings
 Purpose, 4:20-3
 Victims and child witnesses
 Child as special witness with special requirements
 Competency to testify, 19:28-9
 Delays in judicial process, impact, 7:23; 9:20
 Protection, 3:22-4, 34-5; 4:22-, 30-1
 Testimony, videotaped evidence, admissibility
 Conditions, 6:17-9; 7:20-3; 9:13-7
 Production "soon after" the offence, 6:19
 United States, comparison, 6:17-8; 8:23
 Statistics, availability, 7:23
 Victims, disclosure, false accusations, 19:28-9
 Procedure, 8:24; 19:27-8
 Bill C-28, 20:17-8
 Bill C-55, 70:14, 20-1; 72:16, 20
 Bill C-84, 28:21-2, 24-9, 31; 31:23-6; 32:23-7
 Bill C-88, 48:75
 Bill C-89
 Drafting, 78:31
 Identity of complainant or witness, ban on publication or broadcast in certain cases
 Application
 Judges
 Discretion, 79:18-9, 21; 80:7-8; 82:7-8
 Obligation to inform, 78:9
 Mandatory
 Law Reform Commission, position, 80:7-8
 Offences
 Criminal interest rates, loan-sharking, 76:14-5, 21; 79:18-9; 80:8-9
 Extortion, 76:14-5; 80:8
 Sexual offences, 76:14-5; 80:8
 Bestiality, 76:15; 80:8
 Request by prosecutor, by witness under the age of 18 years, 79:20-1
 Encouragement to come forward, 77:24; 79:18-9
 National Association of Victims of Crime, background information, 82:23
 Plaidoyer Victimes (Quebec), position, 82:7
 Recovered property, 78:16-7, 19-23
 Restitution, 78:27-8, 30-1
 Treatment, evaluation, 78:30-1
 Victim fine surcharges, 77:22-3
 Victim impact statements, 80:14
 Bill C-115, 81:16-7

Cogger, honorable Michel, sénateur (Lauzon)—Suite

Bill C-15, teneur—*Suite*
 Procédure, 8:24; 19:27-8
 Bill C-28, 20:17-8
 Bill C-55, 70:14, 20-1; 72:16, 20
 Bill C-84, 28:21-2, 24-9, 31; 31:23-6; 32:23-7
 Bill C-88, 48:75
 Bill C-89
 Association nationale des victimes d'actes criminels, information de base, 82:23
 Biens récupérés, 78:16-7, 19-23
 Déclaration de la victime, 80:14
 Dédommagement, 78:27-8, 30-1
 Identité du plaignant ou témoin, interdiction de publication ou de diffusion dans certains cas
 Application
 Juges
 Discretion, 79:18-9, 21; 80:7-8; 82:7-8
 Obligation d'aviser, 78:9
 Obligatoire
 Commission de réforme du droit, position, 80:7-8
 Demande par poursuivant, par témoin âgé de moins de 18 ans, 79:20-1
 Infractions
 Extorsion, 76:14-5; 80:8
 Infractions sexuelles, 76:14-5; 80:8
 Bestialité, 76:15; 80:8
 Taux d'intérêt criminels, prêts usuraires, 76:14-5, 21; 79:18-9; 80:8-9
 Encouragement à dévoiler l'infraction, 77:24; 79:18-9
 Plaidoyer Victimes (Québec), position, 82:7
 Rédaction, 78:31
 Suramendes compensatoires, 77:22-3
 Traitement, évaluation, 78:30-1
 Bill C-115, 81:16-7
 Bill S-3, 1:9-11, 17
 Bill S-7
 Amendements, 75:14, 16
 Canada
 Corporation simple, situation financière
 Divulgateion, 75:15
 Vérification, 75:8-10, 12, 14
 Structure, 75:15
 Procédure, 75:15, 18, 22, 28
 Bill S-11, 23:12
 Bill S-14, 43:11-6; 45:8-15
 Bill S-17, 83:12, 16

Coghill, M. Robert, directeur général et secrétaire-trésorier, Transit-Windsor

Bill C-55
 Discussion, 66:34-5, 39, 42-3
 Exposé, 66:30-2

Collins, M. Douglas, à titre privé (présentation personnelle)

Bill C-55
 Discussion, 56:95-8
 Position, 56:95-8
 Notes biographiques, 56:95

Colombie

Statut de réfugié, requérants, 56:69
Voir aussi
 Réfugiés

Cogger, Hon. Michel, Senator (Lauzon)—Cont'd

- Bill S-3, 1:9-11, 17
- Bill S-7
 - Amendments, 75:14, 16
 - Canada
 - Corporation sole, financial situation
 - Audit, 75:8-10, 12, 14
 - Disclosure, 75:15
 - Structure, 75:15
 - Procedure, 75:15, 18, 22, 28
 - Bill S-11, 23:12
 - Bill S-14, 43:11-6; 45:8-15
 - Bill S-17, 83:12, 16

Coghill, Robert, General Manager and Secretary-Treasurer, Transit-Windsor

- Bill C-55
 - Discussion, 66:34-5, 39, 42-3
 - Statement, 66:30-2

Collins, Douglas, Private Citizen (Personal presentation)

- Bill C-55
 - Discussion, 56:95-8
 - Position, 56:95-8
- Biographical notes, 56:95

Colombia

- Refugee claimants, 56:69
- See also*
 - Refugees

Commission of Inquiry Concerning Certain Activities of the Royal Canadian Mounted Police (McDonald Commission)

- Report, references, 29:12; 30:9, 13; 32:7; 42:7

Commission of Inquiry into the Non-Medical Use of Drugs (Le Dain Report)

- Reference, 96:17

Commission of Inquiry on War Criminals (Deschênes Commission)

- Evidence from abroad, 25:14
- Hearings, witnesses, 25:5, 15-6
- Historical background, 25:9
- See also*
 - Bill C-71

Committee on Sexual Offences Against Children and Youths (Badgley Committee)

- Report and recommendations, references, 2:8-10, 14, 22, 24, 26-7; 4:7, 12-3, 16, 18-9, 36; 5:8, 16; 7:9; 8:6, 9; 9:20; 14:5, 8, 19; 22:10

Computerized Meetings & Hotel Systems Ltd. v. Moore ((1983), 141 DLR (3d) 306), 98:13-5**Constitution Act, 1867**

- Section 91 — Legislative Authority of Parliament of Canada, 72:11
- Section 92 — Subjects of exclusive Provincial Legislation, 72:14-5
- Section 96 — Appointment of Judges, 72:18

Constitution Act, 1982

- Section 52(1) — Primacy of Constitution of Canada, 33:10; 88:24, 26; 89:24
- See also*
 - Canadian Charter of Rights and Freedoms

Colombie-Britannique

- Indiens, revendications territoriales, 81:13, 16
- Procureur général, *The Business of Crime*, 86:5
- Réfugiés, aide, 55:48, 51
- Taxes sur les terres indiennes, 81:6-8, 13-4, 16-8

Comité Badgley*Voir*

- Comité sur les infractions sexuelles à l'égard des enfants et des jeunes

Comité canadien d'action sur le statut de la femme

- Bill C-55
 - Mémoire, 55:77; 61:5, 10-1, 13-4
 - Recommandations, 61:7-9, 12-5

Comité central Mennonite (National)

- Bill C-55
 - Position, 52:40-4
 - Recommandations, 52:40, 42-4
- Information de base, 52:41, 43, 47, 49-50

Comité consultatif du statut de réfugié*Voir sous*

- Réfugiés

Comité de rédaction constitutionnelle française, premier rapport déposé au Sénat le 17 décembre 1986

- Etude, procédure, 98:7-10
- Forsey, l'honorable Eugene, lettres au Comité, 99:13-4
- Rapport préparé par l'honorable Jean Le Moyne
 - Discussion avec des représentants du ministère de la Justice, 98:9-10; 99:15
 - Renvoi au sous-comité, 98:8-10
 - Texte, 99:5-13
- Sous-comité, rapport
 - Rapport au Sénat, 99:4, 15
 - Texte, 99:5-14

Comité Inter-Eglises pour les réfugiés

- Bill C-55
 - Mémoire, 62:27-9
 - Position, 55:55-7; 56:56; 62:24-8, 31-6
 - Recommandations, 62:25, 27-31, 34-6
- Bill C-84
 - Position, 29:6-19
 - Recommandations, 29:11, 13, 16, 19, 23-6, 29-30, 36
 - Information de base, mandat, 29:6, 20-1; 55:54; 62:24

Comité sur les infractions sexuelles à l'égard des enfants et des jeunes (Comité Badgley)

- Rapport et recommandations, références,

Commentaires et options concernant le projet de loi C-55, Mmes Katharine Dunkley et Margaret Young, attachées de recherche, Division du droit et du gouvernement, Bibliothèque du Parlement, références, 71:8-9, 21-2, 24-5**Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels**
Rôle, 10:18-9, 23-4

- Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment**
See under
 United Nations
- Convention & Visitors Bureau of Windsor, Essex County & Pelee Island**
 Bill C-55, position, 66:26-8, 35, 44-6
- Cooley, Mary, Chairperson, Services for Sexual Assault Victims, Nova Scotia**
 Bill C-15, subject-matter, 7:12
- Cools, Hon. Anne C., Senator (Toronto Centre)**
 Bill C-55, 65:7
- Cooperants, Mutual Life Insurance Society**
 Background information, 43:6-11, 15-6
 Les Artisans and l'Union des Producteurs Agricoles du Québec, merger, 43:6, 9
 Federal charter, transfer to provincial charter, benefits, 43:7-9, 12; 45:13
See also
 International Life Insurance Company
- Cooperants, Mutual Life Insurance Society to be continued as a corporation under the laws of the Province of Quebec, Act to authorize**
See
 Bill S-14
- Copeland, Paul D., Vice-President, Criminal Lawyers' Association**
 Bill C-84
 Discussion, 30:12-24
 Statement, 30:5-11
 Biographical notes, 30:10-1, 14; 68:33
- Corbett, Brian, Counsel, Legal Services, Office of the Superintendent of Financial Institutions of Canada**
 Bill S-14, 45:14-6
- Corbett, William H., Senior General Counsel, Criminal Prosecutions Section, Department of Justice**
 Bill C-58
 Discussion, 86:22-5
 Statement, 86:19-22
 Bill C-61, 86:17
- Corbin, Hon. Eymard Georges, Senator (Grand-Sault)**
 Bill S-7, 57:13-6, 21-2
- Corporations sole**
 Background information, 63:10, 12-4; 73:6-7, 12-3, 18-20; 75:23-4
See also
 Bill S-7
 Opus Dei
- Council of Europe**
 Convention on Mutual Assistance, 1959, 86:20; 88:6, 16; 89:11-3
 Statement of Principles, 80:25, 28
- Commission canadienne sur la détermination de la peine, rapport**
Voir
Réformer la sentence: une approche canadienne. Rapport de la Commission canadienne sur la détermination de la peine (Rapport Archambault)
- Commission d'appel de l'immigration**
Voir sous
 Réfugiés
- Commission d'énergie du Nord canadien (CENC)**
 Biens
 Territoires du Nord-Ouest
 Description, 15:10
 Transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, négociations, 15:7, 9-13
 Yukon, territoire
 Description, 15:6
 Transfert au gouvernement du Yukon, 15:6-7
 Information de base, rôle, 15:6, 9
Voir aussi
 Yukon, territoire
- Commission d'énergie du Nord canadien, aliénation de biens situés au Yukon, Loi autorisant**
Voir
 Bill C-45, teneur
- Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada**
 Rapport, référence, 29:12; 30:9, 13; 32:7; 42:7
- Commission d'enquête sur les criminels de guerre (Commission Deschênes)**
 Audiences, témoins, 25:5, 15-6
 Historique, 25:9
 Preuves à l'étranger, 25:14
Voir aussi
 Bill C-71
- Commission d'enquête sur l'usage des drogues à des fins non médicales (Rapport Le Dain)**
 Référence, 96:17
- Commission de réforme du droit du Canada**
Accès du public et des médias au processus pénal (Document de travail 56), 22:27-8; 80:6, 8
 Bill C-89, position, 80:5-21
 Etudes, références, 76:5; 80:5; 95:27
Organismes administratifs autonomes (Rapport 26), 72:10-1, 24, 26-7
Pouvoirs de la police — les fouilles, les perquisitions et les saisies en droit pénal (Document de travail 30), 95:25, 28; 97:7
- Commission de révision des lois**
 Mandat, 13:7; 18:7-11; 48:73
 Mémoire, 13:12-5
 Pouvoir, 13:7, 10-1; 18:10
Voir aussi
 Lois révisées du Canada
- Commission des statuts révisés**
 Mandat, 47:14

Cram, George, Secretary, Primates' Fund for World Relief and Development, Anglican Church of Canada, Inter-Church Committee for Refugees

Bill C-84

Discussion, 29:21-30, 34, 36, 39

Statement, 29:10-9

Crime

Criminal investigations, damages to property, compensation, 76:22-3

Homicides, 82:19

Offences, statistics, 82:16; 85:26

Offenders

First offenders, 82:22

Rehabilitation, 82:20

Sentencing, statistics, 85:26

Treatment, 80:23, 26-7

Organized crime

Activities, 86:20

Federal-Provincial Study on Enterprise Crime, 86:5-6, 9-11, 13

United States, combatting

Bank Secrecy Act, 86:9, 24-5; 89:22

Organized Crime Commission, 86:6

Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Statute, 86:6-7, 24-5; 89:22; 90:32

Prevention, protection of citizens, 80:26-7, 30-3; 82:19

Proceeds of crime

Criminals, autobiographies, 86:16-7

Definition, 87:50; 90:24-5, 40-1

Laundering

Banks/financial institutions

Banker-client confidential relationship, 86:11-5

Currency transaction reporting

Compulsory, 86:9-12

Voluntary, 86:11-5

Liability, 86:11, 14

Money laundering committee, 86:11

Offshore operations, 86:13-4

Overview, 88:13-4; 90:37; 91:7; 97:6

See also below

Seizure, restraint, forfeiture

Pinto & Royal Bank of Canada case, 86:7-8, 17; 87:45

Possession

Accused

Lawyer-client privilege, 87:37-41; 90:43; 91:6

Rights, 87:36, 38; 90:23, 28

Criminal Code offence, 86:6-7; 87:33; 90:42; 91:7-9, 21; 95:19; 97:6-7

Seizure, restraint, forfeiture

Damages and costs, 90:23-4, 27-30; 95:28-9

Documents, copies retained by Attorney General, 90:48-50; 95:29

Foreign criminals in Canada, 86:17-8

Forfeiture

Deterrence, aspect, 87:33; 90:22; 95:18

Entitlement to proceeds, 91:9; 95:23, 25

Offender, dead or deemed to have absconded, 86:8, 16; 90:47

Priority to restitution (victims of crime), 86:19; 87:33

Property other than the subject of the prosecution, 86:15-6; 90:43-4, 47-8; 91:15-22; 95:21, 26-7; 97:7

Standard of proof, 87:35, 46; 90:43-4; 91:14-5, 19-20; 95:20-1

Unobtainable property

Fine equal to amount of value, 87:37, 42; 90:44-5; 91:14-7, 19; 95:18, 21-2

Commission Deschênes

Voir

Commission d'enquête sur les criminels de guerre

Commission McDonald

Voir

Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada

Compagnie d'assurance-vie l'Internationale

Voir

Internationale, Compagnie d'assurance-vie

Compagnie Montréal Trust

Information de base, 83:6-9, 12

Compagnie Montréal Trust du Canada, fusion, 83:7-9, 11-3

Compagnie Montréal Trust du Canada

Charte provinciale plutôt que fédérale, choix, explication, 83:8-11, 13

Compagnie Montréal Trust, fusion, 83:7-9, 11-3

Information de base, 83:6-12

Compagnie Montréal Trust du Canada sous forme de corporation régie par les lois de la province de Québec, Loi autorisant la continuation

Voir

Bill S-17

Computerized Meetings & Hotel Systems Ltd. c. Moore ((1983), 141 DLR (3d) 306), 98:13-5

Congrès juif canadien

Bill C-55, position, 40:5-6, 13, 15, 19, 23, 26

Bill C-84

Position, 40:5-16, 18-26

Recommandations, 40:6-9, 13, 16, 23-5

Conseil canadien de l'enfant et de la jeunesse

Bill C-15, teneur

Mémoire, références, 4:6-7

Position, 2:9; 4:6

Information de base, 4:6

Looking Back, Looking Ahead, rapport annuel, 4:5

Politique jeunesse d'aujourd'hui, 4:5

Conseil canadien pour les réfugiés

Bill C-55

Position, 62:7-24

Recommandations, 62:7-9, 22-4

Bill C-84, motion..., 62:21-2

Information de base, 62:5-6

Conseil de l'Europe

Convention sur l'assistance mutuelle, 86:20; 88:6, 16; 89:11-3

Enoncé de principes, 80:25, 28

Conseil national d'évaluation des archives

Rôle, 10:24

Crime—Cont'dProceeds of crime—*Cont'd*Seizure, restraint, forfeiture—*Cont'd*Forfeiture—*Cont'd*

Imprisonment in default of payment of fine, minimum sentences, 87:37, 42; 90:45-7; 91:14-20; 95:18, 21-2

Legislation

Background information, 86:5-7

Comparison with other countries

Commonwealth countries, 86:6

Council of Europe countries, 86:6

United Kingdom, 86:6

United States

Bank Secrecy Act, 86:9-10, 24-5; 89:22

Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Statute, 86:6-7, 24-5; 89:22; 90:32

Criticism, civil orientation, 87:33, 35-6; 90:22-3, 27-8, 43-4

Presumption of innocence, effect, 87:35-6; 90:23, 37; 95:22

Offences, application

Designated drug offences, 86:8, 16; 90:22-3, 35-6, 45; 91:15-6, 21; 95:18, 20-2, 26-7, 32; 97:6-7

Dual criminality, 87:50-2; 90:24-5, 40-1; 91:7-10, 22; 95:19, 23-5, 30-3; 97:6-7

Extradition, comparison, 91:7; 95:30-2; 97:6

Economic crimes, violations of other acts, comparison, 90:24, 45

Enterprise crimes, 86:8, 16; 90:22-4, 32, 35-6, 40; 95:19, 22-3, 25-7, 32; 97:6-7

Bawdy house, 86:17; 90:40-1; 91:7, 20; 95:25

Betting, pool-selling, book-making, etc., 87:50-1; 90:24, 40; 91:7; 95:19, 23, 26

Corrupting morals, 87:52; 90:40; 91:7; 95:19, 23

Criminal interest rates, loansharking, 86:19; 95:25-6; 97:7-8

Extortion, 86:19; 95:30

Fraud, 90:45-6

Keeping gaming or betting house, 90:24, 40-1; 91:7; 95:19, 23

Murder, 90:32, 35-7

Obscenity, 90:40; 91:7

Procuring, 86:17; 90:40

Prostitution, 90:40; 91:7; 95:26-7

Terrorism, 95:30

Instruments of crime, 86:7-8

Organized crime, 90:22-4

Repetition of offences, 90:22

Shoplifting, 90:22, 46; 91:21; 95:22-3

Soliciting, 86:17

Pre-trial seizure, restraint

Application for review, 90:23; 91:13; 95:22

Business expenses, 87:37, 39; 90:31-2, 42

Legal expenses, 87:37-40; 90:31-40, 42-3

In camera hearing, 87:37-40; 90:34-5; 91:6

Living expenses, 87:39; 90:31-2

Criminal prosecution, requirement, 86:8-9, 16; 87:33, 35-6; 90:35-7

United States, comparison, 86:9, 16; 87:33

Pre-trial detention of alleged offender, comparison, 95:19

Purpose, 86:6, 19; 87:41-4, 46; 90:39; 91:6; 95:19

Warrants, procedure

Application

Copy of report on request, 90:31; 91:11; 95:24-5

Ex parte applications, 90:27, 31

History, prior applications, disclosure, 90:25-6; 95:27; 97:7-8

Notice, 87:42-4, 46; 91:12; 95:22, 25-6; 97:7

Other property at same time, 91:10-1, 13-4; 95:27-8

Consultation européenne sur les réfugiés et les exilés, *Politique des réfugiés pour l'Europe*, 54:33-4**Convention & Visitors Bureau of Windsor, Essex County & Pelee Island**

Bill C-55, position, 66:26-8, 35, 44-6

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*Voir sous*

Nations unies

Convention européenne des droits de l'homme

Art. 3, 41:11; 48:45

Conventions de Genève

Références, 25:10-1

Cooley, Mme Mary, présidente, services aux victimes d'assaut sexuel, Nouvelle-Ecosse

Bill C-15, teneur, 7:12

Cools, honorable Anne C., sénateur (Toronto-Centre)

Bill C-55, 65:7

Coopérants (Les), Société Mutuelle d'Assurance-vie

Charte fédérale, transfert à une charte provinciale, avantages, 43:7-9, 12; 45:13

Information de base, 43:6-11, 15-6

Les Artisans et l'Union des Producteurs Agricoles du Québec, fusion, 43:6, 9

Voir aussi

Internationale, Compagnie d'assurance-vie

Coopérants (Les), Société Mutuelle d'Assurance-vie, Loi autorisant la continuation sous forme de corporation régie par les lois de la province de Québec*Voir*

Bill S-14

Copeland, M. Paul, vice-président, Criminal Lawyers' Association

Bill C-84

Discussion, 30:12-24

Exposé, 30:5-11

Notes bibliographiques, 30:10-1, 14; 68:33

Corbett, M. Brian, avocat-conseil, Contentieux, Bureau du surintendant des institutions financières du Canada

Bill S-14, 45:14-6

Corbett, M. William H., avocat général principal, Section des poursuites pénales, ministère de la Justice

Bill C-58

Discussion, 86:22-5

Exposé, 86:19-22

Bill C-61, 86:17

Corbin, honorable Eymard Georges, sénateur (Grand-Sault)

Bill S-7, 57:13-6, 21-2

Corporations canadiennes, Loi

Art. 102(1) — Assemblée annuelle, 73:11

Art. 128 — Expédition des états financiers, 73:11-2, 27

Crime—Cont'dProceeds of crime—*Cont'd*Seizure, restraint, forfeiture—*Cont'd*Pre-trial seizure, restraint—*Cont'd*Overview, **86:8-9, 13; 87:51-2**“Reasonable grounds”, **87:33-5, 41-2, 52; 90:25; 91:10; 95:27-8**Search warrants, comparison, **87:33; 90:25; 91:11; 95:27; 97:7-8**Standard of proof, **90:31; 91:11-2**Time-frame, **90:26-7, 31, 43**Wiretaps, comparison, **87:34, 43; 90:26 95:27; 97:7-8**Lifting, **90:42; 91:12-3**Recovery of property, burden of proof, **87:36, 42; 90:23, 42-3, 47; 95:22**Restoration of seized or restrained property to accused found not guilty after trial, **87:36-7, 45-9; 90:28**Sovereignty of a country, repercussions, **87:49-52**Third parties, ownership or entitlement to property, **87:35-6, 42, 44-9; 90:23, 30, 42-3, 47; 91:12-3; 95:22**Rate, **76:5**

Victims

Accused, **76:20; 82:21-2; 85:10**

Assistance

Courts

Financial compensation for loss of wages because of appearance in court, **80:22-3**Scheduling, **76:9-10; 80:23**

Federal government

Criminal Code amendments, overview, **76:6-12**Statement of basic principles, **76:6-7; 80:24, 34-5***See also below*

Victim services — Funding

Victim services

Availability

List by province, **76:7; 80:25, 31, 33**Police, obligation to inform victims, proposal, **80:22, 24-5, 34-5**Rape crisis centres, **80:22, 24**Shelters for battered wives, **76:7; 80:22; 82:19**Criminal injuries compensation programs, **76:7; 77:7; 78:36; 80:7, 13, 17-20, 22, 28, 34; 85:23-4**

Funding

Federal government, **76:7, 11; 80:7, 34, 38; 82:18**Manitoba, **76:7, 11; 80:23**Utilization, **76:7, 11; 77:22-4; 78:36; 80:5, 7, 23-5, 34-5; 82:7, 11; 85:25**General services, **76:7; 80:22**Manitoba, **76:7; 80:25, 31, 33; 82:15**New Brunswick, **80:25, 31, 33**Ontario, **80:25, 33**Quebec, **76:7; 80:25, 31, 33**Battered women, **80:22, 2433, 36; 82:19**Emotional and psychological trauma, **78:32, 34-5, 37; 77:6-7; 80:22, 26-7, 30-3, 35-7; 82:11-3**

Federal-Provincial Task Force on Justice for Victims of

Crime

Implementation working group, **76:6, 8, 13**Report, recommendations, **76:6, 8-9, 13, 17; 84:7, 13, 17**Grief counselling, psychiatric services, proposal, **77:7-9; 78:31; 80:31**

Identity of complainant or witness, ban on publication or broadcast in certain cases

Accused, comparison

Rights, **77:10; 78:6; 79:7-8, 18, 22; 84:16-7**Sexual offences, **76:18-9; 78:10-2; 79:11-3; 80:10**Wrongful accusations, **76:15-6, 18-20; 77:10-1; 79:8****Corporations canadiennes, Loi—Suite**Art. 133 — Rapports annuels, **57:12; 73:11**Art. 150(1) — Motifs de liquidation d'une compagnie, **73:8, 11**Art. 157(1) — Articles de la Partie I applicable, **73:12**Art. 158 — Assemblées annuelles et rapports, **57:12; 73:7, 11, 19-20****Corporations simples**Information de base, **63:10, 12-4; 73:6-7, 12-3, 18-20; 75:23-4***Voir aussi*

Bill S-7

Opus Dei

Cour fédérale, LoiArt. 18 — Recours extraordinaires, **28:13, 24, 34; 55:22-3, 33, 36, 44; 56:44, 50; 60:22, 44; 62:18-9; 66:9-10**Art. 28(1) — Examen des décisions d'un office, d'une commission ou d'un autre tribunal fédéral, **28:12, 33-4; 52:33; 55:33; 56:16-7, 44, 50; 60:22, 44; 62:17-20; 66:9-10; 67:26****Cour suprême, Loi, Loi modifiant et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois***Voir*

Bill C-53

Cour suprême du CanadaAccès, **52:33-5; 59:24; 68:24**

Appelants

Assistance d'un avocat, **43:17-8, 23**Droit d'être présent, **43:18, 22**Appels de plein droit, **43:20-1, 24**Causes, droit public, **43:25-6**

Demandes d'autorisation d'appel

Conclusions écrites, **43:19-20, 22-5**Délais, **43:18**Nombre, augmentation, **43:22, 24-5**Evolution, **43:23-4**Hommages, **43:17**Jugements, prononcé, **43:18-9, 23, 26-7**Nominations, **67:22**Transparence, **43:21-3****Cram, M. George, secrétaire, Primates' Fund for World Relief and Development, Eglise anglicane du Canada, Comité Inter-Eglises pour les réfugiés**

Bill C-84

Discussion, **29:21-30, 34, 36, 39**Exposé, **29:10-9****Criminal Lawyers' Association**Bill C-55, position, **30:15**

Bill C-61

Position, **91:5-22**Recommandations au comité législatif de la Chambre des communes, **91:6-7, 22**

Bill C-84

Position, **30:5-11, 14, 19, 22, 24**Recommandations, **30:13-4**Bill C-84, motion... et Message..., position, **68:33-53**

Bill C-89

Mémoire, témoignage, **77:11-3**Position, **77:6-7, 9-10, 13-4, 18, 20-2**Recommandations, **77:7, 14-5**Information de base, **30:5, 19; 77:12; 91:5**

Crime—Cont'd**Victims—Cont'd**

Identity of complainant or witness, ban on publication or—*Cont'd*

Accused, comparison—*Cont'd*

Statistics, 76:16, 19

Similar fact evidence, 76:18; 77:10-1

Application

Extension, proposals, reasons, 80:8-10, 24-8, 33; 82:6, 8-10; 84:7

Federal-Provincial Task Force on Justice for Victims, recommendation, 84:7, 13, 17

Judges

Discretion, 76:9, 16-7, 23; 77:9-10, 12-3; 78:7, 37; 79:5-8, 10, 12, 14-21, 23-4; 80:6-9, 25-6, 33-4; 82:6-10; 84:8, 13, 16-8, 20-1; 85:6

Obligation to inform, 76:17; 77:9; 78:7-10; 79:5-6, 15; 80:26

Mandatory

Law Reform Commission, position, 79:22; 80:6-10; 82:7-8; 84:17

Notice, 79:12-3, 15

Offences

Criminal interest rates, loan-sharking, 76:9, 12-7, 20-1, 24; 77:12; 79:9, 13-4, 16-9, 23-4; 80:8-9, 25, 27-8, 33-4; 82:9-10; 84:6-8, 13-8, 20; 85:6, 22-3

Extortion, 76:8-9, 12-7, 24; 77:12; 79:13-4, 16-8, 23-4; 80:8-10, 25, 27-8, 33-4; 82:9-10; 84:6-8, 13-8, 20-1; 85:6, 22-3

Sexual offences, 76:8-9, 12-8, 23-4; 77:24; 78:10-2; 79:6-11, 13-4, 16-7, 23-4; 80:8-10, 25, 27-9, 32-4; 82:8, 10; 84:7-8, 13, 16, 18, 20; 85:22-3

Bestiality, 76:12, 15, 17-8; 79:13; 80:8

Incest, 79:13

Permanent ban, 79:8, 12

Persons under 18 years of age, 76:9, 13, 17-8, 23-4; 77:24; 78:11-2; 79:10; 80:7-10; 84:7, 13, 17, 20

Preliminary hearings, 79:21-2

Request by

Complainant, 76:17; 77:9-10; 78:7-12; 79:5-12, 14-6, 19-21; 80:26; 84:7

Prosecutor, 78:9-11; 79:5-6, 18-21; 84:7

Witness under 18 years of age, 76:17; 77:9-10; 78:7-9; 79:5-12, 14-6, 18-21; 80:9-10, 26; 84:7, 17

Unidentified witnesses, importance, evaluation, 79:19-20

Young offenders, comparison, 76:23; 80:7-8, 34

Background information, 78:11-2; 79:13, 18, 24

Balance between the public interest and the private interest, 76:13-4, 16-8, 23-4; 77:10-2, 15-6; 78:6-7; 79:7, 23-4; 80:8

Constitutionality

Court challenges, 77:9-10, 13

Freedom of the press, 76:13; 77:9; 78:6-7; 79:6-9, 14, 17, 24; 80:10; 82:9; 84:8, 14, 16

Supreme Court of Canada, decision expected, 76:13, 24; 77:13; 78:8; 79:7-8; 80:9; 84:8, 18; 85:6

"Document", 76:16, 19; 79:10-4, 16

Encouragement to come forward, 76:9, 13-5, 18-21; 77:10, 24; 78:10-1; 79:6-9, 17-21; 82:6; 84:7-8, 18, 20-1

Media, attitude, 76:18-9; 78:6-7; 79:8, 11-3, 18, 20-2; 80:11; 82:6

Trial in open court, 79:24; 84:8, 14-5, 20-1

United States, comparison, 76:13

Recovered property

Identification, 76:9-10, 21-2; 78:14-5, 18, 20

Photographic evidence, 76:8-9; 77:13-7; 78:15; 80:6

Production in court in the interests of justice, 77:13-5 78:15

Criminalité**Contrevenants**

Délinquants primaires, 82:22

Détermination de la peine, statistiques, 85:26

Réhabilitation, 82:20

Traitement, 80:23, 26-7

Crime organisé

Activités, 86:20

Etats-Unis, lutte

Bank Secrecy Act, 86:9, 24-5; 89:22

Organized Crime Commission, 86:6

Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Statute, 86:6-7, 24-5; 89:22; 90:32

Etude fédérale-provinciale sur le crime organisé, 86:5-6, 9-11, 13

Crimes violents, 76:5; 82:13-4, 20

Enquête portant sur une infraction criminelle, dommages aux biens, indemnisation, 76:22-3

Homicides, 82:19

Infractions, statistiques, 82:16; 85:26

Prévention, protection des citoyens, 80:26-7, 30-3; 82:19

Produits de la criminalité

Criminels, autobiographies, 86:16-7

Définition, 87:50; 90:24-5, 40-1

Pinto & Banque royale du Canada, affaire, 86:7-8, 17; 87:45

Possession**Accusé**

Droits, 87:36, 38; 90:23, 28

Relations privées, avocat-client, 87:37-41; 90:43; 91:6

Code criminel, infraction, 86:6-7; 87:33; 90:42; 91:7-9, 21; 95:19; 97:6-7

Recyclage

Aperçu, 88:13-4; 90:37; 91:7; 97:6

Banques/institutions financières

Activités à l'étranger, 86:13-4

Banquier-client, confidentialité des relations, 86:11-5

Comité sur le recyclage des fonds, 86:11

Responsabilité, 86:11, 14

Transactions financières

Déclarations obligatoires, 86:9-12

Déclarations volontaires, 86:11-5

Voir aussi plus bas

Saisie, blocage, confiscation

Saisie, blocage, confiscation**Confiscation**

Biens ne pouvant être saisis

Amende égale à la valeur, 87:37, 42; 90:44-5; 91:14-7, 19; 95:18, 21-2

Emprisonnement à défaut du paiement de l'amende, peines minimales, 87:37, 42; 90:45-7; 91:14-20; 95:18, 21-2

Contrevenant, mort ou réputé s'être esquivé, 86:8, 16; 90:47

Critère de la preuve, 87:35, 46; 90:43-4; 91:14-5, 19-20; 95:20-1

Dissuasion, aspect, 87:33; 90:22; 95:18

Droit à la propriété, 91:9; 95:21, 26-7; 97:7

Priorité à la restitution (victimes d'actes criminels), 86:19; 87:33

Propriété autre que celle visée par l'accusation, 86:15-6; 90:43-4, 47-8; 91:15-22; 95:21, 26-7; 97:7

Criminels étrangers au Canada, 86:17-8

Documents, conservation des copies par le procureur général, 90:48-50; 95:29

Dommages et frais, 90:23-4, 27-30; 95:28-9

Infractions, application

Crime organisé, 90:22-4

Crimes économiques, violations d'autres lois, comparaison, 90:24, 45

Crime—Cont'dVictims—*Cont'd*Recovered property—*Cont'd*

Proof of ownership and value of the property, affidavit or solemn declaration, **76:8-10, 21-2; 77:14-5, 18-9; 78:12-3, 17, 19-23**

Release at end of preliminary inquiry, proposal, **77:15-8; 78:18**

Return to owner, time-frame, **76:9-10; 77:15-6; 78:13-8, 30; 80:5-6**

Statutory authority for release, **76:9; 78:12-3, 15-8, 20; 82:6**

Restitution

Background information, **76:10; 78:5; 80:6, 22**

Benefits, **80:11-2**

Community service orders, **80:37-8; 82:11**

Criminal Code provisions, expansion, **76:8; 80:6, 22**

England, comparison, **80:23-4, 29**

Moneys found on offender at time of arrest, **77:20-1**

Offender, ability to pay, **76:11; 78:24-5, 27-8, 36; 80:12-3, 16-20, 30; 82:6, 11, 17-8; 84:6-7, 9, 11-2, 22-3; 85:9-12, 17-22, 24-5**

Pecuniary damages

Alternatives, **82:10-1**

Bodily injury, **76:11; 77:7-8; 78:24, 28-32; 80:12, 20, 35**

Civil trial for damages, comparison, **76:11, 21; 77:8, 21; 78:29-31; 80:12-3, 17-20; 84:23; 85:15-6, 23**

Compensation fund, proposal, **80:13, 29-31; 85:25**

Default of payment, imprisonment, **76:11; 78:6, 25-8; 80:15-7; 85:15-9, 23, 25-6**

Appeal, **77:21; 78:25-7; 80:15-7; 84:6, 8-13, 21-3; 85:6-15, 18, 22-3**

Definition, **78:31; 84:7, 12, 18-20**

Importance, **80:7, 12, 20; 82:7, 11, 18**

Insurance companies, compensation, **80:28**

Negotiation, mediation programs, **80:29**

Procedure, **76:10-1; 80:5-7, 12-3, 17-21, 24, 28-9; 82:6, 17-8, 20; 85:15-9, 23, 25-6**

Property, loss or damage, **76:10-1; 77:7-8; 78:5, 23-4, 29; 80:12, 20, 28-31, 35**

United States, comparison, **80:23**

Rights, **82:6, 15-6; 84:6, 15, 22**

Sexual assault, **76:8, 18-9, 23-4; 78:34; 80:22, 24; 82:14, 16-9**

Statistics, **82:16, 18-9**

Status, **82:15-6, 21; 85:12-3**

Sympathy of court for victim, effect on outcome of trial, **78:31**

Treatment

Comparison with other countries

Australia, **80:24**

England, **80:23-4, 29**

France, **80:24, 29, 31-2**

United States, **80:23, 29, 31-2**

Evaluation, **76:6-8, 13, 16; 78:30-1, 34-5, 37; 80:5, 7, 11-2, 21-3, 25-9, 32-3; 82:14-7, 19-21, 23-4; 84:6, 8, 12, 15, 17-8, 22; 85:9**

Victim fine surcharges

Amount, **78:37-8**

Application, offences, **76:8, 11; 77:22-4**

Concept, **77:22-3; 80:33**

Mechanism, procedure, **76:7-8, 11; 78:10, 35-8; 80:7**

Purposes, **76:7, 11; 77:22-4; 78:36; 80:5, 7, 23-5, 34-5; 82:7, 11**

"Undue hardship", interpretation, **78:36; 84:6-7, 11-2; 85:24-5**

United States, comparison, **76:11; 80:23**

Victim impact statements

Administration, cost, **82:18**

Cross-examination of victim, **77:7; 78:34; 80:35, 37; 82:9, 16-7, 20**

Definition of "victim", interpretations, **76:11; 77:6-7; 78:33-5; 80:13-4, 18; 82:12-3, 16**

Criminalité—SuiteProduits de la criminalité—*Suite*Saisie, blocage, confiscation—*Suite*Infractions, application—*Suite*

Double criminalité, **87:50-2; 90:24-5, 40-1; 91:7-10, 22; 95:19, 23-5, 30-3; 97:6-7**

Extradition, comparaison, **91:7; 95:30-2; 97:6**

Infractions de criminalité organisée, **86:8, 16; 90:22-4, 32, 35-6, 40; 95:19, 22-3, 25-7, 32; 97:6-7**

Corruption des mœurs, **87:52; 90:40; 91:7; 95:19, 23**

Extorsion, **86:19; 95:30**

Fraude, **90:45-6**

Gageure, bookmaking, etc., **87:50-1; 90:24, 40; 91:7; 95:19, 23, 26**

Maison de débauche, **86:17; 90:40-1; 91:7, 20; 95:25**

Meurtre, **90:32, 35-7**

Obscénité, **90:40; 91:7**

Prostitution, **90:40; 91:7; 95:26-7**

Proxénétisme, **86:17; 90:40**

Taux d'intérêt criminels, prêts usuraires, **86:19; 95:25-6; 97:7-8**

Tenancier d'une maison de jeu ou de pari, **90:24, 40-1; 91:7; 95:19, 23**

Terrorisme, **95:30**

Infractions désignées en matière de drogue, **86:8, 16; 90:22-3, 35-6, 45; 91:15-6, 21; 95:18, 20-2, 26-7, 32; 97:6-7**

Instruments du crime, **86:7-8**

Répétition des infractions, **90:22**

Sollicitation, **86:17**

Vol à l'étalage, **90:22, 46; 91:21; 95:22-3**

Mesure législative

Comparaison avec d'autres pays

Commonwealth, pays, **86:6**

Conseil de l'Europe, pays, **86:6**

Etats-Unis

Bank Secrecy Act, **86:9-10, 24-5; 89:22**

Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Statute, **86:6-7, 24-5; 89:22; 90:32**

Royaume-Uni, **86:6**

Critiques, orientation civile, **87:33, 35-6; 90:22-3, 27-8, 43-4**

Information de base, **86:5-7**

Présomption d'innocence, effet, **87:35-6; 90:23, 37; 95:22**

Saisie/blocage avant procès

But, **86:6, 19; 87:41-4, 46; 90:39; 91:6; 95:19**

Demande de révision, **90:23; 91:13; 95:22**

Dépenses courantes, **87:39; 90:31-2**

Dépenses d'affaires, **87:37, 39; 90:31-2, 42**

Frais juridiques, **87:37-40; 90:31-40, 42-3**

Audience à huis clos, **87:37-40; 90:34-5; 91:6**

Détention préventive d'un contrevenant présumé, comparaison, **95:19**

Mandats, procédure

Demande

Aperçu, **86:8-9, 13; 87:51-2**

Autre bien en même temps, **91:10-1, 13-4; 95:27-8**

Avis, **87:42-4, 46; 91:12; 95:22, 25-6; 97:7**

Critère de la preuve, **90:31; 91:11-2**

Délai, **90:26-7, 31, 43**

Demandes *ex parte*, **90:27, 31**

Ecoute électronique, comparaison, **87:34, 43; 90:26 95:27; 97:7-8**

Exemplaire du rapport sur demande, **90:31; 91:11; 95:24-5**

Historique, demandes antérieures, divulgation, **90:25-6; 95:27; 97:7-8**

Mandats de perquisition, comparaison, **87:33; 90:25; 91:11; 95:27; 97:7-8**

Crime—Cont'd

Victims—Cont'd

Victim impact statements—Cont'd

- Participation of victim in the procedure, 77:6; 78:34-5; 80:6, 15, 29, 36-8; 82:7, 9, 13, 16-7, 20-1
- Pilot project, Montreal, 82:6-7, 9, 13
- Procedure, 76:8, 12; 77:6-9; 80:36; 82:8-9, 16-7, 20
- Purpose, 76:8, 11-2; 77:6-8; 78:33-4; 80:7, 14-5, 35; 82:7, 13
- Release hearings, parole, 80:21, 35-7
- Sentencing of the offender, effect, 76:12; 77:6-9; 78:6, 32-5; 80:6, 14-5, 35-7; 82:6-7, 13
- Statutory authority, 76:11-2; 78:5; 80:5, 15
- United States, comparison, 76:12; 80:23, 35-6

Violent crimes, 76:5; 82:13-4, 20

See also

Children — Sexual abuse

Criminal Code

Amendments

- Section 6, 25:7-11
- Section 139(1) — Consent no defence, 19:10
- Section 139(2) — Exception, 2:14-5; 9:8; 19:10-1, 21-3
- Section 139(3) — Exemption for accused aged twelve or thirteen, 7:11
- Section 139(4) — Mistake of age, 19:11
- Section 139(5) — Idem, 19:11
- Section 140 — Sexual interference, 2:5, 17-9; 5:28-9; 19:11, 20-1, 28-9; 24:7
- Section 141 — Invitation to sexual touching, 2:5; 7:11; 19:11; 24:7
- Section 146, 2:6; 4:19-20; 5:29; 7:28-9; 19:10
- Section 146(1) — Sexual exploitation, 19:11
- Section 146(2) — Definition of "young person", 19:11
- Section 154 — Buggery, 19:11-2
- Section 155 — Bestiality, 19:12; 24:7
- Section 166 — Parent or guardian procuring sexual activity, 19:12; 22:31; 24:7
- Section 167 — Householder permitting sexual activity, 19:12
- Section 169 — Exposure, 2:19
- Section 175(1), 9:6
- Section 175(1)(e), 5:29-30; 22:22-4; 24:7-8
- Section 195(2) — Idem, 5:30
- Section 195(4) — Offence in relation to juvenile prostitution, 5:30-1
- Section 245.4 — Torture, 20:9, 13, 22
- Section 246.4 — Corroboration not required, 5:32-3; 7:24; 19:12; 24:8
- Section 246.6 — No evidence concerning sexual activity, 19:12
- Section 420.1 — Definitions, 87:50; 90:24
- Section 420.11, 91:7
- Section 420.12, 90:26, 36; 97:8
- Section 420.12(1) — Special search warrant, 87:33; 91:10
- Section 420.12(4) — Record of property seized, 90:31; 91:11; 95:24
- Section 420.12(5) — Notice, 87:42-3
- Section 420.12(6) — Undertaking by Attorney General, 90:27-8
- Section 420.13, 90:31, 36; 91:11; 97:8
- Section 420.14, 90:31, 36; 91:13; 95:22
- Section 420.14(1) — Application for review of special warrants and restraint orders, 87:40
- Section 420.14(2) — Notice to Attorney General, 87:39-40;
- Section 420.14(4) — Order of restoration of property or revocation or variation of order, 87:40; 90:31-2, 42
- Section 420.14(5) — Hearing, 87:38-9; 90:34
- Section 420.14(6) — Conditions to be satisfied, 90:42; 91:12
- Section 420.14(7) — Saving provision, 90:42
- Section 420.15, 90:43

Criminalité—Suite

Produits de la criminalité—Suite

Saisie, blocage, confiscation—Suite

Saisie/blocage avant procès—Suite

- «Motifs raisonnables», 87:33-5, 41-2, 52; 90:25; 91:10; 95:27-8
- Retrait, 90:42; 91:12-3
- Poursuites pénales, exigence, 86:8-9, 16; 87:33, 35-6; 90:35-7
- Etats-Unis, comparaison, 86:9, 16; 87:33
- Récupération des biens, fardeau de la preuve, 87:36, 42; 90:23, 42-3, 47; 95:22
- Restitution des biens saisis ou bloqués d'une personne reconnue non coupable après un procès, 87:36-7, 45-9; 90:28
- Souveraineté d'un pays, répercussions, 87:49-52
- Tiers, propriété ou droit à la propriété, 87:35-6, 42, 44-9; 90:23, 30, 42-3, 47; 91:12-3; 95:22

Taux, 76:5

Victimes

Accusés, 76:20; 82:21-2; 85:10

Aggression sexuelle, 76:8, 18-9, 23-4; 78:34; 80:22, 24; 82:14, 16-9

Aide

Gouvernement fédéral

- Code criminel, amendements, aperçu, 76:6-12
- Enoncé des principes fondamentaux, 76:6-7; 80:24, 34-5
- Voir aussi plus bas*

Services aux victimes — Financement

Services aux victimes

Disponibilité

- Centres d'aide aux victimes de viol, 80:22, 24
- Liste par province, 76:7; 80:25, 31, 33
- Maisons de transition pour les femmes battues, 76:7; 80:22; 82:19
- Police, obligation de renseigner les victimes, proposition, 80:22, 24-5, 34-5

Financement

- Gouvernement fédéral, 76:7, 11; 80:7, 34, 38; 82:18
- Manitoba, 76:7, 11; 80:23
- Utilisation, 76:7, 11; 77:22-4; 78:36; 80:5, 7, 23-5, 34-5; 82:7, 11; 85:25
- Indemnisation des victimes d'actes criminels, programmes, 76:7; 77:7; 78:36; 80:7, 13, 17-20, 22, 28, 34; 85:23-4
- Manitoba, 76:7; 80:25, 31, 33; 82:15
- Nouveau-Brunswick, 80:25, 31, 33
- Ontario, 80:25, 33
- Québec, 76:7; 80:25, 31, 33
- Services généraux, 76:7; 80:22

Tribunaux

- Etablissement d'un programme de marche, 76:9-10; 80:23
- Indemnisation financière pour le manque à gagner de la victime à cause de la comparution devant le tribunal, 80:22-3

Biens récupérés

- Autorisation légale pour la remise, 76:9; 78:12-3, 15-8, 20; 82:6
- Dépôt devant le tribunal dans l'intérêt de la justice, 77:13-5
- 78:15
- Identification, 76:9-10, 21-2; 78:14-5, 18, 20
- Preuve du droit de propriété et de la valeur du bien, affidavit ou déclaration solennelle, 76:8-10, 21-2; 77:14-5, 18-9; 78:12-3, 17, 19-23
- Preuves photographiques, 76:8-9; 77:13-7; 78:15; 80:6
- Remise à la fin de l'enquête préliminaire, 77:15-8; 78:18
- Restitution à son propriétaire, délai, 76:9-10; 77:15-6; 78:13-8, 30; 80:5-6

Déclaration de la victime

- Audiences de mise en liberté, libération conditionnelle, 80:21, 35-7
- Autorisation légale 76:11-2; 78:5; 80:5, 15

Criminal Code—Cont'd**Amendments—Cont'd**

- Section 420.17, 90:43, 47; 91:14, 18, 22; 95:20
 Section 420.17(1) — Order of forfeiture of property on conviction, 87:35; 90:43-4; 91:14, 19; 95:20
 Section 420.17(2) — Proceeds of crime derived from other offences, 90:43-4; 91:18; 95:21
 Section 420.17(3) — Fine instead of forfeiture, 90:44-5; 95:21-2
 Section 420.17(4) — Imprisonment in default of payment of fine, 90:45; 91:14, 17, 19; 95:21
 Section 420.18, 90:47
 Section 420.19, 90:47
 Section 420.21, 95:22
 Section 420.21(3) — Order of restoration of property, 87:44, 49
 Section 420.22, 87:44; 90:47; 95:22
 Section 420.26, 95:29
 Section 420.26(1) — Copies of documents returned or forfeited, 90:48-50
 Section 420.27 — No civil or criminal liability incurred by informants, 86:14
 Section 442, 9:7; 24:8-9; 76:8
 Section 442(2.1) — Exclusion of accused, 2:6; 4:11; 5:33-5; 7:9
 Section 442(2.2) — Condition of exclusion, 2:6; 5:33-5; 7:9, 18
 Section 442(3) — Order restricting publication, 2:6; 5:21, 33-5; 11:10; 19:13; 76:19; 79:5, 13, 16; 84:6-7
 Section 442(3.1) — Mandatory order on application, 19:14; 79:13, 19
 Section 442(3.1)(a), 76:17; 77:9; 78:7-8; 79:5, 15, 21
 Section 442(3.1)(b), 76:17; 77:9; 79:5-6, 19-21
 Section 446.3, 77:17
 Section 446.3(7) — Production of property in court, 77:13-4, 17; 78:15, 17
 Section 584.1(4), 78:21
 Section 586, 9:7
 Section 610, 84:11
 Section 643.1 — Evidence of complainant, 2:6-7, 24-6; 4:10; 5:35; 7:8-9, 13-4, 20; 9:7; 19:14; 24:9-10
 Section 653 — Restitution to victims of offences, 78:23-5, 29, 31-2; 84:7, 11-2, 18-20
 Section 654 — Restitution to person acting in good faith, 78:25; 84:11
 Section 655(1) — Inquiry concerning amount of loss and ability of offender to pay, 85:19
 Section 655(2) — Offender to disclose finances, 78:24; 85:19
 Section 655.1 — Moneys found on offender, 77:20
 Section 655.3 — Priority to restitution, 85:24
 Section 655.6, 78:25; 84:6, 9
 Section 655.6(1) — Idem, 78:25; 84:21-2
 Section 655.6(3) — Limitation, 78:25
 Section 655.6(4) — Hearing, 78:25
 Section 655.6(5)(a), 78:25-6; 84:9
 Section 655.6(5)(b), 77:21; 78:25
 Section 655.6(9) — Service of term of imprisonment, 78:27
 Section 655.9, 77:21; 78:25, 36; 84:6-7 (6)
 Section 655.9(1) — Victim fine surcharge, 78:37-8; 84:12
 Section 655.9(2) — Exception, 78:36; 84:11-2, 24
 Section 655.9(4) — Amounts applied to aid victims, 77:21, 23
 Section 662(1.1) — Victim impact statement, 78:32
 Section 662(1.4) — Definition of "victim", 77:6; 78:33; 80:13-4
Discussion
 Section 95, 68:40
 Section 101(2) — Seizure without warrant, 30:18
 Section 114 — Influencing or negotiating appointments or dealing in offices, 92:19
 Section 146(1) — Sexual exploitation, 2:13
 Section 146(2) — Definition of "young person", 2:13
 Section 153, 2:21

Criminalité—Suite**Victimes—Suite****Déclaration de la victime—Suite**

- Contre-interrogatoire de la victime, 77:7; 78:34; 80:35, 37; 82:9, 16-7, 20
 Définition de «victime», interprétations, 76:11; 77:6-7; 78:33-5; 80:13-4, 18; 82:12-3, 16
 Détermination de la peine du contrevenant, effet, 76:12; 77:6-9; 78:6, 32-5; 80:6, 14-5, 35-7; 82:6-7, 13
 Etats-Unis, comparaison, 76:12; 80:23, 35-6
 Frais administratifs, 82:18
 Objet, 76:8, 11-2; 77:6-8; 78:33-4; 80:7, 14-5, 35; 82:7, 13
 Participation de la victime dans la procédure, 77:6; 78:34-5; 80:6, 15, 29, 36-8; 82:7, 9, 13, 16-7, 20-1
 Procédure, 76:8, 12; 77:6-9; 80:36; 82:8-9, 16-7, 20
 Projet pilote, Montréal, 82:6-7, 9, 13
Dédommagement
 Angleterre, comparaison, 80:23-4, 29
 Bénéfices, 80:11-2
 Code criminel, dispositions, expansion, 76:8; 80:6, 22
 Contrevenant, capacité de payer, 76:11; 78:24-5, 27-8, 36; 80:12-3, 16-20, 30; 82:6, 11, 17-8; 84:6-7 (6), 9, 11-2, 22-3; 85:9-12, 17-22, 24-5
Dommages
 Alternatives, 82:10-1
 Biens, perte ou dommages, 76:10-1; 77:7-8; 78:5, 23-4, 29; 80:12, 20, 28-31, 35
 Blessures corporelles, 76:11; 77:7-8; 78:24, 28-32; 80:12, 20, 35
 Compagnies d'assurance, compensation, 80:28
 Défaut de paiement, incarcération, 76:11; 78:6, 25-8; 80:15-7; 85:15-9, 23, 25-6
 Appel, 77:21; 78:25-7; 80:15-7; 84:6, 8-13, 21-3; 85:6-15, 18, 22-3
 Définition, 78:31; 84:7, 12, 18-20
 Importance, 80:7, 12, 20; 82:7, 11, 18
 Indemnisation, fonds commun, proposition, 80:13, 29-31; 85:25
 Négociation, programmes de médiation, 80:29
 Procédure, 76:10-1; 80:5-7, 12-3, 17-21, 24, 28-9; 82:6, 17-8, 20; 85:15-9, 23, 25-6
 Procès en dommages au civil, comparaison, 76:11, 21; 77:8, 21; 78:29-31; 80:12-3, 17-20; 84:23; 85:15-6, 23
 Etats-Unis, comparaison, 80:23
 Information de base, 76:10; 78:5; 80:6, 22
 Ordonnances de service communautaire, 80:37-8; 82:11
 Sommes trouvées sur le contrevenant au moment de son arrestation, 77:20-1
Droits, 82:6, 15-6; 84:6, 15, 22
Femmes battues, 80:22, 2433, 36; 82:19
Groupe d'étude fédéral-provincial sur la justice pour les victimes d'actes criminels
 Groupe de travail sur la mise en oeuvre, 76:6, 8, 13
 Rapport, recommandations, 76:6, 8-9, 13, 17; 84:7, 13, 17
 Identité du plaignant ou témoin, interdiction de publication ou de diffusion dans certains cas
Accusé, comparaison
 Droits, 77:10; 78:6; 79:7-8, 18, 22; 84:16-7
 Infractions sexuelles, 76:18-9; 78:10-2; 79:11-3; 80:10
 Accusations arbitraires, 76:15-6, 18-20; 77:10-1; 79:8
 Statistiques, 76:16, 19
 Preuves semblables, 76:18; 77:10-1
Application
 Extension, propositions, raisons, 80:8-10, 24-8, 33; 82:6, 8-10; 84:7
 Groupe d'étude fédéral-provincial sur la justice pour les victimes d'actes criminels, 84:7, 13, 17

Criminal Code—Cont'd**Discussion—Cont'd**

- Section 159 — Corrupting morals, 87:52; 90:40
- Section 171(1) — Causing disturbance, indecent exhibition, loitering, etc., 22:23
- Section 185(1) — Keeping gaming or betting house, 90:40
- Section 186(1) — Betting, pool-selling, book-making, etc., 90:40
- Section 193(1) — Keeping common bawdy-house, 90:40
- Section 195(1) — Procuring, 90:40
- Section 244(1) — Assault, 2:14
- Section 246.1 — Sexual assault, 22:9; 82:8
- Section 251(1) — Procuring miscarriage, 59:26
- Section 251(4) — Exceptions, 59:26
- Section 294 — Punishment for theft, 78:22
- Section 306(1) — Breaking and entering with intent, committing offence or breaking out, 78:22
- Section 312(1) — Possession of property obtained by crime, 86:6-7, 25; 87:33; 90:42; 91:7-9, 21; 95:19; 97:6-7
- Section 320(1) — False pretence or false statement, 78:22
- Section 338(1) — Fraud, 78:22
- Section 421 — Attempts, accessories, 22:31
- Section 442, 76:18
- Section 442(1) — Exclusion of public in certain cases, 4:13, 16, 22-3; 11:10
- Section 442(3) — Order restricting publication, 2:6, 16; 5:33-5; 79:7
- Section 442(3.1), 5:33-5
- Section 443(1) — Information for search warrant, 30:23; 68:40-1; 86:7; 95:27
- Section 444 — Execution of search warrant, 90:27
- Section 444.1, 30:20, 23
- Section 444.1(2) — Examination or seizure of certain documents where privilege claimed, 30:20-1, 24
- Section 444.1(3) — Application to judge, 30:21, 23
- Section 445 — Seizure of things not specified, 77:17; 95:27
- Section 446(1) — Detention of things seized, 77:17
- Section 446(13) — Copies of documents returned, 90:49-50; 95:29
- Section 446(14) — Probative force, 95:29
- Section 455 — In what cases justice may receive information, 90:25
- Section 577(1) — Accused to be present, 2:6; 5:35; 9:7
- Section 615(1) — Right of appellant to attend, 43:18
- Section 643(1) — Evidence at preliminary inquiry may be read at trial in certain cases, 77:19
- Section 653(1) — Compensation for loss of property, 76:10; 78:5; 85:16
- Section 662(1) — Conditional and absolute discharge, 78:32

Criminal Code, Act to amend (instruments and literature for illicit drug use)*See*

Bill C-264

Criminal Code, Act to amend (torture)*See*

Bill C-28

Criminal Code, Act to amend (victims of crime)*See*

Bill C-89

Criminal Code, the Food and Drugs Act and the Narcotic Control Act, Act to amend*See*

Bill C-61

Criminalité—Suite**Victimes—Suite**

Identité du plaignant ou témoin, interdiction de publication—

*Suite***Application—Suite****Juges**

Discrétion, 76:9, 16-7, 23; 77:9-10, 12-3; 78:7, 37; 79:5-8, 10, 12, 14-21, 23-4; 80:6-9, 25-6, 33-4; 82:6-10; 84:8, 13, 16-8, 20-1; 85:6

Obligation d'aviser, 76:17; 77:9; 78:7-10; 79:5-6, 15; 80:26

Obligatoire

Audiences préliminaires, 79:21-2

Avis, 79:12-3, 15

Commission de réforme du droit, position, 79:22; 80:6-10; 82:7-8; 84:17

Demande par

Plaignant, 76:17; 77:9-10; 78:7-12; 79:5-12, 14-6, 19-21; 80:26; 84:7

Poursuivant, 78:9-11; 79:5-6, 18-21; 84:7

Témoin âgé de moins de 18 ans, 76:17; 77:9-10; 78:7-9; 79:5-12, 14-6, 18-21; 80:9-10, 26; 84:7, 17

Infractions

Extorsion, 76:8-9, 12-7, 24; 77:12; 79:13-4, 16-8, 23-4; 80:8-10, 25, 27-8, 33-4; 82:9-10; 84:6-8, 13-8, 20-1; 85:6, 22-3

Infractions sexuelles, 76:8-9, 12-8, 23-4; 77:24; 78:10-2; 79:6-11, 13-4, 16-7, 23-4; 80:8-10, 25, 27-9, 32-4; 82:8, 10; 84:7-8, 13, 16, 18, 20; 85:22-3

Bestialité, 76:12, 15, 17-8; 79:13; 80:8

Inceste, 79:13

Taux d'intérêt criminels, prêts usuraires, 76:9, 12-7, 20-1, 24; 77:12; 79:9, 13-4, 16-9, 23-4; 80:8-9, 25, 27-8, 33-4; 82:9-10; 84:6-8, 13-8, 20; 85:6, 22-3

Interdiction permanente, 79:8, 12

Jeunes contrevenants, comparaison, 76:23; 80:7-8, 34

Personnes âgées de moins de 18 ans, 76:9, 13, 17-8, 23-4; 77:24; 78:11-2; 79:10; 80:7-10; 84:7, 13, 17, 20

Témoins non-identifiés, importance, évaluation, 79:19-20

Conciliation des intérêts du public et des intérêts privés, 76:13-4, 16-8, 23-4; 77:10-2, 15-6; 78:6-7; 79:7, 23-4; 80:8

Constitutionnalité

Contestations devant les tribunaux, 77:9-10, 13

Cour suprême du Canada, jugement attendu, 76:13, 24; 77:13; 78:8; 79:7-8; 80:9; 84:8, 18; 85:6

Liberté de presse, 76:13; 77:9; 78:6-7; 79:6-9, 14, 17, 24; 80:10; 82:9; 84:8, 14, 16

«Documents», 76:16, 19; 79:10-4, 16

Encouragement à dévoiler l'infraction, 76:9, 13-5, 18-21; 77:10, 24; 78:10-1; 79:6-9, 17-21; 82:6; 84:7-8, 18, 20-1

Etats-Unis, comparaison, 76:13

Information de base, 78:11-2; 79:13, 18, 24

Médias, attitude, 76:18-9; 78:6-7; 79:8, 11-3, 18, 20-2; 80:11; 82:6

Procès ouvert au public, 79:24; 84:8, 14-5, 20-1

Psychiatres, services, accès, propositions, 77:7-9; 78:31; 80:31

Statistiques, 82:16, 18-9

Statut, 82:15-6, 21; 85:12-3

Suramendes compensatoires

Application, infractions, 76:8, 11; 77:22-4

Concept, 77:22-3; 80:33

Etats-Unis, comparaison, 76:11; 80:23

Mécanisme, procédure, 76:7-8, 11; 78:10, 35-8; 80:7

Montant, 78:37-8

Objets, 76:7, 11; 77:22-4; 78:36; 80:5, 7, 23-5, 34-5; 82:7, 11

«Préjudice injustifié», interprétation, 78:36; 84:6, 11-2; 85:24-5

Sympathie du tribunal pour la victime, effet sur l'issue du procès, 78:31

Criminal Code, the Immigration Act, 1976 and the Citizenship Act*See*

Bill C-71

Criminal Code and the Canada Evidence Act, Act to amend*See*

Bill C-15, subject-matter

Criminal Law Amendment Act, 1985

References, 76:8-9; 85:17

Criminal Lawyers' Association

Background information, 30:5, 19; 77:12; 91:5

Bill C-55, position, 30:15

Bill C-61

Position, 91:5-22

Recommendations to House of Commons legislative committee, 91:6-7, 22

Bill C-84

Position, 30:5-11, 14, 19, 22, 24

Recommendations, 30:13-4

Bill C-84, motion... and Message..., position, 68:33-53

Bill C-89

Brief, testimony, 77:11-3

Position, 77:6-7, 9-10, 13-4, 18, 20-2

Recommendations, 77:7, 14-5

Crosbie, Jane, Parliamentary Spouses Association

Bill C-15, subject-matter, 14:5-6, 18

Cuba

Refugees, 56:39

See also

Refugees

Czechoslovakia

Refugees

Claimants, 27:42; 38:38

Historical background, 31:32-3

See also

Refugees

DCTC*See*

Detroit and Canada Tunnel Corporation

DWSC*See*

Detroit and Windsor Subway Company

Dacks, Gurston, Professor, Member, Sombrilla Refugee Support Society

Bill C-55

Discussion, 54:50-1, 54-6

Statement, 54:46-8

Daigneault, Marie-Michèle, Research and Legislation Service, Quebec Bar Association

Bill C-15, subject-matter

Discussion, 9:10-1, 20

Statement, 9:6-8

Criminalité—Suite

Victimes—Suite

Traitement

Comparaison avec d'autres pays

Angleterre, 80:23-4, 29

Australie, 80:24

États-Unis, 80:23, 29, 31-2

France, 80:24, 29, 31-2

Evaluation, 76:6-8, 13, 16; 78:30-1, 34-5, 37; 80:5, 7, 11-2, 21-3, 25-9, 32-3; 82:14-7, 19-21, 23-4; 84:6, 8, 12, 15, 17-8, 22; 85:9

Traumatisme émotif et psychologique, 78:32, 34-5, 37; 77:6-7; 80:22, 26-7, 30-3, 35-7; 82:11-3

Voir aussi

Enfants — Abus sexuels

Criminels de guerre

Bill C-28, application, 20:11-2

Individus, identification, 25:14

Poursuites

Accusés, droits, 25:7

Application aux crimes commis en temps de guerre ou durant un conflit armé et aux atrocités commises en temps de paix, 25:6-11, 13-4

Compétence canadienne en conformité avec le droit international, 25:6-8, 11, 13

Conditions, 25:6, 8-9, 11

Procureur général du Canada ou en son nom, 25:11-2

Principe universel de compétence, 25:7, 10-1

Voir aussi

Bill C-71

Crosbie, Mme Jane, Association des conjoints des parlementaires

Bill C-15, teneur, 14:5-6, 18

Cuba

Réfugiés, 56:39

Voir aussi

Réfugiés

DCTC*Voir*

Detroit and Canada Tunnel Corporation

DWSC*Voir*

Detroit and Windsor Subway Company

Dacks, M. Gurston, professeur, membre, Sombrilla Refugee Support Society

Bill C-55

Discussion, 54:50-1, 54-6

Exposé, 54:46-8

Daigneault, Mme Marie-Michèle, Service de Recherche et de Législation, Barreau du Québec

Bill C-15, teneur

Discussion, 9:10-1, 20

Exposé, 9:6-8

Dale, M. Don, Calgary Interfaith Coalition for Refugees

Bill C-55

Discussion, 53:44-5

Exposé, 53:37-9, 41-2

Notes biographiques, 53:25

Dale, Don, Calgary Interfaith Coalition for Refugees

- Bill C-55
- Discussion, 53:44-5
- Statement, 53:37-9, 41-2
- Biographical notes, 53:25

Daniels, Mark, President, Public Affairs International

- Bill C-82
- Discussion, 95:8-18
- Statement, 95:5-8
- Biographical notes, 95:5-6

David, Hon. Paul, Senator (Bedford)

- Bill C-210, subject-matter, 96:23-5
- Bill C-264, 96:17-8

Davidson, Howard, Director, National Legal Resource Center for Child Advocacy and Protection, Washington, D.C.

- Bill C-15, subject-matter
- Discussion, 8:12-24
- Statement, 8:5-11
- Biographical notes, 8:5, 7-8
- See also*
- American Bar Association

Davis, Susan, Member, Refugee Status Advisory Committee

- Bill C-55, 51:23-6
- Biographical notes, 51:18, 23-4

Dawson, Mary, Acting Chairman of the Statute Revision Commission and Assistant Deputy Minister of Justice, Public Law, Department of Justice

- Bill C-94, 48:72-4
- Revised Statutes of Canada, 1985, draft
- Discussion, 13:6-18; 18:5-11; 20:8
- Statement, 13:5

Defence Counsel Association of Ottawa

- Bill C-61, position, 90:22-50

Denmark

- Refugees
- Danish Refugee Act, evaluation, 54:34, 40, 42-4
- Danish Refugee Council, reports, references, 54:33-5; 62:36
- Policies, repercussions, 54:34-7, 40-4; 60:36
- Refugees from other countries, 54:34-7, 40-4; 62:25; 69:11; 71:17
- See also*
- Refugees

Deschênes Commission

- See*
- Commission of Inquiry on War Criminals

Detroit and Canada Tunnel Corporation (DCTC)

- Background information, owner, 23:6-9, 11-3, 29
- Detroit and Windsor Subway Company, relationship with, 23:6-7, 8-9, 12

Detroit and Windsor Subway Company (DWSC)

- Background information, 23:5-9, 11-3, 29
- Detroit and Canada Tunnel Corporation, relationship with, 23:6-7, 8-9, 12
- See also*
- Windsor-Detroit Tunnel

Danemark**Réfugiés**

- Conseil danois pour les réfugiés, rapports, références, 54:33-5; 62:36
- Loi danoise sur les réfugiés, évaluation, 54:34, 40, 42-4
- Politiques, repercussions, 54:34-7, 40-4; 60:36
- Réfugiés d'autres pays, 54:34-7, 40-4; 62:25; 69:11; 71:17
- Voir aussi*
- Réfugiés

Daniels, M. Mark, président, Affaires publiques internationales

- Bill C-82
- Discussion, 95:8-18
- Exposé, 95:5-8
- Notes biographiques, 95:5-6

David, honorable Paul, sénateur (Bedford)

- Bill C-210, teneur, 96:23-5
- Bill C-264, 96:17-8

Davidson, M. Howard, directeur du National Legal Resource Center for Child Advocacy and Protection, Washington (D.C.)

- Bill C-15, teneur
- Discussion, 8:12-24
- Exposé, 8:5-11
- Notes biographiques, 8:5, 7-8
- Voir aussi*
- American Bar Association

Davis, Mme Susan, membre, Comité consultatif du statut de réfugié

- Bill C-55, 51:23-6
- Notes biographiques, 51:18, 23-4

Dawson, Mme Mary, présidente intérimaire de la Commission de révision des lois et sous-ministre adjointe de la Justice, droit public, ministère de la Justice

- Bill C-94, 48:72-4
- Lois révisées du Canada (1985), projet
- Discussion, 13:6-18; 18:5-11; 20:8
- Exposé, 13:5

Déclaration des droits

- Référence, 90:33

Defence Counsel Association of Ottawa

- Bill C-61, position, 90:22-50

Deschênes, Commission

- Voir*
- Commission d'enquête sur les criminels de guerre

Détention des immigrants. Quatrième rapport du sous-comité de la détention des immigrants, Comité permanent de la Chambre des communes sur le travail, l'emploi et l'immigration

- Références, 31:14; 38:8

Detroit and Canada Tunnel Corporation (DCTC)

- Detroit and Windsor Subway Company, liens avec, 23:6-7, 8-9, 12
- Information de base, propriétaire, 23:6-9, 11-2

Detroit and Windsor Subway Company (DWSC)

- Detroit and Canada Tunnel Corporation, liens avec, 23:6-7, 8-9, 12
- Information de base, 23:5-9, 11-3, 29

Detroit and Windsor Subway Company Act (1927)

Amendment of 1953, **23:5**, 7-8, 11, 14-5, 17-8, 20
 Purpose, **23:5-6**, 14, 17-20, 29

Doyle, Hon. Richard J., Senator (North York)

Bill C-7, **10:12-6**, 26
 Bill C-15, subject-matter
 Children, sexual abuse
 Legal proceedings
 Accused
 Consent of complainant, no defence, **19:21-3**
 Guilt, legal standard, **5:21**, 46
 Identity, ban on publication, proposal, **5:44**, 46-7; **11:17-8**; **22:28-9**
 Mistake as to age as a defence, **2:11-3**
 Victims and child witnesses
 Child as special witness with special requirements
 Competency to testify, capacity to tell the truth, **8:11-3**
 Delays in judicial process, impact, **9:17-8**
 Protection
 Courtroom, physical rearranging, **17:13-5**
 Defence counsel, conduct, **4:17**
 Judges, powers, **19:27**
 Public, exclusion from courtroom, **4:31-2**
 Definition of "public", **4:15-6**
 Victim accompanied to witness stand by support person, **4:26-7**; **14:24**
 Identity, ban on publication, **4:32**; **5:11-2**; **11:10**, 13-7; **19:13**
 Testimony
 Corroboration requirement, removal, **9:18-9**; **12:23**
 Prior out-of-court statements, **8:13-4**; **14:24**
 Videotaped evidence, **2:21-4**; **3:28-9**; **22:13-4**
 Media, reporting, evaluations, **14:14-7**
 Offences
 Buggery, **12:22**
 Reform, creation of new offences, touching "for a sexual purpose", interpretations, **6:21**; **17:18-9**
 Offenders
 Drinking problems, **17:22**
 Encouragement to plead guilty, **3:37**
 Incarceration, treatment, availability, **6:25**
 Vagrancy, loitering, **22:24**
 Victims
 Disclosure, false accusations, **3:30-1**; **6:19-21**; **14:24**; **17:18-9**
 Native children, **16:11**, 15
 Treatment, necessity, **19:23**
 Procedure, **4:37**; **12:22**; **14:17**; **16:11**
 Bill C-28, **20:12**
 Bill C-45, subject-matter, **15:13**
 Bill C-53, **43:23-4**
 Bill C-55
 Amnesty International, evaluation, **69:27-8**
 Assistance, Canada, programs and policies
 Families, reunification, **55:63-5**, 87
 Selection of refugees from abroad
 Policy, **56:87**
 Rights (legal counsel, appeals), **54:52**, 54-5, 68; **55:18-9**; **60:14**; **62:34-6**
 Special programs, **54:53-5**
 Statistics
 Number, increase, **54:67-9**; **56:94-5**
 Total (refugees and immigrants), **49:17-8**
 Canadian Bar Association, briefs, approval process, **72:27-8**
 Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy, Edmonton Branch, testimony, **54:28-30**

Detroit and Windsor Subway Company (DWSC)—Suite

Voir aussi
 Windsor-Detroit, Tunnel

Detroit and Windsor Subway Company Act (1927)

Amendement de 1953, **23:5**, 7-8, 11, 14-5, 17-8, 20
 But, **23:5-6**, 14, 17-20, 29

Doyle, honorable Richard J., sénateur (North York)

Bill C-7, **10:12-6**, 26
 Bill C-15, teneur
 Enfants, abus sexuels
 Contrevenants
 Alcool, problèmes, **17:22**
 Encouragement à s'avouer coupables, **3:37**
 Incarcération, traitement, disponibilité, **6:25**
 Vagabondage, flânerie, **22:24**
 Infractions
 Redéfinition, établissement de nouvelles infractions, attouchement «à des fins d'ordre sexuel», interprétations, **6:21**; **17:18-9**
 Sodomie, **12:22**
 Médias, reportages, évaluations, **14:14-7**
 Poursuites judiciaires
 Accusés
 Consentement du plaignant, inadmissibilité, **19:21-3**
 Culpabilité, étalon légal, **5:21**, 46
 Erreur quant à l'âge comme défense, **2:11-3**
 Identité, interdiction de publier, proposition, **5:44**, 46-7; **11:17-8**; **22:28-9**
 Victimes et enfants témoins
 Enfant en tant que témoin particulier avec des besoins particuliers
 Compétence à témoigner, capacité de dire la vérité, **8:11-3**
 Protection
 Avocats de la défense, comportement, **4:17**
 Juges, pouvoirs, **19:27**
 Public, exclusion de la salle d'audience, **4:31-2**
 Définition du «public», **4:15-6**
 Salle d'audience, réaménagement, **17:13-5**
 Victime accompagnée à la barre des témoins par une personne de soutien, **4:26-7**; **14:24**
 Retards dans la procédure judiciaire, impact, **9:17-8**
 Identité, interdiction de publier, **4:32**; **5:11-2**; **11:10**, 13-7; **19:13**
 Témoignage
 Corroboration obligatoire, suppression, **9:18-9**; **12:23**
 Déclarations extra-judiciaires antérieures, **8:13-4**; **14:24**
 Enregistrements magnétoscopiques, **2:21-4**; **3:28-9**; **22:13-4**
 Victimes
 Autochtones, **16:11**, 15
 Divulgarion, accusations à tort, **3:30-1**; **6:19-21**; **14:24**; **17:18-9**
 Traitement, nécessité, **19:23**
 Procédure, **4:37**; **12:22**; **14:17**; **16:11**
 Bill C-28, **20:12**
 Bill C-45, teneur, **15:13**
 Bill C-53, **43:23-4**
 Bill C-55
 Aide
 Canada, programmes et politiques
 Familles, réunification, **55:63-5**, 87
 Programmes spéciaux, **54:53-5**

Doyle, Hon. Richard J., Senator (North York)—Cont'dBill C-55—*Cont'd*

Définition, 66:25

Denmark, policies, 54:43

Employment and Immigration Department, telephone inquiries about witnesses, 55:85-6

Fiji, situation after coup d'état in 1987, 65:13

Free press, 54:64

Groos, Charles, testimony, 56:23

Intercultural Association of Greater Victoria, 55:52-3

Nanaimo Immigrant Settlement Society, background information, 56:35-7

Number around the world, 49:29; 54:30

Policy, 53:47-8; 54:43, 52, 68

Procedure, 51:32; 54:69; 64:23; 67:18-9, 21

Refugee determination process

Abuse

Background information, 50:28; 53:47-8

"Manifestly unfounded" claims, 53:13-4

Claimants

Identification, documents, 58:17-8

Protection, genuine refugees, 49:16-7; 58:17-8

Return to safe third country

Persons arriving from country on list of safe third countries, 50:27; 51:15-6; 53:14-5; 69:29-31; 71:18-9

Persons with protection in another country, 50:29; 51:12; 53:14, 17, 46-7

Protection in safe third country

Arrangements, agreements, 50:27; 69:29, 32

Safeguards

Adequacy of protection, circumstances, 50:27; 53:16-7; 55:18-9

Assurance of being received, 50:26; 51:12; 69:29-31

Refusal to accept, return to Canada, 53:14; 69:30; 71:18-9

Risks, refugees "in orbit", 50:26-7; 69:28-31

Legislation

Amendments, 55:87

Constitutionality, evaluations, 59:22-5

Historical background, 56:62

Purpose, 53:46-7; 55:65; 56:62

Procedure

Determination system proposed in Bill C-55

Alternative models, proposals, 54:29-30; 55:15; 56:51-2

Appeals/reviews, 51:15-6; 54:52, 54-5, 68; 55:15-6, 18-9; 56:87; 62:33-4

Hearings, screening hearing

Access, eligibility test, 50:29

Adjudicators, 65:14

Humanitarian and compassionate cases, 56:34-5

Immigration and Refugee Board

Appeal Division, 67:20-1

Decision-makers, members

Commissioner, 56:24-5

Expertise, 65:12

Immigration Appeal Board members, transfer, 55:41

Independence, 55:39-41

Lawyers, percentage, 55:42; 65:12

Quality, qualifications, experience, 55:39-41; 56:23-4; 65:13

Selection, 56:23-5; 65:12-3; 69:27

Training and education, 55:39; 56:23

Refugee Division, 67:20-1

Immigration Appeal Board, 65:13

Appointments, 67:16-7, 20; 72:16, 21

Independence, 67:16-7

Members, background information, 65:12-3

Overview, 50:28-9

Doyle, honorable Richard J., sénateur (North York)—SuiteBill C-55—*Suite*Aide—*Suite*Canada, programmes et politiques—*Suite*

Sélection des réfugiés à l'étranger

Droits (conseiller juridique, appels), 54:52, 54-5, 68; 55:18-9; 60:14; 62:34-6

Politique, 56:87

Statistiques

Nombre, augmentation, 54:67-9; 56:94-5

Total (réfugiés et immigrants), 49:17-8

Amnistie Internationale, évaluation, 69:27-8

Association du Barreau canadien, mémoires, processus d'approbation, 72:27-8

Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy, section

Edmonton, témoignage, 54:28-30

Danemark, politiques, 54:43

Définition, 66:25

Droits, 55:18-9; 56:87

Etats-Unis, objecteurs de conscience et déserteurs, 49:28; 53:18

Fidji, situation après le coup d'état de 1987, 65:13

Groos, M. Charles, témoignage, 56:23

Intercultural Association of Greater Victoria, 55:52-3

Ministre de l'Emploi et de l'Immigration, appels téléphoniques au sujet des témoins, 55:85-6

Nanaimo Immigrant Settlement Society, information de base, 56:35-7

Navires, renvoi, constitutionnalité, 60:14

Nombre dans l'ensemble du monde, 49:29; 54:30

Pays tiers considérés comme sûrs

Etats-Unis, 49:16; 53:15-6, 18; 54:53

Grande-Bretagne, 49:15-6; 53:15; 54:53

Liste

Détermination

Cabinet, décision, 53:15, 22-3

Critères, 53:14

Difficultés, disponibilité de renseignements à jour, 54:55

Exceptions, exclusions pour certaines catégories, 49:15-6; 51:12; 53:15; 54:53

Publication, 49:15-6; 53:15

Politique, 53:47-8; 54:43, 52, 68

Presse libre, 54:64

Procédure, 51:32; 54:69; 64:23; 67:18-9, 21

Statut de réfugié, détermination, processus

Abus

Information de base, 50:28; 53:47-8

Revendications «manifestement sans fondement», 53:13-4

Mesure législative

Amendements, 55:87

But, 53:46-7; 55:65; 56:62

Constitutionnalité, évaluations, 59:22-5

Historique, 56:62

Procédure

Aperçu, 50:28-9

Cas d'ordre humanitaire et de commisération, 56:34-5

Comité consultatif du statut de réfugié

Indépendance, 67:17

Nominations, durée, 67:16-7, 20

Commission d'appel de l'immigration, 65:13

Indépendance, 67:16-7

Membres, information de base, 65:12-3

Nominations, 67:16-7, 20; 72:16, 21

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Décisionnaires, membres

Avocats, pourcentage, 55:42; 65:12

Choix, 56:23-5; 65:12-3; 69:27

Commissaire, 56:24-5

Doyle, Hon. Richard J., Senator (North York)—Cont'dBill C-55—*Cont'd*Refugee determination process—*Cont'd*Procedure—*Cont'd*

Refugee Status Advisory Committee

Appointments, duration, **67:16-7, 20**Independence, **67:17**Rights, **55:18-9; 56:87**

Safe third country

Great Britain, **49:15-6; 53:15; 54:53**

List

Determination

Cabinet decision, **53:15, 22-3**Criteria, **53:14**Difficulties, availability of up-to-date information, **54:55**Exceptions, exclusions for certain categories, **49:15-6; 51:12; 53:15; 54:53**Publication, **49:15-6; 53:15**United States, **49:16; 53:15-6, 18; 54:53**Ships, turn back, constitutionality, **60:14**

Transportation companies

Documents, verification, enforcement, **66:36-41**United States, draft dodgers and deserters, **49:28; 53:18**Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants, testimony, **55:85**

Bill C-55, motion...

Minister of Employment and Immigration, amendment to clause 14, **87:20-2, 26, 30-2**Procedure, **87:18**

Bill C-61

Procedure, **87:47**

Proceeds of crime

Criminals, autobiographies, **86:16-7**Laundering, **86:13-4**

Seizure, restraint, forfeiture

Forfeiture

Property other than the subject of the prosecution, **86:15-6; 91:15-6, 18-20**Standard of proof, **91:19**

Unobtainable property

Imprisonment in default of payment of fine, minimum sentences, **90:45-6; 91:16, 18**

Offences, application

Designated drug offences, **90:46**Dual criminality, **87:51-2; 90:41-2; 95:30-2**Pre-trial seizure, restraint, **87:46; 90:34-9**Third parties, ownership or entitlement to property, **87:45**Purpose, **91:16-8**Retroactivity/retrospectivity, **86:19**

Bill C-82

Profession

Behaviour, ethics, **92:24**Personalities, **93:16-7**Purpose, **92:23-4**

Registration

Access to government, effect, **92:23-4**

Activities

Definition, **90:13; 95:9-10**Exclusions, information-gathering, **92:23-4; 95:9-10, 17**

Definition

Consultants, comparison, **93:7-11; 95:10**Exclusions, **90:9-10; 92:7**

Two-tier system

Information disclosure requirements, **92:37; 95:11-2**Other lobbyists, **92:9, 13, 33, 37**Professional lobbyists, **90:11-2; 92:10, 13, 33; 95:9-10; 97:21****Doyle, honorable Richard J., sénateur (North York)—Suite**Bill C-55—*Suite*Statut de réfugié, détermination, processus—*Suite*Procédure—*Suite*Commission d'appel de l'immigration, membres, transfert, **55:41**Connaissances pertinentes, **65:12**Formation et éducation, **55:39; 56:23**Indépendance, **55:39-41**Qualité, qualifications, expérience, **55:39-41; 56:23-4; 65:13**Section d'appel, **67:20-1**Section du statut, **67:20-1**

Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55

Appels/réexamens, **51:15-6; 54:52, 54-5, 68; 55:15-6, 18-9; 56:87; 62:33-4**

Audiences

Contrôle à l'entrée, audience

Arbitres, **65:14**Recevabilité, critères, **50:29**Modèles alternatifs, propositions, **54:29-30; 55:15; 56:51-2**

Requérants

Identification, documents, **58:17-8**Protection, réfugiés véritables, **49:16-7; 58:17-8**

Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr

Personnes avec protection dans un autre pays, **50:29; 51:12; 53:14, 17, 46-7**Personnes qui arrivent d'un pays sur la liste des pays tiers considérés comme sûrs, **50:27; 51:15-6; 53:14-5; 69:29-31; 71:18-9**

Protection dans un pays tiers considéré comme sûr

Ententes, accords, **50:27; 69:29, 32**

Sauvegardes

Assurance d'être accueillis, **50:26; 51:12; 69:29-31**Suffisance de la protection, circonstances, **50:27; 53:16-7; 55:18-9**Refus de les reprendre, renvoi au Canada, **53:14; 69:30; 71:18-9**Risques, réfugiés «en orbite», **50:26-7; 69:28-31**

Transporteurs

Documents, vérification, application, **66:36-41**Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants, témoignage, **55:85**

Bill C-55, motion...

Ministre de l'Emploi et de l'Immigration, amendement à l'art. 14, **87:20-2, 26, 30-2**Procédure, **87:18**Bill C-58, **86:23-6; 88:12-5, 19-21, 25; 89:18, 20-2**

Bill C-61

But, **91:16-8**Caractère rétroactif/caractère rétrospectif, **86:19**Procédure, **87:47**

Produits de la criminalité

Criminels, autobiographies, **86:16-7**Recyclage, **86:13-4**

Saisie, blocage, confiscation

Confiscation

Biens ne pouvant être saisis, emprisonnement à défaut du paiement de l'amende, peines minimales, **90:45-6; 91:16, 18**Critère de la preuve, **91:19**Propriété autre que celle visée par l'accusation, **86:15-6; 91:15-6, 18-20**

Infractions, application

Double criminalité, **87:51-2; 90:41-2; 95:30-2**Infractions désignées en matière de drogue, **90:46**Saisie/blocage avant procès, **87:46; 90:34-9**

Doyle, Hon. Richard J., Senator (North York)—Cont'dBill C-82—*Cont'd*Registration—*Cont'd*Public office holder, obligation in relation to lobbyists, **95:17**

System, administration

Fees, **90:12**Registrar, powers, **93:15**

Bill C-84

Assistance, **31:20-2**, **31-2**; **40:20-2**

Illegal entry into Canada

Aiding, abetting, counselling

Agencies, airlines, **36:25**Prosecution, **29:37-8**; **35:21-2**

Detention

Identity, inability to establish, **29:36-7**; **35:14-7**; **38:28**

Legislation

Adoption, **33:28-9**; **36:19**Historical background, **35:14**, **16-7**Purpose, **40:20-3**

Security risks, threats

Definition, **46:19-20**Security certificates, review procedure, **44:14**Time period, **38:28**Inter-Church Committee for Refugees, mandate, **29:20-1**Procedure, **28:47**; **29:15**; **33:20**Public opinion, **39:15-8**

Refugee claimant process

Abuse, financial aspect, **31:22**

Claimants

Identification, **29:32**; **38:25-7**Refoulement, **31:25**; **37:11**Procedure, **42:11**

Bill C-84, motion... and message...

Refugee determination process, claimants

Identification, documents, **58:17-8**Protection, genuine refugees, **58:17-8**Bill C-210, subject-matter, **94:8-10**, **12**; **96:25**Bill C-264, **96:11-2**, **14-7**

Bill S-7

Amendments, **75:16-7**

Canada

Corporation sole

Financial situation, disclosure, **73:10**Precedents, **63:7**Historical background, **63:13**Regional Vicar for Canada, nationality, **73:21**; **75:16-7**Structure, **63:7-8**; **73:28**; **75:12-3**, **16**, **18**Personal prelature and regional vicar, comparison with diocese and bishop, **75:17-9**Procedure, **63:13**; **73:18**; **75:25**Purpose, reasons, **73:16-7**Bill S-11, **23:13**Corporations sole, background information, **75:24**French Constitutional Drafting Committee, First Report tabled in the Senate on the 17th December, 1986, **98:8-9**; **99:15**Revised Statutes of Canada, 1985, draft, **13:9**, **11-2**; **18:9****Dreimanis, Michael, Member, Sombrilla Refugee Support Society**Bill C-55, **54:48-9****Drugs**Awareness and education programs, Royal Canadian Mounted Police, **96:7-10**, **15**, **18**Bill C-61 (proceeds of crime), designated drug offences, **86:8**, **16**; **90:22-3**, **35-6**, **45**; **91:15-6**, **21**; **95:18**, **20-2**, **26-7**, **32**; **97:6-7****Doyle, honorable Richard J., sénateur (North York)—Suite**Bill C-61—*Suite*Produits de la criminalité—*Suite*Saisie, blocage, confiscation—*Suite*Tiers, propriété ou droit à la propriété, **87:45**

Bill C-82

But, **92:23-4**

Enregistrement

Accès au gouvernement, effet, **92:23-4**

Activités

Définition, **90:13**; **95:9-10**Exclusions, collecte d'informations, **92:23-4**; **95:9-10**, **17**

Définition

Deux catégories, système

Autres lobbyistes, **92:9**, **13**, **33**, **37**Lobbyistes professionnels, **90:11-2**; **92:10**, **13**, **33**; **95:9-10**; **97:21**Renseignements, divulgation, exigences, **92:37**; **95:11-2**Exclusions, **90:9-10**; **92:7**Experts-conseils, comparaison, **93:7-11**; **95:10**

Système, administration

Frais, **90:12**Registraire, pouvoirs, **93:15**Titulaire d'une charge publique, obligation par rapport aux lobbyistes, **95:17**

Profession

Comportement, déontologie, **92:24**Personnalités, **93:16-7**

Bill C-84

Aide, **31:20-2**, **31-2**; **40:20-2**Comité Inter-Eglises pour les réfugiés, mandat, **29:20-1**

Entrée illégale au Canada

Aide, encouragement, conseils

Agences, compagnies aériennes, **36:25**Poursuites judiciaires, **29:37-8**; **35:21-2**

Définition

Délai, **38:28**Identité, incapacité d'établir, **29:36-7**; **35:14-7**; **38:28**

Mesure législative

Adoption, **33:28-9**; **36:19**But, **40:20-3**Historique, **35:14**, **16-7**

Sécurité, risques, menaces

Attestations de sécurité, examen, procédure, **44:14**Définition, **46:19-20**Opinion publique, **39:15-8**Procédure, **28:47**; **29:15**; **33:20**

Statut de réfugié, détermination, processus

Abus, aspect financier, **31:22**Procédure, **42:11**

Requérants

Identification, **29:32**; **38:25-7**Refoulement, **31:25**; **37:11**

Bill C-84, motion... et message..., statut de réfugié, détermination, processus, requérants

Identification, documents, **58:17-8**Protection, réfugiés véritables, **58:17-8**

Bill C-89

Accusé, **76:20**; **82:21**Biens récupérés, **77:19**; **78:14**, **18**, **30**Déclaration de la victime, **82:8-9**

Dédommagement

Contrevenant, capacité de payer, **85:10-2**, **21-2**

Dommages

Biens, perte ou dommages, **80:28-9**Défaut de paiement, incarcération, **80:15**, **17**Appel, **80:15**; **85:10-2**, **22-3**

Drugs—Cont'd

Paraphernalia

Availability, **96**:7-10, 19

Sale

Instruments for illicit drug use, **96**:9-11Definition, **96**:9, 12-4, 17-8

Device

Comparison, **96**:9Definition in Food and Drugs Act, **96**:14, 18Exclusion from Bill C-264, **96**:12-4, 17-8United States, comparison, **96**:17-8Legal instruments which can be used for legal or illegal purposes, comparison, **96**:9-14, 17-9Measuring devices, **96**:14Razor blades, **96**:10-1, 14Respirators, **96**:17Syringes and needles, **96**:9-14, 17-8

Literature for illicit drug use

Definition, **96**:15-6How-to books, articles, **96**:8, 15-6United States, comparison, **96**:9Shops, "head shops", **96**:7-11, 18-9Publications, and references in literature, music..., **96**:15-7

Trafficking

Traffickers, **88**:13-4; **90**:45-6; **96**:8United Nations, draft convention, **86**:6; **95**:18United Nations Narcotics Control Board, 1986 Report, reference, **95**:20**du Plessis, Raymond, Law Clerk and Parliamentary Counsel to the Senate**

Bill S-7

Discussion, **63**:6-8, 12-3; **73**:14-20, 27-8; **75**:8, 23Statements, **63**:5-6; **73**:6-9; **75**:7-8Bill S-11, **23**:29Bill S-14, **43**:12, 15Bill S-21, **98**:14-6Revised Statutes of Canada, 1985, draft, **18**:5-7, 11**Dubois, Paul, Director, Economic Law and Treaty Division, Department of External Affairs**

Bill C-58

Discussion, **88**:8-20, 25Statement, **88**:5-7**Dunkley, Katharine, Research Officer, Law and Government Branch, Library of Parliament**Bill C-210, subject-matter, **94**:10, 12; **96**:20Paper on corporations sole, **63**:10**Dunkley, Katharine and Margaret Young, Research Officers, Law and Government Branch, Library of Parliament, Issues and Options Relating to Bill C-55, references, 71:8-9, 21-2, 24-5****El Salvador**Canadian embassy, non-existence, **38**:32; **54**:51

Refugees

Acceptance rate, Canada vis-à-vis United States, **28**:44; **40**:21-2; **50**:12, 72; **54**:45, 50; **55**:10-1, 60, 74; **56**:55; **62**:20; **64**:6, 14-5; **66**:17Admissions, 1986, **54**:57Anaya, Herbert, **52**:41Background information, **52**:57-8; **62**:15Chico, **52**:73, 75Church sponsorships, **26**:22-3; **54**:9**Doyle, honorable Richard J., sénateur (North York)—Suite**

Bill C-89—Suite

Dédommagement—Suite

Dommages—Suite

Indemnisation, fonds commun, proposition, **80**:29-31Procédure, **80**:17-8, 28Procès en dommages au civil, comparaison, **78**:30

Identité du plaignant ou témoin, interdiction de publication ou de diffusion dans certains cas

Accusé, comparaison, infractions sexuelles, accusations arbitraires, **76**:15; **77**:11

Application

Extension, propositions, raisons, **82**:9-10Juges, discrétion, **82**:10; **84**:16-7

Obligatoire

Audiences préliminaires, **79**:21-2Commission de réforme du droit, position, **84**:17

Infractions

Extorsion, **76**:15, 24; **82**:9-10; **84**:16-7; **85**:22-3Infractions sexuelles, **76**:15, 24; **84**:16; **85**:22-3Bestialité, **76**:15Taux d'intérêt criminels, prêts usuraires, **76**:15, 24; **82**:9-10; **84**:16-7; **85**:22-3Témoins non-identifiés, importance, évaluation, **79**:19Conciliation des intérêts du public et des intérêts privés, **76**:23-4Encouragement à dévoiler l'infraction, **76**:15Procédure, **76**:20; **78**:19, 38; **80**:11Statut, **82**:21Suramendes compensatoires, **77**:22Traumatisme émotif et psychologique, **80**:30-1Bill C-210, teneur, **94**:8-10, 12; **96**:25Bill C-264, **96**:11-2, 14-7

Bill S-7

Amendements, **75**:16-7But, raisons, **73**:16-7

Canada

Corporation simple

Précédents, **63**:7Situation financière, divulgation, **73**:10Historique, **63**:13Structure, **63**:7-8; **73**:28; **75**:12-3, 16, 18Vicaire régional pour le Canada, nationalité, **73**:21; **75**:16-7Prélature personnelle et vicaire régional, comparaison avec diocèse et évêque, **75**:17-9Procédure, **63**:13; **73**:18; **75**:25Bill S-11, **23**:13Bill S-17, **83**:11-2Comité de rédaction constitutionnelle française, premier rapport déposé au Sénat le 17 décembre 1986, **98**:8-9; **99**:15Corporations simples, information de base, **75**:24

Criminalité

Enquêtes portant sur une infraction criminelle, dommages aux biens, indemnisation, **76**:22-3

Justice, système

Ressources, volume de travail, **78**:29-30Lois révisées du Canada (1985), projet, **13**:9, 11-2; **18**:9**Dreimanis, M. Michael, membre, Sombrilla Refugee Support Society**Bill C-55, **54**:48-9**Drogues**

Accessoires pour l'utilisation

Disponibilité, **96**:7-10, 19Magasins, «head shops», **96**:7-11, 18-9

El Salvador—Cont'd**Refugees—Cont'd**

Claimants, 27:17; 31:9; 38:26, 29; 52:55, 57-8, 62; 54:9, 11, 53; 55:48; 56:39, 88; 64:6-7; 71:9-10

Deaths, death squads, 52:58; 55:72; 62:21; 64:6

Guatemala, 62:20

Honduras, 60:37; 61:7; 69:10

Individual case, 54:13

Mexico, 55:63-4; 56:61; 62:20

Regalado, Victor, 38:16, 19; 44:16; 46:13

Rivas, Antonio, 52:71-2, 85-6

Women, 61:14

United States, 40:21; 41:8; 50:12; 51:13; 52:7, 15, 17, 55, 57-8, 60-2; 54:13; 55:63-4; 56:13, 60-1, 90; 66:17; 69:10; 87:25-8

Salvadorans returned to El Salvador, study, 53:29

Visitors' visas, 31:28; 38:27

See also

Refugees

Emberly, Kenneth, Private Citizen (Personal presentation)

Bill C-55

Discussion, 52:90-3

Position, 52:87-92

Statement, 52:87-90

Biographical notes, 52:87

Employment and Immigration Department

Annual Report, references, 56:67-8

Canada Employment and Immigration Commission, 38:6-8; 56:7

Immigrant Settlement Adaptation Program, 56:7

Letter from T.N. Palmer, Manager, Canada Immigration Centre, Fort Erie, Ontario concerning Bill C-55, 66A:1-3

References, 66:28, 37, 40, 42, 45-7

Refugee Determination Task Force

Background information, 27:5

Fast Track Report, references, 27:5-6, 16-9

Statement of the Present Status of the Security and Criminal Enforcement Capability in the Canadian Immigration Program, May 29, 1987, 56:96-7

Equality for All. Report of the Parliamentary Committee on Equality Rights (1st Session, 33rd Parliament)

References, 60:23

Erikson Institute For Advanced Study In Child Development

Viewing The World Through The Child's Eyes, 6:5

Ernewein v. Minister of Employment and Immigration ([1980] 1 SCR 639), 66:14**Escheats Act**

References, 22:34-5

Estonia

Refugees by sea to Canada, 41:13

See also

Refugees

Ethiopia

Refugees

Claimants, 31:33; 52:71; 53:43; 68:20

Refugees from other countries, 54:41

Visitors' visas, 27:23

Drogues—Suite

Accessoires pour l'utilisation—*Suite*

Vente

Documentation pour l'utilisation de drogues illicites

Définition, 96:15-6

Mode d'emploi, livres et articles, 96:8, 15-6

Etats-Unis, comparaison, 96:9

Instruments pour l'utilisation de drogues illicites, 96:9-11

Définition, 96:9, 12-4, 17-8

Dispositif

Comparaison, 96:9

Définition dans la Loi des aliments et drogues, 96:14, 18

Exclusion du projet de loi C-264, 96:12-4, 17-8

Etats-Unis, comparaison, 96:17-8

Instruments légaux qui peuvent être utilisés à des fins licites aussi bien qu'illicites, comparaison, 96:9-14, 17-9

Lames de rasoir, 96:10-1, 14

Mesure, instruments, 96:14

Pompes, 96:17

Seringues et aiguilles, 96:9-14, 17-8

Bill C-61 (produits de la criminalité), infractions désignées en matière de drogue, 86:8, 16; 90:22-3, 35-6, 45; 91:15-6, 21; 95:18, 20-2, 26-7, 32; 97:6-7

Publications, et références dans la littérature, la musique..., 96:15-7

Sensibilisation et éducation, programmes, Gendarmerie royale royale du Canada, 96:7-10, 15, 18

Trafic

Nations unies, Organe international de contrôle des stupéfiants, rapport de 1986, référence, 95:20

Nations unies, projet de convention, 86:6; 95:18

Trafiqants, 88:13-4; 90:45-6; 96:8

Droits et libertés, Charte canadienne

Voir

Charte canadienne des droits et libertés

du Plessis, M. Raymond, légiste et conseiller parlementaire du Sénat

Bill S-7

Discussion, 63:6-8, 12-3; 73:14-20, 27-8; 75:8, 23

Exposés, 63:5-6; 73:6-9; 75:7-8

Bill S-11, 23:29

Bill S-14, 43:12, 15

Bill S-17, 83:16

Bill S-21, 98:14-6

Lois révisées du Canada (1985), projet, 18:5-7, 11

Dubois, M. Paul, directeur, Direction du droit économique et des traités, ministère des Affaires extérieures

Bill C-58

Discussion, 88:8-20, 25

Exposé, 88:5-7

Dunkley, Mme Katharine, attachée de recherche, Division du droit et du gouvernement, Bibliothèque du Parlement

Bill C-210, teneur, 94:10, 12; 96:20

Document au sujet des corporations simples, 63:10

Dunkley, Mme Katharine et Mme Margaret Young, attachées de recherche, Division du droit et du gouvernement, Bibliothèque du Parlement, Commentaires et options concernant le projet de loi C-55, références, 71:8-9, 21-2, 24-5**Egalité pour tous. Rapport du Comité parlementaire sur les droits à l'égalité (1^e session, 33^e législature)**

Référence, 60:23

European Consultation on Refugees and Exiles, *Refugee Policy for Europe*, 54:33-4

European Convention on Human Rights
Art. 3, 41:11; 48:17

Evidence Act, Canada

See
Canada Evidence Act

FP Publications (Western) Ltd. v. The Queen ((1980), 108 DLR (3d) 153), 79:9

Fairbairn, Hon. Joyce, Senator (Lethbridge)

Bill C-15, subject-matter
Children, sexual abuse

Legal proceedings

Judges, selection and training, 14:9-10

Special courts, 8:22-3; 9:11; 14:10

Victims and child witnesses

Child as special witness with special requirements

Competency to testify, capacity to tell the truth, 17:12

Delays in judicial process, impact, 7:16-8; 9:11-2

Protection

Accused, exclusion from courtroom, 5:15; 6:15, 25

Alternatives, proposals, 6:25

Remote areas, practical difficulties, 14:12

Courtroom, physical rearranging, 19:19-20

Identity, ban on publication, 2:16

Testimony

Reliability, truthfulness, 17:12

Videotaped evidence

Admissibility, 7:20; 19:15

Advantages and disadvantages, 3:26; 11:18, 21-2; 17:12

Production

Guidelines, 11:18; 22:11

Interviewer, qualifications and training, 2:15;

6:15-6; 7:19; 11:19-20; 12:26; 14:11; 17:13;

19:18-9; 22:15

Very young children, 3:24

Offences

Reform, creation of new offences

Touching "for a sexual purpose", interpretations, 2:18; 17:19

Offenders

Adolescents and pre-adolescents, 12:24

Categories, rates of recurrence, 17:16

Incarceration, treatment, availability, 6:24-5; 12:24-5

Treatment

Availability, 5:15

Courts, role, 3:24-5

Effectiveness, 12:24, 31

Types, 12:27-8

Vagrancy, loitering, 19:16; 22:22-3

Victims of sexual abuse during childhood, 17:22

Prevention, programs

Public awareness and education programs, 5:24-5

Victims

National Youth in Care Network witnesses, 19:29-30

Native children, 3:26; 5:15-6; 16:11-2, 15-6

Treatment, 3:24-5; 5:15; 19:20

Procedure, 12:33; 19:31; 22:12, 20

Scope, 2:17

Witness, biographical notes, 12:25

Eglise anglicane de Vancouver, Eglise unie et l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix (mémoire mixte)
Bill C-55

Position, 55:54-64

Recommandations, 55:54-8, 65-8

Information de base, 55:53-4, 59

El Salvador

Voir

Salvador

Emberly, M. Kenneth, à titre privé (présentation personnelle)

Bill C-55

Discussion, 52:90-3

Exposé, 52:87-90

Position, 52:87-92

Notes biographiques, 52:87

Emploi et Immigration, ministère

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, 38:6-8; 56:7

Exposé sur la situation actuelle de l'exécution de la loi du Programme de l'immigration du Canada en matière de sécurité et de criminalité, le 29 mai 1987, 56:96-7

Groupe de travail sur la reconnaissance du statut de réfugié

Information de base, 27:5

Rapport sur la méthode de traitement accéléré, références, 27:5-6, 16-9

Lettre de T.N. Palmer, directeur, Centre d'immigration du Canada, Fort Erie, Ontario, au sujet du projet de loi C-55, 66A:1-3

Références, 66:28, 37, 40, 42, 45-7

Programme d'établissement et d'adaptation des immigrants, 56:7

Rapport annuel, références, 56:67-8

Enfant (L') en péril, rapport du Comité sénatorial permanent de la Santé, du bien-être et des sciences (1^{re} session 32^e législature)
Références, 4:7

Enfants

Abus sexuels

Bureau du commissaire chargé des cas d'enfants victimes d'abus sexuels, 4:36; 14:8, 18-20

Cas, rapports aux autorités, 4:36-7; 7:7; 8:11; 12:21-2, 24

Contrevenants

Adolescents et pré-adolescents, 6:23-7; 7:19; 8:17; 9:8-9; 12:7-9, 11, 14-5, 24; 14:22; 22:9

Agression sexuelle par un groupe, 6:13-4, 28

Alcool, problèmes, 17:22

Attitude, 4:21

Augmentation du nombre ou du nombre de cas rapportés, 6:25-7; 17:17; 22:10

Catégories, taux de récidive

Inceste, 12:9-11, 17-8; 17:8-9, 12

Pédophiles hétérosexuels, 12:9-11; 17:7-9, 12, 16-7

Pédophiles homosexuels, 12:10-1, 18; 17:8-9, 12, 16-7

Comportement, raisons, 12:6, 9, 15-7, 20; 17:15-6

Diagnostic, méthodes, 12:8, 13-5, 27, 29-31

Encouragement à s'avouer coupables, 2:15; 3:36-7

Identification, détection, 12:7-9, 11, 14-6, 18, 21-2, 29-31

Incarcération

But, 22:19

Contrevenants habituels, 5:11, 18

Délinquants sexuels dangereux, 14:22-3

Dissuasion et la nécessité de protéger l'enfant, 5:7, 10-1, 17-9; 6:23, 28; 7:19; 17:11, 20-1; 22:19

Durée, 19:11-2, 16; 22:16-7, 31; 24:7

Fairbairn, Hon. Joyce, Senator (Lethbridge)—Cont'd

Bill C-28, 20:9, 22

Bill C-55

Alberta, refugee re-settlement and overseas aid, 53:42; 54:49

Amnesty International, background information, 52:25-6

Central Americans, 52:84; 53:44

Denmark, policies, 54:40-1

Motion, Committee members, travel to hold hearings, 46:22

Policy, 54:41

Procedure, 52:61

Refugee determination process

Access, single chance to claim, 49:25; 52:12-3, 25; 53:42; 54:51

Claimants

Identification, documents, 53:45-6

Return to safe third country

Exceptions

Exclusions for certain categories, 51:14; 54:51

Persons who "cannot be removed", 49:14

Persons who have only transited through safe third country, 52:24-5; 53:44

Persons arriving from country on list of safe third countries, 52:13, 84

Policy, 52:44, 60; 53:19, 44, 50

Protection in safe third country

Arrangements, agreements, 51:13-4; 52:13, 45; 53:19, 44

Monitoring, 49:13-4

Safeguards

Absence from legislation, 53:19

Assurance of being received, 52:45

Refugee determination system, access, 52:45

Risks, turn back to another country, 49:13-4

Legislation

Challenges in the courts, 65:14

Regulations, 49:30

Procedure

Determination system proposed in Bill C-55

Alternative models, proposals, 53:20, 42; 54:25-7

Appeals/reviews, 54:49-50; 68:14

Decisions, consistency, 65:14

Hearings, screening hearing

Access, eligibility test, 65:14

Time frame, 49:14; 54:51

Ministerial discretion, 49:25

Immigration and Refugee Board, decision-makers, members

Immigration Appeal Board members, transfer, 70:14

Independence, 52:59-60; 53:20

Quality, qualifications, experience, 52:59-60; 53:20

Immigration Appeal Board

Appointments, 67:23

Independence, 68:29

Refugee Status Advisory Committee

Appointments, 67:23

Independence, 68:29

Safe third country

List, determination

Consultations, 52:83

Criteria, 49:14; 52:84

Difficulties, availability of up-to-date information, 51:30-1; 52:13, 84; 53:19

Exceptions, exclusions for certain categories, 54:51

United States, 52:84

Ships, turn back, decision-making process, determination at sea, 70:19

Transportation companies, documents, verification, enforcement, 66:42

Witness, refugee from El Salvador, biographical notes, 52:60

Enfants—Suite

Abus sexuels—Suite

Contrevenants—Suite

Incarcération—Suite

Effets, 22:16, 18; 24:7

Familles, effet, 3:25, 37

Perversion sexuelle, renforcement, 6:23-4

Traitement, disponibilité et évaluation, 6:24-5; 12:20, 24-5; 17:11, 20-1; 22:16-22; 24:7

Mâles adultes et femmes adultes, nombre, comparaison, 6:28; 7:10, 17-8

Recherche

Financement, 12:5-6, 13-4, 33

Renseignements, disponibilité, 12:14, 32-3; 17:11

Récidive, 12:10-1, 17-8; 17:7-9, 11-2

Renseignements et antécédents, disponibilité, 22:18

Statistiques

Etrangers, 3:12; 5:16-7; 76:18

Membres de la famille, inceste, 2:24; 3:12; 4:4; 5:8-9, 16-9

Personnes en situation de confiance sans lien avec la famille, 5:8, 16-7

Pourcentage connu de leurs victimes et en situation d'autorité ou de confiance, 2:24; 3:12; 4:6; 5:8-9

Traitement

Attitudes envers, 4:21; 12:7-9, 21-2, 28-9; 17:6-7, 9; 22:18-21

Avantages par rapport à l'incarcération, 3:16, 25, 27

Disponibilité, 3:25, 39-40; 5:11, 15-6; 7:19; 8:17; 12:13-4

Efficacité, 6:23-4, 27-8; 7:19; 8:17; 9:8-9, 12; 12:10-5, 17-8, 21-2, 24, 28, 31-3; 14:22-3; 17:9, 11-2, 21-2; 22:18-21; 24:7

Importance, 3:25, 39-40; 4:6

Solutions juridiques, comparaison, 12:6-11, 13, 20

Suivi à long terme, 17:7, 11

Tribunaux, rôle, 3:24-5; 5:11; 6:23-4; 8:11; 12:5, 20, 24-5; 17:20-1; 22:16-7, 20-2

Types, 12:10-1, 16-21, 27-8; 17:9, 16, 22; 22:16-22

Vagabondage, flânerie, 5:29-30, 42; 8:7; 9:6, 12-3; 19:15-6; 22:22-4; 24:7-8

Victimes d'abus sexuels durant leur enfance, 3:8, 25, 39-40; 4:6; 5:8-9; 6:27; 12:6, 9; 16:10; 17:22-3; 19:23-4

Violence et gravité, 12:7, 11, 16; 17:11, 18-20; 22:15-6

Voir aussi plus bas

Infractions

Poursuites judiciaires

Définitions, 2:18; 3:20, 32; 6:6-7

Infractions

Agressions sexuelles, 22:8, 16-7, 19

Application aux deux sexes, 5:10; 17:17; 22:8

Bestialité, 2:6; 19:12; 22:8, 17, 25-6; 24:7; 76:17-8

Exhibitionnisme, 2:19-20; 3:20, 39; 12:17; 22:8

Inceste, 2:24; 3:11-2, 20, 36; 4:6; 5:8-9, 16-9; 12:11; 17:9-10; 22:8

Infractions sans attouchements directs ou indirects, 2:19; 3:37-9

Multiples infractions, 16:9; 76:18

Nécrophilie, 22:8

Redéfinition, établissement de nouvelles infractions

Attouchement «à des fins d'ordre sexuel», interprétations, 2:17-9; 3:19-20, 38-9; 5:28-9; 6:21-2; 7:28-9; 9:18-9; 17:18-20

Contacts sexuels, 2:5, 17; 5:10, 28-9; 7:11; 8:7; 19:11, 20-1, 28-9; 22:16-7; 24:7

Exploitation sexuelle, 2:6, 13, 19-20; 4:19-20; 5:10, 29; 7:11; 8:7; 14:7, 23; 19:10-1; 22:8; 24:7

Incitation à des contacts sexuels, 2:5; 7:11; 8:7; 19:11

Recommandation, rapports sexuels/attouchements par les personnes atteintes d'une maladie transmise sexuellement, 2:20-1

Fairbairn, Hon. Joyce, Senator (Lethbridge)—Cont'd

Bill C-55, motion..., Minister of Employment and Immigration, amendment to clause 14, **87:20-1, 25, 29-30, 32**

Bill C-61, **95:30**

Bill C-82

Procedure, **97:22, 25**

Registration

Activities, exclusions

Information-gathering, **92:30; 93:11**

Mass mail campaigns, **97:24**

Definition

Consultants, comparison, **93:11-2**

Exclusions, **90:15**

Two-tier system

Contracts, **92:18-20, 32-3; 93:12; 95:15; 97:20-1**

Information disclosure requirements, **90:14-5; 92:18-20, 32; 93:11-2; 95:14-6; 97:19-20, 24**

Other lobbyists, **90:14-5; 92:18-20, 32-3; 93:11-2; 95:14-6; 97:19-21**

"Significant part of the duties", **90:15**

Professional lobbyists, **90:14-5; 92:18-9, 32-3;**

93:11-2; 95:14-6; 97:19-21, 24

Public office holder, obligation in relation to lobbyists, **95:17**

System, administration, **90:10**

Bill C-84

Illegal entry into Canada

Detention

Legislation, **26:26; 33:34-5; 34:12**

Security threats, risks, **44:6, 12-3**

Visa applications at Canadian embassies/consulates, comparison, **42:14**

Procedure, **29:17**

Refugee determination process, **27:7, 33, 42-3**

Safe third country, definition, **29:33**

Ships

Escort to port, confiscation of ship, prosecution of captain, proposal, **46:12-3**

Turn back

Decision-making process

Determination at sea, **34:11, 15-6; 44:20-1**

Powers, **44:24**

Passengers, **46:12-4**

Return to registered country of origin, **44:23**

Transportation companies

Documents, retention, **42:13**

Transportation of passengers without required papers, fines, **27:37**

United Nations High Commission for Refugees, role, **34:25**

Bill C-84, motion... and Message..., illegal entry into Canada, aiding, abetting, counselling, **68:51**

Bill C-89, **79:16-8; 80:14, 18, 27; 82:10-2, 20-1; 85:24-5**

Bill C-94, **48:74**

Bill C-115, **81:6, 9, 14-5**

Bill C-210, subject-matter, **94:10; 96:22**

Bill C-264, **96:9-10**

Bill S-5, **21:18**

French Constitutional Drafting Committee, First Report tabled in the Senate on the 17th December, 1986, **98:7**

Statutes of Canada, Proposals to correct..., **47:11**

Fairweather, Gordon, Chairman Designate, Proposed Immigration and Refugee Board

Appointment, **42:9, 11-2; 49:30; 51:23, 26; 70:5**

Bill C-55

Discussion, **70:8-22**

Enfants—Suite

Abus sexuels—Suite

Infractions—Suite

Sodomie, **2:6; 3:20; 11:13; 12:22-3; 16:9; 19:11-2; 22:8-9**

Médias, reportages, évaluations, **14:13-7, 22**

Personne en situation d'autorité ou de confiance, **2:6, 13, 18-21; 3:38; 4:19-20; 5:10, 29; 6:7-8; 7:10-1; 8:7; 14:7, 23-4; 19:10-1; 22:8**

Poursuites judiciaires

Accusés

Aide juridique, **4:35**

Consentement du plaignant, inadmissibilité, **2:14-5; 6:7-8; 7:11; 8:7; 19:10-1, 21-3; 22:9**

Culpabilité, étalon légal, **4:20-1; 5:20-1, 45-6; 9:19; 22:29**

Droits, **2:9, 23; 3:23-4; 4:11, 20-2, 24, 33; 5:9, 27-8, 32-4; 6:15; 7:10, 17-8; 8:8-9, 16, 18-20; 9:5-8, 11-2, 17, 19; 14:7, 9, 11; 22:8, 10-1**

Erreur quant à l'âge comme défense, **2:7, 10-4; 5:10, 22-3; 19:11**

Exclusion de la salle d'audience, **2:6, 9; 3:18-20, 24; 4:11-2, 16, 20-1, 33-4; 5:9-10, 13-4, 23, 33-5, 43; 6:10-1, 13, 15, 25; 7:9-10, 14-6, 18, 20; 8:8-9; 9:7, 14, 20-1; 14:7, 9, 11; 16:9; 17:13; 19:12-3, 18-9; 22:10; 78:11**

Identité, interdiction de publier, proposition, **4:32; 5:12-3, 19-21, 43-7; 11:17-8; 14:9, 14, 16; 22:26-9; 24:8-9; 77:10; 84:16**

But, **4:20-7, 33**

Cas qui ne sont jamais jugés par les tribunaux, nombre, raisons, **3:7-8, 24; 4:8, 21; 5:6, 25; 14:15; 16:12-3; 17:6-7, 10**

Juges, choix et formation, **14:8-11, 20-2; 19:26-7**

Personnel, formation, **3:35-6; 4:36; 8:21-2; 19:25-7**

Procès avec juge ou avec juge et jury, **3:20, 22**

Processus décisionnel, **7:26-7**

Solutions alternatives, **7:28-9; 8:22**

Tribunaux spéciaux, **8:22-3; 9:11; 14:10**

Victimes et enfants témoins

Children's Hospital, Winnipeg, Manitoba, étude d'un cas, **3:8-10**

Comportement sexuel, **5:32-3**

Décision, effet, **3:15-6; 5:8-9**

Droits, **5:27-8; 8:21; 9:5; 14:8-9, 20; 22:8, 11, 19-20**

Enfant en tant que témoin particulier avec des besoins particuliers

Compétence à témoigner

«Capacité de communiquer», proposition, **4:9, 28; 9:20; 14:7; 19:14-5; 22:9**

Capacité de dire la vérité, **2:7; 3:9, 14-8; 4:8-10, 17-8, 25-6, 28-9, 32-3; 6:8-10, 12-7, 19-22; 7:9-10, 15; 8:8-9, 11-3, 17-20; 9:18-9, 21; 11:12; 12:12-3, 23-4; 14:7, 9; 16:8-9, 14; 17:7, 10-2; 19:14-5, 28-9**

«Capacité mentale», **4:28-30; 9:21; 19:14-5**

Etats-Unis, comparaison, **8:9, 11-3, 18; 22:9**

«Intelligence suffisante», **2:7, 28; 3:15, 18, 39; 4:9, 27-9; 5:9, 14, 40-2; 8:9; 9:19-20; 14:14; 16:8-9; 19:15; 22:9**

Promesse de dire la vérité, **2:28; 3:14; 4:29; 5:9; 19:15**

Serment ou affirmation solennelle, capacité de comprendre la nature de, **2:28; 3:9, 14, 16, 39; 4:28-9, 32-3; 5:40; 8:9; 19:14-5**

Voir aussi plus bas

Témoignage

Protection, **3:32-6, 39-40; 4:21; 8:16-20; 17:10-1, 13-5; 19:8-10, 18, 25-7; 22:12-3**

Accusé, exclusion de la salle d'audience, **2:6, 9; 3:18-20, 24; 4:11-2, 16, 20-1, 33-4; 5:9-10, 13-4, 23, 33-5, 43; 6:10-1, 13, 15, 25; 7:9-10, 14-6, 18; 8:8-9; 9:7, 14, 20-1; 14:7, 9, 11; 16:9; 17:13; 19:12-3, 18-9; 22:10; 78:11**

Fairweather, Gordon, Chairman Designate, Proposed Immigration and Refugee Board—Cont'd
 Bill C-55—*Cont'd*
 Statement, 70:5-8
 Biographical notes, 42:11-2; 49:30; 70:5-6, 11-2, 18-9
 Interview published in *Globe and Mail*, October 29, 1987 concerning refugees, references, 40:12, 15

Falardeau-Ramsay, Michelle, Chairperson, Immigration Appeal Board
 Bill C-55
 Discussion, 65:8-21
 Statement, 65:5-8
 Biographical notes, 65:5, 15-6; 70:10-1, 13

Faulkner, G.N., Assistant Deputy Minister, Human Resources, Department of Indian Affairs and Northern Development
 Bill C-45, subject-matter, 15:10-2

Federal Court Act
 Section 18 — Extraordinary remedies, 28:13, 24, 34; 55:22-3, 33, 36, 44; 56:44, 50; 60:22, 44; 62:18-9; 66:9-10
 Section 28(1) — Review of decisions of federal board, commission or other tribunal, 28:12, 33-4; 52:33; 55:33; 56:16-7, 44, 50; 60:22, 44; 62:17-20; 66:9-10; 67:26

Federal Income Tax Act
 References, 57:12; 73:9

Fennell, Cecil, Parliamentary Spouses Association
 Bill C-15, subject-matter
 Discussion, 14:11-2, 15-6, 18-22, 24
 Statement, 14:8-9

Ferguson, Charles, Director of Pediatrics and Ambulatory Care, Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)
 Bill C-15, subject-matter, 3:19-20, 22-4, 26-7, 32, 38, 40
 Biographical notes, 3:6

Ferriss, Kathryn, Board Member, MOSAIC
 Bill C-55
 Discussion, 55:17-9
 Statement, 55:7-10, 12-3

Fiji
 Canadian embassy, non-existence, 54:23
 Refugee claimants, 53:13, 20; 54:13, 23-5, 28; 56:36; 62:21
 Situation after coup d'état, 1987, 65:13-4, 19-21
See also
 Refugees

Financial Administration Act
 References, 94:13-4

Financial institutions
 Provincial incorporation, 83:13-5

Fleming v. The Queen ([1986] 1 SCR 415), 68:34-5

Enfants—Suite
 Abus sexuels—*Suite*
 Poursuites judiciaires—*Suite*
 Victimes et enfants témoins—*Suite*
 Alternatives, propositions, enfant
 Élimination du contact visuel avec l'accusé, 3:14, 18-9, 24; 4:11; 5:13-4, 34-5, 43; 6:11, 25; 7:10, 14-6, 20; 8:8-9, 15-7; 9:10-1, 20-1; 22:10; 78:11
 Exclusion de la salle d'audience, 4:12, 23, 33-4; 5:33-4; 6:15; 8:9; 9:7, 9-10, 14, 20-1; 14:7; 17:13; 22:10
 Coûts, 5:9-10; 7:15-6, 18; 8:16; 9:9-10; 11:22
 Régions éloignées, difficultés pratiques, 5:9, 13-5; 6:25; 7:9, 14-6; 9:9-10; 11:22; 14:12
 Loi sur les jeunes contrevenants, comparaison, 5:10, 13
 Télévision en circuit fermé, 2:6; 3:18; 4:11-2; 5:9, 33-4; 7:10, 16, 18; 8:8-9, 14-6; 9:7, 9-11; 14:7, 11; 17:13; 19:18-9; 22:10
 Avocat, services, 3:15; 4:35-6; 8:10, 16; 19:24-7
 Avocats de la défense, comportement, 3:9, 15; 4:16-8, 22, 24-5; 5:39; 6:10, 16; 7:10, 16, 18; 8:10, 16; 9:11, 16; 14:13-4; 19:24-7
 États-Unis, comparaison, 4:12, 17-8, 23, 36; 6:10, 25; 8:8-10, 16
 Juges, pouvoirs, 4:13-8, 22-7; 5:39; 6:10, 13 16-7, 25; 7:10, 16; 8:10, 16, 22; 11:10-3; 14:10-1; 17:15; 19:27
 Public, exclusion de la salle d'audience, 3:14, 20-2, 36, 39; 4:12-6, 22-3, 30-2; 5:23; 7:16; 8:9-10; 11:10-3; 14:9; 19:20; 78:11
 Définition de «public», 4:13-6, 30
 Loi sur les jeunes contrevenants, comparaison, 4:13-6, 31
 Salle d'audience
 Marionnettes, utilisation, 6:10; 7:12; 8:22
 Poupées anatomiques, utilisation, 7:12, 22; 8:10; 12:12-3, 26-7; 19:14; 22:14
 Réaménagement, 4:18; 8:10, 16; 16:8-9; 17:10, 13-5; 19:19-20
 Syndrome de l'accommodation chez l'enfant, 4:33-4; 7:10
 Victime accompagnée à la barre des témoins par une personne de soutien, 3:18-9; 4:18, 23, 26-7; 5:23-4; 6:17; 8:10, 16; 9:20; 14:24; 19:20
 Retards dans la procédure judiciaire, impact, 3:8-9, 13-4; 7:10-3, 16-9, 23; 8:10, 20-2; 9:11-2, 17-8, 20; 11:20-1; 14:9-10; 19:18, 26; 24:10
 Identité, interdiction de publier, 2:6, 16; 4:22, 32; 5:8, 10-3, 19, 21, 43-4; 8:9-10; 11:10, 13-7; 14:9, 14, 16; 19:13-4; 22:27-9; 24:8; 76:18, 23-4; 78:11-2; 84:7, 16; 85:23
 Loi sur les jeunes contrevenants, comparaison, 5:10, 12-3, 19; 11:14; 14:15
 Obligation à témoigner, enlèvement si les contrevenants avouent leur culpabilité, 2:15; 3:36-7; 78:34-5
 Témoignage
 Corroboration obligatoire, suppression, 2:7, 9, 28; 4:9-10; 5:9, 14-5, 22, 32, 39-40; 7:9, 23-4; 8:8, 17-8; 9:7-8, 18-20; 11:9; 12:13, 23-4; 17:7; 19:12; 22:9, 19-20, 24-5; 24:8
 Crédibilité, véracité, 3:14-5, 31-2; 4:8-10, 17-8, 25-6; 6:6-10, 12-7, 19-22; 7:9-10, 15; 8:8-9, 11-3, 17-20; 9:18-9; 11:12; 12:12-3, 23-4; 14:7, 9; 16:8-9, 14; 17:7, 10-2; 19:14-5, 28-9
 Déclarations extra-judiciaires antérieures, témoignage d'une tierce partie
 Badgley, rapport, recommandation, 2:22, 24, 26-7; 4:19; 8:10; 14:9, 24-5

Flynn, Hon. Jacques, Senator (Rougemont)

Bill C-15, subject-matter

Children

Sexual abuse

Legal proceedings

Personnel, training, **19:27**Victims and child witnesses, testimony, videotaped evidence, **2:25**

Offences, reform, creation of new offences

Sexual interference, **2:17-8**Touching "for a sexual purpose", interpretations, **2:17-8; 17:18-9**

Offenders

Male adults and female adults, numbers, comparison, **17:17-8**Treatment, effectiveness, **17:22**Person in position of trust or authority, **2:21**Victims, disclosure, false accusations, **19:29**Sexual activity, exploration and experimentation, consent, **2:20**Drafting, clause 15, **2:27-8**Procedure, **2:21, 29**Bill C-28, **20:9-12, 15, 17, 21-3**Bill C-53, **43:24-6**

Bill C-55

Assistance, Canada, programs and policies, selection of refugees from abroad, **60:14, 17-9, 21**Canadian Bar Association, Immigration Law Section, position, **60:44-5**Cessation of refugee status, **62:16-7**Procedure, **59:17, 30; 67:10, 22, 25**

Refugee determination process

Claimants

Removal/deportation, **62:12**Return to safe third country, persons arriving from country on list of safe third countries, **60:34-5**Legislation, constitutionality, evaluations, **59:25-7, 33; 60:14; 65:18-9**

Procedure

Determination system proposed in Bill C-55

Appeals/reviews, **60:22, 25-6, 43-4; 62:18-20, 31-3; 65:16-8; 67:26**Decisions, consistency, **65:16-8; 67:26**

Hearings

Legal counsel, **60:33**Screening hearing, **62:9-11; 66:23-4**Immigration and Refugee Board, **65:16-8; 67:24**Immigration Appeal Board, **65:15-8; 67:11-3, 24**Refugee Status Advisory Committee, **67:12-3, 24**Rights, **62:13-4**Safe third countries, list, determination, criteria, **61:16-7**Transportation companies, documents, verification, enforcement, **66:43-5, 48**Women, **61:14-5**Bill C-58, **88:10-2, 16-8, 25, 27**Bill C-61, **86:16-9**

Bill C-82

Application, **92:31**Procedure, **92:17, 38; 99:15-6**Profession, behaviour, ethics, **92:24-5**Purpose, **97:22, 24**

Registration

Professional lobbyists, **92:31-2**

Public office holder

Definition, **92:14-5, 26, 31-2**Obligation in relation to lobbyists, **92:32****Enfants—Suite**Abus sexuels—*Suite*Poursuites judiciaires—*Suite*Victimes et enfants témoins—*Suite*Etats-Unis, comparaison, **4:18-9; 8:8, 10, 13-5**Recevabilité, conditions, proposition, **4:19**

Enregistrements magnétoscopiques

Accès, **3:28-9; 4:34-5**Avantages et désavantages, **2:15, 22-5; 3:21, 26, 29; 4:10-1; 5:35-9; 6:11-2, 15; 7:8-9; 8:14-6; 9:14-6; 11:5-9, 18, 20-3; 14:9, 12; 17:12; 22:9-13, 30-1; 24:9; 77:24; 78:11**But, **2:6-7, 15, 23; 5:35-8; 11:5**Déclarations extra-judiciaires antérieures, **2:23-7; 8:10**Etats-Unis, comparaison, **6:15-7; 8:8-10, 14-6; 22:11-2, 14-5, 30; 24:9**Etudes, **2:22-3**Introduction, réactions, **2:9-10**Juges, séminaires éducatifs, **22:14**Projets pilotes et de démonstration, **3:21, 29; 22:12, 30**

Réalisation

Edition, **2:22; 3:28-9; 7:19-20; 11:7-8; 17:13; 22:13, 15; 24:9**Financement, **14:12**Interviewer, qualifications et formation, **2:15, 21-2; 3:20-1, 28-9; 6:12-3, 15-7; 7:19; 8:16; 11:6, 8-9, 19-20, 22-3; 12:26-7; 14:11-2; 16:15; 17:12-3; 19:18-9; 22:13, 15; 24:9**Lignes directrices, **11:6, 9, 18-20, 22; 14:12; 17:13; 22:11-5; 24:9-10***Voir aussi plus bas*

Recevabilité

Recevabilité

Conditions, **2:23-4; 4:10; 5:35-8; 6:17-9; 7:9, 14, 20-3; 8:8-9; 9:7-8, 13-7; 11:6-7; 12:12-3; 14:12; 22:10-3, 15, 30; 24:9-10**«Infraction», définition, **6:14-5; 7:13-4**Réalisation «peu après» l'infraction, **2:24-7; 3:20, 38-9; 4:10-1; 6:12, 14, 19; 7:14; 9:15; 22:10**Recommandation, peu après la découverte de la perpétration de l'infraction, **2:25; 3:29; 4:11; 6:19; 9:15; 11:18, 23; 14:7; 16:9, 14-5; 19:14-5**

Tribunaux étrangers, comparaison

Australie, **2:23**Etats-Unis, **2:23; 4:10; 6:17-8; 7:20; 8:8-9, 23-4; 14:12; 22:14-5**Nouvelle-Zélande, **2:23**Recommandation, recevabilité des enregistrements magnétiques, **4:11; 5:9, 13; 14:7**Révélation à l'avocat de la défense, **2:15, 22-3, 25-6; 22:31**Témoignage pertinent, **5:35-9**Très jeunes enfants, **3:24**Recevabilité, pouvoirs discrétionnaires des juges, **2:17, 28; 3:9, 14-5; 4:27-9, 32-3; 5:9, 22, 32-3; 8:9; 12:11-2; 22:9**Victimes adultes de viol, comparaison, **3:22-3**

Prévention, programmes

Mon corps, c'est mon corps, **2:27; 5:7; 7:25***Good Touch, Bad Touch*, **7:25**Public, programmes de sensibilisation et d'éducation, recommandation, **5:6-7, 11, 18-9, 24-5; 7:6-7, 25; 14:15-6; 16:13-4**Provinces, registres relatifs aux mauvais traitements infligés aux enfants, **7:7, 25-9; 22:29**

Recommandations

Centre national, création, **3:25-6; 14:12-3; 24:10**Institut de recherche sur la sexualité, création, **12:14**

Flynn, Hon. Jacques, Senator (Rougemont)—Cont'd

- Bill C-84
 - Illegal entry into Canada
 - Aiding, abetting, counselling
 - Evidence, search and seizure, **30:21-2**
 - Prosecution, **35:19-22; 38:14**
 - Detention
 - Identity, inability to establish, **38:14**
 - Legislation
 - Adoption, options, reference to Supreme Court, **32:18; 35:12**
 - Constitutionality, government, legal opinions, **32:7, 18**
 - Historical background, **35:14**
 - Purpose, **31:31, 34-5**
 - United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, **34:10, 15; 38:15; 38:19-20**
 - United Nations High Commission for Refugees, position, **34:9**
 - Security risks, threats
 - Prolonged detention, **38:11-3**
 - Security certificates, review procedure
 - Federal Court
 - Exclusion from hearing, **32:21, 23**
 - Quashing of certificate, evidence, **28:31; 30:22; 32:21-2**
 - Role, **30:21-2**
 - Security Intelligence Review Committee
 - Delays, **30:14, 23**
 - Expertise, **32:22**
 - Responsibilities, transfer to Federal Court, **32:21; 38:13**
 - Procedure, **36:19, 24; 38:12; 40:23-4**
 - Public opinion, **31:31**
 - Refugee determination process
 - Claimants, **34:24-5**
 - Procedure, **38:10-1**
 - Ships, turn back
 - Constitutionality, **35:18, 26-7**
 - Decision-making process
 - Decision, review, **35:24-6**
 - Determination at sea, **34:10-1; 35:24; 38:19**
 - Powers, **34:14-8; 35:24-6**
 - Passengers, **35:18, 26-7**
 - United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, **38:19-20**
 - Transportation companies
 - Detention costs, **36:15-6, 18-9**
 - Transportation of passengers without required papers, fines, **36:15-8**
 - Witnesses, position, **32:18-20**
- Bill C-84, motion... and Message...
 - Canadian Bar Association, Immigration Law Section, recommendations, **60:19-20**
 - Legislation, adoption, options, reference to Supreme Court, **60:20**
 - Procedure, **59:17, 20**
 - Ships, turn back, constitutionality, **59:27-9, 32; 60:12, 14, 17-9, 21-2**
- Bill C-88, **48:74-5**
- Bill C-89
 - Assistance, victim services, **85:24**
 - Drafting, **79:14, 16**
 - Identity of complainant or witness, ban on publication or broadcast in certain cases
 - Application
 - Judges, discretion, **79:21, 24**
 - Mandatory, **76:20; 79:20-1**

Enfants—Suite

- Abus sexuels—Suite
 - Recommandations—Suite
 - Méthodes d'enquête et manière de rapporter, procédures, normalisation, **5:7**
 - Société, attitude, **6:6-7; 14:6-8; 19:9-10, 17-8**
- Statistiques
 - Children's Hospital, Winnipeg, Manitoba, **3:7**
 - Disponibilité, **7:8, 23**
 - Nouvelle-Ecosse, **7:7-10, 24-6**
 - Rassemblement, normes, **14:13**
 - Territoires du Nord-Ouest, **5:6, 15-6, 25**
 - Voir aussi plus haut*
 - Contrevenants
- Victimes
 - Aide
 - Coordination de l'action des différentes agences, **8:10-1, 21**
 - Groupes de soutien, **19:6, 17**
 - Personnel, formation, **3:35-6; 4:36; 5:7; 16:15**
 - Professionnels, personnes expérimentées, **3:12-3**
 - Programmes
 - Aide aux victimes, **3:36; 8:10**
 - Collectivités rurales et dans le nord, **3:19**
 - Winnipeg, Manitoba, **3:36**
 - Attitudes envers les contrevenants, **3:12, 37; 5:8**
- Autochtones
 - Alberta Native Women's Association, enquête, **16:7-8, 10-1**
 - Collectivités dans le nord, **3:19, 26-7**
 - Conditions économiques, effets, **16:12-4, 16**
 - Femmes autochtones, victimes d'abus dans leur enfance, **16:7, 11**
 - Indiens
 - Etude, **3:7**
 - Filles, vulnérabilité particulière, **3:7**
 - Langue, difficultés, **16:8-9, 12**
 - Territoires du Nord-Ouest, **5:15-6**
 - Traditions, culture, effets, **16:8, 11-2, 14-6**
 - Travailleurs sociaux autochtones, **16:15**
 - Children's Hospital of Winnipeg, étude d'un cas, **3:8-10; 14:16**
- Consentement
- Divulgence
 - Accusations à tort, **2:24; 3:30-3; 5:9; 6:9-10, 12-7, 19-22; 8:14-5, 18-20; 9:18; 11:12; 12:12-3, 23-4; 14:13-6, 24; 16:14; 17:18-20; 19:28-9; 76:18; 78:11-2**
 - Adolescents, **3:12**
 - Agression sexuelle par un groupe, **6:13-4, 28**
 - Difficultés, pressions de retirer leur accusations, **3:11, 26-7**
 - Encouragement, programmes d'éducation, **2:27; 5:7**
 - Intervalle entre la perpétration et la divulgation, **2:25, 27; 3:8-12, 14-5, 20; 4:33-4; 6:11-2, 14; 7:10; 17:9; 19:14; 22:10**
 - Raisons, **3:35; 7:13, 24-5**
 - Répercussions, **3:8, 10-3, 15-6, 21-2, 24, 26-7; 4:26, 33-4; 5:25, 37; 7:10; 11:18; 16:9-10; 17:9-12; 19:6-10, 16-7**
 - Plainte, enquête, **2:15; 3:12-3, 21; 17:10**
 - Protection, **3:6-7; 5:10-1**
 - Réseau national des jeunes pris en charge, témoins
 - Exposés au Comité, **19:10-31**
 - Notes biographiques, **19:5, 8-10, 12-4, 16-7, 20, 23-4, 26, 29-31**
 - Risque, augmentation avec des changements des facteurs familiaux, **6:26-7**
 - Société, soutien, attitude envers, **6:6-8; 19:9-10, 17-8**
 - Traitement, **3:11, 16, 25, 27-8**
 - Adolescents, **19:6-8, 10, 17-8, 23-4**
 - Avantages, **3:11**
 - Disponibilité, **3:25; 5:8, 11, 15-6; 8:10; 19:10, 17, 20**

Flynn, Hon. Jacques, Senator (Rougemont)—Cont'd

- Bill C-89—*Cont'd*
 - Identity of complainant or witness, ban on publication or—*Cont'd*
 - "Document", 79:14, 16
 - Recovered property, 76:22; 77:17
 - Report to Senate, 85:27
 - Restitution
 - Moneys found on offender at time of arrest, 77:21
 - Offender, ability to pay, 85:12, 17
 - Pecuniary damages, 85:14-6, 19
 - Status, 85:12-3
- Bill C-94, 48:74
- Bill C-115, 81:17
- Bill C-145, 91:23
- Bill C-264, 96:11-6, 18-9
- Bill S-3, 1:11, 14-7
- Bill S-7
 - Amendments, 73:24, 27-8
 - Canada, corporation sole, financial situation, disclosure, 73:11-4, 20, 24, 27
 - Definition, 73:28
 - Procedure, 73:15, 18, 24, 26
 - Purpose, reasons, 73:16-7
 - Regional Vicar for Canada, nationality, 73:21-3
 - Structure, 73:28
- Bill S-11, 23:19-22, 26-7, 29-30; 24:18-20
- Bill S-14, 43:9, 11-2, 15; 45:14, 16-7
- Bill S-21, 98:13-6
- Corporations sole, background information, 73:18
- French Constitutional Drafting Committee, First Report tabled in the Senate on the 17th December, 1986, (Acting Chairman), 98:7-10; 99:15
- Organization meeting, 1:7-8, 10-2
- Revised Statutes of Canada, 1985, draft, 13:12-3; 18:8-11; 20:7
- Senate, constitutional responsibility, 35:17-8; 59:26-7
- Statutes of Canada, Proposals to correct..., 47:11, 14-5

Foliot, Robert, Refugee Committee, St. Ignatius Church; Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy

- Bill C-55
 - Discussion, 52:78, 83, 85-7
 - Statement, 52:71-5
- Biographical notes, 52:65, 71

Food and Drugs Act, Criminal Code and Narcotic Control Act, Act to amend

- See*
 - Bill C-61

Forest, Georges, Private Citizen (Personal presentation)

- Bill C-55
 - Discussion, 52:95
 - Position, 52:93-5
 - Statement, 52:93-4
- Biographical notes, 52:93

Foster, Janet, Parliamentary Spouses Association

- Bill C-15, subject-matter, 14:9

France

- Refugees from other countries, 41:20-1; 68:13; 71:20
- See also*
 - Refugees

Enfants—Suite

- Abus sexuels—*Suite*
- Victimes—*Suite*
 - Traitement—*Suite*
 - Financement, 3:28; 8:10-1
 - Nécessité, 19:7-8, 23-4
 - Services et méthodes, variations, 3:16, 27-8
 - Traumatismes émotionnels, physiques et mentaux, 3:10-1; 5:8; 6:8; 7:10; 11:18; 12:33; 14:9; 17:9-12; 19:6-10, 16-7
 - Maladies transmises sexuellement, 3:20, 26; 5:8
 - Voir aussi plus haut*
 - Poursuites judiciaires — Victimes et enfants témoins
- Activité sexuelle, exploration et expérimentation, consentement, 2:6, 14-5, 19-20; 4:19; 5:10, 22; 6:24; 7:11; 9:8; 16:9; 19:10-1, 17, 20-3; 22:8-9
- Agressions physiques
 - Historique, 6:7
 - Statistiques, 3:7; 7:7, 24-5
 - Traitement, insuffisance des ressources, 3:28
- Définition, comparaison avec adolescents, 6:22-3
- Entremetteur d'activité sexuelle
 - Voir plus bas*
 - Proxénétisme par père, mère ou tuteur
 - Prostitution
- Pornographie, 8:11; 14:9, 13; 17:11, 17; 76:18
- Preuve
 - Circonstances et validité, études, 2:23
 - Règles, historique, 4:8
- Proxénétisme par père, mère ou tuteur, 7:11; 19:12; 22:31; 24:7
- Prostitution, 2:7, 11-2; 5:30-1, 42; 8:7-8; 16:9

Enregistrement des lobbyistes

- Voir*
 - Bill C-82
 - Lobbyistes

Entraide juridique en matière criminelle, Loi

- Voir*
 - Bill C-58

Erikson Institute For Advanced Study In Child Development

- Viewing The World Through The Child's Eyes*, 6:5

Ernewein v. Ministre de l'Emploi et de l'Immigration ([1980] 1 RCS 639), 66:14**Estonie**

- Réfugiés par mer au Canada, 41:13
- Voir aussi*
 - Réfugiés

Etats-Unis

- American Bar Association
 - Code d'éthique, 4:17
- Protecting Child Victim Witnesses: Sample Laws and Materials*, 4:5-6
- Crime organisé, lutte
 - Bank Secrecy Act, 86:9, 24-5; 89:22
 - Organized Crime Commission, 86:6
 - Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Statute, 86:6-7, 24-5; 89:22; 90:32
- Department of Justice, *When the Victim is a Child*, 4:5

Fraser Report

See

Pornography and Prostitution in Canada. Report of the Special Committee on Pornography and Prostitution

French Constitutional Drafting Committee, First Report tabled in the Senate on 17th December, 1986

Forsey, the Hon. Eugene, letters to the Committee, 99:13-4

Report prepared by the Hon. Jean Le Moyne

Discussion with officials of Justice Department, 98:9-10; 99:15

Referral back to Subcommittee, 98:8-10

Text, 99:5-13

Study, procedure, 98:7-10

Subcommittee report

Report to Senate, 99:4, 15

Text, 99:5-14

Frith, Hon. Royce, Senator (Lanark)

Bill C-53, 43:18, 20-3, 25-9

Bill C-55, 72:8-9, 14, 16-9, 21-3, 25-7

Bill C-84

Assistance

Canada, programs and policies

Background information, 27:6-7, 24-5

Selection of refugees from abroad, 27:9

Church and humanitarian groups, individuals, prosecution, risk, evaluations, 26:22-6

Employment and Immigration Department

Refugee Determination Task Force, 27:5

Illegal entry into Canada

Aiding, abetting, counselling

Deterrence, penalties, 27:36

Prosecution, 26:22-6

Detention

Adjudicator, role, 27:39; 28:50

Decision-making process, 28:19

Identity, inability to establish, 27:39-40

Legislation

Constitutionality, evaluations, 28:17-8, 23-4

Historical background, 27:42

Purpose, 26:22; 27:41

Security risks, threats

Exclusion from refugee determination process, 28:15

Mandatory detention, 28:17-9

Review by Federal Court if not removed from Canada after 120 days, 28:36-7

Security certificates, review procedure

Federal Court

Decisions, appeal/review, 28:13, 33-4

Exclusion from hearing, 28:23-7

Quashing of certificate, evidence, 28:30-2

Role, 28:13

Security Intelligence Review Committee, decisions, review, 28:34

Deterrence, Minister's powers, 27:31-2

Procedure, 26:14; 27:35, 37, 40-1, 51; 28:11, 16, 29, 35-6, 48-9

Refugee determination process

Abuse, background information, 28:45

Access, denial, 28:37

Backlog, delays, 27:16

Claimants

Countries of origin, 1987, 27:29

Identification, documents, 27:29-32, 39-40

Return to safe third country, 27:40-2, 44

Statistics, 27:18, 24-8, 33

Etats-Unis—Suite

Réfugiés

Accord avec le Canada, exclusions temporaires, 27:18, 22-3, 43-4; 38:31-2; 49:27; 50:34; 52:63; 54:45, 50; 55:48; 64:7, 12-3, 16; 66:9

Citoyen américain jugé être un réfugié au sens de la Convention par la Commission canadienne d'appel de l'immigration, 53:18; 66:25

Définition en tant que pays contigu, effets, 27:22-3

Groupes religieux, aide aux réfugiés, 66:34-6

Poursuites judiciaires, 41:8; 52:88, 90

Lois sur l'immigration, changements, 27:12, 22, 44; 52:41, 61-3, 72; 53:27; 54:45-6; 55:47-8; 56:54, 60; 64:6

Navires, renvoi, 28:41-2; 31:12; 34:7, 11; 37:23

Objecteurs de conscience et déserteurs, 29:32; 49:28; 53:18; 62:20

Réfugiés au Canada, historique, 29:32; 52:88; 53:18; 62:20; 66:25

Réfugiés de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, 27:43-4; 28:44; 31:18, 22, 30; 40:21-2, 25-6; 41:8; 50:12; 51:20, 31; 52:7-8, 15, 17, 36, 41, 49-50, 55-8, 61-3, 71, 73, 76, 82-4; 53:14-5, 17-8, 29-30, 43-5; 54:18, 45-7, 50, 53, 55; 55:10-1, 47-8, 60, 83; 56:10, 55, 90; 61:15; 64:6, 14-5, 25; 66:9, 17, 34-6; 69:10, 20; 70:13; 71:18-9

Sanctuary Movement, 52:88, 90; 53:40; 55:64

Ethiopie

Réfugiés

Réfugiés d'autres pays, 54:41

Statut de réfugié, requérants, 31:33; 52:71; 53:43; 68:20

Visas de visiteur, 27:23

Voir aussi

Réfugiés

FP Publications (Western) Ltd. c. La Reine ((1980), 108 DLR (3d) 153), 79:9

Fairbairn, honorable Joyce, sénateur (Lethbridge)

Bill C-15, teneur

Enfants, abus sexuels

Contrevenants

Adolescents et pré-adolescents, 12:24

Catégories, taux de récidive, 17:16

Incarcération, traitement, disponibilité, 6:24-5; 12:24-5

Traitement

Disponibilité, 5:15

Efficacité, 12:24, 31

Tribunaux, rôle, 3:24-5

Types, 12:27-8

Vagabondage, flânerie, 19:16; 22:22-3

Victimes d'abus sexuels durant leur enfance, 17:22

Infractions

Redéfinition, établissement de nouvelles infractions

Attechement «à des fins d'ordre sexuel», interprétations, 2:18; 17:19

Poursuites judiciaires

Juges, choix et formation, 14:9-10

Tribunaux spéciaux, 8:22-3; 9:11; 14:10

Victimes et enfants témoins

Enfant en tant que témoin particulier avec des besoins particuliers

Compétence à témoigner, capacité de dire la vérité, 17:12

Protection

Accusé, exclusion de la salle d'audience, 5:15; 6:15, 25

Alternatives, propositions, 6:25

Régions éloignées, difficultés pratiques, 14:12

Salle d'audience, réaménagement, 19:19-20

Frith, Hon. Royce, Senator (Lanark)—Cont'dBill C-84—*Cont'd*

Safe third countries, list, 27:28

Ships

Interception and escort to port, 27:21; 28:41

Turn back, 28:43

Sikhs

Arrival of 174 by sea on the *Amelie*, July 1987, 27:25

Immigrants from the Punjab (India), comparison, 27:15-6

Transportation companies

Cooperation with Employment and Immigration Department, 27:33

Documents, retention, 27:38-9

Transportation of passengers without required papers, fines, 27:37

Bill S-11, 23:14, 21-30; 24:18-20

Bill S-14, 43:8, 12-3, 15-7

Revised Statutes of Canada, coming into force, procedure, 13:6, 9-10

Revised Statutes of Canada, 1985, draft

Background information, 13:13-4

Consolidations and revisions, consultations, 13:11

Omissions, Acts not included, 13:8, 12, 17-8

Procedure, 13:18

Statute Revision Commission, brief, 13:13-5

Fry, Ellen, Senior Counsel, Department of Transport

Bill C-210, subject-matter, 94:12-3

Gabarino, James, President, Erikson Institute For Advanced Study In Child Development, Chicago, Illinois

Bill C-15, subject-matter

Discussion, 6:14-28

Statement, 6:5-14

Biographical notes, 6:5

See also

Erikson Institute For Advanced Study In Child Development

Gardiner, R. v. ([1982] 2 SCR 368), 90:44; 91:14-5, 17; 95:20-1**Geneva Conventions**

References, 25:10-1

Germany, Federal Republic

Refugees

Claimants, 27:43; 29:33-6; 31:12; 38:24-5; 44:20; 46:12, 14, 18-9; 54:37; 55:18-9; 71:16-7

Refugees from other countries, 27:42-3; 29:33-6; 31:12; 38:24-5; 41:20-1; 44:20; 46:12, 14, 18-9; 49:16; 54:37; 55:18-9; 71:16-7

See also

Refugees

Ghana

Refugee claimants, 50:15; 51:30; 58:8, 18-9

See also

Refugees

Gibson, Dale, Professor, University of Manitoba

Bill C-84

Discussion, 33:28, 32-3, 35, 39-40, 42

Position, 33:26-8, 32-3, 39-40; 41A:1-2

Statement, 33:26-8

Fairbairn, honorable Joyce, sénateur (Lethbridge)—SuiteBill C-15, teneur—*Suite*Enfants, abus sexuels—*Suite*Poursuites judiciaires—*Suite*

Retards dans la procédure judiciaire, impact, 7:16-8; 9:11-2

Identité, interdiction de publier, 2:16

Témoignage

Crédibilité, véracité, 17:12

Enregistrements magnétoscopiques

Avantages et désavantages, 3:26; 11:18, 21-2; 17:12

Réalisation

Interviewer, qualifications et formation, 2:15; 6:15-6; 7:19; 11:19-20; 12:26; 14:11; 17:13; 19:18-9; 22:15

Lignes directrices, 11:18; 22:11

Recevabilité, 7:20; 19:15

Très jeunes enfants,

Prévention, public, programmes de sensibilisation et d'éducation, 5:24-5

Victimes

Autochtones, 3:26; 5:15-6; 16:11-2, 15-6

Réseau national des jeunes pris en charge, témoins, 19:29-30

Traitement, 3:24-5; 5:15; 19:20

Portée, 2:17

Procédure, 12:33; 19:31; 22:12, 20

Témoignage, note biographique, 12:25

Bill C-28, 20:9, 22

Bill C-55

Alberta, programmes de réintégration et d'aide outre-mer, 53:42; 54:49

Amérique centrale, réfugiés, 52:84; 53:44

Amnistie Internationale, information de base, 52:25-6

Danemark, politiques, 54:40-1

Motion, membres du Comité, voyages pour entendre des témoignages, 46:22

Navires, renvoi, processus décisionnel, détermination en mer, 70:19

Pays tiers considérés comme sûrs

Etats-Unis, 52:84

Liste, détermination

Consultations, 52:83

Critères, 49:14; 52:84

Difficultés, disponibilité de renseignements à jour, 51:30-1; 52:13, 84; 53:19

Exceptions, exclusions pour certaines catégories, 54:51

Politique, 54:41

Procédure, 52:61

Statut de réfugié, détermination, processus

Accès, chance unique de revendication, 49:25; 52:12-3, 25; 53:42; 54:51

Mesure législative

Contestations devant les tribunaux, 65:14

Règlements, 49:30

Procédure

Comité consultatif du statut de réfugié

Indépendance, 68:29

Nominations, 67:23

Commission d'appel de l'immigration

Indépendance, 68:29

Nominations, 67:23

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Décisionnaires, membres

Commission d'appel de l'immigration, membres, transfert, 70:14

Indépendance, 52:59-60; 53:20

Qualité, qualifications, expérience, 52:59-60; 53:20

Gigantès, Hon. Philippe Deane, Senator (De Lorimier)**Bill C-55**

Assistance, Canada, programs and policies, **64:22-3**
 Fairweather, Gordon, biographical notes, **70:11-2, 19**
 Procedure, **58:15; 60:28; 67:17; 68:18**

Refugee determination process

Access, single chance to claim, **60:30-2**

Administration, evaluation, **70:12-3**

Claimants

Eligibility, criteria, **64:23**

Identification, documents, **58:15, 17**

Protection, genuine refugees, **58:17**

Return to safe third country

Protection in safe third country, safeguards, assurance of
 being received, **69:29**

Risks, refugees "in orbit", **69:29**

Legislation

Constitutionality, evaluations, **59:33**

Immigration Act, 1976, comparison, **60:20**

Procedure

Determination system proposed in Bill C-55

Alternative models, proposals, **68:17**

Appeals/reviews, **69:25-6**

Decisions, consistency, **69:27**

Immigration Appeal Board, **67:12-3, 21**

Refugee Status Advisory Committee, **67:12-3, 21**

Safe third countries, **61:16; 69:34**

Women, **61:9-10**

Bill C-58, **88:7-11, 15-6, 21, 23, 26-7**

Bill C-61, **90:38-9, 45**

Bill C-82

Profession, reputation, public opinion, **97:22, 24-5**

Registration

Access to government, effect, **92:23, 25**

Activities

Definition, **97:13**

Exclusions

Information-gathering, **92:30, 39**

Oral or written submissions to a committee of Parliament,
92:14

Definition

Exclusions, **92:7; 97:17-8**

Two-tier system

Information disclosure requirements, **97:21, 23**

Other lobbyists, **92:7**

Public office holder, definition, **92:14-5**

System, administration, **97:26**

Bill C-84

Assistance

Canada, programs and policies

Background information, **27:7**

Selection of refugees from abroad, **27:12-4; 40:10, 13**

Statistics, **27:44-6; 36:24**

Definition, **27:12; 28:9; 44:25**

Greece, refugee claimants, **37:19**

Illegal entry into Canada

Aiding, abetting, counselling, **27:49; 30:18, 21**

Detention

Legislation, **32:6-7; 35:13**

Security risks, threats

Exclusion from refugee determination process, **31:26-7**

Investigations, **30:12-3; 37:19-20**

Security certificates, review procedure

Federal Court

Decisions, appeal/review, **28:23**

Delays, **44:12-3**

Exclusion from hearing, **28:27; 32:23**

Fairbairn, honorable Joyce, sénateur (Lethbridge)—Suite**Bill C-55—Suite**

Statut de réfugié, détermination, processus—*Suite*

Procédure—Suite

Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55

Appels/réexamens, **54:49-50; 68:14**

Audiences, contrôle à l'entrée

Délai, **49:14; 54:51**

Recevabilité, critères, **65:14**

Décisions, uniformité, **65:14**

Ministre, discrétion, **49:25**

Modèles alternatifs, propositions, **53:20, 42; 54:25-7**

Requérants

Identification, documents, **53:45-6**

Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr

Exceptions

Exclusions pour certaines catégories, **51:14; 54:51**

Personne qui «ne peut être renvoyée», **49:14**

Personnes qui ont simplement passé en transit dans un
 pays tiers considéré comme sûr, **52:24-5; 53:44**

Personnes qui arrivent d'un pays sur la liste des pays tiers
 considérés comme sûrs, **52:13, 84**

Politique, **52:44, 60; 53:19, 44, 50**

Protection dans un pays tiers considéré comme sûr

Ententes, accords, **51:13-4; 52:13, 45; 53:19, 44**

Sauvegardes

Absence de la mesure législative, **53:19**

Assurance d'être accueillis, **52:45**

Statut de réfugié, détermination, processus, accès,
52:45

Surveillance, **49:13-4**

Risques, renvoi dans un autre pays, **49:13-4**

Témoin, réfugié du Salvador, note biographique, **52:60**

Transporteurs, documents, vérification, application, **66:42**

Bill C-55, motion..., ministre de l'Emploi et de l'Immigration, amen-
 dement à l'art. 14, **87:20-1, 25, 29-30, 32**

Bill C-61, **95:30**

Bill C-82

Enregistrement**Activités, exclusions**

Campagnes par distribution massive de courrier, **97:24**

Collecte d'informations, **92:30; 93:11**

Définition**Deux catégories, système**

Autres lobbyistes, **90:14-5; 92:18-20, 32-3; 93:11-2;**
95:14-6; 97:19-21

«Partie importante des fonctions», **90:15**

Contrats, **92:18-20, 32-3; 93:12; 95:15; 97:20-1**

Lobbyistes professionnels, **90:14-5; 92:18-9, 32-3; 93:11-2;**
95:14-6; 97:19-21, 24

Renseignements, divulgation, exigences, **90:14-5; 92:18-20,**
32; 93:11-2; 95:14-6; 97:19-20, 24

Exclusions, 90:15

Expert-conseils, comparaison, **93:11-2**

Système, administration, **90:10**

Titulaire d'une charge publique, obligation par rapport aux
 lobbyistes, **95:17**

Procédure, **97:22, 25**

Bill C-84

Entrée illégale au Canada**Detention**

Mesure législative, **26:26; 33:34-5; 34:12**

Sécurité, risques, menaces, **44:6, 12-3**

Visas, applications aux ambassades et consulats canadiens,
 comparaison, **42:14**

Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, rôle, **34:25**

Gigantès, Hon. Philippe Deane, Senator (De Lorimier)—Cont'd

Bill C-84—Cont'd

Illegal entry into Canada—Cont'd

Detention—Cont'd

Expertise, 44:11

Quashing of certificate, evidence, 28:31; 32:23; 44:10

Role, 44:12-4

Historical background, 44:7

Security Intelligence Review Committee

Cases, number, 44:7

Delays, 44:12-3

Expertise, 44:11

Responsibilities, transfer to Federal Court, 44:7

Role as regards permanent residents in Canada, 44:12-4

Procedure, 31:26-7; 32:23; 35:7, 9; 40:9, 19, 26

Refugee determination process

Claimants

Identification, documents, 27:31; 36:27

Return to safe third country, 27:43

Public opinion, 27:44-5

Statistics, 27:27, 50

Procedure, changes, proposals, 27:19

Ships

Intelligence information, 27:21

Interception and escort to port, 44:23

Turn back

Constitutionality, 35:26-7; 44:23

Decision-making process, 27:37; 35:26

Passengers, return to safe third country, 36:23-4

Return to registered country of origin, repercussions, 29:25

Transportation companies

Detention expenses, 36:10

Documents, retention, 40:13

Transportation of passengers without required papers, fines, 27:31

Bill C-84, motion... and Message...

Illegal entry into Canada, detention, legislation, comparison with Immigration Act, 1976, 60:20

Procedure, 58:15

Refugee determination process, claimants, 58:15, 17

Ships, turn back, constitutionality, 59:29, 32-3

Bill C-89, 77:7-8, 11, 23-4; 84:20-1; 85:16-9, 21

Bill S-7

Canada

Corporation sole

Financial situation

Audit, 75:9-11, 13, 23

Disclosure, 73:9-10, 25, 27; 75:23

Powers, 63:8-10, 14, 16-7

Precedents, 75:15

Request, reasons, 57:9-11, 21

Property, 57:24; 75:23

Regional Vicar for Canada, role, powers, 57:21

Structure, 63:8, 16-7; 73:28; 75:13, 15

Definition, 73:25

Historical background, 57:10; 63:16-7

Personal prelature and regional vicar, comparison with diocese and bishop, 75:18-21

Procedure, 57:7; 63:7, 15; 73:17-9, 23, 28; 75:11-3, 18

Reputation, public opinion, 57:10

Bill S-17, 83:9-10, 15

Bill S-21, 98:11-3, 16

Corporations sole, background information, 75:23-4

French Constitutional Drafting Committee, First Report tabled in the Senate on the 17th December, 1986, 99:15

Fairbairn, honorable Joyce, sénateur (Lethbridge)—Suite

Bill C-84—Suite

Navires

Escorte au port, enlèvement du navire, poursuites judiciaires du capitaine, proposition, 46:12-3

Renvoi

Passagers, 46:12-4

Processus décisionnel

Détermination en mer, 34:11, 15-6; 44:20-1

Pouvoirs, 44:24

Renvoi au pays enregistré d'origine, 44:23

Pays tiers considérés comme sûrs, définition, 29:33

Procédure, 29:17

Statut de réfugié, détermination, processus, 27:7, 33, 42-3

Transporteurs

Documents, rétention, 42:13

Transport des passagers sans documents requis, amendes, 27:37

Bill C-84, motion... et message..., entrée illégale au Canada, aide, encouragement, conseils, 68:51

Bill C-89, 79:16-8; 80:14, 18, 27; 82:10-2, 20-1; 85:24-5

Bill C-94, 48:74

Bill C-115, 81:6, 9, 14-5

Bill C-210, teneur, 94:10; 96:22

Bill C-264, 96:9-10

Bill S-5, 21:18

Comité de rédaction constitutionnelle française, premier rapport déposé au Sénat le 17 décembre 1986, 98:7

Statuts du Canada, Propositions visant à corriger..., 47:11

Fairweather, M. Gordon, président désigné, Commission proposée de l'immigration et du statut de réfugié

Bill C-55

Discussion, 70:8-22

Exposé, 70:5-8

Entrevue publiée dans le *Globe and Mail*, le 29 octobre 1987 au sujet des réfugiés, références, 40:12, 15

Nomination, 42:9, 11-2; 49:30; 51:23, 26; 70:5

Notes biographiques, 42:11-2; 49:30; 70:5-6, 11-2, 18-9

Falardeau-Ramsay, Mme Michelle, présidente, Commission d'appel de l'immigration

Bill C-55

Discussion, 65:8-21

Exposé, 65:5-8

Notes biographiques, 65:5, 15-6; 70:10-1, 13

Faulkner, M. G.N., sous-ministre adjoint, Ressources humaines, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien

Bill C-45, teneur, 15:10-2

Fennell, Mme Cecil, Association des conjoints des parlementaires

Bill C-15, teneur

Discussion, 14:11-2, 15-6, 18-22, 24

Exposé, 14:8-9

Ferguson, M. Charles, directeur de la pédiatrie et des soins ambulatoires, Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)

Bill C-15, teneur, 3:19-20, 22-4, 26-7, 32, 38, 40

Notes biographiques, 3:6

Ferriss, Mme Kathryn, membre du Conseil, MOSAIC

Bill C-55

Discussion, 55:17-9

Exposé, 55:7-10, 12-3

Gilad, Lisa, Research, Institute of Social and Economic Research, Non-Governmental Groups Concerned with Immigration and Refugee Issues

Bill C-55
Discussion, 64:18-24
Statement, 64:12-7
Biographical notes, 64:12, 21

Giles, E. David, Vice-President, Airport Operations, Air Transport Association of Canada

Bill C-84
Discussion, 36:12-4, 16, 24-7
Statement, 36:5-6

Gill, Cern, President, British Columbia Organization to Fight Racism; President, Progressive Indo-Canadian Services Society; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants

Bill C-55, 55:75-7
Biographical notes, 55:68

Gill, John J., Vice-Chairman, Immigration Law Section, Canadian Bar Association and Member, National Citizens Committee

Bill C-55
Discussion, 53:12-24
Statement, 53:5-12
Biographical notes, 53:5

Gill v. Canada (Minister of Employment and Immigration) ([1987] 2 FC 425), 55:31-2

Giokas, John, Director of Legislation and Law Reform, Canadian Bar Association

Bill C-55, 72:28

Girard, Raphaël, Coordinator, Refugee Task Force, Department of Employment and Immigration

Bill C-55, 49:19-20, 29; 71:19-20
Bill C-84, 26:13-5, 20-1; 29:30-7; 44:5-8, 11-4, 17, 20-5

Globe and Mail

Article, August 20, 1987, *The attitude to refugees has a parallel from 1939*, by Rabbi W. Gunther Plaut, reference, 39:8
Article, August 25, 1987, concerning Bill C-84 by Professor Angus and Professor Hathaway, references, 32:5
Article, October 29, 1987, by Gordon Fairweather concerning refugees, 40:12, 15
Article on growing marijuana, references, 96:15-7

Godfrey, Hon. John Morrow, Senator (Rosedale)

Bill C-7, 10:10, 12, 21-2
Bill C-15, subject-matter
Canadian Bar Association, position, 5:43
Children
Prostitution, 5:30-1
Sexual abuse
Legal proceedings
Accused
Guilt, legal standard, 5:20-1, 45-6
Identity, ban on publication, proposal, 5:19-20, 44-6
Alternative solutions, 7:28-9
Victims and child witnesses
Child as special witness with special requirements
Competency to testify
Capacity to tell the truth, 16:14; 19:15
"Sufficient intelligence", 5:41

Fidji

Canada, ambassade, non-existence, 54:23
Situation après le coup d'état de 1987, 65:13-4, 19-21
Statut de réfugié, requérants, 53:13, 20; 54:13, 23-5, 28; 56:36; 62:21
Voir aussi
Réfugiés

Fleming c. La Reine ([1986] 1 RCS 415), 68:34-5

Flynn honorable Jacques, sénateur (Rougemont)

Bill C-15, teneur
Enfants
Abus sexuels
Contrevenants
Mâles adultes et femmes adultes, nombre, comparaison, 17:17-8
Traitement, efficacité, 17:22
Infractions, redéfinition, établissement de nouvelles infractions
Atteouchement «à des fins d'ordre sexuel», interprétations, 2:17-8; 17:18-9
Contacts sexuels, 2:17-8
Personne en situation d'autorité ou de confiance, 2:21
Poursuites judiciaires
Personnel, formation, 19:27
Victimes et enfants témoins
Témoignage, enregistrements magnétoscopiques, 2:25
Victimes, divulgation, accusations à tort, 19:29
Activité sexuelle, exploration et expérimentation, consentement, 2:20
Procédure, 2:21, 29
Rédaction, art. 15, 2:27-8
Bill C-28, 20:9-12, 15, 17, 21-3
Bill C-53, 43:24-6
Bill C-55
Aide, Canada, programmes et politiques, sélection des réfugiés à l'étranger, 60:14, 17-9, 21
Association du Barreau canadien, Section du droit de l'immigration, position, 60:44-5
Droits, 62:13-4
Femmes, 61:14-5
Pays tiers considérés comme sûrs, liste, détermination, critères, 61:16-7
Perte du statut de réfugié, 62:16-7
Procédure, 59:17, 30; 67:10, 22, 25
Statut de réfugié, détermination, processus
Mesure législative, constitutionnalité, évaluations, 59:25-7, 33; 60:14; 65:18-9
Procédure
Comité consultatif du statut de réfugié, 67:12-3, 24
Commission d'appel de l'immigration, 65:15-8; 67:11-3, 24
Commission de l'immigration et du statut de réfugié, 65:16-8; 67:24
Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55
Appels/réexamens, 60:22, 25-6, 43-4; 62:18-20, 31-3; 65:16-8; 67:26
Audiences
Conseiller juridique, 60:33
Contrôle à l'entrée, audience, 62:9-11; 66:23-4
Décisions, uniformité, 65:16-8; 67:26
Requérants
Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr, personnes qui arrivent d'un pays sur la liste des pays tiers considérés comme sûrs, 60:34-5
Renvoi/expulsion, 62:12

Godfrey, Hon. John Morrow, Senator (Rosedale)—Cont'dBill C-15, subject-matter—*Cont'd*Children—*Cont'd*Sexual abuse—*Cont'd*

Delays in judicial process, impact, 7:18; 8:21

Protection

Accused, exclusion from courtroom

Alternatives, proposals, 5:33-5; 8:15-6

Closed-circuit television, 8:15

Defence counsel, conduct, 5:39

Testimony

Corroboration requirement, removal, 5:22, 32; 7:23-4;
8:17-8; 22:24-5

Prior out-of-court statements, 14:25

Reliability, truthfulness, 16:14

Videotaped evidence

Admissibility, 6:18; 7:23; 22:15

Relevant evidence, 5:36-8

Media, reporting, evaluations, 14:22

Offences, reform, creation of new offences, sexual interference,
19:20-1

Offenders

Adolescents and pre-adolescents, 6:24; 8:17

Diagnosis, methods, 12:29-30

Identification, detection, 12:7-8, 15, 18

Treatment

Attitudes towards, 12:21, 29

Effectiveness, 7:19; 8:17; 12:17, 32; 14:22-3

Types, 12:18-9

Prevention, programs

Public awareness and education programs, 5:19

Provinces, child abuse registries, 7:26, 29

Victims

Attitudes towards offenders, 19:16

National Youth in Care Network witnesses, 19:31

Native children, economic conditions, effects, 16:14

Sexual activity, exploration and experimentation, consent,
19:20-1

Procedure, 5:26, 42; 12:33-4; 22:20

Bill C-28, 20:9, 13, 15, 20, 22-3

Bill C-45, subject-matter

Discussion, 15:8-9, 14

Procedure (Acting Chairman), 16:5-6

Bill S-5, 21:20

Revised Statutes of Canada

Coming into force, procedure, 13:14

Statutes of Canada, comparison, 13:16

Revised Statutes of Canada, 1985, draft

Background information, 13:14

Consolidations and revisions, consultations, 13:11

Drafting, 13:9

Omissions, Acts not included, 13:8, 12-3, 16-7

Procedure, 13:18

Publication, delay, 13:16

Statute Revision Commission, power, 13:6-7, 10-1

Gold, Marc, Professor, York University

Bill C-84

Discussion, 33:14, 30-2, 35, 40-1

Position, 33:21-5, 30-2, 35, 40; 41A:1-2

Statement, 33:21-5

Gouldberger, Pierre, Reverend, Committee to Aid Refugees, United Church of Canada, Montreal Coalition

Bill C-84, 38:18-9, 23, 30-1

Flynn honorable Jacques, sénateur (Rougemont)—SuiteBill C-55—*Suite*

Transporteurs, documents, vérification, application, 66:43-5, 48

Bill C-58, 88:10-2, 16-8, 25, 27

Bill C-61, 86:16-9

Bill C-82

Application, 92:31

But, 97:22, 24

Enregistrement

Lobbyistes professionnels, 92:31-2

Titulaire d'une charge publique

Définition, 92:14-5, 26, 31-2

Obligation par rapport aux lobbyistes, 92:32

Procédure, 92:17, 38; 99:15-6

Profession, comportement, déontologie, 92:24-5

Bill C-84

Entrée illégale au Canada

Aide, encouragement, conseils

Poursuites judiciaires, 35:19-22; 38:14

Preuves, perquisition et saisie, 30:21-2

Détenition

Identité, incapacité d'établir, 38:14

Mesure législative

Adoption, options, renvoi à la Cour suprême, 32:18; 35:12

But, 31:31, 34-5

Constitutionnalité, gouvernement, opinions juridiques,
32:7, 18Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés,
position, 34:9

Historique, 35:14

Nations unies, Convention et protocole relatifs au statut
des réfugiés, conformité, 34:10, 15; 38:15; 38:19-20

Sécurité, risques, menaces

Attestations de sécurité, examen, procédure

Comité de surveillance des activités de renseignement de
sécurité

Arriéré, 30:14, 23

Connaissances pertinentes, 32:22

Fonctions, transfert à la Cour fédérale, 32:21; 38:13

Cour fédérale

Annulation du certificat, éléments de preuve, 28:31;
30:22; 32:21-2

Exclusion de l'audience, 32:21, 23

Rôle, 30:21-2

Détenition prolongée, 38:11-3

Navires, renvoi

Constitutionnalité, 35:18, 26-7

Nations unies, Convention et protocole relatifs au statut des
réfugiés, conformité, 38:19-20

Passagers, 35:18, 26-7

Processus décisionnel

Décision, examen, 35:24-6

Détermination en mer, 34:10-1; 35:24; 38:19

Pouvoirs, 34:14-8; 35:24-6

Opinion publique, 31:31

Procédure, 36:19, 24; 38:12; 40:23-4

Statut de réfugié, détermination, processus

Procédure, 38:10-1

Requérants, 34:24-5

Témoins, position, 32:18-20

Transporteurs

Dépenses de détention, 36:15-6, 18-9

Transport des passagers sans documents requis, amendes,
36:15-8

Bill C-84, motion... et message...

Association du Barreau canadien, Section du droit de l'immigra-
tion, recommandations, 60:19-20

Grafstein, Hon. Jerahmiel S., Senator (Metro Toronto)**Bill C-55**

- Assistance, Canada, programs and policies, **50:19, 21-2; 64:22**
- Canadian Bar Association, briefs, approval process, **72:27-8**
- Procedure, **59:17, 34; 66:17; 67:8, 10-1, 18-9; 72:8, 11, 17-9**
- Public opinion, **64:20**
- Refugee determination process
 - Access, universal, **64:20**
 - Administration, **64:21**
 - Backlog, delays, **71:25-6**
 - Claimants, return to safe third country, persons arriving from country on list of safe third countries, **50:18-9; 71:12**
- Legislation
 - Adoption, options, **59:20-1**
 - Application of Charter, **72:17**
- Constitutionality
 - Evaluations, **50:17-9, 22; 59:19-22, 33; 66:21-3; 71:12; 72:13-5, 17**
 - Government, legal opinions, **59:19-20**
 - Historical background, **50:20, 22**
 - United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, **69:16-7**
- Procedure
 - Determination system proposed in Bill C-55
 - Alternative models, proposals, **50:17-9, 22-3; 69:15-6**
 - Appeals/reviews, **64:22; 71:14-5**
 - Hearings
 - Legal counsel, **71:23-4**
 - Refugee Division hearing, **64:17-8**
 - Screening hearing, **64:17-9**
 - Steps and adjournments, **50:17-8, 22**
- Immigration Appeal Board
 - Appointments
 - Duration, **67:14-5, 18-9; 72:12-3, 21-4**
 - Termination, **67:15; 72:13-4**
 - Independence, **67:13-6, 18-9; 71:13-4; 72:14, 17, 19**
 - Personnel, resources, **72:22-4**
 - Refugee Status Advisory Committee
 - Appointments, duration, **67:14-5, 18-9**
 - Independence, **67:13-6, 18-9; 71:13-4**
- Transportation companies, documents, verification, enforcement, **66:33-4, 37-40, 45-7; 71:22-3**
- Women, **61:10-1**

Bill C-55, motion...

- Minister of Employment and Immigration, amendment to clause 14, **87:19-24, 26-31**
- Procedure, **87:18, 32**

Bill C-61, 87:34, 38-45, 47-52**Bill C-71, 25:10-2, 14-5****Bill C-84****Amnesty International**

- Canadian Bar Association amendments, position, **41:23-4**
- Mandate, **41:17**
- United Nations High Commission on Refugees, testimony, review, **41:13**
- Assistance, **27:14, 23, 47-8**
- Criminal Lawyers' Association, position, **30:19**
- Definition, **27:15**
- Illegal entry into Canada
 - Aiding, abetting, counselling
 - Deterrence, penalties, **27:36**
 - Evidence, search and seizure, **27:48-9; 30:16-8, 20-1, 23-4**
 - Prosecution, **30:19-20; 33:38; 38:39-41; 41:17-20; 46:20**
- Detention
 - Adjudicator, role, **27:21-2**

Flynn honorable Jacques, sénateur (Rougemont)—Suite**Bill C-84, motion... et message...—Suite**

- Mesure législative, adoption, options, renvoi à la Cour suprême, **60:20**
- Navires, renvoi, constitutionnalité, **59:27-9, 32; 60:12, 14, 17-9, 21-2**
- Procédure, **59:17, 20**
- Bill C-88, **48:74-5**
- Bill C-89
 - Aide, service aux victimes, **85:24**
 - Biens récupérés, **76:22; 77:17**
 - Dédommagement
 - Contrevenant, capacité de payer, **85:12, 17**
 - Dommages, **85:14-6, 19**
 - Sommes trouvées sur le contrevenant au moment de son arrestation, **77:21**
 - Identité du plaignant ou témoin, interdiction de publication ou de diffusion dans certains cas
 - Application
 - Juges, discrétion, **79:21, 24**
 - Obligatoire, **76:20; 79:20-1**
 - «Document», **79:14, 16**
 - Rapport au Sénat, **85:27**
 - Rédaction, **79:14, 16**
 - Statut, **85:12-3**
- Bill C-94, **48:74**
- Bill C-115, **81:17**
- Bill C-145, **91:23**
- Bill C-264, **96:11-6, 18-9**
- Bill S-3, **1:11, 14-7**
- Bill S-7
 - Amendements, **73:24, 27-8**
 - But, raisons, **73:16-7**
 - Canada, corporation simple, situation financière, divulgation, **73:11-4, 20, 24, 27**
 - Définition, **73:28**
 - Procédure, **73:15, 18, 24, 26**
 - Structure, **73:28**
 - Vicaire régional pour le Canada, nationalité, **73:21-3**
- Bill S-11, **23:19-22, 26-7, 29-30; 24:18-20**
- Bill S-14, **43:9, 11-2, 15; 45:14, 16-7**
- Bill S-21, **98:13-6**
- Comité de rédaction constitutionnelle française, premier rapport déposé au Sénat le 17 décembre 1986 (président suppléant), **98:7-10; 99:15**
- Corporations simples, information de base, **73:18**
- Lois révisées du Canada (1985), projet, **13:12-3; 18:8-11; 20:7**
- Séance d'organisation, **1:7-8, 10-2**
- Sénat, responsabilité constitutionnelle, **35:17-8; 59:26-7**
- Statuts du Canada, Propositions visant à corriger..., **47:11, 14-5**

Foliot, M. Robert, Comité des réfugiés, St. Ignatius Church; Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy**Bill C-55**

- Discussion, **52:78, 83, 85-7**
- Exposé, **52:71-5**
- Notes biographiques, **52:65, 71**

Forest, M. Georges, à titre privé (présentation personnelle)**Bill C-55**

- Discussion, **52:95**
- Exposé, **52:93-4**
- Position, **52:93-5**
- Notes biographiques, **52:93**

Grafstein, Hon. Jeremiah S., Senator (Metro Toronto)—Cont'dBill C-84—*Cont'd*Illegal entry into Canada—*Cont'd*Detention—*Cont'd*

Identity, inability to establish

Decision-making process, 27:39-40

Mandatory detention, 27:22; 30:18-9

Legislation

Adoption

Decision-making process, 33:19; 38:15

Options, adoption, 33:18; 32-3

Constitutionality

Evaluations, 26:12; 17-20; 30:16-8; 20; 46:10

Government, legal opinions, 33:36

Purpose, 27:41; 33:17-9; 38-40

United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, 26:12-6; 30:20; 38:19-20; 41:13-4; 46:10

Security risks, threats

Exclusion from refugee determination process, 27:20; 38:17; 41:21-3

Security certificates

Minister and the Solicitor General, role, 27:39; 33:38

Review, procedure

Federal Court, 46:20

Historical background, 38:18-9

Security Intelligence Review Committee, 38:16-8; 46:20

Time period, 26:19-20

Visa applications at Canadian embassies/consulates, comparison, 38:31-2; 46:20

Deterrence, 27:22-3; 28

Procedure, 26:21; 27:51; 33:25; 34; 41:13; 46:12

Refugee determination process

Abuse, background information, 38:42-3

Access

Denial/exclusion from process, 26:12-5

Universal access, 41:21

Backlog, delays, 27:16

Claimants

Identification, 27:50-1

Statistics, 27:16-7; 21; 49-50

Eligibility, security clearances, 27:19

Procedure, changes, 27:19

Ships

Arrivals, number, 27:21

Escort to port, confiscation of ship, prosecution of captain, proposal, 46:11

Turn back

Constitutionality, 41:15-6

Decision-making process

Determination at sea, 26:15-8; 33:37-8; 38:19-22; 41:14-5; 46:11

Powers, 26:15-8; 38:22; 46:10-1

Passengers, 46:11

United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, 38:19-22; 46:11

Sikhs, arrival of 174 by sea on the *Amelie*, July 1987, 27:15

Sri Lanka, Tamils, arrival by sea, 1986, 27:15

Transportation companies

Airline companies

Cooperation with Employment and Immigration Department, 27:33-4; 50-1

Landing rights, 27:38

Documents

Retention, 27:38

Verification, Windsor, City, resolution, 46:21; 66:45

Foster, Mme Janet, Association des conjoints des parlementaires

Bill C-15, teneur, 14:9

France

Réfugiés d'autres pays, 41:20-1; 68:13; 71:20

Voir aussi

Réfugiés

Fraser, Rapport*Voir**Pornographie (La) et la prostitution au Canada*. Rapport du Comité spécial d'étude de la pornographie et de la prostitution**Frith, honorable Royce, sénateur (Lanark)**

Bill C-53, 43:18; 20-3; 25-9

Bill C-55, 72:8-9; 14; 16-9; 21-3; 25-7

Bill C-84

Aide

Canada, programmes et politiques

Information de base, 27:6-7; 24-5

Sélection des réfugiés à l'étranger, 27:9

Groupes religieux, groupes humanitaires, avocats, individus, poursuites judiciaires, risque, évaluations, 26:22-6

Entrée illégale au Canada

Aide, encouragement, conseils

Dissuasion, sanctions, 27:36

Poursuites judiciaires, 26:22-6

Détenition

Arbitre, rôle, 27:39; 28:50

Identité, incapacité d'établir, 27:39-40

Mesure législative

But, 26:22; 27:41

Constitutionnalité, évaluations, 28:17-8; 23-4

Historique, 27:42

Processus décisionnel, 28:19

Sécurité, risques, menaces

Attestations de sécurité, examen, procédure

Cour fédérale

Annulation du certificat, éléments de preuve, 28:30-2

Décisions, appel/révision, 28:13; 33-4

Exclusion de l'audience, 28:23-7

Rôle, 28:13

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, décisions, révision, 28:34

Détenition obligatoire, 28:17-9

Exclusion du processus de détermination du statut de réfugié, 28:15

Réexamen par la Cour fédérale après 120 jours de détention, 28:36-7

Dissuasion, Ministre, pouvoirs, 27:31-2

Ministère de l'Emploi et de l'Immigration, groupe de travail sur la reconnaissance du statut de réfugié, 27:5

Navires

Interception et escorte au port, 27:21; 28:41

Renvoi, 28:43

Pays tiers désignés comme sûrs, liste, 27:28

Procédure, 26:14; 27:35; 37; 40-1; 51; 28:11; 16; 29; 35-6; 48-9

Sikhs

Arrivée de 174 par mer sur l'*Amelie*, juillet 1987, 27:25

Immigrants du Punjab (Inde), comparaison, 27:15-6

Statut de réfugié, détermination, processus

Abus, information de base, 28:45

Accès, refus, 28:37

Arrière, retards, 27:16

Requérants

Identification, documents, 27:29-32; 39-40

Grafstein, Hon. Jerahmiel S., Senator (Metro Toronto)—Cont'd

- Bill C-84, motion... and Message...
 - Illegal entry into Canada, evidence, search and seizure, **59:22**, 33
 - Procedure, **59:17**, 34
 - Ships, turn back, constitutionality, **59:28-9**, 32-3; **60:8-12**
- Bill S-7, **63:10-2**
- Senate, constitutional responsibility, **33:37**; **50:17**; **59:20**

Grando, Sergio, General Manager, Convention & Visitors Bureau of Windsor, Essex County & Pelee Island

- Bill C-55
 - Discussion, **66:30**, 34-6, 39-40, 44-5
 - Statement, **66:26-8**

Gratton, Robert, President, Montreal Trust Company of Canada

- Bill S-17
 - Discussion, **83:8-12**, 15
 - Statement, **83:6-8**

Gravenor, Brenda, Senior Therapist, Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)

- Bill C-15, subject-matter, **3:17-9**, 22-3, 25, 29-30, 34, 36-40
- Biographical notes, **3:6**

Greece

- Refugee claimants, **37:19**
- See also*
- Refugees

Grenville Aggregate Specialties Limited

- Annual returns, **98:10-3**
- Background information, **98:11-3**
- Third parties, rights, **98:11**, 13-6

Grenville Aggregate Specialties Limited and to provide for its continuance under the Canada Business Corporations Act, Act to revive

- See*
- Bill S-21

Grey, Julius H., Immigration Law in Canada

- Reference, **52:34**

Groos, Charles, Immigration Law Section, British Columbia Branch, Canadian Bar Association; Chairman, Policy Committee, Vancouver Refugee Council; Advisor, Nanaimo Immigrant Settlement Society

- Bill C-55
 - Discussion, **55:42-6**; **56:18-25**, 34
 - Statements, **55:24-38**; **56:11-7**
- Biographical notes, **55:19**; **56:6**, 23, 26

Guatemala

- Refugees
 - Acceptance rate, Canada vis-à-vis United States, **28:44**; **40:21-2**; **50:12**, 72; **54:45**, 50; **55:10-1**, 60, 74; **56:55**; **64:6**, 14-5; **66:17**
 - Admissions, 1986, **54:57-8**
 - Canada, embassy and consulates, accessibility, **38:23**, 30-2; **52:71**; **54:47**, 51-2
 - Canadian aid, **55:56**, 67
 - Claimants, **31:9**; **38:26**, 29; **40:21**; **52:71**; **54:47-8**, 52-3, 58; **55:48**; **56:37**, 88; **64:6-7**; **71:9-10**
 - Deaths, death squads, **38:9**; **55:72**
 - El Salvador, **62:20**
 - Individual cases, **38:9**, 30

Frith, honorable Royce, sénateur (Lanark)—Suite

- Bill C-84—*Suite*
 - Statut de réfugié, détermination, processus—*Suite*
 - Requérants—*Suite*
 - Pays source, 1987, **27:29**
 - Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr, **27:40-2**, 44
 - Statistiques, **27:18**, 24-8, 33
- Transporteurs
 - Coopération avec le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, **27:33**
 - Documents, rétention, **27:38-9**
 - Transport des passagers sans documents requis, amendes, **27:37**
- Bill S-11, **23:14**, 21-30; **24:18-20**
- Bill S-14, **43:8**, 12-3, 15-7
- Lois révisées du Canada, entrée en vigueur, procédure, **13:6**, 9-10
- Lois révisées du Canada (1985), projet
 - Codifications et révisions, consultations, **13:11**
 - Commission de révision des lois, mémoire, **13:13-5**
 - Exclusions, lois non comprises, **13:8**, 12, 17-8
 - Information de base, **13:13-4**
 - Procédure, **13:18**

Fry, Mme Ellen, avocate générale, ministère des Transports

- Bill C-210, teneur, **94:12-3**

Gabarino, M. James, président, Erikson Institute For Advanced Study In Child Development, Chicago (Illinois)

- Bill C-15, teneur
 - Discussion, **6:14-28**
 - Exposé, **6:5-14**
- Notes biographiques, **6:5**
- Voir aussi*
- Erikson Institute For Advanced Study In Child Development

Gardiner, R. c. ([1982] 2 RCS 368), **90:44**; **91:14-5**, 17; **95:20-1**

Gendarmerie royale du Canada

- Enquêtes financières, **86:11-3**
- Sensibilisation aux problèmes de drogue, Programme
 - Accessoires, exposition, **96:9**
 - Film, **96:8-10**, 15, 18
 - Information de base, **96:7**

Genève, Conventions

- Références, **25:10-1**

Ghana

- Statut de réfugié, requérants, **50:15**; **51:30**; **58:8**, 18-9
- Voir aussi*
- Réfugiés

Gibson, M. Dale, professeur, Université du Manitoba

- Bill C-84
 - Discussion, **33:28**, 32-3, 35, 39-40, 42
 - Exposé, **33:26-8**
 - Position, **33:26-8**, 32-3, 39-40; **41A:1-2**

Gigantès, honorable Philippe Deane, sénateur (De Lorimier)

- Bill C-55
 - Aide, Canada, programmes et politiques, **64:22-3**
 - Fairweather, M. Gordon, notes biographiques, **70:11-2**, 19
 - Femmes, **61:9-10**
 - Pays tiers considérés comme sûrs, **61:16**; **69:34**
 - Procédure, **58:15**; **60:28**; **67:17**; **68:18**

Guatemala—Cont'dRefugees—*Cont'd*

M., Freddy, 53:25-8

Marroquin, Professor, 54:47

Mexico, 55:60, 64; 61:7

Women, 61:14; 64:10

United States, 40:21; 50:12; 52:7, 17, 55, 57, 61, 72; 55:64; 56:13; 66:17; 69:10

Visitors' visas, 31:10, 28; 38:27

See also

Refugees

**Gussman, Tom, Senior Policy Analyst, Legislative Review Branch,
Department of Consumer and Corporate Affairs**

Bill C-82, 92:31, 35, 38

Guyana

Refugee claimants, 30:15

See also

Refugees

Haddock, Gregory V., Petitioner

Bill S-7

Discussion, 57:14-5, 17-9, 21-2

Statement, 57:57:5-9

See also

Opus Dei

Haidasz, Hon. Stanley, Senator (Toronto-Parkdale)

Bill C-71, 25:9-10, 14-6

Bill C-84, 26:11-2, 21; 40:19-20

Haiti

Refugees, 28:41-2

See also

Refugees

**Hammond, R.M., Deputy Superintendent, Office of the Superintendent
of Financial Institutions of Canada**

Bill S-14, 45:12-5

**Hardayal v. Minister of Employment and Immigration ([1978] 1 SCR
470), 66:8****Harrison, Peter, Assistant Deputy Minister, Economic Development,
Department of Indian Affairs and Northern Development**

Bill C-115, 81:9

Hastings, Hon. Earl A., Senator (Palliser-Foothills)

Bill C-15, subject-matter, 5:16-8; 22:15-7, 20-1, 25-6, 31

Bill C-71, 25:13-5

Bill C-89, 80:11-5, 21, 26, 35-8

Bill S-7, 73:18, 24-5, 28

Bill S-10, 22:32, 36

Hathaway, James, Professor, Osgoode Hall School of Law

Bill C-55

Brief, 66:14-5, 23

Discussion, 66:10, 22-6

Position, 32:24, 29; 66:14-26

Recommendations, 66:14-21, 23-4

Statement, 66:14-21

Gigantès, honorable Philippe Deane, sénateur (De Lorimier)—SuiteBill C-55—*Suite*

Statut de réfugié, détermination, processus

Accès, chance unique de revendication, 60:30-2

Administration, évaluation, 70:12-3

Mesure législative

Constitutionnalité, évaluations, 59:33

Loi sur l'immigration de 1976, comparaison, 60:20

Procédure

Comité consultatif du statut de réfugié, 67:12-3, 21

Commission d'appel de l'immigration, 67:12-3, 21

Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55

Appels/réexamens, 69:25-6

Décisions, uniformité, 69:27

Modèles alternatifs, propositions, 68:17

Requérants

Admissibilité, critères, 64:23

Identification, documents, 58:15, 17

Protection, réfugiés véritables, 58:17

Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr

Protection dans un pays tiers considéré comme sûr, sauvegardes, assurance d'être accueillis, 69:29

Risques, réfugiés «en orbite», 69:29

Bill C-58, 88:7-11, 15-6, 21, 23, 26-7

Bill C-61, 90:38-9, 45

Bill C-82

Enregistrement

Accès au gouvernement, effet, 92:23, 25

Activités

Définition, 97:13

Exclusions

Collecte d'informations, 92:30, 39

Présentations, orales ou écrites, à un comité du Parlement, 92:14

Définition

Deux catégories, système

Autres lobbyistes, 92:7

Renseignements, divulgation, exigences, 97:21, 23

Exclusions, 92:7; 97:17-8

Système, administration, 97:26

Titulaire d'une charge publique, définition, 92:14-5

Profession, réputation, opinion publique, 97:22, 24-5

Bill C-84

Aide

Canada, programmes et politiques

Information de base, 27:7

Sélection des réfugiés à l'étranger, 27:12-4; 40:10, 13

Statistiques, 27:44-6; 36:24

Définition, 27:12; 28:9; 44:25

Grèce, requérants du statut de réfugié, 37:19

Entrée illégale au Canada

Aide, encouragement, conseils, 27:49; 30:18, 21

Détenation

Mesure législative, 32:6-7; 35:13

Sécurité, risques, menaces

Attestations de sécurité, examen, procédure

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Arrière, 44:12-3

Cas, nombre, 44:7

Connaissances pertinentes, 44:11

Fonctions, transfert à la Cour fédérale, 44:7

Rôle en ce qui concerne des résidents permanents du Canada, 44:12-4

Cour fédérale

Annulation du certificat, éléments de preuve, 28:31; 32:23; 44:10

Hathaway, James, Professor, Osgoode Hall School of Law—Cont'd

Bill C-84

Article, with Professor Angus, in *Globe and Mail*, August 25, 1987, reference, 32:5

Discussion, 32:19-20, 24-9

Position, 32:11-7, 19-20, 24-9

Recommendations, 32:13-5, 17, 19, 24

Statement, 32:11-7

Bill C-84, motion... and Message..., 66:6-7

Haven's Gate: Canada's Immigration Fiasco, Victor Malarek

References, 51:31; 64:21-3

Hébert, Hon. Jacques, Senator (Wellington)

Bill C-55

Assistance, Canada, programs and policies, 54:42; 70:17-8

East Bloc countries, refugee claimants, 64:25

Illegal entry into Canada, visa applications at Canadian embassies/consulates, comparison, 52:80-1

Intercultural Association of Greater Victoria, testimony, 55:53

Latin Americans, 64:25

Manitoba, refugee assistance, francophones, 52:94-5

Policy, 54:42

Procedure, 52:13; 59:27; 68:6, 14; 71:18

Public opinion, 54:30-2, 42

Refugee determination process

Abuse

Background information, 53:48-9

Deterrence, 70:18

Access

Denial, security risks, 52:26

Universal access, 52:26

Administration, evaluation, 56:91

Backlog, delays, 70:17-8

Claimants, return to safe third country

Persons arriving from country on list of safe third countries, 62:28; 64:25

Policy, 71:20

Legislation, purpose, 52:39; 54:64; 62:20-1

Procedure

Changes, need, reasons, 54:63

Determination system proposed in Bill C-55

Alternative models, proposals, 52:45-6, 58-9, 90; 53:12, 48-9; 54:62-4, 66-7; 55:42, 65-6; 56:20-1, 47-8, 84-5, 91; 68:25-6

Appeals/reviews, 52:39-40, 59; 56:21

Hearings

Legal counsel, 68:27

Screening hearing, 56:47-8; 68:12

Immigration and Refugee Board, 55:16-7

Rights, 55:18

Safe third countries

Definition, 71:20

European countries, 54:56

List

Determination

Cabinet decision, 53:17; 64:25

Alternatives, proposals, 54:56-7; 55:17; 56:21-2

Criteria, 55:17-8; 56:22-3; 61:16-7

Difficulties, availability of up-to-date information, 53:17; 54:55-7; 56:22; 71:20-1

Exceptions, exclusions for certain categories, 54:55

Publication, 53:17

Pakistan, 52:14

United States, 64:25

Transportation companies, documents, retention, 58:11-3

Gigantès, honorable Philippe Deane, sénateur (De Lorimier)—Suite

Bill C-84—Suite

Entrée illégale au Canada—Suite

Détention—Suite

Arrière, 44:12-3

Connaissances pertinentes, 44:11

Décisions, appel/révision, 28:23

Exclusion de l'audience, 28:27; 32:23

Rôle, 44:12-4

Historique, 44:7

Enquêtes, 30:12-3; 37:19-20

Exclusion du processus de détermination du statut de réfugié, 31:26-7

Navires

Interception et escorte au port, 44:23

Renseignements secrets, 27:21

Renvoi

Constitutionnalité, 35:26-7; 44:23

Passagers, renvoi à un pays considéré comme sûr, 36:23-4

Processus décisionnel, 27:37; 35:26

Renvoi au pays enregistré d'origine, 29:25

Procédure, 31:26-7; 32:23; 35:7, 9; 40:9, 19, 26

Statut de réfugié, détermination, processus

Procédure, changements, propositions, 27:19

Requérants

Identification, documents, 27:31; 36:27

Opinion publique, 27:44-5

Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr, 27:43

Statistiques, 27:27, 50

Transporteurs

Dépenses de détention, 36:10

Documents, rétention, 40:13

Transport des passagers sans documents requis, amendes, 27:31

Bill C-84, motion... et message...

Entrée illégale au Canada, détention, mesure législative, comparaison avec la Loi sur l'immigration de 1976, 60:20

Navires, renvoi, constitutionnalité, 59:29, 32-3

Procédure, 58:15

Statut de réfugié, processus de détermination, requérants, 58:15, 17

Bill C-89, 77:7-8, 11, 23-4; 84:20-1; 85:16-9, 21

Bill S-7

Canada

Biens, 57:24; 75:23

Corporation simple

Demandes, raisons, 57:9-11, 21

Pouvoirs, 63:8-10, 14, 16-7

Précédents, 75:15

Situation financière

Divulgaration, 73:9-10, 25, 27; 75:23

Vérification, 75:9-11, 13, 23

Structure, 63:8, 16-7; 73:28; 75:13, 15

Vicaire régional pour le Canada, rôle, pouvoirs, 57:21

Définition, 73:25

Historique, 57:10; 63:16-7

Prélature personnelle et vicaire régional, comparaison avec diocèse et évêque, 75:18-21

Procédure, 57:7; 63:7, 15; 73:17-9, 23, 28; 75:11-3, 18

Réputation, opinion publique, 57:10

Bill S-17, 83:9-10, 15

Bill S-21, 98:11-3, 16

Comité de rédaction constitutionnelle française, premier rapport déposé au Sénat le 17 décembre 1986, 99:15

Corporations simples, information de base, 75:23-4

Hébert, Hon. Jacques, Senator (Wellington)—Cont'd

Bill C-55—Cont'd

Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants, testimony, 55:85

Vietnam, refugee claimants, 52:14

Women, 61:12-3

Bill C-55, motion...

Minister of Employment and Immigration, amendment to clause 14, 87:25-7

Procedure, 87:32

Bill C-58, 88:10-2

Bill C-84

Assistance

Canada, programs and policies

Nansen Medal (United Nations) awarded to Canada in 1986, 38:33

Selection of refugees from abroad, 27:10-1; 31:33; 40:12

Statistics, 27:45-7; 31:34

Illegal entry into Canada

Aiding, abetting, counselling, 35:20-3

Detention

Decision-making process, 39:12

Identity, inability to establish, 29:29

Legislation

Adoption, options

Adoption, 35:12-3

Reference to Supreme Court, 32:18; 33:13-5; 35:12-3; 40:20

Constitutionality, 32:17; 39:12

Purpose, 35:23; 38:29, 34; 39:14

United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, 34:8-10, 24-5; 37:23; 38:14-5, 35; 39:13-4; 40:13, 17

United Nations High Commission for Refugees, position, 34:8-9; 40:17

Visa applications at Canadian embassies/consulates, comparison, 27:11-2; 31:28; 38:14-5, 29-30, 32; 40:12

Deterrence, 31:27-8

Procedure, 37:23; 38:12; 38:24; 40:26

Public opinion, 27:46-7; 41:25-67

Refugee determination process

Abuse, 31:19; 38:24

Access, denial, 37:21

Claimants

Identification, 29:31-2; 34:24-5

Refoulement, 37:11

Statistics, 31:10, 17-8

Procedure

Examination under oath, 37:16

Overview, 38:43

Refugee Status Advisory Committee, 37:21-2

Ships, turn back

Constitutionality, 35:27

Decision-making process

Determination at sea, 27:37; 29:24; 34:8-11, 16-7; 35:24; 37:23; 44:21-2

Powers, 34:16-7; 35:25

Passengers, 34:10, 17

Return to registered country of origin, 44:23

United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, 37:23

Transportation companies, documents, retention, 36:10-1, 25

Bill C-84, motion... and Message...

Ships, turn back, constitutionality, 59:28, 31-2

Transportation companies, documents, retention, 58:11-3

Bill C-89, 84:18-9

Bill C-210, subject-matter, 94:10

Gilad, Mme Lisa, recherches, Institut de recherches sociales et économiques, Groupes non-gouvernementaux intéressés aux questions d'immigration et des réfugiés

Bill C-55

Discussion, 64:18-24

Exposé, 64:12-7

Notes biographiques, 64:12, 21

Giles, M. E. David, vice-président, Opérations aéroportuaires, Association du transport aérien du Canada

Bill C-84

Discussion, 36:12-4, 16, 24-7

Exposé, 36:5-6

Gill, M. Cern, président, British Columbia Organization to Fight Racism; président, Progressive Indo-Canadian Services Society; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants

Bill C-55, 55:75-7

Notes biographiques, 55:68

Gill, M. John J., vice-président, Section du droit de l'immigration, Association du Barreau canadien et membre, Comité national des citoyens

Bill C-55

Discussion, 53:12-24

Exposé, 53:5-12

Notes biographiques, 53:5

Gill c. Canada (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration) ([1987] 2 CF 425), 55:31-2**Giokas, M. John, directeur de la législation et de la réforme du droit, Association du Barreau canadien**

Bill C-55, 72:28

Girard, M. Raphaël, coordonnateur, Groupe de travail sur les réfugiés, ministère de l'Emploi et de l'Immigration

Bill C-55, 49:19-20, 29; 71:19-20

Bill C-84, 26:13-5, 20-1; 29:30-7; 44:5-8, 11-4, 17, 20-5

Globe and Mail

Article, le 20 août 1987, *The attitude to refugees has a parallel from 1939*, par le rabbin W. Gunther Plaut, référence, 39:8

Article, le 25 août 1987, concernant le projet de loi C-84 par le professeur Angus et le professeur Hathaway, référence, 32:5

Article, le 29 octobre 1987, par M. Gordon Fairweather au sujet des réfugiés, 40:12, 15

Article au sujet de la culture de la marijuana, références, 96:15-7

Godfrey, honorable John Morrow, sénateur (Rosedale)

Bill C-7, 10:10, 12, 21-2

Bill C-15, teneur

Association du Barreau canadien, position, 5:43

Enfants

Abus sexuels

Contrevenants

Adolescents et pré-adolescents, 6:24; 8:17

Diagnostic, méthodes, 12:29-30

Identification, détection, 12:7-8, 15, 18

Traitement

Attitudes envers, 12:21, 29

Efficacité, 7:19; 8:17; 12:17, 32; 14:22-3

Types, 12:18-9

Infractions, redéfinition, établissement de nouvelles infractions, contacts sexuels, 19:20-1

Hébert, Hon. Jacques, Senator (Wellington)—Cont'd

- Bill C-264, **96:11, 13, 18-9**
- Bill S-7
 - Canada
 - Corporation sole
 - Financial situation
 - Audit, **75:8**
 - Disclosure, **75:8, 14**
 - Powers, **63:16**
 - Request, reasons, **57:19; 63:15; 75:21**
 - Historical background, **57:18-9; 63:15; 75:21**
 - Property, **57:18-9; 75:21**
 - Regional Vicar for Canada, nationality, **73:22-3; 75:14-5**
 - Structure, **63:14-6; 75:13**
 - Definition, **73:24-5; 75:21**
 - Individuals, requests to testify, **73:26**
 - Personal prelature and regional vicar, comparison with diocese and bishop, **75:17-8, 24-5**
 - Procedure, **57:11; 73:16, 20, 26; 75:15, 21, 25-8**
 - Purpose, reasons, **73:17; 75:21**
 - Reputation, public opinion, **57:20; 75:18**
- Bill S-14, **43:7-9**
- Senate, constitutional responsibility, **35:12-3, 17**

Hnatyshyn, Hon. Ramon J., Minister of Justice and Attorney General of Canada

- Bill C-15, subject-matter
 - Discussion, **22:11-4, 16-7, 19-20**
 - Statement, **22:7-11**
- Bill C-89
 - Discussion, **84:13-23**
 - Statement, **84:6-12**
- Letter to the Hon. Senator Neiman concerning Bill C-61, **97:8**

Holland

- Refugees
 - Claimants, **26:8, 16; 27:41-2; 29:21-2, 33-5; 32:25; 37:12; 38:24-5, 38-9, 43; 44:21-2; 66:18**
 - Refugees from other countries, **26:8, 16; 27:41; 29:21-2, 33-5; 32:25; 37:12; 38:24-5, 38-9, 43; 41:21; 44:20-2; 62:25; 66:18**
- See also*
- Refugees

Holy Blossom Temple

- See*
- Plaut, W. Gunther, Rabbi, Holy Blossom Temple

Honduras

- Refugees
 - Camps, **60:37; 61:7; 69:10**
 - Claimants, **49:16**
 - Lagos, Jose, **52:74-5**
 - Lopez, Jose Eduardo, **52:20-1**
 - United States, **52:55, 57, 61**
- Visitors' visas, **26:26; 31:27**
- See also*
- Refugees

Hong Kong

- Visitors' visas, **28:8-10; 39:19-20; 42:14**
- See also*
- Refugees

Godfrey, honorable John Morrow, sénateur (Rosdale)—Suite

- Bill C-15, teneur—*Suite*
- Enfants—*Suite*
- Abus sexuels—*Suite*
- Médias, reportages, évaluations, **14:22**
- Poursuites judiciaires
 - Accusés
 - Culpabilité, étalon légal, **5:20-1, 45-6**
 - Identité, interdiction de publier, proposition, **5:19-20, 44-6**
 - Solutions alternatives, **7:28-9**
- Victimes et enfants témoins
 - Enfant en tant que témoin particulier avec des besoins particuliers
 - Compétence à témoigner
 - Capacité de dire la vérité, **16:14; 19:15**
 - «Intelligence suffisante», **5:41**
 - Protection
 - Accusé, exclusion de la salle d'audience
 - Alternatives, propositions, **5:33-5; 8:15-6**
 - Télévision en circuit fermé, **8:15**
 - Avocats de la défense, comportement, **5:39**
 - Retards dans la procédure judiciaire, impact, **7:18; 8:21**
 - Témoignage
 - Corroboracion obligatoire, suppression, **5:22, 32; 7:23-4; 8:17-8; 22:24-5**
 - Crédibilité, véracité, **16:14**
 - Déclarations extra-judiciaires antérieures, **14:25**
 - Enregistrements magnétoscopiques
 - Recevabilité, **6:18; 7:23; 22:15**
 - Témoignage pertinent, **5:36-8**
- Prévention, public, programmes de sensibilisation et d'éducation, **5:19**
- Provinces, registres relatifs aux mauvais traitements infligés aux enfants, **7:26, 29**
- Victimes
 - Attitudes envers les contrevenants, **19:16**
 - Autochtones, conditions économiques, effets, **16:14**
 - Réseau national des jeunes pris en charge, témoins, **19:31**
- Activité sexuelle, exploration et expérimentation, consentement, **19:20-1**
- Prostitution, **5:30-1**
- Procédure, **5:26, 42; 12:33-4; 22:20**
- Bill C-28, **20:9, 13, 15, 20, 22-3**
- Bill C-45, teneur
 - Discussion, **15:8-9, 14**
 - Procédure (président suppléant), **16:5-6**
- Bill S-5, **21:20**
- Lois révisées du Canada
 - Entrée en vigueur, procédure, **13:14**
 - Statuts du Canada, comparaison, **13:16**
- Lois révisées du Canada (1985), projet
 - Codifications et révisions, consultations, **13:11**
 - Commission de révision des lois, pouvoir, **13:6-7, 10-1**
 - Exclusions, lois non comprises, **13:8, 12-3, 16-7**
 - Information de base, **13:14**
 - Procédure, **13:18**
 - Publication, retard, **13:16**
 - Rédaction, **13:9**

Gold, M. Marc, professeur, Université York

- Bill C-84
 - Discussion, **33:14, 30-2, 35, 40-1**
 - Exposé, **33:21-5**
 - Position, **33:21-5, 30-2, 35, 40; 41A:1-2**

Hope-Irwin, Sharon, Representative, Cape Breton Transition House and Manager of Town Day Care, Glace Bay, Nova Scotia
 Bill C-15, subject-matter, 7:12-3, 16, 26

Hoppe, Carter, Chairman, Immigration Law Section, Canadian Bar Association

Bill C-55
 Discussion, 60:42, 44-5
 Statement, 60:21-7

Bill C-84
 Discussion, 28:9-11, 13-4, 16, 18-9, 21, 23-4, 26-36, 38-50
 Statement, 28:5-9
 Bill C-84, motion... and Message...
 Discussion, 60:9-10, 12-9, 21
 Statement, 60:5-6

Horsburgh v. The Queen ([1967] SCR 746), 5:41

Horwood, Robert, Member, Administrative Law Section, Canadian Bar Association
 Bill C-55, 72:15-6

Hubbard, H. Albert, Dean, Faculty of Law, Common Law Section, University of Ottawa
 Bill S-5
 Discussion, 21:20-3
 Statement, 21:18-20

Hungary
 Refugees
 Claimants, 27:42; 64:22
 Historical background, 31:32-3; 53:23
See also
 Refugees

Hunter v. Southam Inc. ([1984] 2 SCR 145), 30:5-7, 13, 18-9, 23; 32:9-10; 33:22, 25; 48:9, 13, 22-4; 66:6-7; 68:39, 42, 53; 74:13; 87:41-2

Hunter, Lawson, Special Committee on Lobbyists, Canadian Bar Association
 Bill C-82, 92:9-26

IATA
See
 International Air Transport Association

Iacobucci, Frank, Deputy Minister, Department of Justice
 Bill C-53
 Discussion, 43:21-7
 Statement, 43:17-20
 Bill C-61
 Discussion, 95:23-32
 Statement, 95:18-23
 Bill C-71
 Discussion, 25:8-14, 16
 Statement, 25:5-8

Immigration
 Cost and revenue to Government of Canada, 60:26-7
 Countries of origin, 52:57
 Criteria, 49:15, 24-5; 56:31; 64:22-3
 Family class designation, 56:65-6, 81, 85
 Francophones, 52:93-5

Gouldberger, M. Pierre, révérend, Comité d'aide aux réfugiés, Eglise Unie du Canada, Coalition de Montréal
 Bill C-84, 38:18-9, 23, 30-1

Grafstein, honorable Jerahmiel S., sénateur (Metro Toronto)

Bill C-55
 Aide, Canada, programmes et politiques, 50:19, 21-2; 64:22
 Association du Barreau canadien, mémoires, processus d'approbation, 72:27-8
 Femmes, 61:10-1
 Opinion publique, 64:20
 Procédure, 59:17, 34; 66:17; 67:8, 10-1, 18-9; 72:8, 11, 17-9
 Statut de réfugié, détermination, processus
 Accès universel, 64:20
 Administration, 64:21
 Arrière, retards, 71:25-6
 Mesure législative
 Adoption, options, 59:20-1
 Application de la Charte, 72:17
 Constitutionnalité
 Evaluations, 50:17-9, 22; 59:19-22, 33; 66:21-3; 71:12; 72:13-5, 17
 Gouvernement, opinions juridiques, 59:19-20
 Historique, 50:20, 22
 Nations unies, Convention et Protocole relatifs au statut des réfugiés, conformité, 69:16-7
 Procédure
 Comité consultatif du statut de réfugié
 Indépendance, 67:13-6, 18-9; 71:13-4
 Nominations, durée, 67:14-5, 18-9
 Commission d'appel de l'immigration
 Indépendance, 67:13-6, 18-9; 71:13-4; 72:14, 17, 19
 Nominations
 Durée, 67:14-5, 18-9; 72:12-3, 21-4
 Terminaison, 67:15; 72:13-4
 Personnel, ressources, 72:22-4
 Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55
 Appels/réexamens, 64:22; 71:14-5
 Audiences
 Conseiller juridique, 71:23-4
 Contrôle à l'entrée, audience, 64:17-9
 Section du statut, audience, 64:17-8
 Etapes et ajournements, 50:17-8, 22
 Modèles alternatifs, propositions, 50:17-9, 22-3; 69:15-6
 Requérants, renvoi à un pays tiers considéré comme sûr, personnes qui arrivent d'un pays sur la liste des pays tiers considérés comme sûrs, 50:18-9; 71:12
 Transporteurs, documents, vérification, application, 66:33-4, 37-40, 45-7; 71:22-3
 Bill C-55, motion...
 Ministre de l'Emploi et de l'Immigration, amendement à l'art. 14, 87:19-24, 26-31
 Procédure, 87:18, 32
 Bill C-61, 87:34, 38-45, 47-52
 Bill C-71, 25:10-2, 14-5
 Bill C-84
 Aide, 27:14, 23, 47-8
 Amnistie Internationale
 Association du Barreau canadien, amendements, position vis-à-vis, 41:23-4
 Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, témoignage, examen, 41:13
 Mandat, 41:17
 Criminal Lawyers' Association, position, 30:19
 Définition, 27:15

Immigration—Cont'd

Increase in population, need, 27:46-7; 31:20; 36:24; 49:17-9; 52:75; 54:31-3; 42; 55:81-2; 56:7, 81

Medical tests, 26:21

Number, increase, 27:44-8; 49:15, 17-9; 53:47; 55:81; 64:5, 22-4; 71:9

Policy, 26:10; 31:20-2; 32:20; 37:18; 52:93-5; 53:47-8; 54:68-9; 60:26-7; 71:9

Public opinion, 26:10; 46:8

Refugees, comparison, 27:15-6; 28:45; 32:20; 38:10; 39:7; 40:13-4, 23-4; 49:15; 54:31-2, 68; 56:7, 54, 63, 97-8; 68:7

Statistics, total (immigrants and refugees), 27:44-8; 31:34; 49:17-9; 55:81; 64:23-4; 71:9

Types, economic and humanitarian, 31:20-1

See also

Refugees

Immigration Act, 1976**Amendments**

Section 2.1 — Purposes of amendments, 26:24; 28:11; 31:5, 11, 34-5; 32:7; 33:17-8, 20, 37-9; 38:21-2, 34; 41:7; 55:8

Section 4(2) — Where right to remain in Canada, 62:11-2

Section 4(2.1) — *Idem*, 66:7-8

Section 30, 55:20-1; 56:30; 71:23

Section 30(1) — Right to counsel, 53:34; 62:8

Section 30(2) — Counsel provided for inquiry, 53:34; 62:8; 66:9

Section 39, 51:23

Section 39(2) — Report, notice and referral, 28:11; 44:6

Section 39(3) — Filing of a document, 28:11; 44:6

Section 40, 29:10, 12

Section 41, 29:10-2; 39:13-4; 41:9-10

Section 41(1) — Certificate, 28:14-9, 30, 32, 38-9

Section 41(2) — Delay of inquiry, 28:16-7; 32:9; 44:15

Section 41(4)(a), 28:19-29; 32:8, 21-2; 33:12

Section 41(4)(b), 33:23

Section 41(4)(c), 28:27

Section 41(4)(d), 28:29-31, 34-5; 44:8-9, 11-2

Section 41(5) — Evidence, 28:31-2; 32:22-3; 44:9, 11-2, 14

Section 41(6) — No appeal, 28:33; 32:8-9

Section 41(7) — Certificate is conclusive proof, 32:9

Section 41(10)(a), 28:36-7; 32:8; 33:12

Section 45, 50:10, 16; 54:22, 60; 69:8

Section 45(1) — Opportunity to indicate whether refugee claimant, 50:10; 54:22

Section 45(3) — Where refugee claim, 55:27

Section 45(4) — Temporary exclusion, 64:12-3; 66:9

Section 47, 51:28

Section 47(1) — Presiding officer, 55:26

Section 48, 33:8; 34:22; 53:28; 54:24; 59:11; 65:18-9; 68:8-12, 18; 71:12

Section 48(2) — Burden of proof, 54:23, 60; 62:9

Section 48(3) — Hearing of claimant and Minister, 64:13

Section 48.01, 52:76; 53:7; 59:10; 64:13-4; 65:18; 66:14-5, 20; 69:9-10

Section 48.01(1) — Access criteria, 50:10, 25; 62:9-10

Section 48.01(1)(a), 62:9-10; 64:14

Section 48.01(1)(b), 50:11, 17-8; 52:42; 53:7; 54:19, 23, 60-1; 59:9; 62:9-10; 64:14; 66:15, 18; 69:20, 30; 87:7-8

Section 48.01(1)(c), 53:7; 55:29; 59:9; 62:9-10; 64:14; 66:20-1

Section 48.01(1)(d), 69:29

Section 48.01(1)(e), 51:6-7; 54:23; 59:9

Section 48.01(1)(f), 66:21

Section 48.01(2) — Exception, 56:29; 64:14

Section 48.01(3) — Coming to Canada, 50:34; 51:14

Section 48.01(3)(b), 54:60; 64:14-5

Grafstein, honorable Jeremiah S., sénateur (Metro Toronto)—Suite

Bill C-84—*Suite*

Entrée illégale au Canada

Aide, encouragement, conseils

Dissuasion, sanctions, 27:36

Poursuites judiciaires, 30:19-20; 33:38; 38:39-41; 41:17-20; 46:20

Preuves, perquisition et saisie, 27:48-9; 30:16-8, 20-1, 23-4

Détention

Arbitre, rôle, 27:21-2

Délai, 26:19-20

Identité, incapacité d'établir

Détention obligatoire, 27:22; 30:18-9

Processus décisionnel, 27:39-40

Mesure législative

Adoption

Options, adoption, 33:18, 32-3

Processus décisionnel, 33:19; 38:15

But, 27:41; 33:17-9, 38-40

Constitutionnalité

Evaluations, 26:12, 17-20; 30:16-8, 20; 46:10

Gouvernement, opinions juridiques, 33:36

Nations unies, Convention et protocole relatifs au statut des réfugiés, conformité, 26:12-6; 30:20; 38:19-20; 41:13-4; 46:10

Sécurité, risques, menaces

Attestations de sécurité

Examen, procédure

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, 38:16-8; 46:20

Cour fédérale, 46:20

Historique, 38:18-9

Ministre et le solliciteur général, rôle, 27:39; 33:38

Exclusion du processus de détermination du statut de réfugié, 27:20; 38:17; 41:21-3

Visas, applications aux ambassades et consulats canadiens, comparaison, 38:31-2; 46:20

Dissuasion, 27:22-4, 28

Navires

Arrivées, nombre, 27:21

Escorte au port, enlèvement du navire, poursuites judiciaires du capitaine, proposition, 46:11

Renvoi

Constitutionnalité, 41:15-6

Nations unies, Convention et protocole relatifs au statut des réfugiés, conformité, 38:19-22; 46:11

Passagers, 46:11

Processus décisionnel

Détermination en mer, 26:15-8; 33:37-8; 38:19-22; 41:14-5; 46:11

Pouvoirs, 26:15-8; 38:22; 46:10-1

Procédure, 26:21; 27:51; 33:25, 34; 41:13; 46:12

Sikhs, arrivée de 174 par mer sur l'*Amelie*, juillet 1987, 27:15

Sri Lanka, Tamouls, arrivée par mer, 1986, 27:15

Statut de réfugié, détermination, processus

Abus, information de base, 38:42-3

Accès

Accès universel, 41:21

Refus, exclusion du processus, 26:12-5

Admissibilité, vérifications de sécurité, 27:19

Arriéré, retards, 27:16

Procédure, changements, 27:19

Requérants

Identification, 27:50-1

Statistiques, 27:16-7, 21, 49-50

Immigration Act, 1976—Cont'd**Amendments—Cont'd**

- Section 48.01(5) — Last coming to Canada, **53:7; 55:29; 56:22; 64:15; 66:20-1**
- Section 48.01(6) — Credibility of basis for claim, **64:15; 66:18-9**
- Section 48.01(6)(a), **52:42; 64:15**
- Section 48.01(7) — Idem, **64:15**
- Section 48.02(1) — Where no right to make a claim, **64:16**
- Section 48.03, **49:20-1; 51:14**
- Section 48.03(1) — Hearing caused, **56:14; 64:15**
- Section 48.04, **66:8**
- Section 48.04(1) — Application for landing, **55:36**
- Section 48.04(3) — Grant of landing, **64:16**
- Section 48.05(1) — Where inquiry concluded and claim accepted, **55:36-7**
- Section 48.05(2) — Application for determination of eligibility for landing, **55:36-7**
- Section 48.06, **66:8**
- Section 48.07, **66:8**
- Section 48.1 — Application, **26:14-5; 28:14, 37-9; 34:6; 68:7-8**
- Section 51(1)(a), **66:9-10**
- Section 51(1)(b), **55:24, 33; 66:9-10**
- Section 54(2), **69:23**
- Section 55(1) — Prohibited removal, **62:14**
- Section 55(2) — Idem, **56:28; 69:30**
- Section 61, **52:79-80**
- Section 63, **52:79**
- Section 63(3) — Qualification, **66:10-1**
- Section 66(3) — Other staff, **72:22-3**
- Section 66(4) — Application of *Public Service Superannuation Act*, **72:23**
- Section 71(1) — Right to counsel, **66:11-2**
- Section 71(6) — Adjournments, **64:16**
- Section 71.1 — Hearing into refugee claims, **64:13**
- Section 71.2(1) — Application for determination of cessation of refugee status, **62:14-5**
- Section 71.2(3) — Leave to apply, **62:15-6**
- Section 71.3(5) — Rejection of otherwise established application, **62:16**
- Section 83, **52:78; 59:9, 11**
- Section 83.1, **50:17; 55:21; 56:31; 60:22, 24-5**
- Section 83.1(1) — Proceedings in Federal Court, **60:43-4; 66:12**
- Section 83.1(3) — Consideration of application for leave, **66:13**
- Section 83.2, **50:17; 60:22**
- Section 83.3, **50:17; 52:50; 55:35; 62:32-3**
- Section 83.3(1) — Appeal to Federal Court of Appeal from Refugee Division, **64:16; 66:13**
- Section 83.3(1.1) — Limitation, **52:33; 55:35; 64:16; 66:13**
- Section 85.1 — No appeal from decision of Federal Court of Appeal on application for leave, **66:14**
- Section 91, **34:13**
- Section 91.1 — Direction not to enter Canada's waters, **29:13, 34-6; 31:11-2, 35; 33:20, 23, 26-7, 37-9; 34:6, 26; 38:21; 40:17; 41:6; 44:20 59:29**
- Section 95, **29:26-7; 33:31**
- Section 95.1 — Organizing entry into Canada, **26:24-5; 28:8, 46-8; 29:15-6; 30:15-6; 31:16-7, 30-1; 32:15-7; 33:8, 24, 38, 40-2; 38:9, 35, 39-40; 41:8; 68:50-1; 74:10-3**
- Section 95.2 — Idem, **26:25; 28:8; 29:15-6, 30; 31:16-7; 32:15-7; 33:8, 24, 38; 38:35; 74:10-3**
- Section 95.3 — Disembarking persons at sea, **26:25; 28:8; 29:30; 32:17; 33:8, 24**
- Section 95.4 — Counselling false statements, **26:25; 28:8, 48; 32:17; 33:8, 24**
- Section 98.1 — Duty to check travel documents of passengers, **36:5-6, 8, 15-6; 58:7**
- Section 103.01(1) — Seizure of vehicle, **68:33-4**

- Grafstein, honorable Jerahmiel S., sénateur (Metro Toronto)—Suite**
- Bill C-84—*Suite*
- Transporteurs
- Compagnies aériennes
- Coopération avec le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, **27:33-4, 50-1**
- Droits d'atterrissage, **27:38**
- Documents
- Rétention, **27:38**
- Vérification
- Windsor, Ville, résolution, **46:21; 66:45**
- Bill C-84, motion... et message...
- Entrée illégale au Canada, preuves, perquisition et saisie, **59:22, 33**
- Procédure, **59:17, 34**
- Navires, renvoi, constitutionnalité, **59:28-9, 32-3; 60:8-12**
- Bill S-7, **63:10-2**
- Sénat, responsabilité constitutionnelle, **33:37; 50:17; 59:20**
- Grando, M. Sergio, directeur général, Convention & Visitors Bureau of Windsor, Essex County & Pelee Island**
- Bill C-55
- Discussion, **66:30, 34-6, 39-40, 44-5**
- Exposé, **66:26-8**
- Gratton, M. Robert, président, Compagnie Montréal Trust du Canada**
- Bill S-17
- Discussion, **83:8-12, 15**
- Exposé, **83:6-8**
- Gravenor, Mme Brenda, thérapeute senior, Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)**
- Bill C-15, teneur, **3:17-9, 22-3, 25, 29-30, 34, 36-40**
- Notes biographiques, **3:6**
- Grèce**
- Statut de réfugié, requérants, **37:19**
- Voir aussi*
- Réfugiés
- Grenville Aggregate Specialties Limited**
- Information de base, **98:11-3**
- Sommaires annuels, **98:10-3**
- Tiers, droits, **98:11, 13-6**
- Grenville Aggregate Specialties Limited, Loi reconstituant la société, et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes**
- Voir*
- Bill S-21
- Grey, M. Julius H., Immigration Law in Canada**
- Référence, **52:34**
- Groos, M. Charles, Section de droit de l'immigration, Chapitre de la Colombie-Britannique, Association du Barreau canadien; président, Comité des politiques, Vancouver Refugee Council; conseiller, Nanaimo Immigrant Settlement Society**
- Bill C-55
- Discussion, **55:42-6; 56:18-25, 34**
- Exposés, **55:24-38; 56:11-7**
- Notes biographiques, **55:19; 56:6, 23, 26**

Immigration Act, 1976—Cont'd**Amendments—Cont'd**

- Section 103.02, 29:16-7; 30:13; 33:22; 68:40
- Section 103.02(1) — Information for search warrant, 68:40
- Section 103.02(5) — Where warrant not necessary, 68:41-2
- Section 103.02(6) — Exigent circumstances, 68:41
- Section 103.03 — Powers of entry, 29:16-7
- Section 103.04 — Limitation for seizures, 68:34
- Section 103.13, 68:37
- Section 103.13(2) — Evidence, 68:37
- Section 103.13(3) — Idem, 68:37
- Section 103.14, 33:27; 68:34
- Section 103.14(1) — Decision of the Minister, 68:38
- Section 103.17, 33:27; 68:38
- Section 103.17(1) — Federal Court, 68:38
- Section 104, 28:18
- Section 104.1, 29:17-8, 23, 29, 39; 32:10; 33:24; 36:18-9 39:12-4; 41:8-9; 46:15
- Section 104.1(1) — Detention, 68:47
- Section 104.1(2) — Additional period of detention, 68:47
- Section 104.1(2.1) — Minister may amend certificate, 68:47-8
- Section 104.1(3) — Review every seven days, 68:48
- Section 115(1), 58:8-9; 69:21

Definitions

- Refugee, 41:15
- Security risk, 28:15; 42:12; 46:19-20; 48:13, 17-8

Discussion

- Regulations, 58:6
 - Section 14, 29:31, 33-4; 41:20
- Section 3 — Objectives, 52:31; 54:69
- Section 9 — Applications for visas, 29:30-2, 34; 48:21
- Section 19(1)(a), 64:16
- Section 19(1)(b), 64:16
- Section 19(1)(e), 37:9, 21
- Section 19(1)(f), 34:21; 37:9, 21
- Section 19(1)(g), 37:9, 20-1
- Section 27(1)(c), 37:9-10, 21
- Section 27(2)(c), 37:9-10, 21
- Section 39(5) — Statement to be sent to person affected, 28:11
- Section 39(8) — Report, 28:11
- Section 45, 41:15
- Section 54, 69:22
- Section 71, 51:20
- Section 83, 56:16
- Section 94(1) — Deduction from security in certain cases, 58:14-5
- Section 95(h), 28:48
- Section 95(m), 28:46-7; 29:31-2; 32:16; 33:41-2; 41:18-20; 48:21
- Section 99 — General punishment, 28:46; 48:21; 55:44-5; 58:15

Immigration Act, 1976, Act to amend, and the Criminal Code in consequence thereof**See**

- Bill C-84
- Bill C-84, motion...
- Bill C-84, motion... and Message...

Immigration Act, 1976, Act to amend and to amend other Acts in consequence thereof**See**

- Bill C-55
- Bill C-55, motion...

Groupe de travail ministériel chargé de l'examen des programmes (Groupe de travail Nielsen)

Rapport, références, 40:18, 21; 41:25; 56:66, 68, 74, 97; 81:15

Groupe de travail Nielsen*Voir*

Groupe de travail ministériel chargé de l'examen des programmes

Groupes de pression*Voir*

Lobbyistes

Groupes non gouvernementaux intéressés aux questions d'immigration et des réfugiés**Bill C-55**

- Mémoire, 64:12
- Position, 64:5-8, 12-25
- Recommandations, 64:7-8, 13-4, 18, 20-1
- Information de base, 64:12

Guatemala**Réfugiés**

- Acceptation, taux, Canada vis-à-vis Etats-Unis, 28:44; 40:21-2; 50:12, 72; 54:45, 50; 55:10-1, 60, 74; 56:55; 64:6, 14-5; 66:17
- Admissions, 1986, 54:57-8
- Aide canadienne, 55:56, 67
- Canada, ambassade et consulats, accessibilité, 38:23, 30-2; 52:71; 54:47, 51-2
- Cas individuels, 38:9, 30
- Etats-Unis, 40:21; 50:12; 52:7, 17, 55, 57, 61, 72; 55:64; 56:13; 66:17; 69:10
- Femmes, 61:14; 64:10
- M., M. Freddy, 53:25-8
- Marroquin, le professeur, 54:47
- Mexique, 55:60, 64; 61:7
- Morts, escouades de la mort, 38:9; 55:72
- Salvador, 62:20
- Statut de réfugié, requérants, 31:9; 38:26, 29; 40:21; 52:71; 54:47-8, 52-3, 58; 55:48; 56:37, 88; 64:6-7; 71:9-10
- Visas de visiteur, 31:10, 28; 38:27

Voir aussi

Réfugiés

Gussman, M. Tom, analyste principal des politiques, Direction de la révision législative, ministère de la Consommation et des Corporations

Bill C-82, 92:31, 35, 38

Guyane

Statut de réfugié, requérants, 30:15

Voir aussi

Réfugiés

Haddock, M. Gregory V., pétitionnaire**Bill S-7**

- Discussion, 57:14-5, 17-9, 21-2
- Exposé, 57:57:5-9

Voir aussi

Opus Dei

Haidasz, honorable Stanley, sénateur (Toronto-Parkdale)

Bill C-71, 25:9-10, 14-6

Bill C-84, 26:11-2, 21; 40:19-20

Immigration Appeal Board

See under
Refugees

Immigration Association of Canada

Testimony, 59:33-4

Immigration Detention. Fourth report of the Sub-Committee on the Detention of Immigrants, House of Commons Standing Committee on Labour, Employment and Immigration

References, 31:14; 38:8

Immigration Law in Canada, Julius H. Grey

Reference, 52:34

India

Refugees

Claimants, 28:6-8, 41-2; 55:48; 56:70

Sikhs

Arrival of 174 by sea on the *Amelie*, July 1987, 26:7, 19; 27:15, 21, 25, 36, 42; 28:18, 40-1; 29:25; 31:11, 18; 32:25, 27; 33:16; 34:8-9, 17; 38:10, 35, 38-9, 43; 39:9, 15, 17-8; 40:7, 18, 25; 41:11, 25; 44:20-2; 46:7, 12, 14, 18-9; 48:12; 49:24; 53:41; 55:55; 56:10, 70, 75; 62:27, 29; 66:18; 68:21, 33; 69:21; 74:11

Captain of the *Amelie*, fine and imprisonment, 27:36, 42; 31:11, 18; 32:27

Claimants, 30:14-5; 39:11; 56:70

Immigrants, comparison, 27:15-6

Visitors' visas, 28:7

See also

Refugees

Indian Act

Section 2 — Definitions, 81:9

Section 28(1) — Grants, etc. of reserve lands void, 81:10

Section 29 — Exemption from seizure, 81:12

Section 37 — No sale etc., until surrender, 81:10

Section 42 — Powers of Minister with respect to property of deceased Indians, 81:10-1

Section 53(1) — Disposition of surrendered lands, 81:11

Section 58(3) — Lease at request of occupant, 81:10

Section 81(1) — By-laws, 81:15

Section 83(1) — Money by-laws, 81:7, 11-2, 19

Section 87 — Property exempt from taxation, 81:14

Section 89(1) — Property on reserve not subject to alienation, 81:12

Indian Act (designated lands), Act to amend

See

Bill C-115

Industrial Life Insurance Company

Alliance Mutual Life Insurance Company, merger with, 1:11, 13, 14-7

Shareholders, special general meetings, 1:9, 15

Background information, 1:11, 13-4, 15, 17

See also

Bill S-3

Inter-Church Committee for Refugees

Background information, mandate, 29:6, 20-1; 55:54; 62:24

Bill C-55

Brief, 62:27-9

Position, 55:55-7; 56:56; 62:24-8, 31-6

Recommendations, 62:25, 27-31, 34-6

Haïti

Réfugiés, 28:41-2

Voir aussi

Réfugiés

Hammond, M. R.M., surintendant adjoint, Bureau du surintendant des institutions financières du Canada

Bill S-14, 45:12-5

Hardayal c. Ministre de l'Emploi et de l'Immigration ([1978] 1 RCS 470), 66:8**Harrison, M. Peter, sous-ministre adjoint, Développement économique, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien**

Bill C-115, 81:9

Hastings, honorable Earl A., sénateur (Palliser-Foothills)

Bill C-15, teneur, 5:16-8; 22:15-7, 20-1, 25-6, 31

Bill C-71, 25:13-5

Bill C-89, 80:11-5, 21, 26, 35-8

Bill S-7, 73:18, 24-5, 28

Bill S-10, 22:32, 36

Hathaway, M. James, professeur, Osgoode Hall School of Law

Bill C-55

Discussion, 66:10, 22-6

Exposé, 66:14-21

Mémoire, 66:14-5, 23

Position, 32:24, 29; 66:14-26

Recommandations, 66:14-21, 23-4

Bill C-84

Article, avec le professeur Angus, dans le *Globe and Mail*, le 25 août 1987, référence, 32:5

Discussion, 32:19-20, 24-9

Exposé, 32:11-7

Position, 32:11-7, 19-20, 24-9

Recommandations, 32:13-5, 17, 19, 24

Bill C-84, motion..., 66:6-7

Haven's Gate: Canada's Immigration Fiasco, M. Victor Malarek

Références, 51:31; 64:21-3

Hébert, honorable Jacques, sénateur (Wellington)

Bill C-55

Aide, Canada, programmes et politiques, 54:42; 70:17-8

Amérique latine, réfugiés, 64:25

Bloc de l'Est, pays, requérants du statut de réfugié, 64:25

Droits, 55:18

Entrée illégale au Canada, visas, applications aux ambassades et consulats canadiens, comparaison, 52:80-1

Femmes, 61:12-3

Intercultural Association of Greater Victoria, témoignage, 55:53

Manitoba, aide aux réfugiés, francophones, 52:94-5

Opinion publique, 54:30-2, 42

Pays tiers considérés comme sûrs

Définition, 71:20

Etats-Unis, 64:25

Europe, pays, 54:56

Liste

Détermination

Cabinet, décision, 53:17; 64:25

Alternatives, propositions, 54:56-7; 55:17; 56:21-2

Critères, 55:17-8; 56:22-3; 61:16-7

Inter-Church Committee for Refugees—Cont'd

- Bill C-84
- Position, 29:6-19
- Recommendations, 29:11, 13, 16, 19, 23-6, 29-30, 36

Intercultural Association of Greater Victoria

- Background information, 55:47-9, 51-3, 86; 56:35-6, 53
- Bill C-55, position, 55:46-51
- Bill C-84, position, 55:49-51

International Air Transport Association (IATA)

- Background information, 36:7
- Bill C-84, position, 36:7-10, 15-22
- Working group on inadmissible passengers, 36:6-7, 21, 23-6

International Life Insurance Company

- Legal dispute with Cooperants, Mutual Life Insurance Society
- Background information, 43:12-4; 45:9-11
- Bill S-14, adoption, effect on, 43:14-7; 45:6-7, 9, 11-7
- Third-party seizure against Les Artisans, 43:13-6; 45:6-9, 11
- Amount, 45:6, 13-4
- See also*
- Cooperants, Mutual Life Insurance Society

Interpol

- Role, 86:20

Interpretation Act

- References, 73:15; 94:10, 12-3; 96:20-1

Inwood, R. v. (Appeal Court of Ontario 862-88), 77:10; 79:15**Iran**

- Canadian embassy, non-existence, 38:32; 54:22
- Refugees
- Baha'is, 40:22; 55:11-2, 30, 35; 64:14, 16
- Claimants, 27:42-3; 31:9; 38:28-9; 40:10; 50:14; 53:43; 56:39, 73; 68:13; 71:9-10
- France, 51:19; 68:13; 71:20
- Refugees from other countries, 54:41
- Turkey, 38:23-4, 26, 31; 52:76; 55:10-1, 56; 59:10; 66:17; 69:10-1
- United States, 55:74; 69:10-1
- Women, 61:10, 14
- Visitors' visas, 27:23
- See also*
- Refugees

Issues and Options Relating to Bill C-55, Katharine Dunkley and Margaret Young, Research Officers, Law and Government Branch, Library of Parliament, references, 71:8-9, 21-2, 24-5**Italy**

- Refugees
- Claimants, 55:48
- Refugees from other countries, 38:38; 40:9-11; 55:56
- Resettlement programs, 55:56; 62:35-6
- See also*
- Refugees

Jackman, Barbara, Chairman (Ontario), Immigration Law Section, Canadian Bar Association

- Bill C-55
- Discussion, 60:25-6, 39-45
- Statement, 60:27-39

Hébert, honorable Jacques, sénateur (Wellington)—Suite

- Bill C-55—*Suite*
- Pays tiers considérés comme sûrs—*Suite*
- Liste—*Suite*
- Difficultés, disponibilité de renseignements à jour, 53:17; 54:55-7; 56:22; 71:20-1
- Exceptions, exclusions pour certaines catégories, 54:55
- Publication, 53:17
- Pakistan, 52:14
- Politique, 54:42
- Procédure, 52:13; 59:27; 68:6, 14; 71:18
- Statut de réfugié, détermination, processus
- Abus
- Dissuasion, 70:18
- Information de base, 53:48-9
- Accès
- Accès universel, 52:26
- Refus, risques pour la sécurité, 52:26
- Administration, évaluation, 56:91
- Arrière, retards, 70:17-8
- Mesure législative, but, 52:39; 54:64; 62:20-1
- Procédure
- Changements, besoin, raisons, 54:63
- Commission de l'immigration et du statut de réfugié, 55:16-7
- Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55
- Appels/réexamens, 52:39-40, 59; 56:21
- Audiences
- Conseiller juridique, 68:27
- Contrôle à l'entrée, audience, 56:47-8; 68:12
- Modèles alternatifs, propositions, 52:45-6, 58-9, 90; 53:12, 48-9; 54:62-4, 66-7; 55:42, 65-6; 56:20-1, 47-8, 84-5, 91; 68:25-6
- Requérants, renvoi à un pays tiers considéré comme sûr
- Personnes qui arrivent d'un pays sur la liste des pays tiers considérés comme sûrs, 62:28; 64:25
- Politique, 71:20
- Transporteurs, documents, rétention, 58:11-3
- Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants, témoignage, 55:85
- Vietnam, requérants du statut de réfugié, 52:14
- Bill C-55, motion...
- Ministre de l'Emploi et de l'Immigration, amendement à l'art. 14, 87:25-7
- Procédure, 87:32
- Bill C-58, 88:10-2
- Bill C-84
- Aide, Canada, programmes et politiques
- Nansen, médaille (Nations unies) décernée au Canada en 1986, 38:33
- Sélection des réfugiés à l'étranger, 27:10-1; 31:33; 40:12
- Statistiques, 27:45-7; 31:34
- Entrée illégale au Canada
- Aide, encouragement, conseils, 35:20-3
- Détention
- Identité, incapacité d'établir, 29:29
- Mesure législative
- Adoption, options
- Adoption, 35:12-3
- Renvoi à la Cour suprême, 32:18; 33:13-5; 35:12-3; 40:20
- But, 35:23; 38:29, 34; 39:14
- Constitutionnalité, 32:17; 39:12
- Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, position, 34:8-9; 40:17
- Nations unies, Convention et protocole relatifs au statut des réfugiés, conformité, 34:8-10, 24-5; 37:23; 38:14-5, 35; 39:13-4; 40:13, 17

- Jackman, Barbara, Chairman (Ontario), Immigration Law Section, Canadian Bar Association—Cont'd**
 Bill C-84
 Discussion, 28:11-45, 47-51
 Statement, 28:10
 Bill C-84, motion... and Message...
 Discussion, 60:8-21
 Statement, 60:6-8
- Jacobsen, Peter, Lawyer, Paterson, MacDougall (Toronto)**
 Bill C-89
 Discussion, 79:13-24
 Position, 79:5-24
 Statement, 79:5-13
 Biographical notes, 79:5
- Jamaica**
 Refugee claimants, 30:15
See also
 Refugees
- James, Ken, Member of Parliament, Sarnia-Lambton**
 Bill C-210, subject-matter, 96:19, 21-6
- Jamieson, Jim, Past President, St. Andrew's Refugee Association; Victoria Coalition**
 Bill C-55, 56:57
 Biographical notes, 56:52, 57
- Jayne, Ann, Calgary Interfaith Coalition for Refugees**
 Bill C-55
 Discussion, 53:42-3, 45, 47
 Statement, 53:31-7
 Biographical notes, 53:24-5
- Joel, Trisha, Vancouver Status of Women; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants**
 Bill C-55, 55:77-80
 Biographical notes, 55:68
- Johnson, Cornelia, Amnesty International Group 19 (Local Chapter)**
 Bill C-55
 Discussion, 52:21-7
 Statement, 52:19-21
- Johnson, Stuart, Chairman, Citizenship Council of Manitoba; Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy**
 Bill C-55
 Discussion, 52:78-83, 85
 Statement, 52:67-71
 Biographical notes, 52:65, 67
- Judges**
 Salaries, increases, 48:74-5
 Training, 56:24
- Judges Act, Act to amend**
See
 Bill C-88
- Jules, Clarence (Manny), Chief, Kamloops Indian Band**
 Bill C-115
 Discussion, 81:9-19
 Statement, 81:6-9
- Hébert, honorable Jacques, sénateur (Wellington)—Suite**
 Bill C-84—*Suite*
 Entrée illégale au Canada—*Suite*
 Détention—*Suite*
 Processus décisionnel, 39:12
 Visas, applications aux ambassades et consulats canadiens, comparaison, 27:11-2; 31:28; 38:14-5, 29-30, 32; 40:12
 Dissuasion, 31:27-8
 Navires, renvoi
 Constitutionnalité, 35:27
 Nations unies, Convention et protocole relatifs au statut des réfugiés, conformité, 37:23
 Passagers, 34:10, 17
 Processus décisionnel
 Détermination en mer, 27:37; 29:24; 34:8-11, 16-7; 35:24; 37:23; 44:21-2
 Pouvoir, 34:16-7; 35:25
 Renvoi au pays enregistré d'origine, 44:23
 Opinion publique, 27:46-7; 41:25-67
 Procédure, 37:23; 38:12; 38:24; 40:26
 Statut de réfugié, détermination, processus
 Abus, 31:19; 38:24
 Accès, refus, 37:21
 Procédure
 Aperçu, 38:43
 Comité consultatif du statut de réfugié, 37:21-2
 Interrogatoire sous serment, 37:16
 Requérants
 Identification, 29:31-2; 34:24-5
 Refoulement, 37:11
 Statistiques, 31:10, 17-8
 Transporteurs, documents, rétention, 36:10-1, 25
 Bill C-84, motion... et message...
 Navires, renvoi, constitutionnalité, 59:28, 31-2
 Transporteurs, documents, rétention, 58:11-3
 Bill C-89, 84:18-9
 Bill C-210, teneur, 94:10
 Bill C-264, 96:11, 13, 18-9
 Bill S-7
 But, raisons, 73:17; 75:21
 Canada
 Biens, 57:18-9; 75:21
 Corporation simple
 Demande, raisons, 57:19; 63:15; 75:21
 Pouvoirs, 63:16
 Situation financière
 Divulgateion, 75:8, 14
 Vérification, 75:8
 Historique, 57:18-9; 63:15; 75:21
 Structure, 63:14-6; 75:13
 Vicaire régional pour le Canada, nationalité, 73:22-3; 75:14-5
 Définition, 73:24-5; 75:21
 Individus, demandes à témoigner, 73:26
 Prélature personnelle et vicaire régional, comparaison avec diocèse et évêque, 75:17-8, 24-5
 Procédure, 57:11; 73:16, 20, 26; 75:15, 21, 25-8
 Réputation, opinion publique, 57:20; 75:18
 Bill S-14, 43:7-9
 Sénat, responsabilité constitutionnelle, 35:12-3, 17
- Hnatyshyn, honorable Ramon J., ministre de la Justice et procureur général du Canada**
 Bill C-15, teneur
 Discussion, 22:11-4, 16-7, 19-20
 Exposé, 22:7-11
 Bill C-89
 Discussion, 84:13-23

Justice

International co-operation, mutual legal assistance

Australia, **88:16**

Canada

Countries, choice, decision-making process, **86:20; 88:6, 11**Purpose, **86:19-21, 26; 88:5-7, 9, 11-4, 16-7, 21; 89:12, 16**Sovereignty, effect, **86:22; 88:6-7**

Treaties with other countries

List

Australia, **86:20; 88:6, 10-1; 89:22-3**Bahamas, **86:20; 88:6, 10-1**Cayman Islands, **88:6, 11**France, **88:6**Italy, **88:6**Switzerland, **86:20; 88:6, 11**United Kingdom, **86:20; 88:6, 25; 89:12-3, 20-1, 23**United States, **86:20, 22-6; 88:5, 11-22, 25; 89:12-3, 20-1, 24; 95:30-1**West Germany, **88:6**Parameters set out in Bill C-58, **86:21, 23; 88:6-7, 12-8, 25; 89:12-5, 20, 24**

Categories

Compulsory measures of assistance

Evidence gathering orders, **86:21; 88:5, 25-6; 89:19**Exhibits, lending, **86:21; 88:25**Search warrants, **86:21; 88:5, 25-6; 89:18-9**Transfer of detained persons, **86:21; 88:24-5**Non-compulsory measures of assistance, **86:21-2; 88:21, 24**Rogatory commissions, comparison, **88:24-5; 89:13-4**Commonwealth, countries, **88:6; 89:12, 20**Council of Europe, countries, **86:20; 88:6, 16; 89:11-3**Definition, **86:19-21; 88:22**Extradition, comparison, **86:20, 23-4; 88:17, 22; 89:12-5, 21, 24**Historical background, **86:20-1; 88:7; 89:11-2**Informal arrangements, **86:20, 22-3; 88:7-9, 11-2, 14-6, 21, 24, 26; 89:17, 19**

Offences, application

Canada, **86:22-6; 88:5, 12-6, 18-22, 25, 27; 89:14, 18 20-2**Dual criminality, **86:23-6; 88:9, 12-6, 18-23, 25, 27; 89:12-3, 20-4; 95:30-1**Inclusion of other offences, possibility, **88:6**United Kingdom, **88:25; 89:20-1, 23**United States, **86:22-6; 88:5, 13-6, 18-22, 25, 27; 89:20-2; 95:30-1**

Procedure

Administrative arrangements, **88:18**Application to superior court judge, **86:21-2; 88:26; 89:14, 18-9, 21**Assistance in the Canadian public interest, **86:22-5; 88:6-7, 14, 17-20, 22-3; 89:12-6, 21-4; 95:31**Information, utilization only for purpose stated, **88:15-6**Investigations by Canadians in Canada, **86:20, 22-6; 88:7, 9-10, 17, 19-22**Minister of Justice, role, **86:22-3, 25; 88:9, 22, 24, 26; 89:13-6; 95:31**Notification, **88:21, 23, 26-7**Regulations, **88:26**Right to refuse, **86:22-3; 88:6-7, 9-12, 14, 18-22; 89:13-6, 23**Witnesses and third parties, **86:22**Reciprocity, **86:20-2, 24; 88:5, 7, 13, 21-2; 89:12, 22**Safeguards, **86:22, 25; 88:6-7, 18-9, 26; 89:12-9, 22-4**

United States

Subpoena Working Group, **88:17**

Treaties

Canada, **86:20, 22-6; 88:5, 11-22, 25; 89:12-3, 20-1, 24; 95:30-1****Hnatyshyn, honorable Ramon J., ministre de la Justice et procureur général du Canada—Suite**Bill C-89—*Suite*Exposé, **84:6-12**Lettre à l'honorable sénateur Neiman au sujet du projet de loi C-61, **97:8****Hollande**

Réfugiés

Réfugiés d'autres pays, **26:8, 16; 27:41; 29:21-2, 33-5; 32:25; 37:12; 38:24-5, 38-9, 43; 41:21; 44:20-2; 62:25; 66:18**Statut de réfugié, requérants, **26:8, 16; 27:41-2; 29:21-2, 33-5; 32:25; 37:12; 38:24-5, 38-9, 43; 44:21-2; 66:18***Voir aussi*

Réfugiés

Holy Blossom, Temple*Voir*

Plaut, M. W. Gunther, rabbin, Holy Blossom Temple

Honduras

Réfugiés

Camps, **60:37; 61:7; 69:10**Etats-Unis, **52:55, 57, 61**Lagos, M. Jose, **52:74-5**Lopez, M. Jose Eduardo, **52:20-1**Statut de réfugié, requérants, **49:16**Visas de visiteur, **26:26; 31:27***Voir aussi*

Réfugiés

Hong-KongVisas de visiteur, **28:8-10; 39:19-20; 42:14***Voir aussi*

Réfugiés

Hongrie

Réfugiés

Historique, **31:32-3; 53:23**Statut de réfugié, requérants, **27:42; 64:22***Voir aussi*

Réfugiés

Hope-Irwin, Mme Sharon, représentante, Cape Breton Transition House et gérante du Town Day Care, Glace Bay, Nouvelle-EcosseBill C-15, teneur, **7:12-3, 16, 26****Hoppe, M. Carter, président, section du droit de l'immigration, Association du Barreau canadien**

Bill C-55

Discussion, **60:42, 44-5**Exposé, **60:21-7**

Bill C-84

Discussion, **28:9-11, 13-4, 16, 18-9, 21, 23-4, 26-36, 38-50**Exposé, **28:5-9**

Bill C-84, motion...

Discussion, **60:9-10, 12-9, 21**Exposé, **60:5-6****Horsburgh c. La Reine ([1967] RCS 746), 5:41****Horwood, M. Robert, membre, Section du droit administratif, Association du Barreau canadien**Bill C-55, **72:15-6**

Justice—Cont'd

- International co-operation, mutual legal assistance—*Cont'd*
 - United States—*Cont'd*
 - Treaties—*Cont'd*
 - Switzerland, **89:23**
 - United Kingdom on behalf of Cayman Islands, **89:23**
- Rights of accused, protection, **76:7; 77:10; 78:6; 80:7; 82:15-6; 84:6**
- Sentencing, statistics, **85:26**
- System
 - Changes, **80:29**
 - Cost, **80:12-3, 37-8; 82:18, 24**
 - Courts
 - Financial compensation for loss of wages because of appearance in court, **80:22-3**
 - Scheduling, **80:23**
 - Flexibility, **79:8, 10**
 - Incarceration rate for default of payment on fines, **85:14, 17-8**
 - Journalists, training, **80:10-1, 28**
 - Judgements of the courts, explanations, **80:11**
 - Reform, **80:12-3**
 - Resources, case load, **78:5-6, 29-30; 82:20**

Justice Department

- Bill C-210, position, **96:19-21**
- Criminal Law Review, **76:5-6**

Kafka, Franz, *The Trial*

- Reference, **43:21**

Kage, Diane, Coordinator, Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of British Columbia

- Bill C-55, **56:85-6**
- Biographical notes, **56:80**

Kagedan, Ian, Assistant National Executive Director, Canadian Jewish Congress

- Bill C-84
 - Discussion, **40:14-5, 18-9, 23-6**
 - Statement, **40:5-9**

Kamloops Indian Band

- Reserve lands
 - Surrender, **81:6, 9-10, 16-7**
- Taxation
 - Authority, bylaws, **81:7, 13-7**
 - Members, **81:8, 11, 14**
 - Non-Indian or corporate interests, **81:8, 11, 14**
 - Taxes paid to British Columbia, **81:6, 8, 16-7**
- Services, agreements, cost to Band, **81:6, 17**
- See also*
 - Bill C-115
 - British Columbia

Kampuchea

- Refugees, **54:9-10; 69:10**
- See also*
 - Refugees

Kelley, Ninette, Secretary, Toronto Refugee Affairs Council

- Bill C-55
 - Discussion, **69:16-9**
 - Statement, **69:6-15**
- Biographical notes, **69:6**

Hubbard, M. H. Albert, doyen, Faculté de Droit, Section de Common Law, Université d'Ottawa

- Bill S-5
 - Discussion, **21:20-3**
 - Exposé, **21:18-20**

Hunter, M. Lawson, Comité spécial sur les lobbyistes, Association du Barreau canadien

- Bill C-82, **92:9-26**

Hunter c. Southam Inc. ([1984] 2 RCS 145), 30:5-7, 13(-4), 18-9, 23; 32:9-10; 33:22, 25; 48:37, 41, 51-3; 66:6-7; 68:39, 42, 53; 74:50; 87:41-2**IATA**

- Voir*
 - Association du transport aérien international

Iacobucci, M. Frank, sous-ministre, ministère de la Justice

- Bill C-53
 - Discussion, **43:21-7**
 - Exposé, **43:17-20**
- Bill C-61
 - Discussion, **95:23-32**
 - Exposé, **95:18-23**
- Bill C-71
 - Discussion, **25:8-14, 16**
 - Exposé, **25:5-8**

Immigration

- Augmentation de la population, besoin, **27:46-7; 31:20; 36:24; 49:17-9; 52:75; 54:31-3, 42; 55:81-2; 56:7, 81**
- Catégorie de la famille, **56:65-6, 81, 85**
- Coût et recettes au Gouvernement du Canada, **60:26-7**
- Critères, **49:15, 24-5; 56:31; 64:22-3**
- Examens médicaux, **26:21**
- Francophones, **52:93-5**
- Nombre, augmentation, **27:44-8; 49:15, 17-9; 53:47; 55:81; 64:5, 22-4; 71:9**
- Opinion publique, **26:10; 46:8**
- Pays d'origine, **52:57**
- Politique, **26:10; 31:20-2; 32:20; 37:18; 52:93-5; 53:47-8; 54:68-9; 60:26-7; 71:9**
- Réfugiés, comparaison, **27:15-6; 28:45; 32:20; 38:10; 39:7; 40:13-4, 23-4; 49:15; 54:31-2, 68; 56:7, 54, 63, 97-8; 68:7**
- Statistiques, total (immigrants et réfugiés), **27:44-8; 31:34; 49:17-9; 55:81; 64:23-4; 71:9**
- Types, économique et humanitaire, **31:20-1**
- Voir aussi*
 - Réfugiés

Immigration, Loi de 1976

- Amendements
 - Art. 2.1 — Objet des modifications, **26:24; 28:11; 31:5, 11, 34-5; 32:7; 33:17-8, 20, 37-9; 38:21-2, 34; 41:7; 55:8**
 - Art. 4(2) — Droit de demeurer au Canada, **62:11-2**
 - Art. 4(2.1) — Cas des réfugiés, **66:7-8**
 - Art. 30, **55:20-1; 56:30; 71:23**
 - Art. 30(1) — Droit à un conseil, **53:34; 62:8**
 - Art. 30(2) — Mise à disposition d'un conseil pour l'enquête, **53:34; 62:8; 66:9**
 - Art. 39, **51:23**
 - Art. 39(2) — Rapport, avis et transmission, **28:11; 44:6**
 - Art. 39(3) — Remise de documents, **28:11; 44:6**
 - Art. 40, **29:10, 12**

Kirby Tours

Letter concerning Bill C-55, 66A:7

Knight, Stanley, Past President, MOSAIC; President, Vancouver Refugee Council

Bill C-55

Discussion, 56:18, 25-6

Statement, 56:6-11

Biographical notes, 56:6

Krause, Renata, Staff Counsel, Legal Aid Manitoba

Bill C-55

Discussion, 52:9-19

Statement, 52:6-9

Kumar v. Canada (Minister of Employment and Immigration) ([1987] 3 FC 503), 55:31-3**Kwiatkowski v. Minister of Employment and Immigration (1983), 142 DLR (3d) 385, 62:16****LaFontaine, François, Legislative Counsel, Department of Justice**

Statutes of Canada, Proposals to correct..., 47:9-13, 15

Laredo, Sam, Project Officer, Transition Team, Proposed Immigration and Refugee Board

Bill C-55, 70:6, 15-6

Law Reform Commission of Canada

Bill C-89, position, 80:5-21

Independent Administrative Agencies (Report 26), 72:10-1, 24, 26-7
Police Powers — Search and Seizure in Criminal Enforcement
(Working Paper 30), 95:25, 28, 97:7

Public and Media Access to the Criminal Process (Working Paper 56), 22:27-8; 80:6, 8

Studies, references, 76:5; 80:5; 95:27

Le Dain Report

See

Commission of Inquiry into the Non-Medical Use of Drugs

Le Moyné, Hon. Jean, Senator (Rigaud) (December 1982 — February 1988)

Bill C-84, 27:14

French Constitutional Drafting Committee, First Report tabled in the Senate on the 17th December, 1986, 98:7-8, 10

Lebanon

Refugee claimants, 71:9-10

See also

Refugees

Leblanc, Hon. Roméo-A., Senator (Beauséjour)

Bill S-21, sponsor, 98:15-6

Legal Aid Manitoba

Background information, 52:9-12, 17; 56:49

Bill C-55

Position, 52:6-9

Recommendations, 52:7-9

Immigration, Loi de 1976—Suite

Amendements—*Suite*

Art. 41, 29:10-2; 39:13-4; 41:9-10

Art. 41(1) — Attestation, 28:14-9, 30, 32, 38-9

Art. 41(2) — Suspension de l'enquête, 28:16-7; 32:9; 44:15

Art. 41(4)(a), 28:19-29; 32:8, 21-2; 33:12

Art. 41(4)(b), 33:23

Art. 41(4)(c), 28:27

Art. 41(4)(d), 28:29-31, 34-5; 44:8-9, 11-2

Art. 41(5) — Preuve, 28:31-2; 32:22-3; 44:9, 11-2, 14

Art. 41(6) — Aucun appel, 28:33; 32:8-9

Art. 41(7) — Preuve, 32:9

Art. 41(10)(a), 28:36-7; 32:8; 33:12

Art. 45, 50:10, 16; 54:22, 60; 69:8

Art. 45(1) — Possibilité de revendiquer le statut, 50:10; 54:22

Art. 45(3) — Existence de la revendication, 55:27

Art. 45(4) — Exclusion temporaire, 64:12-3; 66:9

Art. 47, 51:28

Art. 47(1) — Présidence des séances, 55:26

Art. 48, 33:8; 34:22; 53:28; 54:24; 59:11; 65:18-9; 68:8-12, 18; 71:12

Art. 48(2) — Fardeau de la preuve, 54:23, 60; 62:9

Art. 48(3) — Audition du ministre et du demandeur, 64:13

Art. 48.01, 52:76; 53:7; 59:10; 64:13-4; 65:18; 66:14-5, 20; 69:9-10

Art. 48.01(1) — Critères de recevabilité, 50:10, 25; 62:9-10

Art. 48.01(1)(a), 62:9-10; 64:14

Art. 48.01(1)(b), 50:11, 17-8; 52:42; 53:7; 54:19, 23, 60-1; 59:9; 62:9-10; 64:14; 66:15, 18; 69:20, 30; 87:7-8

Art. 48.01(1)(c), 53:7; 55:29; 59:9; 62:9-10; 64:14; 66:20-1

Art. 48.01(1)(d), 69:29

Art. 48.01(1)(e), 51:6-7; 54:23; 59:9

Art. 48.01(1)(f), 66:21

Art. 48.01(2) — Exception, 56:29; 64:14

Art. 48.01(3) — Pays de provenance, 50:34; 51:14

Art. 48.01(3)(b), 54:60; 64:14-5

Art. 48.01(5) — Séjour à l'étranger, 53:7; 55:29; 56:22; 64:15; 66:20-1

Art. 48.01(6) — Minimum de fondement, 64:15; 66:18-9

Art. 48.01(6)(a), 52:42; 64:15

Art. 48.01(7) — Idem, 64:15

Art. 48.02(1) — Absence du droit à la revendication, 64:16

Art. 48.03, 49:20-1; 51:14

Art. 48.03(1) — Tenue d'une audience, 56:14; 64:15

Art. 48.04, 66:8

Art. 48.04(1) — Demande du droit d'établissement, 55:36

Art. 48.04(3) — Octroi du droit d'établissement, 64:16

Art. 48.05(1) — Reconnaissance du statut, 55:36-7

Art. 48.05(2) — Demande de détermination d'admissibilité au droit d'établissement, 55:36-7

Art. 48.06, 66:8

Art. 48.07, 66:8

Art. 48.1 — Demande, 26:14-5; 28:14, 37-9; 34:6; 68:7-8

Art. 51(1)(a), 66:9-10

Art. 51(1)(b), 55:24, 33; 66:9-10

Art. 54(2), 69:23

Art. 55(1) — Renvoi des réfugiés au sens de la Convention, 62:14

Art. 55(2) — Idem, 56:28; 69:30

Art. 61, 52:79-80

Art. 63, 52:79

Art. 63(3) — Condition de nomination, 66:10-1

Art. 66(3) — Reste du personnel, 72:22-3

Art. 66(4) — Application de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*, 72:23

Art. 71(1) — Représentation, 66:11-2

Art. 71(6) — Ajournements, 64:16

Art. 71.1 — Audience, 64:13

Legal and Constitutional Affairs, Standing Senate Committee

Bill C-15, subject-matter

Meetings *in camera*, 21:5-7; 24:5

Motions

Acting Chairman, 16:4, 5

Documents appended to proceedings, 6:4; 11:4

Representatives of the Children's Hospital Child Protection Centre of Winnipeg, invitation to appear before the Committee, 2:4, 29

Text of Issue 19, editing, 19:4

Witnesses

Chairman and Deputy Chairman to determine and schedule witnesses... after the usual consultation with the members of the Committee, 4:4, 37

List, invitations to appear, 3:4

Travelling and living expenses, reimbursement within reason and as deemed necessary, 2:4, 28-9

Submissions, list, 24:13-7

Witnesses, list, 24:11-2

Bill C-55

Employment and Immigration Department, telephone inquiries about witnesses, 55:71, 85-6

Issues and Options Relating to Bill C-55, Katharine Dunkley and Margaret Young, Research Officers, Law and Government Branch, Library of Parliament, references, 71:8-9, 21-2, 24-5

Meetings *in camera*, 49:4; 71:6-7; 72:4-6; 73:4; 74:4

Motion, Committee members, travel to hold hearings, 46:4-5, 21-2; 48:65

Report, draft proposals, study, 71:5-6; 72:4-6; 73:4; 74:4

Travel budget, 46:4-5, 21-2; 48:63-9

Witnesses, list, 74:33-9

Bill C-55, motion..., meeting *in camera*, 87:5

Bill C-58, meeting *in camera*, 89:4-5

Bill C-61

Documents appended to proceedings, motion, 99:4, 15-6

Meetings *in camera*, 94:5; 96:4-5; 97:4

Bill C-71, witnesses, 25:15-6

Bill C-82

Documents appended to proceedings, motion, 99:4, 15-6

Law Clerk and Parliamentary Counsel to the Senate, letter to the Hon. Senator Neiman, 97:13-4

Meetings *in camera*, 94:5; 97:5

Bill C-84

Committee, membership, 48:32

Documents appended to proceedings, motions, 38:4, 43; 41:4, 5

Invitations to testify, list, motion, 29:4

Letters and telegrams received from the public, 26:22

Meetings *in camera*, 26:4-5; 29:4; 45:4-5; 46:4; 47:4-5

Travelling and living expenses for witnesses, motion, 30:4, 24

Witnesses, list, 48:29-31

Bill C-84, motion... and Message...

Meetings *in camera*, 69:4-5; 71:5-6

Report, draft proposals, 71:5-6

Witnesses, list, 74:15

Bill C-89

Committee, letter to Minister of Justice, 85:6; 85A:1-5

Meetings *in camera*, 84:4; 85:4

Minister of Justice, letter to Committee, 85:6, 22-3

Bill S-7

Individuals, requests to testify, 73:26

Letters received by Senators, 57:14, 17; 75:19

Chairman, election of the Hon. Senator Neiman, 1:4, 7

Deputy Chairman, election of the Hon. Senator Nurgitz, 1:4, 7

Immigration, Loi de 1976—Suite

Amendements—Suite

Art. 71.2(1) — Demande relative à la perte de statut, 62:14-5

Art. 71.2(3) — Autorisation, 62:15-6

Art. 71.3(5) — Rejet de la demande d'annulation malgré preuve de la fraude, 62:16

Art. 83, 52:78; 59:9, 11

Art. 83.1, 50:17; 55:21; 56:31; 60:22, 24-5

Art. 83.1(1) — Instances devant la Cour fédérale, 60:43-4; 66:12 (-3)

Art. 83.1(3) — Etude de la demande, 66:13

Art. 83.2, 50:17; 60:22

Art. 83.3, 50:17; 52:50; 55:35; 62:32-3

Art. 83.3(1) — Appel des décisions de la section du statut à la Cour d'appel fédérale, 64:16; 66:13

Art. 83.3(1.1) — Restriction, 52:33; 55:35; 64:16; 66:13

Art. 85.1 — Absence de droit d'appel de la décision de la Cour d'appel fédérale sur l'autorisation, 66:14

Art. 91, 34:13

Art. 91.1 — Interdiction d'entrer dans les eaux canadiennes, 29:13, 34-6; 31:11-2, 35; 33:20, 23, 26-7, 37-9; 34:6, 26; 38:21; 40:17; 41:6; 44:20 59:29

Art. 95, 29:26-7; 33:31

Art. 95.1 — Incitation à entrer au Canada, 26:24-5; 28:8, 46-8; 29:15-6; 30:15-6; 31:16-7, 30-1; 32:15-7; 33:8, 24, 38, 40-2; 38:9, 35, 39-40; 41:8; 68:50-1; 74:47-50

Art. 95.2 — Idem, 26:25; 28:8; 29:15-6, 30; 31:16-7; 32:15-7; 33:8, 24, 38; 38:35; 74:47-50

Art. 95.3 — Débarquement de personnes en mer, 26:25; 28:8; 29:30; 32:17; 33:8, 24

Art. 95.4 — Incitation à faire une fausse déclaration, 26:25; 28:8, 48; 32:17; 33:8, 24

Art. 98.1 — Obligation de vérifier les titres de voyage, 36:5-6, 8, 15-6; 58:7

Art. 103.01(1) — Saisie de véhicule, 68:33-4

Art. 103.02, 29:16-7; 30:13; 33:22; 68:40

Art. 103.02(1) — Mandat de perquisition, 68:40

Art. 103.02(5) — Perquisition sans mandat, 68:41-2

Art. 103.02(6) — Situation urgente, 68:41

Art. 103.03 — Entrée par force, 29:16-7

Art. 103.04 — Prescription, 68:34

Art. 103.13, 68:37

Art. 103.13(2) — Preuve, 68:37

Art. 103.13(3) — Idem, 68:37

Art. 103.14, 33:27; 68:34

Art. 103.14(1) — Décision du ministre, 68:38

Art. 103.17, 33:27; 68:38

Art. 103.17(1) — Cour fédérale, 68:38

Art. 104, 28:18

Art. 104.1, 29:17-8, 23, 29, 39; 32:10; 33:24; 36:18-9 39:12-4; 41:8-9; 46:15

Art. 104.1(1) — Détention, 68:47

Art. 104.1(2) — Période de détention supplémentaire, 68:47

Art. 104.1(2.1) — Modification de l'attestation, 68:47-8

Art. 104.1(3) — Examen aux sept jours, 68:48

Art. 115(1), 58:8-9; 69:21

Définitions

Réfugié, 41:15

Risque pour la sécurité, 28:15; 42:12; 46:19-20; 48:41, 46

Discussion

Art. 3 — Les objectifs, 52:31; 54:69

Art. 9 — Demande de visa, 29:30-2, 34; 48:49

Art. 19(1)(a), 64:16

Art. 19(1)(b), 64:16

Art. 19(1)(e), 37:9, 21

Art. 19(1)(f), 34:21; 37:9, 21

Art. 19(1)(g), 37:9, 20-1

Legal and Constitutional Affairs, Standing Senate Committee—*Cont'd*

French Constitutional Drafting Committee, First Report tabled in the Senate on 17th December, 1986

Motion, that the Hon. Jean Le Moine be retained for the purpose of examining, **82:4, 24**

Motions

Acting Chairman; carried, **1:4, 7**

Budget; carried, **1:5, 9; 19:4**

Chairman, by means of a report of Committee, seek authority from the Senate to adjourn from place to place within Canada for the purpose of hearing testimony on Bill C-55; carried, **43:4, 28-9**

Chairman, election; carried, **1:4, 7**

Counsel and technical, clerical and other personnel, services; carried, **1:5, 9**

Deputy Chairman, election; carried, **1:4, 7**

Minutes of Proceedings and Evidence, printing; carried, **1:4, 8**

Quorum; carried, **1:4, 8**

Revised budget, fiscal year 1987-1988; carried, **46:4-5, 21-2; 48:63-69**

Special expenses from the preceding session pursuant to Rule 84, report; carried, **1:4-5, 8-9; 3:5**

Subcommittee ... for the purpose of examining and reporting upon the *First Report of the French Constitutional Drafting Committee*

Establishment; carried, **22:4-5, 36**

Expenses; carried, **22:5, 36**

Members; carried, **22:5, 36**

Report; carried, **22:5, 36**

Subcommittee on Agenda and Procedure (Steering Committee), members; carried, **1:4, 7-8**

Two senators and two research officers authorized to represent the committee at a Human Rights Conference in Montreal November 29 to December 2, 1987; carried, **43:4, 27-8**

Non-profit corporations, incorporation, recommendation, **75:5, 27-8**

Organization meeting, **1:4-5, 7-12**

Program, future studies, **1:9**

Public hearings, information, availability, **52:92-3; 55:88**

Reports to Senate

Bill C-7, without amendment, **10:4-5, 26**

Bill C-15, subject-matter, without amendment but with comments and recommendations, **24:5, 6-17**

Bill C-28, without amendment, **20:5, 6, 23**

Bill C-45, subject-matter, without amendment, **17:4-5, 25-6**

Bill C-53, without amendment, **43:5, 27; 47:6**

Bill C-55, with amendments and observations, **74:4, 17-39**

Bill C-55, motion..., without amendment, **87:5-6, 52-3; 89:6-8**

Bill C-58, without amendment but with observations, **89:4-5, 10**

Bill C-61, without amendment but with observations, **97:4, 6-8**

Bill C-71, without amendment, **25:4, 16**

Bill C-82, without amendment but with comments, **97:9-10**

Bill C-84, with amendments and observations, **48:5-32**

Bill C-84, motion..., without amendment, **87:6-7, 52-3; 89:9**

Bill C-84, motion... and Message..., with amendments, **74:5-16**

Bill C-88, without amendment, **48:4, 71, 76**

Bill C-89, without amendment but with observations, **85:4, 27**

Bill C-94, without amendment, **48:4, 70, 74**

Bill C-115, with amendment, **81:4-5, 19**

Bill C-145, without amendment, **91:4, 23**

Bill C-210, subject-matter, without amendment, **96:5-6, 26**

Bill C-264, without amendment, **96:4, 6, 19**

Bill S-3, with amendments, **1:6, 17; 3:5**

Bill S-5, without amendment, **21:7, 17, 23**

Bill S-7, with amendments and a recommendation, **75:4-5, 26-8; 77:5**

Immigration, Loi de 1976—*Suite*

Discussion—*Suite*

Art. 27(1)(c), **37:9-10, 21**

Art. 27(2)(c), **37:9-10, 21**

Art. 39(5) — Résumé envoyé à la personne visée, **28:11**

Art. 39(8) — Rapport, **28:11**

Art. 45, **41:15**

Art. 54, **69:22**

Art. 71, **51:20**

Art. 83, **56:16**

Art. 94(1) — Déduction opérée sur les gages, **58:14-5**

Art. 95(h), **28:48**

Art. 95(m), **28:46-7; 29:31-2; 32:16; 33:41-2; 41:18-20; 48:49**

Art. 99 — Répression des cas non spécialement prévus, **28:46; 48:49; 55:44-5; 58:15**

Règlements, **58:6**

Art. 14, **29:31, 33-4; 41:20**

Immigration, Loi modifiant la Loi de 1976 et apportant des modifications corrélatives au Code criminel

Voir

Bill C-84

Bill C-84, motion...

Bill C-84, motion... et Message...

Immigration, Loi modifiant la Loi de 1976 et d'autres lois en conséquence

Voir

Bill C-55

Bill C-55, motion...

Immigration Law in Canada, M. Julius H. Grey

Référence, **52:34**

Inde

Réfugiés

Sikhs

Arrivée de 174 par mer sur l'*Amelie*, juillet 1987, **26:7, 19; 27:15, 21, 25, 36, 42; 28:18, 40-1; 29:25; 31:11, 18; 32:25, 27; 33:16; 34:8-9, 17; 38:10, 35, 38-9, 43; 39:9, 15, 17-8; 40:7, 18, 25; 41:11, 25; 44:20-2; 46:7, 12, 14, 18-9; 48:12; 49:24; 53:41; 55:55; 56:10, 70, 75; 62:27, 29; 66:18; 68:21, 33; 69:21; 74:47-8**

Capitaine de l'*Amelie*, amende et emprisonnement, **27:36, 42; 31:11, 18; 32:27**

Immigrants, comparaison, **27:15-6**

Statut de réfugié, requérants, **30:14-5; 39:11; 56:70**

Statut de réfugié, requérants, **28:6-8, 41-2; 55:48; 56:70**

Visas de visiteur, **28:7**

Voir aussi

Réfugiés

Indiens, Loi

Art. 2 — Définitions, **81:9**

Art. 28(1) — Nullité d'octrois, etc., de terre de réserve, **81:10**

Art. 29 — Insaisissabilité, **81:12**

Art. 37 — Aucune vente, etc., avant l'abandon, **81:10**

Art. 42 — Pouvoirs du ministre à l'égard des biens des Indiens décédés, **81:10-1**

Art. 53(1) — Aliénation de terres cédées, **81:11**

Art. 58(3) — Location à la demande de l'occupant, **81:10**

Art. 81(1) — Statuts administratifs, **81:15**

Art. 83(1) — Statuts administratifs concernant les deniers, **81:7, 11-2, 19**

Art. 87 — Biens exempts de taxation, **81:14**

Legal and Constitutional Affairs, Standing Senate Committee—*Cont'd*Reports to Senate—*Cont'd*

Bill S-10, without amendment, 22:4, 6, 36

Bill S-11, with amendments, 24:5, 6

Bill S-14, without amendment, 45:5, 17; 47:6

Bill S-17, without amendment, 83:4-5, 16

Bill S-21, without amendment, 98:5-6, 16

French Constitutional Drafting Committee, First Report tabled in the Senate on 17th December, 1986, 99:4, 15

Revised Statutes of Canada, 1985, draft, with recommendations, 21:6, 8-16

Revised Statutes of Canada, 1985, draft, meetings *in camera*, 21:5-6

Subcommittee on Agenda and Procedure (Steering Committee), establishment and members, 1:4, 7-8

Levert, Lionel, General Counsel and Secretary, Statute Revision Commission

Revised Statutes of Canada, 1985, draft, 13:11

Levitz v. Rhine ((1972), 9 CCC (2d) 182), 30:6-7**Levy, Earl, President, Criminal Lawyers' Association**

Bill C-89

Discussion, 77:7-24

Statement, 77:6-7, 9-10, 13-4

Lewis, Hon. Philip Derek, Senator (St. John's)

Bill C-7, 10:10, 12

Bill C-15, subject-matter, 5:23; 7:24, 26-7; 8:22; 9:9-10; 22:18, 30-1

Bill C-53, 43:26-7

Bill C-55

Assistance, Canada, programs and policies, 60:18

Drafting, 68:32

Public opinion, 70:19-20

Refugee determination process

Backlog, delays, 70:19

Claimants

Removal/deportation, 70:19-20

Return to safe third country, 51:10; 69:29; 70:19

Legislation, constitutionality, evaluations, 59:33

Procedure, determination system proposed in Bill C-55, appeals/reviews, 52:18; 69:34

Transportation companies

Detention expenses, 58:19-20

Documents, verification, enforcement, 66:36

Windsor, Ontario, refugee claimants, 66:36

Bill C-55, motion...

Minister of Employment and Immigration, amendment to Clause 14, 87:29

Bill C-58, 88:21, 23-4; 89:17-8, 22-3

Bill C-84

Definition, 38:33-4; 44:22

Illegal entry into Canada, 38:36; 41:18

Procedure, 32:10-1, 18, 24, 29; 38:43; 42:16

Refugee determination process

Abuse, 38:38-9

Claimants, 38:38; 44:23

Procedure, 37:16

Bill C-84, motion... and Message...

Illegal entry into Canada, aiding, abetting, counselling, 68:37, 50

Procedure, 68:39, 45-6

Transportation companies, detention expenses, 58:19-20

Indiens, Loi—*Suite*

Art. 89 — Inaliénabilité des biens situés sur une réserve, 81:12

Indiens, Loi modifiant la Loi sur (terres désignées)*Voir*

Bill C-115

Industrielle, Compagnie d'Assurance sur la Vie

Alliance, Compagnie mutuelle d'Assurance-vie, fusion avec, 1:11, 13, 14-7

Actionnaires, assemblées générales extraordinaires, 1:9, 15

Information de base, 1:11, 13-4, 15, 17

Voir aussi

Bill S-3

Institutions financières

Constitution en sociétés provinciales, 83:13-5

Intercultural Association of Greater Victoria

Bill C-55, position, 55:46-51

Bill C-84, position, 55:49-51

Information de base, 55:47-9, 51-3, 86; 56:35-6, 53

Internationale, Compagnie d'assurance-vie

Contentieux avec Les Coopérants, Société Mutuelle d'Assurance-vie

Bill S-14, adoption, effet sur, 43:14-7; 45:6-7, 9, 11-7

Information de base, 43:12-4; 45:9-11

Tierce-saisie contre Les Artisans, 43:13-6; 45:6-9, 11

Montant, 45:6, 13-4

Voir aussi

Coopérants (Les), Société Mutuelle d'Assurance-vie

Interpol

Rôle, 86:20

Interprétation, Loi

Références, 73:15; 94:10, 12-3; 96:20-1

Inwood, R. c. (Appeal Court of Ontario 862-88), 77:10; 79:15**Iran**

Canada, ambassade, non-existence, 38:32; 54:22

Réfugiés

Bahais, 40:22; 55:11-2, 30, 35; 64:14, 16

Etats-Unis, 55:74; 69:10-1

Femmes, 61:10, 14

France, 51:19; 68:13; 71:20

Réfugiés d'autres pays, 54:41

Statut de réfugié, requérants, 27:42-3; 31:9; 38:28-9; 40:10; 50:14;

53:43; 56:39, 73; 68:13; 71:9-10

Turquie, 38:23-4, 26, 31; 52:76; 55:10-1, 56; 59:10; 66:17; 69:10-1

Visas de visiteur, 27:23

Voir aussi

Réfugiés

Italie

Réfugiés

Réfugiés d'autres pays, 38:38; 40:9-11; 55:56

Réinstallation, programmes, 55:56; 62:35-6

Statut de réfugié, requérants, 55:48

Voir aussi

Réfugiés

Lewis, Hon. Philip Derek, Senator (St. John's)—Cont'd

- Bill C-89
 - Identity of complainant or witness, ban on publication or broadcast in certain cases
 - Application
 - Judges
 - Discretion, **79:14**
 - Obligation to inform, **78:9; 79:15**
 - Mandatory, **79:21; 79:15**
 - Background information, **79:13**
 - "Document", **79:14**
 - Trial in open court, **79:24**
- Procedure, **78:38**
- Recovered property, **78:13, 18, 23**
- Restitution, pecuniary damages, **78:25-6, 28; 85:16, 18, 23**
- Victim fine surcharges, **78:38**
- Bill S-3, **1:11, 15, 17**
- Bill S-7, **57:17-8, 22-4**
- Bill S-10, **22:34-6**
- Bill S-14, **43:12**
- Bill S-21, **98:10-3, 15-6**
- Organization meeting, **1:9**
- Statutes of Canada, Proposals to correct..., **47:8-13**

Libman, R. v. ((1986), 21 DLR (4th) 174), 88:12

Library of Parliament

- Parliamentary Librarian, letters concerning draft Revised Statutes of Canada, 1985, references, **18:5-6; 20:7-8**

Linden, Allen M., Mr. Justice, President, Law Reform Commission of Canada

- Bill C-89
 - Discussion, **80:7-21**
 - Statement, **80:5-7**

Lobbyists

- Profession
 - Behaviour, ethics, **90:20; 92:24-5; 93:5, 13-4**
 - Personalities, **93:16-8**
 - Reputation, public opinion, **93:5, 11, 18; 97:22-5**
- Registration
 - Access to government, effect, **90:16-7, 19-21; 92:7-9, 22-7, 32; 93:11, 18; 95:11; 97:11-2, 22, 25**
- Activities
 - Definition, **90:7, 11, 21; 92:11-5, 22-4, 30; 93:6-12, 14-6; 95:6-7, 9-15, 17-8; 97:12-9, 26**
 - "Payment", definition, **90:13-4; 97:17**
- Exclusions
 - Consulting firms, **92:25, 30, 39-40; 93:6-11; 95:10**
 - Information-gathering, **92:6-7, 9-12, 15-6, 22-3, 26-30, 39-40; 93:6-12, 14-6; 95:6-10, 12-3, 17-8; 97:9, 15-6**
 - Judges, appointment, **92:19, 22**
 - Mass mail campaigns, **97:24**
 - Oral or written submissions to a committee of Parliament, **90:6; 92:14**
 - Exemption for submissions in relation to the enforcement, interpretation or application of any legislation, **90:6-7; 92:14, 16-7; 93:17-8**
 - Lawyers, representations, **92:5, 16-7, 19; 93:17-8**
 - Monitoring, compliance, **93:15**
- Australia, comparison, **95:8-9, 12**
- Definition
 - Consultants, comparison, **93:7-12; 95:10**
 - Exclusions
 - Individual lobbying on his/her own behalf, **90:8-9, 20-1; 92:8, 17, 27, 32**

Jackman, Mme Barbara, présidente (Ontario), section de droit de l'immigration, Association du Barreau canadien

- Bill C-55
 - Discussion, **60:25-6, 39-45**
 - Exposé, **60:27-39**
- Bill C-84
 - Discussion, **28:11-45, 47-51**
 - Exposé, **28:10**
- Bill C-84, motion...
 - Discussion, **60:8-21**
 - Exposé, **60:6-8**

Jacobsen, M. Peter, avocat, Paterson, MacDougall (Toronto)

- Bill C-89
 - Discussion, **79:13-24**
 - Exposé, **79:5-13**
 - Position, **79:5-24**
- Notes biographiques, **79:5**

Jamaïque

- Statut de réfugié, requérants, **30:15**
- Voir aussi*
- Réfugiés

James, M. Ken, député (Sarnia-Lambton)

- Bill C-210, teneur, **96:19, 21-6**

Jamieson, M. Jim, ancien président, St. Andrew's Refugee Association; Victoria Coalition

- Bill C-55, **56:57**
- Notes biographiques, **56:52, 57**

Jayne, Mme Ann, Calgary Interfaith Coalition for Refugees

- Bill C-55
 - Discussion, **53:42-3, 45, 47**
 - Exposé, **53:31-7**
- Notes biographiques, **53:24-5**

Joel, Mme Trisha, Vancouver Status of Women; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants

- Bill C-55, **55:77-80**
- Notes biographiques, **55:68**

Johnson, Mme Cornelia, Amnistie Internationale, Groupe 19 (section locale)

- Bill C-55
 - Discussion, **52:21-7**
 - Exposé, **52:19-21**

Johnson, M. Stuart, président, Citizenship Council of Manitoba; Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy

- Bill C-55
 - Discussion, **52:78-83, 85**
 - Exposé, **52:67-71**
- Notes biographiques, **52:65, 67**

Juges

- Formation, **56:24**
- Traitement, augmentations, **48:74-5**

Juges, Loi modifiant la Loi

- Voir*
- Bill C-88

Lobbyists—Cont'dRegistration—*Cont'd*Definition—*Cont'd*Exclusions—*Cont'd*Overview, examples, **90:6**, 12-3, 15, 17; **92:7**, 31; **97:17-8**, 26Volunteers, **90:9-10**, 21

Two-tier system

Contracts, **90:17-8**; **92:18-20**, 32-5; **93:7**, 12-3, 18-9; **95:15**; **97:7**, 20-1Information disclosure requirements, **90:7**, 14-5, 19-20; **92:9-10**, 12-3, 15, 18-20, 27, 29-30, 32, 35-8; **93:11-4**, 18-9; **95:7-16**; **97:7**, 13-7, 19-24Implications, **92:12-3**, 20, 29-30; **95:7-9**, 11-6; **97:7**, 13-6Other lobbyists (Tier 2), **90:7**, 9-10, 12-5, 17, 21; **92:7**, 9, 12-3, 18-20, 27-9, 32-8; **93:8-14**; **95:14-6**; **97:7**, 13, 18-23Annual registration, **90:19**; **92:12-3**"Significant part of the duties", **90:7**, 10, 12-3, 15; **97:7**, 12-3Professional lobbyists (Tier 1), **90:7**, 9-12, 14-8, 21; **92:7-14**, 16-20, 22-3, 27, 29, 31-8; **93:8-14**, 16-9; **95:9-10**, 14-6; **97:7**, 13-24Registration within ten days of start of lobbying activity, **90:16-7**, 21; **92:13**, 16; **97:12**, 14Obligation to register, **90:9**Offences, penalties, **90:8**; **93:15**

Public office holder

Definition, **90:5**; **92:6-7**, 14-7, 20-1, 28, 31-4; **93:5**; **97:14**Obligation in relation to lobbyists, **90:8-9**; **92:32**; **93:15**; **95:5**, 7, 10-2, 16-8

System, administration

Fees, **90:8**, 12; **92:39**; **93:13**; **97:17**Individual rather than firm, **90:18-9**; **97:19**Overview, **95:5**; **97:11-2**, 23, 25-6Registrar, role, powers, **90:7-8**, 10; **93:15**; **95:8**, 12, 14; **97:15**Registry, public access to information, **90:7-8**; **95:7-9**Returns, number, **90:18**; **92:21**; **93:5-6**, 12-3; **97:10**, 12-3United States, comparison, **92:29**, 37-9; **93:12**, 14, 18-9; **97:12**, 22**Lobbyists Registration Act***See*

Bill C-82

Lordon, Paul, Corporate Services Directorate, Department of JusticeBill C-71, **25:16****Loucas, Salome, Member, Foreign Affairs Committee, National**

Action Committee on the Status of Women

Bill C-55

Discussion, **61:9-16**Statement, **61:5-9**Biographical notes, **61:5****Lovgren, Craig, Legislative Counsel, Department of Justice**Statutes of Canada, Proposals to correct..., **47:8-15****Low, Martin, Senior General Counsel, Human Rights Section, Department of Justice**

Bill C-28

Discussion, **20:9-11**, 13-6, 18-21, 23Statement, **20:8-9****Lucier, Hon. Paul, Senator (Yukon)**Bill C-45, subject-matter, **17:23-5****Jules, M. Clarence (Manny), chef, Bande indienne de Kamloops**

Bill C-115

Discussion, **81:9-19**Exposé, **81:6-9****Justice**

Coopération internationale, entraide juridique

Arrangements de coopération, **86:20**, 22-3; **88:7-9**, 11-2, 14-6, 21, 24, 26; **89:17**, 19Australie, **88:16**

Canada

But, **86:19-21**, 26; **88:5-7**, 9, 11-4, 16-7, 21; **89:12**, 16Pays, choix, processus décisionnel, **86:20**; **88:6**, 11Souveraineté, effet, **86:22**; **88:6-7**

Traités avec d'autres pays

Limites fixées dans le projet de loi C-58, **86:21**, 23; **88:6-7**, 12-8, 25; **89:12-5**, 20, 24

Liste

Allemagne, République fédérale, **88:6**Australie, **86:20**; **88:6**, 10-1; **89:22-3**Bahamas, **86:20**; **88:6**, 10-1Etats-Unis, **86:20**, 22-6; **88:5**, 11-22, 25; **89:12-3**, 20-1, 24; **95:30-1**France, **88:6**Iles Cayman, **88:6**, 11Italie, **88:6**Royaume-Uni, **86:20**; **88:6**, 25; **89:12-3**, 20-1, 23Suisse, **86:20**; **88:6**, 11

Catégories

Commissions rogatoires, comparaison, **88:24-5**; **89:13-4**Mesures d'aide non obligatoires, **86:21-2**; **88:21**, 24

Mesures d'aide obligatoires

Mandat de perquisition, **86:21**; **88:5**, 25-6; **89:18-9**Ordonnances d'obtention d'éléments de preuve, **86:21**; **88:5**, 25-6; **89:19**Pièces à conviction, prêt, **86:21**; **88:25**Transfert de personnes détenues, **86:21**; **88:24-5**Commonwealth, pays, **88:6**; **89:12**, 20Conseil de l'Europe, pays, **86:20**; **88:6**, 16; **89:11-3**Définition, **86:19-21**; **88:22**

Etats-Unis

Subpoena Working Group, **88:17**

Traités

Canada, **86:20**, 22-6; **88:5**, 11-22, 25; **89:12-3**, 20-1, 24; **95:30-1**Royaume-Uni au nom des Iles Cayman, **89:23**Suisse, **89:23**Extradition, comparaison, **86:20**, 23-4; **88:17**, 22; **89:12-5**, 21, 24Historique, **86:20-1**; **88:7**; **89:11-2**

Infractions, application

Canada, **86:22-6**; **88:5**, 12-6, 18-22, 25, 27; **89:14**, 18 20-2Double criminalité, **86:23-6**; **88:9**, 12-6, 18-23, 25, 27; **89:12-3**, 20-4; **95:30-1**Etats-Unis, **86:22-6**; **88:5**, 13-6, 18-22, 25, 27; **89:20-2**; **95:30-1**Inclusion d'autres infractions, possibilité, **88:6**Royaume-Uni, **88:25**; **89:20-1**, 23

Procédure

Aide dans l'intérêt public canadien, **86:22-5**; **88:6-7**, 14, 17-20, 22-3; **89:12-6**, 21-4; **95:31**Avis, **88:21**, 23, 26-7Demande à un juge d'une cour supérieure, **86:21-2**; **88:26**; **89:14**, 18-9, 21Droit de refuser, **86:22-3**; **88:6-7**, 9-12, 14, 18-22; **89:13-6**, 23Enquêtes par des Canadiens au Canada, **86:20**, 22-6; **88:7**, 9-10, 17, 19-22Ententes administratives, **88:18**

Lussier, Gaétan, Deputy Minister, Department of Employment and Immigration
Bill C-55, 71:17

Lynch, Judy, Red Deer Coalition for Refugees
Bill C-55, 54:58-60

MOSAIC
See
Multilingual Orientation Service Association for Immigrant Communities

M., Freddy, Refugee Claimant, Calgary Interfaith Coalition for Refugees
Bill C-55
Discussion, 53:45-6
Statement, 53:26-8
Biographical notes, 53:25-8

McCombs, David, Director, Criminal Lawyers' Association
Bill C-61, 91:5-22

McCormick on Evidence, 8:12

Macdonald, Donald, Research Officer, Law and Government Branch, Library of Parliament
Bill C-15, subject-matter
Discussion, 2:14, 28; 7:22-3; 11:11, 14-5
Research document, references, 2:9

MacDonald, Hon. Finlay, Senator (Halifax)
Bill C-82
Canadian Bar Association, brief, 92:13
Registration
Access to government, effect, 92:24-5
Activities
Consulting firms, 92:25
Exclusions, information-gathering, 92:10-1, 30, 39-40
Inclusions, 90:17-8
Definition
Contracts, 90:17-8
Information disclosure requirements, 92:37
Other lobbyists, 90:19; 92:37
Professional lobbyists, 90:17-8
Public office holder
Definition, 92:15, 21, 26
Obligation in relation to lobbyists, 92:32
System, administration, 90:18-9
Bill C-84, 27:18, 27-8; 28:11; 36:27; 38:40-3

Macdonald, Heather, National Working Group on Refugees, United Church of Canada; Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy
Bill C-55
Discussion, 52:84
Statement, 52:64-7
Biographical notes, 52:64-6, 76

McDonald Commission
See
Commission of Inquiry Concerning Certain Activities of the Royal Canadian Mounted Police

Justice—Suite
Coopération internationale, entraide juridique—*Suite*
Procédure—*Suite*
Information, utilisation seulement aux fins énoncées, 88:15-6
Ministre de la Justice, rôle, 86:22-3, 25; 88:9, 22, 24, 26; 89:13-6; 95:31
Règlements, 88:26
Témoins et tierces parties, 86:22
Réciprocité, 86:20-2, 24; 88:5, 7, 13, 21-2; 89:12, 22
Sauvegarde, mesures, 86:22, 25; 88:6-7, 18-9, 26; 89:12-9, 22-4
Détermination de la peine, statistiques, 85:26
Droits de l'accusé, protection, 76:7; 77:10; 78:6; 80:7; 82:15-6; 84:6
Système
Changements, 80:29
Coût, 80:12-3, 37-8; 82:18, 24
Décisions des tribunaux, explications, 80:11
Incarcération, taux pour défaut de paiement des amendes, 85:14, 17-8
Journalistes, formation, 80:10-1, 28
Marge de manoeuvre, 79:8, 10
Réforme, 80:12-3
Ressources, volume de travail, 78:5-6, 29-30; 82:20
Tribunaux
Établissement d'un programme de marche, 76:9-10; 80:23
Indemnisation financière pour le manque à gagner de la victime à cause de la comparution devant le tribunal, 80:22-3

Justice, ministère
Bill C-210, position, 96:19-21
Réforme du droit pénal, 76:5-6

Kafka, M. Franz, *Le Procès*
Référence, 43:21

Kage, Mme Diane, coordonnatrice, Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of British Columbia
Bill C-55, 56:85-6
Notes biographiques, 56:80

Kagedan, M. Ian, directeur national exécutif adjoint, Congrès juif canadien
Bill C-84
Discussion, 40:14-5, 18-9, 23-6
Exposé, 40:5-9

Kamloops, Bande indienne
Voir
Bande indienne de Kamloops

Kampuchéa
Réfugiés, 54:9-10; 69:10
Voir aussi
Réfugiés

Kelley, Mme Ninette, secrétaire, Toronto Refugee Affairs Council
Bill C-55
Discussion, 69:16-9
Exposé, 69:6-15
Notes biographiques, 69:6

Kirby Tours
Lettre au sujet du projet de loi C-55, 66A:7

- MacDonald v. Vapor Canada Ltd.* ([1977] 2 SCR 134), 72:11,14
- McDougall, Hon. Barbara, Minister of Employment and Immigration**
 Bill C-55
 Discussion, 71:13-26
 Letter to the Leader of the Government in the Senate
 References, 87:5, 17-32
 Text, 87:7-8
 Statement, 71:9-12
- McElroy, W., Executive Director, Intercultural Association of Greater Victoria**
 Bill C-55
 Discussion, 55:51-3
 Statement, 55:46-51
 Biographical notes, 55:86
- McIsaac, Donald A., Director, Life Insurance Division, Office of the Superintendent of Financial Institutions Canada**
 Bill S-14, 43:15-6
- McKay, Wayne, Professor, Dalhousie University**
 Bill C-84
 Discussion, 33:14-20
 Position, 33:9-13, 15-6, 18-20; 41A:1-2
 Statement, 33:9-13
- Mackenzie, Ron, Brother, Chairperson, Canadian Catholic Organization for Development and Peace**
 Bill C-55, 55:58-63
- McKnight, Hon. Bill, Minister of Indian Affairs and Northern Development**
 Bill C-45, subject-matter
 Discussion, 15:8-14
 Statement, 15:6-8
- McNicoll, André, *Catholic Cults*, 73:26**
- Macpherson, Donald, Deputy Superintendent, Office of the Superintendent of Financial Institutions in Canada**
 Bill S-17, 83:12-5
- McQueen, Frances, Amnesty International; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants**
 Bill C-55
 Discussion, 55:86-7
 Statement, 55:73-5
 Biographical notes, 55:68, 73
- McRae, Kenneth, Director of the Child Development Clinic and Director of the Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)**
 Bill C-15, subject-matter
 Discussion, 3:18-9, 24-6, 28-32
 Statement, 3:6-8
 Biographical notes, 3:6
- McTeer, Maureen, Parliamentary Spouses Association**
 Bill C-15, subject-matter
 Discussion, 14:10-25
 Statement, 14:6-8
- Knight, M. Stanley, ancien président, MOSAIC; président, Vancouver Refugee Council**
 Bill C-55
 Discussion, 56:18, 25-6
 Exposé, 56:6-11
 Notes biographiques, 56:6
- Krause, Mme Renata, avocate du Service de l'aide juridique du Manitoba**
 Bill C-55
 Discussion, 52:9-19
 Exposé, 52:6-9
- Kumar c. Canada (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration)** ([1987] 3 CF 503), 55:31-3
- Kwiatkowsky c. Ministre de l'Emploi et de l'Immigration** (1983), 142 DLR (3d) 385, 62:16
- Lac Meech, Accord**
Voir
 Accord du lac Meech
- LaFontaine, M. François, conseiller législatif, ministère de la Justice**
 Statuts du Canada, Propositions visant à corriger..., 47:9-13, 15
- Laredo, M. Sam, agent de projet, groupe de transition, Commission proposée de l'immigration et du statut de réfugié**
 Bill C-55, 70:6, 15-6
- Le Dain, Rapport**
Voir
 Commission d'enquête sur l'usage des drogues à des fins non médicales
- Le Moyne, honorable Jean, sénateur (Rigaud) (décembre 1982 — février 1988)**
 Bill C-84, 27:14
 Comité de rédaction constitutionnelle française, premier rapport déposé au Sénat le 17 décembre 1986, 98:7-8, 10
- Leblanc, honorable Roméo-A., sénateur (Beauséjour)**
 Bill S-21, parrain, 98:15-6
- Lever, M. Lionel, avocat général et secrétaire, Commission de révision des lois**
 Lois révisées du Canada (1985), projet, 13:11
- Levitz c. Rhine** ((1972), 9 CCC (2d) 182), 30:6-7
- Levy, M. Earl, président, Criminal Lawyers' Association**
 Bill C-89
 Discussion, 77:7-24
 Exposé, 77:6-7, 9-10, 13-4
- Lewis, honorable Philip Derek, sénateur (Saint-Jean)**
 Bill C-7, 10:10, 12
 Bill C-15, teneur, 5:23; 7:24, 26-7; 8:22; 9:9-10; 22:18, 30-1
 Bill C-53, 43:26-7
 Bill C-55
 Aide, Canada, programmes et politiques, 60:18
 Opinion publique, 70:19-20
 Rédaction, 68:32

Magna Carta

Reference, 60:39

Mailly, Claudy, MP, Parliamentary Secretary to Minister of Communications

Bill C-7

Discussion, 10:9-12, 17

Statement, 10:6-9

Malarek, Victor, *Haven's Gate: Canada's Immigration Fiasco*

References, 51:31; 64:21-3

Malépart, Yves, Director, Highway Policy and Programs, Department of Transport

Bill C-210, subject-matter

Discussion, 94:7-13

Statement, 94:6

Manitoba

Refugee assistance

Francophones, 52:93-5

Number, 52:17, 19, 72

See also

Refugees

Manitoba, Legal Aid

See

Legal Aid Manitoba

Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy

Background information, 52:64

Bill C-55

Position, 52:64-80, 82

Recommendations, 52:77, 82-7

Manuel, William, Solicitor, Stitt, Baker & McKenzie (Toronto, Ontario)

Bill S-11

Discussion, 23:20-5

Statement, 23:13-7

Marcenaro, Romulo, Representative, Archbishop Oscar Romero Refugee Committee, Saskatoon; Saskatoon Refugee Co-ordination Committee

Bill C-55

Discussion, 52:60-3

Statement, 52:57-8

Biographical notes, 52:52, 57, 60-1

Marchand, Hon. Leonard Stephen, Senator (Kamloops-Cariboo)

Bill C-115, 81:9-11, 13-4, 19

Marriage

Adoption, relationship by, effects

Australia, comparison, 21:23

Brother and sister, 21:18-9, 21, 23

England, comparison, 21:18-9, 23

Parent and adopted child, prohibition, 21:18-9, 21

Definition, 21:22-3

Federal jurisdiction, capacity to marry, 21:19-23

Licences, 21:21-3

Lewis, honorable Philip Derek, sénateur (Saint-Jean)—*Suite*

Bill C-55—*Suite*

Statut de réfugié, détermination, processus

Arrière, retards, 70:19

Mesure législative, constitutionnalité, évaluations, 59:33

Procédure, détermination, système proposé dans le projet de loi

C-55, appels/réexamens, 52:18; 69:34

Requérants

Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr, 51:10; 69:29; 70:19

Renvoi/expulsion, 70:19-20

Transporteurs

Détention, dépenses, 58:19-20

Documents, vérification, application, 66:36

Windsor, Ontario, requérants du statut de réfugié, 66:36

Bill C-55, motion..., ministre de l'Emploi et de l'Immigration, amendement à l'art. 14, 87:29

Bill C-58, 88:21, 23-4; 89:17-8, 22-3

Bill C-84

Définition, 38:33-4; 44:22

Entrée illégale au Canada, 38:36; 41:18

Procédure, 32:10-1, 18, 24, 29; 38:43; 42:16

Statut de réfugié, détermination, processus

Abus, 38:38-9

Procédure, 37:16

Requérants, 38:38; 44:23

Bill C-84, motion... et message..., entrée illégale au Canada, aide, encouragement, conseils, 68:37, 50

Procédure, 68:39, 45-6

Transporteurs, dépenses de détention, 58:19-20

Bill C-89

Biens récupérés, 78:13, 18, 23

Dédommagement, dommages, 78:25-6, 28; 85:16, 18, 23

Identité du plaignant ou témoin, interdiction de publication ou de diffusion dans certains cas

Application

Juges

Discretion, 79:14

Obligation d'aviser, 78:9; 79:15

Obligatoire, 79:21; 79:15

«Document», 79:14

Information de base, 79:13

Procès ouvert au public, 79:24

Procédure, 78:38

Suramendes compensatoires, 78:38

Bill S-3, 1:11, 15, 17

Bill S-7, 57:17-8, 22-4

Bill S-10, 22:34-6

Bill S-14, 43:12

Bill S-21, 98:10-3, 15-6

Statuts du Canada, Propositions visant à corriger..., 47:8-13

Séance d'organisation, 1:9

Liban

Statut de réfugié, requérants, 71:9-10

Voir aussi

Réfugiés

Libman, R. c ((1986), 21 DLR (4th) 174), 88:12

Linden, M. Allen M., juge, président, Commission de réforme du droit du Canada

Bill C-89

Discussion, 80:7-21

Exposé, 80:5-7

Marriage (Prohibited Degrees) Act

See
Bill S-5

Marshall, William L., Director, Kingston Sexual Offenders' Clinic and Professor of Psychology, Queen's University

Bill C-15, subject-matter
Discussion, 17:12-23
Position, 17:11-5, 18-20
Statement, 17:6-11
Biographical notes, 17:6, 8-9, 17

Martin, Tom, Representative, Saskatoon Council of Churches and Saskatoon and Area Refugee Assistance Committee; Saskatoon Refugee Co-ordination Committee

Bill C-55
Discussion, 52:58-60, 64
Statement, 52:52-6
Biographical notes, 52:52, 59

Matas, David, Senior Legal Counsel, B'nai Brith Canada Institute for International Affairs

Bill C-55
Discussion, 68:21, 25-33
Statement, 68:21-5
Bill C-84
Discussion, 42:5, 9-16
Statement, 42:6-9
Biographical notes, 28:6; 42:5-6, 14-5; 68:32
Immigration Law in Canada, 42:5

Meech Lake Accord

References, 33:9-10, 15-6; 52:33-4; 67:22

Ménard, Robert, Detective Sergeant, Montreal Urban Community Police (Personal presentation)

Bill C-89
Discussion, 82:19-24
Statement, 82:13-9
Biographical notes, 82:13-4, 17, 19, 22-3
See also
National Association of Victims of Crime

Ménard, Serge, Bâtonnier of the Quebec Bar Association

Bill C-15, subject-matter
Discussion, 9:8-22
Statement, 9:5

Mendoza, Herman, Representative, Spanish-speaking Catholic community of Vancouver; Canadian Catholic Organization for Development and Peace

Bill C-55, 55:58

Mennonite Central Committee (National)

Background information, 52:41, 43, 47, 49-50
Bill C-55
Position, 52:40-4
Recommendations, 52:40, 42-4

Mexico

Refugees
Claimants, 27:28
Refugees from other countries, 52:57-8, 61-2, 72; 54:41; 55:60; 56:61; 62:20

Lobbyistes**Enregistrement**

Accès au gouvernement, effet, 90:16-7, 19-21; 92:7-9, 22-7, 32; 93:11, 18; 95:11; 97:11-2, 22, 25

Activités

Contrôle, observance des règles, 93:15
Définition, 90:7, 11, 21; 92:11-5, 22-4, 30; 93:6-12, 14-6; 95:6-7, 9-15, 17-8; 97:12-9, 26
«Païement», définition, 90:13-4; 97:17

Exclusions

Campagnes par distribution massive de courrier, 97:24
Collecte d'informations, 92:6-7, 9-12, 15-6, 22-3, 26-30, 39-40; 93:6-12, 14-6; 95:6-10, 12-3, 17-8; 97:9, 15-6
Experts-conseils, bureaux, 92:25, 30, 39-40; 93:6-11; 95:10
Juges, nomination, 92:19, 22
Présentations, orales ou écrites, à un comité du Parlement, 90:6; 92:14

Exemption portant sur les communications concernant l'exécution, l'interprétation ou l'application d'une loi, 90:6-7; 92:14, 16-7; 93:17-8

Avocats, représentations, 92:5, 16-7, 19; 93:17-8

Australie, comparaison, 95:8-9, 12

Définition**Deux catégories, système**

Autres lobbyistes (2^e catégorie), 90:7, 9-10, 12-5, 17, 21; 92:7, 9, 12-3, 18-20, 27-9, 32-8; 93:8-14; 95:14-6; 97:7, 13, 18-23

Enregistrement une fois par année, 90:19; 92:12-3

«Partie importante des fonctions», 90:7, 10, 12-3, 15; 97:7, 12-3

Contrats, 90:17-8; 92:18-20, 32-5; 93:7, 12-3, 18-9; 95:15; 97:7, 20-1

Lobbyistes professionnels (1^{re} catégorie), 90:7, 9-12, 14-8, 21; 92:7-14, 16-20, 22-3, 27, 29, 31-8; 93:8-14, 16-9; 95:9-10, 14-6; 97:7, 13-24

Enregistrement dans les dix jours suivant le commencement de l'activité de lobbyisme, 90:16-7, 21; 92:13, 16; 97:12, 14

Renseignements, divulgation, exigences, 90:7, 14-5, 19-20; 92:9-10, 12-3, 15, 18-20, 27, 29-30, 32, 35-8; 93:11-4, 18-9; 95:7-16; 97:7, 13-7, 19-24

Implications, 92:12-3, 20, 29-30; 95:7-9, 11-6; 97:7, 13-6

Exclusions

Aperçu, exemples, 90:6, 12-3, 15, 17; 92:7, 31; 97:17-8, 26

Bénévoles, 90:9-10, 21

Personne intervenant en son propre nom, 90:8-9, 20-1; 92:8, 17, 27, 32

Experts-conseils, comparaison, 93:7-12; 95:10

Etats-Unis, comparaison, 92:29, 37-9; 93:12, 14, 18-9; 97:12, 22

Infractions, sanctions, 90:8; 93:15

Obligation de s'enregistrer, 90:9

Système, administration

Aperçu, 95:5; 97:11-2, 23, 25-6

Déclarations, nombre, 90:18; 92:21; 93:5-6, 12-3; 97:10, 12-3

Frais, 90:8, 12; 92:39; 93:13; 97:17

Individu plutôt que la société, 90:18-9; 97:19

Registraire, rôle, pouvoirs, 90:7-8, 10; 93:15; 95:8, 12, 14; 97:15

Registre, accès public aux informations, 90:7-8; 95:7-9

Titulaire d'une charge publique

Définition, 90:5; 92:6-7, 14-8, 20-2, 28, 31-4; 93:5; 97:14

Obligation par rapport aux lobbyistes, 90:8-9; 92:32; 93:15; 95:5, 7, 10-2, 16-8

Profession

Comportement, déontologie, 90:20; 92:24-5; 93:5, 13-4

Personnalités, 93:16-8

Mexico—Cont'd

See also
Refugees

Mills, Laura, Psychologist, Child Development Clinic and Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)

Bill C-15, subject-matter
Discussion, 3:17, 20-3, 27-9, 31, 33-6, 38-40
Statement, 3:8-16
Biographical notes, 3:6

Ministerial Task Force on Program Review (Nielsen Task Force)

Report, references, 40:18, 21; 41:25; 56:66, 68, 74, 97; 81:15

Miscellaneous Statute Law Amendment Acts

References, 47:8-10, 13-4; 87:8, 20-1, 28

Molgat, Hon. Gildas L., Senator (Ste. Rose)

Bill C-55, 52:11, 40, 49-50

Montani, Adrienne, Executive Director, Surrey Delta Immigrant Services Society

Bill C-55
Discussion, 56:91-5
Statement, 56:87-90

Montreal Coalition

Background information, 38:5
Bill C-84
Position, 38:6-16, 26-9, 34-6, 39-43
Recommendations, 38:7-10, 15-22, 31, 35-6, 39-42

Montreal Gazette

Articles relevant to Bill C-89, references, 82:17-8

Montreal Trust Company

Background information, 83:6-9, 12
Montreal Trust Company of Canada, merger, 83:7-9, 11-3

Montreal Trust Company of Canada

Background information, 83:6-12
Montreal Trust Company, merger, 83:7-9, 11-3
Provincial charter rather than federal charter, choice, explanation, 83:8-11, 13

Montreal Trust Company of Canada to be continued as a corporation under the laws of the Province of Quebec, Act to authorize

See
Bill S-17

Morgentaler, R. v., ([1988] 1 SCR 30), 50:15,28; 59:8-9,18-9,25-6,29-30; 60:36,39; 62:8; 69:15

Morris, Hon. Edmund L., Minister of Social Services, Government of Nova Scotia

Bill C-15, subject-matter
Discussion, 7:11-4, 17-8, 20-30
Statement, 7:5-9
Biographical notes, 7:5, 17, 30

Lobbyistes—Suite

Profession—*Suite*
Réputation, opinion publique, 93:5, 11, 18; 97:22-5

Lobbyistes, enregistrement, Loi

Voir
Bill C-82

Loi autorisant la cité de Windsor à acquérir, exploiter et aliéner le Tunnel Windsor-Detroit

Voir
Bill S-11

Loi autorisant la continuation de la Compagnie Montréal Trust du Canada sous forme de corporation régie par les lois de la province de Québec

Voir
Bill S-17

Loi autorisant la continuation de Les Coopérants, Société Mutuelle d'Assurance-vie, sous forme de corporation régie par les lois de la province de Québec

Voir
Bill S-14

Loi constituant en personne morale le vicaire régional pour le Canada de la Prélature de la Sainte-Croix et Opus Dei

Voir
Bill S-7

Loi constitutionnelle de 1867

Art. 91 — Autorité législative du parlement du Canada, 72:11
Art. 92 — Sujets soumis au contrôle exclusif de la législation provinciale, 72:14-5
Art. 96 — Nomination des juges, 72:18

Loi constitutionnelle de 1982

Art. 52(1) — Primauté de la Constitution du Canada, 33:10; 88:24, 26; 89:24
Voir aussi
Charte canadienne des droits et libertés

Loi de 1985 modifiant le droit pénal

Références, 76:8-9; 85:17

Loi fédérale de l'impôt sur le revenu

Références, 57:12; 73:9

Loi modifiant et abrogeant la Loi refondue de l'Alliance Nationale, 1945

Voir
Bill S-3

Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois

Voir
Bill C-53

Loi modifiant la Loi sur l'Administration du pont Blue Water

Voir
Bill C-210, teneur

Mosley, Richard G., Senior General Counsel, Criminal Law Policy and Amendments Section, Department of Justice; Senior General Counsel, Criminal and Family Law Policy Directorate, Policy, Programs and Research Branch, Department of Justice

- Bill C-15, subject-matter
 - Discussion, **2**:9-17, 19-28; **22**:12-4, 21-9, 31-2
 - Statement, **2**:5-8
- Bill C-28, **20**:12-3, 17-22
- Bill C-58, **86**:25-6
- Bill C-61
 - Discussion, **86**:9-19; **95**:26-7
 - Statement, **86**:5-9
- Bill C-89
 - Discussion, **76**:13-4, 17-23; **84**:11, 19-20
 - Statement, **76**:8-12

Mudalier, Ram, Vice-President, Canadian Fijian Association; Edmonton Branch, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy
 Bill C-55, **54**:23-5

Muliadi v. Canada (Minister of Employment and Immigration), ([1986] 2 FC 205), 60:8-9, 18

Multilingual Orientation Service Association for Immigrant Communities (MOSAIC)
 Background information, **55**:7; **56**:6
 Bill C-55

- Position, **55**:8-14
- Recommendations, **55**:9-15

Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act
See
 Bill C-58

NCPC
See
 Northern Canada Power Commission

Nanaimo Immigrant Settlement Society
 Background information, **56**:35-6
 Bill C-55

- Brief, **56**:29, 31, 34, 38-9
- Position, **56**:27-40
- Recommendations, **56**:27-35, 38-9

 Bill C-84, position, **56**:33

Narcotic Control Act, Criminal Code and Food and Drugs Act, Act to amend
See
 Bill C-61

National Action Committee on the Status of Women
 Bill C-55

- Brief, **55**:77; **61**:5, 10-1, 13-4
- Recommendations, **61**:7-9, 12-5

National Archives Appraisal Board
 Role, **10**:24

National Archives of Canada
 Acquisitions
 Government records, **10**:6, 9-10, 12-5, 19-22, 26
 Private papers, **10**:6, 14-5, 23-5

Loi modifiant la Loi sur les Indiens (terres désignées)
Voir
 Bill C-115

Loi modifiant la Loi sur les juges
Voir
 Bill C-88

Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et apportant des modifications corrélatives au Code criminel
Voir
 Bill C-84
 Bill C-84, motion...
 Bill C-84, motion... et Message...

Loi modifiant la Loi sur l'immigration de 1976 et d'autres lois en conséquence
Voir
 Bill C-55
 Bill C-55, motion...

Loi modifiant le Code criminel (documentation et instruments pour l'utilisation de drogues illicites)
Voir
 Bill C-264

Loi modifiant le Code criminel (torture)
Voir
 Bill C-28

Loi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels)
Voir
 Bill C-89

Loi modifiant le Code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants
Voir
 Bill C-61

Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur l'immigration de 1976 et la Loi sur la citoyenneté
Voir
 Bill C-71

Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur la preuve au Canada
Voir
 Bill C-15, teneur

Loi modifiant plusieurs lois pour donner effet à la réorganisation judiciaire du Québec
Voir
 Bill C-145

Loi reconstituant la société Grenville Aggregate Specialties Limited et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes
Voir
 Bill S-21

Loi reconstituant la société Yellowknife Electric Ltd. et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes
Voir
 Bill S-10

National Archives of Canada—Cont'd

- Advisory Board, **10:8**, 10-2
- Budget, **10:16**
- Donations, bequests and gifts received, **10:17-9**, 22-5
- Employees, **10:14-6**
- Establishment, name, **10:7**
- Facilities, **10:14-7**, 22
- Recordings, payment for copy, **10:8**
- Records
 - Access, **10:22**
 - Cataloguing, procedure, **10:21-2**
 - Crown corporations, **10:9-10**, 14-5
 - Destruction and disposal, **10:7-8**, 19-20
 - Duplication, technologies, costs, **10:15-7**
 - Management, **10:6-7**
 - Ministers or Prime Ministers, **10:12-4**, 19-22
 - Preservation, **10:26**
 - Records relating to security, **10:8**, 20-1
- Resources, **10:10**, 14
- Role, **10:6-7**, 15, 17

National Archives of Canada Act

- See
- Bill C-7

National Association of Victims of Crime

- Background information, **82:15**, 19, 23-4

National Legal Resource Center for Child Advocacy and Protection, Washington, D.C.

- Background information, **8:5-6**
- Publications, references
 - Child Sexual Abuse and the Law*, **8:7**
 - Protecting Child/Victim Witnesses: Sample Laws and Materials*, **8:8-10**
 - Recommendations for Improving Legal Intervention in Intrafamilial Child Sexual Abuse Cases*, **8:8**

National Youth in Care Network

- Background information, **19:5-6**, 30-1
- Witnesses
 - Biographical notes, **19:5**, 8-10, 12-4, 16-7, 20, 23-4, 26, 29-31
 - Presentations to Committee, **19:5-31**

Native peoples

- Indians
 - Land claims, British Columbia, **81:13**, 16
- Reserve lands
 - Designated lands
 - Definition, **81:9-11**
 - Inclusion, **81:9**
 - Leasehold interests, mortgages, **81:12**
 - Property of an Indian, seizure, **81:12**
- Surrendered lands
 - Comparison, **81:7**, 9
 - Definition, **81:9-11**, 16-7
 - Taxation authority, bylaws, **81:7-17**
 - Treaty rights, effects, **81:15**, 18
- Rights, **81:12-3**, 16
- Self-government, **81:12-3**
- See also
 - Kamloops Indian Band

Neiman, Hon. Joan, Senator (Peel), Committee Chairman

- Bill C-7, **10:6**, 8, 10, 12, 18-20, 25-6

Loi sur le mariage (degrés prohibés)

- Voir
- Bill S-5

Loi sur l'enregistrement des lobbyistes

- Voir
- Bill C-82

Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle

- Voir
- Bill C-58

Loi sur les Archives nationales du Canada

- Voir
- Bill C-7

Loi sur les biens en déshérence

- Références, **22:34-5**

Loi sur les mesures de guerre

- Voir
- Mesures de guerre, Loi

Loi sur l'Immigration de 1976

- Voir
- Immigration, Loi de 1976

Loi visant à donner effet aux Lois révisées du Canada (1985)

- Voir
- Bill C-94

Lois, révision, Commission

- Voir
- Commission de révision des lois

Lois correctives

- Références, **47:8-10**, 13-4; **87:8**, 20-1, 28

Lois révisées du Canada

- Entrée en vigueur, procédure, **13:5-7**, 9-10, 14
- Examen, **13:7-8**, 10-1; **21:8**
- Information de base, **13:13**, 17; **21:8**
- Statuts du Canada, comparaison, **13:16-7**
- Voir aussi
 - Lois révisées du Canada (1985), projet

Lois révisées du Canada (1985)

- Codifications et révisions
 - Cahier à feuilles volantes, **48:73-4**
 - Tournures impersonnelles, **48:72**
- Conventions de Genève, Loi, **48:72**
- Information de base, **48:72**
- Parlement du Canada, Loi concernant l'utilisation de l'expression "Colline du Parlement", **48:72**
- Processus législatif, **48:72**
- Rédaction, version française et version anglaise, **48:73**
- Suppléments, **48:73**
 - Impôt sur le revenu, Loi, **48:73**
- Transport des marchandises dangereuses, Loi, **48:72-3**
- Voir aussi
 - Bill C-94
 - Lois révisées du Canada (1985)

Neiman, Hon. Joan, Senator (Peel), Committee Chairman—*Cont'd*
 Bill C-15, subject-matter
 Canadian Bar Association, position, 5:43
 Children
 Sexual abuse
 Cases, reporting to authorities, 4:36; 12:21
 Legal proceedings
 Accused
 Identity, ban on publication, proposal, 5:12-3, 21, 43, 45; 11:17; 22:26
 Mistake as to age as a defence, 2:10, 12-3
 Alternative solutions, 7:28-9
 Cases which do not reach court, number, reasons, 3:7-8, 24; 5:25
 Special courts, 8:22
 Victims and child witnesses
 Child as special witness with special requirements
 Competency to testify
 Capacity to tell the truth, 11:12
 "Sufficient intelligence", 9:19-20
 Delays in judicial process, impact, 7:19
 Protection
 Accused, exclusion from courtroom, 9:21
 Alternatives, proposals, 7:16; 9:20
 Remote areas, practical difficulties, 9:9-10
 Defence counsel, conduct, 4:25
 Judges, powers, 11:11-3
 Public, exclusion from courtroom, 3:21; 11:11-3
 Victim accompanied to witness stand by support person, 5:23; 9:20
 Identity, ban on publication, 5:21, 43; 11:10, 14
 Testimony
 Admissibility, discretionary powers of judges, 2:17
 Corroboration requirement, removal, 9:20
 Videotaped evidence
 Admissibility
 Conditions, 7:22; 9:16
 Production "soon after" the offence, 2:24-5; 3:20; 6:19; 7:14; 9:15; 11:18, 23
 Advantages and disadvantages, 3:21
 Disclosure to the defence, 2:26
 Production
 Editing, 22:15
 Guidelines, 11:22
 Relevant evidence, 5:37-9
 United States, comparison, 22:15
 Offenders
 Adolescents and pre-adolescents, 6:23
 Behaviour, reasons, 17:15
 Categories, rates of recurrence, 12:10
 Incarceration, treatment, availability and evaluation, 22:18, 22
 Information and case histories, availability, 22:18
 Treatment
 Courts, role, 6:23; 12:25; 17:20-1; 22:21
 Effectiveness, 6:27-8; 14:22-3
 Vagrancy, loitering, 22:24
 Victims of sexual abuse during childhood, 6:27
 Provinces, child abuse registries, 7:26, 28; 22:29
 Sexual activity, exploration and experimentation, consent, 6:24
 Drafting
 Clause 15, 2:27
 Clause 17, 9:21

Lois révisées du Canada (1985), Loi visant à donner effet

Voir

Bill C-94

Lois révisées du Canada (1985), projet

Codifications et révisions

Consultations avec les ministères compétents, 13:11-2; 18:5-7; 20:7-8

Tournures impersonnelles, 13:7, 15-6; 21:10

Crimes de guerre, Loi, 13:8-9, 12, 15-7

Exclusions, lois non comprises

Aide à l'exploitation des mines d'or, Loi d'urgence, 13:13

Conventions de Genève, Loi, 13:8-9, 15; 18:6; 21:8-9

Critères, 13:9, 17

Douanes, Loi, 13:13

Liste, avec raisons, 13:8, 12-3, 16, 18; 18:5-6; 21:8-9, 11-6

Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes, 13:12-3

Société Canagrex, Loi, 13:12-3

Information de base, 13:12-4, 17; 21:8

Parlement du Canada, Loi, 13:7; 18:7; 21:9-10

Loi concernant l'utilisation de l'expression «Colline du Parlement», 20:7; 21:9-10

Publication, retard, 13:7, 15-6

Rapport au Sénat, avec recommandations, 21:6, 8-16

Rédaction, 13:9; 18:7

Transport des marchandises dangereuses, Loi, 13:11, 14; 18:7-11; 20:7; 21:10

Lordon, M. Paul, avocat-conseil, Section des services ministériels, ministère de la Justice

Bill C-71, 25:16

Loucas, Mme Salome, membre, Comité des affaires étrangères, Comité canadien d'action sur le statut de la femme

Bill C-55

Discussion, 61:9-16

Exposé, 61:5-9

Notes biographiques, 61:5

Lovgren, M. Craig, conseiller législatif, ministère de la Justice

Statuts du Canada, Propositions visant à corriger...,

47:8-15

Low, M. Martin, avocat général principal, Section des droits de la personne, ministère de la Justice

Bill C-28

Discussion, 20:9-11, 13-6, 18-21, 23

Exposé, 20:8-9

Lucier, honorable Paul, sénateur (Yukon)

Bill C-45, teneur, 17:23-5

Lussier, M. Gaétan, sous-ministre, ministère de l'Emploi et de l'Immigration

Bill C-55, 71:17

Lynch, Mme Judy, Red Deer Coalition for Refugees

Bill C-55, 54:58-60

MOSAIC

Voir

Multilingual Orientation Service Association for Immigrant Communities

Neiman, Hon. Joan, Senator (Peel), Committee Chairman—Cont'dBill C-15, subject-matter—*Cont'd*

Procedure, **2:5**, 9,14, 21, 28-9; **3:6**, 16, 25, 27, 34, 40; **4:5**, 7,34, 36-7; **5:6**, 11, 15, 25-6, 42-3, 47; **6:5**, 19, 28; **7:5**, 29-30; **8:5**, 11, 15, 18, 21-4; **9:5**, 8-13, 15, 17-8, 21-2; **11:5**, 9,13, 20, 23; **12:5**, 14, 17, 22, 24, 33-4; **14:5**, 9,14, 25; **17:6**, 23; **22:7**, 18, 20-1, 28, 30-2

Ramifications, **22:18-20**

Scope, **2:9**; **14:22-3**

Bill C-45, subject-matter

Discussion, **15:12-3**

Procedure, **15:6**, 13-4; **17:25-6**

Bill C-53, **43:17**, 20, 27-8

Bill C-55

Assistance

Families, reunification, **56:66**, 85

Selection of refugees from abroad, **54:58**

Special programs, **54:57**

Cessation of refugee status, **62:15-6**

Definition, United Nations Convention, **51:13**; **52:46**

Denmark, policies, **54:43-4**

El Salvador, Antonio Rivas, **52:85-6**

Employment and Immigration Department, telephone inquiries about witnesses, **55:71**

Fiji, situation after coup d'état, 1987, **65:14**, 19-20

Ghana, refugee claimants, **58:18-9**

Illegal entry into Canada

Detention, security risks, **52:26-7**

Legal Aid Manitoba, background information, **52:11-2**, 17

Motion, Committee members, travel to hold hearings, **46:21-2**

Portugal, refugee claimants, **56:74**

Procedure, **49:6**, 30; **50:5**, 30, 36; **51:5**, 7,16, 26; **52:6**, 12-4, 18-9, 21, 24-8, 36-7, 39-40, 44-5, 47-52, 56, 58-9, 61, 64, 67, 71, 75, 77, 80-1, 87, 90-5; **53:5**, 12, 17-9, 22, 24, 42, 46, 48-9; **54:6**, 25, 27, 30, 33, 40-4, 49, 52, 55, 58, 64, 66-7, 69; **55:6**, 15-6, 18-9, 38-9, 42-3, 46, 51-3, 63, 65-6, 68, 84-5, 88; **56:17**, 20, 23, 26, 34, 37, 44, 47-8, 51-2, 58-60, 62-3, 67, 69, 71, 73, 77-9, 84, 86-7, 90-1, 94; **58:5**, 10-3, 23; **59:5**, 17, 19, 31, 33-4; **60:5**, 13-4, 21, 28, 45; **61:5**, 9,17; **62:5**, 14, 17, 20, 24, 28, 34, 36; **64:5**, 8,12, 17-8, 23, 25; **65:5**, 14, 21; **66:6-7**, 14, 20-1, 24, 26, 30, 32, 34, 36-9, 48; **67:5**, 8,10, 12-3, 16, 19-23, 26; **68:5-7**, 12, 14, 20-1, 33; **69:6**, 9,15, 19-20, 34; **70:5**, 11, 18, 21; **71:8-9**, 12, 14-6, 18, 20-2, 24-6

Psychosocial and physical condition on arrival, **56:50**; **62:33**

Refugee determination process

Abuse, background information, **56:65-6**

Access

Universal access, **56:49-50**, 86

Administration, evaluation, **56:68**

Backlog, delays, **53:22**

Claimants

Identification, documents, **56:49**; **58:18-9**

Protection, genuine refugees, **58:22**

Removal/deportation, **62:12-3**

Return to safe third country

Exceptions, persons who have only transited through safe third country, **52:25**

Persons arriving from country on list of safe third countries, **54:64-5**; **60:34**

Protection in safe third country

Arrangements, agreements, **69:32**

Safeguards, assurance of being received, **71:17**

Work permits, **56:76-7**

Legislation

Amendments, **55:87-8**

Regulations, **49:19-20**

M., M. Freddy, revendicateur du statut de réfugié, Calgary Interfaith Coalition for Refugees

Bill C-55

Discussion, **53:45-6**

Exposé, **53:26-8**

Notes biographiques, **53:25-8**

McCombs, M. David, membre du Conseil d'administration, Criminal Lawyers' AssociationBill C-61, **91:5-22***McCormick on Evidence*, **8:12****McDonald, Commission***Voir*

Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada

Macdonald, M. Donald, attaché de recherche, Division du droit et du gouvernement, Bibliothèque du Parlement

Bill C-15, teneur

Discussion, **2:14**, 28; **7:22-3**; **11:11**, 14-5

Document de recherche, références, **2:9**

MacDonald, honorable Finlay, sénateur (Halifax)

Bill C-82

Association du Barreau canadien, mémoire, **92:13**

Enregistrement

Accès au gouvernement, effet, **92:24-5**

Activités

Exclusions, collecte d'informations, **92:10-1**, 30, 39-40

Experts-conseils, bureaux, **92:25**

Inclusions, **90:17-8**

Définition

Autres lobbyistes, **90:19**; **92:37**

Contrats, **90:17-8**

Lobbyistes professionnels, **90:17-8**

Renseignements, divulgation, exigences, **92:37**

Système, administration, **90:18-9**

Titulaire d'une charge publique

Définition, **92:15**, 21, 26

Obligation par rapport aux lobbyistes, **92:32**

Bill C-84, **27:18**, 27-8; **28:11**; **36:27**; **38:40-3**

Macdonald, Mme Heather, Groupe de travail national sur les réfugiés, Eglise unie du Canada; Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy

Bill C-55

Discussion, **52:84**

Exposé, **52:64-7**

Notes biographiques, **52:64-6**, 76

MacDonald c. Vapor Canada Ltd. ([1977] 2 RCS 134), **72:11,14****McDougall, honorable Barbara, ministre de l'Emploi et de l'Immigration**

Bill C-55

Discussion, **71:13-26**

Exposé, **71:9-12**

Lettre au leader du gouvernement au Sénat

Références, **87:7**, 17-32

Texte, **87:7-8**

- Neiman, Hon. Joan, Senator (Peel), Committee Chairman—Cont'd**
 Bill C-55—*Cont'd*
 Refugee determination process—*Cont'd*
 Legislation—*Cont'd*
 United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, 52:37
 United Nations High Commission for Refugees, position, 52:37
 Procedure
 Changes, need, reasons, 70:22
 Determination system proposed in Bill C-55
 Alternative models, proposals, 50:18, 23; 51:31; 52:18; 54:57-8; 55:14; 56:58-9, 66, 73-4, 76-7; 68:31
 Appeals/reviews, 52:10, 51, 86; 53:21-2; 55:43, 51; 62:32-4; 68:31; 69:34
 Hearings
 Legal counsel, 53:21-2; 55:38-9; 56:50-1
 Refugee Division hearing, 70:10
 Screening hearing
 Access, eligibility test, 52:46; 56:49
 Burden of proof, 62:10-1
 Time frame, 52:17, 82; 53:20
 Personnel, increase, 52:18
 Steps and adjournments, 68:31
 Humanitarian and compassionate cases, 54:69
 Immigration and Refugee Board
 Appeal Division, 49:29
 Background information, personnel, offices, library, 70:8-9
 Decision-makers, members
 Appointments, duration, 66:10; 67:24; 70:14
 Independence, 52:79-80
 Definition, 68:30-1
 Immigration Appeal Board
 Appointments
 Duration, 68:29-30
 Termination, recourse, 67:24-5
 Productivity, 56:78
 Oral hearings, 56:50, 72, 86
 Refugee Status Advisory Committee
 Appointments
 Duration, 68:29-30
 Termination, recourse, 67:24-5
 Safe third countries
 Definition, 71:19
 List, determination
 Cabinet decision, 69:34
 Consultations, 52:83
 Criteria, 52:84-5; 55:17
 Exceptions, exclusions for certain categories, 70:14
 Transportation companies
 Detention expenses, 58:13, 20, 22-3
 Documents
 Retention, 58:12
 Verification, enforcement, 66:38
 Passengers, return to original point of departure, 58:10-1
 Return transportation, costs, 56:20; 58:11
 Transportation of passengers without required papers, fines, 58:13-6, 21
 Windsor, Ontario, refugee claimants, 66:36
 Women, 61:11-3
 Bill C-55, motion...
 Minister of Employment and Immigration, amendment to clause 14, 87:17-32
 Procedure, 87:17-8, 32
 Report to Senate, 87:52-3
 Bill C-58
 Discussion, 88:13, 18-9, 23-5; 89:17-9, 24
- McElroy, M. W., directeur exécutif, Intercultural Association of Greater Victoria**
 Bill C-55
 Discussion, 55:51-3
 Exposé, 55:46-51
 Notes biographiques, 55:86
- McIsaac, M. Donald A., directeur, Division de l'assurance-vie, Bureau du Surintendant des institutions financières du Canada**
 Bill S-14, 43:15-6
- McKay, M. Wayne, professeur, Université Dalhousie**
 Bill C-84
 Discussion, 33:14-20
 Exposé, 33:9-13
 Position, 33:9-13, 15-6, 18-20; 41A:1-2
- Mackenzie, M. Ron, Frère, président, Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix**
 Bill C-55, 55:58-63
- McKnight, honorable Bill, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien**
 Bill C-45, teneur
 Discussion, 15:8-14
 Exposé, 15:6-8
- McNicol, M. André, *Catholic Cults*, 73:26**
- Macpherson, M. Donald, surintendant adjoint, Bureau du surintendant des institutions financières du Canada**
 Bill S-17, 83:12-5
- McQueen, Mme Frances, Amnistie Internationale, Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants**
 Bill C-55
 Discussion, 55:86-7
 Exposé, 55:73-5
 Notes biographiques, 55:68, 73
- McRae, M. Kenneth, directeur du Child Development Clinic et directeur du Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)**
 Bill C-15, teneur
 Discussion, 3:18-9, 24-6, 28-32
 Exposé, 3:6-8
 Notes biographiques, 3:6
- McTeer, Mme Maureen, Association des conjoints des parlementaires**
 Bill C-15, teneur
 Discussion, 14:10-25
 Exposé, 14:6-8
- Magna Carta***
 Référence, 60:39
- Mailly, Mme Claudy, députée, secrétaire parlementaire du ministre des Communications**
 Bill C-7
 Discussion, 10:9-12, 17
 Exposé, 10:6-9
- Malarek, M. Victor, *Haven's Gate: Canada's Immigration Fiasco***
 Références, 51:31; 64:21-3

Neiman, Hon. Joan, Senator (Peel), Committee Chairman—Cont'd

Bill C-58—Cont'd

Procedure, **86**:19, 26; **88**:5, 8, 10, 16, 21, 26-7; **89**:11, 16-7, 19, 22-4

Bill C-61

Amendments, proposals, **87**:38

Procedure, **86**:5, 7, 17, 19; **87**:32-3, 52; **90**:21-2, 46, 50; **91**:5, 22; **95**:18, 23, 26, 33

Proceeds of crime

Pinto & Royal Bank of Canada case, **86**:17

Seizure, restraint, forfeiture

Documents, copies retained by Attorney General, **90**:49-50

Forfeiture, **86**:16; **91**:9, 16, 18

Offences, application

Dual criminality, **90**:41-2; **91**:9-10; **95**:30-3

Enterprise crimes, **86**:19; **90**:46

Pre-trial seizure, restraint

Application for review, **87**:39

Warrants, procedure, **87**:42; **91**:11, 13-4; **95**:24

Third parties, ownership or entitlement to property, **87**:44

Purpose, **95**:33

Bill C-71, **25**:5, 8-9, 12-6

Bill C-82

Canadian Bar Association, brief, **92**:13-4

Procedure, **90**:5, 8, 21; **92**:5, 13-5, 26, 30, 40; **93**:5, 7, 15, 19; **95**:5, 18; **97**:11, 16, 26

Purpose, **92**:8

Registration

Activities

Exclusions

Information-gathering, **92**:6, 11-2

Oral or written submissions to a committee of Parliament, **92**:14

Exemption for submissions in relation to the enforcement, interpretation or application of any legislation, **93**:17-8

Inclusions, **92**:18

Definition

Consultant, comparison, **93**:7

Exclusions, **90**:9-10

Two-tier system

Contracts, **93**:13; **97**:21

Information disclosure requirements, **92**:36-7

Other lobbyists, **90**:10; **92**:36-7; **95**:16; **97**:23

Professional lobbyists, **90**:11; **92**:36-7; **93**:17-8; **95**:16; **97**:23

Public office holder

Definition, **92**:15, 25

Obligation in relation to lobbyists, **95**:16

System, administration, **95**:9

United States, comparison, **92**:39

Bill C-84

Amendments, **55**:87-8

Assistance, **27**:11; **40**:10-1

Definition, **38**:33

Illegal entry into Canada

Aiding, abetting, counselling

Evidence, search and seizure, **29**:28-9; **44**:25

Prosecution, **29**:32-3, 37; **30**:15; **41**:19

Detention

Identity, inability to establish, **29**:19; **44**:15

Legislation

Adoption, options, reference to Supreme Court, **40**:20

Constitutionality, government, legal opinions, **44**:15

Historical background, **30**:14

United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, **40**:17

Malépart, M. Yves, directeur, Politique et programmes routiers, ministère des Transports

Bill C-210, teneur

Discussion, **94**:7-13

Exposé, **94**:6

Manitoba

Réfugiés, aide

Francophones, **52**:93-5

Nombre, **52**:17, 19, 72

Voir aussi

Réfugiés

Manitoba, Coalition pour une juste politique relative aux réfugiés

Voir

Coalition manitobaine pour une juste politique relative aux réfugiés

Manitoba, Service de l'aide juridique

Voir

Service de l'aide juridique du Manitoba

Manuel, M. William, avocat, Stitt, Baker & McKenzie (Toronto, Ontario)

Bill S-11

Discussion, **23**:20-5

Exposé, **23**:13-7

Marcenaro, M. Romulo, représentant, Archbishop Oscar Romero Refugee Committee, Saskatoon; Saskatoon Refugee Co-ordination Committee

Bill C-55

Discussion, **52**:60-3

Exposé, **52**:57-8

Notes biographiques, **52**:52, 57, 60-1

Marchand, honorable Leonard Stephen, sénateur (Kamloops-Cariboo)

Bill C-115, **81**:9-11, 13-4, 19

Mariage

Adoption, parenté par, effets

Angleterre, comparaison, **21**:18-9, 23

Australie, comparaison, **21**:23

Frère et soeur, **21**:18-9, 21, 23

Parent et enfant adoptif, interdiction, **21**:18-9, 21

Compétence fédérale, capacité au mariage, **21**:19-23

Définition, **21**:22-3

Licences, **21**:21-3

Mariage (degrés prohibés), Loi

Voir

Bill S-5

Marshall, M. William L., directeur, Kingston Sexual Offenders' Clinic et professeur de psychologie, Université Queen's

Bill C-15, teneur

Discussion, **17**:12-23

Exposé, **17**:6-11

Position, **17**:11-5, 18-20

Notes biographiques, **17**:6, 8-9, 17

Neiman, Hon. Joan, Senator (Peel), Committee Chairman—Cont'd
 Bill C-84—*Cont'd*
 Illegal entry into Canada—*Cont'd*
 Detention—*Cont'd*
 United Nations High Commission for Refugees, position, 40:17
 Security risks, threats
 Definition, 28:15
 Mandatory detention, 44:15-7
 Removal/deportation, 37:10; 44:17
 Review by Federal Court if not removed from Canada after 120 days, 28:36-7
 Security certificates
 Minister and the Solicitor General, role, 27:39
 Review procedure
 Federal Court
 Delays, 44:12-3
 Exclusion from hearing, 44:15
 Quashing of certificate, evidence, 28:31; 44:11, 14-5
 Role, 44:8, 12-3
 Security Intelligence Review Committee
 Cases, number, 44:5-7
 Delays, 44:5-6, 12-3
 Responsibilities, transfer to Federal Court, 44:7-8
 Role as regards permanent residents in Canada, 44:12
 Procedure, 26:6, 11, 21, 26-7; 27:5, 20, 35, 37, 51; 28:5, 9-11, 26-7, 29, 36, 38, 48-9, 51; 29:6, 10, 13-6, 20, 23, 30, 34, 36-7, 40; 30:5, 11, 13, 16, 20, 23-5; 36:5-6, 10, 25, 28; 37:5, 14, 23-4; 38:5, 9, 12, 14-5, 22, 43; 39:5-6, 10, 16, 19, 21; 40:5, 9-10, 12-3, 19-20, 23, 26; 41:5, 12-3, 18, 21, 24, 26; 42:5, 13, 16; 44:5, 12-4, 24-5; 46:7, 10, 12, 14-5, 17, 21-2
 Public opinion, 39:18
 Refugee determination process
 Access, denial, 26:14
 Claimants
 Identification, documents, 27:31-3
 Return to safe third country, 29:39
 Statistics, 27:19
 Procedure
 Changes, proposals, 27:19
 Minister, delegation of powers, 37:8
 Refugee Status Advisory Committee, 37:12-3
 Ships
 Interception and escort to port, 44:25
 Turn back
 Decision-making process
 Determination at sea, 29:24
 Powers, 27:36-7
 Passengers
 Refoulement, risk, 28:42
 Return to safe third country, 36:23-4
 Safety, 27:36-7
 Transportation companies
 Detention expenses, 36:18-9
 Documents, verification, 36:19-23
 Transportation of passengers without required papers, fines, 36:15-8
 Bill C-84, motion..., report to Senate, 87:52-3
 Bill C-84, motion... and Message...
 Ghana, refugee claimants, 58:18-9
 Illegal entry into Canada
 Aiding, abetting, counselling
 Evidence, search and seizure, 68:51-3
 Vehicles, seizure, forfeiture, 68:36-7
 Detention, identity, inability to establish, mandatory detention, 68:48

Martin, M. Tom, représentant, Saskatoon Council of Churches et Saskatoon and Area Refugee Assistance Committee; Saskatoon Refugee Co-ordination Committee
 Bill C-55
 Discussion, 52:58-60, 64
 Exposé, 52:52-6
 Notes biographiques, 52:52, 59

Matas, M. David, conseiller juridique principal, B'nai Brith Canada, Institut pour les affaires internationales
 Bill C-55
 Discussion, 68:21, 25-33
 Exposé, 68:21-5
 Bill C-84
 Discussion, 42:5, 9-16
 Exposé, 42:6-9
Immigration Law in Canada, 42:5
 Notes biographiques, 28:6; 42:5-6, 14-5; 68:32

Ménard, M. Robert, sergent-déetective, Force policière de la Communauté urbaine de Montréal (présentation personnelle)
 Bill C-89
 Discussion, 82:19-24
 Exposé, 82:13-9
 Notes biographiques, 82:13-4, 17, 19, 22-3
Voir aussi
 Association nationale des victimes d'actes criminels

Ménard, M. Serge, Bâtonnier du Barreau du Québec
 Bill C-15, teneur
 Discussion, 9:8-22
 Exposé, 9:5

Mendoza, M. Herman, représentant, Communauté catholique espagnole de Vancouver; Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix
 Bill C-55, 55:58

Mesures de guerre, Loi
 Références, 33:12-3; 40:15; 42:7

Mexique
 Réfugiés
 Réfugiés d'autres pays, 52:57-8, 61-2, 72; 54:41; 55:60; 56:61; 62:20
 Statut de réfugié, requérants, 27:28
Voir aussi
 Réfugiés

Mills, Mme Laura, psychologue, Child Development Clinic et Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)
 Bill C-15, teneur
 Discussion, 3:17, 20-3, 27-9, 31, 33-6, 38-40
 Exposé, 3:8-16
 Notes biographiques, 3:6

Molgat, honorable Gildas L., sénateur (Ste-Rose)
 Bill C-55, 52:11, 40, 49-50

Montani, Mme Adrienne, directrice exécutive, Surrey Delta Immigrant Services Society
 Bill C-55
 Discussion, 56:91-5
 Exposé, 56:87-90

Neiman, Hon. Joan, Senator (Peel), Committee Chairman—Cont'dBill C-84, motion... and Message...—*Cont'd*Illegal entry into Canada—*Cont'd*Security risks, threats, exclusion from refugee determination process, **62:22**Procedure, **58:5**, 10-3, 23; **59:5**, 17, 19, 28-9, 31-4; **60:5**, 12-4, 19-21; **66:6-7**; **68:33**, 38-9, 43, 45-6, 53; **69:6**

Refugee determination process, claimants

Identification, documents, **58:18-9**Protection, genuine refugees, **58:22**

Transportation companies

Detention expenses, **58:13**, 20, 22-3Documents, retention, **58:12**Passengers, return to original point of departure, **58:10-1**Return transportation, costs, **58:11**Transportation of passengers without required papers, fines, **58:13-6**, 21Bill C-88, **48:74**, 76

Bill C-89

Assistance, victim services, funding, **85:25**Drafting, **78:31**; **79:14**, 16

Identity of complainant or witness, ban on publication or broadcast in certain cases

Accused, comparison

Rights, **77:10**Sexual offences, wrongful accusations, **76:16**, 19-20; **77:10**Statistics, **76:16**Similar fact evidence, **77:10**

Application

Extension, proposals, reasons, **80:25**

Judges

Discretion, **76:17**; **79:16**; **80:25**Obligation to inform, **78:9**Mandatory, **76:17**; **79:20-1**Background information, **78:12**Constitutionality, court challenges, **77:13**"Document", **79:14**, 16Procedure, **76:5**, 12, 14-5, 21-4; **77:6**, 9, 12, 18, 20, 24; **78:5**, 12, 15, 18-9, 23, 31-2, 35-6, 38; **79:5**, 16, 23; **80:5**, 7, 11, 21, 38; **82:5**, 7, 13, 19, 23-4; **85:6**, 27Recovered property, **77:14-9**; **78:15-6**, 19

Restitution

Community service orders, **80:37**Moneys found on offender at time of arrest, **77:21**

Pecuniary damages

Default of payment, imprisonment, **78:27**Appeal, **77:21**Procedure, **80:13**Victim fine surcharges, **77:24**; **78:38**Victim impact statements, **80:14**, 36; **82:12-3**Bill C-94, **48:72-4**Bill C-115, **81:13**, 16, 18-9Bill C-145, **91:22-3**

Bill C-210, subject-matter

Discussion, **94:6-13**; **96:19-26**Procedure, **94:6**, 12-4; **96:19**, 25-6Bill C-264, **96:7**, 10-5, 19Bill S-3, **1:12-8**Bill S-5, **21:18**, 23

Bill S-7

Amendments, **73:26-8**; **75:7**, 13-6

Canada

Corporation sole

Financial situation

Audit, **75:12**, 14, 22-3Disclosure, **63:10**; **73:9-10**, 12-4, 20, 24, 27; **75:11**, 22Precedents, **63:6****Montreal Gazette**Articles pertinents au projet de loi C-89, références, **82:17-8****Montréal Trust, Compagnie***Voir*

Compagnie Montréal Trust

Montréal Trust du Canada, Compagnie*Voir*

Compagnie Montréal Trust du Canada

Morgentaler, R. c., ([1988] 1 RCS 30), **50:15,28**; **59:8-9,18-9,25-6,29-30**; **60:36,39**; **62:8**; **69:15****Morris, honorable Edmund L., ministre des Services sociaux, Gouvernement de la Nouvelle-Ecosse**

Bill C-15, teneur

Discussion, **7:11-4**, 17-8, 20-30Exposé, **7:5-9**Notes biographiques, **7:5**, 17, 30**Mosley, M. Richard G., avocat général principal, Section de la politique et de la modification du droit en matière pénale, ministère de la Justice; avocat-général principal, Sous-direction de la politique en matière de droit pénal et familial, Direction de la politique, des programmes et de la recherche, ministère de la Justice**

Bill C-15, teneur

Discussion, **2:9-17**, 19-28; **22:12-4**, 21-9, 31-2Exposé, **2:5-8**Bill C-28, **20:12-3**, 17-22Bill C-58, **86:25-6**

Bill C-61

Discussion, **86:9-19**; **95:26-7**Exposé, **86:5-9**

Bill C-89

Discussion, **76:13-4**, 17-23; **84:11**, 19-20Exposé, **76:8-12****Mudaliar, M. Ram, vice-président, Canadian Fijian Association; Section d'Edmonton, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy**Bill C-55, **54:23-5****Muliadi c. Canada (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration)**, ([1986] 2 CF 205, **60:8-9,18**)**Multilingual Orientation Service Association for Immigrant Communities (MOSAIC)**

Bill C-55

Position, **55:8-14**Recommandations, **55:9-15**Information de base, **55:7**; **56:6****Nanaimo Immigrant Settlement Society**

Bill C-55

Mémoire, **56:29**, 31, 34, 38-9Position, **56:27-40**Recommandations, **56:27-35**, 38-9Bill C-84, position, **56:33**Information de base, **56:35-6****National Legal Resource Center for Child Advocacy and Protection, Washington, (D.C.)**Information de base, **8:5-6**

Neiman, Hon. Joan, Senator (Peel), Committee Chairman—Cont'd
 Bill S-7—Cont'd

- Canada—Cont'd
 - Property, **57:23-4**; **75:22**, 25
 - Regional Vicar for Canada, nationality, **73:22-3**
- Definition, **73:24-5**
- Individuals, requests to testify, **73:26**
- Personal prelature and regional vicar, comparison with diocese and bishop, **75:25**
- Procedure, **57:5**, 9, 21, 24; **63:5-6**, 8, 13, 16-7; **73:6-7**, 15-6, 18-20, 24-8; **75:7-8**, 10-3, 15-9, 21-2, 25-8
- Purpose, reasons, **73:17**
- Bill S-10, **22:32-6**
- Bill S-11, **23:5**, 11-3, 26, 28, 30; **24:18-20**
- Bill S-14, **43:6-7**, 12, 15-6; **45:6-7**, 12-7
- Corporations sole, background information, **63:12**, 14; **75:23-4**
- Crime
 - Offences, statistics, **85:26**
 - Offenders, sentencing, statistics, **85:26**
- Motion, revised budget, fiscal year 1987-1988, **46:21-2**
- Revised Statutes of Canada
 - Coming into force, procedure, **13:5-6**, 10
 - Review, **13:7-8**
 - Statutes of Canada, comparison, **13:16-7**
- Revised Statutes of Canada, 1985, draft
 - Consolidations and revisions, consultations, **18:5-7**
 - Drafting, **13:9**; **18:7**
 - Omissions, Acts not included, **13:8-9**, 12-3, 16-8; **18:5-6**
 - Procedure, **13:5**, 7, 17-8; **18:5**, 11
 - Publication, delay, **13:8**, 15-6
 - Statute Revision Commission
 - Brief, **13:12-3**
 - Mandate, **18:7-10**
 - Transportation of Dangerous Goods Act, **13:14**; **18:8-9**
- Statutes of Canada, Proposals to correct..., **47:8-9**, 12, 14-5

Nelles v. The Queen in right of Ontario ((1986) **21 DLR (4th)** 103, **79:22**; **95:28**)

Neville, Michael, President, Defence Counsel Association of Ottawa

- Bill C-61
 - Discussion, **90:29-50**
 - Statement, **90:26-7**
- Bill C-89
 - Discussion, **78:8-19-27**, 29-35, 37-8
 - Statement, **78:5-6**

New Brunswick

- Bill C-61, position, **99A:2-3**

New Refugee Status Determination Process for Canada: a report to the Honourable John Roberts, Minister of Employment and Immigration (Ratushny Report)

- References, **28:6**; **31:7**; **37:22**; **50:6**, 8; **52:7**; **53:30**; **56:40,52**; **67:5**; **68:32**

Newfoundland-Labrador Human Rights Association

- Bill C-55
 - Brief, **64:9**
 - Position, **64:9-12**, 16-23
 - Recommendations, **64:10-2**, 20

Nicaragua

- Refugees
 - Acceptance rate in the United States, **53:29-30**; **87:28**

National Legal Resource Center for Child Advocacy and Protection, Washington, (D.C.)—Suite

Publications, références

- Child Sexual Abuse and the Law*, **8:7**
- Protecting Child/Victim Witnesses: Sample Laws and Materials*, **8:8-10**
- Recommendations for Improving Legal Intervention in Intrafamilial Child Sexual Abuse Cases*, **8:8**

Nations unies

- Charte internationale des droits de l'homme, **69:16**
- Commission des droits de la personne, **62:26**
- Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
 - Application, **20:9-20**
 - Art. 3, **41:10-1**, 15; **48:46**
 - Information de base, **20:8-9**, 21
 - Ratification
 - Canada, importance, **20:8-9**, 21, 23
 - Etats, nombre, liste, **20:9**, 21-3
 - Torture, définition, **20:10**, 13-7
 - Victimes, indemnisation, **20:18**
- Convention de Vienne sur le droit des traités, **20:11**, 16-7
- Convention et Protocole relatifs au statut des réfugiés
 - Art. 1(f), **34:21**
 - Art. 31, **28:46-7**; **37:23**; **41:8**; **60:29**; **64:8**
 - Art. 32, **48:45**; **64:16**; **69:11-2**
 - Art. 33, **28:38**, 43; **31:25**; **32:14**, 26; **52:57**; **54:60**; **56:29**; **59:17-8**; **64:13-4**; **66:15-6**; **69:9-12**, 21; **71:13**
 - Art. 35, **34:5**; **51:9**; **66:17-8**, 22, 24
 - Art. 61, **52:32**
 - Historique, **37:6-7**
 - Partie Deux, **38:38**
 - Pays signataires, **34:5-6**, 11; **51:13**; **53:45**; **54:56**; **55:17**; **56:22**; **66:22**; **69:17-8**

Déclaration sur les droits des victimes, **80:21**, 25, 27-8

Déclaration universelle des droits de la personne, **20:16**; **37:6**

Haut commissariat pour les réfugiés

- Bill C-84, position, **34:5-10**, 12-3, 18-21, 23-5
- Comité exécutif, **42:6**, 13; **51:5-6**, 14; **56:28**, 32; **60:29**; **66:17-20**, 22, 24; **68:8**; **69:9**, 14, 16-7; **74:64**
- 34e Session, rapport, **69:16-7**
- Conclusions concernant la protection internationale des réfugiés*, **51:5-7**, 14-6; **56:28-9**; **66:17-8**; **69:9**, 14, 16-7
- Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié*, références, **34:14**; **56:90**
- Information de base, rôle, **34:5**, 13-4, 19, 22-3, 25-7; **37:10-2**, 24; **42:6**, 13; **54:38**; **56:7**; **62:20-4**; **66:17-20**, 22, 24; **68:8**, 10; **69:9**, 14, 16-7; **74:64**
- Note sur la protection internationale à l'Assemblée générale, août 1987, références, **38:36-7**
- Réfugiés* (revue), référence, **52:85**
- Médaille Nansen décernée au Canada en 1986, **31:19**; **37:24**; **38:33**; **40:5**; **52:6**, 65; **54:59**; **55:8**, 56; **56:7**, 62; **71:10**
- Programme commun de rétablissement des réfugiés secourus en mer, **28:40**

Voir aussi

Réfugiés

Neiman, honorable Joan, sénateur (Peel), présidente du Comité

- Bill C-7, **10:6**, 8, 10, 12, 18-20, 25-6
- Bill C-15, teneur
 - Association du Barreau canadien, position, **5:43**
 - Enfants
 - Abus sexuels
 - Cas, rapports aux autorités, **4:36**; **12:21**

Nicaragua—Cont'd
 Refugees—*Cont'd*
 Claimants, 87:30
See also
 Refugees

Nicholls, Nancy, Executive Director, Catholic Immigration Bureau (Toronto), Canadian Conference of Catholic Bishops, Inter-Church Committee for Refugees; Past Chairperson, Inter-Church Committee for Refugees

Bill C-55
 Discussion, 62:28-9, 33-5
 Statement, 62:24-8
 Bill C-84
 Discussion, 29:20-1, 23, 25-6
 Statement, 29:6-10

Nielsen Task Force

See
 Ministerial Task Force on Program Review

Noble, R. v. (16 CCC (3d) 146), 30:7

Non-Governmental Groups Concerned with Immigration and Refugee Issues

Background information, 64:12
 Bill C-55
 Brief, 64:12
 Position, 64:5-8, 12-25
 Recommendations, 64:7-8, 13-4, 18, 20-1

None is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948, Irving Abella

Reference, 54:29

Northern Canada Power Commission (NCPCC)

Assets
 Northwest Territories
 Description, 15:10
 Transfer to government of the Northwest Territories, negotiations, 15:7, 9-13
 Yukon Territory
 Description, 15:6
 Transfer to government of the Yukon, 15:6-7
 Background information, role, 15:6, 9
See also
 Yukon Territory

Northern Canada Power Commission Yukon Assets Disposal Authorization Act

See
 Bill C-45, subject-matter

Northwest Territories

Bill C-15, subject-matter
 Position, 5:6-11, 15, 20-4
 Recommendations, 5:6-7, 9-11, 18, 20-1, 24
 Children, sexual abuse
 Cases, 5:8
 Community groups, role, 5:24-5
 Statistics, 5:6, 15-6, 25
 Treatment programs, 5:8, 11, 15-6, 18, 24-5
See also
 Northern Canada Power Commission

Neiman, honorable Joan, sénateur (Peel), présidente du Comité—Suite

Bill C-15, teneur—*Suite*

Enfants—*Suite*

Abus sexuels—*Suite*

Contrevenants

Adolescents et pré-adolescents, 6:23

Catégories, taux de récidive, 12:10

Comportement, raisons, 17:15

Incarcération, traitement, disponibilité et évaluation, 22:18, 22

Renseignements et antécédents, disponibilité, 22:18

Traitement

Efficacité, 6:27-8; 14:22-3

Tribunaux, rôle, 6:23; 12:25; 17:20-1; 22:21

Vagabondage, flânerie, 22:24

Victimes d'abus sexuels durant leur enfance, 6:27

Poursuites judiciaires

Accusés

Erreur quant à l'âge comme défense, 2:10, 12-3

Identité, interdiction de publier, proposition, 5:12-3, 21, 43, 45; 11:17; 22:26

Cas qui ne sont jamais jugés par les tribunaux, nombre, raisons, 3:7-8, 24; 5:25

Solutions alternatives, 7:28-9

Tribunaux spéciaux, 8:22

Victimes et enfants témoins

Enfant en tant que témoin particulier avec des besoins particuliers

Compétence à témoigner

Capacité de dire la vérité, 11:12

«Intelligence suffisante», 9:19-20

Protection

Accusé, exclusion de la salle d'audience, 9:21

Alternatives, propositions, 7:16; 9:20

Régions éloignées, difficultés pratiques, 9:9-10

Avocats de la défense, comportement, 4:25

Juges, pouvoirs, 11:11-3

Public, exclusion de la salle d'audience, 3:21; 11:11-3

Victime accompagnée à la barre des témoins par une personne de soutien, 5:23; 9:20

Retards dans la procédure judiciaire, impact, 7:19

Identité, interdiction de publier, 5:21, 43; 11:10, 14

Témoignage

Corroboration obligatoire, suppression, 9:20

Enregistrements magnétoscopiques

Avantages et désavantages, 3:21

Etats-Unis, comparaison, 22:15

Réalisation

Edition, 22:15

Lignes directrices, 11:22

Recevabilité

Conditions, 7:22; 9:16

Réalisation «peu après» l'infraction, 2:24-5; 3:20; 6:19; 7:14; 9:15; 11:18, 23

Révélation à l'avocat de la défense, 2:26

Témoignage pertinent, 5:37-9

Recevabilité, pouvoirs discrétionnaires des juges, 2:17

Provinces, registres relatifs aux mauvais traitements infligés aux enfants, 7:26, 28; 22:29

Activité sexuelle, exploration et expérimentation, consentement, 6:24

Rédaction

Art. 15, 2:27

Art. 17, 9:21

Portée, 2:9; 14:22-3

Nova Scotia

- Bill C-61, position, **99A:4**
- Bill C-82, position, **99A:4**

Nova Scotia Child Abuse Register

- Background information, **7:25-9**
- Cases recorded, statistics, **7:7-10, 24-6**

Nova Scotia Committee on Family Violence

- Background information and achievements, **7:6-8, 25**
- Bill C-15, subject-matter, position, **7:5-6, 8-9, 18**
- Recommendations, **7:7-8, 11-3, 23, 26**

Nurgitz, Hon. Nathan, Senator (Winnipeg North), Committee Deputy Chairman

- Bill C-7, **10:26**
- Bill C-15, subject-matter, **3:23**
 - Canadian Bar Association, position, **5:43**
 - Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba), position, **3:39**
 - Children
 - Sexual abuse
 - Legal proceedings
 - Accused
 - Guilt, legal standard, **5:21**
 - Identity, ban on publication, proposal, **5:44-5, 47; 11:17**
 - Purpose, **4:22**
 - Victims and child witnesses
 - Child as special witness with special requirements
 - Competency to testify, **3:16-7; 16:14; 19:14-5**
 - Delays in judicial procedure, impact, **7:13; 11:20-1**
 - Protection
 - Accused, exclusion from courtroom, **3:18; 4:12; 5:13-4; 7:15-6**
 - Alternatives, proposals, **5:13-4; 6:25; 7:15-6; 9:10-1**
 - Remote areas, practical difficulties, **7:14-5**
 - Courtroom, physical rearranging, **19:19**
 - Defence counsel, conduct, **14:14**
 - Lawyer, services, **19:25**
 - Public, exclusion from courtroom, **3:21; 4:14**
 - Definition of "public", **4:14**
 - Identity, ban on publication, **11:14-6**
 - Testimony
 - Corroboration requirement, removal, **5:14-5, 22, 32**
 - Prior out-of-court statements, **2:26; 14:25**
 - Reliability, truthfulness, **4:25; 6:14; 16:14**
 - Videotaped evidence
 - Admissibility
 - Conditions, **6:18-9; 11:6-7**
 - "Offence", definition, **6:14-5; 7:13-4**
 - Production "soon after" the offence, **2:27; 6:19; 7:14; 11:23**
 - United States, comparison, **14:12**
 - Advantages and disadvantages, **11:7-8, 20-3; 14:12**
 - Production, interviewer, qualifications and training, **11:19-20, 23; 14:12**
 - Relevant evidence, **5:37-8**
 - United States, comparison, **22:12**
 - Offences
 - Exposure, **2:19**
 - Reform, creation of new offences
 - Recommendation, sexual intercourse/touching while infected with sexually transmittable disease, **2:20**
 - Touching "for a sexual purpose", interpretations, **5:29**

Neiman, honorable Joan, sénateur (Peel), présidente du Comité—

- Suite*
- Bill C-15, teneur—*Suite*
 - Procédure, **2:5, 9, 14, 21, 28-9; 3:6, 16, 25, 27, 34, 40; 4:5, 7, 34, 36-7; 5:6, 11, 15, 25-6, 42-3, 47; 6:5, 19, 28; 7:5, 29-30; 8:5, 11, 15, 18, 21-4; 9:5, 8-13, 15, 17-8, 21-2; 11:5, 9, 13, 20, 23; 12:5, 14, 17, 22, 24, 33-4; 14:5, 9, 14, 25; 17:6, 23; 22:7, 18, 20-1, 28, 30-2**
 - Ramifications, **22:18-20**
- Bill C-45, teneur
 - Discussion, **15:12-3**
 - Procédure, **15:6, 13-4; 17:25-6**
- Bill C-53, **43:17, 20, 27-8**
- Bill C-55
 - Aide
 - Familles, réunification, **56:66, 85**
 - Programmes spéciaux, **54:57**
 - Sélection des réfugiés à l'étranger, **54:58**
 - Condition psychosociale et physique à l'arrivée, **56:50; 62:33**
 - Danemark, politiques, **54:43-4**
 - Définition, Convention des Nations unies, **51:13; 52:46**
 - El Salvador, Antonio Rivas, **52:85-6**
 - Entrée illégale au Canada
 - Détention, risques à la sécurité, **52:26-7**
 - Femmes, **61:11-3**
 - Fidji, situation après le coup d'état de 1987, **65:14, 19-20**
 - Ghana, requérants du statut de réfugié, **58:18-9**
 - Legal Aid Manitoba, information de base, **52:11-2, 17**
 - Membres du Comité, voyages pour entendre des témoignages, motion, **46:21-2**
 - Ministère de l'Emploi et de l'Immigration, appels téléphoniques au sujet des témoins, **55:71**
 - Pays tiers considérés comme sûrs
 - Définition, **71:19**
 - Liste, détermination
 - Cabinet, décision, **69:34**
 - Consultations, **52:83**
 - Critères, **52:84-5; 55:17**
 - Exceptions, exclusions pour certaines catégories, **70:14**
 - Perte du statut de réfugié, **62:15-6**
 - Portugal, requérants du statut de réfugié, **56:74**
 - Procédure, **49:6, 30; 50:5, 30, 36; 51:5, 7, 16, 26; 52:6, 12-4, 18-9, 21, 24-8, 36-7, 39-40, 44-5, 47-52, 56, 58-9, 61, 64, 67, 71, 75, 77, 80-1, 87, 90-5; 53:5, 12, 17-9, 22, 24, 42, 46, 48-9; 54:6, 25, 27, 30, 33, 40-4, 49, 52, 55, 58, 64, 66-7, 69; 55:6, 15-6, 18-9, 38-9, 42-3, 46, 51-3, 63, 65-6, 68, 84-5, 88; 56:17, 20, 23, 26, 34, 37, 44, 47-8, 51-2, 58-60, 62-3, 67, 69, 71, 73, 77-9, 84, 86-7, 90-1, 94; 58:5, 10-3, 23; 59:5, 17, 19, 31, 33-4; 60:5, 13-4, 21, 28, 45; 61:5, 9, 17; 62:5, 14, 17, 20, 24, 28, 34, 36; 64:5, 8, 12, 17-8, 23, 25; 65:5, 14, 21; 66:6-7, 14, 20-1, 24, 26, 30, 32, 34, 36-9, 48; 67:5, 8, 10, 12-3, 16, 19-23, 26; 68:5-7, 12, 14, 20-1, 33; 69:6, 9, 15, 19-20, 34; 70:5, 11, 18, 21; 71:8-9, 12, 14-6, 18, 20-2, 24-6**
- Statut de réfugié, détermination, processus
 - Abus, information de base, **56:65-6**
 - Accès universel, **56:49-50, 86**
 - Administration, évaluation, **56:68**
 - Arriéré, retards, **53:22**
 - Mesure législative
 - Amendements, **55:87-8**
 - Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, position, **52:37**
 - Nations unies, Convention et Protocole relatifs au statut des réfugiés, conformité, **52:37**
 - Règlements, **49:19-20**
- Procédure
 - Audiences, **56:50, 72, 86**

Nurgitz, Hon. Nathan, Senator (Winnipeg North), Committee Deputy**Chairman—Cont'd**Bill C-15, subject-matter—*Cont'd***Children—Cont'd****Sexual abuse—Cont'd****Offenders**

Adolescents and pre-adolescents, 6:24; 9:8-9

Behaviour, reasons, 12:16-7

Categories, rates of recurrence, 12:10

Identification, detection, 12:9, 15

Increase in number or increased reporting, 6:26

Male adults and female adults, numbers, comparison, 6:28

Treatment

Courts, role, 6:23

Effectiveness, 6:24; 9:8-9; 12:14

Vagrancy, loitering, 19:16

Person in position of trust or authority, 2:21

Recommendation, national centre, establishment, 14:12-3

Statistics, gathering, standards, 14:13

Victims

Disclosure, false accusations, 19:29

National Youth in Care Network witnesses, 19:5, 31

Native children, 16:8, 10-2, 15-6

Treatment, availability, 19:17

Sexual activity, exploration and experimentation, consent, 19:21

Drafting, clause 15, 2:27

Procedure, 2:29; 3:33; 4:6-7; 5:21, 26; 11:9; 14:17; 16:6, 13, 15-6; 19:5, 10-1, 17-8, 31

Bill C-28, 20:8-9, 11, 17, 20, 22-3

Bill C-45, subject-matter, procedure, abstention, 16:5

Bill C-53, 43:22-4, 27-8

Bill C-55

Assistance, Canada, programs and policies, 52:78

Illegal entry into Canada, detention, security risks, threats, 52:23-4, 27; 62:14

Law Reform Commission, appointments, 72:26

Legal Aid Manitoba, background information, 52:9-11

Policy, 52:24

Procedure, 72:7-8, 12-3, 16-9, 21-2, 27, 29

Refugee determination process

Access, denial, 52:23-4

Claimants

Identification, 58:17

Protection, genuine refugees, 58:17

Removal/deportation, 62:12-3

Return to safe third country, 52:51

Legislation

Application of Charter, 72:17

Constitutionality, evaluations, 72:14

Regulations, 49:19; 52:77-8

Study, delays, 49:19

United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, 52:36

United Nations High Commission for Refugees, position, 52:36

Procedure

Changes, need, reasons, 52:24

Determination system proposed in Bill C-55

Appeals/reviews, 52:10-1, 50-1, 78

Hearings, 62:11

Manual, 49:20

Immigration and Refugee Board, 52:79

Immigration Appeal Board, 72:17, 19-20, 29

Refugee Status Advisory Committee, members, 72:22

Safe third countries, 52:23

Transportation companies, 58:13-6, 20-3

Women, 61:12

Neiman, honorable Joan, sénateur (Peel), présidente du Comité—**Suite**Bill C-55—*Suite*Statut de réfugié, détermination, processus—*Suite***Procédure—Suite**

Cas d'ordre humanitaire et de commisération, 54:69

Changements, besoin, raisons, 70:22

Comité consultatif du statut de réfugié, nominations

Durée, 68:29-30

Révocation, recours, 67:24-5

Commission d'appel de l'immigration

Nominations

Durée, 68:29-30

Révocation, recours, 67:24-5

Productivité, 56:78

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Décisionnaires, membres

Indépendance, 52:79-80

Nominations, durée, 66:10; 67:24; 70:14

Définition, 68:30-1

Information de base, personnel, bureaux, bibliothèque, 70:8-9

Section d'appel, 49:29

Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55

Appels/réexamens, 52:10, 51, 86; 53:21-2; 55:43, 51; 62:32-4; 68:31; 69:34

Audiences

Conseiller juridique, 53:21-2; 55:38-9; 56:50-1

Contrôle à l'entrée, audience

Délai, 52:17, 82; 53:20

Fardeau de la preuve, 62:10-1

Recevabilité, critères, 52:46; 56:49

Section du statut, audience, 70:10

Étapes et ajournements, 68:31

Modèles alternatifs, propositions, 50:18, 23; 51:31; 52:18; 54:57-8; 55:14; 56:58-9, 66, 73-4, 76-7; 68:31

Personnel, augmentation, 52:18

Requérants

Identification, documents, 56:49; 58:18-9

Protection, réfugiés véritables, 58:22

Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr

Exceptions, personnes qui ont simplement passé en transit dans un pays tiers considéré comme sûr, 52:25

Personnes qui arrivent d'un pays sur la liste des pays tiers considérés comme sûrs, 54:64-5; 60:34

Protection dans un pays tiers considéré comme sûr

Ententes, accords, 69:32

Sauvegardes, assurance d'être accueillis, 71:17

Renvoi/expulsion, 62:12-3

Travail, permis, 56:76-7

Transporteurs

Détenue, dépenses, 58:13, 20, 22-3

Documents

Rétention, 58:12

Vérification, application, 66:38

Passagers, renvoi au point de départ initial, 58:10-1

Transport de retour, frais, 56:20; 58:11

Transport des passagers sans documents requis, amendes, 58:13-6, 21

Windsor, Ontario, requérants du statut de réfugié, 66:36

Bill C-55, motion...

Ministre de l'Emploi et de l'Immigration, amendement à l'art. 14, 87:17-32

Procédure, 87:17-8, 32

Rapport au Sénat, 87:52-3

Bill C-58

Discussion, 88:13, 18-9, 23-5; 89:17-9, 24

Procédure, 86:19, 26; 88:5, 8, 10, 16, 21, 26-7; 89:11,

Nurgitz, Hon. Nathan, Senator (Winnipeg North), Committee Deputy Chairman—Cont'd
 Bill C-55, motion...
 Minister of Employment and Immigration, amendment to clause 14, **87:21**, 23-8, 31
 Procedure, **87:32**
 Bill C-61, **87:52**; **90:28-30**, 32-8, 43-9
 Bill C-71, **25:8-9**, 12-6
 Bill C-82, **90:8-10**, 19; **97:16-7**
 Bill C-84
 Illegal entry into Canada
 Aiding, abetting, counselling
 Evidence, search and seizure, **29:27-30**, 38; **30:20-1**
 Prosecution, **29:25-6**; **35:22-3**
 Detention
 Decision-making process, **35:11-2**; **46:15**
 Identity, inability to establish, **29:23**; **46:15**
 Legislation
 Constitutionality, evaluations, **33:41**; **46:15**
 United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, **34:12**
 United Nations High Commission for Refugees, position, **34:9-10**
 Security risks, threats
 Mandatory detention, **35:7**; **46:15**
 Removal/deportation, **35:8**
 Security certificates, review procedure, **44:11**, 14-5; **46:15-6**
 Procedure, **29:16**; **31:5**, 17, 26-7, 34-5; **32:5**, 10; **33:5**, 17, 21, 28, 34, 42; **34:5**, 10, 18, 24, 26-7; **35:5**, 13, 27
 Ships, turn back, **34:10-1**; **29:25**
 Transportation companies
 Documents, **29:38**; **36:12-5**
 Transportation of passengers without required papers, fines, **36:16**
 United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees
 Signatory states, number, **34:6**
 United Nations High Commission for Refugees
 Procedures and Criteria for Determining Refugee Status, reference, **34:14**
 Role, **34:22**
 Bill C-84, motion... and Message...
 Illegal entry into Canada, security risks, threats, **62:22-4**
 Refugee determination process, **58:17**
 Ships, turn back, constitutionality, **60:20-1**
 Transportation companies, **58:13-6**, 20-3
 Bill C-88, **48:74-6**
 Bill C-89
 Identity of complainant or witness, ban on publication or broadcast in certain cases
 Application
 Judges
 Discretion, **77:13**; **80:9**; **84:8**
 Obligation to inform, **78:8-9**; **79:15**
 Mandatory, **79:10**, 15; **80:9**
 Background information, **78:11-2**
 Constitutionality, **77:13**; **80:9**; **84:18**
 "Document", **76:16**
 Encouragement to come forward, **78:10**
 Procedure, **77:12**; **79:5**; **80:11**; **84:6**, 11, 16, 23
 Recovered property
 Identification, **76:21-2**; **78:14**
 Proof of ownership and value of the property, affidavit or solemn declaration, **76:21**; **77:14-5**; **78:21**
 Return to owner, time-frame, **78:13-5**

Neiman, honorable Joan, sénateur (Peel), présidente du Comité—Suite
 Bill C-58—*Suite*
 Procédure—*Suite*
 16-7, 19, 22-4
 Bill C-61
 Amendements, propositions, **87:38**
 But, **95:33**
 Procédure, **86:5**, 7, 17, 19; **87:32-3**, 52; **90:21-2**, 46, 50; **91:5**, 22; **95:18**, 23, 26, 33
 Produits de la criminalité
 Pinto & Banque royale du Canada, affaire, **86:17**
 Saisie, blocage, confiscation
 Confiscation, **86:16**; **91:9**, 16, 18
 Documents, conservation des copies par le procureur général, **90:49-50**
 Infractions, application
 Double criminalité, **90:41-2**; **91:9-10**; **95:30-3**
 Infractions de criminalité organisée, **86:19**; **90:46**
 Saisie/blocage avant procès
 Demande de révision, **87:39**
 Mandats, procédure, **87:42**; **91:11**, 13-4; **95:24**
 Tiers, propriété ou droit à la propriété, **87:44**
 Bill C-71, **25:5**, 8-9, 12-6
 Bill C-82
 Association du Barreau canadien, mémoire, **92:13-4**
 But, **92:8**
 Enregistrement
 Activités
 Exclusions
 Collecte d'informations, **92:6**, 11-2
 Présentations, orales ou écrites, à un comité du Parlement, **92:14**
 Exemption portant sur les communications concernant l'exécution, l'interprétation ou l'application d'une loi, **93:17-8**
 Inclusions, **92:18**
 Définition
 Deux catégories, système
 Autres lobbyistes, **90:10**; **92:36-7**; **95:16**; **97:23**
 Contrats, **93:13**; **97:21**
 Lobbyistes professionnels, **90:11**; **92:36-7**; **93:17-8**; **95:16**; **97:23**
 Renseignements, divulgation, exigences, **92:36-7**
 Exclusions, **90:9-10**
 Experts-conseils, comparaison, **93:7**
 Etats-Unis, comparaison, **92:39**
 Système, administration, **95:9**
 Titulaire d'une charge publique
 Définition, **92:15**, 25
 Obligation par rapport aux lobbyistes, **95:16**
 Procédure, **90:5**, 8, 21; **92:5**, 13-5, 26, 30, 40; **93:5**, 7, 15, 19; **95:5**, 18; **97:11**, 16, 26
 Bill C-84
 Aide, **27:11**; **40:10-1**
 Amendements, **55:87-8**
 Définition, **38:33**
 Entrée illégale au Canada
 Aide, encouragement, conseils
 Poursuites judiciaires, **29:37**, 32-3; **30:15**; **41:19**
 Preuves, perquisition et saisie, **29:28-9**; **44:25**
 Définition
 Identité, incapacité d'établir, **29:19**; **44:15**
 Mesure législative
 Adoption, options, renvoi à la Cour suprême, **40:20**
 Constitutionnalité, gouvernement, opinions juridiques, **44:15**

Nurgitz, Hon. Nathan, Senator (Winnipeg North), Committee Deputy**Chairman—Cont'd****Bill C-89—Cont'd**Recovered property—*Cont'd*Statutory authority for release, **78:12-3, 15-7**Restitution, pecuniary damages, **84:9-11, 13**Victim impact statements, **80:14****Bill C-94, 48:73-4****Bill C-115, 81:16, 19****Bill C-264, 96:9****Bill S-3, 1:9, 16****Bill S-5, 21:18, 21-3****Bill S-7**Amendments, **75:14, 16**

Canada

Corporation sole, financial situation

Audit, **75:10-1**Disclosure, **73:9-11, 24, 27; 75:8**Regional Vicar for Canada, nationality, **73:21-3**Structure, **73:28**Individuals, requests to testify, **73:26**Personal prelature and regional vicar, comparison with diocese
and bishop, **75:20, 25**Procedure, **73:24; 75:25-7**Purpose, reasons, **73:15-7****Bill S-17, 83:6, 12, 16**Corporations sole, background information, **75:23-4**Justice, system, journalists, training, **80:10-1**Motion, revised budget, fiscal year 1987-1988, **46:22**Organization meeting, **1:7-12**

Revised Statutes of Canada, 1985, draft

Background information, **13:17**Consolidations and revisions, consultations, **18:5-6; 20:7-8**Omissions, Acts not included, **13:8-9, 17; 18:6**Publication, delay, **13:15-6**Statute Revision Commission, mandate, **18:10**Transportation of Dangerous Goods Act, **13:14; 18:8-10**Statutes of Canada, Proposals to correct..., **47:11-2, 14****Oakes, R. v. ([1986] 1 SCR 103), 28:23-4****Oddleifson, Eddie, President, Edmonton Branch, Amnesty International; Edmonton Branch, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy****Bill C-55**Discussion, **54:14, 17, 20, 23, 25**Statement, **54:6-8****Ontario**Bill C-15, subject-matter, position, **11A:1-7****Operation Dismantle v. The Queen ([1985] 1 SCR 441), 59:7-8,25; 89:16****Opus Dei**Background information, **57:5-7**

Canada

Charitable organization, request after incorporation, **57:13, 24; 63:11; 75:22**

Corporation sole

Financial situation

Audit, **57:8, 11-2; 73:9; 75:7-14, 22-4**Disclosure, **57:12-3; 63:10-1; 73:8-14, 10-20, 24, 27; 75:7-8, 11, 13-6, 22-4**Powers, **63:8-10, 14-7**Precedents, **57:9, 11-3, 20-1; 63:6-7; 73:14; 75:15****Neiman, honorable Joan, sénateur (Peel), présidente du Comité—Suite****Bill C-84—Suite**Entrée illégale au Canada—*Suite*Détenation—*Suite*Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés,
position, **40:17**Historique, **30:14**Nations unies, Convention et Protocole relatifs au statut
des réfugiés, conformité, **40:17**

Sécurité, risque, menaces

Attestations de sécurité

Examen, procédure

Comité de surveillance des activités de renseignement
de sécuritéArrière, **44:5-6, 12-3**Cas, nombre, **44:5-7**Fonctions, transfert à la Cour fédérale, **44:7-8**Rôle en ce qui concerne des résidents permanents
du Canada, **44:12**

Cour fédérale

Annulation du certificat, éléments de preuve, **28:31; 44:11, 14-5**Arrière, **44:12-3**Exclusion de l'audience, **44:15**Rôle, **44:8, 12-3**Ministre et le solliciteur général, rôle, **27:39**Définition, **28:15**Détenation obligatoire, **44:15-7**Réexamen par la Cour fédérale après 120 jours de déten-
tion, **28:36-7**Renvoi/expulsion, **37:10; 44:17**

Navires

Interception et escorte au port, **44:25**

Renvoi

Passagers

Refoulement, risque, **28:42**Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr, **36:23-4**Sécurité, **27:36-7**

Processus décisionnel

Détermination en mer, **29:24**Pouvoirs, **27:36-7**Opinion publique, **39:18**Procédure, **26:6, 11, 21, 26-7; 27:5, 20, 35, 37, 51; 28:5, 9-11, 26-7, 29, 36, 38, 48-9, 51; 29:6, 10, 13-6, 20, 23, 30, 34, 36-7, 40; 30:5, 11, 13, 16, 20, 23-5; 36:5-6, 10, 25, 28; 37:5, 14, 23-4; 38:5, 9, 12, 14-5, 22, 43; 39:5-6, 10, 16, 19, 21; 40:5, 9-10, 12-3, 19-20, 23, 26; 41:5, 12-3, 18, 21, 24, 26; 42:5, 13, 16; 44:5, 12-4, 24-5; 46:7, 10, 12, 14-5, 17, 21-2**

Statut de réfugié, détermination, processus

Accès, refus, **26:14**

Procédure

Changements, propositions, **27:19**Comité consultatif du statut de réfugié, **37:12-3**Ministre, délégation des pouvoirs, **37:8**

Requérants

Identification, documents, **27:31-3**Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr, **29:39**Statistiques, **27:19**

Transporteurs

Dépenses de détention, **36:18-9**Documents, vérification, **36:19-23**Transport des passagers sans documents requis, amendes,
36:15-8Bill C-84, motion..., rapport au Sénat, **87:52-3**

- Opus Dei—Cont'd**
 Canada—*Cont'd*
 Corporation sole—*Cont'd*
 Request, reasons, **57:8-11**, 18-23; **63:6**, 8,15-6; **75:20-1**
 Historical background, **57:8**, 14, 17-9; **63:8-9**, 12-6; **75:21**
 Members, **57:5-7**, 14-5; **63:8-9**; **75:21**
 Offices, centres, **57:7**; **75:19**
 Property, **57:8**, 17-9, 22-4; **63:8-9**; **75:21-3**, 25
 Regional Vicar for Canada
 Appointment, **57:7**, 9,21
 Nationality, **57:21-2**; **73:20-3**; **75:14-7**
 Role, powers, **57:7-9**, 21, 23
 Role, purpose, **57:13-7**, 22-3; **63:11**; **75:20-1**
 Structure, **57:8-11**, 18, 22; **63:6-9**, 11-2, 14-7; **73:28**; **75:12-3**, 15-6, 18-9
 Definition, **73:24-5**, 28; **75:21**
 Historical background, **57:5-7**, 10, 14, 17-8; **63:8-9**, 12-4, 16-7
 Personal prelature and regional vicar, comparison with diocese and bishop, **57:5-7**, 9-10, 21; **75:17-20**, 24-6
 Reputation, public opinion, **57:10**, 13-7, 20; **75:18**
 Role, purpose, **57:5-7**
Romana, official bulletin, **57:6-7**, 13-4
- Opus Dei, Act to incorporate the Regional Vicar for Canada of the Prelature of the Holy Cross and**
See
 Bill S-7
- Ottawa Citizen**
 Article concerning refugees, January 4, 1988, reference, **58:15**
- Paisley, Victor, Vice-Chairman, Canadian Bar Association's Committee on Pornography, Prostitution and Sexual Abuse of Children**
 Bill C-15, subject-matter
 Discussion, **5:43-5**
 Statement, **5:28-42**
- Pakistan**
 Refugees from other countries, **40:22**; **53:16**; **54:41**; **64:14**
See also
 Refugees
- Palmer, Philip, Acting Director, Legal Services, Department of Communications**
 Bill C-7, **10:12**, 18
- Paludan, Anne, former Head, Asylum Department, Danish Refugee Council**
 Bill C-55
 Discussion, **54:40-4**
 Position, **54:34-44**
 Recommendations, **54:36-8**
 Statement, **54:33-40**
 Biographical notes, **54:33-4**
- Parliamentary Spouses Association**
 Background information, **14:5-6**
 Bill C-15, subject-matter, position, **14:6-11**
- Paxton's Case (Massachusetts, 1761)**, **30:6,8**
- Pelee Island Transportation Company, Township of Pelee Island (Ontario)**
 Bill C-55, repercussions, **66:26-7**, 39-40; **66A:5-6**; **71:23**; **74:31-2**
- Neiman, honorable Joan, sénateur (Peel), présidente du Comité—Suite**
 Bill C-84, motion... et message...
 Entrée illégale au Canada
 Aide, encouragement, conseils
 Preuves, perquisition et saisie, **68:51-3**
 Véhicules, saisie, confiscation, **68:36-7**
 Détention, identité, incapacité d'établir, détention obligatoire, **68:48**
 Sécurité, risques, menaces, exclusion du processus de détermination du statut de réfugié, **62:22**
 Ghana, requérants du statut de réfugié, **58:18-9**
 Procédure, **58:5**, 10-3, 23; **59:5**, 17, 19, 28-9, 31-4; **60:5**, 12-4, 19-21; **66:6-7**; **68:33**, 38-9, 43, 45-6, 53; **69:6**
 Statut de réfugié, détermination, processus, requérants
 Identification, documents, **58:18-9**
 Protection, réfugiés véritables, **58:22**
 Transporteurs
 Détention, dépenses, **58:13**, 20, 22-3
 Documents, rétention, **58:12**
 Passagers, renvoi au point de départ initial, **58:10-1**
 Transport de retour, frais, **58:11**
 Transport des passagers sans documents requis, amendes, **58:13-6**, 21
 Bill C-88, **48:74**, 76
 Bill C-89
 Aide, services aux victimes, financement, **85:25**
 Biens récupérés, **77:14-9**; **78:15-6**, 19
 Déclaration de la victime, **80:14**, 36; **82:12-3**
 Dédommagement
 Dommages
 Défaut de paiement, incarcération, **78:27**
 Appel, **77:21**
 Procédure, **80:13**
 Ordonnances de service communautaire, **80:37**
 Sommes trouvées sur le contrevenant au moment de son arrestation, **77:21**
 Identité du plaignant ou témoin, interdiction de publication ou de diffusion dans certains cas
 Accusé, comparaison
 Droits, **77:10**
 Infractions sexuelles, accusations arbitraires, **76:16**, 19-20; **77:10**
 Statistiques, **76:16**
 Preuves semblables, **77:10**
 Application
 Extension, propositions, raisons, **80:25**
 Juges
 Discrétion, **76:17**; **79:16**; **80:25**
 Obligation d'aviser, **78:9**
 Obligatoire, **76:17**; **79:20-1**
 Constitutionnalité, contestations devant les tribunaux, **77:13**
 «Document», **79:14**, 16
 Information de base, **78:12**
 Procédure, **76:5**, 12, 14-5, 21-4; **77:6**, 9,12, 18, 20, 24; **78:5**, 12, 15, 18-9, 23, 31-2, 35-6, 38; **79:5**, 16, 23; **80:5**, 7, 11, 21, 38; **82:5**, 7,13, 19, 23-4; **85:6**, 27
 Rédaction, **78:31**; **79:14**, 16
 Suramendes compensatoires, **77:24**; **78:38**
 Bill C-94, **48:72-4**
 Bill C-115, **81:13**, 16, 18-9
 Bill C-145, **91:22-3**
 Bill C-210, teneur
 Discussion, **94:6-13**; **96:19-26**
 Procédure, **94:6**, 12-4; **96:19**, 25-6
 Bill C-264, **96:7**, 10-5, 19
 Bill S-3, **1:12-8**

- Pelletier, Michel, Sergeant, Drug Awareness Program, Royal Canadian Mounted Police**
 Bill C-264
 Discussion, 96:10-9
 Statement, 96:7-10
 Biographical notes, 96:7
- Penitentiaries**
 Inmates
 Incarceration, alternatives, fine option program, 85:17
 Number, cost, 80:37; 82:18, 24
- Perrault, Hon. Raymond J., Senator (North Shore-Burnaby)**
 Bill C-55
 El Salvador, 56:60
 Definition, 56:39
 India, 56:70
 Refugee determination process
 Abuse, 56:37-8, 91-2
 Administration, evaluation, 56:77-8
 Claimants, 56:59
 Procedure
 Changes, need, reasons, 56:37-8
 Determination system proposed in Bill C-55
 Alternate models, proposals, 56:73, 92-3
 Appeals/reviews, 56:72
 Hearings
 Legal counsel, 56:48-9, 77, 93
 Screening hearing, 56:59, 72-3, 86-7, 93
 Immigration and Refugee Board, 56:79
 Oral hearings, 56:87
- Perlee, Tom, Refugee Section, Primates World Relief and Development Fund; Edmonton Branch, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy**
 Bill C-55, 54:17-20
 Biographical notes, 54:17
- Petten, Bernice, Parliamentary Spouses Association**
 Bill C-15, subject-matter, 14:11-2
- Philippines**
 Refugees, 55:61-2
See also
 Refugees
- Pinto & Royal Bank of Canada case**
 References, 86:7, 17; 87:45
- Piragoff, Don, Counsel, Criminal Law Policy and Amendments Section, Department of Justice**
 Bill C-71, 25:9-11
- Plaidoyer Victimes (Quebec)**
 Background information, 82:5-7
 Bill C-89
 Position, 82:5-13
 Recommendations, 82:5-6, 8, 10
- Neiman, honorable Joan, sénateur (Peel), présidente du Comité—Suite**
 Bill S-5, 21:18, 23
 Bill S-7
 Amendements, 73:26-8; 75:7, 13-6
 But, raisons, 73:17
 Canada
 Biens, 57:23-4; 75:22, 25
 Corporation simple
 Précédents, 63:6
 Situation financière
 Divulgence, 63:10; 73:9-10, 12-4, 20, 24, 27; 75:11, 22
 Vérification, 75:12, 14, 22-3
 Vicaire régional pour le Canada, nationalité, 73:22-3
 Définition, 73:24-5
 Individus, demandes pour témoigner, 73:26
 Prélature personnelle et vicaire régional, comparaison avec diocèse et évêque, 75:25
 Procédure, 57:5, 9, 21, 24; 63:5-6, 8, 13, 16-7; 73:6-7, 15-6, 18-20, 24-8; 75:7-8, 10-3, 15-9, 21-2, 25-8
 Bill S-10, 22:32-6
 Bill S-11, 23:5, 11-3, 26, 28, 30; 24:18-20
 Bill S-14, 43:6-7, 12, 15-6; 45:6-7, 12-7
 Corporations simples, information de base, 63:12, 14; 75:23-4
 Criminalité
 Contrevenants, détermination de la peine, statistiques, 85:26
 Infractions, statistiques, 85:26
 Lois révisées du Canada
 Entrée en vigueur, procédure, 13:5-6, 10
 Examen, 13:7-8
 Statuts du Canada, comparaison, 13:16-7
 Lois révisées du Canada (1985), projet
 Codifications et révisions, consultations, 18:5-7
 Commission de révision des lois
 Mandat, 18:7-10
 Mémoire, 13:12-3
 Exclusions, lois non comprises, 13:8-9, 12-3, 16-8; 18:5-6
 Procédure, 13:5, 7, 17-8; 18:5, 11
 Publication, retard, 13:8, 15-6
 Rédaction, 13:9; 18:7
 Transport des marchandises dangereuses, Loi, 13:14; 18:8-9
 Motion, budget révisé, exercice financier 1987-1988, 46:21-2
 Statuts du Canada, Propositions à corriger..., 47:8-9, 12, 14-5
- Nelles c. The Queen in right of Ontario ((1986) 21 DLR (4th) 103, 79:22; 95:28**
- Neville, M. Michael, président, Association des procureurs de la défense d'Ottawa**
 Bill C-61
 Discussion, 90:29-50
 Exposé, 90:26-7
 Bill C-89
 Discussion, 78:8-19-27, 29-35, 37-8
 Exposé, 78:5-6
- Nicaragua**
 Réfugiés
 Acceptation, taux, Etats-Unis, 53:29-30; 87:28
 Statut de réfugié, requérants, 87:30
Voir aussi
 Réfugiés

Plaut, W. Gunther, Rabbi, Holy Blossom Temple

Article in *Globe and Mail*, August 20, 1987, entitled *The attitude to refugees has a parallel from 1939*, 39:8

Bill C-55, position, 39:9

Bill C-84

Discussion, 39:10-21

Position, 39:6-21

Recommendations, 39:9, 15, 17, 19

Statement, 39:5-10

Biographical notes, 39:5-6, 10, 18

See also

Plaut Report

Plaut Report

See

Refugee Determination in Canada: a report to the Honourable Flora MacDonald, Minister of Employment and Immigration

Poland

Refugee claimants, 54:38, 53; 64:22

See also

Refugees

Policy Concepts

Background information, 93:5, 15-6

Bill C-82, position, 93:5-19

Pollack, Rocky, Chairman, National Criminal Justice Section, Canadian Bar Association

Bill C-61

Discussion, 87:38-52

Statement, 87:33-8

Pope John Paul II

Statements, quotations, 55:61-3

Pornography and Prostitution in Canada. Report of the Special Committee on Pornography and Prostitution (Fraser Report)

References, 2:8; 4:7; 8:6; 14:5, 8, 19

Portugal

Refugee claimants, 27:28; 28:7, 45; 29:16, 32; 30:15; 31:9, 22, 28-9; 32:15-6; 34:20; 38:28-9; 39:17-8; 40:14; 41:11; 49:26-7; 53:47-8; 54:14, 30, 58, 63; 55:48; 56:19, 41, 73-4; 62:6, 22-3; 70:12-3, 17-8

Visitors' visas, 27:23; 31:28-9; 53:48; 56:74, 91; 69:21

See also

Refugees

Poznanski, G.W., Assistant Superintendent, Department of Insurance

Bill S-3, 1:14

Préfontaine, Dan, Assistant Deputy Minister, Policy, Programs and Research Branch, Department of Justice

Bill C-89

Discussion, 76:16-7, 19-21, 23-4

Statement, 76:5-8

Prelature of the Holy Cross and Opus Dei

See

Opus Dei

Nicholls, Mme Nancy, directeur exécutif, Bureau catholique de l'immigration (Toronto), Conférence canadienne des évêques catholiques, Comité Inter-Eglises pour les réfugiés; ancienne présidente, Comité Inter-Eglises pour les réfugiés

Bill C-55

Discussion, 62:28-9, 33-5

Exposé, 62:24-8

Bill C-84

Discussion, 29:20-1, 23, 25-6

Exposé, 29:6-10

Nielsen, Groupe de travail

Voir

Groupe de travail ministériel chargé de l'examen des programmes

Noble, R. c. (16 CCC (3d) 146), 30:7

None is Too Many: Canada and the Jews of Europe, 1933-1948, M. Irving Abella

Référence, 54:29

Nouveau processus de reconnaissance du statut de réfugié pour le Canada: rapport présenté à M. John Roberts, ministre de l'Emploi et de l'Immigration (Rapport Ratushny)

Références, 28:6; 31:7; 37:22; 50:6, 8; 52:7; 53:30; 56:40, 52; 67:5; 68:32

Nouveau-Brunswick

Bill C-61, position, 99A:2-3

Nouvelle-Ecosse

Bill C-61, position, 99A:4

Bill C-82, position, 99A:4

Voir aussi

Nova Scotia Child Abuse Register

Nova Scotia Committee on Family Violence

Nova Scotia Child Abuse Register

Cas inscrits, statistiques, 7:7-10, 24-6

Information de base, 7:25-9

Nova Scotia Committee on Family Violence

Bill C-15, teneur, position, 7:5-6, 8-9, 18

Information de base et réalisations, 7:6-8, 25

Recommandations, 7:7-8, 11-3, 23, 26

Nurgitz, honorable Nathan, sénateur (Winnipeg-Nord), vice-président du Comité

Bill C-7, 10:26

Bill C-15, teneur, 3:23

Association du Barreau canadien, position, 5:43

Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba), position, 3:39

Enfants

Abus sexuels

Centre national, création, recommandation, 14:12-3

Contrevenants

Adolescents et pré-adolescents, 6:24; 9:8-9

Augmentation du nombre ou du nombre des cas rapportés, 6:26

Catégories, taux de récidive, 12:10

Comportement, raisons, 12:16-7

Identification, détection, 12:9, 15

- Prelature of the Holy Cross and Opus Dei, Act to incorporate the Regional Vicar for Canada of**
See
 Bill S-7
- Pringle v. Fraser** ([1972] SCR 821), 32:9
- Privacy Act**
 References, 10:9-10, 22; 76:16
- Proposals to correct certain anomalies, inconsistencies, archaisms and errors and to deal with other matters of a non-controversial and uncomplicated nature in the Statutes of Canada**
See
 Statutes of Canada, Proposals to correct...
- Prostitution**
See
 Children — Prostitution
- Proulx, Monique, Vice-President, Canadian Council for Refugees**
 Bill C-55, 62:5-6
 Biographical notes, 62:6
- Public Affairs International**
 Background information, 95:6-7, 12
 Bill C-82, position, 95:5-18
- Public Archives of Canada**
 Name, change, 10:7
 Role, 10:6-7
See also
 National Archives of Canada
- Quebec**
 Provincial Court, Court of the Sessions of the Peace and Youth Court, integration into Court of Quebec, 91:22-3
- Quebec Bar Association**
 Bill C-15, subject-matter
 Position, 9:5-8, 15, 18
 Recommendations, 9:6-8
- RSAC**
See
 Refugee Status Advisory Committee
- Racicot, Denis, Association of Immigration Lawyers, Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, Montreal Coalition**
 Bill C-55
 Discussion, 68:12-9
 Statement, 68:7-12
 Bill C-84
 Discussion, 38:11-3, 16-8, 20-2, 24-9, 32-4, 36, 38, 40-1
 Statement, 38:5-9
- Radio, Vera, Executive Director, MOSAIC**
 Bill C-55
 Discussion, 55:14-5, 17, 19
 Statement, 55:6-8, 10-4
- Nurgitz, honorable Nathan, sénateur (Winnipeg-Nord), vice-président du Comité—Suite**
 Bill C-15, teneur—Suite
 Enfants—Suite
 Abus sexuels—Suite
 Mâles adultes et femmes adultes, nombre, comparaison, 6:28
 Traitement
 Efficacité, 6:24; 9:8-9; 12:14
 Tribunaux, rôle, 6:23
 Vagabondage, flânerie, 19:16
- Infractions**
 Exhibitionnisme, 2:19
 Redéfinition, établissement de nouvelles infractions
 Attouchement «à des fins d'ordre sexuels», interprétations, 5:29
 Recommandation, rapports sexuels/attouchements par les personnes atteintes d'une maladie transmise sexuellement, 2:20
 Personne en situation d'autorité ou de confiance, 2:21
 Poursuites judiciaires
 Accusés
 Culpabilité, étalon légal, 5:21
 Identité, interdiction de publier, proposition, 5:44-5, 47; 11:17
 But, 4:22
 Victimes et enfants témoins
 Enfant en tant que témoin particulier avec des besoins particuliers
 Compétence à témoigner, 3:16-7; 16:14; 19:14-5
 Protection
 Accusé, exclusion de la salle d'audience, 3:18; 4:12; 5:13-4; 7:15-6
 Alternatives, propositions, 5:13-4; 6:25; 7:15-6; 9:10-1
 Régions éloignées, difficultés pratiques, 7:14-5
 Avocat, services, 19:25
 Avocats de la défense, comportement, 14:14
 Public, exclusion de la salle d'audience, 3:21;
 Définition du «public», 4:14
 Salle d'audience, réaménagement, 19:19
 Retards dans la procédure judiciaire, impact, 7:13; 11:20-1
 Identité, interdiction de publier, 11:14-6
- Témoignage**
 Corroboration obligatoire, suppression, 5:14-5, 22, 32
 Crédibilité, véracité, 4:25; 6:14; 16:14
 Déclarations extra-judiciaires antérieures, 2:26; 14:25
 Enregistrements magnétoscopiques
 Avantages et désavantages, 11:7-8, 20-3; 14:12
 Etats-Unis, comparaison, 22:12
 Réalisation, interviewer, qualifications et formation, 11:19-20, 23; 14:12
 Recevabilité
 Conditions, 6:18-9; 11:6-7
 Etats-Unis, comparaison, 14:12
 «Infraction», définition, 6:14-5; 7:13-4
 Réalisation «peu après» l'infraction, 2:27; 6:19; 7:14; 11:23
 Témoignage pertinent, 5:37-8
- Statistiques, rassemblement, normes, 14:13**
- Victimes**
 Autochtones, 16:8, 10-2, 15-6
 Divulgateur, accusations à tort, 19:29
 Réseau national des jeunes pris en charge, témoins, 19:5, 31
 Traitement, disponibilité, 19:17

- Rankin, Phil, Chairman, Immigration Law Section, British Columbia Branch, Canadian Bar Association**
 Bill C-55
 Discussion, 55:38-42, 44-6
 Statement, 55:19-24
 Biographical notes, 55:19
- Rao, R. v.** ((1984) 12 CCC (3d) 97), 30:7; 68:43-5
- Ratushny, Ed, Professor of Law, University of Ottawa**
 Bill C-55
 Discussion, 67:10-25
 Position, 67:5-26
 Recommendations, 67:10, 13-4, 19-20, 23
 Statement, 67:5-10, 25-6
 Biographical notes, 67:5, 21-2
- Ratushny Report**
See
New Refugee Status Determination Process for Canada: a report to the Honourable John Roberts, Minister of Employment and Immigration
- Re B.C. Motor Vehicle Act** ([1985] 2 SCR 486), 2:10; 59:8, 18,21,25; 60:36; 69:8-9,16-7; 91:22
- Re Hanna** ((1957), 8 DLR (2d) 566), 60:15-6
- Red Deer Coalition for Refugees**
 Bill C-55
 Position, 54:59-62
 Recommendations, 54:63-4
- Reference re Education Act of Ontario and Minority Language Education Rights** ((1984) 10 DLR (4th) 491), 33:10; 48:13
- Refugee Determination in Canada: a report to the Honourable Flora MacDonald, Minister of Employment and Immigration (Plaut Report)**
 References, 28:6; 31:7; 37:22; 39:5-6; 40:15; 50:6, 8,10, 20, 24-5; 52:7; 53:30, 35; 55:54, 70; 56:6, 39-40, 51-2, 55, 71-2, 82; 60:42; 62:6; 66:7; 67:5; 68:32
- Refugee Determination in Canada: The Plaut Report. Report of Standing Committee on Labour, Employment and Immigration, House of Commons, 1st Session, 33rd Parliament**
 References, 31:8; 32:29; 37:22; 39:6, 10, 19; 50:7-8; 51:22; 52:7; 53:48-9; 55:54, 70; 56:40, 46, 55; 60:42; 62:25
- Refugee Policy for Europe, European Consultation on Refugees and Exiles**, 54:33-4
- Refugee Status Advisory Committee (RSAC)**
See under
 Refugees
- Refugee Status Determination Process: a report of the Task Force on Immigration Practices and Procedures (Robinson Report)**
 References, 28:6; 31:7; 37:22; 42:5; 50:6, 8; 56:40, 52, 66; 62:25; 68:32
- Nurgitz, honorable Nathan, sénateur (Winnipeg-Nord), vice-président du Comité—Suite**
 Bill C-15, teneur—Suite
 Enfants—Suite
 Activité sexuelle, exploration et expérimentation, consentement, 19:21
 Procédure, 2:29; 3:33; 4:6-7; 5:21, 26; 11:9; 14:17; 16:6, 13, 15-6; 19:5, 10-1, 17-8, 31
 Rédaction, art. 15, 2:27
 Bill C-28, 20:8-9, 11, 17, 20, 22-3
 Bill C-45, teneur, procédure, abstention, 16:5
 Bill C-53, 43:22-4, 27-8
 Bill C-55
 Aide, Canada, programmes et politiques, 52:78-9
 Commission de réforme du droit, nominations, 72:26
 Entrée illégale au Canada, détention, risques pour la sécurité, 52:23-4, 27; 62:14
 Femmes, 61:12
 Legal Aid Manitoba, information de base, 52:9-11
 Pays tiers considérés comme sûrs, 52:23
 Politique, 52:24
 Procédure, 72:7-8, 12-3, 16-9, 21-2, 27, 29
 Statut de réfugié, détermination, processus
 Accès, refus, 52:23-4
 Mesure législative
 Application de la Charte, 72:17
 Constitutionnalité, évaluations, 72:14
 Etude, retards, 49:19
 Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, position, 52:36
 Nations unies, Convention et Protocole relatifs au statut des réfugiés, conformité, 52:36
 Règlements, 49:19; 52:77-8
 Procédure
 Changements, besoin, raisons, 52:24
 Comité consultatif du statut de réfugié, membres, 72:22
 Commission d'appel de l'immigration, 72:17, 19-20, 29
 Commission de l'immigration et du statut de réfugié, 52:79
 Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55
 Appels/réexamens, 52:10-1, 50-1, 78
 Audiences, 62:11
 Manuel, 49:20
 Requérants
 Identification, 58:17
 Protection, réfugiés véritables, 58:17
 Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr, 52:51
 Renvoi/expulsion, 62:12-3
 Transporteurs, 58:13-6, 20-3
 Bill C-55, motion...
 Ministre de l'Emploi et de l'Immigration, amendement à l'art. 14, 87:21, 23-8, 31
 Procédure, 87:32
 Bill C-61, 87:52; 90:28-30, 32-8, 43-9
 Bill C-71, 25:8-9, 12-6
 Bill C-82, 90:8-10, 19; 97:16-7
 Bill C-84
 Entrée illégale au Canada
 Aide, encouragement, conseils
 Poursuites judiciaires, 29:25-6; 35:22-3
 Preuves, perquisition et saisie, 29:27-30, 38; 30:20-1
 Détention
 Identité, incapacité d'établir, 29:23; 46:15
 Mesure législative
 Constitutionnalité, évaluations, 33:41; 46:15
 Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, position, 34:9-10

- Refugees**
 Assistance
 Canada, programs and policies
 Amnesty, **40:15-6, 22; 50:19-22; 52:48; 53:22; 56:65, 67; 70:17-8**
 Background information
 Administrative review, **27:5-6, 16-7; 28:7; 30:15; 31:8; 37:15; 49:18; 50:7, 20; 53:22; 56:38, 65, 67-9; 64:21, 23-4; 70:17-8**
 Case-by-case examination, **27:13; 54:12; 62:27**
 Fast-track procedure, **27:6, 49; 31:8; 50:7; 56:69, 92; 62:30-1**
 Financial contributions to international organizations, **27:7; 49:13, 29**
 No-return policy to certain countries, **27:6, 13-4, 24-5, 28; 49:7; 50:7, 9; 54:12; 64:15-6**
 B-1 list, **27:6-7, 13-4, 16-8, 23; 31:9; 50:9; 53:20; 54:11-2; 55:47-8; 56:36-7, 39; 64:16**
 Minister's Permits, **27:6-7, 16, 23-5; 29:12, 40; 31:9; 49:25; 50:9; 52:48; 53:40; 54:11-2; 55:30; 56:36-7; 64:22, 24; 66:7-8**
 Temporary exclusions to the United States, **27:18, 22-3, 43-4; 38:31-2; 49:27; 50:34; 52:63; 54:45, 50; 55:48; 64:7, 12-3, 16; 66:9**
 Canadian Refugee Resettlement Program, **51:13; 54:53**
 Families, reunification, **37:11-2; 52:86; 53:10, 48; 54:53; 55:37, 61, 63-5, 86-7; 56:28-9, 31, 33-4, 43-4, 65-6, 81, 85; 68:21**
 Family Reunification Program, **52:86; 55:63-4, 86-7**
 Historical background, **26:8; 27:37; 28:39-40, 43; 29:21; 32:11-2, 27-8; 37:24; 38:19, 22; 39:6, 8, 14-8; 40:8, 12-3, 16; 41:13; 48:20; 52:6, 13, 43, 46-7, 53-5, 65, 68; 53:23; 54:19, 29, 39, 59; 55:7-8, 49-50, 56, 59, 66, 69, 75, 80, 82-4; 56:7, 9-10, 58-9, 62, 81; 62:24, 26-7; 64:5-6; 66:17-8, 25-6; 71:9-10, 16-7**
 Nansen Medal (United Nations) awarded to Canada in 1986, **31:19; 37:24; 38:33; 40:5; 52:6, 65; 54:59; 55:8, 56; 56:7, 62; 71:10**
 Resettlement, **49:23; 54:9-10; 55:56; 62:26, 35-6; 64:6**
 Selection of refugees from abroad
 Camps, **27:7-11, 14-5; 40:21; 52:66, 85; 54:9-10; 55:47, 77-9; 61:7-12; 62:34-6**
 Eligibility
 Criminal and security clearances, **27:9-13; 62:7; 68:20**
 Criteria, **27:8, 10-1; 31:10, 29-33; 38:33; 40:11, 21, 25; 49:18; 52:43, 66, 68, 71-2; 54:9-10, 21; 61:8, 10-1, 16; 64:8-9**
 Medical examinations, **26:21; 27:9-11**
 Policy, **26:10-1; 27:7-8; 32:6; 38:33; 40:9-13, 21-3; 42:14; 46:8; 49:11, 13; 52:9, 14, 21, 66, 68, 78-9, 82, 85, 90; 53:47; 54:9-10, 20-1; 55:37, 47; 56:27, 47, 87; 61:6, 8, 10-1; 68:6, 20, 22**
 Posts abroad, resources, **28:9; 31:32-3; 32:23; 38:24, 30-1; 40:9-14, 17, 21-3; 49:18; 52:43-4, 49-50, 66-8, 71, 78-83, 85; 54:10, 17, 28-9, 46-8, 52; 55:39, 54-5; 61:8; 64:9, 11**
 Procedure, **27:7-11, 14-15; 31:9-11, 21-2, 28-33; 38:9-10, 14-5, 23-34, 39; 39:7; 40:9-13, 21-3; 42:14; 52:20-2, 43-4, 49-50; 56:47**
 Quotas, planning figures
 Africa, **31:33-4**
 Decision-making process, **27:9-10, 14-5; 40:10; 54:67; 56:94; 62:35; 64:5, 22-4**
 Eastern Europe, **31:34**
 Increase, **40:17, 21**
 Latin America **31:34; 54:57-8**
 Rome, Italy, **31:10; 40:9-10**
 United States, **52:72**
 Year-by-year
 1984, **27:14**
- Nurgitz, honorable Nathan, sénateur (Winnipeg-Nord), vice-président du Comité—Suite**
 Bill C-84—*Suite*
 Entrée illégale au Canada—*Suite*
 Détention—*Suite*
 Nations unies, Convention et protocole relatifs au statut des réfugiés, conformité, **34:12**
 Processus décisionnel, **35:11-2; 46:15**
 Sécurité, risques, menaces
 Attestations de sécurité, examen, procédure, **44:11, 14-5; 46:15-6**
 Détention obligatoire, **35:7; 46:15**
 Renvoi/expulsion, **35:8**
 Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés
 Procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié, référence, **34:14**
 Rôle, **34:22**
 Nations unies, Convention et protocole relatifs au statut des réfugiés
 Pays signataires, nombre, **34:6**
 Navires, renvoi, **34:10-1; 29:25**
 Procédure, **29:16; 31:5, 17, 26-7, 34-5; 32:5, 10; 33:5, 17, 21, 28, 34, 42; 34:5, 10, 18, 24, 26-7; 35:5, 13, 27**
 Transporteurs
 Documents, **29:38; 36:12-5**
 Transport des passagers sans documents requis, amendes, **36:16**
 Bill C-84, motion... et message...
 Entrée illégale au Canada, sécurité, risques, menaces, **62:22-4**
 Navires, renvoi, constitutionnalité, **60:20-1**
 Statut de réfugié, détermination, processus, **58:17**
 Transporteurs, **58:13-6, 20-3**
 Bill C-88, **48:74-6**
 Bill C-89
 Biens récupérés
 Autorisation légale pour la remise, **78:12-3, 15-7**
 Identification, **76:21-2; 78:14**
 Preuve du droit de propriété et de la valeur du bien, affidavit ou déclaration solennelle, **76:21; 77:14-5; 78:21**
 Restitution à son propriétaire, délai, **78:13-5**
 Déclaration de la victime, **80:14**
 Dédommagement, dommages, **84:9-11, 13**
 Identité du plaignant ou témoin, interdiction de publication ou de diffusion dans certains cas
 Application
 Juges
 Discrétion, **77:13; 80:9; 84:8**
 Obligation d'aviser, **78:8-9; 79:15**
 Obligatoire, **79:10, 15; 80:9**
 Constitutionnalité, **77:13; 80:9; 84:18**
 «Documents», **76:16**
 Encouragement à dévoiler l'infraction, **78:10**
 Information de base, **78:11-2**
 Procédure, **77:12; 79:5; 80:11; 84:6, 11, 16, 23**
 Bill C-94, **48:73-4**
 Bill C-115, **81:16, 19**
 Bill C-264, **96:9**
 Bill S-3, **1:9, 16**
 Bill S-5, **21:18, 21-3**
 Bill S-7
 Amendements, **75:14, 16**
 But, raisons, **73:15-7**
 Canada
 Corporation simple, situation financière
 Divulgaration, **73:9-11, 24, 27; 75:8**
 Vérification, **75:10-1**
 Structure, **73:28**
 Vicaire régional pour le Canada, nationalité, **73:21-3**

Refugees—Cont'd**Assistance—Cont'd****Canada, programs and policies—Cont'd****Selection of refugees from abroad—Cont'd**1985, **27:14, 45; 54:57**1986, **27:14, 45; 54:57**1987, **27:8-10, 27; 31:34; 34:17; 49:18****Rights (legal counsel, appeals), 54:52, 54-5, 68; 55:18-9; 60:14-5, 17-9, 21; 62:34-6; 68:22****Women, 55:77-80, 84; 61:5-12; 68:6-7****Services, 49:11****Special programs, 54:53-5, 57****Statistics****Increase in population, need, 27:46-7; 36:24; 49:17-9; 52:75, 85; 54:31-3, 42; 55:81-2; 56:7, 81****Number, increase, 27:44-8; 31:34; 40:21; 49:17-9; 50:19; 52:54-5; 54:67-9; 56:94-5; 64:5, 22-4**1986, **27:14, 45-6; 54:57; 61:5-6**1987, **27:9-10, 27; 49:18; 64:23; 71:9**1988, **55:81****Total (refugees and immigrants), 27:44-8; 31:34; 49:17-9; 55:81; 64:23-4; 71:9****United Nations High Commission for Refugees, cooperation, 27:8****Church and humanitarian groups, lawyers, individuals****Prosecution, risk****Committee position, 74:6-7, 10-3****Evaluations****Amnesty International, 41:8, 17-9, 23-4****Beatty, David, Professor, 59:18-9****B'nai Brith Canada, 42:6****Canadian Bar Association, 28:8, 46-8; 60:5, 7-8, 13, 40****Canadian Civil Liberties Association, 35:9, 19-24****Canadian Council for Refugees, 62:21-2****Canadian Jewish Congress, 40:8-9, 13, 16****Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy, 31:11, 16-7, 29****Criminal Lawyers' Association, 30:15-6, 19-20; 68:49-51****Hathaway, James, Professor, 32:12, 15-7****Inter-Church Committee for Refugees, 29:8-9, 15-6, 25-7****Minister of Employment and Immigration, 26:8, 10, 23-6; 32:12; 41:19; 46:16-7, 20-1; 48:21-2****Montreal Coalition, 38:8-10, 14, 34-5, 39-41****Plaut, W. Gunther, Rabbi, 39:12****Refugee Status Advisory Committee, 37:6-7****Toronto Refugee Affairs Council, 69:12-3****Role, 26:10, 22-3; 27:23; 32:16-7; 33:8; 35:23-4; 37:6-7; 38:35-6; 39:12; 52:43; 54:45; 55:51-2, 54-5****Sponsorship****Number unlimited, 26:23; 31:34****Process, 54:9-10, 47-8; 62:7****Statistics, 1987, 27:10, 27; 64:23; 71:9****Time lags, 62:6-7****International****Canada, comparison with other countries, 27:23, 32, 34-5; 38:38; 39:9, 11-2; 40:20-1; 41:20-1; 46:10; 49:8-9; 52:65-6, 71, 75, 85, 87-92; 53:45, 48; 54:9, 38-42; 55:47, 50, 55-6, 58, 69, 81; 56:10-1, 56:54, 88, 92; 62:25-7; 64:7; 71:10-1, 15****Coordination and cooperation, 40:11-2, 20-1, 25-6; 54:38; 62:27****Canada, role, proposals, 40:12, 25-6; 55:57; 56:84****Non-governmental organizations, 27:23; 56:7; 59:18-9; 71:13****Athletes, 27:43; 54:39; 62:21; 64:7****Ballerinas, 54:39; 62:21****Nurgitz, honorable Nathan, sénateur (Winnipeg-Nord), vice-président du Comité—Suite****Bill S-7—Suite****Individus, demandes pour témoigner, 73:26****Prélature personnelle et vicaire régional, comparaison avec diocèse et évêque, 75:20, 25****Procédure, 73:24; 75:25-7****Corporations simples, information de base, 75:23-4****Lois révisées du Canada (1985), projet****Codifications et révisions, consultations, 18:5-6; 20:7-8****Commission de révision des lois, mandat, 18:10****Exclusions, lois non comprises, 13:8-9, 17; 18:6****Information de base, 13:17****Publication, retard, 13:15-6****Transport des marchandises dangereuses, Loi, 13:14; 18:8-10****Bill S-17, 83:6, 12, 16****Motion, budget révisé, exercice financier 1987-1988, 46:22****Justice, système, journalistes, formation, 80:10-1****Séance d'organisation, 1:7-12****Statuts du Canada, Propositions visant à corriger..., 47:11-2, 14****Oakes, R. c. ([1986] 1 RCS 103), 28:23-4****Oddleifson, M. Eddie, président, section d'Edmonton, Amnistie Internationale; section d'Edmonton, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy****Bill C-55****Discussion, 54:14, 17, 20, 23, 25****Exposé, 54:6-8****Ontario****Bill C-15, teneur, position, 11A:1-7****Operation Dismantle c. La Reine ([1985] 1 RCS 441), 59:7-8, 25; 89:16****Opus Dei****Canada****Biens, 57:8, 17-9, 22-4; 63:8-9; 75:21-3, 25****Bureaux, centres, 57:7; 75:19****Corporation simple****Demande, raisons, 57:8-11, 18-23; 63:6, 8, 15-6; 75:20-1****Pouvoirs, 63:8-10, 14-7****Précédents, 57:9, 11-3, 20-1; 63:6-7; 73:14; 75:15****Situation financière****Divulgaration, 57:12-3; 63:10-1; 73:8-14, 19-20, 24, 27; 75:7-8, 11, 13-6, 22-4****Vérification, 57:8, 11-2; 73:9; 75:7-14, 22-4****Historique, 57:8, 14, 17-9; 63:8-9, 12-6; 75:21****Membres, 57:5-7, 14-5; 63:8-9; 75:21****Organisme de bienfaisance, demande après constitution, 57:13, 24; 63:11; 75:22****Rôle, but, 57:13-7, 22-3; 63:11; 75:20-1****Structure, 57:8-11, 18, 22; 63:6-9, 11-2, 14-7; 73:28; 75:12-3, 15-6, 18-9****Vicaire régional pour le Canada****Nationalité, 57:21-2; 73:20-3; 75:14-7****Nomination, 57:7, 9, 21****Rôle, pouvoirs, 57:7-9, 21, 23****Définition, 73:24-5, 28; 75:21****Historique, 57:5-7, 10, 14, 17-8; 63:8-9, 12-4, 16-7****Information de base, 57:5-7****Prélature personnelle et vicaire régional, comparaison avec diocèse et évêque, 57:5-7, 9-10, 21; 75:17-20, 24-6****Réputation, opinion publique, 57:10, 13-7, 20; 75:18**

Refugees—Cont'd

Central Americans

Refugee claimants, 27:43; 28:44; 31:18, 22, 30; 39:11; 40:21-2, 25-6; 50:12; 51:12-3, 20; 52:7-8, 15, 17, 36, 41, 49-50, 57-8, 61-3, 71, 73, 76, 82-4; 53:14-5, 17-8, 29-30, 43-5; 54:18, 45-7, 50, 53, 55; 55:10-1, 47-8, 72-4, 83; 56:55; 61:15; 62:20-1; 64:6, 14-5, 25; 66:9, 34-6; 71:18-9

United States, 27:43-4; 28:44; 31:18, 22, 30; 40:21-2, 25-6; 41:8; 50:12; 51:20, 31; 52:7-8, 15, 17, 36, 41, 49-50, 55-8, 61-3, 71, 73, 76, 82-4; 53:14-5, 17-8, 29-30, 43-5; 54:18, 45-7, 50, 53, 55; 55:10-1, 47-8, 60, 83; 56:10, 55, 90; 61:15; 64:6, 14-5, 25; 66:9, 17, 34-6; 69:10, 20; 70:13; 71:18-9

Cessation of refugee status, 62:14-7

Children, 53:35-6, 43; 55:69-70, 77; 56:31-2

Contribution to the country, 49:17-9; 54:68; 55:58; 56:53-4, 56-7

Countries of origin, 54:53; 55:82-4

Country of choice, 56:10, 26

Definition

"Designated classes", 27:10, 12; 38:32-4; 62:27; 64:22

Immigrants, comparison, 27:15-6; 28:45; 32:20; 38:10; 39:7; 40:13-4, 23-4; 49:15; 54:31-2, 68; 56:7, 54, 63, 97-8; 68:7

Non-Convention refugees, 31:9; 50:9; 52:8; 54:11-2, 55, 58; 56:27, 37, 39, 64, 88-9, 92; 60:28; 66:20, 24-5; 68:7

Persons coming from Convention signatory states or non refugee producing countries, comparison, 26:8, 15-6; 27:15, 28, 41-3; 29:29, 33-7, 39-40; 31:12, 23-6; 38:24-5; 39:7; 44:20-2, 25; 46:12-3, 18-9; 49:10-1, 13, 15; 50:8-9, 35-6; 52:57-8, 61; 53:47-8; 54:23-5, 58; 55:82; 56:19-20, 88-9; 64:6-7; 66:15, 20, 24-5; 68:7; 69:26; 71:11

United Nations Convention, 26:11; 27:8, 10-2, 43; 28:9-10; 29:31, 35, 40; 31:9; 38:31-3; 39:7; 40:11; 49:13; 50:8-9; 51:13, 26, 30; 52:8, 35, 42, 46-7; 53:13, 30, 58; 55:70, 77, 80, 82; 56:27, 37, 39, 64, 81, 88, 92; 60:28; 61:6, 8-9; 64:21-2; 65:6; 66:7-8, 15, 20, 24-5; 68:7

East Block countries, refugee claimants, 27:43; 40:10; 51:13; 52:17; 56:39, 96-7; 64:5-7, 15, 22, 25

Handicapped and disabled, 31:30; 53:35-6, 43; 56:31-2; 64:16

History, 54:59

Illegal entry into Canada

Aiding, abetting, counselling

Agencies, airlines, 36:25-7

Application

Groups of ten or more, 28:44, 46; 29:7, 30; 32:17; 41:8; 48:8, 22; 69:12-3; 74:6-7, 10-3

Individuals, 28:44, 46; 32:17; 48:8; 74:6-7, 10-3

Consultants, 28:6, 48; 29:9, 25-6, 32-3; 32:15; 38:35, 41; 46:8, 16; 62:6; 68:49-50; 71:10; 74:12-3

Deterrence, penalties, 26:8, 10, 23-5; 27:35-8, 41; 28:39, 41, 46-7; 29:7-8, 13-4, 16, 24, 31; 31:11-2, 17-9, 29; 32:12, 15-7, 27; 41:20; 46:8, 16-7; 48:21; 74:8-9

Evidence, search and seizure, 26:8-9; 27:48-9; 29:7-9, 16-7, 27-30, 38; 30:5-8, 13, 16-8, 20-4; 31:17; 32:9-10; 33:22-3, 31; 35:10; 37:7; 40:8; 42:6; 44:25; 46:9; 48:9-10, 22-4; 59:22, 33; 60:7; 66:6-7; 68:33, 38-45, 50-3; 74:13-4

Criminal Code, comparison, 68:38-45, 51-2

Customs Act, comparison, 29:17, 27-8; 30:6; 40:8; 44:25; 48:10, 22-4; 68:39, 51

"Exigent circumstances", 27:49, 27-8; 30:7, 13, 18; 32:10; 48:9, 23-4; 68:41-2

Narcotics Control Act, comparison, 29:16-7, 27-8, 38; 30:7, 17-8; 40:8; 48:10; 68:43-5, 50

Solicitor-client privilege, 30:16-8, 20-1, 23-4; 68:42

Telewarrants, 30:7; 32:10; 46:9; 48:9, 24; 68:38-9, 41-2

Warrantless searches, 68:33, 39-45, 52; 74:13-4

Warrants, 29:16-7, 27-8; 30:7-8, 18, 23; 32:9-10; 33:22-3; 35:10; 40:8; 48:9-10, 22-4; 68:33, 38-45, 51-3

Wiretaps, 29:34; 62:21-2; 68:40

Opus Dei—Suite

Rôle, but, 57:5-7

Romana, bulletin officiel, 57:6-7, 13-4

Opus Dei, Loi constituant en personne morale le vicaire régional pour le Canada de la Prélature de la Sainte-Croix et*Voir*

Bill S-7

Ottawa Citizen

Article au sujet des réfugiés, le 4 janvier 1988, référence, 58:15

Paisley, M. Victor, vice-président, Comité de l'Association du Barreau canadien sur la pornographie, la prostitution et l'abus sexuel des enfants

Bill C-15, teneur

Discussion, 5:43-5

Exposé, 5:28-42

Pakistan

Réfugiés d'autres pays, 40:22; 53:16; 54:41; 64:14

Voir aussi

Réfugiés

Palmer, M. Philip, directeur intérimaire, Services juridiques, ministère des Communications

Bill C-7, 10:12, 18

Paludan, Mme Anne, ancienne directrice, Service d'accueil, Conseil danois pour les réfugiés

Bill C-55

Discussion, 54:40-4

Exposé, 54:33-40

Position, 54:34-44

Recommandations, 54:36-8

Notes biographiques, 54:33-4

Pape Jean-Paul II

Déclarations, citations, 55:61-3

Paxton, affaire, (Massachusetts, 1761), 30:6,8**Pelee Island Transportation Company, Township of Pelee Island (Ontario)**

Bill C-55, répercussions, 66:26-7, 39-40; 66A:5-6; 71:23; 74:68-9

Pelletier, M. Michel, sergent, Programme de sensibilisation en matière de stupéfiants, Gendarmerie royale du Canada

Bill C-264

Discussion, 96:10-9

Exposé, 96:7-10

Notes biographiques, 96:7

Pénitenciers

Détenus

Incarcération, alternatives, mode facultatif de paiement d'amendes, 85:17

Nombre, coût, 80:37; 82:18, 24

Perrault, honorable Raymond J., sénateur (North Shore-Burnaby)

Bill C-55

Définition, 56:39

Inde, 56:70

Refugees—Cont'dIllegal entry into Canada—*Cont'd*Aiding, abetting, counselling—*Cont'd*

Profitability, **26:7-8, 10; 27:36, 42; 28:39; 32:14-5; 36:25-7; 39:12; 40:16**

Prosecution, **26:8, 10, 22-6; 28:8, 46-8; 29:7-9, 15-6, 25-7, 37-8; 30:15-6, 19-20; 31:9-11, 16-7, 29; 32:12, 15-7; 33:8, 24, 31, 38, 40-2; 35:9, 19-24 37:6-7; 38:8-10, 14, 34-5, 39-41; 39:12; 40:8-9, 13, 16; 41:8, 17-9, 23-4; 42:6; 46:16-7, 20-1; 48:8-9, 13, 20-2; 52:19; 59:18-9; 60:5, 7-8, 13, 40; 62:21-2; 68:49-51; 69:12-3; 74:6-7, 10-3; 87:8-9, 14-5**

Charges, convictions, **29:32-4; 41:19**

Vehicles, seizure, forfeiture, **26:8-9; 29:7; 33:27; 36:9; 48:22; 68:33-45, 50**

Detention (for identification or security purposes)

Adjudicator, role, **26:9; 27:21-2, 39; 28:16-9, 49-50; 29:17-9, 29-30, 39; 30:8-9; 31:13-6; 32:10; 33:8, 24-5, 30-1; 35:10-2, 15-6; 38:8, 11-3, 28-9; 41:9; 42:7-8, 10-1; 44:15-6; 46:18; 48:10-1, 15-6, 25-7; 68:46**

Decision-making process, **26:9, 20-1; 27:21-2, 39-40; 28:18-9; 29:8, 17-9, 29-30, 36-7, 39; 30:8-9; 31:12-5; 32:10; 33:24; 35:10-2, 14-7; 38:11-4, 28-9; 42:6-11; 44:15-7; 46:15, 17-8; 48:10-1, 13, 15-6, 24-7; 71:11**

Criminal law, comparison, **35:10-2, 14-5; 39:7-8, 12-4; 68:48-9**

Minister, delegation of powers, **26:20-1; 27:39-40; 31:13-4; 32:10; 35:10**

Detention facilities, **29:17-9; 31:13-4; 42:6-7**

Identity, inability to establish

Airport configurations, difficulties, **27:22, 34**

Fingerprinting, **26:19**

Mandatory detention, **26:19-21; 27:22, 35, 39-41; 28:18, 49-50; 29:7, 9, 17-9, 23, 29-30, 36-7, 39; 30:8-9, 13, 18-9; 31:12-5, 29; 32:10, 15-7; 33:24-5, 30; 34:24-5; 35:10-1, 14-7; 36:6; 38:8, 12-4, 26, 28-9, 34; 39:12-4; 40:13; 41:8-9; 42:7-8, 10; 44:15; 46:8-9, 15, 17-8; 48:10-1, 13, 24-7; 55:13; 60:6-8, 13, 32, 34; 68:9, 46-9; 74:14**

Legal counsel, **41:8-9; 46:18; 48:11, 27; 60:32**

Presumption of innocence, **38:8, 13-4, 43**

Review of detention, **28:18; 29:7, 18-9, 30; 30:9; 31:13-4; 32:10; 33:24-5; 35:10-2, 15-7; 42:7; 46:17-8; 48:11, 13, 25; 55:21; 58:20; 60:6-8, 13; 68:48; 74:14**

Terrorists, **31:12-3; 40:24-5; 44:17**

Minister, detention certificates, **26:9, 21; 27:39-40; 29:17-8, 29, 39; 31:13-4; 32:10**

Immigration officers, powers, **26:20; 28:16-8; 29:17-8, 29, 36, 39; 30:6, 8-9; 31:13-4; 32:10, 12-3; 38:8-9, 11-3, 28-9; 40:23-4; 42:7-10; 48:22-5**

Legislation (Bill C-84)

Adoption

Decision-making process, **33:19, 28-33; 38:15; 39:8-9; 40:7, 16; 41A:1-2**

Options

Adoption, **33:10, 32-3, 37; 35:12-3**

Adoption with a Section 33 override, **33:13; 60:7**

Adoption with amendments, **32:23-4; 33:13-4, 16-9, 28, 30-2, 37; 39:9, 15, 19**

Reference to Supreme Court, **26:26; 32:17-8; 33:13-20, 29, 31, 33-7; 35:12; 38:35; 40:6, 19-20; 60:19-20**

Rejection, **32:24; 33:13, 20, 28, 31-2**

Urgency, **26:26; 27:42; 28:5-6; 33:35; 35:5-6; 36:7-8, 19; 46:10**

Application of Charter, interpretation of "everyone", "every individual", **26:19-20; 33:10, 21, 30; 41:14; 46:9; 48:19-20**

Challenges in the courts, **32:11; 33:13-4, 16, 29, 32-3, 35-6; 35:12; 38:35-6; 40:6, 19; 46:9; 59:7, 25; 60:20**

Perrault, honorable Raymond J., sénateur (North Shore-Burnaby)—*Suite*

Bill C-55—*Suite*

Salvador, **56:60**

Statut de réfugié, détermination, processus

Abus, **56:37-8, 91-2**

Administration, évaluation, **56:77-8**

Procédure

Audiences, **56:87**

Changements, besoin, raisons, **56:37-8**

Commission de l'immigration et du statut de réfugié, **56:79**

Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55

Appels/réexamens, **56:72**

Audiences

Conseiller juridique, **56:48-9, 77, 93**

Contrôle à l'entrée, audience, **56:59, 72-3, 86-7, 93**

Modèles alternatifs, propositions, **56:73, 92-3**

Requérants, **56:59**

Perlee, M. Tom, Section des réfugiés, Fonds du Primat pour le secours et le développement mondial; Section d'Edmonton, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy

Bill C-55, **54:17-20**

Notes biographiques, **54:17**

Petten, Mme Bernice, Association des conjoints des parlementaires

Bill C-15, teneur, **14:11-2**

Philippines

Réfugiés, **55:61-2**

Voir aussi

Réfugiés

Pinto & Banque royale du Canada, affaire

Références, **86:7-8, 17; 87:45**

Piragoff, M. Don, avocat-conseil, Section de la politique et de la modification du droit en matière pénale, ministère de la Justice

Bill C-71, **25:9-11**

Plaidoyer Victimes (Québec)

Bill C-89

Position, **82:5-13**

Recommandations, **82:5-6, 8, 10**

Information de base, **82:5-7**

Plaut, M. W. Gunther, rabbin, Holy Blossom Temple

Article dans le *Globe and Mail*, le 20 août 1987, intitulé *The attitude to refugees has a parallel from 1939*, **39:8**

Bill C-55, position, **39:9**

Bill C-84

Discussion, **39:10-21**

Exposé, **39:5-10**

Position, **39:6-21**

Recommandations, **39:9, 15, 17, 19**

Notes biographiques, **39:5-6, 10, 18**

Voir aussi

Plaut, Rapport

Plaut, Rapport

Voir

Reconnaissance au Canada du statut de réfugié: Rapport présenté au ministre de l'Emploi et de l'Immigration
Madame Flora MacDonald

Refugees—Cont'd

Illegal entry into Canada—*Cont'd*

Detention (for identification or security purposes)—*Cont'd*

Legislation (Bill C-84)—*Cont'd*

Constitutionality

Committee position, **74:10**, 13-4

Evaluations

Amnesty International, **41:7**, 10-1, 15

Angus, William H., Professor, **32:6**, 8-11, 21-2; **66:6-7**

Beatty, David, Professor, **33:6-9**, 15-6, 29-30, 33, 33,
36-7; **40:19-20**; **59:5**, 7, 17-9, 22, 27-9, 31-3

B'nai Brith Canada, **42:8**

Canadian Bar Association, Immigration Law Section,
28:5, 17-8, 20, 23-4, 36; **60:7-21**

Canadian Civil Liberties Association, **35:7-9**, 11-3, 18-9

Canadian Jewish Congress, **40:7-8**, 15-6, 19-20

Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy,
31:11

Criminal Lawyers' Association, **30:5-8**, 16-20, 23; **68:33**,
42, 46, 48

Gibson, Dale, Professor, **33:26-8**, 29, 33

Gold, Marc, Professor, **33:14**, 21-5, 29, 31-2, 35

Hathaway, James C., Professor, **32:17-8**

Inter-Church Committee for Refugees, **29:7-11**, 13,
15-6, 19, 25-7

McKay, Wayne, Professor, **33:9-13**, 16, 29

Minister of Employment and Immigration, **26:7**, 10-2,
17-20, 26; **46:8-10**, 12

Montreal Coalition, **38:7-8**, 17, 19, 35-6

Overview, **48:12-3**

Plaut, W. Gunther, Rabbi, **39:7-8**, 12-3, 19

Government, legal opinions, **26:18-20**; **30:5**; **32:6-8**, 17-8;
33:19, 21, 34-6, 40-2; **44:14-5**

Immigration Act, 1976, comparison, **33:41-2**; **38:41-3**

See also below

Ships — Turn back

Discretionary powers, **29:9-10**, 30; **30:8**; **31:15**

Immigration Act, 1976, comparison, **60:20**

Treatment of nonpermanent and permanent residents, com-
parison, **28:12**, 14; **29:10-1**; **30:23**; **33:11-2**, 21, 23, 30;
35:6; **44:6-7**, 12-4, 17-8; **48:14-5**

United Nations Convention and Protocol Relating to the Sta-
tus of Refugees, conformity, **26:7-8**, 11-6; **27:37**; **28:11**,
41-4; **29:7**, 9-10, 14-5, 21-3, 31-4; **30:20**; **31:6**, 15, 27;
32:6, 12-5, 24-8; **33:18-20**; **34:6-13**, 15-6, 18-21, 23-5;
35:24-5; **37:6-10**, 12, 18-21, 23-4; **38:7-8**, 14-5, 19-22, 24,
26, 34-8; **39:13-4**, 19; **40:13**, 16-8; **41:6-8**, 11, 13-5; **42:6**,
8, 13-5; **44:20-3**; **46:8**, 10, 12; **48:7**; **59:27-9**, 31-2; **62:23**;
74:10

Legal obligations under Canadian law, effect, **41:13-4**

United Nations High Commission for Refugees

Commissioner, letter to Minister of Employment and
Immigration, reference, **26:11**; **32:13**, 26-7

Position, **26:11-3**; **29:22-3**, 35; **31:12**; **32:13-5**, 26-7;
34-6-13, 15-6, 18-21, 23-5; **40:17-8**; **48:19**

Security risks, threats

Categories, differentiation between "security risks" and
"danger to the public", proposal, **28:14-9**, 30, 32, 37-9

Danger to the public, comparison, **44:17-20**

Definition, **28:15-6**; **37:20**; **41:9-10**, 23-4; **42:13**; **44:16-8**;
46:19-20; **48:13**, 17-8; **52:26-7**; **62:7**, 22-3; **69:12**

Exclusion from refugee determination process, **26:9**, 13-5;
27:20, 35, 40-1; **28:14-5**, 37-9; **29:7-9**, 12; **31:11**, 15-6, 23,
26-7, 35; **32:8-9**; **34:6**, 13-4, 20-1; **35:7-8**; **37:5-6**, 9-11,
20-1; **38:6-7**, 13, 17, 36, 38; **40:24-5**; **41:12-3**, 21-3; **42:12**;
46:8; **48:7**, 16-8; **51:6-7**; **52:23-4**, 26; **54:23-5**; **55:9-10**, 57;
56:96-7; **59:11**, 17-8; **60:6-7**, 13; **62:7**, 22-4; **64:13**;
69:11-3; **74:6-7**, 9-10, 20, 29-30

Policy Concepts

Bill C-82, position, **93:5-19**

Information de base, **93:5**, 15-6

*Politique des réfugiés pour l'Europe, Consultation européenne sur les
réfugiés et les exilés*, **54:33-4**

**Pollack, M. Rocky, président, Section nationale du droit pénal, Asso-
ciation du Barreau canadien**

Bill C-61

Discussion, **87:38-52**

Exposé, **87:33-8**

Pologne

Statut de réfugié, requérants, **54:38**, 53; **64:22**

Voir aussi

Réfugiés

Ponts

Internationaux, entre le Canada et les Etats-Unis, **94:6-8**

Voir aussi

Blue Water, pont

*Pornographie (La) et la prostitution au Canada. Rapport du Comité
spécial d'étude de la pornographie et de la prostitution (Rapport
Fraser)*

Références, **2:8**; **4:7**; **8:6**; **14:5**, 8, 19

Portugal

Statut de réfugié, requérants, **27:28**; **28:7**, 45; **29:16**, 32; **30:15**; **31:9**,
22, 28-9; **32:15-6**; **34:20**; **38:28-9**; **39:17-8**; **40:14**; **41:11**; **49:26-7**;
53:47-8; **54:14**, 30, 58, 63; **55:48**; **56:19**, 41, 73-4; **62:6**, 22-3;
70:12-3, 17-8

Visas de visiteur, **27:23**; **31:28-9**; **53:48**; **56:74**, 91; **69:21**

Voir aussi

Réfugiés

**Poznanski, M. G.W., surintendant adjoint, Département des Assuran-
ces**

Bill S-3, 1:14

**Préfontaine, M. Dan, sous-ministre adjoint, Direction de la politique,
des programmes et de la recherche, ministère de la Justice**

Bill C-89

Discussion, **76:16-7**, 19-21, 23-4

Exposé, **76:5-8**

Prélature de la Sainte-Croix et Opus Dei

Voir

Opus Dei

**Prélature de la Sainte-Croix et Opus Dei, Loi constituant en personne
morale le vicaire régional pour le Canada**

Voir

Bill S-7

Preuve au Canada, Loi

Amendements

Art. 16, 2:7, 28; **4:9**, 29; **5:40**; **9:21**

Art. 16(1) — Témoin dont la capacité est mise en question,
4:28-9; **9:21**; **19:14-5**

Art. 16(2) — Témoignage sous serment, **2:28**

Art. 16(3) — Témoignage sur la promesse de dire la vérité, **2:28**;
4:9, 29

Refugees—Cont'd

Illegal entry into Canada—*Cont'd*

Detention (for identification or security purposes)—*Cont'd*

Security risks, threats—*Cont'd*

Investigations, 26:9; 27:20; 28:18-9, 49-50; 29:8-12; 30:9, 11-3; 31:10, 13-4, 16; 33:27-8; 37:19-21; 41:9-10, 23-4; 42:12; 44:15-7; 48:11, 16-8; 55:57; 62:7, 23; 68:46

Information from foreign governments, 27:12-3; 29:12; 33:27-8; 37:20; 41:9-10; 42:12; 44:17-9; 48:17; 54:24-5; 55:9, 57; 62:7; 68:17; 69:12; 74:9-10

Mandatory detention, 27:35, 39; 28:16-9; 29:9, 11, 13; 30:8-9, 13; 31:13-4, 29; 32:9-10; 33:8, 24-5, 30; 35:7, 10-2; 36:6; 37:20; 38:8, 12-3, 28, 34; 39:12-4; 41:8-9, 24; 44:15-20; 46:8-9, 15, 17-8; 48:7, 10-1, 13, 15-6, 24-7; 60:7-8, 13; 68:9, 46-9; 69:13; 87:7-9, 14

Legal counsel, 41:8-9; 46:18; 48:11, 27; 60:32

Presumption of innocence, 38:8, 13-4, 43

Review of detention, 28:16-9; 29:9, 11; 30:9; 31:13-4; 32:10; 33:24-5; 35:7, 10-2; 38:12-3, 28; 44:17; 46:17-8; 48:10, 13, 15-6, 24-7; 60:7-8, 13; 68:48; 74:14

Terrorists, 31:12-3; 40:24-5; 44:13, 17; 69:13

Prolonged detention, 38:8, 11-3

Rehabilitation, 28:50-1

Removal/deportation, 27:41; 31:23-6; 32:8; 33:11, 33-4, 41; 35:7-8; 39:13; 41:10-3, 21-3; 42:12; 44:7-8, 16-7; 46:8-9; 48:14, 16-8; 55:9; 62:7, 12, 14; 69:11-2; 74:10

European governments, comparison, 41:11; 48:17; 74:10

Terrorists, 27:41; 44:13-4, 17

United Nations High Commission for Refugees, notification, 34:13-4; 37:10-2, 21; 48:17; 62:22-4; 74:10

Review by Federal Court if not removed from Canada after 120 days, 26:9; 28:35-7; 31:14; 32:9; 33:12, 23

Security certificates

Minister and the Solicitor General, role, 26:9, 17; 27:20, 39-41; 28:14, 24, 29-32; 29:11; 32:21; 33:27-8, 38, 40; 39:13; 44:7-8, 16, 19; 48:14; 69:12; 74:10, 29-30

Review procedure

Federal Court

Decisions, appeal/review, 28:13, 23, 33-5; 29:7-9, 11-3; 32:8-9; 33:12-3, 24, 31

Delays, 28:12-3; 32:8; 42:10, 12-3; 48:15-6

Exclusion from hearing, 28:19-29; 30:10; 32:8-9, 21-3; 33:12, 23, 28, 31; 39:13-4; 41:10, 12; 44:15; 46:15-6; 48:6, 15; 87:7-9, 14

Expertise, 28:12-4, 27-8; 30:9, 21-2; 32:8, 22; 35:6; 38:16-8; 41:12; 42:6, 10; 44:5, 10-1

Quashing of certificate, evidence, 28:29-32; 29:11-3; 30:22; 32:8-9, 21-3; 33:11-2, 23, 28, 31; 35:6; 39:13-4; 41:10, 12; 42:8-11, 14-5; 48:7, 16; 87:7, 9, 14-5

Government, legal opinions, 44:14-5

Role, 26:9; 27:20; 28:12-4, 27-8; 29:7, 11-3, 30; 30:9-11, 21-2; 32:8; 33:28; 35:6; 38:6, 16-8; 41:10, 12; 42:6, 8-11; 44:5-9, 12-9; 46:20; 48:14-5; 59:19; 60:6

Historical background, 38:18-9; 44:7-8; 64:20

Security Intelligence Review Committee

Cases, number, 27:20; 28:12; 30:23; 31:13, 16, 24, 26, 29; 38:16; 41:9; 44:5-7, 10, 12; 48:14, 17

Decisions, review or appeal, 28:13, 34

Delays, 27:20; 28:11-2; 29:13; 30:9, 14, 23; 32:8; 42:10; 44:5-8, 12-3; 46:20; 48:14

Expertise, 28:12-4, 27-8; 29:12; 30:9, 22; 32:8, 22; 35:6; 38:16-8; 41:12; 42:6, 10; 44:5, 10-1; 46:20; 48:14

Hearings, 28:19-23, 27-8; 30:9-10, 22; 33:23; 38:16; 41:12; 42:10; 48:14

Preuve au Canada, Loi—Suite

Amendements—*Suite*

Art. 16(4) — Inaptitude à témoigner, 4:9

Art. 16(5) — Charge de la preuve, 4:29

Discussion

Art. 36(2) — Opposition devant une cour supérieure, 30:11

Art. 48(2) — Lettres rogatoires, 88:24

Pringle c. Fraser ([1972] RCS 821), 32:9

Procès, Le, M. Franz Kafka

Références, 43:21

Processus de reconnaissance au Canada du statut de réfugié: le rapport Plaut. Rapport du Comité permanent du Travail, de l'emploi et de l'immigration, Chambre des communes, 1re session, 33e législature

Références, 31:8; 32:29; 37:22; 39:6, 10, 19; 50:7-8; 51:22; 52:7; 53:48-9; 55:54, 70; 56:40, 46, 55; 60:42; 62:25

Propositions visant à corriger des anomalies, incompatibilités, archaïsmes et erreurs dans les Statuts du Canada, ainsi qu'à y effectuer d'autres modifications mineures et non controversables

Voir

Statuts du Canada, Propositions visant à corriger des anomalies, incompatibilités, archaïsmes et erreurs dans les Statuts du Canada, ainsi qu'à y effectuer d'autres modifications mineures et non controversables

Prostitution

Voir

Enfants — Prostitution

Protection des renseignements personnels, Loi

Références, 10:9-10, 22; 76:16

Proulx, Mme Monique, vice-présidente, Conseil canadien pour les réfugiés

Bill C-55, 62:5-6

Notes biographiques, 62:6

Public Affairs International

Bill C-82, position, 95:5-18

Information de base, 95:6-7, 12

Québec

Cour provinciale, Cour des sessions de la paix et Tribunal de la jeunesse, regroupement en Cour du Québec, 91:22-3

Racicot, M. Denis, Association des avocats en immigration, Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, Coalition de Montréal

Bill C-55

Discussion, 68:12-9

Exposé, 68:7-12

Bill C-84

Discussion, 38:11-3, 16-8, 20-2, 24-9, 32-4, 36, 38, 40-1

Exposé, 38:5-9

Radio, Mme Vera, directrice exécutive, MOSAIC

Bill C-55

Discussion, 55:14-5, 17, 19

Exposé, 55:6-8, 10-4

Refugees—Cont'd

Illegal entry into Canada—*Cont'd*

Detention (for identification or security purposes)—*Cont'd*

Security risks, threats—*Cont'd*

Recommendation to Governor in Council, **26:9; 35:6; 44:5-8, 12-3**

Responsibilities, transfer to Federal Court, **26:9; 27:20; 28:11-4, 19, 27-8, 35-7; 29:7, 12-3, 30; 30:9, 14, 21-2; 32:7-8, 21; 33:11, 30-1; 35:6; 38:6, 13, 16-8; 41:12; 42:8-10; 44:5-9, 12-3; 46:20; 48:14-5; 59:19; 60:6**

Role as regards permanent residents in Canada, **28:12, 14; 29:10-1; 30:23; 33:11-2, 23; 35:6; 44:6-7, 12-4, 17-8; 48:14-5**

War criminals and persons guilty of crimes against humanity, **26:9; 46:20; 48:16-8; 74:29-30**

Time period, **26:9, 19-21; 27:39; 28:18; 29:18-9; 30:8-9; 31:13-4; 32:9-10; 35:14-6; 36:10; 38:8, 11-3, 28-9; 39:13-4; 41:8; 42:7; 46:9; 48:10-1, 13, 24-7**

Period in wartime, comparison, **26:20; 42:7**

Deterrence

Control measures for border arrivals, **27:22-3; 62:25**

Overview, **27:22-4, 28-32, 34-5; 31:14, 28-31; 38:34; 48:26; 50:35-6; 55:43-6**

Visas, imposition

Cabinet document "Sweeteners", references, **31:10, 28-9**

Transit, **27:25; 31:28; 38:27; 50:36; 64:7**

Visitors, **26:26; 27:23, 28-30, 35, 51; 28:6-8, 44-5; 29:15-6; 31:10, 27-9; 32:6, 16; 38:27, 34; 49:26-7; 56:74; 62:25; 64:7; 68:21; 69:21**

Visa applications at Canadian embassies/consulates, comparison, **27:7-8, 11-2, 15; 28:47-8; 29:31-2, 37-8; 31:9-11, 21-2, 28-33; 32:6, 15-7; 38:9-10, 14-5, 23-34, 39; 39:7; 40:10-4, 23; 41:8, 20; 42:14; 44:23; 46:16-7, 20-1; 48:20, 26; 52:20-1, 43-4, 49-50, 66-8, 71, 78-83; 54:21, 47, 51-2; 55:18-9, 55, 64, 78, 86-7; 56:87; 64:7; 74:12**

Latin Americans, **52:57; 54:53; 55:58, 71-3; 64:5-8, 25**

Number around the world, **31:34; 40:10; 49:29; 50:28; 52:54; 54:30, 52, 59; 55:47, 81; 56:54, 88; 71:9**

Percentage outside their region, **50:28; 52:54; 56:54; 62:27**

Palestinians, **61:7; 69:10**

Policy, **26:10-1; 27:7-8; 29:37-8; 31:9-12, 16-7, 28-33; 32:6, 12, 16-7, 20; 34:5-6; 37:6-9, 24; 38:34; 39:6, 9-10, 13-6, 19-20; 40:5, 16-9, 21-4; 41:9, 20-1, 25-6; 42:6, 9-15; 46:7-8, 10-1; 49:10-1, 13, 29; 50:11-2, 27; 52:15, 21-4, 57, 65-8, 71, 75, 78-9; 53:26, 41-2, 47-8; 54:9-11, 22-3, 38-43, 45-6, 49, 52, 68-9; 55:37, 55, 58, 64, 69-70; 56:27, 34, 53, 57-9, 62-3; 60:27, 44; 62:6, 20-2; 64:5-8; 66:15; 68:26; 69:13-4; 71:9-12**

Psychosocial and physical condition on arrival, **37:17; 49:25; 51:24-5; 52:12, 20, 25, 72, 74; 53:35-6; 54:14-9, 28-9; 55:9, 14, 56, 74-5, 79; 56:24, 28, 50, 72, 82, 84, 88; 58:17-8; 59:24; 62:33; 64:13-4, 22; 68:9-10, 27-8; 69:8, 15; 71:24-5; 74:27-8**

Public opinion, **26:7, 10-1; 27:44-7; 31:17, 19-20, 22, 31-2; 37:24; 38:10, 15, 17; 39:6-7, 9-10, 12, 14-8, 20-1; 40:16-9, 20-1, 23-5; 41:9, 11, 25-6; 46:8; 52:54-5, 67; 53:25-6, 39-42 54:23, 30-3, 39-42; 55:50, 52-3, 66; 56:9-10, 37, 54, 58, 62-3, 88-9, 94, 97-8; 64:10, 20-1; 68:7; 70:19-20; 71:11-2**

Rankin, M. Phil, président, Section du droit de l'immigration, Chapitre de la Colombie-Britannique, Association du Barreau canadien

Bill C-55

Discussion, **55:38-42, 44-6**

Exposé, **55:19-24**

Notes biographiques, **55:19**

Rao, R. c. ((1984) 12 CCC (3d) 97), 30:7; 68:43-5

Rapport Archambault

Voir

Réformer la sentence: une approche canadienne. Rapport de la Commission canadienne sur la détermination de la peine

Rapport Fraser

Voir

Pornographie (La) et la prostitution au Canada. Rapport du Comité spécial d'étude de la pornographie et de la prostitution

Rapport Le Dain

Voir

Commission d'enquête sur l'usage des drogues à des fins non médicales

Rapport Plaut

Voir

Reconnaissance au Canada du statut de réfugié: Rapport présenté au ministre de l'Emploi et de l'Immigration Madame Flora MacDonald

Rapport Ratushny

Voir

Nouveau processus de reconnaissance du statut de réfugié pour le Canada: rapport présenté à M. John Roberts, ministre de l'Emploi et de l'Immigration

Rapport Robinson

Voir

Reconnaissance du statut de réfugié: rapport du Groupe d'étude sur les règles et formalités en matière d'immigration

Rapports au Sénat

Bill C-7, sans amendement, **10:4-5, 26**

Bill C-15, teneur, sans amendement mais avec observations et recommandations, **24:5, 6-17**

Bill C-28, sans amendement, **20:5, 6, 23**

Bill C-45, teneur, sans amendement, **17:4-5, 25-6**

Bill C-53, sans amendement, **43:5, 27; 47:6**

Bill C-55, avec amendements et observations, **74:4, 54-77**

Bill C-55, motion..., sans amendement, **87:5-6, 52-3; 89:6-8**

Bill C-58, sans amendement mais avec des commentaires, **89:4-5, 10**

Bill C-61, sans amendement mais avec des réserves, **97:4, 6-8**

Bill C-71, sans amendement, **25:4, 16**

Bill C-82, sans amendement mais avec des commentaires, **97:9-10**

Bill C-84, avec amendements et observations, **48:33-62**

Bill C-84, motion..., sans amendement, **87:6-7, 52-3; 89:9**

Bill C-84, motion... et message..., avec amendements, **74:41-53**

Bill C-88, sans amendement, **48:4, 71, 76**

Bill C-89, sans amendement mais avec observations, **85:4, 27**

Bill C-94, sans amendement, **48:4, 70, 74**

Bill C-115, avec amendement, **81:4-5, 19**

Bill C-145, sans amendement, **91:4, 23**

Bill C-210, teneur, sans amendement, **96:5-6, 26**

Bill C-264, sans amendement, **96:4, 6, 19**

Bill S-3, avec amendements, **1:6, 17; 3:5**

Refugees—Cont'd

Refugee determination process

Abuse

Background information, **27:42-3; 28:6-9, 44-6; 29:31-2; 30:14-5; 31:6-11; 32:15-6, 18-20, 23-4, 29; 33:11; 34:20; 35:5, 11, 23; 38:8, 27-9, 38-9, 41-3; 39:10; 40:22, 24-5; 41:26; 42:14-5; 46:7-10; 48:18; 49:6-9, 11-3, 15, 26-8; 50:5-10, 28-30, 36; 51:5-6; 52:6, 23, 42-3, 47, 55-8, 66-7, 88, 91; 53:6, 11-2, 30-3, 35-6, 41, 47-9; 54:19-20, 30, 34, 63-4, 66-8; 55:7-9, 14-5, 43-6, 58-9, 64, 66, 70, 75; 56:8, 26-7, 32-5, 37-8, 44-7, 54, 58, 64-7, 76, 84, 88, 91; 59:13-4; 60:39; 62:25; 64:21-3; 66:19-20, 24; 69:13-4, 23, 26; 70:12-3; 71:10-2**

Deterrence, **28:7-8; 30:15; 31:7-8, 18-9, 31; 32:29; 38:24-5, 27-9, 43; 39:10-1; 40:24-5; 42:14-5; 49:15; 50:10, 35-6; 52:23, 42-3, 55; 54:19-20; 54:34, 63-4, 67; 55:45; 56:33-4, 66-7, 76, 84-5, 91; 62:6, 8-25; 64:8; 68:21, 26-7; 69:14; 70:10, 18; 71:10-2, 22; 74:8, 10-3**

Countries of origin, **28:6-8, 44-5; 29:16, 32; 31:9, 22; 32:15-6; 50:6, 10**

Financial aspect, **28:6-9; 31:8, 22-3**

"Manifestly unfounded" claims, **28:8-9; 51:6; 52:42, 47, 86; 53:11-4, 21, 30-1; 54:11, 14, 27, 57; 55:56; 56:19, 29, 32-3, 40-1, 46, 58, 61-3, 76, 88-9; 59:14; 62:6, 8, 21, 29-31; 66:20, 23-4; 68:15-6, 25-7; 69:14; 71:11; 74:12**

Public opinion, **26:7, 10; 27:42; 31:5-6, 17-9; 32:11-2, 15; 35:13; 38:29, 32; 39:6-7, 9-10; 40:25; 52:47; 54:68; 55:6; 56:9-10, 88-9, 94, 97-8; 64:20-1; 68:7; 70:19-20; 71:11-2**

Statistics, **27:28; 31:8-9; 38:41-3; 46:7-8; 49:7, 17, 27; 50:9-10; 52:19; 55:56-7; 56:37-8, 89, 91-2, 96; 62:25; 64:21-2; 69:25; 70:17-9; 71:10**

Access

Denial/exclusion from process

Persons convicted of serious criminal offences and certified by Minister to be danger to the public, **26:12-5; 28:14, 37-9; 29:8; 31:11, 15-6; 33:8-9, 23, 31; 34:20-3; 37:5-6, 9-11; 38:6-7, 13, 36, 38; 41:22-3; 46:8; 48:7, 16-8; 51:6-7; 54:24-5; 55:9-10, 57; 56:96-7; 59:10-1; 60:6-7, 13; 62:7, 22-4; 64:13; 69:11-3; 74:6-7, 9-10, 20, 29-30**

Review of certification, **28:14-9**

Persons receiving departure notices, **55:32-3, 44-5; 56:11; 66:21**

Persons under removal or deportation order, **49:12, 25; 55:32; 56:14**

Repeat claims, **50:13; 51:12; 53:7-8; 55:28-31, 34, 60, 62, 84; 56:11-2, 82, 84, 90; 59:11; 64:14; 66:20-1**

Reconsideration where dramatic change in circumstances, proposal, **55:30-1, 34-5; 56:12, 14; 66:20-1**

Security risks, **26:9, 13-5; 27:20, 35, 40-1; 28:14-5, 37-9; 29:7-9, 12; 31:11, 15-6, 23, 26-7, 35; 32:8-9; 33:8-9, 23, 31; 34:6, 13-4, 20-3; 37:5-6, 9-11, 20-1; 38:6-7, 13, 17, 36, 38; 40:24-5; 41:12-3, 21-3; 42:12; 46:8; 48:7, 16-8; 51:6-7; 52:23-4, 26; 54:23-5; 55:9-10, 57; 56:96-7; 59:11, 13-4, 17-8; 60:6-7, 13; 62:7, 22-4; 64:13; 69:11-3; 74:6-7, 9-10, 20, 29-30**

Significance, **26:11-3, 15-8; 27:37; 28:37-8, 41-4; 29:12, 22-4, 34-5; 31:11-2, 15-6, 23-6; 32:8, 13-4, 25-8; 33:9, 23-4, 26, 33-4, 37-8, 40-2; 34:6, 13-4, 20-2; 35:24; 36:23-4; 37:5-6, 9-12, 18, 20-1, 23-4; 38:7; 42:11-2, 14; 48:16-8; 62:7, 22-4; 74:8-9**

Single chance to claim, **49:25; 50:16; 51:24-5; 52:12-3, 25, 51, 72, 74; 53:35-6, 42; 54:14, 22, 47, 51, 60; 55:8-9, 14, 24-5, 27, 56, 74-5, 79; 56:28; 60:30-2, 34; 68:8-9, 18-9, 24-5; 69:8-9; 71:24-5; 74:19, 27-8**

Rapports au Sénat—Suite

Bill S-5, sans amendement, **21:7, 17, 23**

Bill S-7, avec amendements et une recommandation, **75:4-5, 26-8; 77:5**

Bill S-10, sans amendement, **22:4, 6, 36**

Bill S-11, avec amendements, **24:5, 6**

Bill S-14, sans amendement, **45:5, 17; 47:6**

Bill S-17, sans amendement, **83:4-5, 16**

Bill S-21, sans amendement, **98:5-6, 16**

Comité de rédaction constitutionnelle française, premier rapport déposé au Sénat le 17 décembre 1986, **99:4, 15**

Lois révisées du Canada (1985), projet, avec recommandations, **21:6, 8-16**

Ratushny, M. Ed, professeur en droit, Université d'Ottawa

Bill C-55

Discussion, **67:10-25**

Exposé, **67:5-10, 25-6**

Position, **67:5-26**

Recommandations, **67:10, 13-4, 19-20, 23**

Notes biographiques, **67:5, 21-2**

Ratushny, Rapport

Voir

Nouveau processus de reconnaissance du statut de réfugié pour le Canada: rapport présenté à M. John Roberts, ministre de l'Emploi et de l'Immigration

Re Hanna ((1957), 8 DLR (2d) 566), **60:15-6**

Reconnaissance au Canada du statut de réfugié: Rapport présenté au ministre de l'Emploi et de l'Immigration Madame Flora MacDonald (Rapport Plaut)

Références, **28:6; 31:7; 37:22; 39:5-6; 40:15; 50:6, 8, 10, 20, 24-5; 52:7; 53:30, 35; 55:54, 70; 56:6, 39-40, 51-2, 55, 71-2, 82; 60:42; 62:6; 66:7; 67:5; 68:32**

Reconnaissance du statut de réfugié: rapport du Groupe d'étude sur les règles et formalités en matière d'immigration (Rapport Robinson)

Références, **28:6; 31:7; 37:22; 42:5; 50:6, 8; 56:40, 52, 66; 62:25; 68:32**

Red Deer Coalition for Refugees

Bill C-55

Position, **54:59-62**

Recommandations, **54:63-4**

Reference re Education Act of Ontario and Minority Language Education Rights ((1984) 10 DLR (4th) 491), **33:10; 48:41****Réformer la sentence: une approche canadienne. Rapport de la Commission canadienne sur la détermination de la peine (Rapport Archambault)**

Références, **22:17, 31; 78:6, 26; 80:14; 85:7, 14, 20; 87:37**

Réfugiés

Aide

Canada, programmes et politiques

Amnistie, **40:15-6, 22; 50:19-22; 52:48; 53:22; 56:65, 67; 70:17-8**

Familles, réunification, **37:11-2; 52:86; 53:10, 48; 54:53; 55:37, 61, 63-5, 86-7; 56:28-9, 31, 33-4, 43-4, 65-6, 81, 85; 68:21**

Familles, réunion, programme, **52:86; 55:63-4, 86-7**

Refugees—Cont'dRefugee determination process—*Cont'd*Access—*Cont'd*

Universal access, **26:11-2; 41:20-1; 50:8, 15-6, 21, 30; 52:8, 16, 21, 26, 51, 55-6, 59; 53:7, 9, 28, 36, 39-40; 54:17, 19, 23, 36, 52-3, 57; 55:14-5, 18-9, 54-5, 60, 62, 65-8; 56:18, 27-9, 38-42, 45, 49-50, 54-5, 60, 82, 86, 90; 59:12-5, 21, 23, 25-6; 60:22, 45; 62:21, 24-5, 17, 22-29; 64:6, 8, 11, 13-4, 18-21, 25; 68:6-7, 11, 20, 25; 69:8, 11, 15, 19, 21**

Administration, evaluation, **51:31; 56:47, 51, 66-71, 73-5, 77-8, 88, 90-1, 94; 64:21-4; 70:12-3**

Backlog, delays, **26:17; 27:6, 16-8, 26, 28, 49-50; 31:6-8; 32:19-20; 33:30-1; 37:15; 38:41-3; 39:11; 40:10-1, 14-5, 22-3; 41:23; 46:7, 10; 49:7, 13, 15, 20; 50:5-7, 20-2, 30; 51:10; 52:43, 71, 91; 53:22; 55:24, 41, 48-9, 54, 58, 65; 56:8-9, 33-4, 36-40, 42, 54, 58, 62, 65-8, 88; 59:13, 21; 62:29; 64:6, 21, 24; 68:15-7, 23; 70:11-2, 14-5, 17-9; 71:10-2, 25-6**

Claimants

Countries of origin, **27:28-9; 29:33; 50:8-9**

Eligibility

Criteria, **31:30; 37:8; 40:25; 49:18; 55:37; 56:31-2, 39; 64:8-11, 15-6, 18-9, 22-3; 68:10, 20; 70:9**

Medical examinations, **26:21; 27:19**

Security clearances, **27:19-20**

Financial difficulties, **31:22; 55:49, 58**

Identification

Bona fide refugees, difficulties, **27:42-3; 28:6-8, 44-6; 29:15-6, 31-2, 34-5; 31:28-30; 32:15-6; 34:15-9, 24-5; 36:23-4; 37:6-7, 23-4; 38:25-34; 39:7, 13; 40:8, 13-4, 22-4; 41:6, 8; 42:14; 44:23; 48:13, 17, 20, 26; 50:8-9; 51:24-5; 52:69-70; 55:13, 70, 78; 56:24, 97**

Documents

Authorities, holding, **27:30, 32-4**

See also below

Transportation companies

Definition, **34:24-5; 36:27**

False, **26:8, 21; 27:21, 23, 30-3; 36:25-6; 38:25-9; 40:8; 46:12; 50:28; 54:21; 56:96-7; 58:7-10, 13-9**

Missing, **26:8, 19-21; 27:19, 21-3, 29-35, 39-43; 28:8, 18, 44, 46-50; 29:7, 9, 15-6, 29-32, 36-7, 39; 32:10, 15-6; 34:24-5; 36:8, 21, 23-4; 37:6-7, 23-4; 38:9-10, 13-5, 25-9, 34, 38-9; 40:13-4; 41:6, 8; 42:14-5; 44:23; 46:7-8, 12; 48:13, 20; 50:8; 53:45-6; 54:21; 55:10, 13, 49, 78; 56:49-50, 96-7; 58:7-11, 13-8; 60:34-5; 64:8; 68:42; 69:28; 71:11; 74:10-1**

Travel documents, definition, **38:38**

Validity, **27:42-3; 28:6-8, 44-6; 29:15-6, 30-2; 32:15-6; 34:20; 40:13-4; 44:23; 48:18, 20; 58:15**

Verification at point of embarkation, **26:9; 27:29-34, 38-9; 29:7, 38-9; 58:16-7**

Field Operational Support System, **27:50**

Pre-clearance at point of departure, **27:50-1**

Landing, **55:36-8; 56:31; 64:8, 16; 66:8; 71:10-1**

Protection, genuine refugees, **29:31-2; 31:9-11, 28-31; 32:20; 34:18-9; 37:6-7, 23-4; 38:24, 27-8; 39:7-21; 40:8, 13-4; 41:6-7, 26; 46:10; 49:6-11, 14, 16-7, 26-8; 50:8-9, 11-2; 51:5, 17, 22; 52:55-6, 66-8, 76; 53:6-7, 12, 33-4, 37-42; 54:9-11, 17-23, 28, 31-4, 62-4, 66-7; 55:7-9, 14-5, 19, 24, 43-6, 50, 53-64, 70, 73-80; 56:8-9, 27-8, 32-4, 37-40, 53-6, 58-9, 67-8, 71, 84, 88-90; 58:17-8, 22; 59:13-4, 18; 60:11, 27-9, 32, 40-1, 44-5; 62:6, 24-6, 29, 35-6; 64:8-11; 66:14-5, 17; 68:8, 14, 22, 24; 69:27, 31; 71:8, 10-2, 15-6, 21-2; 74:8, 23-4**

See also below

Return to safe third country

Réfugiés—SuiteAide—*Suite*Canada, programmes et politiques—*Suite*

Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, coopération, **27:8**

Historique, **26:8; 27:37; 28:39-40, 43; 29:21; 32:11-2, 27-8; 37:24; 38:19, 22; 39:6, 8, 14-8; 40:8, 12-3, 16; 41:13; 48:20; 52:6, 13, 43, 46-7, 53-5, 65, 68; 53:23; 54:19, 29, 39, 59; 55:7-8, 49-50, 56, 59, 66, 69, 75, 80, 82-4; 56:7, 9-10, 58-9, 62, 81; 62:24, 26-7; 64:5-6; 66:17-8, 25-6; 71:9-10, 16-7**
Médaille Nansen décernée au Canada en 1986, **31:19; 37:24; 38:33; 40:5; 52:6, 65; 54:59; 55:8, 56; 56:7, 62; 71:10**

Information de base

Cas individuels, examen, **27:13; 54:12; 62:7**

Contributions financières à des organismes internationaux, **27:7; 49:13, 29**

Examen administratif, **27:5-6, 16-7; 28:7; 30:15; 31:8; 37:15; 49:18; 50:7, 20; 53:22; 56:38, 65, 67-9; 64:21, 23-4; 70:17-8**

Exclusions temporaires visant les États-Unis, **27:18, 22-3, 43-4; 38:31-2; 49:27; 50:34; 52:63; 54:45, 50; 55:48; 64:7, 12-3, 16; 66:9**

Non-renvoi à l'égard de certains pays, politique, **27:6, 13-4, 24-5, 28; 24-5, 28; 49:7; 50:7, 9; 54:12; 64:15-6**

Liste B-1, **27:6-7, 13-4, 16-8, 23; 31:9; 50:9; 53:20; 54:11-2; 55:47-8; 56:36-7, 39; 64:16**

Ministre, permis, **27:6-7, 16, 23-5; 29:12, 40; 31:9; 49:25; 50:9; 52:48; 53:40; 54:11-2; 55:30; 56:36-7; 64:22, 24; 66:7-8**

Traitement accéléré, méthode, **27:6, 49; 31:8; 51:7; 56:69, 92; 62:30-1**

Programmes spéciaux, **54:53-5, 57**

Rétablissement des réfugiés, programme, **51:13; 54:53**

Réinstallation, **49:23; 54:9-10; 55:56; 62:26, 35-6; 64:6**

Sélection des réfugiés à l'étranger

Admissibilité

Critères, **27:8, 10-1; 31:10, 29-33; 38:33; 40:11, 21, 25; 49:18; 52:43, 66, 68, 71-2; 54:9-10, 21; 61:8, 10-1, 16; 64:8-9**

Examens médicaux, **26:21; 27:9-11**

Exigences en matière de criminalité et de sécurité, **27:9-13; 62:7; 68:20**

Bureaux à l'étranger, ressources, **28:9; 31:32-3; 32:23; 38:24, 30-1; 40:9-14, 17, 21-3; 49:18; 52:43-4, 49-50, 66-8, 71, 78-83, 85; 54:10, 17, 28-9, 46-8, 52; 55:39, 54-5; 61:8; 64:9, 11**

Camps, **27:7-11, 14-5; 40:21; 52:66, 85; 54:9-10; 55:47, 77-9; 61:7-12; 62:34-6**

Droits (conseiller juridique, appels), **54:52, 54-5, 68; 55:18-9; 60:14-5, 17-9, 21; 62:34-6; 68:22**

Femmes, **55:77-80, 84; 61:5-12; 68:6-7**

Politique, **26:10-1; 27:7-8; 32:6; 38:33; 40:9-13, 21-3; 42:14; 46:8; 49:11, 13; 52:9, 14, 21, 66, 68, 78-9, 82, 85, 90; 53:47; 54:9-10, 20-1; 55:37, 47; 56:27, 47, 87; 61:6, 8, 10-1; 68:6, 20, 22**

Procédure, **27:7-11, 14-15; 31:9-11, 21-2, 28-33; 38:9-10, 14-5, 23-34, 39; 39:7; 40:9-13, 21-3; 42:14; 52:20-2, 43-4, 49-50; 56:47**

Quotas, chiffres prévus

Afrique, **31:33-4**

Amérique latine, **31:34; 54:57-8**

Augmentation, **40:17, 21**

États-Unis, **52:72**

Europe de l'est, **31:34**

Liste par année

1984, **27:14**

1985, **27:14, 45; 54:57**

Refugees—Cont'dRefugee determination process—*Cont'd*Claimants—*Cont'd*

Refoulement, 26:8, 11-3, 15-8; 27:37; 28:37-8, 41-4; 29:22-3, 34-5; 31:6, 11-2, 15-6, 23-6; 32:13-5, 24-8; 33:9, 11; 33:21, 30, 33-4; 34:6-9, 12, 15, 17-9; 35:24-5; 36:21-4; 37:5-12, 16-7, 19-20, 24; 38:34-5; 39:7-10; 40:8; 41:6-7, 10-1; 49:9; 51:6, 19; 52:35-7; 55:9; 56:71, 90; 60:28; 62:13-4, 26; 64:10-1; 66:16-8; 68:8; 70:9 74:24-5

European governments, comparison, 41:11

United Nations High Commission for Refugees, position, 26:11-2; 28:38, 41-4; 29:22-3, 35; 31:6, 12, 15-6, 23, 25; 32:13-5, 26-8; 34:6-9, 12-4, 18-22; 37:10-1; 41:7; 49:9; 51:6; 52:36-7; 56:71, 90; 60:28; 66:17-8

See also below

Return to safe third country

Removal/deportation, 27:40; 53:21, 31; 54:27, 57-8; 55:7, 13, 24, 32-3, 35; 56:12, 14, 18-20, 29, 37, 71; 62:8, 11-4, 30; 64:11, 16, 21; 66:19; 68:9, 24-5, 32; 69:8-9; 70:9, 19-20; 74:28

Return to safe third country, 27:28, 40-4; 29:33-6, 39-40; 31:23-4; 32:27-8; 37:10-1, 20; 40:11, 21-2; 46:11

Exceptions

Exclusions for certain categories, 49:13, 15-6; 50:12; 51:12-4; 52:15-6, 22, 61-2, 81; 53:15, 29, 45, 51, 53, 55; 54:51, 53, 55; 55:10; 56:13, 29; 59:9-10; 61:16; 66:16; 69:23, 32-3; 70:13-4; 71:20

Persons who "cannot be removed", 49:14, 20-1; 51:14; 56:14, 17-9

Persons who have only transited through safe third country, 54:11, 13, 36; 55:75; 56:22; 62:20-1; 74:20, 25-6

Parameters for other modes of transportation, 49:22, 28; 50:34-5; 52:24-5; 53:44; 74:20, 25-6

Travel by air on connecting flight, 49:21-2, 28; 50:34-5; 52:24-5; 53:44; 60:36; 74:25-6

Percentage, estimates, 27:28; 55:56; 62:25; 68:14; 69:25

Persons arriving from country on list of safe third countries, 49:11, 24-7; 50:11-20, 25-7, 29-30; 51:6, 8-9, 12-6, 18-21; 52:7-8, 13-6, 21-3, 27, 38, 41-4, 48, 50-2, 55-7, 61, 73, 76-9, 81-5; 53:7, 14-5, 19, 23-4, 27-30, 36, 40-1; 54:12-4, 18-9, 22, 28, 30, 34-47, 50, 55-7, 60, 64-7; 55:10, 29, 36-7, 48, 56-7, 60-5, 74-5, 83; 56:8-9, 17-20, 22, 27-9, 32, 41, 50, 55, 59-60, 89-90; 59:9-10; 60:29, 34-40, 42; 61:6-8, 15; 62:25, 28-9; 64:6-7, 10-5, 25; 65:11, 18-9; 66:9, 15-8; 68:9, 11, 13-4, 19, 22; 69:9-12, 20-3, 29-31; 70:15-6; 71:11-3, 15-22; 74:19, 23-5; 87:7-8, 11, 17-32; 89:6-9

Persons not requiring the protection of Canada, 49:11, 24-7; 50:12-3, 29-30; 51:8; 52:15, 21-2, 35; 60:40-1; 62:25, 29; 70:9, 16; 71:10-1, 20

Persons with previous recognition in Canada, 55:28

Persons with protection in another country, 27:28; 49:11, 24-7; 50:13, 15, 19-20, 29; 51:12; 52:27, 38; 53:14, 16-7, 41, 46-7; 55:28; 62:10, 21; 64:14; 68:11, 13; 74:24

Policy, 26:23; 49:10-1, 13; 50:11-2, 27; 52:15, 21-4, 44-5, 60, 81; 53:19, 30, 44, 50; 55:11; 56:85-6; 60:39; 62:25; 64:25; 65:10-2; 68:11-4; 69:20-1, 32; 71:11, 20-2; 74:23-4; 87:7-8, 11, 17-8; 89:6-9

Protection in safe third country

Arrangements, agreements, 34:19; 49:11-4, 24-5;

50:25-7, 30-1; 51:6, 9-14, 28-9, 31; 52:13, 27, 45,

63, 81; 53:15, 19, 44-5; 54:36-8; 55:11, 56;

56:28-9; 60:36-7, 39-41; 62:25; 65:10, 25;

69:11, 21-3, 29-34; 71:16-8

Monitoring, 49:13-4

Réfugiés—SuiteAide—*Suite*Canada, programmes et politiques—*Suite*Sélection des réfugiés à l'étranger—*Suite*

1986, 27:14, 45; 54:57

1987, 27:8-10, 27; 31:34; 34:17; 49:18

Processus décisionnel, 27:9-10, 14-5; 40:10; 54:67; 56:94; 62:35; 64:5, 22-4

Rome, Italie, 31:10; 40:9-10

Services, 49:11

Statistiques

Augmentation de la population, besoin, 27:46-7; 36:24; 49:17-9; 52:75, 85; 54:31-3, 42; 55:81-2; 56:7, 81

Nombre, augmentation, 27:44-8; 31:34; 40:21; 49:17-9; 50:19; 52:54-5; 54:67-9; 56:94-5; 64:5, 22-4

1986, 27:14, 45-6; 54:57; 61:5-6

1987, 27:9-10, 27; 49:18; 64:23; 71:9

1988, 55:81

Total (réfugiés et immigrants), 27:44-8; 31:34; 49:17-9; 55:81; 64:23-4; 71:9

Groupes religieux, groupes humanitaires, avocats, individus

Parrainage

Délais, 62:6-7

Nombre illimité, 26:23; 31:34

Processus, 54:9-10, 47-8; 62:7

Statistiques, 1987, 27:10, 27; 64:23; 71:9

Poursuites judiciaires, risque

Comité, position, 74:42-3, 47-50

Evaluations

Amnistie Internationale, 41:8, 17-9, 23-4

Association canadienne des libertés civiles, 35:9, 19-24

Association du Barreau canadien, 28:8, 46-8; 60:5, 7-8, 13, 40

Beatty, M. David, professeur, 59:18-9

B'nai Brith Canada, 42:6

Coalition de Montréal, 38:8-10, 14, 34-5, 39-41

Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy, 31:11, 16-7, 29

Comité consultatif du statut de réfugié, 37:6-7

Comité Inter-Eglises pour les réfugiés, 29:8-9, 15-6, 25-7

Congrès juif canadien, 40:8-9, 13, 16

Conseil canadien pour les réfugiés, 62:21-2

Criminal Lawyers' Association, 30:15-6, 19-20; 68:49-51

Hathaway, M. James C., professeur, 32:12, 15-7

Ministre de l'Emploi et de l'Immigration, 26:8, 10, 23-6; 32:12; 41:19; 46:16-7, 20-1; 48:50-1

Plaut, M. W. Gunther, rabbin, 39:12

Toronto Refugee Affairs Council, 69:12-3

Rôle, 26:10, 22-3; 27:23; 32:16-7; 33:8; 35:23-4; 37:6-7; 38:35-6; 39:12; 52:43; 54:45; 55:51-2, 54-5

International

Canada, comparaison avec d'autres pays, 27:23, 32, 34-5; 38:38; 39:9, 11-2; 40:20-1; 41:20-1; 46:10; 49:8-9; 52:65-6, 71, 75, 85, 87-92; 53:45, 48; 54:9, 38-42; 55:47, 50, 55-6, 58, 69, 81; 56:10-1, 56:54, 88, 92; 62:25-7; 64:7; 71:10-1, 15

Collaboration et coopération, 40:11-2, 20-1, 25-6

Canada, rôle, proposition, 40:12, 25-6; 55:57; 56:84

Organismes non gouvernementaux, 27:23; 56:7; 59:18-9; 71:13

Amérique centrale, réfugiés

Etats-Unis, 27:43-4; 28:44; 31:18, 22, 30; 40:21-2, 25-6; 41:8; 50:12; 51:20, 31; 52:7-8, 15, 17, 36, 41, 49-50, 55-8, 61-3, 71, 73, 76, 82-4; 53:14-5, 17-8, 29-30, 43-5; 54:18, 45-7, 50, 53, 55; 55:10-1, 47-8, 60, 83; 56:10, 55, 90; 61:15; 64:6, 14-5, 25; 66:9, 17, 34-6; 69:10, 20; 70:13; 71:18-9

Refugees—Cont'dRefugee determination process—*Cont'd*Claimants—*Cont'd*Return to safe third country—*Cont'd*

Safeguards

Absence from legislation, **50:21**, 25-6, 31-2; **51:29**; **52:15**, 83; **53:15-6**, 19, 23-4; **55:29**; **56:9**, 29; **60:29**, 40-1; **62:26**; **64:11**; **69:30**, 32-4; **71:21**Adequacy of protection, circumstances, **49:14**, 16-7, 21; **50:14-5**, 25, 27, 32; **51:9**, 19; **52:13**, 15, 27, 37-8; **53:14**, 16-7, 19; **55:11**, 18-9, 56, 60-1, 70; **56:28**, 83; **59:10**; **60:29**, 37-8; **61:8**; **64:14**; **68:25**; **69:10-1**, 21; **71:21-2**Assurance of being received, **34:19**; **49:11-4**, 21, 24; **50:14-5**, 25-7, 32-3; **51:6**, 8-12, 14, 19; **52:27**, 37-8, 45, 77; **53:7**, 14, 16, 19; **54:36**, 60; **55:11**, 60; **56:18-20**, 83, 89; **60:29**, 34, 37, 39-41; **61:6-8**, 15; **62:29**; **65:10**; **66:18**, 21; **69:21-3**, 29-34; **70:15-6**; **71:15-7**, 21-2; **74:19**, 25Minimum, **50:13**, 15-6, 25-8, 32-3Refugee determination system, access, **49:21**; **50:14**, 26, 32-3; **51:6**, 8-11, 14, 19, 28-9; **52:35**, 37-8, 45; **53:7**, 14, 16, 19; **54:36**, 60; **55:11**, 29, 73; **56:28**, 83; **60:37**; **66:18**; **68:11**; **69:11**, 21-3, 30-3; **71:21-2**; **74:19**, 25Determination on the merits, **55:12**, 29; **56:22**; **59:9**; **69:31-3**; **74:19**, 25; **87:7-8**, 11, 17-32; **89:6-9**Refusal to accept, return to Canada, **27:37**; **50:14**; **51:29**; **52:27**; **53:14**, 33; **55:11**, 29, 37; **56:14**, 17-9; **59:30**; **60:39-40**; **64:15**; **65:10**; **69:30-1**; **70:16**, 19; **71:15-9**Airlines, role, **60:40**

Risks

Refoulement, **34:19**; **49:9-10**, 14; **51:5-6**, 8, 10-2, 19, 22, 24; **52:7**, 13, 15, 35-8, 55-7, 77, 82, 84; **53:6**, 14, 16, 19, 29, 36-7, 47; **54:34-6**, 60-1; **55:48**, 54, 56, 60, 62, 70; **56:9**, 29, 55, 83-4, 86, 89; **59:9**; **60:36**; **61:6**; **64:12-3**, 25; **66:9**, 16, 18; **68:11**, 20, 24; **69:11**, 30-1; **71:11**; **74:24-5**Refugees "in orbit", **36:23**; **49:12**, 14, 20-1; **50:14**, 25-7, 31-2; **51:11-2**, 29; **52:27**; **54:34-5**, 37; **55:11**, 56; **56:18**; **59:9**, 30; **60:36**, 40; **64:15**; **66:18**, 21; **68:11**, 20; **69:10-1**, 22-3, 28-31, 33; **70:15-6**; **74:24-5**; **87:7-8**, 11, 17-32; **89:6-9**Turn back to another country, **49:12-4**; **50:14**; **51:9-12**; **52:35-8**, 77; **53:6**, 14, 36-7; **54:34-6**; **55:11**, 48, 54, 56; **56:9**, 83-4, 86; **59:9**; **60:37**, 40; **61:6**; **64:12-3**, 25; **66:9**, 16, 18; **68:11**, 20, 24; **69:11**, 30-1; **71:11**; **74:24-5**

Statistics

Acceptance rate, average, **31:8-9**; **50:9**, 28; **54:66**, 68; **55:57**; **56:69**, 92; **62:25**; **64:21-2**

Arrivals

Canada, comparison with other countries, **39:9**, 11-2; **41:9**, 20-1; **46:10**; **50:28**; **52:14**; **53:45**; **55:47**, 55, 81; **56:10-1**, 54; **62:25-6**Inland, **27:26**, 28; **40:22-5**; **49:7**, 13, 15-7, 27Majority by air, **27:21**, 23, 29, 33; **29:37**; **31:18**; **48:18**Number by air, by sea, by land, comparison, **27:21**, 29, 34-6, 42; **31:18-9**; **39:12**Ports of entry, **27:26**; **49:7**, 13, 15-7, 27Projections, **27:26-8**, 47; **38:41-3**; **41:21**Women, **61:5-6**Employment and Immigration Department processing capacity, **27:17**, 26, 49-50; **55:54-5**; **56:67**, 88, 90; **62:35**Forecast by end of 1987, **27:18-9**; **38:41**; **46:7**List year-by-year, **27:28**; **31:9**, 17-8 1987, **50:28**; **54:66-8**Number since May 21, 1986, **27:16-8**, 24-6, 41Decisions rendered, including appeals, **27:16-9**, 28; **31:8-9**Removals, **27:19****Réfugiés—Suite**Amérique centrale, réfugiés—*Suite*Statut de réfugié, requérants, **27:43**; **28:44**; **31:18**, 22, 30; **39:11**; **40:21-2**, 25-6; **50:12**; **51:12-3**, 20; **52:7-8**, 15, 17, 36, 41, 49-50, 57-8, 61-3, 71, 73, 76, 82-4; **53:14-5**, 17-8, 29-30, 43-5; **54:18**, 45-7, 50, 53, 55; **55:10-1**, 47-8, 72-4, 83; **56:55**; **61:15**; **62:20-1**; **64:6**, 14-5, 25; **66:9**, 34-6; **71:18-9**Amérique du Sud, réfugiés, **40:25**; **56:24**Amérique latine, réfugiés, **52:57**; **54:53**; **55:58**, 71-3; **64:5-8**, 25Asie du Sud-est, réfugiés, **51:13**; **64:9-10**Athlètes, **27:43**; **54:39**; **62:21**; **64:7**Ballerines, **54:39**; **62:21**Bloc de l'Est, pays, requérants du statut de réfugié, **27:43**; **40:10**; **51:13**; **52:17**; **56:39**, 96-7; **64:5-7**, 15, 22, 25Condition psychosociale et physique à l'arrivée, **37:17**; **49:25**; **51:24-5**; **52:12**, 20, 25, 72, 74; **53:35-6**; **54:14-9**, 28-9; **55:9**, 14, 56, 74-5, 79; **56:24**, 28, 50, 72, 82, 84, 88; **58:17-8**; **59:24**; **62:33**; **64:13-4**, 22; **68:9-10**, 27-8; **69:8**, 15; **71:24-5**; **74:63-4**Contribution au pays, **49:17-9**; **54:68**; **55:58**; **56:53-4**, 56-7

Définition

Catégories désignées, **27:10**, 12; **38:32-4**; **62:27**; **64:22**Immigrants, comparaison, **27:15-6**; **28:45**; **32:20**; **38:10**; **39:7**; **40:13-4**, 23-4; **49:15**; **54:31-2**, 68; **56:7**, 54, 63, 97-8; **68:7**Nations unies, Convention, **26:11**; **27:8**, 10-2, 43; **28:9-10**; **29:31**, 35, 40; **31:9**; **38:31-3**; **39:7**; **40:11**; **49:13**; **50:8-9**; **51:13**, 26, 30; **52:8**, 35, 42, 46-7; **53:13**, 30, 58; **55:70**, 77, 80, 82; **56:27**, 37, 39, 64, 81, 88, 92; **60:28**; **61:6**, 8-9; **64:21-2**; **65:6**; **66:7-8**, 15, 20, 24-5; **68:7**Personnes venant des pays signataires de la Convention ou de pays non producteurs de réfugiés, comparaison, **26:8**, 15-6; **27:15**, 28, 41-3; **29:29**, 33-7, 39-40; **31:12**, 23-6; **38:24-5**; **39:7**; **44:20-2**, 25; **46:12-3**, 18-9; **49:10-1**, 13, 15; **50:8-9**, 35-6; **52:57-8**, 61; **53:47-8**; **54:23-5**, 58; **55:82**; **56:19-20**, 88-9; **64:6-7**; **66:15**, 20, 24-5; **68:7**; **69:26**; **71:11**Réfugiés non couverts par la Convention, **31:9**; **50:9**; **52:8**; **54:11-2**, 55, 58; **56:27**, 37, 39, 64, 88-9, 92; **60:28**; **66:20**, 24-5; **68:7**Droits, **33:24**, 30; **38:34**; **49:9**; **54:7-8**, 15, 19; **55:18-9**, 73; **56:73**, 81, 84, 87; **60:44**; **62:13-4**, 25-7; **66:15**; **68:22**; **69:7-15**Enfants, **53:35-6**, 43; **55:69-70**, 77; **56:31-2**

Entrée illégale au Canada

Aide, encouragement, conseils

Agences, compagnies aériennes, **36:25-7**

Application

Groupes de 10 personnes ou plus, **28:44**, 46; **29:7**, 30; **32:17**; **41:8**; **48:36**, 51; **69:12-3**; **74:42-3**, 47-50Individus, **28:44**, 46; **32:17**; **48:36**; **74:42-3**, 47-50Conseillers, **28:6**, 48; **29:9**, 25-6, 32-3; **32:15**; **38:35**, 41; **46:8**, 16; **62:6**; **68:49-50**; **71:10**; **74:49**Dissuasion, sanctions, **26:8**, 10, 23-5; **27:35-8**, 41; **28:39**, 41, 46-7; **29:7-8**, 13-4, 16, 24, 31; **31:11-2**, 17-9, 29; **32:12**, 15-7, 27; **41:20**; **46:8**, 16-7; **48:49**; **74:44-5**Poursuites judiciaires, **26:8**, 10, 22-6; **28:8**, 46-8; **29:7-9**, 15-6, 25-7, 37-8; **30:15-6**, 19-20; **31:9-11**, 16-7, 29; **32:12**, 15-7; **33:8**, 24, 31, 38, 40-2; **35:9**, 19-24; **37:6-7**; **38:8-10**, 14, 34-5, 39-41; **39:12**; **40:8-9**, 13, 16; **41:8**, 17-9, 23-4; **42:6**; **46:16-7**, 20-1; **48:36-7**, 41-2, 49-51; **52:19**; **59:18-9**; **60:5**, 7-8, 13, 40; **62:21-2**; **68:49-51**; **69:12-3**; **74:42-3**, 47-50; **87:8-9**, 14-5Accusations, condamnations, **29:32-4**; **41:19**Preuves, perquisition et saisie, **26:8-9**; **27:48-9**; **29:7-9**, 16-7, 27-30, 38; **30:5-8**, 13, 16-8, 20-4; **31:17**; **32:9-10**; **33:22-3**, 31; **35:10**; **37:7**; **40:8**; **42:6**; **44:25**; **46:9**; **48:37-8**, 51-3; **59:22**, 33; **60:7**; **66:6-7**; **68:33**, 38-45, 50-3; **74:50**Code criminel, comparaison, **68:38-45**, 51-2Douanes, Loi, comparaison, **29:17**, 27-8; **30:6**; **40:8**; **44:25**; **48:38**, 51-3; **68:39**, 51Ecoute électronique, **29:34**; **62:21-2**; **68:40**

Refugees—Cont'dRefugee determination process—*Cont'd*Claimants—*Cont'd*Statistics—*Cont'd*Persons arriving without proper documentation, **26:21; 27:7, 21, 33**United States, 1986 changes to immigration legislation, effect, **27:12, 22, 44**Welfare, costs, **56:66, 74**Work permits, **56:76-7**

Legislation (Bill C-55)

Adoption

Options

Adoption, **59:15-6**Adoption with a Section 33 override, **59:15-6, 20**Adoption with amendments, **59:15-7, 20-1**Reference to Supreme Court, **59:15, 17, 20**Urgency, **71:10-2, 18**Application of Charter, **59:22-4; 72:17-8**Challenges in the courts, **49:26-8; 50:11, 16-8, 21-2, 26, 28, 30, 32-4; 51:22; 52:16, 30; 55:45; 56:9, 30, 42, 45; 59:25-6; 60:45; 62:26; 65:6, 14-5; 66:9; 68:12, 17, 23-5, 31; 70:11, 20**

Constitutionality

Committee position, **74:24-5**

Evaluations

Alberta Cultural Heritage Council, **54:66**Angus, William H., Professor, **32:11; 66:9, 11-2, 14, 23**Beatty, David, Professor, **59:5-17, 19-27, 29-30, 33**Calgary Interfaith Coalition for Refugees, **53:31-7, 42**

Canadian Bar Association

Administrative Law Section, **72:11-7**Immigration Law Section, **53:6-9, 21; 60:27-40, 44**British Columbia Branch, **55:35, 45**Canadian Council for Refugees, **62:8, 10**Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy, **50:11, 13-8, 21-3, 25-8, 32-4**Edmonton Branch, **54:19**Hathaway, James C., Professor, **66:14-5, 22-3**Immigration Appeal Board, **65:6, 11-2, 14-5, 18-9**Inter-Church Committee for Refugees, **62:24, 26**Legal Aid Manitoba, **52:16**Minister of State (Immigration), **49:9-10, 22-3**Nanaimo Immigrant Settlement Society, **56:28-31**Newfoundland-Labrador Human Rights Association, **64:10-2**Paludan, Anne, former Head, Asylum Department, Danish Refugee Council, **54:37**Ratushny, Ed, Professor, **67:7, 25**Red Deer Coalition for Refugees, **54:60-2**Schwartz, Bryan, Professor, **52:28-31, 33, 36-9**Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, **68:8-10, 12-3**Toronto Refugee Affairs Council, **69:7-15, 18-9**Vancouver Anglican Church, the United Church and the Canadian Catholic Organization for Development and Peace, joint presentation, **55:54, 57**Vancouver Refugee Council, **56:18**Victoria Coalition, **56:55-6**Zaifman, K., **56:43, 45**Government, legal opinions, **59:15-7, 19-20, 27**Immigration Act, 1976, comparison, **60:20**Public opinion, **49:6-7; 52:31-2**Security sections, **50:17; 51:6-7; 52:23-4, 26; 54:12, 23-5; 55:57; 59:17-8; 62:7, 22-4; 74:20, 29-30****Réfugiés—Suite**Entrée illégale au Canada—*Suite*Aide, encouragement, conseils—*Suite*Preuves, perquisition et saisie—*Suite*Mandats, **29:16-7, 27-8; 30:7-8, 18, 23; 32:9-10; 33:22-3; 35:10; 40:8; 48:37-8, 51-3; 68:33, 38-45, 51-3**Perquisitions sans mandat, **68:33, 39-45, 52; 74:50**Privilège des communications entre client et avocat, **30:16-8, 20-1, 23-4; 68:42**«Situations urgentes», **27:49, 27-8; 30:7, 13, 18; 32:10; 48:37, 52-3; 68:41-2**Stupéfiants, Loi, comparaison, **29:16-7, 27-8, 38; 30:7, 17-8; 40:8; 48:38; 68:43-5, 50**Télémandats, **30:7; 32:10; 46:9; 48:37, 53; 68:38-9, 41-2**Rentabilité, **26:7-8, 10; 27:36, 42; 28:39; 32:14-5; 36:25-7; 39:12; 40:16**Véhicules, saisie, confiscation, **26:8-9; 29:7; 33:27; 36:9; 48:51; 68:33-45, 50**

Détention (à des fins d'identification ou de sécurité)

Arbitre, rôle, **26:9; 27:21-2, 39; 28:16-9, 49-50; 29:17-9, 29-30, 39; 30:8-9; 31:13-6; 32:10; 33:8, 24-5, 30-1; 35:10-2, 15-6; 38:8, 11-3, 28-9; 41:9; 42:7-8, 10-1; 44:15-6; 46:18; 48:38-9, 43-4, 54-6; 68:46**Délai, **26:9, 19-21; 27:39; 28:18; 29:18-9; 30:8-9; 31:13-4; 32:9-10; 35:14-6; 36:10; 38:8, 11-3, 28-9; 39:13-4; 41:8; 42:7; 46:9; 48:38-9, 41, 54-6**Période en temps de guerre, comparaison, **26:20; 42:7**Établissements de détention, **29:17-9; 31:13-4; 42:6-7**

Identité, incapacité d'établir

Aéroports, configurations, difficultés, **27:22, 34**Détention obligatoire, **26:19-21; 27:22, 35, 39-41; 28:18, 49-50; 29:7, 9, 17-9, 23, 29-30, 36-7, 39; 30:8-9, 13, 18-9; 31:12-5, 29; 32:10, 15-7; 33:24-5, 30; 34:24-5; 35:10-1, 14-7; 36:6; 38:8, 12-4, 26, 28-9, 34; 39:12-4; 40:13; 41:8-9; 42:7-8, 10; 44:15; 46:8-9, 15, 17-8; 48:38-9, 41, 54-6; 55:13; 60:6-8, 13, 32, 34; 68:9, 46-9; 74:51**Conseiller juridique, **41:8-9; 46:18; 48:39, 56; 60:32**Présomption d'innocence, **38:8, 13-4, 43**Révision de la détention, **28:18; 29:7, 18-9, 30; 30:9; 31:13-4; 32:10; 33:24-5; 35:10-2, 15-7; 42:7; 46:17-8; 48:39, 41, 54-5; 55:21; 58:20; 60:6-8, 13; 68:48; 74:51**Terroristes, **31:12-3; 40:24-5; 44:17**Empreintes digitales, **26:19**Ministre, certificats de détention, **26:9, 21; 27:39-40; 29:17-8, 29, 39; 31:13-4; 32:10**Immigration, fonctionnaires, pouvoirs, **26:20; 28:16-8; 29:17-8, 29, 36, 39; 30:6, 8-9; 31:13-4; 32:10, 12-3; 38:8-9, 11-3, 28-9; 40:23-4; 42:7-10; 48:51-4**

Mesure législative (Bill C-84)

Adoption

Options

Adoption, **33:10, 32-3, 37; 35:12-3**Adoption avec amendements, **32:23-4; 33:13-4, 16-9, 28, 30-2, 37; 39:9, 15, 19**Adoption avec une clause dérogatoire en vertu de l'article 33, **33:13; 60:7**Rejet, **32:24; 33:13, 20, 28, 31-2**Renvoi à la Cour suprême, **26:26; 32:17-8; 33:13-20, 29, 31, 33-7; 35:12; 38:35; 40:6, 19-20; 60:19-20**Processus décisionnel, **33:19, 28-33; 38:15; 39:8-9; 40:7, 16; 41A:1-2**Urgence, **26:26; 27:42; 28:5-6; 33:35; 35:5-6; 36:7-8, 19; 46:10**Application de la Charte, interprétation de «chacun», «tous», **26:19-20; 33:10, 21, 30; 41:14; 46:9; 48:48**

Constitutionnalité

Comité, position, **74:46, 50-1**

Refugees—Cont'dRefugee determination process—*Cont'd*Legislation (Bill C-55)—*Cont'd*

United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, **49:9**; **50:13**; **51:5-6**, 17-9; **52:28**, 30-9, 69; **53:6-7**, 32-3, 42, 47; **54:19**; **55:15**, 24, 54, 57, 70; **56:18**, 27-9, 32, 55-6, 71, 89-90; **59:11-2**, 14-5, 21-2; **60:27-9**, 44; **62:23-5**, 36; **64:8**, 11-2, 16; **66:15**, 17-8, 21-6; **68:8**; **69:9**, 11-2, 16-9; **70:20**; **74:24-5**

United Nations High Commission for Refugees

Executive Committee, reaction, **49:9**; **50:31-2**

Position, **51:5-7**, 10-1, 13-6; **52:36-7**; **56:62**; **68:13**, 15, 22

Schwartz, Professor Bryan, comments, **52:40**

Procedure

Changes

Need, reasons, **28:6-8**; **30:14-5**; **31:6-9**, 16, 22-3, 31; **32:23-4**; **34:16**; **38:10-1**, 41-3; **39:10-2**; **40:5-7**, 9-11, 14-6, 25; **42:15**; **46:16**; **48:20**; **49:6-9**, 15-7, 27; **50:6-10**, 17, 20-5, 30; **51:17-8**, 26, 29; **52:6-7**, 15, 22, 56, 58; **53:31-2**, 40-1, 48-9; **54:26**, 63; **55:7**, 42, 47, 54, 58, 65, 87; **56:8**, 21, 27, 33-4, 37-8, 53, 59, 66-73, 81, 84, 88, 98; **60:27**; **62:25**; **64:6**, 20-1, 25; **68:15-6**, 32; **70:22**; **71:10**, 12; **74:23**

Proposals

Determination within less than six months, **30:15**; **31:7-8**; **32:24**, 29; **39:10-1**; **40:25**; **42:15**; **50:25**; **53:31**, 48-9; **54:63-4**, 66; **55:56**, 66; **56:39**, 84-5, 90-2; **60:27**; **64:6**; **68:15-6**

Efficient, cost-effective and humanitarian system, **40:6**, 9

Fair, efficient and quick system, **31:7**; **32:29**; **33:30-1**; **38:28**; **39:10-1**; **40:15**; **50:8**, 10, 20-5, 30; **51:5**; **53:32-4**; **54:68**; **55:7**, 14; **56:8**, 27, 33, 38-9, 58, 61, 73; **62:25**; **64:6**, 20-1; **68:16**, 26

Hearings within reasonable time with knowledgeable counsel and by independent person, **37:16-22**

Historical background, **31:6-8**; **32:24**, 29

Instant turn around, proposal, **36:20-1**, 23-4; **58:10**, 17, 19

Western European countries, comparison, **36:20**; **58:11**

Just and practicable procedure, **55:54-6**

Streamlined process, **27:19**, 51; **31:7-8**, 16, 22-3, 31; **50:6**, 8, 10; **52:7**, 42-3; **53:31**, 41; **56:81**; **68:16**; **69:14**

Determination system proposed in Bill C-55

Alternative models, proposals

Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of B.C., **56:83-5**

Alberta Cultural Heritage Council, **54:66-9**

Amnesty International, **69:21**, 23-4, 26, 30, 32

Angus, William H., Professor, **66:7-14**

Blue Ribbon Committee, August 1, 1987, **52:75**, 87

B'nai Brith Canada, International Affairs Institute, **68:25-7**, 28-9, 31-2

Calgary Interfaith Coalition for Refugees, **53:30-7**, 39-44, 48-9

Campbell, Charles M., **56:71-9**

Canadian Bar Association, Immigration Law Section, **53:7**, 9, 11-6, 18-24; **60:41-3**, 45

British Columbia Branch, **55:24-38**, 44-5

Canadian Jewish Congress, **40:23**

Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy, **50:8**, 10, 15-8, 20-5, 30, 32, 35

Edmonton Branch, **54:6-7**, 12, 14, 17, 19-20, 22-3, 25-7, 29-30

Hathaway, James C., Professor, **66:14-21**, 23-4

Inter-Church Committee for Refugees, **62:25**, 27-31, 34-6

Legal Aid Manitoba, **52:18**

Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy, **52:74-5**, 77, 81-3

Mennonite Central Committee (National), **52:40**, 42-4, 46

Réfugiés—SuiteEntrée illégale au Canada—*Suite*Détention (à des fins d'identification ou de sécurité)—*Suite*Mesure législative (Bill C-84)—*Suite*

Evaluations

Amnistie Internationale, **41:7**, 10-1, 15

Angus, M. William H., professeur, **32:6**, 8-11, 21-2; **66:6-7**

Aperçu, **48:40-1**

Association canadienne des libertés civiles, **35:7-9**, 11-3, 18-9

Association du Barreau canadien, section du droit de l'immigration, **28:5**, 17-8, 20, 23-4, 36; **60:7-21**

Beatty, M. David, professeur, **33:6-9**, 15-6, 29-30, 33, 36-7; **40:19-20**; **59:5**, 7, 17-9, 22, 27-9, 31-3

B'nai Brith Canada, **42:8**

Coalition de Montréal, **38:7-8**, 17, 19, 35-6

Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy, **31:11**

Comité Inter-Eglises pour les réfugiés, **29:7-11**, 13, 15-6, 19, 25-7

Congrès juif canadien, **40:7-8**, 15-6, 19-20

Criminal Lawyers' Association, **30:5-8**, 16-20, 23; **68:33**, 42, 46, 48

Gibson, M. Dale, professeur, **33:26-8**, 29, 33

Gold, M. Marc, professeur, **33:14**, 21-5, 29, 31-2, 35

Hathaway, M. James C., professeur, **32:17-8**

McKay, M. Wayne, professeur, **33:9-13**, 16, 29

Ministre de l'Emploi et de l'Immigration, **26:7**, 10-2, 17-20, 26; **46:8-10**, 12

Plaut, M. W. Gunther, rabbin, **39:7-8**, 12-3, 19

Gouvernement, opinions juridiques, **26:18-20**; **30:5**; **32:6-8**, 17-8; **33:19**, 21, 34-6, 40-2; **44:14-5**

Loi sur l'immigration de 1976, comparaison, **33:41-2**; **38:41-3**

Voir aussi plus bas

Navires — Renvoi

Contestations devant les tribunaux, **32:11**; **33:13-4**, 16, 29, 32-3, 35-6; **35:12**; **38:35-6**; **40:6**, 19; **46:9**; **59:7**, 25; **60:20**

Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés

Commissaire, lettre au ministre de l'Emploi et de l'Immigration, référence, **26:11**; **32:13**, 26-7

Position, **26:11-3**; **29:22-3**, 35; **31:12**; **32:13-5**, 26-7; **34:6-13**, 15-6, 18-21, 23-5; **40:17-8**; **48:47-8**

Loi sur l'immigration de 1976, comparaison, **60:20**

Nations unies, Convention et Protocole relatifs au statut des réfugiés, conformité, **26:7-8**, 11-6; **27:37**; **28:11**, 41-4;

29:7, 9-10, 14-5, 21-3, 31-4; **30:20**; **31:6**, 15, 27; **32:6**, 12-5, 24-8; **33:18-20**; **34:6-13**, 15-6, 18-21, 23-5; **35:24-5**;

37:6-10, 12, 18-21, 23-4; **38:7-8**, 14-5, 19-22, 24, 26, 34-8; **39:13-4**, 19; **40:13**, 16-8; **41:6-8**, 11, 13-5; **42:6**,

8,13-5; **44:20-3**; **46:8**, 10, 12; **48:35**; **59:27-9**, 31-2; **62:23**; **74:46**

Obligations juridiques selon la loi canadienne, effet, **41:13-4**

Pouvoirs discrétionnaires, **29:9-10**, 30; **30:8**; **31:15**

Traitement des résidents permanents et non-permanents, comparaison, **28:12**, 14; **29:10-1**; **30:23**; **33:11-2**, 21, 23, 30; **35:6**; **44:6-7**, 12-4, 17-8; **48:42-3**

Processus décisionnel, **26:9**, 20-1; **27:21-2**, 39-40; **28:18-9**; **29:8**, 17-9, 29-30, 36-7, 39; **30:8-9**; **31:12-5**; **32:10**; **33:24**; **35:10-2**,

14-7; **38:11-4**, 28-9; **42:6-11**; **44:15-7**; **46:15**, 17-8; **48:38-9**, 42-4, 54-6; **71:11**

Droit pénal, comparaison, **35:10-2**, 14-5; **39:7-8**, 12-4; **68:48-9**

Ministre, délégation des pouvoirs, **26:20-1**; **27:39-40**; **31:13-4**; **32:10**; **35:10**

Refugees—Cont'dRefugee determination process—*Cont'd*Procedure—*Cont'd*Determination system proposed in Bill C-55—*Cont'd*

MOSAIC, 55:9-15

Nanaimo Immigrant Settlement Society, 56:27-35, 38-9

Newfoundland-Labrador Human Rights Association, 64:10-2, 20

Non-Governmental Groups Concerned with Immigration and Refugee Issues, 64:7-8, 13-4, 18, 20-1

Non-governmental organizations, 52:43

Paludan, Anne, former Head, Asylum Department, Danish Refugee Council, 54:36-8

Red Deer Coalition for Refugees, 54:63-4

Refugee Status Advisory Committee, 51:30-1

Saskatoon Refugee Co-ordination Committee, 52:56, 58-9

Sombrilla Refugee Support Society, 54:46-51, 57-8

Surrey Delta Immigrant Services Society, 56:90-3

Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, 68:11-3, 15-6

Toronto Refugee Affairs Council, 68:6, 16; 69:9, 11-2, 14-6, 19

Vancouver Anglican Church, the United Church and the Canadian Catholic Organization for Development and Peace, joint presentation, 55:54-8, 65-8

Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants, 55:69, 73, 76, 83-4

Vancouver Refugee Council, 56:11-4, 17-8, 21

Victoria Coalition, 56:54-6, 58-61

Zaifman, K., 56:41-2, 45-52

Appeals/reviews, 27:19; 29:30; 42:8-9; 49:9, 26-30; 50:10, 16-7, 19-20, 24-5; 51:5-7, 14-6, 21-2, 26-7, 29-30; 52:8-11, 18, 30, 32-5, 38-40, 46, 48, 50-1, 56, 59, 68, 70, 77-8, 86-7; 53:7, 9-12, 16, 21-2, 37, 40; 54:6-8, 13-4, 18-20, 22-4, 26-7, 47-50, 52-5, 61-3, 68; 55:12, 15-6, 18-9, 21-4, 31-3, 42-4, 54-7, 67, 73, 76, 83-4; 56:15-7, 27, 30-1, 33-4, 44, 51, 54-5, 67, 71-4, 83-4, 86-7, 90; 59:5, 10-4; 60:22-7, 38-9, 43-4; 62:6-7, 17-20, 25, 27, 31-6; 64:11, 14, 16, 21-2; 65:6, 14-5; 66:9-10, 12-4, 19; 67:26; 68:14-5, 17-8, 22-7, 31; 69:7-8, 11-2, 14-5, 24-7, 34; 70:8-10; 71:10, 14-5; 74:20-2, 28-9

Delays, 49:26-7; 50:19-20, 52:11, 39-40, 82-3, 55:15-6, 20-1; 56:15-7, 76; 68:31

Importance, 51:22, 27; 56:17; 62:32; 69:15; 74:28-9

Judicial reviews, 49:9; 52:33; 53:10-2; 55:21-4, 31-3, 35-6, 43-6; 56:16-7, 31, 42-4, 51; 59:12; 60:22, 38-9, 43-4; 62:17-20, 32; 65:6, 14-5; 66:9-10, 12-4; 74:20-1, 28-9

Canadian citizens and permanent residents, impact, 50:17; 53:10; 56:31, 33-4, 43-4; 60:22-3, 38; 62:19-20; 74:21, 29

Limitation in Section 83.3 (1.1), criticism, 52:33; 55:35; 64:16; 66:13; 68:24

Review by centralized body, 50:24-5; 51:6; 53:11; 54:26; 55:12; 56:31, 33, 41, 47-8, 51; 59:12-3; 60:42-3; 65:6, 14-8; 67:5, 25-6; 68:14-5; 69:14-5, 26-7; 74:28

Reviews on the merits, 51:18, 21-2, 25-6; 53:9-10, 30-1; 54:23, 47-50, 63; 55:12, 15, 54, 62, 83-4; 56:27, 30-1, 54-5, 83, 90; 59:5, 12, 23, 25, 33; 62:33; 64:11, 16, 22; 66:13; 68:6, 15; 69:15, 26; 71:15

Time period, 52:9; 55:13, 15-6, 22, 33, 42-6, 83; 56:16-7, 21, 27, 85; 59:11-2, 14; 60:29, 32, 34, 43; 62:8, 31; 64:11; 66:9-10; 68:9, 14-5, 19; 69:14, 24; 74:20, 28-9

Costs, 60:45

Decisions, consistency, 49:29-30; 51:6, 21-2, 27, 30; 53:10; 55:23; 56:31, 33, 41; 59:12-3; 65:6, 14-8; 67:5, 25-6; 69:14-5, 26-7; 70:9

Réfugiés—SuiteEntrée illégale au Canada—*Suite*Détention (à des fins d'identification ou de sécurité)—*Suite*

Sécurité, risques, menaces

Attestations de sécurité

Examen, procédure

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Arrière, 27:20; 28:11-2; 29:13; 30:9, 14, 23; 32:8; 42:10; 44:5-8, 12-3; 46:20; 48:43

Audiences, 28:19-23, 27-8; 30:9-10, 22; 33:23; 38:16; 41:12; 42:10; 48:42

Cas, nombre, 27:20; 28:12; 30:23; 31:13, 16, 24, 26, 29; 38:16; 41:9; 44:5-7, 10, 12; 48:43, 46

Connaissances pertinentes, 28:12-4, 27-8; 29:12; 30:9, 22; 32:8, 22; 35:6; 38:16-8; 41:12; 42:6, 10; 44:5, 10-1; 46:20; 48:42

Décisions, révision ou appel, 28:13, 34

Fonctions, transfert à la Cour fédérale, 26:9; 27:20; 28:11-4, 19, 27-8, 35-7; 29:7, 12-3, 30; 30:9, 14, 21-2; 32:7-8, 21; 33:11, 31; 35:6; 38:6, 13, 16-8; 41:12; 42:8-10; 44:5-9, 12-3; 46:20; 48:42-3; 59:19; 60:6

Recommandation au gouverneur en conseil, 26:9; 35:6; 44:5-8, 12-3

Rôle en ce qui concerne des résidents permanents du Canada, 28:12, 14; 29:10-1; 30:23; 33:11-2, 23; 35:6; 44:6-7, 12-4, 17-8; 48:42-3

Cour fédérale

Annulation du certificat, éléments de preuve, 28:29-32; 29:11-3; 30:22; 32:8-9, 21-3; 33:11-2, 23, 28, 31; 35:6-7; 39:13-4; 41:10, 12; 42:8-11, 14-5; 48:35, 44; 87:7, 9, 14-5

Gouvernement, opinions juridiques, 44:14-5

Arrière, 28:12-3; 32:8; 42:10; 48:44

Connaissances pertinentes, 28:12-4, 27-8; 30:9, 21-2; 32:8, 22; 35:6; 38:16-8; 41:12; 42:6, 10; 44:5, 10-1

Décisions, appel/révision, 28:13, 23, 33-5; 29:7-9, 11-3; 32:8-9; 33:12-3, 24, 31

Exclusion de l'audience, 28:19-29; 30:10; 32:8-9, 21-3; 33:12, 23, 28, 31; 39:13-4; 41:10, 12; 44:15; 46:15-6; 48:34, 43; 87:7-9, 14

Rôle, 26:9; 27:20; 28:12-4, 27-8; 29:7, 11-3, 30; 30:9-11, 21-2; 32:8; 33:28; 35:6; 38:6, 16-8; 41:10, 12; 42:6, 8-11; 44:5-9, 12-9; 46:20; 48:42-3; 59:19; 60:6

Historique, 38:18-9; 44:7-8; 64:20

Ministre et le solliciteur général, rôle, 26:9, 17; 27:20, 39-41; 28:14, 24, 29-32; 29:11; 32:21; 33:27-8, 38, 40; 39:13; 44:7-8, 16, 19; 48:42; 69:12; 74:46-7, 66

Catégories, distinction entre les «risques pour la sécurité» et un «danger pour le public», proposition, 28:14-9, 30, 32, 37-9

Criminels de guerre et personnes coupables de crimes contre l'humanité, 26:9; 46:20; 48:45-6; 74:66

Danger pour le public, comparaison, 44:17-20

Définition, 28:15-6; 37:20; 41:9-10, 23-4; 42:13; 44:16-8; 46:19-20; 48:41, 46; 52:26-7; 62:7, 22-3; 69:12

Détention obligatoire, 27:35, 39; 28:16-9; 29:9, 11, 13; 30:8-9, 13; 31:13-4, 29; 32:9-10; 33:8, 24-5, 30; 35:7, 10-2; 36:6; 37:20; 38:8, 12-3, 28, 34; 39:12-4; 41:8-9, 24; 44:15-20; 46:8-9, 15, 17-8; 48:34, 38-9, 41, 43-4, 54-6; 60:7-8, 13; 68:9, 46-9; 69:13; 87:7-9, 14

Conseiller juridique, 41:8-9; 46:18; 48:39, 56; 60:32

Présomption de l'innocence, 38:8, 13-4, 43

Refugees—Cont'dRefugee determination process—*Cont'd*Procedure—*Cont'd*Determination system proposed in Bill C-55—*Cont'd*
EvaluationsAlberta Cultural Heritage Council, **54:66**Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies
of B.C., **56:81-3, 85-7**Amnesty International, **69:20-34**Group 19 (Local Chapter), **52:21-3**Angus, William H., Professor, **66:7-14, 24-5**B'nai Brith Canada, International Affairs Institute,
68:21-32Calgary Interfaith Coalition for Refugees, **53:25-6, 28-37, 40-2**Campbell, Charles M., **56:64-71, 75, 77-8**Canadian Bar Association, Immigration Law Section,
53:6-12British Columbia Branch, **55:20-4, 38-46**Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy,
50:10-1, 17-8, 20-3, 25Edmonton Branch, **54:6-33**Criminal Lawyers' Association, **30:15**Employment and Immigration Department, **27:19**Hathaway, James C., Professor, **66:14-26**Inter-Church Committee for Refugees, **62:24-8, 31-6**Legal Aid Manitoba, **52:7, 16, 18**Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy, **52:65-71, 73-5**Mennonite Central Committee (National), **52:40-6**Minister of State (Immigration), **49:6, 9, 17, 28**MOSAIC, **55:8-14**Nanaimo Immigrant Settlement Society, **56:27-40**Newfoundland-Labrador Human Rights Association,
64:9-12, 16-23Non-Governmental Groups Concerned with Immigration
and Refugee Issues, **64:5-8, 12-25**Paludan, Anne, former Head, Asylum Department, Danish
Refugee Council, **54:34-44**Ratushny, Ed, Professor, **67:5, 25-6**Red Deer Coalition for Refugees, **54:59-62**Refugee Status Advisory Committee, **51:17-31**Saskatoon Refugee Co-ordination Committee, **52:55-9**Schwartz, Bryan, Professor, **52:39-40**Sombrilla Refugee Support Society, **54:45-58**Surrey Delta Immigrant Services Society, **56:88-90, 93-5**Table de concertation des organismes de Montréal au ser-
vice des réfugiés, **68:6-21**Toronto Refugee Affairs Council, **69:7-19**United Nations High Commission for Refugees, Executive
Committee, **49:9**Vancouver Anglican Church, the United Church and the
Canadian Catholic Organization for Development and
Peace, joint presentation, **55:54-64**Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immi-
grants, **55:69-84**Vancouver Refugee Council, **56:8-26**Victoria Coalition, **56:53-6, 58-63**Zaifman, K., **56:40-7****Hearings**Benefit of the doubt to claimant, **49:9; 52:69-70, 84; 55:8; 68:23, 25-6; 70:9; 71:10, 15, 25**Legal counsel, **49:9, 15, 22-3, 28; 51:25; 52:9, 18, 42, 46, 73-7, 82; 53:8-9, 21-2, 34-7; 54:15; 55:8, 13, 20-1, 25, 76; 56:41, 45, 48-51, 76-7, 83-4, 90, 93; 60:11, 29, 32-3; 61:7-9; 62:29, 33; 64:11, 14, 20; 66:9, 11-2, 24-5; 68:9, 19, 22, 25, 27-8; 70:7, 10; 71:10-1, 23-4; 74:19, 28****Réfugiés—Suite**Entrée illégale au Canada—*Suite*Détention (à des fins d'identification ou de sécurité)—*Suite*Sécurité, risques, menaces—*Suite*Révision de la détention, **28:16-9; 29:9, 11; 30:9; 31:13-4; 32:10; 33:24-5; 35:7, 10-2; 38:12-3, 28; 44:17; 46:17-8; 48:38, 41, 43-4, 54-6; 60:7-8, 13; 68:48; 74:51**Terroristes, **31:12-3; 40:24-5; 44:13, 17; 69:13**Détention prolongée, **38:8, 11-3**Enquêtes, **26:9; 27:20; 28:18-9, 49-50; 29:8-12; 30:9, 11-3; 31:10, 13-4, 16; 33:27-8; 37:19-21; 41:9-10, 23-4; 42:12; 44:15-7; 48:39, 45-6; 55:57; 62:7, 23; 68:46**Renseignements reçus des gouvernements étrangers,
27:12-3; 29:12; 33:27-8; 37:20; 41:9-10; 42:12; 44:17-9; 48:46; 54:24-5; 55:9, 57; 62:7; 68:17; 69:12; 74:46Exclusion du processus de détermination du statut de réfugié,
26:9, 13-5; 27:20, 35, 40-1; 28:14-5, 37-9; 29:7-9, 12; 31:11, 15-6, 23, 26-7, 35; 32:8-9; 34:6, 13-4, 20-1; 35:7-8; 37:5-6, 9-11, 20-1; 38:6-7, 13, 17, 36, 38; 40:24-5; 41:12-3, 21-3; 42:12; 46:8; 48:35, 45-6; 51:6-7; 52:23-4, 26; 54:23-5; 55:9-10, 57; 56:96-7; 59:11, 17-8; 60:6-7, 13; 62:7, 22-4; 64:13; 69:11-3; 74:42-3, 46-7, 56, 66Réexamen par la Cour fédérale après 120 jours de détention,
26:9; 28:35-7; 31:14; 32:9; 33:12, 23Réhabilitation, **28:50-1**Renvoi/expulsion **27:41; 31:23-6; 32:8; 33:11, 33-4, 41; 35:7-8; 39:13; 41:10-3, 21-3; 42:12; 44:7-8, 16-7; 46:8-9; 48:42, 45-6; 55:9; 62:7, 12, 14; 69:11-2; 74:46**Europe, gouvernements, comparaison, **41:11; 48:45; 74:46**Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés,
notification, **34:13-4; 37:10-2, 21; 48:45; 62:22-4; 74:46**Terroristes, **27:41; 44:13-4, 17****Dissuasion**Aperçu, **27:22-4, 28-32, 34-5; 31:14, 28-31; 38:34; 48:55-6; 50:35-6; 55:43-6**Mesures de contrôle aux frontières, **27:22-3; 62:25****Visas, imposition**Cabinet, document, «Sweeteners», références, **31:10, 28-9**Transit, **27:25; 31:28; 38:27; 50:36; 64:7**Visiteurs, **26:26; 27:23, 28-30, 35, 51; 28:6-8, 44-5; 29:15-6; 31:10, 27-9; 32:6, 16; 38:27, 34; 49:26-7; 56:74; 62:25; 64:7; 68:21; 69:21**Visas, applications aux ambassades et consulats canadiens, com-
paraison, **27:7-8, 11-2, 15; 28:47-8; 29:31-2, 37-8; 31:9-11, 21-2, 28-33; 32:6, 15-7; 38:9-10, 14-5, 23-34, 39; 39:7; 40:10-4, 23; 41:8, 20; 42:14; 44:23; 46:16-7, 20-1; 48:49, 55-6; 52:20-1, 43-4, 49-50, 66-8, 71, 78-83; 54:21, 47, 51-2; 55:18-9, 55, 64, 78, 86-7; 56:87; 64:7; 74:48-9****Femmes**Persécution fondée sur le sexe, **55:72, 77-8; 61:6-10, 14-6; 64:9-10; 69:8, 10, 15**Problèmes uniques, **55:77-9, 83-4; 61:6-11; 64:9-10; 68:6-7; 69:6, 10, 15**Recommandations, **55:80; 61:7-9, 12-5**Statistiques, **55:69-70, 77, 79, 84; 61:5-7, 11-2**Handicapés et invalides, **31:30; 53:35-6, 43; 56:31-2; 64:16**Histoire, **54:59****Navires****Arrivées**Dissuasion, **26:8; 27:36, 41; 28:39, 41; 29:13-4, 24; 31:11-2, 18-9; 32:17, 27; 34:25-7; 37:24; 46:8, 12; 48:35, 47-9; 74:44-5**Nombre, **27:21; 38:35, 37**Possibilité d'autres, **27:42; 28:10; 38:35; 41:11; 62:27**

Refugees—Cont'dRefugee determination process—*Cont'd*Procedure—*Cont'd*Determination system proposed in Bill C-55—*Cont'd*

Adjudicator, power to decide if counsel is ready or able to proceed, **53:34; 55:20-1, 26, 38-9; 56:30, 42-3, 45; 60:32-4; 62:8-9; 68:22, 25, 27-8; 74:28**

Delays, **68:19, 27; 70:7**

Legal aid, **56:83, 90, 93**

Right to counsel of choice, limitation, **49:22-3; 52:19, 73, 76; 53:21, 34; 54:14-5; 55:13, 20-1, 25-6, 38-9; 56:30, 41-2, 48, 77, 93; 59:12; 60:32-4; 68:6, 22, 25, 27-8; 71:23-4; 74:28**

Negative decisions, reasons, unanimity, **51:5-7, 14-5; 55:8, 15; 64:16; 70:10; 71:10-1, 25**

Refugee Division hearing

Access, **49:27; 50:10; 55:10, 13; 64:18; 66:7; 69:31; 70:10, 16**

Adjournments, **64:16**

Minister, representatives, **64:13, 17-20**

Negative decisions, percentage, estimate, **56:21; 64:8**

Non-adversarial, **55:8; 70:10; 71:10**

Two members of Refugee Division, **40:23; 50:10, 35; 51:25-6, 28; 52:42-3; 53:9; 54:12; 55:8, 16-7, 27, 34; 56:11, 15, 46; 64:18-9; 65:7, 11-2, 17; 66:11-2, 15; 70:6-10; 71:10, 15**

Safeguards against errors in judgement, **49:9; 52:84**

Screening hearing

Access, eligibility test, **49:11-2, 15, 27, 30; 50:5, 10-2, 21, 23-4, 29, 35; 51:6, 24-5; 52:16, 22, 41-3, 46-9, 56-7, 67-8, 72-3, 75-7, 83-4; 53:7-9, 12, 16, 36, 44; 54:6-8, 12, 18-9, 25-7, 29-30, 46-7, 54-5, 57-8, 60-1, 63, 66, 69; 55:10, 13, 26-33, 44-6, 54, 56-7, 60-2, 65-8, 75-6, 79-80; 56:9, 11-4, 16-20, 26-30, 32, 46, 49-50, 55, 60-1, 71, 86, 89-91, 93; 59:9-14, 23, 25, 30, 33; 60:27, 29-30, 32, 36-9, 42, 45; 61:6-8, 15; 62:6-7, 9-10, 21, 24, 26, 29-31; 64:8, 11, 13, 15, 18-20; 65:6-7, 11-2, 14-5; 66:9, 66:14-5, 23-4; 68:19-20, 22, 25, 32; 69:7, 13-4, 22, 24, 32, 34; 70:9; 71:15, 19; 74:24**

Adjudicator and a member of Refugee Division, **37:22-3; 46:14; 49:9, 12-3, 15; 50:10-1, 15-6, 21, 35; 51:15, 28; 52:7, 32; 53:8-9, 34-5; 55:10, 13, 16-7, 24-7, 60-2, 76; 56:27, 30, 42, 47-8, 55, 59-61, 71-3, 78-9, 82, 85-7, 89; 60:30, 36, 41-2; 62:9; 64:18-9; 65:7, 11-2, 14-5; 66:7, 9, 11-2, 15, 23; 67:5, 25; 68:6, 8; 68:8, 10-2, 18-9, 22, 26; 69:13, 21-4, 31; 70:6-10, 16; 71:10-1, 15, 21-2, 25**

Adjudicator

Expertise, **53:8, 20; 55:26-7; 56:55, 73**

Independence, **51:21; 52:56, 59, 68-9, 77; 55:16-7; 56:30, 42, 46, 48, 55, 59, 82, 85, 89; 60:35; 64:17, 19, 24; 68:10-1, 17, 22, 25-6, 32; 69:24; 70:16**

Powers, **53:34; 56:42-3; 64:18-9; 71:24**

Quality and experience, **56:26, 82; 64:24-5; 65:14; 70:16**

Role, **50:10, 14, 21; 52:7, 56; 56:26; 60:30-2; 64:19; 65:14; 68:8, 10, 22, 25-6, 32; 69:8, 24; 71:24**

Training, **55:76; 56:42, 73, 82, 84-7, 93; 65:14; 70:16; 71:25**

Decision-making process, powers, **42:11-3; 49:15; 50:11, 14, 16, 21; 51:19-21; 52:34, 42; 54:12, 18-9, 24; 55:10, 28-9, 60-2, 67; 56:27-30, 32, 82, 89, 93; 59:9-12, 21; 60:36-9, 41-2; 62:9; 64:15-6; 65:11; 66:15-7, 19, 23-4; 68:10-4, 19; 69:21-4, 31; 71:10, 21-2, 24-5**

Réfugiés—SuiteNavires—*Suite*

Escorte au port, enlèvement du navire, poursuites judiciaires du capitaine, propositions, **28:39-41, 43-4; 29:14, 22-4; 31:11-2, 18; 32:14-5, 27-8; 33:31; 34:6, 16-7; 38:19; 40:8; 46:11-3; 48:35, 47, 49; 60:11; 74:44-5; 87:7-10, 14-6**

Interception et escorte au port, **26:8; 27:21; 28:40-1; 44:20, 22-3, 25; 46:12-6; 48:35**

Renseignements secrets, **27:14, 21; 39:20; 44:20; 46:14; 59:28**

Renvoi

Constitutionnalité

Application de la Charte dans les eaux territoriales canadiennes, **26:11; 28:42; 29:22-3; 33:21; 35:18, 26-7; 40:7; 41:14-7; 42:15; 44:23-4; 46:12-3; 48:48; 59:27-9, 31-3; 60:7-22**

Passagers canadiens, effet, **33:26-7**

Nations unies, Convention concernant le droit de la mer, conformité, **26:8; 29:33; 32:14; 34:11-2; 44:24**

Nations unies, Convention et Protocole relatifs au statut des réfugiés, conformité, **26:8, 12, 15-6; 27:37; 28:41-4; 29:14, 21-3, 33-4; 31:27; 32:13-5, 24-8; 33:20; 34:6; 35:24-5; 37:12, 23-4; 38:8, 19-22, 34-5; 41:6-7, 13-5; 42:6, 15; 44:20-3; 46:8, 11-2, 14-6; 48:35, 47-8; 59:27-9, 31-2**

Obligations juridiques selon la loi canadienne, effet, **41:13-4**

Passagers

Citoyens canadiens, **33:26-7; 34:8**

Refoulement, risque, **26:8, 15-6; 27:37; 28:41-4; 29:22-3; 31:24; 32:13-5, 24-8; 33:21; 34:6-9, 12, 15, 17-9; 35:24-5; 36:23; 37:5-6, 12, 23-4; 38:20, 34-5; 40:8; 41:6-7; 44:20, 22; 46:11-2; 48:47-9; 55:49-50; 74:44-5**

Renvoi vers une destination inconnue, **34:7-8; 48:48**

Refus de l'autorisation de débarquer par les autres pays, **27:37; 28:39-40, 42-3; 31:12; 36:23-4; 41:7; 71:16-7; 74:45; 87:7; 89:9**

Asie du sud-est, **28:39-30; 31:12; 32:27-8; 38:19, 22; 39:16-7; 48:48; 52:53; 53:23; 74:45**

«*Kamagata Maru*», Sikhs, 1914, **55:75, 80**

«*St. Louis*», réfugiés de l'Allemagne nazie, 1939, **26:8; 27:37; 28:43; 29:21; 32:11, 27-8; 37:24; 39:8; 40:8; 48:48-9; 54:29; 55:49-50, 59, 80; 56:9**

Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr, **26:8, 15-6; 27:37; 29:21-2, 33-6; 31:12, 23-7; 32:27-8; 34:7-8, 10, 12-3, 15, 17-9, 23-4; 36:23-4; 40:8; 46:11-4; 48:48**

Sécurité, **26:8, 15-8; 27:21, 35-7; 28:39-41; 29:9, 14, 21-4, 34-6; 31:11-2, 27; 32:27; 33:23; 34:8-10, 14-5, 18, 23-4; 35:24-5; 40:8; 41:6-7; 44:20; 46:8, 12-4; 48:48; 55:49-50; 59:27-9; 74:44-5**

Rejet en mer, risque, **28:39-40; 29:9, 14, 24; 32:27; 34:8, 23-4; 35:24; 40:8; 48:47**

Traitement, comparaison avec ceux qui arrivent par avion ou sur terre, **34:12, 17-20; 35:8, 18, 26-7; 38:22; 41:7; 46:11-2; 48:35, 49; 74:45**

Précédent sur le plan international, **28:41-2; 31:12, 19; 32:14-5; 37:24; 39:9; 74:44-5**

Processus décisionnel

Décision, examen, **26:16-8; 31:27, 35; 35:8, 24-6; 38:22, 34; 40:19**

Détermination en mer, **26:15-8; 27:37; 28:41-2; 29:22-4, 34-5; 31:11-2, 18; 32:13-4, 25-8; 33:23-4, 26-7, 37-8, 40; 34:6-13, 15-7; 35:8, 24; 37:5-6, 12, 23; 38:7-8, 19-22, 35-6, 38-9; 39:14; 40:7-8; 41:6-7, 14-5; 42:6; 44:20-3; 46:11-5; 48:35, 47-8; 59:18, 28; 60:10-1, 14; 70:18-9; 74:45; 87:7-10, 14-6; 89:9**

Lignes directrices, critères, **26:17; 29:33-6; 31:26-7; 44:20; 46:11-5; 59:27-8**

Refugees—Cont'dRefugee determination process—*Cont'd*Procedure—*Cont'd*Determination system proposed in Bill C-55—*Cont'd*Constitutionality, **50:15-6; 51:19-21; 59:9, 11-2; 60:36-7; 68:10**Adversarial, **54:69; 55:8; 56:30, 77; 60:42; 64:11, 13, 17-20**Burden of proof, **52:74; 54:23, 60; 55:10, 12-3, 49; 60:34; 62:9-11; 68:9-10, 18, 23, 25-6; 70:9**Credible basis test, **49:11-3, 26-7, 30; 50:10, 21, 23-4, 35; 51:5-9, 13-6, 24-5; 52:7, 16, 22, 33-4, 41-3, 46, 48-9, 56, 68, 72-7, 83-4; 53:7-9, 12, 30, 44; 54:6-8, 12-3, 18-9, 23-7, 29-30, 46-7, 54-5, 57-8, 60-1, 63, 66, 69; 55:13, 26-7, 45, 54, 56-7, 60-2, 65-8, 75-6, 79-80; 56:9, 11-4, 16-20, 26-30, 32-3, 41, 46, 50, 55, 60-1, 71, 86, 89-91, 93; 59:9-14, 23, 25, 30, 33; 60:27, 29-30, 32, 34, 36-9, 42, 45; 61:6-8, 15; 62:6-7, 9, 21, 24, 26, 29-31; 64:8, 11, 13-6, 19-20; 65:7, 11-2; 66:9, 15, 18-20, 23-4; 67:25; 68:9, 11, 22-3, 25, 32; 69:7, 13-4, 25, 31-2, 34; 70:9, 16; 71:11, 15, 19; 74:24**Minister, representatives, **64:11, 13, 15, 17-20**Negative decisions, percentage, estimates, **27:28; 49:27; 52:78; 56:21, 89; 60:43; 62:25; 64:8**Time frame, **49:14-5, 27; 52:16-7, 42, 51, 56-7, 73-5, 77, 82-3; 53:8-9, 20, 34-5; 54:11, 15-7, 51; 55:8, 10, 12-3, 15, 21, 25-6, 42-6; 56:11, 27-8, 30, 55; 60:29, 32, 34-5, 39, 41-2; 61:7; 62:29-31; 64:11, 14; 68:9-10, 19, 25; 69:19; 70:9; 71:23-4; 74:19, 28**United Nations High Commission for Refugees, role, **51:5, 7; 56:75***See also below*

Immigration and Refugee Board

Manual, **49:20**Ministerial discretion, **49:21, 25-6, 29; 54:11**Personnel, increase, **52:18; 56:38-41**Removal from Canada pending appeal, **49:22; 52:77, 86-7; 53:11-2, 21, 31, 37; 54:27, 46-7, 57-8, 61; 55:13, 24, 33, 43-6, 57, 73, 83; 56:27, 83-4, 86, 90; 59:11-5; 60:39, 43-4; 64:11; 68:9, 14, 19, 24-5; 69:14-5, 24; 70:9-10; 71:23-4**Steps and adjournments, **50:10-1, 17-8, 22, 24; 52:16; 54:12, 25-7; 55:57; 56:11, 50; 68:21, 24, 26, 31-2; 69:19; 70:9**

Employment and Immigration Department

Personnel, resources, **49:18; 54:47-8; 55:54-5;****56:67-8, 74-5**Powers, **56:36-7**Examination under oath, **28:8; 37:12-7; 38:42; 50:20; 52:6, 73-4; 53:27; 56:36, 67-8, 70, 74; 64:13, 15, 17, 20**Historical background, procedure up to 1978, **37:19**Humanitarian and compassionate cases, **26:15; 49:17, 26; 51:11-3; 52:46-7; 54:11-2, 26-7, 57, 67, 69; 55:55, 74; 56:30-2, 34-5, 37; 65:14; 71:24-5; 74:21, 30**

Immigration and Refugee Board

Appeal Division, **49:29-30; 52:33; 55:12; 65:7, 9-10; 66:11; 67:20-1; 70:10-1**Background information, personnel, offices, library, **70:5-6, 8-9; 71:10**Commissioner, **56:24-5**

Decision-makers, members

Appointments, duration, **52:32-3, 79-80; 55:22-3, 33, 40-1; 56:30, 79; 61:9; 66:10; 67:5-6, 23-4; 70:14-5, 18, 21-2; 71:25-6**Expertise, **56:14, 23, 25, 73, 90; 62:29; 64:17; 65:8, 12-3; 68:17-8; 71:10****Réfugiés—Suite**Navires—*Suite*Renvoi—*Suite*Processus décisionnel—*Suite*Pouvoirs, **26:8, 15-8; 27:36-7; 29:9, 14, 33-4; 31:12, 26-7, 29, 35; 32:13-5, 24-5; 33:26-7, 38, 40; 34:6-9, 14-8; 35:8-9, 24-6; 38:7-8, 19, 22, 34, 36; 39:14; 44:20, 24; 46:8-12, 14-5, 18-9; 48:35, 42, 47; 59:28; 60:5**Ministre, délégation des pouvoirs, **26:16-8; 33:38; 34:18; 35:8-9; 38:22; 39:14; 44:20-1, 24; 46:10-1; 48:47**Renvoi au pays enregistré d'origine, **29:24-5; 44:23**Véhicules, sécurité, **26:8, 15-8; 27:21, 36-7; 31:27; 34:9-10, 14-6, 23; 35:24-5; 41:6-7; 44:20; 46:8; 59:27-9**Véhicules du pays source des réfugiés, **26:8; 27:37; 32:27-8; 36:23; 44:23**Saisie, confiscation, **33:27; 36:9; 48:51; 68:33-45, 50**Nombre dans l'ensemble du monde, **31:34; 40:10; 49:29; 50:28; 52:54; 54:30, 52, 59; 55:47, 81; 56:54, 88; 71:9**Pourcentage à l'extérieur de leur région, **50:28; 52:54; 56:54; 62:27**Opinion publique, **26:7, 10-1; 27:44-7; 31:17, 19-20, 22, 31-2; 37:24; 38:10, 15, 17; 39:6-7, 9-10, 12, 14-8, 20-1; 40:16-9, 20-1, 23-5; 41:9, 11, 25-6; 46:8; 52:54-5, 67; 53:25-6, 39-42; 54:23, 30-3, 39-42; 55:50, 52-3, 66; 56:9-10, 37, 54, 58, 62-3, 88-9, 94, 97-8; 64:10, 20-1; 68:7; 70:19-20; 71:11-2**Palestiniens, **61:7; 69:10**Pays de choix, **56:10, 26**Pays d'origine, **54:53; 55:82-4**

Pays tiers considérés comme sûrs

Allemagne, République fédérale, **27:43; 31:12; 46:12, 14, 18-9; 54:34; 55:18-9; 71:16-7**Autriche, **27:42**Belgique, **46:14, 18-9**Bolivie, **56:2**Danemark, **54:34-7, 40-4; 69:11; 71:17; 87:30**Définition, **29:33-4; 52:15, 21, 73, 84; 53:7, 14, 19, 28; 54:19; 55:10; 56:55; 59:9-10; 64:9, 14; 66:15-6; 68:11, 22, 24-5; 69:18, 20-2; 70:13; 71:13, 18-22; 74:61**Etats-Unis, **26:23; 27:44; 39:6; 49:13, 16; 50:12; 51:12-3, 20, 31; 52:7-8, 15, 17, 36, 55-6, 61-3, 73, 76, 81-4; 53:14-5, 17-8, 29-30, 44-5; 54:18, 45-7, 50, 53, 55; 55:10-1, 60, 76, 83; 56:13, 55, 90; 61:15; 62:20-1; 64:25; 66:9, 17; 69:10-1, 20, 32; 70:13; 71:18-9; 87:26-7**Europe, pays, **49:8, 24; 51:10, 14; 54:34-6, 41-2, 56, 88; 68:13; 69:18, 22-3, 33; 74:61**Fidji, **55:76**France, **51:19; 54:35; 68:13; 69:32; 71:20**Grande-Bretagne, **49:15-6; 53:15; 54:53; 87:18, 20**Grèce, **61:16**Guatemala, **62:20**Hollande, **26:8; 29:21-2; 32:25; 54:34-5; 66:18**Inde, **51:29; 55:76**

Liste

Détermination

Cabinet, décision, **27:28; 29:33; 49:12-4, 19; 50:12; 51:9, 20, 28-9; 52:15, 23, 35, 44-5, 76-7, 81, 83; 53:15-9, 22-4, 36-7; 54:37, 51, 56; 55:10-1, 29, 56, 73, 75-6; 56:12-3, 83, 86, 89; 59:10; 60:36; 61:8; 62:25, 29; 64:25; 66:16-7; 68:12, 22, 24; 69:21, 34; 70:16; 71:13, 18, 20-1; 74:57-8, 62-3**Alternatives, propositions, **53:17-9, 23-4; 54:51, 56-7; 55:11, 17; 56:13-4, 17, 21-2, 83, 86; 60:41; 69:21, 34; 70:16-7; 74:57, 62-3**Consultations, **49:12, 16, 23; 52:83; 61:8, 12-3; 74:57, 62-3**Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, **49:12, 23; 52:83; 71:13, 18; 74:63**

Refugees—Cont'dRefugee determination process—*Cont'd*Procedure—*Cont'd*Immigration and Refugee Board—*Cont'd*

Immigration Appeal Board members, transfer, **55:23**, 41-2; **67:9-11**, 14-5, 17, 19-20; **68:20**, 28-30; **70:7**, 14; **72:9-10**, 18-22; **74:22**, 30-1

Independence, **51:18**, 21; **52:32-3**, 35, 56, 59-60, 68-9, 77, 79-80; **53:7**, 20; **54:63**; **55:8**, 16-7, 22-3, 33, 39-42; **56:30**, 82, 90; **66:10**; **67:6**, 20-1, 23-4; **68:18**, 28; **70:18**; **71:10**, 13-4

Lawyers, percentage, **52:32**; **55:14**, 23, 33, 42; **65:7-9**, 12; **66:10-1**

Number and salaries, **56:23**; **65:16**; **72:7**, 13

Quality, qualifications, experience, **51:27-8**, 30; **52:32**, 56, 59-60, 68, 74, 77; **53:6**, 20; **54:11**; **55:14**, 26, 34, 39-42; **56:14**, 23-6, 82; **64:17**; **65:7-9**, 13, 16-8; **68:17-8**; **69:27**; **70:5-7**, 14, 16

Refugee Status Advisory Committee members, transfer, **51:23**, 28; **67:7**; **68:25**; **70:7** (-8); **71:13-4**; **72:21-2**

Selection, **56:13-4**, 23-6, 48; **65:12-3**; **68:18**; **69:27**; **70:5-8**, 14

Training and education, **49:30**; **54:37**; **55:14**, 39, 76; **56:23-4**, 73, 82, 84, 86-7, 93; **61:9**; **65:10**; **70:7**, 11, 14, 16; **71:10**, 15, 25

Women, **61:9**

Definition, **68:30-1**

Establishment, **37:19**; **42:9**, 11

Refugee Division

Court of record, proposal, **55:31**, 34-5; **56:15**, 30; **66:11**

Role, powers, **42:8-9**, 11-3; **54:7-8**, 11-2; **55:34-5**; **56:15**, 30, 34-5; **65:6-7**, 9-10; **66:11**; **67:20-1**; **70:10-1**, 18-9; **71:11**, 21-2

Rules, procedures, regulations, **70:5-6**, 10-1, 14-6, 20-2

Transition Team, **70:5-6**, 14-5

Immigration Appeal Board

Abolition, **42:9**; **52:69**, 79; **56:14**, 43; **67:6-8**, 11, 14-5

Appointments

Constitutional aspect, **72:11-7**

Criteria, **72:10**, 25-6, 28-9

Duration, **55:22-3**; **67:9-10**, 12-3, 16-20; **68:29-30**; **71:25-6**; **72:12-3**, 16-7, 19-27

Termination, **67:6-7**, 9-14; **68:28-30**; **72:7-14**, 16-21, 25-6, 28-9

Recourse, **67:7**, 9, 12-3, 15, 21, 23-5; **68:22-3**; **71:13-4**; **72:7-12**, 14-21, 25-6, 28-9; **74:22**, 30-1

Absence, repercussions, **71:13-4**; **72:8**, 10, 12, 21

Bill C-55, position, **65:6-19**

Court of record, **67:6-7**

Establishment, date, **32:19**

Independence, **42:9-12**; **56:43**; **65:8-9**, 13; **67:6-8**, 11-21; **68:10**, 18, 22-3, 25, 28-31; **70:14**, 20-1; **71:13-4**; **72:9-10**, 14, 17-20; **74:22**, 30-1; **74:22**, 30-1

Members

Background information, **65:8-9**, 12-3, 15-8

Number, **65:5**, 16; **72:7**, 12-3

Increase, **56:66**, 68-9

Personnel, resources, **27:49**; **50:6-7**; **51:23**, 28; **52:18**; **53:22**; **65:5**; **70:7**; **72:22-5**

Productivity, **56:78**

Role, powers, **27:16**, 18-20; **32:14**; **38:7**; **42:11-3**; **51:21**; **52:10**; **53:9**, 14; **56:34-5**, 64-6, 69, 78; **65:5**, 14-5; **67:6-7**, 21; **69:14**

See also

Immigration and Refugee Board

Inquiries, delays/refusals, **56:36-7**

Minister, delegation of powers, **37:8-9**

Réfugiés—SuitePays tiers considérés comme sûrs—*Suite*Liste—*Suite*Détermination—*Suite*

Critères, **49:9-10**, 13-4, 23-4; **50:12**, 18-20, 28-9; **51:19**, 31; **52:23**, 44-5, 84-5; **53:7**, 14, 30; **54:30**, 34-7, 61; **55:17-8**, 56, 60-2, 75-6; **56:22**; **61:6-8**, 10, 12, 15-7; **64:9-11**; **65:10**; **66:16**; **68:11-4**, 22, 32; **69:10**, 20-1, 33-4; **70:13**; **71:13**, 16-20; **74:62-3**

Difficultés, disponibilité de renseignements à jour, **50:12**; **51:30-1**; **52:7**, 13, 15, 45, 74, 76, 84-5; **53:17-20**, 36-7; **54:13**, 19-20, 23-4, 37, 55-7; **55:11-2**, 30, 35, 56, 75-6; **56:13**, 22, 33, 83, 89; **62:21**; **64:9**, 11, 15; **66:16-7**; **68:12**, 22; **69:10**; **71:13**, 20-1

Exceptions, exclusions pour certaines catégories, **49:13**, 15-6; **50:12**; **51:12-4**; **52:15-6**, 22, 61-2, 81; **53:15**, 29, 45, 51, 53, 55; **54:51**, 53, 55; **55:10**; **56:13**, 29; **59:9-10**; **61:16**; **66:16**; **69:23**, 32-3; **70:13-4**; **71:20**

Publication, **49:12**, 14-6, 23-4; **51:12**, 29; **53:15-7**

Mexique, **62:20**; **69:32**

Ouganda, **60:37**; **68:13-4**

Pakistan, **52:14**; **53:16**; **54:22**

Suisse, **54:34**; **56:22**

Turquie, **38:23-4**; **52:76**; **55:10-1**, 56; **66:17**; **69:10-1**

Personnes âgées, **53:43**

Perte du statut de réfugié, **62:14-7**

Politique, **26:10-1**; **27:7-8**; **29:37-8**; **31:9-12**, 16-7, 28-33; **32:6**, 12, 16-7, 20; **34:5-6**; **37:6-9**, 24; **38:34**; **39:6**, 9-10, 13-6, 19-20; **40:5**, 16-9, 21-4; **41:9**, 20-1, 25-6; **42:6**, 9-15; **46:7-8**, 10-1; **49:10-1**, 13, 29; **50:11-2**, 27; **52:15**, 21-4, 57, 65-8, 71, 75, 78-9; **53:26**, 41-2, 47-8; **54:9-11**, 22-3, 38-43, 45-6, 49, 52, 68-9; **55:37**, 55, 58, 64, 69-70; **56:27**, 34, 53, 57-9, 62-3; **60:27**, 44; **62:6**, 20-2; **64:5-8**; **66:15**; **68:26**; **69:13-4**; **71:9-12**

Statut de réfugié, détermination, processus

Abus

Aspect financier, **28:6-9**; **31:8**, 22-3

Dissuasion, **28:7-8**; **30:15**; **31:7-8**, 18-9, 31; **32:29**; **38:24-5**, 27-9, 43; **39:10-1**; **40:24-5**; **42:14-5**; **49:15**; **50:10**, 35-6; **52:23**, 42-3, 55; **54:19-20**; **54:34**, 63-4, 67; **55:45**; **56:33-4**, 66-7, 76, 84-5, 91; **62:6**, 8, 25; **64:8**; **68:21**, 26-7; **69:14**; **70:10**, 18; **71:10-2**, 22; **74:44**, 47-50

Information de base, **27:42-3**; **28:6-9**, 44-6; **29:31-2**; **30:14-5**; **31:6-11**; **32:15-6**, 18-20, 23-4, 29; **33:11**; **34:20**; **35:5**, 11, 23; **38:8**, 27-9, 38-9, 41-3; **39:10**; **40:22**, 24-5; **41:26**; **42:14-5**; **46:7-10**; **48:47**; **49:6-9**, 11-3, 15, 26-8; **50:5-10**, 28-30, 36; **51:5-6**; **52:6**, 23, 42-3, 47, 55-8, 66-7, 88, 91; **53:6**, 11-2, 30-3, 35-6, 41, 47-9; **54:19-20**, 30, 34, 63-4, 66-8; **55:7-9**, 14-5, 43-6, 58-9, 64, 66, 70, 75; **56:8**, 26-7, 32-5, 37-8, 44-7, 54, 58, 64-7, 76, 84, 88, 91; **59:13-4**; **60:39**; **62:25**; **64:21-3**; **66:19-20**, 24; **69:13-4**, 23, 26; **70:12-3**; **71:10-2**

Opinion publique, **26:7**, 10; **27:42**; **31:5-6**, 17-9; **32:11-2**, 15; **35:13**; **38:29**, 32; **39:6-7**, 9-10; **40:25**; **52:47**; **54:68**; **55:6**; **56:9-10**, 88-9, 94, 97-8; **64:20-1**; **68:7**; **70:19-20**; **71:11-2**

Pays source, **28:6-8**, 44-5; **29:16**, 32; **31:9**, 22; **32:15-6**; **50:6**, 10

Revendications «manifestement sans fondement», **28:8-9**; **51:6**; **52:42**, 47, 86; **53:11-4**, 21, 30-1; **54:11**, 14, 27, 57; **55:56**; **56:19**, 29, 32-3, 40-1, 46, 58, 61-3, 76, 88-9; **59:14**; **62:6**, 8, 21, 29-31; **66:20**, 23-4; **68:15-6**, 25-7; **69:14**; **71:11**; **74:49**

Statistiques, **27:28**; **31:8-9**; **38:41-3**; **46:7-8**; **49:7**, 17, 27; **50:9-10**; **52:19**; **55:56-7**; **56:37-8**, 89, 91-2, 96; **62:25**; **64:21-2**; **69:25**; **70:17-9**; **71:10**

Refugees—Cont'dRefugee determination process—*Cont'd*Procedure—*Cont'd*

Oral hearings, **31:6-7**; **37:13-4**, 16, 22-3; **38:11**, 18-9, 42; **41:7**, 14-6; **48:19**; **50:5-7**, 15-7; **51:18-21**; **52:16**, 56; **53:8**; **54:12**, 23, 27; **55:15**, 54-5, 60, 62; **56:8**, 27, 29-30, 40-2, 45-6, 50, 54, 72-3, 82, 86, 90, 93; **59:5**, 8-9, 11-3, 18, 21, 23-9; **60:11**, 14, 22, 30; **61:7**; **62:6**, 16, 21, 24-5, 27, 29-30; **64:8**; **65:6**, 11-2, 18; **66:13**, 15; **68:24**; **69:8-9**, 11-2, 14-5, 19, 23-5, 27, 31; **70:21**; **71:10**

Overview, **27:16-20**; **28:45**; **32:19-20**; **37:6-9**, 12-4, 17-22; **38:6**, 41-3; **49:17**; **50:11**, 26, 28-9; **56:36-7**, 67

Refugee Status Advisory Committee

Abolition, **37:19**; **42:9**, 13; **52:69**, 79; **56:14**, 43; **67:7-8**, 14-5

Appointments

Duration, **67:10**, 12-20; **68:28-30**; **71:25-6**

Termination, **67:6-7**, 9, 12-4; **68:29**

Recourse, **67:7**, 9, 12-3, 21, 23-5; **68:22-3**; **71:13-4**; **74:22**, 30-1

Bill C-55

Position, **37:19**, 22-3; **51:17-31**

Recommendations, **51:30**

Bill C-84

Position, **37:5-12**, 16-24

Recommendations, **37:10-2**, 16-22

Independence, **42:9**, 11-2; **56:43**; **67:7-8**, 13-21; **68:22-3**, 25, 28-9; **70:14**, 20-1; **71:13-4**

Members, **54:26**; **56:68**; **67:10**; **68:25**; **71:13-4**; **72:21-2**

Offices, **37:13-4**

Personnel, **27:49**; **51:23**, 28; **70:7**

Pilot project with oral hearings, **50:24**; **51:23**, 30

Role, powers, **27:16**, 18-20, 49; **34:22-3**; **37:5**, 8-9, 12-7, 19; **38:7**, 42; **42:11-3**; **51:30**; **52:6**, 74; **53:9**, 14, 30, 44; **56:34-5**, 67, 72, 74; **67:7**, 21; **69:14**

Statistics, **51:21**; **56:69-70**

Special Review Committee, **49:17**, 26

Rights, **33:24**, 30; **38:34**; **49:9**; **54:7-8**, 15, 19; **55:18-9**, 73; **56:73**, 81, 84, 87; **60:44**; **62:13-4**, 25-7; **66:15**; **68:22**; **69:7-15**

Safe third countries

Austria, **27:42**

Belgium, **46:14**, 18-9

Bolivia, **56:22**

Definition, **29:33-4**; **52:15**, 21, 73, 84; **53:7**, 14, 19, 28; **54:19**; **55:10**; **56:55**; **59:9-10**; **64:9**, 14; **66:15-6**; **68:11**, 22, 24-5; **69:18**, 20-2; **70:13**; **71:13**, 18-22; **74:24**

Denmark, **54:34-7**, 40-4; **69:11**; **71:17**; **87:30**

European countries, **49:8**, 24; **51:10**, 14; **54:34-6**, 41-2, 56, 88; **68:13**; **69:18**, 22-3, 33; **74:24**

Fiji, **55:76**

France, **51:19**; **54:35**; **68:13**; **69:32**; **71:20**

Germany, Federal Republic, **27:43**; **31:12**; **46:12**, 14, 18-9; **54:34**; **55:18-9**; **71:16-7**

Great Britain, **49:15-6**; **53:15**; **54:53**; **87:18**, 20

Greece, **61:16**

Guatemala, **62:20**

Holland, **26:8**; **29:21-2**; **32:25**; **54:34-5**; **66:18**

India, **51:29**; **55:76**

List

Determination

Cabinet decision, **27:28**; **29:33**; **49:12-4**, 19; **50:12**; **51:9**, 20, 28-9; **52:15**, 23, 35, 44-5, 76-7, 81, 83; **53:15-9**, 22-4, 36-7; **54:37**, 51, 56; **55:10-1**, 29, 56, 73, 75-6; **56:12-3**, 83, 86, 89; **59:10**; **60:36**; **61:8**; **62:25**, 29; **64:25**; **66:16-7**; **68:12**, 22, 24; **69:21**, 34; **70:16**; **71:13**, 18, 20-1; **74:21-2**, 26-7

Alternatives, proposals, **53:17-9**, 23-4; **54:51**, 56-7; **55:11**, 17; **56:13-4**, 17, 21-2, 83, 86; **60:41**;

Réfugiés—SuiteStatut de réfugié, détermination, processus—*Suite*

Accès

Accès universel, **26:11-2**; **41:20-1**; **50:8**, 15-6, 21, 30; **52:8**, 16, 21, 26, 51, 55-6, 59; **53:7**, 9, 28, 36, 39-40; **54:17**, 19, 23, 36, 52-3, 57; **55:14-5**, 18-9, 54-5, 60, 62, 65-8; **56:18**, 27-9, 38-42, 45, 49-50, 54-5, 60, 82, 86, 90; **59:12-5**, 21, 23, 25-6; **60:22**, 45; **62:21**, 24-5, 27, 29-30; **64:6**, 8, 11, 13-4, 18-21, 25; **68:6-7**, 11, 20, 25; **69:8**, 11, 15, 19, 21

Chance unique de revendication, **49:25**; **50:16**; **51:24-5**; **52:12-3**, 25, 51, 72, 74; **53:35-6**, 42; **54:14**, 22, 47, 51, 60; **55:8-9**, 14, 24-5, 27, 56, 74-5, 79; **56:28**; **60:30-2**, 34; **68:8-9**, 18-9, 24-5; **69:8-9**; **71:24-5**; **74:55**, 63-4

Importance, **26:11-3**, 15-8; **27:37**; **28:37-8**, 41-4; **29:12**, 22-4, 34-5; **31:11-2**, 15-6, 23-6; **32:8**, 13-4, 25-8; **33:9**, 23-4, 26, 33-4, 37-8, 40-2; **34:6**, 13-4, 20-2; **35:24**; **36:23-4**; **37:5-6**, 9-12, 18, 20-1, 23-4; **38:7**; **42:11-2**, 14; **48:45-6**; **62:7**, 22-4; **74:44-5**

Refus/exclusion du processus

Demandes répétées, **50:13**; **51:12**; **53:7-8**; **55:28-31**, 34, 60, 62, 84; **56:11-2**, 82, 84, 90; **59:11**; **64:14**; **66:20-1**

Réexamen à cause d'importants changements aux circonstances, proposition, **55:30-1**, 34-5; **56:12**, 14; **66:20-1**

Personnes sous le coup d'une ordonnance d'exclusion ou d'expulsion, **49:12**, 25; **55:32**; **56:14**

Personnes trouvées coupables des infractions criminelles graves et attestées par le ministre d'être un danger au public, **26:12-5**; **28:14**, 37-9; **29:8**; **31:11**, 15-6; **33:8-9**, 23, 31; **34:20-3**; **37:5-6**, 9-11; **38:6-7**, 13, 36, 38; **41:22-3**; **46:8**; **48:35**, 45-6; **51:6-7**; **54:24-5**; **55:9-10**, 57; **56:96-7**; **59:10-1**; **60:6-7**, 13; **62:7**, 22-4; **64:13**; **69:11-3**; **74:42-3**, 46-7, 56, 66

Révision de l'attestation, **28:14-9**

Personnes visées par des avis d'interdiction de séjour, **55:32-3**, 44-5; **56:11**; **66:21**

Sécurité, risques, **26:9**, 13-5; **27:20**, 35, 40-1; **28:14-5**, 37-9; **29:7-9**, 12; **31:11**, 15-6, 23, 26-7, 35; **32:8-9**; **33:8-9**, 23, 31; **34:6**, 13-4, 20-3; **37:5-6**, 9-11, 20-1; **38:6-7**, 13, 17, 36, 38; **40:24-5**; **41:12-3**, 21-3; **42:12**; **46:8**; **48:35**, 45-6; **51:6-7**; **52:23-4**, 26; **54:23-5**; **55:9-10**, 57; **56:96-7**; **59:11**, 13-4, 17-8; **60:6-7**, 13; **62:7**, 22-4; **64:13**; **69:11-3**; **74:42-3**, 46-7, 56, 66

Administration, évaluation, **51:31**; **56:47**, 51, 66-71, 73-5, 77-8, 88, 90-1, 94; **64:21-4**; **70:12-3**

Arrière, retards, **26:17**; **27:6**, 16-8, 26, 28, 49-50; **31:6-8**; **32:19-20**; **33:30-1**; **37:15**; **38:41-3**; **39:11**; **40:10-1**, 14-5, 22-3; **41:23**; **46:7**, 10; **49:7**, 13, 15, 20; **50:5-7**, 20-2, 30; **51:10**; **52:43**, 71, 91; **53:22**; **55:24**, 41, 48-9, 54, 58, 65; **56:8-9**, 33-4, 36-40, 42, 54, 58, 62, 65-8, 88; **59:13**, 21; **62:29**; **64:6**, 21, 24; **68:15-7**, 23; **70:11-2**, 14-5, 17-9; **71:10-2**, 25-6

Mesure législative (Bill C-55)

Adoption

Options

Adoption, **59:15-6**

Adoption avec amendements, **59:15-7**, 20-1

Adoption avec une clause dérogatoire en vertu de l'article 33, **59:15-6**, 20

Renvoi à la Cour suprême, **59:15**, 17, 20

Urgence, **71:10-2**, 18

Application de la Charte, **59:22-4**; **72:17-8**

Constitutionnalité

Comité, position, **74:61-2**

Evaluations

Alberta Cultural Heritage Council, **54:66**

Angus, M. William H., professeur, **32:11**; **66:9**, 11-2, 14, 23

Refugees—Cont'dSafe third countries—*Cont'd*List—*Cont'd*Determination—*Cont'd*

69:21, 34; 70:16-7; 74:21, 26-7

Consultations, 49:12, 16, 23; 52:83; 61:8, 12-3; 74:21, 26

United Nations High Commission for Refugees, 49:12, 23; 52:83; 71:13, 18; 74:26

Criteria, 49:9-10, 13-4, 23-4; 50:12, 18-20, 28-9; 51:19, 31; 52:23, 44-5, 84-5; 53:7, 14, 30; 54:30, 34-7, 61; 55:17-8, 56, 60-2, 75-6; 56:22; 61:6-8, 10, 12, 15-7; 64:9-11; 65:10; 66:16; 68:11-4, 22, 32; 69:10, 20-1, 33-4; 70:13; 71:13, 16-20; 74:26-7

Difficulties, availability of up-to-date information, 50:12; 51:30-1; 52:7, 13, 15, 45, 74, 76, 84-5; 53:17-20, 36-7; 54:13, 19-20, 23-4, 37, 55-7; 55:11-2, 30, 35, 56, 75-6; 56:13, 22, 33, 83, 89; 62:21; 64:9, 11, 15; 66:16-7; 68:12, 22; 69:10; 71:13, 20-1

Exceptions, exclusions for certain categories, 49:13, 15-6; 50:12; 51:12-4; 52:15-6, 22, 61-2, 81; 53:15, 29, 45, 51, 53, 55; 54:51, 53, 55; 55:10; 56:13, 29; 59:9-10; 61:16; 66:16; 69:23, 32-3; 70:13-4; 71:20

Publication, 49:12, 14-6, 23-4; 51:12, 29; 53:15-7

Mexico, 62:20; 69:32

Pakistan, 52:14; 53:16; 54:22

Switzerland, 54:34; 56:22

Turkey, 38:23-4; 52:76; 55:10-1, 56; 66:17; 69:10-1

Uganda, 60:37; 68:13-4

United States, 26:23; 27:44; 39:6; 49:13, 16; 50:12; 51:12-3, 20, 31; 52:7-8, 15, 17, 36, 55-6, 61-3, 73, 76, 81-4; 53:14-5, 17-8, 29-30, 44-5; 54:18, 45-7, 50, 53, 55; 55:10-1, 60, 76, 83; 56:13, 55, 90; 61:15; 62:20-1; 64:25; 66:9, 17; 69:10-1, 20, 32; 70:13; 71:18-9; 87:26-7

Senior citizens, 53:43

Ships

Arrivals

Deterrence, 26:8; 27:36, 41; 28:39, 41; 29:13-4, 24; 31:11-2, 18-9; 32:17, 27; 34:25-7; 37:24; 46:8, 12; 48:7, 18-20; 74:8-9

Number, 27:21; 38:35, 37

Possibility of others coming, 27:42; 28:10; 38:35; 41:11; 62:27

Escort to port, confiscation of ship and prosecution of captain, proposals, 28:39-41, 43-4; 29:14, 22-4; 31:11-2, 18; 32:14-5, 27-8; 33:31; 34:6, 16-7; 38:19; 40:8; 46:11-3; 48:7, 19-20; 60:11; 74:8-9; 87:7-10, 14-6

Intelligence information, 27:14, 21; 39:20; 44:20; 46:14; 59:28

Interception and escort to port, 26:8; 27:21; 28:40-1; 44:20, 22-3, 25; 46:12-6; 48:7

Seizure, forfeiture, 33:27; 36:9; 48:22; 68:33-45, 50

Turn back

Constitutionality

Application of Charter within Canadian territorial waters, 26:11; 28:42; 29:22-3; 33:21; 35:18, 26-7; 40:7; 41:14-7; 42:15; 44:23-4; 46:12-3; 48:19-20; 59:27-9, 31-3; 60:7-22

Canadian passengers, effect, 33:26-7; 60:15-7

Decision-making process

Decision, review, 26:16-8; 31:27, 35; 35:8, 24-6; 38:22, 34; 40:19

Determination at sea, 26:15-8; 27:37; 28:41-2; 29:22-4, 34-5; 31:11-2, 18; 32:13-4, 25-8; 33:23-4, 26-7, 37-8, 40; 34:6-13, 15-7; 35:8, 24; 37:5-6, 12, 23; 38:7-8, 19-22, 35-6, 38-9; 39:14; 40:7-8; 41:6-7, 14-5; 42:6; 44:20-3; 46:11-5; 48:7-8, 19-20; 59:18, 28; 60:10-1, 14; 70:18-9; 74:9; 87:7-10, 14-6; 89:9

Guidelines, criteria, 26:17; 29:33-6; 31:26-7; 44:20; 46:11-5; 59:27-8

Réfugiés—SuiteStatut de réfugié, détermination, processus—*Suite*Mesure législative (Bill C-55)—*Suite*Constitutionnalité—*Suite*

Association des droits de la personne de Terre-Neuve-Labrador, 64:10-2

Association du Barreau canadien

Section du droit administratif, 72:11-7

Section du droit de l'immigration, 53:6-9, 21; 60:27-40, 44

Colombie-Britannique, chapitre, 55:35, 45

Beatty, M. David, professeur, 59:5-17, 19-27, 29-30, 33

Calgary Interfaith Coalition for Refugees, 53:31-7, 42

Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy, 50:11, 13-8, 21-3, 25-8, 32-4

Edmonton, section, 54:19

Comité Inter-Eglises pour les réfugiés, 62:24, 26

Commission d'appel de l'immigration, 65:6, 11-2, 14-5, 18-9

Conseil canadien pour les réfugiés, 62:8, 10

Eglise anglicane de Vancouver, Eglise unie et l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, mémoire mixte, 55:54, 57

Hathaway, M. James C., professeur, 66:14-5, 22-3

Legal Aid Manitoba, 52:16

Ministre d'Etat à l'Immigration, 49:9-10, 22-3

Nanaimo Immigrant Settlement Society, 56:28-31

Paludan, Mme Anne, ancienne directrice, Service d'accueil, Conseil danois pour les réfugiés, 54:37

Ratushny, M. Ed, professeur, 67:7, 25

Red Deer Coalition for Refugees, 54:60-2

Schwartz, M. Bryan, professeur, 52:28-31, 33, 36-9

Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, 68:8-10, 12-3

Toronto Refugee Affairs Council, 69:7-15, 18-9

Vancouver Refugee Council, 56:18

Victoria Coalition, 56:55-6

Zaifman, M. K., 56:43, 45

Gouvernement, opinions juridiques, 59:15-7, 19-20, 27

Contestations devant les tribunaux, 49:26-8; 50:11, 16-8, 21-2, 26, 28, 30, 32-4; 51:22; 52:16, 30; 55:45; 56:9, 30, 42, 45; 59:25-6; 60:45; 62:26; 65:6, 14-5; 66:9; 68:12, 17, 23-5, 31; 70:11, 20

Haut commissariat de Nations unies pour les réfugiés

Comité directeur, réaction, 49:9; 50:31-2

Position, 51:5-7, 10-1, 13-6; 52:36-7; 56:62; 68:13, 15, 22

Schwartz, le professeur Bryan, commentaires, 52:40

Loi sur l'immigration de 1976, comparaison, 60:20

Nations unies, Convention et Protocole relatifs au statut des réfugiés, conformité, 49:9; 50:13; 51:5-6, 17-9; 52:28, 30-9, 69; 53:6-7, 32-3, 42, 47; 54:19; 55:15, 24, 54, 57, 70; 56:18, 27-9, 32, 55-6, 71, 89-90; 59:11-2, 14-5, 21-2; 60:27-9, 44; 62:23-5, 36; 64:8, 11-2, 16; 66:15, 17-8, 21-6; 68:8; 69:9, 11-2, 16-9; 70:20; 74:61

Opinion publique, 49:6-7; 52:31-2

Sécurité, dispositions, 50:17; 51:6-7; 52:23-4, 26; 54:12, 23-5; 55:57; 59:17-8; 62:7, 22-4; 74:56, 66

Procédure

Aperçu, 27:16-20; 28:45; 32:19-20; 37:6-9, 12-4, 17-22; 38:6, 41-3; 49:17; 50:11, 26, 28-9; 56:36-7, 67

Audiences, 31:6-7; 37:13-4, 16, 22-3; 38:11, 18-9, 42; 41:7, 14-6; 48:44; 50:5-7, 15-7; 51:18-21; 52:16, 56; 53:8; 54:12, 23, 27; 55:15, 54-5, 60, 62; 56:8, 27, 29-30, 40-2, 45-6, 50, 54, 72-3, 82, 86, 90, 93; 59:5, 8-9, 11-3, 18, 21, 23-9; 60:11, 14, 22, 30; 61:7; 62:6, 16, 21, 24-5, 27, 29-30; 64:8; 65:6, 11-2, 18; 66:13, 15; 68:24; 69:8-9, 11-2, 14-5, 19, 23-5, 27, 31; 70:21; 71:10

Refugees—Cont'd**Ships—Cont'd****Turn back—Cont'd****Decision-making process—Cont'd**

Powers, 26:8, 15-8; 27:36-7; 29:9, 14, 33-4; 31:12, 26-7, 29, 35; 32:13-5, 24-5; 33:26-7, 38, 40; 34:6-9, 14-8; 35:8-9, 24-6; 38:7-8, 19, 22, 34, 36; 39:14; 44:20, 24; 46:8-12, 14-5, 18-9; 48:7-8, 13, 18; 59:28; 60:5

Minister, delegation of powers, 26:16-8; 33:38; 34:18; 35:8-9; 38:22; 39:14; 44:20-1, 24; 46:10-1; 48:18

Passengers

Canadian citizens, 33:26-7; 34:8

Refoulement, risk, 26:8, 15-6; 27:37; 28:41-4; 29:22-3; 31:24; 32:13-5, 24-8; 33:21; 34:6-9, 12, 15, 17-9; 35:24-5; 36:23; 37:5-6, 12, 23-4; 38:20, 34-5; 40:8; 41:6-7; 44:20, 22; 46:11-2; 48:18-20; 55:49-50; 74:8-9

Return to unknown destination, 34:7-8; 48:19

Refusal of authorization to land, 27:37; 28:39-40, 42-3; 31:12; 36:23-4; 41:7; 71:16-7; 74:9; 87:7; 89:9

"Kamagata Maru", Sikhs, 1914, 55:75, 80

Southeast Asia, 28:39-30; 31:12, 32-3; 32:27-8; 38:19, 22; 39:16-7; 48:20; 52:53; 53:23; 74:9

"St. Louis", refugees from Nazi Germany, 1939, 26:8; 27:37; 28:43; 29:21; 32:11, 27-8; 37:24; 39:8; 40:8; 48:20; 54:29; 55:49-50, 59, 80; 56:9

Return to safe third country, 26:8, 15-6; 27:37; 29:21-2, 33-6; 31:12, 23-7; 32:27-8; 34:7-8, 10, 12-3, 15, 17-9, 23-4; 36:23-4; 40:8; 46:11-4; 48:20

Safety, 26:8, 15-8; 27:21, 35-7; 28:39-41; 29:9, 14, 21-4, 34-6; 31:11-2, 27; 32:27; 33:23; 34:8-10, 14-5, 18, 23-4; 35:24-5; 40:8; 41:6-7; 44:20; 46:8, 12-4; 48:20; 55:49-50; 59:27-9; 74:8-9

Dumping at sea, risk, 28:39-40; 29:9, 14, 24; 32:27; 34:8, 23-4; 35:24; 40:8; 48:19

Treatment, comparison with those who arrive by air or overland, 34:12, 17-20; 35:8, 18, 26-7; 38:22; 41:7; 46:11-2; 48:7, 20; 74:9

Precedent setting at international level, 28:41-2; 31:12, 19; 32:14-5; 37:24; 39:9; 74:8-9

Return to registered country of origin, 29:24-5; 44:23

United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, 26:8, 12, 15-6; 27:37; 28:41-4; 29:14, 21-3, 33-4; 31:27; 32:13-5, 24-8; 33:20; 34:6; 35:24-5; 37:12, 23-4; 38:8, 19-22, 34-5; 41:6-7, 13-5; 42:6, 15; 44:20-3; 46:8, 11-2, 14-6; 48:7-8, 18-9; 59:27-9, 31-2

Legal obligations under Canadian law, effect, 41:13-4

United Nations Convention on the Law of the Sea, conformity, 26:8; 29:33; 32:14; 34:11-2; 44:24

Vehicles, safety, 26:8, 15-8; 27:21, 36-7; 31:27; 34:9-10, 14-6, 23; 35:24-5; 41:6-7; 44:20; 46:8; 59:27-9

Vehicles from country of origin of refugees, 26:8; 27:37; 32:27-8; 36:23; 44:22-3

South Americans, 40:25; 56:24

South East Asians, 51:13; 64:9-10

Third World under-developed countries, situation, 55:71-3, 78

Torture, 50:8-9; 51:24-5; 52:20, 25; 54:14; 55:72, 74, 77, 79; 56:24; 61:6, 8-9, 14; 62:6, 22-3

Trade unionists, 55:74

Transportation companies**Airline companies**

Chicago Convention, 27:38-9; 36:9, 18, 21-4

Cooperation with Employment and Immigration Department, 27:32-5, 50-1; 36:5, 8, 25-6

Exceptions, list, 27:33-4; 36:5

Landing rights, 27:33, 38

Personnel, training by Employment and Immigration Department, 27:32, 34; 36:5

Réfugiés—Suite**Statut de réfugié, détermination, processus—Suite****Procédure—Suite**

Cas d'ordre humanitaire et de commisération, 26:15; 49:17, 26; 51:11-3; 52:46-7; 54:11-2, 26-7, 57, 67, 69; 55:55, 74; 56:30-2, 34-5, 37; 65:14; 71:24-5; 74:57, 66-7

Changements

Besoin, raisons, 28:6-8; 30:14-5; 31:6-9, 16, 22-3, 31; 32:23-4; 34:16; 38:10-1, 41-3; 39:10-2; 40:5-7, 9-11, 14-6, 25; 42:15; 46:16; 48:20; 49:6-9, 15-7, 27; 50:6-10, 17, 20-5, 30; 51:17-8, 26, 29; 52:6-7, 15, 22, 56, 58; 53:31-2, 40-1, 48-9; 54:26, 63; 55:7, 42, 47, 54, 58, 65, 87; 56:8, 21, 27, 33-4, 37-8, 53, 59, 66-73, 81, 84, 88, 98; 60:27; 62:25; 64:6, 20-1, 25; 68:15-6, 32; 70:22; 71:10, 12; 74:59

Propositions

Audiences dans des délais raisonnables avec un conseiller juridique bien informé et par une personne indépendante, 37:16-22

Détermination en moins de six mois, 30:15; 31:7-8; 32:24, 29; 39:10-1; 40:25; 42:15; 50:25; 53:31, 48-9; 54:63-4, 66; 55:56, 66; 56:39, 84-5, 90-2; 60:27; 64:6; 68:15-6

Historique, 31:6-8; 32:24, 29

Procédure juste et pratique, 55:54-6

Processus simplifié, 27:19, 51; 31:7-8, 16, 22-3, 31; 50:6, 8, 10; 52:7, 42-3; 53:31, 41; 56:81; 68:16; 69:14

Renvoi sur-le-champ, proposition, 36:20-1, 23-4; 58:10, 17, 19

Europe de l'ouest, pays, comparaison, 36:20; 58:11

Système efficace, rentable et humanitaire, 40:6, 9

Système juste, efficace et rapide, 31:7; 32:29; 33:30-1; 38:28; 39:10-1; 40:15; 50:8, 10, 20-5, 30; 51:5; 53:32-4; 54:68; 55:7, 14; 56:8, 27, 33, 38-9, 58, 61, 73; 62:25; 64:6, 20-1; 68:16, 26

Comité consultatif du statut de réfugié

Abolition, 37:19; 42:9, 13; 52:69, 79; 56:14, 43; 67:7-8, 14-5

Bill C-55

Position, 37:19, 22-3; 51:17-31

Recommandations, 51:30

Bill C-84

Position, 37:5-12, 16-24

Recommandations, 37:10-2, 16-22

Bureaux, 37:13-4

Indépendance, 42:9, 11-2; 56:43; 67:7-8, 13-21; 68:22-3, 25, 28-9; 70:14, 20-1; 71:13-4

Membres, 54:26; 56:68; 67:10; 68:25; 71:13-4; 72:21-2

Nominations

Durée, 67:10, 12-20; 68:28-30; 71:25-6

Révocation, 67:6-7, 9, 12-4; 68:29

Recours, 67:7, 9, 12-3, 21, 23-5; 68:22-3; 71:13-4; 74:58, 67-8

Personnel, 27:49; 51:23, 28; 70:7

Projet pilote prévoyant une audience, 50:24; 51:23, 30

Rôle, pouvoirs, 27:16, 18-20, 49; 34:22-3; 37:5, 8-9, 12-7, 19; 38:7, 42; 42:11-3; 51:30; 52:6, 74; 53:9, 14, 30, 44; 56:34-5, 67, 72, 74; 67:7, 21; 69:14

Statistiques, 51:21; 56:69-70

Comité spécial de révision, 49:17, 26**Commission d'appel de l'immigration**

Abolition, 42:9; 52:69, 79; 56:14, 43; 67:6-8, 11, 14-5

Bill C-55, position, 65:6-19

Cour d'archives, 67:6-7

Création, date, 32:19

Indépendance, 42:9-12; 56:43; 65:8-9, 13; 67:6-8, 11-21; 68:10-1, 18, 22-3, 25, 28-31; 70:14, 20-1; 71:13-4; 72:9-11, 14, 17-20; 74:22, 30-1 74:58, 67-8

Membres

Information de base, 65:8-9, 12-3, 15-8

Refugees—Cont'dTransportation companies—*Cont'd*

Detention expenses

- Canadian airlines, 36:5-6, 10, 15-6, 18-9; 48:27; 56:20
- International airlines, 56:20; 58:5-7, 9, 13, 19-20, 22-3
- Time limit of 72 hours, proposal, 36:6, 10; 48:27; 58:5-6, 9, 22
- United Kingdom, Immigration Act, 1971, comparison, 36:10

Documents

- Documentary evidence to establish the identity of persons, 26:9; 36:6, 10; 58:9

Privacy laws, 36:6, 10

- Retention, 26:9; 27:31, 38-9; 29:7, 9; 36:5-6, 8-11, 24-5; 40:8, 15; 42:6, 13; 48:27-8; 58:8-9, 11-3, 21

Consequences, difficulties

- Extraterritoriality, 36:9; 48:28
- International law, 58:8-9, 11-3, 21
- Liability, 36:5-6, 9-10; 48:28; 58:8-9
- Privacy laws, 36:9, 12-5; 48:28
- Security, 36:6, 9-10; 40:8, 13-5; 48:28

- Verification, 26:9; 27:29-34, 38-9; 29:7, 38-9; 36:8, 12-4, 19-23, 25-6; 42:13-4; 58:6-8

- Boblo Island Amusement Park, repercussions, 66:26-30, 33-4, 36, 38, 40-2, 47-8; 71:23; 74:31-2

- Enforcement, 66:28-9, 36-47; 71:22-3; 74:31-2

- Machine-readable visas and passports, 36:20-3

- Pele Island Transportation Company, repercussions, 66:26-7, 39-40; 66A:5-6; 71:23; 74:31-2

- Transit-Windsor, repercussions, 46:21; 66:26-7, 31-3, 38-9, 42-5; 71:23; 74:31-2

Windsor, City of

- Repercussions, 66:32; 71:23; 74:31-2

- Resolution, 46:21; 66:45

- Windsor Essex County, repercussions, 66:26-7; 71:23; 74:31-2

- Passengers, return to original point of departure, 36:20, 23-4; 58:10-1; 60:40

- Return transportation, costs, 36:24; 56:20; 58:11, 20

- Transportation of passengers without required papers, fines, 26:9; 27:30-1, 35, 37-8, 41; 29:39; 32:6; 36:5-6, 8-9, 15-8, 26; 38:34; 42:13; 46:12; 58:7-10, 13-8, 20-2; 66:28-9, 33, 37, 43-6, 48

- Vehicles, seizure, 29:7; 32:14; 33:27; 36:9; 48:22

- Windsor, Ontario, refugee claimants, 66:34-6

Women

- Persecution based on sex, 55:72, 77-8; 61:6-10, 14-6; 64:9-10; 69:8, 10, 15

- Recommendations, 55:80; 61:7-9, 12-5

- Statistics, 55:69-70, 77, 79, 84; 61:5-7, 11-2

- Unique problems, 55:77-9, 83-4; 61:6-11; 64:9-10; 68:6-7; 69:6, 10, 15

Reitman, Dorothy, National President, Canadian Jewish Congress

Bill C-84

- Discussion, 40:11-2, 18, 21, 23, 25-6

- Statement, 40:5

Reports to Senate

- Bill C-7, without amendment, 10:4-5, 26

- Bill C-15, subject-matter, without amendment but with comments and recommendations, 24:5, 6-17

- Bill C-28, without amendment, 20:5, 6, 23

- Bill C-45, subject-matter, without amendment, 17:4-5, 25-6

- Bill C-53, without amendment, 43:5, 27; 47:6

- Bill C-55, with amendments and observations, 74:4, 17-39

- Bill C-55, motion..., without amendment, 87:5-6, 52-3; 89:6-8

- Bill C-58, without amendment but with observations, 89:4-5, 10

- Bill C-61, without amendment but with observations, 97:4, 6-8

Réfugiés—SuiteStatut de réfugié, détermination, processus—*Suite*Procédure—*Suite*Commission d'appel de l'immigration—*Suite*

- Nombre, 65:5, 16; 72:7, 12-3

- Augmentation, 56:66, 68-9

Nominations

- Aspect constitutionnel, 72:11-7

- Critères, 72:10, 25-6, 28-9

- Durée, 55:22-3; 67:9-10, 12-3, 16-20; 68:29-30; 71:25-6; 72:12-3, 16-7, 19-27

- Révocation, 67:6-7, 9-14; 68:28-30; 72:7-14, 16-21, 25-6, 28-9

- Recours, 67:7, 9, 12-3, 15, 21, 23-5; 68:22-3; 71:13-4; 72:7-12, 14-21, 25-6, 28-9; 74:58, 67-8

- Absence, répercussions, 71:13-4; 72:8, 10, 12, 21

- Personnel, ressources, 27:49; 50:6-7; 51:23, 28; 52:18; 53:22; 65:5; 70:8; 72:22-5

- Productivité, 56:78

- Rôle, pouvoirs, 27:16, 18-20; 32:14; 38:7; 42:11-3; 51:21; 52:10; 53:9, 14; 56:34-5, 64-6, 69, 78; 65:5, 14-5; 67:6-7, 21; 69:14

Voir aussi

- Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

- Commissaire, 56:24-5

- Création, 37:19; 42:9, 11

Décisionnaires/membres

- Avocats, pourcentage, 52:32; 55:14, 23, 33, 42; 65:7-9, 12; 66:10-1

- Choix, 56:13-4, 23-6, 48; 65:12-3; 68:18; 69:27; 70:5-8, 14

- Comité consultatif du statut de réfugié, membres, transfert, 51:23, 28; 67:7; 68:25; 70:7-8; 71:13-4; 72:21-2

- Commission d'appel de l'immigration, membres, transfert, 55:23, 41-2; 67:9-11, 14-5, 17, 19-20; 68:20, 28-30; 70:7, 14; 72:9-10, 18-22; 74:58, 67-8

- Connaissances pertinentes, 56:14, 23, 25, 73, 90; 62:29; 64:17; 65:8, 12-3; 68:17-8; 71:10

Femmes, 61:9

- Formation et éducation, 49:30; 54:37; 55:14, 39, 76; 56:23-4, 73, 82, 84, 86-7, 93; 61:9; 65:10; 70:7, 11, 14, 16; 71:10, 15, 25

- Indépendance, 51:18, 21; 52:32-3, 35, 56, 59-60, 68-9, 77, 79-80; 53:7, 20; 54:63; 55:8, 16-7, 22-3, 33, 39-42; 56:30, 82, 90; 66:10; 67:6, 20-1, 23-4; 68:18, 28; 70:18; 71:10, 13-4

- Nombre et rémunération, 56:23; 65:16; 72:7, 13

- Nominations, durée, 52:32-3, 79-80; 55:22-3, 33, 40-1; 56:30, 79; 61:9; 66:10; 67:5-6, 23-4; 70:14-5, 18, 21-2; 71:25-6

- Qualité, qualifications, expérience, 51:27-8, 30; 52:32, 56, 59-60, 68, 74, 77; 53:6, 20; 54:11; 55:14, 26, 34, 39-42; 56:14, 23-6, 82; 64:17; 65:7-9, 13, 16-8; 68:17-8; 69:27; 70:5-8, 14, 16

Définition, 68:30-1

Groupe de transition, 70:5-6, 14-5

- Information de base, personnel, bureaux, bibliothèque, 70:5-6, 8-9; 71:10

- Règles, procédures, règlements, 70:5-6, 10-1, 14-6, 20-2

- Section d'appel, 49:29-30; 52:33; 55:12; 65:7, 9-10; 66:11; 67:20-1; 70:10-1

Section du statut

- Cour d'archives, proposition, 55:31, 34-5; 56:15, 30; 66:11

- Rôle, pouvoirs, 42:8-9, 11-3; 54:7-8, 11-2; 55:34-5; 56:15, 30, 34-5; 65:6-7, 9-10; 66:11; 67:20-1; 70:10-1, 18-9; 71:11, 21-2

Reports to Senate—Cont'd

- Bill C-71, without amendment, **25:4**, 16
- Bill C-82, without amendment but with comments, **97:9-10**
- Bill C-84, with amendments and observations, **48:5-32**
- Bill C-84, motion..., without amendment, **87:6-7**, 52-3; **89:9**
- Bill C-84, motion... and Message..., with amendments, **74:5-16**
- Bill C-88, without amendment, **48:4**, 71, 76
- Bill C-89, without amendment but with observations, **85:4**, 27
- Bill C-94, without amendment, **48:4**, 70, 74
- Bill C-115, with amendment, **81:4-5**, 19
- Bill C-145, without amendment, **91:4**, 23
- Bill C-210, subject-matter, without amendment, **96:5-6**, 26
- Bill C-264, without amendment, **96:4**, 6, 19
- Bill S-3, with amendments, **1:6**, 17; **3:5**
- Bill S-5, without amendment, **21:7**, 17, 23
- Bill S-7, with amendments and a recommendation, **75:4-5**, 26-8; **77:5**
- Bill S-10, without amendment, **22:4**, 6, 36
- Bill S-11, with amendments, **24:5**, 6
- Bill S-14, without amendment, **45:5**, 17; **47:6**
- Bill S-17, without amendment, **83:4-5**, 16
- Bill S-21, without amendment, **98:5-6**, 16
- French Constitutional Drafting Committee, First Report tabled in the Senate on 17th December, 1986, **99:4**, 15
- Revised Statutes of Canada (1985), draft, with recommendations, **21:6**, 8-16

Revised Statutes Commission

- Mandate, **47:14**

Revised Statutes of Canada

- Background information, **13:13**, 17; **21:8**
- Coming into force, procedure, **13:5-7**, 9-10, 14
- Review, **13:7-8**, 10-1; **21:8**
- Statutes of Canada, comparison, **13:16-7**
- See also*
- Revised Statutes of Canada, 1985, draft

Revised Statutes of Canada, 1985

- Background information, **48:72**
- Consolidations and revisions
 - Gender neutral language, **48:72**
 - Loose-leaf binder, **48:73-4**
- Drafting, English version and French version, **48:73**
- Geneva Conventions Act, **48:72**
- Legislative process, **48:72**
- Parliament of Canada Act, Act respecting the use of the expression "Parliament Hill", **48:72**
- Supplements, **48:73**
- Income Tax Act, **48:73**
- Transportation of Dangerous Goods Act, **48:72-3**
- See also*
- Bill C-94
- Revised Statutes of Canada, 1985, draft

Revised Statutes of Canada, 1985, Act to bring into force

- See*
- Bill C-94

Revised Statutes of Canada, 1985, draft

- Background information, **13:12-4**, 17; **21:8**
- Consolidations and revisions
 - Consultations with relevant department, **13:11-2**; **18:5-7**; **20:7-8**
 - Gender neutral language, **13:7**, 15-6; **21:10**
- Drafting, **13:9**; **18:7**

Réfugiés—SuiteStatut de réfugié, détermination, processus—*Suite*Procédure—*Suite*

Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55

- Appels/réexamens, **27:19**; **29:30**; **42:8-9**; **49:9**, 26-30; **50:10**, 16-7, 19-20, 24-5; **51:5-7**, 14-6, 21-2, 26-7, 29-30; **52:8-11**, 18, 30, 32-5, 38-40, 46, 48, 50-1, 56, 59, 68, 70, 77-8, 86-7; **53:7**, 9-12, 16, 21-2, 37, 40; **54:6-8**, 13-4, 18-20, 22-4, 26-7, 47-50, 52-5, 61-3, 68; **55:12**, 15-6, 18-9, 21-4, 31-3, 42-4, 54-7, 67, 73, 76, 83-4; **56:15-7**, 27, 30-1, 33-4, 44, 51, 54-5, 67, 71-4, 83-4, 86-7, 90; **59:5**, 10-4; **60:22-7**, 38-9, 43-4; **62:6-7**, 17-20, 25, 27, 31-6; **64:11**, 14, 16, 21-2; **65:6**, 14-5; **66:9-10**, 12-4, 19; **67:26**; **68:14-5**, 17-8, 22-7, 31; **69:7-8**, 11-2, 14-5, 24-7, 34; **70:8-10**; **71:10**, 14-5; **74:56-8**, 65-6

- Délai, **52:9**; **55:13**, 15-6, 22, 33, 42-6, 83; **56:16-7**, 21, 27, 85; **59:11-2**, 14; **60:29**, 32, 34, 43; **62:8**, 31; **64:11**; **66:9-10**; **68:9**, 14-5, 19; **69:14**, 24; **74:56**, 65-6

- Examen sur le bien-fondé, **51:18**, 21-2, 25-6; **53:9-10**, 30-1; **54:23**, 47-50, 63; **55:12**, 15, 54, 62, 83-4; **56:27**, 30-1, 54-5, 83, 90; **59:5**, 12, 23, 25, 33; **62:33**; **64:11**, 16, 22; **66:13**; **68:6**, 15; **69:15**, 26; **71:15**

- Importance, **51:22**, 27; **56:17**; **62:32**; **69:15**; **74:65**

- Réexamen par un organisme centralisé, **50:24-5**; **51:6**; **53:11**; **54:26**; **55:12**; **56:31**, 33, 41, 47-8, 51; **59:12-3**; **60:42-3**; **65:6**, 14-8; **67:5**, 25-6; **68:14-5**; **69:14-5**, 26-7; **74:65**

- Restriction dans l'article 83.3 (1.1), critique, **52:33**; **55:35**; **64:16**; **66:13**; **68:24**

- Retards, **49:26-7**; **50:19-20**; **52:11**, 39-40, 82-3; **55:15-6**, 20-1; **56:15-7**, 76; **68:31**

- Révisions judiciaires, **49:9**; **52:33**; **53:10-2**; **55:21-4**, 31-3, 35-6, 43-6; **56:16-7**, 31, 42-4, 51; **59:12**; **60:22**, 38-9, 43-4; **62:17-20**, 32; **65:6**, 14-5; **66:9-10**, 12-4; **74:56-7**, 65-6

- Citoyens canadiens et résidents permanents, répercussions, **50:17**; **53:10**; **56:31**, 33-4, 43-4; **60:22-3**, 38; **62:19-20**; **74:57**, 65-6

Audiences

- Bénéfice du doute au requérant, **49:9**; **52:69-70**, 84; **55:8**; **68:23**, 25-6; **70:9**; **71:10**, 15, 25

- Conseiller juridique, **49:9**, 15, 22-3, 28; **51:25**; **52:9**, 18, 42, 46, 73-7, 82; **53:8-9**, 21-2, 34-7; **54:15**; **55:8**, 13, 20-1, 25, 76; **56:41**, 45, 48-51, 76-7, 83-4, 90, 93; **60:11**, 29, 32-3; **61:7-9**; **62:29**, 33; **64:11**, 14, 20; **66:9**, 11-2, 24-5; **68:9**, 19, 22, 25, 27-8; **70:7**, 10; **71:10-1**, 23-4; **74:55**, 64-5

- Aide juridique, **56:83**, 90, 93

- Arbitre, pouvoir de décider si le conseiller juridique est prêt à agir ou en mesure de le faire, **53:34**; **55:20-1**, 26, 38-9; **56:30**, 42-3, 45; **60:32-4**; **62:8-9**; **68:22**, 25, 27-8; **74:64**

- Droit au choix d'un conseiller juridique, limitation, **49:22-3**; **52:19**, 73, 76; **53:21**, 34; **54:14-5**; **55:13**, 20-1, 25-6, 38-9; **56:30**, 41-2, 48, 77, 93; **59:12**; **60:32-4**; **68:6**, 22, 25, 27-8; **71:23-4**; **74:64**

- Retards, **68:19**, 27; **70:7**

Contrôle à l'entrée, audience

- Arbitre et un membre de la section du statut, **37:22-3**; **46:14**; **49:9**, 12-3, 15; **50:10-1**, 15-6, 21, 35; **51:15**, 28; **52:7**, 32; **53:8-9**, 34-5; **55:10**, 13, 16-7, 24-7, 60-2, 76; **56:27**, 30, 42, 47-8, 55, 59-61, 71-3, 78-9, 82, 85-7, 89; **60:30**, 36, 41-2; **62:9**; **64:18-9**; **65:7**, 11-2, 14-5; **66:7**, 9, 11-2, 15, 23; **67:5**, 25; **68:6**, 8; **68:8**, 10-2, 18-9, 22, 26; **69:13**, 21-4, 31; **70:6-10**, 16; **71:10-1**, 15, 21-2, 25

Revised Statutes of Canada, 1985, draft—Cont'd

- Omissions, Acts not included
 - Canagrex Act, 13:12-3
 - Canadian Home Insulation Program Act, 13:12-3
 - Criteria, 13:9, 17
 - Customs Act, 13:13
 - Emergency Gold Mining Assistance Act, 13:13
 - Geneva Conventions Act, 13:8-9, 15; 18:6; 21:8-9; 48:72
 - List, with reasons, 13:8, 12-3, 16, 18; 18:5-6; 21:8-9, 11-6
 - Parliament of Canada Act, 13:7; 18:7; 21:9-10
 - Act respecting the use of the expression "Parliament Hill", 20:7; 21:9-10
 - Publication, delay, 13:7, 15-6
 - Report to Senate, with recommendations, 21:6, 8-16
 - Transportation of Dangerous Goods Act, 13:11, 14; 18:7-11; 20:7; 21:10
 - War Crimes Act, 13:8-9, 12, 15-7
- See also
 - Revised Statutes of Canada, 1985

Rinehart, Karen, Chairperson, Anglican Diocese of New Westminster

- Refugee Subcommittee
- Bill C-55, 55:56-8

Robertson, Hon. Brenda Mary, Senator (Riverview)

- Bill C-15, subject-matter, 3:32-6; 9:12-3; 14:17-20
- Bill C-45, subject-matter, 15:9
- Bill C-55
 - Assistance, Canada, programs and policies, 64:23-4
 - Drafting, 66:24
 - Procedure, 51:32; 72:19
 - Ratushny, Professor Ed, biographical notes, 67:21-2
 - Refugee determination process
 - Access, 68:18
 - Claimants, 51:10-2
 - Legislation
 - Constitutionality, evaluations, 49:22-3; 70:20
 - United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, 69:18-9; 70:20
 - United Nations High Commission for Refugees, position, 51:10-1
 - Procedure
 - Determination system proposed in Bill C-55, hearings
 - Legal counsel, 66:24-5; 68:19, 27-8
 - Screening hearing, 64:24-5; 68:18
 - Immigration and Refugee Board, 68:28
 - Immigration Appeal Board, 68:28-9; 72:24-6, 28-9
 - Refugee Status Advisory Committee, 68:28-9; 72:21-2
 - Safe third countries, 69:34
 - Transportation companies, 66:38, 47-8
 - Women, 61:11-2
- Bill C-82, procedure, 99:16
- Bill C-84, 39:20-1; 40:13, 17-8; 41:18-21
- Bill C-84, motion... and Message..., 68:48, 50-1
- Bill C-89, 77:8-9
- Bill S-7, 73:25
- Bill S-21, 98:15
- United Nations, Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, signatory states, 69:17-8

Robinson Report

- See
 - Refugee Status Determination Process: report of the Task Force on Immigration Practices and Procedures

Réfugiés—Suite**Statut de réfugié, détermination, processus—Suite****Procédure—Suite****Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55—Suite****Arbitre**

Connaissances pertinentes, 53:8, 20; 55:26-7; 56:55, 73

Formation, 55:76; 56:42, 73, 82, 84-7, 93; 65:14; 70:16; 71:25

Indépendance, 51:21; 52:56, 59, 68-9, 77; 55:16-7; 56:30, 42, 46, 48, 55, 59, 82, 85, 89; 60:35; 64:17, 19, 24; 68:10-1, 17, 22, 25-6, 32; 69:24; 70:16

Pouvoirs, 53:34; 56:42-3; 64:18-9; 71:24

Qualité et expérience, 56:26, 82; 64:24-5; 65:14; 70:16

Rôle, 50:10, 14, 21; 52:7, 56; 56:26; 60:30-2; 64:19; 65:14; 68:8, 10, 22, 25-6, 32; 69:8, 24; 71:24

Processus décisionnel, pouvoirs, 42:11-3; 49:15; 50:11, 14, 16, 21; 51:19-21; 52:34, 42; 54:12, 18-9, 24; 55:10, 28-9, 60-2, 67; 56:27-30, 32, 82, 89, 93; 59:9-12, 21; 60:36-9, 41-2; 62:9; 64:15-6; 65:11; 66:15-7, 19, 23-4; 68:10-4, 19; 69:21-4, 31; 71:10, 21-2, 24-5

Constitutionnalité, 50:15-6; 51:19-21; 59:9, 11-2; 60:36-7; 68:10

Caractère accusatoire, 54:69; 55:8; 56:30, 77; 60:42; 64:11, 13, 17-20

Décisions négatives, pourcentage, chiffre prévu, 27:28; 49:27; 52:78; 56:21, 89; 60:43; 62:25; 64:8

Délai, 49:14-5, 27; 52:16-7, 42, 51, 56-7, 73-5, 77, 82-3; 53:8-9, 20, 34-5; 54:11, 15-7, 51; 55:8, 10, 12-3, 15, 21, 25-6, 42-6; 56:11, 27-8, 30, 55; 60:29, 32, 34-5, 39, 41-2; 61:7; 62:29-31; 64:11, 14; 68:9-10, 19, 25; 69:19; 70:9; 71:23-4; 74:55, 64-5

Fardeau de la preuve, 52:74; 54:23, 60; 55:10, 12-3, 49; 60:34; 62:9-11; 68:9-10, 18, 23, 25-6; 70:9

Minimum de fondement, critères, 49:11-3, 26-7, 30; 50:10, 21, 23-4, 35; 51:5-9, 13-6, 24-5; 52:7, 16, 22, 33-4, 41-3, 46, 48-9, 56, 68, 72-7, 83-4; 53:7-9, 12, 30, 44; 54:6-8, 12-3, 18-9, 23-7, 29-30, 46-7, 54-5, 57-8, 60-1, 63, 66, 69; 55:13, 26-7, 45, 54, 56-7, 60-2, 65-8, 75-6, 79-80; 56:9, 11-4, 16-20, 26-30, 32-3, 41, 46, 50, 55, 60-1, 71, 86, 89-91, 93; 59:9-14, 23, 25, 30, 33; 60:27, 29-30, 32, 34, 36-9, 42, 45; 61:6-8, 15; 62:6-7, 9, 21, 24, 26, 29-31; 64:8, 11, 13-6, 19-20; 65:7, 11-2; 66:9, 15, 18-20, 23-4; 67:25; 68:9, 11, 22-3, 25, 32; 69:7, 13-4, 25, 31-2, 34; 70:9, 16; 71:11, 15, 19; 74:60

Ministre, représentants, 64:11, 13, 15, 17-20

Recevabilité, critères, 49:11-2, 15, 27, 30; 50:5, 10-2, 21, 23-4, 29, 35; 51:6, 24-5; 52:16, 22, 41-3, 46-9, 56-7, 67-8, 72-3, 75-7, 83-4; 53:7-9, 12, 16, 36, 44; 54:6-8, 12, 18-9, 25-7, 29-30, 46-7, 54-5, 57-8, 60-1, 63, 66, 69; 55:10, 13, 26-33, 44-6, 54, 56-7, 60-2, 65-8, 75-6, 79-80; 56:9, 11-4, 16-20, 26-30, 32, 46, 49-50, 55, 60-1, 71, 86, 89-91, 93; 59:9-14, 23, 25, 30, 33; 60:27, 29-30, 32, 36-9, 42, 45; 61:6-8, 15; 62:6-7, 9-10, 21, 24, 26, 29-31; 64:8, 11, 13, 15, 18-20; 65:6-7, 11-2, 14-5; 66:9, 66:14-5, 23-4; 68:19-20, 22, 25, 32; 69:7, 13-4, 22, 24, 32, 34; 70:9; 71:15, 19; 74:60

Décisions négatives, raisons, unanimité, 51:5-7, 14-5; 55:8, 15; 64:16; 70:10; 71:10-1, 25

Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, rôle, 51:5, 7; 56:75

- Roche, Tricia, British Columbia-Yukon Staff Person for the Canadian Catholic Organization for Development and Peace**
 Bill C-55
 Discussion, 55:63-8
 Statement, 55:53
- Roeters, Kevan, National Development Officer, National Youth in Care Network**
 Bill C-15, subject-matter
 Discussion, 19:10, 16-7, 23-6, 30-1
 Statement, 19:5-8
- Roman, Andrew, Co-Vice-President, Administrative Law Section, Canadian Bar Association**
 Bill C-55
 Discussion, 72:13-29
 Statement, 72:7-12
- Rosen, John, Criminal Lawyers' Association**
 Bill C-84, motion... and Message...
 Discussion, 68:33, 36-8, 43-5, 50-3
 Statement, 68:33-6, 38-42, 46-50
- Royal Bank of Canada, Attorney General of British Columbia v. ([1937] SCR 459), 22:34-5**
- Royal Canadian Mounted Police**
 Drug Awareness Program
 Background information, 96:7
 Paraphernalia exhibit, 96:9
 Video, 96:8-10, 15, 18
 Financial investigations, 86:11-3
- Ruby, Clayton, Sentencing**
 Reference, 84:12-3
- Rude, Brian, Reverend, Calgary Interfaith Coalition for Refugees**
 Bill C-55, 53:38-41
 Biographical notes, 53:25, 40
- Saddo v. Immigration Appeal Board ([1981] 2 FC 703), 52:34**
- Salvador, El**
See
 El Salvador
- Saskatchewan**
 Bill C-15, subject-matter, position, 6A:1-5
 Bill C-61, position, 99A:1
 Bill C-82, position, 99A:1
- Saskatoon Refugee Co-ordination Committee**
 Background information, 52:53, 64
 Bill C-55
 Position, 52:55-60
 Recommendations, 52:56, 58-9
- Sauvé, Pierre, Vice-President for Corporate, Legal and Recording Services, Cooperants, Mutual Life Insurance Society**
 Bill S-14, 43:13-5
- Réfugiés—Suite**
 Statut de réfugié, détermination, processus—*Suite*
 Procédure—*Suite*
 Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55—*Suite*
 Sauvegardes contre toute erreur de jugement, 49:9; 52:84
 Section du statut, audience
 Accès, 49:27; 50:10; 55:10, 13; 64:18; 66:7; 69:31; 70:10, 16
 Ajournements, 64:16
 Décisions négatives, pourcentage, chiffre prévu, 56:21; 64:8
 Deux membres de la section du statut, 40:23; 50:10, 35; 51:25-6, 28; 52:42-3; 53:9; 54:12; 55:8, 16-7, 27, 34; 56:11, 15, 46; 64:18-9; 65:7, 11-2, 17; 66:11-2, 15; 70:6-10; 71:10, 15
 Ministre, représentants, 64:13, 17-20
 Non contradictoire, 55:8; 70:10; 71:10
Voir aussi plus haut
 Commission de l'immigration et du statut de réfugié
 Coûts, 60:45
 Décisions, uniformité, 49:29-30; 51:6, 21-2, 27, 30; 53:10; 55:23; 56:31, 33, 41; 59:12-3; 65:6, 14-8; 67:5, 25-6; 69:14-5, 26-7; 70:9
 Etapes et ajournements, 50:10-1, 17-8, 22, 24; 52:16; 54:12, 25-7; 55:57; 56:11, 50; 68:21, 24, 26, 31-2; 69:19; 70:9
 Evaluations
 Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of B.C., 56:81-3, 85-7
 Alberta Cultural Heritage Council, 54:66
 Amnistie Internationale, 69:20-34
 Groupe 19 (section locale), 52:21-3
 Angus, M. William H., professeur, 66:7-14, 24-5
 Association des droits de la personne de Terre-Neuve-Labrador, 64:9-12, 16-23
 Association du Barreau canadien, section du droit de l'immigration, 53:6-12
 Colombie-Britannique, chapitre, 55:20-4, 38-46
 B'nai Brith Canada, Institut pour les affaires internationales, 68:21-32
 Calgary Interfaith Coalition for Refugees, 53:25-6, 28-37, 40-2
 Campbell, M. Charles M., 56:64-71, 75, 77-8
 Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy, 50:10-1, 17-8, 20-3, 25
 Edmonton, section, 54:6-33
 Coalition manitobaine pour une juste politique relative aux réfugiés, 52:65-71, 73-5
 Comité central Mennonite (National), 52:40-6
 Comité consultatif du statut de réfugié, 51:17-31
 Comité Inter-Eglises pour les réfugiés, 62:24-8, 31-6
 Criminal Lawyers' Association, 30:15
 Eglise anglicane de Vancouver, Eglise unie et l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, mémoire mixte, 55:54-64
 Groupes non gouvernementaux intéressés aux questions d'immigration et des réfugiés, 64:5-8, 12-25
 Hathaway, M. James C., professeur, 66:14-26
 Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, comité directeur, 49:9
 Legal Aid Manitoba, 52:7, 16, 18
 Ministère de l'Emploi et de l'Immigration, 27:19
 Ministre d'Etat à l'Immigration, 49:6, 9, 17, 28
 MOSAIC, 55:8-14
 Nanaimo Immigrant Settlement Society, 56:27-40
 Paludan, Mme Anne, ancienne directrice, Service d'accueil, Conseil danois pour les réfugiés, 54:34-44

Schelew, Michael, Spokesperson, Refugee Affairs, Amnesty International

- Bill C-55
 Discussion, 69:20, 22-3, 28-34
 Statement, 69:24-7
 Bill C-84
 Discussion, 41:12-26
 Statement, 41:5-6, 8-11

Schratz, Anthony N., Solicitor for the Applicant

- Bill S-7, 57:11-2, 18, 23-4

Schwartz, Bryan, Professor, University of Manitoba

- Bill C-55
 Article, *Manitoba Law Journal* (Vol. 16, page 149), 52:28
 Discussion, 52:36-40
 Position, 52:28-40
 Recommendations, 52:39-40
 Statement, 52:28-36

Scott, Glen, Counsel for the Petitioner

- Bill S-10
 Discussion, 22:32-3, 36
 Statement, 22:32

Seller, Fred E., Counsel, Grenville Aggregate Specialties Limited

- Bill S-21, 98:10-2

Senate

- Committee, procedure, 73:7-8
 Constitutional responsibility, 33:15, 19, 25, 31-2, 36-7; 35:12-3; 41:5; 41A:1-2; 48:12-3/41; 50:17-8, 22; 52:30; 55:66; 59:17, 20, 26-7, 31

Sentencing, Clayton Ruby

- Reference, 84:12-3

Sentencing Reform: A Canadian Approach. Report of the Canadian Sentencing Commission (Archambault Report)

- References, 22:17, 31; 78:6, 26; 80:14; 85:7, 14, 20; 87:37

Sereda, Lloyd, Vice-Chairman, Provincial Co-ordinating Committee, Alberta Cultural Heritage Council

- Bill C-55
 Discussion, 54:67-9
 Statement, 54:65-7
 Biographical notes, 54:65-8

Sethi v. Canada (Minister of Employment and Immigration), ((1988), 50 DLR (4th) 669), 67:6,8,11,13,17; 68:10,18, 22-3,28-30; 70:7,14,20-1; 71:13-4; 72:9, 13-4, 17-9**Shooner, Pierre, President, Cooperants, Mutual Life Insurance Society**

- Bill S-14
 Discussion, 43:8-14
 Statement, 43:6-7

Réfugiés—Suite

Statut de réfugié, détermination, processus—Suite

Procédure—Suite

Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55—Suite

- Ratushny, M. Ed, professeur, 67:5, 25-6
 Red Deer Coalition for Refugees, 54:59-62
 Saskatoon Refugee Co-ordination Committee, 52:55-9
 Schwartz, M. Bryan, professeur, 52:39-40
 Sombrilla Refugee Support Society, 54:45-58
 Surrey Delta Immigrant Services Society, 56:88-90, 93-5
 Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, 68:6-21
 Toronto Refugee Affairs Council, 69:7-19
 Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants, 55:69-84
 Vancouver Refugee Council, 56:8-26
 Victoria Coalition, 56:53-6, 58-63
 Zaifman, M. K., 56:40-7

Manuel, 49:20

Ministre, discrétion, 49:21, 25-6, 29; 54:11

Modèles alternatifs, propositions

- Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of B.C., 56:83-5
 Alberta Cultural Heritage Council, 54:66-9
 Amnistie Internationale, 69:21, 23-4, 26, 30, 32
 Angus, M. William H., professeur, 66:7-14
 Association des droits de la personne de Terre-Neuve-Labrador, 64:10-2, 20
 Association du Barreau canadien, Section du droit de l'immigration, 53:7, 9,11-6, 18-24; 60:41-3, 45
 Colombie-Britannique, chapitre, 55:24-38, 44-5
 B'nai Brith Canada, Institut pour les affaires internationales, 68:25-7, 28-9, 31-2
 Calgary Interfaith Coalition for Refugees, 53:30-7, 39-44, 48-9
 Campbell, M. Charles M., 56:71-9
 Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy, 50:8, 10, 15-8, 20-5, 30, 32, 35
 Edmonton, section, 54:6-7, 12, 14, 17, 19-20, 22-3, 25-7, 29-30
 Coalition manitobaine pour une juste politique relative aux réfugiés, 52:74-5, 77, 81-3
 Comité Blue Ribbon, le 1 août 1987, 52:75, 87
 Comité central Mennonite (National), 52:40, 42-4, 46
 Comité Inter-Eglises pour les réfugiés, 62:25, 27-31, 34-6
 Congrès juif canadien, 40:23
 Eglise anglicane de Vancouver, Eglise unie et l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, mémoire mixte, 55:54-8, 65-8
 Groupes non gouvernementaux intéressés aux questions d'immigration et des réfugiés, 64:7-8, 13-4, 18, 20-1
 Hathaway, M. James C., professeur, 66:14-21, 23-4
 Legal Aid Manitoba, 52:18
 MOSAIC, 55:9-15
 Nanaimo Immigrant Settlement Society, 56:27-35, 38-9
 Organisations non gouvernementales, 52:43
 Paludan, Mme Anne, ancienne directrice, Service d'accueil, Conseil danois pour les réfugiés, 54:36-8
 Red Deer Coalition for Refugees, 54:63-4
 Refugee Status Advisory Committee, 51:30-1
 Saskatoon Refugee Co-ordination Committee, 52:56, 58-9
 Sombrilla Refugee Support Society, 54:46-51, 57-8
 Surrey Delta Immigrant Services Society, 56:90-3
 Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, 68:11-3, 15-6

Singh et al v. Minister of Employment and Immigration, ([1985] 1 SCR 177), 29:6; 31:7; 32:11; 33:8-9, 11, 21, 23-4, 42; 37:13-4, 16, 22-3; 38:18-9, 36, 42; 41:7, 14-6; 48:19; 50:5-7, 15-7, 28; 51:18-21; 52:29; 53:8, 31; 55:54, 57; 56:28-9, 40-2, 45, 72-3; 59:8, 11, 13, 18, 25, 29-30; 60:8-9, 14-5, 19, 29, 36-8; 62:16, 24; 65:6, 11-2, 18; 67:7; 68:8, 24; 69:8-9, 11, 23-4; 70:21

Smith, Cameron, former Managing Editor, *The Globe and Mail*

Bill C-15, subject-matter
Discussion, 11:13-23
Statement, 11:5-13
Biographical notes, 11:5, 20

Somalia

Refugees
Claimants, 31:33; 53:28-9
Refugees from other countries, 54:41
See also
Refugees

Sombrilla Refugee Support Society

Background information, 54:44-6, 49
Bill C-55
Position, 54:45-58
Recommendations, 54:46-51, 57-8

South Africa

Refugees, 60:37; 62:21; 69:10
Deaths, 55:72
See also
Refugees

Spivak, Hon. Mira, Senator (Manitoba)

Bill C-15, subject-matter, 6:17, 25-7; 14:20-1
Bill C-55
Assistance, 49:23; 55:51-2
British Columbia, refugee assistance, 55:51
Canadian Bar Association, Immigration Law Section,
British Columbia Branch, position, 55:45-6
Countries of origin, 55:84
El Salvador, 52:61-2; 56:61
Illegal entry into Canada, deterrence, 49:26; 50:35-6
Intercultural Association of Greater Victoria, background information, 55:51
Mennonite Central Committee (National), background information, 52:47
Portugal, visitors' visas, 56:74
Procedure, 52:48-9; 71:14
Refugee determination process
Abuse
Background information, 49:26-7; 50:36
"Manifestly unfounded" claims, 56:32, 46
Access, universal, 52:21; 55:66-8, 86; 64:19
Administration, evaluation, 56:47, 67-8, 74-5
Backlog, 56:34, 67-8
Claimants
Identification, documents, 58:17-8
Protection, genuine refugees, 58:17-8; 71:15-6
Return to safe third country
Exceptions, 52:15, 61-2; 56:19
Persons arriving from country on list of safe third countries, 49:26-7; 52:14-5, 21-3, 27, 51; 56:17-20; 59:30; 60:39-40; 71:15-6
Persons not requiring the protection of Canada, 60:40-1; 70:16

Réfugiés—Suite

Statut de réfugié, détermination, processus—*Suite*

Procédure—Suite

Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55—*Suite*

Toronto Refugee Affairs Council, 68:6, 16; 69:9, 11-2, 14-6, 19

Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants, 55:69, 73, 76, 83-4

Vancouver Refugee Council, 56:11-4, 17-8, 21

Victoria Coalition, 56:54-6, 58-61

Zaifman, M. K., 56:41-2, 45-52

Personnel, augmentation, 52:18; 56:38-41

Renvoi du Canada en attendant l'audition de l'appel, 49:22;

52:77, 86-7; 53:11-2, 21, 31, 37; 54:27, 46-7, 57-8, 61;

55:13, 24, 33, 43-6, 57, 73, 83; 56:27, 83-4, 86, 90;

59:11-5; 60:39, 43-4; 64:11; 68:9, 14, 19, 24-5; 69:14-5,

24; 70:9-10; 71:23-4

Emploi et de l'Immigration, ministère

Personnel, ressources, 49:18; 54:47-8; 55:54-5; 56:67-8, 74-5

Pouvoirs, 56:36-7

Enquêtes, retards/refus, 56:36-7

Examen sous serment, 28:8; 37:12-7; 38:42; 50:20; 52:6, 73-4;

53:27; 56:36, 67-8, 70, 74; 64:13, 15, 17, 20

Historique, procédure jusqu'à 1978, 37:19

Ministre, délégation des pouvoirs, 37:8-9

Requérants

Admissibilité

Critères, 31:30; 37:8; 40:25; 49:18; 55:37; 56:31-2, 39;

64:8-11, 15-6, 18-9, 22-3; 68:10, 20; 70:9

Examens médicaux, 26:21; 27:19

Vérifications de sécurité, 27:19-20

Assistance sociale, coûts, 56:66, 74

Difficultés financières, 31:22; 55:49, 58

Etablissement, 55:36-8; 56:31; 64:8, 16; 66:8; 71:10-1

Identification

Documents

Autorités, garde, 27:30, 32-4

Voir aussi plus bas

Transporteurs

Définition, 34:24-5; 36:27

Faux, 26:8, 21; 27:21, 23, 30-3; 36:25-6; 38:25-9; 40:8;

46:12; 50:28; 54:21; 56:96-7; 58:7-10, 13-9

Manquants, 26:8, 19-21; 27:19, 21-3, 29-35, 39-43; 28:8,

18, 44, 46-50; 29:7, 9, 15-6, 29-32, 36-7, 39; 32:10,

15-6; 34:24-5; 36:8, 21, 23-4; 37:6-7, 23-4; 38:9-10,

13-5, 25-9, 34, 38-9; 40:13-4; 41:6, 8; 42:14-5; 44:23;

46:7-8, 12; 48:41, 49; 50:8; 53:45-6; 54:21; 55:10, 13,

49, 78; 56:49-50, 96-7; 58:7-11, 13-8; 60:34-5; 64:8;

68:42; 69:28; 71:11; 74:47

Titres de voyage, définition, 38:38

Validité, 27:42-3; 28:6-8, 44-6; 29:15-6, 30-2; 32:15-6;

34:20; 40:13-4; 44:23; 48:47, 49; 58:15

Vérification au point de départ, 26:9; 27:29-34, 38-9; 29:7,

38-9; 58:16-7

Prédédouanement au point de départ, 27:50-1

Réfugiés de bonne foi, difficultés, 27:42-3; 28:6-8, 44-6;

29:15-6, 31-2, 34-5; 31:28-30; 32:15-6; 34:15-9, 24-5;

36:23-4; 37:6-7, 23-4; 38:25-34; 39:7, 13; 40:8, 13-4, 22-4;

41:6, 8; 42:14; 44:23; 48:41, 46, 49, 55-6; 50:8-9; 51:24-5;

52:69-70; 55:13, 70, 78; 56:24, 97

Système de soutien des opérations des bureaux locaux, 27:50

Pays source, 27:28-9; 29:33; 50:8-9

Spivak, Hon. Mira, Senator (Manitoba)—Cont'd**Bill C-55—Cont'd****Refugee determination process—Cont'd****Claimants—Cont'd**

Persons with protection in another country, **49:26-7; 52:27**
 Policy, **49:10, 13; 52:15, 21-3; 56:85-6; 65:10-2; 69:32**

Protection in safe third country

Arrangements, agreements, **49:11-2, 24; 50:25; 52:63;**
60:41; 69:33-4; 71:16

Safeguards

Absence from legislation, **52:83; 60:40; 69:32-4**

Adequacy of protection, circumstances, **50:25; 52:15,**
37-8

Assurance of being received, **49:11-2, 24, 37-8; 56:18;**
60:34, 40-1; 70:16; 71:15-6

Refugee determination system, access, **52:37-8**

Refusal to accept, return to Canada, **60:40; 69:31; 70:16;**
71:15-6

Risks

Refugees "in orbit", **49:12; 56:18; 69:33; 70:15-6**

Refoulement, **49:9-10**

Legislation**Constitutionality**

Challenges in the courts, **49:26-7**

Evaluations, **52:16, 37-8; 59:29-30; 65:11-2**

Purpose, **50:35; 52:15; 55:43-4, 46; 56:46, 60**

Regulations, **49:30**

Study, delays, **49:23**

Procedure

Changes, need, reasons, **52:22**

Determination system proposed in Bill C-55

Alternate models, proposals, **50:24; 52:81-2; 56:33, 44-5,**
60; 60:41; 62:28-31; 69:19

Appeals/reviews, **49:26-7; 50:19-20, 24; 52:38, 48, 51;**
56:33

Evaluations, **52:16**

Hearings

Legal counsel, **52:18-9; 60:33-4**

Refugee Division hearing, **56:46**

Screening hearing

Access, eligibility test, **52:47-8, 83; 55:66-8; 56:18, 46,**
60, 86

Adjudicator and a member of Refugee Division, **56:85**

Adjudicator, **64:19; 70:16**

Adversarial, **64:19-20**

Credible basis test, **50:35, 83; 55:66-8; 56:18-20, 32-3,**
46, 60, 86

Time frame, **52:82**

Immigration and Refugee Board, **65:8-9; 69:27**

Immigration Appeal Board, **65:8-9**

Oral hearings, **56:46**

Safe third country**List, determination**

Cabinet decision, **49:13; 52:23; 69:34**

Alternatives, proposals, **70:16**

Consultations, **49:23; 52:83**

United Nations High Commission for Refugees, **49:23;**
52:83

Criteria, **49:10**

Exceptions, exclusions for certain categories, **49:13**

United States, **49:13**

Transportation companies, **58:15-7, 21**

United States

Agreement with Canada, temporary exclusions, **52:63**

Immigration legislation, changes, **52:62**

Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants,
 testimony, **55:84**

Réfugiés—Suite**Statut de réfugié, détermination, processus—Suite****Requérants—Suite**

Protection, réfugiés véritables, **29:31-2; 31:9-11, 28-31; 32:20;**
34:18-9; 37:6-7, 23-4; 38:24, 27-8; 39:7-21; 40:8, 13-4;
41:6-7, 26; 46:10; 49:6-11, 14, 16-7, 26-8; 50:8-9, 11-2; 51:5,
17, 22; 52:55-6, 66-8, 76; 53:6-7, 12, 33-4, 37-42; 54:9-11,
17-23, 28, 31-4, 62-4, 66-7; 55:7-9, 14-5, 19, 24, 43-6, 50,
53-64, 70, 73-80; 56:8-9, 27-8, 32-4, 37-40, 53-6, 58-9, 67-8,
71, 84, 88-90; 58:17-8, 22; 59:13-4, 18; 60:11, 27-9, 32,
40-1, 44-5; 62:6, 24-6, 29, 35-6; 64:8-11; 66:14-5, 17; 68:8,
14, 22, 24; 69:27, 31; 71:8, 10-2, 15-6, 21-2; 74:44, 59-60

Voir aussi plus bas

Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr

Refoulement, **26:8, 11-3, 15-8; 27:37; 28:37-8, 41-4; 29:22-3,**
34-5; 31:6, 11-2, 15-6, 23-6; 32:13-5, 24-8; 33:9, 11; 33:21,
30, 33-4; 34:6-9, 12, 15, 17-9; 35:24-5; 36:21-4; 37:5-12,
16-7, 19-20, 24; 38:34-5; 39:7-10; 40:8; 41:6-7, 10-1; 49:9;
51:6, 19; 52:35-7; 55:9; 56:71, 90; 60:28; 62:13-4, 26;
64:10-1; 66:16-8; 68:8; 70:9 74:61

Europe, gouvernements, comparaison, **41:11**

Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, posi-
 tion, **26:11-2; 28:38, 41-4; 29:22-3, 35; 31:6, 12, 15-6, 23,**
25; 32:13-5, 26-8; 34:6-9, 12-4, 18-22; 37:10-1; 41:7; 49:9;
51:6; 52:36-7; 56:71, 90; 60:28; 66:17-8

Voir aussi plus bas

Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr

Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr, **27:28, 40-4;**
29:33-6, 39-40; 31:23-4; 32:27-8; 37:10-1, 20; 40:11, 21-2;
46:11

Exceptions

Exclusions pour certaines catégories, **49:13, 15-6; 50:12;**
51:12-4; 52:15-6, 22, 61-2, 81; 53:15, 29, 45, 51, 53, 55;
54:51, 53, 55; 55:10; 56:13, 29; 59:9-10; 61:16; 66:16;
69:23, 32-3; 70:13-4; 71:20

Personne qui «ne peut être renvoyée», **49:14, 20-1; 51:14;**
56:14, 17-9

Personnes qui ont simplement passé en transit dans un
 pays tiers considéré comme sûr, **54:11, 13, 36; 55:75;**
56:22; 62:20-1; 74:56, 62

Paramètres pour d'autres moyens de transport, **49:22,**
28; 50:34-5; 52:24-5; 53:44; 74:56, 62

Voyage par avion sur un vol de correspondance, **49:21-2,**
28; 50:34-5; 52:24-5; 53:44; 60:36; 74:62

Personnes avec protection dans un autre pays, **27:28; 49:11,**
24-7; 50:13, 15, 19-20, 29; 51:12; 52:27, 38; 53:14, 16-7,
41, 46-7; 55:28; 62:10, 21; 64:14; 68:11, 13; 74:60

Personnes avec reconnaissance préalable au Canada, **55:28**

Personnes n'ayant pas besoin de la protection du Canada,
49:11, 24-7; 50:12-3, 29-30; 51:8; 52:15, 21-2, 35;
60:40-1; 62:25, 29; 70:9, 16; 71:10-1, 20

Personnes qui arrivent d'un pays sur la liste des pays tiers
 considérés comme sûrs, **49:11, 24-7; 50:11-20, 25-7,**
29-30; 51:6, 8-9, 12-6, 18-21; 52:7-8, 13-6, 21-3, 27, 38,
41-4, 48, 50-2, 55-7, 61, 73, 76-9, 81-5; 53:7, 14-5, 19,
23-4, 27-30, 36, 40-1; 54:12-4, 18-9, 22, 28, 30, 34-47, 50,
55-7, 60, 64-7; 55:10, 29, 36-7, 48, 56-7, 60-5, 74-5, 83;
56:8-9, 17-20, 22, 27-9, 32, 41, 50, 55, 59-60, 89-90;
59:9-10; 60:29, 34-40, 42; 61:6-8, 15; 62:25, 28-9; 64:6-7,
10-5, 25; 65:11, 18-9; 66:9, 15-8; 68:9, 11, 13-4, 19, 22;
69:9-12, 20-3, 29-31; 70:15-6; 71:11-3, 15-22; 74:55, 60-2;
87:7-8, 11, 17-32; 89:6-9

Politique, **26:23; 49:10-1, 13; 50:11-2, 27; 52:15, 21-4, 44-5,**
60, 81; 53:19, 30, 44, 50; 55:11; 56:85-6; 60:39; 62:25;
64:25; 65:10-2; 68:11-4; 69:20-1, 32; 71:11, 20-2; 74:60-1;
87:7-8, 11, 17-8; 89:6-9

Spivak, Hon. Mira, Senator (Manitoba)—Cont'd

Bill C-55—*Cont'd*

Women, 55:84; 61:13-4

Bill C-55, motion..., Minister of Employment and Immigration, amendment to clause 14, 87:21, 24-9

Bill C-58, 88:24; 89:17, 23-4

Bill C-61, 87:48-9; 91:8-9, 16-7

Bill C-82

Policy Concepts, background information, 93:15-6

Profession

Behaviour, ethics, 93:13-4

Personalities, 93:16

Purpose, 90:19-20; 92:7-8; 93:13-4, 18

Registration

Access to government, effect, 90:19-21; 92:7-9, 22-3

Activities

Definition, 93:15-6

Exclusions, information-gathering, 92:7-8, 22, 30; 93:15-6

Judges, appointment, 92:22

Monitoring, compliance, 93:15

Definition

Exclusions, 90:21

Two-tier system

Contracts, 93:13, 18-9

Information disclosure requirements, 92:35, 37; 93:13

Other lobbyists, 90:21; 92:35, 37; 93:13

Professional lobbyists, 90:21; 92:7-9, 22-3, 35, 37; 93:13

Offences, penalties, 93:15

System, administration

Fees, 93:13-4

Registrar, powers, 93:15

United States, comparison, 93:18-9

Bill C-84

Assistance, 40:11

Illegal entry into Canada

Detention

Legislation, 34:6-7; 39:19-20; 40:24; 42:14

Security risks, threats

Danger to the public, comparison, 44:17-9

Mandatory detention, 44:18-9

Security certificates

Review procedure

Federal Court

Decisions, appeal/review, 28:35

Exclusion from hearing, 28:22-3, 26-7; 41:12

Expertise, 44:10

Quashing of certificate, evidence, 32:22-3; 44:8-11

Security Intelligence Review Committee

Expertise, 44:10

Responsibilities, transfer to Federal Court, 41:12;

42:10; 44:5, 8-9

Policy, 32:27-8

Procedure, 28:16, 26, 48; 29:14-5; 32:21, 28; 40:12; 44:6

Public opinion, 40:25

Refugee determination process

Abuse, background information, 32:29; 34:20

Access, denial, 34:20-3

Claimants, return to safe third country, 32:27-8

Procedure

Immigration and Refugee Board, 42:9, 12-3

Refugee Status Advisory Committee, 37:17-9

Ships

Escort to port, confiscation of ship, prosecution

of captain, proposal, 28:43; 32:28

Turn back

Constitutionality, 41:15-7; 42:15; 44:23-4

Réfugiés—Suite

Statut de réfugié, détermination, processus—*Suite*

Requérants—*Suite*

Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr—*Suite*

Pourcentage, chiffres prévus, 27:28; 55:56; 62:25; 68:14; 69:25

Protection dans un pays tiers considéré comme sûr

Ententes, accords, 34:19; 49:11-4, 24-5; 50:25-7, 30-1;

51:6, 9-14, 28-9, 31; 52:13, 27, 45, 63, 81; 53:15, 19,

44-5; 54:36-8; 55:11, 56; 56:28-9; 60:36-7, 39-41;

62:25; 65:10, 25; 69:11, 21-3, 29-34; 71:16-8

Sauvegardes

Absence de la mesure législative, 50:21, 25-6, 31-2;

51:29; 52:15, 83; 53:15-6, 19, 23-4; 55:29; 56:9, 29;

60:29, 40-1; 62:26; 64:11; 69:30, 32-4; 71:21

Assurance d'être accueillis, 34:19; 49:11-4, 21, 24;

50:14-5, 25-7, 32-3; 51:6, 8-12, 14, 19; 52:27, 37-8,

45, 77; 53:7, 14, 16, 19; 54:36, 60; 55:11, 60;

56:18-20, 83, 89; 60:29, 34, 37, 39-41; 61:6-8, 15;

62:29; 65:10; 66:18, 21; 69:21-3, 29-34; 70:15-6;

71:15-7, 21-2; 74:55, 61-2

Minimum, 50:13, 15-6, 25-8, 32-3

Statut de réfugié, processus de détermination, accès,

49:21; 50:14, 26, 32-3; 51:6, 8-11, 14, 19, 28-9;

52:35, 37-8, 45; 53:7, 14, 16, 19; 54:36, 60; 55:11, 29,

73; 56:28, 83; 60:37; 66:18; 68:11; 69:11, 21-3, 30-3;

71:21-2; 74:55, 61-2

Détermination sur le bien-fondé, 55:12, 29; 56:22;

59:9; 69:31-3; 74:55, 61-2; 87:7-8, 11, 17-32;

89:6-9

Suffisance de la protection, circonstances, 49:14, 16-7,

21; 50:14-5, 25, 27, 32; 51:9, 19; 52:13, 15, 27, 37-8;

53:14, 16-7, 19; 55:11, 18-9, 56-7, 60-1, 70; 56:28,

83; 59:10; 60:29, 37-8; 61:8; 64:14; 68:25; 69:10-1,

21; 71:21-2

Surveillance, 49:13-4

Refus de les reprendre, renvoi au Canada, 27:37; 50:14;

51:29; 52:27; 53:14, 33; 55:11, 55:11, 29, 37; 56:14, 17-9;

59:30; 60:39-40; 64:15; 65:10; 69:30-1; 70:16, 19; 71:15-9

Compagnies aériennes, rôle, 60:40

Risques

Refoulement, 34:19; 49:9-10, 14; 51:5-6, 8, 10-2, 19, 22,

24; 52:7, 13, 15, 35-8, 55-7, 77, 82, 84; 53:6, 14, 16, 19,

29, 36-7, 47; 54:34-6, 60-1; 55:48, 54, 56, 60, 62, 70;

56:9, 29, 55, 83-4, 86, 89; 59:9; 60:36; 61:6; 64:12-3,

25; 66:9, 16, 18; 68:11, 20, 24; 69:11, 30-1; 71:11;

74:61-2

Réfugiés «en orbite», 36:23; 49:12, 14, 20-1; 50:14, 25-7,

31-2; 51:11-2, 29; 52:27; 54:34-5, 54:34-5, 37; 55:11,

56; 56:18; 59:9, 30; 60:36, 40; 64:15; 66:18, 21; 68:11,

20; 69:10-1, 22-3, 28-31, 33; 70:15-6; 74:61-2; 87:7-8,

11, 17-32; 89:6-9

Renvoi dans un autre pays, 49:12-4; 50:14; 51:9-12;

52:35-8, 77; 53:6, 14, 36-7; 54:34-6; 55:11, 48, 54, 56;

56:9, 83-4, 86; 59:9; 60:37, 40; 61:6; 64:12-3, 25; 66:9,

16, 18; 68:11, 20, 24; 69:11, 30-1; 71:11; 74:61-2

Renvoi/expulsion, 27:40; 53:21, 31; 54:27, 57-8; 55:7, 13, 24,

32-3, 35; 56:12, 14, 18-20, 29, 37, 71; 62:8, 11-4, 30; 64:11,

16, 21; 66:19; 68:9, 24-5, 32; 69:8-9; 70:9, 19-20; 74:65

Statistiques

Acceptation, taux en moyenne, 31:8-9; 50:9, 28; 54:66, 68;

55:57; 56:69, 92; 62:25; 64:21-2

Arrivées

Canada, comparaison avec d'autres pays, 39:9, 11-2; 41:9,

20-1; 46:10; 50:28; 52:14; 53:45; 55:47, 55, 81; 56:10-1,

54; 62:25-6

Chiffres prévus, 27:26-8, 47; 38:41-3; 41:21

Spivak, Hon. Mira, Senator (Manitoba)—Cont'dBill C-84—*Cont'd*Ships—*Cont'd*Turn back—*Cont'd*Decision-making process, determination at sea, **29:24, 34-5; 34:6-7, 11; 46:14**

Passengers

Refoulement, risk, **34:18**Refusal of authorization to land by other countries, **28:42-3; 32:27-8; 34:19**Treatment, comparison with those who arrive by air or overland, **34:19-20**United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, **28:41, 43; 29:21-3; 34:6-7, 18**United Nations Convention on the Law of the Sea, conformity, **34:11-2; 44:24**Vehicles from country of origin of refugees, **32:27-8**United Nations High Commission for Refugees, role, **34:22-3**Bill C-84, motion..., report to Senate, **87:53**

Bill C-84, motion... and Message...

Refugee determination process, **58:17-8**Ships, turn back, constitutionality, **60:10-2**Transportation companies, **58:15-7, 21**Bill C-89, **76:20; 79:16, 23-4; 80:32-3; 82:19**Bill C-115, **81:10-1, 15-6, 19**Bill C-264, **96:15**Bill S-7, **57:20; 75:11-2**Senate, constitutional responsibility, **55:66; 59:31****Sri Lanka**

Refugees

Background information, **62:15**Claimants, **27:23, 42; 38:28-9, 31; 39:11; 50:13, 15; 53:13-4; 56:39; 71:9-10**Individual case, **29:29, 36-7, 39**Tamils, arrival of 155 by sea, 1986, **27:15, 21; 29:24-5; 31:18; 34:8; 38:35; 39:9, 15, 17-8; 41:13-4, 20; 44:20; 46:7, 12, 14, 18-9; 50:7-8; 53:41, 46; 55:55; 56:10; 62:27; 68:21**Visitors' visas, **27:23; 38:27***See also*

Refugees

Stanbury, Hon. Richard J., Senator (York Centre)Bill C-15, subject-matter, **3:39; 5:22-3, 43-4**Bill C-28, **20:13-7, 21**

Bill C-55

Assistance, Canada, programs and policies, **60:21**

Refugee determination process

Abuse, background information, **50:30**Access, single chance to claim, **71:24-5**

Claimants

Backlog, **50:30; 51:10**

Return to safe third country

Exceptions, **49:20-2; 50:34; 51:14**Persons arriving from country on list of safe third countries, **51:8-9, 14-5**Persons not requiring the protection of Canada, **50:30; 51:8**Policy, **71:21-2**

Protection in safe third country

Arrangements, agreements, **50:30-1; 51:9-10, 28-9; 60:41**

Safeguards

Absence from legislation, **50:31; 51:29; 71:21**Assurance of being received, **51:8-9**Minimum, **50:33****Réfugiés—Suite**Statut de réfugié, détermination, processus—*Suite*Requérants—*Suite*Statistiques—*Suite*Femmes, **61:5-6**Nombre en avion, par mer, sur terre, comparaison, **27:21, 29, 34-6, 42; 31:18-9; 39:12**Personnes déjà au pays, **27:26, 28; 40:22-5; 49:7, 13, 15-7, 27**Plupart par avion, **27:21, 23, 29, 33; 29:37; 31:18; 48:18**Points d'entrée, **27:26; 49:7, 13, 15-7, 27**

Etats-Unis, changements de 1986 aux lois sur

l'immigration, effet, **27:12, 22, 44**Liste par année, **27:28; 31:9, 17-8**1987, **50:28; 54:66-8**Ministère de l'Emploi et de l'Immigration, capacité de traitement, **27:17, 26, 49-50; 55:54-5; 56:67, 88, 90; 62:35**Nombre depuis le 21 mai 1986, **27:16-8, 24-6, 41**Décisions rendues, y inclus les appels, **27:16-9, 28; 31:8-9**Renvois, **27:19**Nombre prévu d'ici la fin de 1987, **27:18-9; 38:41; 46:7**Personnes qui arrivent sans les documents voulus, **26:21; 27:7, 21, 33**Travail, permis, **56:76-7**Syndicalistes, **55:74**Tiers monde, pays sous-développés, situation, **55:71-3, 78**Torture, **50:8-9; 51:24-5; 52:20, 25; 54:14; 55:72, 74, 77, 79; 56:24; 61:6, 8-9, 14; 62:6, 22-3**

Transporteurs

Compagnies aériennes

Atterrissage, droits, **27:33, 38**Chicago, Convention, **27:38-9; 36:9, 18, 21-4**Coopération avec le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, **27:32-5, 50-1; 36:5, 8, 25-6**Exceptions, liste, **27:33-4; 36:5**Personnel, formation par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, **27:32, 34; 36:5**

Détenition, dépenses

Compagnies aériennes canadiennes, **36:5-6, 10, 15-6, 18-9; 48:57; 56:20**Compagnies aériennes internationales, **56:20; 58:5-7, 9, 13, 19-20, 22-3**Durée limite de 72 heures, proposition, **36:6, 10; 48:57; 58:5-6, 9, 22**Royaume-Uni, Immigration Act, 1971, comparaison, **36:10**

Documents

Preuves documentaires permettant d'établir l'identité des personnes, **26:9; 36:6, 10; 58:9**Lois sur la protection des renseignements personnels, **36:6, 10**
Rétention, **26:9; 27:31, 38-9; 29:7, 9; 36:5-6, 8-11, 24-5; 40:8, 15; 42:6, 13; 48:57-8; 58:8-9, 11-3, 21**

Conséquences, difficultés

Droit international, **58:8-9, 11-3, 21**Extraterritorialité, **36:9; 48:57**Lois sur la protection des renseignements personnels, **36:9, 12-5; 48:57-8**Responsabilité, **36:5-6, 9-10; 48:57-8; 58:8-9**Sécurité, **36:6, 9-10; 40:8, 13-5; 48:57-8**Vérification, **26:9; 27:29-34, 38-9; 29:7, 38-9; 36:8, 12-4, 19-23, 25-6; 42:13-4; 58:6-8**Application, **66:28-9, 36-47; 71:22-3; 74:68-9**Boblo Island Amusement Park, répercussions, **66:26-30, 33-4, 36, 38, 40-2, 47-8; 71:23; 74:68-9**Peelee Island Transportation Company, répercussions, **66:26-7, 39-40; 66A:5-6; 71:23; 74:68-9**Transit-Windsor, répercussions, **46:21; 66:26-7, 31-3, 38-9, 42-5; 71:23; 74:68-9**

Stanbury, Hon. Richard J., Senator (York Centre)—Cont'd**Bill C-55—Cont'd****Refugee determination process—Cont'd****Claimants—Cont'd**Refugee determination system, access, **51:8-9, 29**Refusal to accept, return to Canada, **60:40**Risks, refugees "in orbit", **50:31****Legislation**Amendments, issues and options, **71:21-2**Constitutionality, evaluations, **50:33**Study, delays, **49:20-1**

United Nations High Commission for Refugees Executive

Committee, reaction, **50:31****Procedure**Changes, need, reasons, **50:30**

Determination system proposed in Bill C-55

Alternate models, proposals, **50:30; 51:29; 60:41-3**Appeals/reviews, **51:14-5, 29**Decisions, consistency, **51:30**Hearings, **51:7; 71:24-5**Ministerial discretion, **49:26**Humanitarian and compassionate cases, **49:26; 71:24-5**Immigration and Refugee Board, **49:29-30**Safe third countries, **51:9, 28-9; 71:21**Bill C-55, motion..., Minister of Employment and Immigration, amendment to clause 14, **87:19-20, 22-3**Bill C-58, **89:16-8, 22**

Bill C-61

Procedure, **86:13; 90:40; 91:22; 95:26, 29-30****Proceeds of crime**Laundering, **86:12-3**

Seizure, restraint, forfeiture

Damages and costs, **95:28-9**Documents, copies retained by Attorney General, **95:29**Forfeiture, **90:44; 95:23, 26**Offences, application, dual criminality, **90:42; 91:8-9; 95:23-5**Pre-trial seizure, restraint, **90:36; 95:24-5, 27**Purpose, **86:12; 91:21; 95:23-5**

Bill C-82

Constitutionality, **92:29-30**

Law Clerk and Parliamentary Counsel to the Senate, letter to the

Hon. Senator Neiman, **97:13-4**Procedure, **92:23; 95:14; 97:16**Purpose, **90:16; 97:12****Registration**Access to government, effect, **90:16-7, 19****Activities**Definition, **95:12-3**Exclusions, information-gathering, **92:28-9, 39-40; 95:12-3**Exemption for submissions in relation to the enforcement, interpretation or application of any legislation, **92:16-7****Definition**Exclusions, **90:9, 17; 92:7****Two-tier system**Information disclosure requirements, **92:20, 29-30; 97:15-6**Other lobbyists, **92:20; 97:19**Professional lobbyists, **90:17; 92:13; 97:15****Public office holder**Definition, **92:15, 20-1, 25-6**Obligation in relation to lobbyists, **95:12****System, administration**Fees, **90:12**Individual rather than firm, **90:18-9; 97:19**Registrar, role, **95:14**Returns, number, **92:21; 95:13; 97:12-3**Regulations, **90:15-6****Réfugiés—Suite****Transporteurs—Suite****Documents—Suite****Vérification—Suite**Visas et passeports lisibles par machine, **36:20-3**

Windsor, Ville

Répercussions, **66:32; 71:23; 74:68-9**Résolution, **46:21; 66:45**Windsor Essex County, répercussions, **66:26-7; 71:23; 74:68-9**Passagers, renvoi au point de départ initial, **36:20, 23-4; 58:10-1; 60:40**Transport de retour, frais, **36:24; 56:20; 58:11, 20**Transport des passagers sans documents requis, amendes, **26:9; 27:30-1, 35, 37-8, 41; 29:39; 32:6; 36:5-6, 8-9, 15-8, 26; 38:34; 42:13; 46:12; 58:7-10, 13-8, 20-2; 66:28-9, 33, 37, 43-6, 48**Véhicules, saisie, **29:7; 32:14; 33:27; 36:9; 48:51**Windsor, Ontario, requérants du statut de réfugié, **66:34-6****Reitman, Mme Dorothy, présidente nationale, Congrès juif canadien****Bill C-84**Discussion, **40:11-2, 18, 21, 23, 25-6**Exposé, **40:5****Renvoi sur la Motor Vehicle Act (C.-B.) ([1985] 2 RCS 486), 2:10; 59:8,18,21,25; 60:36; 69:8-9,16-7; 91:22****Réseau national des jeunes pris en charge**Information de base, **19:5-6, 30-1****Témoins**Exposés au Comité, **19:5-31**Notes biographiques, **19:5, 8-10, 12-4, 16-7, 20, 23-4, 26, 29-31****Révision des lois, Loi**Références, **13:5-6, 13, 17; 18:10; 21:8, 11****Rinehart, Mme Karen, présidente, Diocèse anglican de New Westminster, sous-comité des réfugiés**Bill C-55, **55:56-8****Robertson, honorable Brenda Mary, sénateur (Riverview)**Bill C-15, teneur, **3:32-6; 9:12-3; 14:17-20**Bill C-45, teneur, **15:9****Bill C-55**Aide, Canada, programmes et politiques, **64:23-4**Femmes, **61:11-2**Pays tiers considérés comme sûrs, **69:34**Procédure, **51:32; 72:19**Ratushny, le professeur Ed, notes biographiques, **67:21-2**Rédaction, **66:24**

Statut de réfugié, détermination, processus

Accès, **68:18**

Mesure législative

Constitutionnalité, évaluations, **49:22-3; 70:20**Haut commissariat de Nations unies pour les réfugiés, position, **51:10-1**Nations unies, Convention et Protocole relatifs au statut des réfugiés, conformité, **69:18-9; 70:20****Procédure**Comité consultatif du statut de réfugié, **68:28-9; 72:21-2**Commission d'appel de l'immigration, **68:28-9; 72:24-6, 28-9**Commission de l'immigration et du statut de réfugié, **68:28**

Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55, audiences

Conseiller juridique, **66:24-5; 68:19, 27-8**

Stanbury, Hon. Richard J., Senator (York Centre)—Cont'd

- Bill C-84
 - Assistance, **31:32, 34**
 - Illegal entry into Canada
 - Aiding, abetting, counselling, **46:16**
 - Detention
 - Legislation
 - Adoption, options, **32:23-4; 33:19-20**
 - Amendments, proposals, **30:13**
 - Challenges in the courts, **33:33**
 - Purpose, **31:29, 31; 33:20**
 - United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, **34:9, 12-3, 23-4**
 - United Nations High Commission for Refugees, position, **34:9**
 - Security risks, threats, **34:13-4**
- Procedure, **33:20, 22, 24; 46:17**
- Public opinion, **31:31**
- Refugee determination process, procedure, **46:16**
- Ships, turn back
 - Decision-making process, determination at sea, **29:22, 24; 34:11-2**
 - Passengers, return to safe third country, **34:12, 23-4**
 - United Nations Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees, conformity, **46:16**
- Bill C-84, motion... and Message..., **60:12-3, 21**
- Bill C-89
 - Identity of complainant or witness, ban on publication or broadcast in certain cases
 - Accused, comparison, sexual offences, wrongful accusations, **77:11**
 - Application
 - Judges, discretion, **76:17; 77:12; 79:21, 24; 84:13-5**
 - Mandatory, **76:12, 14, 17; 77:12; 79:21; 84:13-5**
 - Trial in open court, **84:14**
 - Procedure, **84:16, 21**
 - Purpose, **76:12, 14**
 - Restitution
 - Moneys found on offender at time of arrest, **77:21**
 - Pecuniary damages, **84:21-2**
- Bill C-210, subject-matter, **94:7, 10, 12; 96:22-3, 25-6**
- Bill C-264, **96:10-1, 14-5, 17, 19**
- Bill S-7, **57:11-3**
- Bill S-14, **45:12-3**
- Bill S-17, **83:10-1, 15**
- French Constitutional Drafting Committee, First Report tabled in the Senate on the 17th December, 1986, **98:9**

Statute Revision Act

- References, **13:5-6, 13, 17; 18:10; 21:8, 11**

Statute Revision Commission

- Brief, **13:12-5**
- Mandate, **13:7; 18:7-11; 48:73**
- Power, **13:7, 10-1; 18:10**
- See also
 - Revised Statutes of Canada

Statutes of Canada

- Revised Statutes of Canada, comparison, **13:16-7**

Statutes of Canada, Proposals to correct certain anomalies, inconsistencies, archaisms and errors and to deal with other matters of a non-controversial and uncomplicated nature

- Additions, Schedule 1, items 43 and 44, **47:7, 15**
- Amendments, Schedule 1, **47:6-7, 12**

Robertson, honorable Brenda Mary, sénateur (Riverview)—Suite

- Bill C-55—*Suite*
 - Statut de réfugié, détermination, processus—*Suite*
 - Procédure—*Suite*
 - Contrôle à l'entrée, audience, **64:24-5; 68:18**
 - Requérants, **51:10-2**
 - Transporteurs, **66:38, 47-8**
- Bill C-82, procédure, **99:16**
- Bill C-84, **39:20-1; 40:13, 17-8; 41:18-21**
- Bill C-84, motion... et message..., **68:48, 50-1**
- Bill C-89, **77:8-9**
- Bill S-7, **73:25**
- Bill S-21, **98:15**
- Nations unies, Convention et Protocole relatifs au statut des réfugiés, pays signataires, **69:17-8**

Robinson, Rapport

Voir

Reconnaissance du statut de réfugié: rapport du Groupe d'étude sur les règles et formalités en matière d'immigration

Roche, Mme Tricia, membre du personnel Colombie-Britannique-Yukon de l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix

- Bill C-55
 - Discussion, **55:63-8**
 - Exposé, **55:53**

Roeters, M. Kevan, agent de développement national, Réseau national des jeunes pris en charge

- Bill C-15, teneur
 - Discussion, **19:10, 16-7, 23-6, 30-1**
 - Exposé, **19:5-8**

Roman, M. Andrew, co-vice-président, Section du droit administratif, Association du Barreau canadien

- Bill C-55
 - Discussion, **72:13-29**
 - Exposé, **72:7-12**

Rosen, M. John, Criminal Lawyers' Association

- Bill C-84, motion... et Message...
 - Discussion, **68:33, 36-8, 43-5, 50-3**
 - Exposé, **68:33-6, 38-42, 46-50**

Ruby, M. Clayton, Sentencing

- Référence, **84:12-3**

Rude, M. Brian, révérend, Calgary Interfaith Coalition for Refugees

- Bill C-55, **53:38-41**
- Notes biographiques, **53:25, 40**

Saddo c. La Commission d'appel de l'immigration ([1981] 2 CF 703), 52:34**Salvador**

- Canada, ambassade, non-existence, **38:32; 54:51**
- Réfugiés
 - Acceptation, taux, Canada vis-à-vis Etats-Unis, **28:44; 40:21-2; 50:12, 72; 54:45, 50; 55:10-1, 60, 74; 56:55; 62:20; 64:6, 14-5; 66:17**
 - Admissions, 1986, **54:57**
 - Anaya, M. Herbert, **52:41**
 - Cas individuel, **54:13**
 - Chico, **52:73, 75**

Statutes of Canada, Proposals to correct certain anomalies, inconsistencies, archaisms and errors and to deal with other matters of a non-controversial and uncomplicated nature—Cont'd

Deletions, Clauses 12, 37 and 39, 47:6, 12-3
 Discussion, Clause 37 — House of Commons Act, 47:10-2
 Report to Senate, with amendments, 47:6-7, 14-5
 Sexist language, 47:13

Stephens, David R., Senior Counsel, Judicial Affairs, Human Rights Law Section, Department of Justice

Bill C-88, 48:74-5
 Bill C-145, 91:22-3

Stern, J.B., Chairman, Refugee Status Advisory Committee

Bill C-55, 51:16-23
 Bill C-84
 Discussion, 37:10-24
 Statement, 37:5-10

Stitt, Hubert, Stitt, Baker & McKenzie (Toronto, Ontario)

Bill S-11, 23:26-8, 30

Stobo, Gerald, Counsel, Calgary Interfaith Coalition for Refugees

Bill C-55
 Discussion, 53:37, 43-4, 46-9
 Statement, 53:24-6, 28-31
 Biographical notes, 53:25

Stollery, Hon. Peter Alan, Senator (Bloor and Yonge)

Bill C-84, 33:15-7, 33-4, 40-2; 34:24-7

Strean-Roodman, Judy, Research Officer, B'nai Brith Canada

Bill C-84, 42:5-6

Stringer, Gordon J., Ottawa Manager, Association of Airline Representatives in Canada

Bill C-55
 Discussion, 58:12-3, 15-8, 20, 22
 Statement, 58:5-6

Sudan

Refugees from other countries, 38:38; 39:11; 53:45; 54:38, 41
See also
 Refugees

Summit, Roland C., *The Child Sexual Abuse Accommodation Syndrome*, 4:26,33

Supreme Court Act, Act to amend and to amend various other Acts in consequence thereof

See
 Bill C-53

Supreme Court of Canada

Access, 52:33-5; 59:24; 68:24
 Appeals as of right, 43:20-1, 24
 Appelants
 Legal assistance, 43:17-8, 23
 Right to attend, 43:18, 22
 Applications for leave to appeal
 Number, increase, 43:22, 24-5
 Time periods, 43:18
 Written submissions, 43:19-20, 22-5
 Appointments, 67:22

Salvador—Suite

Réfugiés—Suite

Eglises, parrainages, 26:22-3; 54:9
 Etats-Unis, 40:21; 41:8; 50:12; 51:13; 52:7, 15, 17, 55, 57-8, 60-2; 54:13; 55:63-4; 56:13, 60-1, 90; 66:17; 69:10; 87:25-8
 Salvadoriens renvoyés au Salvador, étude, 53:29
 Femmes, 61:14
 Guatemala, 62:20
 Honduras, 60:37; 61:7; 69:10
 Information de base, 52:57-8; 62:15
 Mexique, 55:63-4; 56:61; 62:20
 Morts, escouades de la mort, 52:58; 55:72; 62:21; 64:6
 Regalado, M. Victor, 38:16, 19; 44:16; 46:13
 Rivas, M. Antonio, 52:71-2, 85-6
 Statut de réfugié, requérants, 27:17; 31:9; 38:26, 29; 52:55, 57-8, 62; 54:9, 11, 53; 55:48; 56:39, 88; 64:6-7; 71:9-10
 Visas de visiteur, 31:28; 38:27

Saskatchewan

Bill C-15, teneur, position, 6A:1-5
 Bill C-61, position, 99A:1
 Bill C-82, position, 99A:1

Saskatoon Refugee Co-ordination Committee

Bill C-55
 Position, 52:55-60
 Recommandations, 52:56, 58-9
 Information de base, 52:53, 64

Sauvé, M. Pierre, vice-président, Affaires corporatives, contentieux et secrétaire, Les Coopérants, Société Mutuelle d'Assurance-vie

Bill S-14, 43:13-5

Schelew, M. Michael, porte-parole, Affaires des réfugiés, Amnistie Internationale

Bill C-55
 Discussion, 69:20, 22-3, 28-34
 Exposé, 69:24-7
 Bill C-84
 Discussion, 41:12-26
 Exposé, 41:5-6, 8-11

Schratz, M. Anthony N., procureur du requérant

Bill S-7, 57:11-2, 18, 23-4

Schwartz, M. Bryan, professeur, Université du Manitoba

Bill C-55
 Article, *Manitoba Law Journal* (vol. 16, page 149), 52:28
 Discussion, 52:36-40
 Exposé, 52:28-36
 Position, 52:28-40
 Recommandations, 52:39-40

Scott, M. Glen, conseiller du pétitionnaire

Bill S-10
 Discussion, 22:32-3, 36
 Exposé, 22:32

Seller, M. Fred E., avocat conseil, Grenville Aggregate Specialties Limited

Bill S-21, 98:10-2

Sénat

Comité, procédure, 73:7-8

Supreme Court of Canada—Cont'd

- Cases, public law, **43:25-6**
- Evolution, **43:23-4**
- Judgments, delivery, **43:18-9, 23, 26-7**
- Tributes, **43:17**
- Visibility, **43:21-3**

Surrey Delta Immigrant Services Society

- Background information, **56:88**
- Bill C-55
 - Position, **56:88-90, 93-5**
 - Recommendations, **56:90-3**

Sutts, Clifford N., Solicitor for the Petitioner, the City of Windsor; Gignac, Sutts (Windsor, Ontario)

- Bill S-11
 - Discussion, **23:12-3, 28-9**
 - Statement, **23:5-11**

Swords, Colleen, Legal Operations Branch, Secretariat of State for External Affairs

- Bill C-28
 - Discussion, **20:9, 16-7, 21-3**
 - Statement, **20:9**

Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés

- Background information, **38:5; 68:5, 7**
- Bill C-55
 - Position, **68:6-21**
 - Recommendations, **68:11-3, 15-6**
- Bill C-84, position, **68:5-6**
- See also
 - Montreal Coalition

Terrorism

- Bill C-28, application, **20:9**

Third-Tsushima, Margaret, Executive Director, St. Barnabas Refugee Society; Edmonton Branch, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy; President, Canadian Council for Refugees

- Bill C-55
 - Discussion, **54:26-7, 31-3; 62:5, 20-4**
 - Statements, **54:8-14; 62:6-7**
- Biographical notes, **54:8-9; 62:5-6, 23**

Thomas, Stephanie, Co-Chairperson, Toronto Refugee Affairs Council

- Bill C-55, **69:17-9**
- Biographical notes, **69:6**

Tomlinson, R. v. (1971, 2 C.C.C. (2d) 97 (B.C.S.C)), 84:12-3; 85:8**Toronto Refugee Affairs Council**

- Background information, **69:6**
- Bill C-55
 - Brief, **69:6, 8, 12, 14-5, 19**
 - Position, **69:7-19**
 - Recommendations, **68:6, 16; 69:9, 11-2, 14-6, 19**
- Bill C-84, brief, **69:6-7**
- Bill C-84, motion... and Message..., position, **69:6-7**

Toronto Star

- Bill C-15, article by Frank Jones, January 8, 1987, references, **6:6, 13**

Sénat—Suite

- Responsabilité constitutionnelle, **33:15, 19, 25, 31-2, 36-7; 35:12-3; 41:5; 41A:1-2; 48:12-3/41; 50:17-8, 22; 52:30; 55:66; 59:17, 20, 26-7, 31**

Sentencing, M. Clayton Ruby

- Référence, **84:12-3**

Sereda, M. Lloyd, vice-président, Provincial Co-ordinating Committee, Alberta Cultural Heritage Council

- Bill C-55
 - Discussion, **54:67-9**
 - Exposé, **54:65-7**
- Notes biographiques, **54:65-8**

Service de l'aide juridique du Manitoba

- Bill C-55
 - Position, **52:6-9**
 - Recommandations, **52:7-9**
- Information de base, **52:9-12, 17; 56:49**

Sethi c. Canada (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration), ((1988), 50 DLR (4th) 669), 67:6,8,11,13,17; 68:10,18, 22-3,28-30; 70:7,14,20-1; 71:13-4; 72:9, 13-4, 17-9**Shooner, M. Pierre, président, Les Coopérants, Mutuelle d'Assurance-vie**

- Bill S-14
 - Discussion, **43:8-14**
 - Exposé, **43:6-7**

Singh et al c. Ministre de l'Emploi et de l'Immigration, ([1985] 1 RCS 177), 29:6; 31:7; 32:11; 33:8-9,11, 21, 23-4, 42; 37:13-4, 16, 22-3; 38:18-9, 36, 42; 41:7, 14-6; 48:19; 50:5-7, 15-7, 28; 51:18-21; 52:29; 53:8, 31; 55:54, 57; 56:28-9, 40-2, 45, 72-3; 59:8, 11, 13, 18, 25, 29-30; 60:8-9, 14-5, 19, 29, 36-8; 62:16, 24; 65:6, 11-2, 18; 67:7; 68:8, 24; 69:8-9, 11, 23-4; 70:21**Smith, M. Cameron, ancien rédacteur en chef, The Globe and Mail**

- Bill C-15, teneur
 - Discussion, **11:13-23**
 - Exposé, **11:5-13**
- Notes biographiques, **11:5, 20**

Sociétés canadiennes à but non lucratif, Projet de loi (Bill C-10, 1^{re} session, 32^e législature)

- Références, **63:9-11, 14; 73:8, 10, 12-3, 15-22, 28; 75:7-8, 27-8**

Sociétés commerciales canadiennes, Loi

- Références, **73:20; 98:13-5**

Sociétés de fiducie, Loi

- Référence, **83:14-5**

Somalie

- Réfugiés
 - Réfugiés d'autres pays, **54:41**
 - Statut de réfugié, requérants, **31:33; 53:28-9**
- Voir aussi
 - Réfugiés

Sombrilla Refugee Support Society

- Bill C-55
 - Position,

Toronto Star—Cont'd

Gallup poll on refugees published June 1987, **31:19**

Torture

Definition, **20:10**, 13-7
 Evidence obtained by torture, **20:22**
 Victims, compensation, **20:18**
See also
 Bill C-28

Tourism

Background information, **66:26-7**
 Bill C-55, repercussions, **66:27-8**, 30, 33, 35, 44-5; **71:22-3**; **74:31-2**

Transit-Windsor

Bill C-55, repercussions, **66:26-7**, 30-3, 38-9, 42-5; **71:23**; **74:31-2**
 Bill C-84, repercussions, **46:21**; **66:45**
See also
 Windsor-Detroit Tunnel

Transport Department

Bill C-210, position, **94:6**, 13; **96:21**

Tremblay, Hon. Arthur, Senator (The Laurentides)

Bill C-84, **38:18**

Trial, The, Franz Kafka

References, **43:21**

Trussler, John, Project Officer, Refugee Task Force, Department of Employment and Immigration

Bill C-84, **27:26-8**

Trust Companies Act

Reference, **83:14-5**

Turkey

Refugees
 Claimants, **28:7-8,45**; **29:16**; **31:9**; **32:15-6**; **38:28-9**; **54:14**, 30, 63;
55:48; **62:6**; **68:26**; **70:19**
 Refugees from other countries, **54:41**; **55:10-1**, 56; **59:10**; **66:17**;
69:10
 Visitors' visas, **28:7**
See also
 Refugees

United Nations

Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment
 Application, **20:9-20**
 Art. 3, **41:10-1**, 15; **48:17**
 Background information, **20:8-9**, 21
 Ratification
 Canada, importance, **20:8-9**, 21, 23
 States, number, list, **20:9**, 21-3
 Torture, definition, **20:10**, 13-7
 Victims, compensation, **20:18**
 Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees
 Art. 1(f), **34:21**
 Art. 31, **28:46-7**; **37:23**; **41:8**; **60:29**; **64:8**
 Art. 32, **48:16-7**; **64:16**; **69:11-2**
 Art. 33, **28:38**, 43; **31:25**; **32:14**, 26; **52:57**; **54:60**; **56:29**; **59:17-8**;
64:13-4; **66:15-6**; **69:9-12**, 21; **71:13**
 Art. 35, **34:5**; **51:9**; **66:17-8**, 22, 24

Sombrilla Refugee Support Society—Suite

Bill C-55—*Suite*
 Recommandations, **54:46-51**, 57-8
 Information de base, **54:44-6**, 49

Soudan

Réfugiés d'autres pays, **38:38**; **39:11**; **53:45**; **54:38**, 41
Voir aussi
 Réfugiés

Spivak, honorable Mira, sénateur (Manitoba)

Bill C-15, teneur, **6:17**, 25-7; **14:20-1**
 Bill C-55
 Aide, **49:23**; **55:51-2**
 Association du Barreau canadien, section du droit de l'immigration, chapitre de la Colombie-Britannique, position, **55:45-6**
 Colombie-Britannique, aide aux réfugiés, **55:51**
 Comité central Mennonite (National), information de base, **52:47**
 Entrée illégale au Canada, dissuasion, **49:26**; **50:35-6**
 Etats-Unis
 Accord avec le Canada, exclusions temporaires, **52:63**
 Lois sur l'immigration, changements, **52:62**
 Femmes, **55:84**; **61:13-4**
 Intercultural Association of Greater Victoria, information de base, **55:51**
 Pays d'origine, **55:84**
 Pays tiers considérés comme sûrs
 Etats-Unis, **49:13**
 Liste, détermination
 Cabinet, décision, **49:13**; **52:23**; **69:34**
 Alternatives, propositions, **70:16**
 Consultations, **49:23**; **52:83**
 Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, **49:23**; **52:83**
 Critères, **49:10**
 Exceptions, exclusions pour certaines catégories, **49:13**
 Portugal, visas de visiteur, **56:74**
 Procédure, **52:48-9**; **71:14**
 Salvador, **52:61-2**; **56:61**
 Statut de réfugié, détermination, processus
 Abus
 Information de base, **49:26-7**; **50:36**
 Revendications «manifestement sans fondement», **56:32**, 46
 Accès universel, **52:21**; **55:66-8**, 86; **64:19**
 Administration, évaluation, **56:47**, 67-8, 74-5
 Arrière, **56:34**, 67-8
 Mesure législative
 But, **50:35**; **52:15**; **55:43-4**, 46; **56:46**, 60
 Constitutionnalité
 Contestations devant les tribunaux, **49:26-7**
 Evaluations, **52:16**, 37-8; **59:29-30**; **65:11-2**
 Etude, retards, **49:23**
 Règlements, **49:30**
 Procédure
 Audiences, **56:46**
 Changements, besoin, raisons, **52:22**
 Commission d'appel de l'immigration, **65:8-9**
 Commission de l'immigration et du statut de réfugié, **65:8-9**; **69:27**
 Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55
 Appels/réexamens, **49:26-7**; **50:19-20**, 24; **52:38**, 48, 51; **56:33**
 Audiences
 Conseiller juridique, **52:18-9**; **60:33-4**
 Contrôle à l'entrée, audience
 Arbitre et un membre de la section du statut, **56:85**

United Nations—Cont'd

Convention and Protocol Relating to the Status of Refugees—

Cont'd

Art. 61, 52:32

Historical background, 37:6-7

Part Two, 38:38

Signatory states, 34:5-6, 11; 51:13; 53:45; 54:56; 55:17; 56:22; 66:22; 69:17-8

Declaration on the Rights of Victims, 80:21, 25, 27-8

High Commission for Refugees

Background information, role, 34:5, 13-4, 19, 22-3, 25-7; 37:10-2, 24; 42:6, 13; 54:38; 56:7; 62:20-4; 66:17-20, 22, 24; 68:8, 10; 69:9, 14, 16-7; 74:27

Bill C-84, position, 34:5-10, 12-3, 18-21, 23-5

Conclusions on *International Protection of Refugees*, 51:5-7, 14-6; 56:28-9; 66:17-8; 69:9, 14, 16-7Executive Committee, 42:6, 13; 51:5-6, 14; 56:28, 32; 60:29; 66:17-20, 22, 24; 68:8; 69:9, 14, 16-7; 74:27
34th Session, report, 69:16-7

Note on international protection submitted to the General Assembly, August 1987, references, 38:36-7

Procedures and Criteria for Determining Refugee Status, references, 34:14; 56:90

Refugees (periodical), reference, 52:85

Human Rights Commission, 62:26

International Bill of Human Rights, 69:16

Nansen Medal, awarded to Canada 1986, 31:19; 37:24; 38:33; 40:5; 52:6, 65; 54:59; 55:8, 56; 56:7, 62; 71:10

Rescue at Sea Resettlement Offers, 28:40

Universal Declaration of Human Rights, 20:16; 37:6

Vienna Convention on the Law of Treaties, 20:11, 16-7

See also

Refugees

United States

American Bar Association

Code of conduct, 4:17

Protecting Child Victim Witnesses: Sample Laws and Materials, 4:5-6

Department of Justice, *When the Victim is a Child*, 4:5

Organized crime, combatting

Bank Secrecy Act, 86:9, 24-5; 89:22

Organized Crime Commission, 86:6

Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Statute, 86:6-7, 24-5; 89:22; 90:32

Refugees

Agreement with Canada, temporary exclusions, 27:18, 22-3, 43-4; 38:31-2; 49:27; 50:34; 52:63; 54:45, 50; 55:48; 64:7, 12-3, 16; 66:9

American citizen found to be Convention Refugee by Canadian Immigration Appeal Board, 53:18; 66:25

Central and South American refugees, 27:43-4; 28:44; 31:18, 22, 30; 40:21-2, 25-6; 41:8; 50:12; 51:20, 31; 52:7-8, 15, 17, 36, 41, 49-50, 55-8, 61-3, 71, 73, 76, 82-4; 53:14-5, 17-8, 29-30, 43-5; 54:18, 45-7, 50, 53, 55; 55:10-1, 47-8, 60, 83; 56:10, 55, 90; 61:15; 64:6, 14-5, 25; 66:9, 17, 34-6; 69:10, 20; 70:13; 71:18-9

Church groups, assistance to refugees, 66:34-6

Prosecutions, 41:8; 52:88, 90

Definition as contiguous territory, effects, 27:22-3

Draft dodgers and deserters, 29:32; 49:28; 53:18; 62:20

Immigration legislation, changes, 27:12, 22, 44; 52:41, 61-3, 72; 53:27; 54:45-6; 55:47-8; 56:54, 60; 64:6

Refugees to Canada, historical background, 29:32; 52:88; 53:18; 62:20; 66:25

Sanctuary Movement, 52:88, 90; 53:40; 55:64

Spivak, honorable Mira, sénateur (Manitoba)—Suite

Bill C-55—Suite

Statut de réfugié, détermination, processus—Suite

Procédure—Suite

Arbitre, 64:19; 70:16

Caractère accusatoire, 64:19-20

Délai, 52:82

Minimum de fondement, critères, 50:35, 83; 55:66-8; 56:18-20, 32-3, 46, 60, 86

Recevabilité, critères, 52:47-8, 83; 55:66-8; 56:18, 46, 60, 86

Section du statut, audience, 56:46

Évaluations, 52:16

Modèles alternatifs, propositions, 50:24; 52:81-2; 56:33, 44-5, 60; 60:41; 62:28-31; 69:19

Requérants

Identification, documents, 58:17-8

Protection, réfugiés véritables, 58:17-8; 71:15-6

Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr

Exceptions, 52:15, 61-2; 56:19

Personnes avec protection dans un autre pays, 49:26-7; 52:27

Personnes n'ayant pas besoin de la protection du Canada, 60:40-1; 70:16

Personnes qui arrivent d'un pays sur la liste des pays tiers considérés comme sûrs, 49:26-7; 52:14-5, 21-3, 27, 51; 56:17-20; 59:30; 60:39-40; 71:15-6

Politique, 49:10, 13; 52:15, 21-3; 56:85-6; 65:10-2; 69:32

Protection dans un pays tiers considéré comme sûr

Ententes, accords, 49:11-2, 24; 50:25; 52:63; 60:41; 69:33-4; 71:16

Sauvegardes

Absence de la mesure législative, 52:83; 60:40; 69:32-4

Assurance d'être accueillis, 49:11-2, 24, 37-8; 56:18; 60:34, 40-1; 70:16; 71:15-6

Statut de réfugié, processus de détermination, accès, 52:37-8

Suffisance de la protection, circonstances, 50:25; 52:15, 37-8

Refus de les reprendre, renvoi au Canada, 60:40; 69:31; 70:16; 71:15-6

Risques

Refoulement, 49:9-10

Réfugiés «en orbite», 49:12; 56:18; 69:33; 70:15-6

Transporteurs, 58:15-7, 21

Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants, témoignage, 55:84

Bill C-55, motion..., ministre de l'Emploi et de l'Immigration, amendement à l'art. 14, 87:21, 24-9

Bill C-58, 88:24; 89:17, 23-4

Bill C-61, 87:48-9; 91:8-9, 16-7

Bill C-82

But, 90:19-20; 92:7-8; 93:13-4, 18

Enregistrement

Accès au gouvernement, effet, 90:19-21; 92:7-9, 22-3

Activités

Contrôle, observance des règles, 93:15

Définition, 93:15-6

Exclusions, collecte d'informations, 92:7-8, 22, 30; 93:15-6

Juges, nomination, 92:22

Définition

Deux catégories, système

Autres lobbyistes, 90:21; 92:35, 37; 93:13

Contrats, 93:13, 18-9

Lobbyistes professionnels, 90:21; 92:7-9, 22-3, 35, 37; 93:13

United States—Cont'dRefugees—*Cont'd*Ships, turn back, **28:41-2; 31:12; 34:7, 11; 37:23***See also*

Refugees

UruguayRefugees, **29:30***See also*

Refugees

Valente v. The Queen ([1985] 2 SCR 673), **52:35; 67:6, 12, 16-7****Van der Veen, Job, Office of the United Nations High Commissioner for Refugees**Bill C-55, **51:7-16**Bill C-84, **34:7-27****van Westrener, Peter, Chairman, Legal and Industrial Affairs Committee, Association of Airline Representatives in Canada**

Bill C-55

Discussion, **58:11-6, 18-23**Statement, **58:6-10****Vancouver Anglican Church, the United Church and the Canadian Catholic Organization for Development and Peace** (joint presentation)Background information, **55:53-4, 59**

Bill C-55

Position, **55:54-64**Recommendations, **55:54-8, 65-8****Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants**Background information, **55:68-9, 83**

Bill C-55

Position, **55:69-84, 87-8**Recommendations, **55:69, 73, 76, 80, 83-4**Bill C-84, position, **55:69, 73, 83, 87-8****Vancouver Refugee Council**Background information, **56:6-8, 26**

Bill C-55

Brief, references, **56:8, 11-2, 14**Position, **56:8-26**Recommendations, **56:11-4, 17-8, 21****Victims of crime***See*

Crime — Victims

Victoria CoalitionBackground information, **56:52-3**

Bill C-55

Brief, references, **56:53**Position, **56:53-6, 58-63**Recommendations, **56:54-6, 58-61**Bill C-84, position, **56:54, 58****Vietnam**

Refugees

Claimants, **51:13; 54:53; 55:48, 78**Historical background, **31:32-3; 39:16-7; 52:14, 47, 53, 71; 53:23; 54:10, 45, 49; 55:51; 74:9**Women, **55:78****Spivak, honorable Mira, sénateur (Manitoba)—Suite**Bill C-82—*Suite*Enregistrement—*Suite*Définition—*Suite*Renseignements, divulgation, exigences, **92:35, 37; 93:13**Exclusions, **90:21**Etats-Unis, comparaison, **93:18-9**Infractions, sanctions, **93:15**

Système, administration

Frais, **93:13-4**Registraire, pouvoirs, **93:15**Policy Concepts, information de base, **93:15-6**

Profession

Comportement, déontologie, **93:13-4**Personnalités, **93:16**

Bill C-84

Aide, **40:11**

Entrée illégale au Canada, détention

Mesure législative, **34:6-7; 39:19-20; 40:24; 42:14**

Sécurité, risques, menaces

Attestations de sécurité, examen, procédure

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Connaissances pertinentes, **44:10**Fonctions, transfert à la Cour fédérale, **41:12; 42:10; 44:5, 8-9**

Cour fédérale

Annulation du certificat, éléments de preuve, **32:22-3; 44:8-11**Connaissances pertinentes, **44:10**Décisions, appel/révision, **28:35**Exclusion de l'audience, **28:22-3, 26-7; 41:12**Danger pour le public, comparaison, **44:17-9**Détention obligatoire, **44:18-9**Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, rôle, **34:22-3**

Navires

Escorte au port, enlèvement du navire, poursuites judiciaires du capitaine, proposition, **28:43; 32:28**

Renvoi

Constitutionnalité, **41:15-7; 42:15; 44:23-4**Nations unies, Convention concernant le droit de la mer, conformité, **34:11-2; 44:24**Nations unies, Convention et protocole relatifs au statut des réfugiés, conformité, **28:41, 43; 29:21-3; 34:6-7, 18**

Passagers

Refoulement, risque, **34:18**Refus de l'autorisation à débarquer par les autres pays, **28:42-3; 32:27-8; 34:19**Traitement, comparaison avec ceux qui arrivent par avion ou sur terre, **34:19-20**Processus décisionnel, détermination en mer, **29:24, 34-5; 34:6-7, 11; 46:14**Véhicules du pays source des réfugiés, **32:27-8**Opinion publique, **40:25**Politique, **32:27-8**Procédure, **28:16, 26, 48; 29:14-5; 32:21, 28; 40:12; 44:6**

Statut de réfugié, détermination, processus

Abus, information de base, **32:29; 34:20**Accès, refus, **34:20-3**

Procédure

Comité consultatif du statut de réfugié, **37:17-9**Commission de l'immigration et du statut de réfugié, **42:9, 12-3**Requérants, renvoi à un pays tiers considéré comme sûr, **32:27-8**Bill C-84, motion..., rapport au Sénat, **87:53**

Vietnam—Cont'd*See also*

Refugees

Viets, R. Digby, Chief, Legal Division, Corporations Branch, Department of Consumer and Corporate Affairs

Bill S-7, 63:8-16; 73:7, 9-14, 17-22, 24; 75:8-9, 11, 13-4, 16, 22-4

Bill S-10, 22:34-6

Bill S-21, 98:12-6

Viewing The World Through The Child's Eyes

Erikson Institute For Advanced Study In Child Development, 6:5

Vincendon, Eric, Manager, Facilitation, International Air Transport Association

Bill C-84, 36:11, 18, 22-3, 26-7

Vincent, Jean Denis, President and Chief Executive Officer, Alliance mutuelle-vie

Bill S-3

Discussion, 1:14-7

Statement, 1:12-3

Vink, Gerry, Executive Director, Newfoundland-Labrador Human Rights Association

Bill C-55

Discussion, 64:17-23

Statement, 64:8-12

Biographical notes, 64:8-9

Wakefield, Robert, Past President, Defence Counsel Association of Ottawa

Bill C-61

Discussion, 90:28-31, 33-5, 37-40, 42-4, 46-7, 49-50

Statement, 90:22-8

Bill C-89

Discussion, 78:9-18, 20-2, 27-8, 30-1, 35-8

Statement, 78:6-8

Wakeling, Fay, Reverend, Committee to Aid Refugees, United Church of Canada, Montreal Coalition

Bill C-84

Discussion, 38:14-5, 33-5, 39-40

Statement, 38:9-10

Waldman, Lorne, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy

Bill C-55

Discussion, 50:17-36

Statement, 50:5-17

Bill C-84

Discussion, 31:18-35

Statement, 31:5-17

Biographical notes, 31:5; 50:5

Wallace, Lorne, President, Sombrilla Refugee Support Society

Bill C-55

Discussion, 54:50-4, 57-8

Statement, 54:44-6

Waller, Irvin, Professor, Department of Criminology, University of Ottawa

Bill C-89

Discussion, 80:25-38

Spivak, honorable Mira, sénateur (Manitoba)—Suite

Bill C-84, motion... et message...

Navires, renvoi, constitutionnalité, 60:10-2

Statut de réfugié, détermination, processus, 58:17-8

Transporteurs, 58:15-7, 21

Bill C-89, 76:20; 79:16, 23-4; 80:32-3; 82:19

Bill C-115, 81:10-1, 15-6, 19

Bill C-264, 96:15

Bill S-7, 57:20; 75:11-2

Sénat, responsabilité constitutionnelle, 55:66; 59:31

Sri Lanka

Réfugiés

Cas individuel, 29:29, 36-7, 39

Information de base, 62:15

Statut de réfugié, requérants, 27:23, 42; 38:28-9, 31; 39:11; 50:13, 15; 53:13-4; 56:39; 71:9-10

Tamouls, arrivée de 155 par mer, 1986, 27:15, 21; 29:24-5; 31:18; 34:8; 38:35; 39:9, 15, 17-8; 41:13-4, 20; 44:20; 46:7, 12, 14, 18-9; 50:7-8; 53:41, 46; 55:55; 56:10; 62:27; 68:21

Visas de visiteur, 27:23; 38:27

Voir aussi

Réfugiés

Stanbury, honorable Richard J., sénateur (York-Centre)

Bill C-15, teneur, 3:39; 5:22-3, 43-4

Bill C-28, 20:13-7, 21

Bill C-55

Aide, Canada, programmes et politiques, 60:21

Pays tiers considérés comme sûrs, 51:9, 28-9; 71:21

Statut de réfugié, détermination, processus

Abus, information de base, 50:30

Accès, chance unique de revendication, 71:24-5

Mesure législative

Amendements, commentaires et options, 71:21-2

Constitutionnalité, évaluations, 50:33

Etude, retards, 49:20-1

Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, comité exécutif, réaction, 50:31

Procédure

Cas d'ordre humanitaire et de commiseration, 49:26; 71:24-5

Changements, besoin, raisons, 50:30

Commission de l'immigration et du statut de réfugié, 49:29-30

Détermination, système proposé dans le projet de loi C-55

Appels/réexamens, 51:14-5, 29

Audiences, 51:7; 71:24-5

Décisions, uniformité, 51:30

Ministre, discrétion, 49:26

Modèles alternatifs, propositions, 50:30; 51:29; 60:41-3

Requérants

Arrière, 50:30; 51:10

Renvoi à un pays tiers considéré comme sûr

Exceptions, 49:20-2; 50:34; 51:14

Personnes n'ayant pas besoin de la protection du Canada, 50:30; 51:8

Personnes qui arrivent d'un pays sur la liste des pays tiers considérés comme sûrs, 51:8-9, 14-5

Politique, 71:21-2

Protection dans un pays tiers considéré comme sûr

Ententes, accords, 50:30-1; 51:9-10, 28-9; 60:41

Sauvegardes

Absence de la mesure législative, 50:31; 51:29; 71:21

Assurance d'être accueillis, 51:8-9

Minimum, 50:33

- Waller, Irvin, Professor, Department of Criminology, University of Ottawa—*Cont'd***
 Bill C-89—*Cont'd*
 Position, 80:21-38
 Statement, 80:21-5
 Biographical notes, 80:21, 35
- Wallis, Rodney, Director, Facilitation and Security, International Air Transport Association**
 Bill C-84
 Discussion, 36:10-24, 27
 Statement, 36:6-10
- Wallot, Jean-Pierre, Dominion Archivist, Public Archives of Canada**
 Bill C-7, 10:6, 9-26
- War criminals**
 Bill C-28, application, 20:11-2
 Individuals, identification, 25:14
 Prosecutions
 Accused, rights, 25:7
 Application to crimes committed in war or armed conflict and to peacetime atrocities, 25:6-11, 13-4
 Attorney General of Canada or counsel acting on his behalf, 25:11-2
 Canadian jurisdiction in conformity with international law, 25:6-8, 11, 13
 Requirements, 25:6, 8-9, 11
 Universal jurisdiction principle, 25:7, 10-1
See also
 Bill C-71
- War Measures Act**
 References, 33:12-3; 40:15; 42:7
- Ward, Brian, Executive Director, Canadian Council on Children Youth**
 Bill C-15, subject-matter
 Discussion, 4:7, 17, 20, 25, 27, 29-30, 32-4
 Statement, 4:5-6
- Watters, David B., Director, Legislative Review Branch, Department of Consumer and Corporate Affairs**
 Bill C-82
 Discussion, 90:8-21; 92:14, 28-39
 Statement, 90:5-8; 92:26-8
- Weaselchild, Donna, President, Alberta Native Women's Association**
 Bill C-15, subject-matter
 Discussion, 16:10-6
 Statement, 16:6-10
 Biographical notes, 16:6-7, 8, 9-10, 12-3
- Weigel, W.M. Melvin, Counsel, Canadian Council for Refugees**
 Bill C-55, 62:7-20
 Bill C-84, motion... and Message..., 62:21-2
 Biographical notes, 62:5
- Weiner, Hon. Gerry, Minister of State (Immigration)**
 Bill C-55
 Discussion, 49:10-30
 Statement, 49:6-10
- Stanbury, honorable Richard J., sénateur (York-Centre)—*Suite***
 Bill C-55—*Suite*
 Statut de réfugié, détermination, processus—*Suite*
 Requérants—*Suite*
 Statut de réfugié, processus de détermination, accès, 51:8-9, 29
 Refus de les reprendre, renvoi au Canada, 60:40
 Risques, réfugiés «en orbite», 50:31
 Bill C-55, motion..., ministre de l'Emploi et de l'Immigration, amendement à l'art. 14, 87:19-20, 22-3
 Bill C-58, 89:16-8, 22
 Bill C-61
 But, 86:12; 91:21; 95:23-5
 Procédure, 86:13; 90:40; 91:22; 95:26, 29-30
 Produits de la criminalité
 Recyclage, 86:12-3
 Saisie, blocage, confiscation
 Confiscation, 90:44; 95:23, 26
 Documents, conservation des copies par le procureur général, 95:29
 Dommages et frais, 95:28-9
 Infractions, application, double criminalité, 90:42; 91:8-9; 95:23-5
 Saisie/blocage avant procès, 90:36; 95:24-5, 27
 Bill C-82
 But, 90:16; 97:12
 Constitutionnalité, 92:29-30
 Enregistrement
 Accès au gouvernement, effet, 90:16-7, 19
 Activités
 Définition, 95:12-3
 Exclusions, collecte d'informations, 92:28-9, 39-40; 95:12-3
 Exemption portant sur les communications concernant l'exécution, l'interprétation ou l'application d'une loi, 92:16-7
 Définition
 Deux catégories, système
 Autres lobbyistes, 92:20; 97:19
 Lobbyistes professionnels, 90:17; 92:13; 97:15
 Renseignements, divulgation, exigences, 92:20, 29-30; 97:15-6
 Exclusions, 90:9, 17; 92:7
 Système, administration
 Déclarations, nombre, 92:21; 95:13; 97:12-3
 Frais, 90:12
 Individu plutôt que la société, 90:18-9; 97:19
 Registraire, rôle, 95:14
 Titulaire d'une charge publique
 Définition, 92:15, 20-1, 25-6
 Obligation par rapport aux lobbyistes, 95:12
 Légiste et conseiller parlementaire du Sénat, lettre à l'honorable sénateur Neiman, 97:13-4
 Procédure, 92:23; 95:14; 97:16
 Règlements, 90:15-6
 Bill C-84
 Aide, 31:32, 34
 Entrée illégale au Canada
 Aide, encouragement, conseils, 46:16
 Détention
 Mesure législative
 Adoption, options, 32:23-4; 33:19-20
 Amendements, propositions, 30:13
 But, 31:29, 31; 33:20
 Contestations devant les tribunaux, 33:33
 Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, position, 34:9
 Nations unies, Convention et Protocole relatifs au statut des réfugiés, conformité, 34:9, 12-3, 23-4

Weissmann, Lawrence, Private Citizen (Personal presentation)

Bill C-84, brief, **41:5**

Whytehead, Lawrence, Chairman, Manitoba Interfaith Immigration Council; Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy

Bill C-55

Discussion, **52:78, 83**

Statement, **52:75-7**

Biographical notes, **52:65, 76**

Wiebe, Ed, Refugee Assistance Program Coordinator, Mennonite Central Committee (National)

Bill C-55

Discussion, **52:44-52**

Statement, **52:40-4**

Williams, Bryan, President, Canadian Bar Association

Bill C-15, subject-matter

Discussion, **5:34, 38, 42-3, 45-7**

Statement, **5:26-8**

Williams, Sharon A., Associate Professor of Law, Osgoode Hall Law School

Bill C-58

Discussion, **89:16-7, 20-4**

Statement, **89:11-6**

Willis, Errick F., Policy Concepts

Bill C-82

Discussion, **93:7-19**

Statement, **93:5-7**

Wilson v. The Queen ([1983] 2 SCR 594), 87:34**Windsor, Ontario**

Bill C-55, repercussions, **66:32; 71:23; 74:31-2**

Bill C-84, resolution, **46:21; 66:45**

See also

Convention & Visitors Bureau of Windsor, Essex County & Pelee Island

Transit-Windsor

Windsor-Detroit Tunnel

Windsor-Detroit Tunnel

Canadian portion

City of Windsor

Capacity to acquire, own and operate, **23:9, 21-2**

Power to operate, interpretations, **23:14-25, 29-30**

Definition, work and undertaking for the general advantage of Canada, **23:6, 9, 14-6, 18-9, 24-9**

Detroit and Windsor Subway Company, ownership and operation, **23:5-6, 8-9, 13, 14, 20-1, 29**

Ownership

Option agreement of 1928

Interpretations

City of Windsor, **23:5-9, 11, 28-9**

Detroit and Windsor Subway Company, **23:14-28, 30**

Ratification and confirmation, **23:6-8, 20, 22-4**

Validity and enforceability

Courtcase, Supreme Court of Ontario

Detroit and Windsor Subway Company, position, **23:9, 14-7, 19-20, 22-8**

Sub judice convention, **23:9-11, 14, 24-5**

Historical background, **23:6, 9, 23-4**

Profitability, **23:13**

Stanbury, honorable Richard J., sénateur (York-Centre)—Suite

Bill C-84—*Suite*

Entrée illégale au Canada—*Suite*

Détention—*Suite*

Sécurité, risques, menaces, **34:13-4**

Navires, renvoi

Nations unies, Convention et protocole relatifs au statut des réfugiés, conformité, **46:16**

Passagers, renvoi à un pays tiers considéré comme sûr, **34:12, 23-4**

Processus décisionnel, détermination en mer, **29:22, 24; 34:11-2**

Opinion publique, **31:31**

Procédure, **33:20, 22, 24; 46:17**

Statut de réfugié, détermination, processus, **46:16**

Bill C-84, motion... et message..., **60:12-3, 21**

Bill C-89

But, **76:12, 14**

Dédommagement

Dommages, **84:21-2**

Sommes trouvées sur le contrevenant au moment de son arrestation, **77:21**

Identité du plaignant ou témoin, interdiction de publication ou de diffusion dans certains cas

Accusé, comparaison, infractions sexuelles, accusations arbitraires, **77:11**

Application

Juges, discrétion, **76:17; 77:12; 79:21, 24; 84:13-5**

Obligatoire, **76:12, 14, 17; 77:12; 79:21; 84:13-5**

Procès ouvert au public, **84:14**

Procédure, **84:16, 21**

Bill C-210, teneur, **94:7, 10, 12; 96:22-3, 25-6**

Bill C-264, **96:10-1, 14-5, 17, 19**

Bill S-7, **57:11-3**

Bill S-14, **45:12-3**

Bill S-17, **83:10-1, 15**

Comité de rédaction constitutionnelle française, premier rapport déposé au Sénat le 17 décembre 1986, **98:9**

Statuts du Canada

Lois révisées du Canada, comparaison, **13:16-7**

Statuts du Canada, Propositions visant à corriger des anomalies, incompatibilités, archaïsmes et erreurs dans les Statuts du Canada, ainsi qu'à y effectuer d'autres modifications mineures et non controversables

Ajouts, Annexe 1, numéros 43 et 44, **47:7, 15**

Amendements, Annexe 1, **47:6-7, 12**

Discussion, Art. 37 — Loi sur la Chambre des communes, **47:10-2**

Langage sexiste, **47:13**

Rapport au Sénat, avec amendements, **47:6-7, 14-5**

Retranchements, Art. 12, 37 et 39, **47:6, 12-3**

Stephens, M. David R., avocat-conseil, Affaires judiciaires, Section des droits de la personne, ministère de la Justice

Bill C-88, **48:74-5**

Bill C-145, **91:22-3**

Stern, M. J.B., président, Comité consultatif du statut de réfugié

Bill C-55, **51:16-23**

Bill C-84

Discussion, **37:10-24**

Exposé, **37:5-10**

Stitt, M. Hubert, Stitt, Baker & McKenzie (Toronto, Ontario)

Bill S-11, **23:26-8, 30**

Windsor-Detroit Tunnel—Cont'dConstruction, **23:6, 12**Sale, **23:6-8**Toll revenues, division, **23:13**

United States portion

Operation, Detroit and Canada Tunnel Corporation, **23:6, 8, 12, 15, 29**

Ownership

City of Detroit, **23:8, 12, 15, 29**Detroit and Canada Tunnel Corporation, **23:6, 8**Ford Motor Properties, **23:8, 12, 29**Value, estimate, 1990, **23:6, 12***See also*

Bill S-11

Detroit and Canada Tunnel Corporation

Detroit and Windsor Subway Company

Windsor-Detroit Tunnel, Act to authorize the City of Windsor to acquire, operate and dispose of*See*

Bill S-11

YECL*See*

Yukon Electrical Company Limited

YWCA*See*

Young Women's Christian Association

Yellowknife Electric Ltd.Annual returns, **22:32, 36**Background information, **22:32-3**Property, **22:33-5****Yellowknife Electric Ltd., Act to revive, and to provide for its continuance under the Canada Business Corporations Act***See*

Bill S-10

Young, Margaret, Research Officer, Law and Government Branch, Library of ParliamentBill C-55, **52:86; 58:14-5**Bill C-55, motion..., **87:18-21, 23-4, 26-7**Bill C-84, motion... and Message..., **58:14-5****Young, Margaret and Katharine Dunkley, Research Officers, Law and Government Branch, Library of Parliament, *Issues and Options Relating to Bill C-55*, references, 71:8-9, 21-2, 24-5****Young Women's Christian Association (YWCA)**Bill C-84, position (letter and brief to Committee), **38A:1-5**YWCA of Toronto, Bill C-55, brief, **69:6, 8, 10, 15****Yugoslavia**Refugee claimants, **64:22***See also*

Refugees

Yukon Electrical Company Limited (YECL)Role, **15:6, 9; 16:6; 17:24****Stobo, M. Gerald, conseiller juridique, Calgary Interfaith Coalition for Refugees**

Bill C-55

Discussion, **53:37, 43-4, 46-9**Exposé, **53:24-6, 28-31**Notes biographiques, **53:25****Stollery, honorable Peter Alan, sénateur (Bloor and Yonge)**Bill C-84, **33:15-7, 33-4, 40-2; 34:24-7****Strean-Roodman, Mme Judy, adjointe de recherche, B'nai Brith Canada**Bill C-84, **42:5-6****Stringer, M. Gordon J., gérant (Ottawa), Association of Airline Representatives in Canada**

Bill C-55

Discussion, **58:12-3, 15-8, 20, 22**Exposé, **58:5-6****Stupéfiants, Loi, Code criminel et Loi des aliments et drogues, Loi modifiant***Voir*

Bill C-61

Summit, M. Roland C., *The Child Sexual Abuse Accommodation Syndrome*, 4:26,33**Surrey Delta Immigrant Services Society**

Bill C-55

Position, **56:88-90, 93-5**Recommandations, **56:90-3**Information de base, **56:88****Sutts, M. Clifford N., avocat pour le pétitionnaire, Cité de Windsor; Gignac, Sutts (Windsor, Ontario)**

Bill S-11

Discussion, **23:12-3, 28-9**Exposé, **23:5-11****Swords, Mme Colleen, direction des opérations juridiques, Secrétariat d'Etat aux Affaires extérieures**

Bill C-28

Discussion, **20:9, 16-7, 21-3**Exposé, **20:9****Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés**

Bill C-55

Position, **68:6-21**Recommandations, **68:11-3, 15-6**Bill C-84, position, **68:5-6**Information de base, **38:5; 68:5, 7***Voir aussi*

Coalition de Montréal

Tchécoslovaquie

Réfugiés

Historique, **31:32-3**Statut de réfugié, requérants, **27:42; 38:38***Voir aussi*

Réfugiés

Yukon Territory

Northern Canada Power Commission assets in the Yukon

Description, **15:6**

Management by YECL, **15:8-9; 16:6; 17:24**

Ownership and control

Accountability, **15:6-7, 13; 17:23-4**

Background information

Agreement with federal government, **15:7, 9, 12-3; 17:24-5**

Indian Affairs and Northern Development, House of Commons Standing Committee, subcommittee study and recommendations, **15:7, 9**

Consumers, protection, **15:7, 11; 17:24-5**

Employees, transfer to YECL, **15:8, 13**

Financial viability, **15:7-13; 17:24-5**

Price, financial arrangements, **15:7-11; 17:25**

Rates frozen for two years, **15:7-9, 11**

Significance, **15:8; 17:23-5**

See also

Bill C-45, subject-matter

Zaifman, K., Chairman, Immigration Section, Manitoba Bar Association

Bill C-55

Discussion, **56:45-52**

Position, **56:40-7**

Recommendations, **56:41-2, 45-52**

Statement, **56:40-4**

Biographical notes, **56:40**

Zelensky, R. v. ([1987] 2 SCR 940), 80:7; 85:16

Zemans, Fred, Professor, Chairman, Law and Social Action Committee, Canadian Jewish Congress

Bill C-84

Discussion, **40:19-22, 25-6**

Statement, **40:12-3, 15-6**

Zucherbrott, Rebecca, B'nai Brith Canada

Bill C-55, **68:21**

See following pages for lists of appendices, documents tabled and witnesses.

Temple Holy Blossom

Voir

Plaut, M. W. Gunther, rabbin, Holy Blossom Temple

Terre-Neuve-Labrador, Association des droits de la personne

Voir

Association des droits de la personne de Terre-Neuve-Labrador

Territoires du Nord-Ouest

Bill C-15, teneur

Position, **5:6-11, 15, 20-4**

Recommandations, **5:6-7, 9-11, 18, 20-1, 24**

Enfants, abus sexuels

Cas, **5:8**

Groupes communautaires, rôle, **5:24-5**

Statistiques, **5:6, 15-6, 25**

Traitement, programmes, **5:8, 11, 15-6, 18, 24-5**

Voir aussi

Commission d'énergie du Nord canadien

Terrorisme

Bill C-28, application, **20:9**

Third-Tsushima, Mme Margaret, directrice exécutive, St. Barnabas Refugee Society; section d'Edmonton, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy; présidente, Conseil canadien pour les réfugiés

Bill C-55

Discussion, **54:26-7, 31-3; 62:5, 20-4**

Exposés, **54:8-14; 62:6-7**

Notes biographiques, **54:8-9; 62:5-6, 23**

Thomas, Mme Stephanie, coprésidente, Toronto Refugee Affairs Council

Bill C-55, **69:17-9**

Notes biographiques, **69:6**

Tomlinson, R. c. (1971, 2 C.C.C. (2d) 97 (B.C.S.C.)), 84:12-3; 85:8

Toronto Refugee Affairs Council

Bill C-55

Mémoire, **69:6, 8, 12, 14-5, 19**

Position, **69:7-19**

Recommandations, **68:6, 16; 69:9, 11-2, 14-6, 19**

Bill C-84, mémoire, **69:6-7**

Bill C-84, motion... et Message..., position, **69:6-7**

Information de base, **69:6**

Toronto Star

Bill C-15, article par M. Frank Jones le 8 janvier 1987, références, **6:6, 13**

Sondage Gallup sur les réfugiés publié en juin 1987, **31:19**

Torture

Déclarations obtenues par la torture, **20:22**

Définition, **20:10, 13-7**

Victimes, indemnisation, **20:18**

Voir aussi

Bill C-28

Tourisme

Bill C-55, répercussions, **66:27-8, 30, 33, 35, 44-5; 71:22-3; 74:68-9**

Information de base, **66:26-7**

Transit-Windsor

Bill C-55, répercussions, 66:26-7, 30-3, 38-9, 42-5; 71:23; 74:68-9

Bill C-84, répercussions, 46:21; 66:45

Voir aussi

Windsor-Detroit, Tunnel

Transports, ministère

Bill C-210, position, 94:6, 13; 96:21

Tremblay, honorable Arthur, sénateur (Les Laurentides)

Bill C-84, 38:18

Trussler, M. John, agent de projet, Groupe de travail sur les réfugiés, ministère de l'Emploi et de l'Immigration

Bill C-84, 27:26-8

Tunnel Windsor-Detroit

Voir

Windsor-Detroit, Tunnel

Tunnel Windsor-Detroit, Loi autorisant la cité de Windsor à acquérir, exploiter et aliéner

Voir

Bill S-11

Turquie

Réfugiés

Réfugiés d'autres pays, 54:41; 55:10-1, 56; 59:10; 66:17; 69:10

Statut de réfugié, requérants, 28:7-8, 45; 29:16; 31:9; 32:15-6; 38:28-9; 54:14, 30, 63; 55:48; 62:6; 68:26; 70:19

Visas de visiteur, 28:7

Voir aussi

Réfugiés

Uruguay

Réfugiés, 29:30

Voir aussi

Réfugiés

Valente c. La Reine ([1985] 2 RCS 673), 52:35; 67:6, 12, 16-7

Van der Veen, M. Job, Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés

Bill C-55, 51:7-16

Bill C-84, 34:7-27

van Westrener, M. Peter, président, Comité des affaires juridiques et industrielles, Association of Airline Representatives in Canada

Bill C-55

Discussion, 58:11-6, 18-23

Exposé, 58:6-10

Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants

Bill C-55

Position, 55:69-84, 87-8

Recommandations, 55:69, 73, 76, 80, 83-4

Bill C-84, position, 55:69, 73, 83, 87-8

Information de base, 55:68-9, 83

Vancouver Refugee Council

Bill C-55

Mémoire, références, 56:8, 11-2, 14

Position, 56:8-26

Recommandations, 56:11-4, 17-8, 21

Vancouver Refugee Council—Suite

Information de base, 56:6-8, 26

Vérificateur général du Canada

Rapport annuel de 1982, références, 56:64, 97

Victimes d'actes criminels*Voir*

Criminalité — Victimes

Victoria Coalition

Bill C-55

Mémoire, références, 56:53

Position, 56:53-6, 58-63

Recommandations, 56:54-6, 58-61

Bill C-84, position, 56:54, 58

Information de base, 56:52-3

Vietnam

Réfugiés

Femmes, 55:78

Historique, 31:32-3; 39:16-7; 52:14, 47, 53, 71; 53:23; 54:10, 45, 49; 55:51; 74:45

Statut de réfugié, requérants, 51:13; 54:53; 55:48, 78

Voir aussi

Réfugiés

Viets, M. R. Digby, chef de la Division du contentieux, Direction des corporations, ministère de la Consommation et des Corporations

Bill S-7, 63:8-16; 73:7, 9-14, 17-22, 24; 75:8-9, 11, 13-4, 16, 22-4

Bill S-10, 22:34-6

Bill S-21, 98:12-6

Viewing The World Through The Child's Eyes

Erikson Institute For Advanced Study In Child Development, 6:5

Vincendon, M. Eric, chef de Facilitation, Association du transport aérien international

Bill C-84, 36:11, 18, 22-3, 26-7

Vincent, M. Jean Denis, président et chef de la direction, Alliance mutuelle-vie

Bill S-3

Discussion, 1:14-7

Exposé, 1:12-3

Vink, M. Gerry, directeur exécutif, Association des droits de la personne de Terre-Neuve-Labrador

Bill C-55

Discussion, 64:17-23

Exposé, 64:8-12

Notes biographiques, 64:8-9

Wakefield, M. Robert, ancien président, Association des procureurs de la défense d'Ottawa

Bill C-61

Discussion, 90:28-31, 33-5, 37-40, 42-4, 46-7, 49-50

Exposé, 90:22-8

Bill C-89

Discussion, 78:9-18, 20-2, 27-8, 30-1, 35-8

Exposé, 78:6-8

Wakeling, Mme Fay, révérende, Comité d'aide aux réfugiés, Eglise Unie du Canada, Coalition de Montréal

Bill C-84

Discussion, 38:14-5, 33-5, 39-40

Exposé, 38:9-10

Waldman, M. Lorne, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy

Bill C-55

Discussion, 50:17-36

Exposé, 50:5-17

Bill C-84

Discussion, 31:18-35

Exposé, 31:5-17

Notes biographiques, 31:5; 50:5

Wallace, M. Lorne, président, Sombrilla Refugee Support Society

Bill C-55

Discussion, 54:50-4, 57-8

Exposé, 54:44-6

Waller, M. Irvin, département de criminologie, Université d'Ottawa

Bill C-89

Discussion, 80:25-38

Exposé, 80:21-5

Position, 80:21-38

Notes biographiques, 80:21, 35

Wallis, M. Rodney, directeur, Facilitation et sécurité, Association du transport aérien international

Bill C-84

Discussion, 36:10-24, 27

Exposé, 36:6-10

Wallot, M. Jean-Pierre, archiviste fédéral, Archives publiques du Canada

Bill C-7, 10:6, 9-26

Ward, M. Brian, directeur exécutif, Conseil canadien de l'enfant et de la jeunesse

Bill C-15, teneur

Discussion, 4:7, 17, 20, 25, 27, 29-30, 32-4

Exposé, 4:5-6

Watters, M. David B., directeur, Direction de la révision législative, ministère de la Consommation et des Corporations

Bill C-82

Discussion, 90:8-21; 92:14, 28-39

Exposé, 90:5-8; 92:26-8

Weaselchild, Mme Donna, présidente, Alberta Native Women's Association

Bill C-15, teneur

Discussion, 16:10-6

Exposé, 16:6-10

Notes biographiques, 16:6-7, 8, 9-10, 12-3

Weigel, M. W.M. Melvin, conseiller, Conseil canadien pour les réfugiés

Bill C-55, 62:7-20

Bill C-84, motion..., 62:21-2

Notes biographiques, 62:5

Weiner, honorable Gerry, ministre d'Etat à l'Immigration

Bill C-55
 Discussion, 49:10-30
 Exposé, 49:6-10

Weissmann, M. Lawrence, à titre privé (présentation personnelle)

Bill C-84, mémoire, 41:5

Whytehead, M. Lawrence, président, Manitoba Interfaith Immigration Council; Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy

Bill C-55
 Discussion, 52:78, 83
 Exposé, 52:75-7
 Notes biographiques, 52:65, 76

Wiebe, M. Ed, coordonnateur du Programme d'aide aux réfugiés, Comité central Mennonite (National)

Bill C-55
 Discussion, 52:44-52
 Exposé, 52:40-4

Williams, M. Bryan, président, Association du Barreau canadien

Bill C-15, teneur
 Discussion, 5:34, 38, 42-3, 45-7
 Exposé, 5:26-8

Williams, Mme Sharon A., professeur associé en droit, Osgoode Hall Law School

Bill C-58
 Discussion, 89:16-7, 20-4
 Exposé, 89:11-6

Willis, M. Errick F., Policy Concepts

Bill C-82
 Discussion, 93:7-19
 Exposé, 93:5-7

Wilson c. La Reine ([1983] 2 RCS 594), 87:34**Windsor, Ontario**

Bill C-55, répercussions, 66:32; 71:23; 74:68-9
 Bill C-84, résolution, 46:21; 66:45

Voir aussi

Convention and Visitors Bureau of Windsor, Essex County & Pelee Island
 Transit-Windsor
 Windsor-Detroit, Tunnel

Windsor-Detroit, Tunnel

Construction, 23:6, 12
 Péage, division, 23:13
 Tronçon américain
 Exploitation, Detroit and Canada Tunnel Corporation, 23:6, 8, 12, 15, 29
 Propriété
 Detroit and Canada Tunnel Corporation, 23:6, 8
 Ford Motor Properties, 23:8, 12, 29
 Ville de Detroit, 23:8, 12, 15, 29
 Tronçon canadien
 Cité de Windsor
 Capacité d'acquérir, de posséder et d'exploiter, 23:9 21-2
 Pouvoir d'exploiter, interprétations, 23:14-25, 29-30
 Définition, un ouvrage et une entreprise à l'avantage général du Canada, 23:6, 9, 14-6, 18-9, 24-9

Windsor-Detroit, Tunnel—SuiteTronçon canadien—*Suite*

Detroit and Windsor Subway Company, propriété et exploitation,
23:5-6, 8-9, 13, 14, 20-1, 29

Propriété, convention de 1928

Interprétations

Cité de Windsor, 23:5-9, 11, 28-9

Detroit and Windsor Subway Company, 23:14-28, 30

Ratification et entérinement, 23:6-8, 20, 22-4

Validité et applicabilité

Action en justice, Cour suprême de l'Ontario

Convention relative aux instances judiciaires, 23:9-11, 14,
24-5

Detroit and Windsor Subway Company, position, 23:9,
14-7, 19-20, 22-8

Historique, 23:6, 9, 23-4

Rentabilité, 23:13

Valeur, estimation, 1990, 23:6, 12

Vente, 23:6-8

Voir aussi

Bill S-11

Detroit and Canada Tunnel Corporation

Detroit and Windsor Subway Company

Windsor-Detroit, Tunnel, Loi autorisant la cité de Windsor à acquérir, exploiter et aliéner*Voir*

Bill S-11

YECL*Voir*

Yukon Electrical Company Limited

YWCA*Voir*

Young Women's Christian Association

Yellowknife Electric Ltd.

Information de base, 22:32-3

Propriété, 22:33-5

Sommaires annuels, 22:32, 36

Yellowknife Electric Ltd., Loi reconstituant la société, et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*Voir*

Bill S-10

Yougoslavie

Statut de réfugié, requérants, 64:22

Voir aussi

Réfugiés

Young, Mme Margaret, attachée de recherche, Division du droit et du gouvernement, Bibliothèque du Parlement

Bill C-55, 52:86; 58:14-5

Bill C-55, motion..., 87:18-21, 23-4, 26-7

Bill C-84, motion ... message..., 58:14-5

Young, Mme Margaret et Mme Katharine Dunkley, attachées de recherche, Division du droit et du gouvernement, Bibliothèque du Parlement, Commentaires et options concernant le projet de loi C-55, références, 71:8-9, 21-2, 24-5

Young Women's Christian Association (YWCA)

Bill C-84, position (lettre et mémoire au Comité), **38A:1-5**

YWCA de Toronto, Bill C-55, mémoire, **69:6, 8, 10, 15**

Yukon, territoire

Commission d'énergie du Nord canadien, biens au Yukon

Description, **15:6**

Gestion par la YECL, **15:8-9; 16:6; 17:24**

Propriété et contrôle

Consommateurs, protection, **15:7, 11; 17:24-5**

Employés, mutation à la YECL, **15:8, 13**

Information de base

Accord avec le gouvernement fédéral, **15:7, 9, 12-3; 17:24-5**

Affaires indiennes et développement du Nord, Comité permanent de la Chambre des communes, étude et recommandations du sous-comité, **15:7, 9**

Prix, arrangements financiers, **15:7-11; 17:25**

Responsabilité, **15:6-7, 13; 17:23-4**

Signification, **15:8; 17:23-5**

Tarifs gelés pendant deux ans, **15:7-9, 11**

Viabilité financière, **15:7-13; 17:24-5**

Voir aussi

Bill C-45, teneur

Yukon Electrical Company Limited (YECL)

Rôle, **15:6, 9; 16:6; 17:24**

Zaifman, M. K., président, Section de l'immigration, Association du Barreau du Manitoba

Bill C-55

Discussion, **56:45-52**

Exposé, **56:40-4**

Position, **56:40-7**

Recommandations, **56:41-2, 45-52**

Notes biographiques, **56:40**

Zelensky, R. c. ([1987] 2 RCS 940), 80:7; 85:16

Zemans, M. Fred, professeur, président, Comité d'action juridique et sociale, Congrès juif canadien

Bill C-84

Discussion, **40:19-22, 25-6**

Exposé, **40:12-3, 15-6**

Zucherbrodt, Mme Rebecca, B'nai Brith Canada

Bill C-55, **68:21**

Voir sur pages suivantes, listes d'appendices, de documents déposés et de témoins

Appendices

- 6A-Government of Saskatchewan, Bill C-15, subject-matter, position (brief by Bob Andrew, Minister of Justice and Attorney General), 6A:1-5
- 11A-Government of Ontario, Bill C-15, subject-matter, position (letter from Ian Scott, Attorney General), 11A:1-7
- 38A-Young Women's Christian Association (YWCA), Bill C-84, position (letter and brief to Committee), 38A:1-5
- 66A-Letter from Anderson Bus & Tour dated January 23, 1988 concerning Bill C-55, 66A:1
 - Letter from T.N. Palmer, Manager, Canada Immigration Centre, Fort Erie, Ontario dated December 11, 1987 concerning Bill C-55, 66A:1-3
- 66B-Letter from AutoClub & Travel Agency dated March 14, 1988 concerning Bill C-55, 66A:4
- 66C-Letter from Township of Pelee dated March 11, 1988 concerning Bill C-55, 66A:5-6
- 66D-Letter from Kirby Tours dated March 11, 1988 concerning Bill C-55, 66A:7
- 99A-Government of Saskatchewan, Bill C-61 and Bill C-82, position, 99A:1
- 99B-Government of New Brunswick, Bill C-61, position, 99A:2-3
- 99C-Government of Nova Scotia, Bill C-61 and Bill C-82, position, 99A:4

Documents tabled

- Letter dated February 25, 1988 from the honourable Benoît Bouchard to Mr. Steven W. Langdon, M.P. concerning Bill C-55, 66:5

Witnesses

- Abrams, Herb, National Executive Director, Jewish Immigrant Aid Services of Canada, Canadian Jewish Congress
- Adgira, Domingos, Victoria Coalition
- Agnew, Edward A., Commissioner of Finance, City of Windsor
- Agrawal, Karuna, Vancouver Society on Immigrant Women; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants
- Ahmadyar, Nabi, Afghan Freedom Society of Edmonton; Edmonton Branch, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy
- Allende, Mario, Supervisor, Immigration and Settlement Program, Catholic Services; Edmonton Branch, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy
- Anderson, John, Director of Ambulatory Services, Izaak Walton Killam Hospital for Children, and Associate Professor, Department of Pediatrics, Dalhousie University
- Andre, Hon. Harvie, Minister of Consumer and Corporate Affairs
- Angus, William H., Professor, Osgoode Hall School of Law
- Audcent, Mark, Assistant Law Clerk and Parliamentary Counsel to the Senate
- Augenfeld, Rivka, President, Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, Montreal Coalition
- Aujla, Manjit, Member of the Board, Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of British Columbia
- Avison, N.H., Senior Criminal Justice Policy Co-ordinator, Policy, Programs and Research Branch, Department of Justice
- Aylward, Daniel, General Manager, Boblo Island Amusement Park
- Badiani, Fiorella, Office of the United Nations High Commissioner for Refugees

Appendices

- 6A-Gouvernement de la Saskatchewan, Bill C-15, teneur, position (mémoire de M. Bob Andrew, ministre de la Justice), 6A:1-5
- 11A-Gouvernement de l'Ontario, Bill C-15, teneur, position (lettre de M. Ian Scott, procureur général), 11A:1-7
- 38A-Young Women's Christian Association (YWCA), Bill C-84, position vis-à-vis (lettre et mémoire au Comité), 38A:1-5
- 66A-Lettre de l'Anderson Bus & Tour en date du 23 janvier 1988 au sujet du projet de loi C-55, 66A:1
 - Lettre de T.N. Palmer, directeur, Centre d'immigration du Canada, Fort Erie, Ontario en date du 11 décembre 1987 au sujet du projet de loi C-55, 66A:1-3
- 66B-Lettre de l'AutoClub & Travel Agency en date du 14 mars 1988 au sujet du projet de loi C-55, 66A:4
- 66C-Lettre du comté de Pelee en date du 11 mars 1988 au sujet du projet de loi C-55, 66A:5-6
- 66D-Lettre de Kirby Tours en date du 11 mars 1988 au sujet du projet de loi C-55, 66A:7
- 99A-Gouvernement de la Saskatchewan, Bill C-61 et Bill C-82, position, 99A:1
- 99B-Gouvernement du Nouveau-Brunswick, Bill C-61, position, 99A:2-3
- 99C-Gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, Bill C-61 et Bill C-82, position, 99A:4

Documents déposés

- Lettre en date du 25 février 1988 de l'honorable Benoît Bouchard à M. Steven W. Langdon au sujet du projet de loi C-55, 66:5

Témoins

- Abrams, M. Herb, directeur exécutif national, Jewish Immigrant Aid Services of Canada, Congrès juif canadien
- Adgira, M. Domingos, Victoria Coalition
- Agnew, M. Edward A., commissaire aux finances, Cité de Windsor
- Agrawal, Mme Karuna, Vancouver Society on Immigrant Women; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants
- Ahmadyar, M. Nabi, Afghan Freedom Society of Edmonton; Section d'Edmonton, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy
- Allende, M. Mario, superviseur, Immigration and Settlement Program, Catholic Services; Section d'Edmonton, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy
- Anderson, M. John, directeur des services ambulatoires, Hôpital pour enfants Izaak Walton Killam et professeur associé, Département de pédiatrie, Université Dalhousie
- Andre, honorable Harvie, ministre de la Consommation et des Corporations
- Angus, M. William H., professeur, Osgoode Hall School of Law
- Audcent, M. Mark, légiste et conseiller parlementaire adjoint du Sénat
- Augenfeld, Mme Rivka, présidente, Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, Coalition de Montréal
- Aujla, Mme Manjit, membre du conseil d'administration, Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of British Columbia
- Avison, M. N.H., coordonnateur principal de la politique en matière de justice pénale, Direction de la politique, des programmes et de la recherche, ministère de la Justice

Witnesses—Cont'd

- Bala, Nick, Professor of Law, Queen's University; Member of the Board of Directors, Canadian Council on Children and Youth
- Ballantyne, Hon. Michael, Minister of Justice, Government of the Northwest Territories
- Baril, Micheline, President, Plaidoyer Victimes (Quebec)
- Barony, Roger, Latin American Worker, MOSAIC
- Barsallo, Alicia, Member, Canadian Hispanic Congress, Member, Committee for Defence of Human Rights in Peru; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants
- Barton, Bill, Member, Refugee Status Advisory Committee
- Beatty, David, Professor, University of Toronto
- Bellemare, Daniel A., General Counsel, Criminal Law Policy, Criminal and Family Law Policy Directorate, Policy, Programs and Research Branch, Department of Justice
- Berdichwski, Bernardo, Canadian Jewish Congress and Canadian Hispanic Congress; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants
- Bernier, François-R., Counsel for the Standing Joint Committee on Regulations and other Statutory Instruments, Research Branch, Library of Parliament
- Beveridge, Rhonda, Red Deer Coalition for Refugees
- Bissett, Joe, Executive Director, Immigration, Department of Employment and Immigration
- Black, Warren, General Counsel, Department of Employment and Immigration
- Blouin, Yolande, President, International Life Insurance Company
- Borduas, Adrien, Vice-President, Secretary and General Counsel, Alliance mutuelle-vie
- Borovoy, Alan, General Counsel, Canadian Civil Liberties Association
- Bossin, Michael, Member, Refugee Co-ordination Group, Amnesty International
- Bouchard, Hon. Benoît, Minister of Employment and Immigration (June 1986 — March 1988)
- Boyd, Rob, Chairman, St. Andrew's Refugee Association; Victoria Coalition
- Bradford, John, Director of Forensic Psychiatry, The Royal Ottawa Hospital, and Associate Professor, Faculty of Medicine, University of Ottawa
- Brown, Beverly, Latin American Support Group, Human Rights Association, Non-Governmental Groups Concerned with Immigration and Refugee Issues
- Brush, M.H., Legislative Coordinator, Department of Employment and Immigration
- Bushnell, Ian, Professor of Constitutional Law, University of Windsor
- Butt, John, Project Leader, Legislative Development, Refugee Task Force, Department of Employment and Immigration
- Campbell, Charles M., Private Citizen (Personal presentation)
- Campos, Arnoldo, Victoria Coalition
- Cantelon, Bill, Reverend, Red Deer Coalition for Refugees
- Capparos, Ernest, Legal Counsel
- Carpentier, Jacques, Executive Director, Nanaimo Immigrant Settlement Society
- Carradus, Simone, Division of Global Concerns of the United Church British Columbia Conference
- Cassivi, David, Alderman, City of Windsor
- Clark, Tom, Coordinator, Inter-Church Committee for Refugees
- Coghill, Robert, General Manager and Secretary-Treasurer, Transit-Windsor
- Collins, Douglas, Private Citizen (Personal presentation)
- Cooley, Mary, Chairperson, Services for Sexual Assault Victims, Nova Scotia

Témoins—Suite

- Aylward, M. Daniel, directeur général, Boblo Island Amusement Park
- Badiani, Mme Fiorella, Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés
- Bala, M. Nick, professeur de droit, Université Queen's; membre du conseil d'administration, Conseil canadien de l'enfant et de la jeunesse
- Ballantyne, honorable Michael, ministre de la Justice, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
- Baril, Mme Micheline, présidente, Plaidoyer Victimes (Québec)
- Barony, M. Roger, spécialiste des questions sud-américaines, MOSAIC
- Barsallo, Mme Alicia, membre, Canadian Hispanic Congress, membre, Comité pour la défense des droits de la personne au Pérou; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants
- Barton, M. Bill, membre, Comité consultatif du statut de réfugié
- Beatty, M. David, professeur, Université de Toronto
- Bellemare, M. Daniel A., avocat général en matière de droit pénal, Sous-direction de la politique en matière de droit pénal et familial, Direction de la politique, des programmes et de la recherche, ministère de la Justice
- Berdichwski, M. Bernardo, Congrès juif canadien et Canadian Hispanic Congress; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants
- Bernier, M. François-R., conseiller du Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, Service de recherches, Bibliothèque du Parlement
- Beveridge, Mme Rhonda, Red Deer Coalition for Refugees
- Bissett, M. Joe, directeur exécutif, Immigration, ministère de l'Emploi et de l'Immigration
- Black, M. Warren, avocat général, ministère de l'Emploi et de l'Immigration
- Blouin, Mme Yolande, présidente, Compagnie d'assurance-vie l'Internationale
- Borduas, M. Adrien, vice-président, secrétaire et directeur du contentieux, Alliance mutuelle-vie
- Borovoy, M. Alan, conseiller général, Association canadienne des libertés civiles
- Bossin, M. Michael, membre, Groupe de coordination pour les réfugiés, Amnistie Internationale
- Bouchard, honorable Benoît, ministre de l'Emploi et de l'Immigration (juin 1986 — mars 1988)
- Boyd, M. Rob, président, St. Andrew's Refugee Association; Victoria Coalition
- Bradford, M. John, directeur du Service de psychiatrie légale, Hôpital Royal d'Ottawa, et professeur agrégé, Faculté de médecine, Université d'Ottawa
- Brown, Mme Beverly, groupe latino-américain, Association des droits de la personne, Groupes non gouvernementaux intéressés aux questions d'immigration et des réfugiés
- Brush, M. M.H., coordonnateur législatif, ministère de l'Emploi et de l'Immigration
- Bushnell, M. Ian, professeur de droit constitutionnel, Université de Windsor
- Butt, M. John, directeur de projet, Elaboration de lois, Groupe de travail sur les réfugiés, ministère de l'Emploi et de l'Immigration
- Campbell, M. Charles M., à titre privé (présentation personnelle)
- Campos, M. Arnoldo, Victoria Coalition
- Cantelon, M. Bill, Révérend, Red Deer Coalition for Refugees
- Capparos, M. Ernest, conseiller juridique

Witnesses—Cont'd

- Copeland, Paul D., Vice-President, Criminal Lawyers' Association
- Corbett, Brian, Counsel, Legal Services, Office of the Superintendent of Financial Institutions of Canada
- Corbett, William H., Senior General Counsel, Criminal Prosecutions Section, Department of Justice
- Cram, George, Secretary, Primates' Fund for World Relief and Development, Anglican Church of Canada, Inter-Church Committee for Refugees
- Crosbie, Jane, Parliamentary Spouses Association
- Dacks, Gurston, Professor, Member, Sombrilla Refugee Support Society
- Daigneault, Marie-Michèle, Research and Legislation Service, Quebec Bar Association
- Dale, Don, Calgary Interfaith Coalition for Refugees
- Daniels, Mark, President, Public Affairs International
- Davidson, Howard, Director, National Legal Resource Center for Child Advocacy and Protection, Washington, D.C.
- Davis, Susan, Member, Refugee Status Advisory Committee
- Dawson, Mary, Acting Chairman of the Statute Revision Commission and Assistant Deputy Minister of Justice, Public Law, Department of Justice
- Dreimanis, Michael, Member, Sombrilla Refugee Support Society
- du Plessis, Raymond, Law Clerk and Parliamentary Counsel to the Senate
- Dubois, Paul, Director, Economic Law and Treaty Division, Department of External Affairs
- Emberly, Kenneth, Private Citizen (Personal presentation)
- Fairweather, Gordon, Chairman Designate, Proposed Immigration and Refugee Board
- Falardeau-Ramsay, Michelle, Chairperson, Immigration Appeal Board
- Faulkner, G.N., Assistant Deputy Minister, Human Resources, Department of Indian Affairs and Northern Development
- Fennell, Cecil, Parliamentary Spouses Association
- Ferguson, Charles, Director of Pediatrics and Ambulatory Care, Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)
- Ferriss, Kathryn, Board Member, MOSAIC
- Foliot, Robert, Refugee Committee, St. Ignatius Church; Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy
- Forest, Georges, Private Citizen (Personal presentation)
- Foster, Janet, Parliamentary Spouses Association
- Fry, Ellen, Senior Counsel, Department of Transport
- Gabarino, James, President, Erikson Institute For Advanced Study In Child Development, Chicago, Illinois
- Gibson, Dale, Professor, University of Manitoba
- Gilad, Lisa, Research, Institute of Social and Economic Research, Non-Governmental Groups Concerned with Immigration and Refugee Issues
- Giles, E. David, Vice-President, Airport Operations, Air Transport Association of Canada
- Gill, Cern, President, British Columbia Organization to Fight Racism; President, Progressive Indo-Canadian Services Society; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants
- Gill, John J., Vice-Chairman, Immigration Law Section, Canadian Bar Association and Member, National Citizens Committee
- Giokas, John, Director of Legislation and Law Reform, Canadian Bar Association
- Girard, Raphaël, Coordinator, Refugee Task Force, Department of Employment and Immigration
- Gold, Marc, Professor, York University
- Gouldberger, Pierre, Reverend, Committee to Aid Refugees, United Church of Canada, Montreal Coalition

Témoins—Suite

- Carpentier, M. Jacques, directeur exécutif, Nanaimo Immigrant Settlement Society
- Carradus, Mme Simone, Division of Global Concerns of the United Church British Columbia Conference
- Cassivi, M. David, échevin, Ville de Windsor
- Clark, M. Tom, coordonnateur, Comité Inter-Eglises pour les réfugiés
- Coghill, M. Robert, directeur général et secrétaire-trésorier, Transit-Windsor
- Collins, M. Douglas, à titre privé (présentation personnelle)
- Cooley, Mme Mary, présidente, services aux victimes d'assaut sexuel, Nouvelle-Ecosse
- Copeland, M. Paul D., vice-président, Criminal Lawyers' Association
- Corbett, M. Brian, avocat-conseil, Contentieux, Bureau du surintendant des institutions financières du Canada
- Corbett, M. William H., avocat général principal, Section des poursuites pénales, ministère de la Justice
- Cram, M. George, secrétaire, Primates' Fund for World Relief and Development, Eglise anglicane du Canada, Comité Inter-Eglises pour les réfugiés
- Crosbie, Mme Jane, Association des conjoints des parlementaires
- Dacks, M. Gurston, professeur, membre, Sombrilla Refugee Support Society
- Daigneault, Mme Marie-Michèle, Service de Recherche et de Législation, Barreau du Québec
- Dale, M. Don, Calgary Interfaith Coalition for Refugees
- Daniels, M. Mark, président, Affaires publiques internationales
- Davidson, M. Howard, directeur du National League Resource Center for Child Advocacy and Protection, Washington (D.C.)
- Davis, Mme Susan, membre, Comité consultatif du statut de réfugié
- Dawson, Mme Mary, présidente intérimaire de la Commission de révision des lois et sous-ministre adjointe de la Justice, droit public, ministère de la Justice
- Dreimanis, M. Michael, membre, Sombrilla Refugee Support Society
- du Plessis, M. Raymond, légiste et conseiller parlementaire du Sénat
- Dubois, M. Paul, directeur, Direction du droit économique et des traités, ministère des Affaires extérieures
- Emberly, M. Kenneth, à titre privé (présentation personnelle)
- Fairweather, M. Gordon, président désigné, Commission proposée de l'immigration et du statut de réfugié
- Falardeau-Ramsay, Mme Michelle, présidente, Commission d'appel de l'immigration
- Faulkner, M. G.N., sous-ministre adjoint, Ressources humaines, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien
- Fennell, Mme Cecil, Association des conjoints des parlementaires
- Ferguson, M. Charles, directeur de la pédiatrie et des soins ambulatoires, Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)
- Ferriss, Mme Kathryn, membre du Conseil, MOSAIC
- Foliot, M. Robert, Comité des réfugiés, St. Ignatius Church; Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy
- Forest, M. Georges, à titre privé (présentation personnelle)
- Foster, Mme Janet, Association des conjoints des parlementaires
- Fry, Mme Ellen, avocate générale, ministère des Transports
- Gabarino, M. James, président, Erikson Institute For Advanced Study In Child Development, Chicago (Illinois)
- Gibson, M. Dale, professeur, Université du Manitoba

Witnesses—Cont'd

- Grando, Sergio, General Manager, Convention & Visitors Bureau of Windsor, Essex County & Pelee Island
- Gratton, Robert, President, Montreal Trust Company of Canada
- Gravenor, Brenda, Senior Therapist, Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)
- Groos, Charles, Immigration Law Section, British Columbia Branch, Canadian Bar Association; Chairman, Policy Committee, Vancouver Refugee Council; Advisor, Nanaimo Immigrant Settlement Society
- Gussman, Tom, Senior Policy Analyst, Legislative Review Branch, Department of Consumer and Corporate Affairs
- Haddock, Gregory V., Petitioner
- Hammond, R.M., Deputy Superintendent, Office of the Superintendent of Financial Institutions of Canada
- Harrison, Peter, Assistant Deputy Minister, Economic Development, Department of Indian Affairs and Northern Development
- Hathaway, James, Professor, Osgoode Hall School of Law
- Hnatyshyn, Hon. Ramon J., Minister of Justice and Attorney General of Canada
- Hope-Irwin, Sharon, Representative, Cape Breton Transition House and Manager of Town Day Care, Glace Bay, Nova Scotia
- Hoppe, Carter, Chairman, Immigration Law Section, Canadian Bar Association
- Horwood, Robert, Member, Administrative Law Section, Canadian Bar Association
- Hubbard, H. Albert, Dean, Faculty of Law, Common Law Section, University of Ottawa
- Hunter, Lawson, Special Committee on Lobbyists, Canadian Bar Association
- Iacobucci, Frank, Deputy Minister, Department of Justice
- Jackman, Barbara, Chairman (Ontario), Immigration Law Section, Canadian Bar Association
- Jacobsen, Peter, Lawyer, Paterson, MacDougall (Toronto)
- James, Ken, Member of Parliament, Sarnia-Lambton
- Jamieson, Jim, Past President, St. Andrew's Refugee Association; Victoria Coalition
- Jayne, Ann, Calgary Interfaith Coalition for Refugees
- Joel, Trisha, Vancouver Status of Women; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants
- Johnson, Cornelia, Amnesty International Group 19 (Local Chapter)
- Johnson, Stuart, Chairman, Citizenship Council of Manitoba; Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy
- Jules, Clarence (Manny), Chief, Kamloops Indian Band
- Kage, Diane, Coordinator, Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of British Columbia
- Kagedan, Ian, Assistant National Executive Director, Canadian Jewish Congress
- Kelley, Ninette, Secretary, Toronto Refugee Affairs Council
- Knight, Stanley, Past President, MOSAIC; President, Vancouver Refugee Council
- Krause, Renata, Staff Counsel, Legal Aid Manitoba
- LaFontaine, François, Legislative Counsel, Department of Justice
- Laredo, Sam, Project Officer, Transition Team, Proposed Immigration and Refugee Board
- Levert, Lionel, General Counsel and Secretary, Statute Revision Commission
- Levy, Earl, President, Criminal Lawyers' Association
- Linden, Allen M., Mr. Justice, President, Law Reform Commission of Canada
- Lordon, Paul, Corporate Services Directorate, Department of Justice
- Loucas, Salome, Member, Foreign Affairs Committee, National Action Committee on the Status of Women

Témoins—Suite

- Gilad, Mme Lisa, recherches, Institut de recherches sociales et économiques, Groupes non-gouvernementaux intéressés aux questions d'immigration et des réfugiés
- Giles, M. E. David, vice-président, Opérations aéroportuaires, Association du transport aérien du Canada
- Gill, M. Cern, président, British Columbia Organization to Fight Racism; président, Progressive Indo-Canadian Services Society; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants
- Gill, M. John J., vice-président, Section du droit de l'immigration, Association du Barreau canadien et membre, Comité national des citoyens
- Giokas, M. John, directeur de la législation et de la réforme du droit, Association du Barreau canadien
- Girard, M. Raphaël, coordonnateur, Groupe de travail sur les réfugiés, ministère de l'Emploi et de l'Immigration
- Gold, M. Marc, professeur, Université York
- Gouldberger, M. Pierre, révérend, Comité d'aide aux réfugiés, Eglise Unie du Canada, Coalition de Montréal
- Grando, M. Sergio, directeur général, Convention & Visitors Bureau of Windsor, Essex County & Pelee Island
- Gratton, M. Robert, président, Compagnie Montréal Trust du Canada
- Gravenor, Mme Brenda, thérapeute senior, Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)
- Groos, M. Charles, Section de droit de l'immigration, Chapitre de la Colombie-Britannique, Association du Barreau canadien; président, Comité des politiques, Vancouver Refugee Council; conseiller, Nanaimo Immigrant Settlement Society
- Gussman, M. Tom, analyste principal des politiques, Direction de la révision législative, ministère de la Consommation et des Corporations
- Haddock, M. Gregory V., pétitionnaire
- Hammond, M. R.M., surintendant adjoint, Bureau du surintendant des institutions financières du Canada
- Harrison, M. Peter, sous-ministre adjoint, Développement économique, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien
- Hathaway, M. James, professeur, Osgoode Hall School of Law
- Hnatyshyn, honorable Ramon J., ministre de la Justice et procureur général du Canada
- Hope-Irwin, Mme Sharon, représentante, Cape Breton Transition House et gérante du Town Day Care, Glace Bay, Nouvelle-Ecosse
- Hoppe, M. Carter, président, section du droit de l'immigration, Association du Barreau canadien
- Horwood, M. Robert, membre, Section du droit administratif, Association du Barreau canadien
- Hubbard, M. H. Albert, doyen, Faculté de Droit, Section de Common Law, Université d'Ottawa
- Hunter, M. Lawson, Comité spécial sur les lobbyistes, Association du Barreau canadien
- Iacobucci, M. Frank, sous-ministre, ministère de la Justice
- Jackman, Mme Barbara, présidente (Ontario), section de droit de l'immigration, Association du Barreau canadien
- Jacobsen, M. Peter, avocat, Paterson, MacDougall (Toronto)
- James, M. Ken, député (Sarnia-Lambton)
- Jamieson, M. Jim, ancien président, St. Andrew's Refugee Association; Victoria Coalition
- Jayne, Mme Ann, Calgary Interfaith Coalition for Refugees
- Joel, Mme Trisha, Vancouver Status of Women; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants
- Johnson, Mme Cornelia, Amnistie Internationale, Groupe 19 (section locale)

Witnesses—Cont'd

- Lovgren, Craig, Legislative Counsel, Department of Justice
- Low, Martin, Senior General Counsel, Human Rights Section, Department of Justice
- Lussier, Gaëtan, Deputy Minister, Department of Employment and Immigration
- Lynch, Judy, Red Deer Coalition for Refugees
- M., Freddy, Refugee Claimant, Calgary Interfaith Coalition for Refugees
- McCombs, David, Director, Criminal Lawyers' Association
- Macdonald, Heather, National Working Group on Refugees, United Church of Canada; Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy
- McDougall, Hon. Barbara, Minister of Employment and Immigration
- McElroy, W., Executive Director, Intercultural Association of Greater Victoria
- McIsaac, Donald A., Director, Life Insurance Division, Office of the Superintendent of Financial Institutions Canada
- McKay, Wayne, Professor, Dalhousie University
- Mackenzie, Ron, Brother, Chairperson, Canadian Catholic Organization for Development and Peace
- McKnight, Hon. Bill, Minister of Indian Affairs and Northern Development
- Macpherson, Donald, Deputy Superintendent, Office of the Superintendent of Financial Institutions in Canada
- McQueen, Frances, Amnesty International; Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants
- McRae, Kenneth, Director of the Child Development Clinic and Director of the Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)
- McTeer, Maureen, Parliamentary Spouses Association
- Mailly, Claudy, MP, Parliamentary Secretary to Minister of Communications
- Malépart, Yves, Director, Highway Policy and Programs, Department of Transport
- Manuel, William, Solicitor, Stitt, Baker & McKenzie (Toronto Ontario)
- Marcenaro, Romulo, Representative, Archbishop Oscar Romero Refugee Committee, Saskatoon; Saskatoon Refugee Co-ordination Committee
- Marshall, William L., Director, Kingston Sexual Offenders' Clinic and Professor of Psychology, Queen's University
- Martin, Tom, Representative, Saskatoon Council of Churches and Saskatoon and Area Refugee Assistance Committee; Saskatoon Refugee Co-ordination Committee
- Matas, David, Senior Legal Counsel, B'nai Brith Canada Institute for International Affairs
- Ménard, Robert, Detective Sergeant, Montreal Urban Community Police (Personal presentation)
- Ménard, Serge, Bâtonnier of the Quebec Bar Association
- Mendoza, Herman, Representative, Spanish-speaking Catholic community of Vancouver; Canadian Catholic Organization for Development and Peace
- Mills, Laura, Psychologist, Child Development Clinic and Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)
- Montani, Adrienne, Executive Director, Surrey Delta Immigrant Services Society
- Morris, Hon. Edmund L., Minister of Social Services, Government of Nova Scotia
- Mosley, Richard G., Senior General Counsel, Criminal Law Policy and Amendments Section, Department of Justice; Senior General Counsel, Criminal and Family Law Policy Directorate, Policy, Programs and Research Branch, Department of Justice

Témoins—Suite

- Johnson, M. Stuart, président, Citizenship Council of Manitoba; Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy
- Jules, M. Clarence (Manny), chef, Bande indienne de Kamloops
- Kage, Mme Diane, coordonnatrice, Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of British Columbia
- Kagedan, M. Ian, directeur national exécutif adjoint, Congrès juif canadien
- Kelley, Mme Ninette, secrétaire, Toronto Refugee Affairs Council
- Knight, M. Stanley, ancien président, MOSAIC; président, Vancouver Refugee Council
- Krause, Mme Renata, avocate du Service de l'aide juridique du Manitoba
- LaFontaine, M. François, conseiller législatif, ministère de la Justice
- Laredo, M. Sam, agent de projet, groupe de transition, Commission proposée de l'immigration et du statut de réfugié
- Levert, M. Lionel, avocat général et secrétaire, Commission de révision des lois
- Levy, M. Earl, président, Criminal Lawyers' Association
- Linden, M. Allen M., juge, président, Commission de réforme du droit du Canada
- Lordon, M. Paul, avocat-conseil, Section des services ministériels, ministère de la Justice
- Loucas, Mme Salome, membre, Comité des affaires étrangères, Comité canadien d'action sur le statut de la femme
- Lovgren, M. Craig, conseiller législatif, ministère de la Justice
- Low, M. Martin, avocat général principal, Section des droits de la personne, ministère de la Justice
- Lussier, M. Gaëtan, sous-ministre, ministère de l'Emploi et de l'Immigration
- Lynch, M. Judy, Red Deer Coalition for Refugees
- M., M. Freddy, revendicateur du statut de réfugié, Calgary Interfaith Coalition for Refugees
- McCombs, M. David, membre du Conseil d'administration, Criminal Lawyers' Association
- Macdonald, Mme Heather, Groupe de travail national sur les réfugiés, Eglise unie du Canada; Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy
- McDougall, honorable Barbara, ministre de l'Emploi et de l'Immigration
- McElroy, M. W., directeur exécutif, Intercultural Association of Greater Victoria
- McIsaac, M. Donald A., directeur, Division de l'assurance-vie, Bureau du Surintendant des institutions financières du Canada
- McKay, M. Wayne, professeur, Université Dalhousie
- Mackenzie, M. Ron, Frère, président, Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix
- McKnight, honorable Bill, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
- Macpherson, M. Donald, surintendant adjoint, Bureau du surintendant des institutions financières du Canada
- McQueen, Mme Frances, Amnistie Internationale, Vancouver Coalition for Justice for Refugees and Immigrants
- McRae, M. Kenneth, directeur du Child Development Clinic et directeur du Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)
- McTeer, Mme Maureen, Association des conjoints des parlementaires
- Mailly, Mme Claudy, députée, secrétaire parlementaire du ministre des Communications
- Malépart, M. Yves, directeur, Politique et programmes routiers, ministère des Transports

Witnesses—Cont'd

- Mudalier, Ram, Vice-President, Canadian Fijian Association; Edmonton Branch, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy
- Neville, Michael, President, Defence Counsel Association of Ottawa
- Nicholls, Nancy, Executive Director, Catholic Immigration Bureau (Toronto), Canadian Conference of Catholic Bishops, Inter-Church Committee for Refugees; Past Chairperson, Inter-Church Committee for Refugees
- Oddleifson, Eddie, President, Edmonton Branch, Amnesty International; Edmonton Branch, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy
- Paisley, Victor, Vice-Chairman, Canadian Bar Association's Committee on Pornography, Prostitution and Sexual Abuse of Children
- Palmer, Philip, Acting Director, Legal Services, Department of Communications
- Paludan, Anne, former Head, Asylum Department, Danish Refugee Council
- Pelletier, Michel, Sergeant, Drug Awareness Program, Royal Canadian Mounted Police
- Perlee, Tom, Refugee Section, Primates World Relief and Development Fund; Edmonton Branch, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy
- Petten, Bernice, Parliamentary Spouses Association
- Piragoff, Don, Counsel, Criminal Law Policy and Amendments Section, Department of Justice
- Plaut, W. Gunther, Rabbi, Holy Blossom Temple
- Pollack, Rocky, Chairman, National Criminal Justice Section, Canadian Bar Association
- Poznanski, G.W., Assistant Superintendent, Department of Insurance
- Préfontaine, Dan, Assistant Deputy Minister, Policy, Programs and Research Branch, Department of Justice
- Proulx, Monique, Vice-President, Canadian Council for Refugees
- Racicot, Denis, Association of Immigration Lawyers, Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, Montreal Coalition
- Radio, Vera, Executive Director, MOSAIC
- Rankin, Phil, Chairman, Immigration Law Section, British Columbia Branch, Canadian Bar Association
- Ratushny, Ed, Professor of Law, University of Ottawa
- Reitman, Dorothy, National President, Canadian Jewish Congress
- Rinehart, Karen, Chairperson, Anglican Diocese of New Westminster Refugee Subcommittee
- Roche, Tricia, British Columbia-Yukon Staff Person for the Canadian Catholic Organization for Development and Peace
- Roeters, Kevan, National Development Officer, National Youth in Care Network
- Roman, Andrew, Co-Vice-President, Administrative Law Section, Canadian Bar Association
- Rosen, John, Criminal Lawyers' Association
- Rude, Brian, Reverend, Calgary Interfaith Coalition for Refugees
- Sauvé, Pierre, Vice-President for Corporate, Legal and Recording Services, Cooperants, Mutual Life Insurance Society
- Schelew, Michael, Spokesperson, Refugee Affairs, Amnesty International
- Schratz, Anthony N., Solicitor for the Applicant
- Schwartz, Bryan, Professor, University of Manitoba
- Scott, Glen, Counsel for the Petitioner
- Seller, Fred E., Counsel, Grenville Aggregate Specialties Limited

Témoins—Suite

- Manuel, M. William, avocat, Stitt, Baker & McKenzie (Toronto, Ontario)
- Marcenaro, M. Romulo, représentant, Archbishop Oscar Romero Refugee Committee, Saskatoon; Saskatoon Refugee Co-ordination Committee
- Marshall, M. William L., directeur, Kingston Sexual Offenders' Clinic et professeur de psychologie, Université Queen's
- Martin, M. Tom, représentant, Saskatoon Council of Churches et Saskatoon and Area Refugee Assistance Committee; Saskatoon Refugee Co-ordination Committee
- Matas, M. David, conseiller juridique principal, B'nai Brith Canada, Institut pour les affaires internationales
- Ménard, M. Robert, sergent-détective, Force policière de la Communauté urbaine de Montréal (présentation personnelle)
- Ménard, M. Serge, Bâtonnier du Barreau du Québec
- Mendoza, M. Herman, représentant, Communauté catholique espagnole de Vancouver; Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix
- Mills, Mme Laura, psychologue, Child Development Clinic et Child Protection Centre, Children's Hospital (Winnipeg, Manitoba)
- Montani, Mme Adrienne, directrice exécutive, Surrey Delta Immigrant Services Society
- Morris, honorable Edmund L., ministre des Services sociaux, Gouvernement de la Nouvelle-Ecosse
- Mosley, M. Richard G., avocat général principal, Section de la politique et de la modification du droit en matière pénale, ministère de la Justice; avocat-général principal, Sous-direction de la politique en matière de droit pénal et familial, Direction de la politique, des programmes et de la recherche, ministère de la Justice
- Mudalier, M. Ram, vice-président, Canadian Fijian Association; Section d'Edmonton, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy
- Neville, M. Michael, président, Association des procureurs de la défense d'Ottawa
- Nicholls, Mme Nancy, directeur exécutif, Bureau catholique de l'immigration (Toronto), Conférence canadienne des évêques catholiques, Comité Inter-Eglises pour les réfugiés; ancienne présidente, Comité Inter-Eglises pour les réfugiés
- Oddleifson, M. Eddie, président, section d'Edmonton, Amnistie Internationale; section d'Edmonton, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy
- Paisley, M. Victor, vice-président, Comité de l'Association du Barreau canadien sur la pornographie, la prostitution et l'abus sexuel des enfants
- Palmer, M. Philip, directeur intérimaire, Services juridiques, ministère des Communications
- Paludan, Mme Anne, ancienne directrice, Service d'accueil, Conseil danois pour les réfugiés
- Pelletier, M. Michel, sergent, Programme de sensibilisation en matière de stupéfiants, Gendarmerie royale du Canada
- Perlee, M. Tom, Section des réfugiés, Fonds du Primat pour le secours et le développement mondial; Section d'Edmonton, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy
- Petten, Mme Bernice, Association des conjoints des parlementaires
- Piragoff, M. Don, avocat-conseil, Section de la politique et de la modification du droit en matière pénale, ministère de la Justice
- Plaut, M. W. Gunther, rabbin, Holy Blossom Temple
- Pollack, M. Rocky, président, Section nationale du droit pénal, Association du Barreau canadien

Witnesses—*Cont'd*

- Sereda, Lloyd, Vice-Chairman, Provincial Co-ordinating Committee, Alberta Cultural Heritage Council
- Shooner, Pierre, President, Cooperants, Mutual Life Insurance Society
- Smith, Cameron, former Managing Editor, *The Globe and Mail*
- Stephens, David R., Senior Counsel, Judicial Affairs, Human Rights Law Section, Department of Justice
- Stern, J.B., Chairman, Refugee Status Advisory Committee
- Stitt, Hubert, Stitt, Baker & McKenzie (Toronto, Ontario)
- Stobo, Gerald, Counsel, Calgary Interfaith Coalition for Refugees
- Strean-Roodman, Judy, Research Officer, B'nai Brith Canada
- Stringer, Gordon J., Ottawa Manager, Association of Airline Representatives in Canada
- Sutts, Clifford N., Solicitor for the Petitioner, the City of Windsor; Gignac, Sutts (Windsor, Ontario)
- Swords, Colleen, Legal Operations Branch, Secretariat of State for External Affairs
- Third-Tsushima, Margaret, Executive Director, St. Barnabas Refugee Society; Edmonton Branch, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy; President, Canadian Council for Refugees
- Thomas, Stephanie, Co-Chairperson, Toronto Refugee Affairs Council
- Trussler, John, Project Officer, Refugee Task Force, Department of Employment and Immigration
- Van der Veen, Job, Office of the United Nations High Commissioner for Refugees
- van Westrener, Peter, Chairman, Legal and Industrial Affairs Committee, Association of Airline Representatives in Canada
- Viets, R. Digby, Chief, Legal Division, Corporations Branch, Department of Consumer and Corporate Affairs
- Vincendon, Eric, Manager, Facilitation, International Air Transport Association
- Vincent, Jean Denis, President and Chief Executive Officer, Alliance mutuelle-vie
- Vink, Gerry, Executive Director, Newfoundland-Labrador Human Rights Association
- Wakefield, Robert, Past President, Defence Counsel Association of Ottawa
- Wakeling, Fay, Reverend, Committee to Aid Refugees, United Church of Canada, Montreal Coalition
- Waldman, Lorne, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy
- Wallace, Lorne, President, Sombrilla Refugee Support Society
- Waller, Irvin, Professor, Department of Criminology, University of Ottawa
- Wallis, Rodney, Director, Facilitation and Security, International Air Transport Association
- Wallot, Jean-Pierre, Dominion Archivist, Public Archives of Canada
- Ward, Brian, Executive Director, Canadian Council on Children Youth
- Watters, David B., Director, Legislative Review Branch, Department of Consumer and Corporate Affairs
- Weaselchild, Donna, President, Alberta Native Women's Association
- Weigel, W.M. Melvin, Counsel, Canadian Council for Refugees
- Weiner, Hon. Gerry, Minister of State (Immigration)
- Whytehead, Lawrence, Chairman, Manitoba Interfaith Immigration Council; Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy
- Wiebe, Ed, Refugee Assistance Program Coordinator, Mennonite Central Committee (National)

Témoins—*Suite*

- Poznanski, M. G.W., surintendant adjoint, Département des Assurances
- Préfontaine, M. Dan, sous-ministre adjoint, Direction de la politique, des programmes et de la recherche, ministère de la Justice
- Proulx, Mme Monique, vice-présidente, Conseil canadien pour les réfugiés
- Racicot, M. Denis, Association des avocats en immigration, Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés, Coalition de Montréal
- Radio, Mme Vera, directrice exécutive, MOSAIC
- Rankin, M. Phil, président, Section du droit de l'immigration, Chapitre de la Colombie-Britannique, Association du Barreau canadien
- Ratushny, M. Ed, professeur en droit, Université d'Ottawa
- Reitman, Mme Dorothy, présidente nationale, Congrès juif canadien
- Rinehart, Mme Karen, présidente, Diocèse anglican de New Westminster, sous-comité des réfugiés
- Roche, Mme Tricia, membre du personnel Colombie-Britannique-Yukon de l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix
- Roeters, M. Kevan, agent de développement national, Réseau national des jeunes pris en charge
- Roman, M. Andrew, co-vice-président, Section du droit administratif, Association du Barreau canadien
- Rosen, M. John, Criminal Lawyers' Association
- Rude, M. Brian, révérend, Calgary Interfaith Coalition for Refugees
- Sauvé, M. Pierre, vice-président, Affaires corporatives, contentieux et secrétaire, Les Coopérants, Société Mutuelle d'Assurance-vie
- Schelew, M. Michael, porte-parole, Affaires des réfugiés, Amnistie Internationale
- Schatz, M. Anthony N., procureur du requérant
- Schwartz, M. Bryan, professeur, Université du Manitoba
- Scott, M. Glen, conseiller du pétitionnaire
- Seller, M. Fred E., avocat conseil, Grenville Aggregate Specialties Limited
- Sereda, M. Lloyd, vice-président, Provincial Co-ordinating Committee, Alberta Cultural Heritage Council
- Shooner, M. Pierre, président, Les Coopérants, Mutuelle d'Assurance-vie
- Smith, M. Cameron, ancien rédacteur en chef, *The Globe and Mail*
- Stephens, M. David R., avocat-conseil, Affaires judiciaires, Section des droits de la personne, ministère de la Justice
- Stern, M. J.B., président, Comité consultatif du statut de réfugié
- Stitt, M. Hubert, Stitt, Baker & McKenzie (Toronto, Ontario)
- Stobo, M. Gerald, conseiller juridique, Calgary Interfaith Coalition for Refugees
- Strean-Roodman, Mme Judy, adjointe de recherche, B'nai Brith Canada
- Stringer, M. Gordon J., gérant (Ottawa), Association of Airline Representatives in Canada
- Sutts, M. Clifford N., avocat pour le pétitionnaire, Cité de Windsor; Gignac, Sutts (Windsor, Ontario)
- Swords, Mme Colleen, direction des opérations juridiques, Secrétariat d'Etat aux Affaires extérieures
- Third-Tsushima, Mme Margaret, directrice exécutive, St. Barnabas Refugee Society; section d'Edmonton, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy; présidente, Conseil canadien pour les réfugiés
- Thomas, Mme Stephanie, coprésidente, Toronto Refugee Affairs Council

Witnesses—Cont'd

- Williams, Bryan, President, Canadian Bar Association
- Williams, Sharon A., Associate Professor of Law, Osgoode Hall Law School
- Willis, Errick F., Policy Concepts
- Zaifman, K., Chairman, Immigration Section, Manitoba Bar Association
- Zemans, Fred, Professor, Chairman, Law and Social Action Committee, Canadian Jewish Congress
- Zucherbrodt, Rebecca, B'nai Brith Canada

For pagination, see Index by alphabetical order.

Témoins—Suite

- Trussler, M. John, agent de projet, Groupe de travail sur les réfugiés, ministère de l'Emploi et de l'Immigration
- Van der Veen, M. Job, Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés
- van Westrener, M. Peter, président, Comité des affaires juridiques et industrielles, Association of Airline Representatives in Canada
- Viets, M. R. Digby, chef de la Division du contentieux, Direction des corporations, ministère de la Consommation et des Corporations
- Vincendon, M. Eric, chef de Facilitation, Association du transport aérien international
- Vincent, M. Jean Denis, président et chef de la direction, Alliance mutuelle-vie
- Vink, M. Gerry, directeur exécutif, Association des droits de la personne de Terre-Neuve-Labrador
- Wakefield, M. Robert, ancien président, Association des procureurs de la défense d'Ottawa
- Wakeling, Mme Fay, révérende, Comité d'aide aux réfugiés, Eglise Unie du Canada, Coalition de Montréal
- Waldman, M. Lorne, Coalition for a Just Refugee and Immigration Policy
- Wallace, M. Lorne, président, Sombrilla Refugee Support Society
- Waller, M. Irvin, département de criminologie, Université d'Ottawa
- Wallis, M. Rodney, directeur, Facilitation et sécurité, Association du transport aérien international
- Wallot, M. Jean-Pierre, archiviste fédéral, Archives publiques du Canada
- Ward, M. Brian, directeur exécutif, Conseil canadien de l'enfant et de la jeunesse
- Watters, M. David B., directeur, Direction de la révision législative, ministère de la Consommation et des Corporations
- Weaselchild, Mme Donna, présidente, Alberta Native Women's Association
- Weigel, M. W.M. Melvin, conseiller, Conseil canadien pour les réfugiés
- Weiner, honorable Gerry, ministre d'Etat à l'Immigration
- Whytehead, M. Lawrence, président, Manitoba Interfaith Immigration Council; Manitoba Coalition for a Just Refugee Policy
- Wiebe, M. Ed, coordonnateur du Programme d'aide aux réfugiés, Comité central Mennonite (National)
- Williams, M. Bryan, président, Association du Barreau canadien
- Williams, Mme Sharon A., professeur associé en droit, Osgoode Hall Law School
- Willis, M. Errick F., Policy Concepts
- Zaifman, M. K., président, Section de l'immigration, Association du Barreau du Manitoba
- Zemans, M. Fred, professeur, président, Comité d'action juridique et sociale, Congrès juif canadien
- Zucherbrodt, Mme Rebecca, B'nai Brith Canada

Pour pagination, voir Index par ordre alphabétique.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

010400048

OCT 23 1991

